BnF Gallica

Dictionnaire de la législation tunisienne : nouvelle édition, mise au courant de la législation et de la jurisprudence [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Sebaut, A.. Auteur du texte. Dictionnaire de la législation tunisienne : nouvelle édition, mise au courant de la législation et de la jurisprudence jusqu'au 15 septembre 1895 / par A. Sebaut. 1896.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

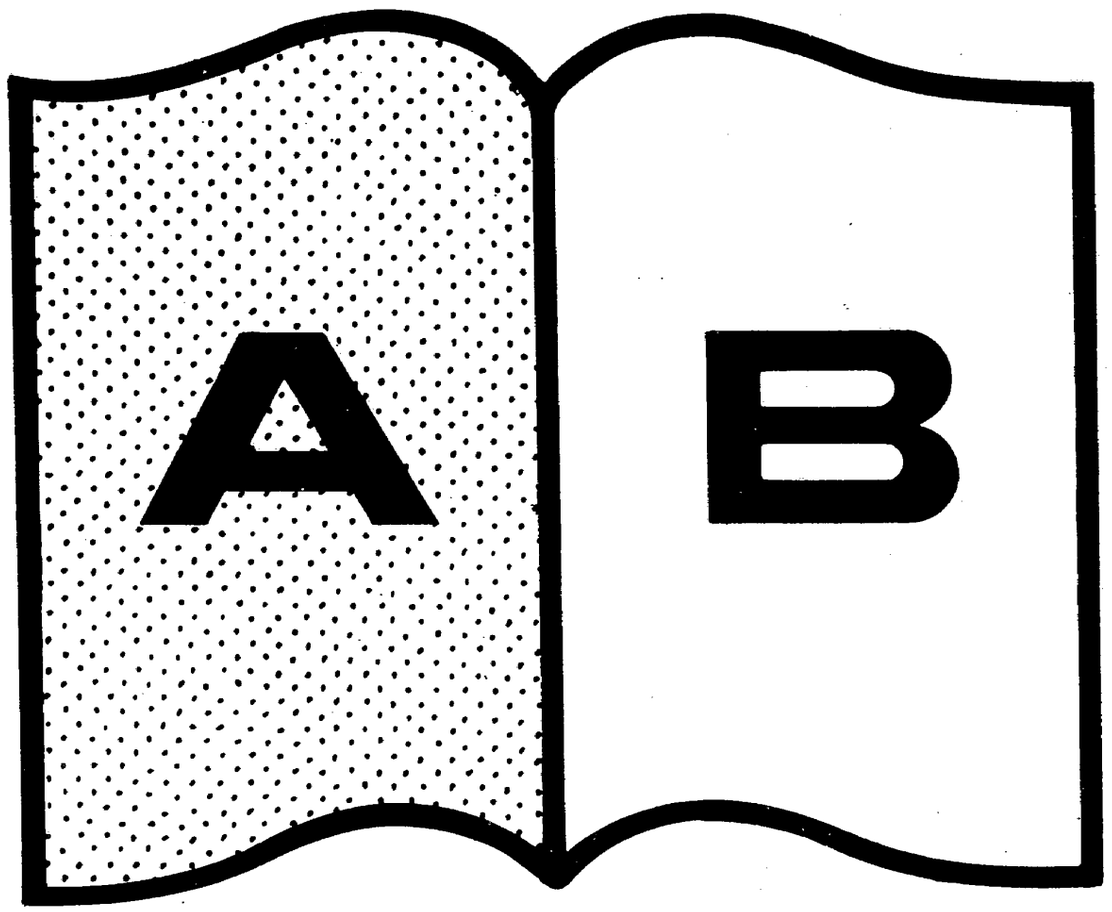
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Reliure serrée

4°F

928

M. Bailleux

DICTIONNAIRE

DE LA

LÉGISLATION TUNISIENNE

Couverture

NOUVELLE ÉDITION

Mise au courant de la Législation et de la Jurisprudence jusqu'au 15 septembre 1895

PAR

A. SEBAUT

EN VENTE

A TUNIS, CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

DIJON

IMPRIMERIE SIRODOT - CARRÉ, RUE AMIRAL - ROUSSIN, 40

1896

4°F
928

DIJON
Bibliothèque
G. 20
18 6

M. Bailleul

DICTIONNAIRE

DE LA

LÉGISLATION TUNISIENNE

Couleur et la couverture

BIBLIOTHÈQUE

NOUVELLE ÉDITION

Mise au courant de la Législation et de la Jurisprudence
jusqu'au 15 septembre 1895

PAR

A. SEBAUT

EN VENTE

A TUNIS, CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

DIJON
IMPRIMERIE SIRODOT - CARRÉ, RUE AMIRAL - ROUSSIN, 40
1896

DICTIONNAIRE

DE LA

LÉGISLATION TUNISIENNE

DICTIONNAIRE

DE LA

LÉGISLATION TUNISIENNE

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE TUNIS

NOUVELLE ÉDITION

Mise au courant de la Législation et de la Jurisprudence
jusqu'au 15 septembre 1895

PAR

A. SEBAUT

EN VENTE

A TUNIS, CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

DIJON

IMPRIMERIE SIRODOT - CARRÉ, RUE AMIRAL - ROUSSIN, 40

1896

PRÉFACE

Lorsque, sous le titre de « *Dictionnaire de la Législation tunisienne* », nous avons, le premier, publié en 1888 un recueil des lois en vigueur dans la Régence, nous pensions que par suite des changements que la colonisation, sa nouvelle organisation politique, obligeraient d'introduire dans sa législation pour la mettre en harmonie avec les conditions économiques que lui créeraient le nombre plus grand d'étrangers fixés sur son territoire et ses rapports plus fréquents avec les peuples d'Europe, nous pensions, disons-nous, qu'une publication nouvelle s'imposerait.

Nous ne nous trompions pas et l'espoir que nous avions de voir augmenter rapidement le nombre de nos compatriotes apportant ici les uns leurs capitaux, les autres leur expérience et leur travail et grandir d'autant l'influence française en Tunisie, n'a pas été déçu, malgré le peu de moyens dont dispose le gouvernement du protectorat pour y attirer les émigrants.

Il n'a pas, en effet, comme autrefois en Algérie, d'immenses territoires à concéder gratuitement à ceux que l'espoir de se créer une situation sous d'autres cieux, plus facilement qu'ils ne pourraient le faire dans la métropole, engagent à s'expatrier.

Il ne peut non plus les aider par des prêts soit en nature, soit en espèces, remboursables à de longues échéances.

Il ne faut donc pas que celui qui se décide à venir tenter fortune en Tunisie compte d'une façon particulière sur l'aide effective du pouvoir et qu'il le considère comme une providence vers laquelle il pourra toujours se tourner, à laquelle il pourra toujours s'adresser dans les moments difficiles. Il faut, au contraire, qu'il sache bien qu'il ne doit attendre de ce côté que la protection générale qui est due à tous indistinctement et que les deux facteurs les plus puissants pour la réussite seront toujours : l'énergie et la persévérance.

***

Les modifications nombreuses et importantes que nous avions prévues dans cette législation surannée sur beaucoup de points, embryonnaire et peut-être un peu hâtive sur d'autres, qu'a dictées une étude plus approfondie des mœurs et des besoins et qu'exigeait cet état économique dû aux causes que nous venons d'indiquer et qui s'est heureusement produit, constituait pour ainsi dire une législation nouvelle qui demandait aussi une nouvelle coordination.

C'est ce travail que nous offrons aujourd'hui au public et au monde des

affaires avec la confiance qu'il lui sera fait le même accueil sympathique qu'à notre première édition.

C'est d'ailleurs par des publications de cette nature qu'on peut apprécier d'une façon plus exacte, plus nette, l'état d'avancement d'un pays dans la voie du progrès et de la civilisation et c'est la comparaison de sa législation à des époques différentes qui permet de mesurer le chemin parcouru.

Elles offrent en outre à l'historien des documents certains dont il doit s'inspirer pour juger plus sûrement les hommes et les choses, en faire la critique et attribuer à chacun la part qui lui revient dans l'œuvre commune.

Mais ces publications ont aussi un côté pratique qui n'est pas le moindre de leur utilité et des avantages qu'elles offrent; c'est qu'en rendant les recherches faciles elles évitent des pertes de temps souvent considérables, chose précieuse dans un siècle où chaque journée semble trop courte pour le labeur qu'elle apporte, où la science, qui ouvre sans cesse à l'activité humaine des horizons nouveaux, a pu supprimer les distances.

A. SEBAUT.

ERRATA

Pages 1 *Lire :* 4 février 1883 *au lieu de :* 11 février 1883.
— 27 *Lire :* mars 1884 *au lieu de :* mars 1894.
— 43 *Lire :* 8 djoumadi-ettani 1308 *au lieu de :* 1306.
— 50 *Lire :* 20 kâda 1306 *au lieu de :* 10 kâda 1396.
— 54 *Lire :* 10 sfar 1298 *au lieu de :* 1290.
— 109 *Lire :* 2 juin 1889 *au lieu de :* 1849.
— 149 Ajouter à la nomenclature des décrets qui ont modifié celui du 3 octobre 1884, sous les mots : *Douanes et monopoles*, « et du 6 juin 1895 ».
— 228 *Lire :* 11 djoumadi-el-aoual 1312 *au lieu de :* 1302.
— 251 *Lire :* exercice *au lieu de :* examen, dans le titre du décret du 16 décembre 1890.
— 265 Date du décret relatif aux délimitations et immatriculations des forêts de l'Etat : 4 avril 1890 (15 châban 1307).
— 273 *Lire :* 19 rabia-el-aoual 1305 *au lieu de :* 1315.
— 353 *Manque* l'année arabe 1312 au décret du 11 juillet 1894.
— 385 *Lire :* 11 chaoual 1292 *au lieu de :* 1290.

DICTIONNAIRE

DE

LA LÉGISLATION TUNISIENNE

Achour

3 juillet 1895 (10 moharrem 1313)

Décret sur le paiement de l'impôt achour

Article premier. — L'impôt achour sur les céréales, qui est de cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales, sera désormais calculé à raison de quatre hectolitres par méchia complète blé ou orge.

(L'art. 2 fixe le prix de conversion en argent pour l'année 1895).

Administration générale

11 février 1883 (26 rabia-el-aoual 1300)

Décret instituant le Secrétariat général du gouvernement

Article premier. — Il est institué un Secrétariat général du gouvernement.

Art. 2. — Ses attributions sont :

1° Direction du personnel des bureaux de l'administration centrale ;

2° Garde des archives de l'Etat;

3° (Abrogé par le décret du 19 sfar 1306 (24 octobre 1888) ;

4° Remise au premier ministre de la correspondance préparée par les divers services publics; son envoi aux destinataires;

5° Présentation et promulgation des lois, décrets et règlements.

14 février 1885 (29 rabia-ettani 1302)

Décret portant règlement sur la composition des bureaux de l'administration générale et sur les conditions d'admission aux fonctions de cheiks et d'interprètes.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. — Les bureaux de l'administration générale comprennent :

Le ministère d'Etat ;

La section des affaires civiles ;

La section des affaires pénales ;

Le bureau central des communes ;

Le bureau de la comptabilité.

Les différents services du Secrétariat général et les archives du gouvernement tunisien y sont rattachés pour tout ce qui concerne le présent règlement.

Art. 2. — Les chefs des sections du Ministère d'Etat, des affaires civiles et pénales, le chef du bureau central des communes et l'archiviste reçoivent un traitement de 16,000, 12,800 et 9,600 piastres suivant leur ancienneté ;

Les sous-chefs de section reçoivent 9,600, 8,800 et 8,000 piastres ;

Les chefs de bureau ou rédacteurs 7,200 et 6,400 piastres ;

Les cheiks et interprètes traducteurs de

1re classe, 5,100 piastres ;

2e classe, 3,800 —

3e classe, 2,880 —

Art. 3. — Un certain nombre de jeunes gens qui se préparent au concours d'admission et qui ont justifié de leur instruction, pourront être autorisés à participer temporairement aux travaux de l'administration générale. Ils recevront des indemnités qui varient de 1,300 à 1,900 piastres.

Art. 4. — Les cheiks et interprètes-traducteurs de même classe sont assimilés au point de vue du traitement et du grade. Toutefois, ne pourront être nommés cheiks dans les sections des affaires civiles ou pénales, les interprètes ayant moins de vingt-cinq ans ou qui, n'ayant pas dépassé la limite d'âge de trente ans, n'auront pas satisfait aux épreuves de l'examen d'entrée exigé des cheiks.

Dans le cas contraire, ils seront inscrits à titre de cheiks dans la classe qu'ils occupaient à titre d'interprètes.

Art. 5. — Ne peuvent passer d'une classe à une classe supérieure, les employés qui n'ont pas trois ans de service dans le grade inférieur, à moins de services exceptionnels.

Art. 6. — Pourront être nommés interprètes ou cheiks, sans avoir passé par les épreuves du concours, les employés qui auront déjà fait partie à divers titres des autres administrations de la Régence ou d'une administration française, ceux de nos sujets qui auront dépassé la limite d'âge du concours et seraient d'une capacité reconnue.

Chapitre II

Annonce du concours et formation de la liste des candidats

Art. 7. — Il est institué un concours pour l'admission au grade d'interprète-traducteur ou de cheik. Ce concours sera ouvert toutes les fois qu'il y aura lieu de pourvoir à une vacance dans les bureaux.

Art. 8. — Il sera annoncé au moins un mois à l'avance, par une insertion au *Journal officiel* et par des affiches apposées à Dar-el-Bey et dans les lieux d'affichage des actes officiels.

Art. 9. — Ces affiches indiqueront quelles sont les places vacantes; dans quel délai les aspirants devront se présenter au Secrétariat général pour demander leur inscription au nombre des candidats et fournir les pièces justificatives énoncées dans l'article suivant :

Art. 10. — Nul ne pourra se faire inscrire en vue d'un concours :

1° S'il n'a, au 1er moharrem de l'année du concours, plus de vingt et un ans et moins de trente ans. Le candidat justifiera de son âge par les déclarations de témoins connus, reçues par deux notaires, et par toutes pièces probantes qu'il pourra joindre à ces actes;

2° S'il ne produit un certificat, signé par le directeur d'une école supérieure de Tunisie, d'Algérie ou de France, constatant qu'il y a fait des études satisfaisantes et indiquant le temps qu'il a passé dans ces établissements.

Art. 11. — Nul ne pourra se présenter plus de trois fois au concours.

Art. 12. — La liste des inscriptions sera close cinq jours après l'expiration du délai fixé par l'affiche.

Art. 13. — La liste des candidats admis à concourir sera dressée et arrêtée définitivement par le Secrétaire général cinq jours au moins avant l'ouverture du concours; elle sera déposée au Secrétariat général où toute personne pourra en prendre communication.

Chapitre III

Organisation du Jury de concours

Art. 14. — Le jury du concours se composera de cinq membres.

Art. 15. — Le président du jury aura la direction et la police du concours; il aura voix prépondérante en cas de partage.

Art. 16. — Le nombre des juges présents jusqu'à la fin du concours ne pourra être moindre de trois.

Il sera dressé procès-verbal de chaque séance et le procès-verbal sera signé par chacun des juges.

Chapitre IV

Matière des épreuves

Art. 17. — Les épreuves du concours porteront :

1° Sur l'organisation politique, judiciaire et administrative de la Régence;

2° Sur les principes généraux du droit;

3° Sur la géographie politique et commerciale;

4° Sur la littérature arabe;

5° Sur la langue française.

Art. 18. — Quand il s'agira de nommer un cheik, la partie la plus importante de l'examen sera le droit civil et pénal tunisien; quand il s'agira de nommer un interprète-traducteur, la partie la plus importante sera le droit et la littérature française.

Chapitre V

Nature et mode des épreuves

Art. 19. — Il y aura une épreuve préparatoire et des épreuves définitives.

Art. 20. — L'épreuve préparatoire consistera en une composition par écrit, qui portera, pour les cheiks, sur le droit civil musulman, et, pour les interprètes, sur un sujet rédigé en langue française.

Art. 21. — Le sujet de composition commun

à tous les candidats sera tiré au sort entre trois sujets qui auront été choisis par le jury et mis sous enveloppe cachetée.

Le tirage au sort sera fait par le président en présence des candidats.

Art. 22. — Tous les candidats seront immédiatement renfermés de manière à n'avoir aucune communication avec le dehors.

La surveillance sera confiée à l'un des membres désigné par le président du jury.

Les candidats ne pourront s'entr'aider dans leur travail, ni se servir de livres ou de notes manuscrites.

Art. 23. — Le temps accordé pour la composition sera de six heures.

Art. 24. — Les compositions seront faites sur un papier délivré aux candidats et en tête duquel ils inscriront leurs noms et prénoms.

Art. 25. — Lors du dépôt de la composition sur le bureau, le juge surveillant placera en tête un numéro d'ordre qui sera répété sur le manuscrit.

Les têtes des compositions seront détachées à l'instant et remises sous une enveloppe cachetée, laquelle ne sera ouverte qu'après l'examen et le jugement.

Art. 26. — La liste des candidats admis aux épreuves définitives sera dressée suivant l'ordre de leur inscription sur la liste désignée à l'article 12. Elle sera déposée au Secrétariat général où les concurrents pourront en prendre connaissance.

Art. 27. — Les épreuves définitives consisteront en une épreuve écrite et une épreuve orale.

Art. 28. — Pour l'épreuve par écrit, s'ils concourent pour une place de cheik, les candidats seront chargés de rédiger en arabe un mahroud sur une affaire civile ou pénale.

S'ils concourent pour une place d'interprète, ils devront faire une composition en arabe et en français sur un sujet administratif.

Art. 29. — Le sujet sera commun à tous les candidats. Ils ne devront avoir à leur disposition ni livres, ni notes.

Art. 30. — Après la remise des compositions, il sera procédé en séance publique à l'épreuve orale.

Art. 31. — L'épreuve orale portera sur toutes les matières indiquées à l'article 17. L'examen sur la langue française consistera en la lecture et la traduction d'un texte imprimé et, pour les candidats interprètes, l'analyse immédiate d'un document lu au candidat.

Art. 32. — Il sera tenu compte, dans le classement des candidats, du zèle et des aptitudes dont ils auront fait preuve pendant qu'ils ont été employés, des langues vivantes supplémentaires qu'ils parleraient, ainsi que des diplômes dont ils seraient munis.

Art. 33. — Dans l'épreuve orale, l'ordre à suivre entre les candidats sera indiqué par un tirage au sort.

Chapitre VI

Jugement

Art. 34. — Lorsque les épreuves seront terminées, le président prononcera la clôture du concours et le jury procédera immédiatement et en séance secrète à la délibération.

Art. 35. — Si d'après le résultat du concours, le jury estime qu'il n'y a pas lieu à nomination, ou qu'il n'y a pas lieu de pourvoir à toutes les places vacantes, il en sera fait déclaration en séance publique.

Art. 36. — La liste d'admission sera dressée par ordre de mérite.

Art. 37. — Le jugement sera rendu sans désemparer, et le résultat du concours proclamé en séance publique.

Extrait du procès-verbal signé du président et de tous les juges sera transmis immédiatement au Secrétariat général du gouvernement.

Chapitre VII

Dispositions transitoires

Art. 38. — Les cheiks et interprètes employés actuellement dans les bureaux du Secrétariat général continueront à jouir d'un traitement qui ne pourra être inférieur à celui qui leur a été alloué.

Art. 39. — Afin de régler l'avancement parmi les interprètes actuellement en fonctions âgés de moins de trente ans, il sera procédé à un concours entre eux ; ceux qui auront satisfait complètement aux épreuves de cet examen seront rangés par ordre de mérite dans la 2e classe de leur grade et les autres dans la 3e classe.

Art. 40. — L'époque de ce concours, le jury et les matières qui en feront l'objet, seront désignés par arrêté du Secrétaire général du gouvernement tunisien.

Agriculture (1)

13 avril 1874 (25 sfar 1291)

Décret portant règlement agricole

Article premier. — Vu l'utilité d'étendre le délai qu'ont les agriculteurs pour se prépa-

(1) Voir aussi : Arboriculture, Elevage, Epizooties, Exportations, Importations, Terres sialines, Titres XV, XVI, XVII du Droit civil et pénal tunisien, et sous le mot : Commerce, les décrets créant des Chambres mixtes de commerce et d'agriculture à Sousse et à Sfax.

rer à leurs travaux, l'année rurale commencera à partir du 1er septembre au lieu du 1er octobre.

Art. 2. — Toute personne capable pourra jouir et disposer de ses biens de la manière plus absolue, les louer à qui elle voudra, pour le prix qu'elle voudra et pour quelque temps que ce soit. Mais, après la conclusion du contrat de louage, aucune enchère ne peut être reçue.

Art. 3. — Le tuteur de l'orphelin et l'administrateur du habous, ou, à défaut de celui-ci, l'ayant droit au habous, ont le droit de donner à bail la terre de l'orphelin et du habous, à un prix qui ne sera pas inférieur au prix de location des terres similaires, et le bail variera de un à trois ans, sans pouvoir dépasser ce terme.

Quand la terre de l'orphelin ou du habous aura été louée avant le mois de septembre, à la condition que le preneur n'entrera en jouissance qu'à partir du 1er septembre, l'offre d'un prix de location supérieur pourra être acceptée. Mais s'il s'est écoulé tant soit peu dudit mois, on n'acceptera d'offre d'augmentation que si l'on prouve qu'il y a eu lésion.

Art. 4. — Quand la location a été faite à plusieurs locataires, elle vaut, pour le premier, que l'objet de la location soit melk (libre) ou habous. Mais, si l'offre d'augmentation se produit dans le cas où, conformément à l'article 3, on peut encore l'accueillir, l'époque de la jouissance n'étant pas encore arrivée, et si le bailleur en avise le premier locataire, le contrat le liant avec celui-ci se trouve annulé, même contre son assentiment, et on louera la propriété au second. Mais, si l'année rurale a commencé, sans que le bailleur ait résilié sa location avec le premier locataire, le contrat de ce locataire est seul valable.

Art. 5. — Quiconque loue un terrain pour l'ensemencer peut en jouir selon tous les modes de jouissance ne portant pas dommage au sol ; quant à la jouissance qui lui est nuisible, elle est interdite.

Ainsi, dans l'Ifrikia (bassin de la Medjerda) l'usage veut, par exemple, que l'on ensemence de blé la moitié de la terre, en laissant l'autre moitié en jachère et qu'on remette la terre nue à la fin du bail, le locataire est tenu de s'y conformer ; dans le cas où il ensemencerait toute la terre durant la dernière année, il aura excédé ses droits et devra le loyer au propriétaire du sol.

Art. 6. — Si quelqu'un loue un terrain habous avant le commencement du mois de septembre et y fait quelque travail utile pour l'avenir, tel que labour de printemps, et si à la suite d'une offre d'augmentation, il se voit forcé d'abandonner sa location, il conserve son droit à la valeur du travail fait, et s'en fera payer le prix par le propriétaire, et non par le locataire.

Art. 7. — Lorsque quelqu'un loue une terre pour un laps de temps, et qu'à la fin de son bail il pratique sur la terre des labours de printemps ou des ensemencements, si cette terre n'est pas irrigable et que l'on n'y puisse ensemencer du blé et de l'orge qu'à une seule époque de l'année, il a le droit de jouir de la terre jusqu'à la fin de la récolte, et, s'il a fait des labours de printemps, de s'en faire payer la valeur par le locataire qui lui succédera ; mais, s'il a fait d'autres ensemencements ou travaux, il est réputé comme ayant excédé ses pouvoirs, ainsi qu'il est dit à la fin de cet article. Si la terre est une terre irrigable qui peut être ensemencée en diverses saisons, le locataire a le droit d'en jouir jusqu'à la fin de l'année ; mais, si ce terme étant arrivé, il se trouve que le locataire y avait ensemencé des légumes ou des graines, sachant qu'ils n'arriveraient pas à maturité, il sera considéré comme ayant excédé ses pouvoirs, et le propriétaire de la terre aura le droit de la labourer et de détruire les ensemencements ou de maintenir le locataire, moyennant un prix égal ou supérieur au prix de location. Si le locataire les a ensemencées croyant qu'ils arriveraient à maturité à la fin de l'année et que le terme ait été dépassé de quelques jours, comme un mois environ, il pourra exiger son maintien jusqu'à la récolte, moyennant le paiement d'un loyer calculé sur le loyer précédent.

Art. 8. — Le locataire annuel d'un henchir renfermant un puits, mentionné dans le contrat, peut exiger du propriétaire qu'il le fasse réparer. S'il s'y refuse, le locataire peut dépenser en réparations la somme due pour le loyer de l'année ; s'il dépense au delà, l'excédent restera à sa charge. Si le propriétaire a déjà encaissé le montant du loyer de l'année, il est obligé de payer sur ce loyer la somme dépensée par le locataire en frais de réparations. Si le bail est pour plus d'un an, le locataire peut dépenser jusqu'à concurrence du loyer entier.

Art. 9. — En cas de location d'un henchir renfermant de la paille, dont aurait besoin le locataire pour la nourriture de ses animaux de labour, si les contractants consentent à ce que cette paille serve à ces animaux, ils devront prélever sur le loyer une somme quelconque comme prix de ladite paille ou stipuler qu'elle est donnée au locataire à titre de prêt ; mais, en cas de vente comme en cas de prêt, la paille devra faire l'objet d'un acte distinct

du contrat, et sa valeur devra être indiquée, pour éviter toute contestation à l'avenir.

Ainsi, si une terre doit se louer approximativement mille piastres, on conviendra que neuf cent quatre vingt-dix piastres représentent le loyer, et dix piastres le prix de la paille. On rédigera ensuite, pour chaque objet, un acte spécial, et, dans ce cas, le locataire ne devra pas restituer la paille au propriétaire de la terre. S'ils conviennent d'un prêt, on mentionnera sur l'acte que le loyer de la terre est de mille piastres, et l'on fera un autre acte constatant le prêt. Le locataire, dans ce cas, sera forcé de restituer la paille, à l'expiration de son bail, telle qu'il l'aura prise. S'il l'a prise en meule, il devra la restituer ainsi; s'il ne retire pas de paille de sa récolte, il devra en acheter et la faire transporter sur l'henchir à l'endroit où il avait trouvé la paille; s'il ne peut absolument s'en procurer, il devra en payer la valeur.

Art. 10. — Si quelqu'un qui a loué une terre sur laquelle se trouvait de la paille entassée en tas sur l'aire suivant la coutume, l'a prise à titre de prêt, comme il est dit ci-dessus, il devra, dans le cas où il s'en sera servi et aura installé une autre aire pour sa récolte, éloignée de la première, replacer la paille en tas à l'endroit où il l'a trouvée en entrant et de manière à ce qu'elle ne se gâte point.

Art. 11. — Celui qui aura loué un certain nombre de méchias indivises, sur un terrain déterminé, pourra partager ce terrain avec ses associés. La méchia sera déterminée par la quantité de grains que les gens du pays y ensemencent. Si donc, la méchia qu'ensemencent les gens du pays contient un caffis et demi de blé et autant d'orge, il aura le droit de semer la même quantité.

Art. 12. — Dans le cas où une terre ayant été louée et ensemencée, la semence ne pousserait que l'année suivante, la récolte appartiendra au locataire. Il devra, toutefois, un loyer égal à celui de la première année au propriétaire de la terre, et les khammès qui auront parfait les travaux, dans la seconde année, auront droit au cinquième de la récolte. Sinon, il ne seront payés qu'au prorata de ce qu'ils auront fait la première année. Mais, si la semence ayant poussé la première année, la grêle fait tomber à terre une partie des grains, qui repousseraient l'année suivante, la récolte appartiendra au propriétaire du terrain et le locataire n'aura droit à rien.

Art. 13. — Quand deux personnes s'associent pour cultiver un henchir, si la terre appartient à l'un d'eux et les animaux de labour et de trait à l'autre, la semence et les frais incombant par part égales à chacun et la récolte devant être partagée de la même façon, les frais de transport de l'été seront supportés par parts égales entre eux, à titre de frais accessoires.

Art. 14. — Si deux associés pour une exploitation agricole conviennent par contrat qu'ils loueront une terre à compte à demi, que l'un fournira la semence et l'autre les frais de labour et de main-d'œuvre, si le loyer de la terre équivaut à la valeur de la semence et des frais de labour et de main-d'œuvre, tous les frais d'hiver et d'été sont supportés également par eux deux, et ils se partagent la récolte par parts égales. Mais, s'il n'y a pas égalité entre la valeur de la semence et celle des frais de labour et de la main-d'œuvre, la récolte appartient à celui qui a fourni la semence, à charge de payer le loyer total.

Art. 15. — Si deux associés conviennent de partager également la semence et les frais, l'un payant la main-d'œuvre et l'autre fournissant la terre, si celui qui doit fournir la main-d'œuvre n'ensemence pas toute la semence, ils partageront la récolte au prorata de la semence de chacun d'eux.

Art. 16. — Si deux personnes s'associent pour une exploitation agricole et que l'une d'elles sème une meaouna (*partie réservée ou parcelle distincte de la généralité des ensemencements auxquels ont droit les khammès*) de sa semence, sans en aviser son associé, celui-ci a droit à ensemencer la même quantité, s'il a appris ce fait quand il est encore à temps pour semer. S'il ne l'apprend qu'après, il paiera la moitié de la semence de la meaouna et prendra la moitié de son produit.

Art. 17. — Lorsque deux personnes s'associent pour ensemencer une terre déterminée et que l'une d'elles reçoit de l'autre sa part de semence, sans rien ensemencer, elle doit payer en espèces la part du loyer due par son associé.

Art. 18. — Quand deux associés conviennent, l'un de fournir la terre, l'autre de fournir les animaux, la semence devant être fournie par moitié par chacun d'eux, si celui qui fournit les animaux fait les premiers labours de printemps sur la terre entière, y sème la portion de semence fournie par son associé, sans qu'il ait pu trouver de semence pour lui-même, le fournisseur des animaux a droit au salaire de son travail, de ses bestiaux, et la récolte revient tout entière au propriétaire de la terre, à moins de renouveler le contrat en stipulant que, le fournisseur des animaux n'ayant pas trouvé sa part de semence, la terre et la semence seront à la charge de l'un d'eux et la main-d'œuvre et les animaux à la charge

de l'autre; la récolte se répartira alors entre eux, suivant ce qui aura été convenu, soit à raison du tiers, du cinquième, du sixième ou de toute autre fraction, pour celui qui aura fourni la main-d'œuvre.

Art. 19. — Quand deux associés conviennent de cultiver un terrain dans la banlieue et stipulent que l'un fournira la terre et l'autre les animaux, les semences étant fournies par le propriétaire de la terre ou celui des bœufs, le propriétaire de la terre devra payer le salaire d'un journalier devant aider son associé dans les travaux d'été uniquement; cet associé fournissant les animaux hiver comme été et n'ayant pas de droits de khemassa à réclamer, la récolte sera partagée suivant leurs accords, ainsi que les frais. Mais, si la semence est fournie par moitié par chacun d'eux, la récolte sera répartie également entre eux, suivant leurs semences; les frais et les animaux d'été seront à la charge des deux, par moitié, de même qu'ils bénéficieront, chacun par moitié, de la récolte.

Art. 20. — S'il est établi que quelqu'un a pris possession, par empiètement, du terrain d'autrui, et l'a ensemencé, le propriétaire du sol a le droit, quand la semence n'est pas arrivée au point où elle puisse servir, soit qu'elle ait déjà poussé ou non, de forcer le semeur à arracher la semence ou de la prendre gratuitement. Si la semence est déjà assez avancée pour qu'on en retire profit, même comme pâturage, et que l'on soit encore à temps pour semer dans ce terrain ce qu'on a l'habitude d'y semer, le propriétaire de la terre a le choix d'ordonner à l'envahisseur de déplanter sa semence ou de la prendre en lui en payant le prix qu'elle peut avoir après l'arrachement. S'il ne reste plus de temps pour semer, la récolte appartiendra au semeur, mais il devra payer le loyer de l'année. Telle est la législation en cas d'empiètement.

Quant à celui qui sème, se croyant véritable propriétaire ou locataire, avant que la contestation ait été tranchée entre lui et son adversaire, il est réputé s'être trompé de bonne foi si son adversaire obtient gain de cause. Il jure donc qu'il ne l'a ensemencée qu'avec la conviction que la terre était à lui, et la récolte lui appartient; mais, par contre, il paie le loyer de la terre, soit que l'on se trouve encore à l'époque des semailles ou que cette époque soit déjà passée.

Art. 21. — Quiconque laisse ses animaux de somme ou ses bœufs entrer sur le terrain d'autrui pour y pâturer, s'expose, si ce terrain est ensemencé, à payer la valeur de ce qu'ils auront gâté, s'ils ne sont gardés par personne ou seulement par un enfant encore sans discernement. Quand ils sont gardés par un pâtre, c'est lui qui est responsable et doit payer les dégâts causés par sa négligence.

Des notaires et experts du pays détermineront la valeur des dégâts. Si ces dégâts portent sur des fourrages, il en est comme pour le blé. S'ils portent non sur des fourrages, mais sur une terre que le propriétaire ne réserve pas pour les fourrages et qu'il néglige d'ensemencer, non pour avoir des fourrages mais pour la laisser reposer, il ne peut en prohiber l'entrée aux bestiaux.

Art. 22. — S'il s'élève des contestations relatives aux limites de deux héritages, à l'usage des eaux, à des dégâts faits dans un champ ensemencé ou dans une prairie artificielle, ou toute autre contestation dont le règlement appartient aux amins et aux notaires, ceux-ci prêteront leur ministère, et leurs honoraires seront à la charge de la partie déboutée.

Art. 23. — S'il n'y a pas eu mélange dans les semences des associés, c'est-à-dire si chacun a eu son lot distinct, au cas où la semence de l'un d'eux n'aurait pas levé à cause d'un défaut inhérent à sa nature même, celui-ci n'a pas droit à partager la récolte avec son associé.

Art. 24. — Si le cultivateur achète du blé ou de l'orge en prévenant que ce grain est destiné à l'ensemencement, si, après l'avoir semé, le grain ne pousse pas par suite d'une cause inhérente à sa nature, et s'il est prouvé que le vendeur a trompé l'acheteur, ce dernier aura son recours contre le vendeur pour la différence de valeur entre la graine livrée et celle qui aurait dû l'être. Néanmoins, il faut deux conditions pour que la fraude soit établie :

1° Que le vendeur sache pertinemment que la semence ne lèvera pas;

2° Que l'acheteur pose pour condition qu'elle lèvera.

Si l'une de ces conditions manque ou toutes deux à la fois, il n'y a pas fraude et, partant, pas de recours, si ce n'est pour la valeur du grain vicié qui sera fixée au prix moyen entre le grain qui lève et celui qui ne lève pas. D'autre part, le recours de l'acheteur contre le vendeur du grain ne pourra avoir lieu que s'il peut prouver que la semence qu'il a achetée à ce vendeur a été mise en terre au moment opportun, dans une terre propre à la reproduction, et n'a pas levé. Le vendeur est tenu des vices cachés, mais quant à ceux qui sont apparents dans le grain, comme la maladie du ver, il échappe au recours formé contre lui, après que l'acheteur a vu la marchandise et l'a acceptée.

Art. 25. — Le khammès est un associé ayant droit au cinquième, en compensation de son travail. Il exerce son droit sur le produit de la récolte après défalcation de la dîme et de la nourriture des animaux nécessaires aux travaux de l'exploitation pendant l'été.

Quant à la nourriture des montures de l'agriculteur, elle est à la charge de celui-ci.

Art. 26. — Pour les animaux de trait ou de somme dont la nourriture est prélevée sur la récolte, si on les laisse durant le jour manger sur l'aire, on leur donnera trois saas la nuit. Quant à ceux qu'on ne laisse pas manger sur l'aire, on leur donnera quatre saas pendant l'époque du dépiquage, et durant l'époque du transport des épis en gerbe on ne leur donnera que deux saas seulement.

Art. 27. — L'agriculteur et le khammès ont le choix de continuer la société ou de la dissoudre lorsque la récolte est rentrée et que les derniers travaux ont été faits avant l'entrée de septembre. Si l'on entre en septembre, avant que la récolte ait été recueillie, ni le khammès, ni l'agriculteur n'ont le droit de dissoudre la société.

Art. 28. — Quand la récolte est rentrée, que les meules ont été entassées et protégées par un enduit de terre mouillée, avant l'entrée de septembre et que le khammès désire se retirer, il doit préparer l'argent qu'il doit et demander à l'agriculteur de prendre cet argent, et cela avant l'entrée de septembre.

Art. 29. — Si un khammès veut dissoudre son association avec l'agriculteur auquel il doit encore de l'argent, alors que la récolte n'est dépiquée qu'en partie, le reste se trouvant toujours sur l'aire, et si ce khammès demande à l'agriculteur de lui remettre son cinquième sans attendre la fin du dépiquage ou lui propose de patienter jusqu'au moment où il sera terminé, offrant de le désintéresser quand il aura touché la part de khemassa lui revenant sur la récolte, il n'a droit qu'au cinquième du grain battu et il ne pourra prendre le restant qu'à la fin du dépiquage. Son contrat ne sera dissout que par la remise de l'argent dû à l'agriculteur avant l'entrée de septembre, et il devra achever les travaux nécessaires. Une fois que l'on est entré en septembre il ne peut plus dissoudre son contrat, comme il est dit à l'article 27.

Art. 30. — Si le khammès ne veut pas renouveler son contrat, conformément à l'article 28, et s'il a contracté vis-à-vis de l'agriculteur des dettes tirant leur origine de sa position de khammès, ou de toute autre cause ou de ces deux raisons à la fois, il est forcé de payer à l'agriculteur le montant de sa dette ou de lui donner une caution solvable agréée par son créancier. S'il ne trouve ni argent ni caution, il est obligé de continuer à servir comme khammès tant qu'il en est capable. S'il ne peut servir comme khammès, il est incarcéré, à moins qu'il ne soit connu comme indigent, qu'il n'exerce aucun métier et qu'il soit incapable de travailler comme journalier.

Art. 31. — Lorsque l'agriculteur veut dissoudre le contrat qui le lie avec le khammès, qu'il demande à ce dernier de lui rembourser ce qu'il lui doit, et que le khammès ne trouve personne qui l'aide ou l'emploie comme khammès, l'agriculteur a la faculté de faire avec le khammès un nouveau contrat l'obligeant à cultiver en un autre endroit pour lui fournir les moyens de se libérer ou de patienter jusqu'à ce qu'il trouve à s'employer comme khammès, et il ne pourra pas le faire emprisonner s'il est connu comme indigent.

Art. 32. — Le khammès ne peut abandonner son état qu'en devenant agriculteur lui-même, et s'il ne lui est pas possible de le devenir et qu'il quitte son état pour entreprendre un autre métier ou simplement pour rester oisif, etc., le caïd l'obligera à renouveler son contrat avec l'agriculteur chez lequel il servait ou à exercer son métier chez un autre.

Art. 33. — Quand le khammès renouvelle son engagement avec un agriculteur avant le mois de septembre, il n'a pas le droit de s'engager dans un autre contrat avec un autre agriculteur. S'il le fait, ce contrat reste nul, à moins qu'il n'ait été fait avant le renouvellement de l'engagement.

Art. 34. — Si un agriculteur paie de l'argent à un khammès, à titre d'avance de khemassa, et que l'on vienne à découvrir que ce khammès a touché de l'argent d'un autre agriculteur, après la signature de l'engagement et avant l'entrée de septembre, il devra servir chez le premier.

Art. 35. — Si un agriculteur fait avec un khammès un contrat de culture suivant l'habitude et s'il paie la dette que le khammès avait contracté vis-à-vis d'un autre agriculteur, si l'on vient ensuite à savoir qu'il doit également de l'argent à un troisième individu dont il avait été le khammès, le dit khammès devra exécuter ses engagements avec ce dernier agriculteur si sa dette vis-à-vis de lui est la plus ancienne et si l'époque pour laquelle il a contracté avec lui est la même que celle pour laquelle il a contracté avec l'agriculteur qui a payé sa seconde dette. Mais si cette époque est déjà passée, il servira chez celui qui a payé pour lui et l'agriculteur

avec lequel il avait contracté précédemment deviendra simplement un créancier qui attendra, pour être payé, jusqu'à la récolte, si le khammès est indigent. Si celui qui a payé réclame aussi son remboursement, ils partageront entre eux la part de la récolte du khammès.

Art. 36. — Si un agriculteur et un khammès ayant fait un contrat pour l'exploitation d'un henchir déterminé, l'agriculteur ne peut pas parvenir à l'exploiter, le khammès ne sera tenu de travailler sur un autre henchir qu'en vertu d'un nouveau contrat, à moins, toutefois, qu'il n'en ait pris l'engagement dans le premier contrat.

Art. 37. — Il incombe à l'agriculteur d'aider son khammès et de lui prêter ses animaux pour le transport de ses effets, de sa famille et de ses provisions, si elles ne dépassent pas un quart de caffis de blé et autant d'orge, quelque éloigné que soit le trajet. Le khammès, de son côté, devra louer des animaux pour le transport, si ses provisions dépassent ladite quantité.

Art. 38. — Tout ouvrage laissant des traces et gardant son utilité après l'époque de l'exploitation, comme la construction d'un mur, la création de fossés, ne peut être, dans l'acte, l'objet d'une obligation pour le khammès. Il n'a pas à bâtir d'abri pour les choses ni les animaux; mais si l'agriculteur l'invite à garder des bestiaux, chevaux ou instruments servant à l'exploitation, le khammès doit veiller à leur garde de tout son possible. Quant à obliger le khammès à se bâtir un gourbi pour lui, afin de se protéger de la chaleur ou du froid, il appartient à l'autorité de le lui ordonner, de même que d'y attacher les bœufs de labour et les bêtes de somme de la méchia. Quand le chef de l'exploitation veut imposer aux khammès des obligations de cette nature, telles que construction de gourbis, magasin à semences, enclos, clôture de mechta (gourbi), pâturage des bœufs, coupe de gros bois dans la forêt et leur transport jusqu'au lieu de la construction, etc., il devra les stipuler dans un acte indépendant du contrat de louage, moyennant une rétribution quelconque pour le khammès. (1)

Art. 39. — Le khammès devra fabriquer les cordes, etc., en alfa, nécessaires à la méchia, etc., hiver et été. Celles toutes faites, que fournit l'agriculteur, sont à la charge de ce dernier.

Art. 40. — Le khammès doit veiller à la garde des bœufs et des bêtes attachées à la méchia. Il devra recevoir du maître une entrave en fer pour les attacher pendant la nuit, car ils se trouvent sous sa responsabilité. Il les fera boire au puits, nettoiera leur écurie et leur donnera à manger de la paille soir et matin. Il devra s'occuper de ces bêtes du jour où il entrera comme khammès jusqu'au jour où il terminera ses travaux, en entourant les meules d'épines et en les enduisant d'argile.

Art. 41. — Tout travail nécessaire aux ensemencements avant leur maturité et ayant pour but de les irriguer et conserver, ou d'en enlever les mauvaises herbes, de bêcher les champs de fèves, d'éloigner les passereaux et sauterelles en tant que possible, de visiter les endroits où les épis ont déjà poussé; enfin, tous les soins usuels, pouvant améliorer les cultures, incombent au khammès. Tous les travaux nécessaires après la maturité du grain et jusqu'au partage, tels que: récolte, arrachement des pieds de fèves, transport sur l'aire, dépiquage, vannage et mise en tas, concernent également le khammès.

Après le partage, l'agriculteur et le khammès auront à contribuer, chacun pour leur part, aux soins ayant pour but de sauvegarder la récolte partagée. Le khammès n'a pas à creuser de silos, à y transporter la semence et la nourriture des bêtes, ni à les garder, ni à mettre la paille en meule, ni à l'entourer de haie d'épines, si ce n'est dans les conditions établies par l'article 38. Il devra, d'autre part, lors du renouvellement de la khemassa pour l'année suivante, garder les semences, l'alfa des animaux, les placer dans les silos et mettre la paille en tas, en la préservant avec des épines.

Art. 42. — Si la mauvaise herbe abonde au printemps dans les terres de la banlieue, au point que les khammès ne suffisent plus pour les arracher, l'agriculteur louera des journaliers pour les aider dans ce travail et le cinquième de leur salaire sera supporté par les khammès.

Art. 43. — *Abrogé par le décret du 1er juillet 1874 (16 djoumadi-el-aoual 1291).*

Art. 44. — Le khammès n'est pas obligé de conduire paître les troupeaux de l'agriculteur dans un autre henchir, si ce n'est dans les conditions indiquées à l'article 38.

Art. 45. — Si le khammès entre quand les labours de printemps sont déjà faits, il sortira après les avoir faits lui-même, l'année suivante, sans avoir droit à aucune rétribution. S'il est entré avant, il ne sera pas tenu de les faire, mais il pourra être loué, à cet effet, ainsi qu'il est dit à l'article 38.

(1) Les dispositions de cet article ont été modifiées par le décret du 1er juillet 1874 (16 djoumadi-el-aoual 1291) ci-après.

Toutefois, si le bail est renouvelé, il n'aura droit au salaire que pour le travail de la première année.

Art. 46. — Si un agriculteur plante sur son henchir du maïs jaune ou blanc, celui qui lui aura prêté sa main-d'œuvre, fût-il un khammès ou tout autre, aura droit à la moitié de la récolte; les frais de réparation des ustensiles, le coût de la semence, le salaire du gardien seront supportés par moitié.

Art. 47. — L'agriculteur a à sa charge les frais de réparation des instruments servant à l'exploitation, à moins qu'il ne soit évident que leur détérioration est intentionnelle de la part du khammès et, en ce cas, ce dernier en est responsable; s'il s'agit, au contraire, d'un accident qu'il ne pouvait prévoir ni éviter, l'agriculteur supporte ces frais.

Art. 48. — Le khammès n'est pas forcé de se transporter de l'endroit où il a convenu de cultiver en un autre endroit. Il ne le fait que de son plein gré ou si ce transport à été stipulé dans le contrat avec désignation du lieu, pour le cas où un obstacle quelconque empêcherait l'exploitation de la première propriété.

Art. 49. — L'agriculteur doit fournir pour ses méchias toute la semence qu'elles sont susceptibles de recevoir suivant les endroits, à moins que les animaux ne soient trop faibles pour supporter ces labours.

Art. 50. — Le khammès ne sera pas obligé de cultiver de meaouna pour l'agriculteur; s'il le fait, ce sera de son plein gré.

Art. 51. — L'agriculteur peut favoriser les khammès en leur permettant de faire cultiver une méchia supplémentaire après avoir terminé les premiers labours d'automne. Les khammès auront droit au cinquième de la méchia supplémentaire et ils auront à leur charge le salaire et la nourriture de l'ouvrier qu'ils emploieront.

Art. 52. — Si l'agriculteur loue un gardien pour veiller à la sécurité de l'aire, il en supportera le salaire, mais les khammès feront la garde avec lui à tour de rôle.

Le khammès désigné pour la garde devra passer la nuit sur l'aire et prêter aide et assistance au ouagaf quand il en est requis.

Art. 53. — L'agriculteur n'est pas obligé, dans l'Ifrikia, de louer des gens de journée pour récolter l'orge et pour les autres cultures; il n'est pas tenu d'employer plus d'un journalier avec chaque khammès. Il a le droit d'en employer même davantage pour la récolte, mais il n'est pas forcé de fournir le déjeuner des khammès, en temps de labour ni de récolte.

Art. 54. — Quand le khammès délaissera son travail, l'agriculteur aura le droit d'employer un journalier pour le remplacer. Il lui paiera directement son salaire, quitte à le retenir sur la part de récolte du khammès, à moins que celui-ci se soit absenté pour un motif excusable, tel que maladie; auquel cas l'agriculteur ne prendra de remplaçant à gage qu'après trois jours d'absence du khammès.

Art. 55. — L'agriculteur ou son ouagaf sont crus sur parole pour la quotité du salaire du journalier, si la somme paraît raisonnable.

Art. 56. — Quand le khammès est contraint par la nécessité de demander à l'agriculteur ou à son ouagaf de le vêtir, de le nourrir ou de faire pour lui certains achats, le compte qu'ils en tiennent fait foi contre le khammès sous réserve de serment et à la condition que le prêt soit vraisemblable. L'agriculteur ajoutera le montant de ses débours à sa créance sur le khammès.

Art. 57. — Quand le khammès se trouve dans la nécessité de se procurer des vêtements et de la nourriture, l'agriculteur est tenu de les lui fournir et les lui compter au prix qu'ils avaient lors de la remise. Si l'agriculteur constate que le khammès est prodigue, il les lui remettra au fur et à mesure de ses besoins. Mais, quand le khammès a terminé les labours, qu'il a remis à l'agriculteur l'attelage et la bête de la méchia et que l'agriculteur l'autorise à partir pour faire un autre travail, il n'est plus forcé de le nourrir, jusqu'au jour où le khammès reviendra reprendre son travail.

Art. 58. — L'agriculteur pourra faire transporter chez lui l'excédent des semences et grains réservés pour l'exploitation. Le khammès devra accompagner ce transport à la résidence de l'agriculteur.

Art. 59. — L'agriculteur prendra du khammès un récépissé constatant que celui-ci a eu sa part de la récolte. L'on n'admettra aucune allégation du khammès tendant à faire croire qu'il n'a pas reçu sa part de l'année antérieure à celle pour laquelle l'agriculteur s'est fait délivrer ledit récépissé. Les honoraires des notaires pour dresser le récépissé et l'acte constatant la dette du khammès seront, comme les frais du timbre, à la charge de l'agriculteur.

Art. 60. — Le khammès n'est pas tenu de payer la dîme ni les frais de transport occasionnés par le versement de cet impôt.

Art. 61. — Dans le cas où un khammès se comporterait de manière à troubler la tranquillité de ses voisins et où ceux-ci recourraient de ce chef contre lui, en saisissant l'autorité de leur plainte, si cette autorité la

considère comme fondée et ordonne, dans l'intérêt général, l'expulsion du khammès, ce khammès sera renvoyé et l'agriculteur aura le choix de faire un nouveau contrat de khemassa avec un autre ou de le remplacer par un homme à gages. Toutefois le khammès renvoyé pourra choisir lui-même son remplaçant.

Art. 62. — Si l'agriculteur place un ouagaf à la tête de son exploitation, sans convenir avec lui du salaire qui lui sera alloué, l'ouagaf aura droit à recevoir de l'agriculteur seulement un caffis de blé et autant d'orge, si l'exploitation compte de trois à dix méchias.

Art. 63. — Si l'agriculteur installe un ouagaf spécialement pour l'exploitation d'été ou d'hiver, sans qu'ils conviennent de la rétribution à donner à l'ouagaf, celui-ci aura droit à un demi-caffis de blé et autant d'orge.

Art. 64. — L'ouagaf a droit sur l'exploitation à un caffis de blé et à autant d'orge, s'il demeure sur l'henchir exploité, et, s'il est marié, il a le droit, également, de semer une meaouna de deux ouïbas de blé et autant d'orge.

Art. 65. — Si l'ouagaf est associé à l'exploitation, c'est-à-dire s'il a une méchia tandis que le chef de l'exploitation en a de cinq à dix, il n'a droit à aucun salaire et le loyer de sa méchia et ses frais, été comme hiver, sont à la charge du chef de l'exploitation. Mais, si ce dernier a moins de cinq méchias, il est exempt de tous ces frais.

Art. 66. — L'ouagaf a la garde des semences des méchias placées sous sa surveillance, il préside à leur remise aux khammès, au mesurage, chaque matin; il surveille de près le travail des khammès à l'époque des semailles, à celle où ils suspendent les labours. Il contrôle s'ils gardent bien les animaux de la méchia, s'ils arrachent bien les mauvaises herbes, s'ils récoltent bien et glanent bien les épis échappés de la gerbe, s'ils battent enfin le blé comme il convient, et s'ils achèvent, enfin, de s'acquitter de toutes leurs obligations en enduisant de terre les tas de paille et les entourant d'une haie d'épines.

Art. 67. — Si dans chaque méchia il n'a pas été semé la quantité de semence qu'elle doit contenir, l'ouagaf pourra en être rendu responsable, et s'il est établi qu'il a détourné à son profit une partie de la semence, soit en la gardant, soit en la partageant avec le khammès, il sera condamné à restituer la quantité détournée et à une peine que le juge déterminera, suivant les circonstances.

Art. 68. — L'ouagaf est responsable de ce qui se perd ou se détériore en fait d'instruments servant à l'exploitation, l'hiver et l'été, dans les cas où sa surveillance est en défaut. Mais, dans les cas où l'on ne peut éviter ces pertes, ou du moins où cela lui est très difficile, comme en temps de panique irrésistible ou d'attaque de maraudeurs supérieurs en nombre et tout autre cas identique, sa responsabilité se trouve dégagée.

Art. 69. — L'ouagaf est responsable avec les khammès de la perte des bœufs de l'agriculteur ou des accidents qui les déprécient, si cela arrive à la suite d'une négligence de leur part. Les khammès sont chargés de les attacher et les détacher.

Art. 70. — L'ouagaf doit, en prenant livraison des grains qui étaient sur l'aire, les mesurer avec une mesure poinçonnée par l'Etat, les placer lui-même dans les silos, et l'on n'admettra de sa part aucune allégation au sujet de leur diminution, lorsqu'il les remettra à l'agriculteur ou lors des semailles.

Art. 71. — Lorsque l'agriculteur commet une personne à la garde des grains renfermés dans les silos et qu'ils ne s'entendent pas sur le chiffre de sa rétribution, le gardien a droit à quatre saas de blé par chaque caffis de blé, et à six saas d'orge par chaque caffis.

Art. 72. — Le gardien des silos est obligé de les creuser, de recevoir le grain de celui qui le lui apporte, de recouvrir les silos de manière à empêcher l'eau d'y pénétrer, de les inspecter constamment pour obvier aux détériorations qui peuvent y survenir par suite du passage d'animaux ou d'autres causes, de les garder nuit et jour, de déboucher les silos restés vides pour éviter que l'eau, s'y introduisant, ne vienne à s'infiltrer de là dans les autres. Il est responsable du grain se gâtant dans les silos par suite de sa négligence, et non d'autres dégâts, tels que ceux provenant de l'humidité naturelle de la terre.

Art. 73. — Le loueur d'animaux ayant traité pour le transport du grain d'un endroit à un autre, doit le recevoir après mesurage, d'après les mesures nouvelles et poinçonnées, et le livrer de même. Il est responsable du manque.

1er juillet 1874 (16 djoumadi-el-aoual 1291)

Décret sur les obligations du khammès

L'article suivant sera ajouté au décret du 25 sfar de cette année (13 avril 1874), relatif à l'agriculture, aux khammès et autres matières se rattachant à ce sujet :

Les khammès devront entasser la paille en monticules, enduire d'argile les meules et les entourer d'une haie d'épines, et ils ne seront

réputés avoir accompli leur travail qu'après s'être acquittés de ces devoirs.

Le khammès devra également bâtir un gourbi pour remiser les bêtes de l'exploitation. Ce local sera distinct de celui où il habitera lui-même. Il devra également creuser les silos dont on se sert pour emmagasiner les semences, suivant les coutumes de la contrée. Il devra, en outre, faire paître une bête de somme ou de trait appartenant à l'agriculteur, durant le printemps. La nuit, il la pourvoira d'une quantité d'herbe suffisante à sa nourriture, et il en a la garde jour et nuit, sous sa responsabilité, indépendamment des bêtes de l'exploitation que, d'après l'usage, il doit également garder sous sa responsabilité.

Les dispositions contraires du décret du 25 sfar 1291-16 avril 1874 sont abrogées.

29 novembre 1874 (19 chaoual 1291)

Décret sur les obligations du khammès

Les deux articles suivants seront ajoutés au décret du 25 sfar 1291-13 avril 1874, portant règlement agricole :

Article premier. — L'article premier dudit décret porte que la location des terres commencera au 1er septembre et l'art. 27, que le khammès a jusqu'au 1er septembre pour faire connaître s'il veut continuer ou dissoudre l'association. La coïncidence de ces deux dates est de nature à mettre l'agriculteur dans l'embarras, c'est pourquoi nous avons jugé utile de maintenir la date indiquée par l'article premier pour la location des terres, et à proroger jusqu'au 15 septembre le délai qu'aura le khammès pour se prononcer.

Art. 2. — Quand le khammès a terminé ses travaux, suivant le décret du 25 sfar-13 avril et l'article additionnel du 16 djoumadi-el-aoual 1291-1er juillet 1874, avant le 15 septembre, le khammès a le choix de renouveler son contrat avec le même agriculteur ou de sortir. Rien ne l'empêche de sortir, soit que l'agriculteur ait eu connaissance de son projet ou non. Il n'a qu'à prouver qu'il s'est engagé avec un autre agriculteur ou qu'il peut devenir agriculteur lui-même, suivant l'article 32. Mais si la première quinzaine de septembre s'écoule avant qu'il ait terminé les travaux de khemassa auxquels il est tenu, d'après le décret et l'article additionnel précités, ne manquerait-il que la moindre des choses, il n'a plus le droit de sortir, ni pour être khammès chez un autre agriculteur, ni pour cultiver pour son propre compte, dans le cas où il serait en mesure de le faire ; et il est dès lors forcé de renouveler pour un an, conformément à l'article 27. De même, s'il a terminé les travaux indiqués dans lesdits décret et article additionnel et s'il veut sortir, s'il ne prouve pas, en outre, qu'il s'est engagé chez un autre agriculteur ou qu'il lui est possible de cultiver pour son compte, on lui appliquera les prescriptions de l'article 32, soit qu'il ait avisé ou non l'agriculteur de son dessein de le quitter, soit qu'il ait préparé ou non l'argent dû à l'agriculteur. Telle sera la règle à appliquer à l'avenir.

29 novembre 1875 (30 chaoual 1292)

Décret sur les conditions du contrat de khammès

S'il survient entre agriculteur et khammès une entente accordant à ce dernier une part plus forte que le cinquième, cette clause est nulle et le khammès n'aura droit qu'au cinquième, conformément à l'article 25 du décret du 25 sfar 1291-13 avril 1874.

Aucune société agricole ne sera constituée si les associés n'y contribuent pas par parts égales et si elle porte sur moins d'une méchia.

5 août 1885 (24 chaoual 1302)

Décret fixant la date de location des propriétés rurales

Article unique. — Les terrains seront mis en location à partir du 13 août, mais les locataires n'entreront en jouissance que le 13 septembre suivant.

Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera annexé au décret du 25 sfar 1291-13 avril 1874.

12 octobre 1886 (14 moharrem 1304)

Décret sur la compétence en matière de contestations relatives à l'agriculture et au contrat de khammès.

Article unique. — Le tribunal de l'Ouzara sera seul compétent pour statuer sur les contestations relatives à l'agriculture et au contrat de khammès.

6 juin 1887 (14 ramadan 1304)

Décret créant un laboratoire de chimie agricole et industrielle

Article premier. — Un laboratoire de chimie agricole et industrielle de la Régence est créé à Tunis.

13 août 1887 (24 kada 1304)

Décret créant un service de l'agriculture et de la viticulture

Article premier. — Il est créé dans la Régence un service de l'agriculture et de la viticulture.

14 août 1887 (25 kada 1304)

Décret créant un service vétérinaire et de l'élevage

Article premier. — Il est créé un service vétérinaire et de l'élevage dans la Régence.

13 novembre 1887 (27 sfar 1305)

Décret réunissant le service de l'agriculture et de la viticulture et le service vétérinaire et de l'élevage.

Article premier. — Le service de l'agriculture et de la viticulture et le service vétérinaire et de l'élevage formeront un service unique qui prendra le titre de service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage.

28 novembre 1887 (13 rabia-el-aoual 1305)

Décret réglementant le service du laboratoire de chimie agricole et industrielle

Article premier. — Le laboratoire de chimie agricole et industrielle sera mis à la disposition du public pour l'analyse des terres, eaux, engrais et matières premières de l'industrie, expertises chimiques, études des procédés pour améliorer la vinification et la fabrication des huiles, contrôle des denrées alimentaires, des vins, des semences, etc.

Art. 2. — Les résultats des analyses faites pour le compte des particuliers ne pourront en aucun cas être produits en justice; le directeur du laboratoire n'encourt aucune responsabilité à l'occasion des analyses.

Art. 3. — Le laboratoire aidera la justice quand il en sera requis.

Art. 4. — Les analyses confiées au laboratoire par le gouvernement tunisien ou les services qui en dépendent seront faites gratuitement; elles seront inscrites avec leurs résultats sur un registre spécial.

Les analyses confiées au laboratoire par le public donneront lieu au paiement des droits fixés par le tableau annexé au présent décret.

Art. 5. — Il est alloué au directeur du laboratoire, à titre d'indemnité, la moitié des sommes perçues pour les analyses; l'autre moitié est acquise au Trésor.

Art. 6. — Toute demande d'analyse est inscrite par le directeur du laboratoire sur un registre à souche dont les talons et les bulletins volants portent la même série de numéros, qui est unique pour toute la durée de l'année budgétaire (du 13 octobre au 12 octobre).

Le talon et les bulletins à détacher spécifient :

1° La date de la demande,
2° Le nom du requérant,
3° La nature de l'opération,
4° Le coût de l'opération.

La partie volante comprend une réquisition de versement signée par le directeur du laboratoire et un certificat de versement signé par le receveur général des finances. Le certificat est transmis par l'intéressé au directeur du laboratoire.

Art. 7. — Aucune opération ne peut être exécutée par le laboratoire avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 8. — Le receveur général des finances se charge en consignation du montant des versements effectués à ce titre.

A la fin de chaque trimestre budgétaire, le directeur du laboratoire établit, dans l'ordre chronologique, le relevé détaillé : 1° des demandes qui ont été reçues par lui dans le trimestre; 2° des déclarations de versement qui lui ont été transmises; 3° des analyses restant à exécuter.

Ce relevé est dressé en huit colonnes indiquant :

1° Le numéro d'ordre de la demande,
2° La date de la demande,
3° Le nom du requérant,
4° La nature de l'opération,
5° Le coût de l'opération,
6° L'indication de la somme versée,
7° L'indication des analyses en cours d'exécution,
8° Le décompte exact de la somme à partager entre le directeur du laboratoire et le Trésor.

Le relevé est communiqué au receveur général des finances qui reconnaît, s'il y a lieu, que le montant des sommes à verser a été encaissé par lui et, le cas échéant, certifie que les autres demandes n'ont pas été suivies de versements effectués à sa caisse.

Le relevé est ensuite restitué au directeur du laboratoire pour observations.

Art. 9. — Après liquidation finale des sommes définitivement acquises, le directeur du laboratoire transmet le relevé au directeur des finances, qui le vise et autorise le paiement au directeur du laboratoire de la moitié des encaissements y mentionnés et fait porter l'autre moitié en recette définitive au compte du Trésor.

Art. 10. — Les demandes non suivies de versement au cours du trimestre pendant lequel elles se sont produites, celles pour lesquelles les opérations de l'analyse sont

encore inachevées au moment de la production du relevé trimestriel, sont reprises en tête du relevé de celui du trimestre suivant pendant lequel le versement ou l'opération a été effectué.

Art. 11. — Sont définitivement acquis au Trésor, les versements dont les récépissés n'ont pas été rapportés au directeur du laboratoire dans l'année, à compter du jour où ils été effectués.

Tableau des Tarifs du Laboratoire de chimie agricole et industrielle de la Régence

NATURE DES ENGRAIS	DÉSIGNATION DES PRODUITS	ÉLÉMENTS A DÉTERMINER	PIASTRES (Valeur de la piastre 0'60)
Engrais azotés	Sang, viande desséchée, corne broyée, déchets de laine et de drap	Azote organique	9 »
	Azotine	Azote organique	9 »
	Nitrates de soude	Azote nitrique	9 »
	Sulfate d'ammoniaque	Azote ammoniacal	9 »
Engrais phosphatés	Cendres d'os, phosphorites, coprolithes, phosphates des Ardennes, du Lot, etc.	Acide phosphorique total	9 »
	Superphosphates d'os.	Acide phosphorique total	9 »
	Superphosphates de noir d'os.	Acide phosphorique soluble dans l'eau	9 »
	Superphosphates minéraux	Acide phosphorique soluble dans l'eau et dans le citrate d'ammoniaque	13 »
	Phosphates précipités	Acide phosphorique insoluble (non attaqué)	9 »
Engrais potassiques	Chlorure de potassium	Potasse (soluble dans l'eau et exprimée en potasse ou hydre)	13 »
	Sulfate de potasse		
	Salins		
	Carbonate de potasse		
Engrais complexes	Guanos, phospho-guanos	Azote total Acide phosphorique total	17 »
	Poudre d'os		
	Noir de raffinerie		
	Tourteaux divers		
	Cendres de bois, de tourbes, de houille	Acide phosphorique total Potasse	20 »
	Fumiers	Azote total Acide phosphorique total Potasse	25 »
	Poudrettes		
	Engrais humains		
	Engrais chimiques complets	Azote sous trois formes Acide phosphorique soluble dans l'eau et le citrate d'ammoniaque Acide phosphorique total Potasse	41 «
Amendements	Argiles	Eau, matières volatiles, carbonate de chaux, sable et argile	25 »
	Marne	Carbonate de chaux, acide phosphorique	17 »
	Calcaire	Carbonate de chaux Carbonate de magnésie Acide phosphorique	25 » 7 »
	Plâtre	Sulfate de chaux	9 »
	Chaux vive	Chaux caustique	9 »
	Schistes	Acide carbonique, chaux, magnésie, fer, manganèse, potasse, soude, pyrite, bitume	57 »
	Écume de défécation	Eau, chaux, acide phosphorique, potasse, azote	33 »
	Sulfo-carbonate	Sulfure de carbone, potasse	17 »

Désignation des produits	GENRES D'ANALYSES	ÉLÉMENTS A DÉTERMINER	PIASTRES (Valeur de la piastre 0f60)
Terres	Analyse chimique	Azote, acide phosphorique chaux, potasse	33 »
	Analyse physico-chimique	Sable, argile, calcaire, matière humique, matière organique	33 »
	Analyse complète	Sable, argile, calcaire, matière humique, matière organique, azote, acide phosphorique, chaux, magnésie, potasse, soude, silice, acide sulfurique, sesquioxyde de fer.	90 »
DÉSIGNATION DES PRODUITS			
Eaux de rivières, sources, puits, etc.		Titre hydrométrique, essais qualificatifs	17 »
Eaux de sources et médicinales		Acide carbonique, silice, sulfurique, sulfhydrique, azotique, azoteux, phosphorique. Arsenic, chlore, alumine, sesquioxyde de fer, manganèse, chaux, magnésie, potasse, soude, lithine, ammoniaque, azote organique, etc.	160 »
Eau de drainage		Azote, acide phosphorique, chaux, potasse	33 »
Fourrages, graines		Eau, cellulose brute, matières grasses, matières azotées, ou protéiques, extractif non azoté, cendres	41 »
Farines, sons, pains, etc.		Eau, gluten, amidon, cendres, matières étrangères, falsification des farines par des farines étrangères	41 »
Betteraves		Densité du jus, richesse en sucre cristallisable, quotient de pureté, coefficient salin obtenu par pesées	9 »
Sucres bruts		Eau de sucre cristallisable, glucose, cendres	9 »
Lait		Densité, matières fixes, beurre, sucre de lait	17 »
Beurre		Point de fusion, eau, matières étrangères fixes, acides gras insolubles dans l'eau pour la détermination de la margarine.	17 »
Fromages		Matières fixes, beurre, sucre de lait, matières azotées	17 »
Vins		Densité, alcool, acidité, extrait sec dans le vide, sulfate de potasse (plâtrage), matière colorante nuisible ou non nuisible, acide salycilique	17 »
Bière, cidre		Alcool, extrait sec, cendres, salycilate de soude, matière colorante nuisible ou non nuisible	17 »

DÉSIGNATION DES PRODUITS		ÉLÉMENTS A DÉTERMINER		PIASTRES (Valeur de la piastre 0'60)
Lies de vin		Acide tartrique, potasse		17 »
Vinaigre		Acide acétique, extrait sec, matières étrangères		17 »
Coton, chanvre, lin, jute, phormium, tenax, ramie, alfa, sparte, etc.		Par l'examen microscopique, par l'analyse chimique		17 »
Laine		Eau, suint, cendres		17 »
Écorces	Chêne	Tanin		17 »
	Quinquina	Quinine		
Extrait de tanin		Tanin		9 »
Tabacs		Nicotine Acides organiques Cendres		33 »
Alcalis	Soude	Soude, carbonate de soude		9 »
	Potasse	Potasse, carbonate de potasse		
Hypochlorite	Chlorure de chaux Eau de Javel	Chlore		9 »
Manganèse		Bioxyde de manganèse		33 »
Soudes brutes		Soude, carbonate de soude Sulfure de sodium, sulfate de soude		33 »
Sel marin		Soude, potasse, magnésie Chaux, chlore, acide sulfurique		50 »
Poudre à tirer		Eau, soufre, charbon Nitrate de potasse (salpêtre)		41 »
Minerais	De fer	Oxyde de fer, manganèse, soufre, phosphore, silice, chaux		41 »
	Fer chromé	Chrome, fer		25 »
	Wolfram	Wolfram, fer		25 »
	Pyrites	Soufre, fer, arsenic, or Antimoine, cuivre		50 »
	Zinc	Zinc, manganèse, fer Chaux, magnésie		41 »
Métaux	Fer, fonte, acier	Carbonate, graphite, silice. Phosphore, soufre, fer. Manganèse. Chaque élément		9 »
		Chrome, Wolfram. Chaque élément		17 »
	Bronzes	Cuivre, étain, zinc. Plomb. Chaque élément		9

28 novembre 1887
(13 rabia-el-aoual 1305)

Arrêté du premier ministre déterminant les attributions du service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage et du laboratoire de chimie agricole et industrielle.

Article premier. — Le service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage a pour objet l'encouragement et l'assistance des intérêts qui se rattachent à la culture du sol, l'amélioration et l'élevage des races locales, la police sanitaire et l'hygiène des animaux domestiques.

Le chef de ce service visite les centres de production de la Régence ; il met son enseignement et ses conseils à la disposition des populations indigènes et des colons pour la culture des céréales, de la vigne, de l'olivier, de l'oranger, les cultures industrielles : lin, coton, sériciculture ; pour le perfectionnement de la race chevaline, le perfectionnement de la race ovine au double point de vue de la production de la laine et de la viande.

Art. 2. — Le laboratoire de chimie agricole et industrielle a pour principales attributions : l'analyse des terres, eaux, engrais et matières premières de l'industrie, les expertises chimiques, l'étude des procédés pour améliorer la vinification, la fabrication des huiles, le contrôle des denrées alimentaires, des vins, des semences, etc., la vulgarisation des procédés chimiques utiles à l'agriculture et à l'industrie.

Art. 3. — Les chefs des services ci-dessus réunissent, chacun en ce qui le concerne, les renseignements propres à donner aux chambres de commerce et associations agricoles européenes les indications nécessaires pour bien faire connaître la Tunisie et y favoriser l'installation de tous établissements utiles ; ils fournissent des informations sur la situation agricole, commerciale, industrielle du pays, sur ses besoins et les améliorations à effectuer ; ils préparent l'organisation de concours d'animaux, de produits agricoles, d'instruments aratoires, etc.

Art. 4. — Ces services sont rattachés au secrétariat général du gouvernement tunisien pour la comptabilité et la correspondance avec les indigènes.

25 mars 1889 (22 redjeb 1306)

Arrêté ministériel établissant des champs d'essais et d'expériences agricoles

Article premier. — Des champs d'essais et d'expériences agricoles seront établis à :

Oued-Zarga, dans la propriété de MM. Géry et Acquaviva.
Bordj-Cedria, — Paul Potin.
Haouïda (Utique), — Grammont et Inversin.
Bir-Kassa, — Savignon.
La Manouba — Lasson.
Sidi-Saâd — Reveyron.
La Manouba (près de la gare), Perrinet.

et dans le jardin - pépinière de Tunis de la Compagnie Bône-Guelma.

Art. 2. — L'inspecteur de l'agriculture, de la vititiculture et de l'élevage est chargé de l'organisation et de la direction des champs d'essais et d'expériences agricoles de la Régence.

Art. 3. — Le directeur du laboratoire de chimie agricole et industrielle de la Régence donnera sa coopération pour toutes les analyses chimiques qui seraient utiles.

11 mai 1890 (28 ramadan 1307)

Décret assimilant les topinambours aux pommes de terre pour leur importation dans la Régence

Article premier. — Les topinambours sont, en ce qui concerne les importations dans la Régence, assimilés aux pommes de terre. Ils peuvent être admis après avoir été préalablement lavés et complètement dégarnis de terre.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé, etc.

3 novembre 1890 (20 rabia-el-aoual 1308)

Décret instituant une direction de l'agriculture

Article premier. — Il est institué près de notre gouvernement une direction de l'agriculture.

Art. 2. — Ses attributions comprennent : l'inspection de l'agriculture, de la viticulture, du service vétérinaire et de l'élevage, — le syndicat général obligatoire des viticulteurs, — le laboratoire de chimie agricole et industrielle, — les renseignements agricoles.

Art. 3. — Il est créé une caisse de l'agriculture.

Cette caisse sera alimentée au moyen de ressources spéciales, telles que les subventions, donations ou legs, produits et prix de vente d'immeubles qui lui seront attribués.

Les recettes et les dépenses de la caisse d'agriculture seront rattachés au budget de l'Etat, au chapitre des ressources spéciales, au titre de : Caisse de l'agriculture.

Toutes les règles de la comptabilité actuellement suivies, notamment celles prévues par notre décret du 3 djoumadi-el-aoual 1300

(12 mars 1883), ou qui seront ultérieurement promulguées, lui seront applicables.

Le directeur de l'agriculture est ordonnateur des crédits affectés aux dépenses de la caisse.

Le pouvoir donné par le décret du 13 djoumadi-el-aoual 1303 au directeur des finances d'exercer les actions qui intéressent le domaine de l'Etat, est conféré au directeur de l'agriculture pour les immeubles domaniaux dont la remise lui aura été faite et dont il sera administrateur.

Art. 4. — Un règlement d'administration déterminera les conditions du fonctionnement de la direction de l'agriculture et la nature des dépenses auxquelles elle aura à satisfaire.

Art. 5. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés, etc.

27 avril 1891 (9 ramadan 1308)

Décret créant un jardin d'acclimatation

Article premier. — Il est créé un jardin d'acclimatation placé sous la surveillance de l'inspecteur de l'agriculture.

19 mars 1892

Arrêté résidentiel sur la constitution d'une chambre consultative d'agriculture

Article premier. — Il est constitué en Tunisie une chambre consultative d'agriculture. Elle a son siège à Tunis. Elle est composée de douze membres titulaires.

Art. 2. — La chambre consultative d'agriculture est élue par un collège électoral composé des personnes suivantes :

1° Les agriculteurs français établis en Tunisie depuis six mois au moins et dont la profession unique ou principale est d'exploiter un fonds rural comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons partiaires ou métayers, les contre-maîtres, maîtres de chai et chefs de culture attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole ;

2° Les arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français qui, depuis six mois au moins, exercent par eux-mêmes leur industrie en Tunisie, soit comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, métayers ou colons partiaires ;

3° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers d'un fonds rural ou de propriétés forestières qui, depuis six mois au moins possèdent les dites exploitations, qu'ils soient ou non résidents en Tunisie.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur la liste électorale :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils ou politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contravention aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux art. 413, 414 (?), 419, 420, 421, 423, 430 du code pénal et aux art. 596 et 597 du code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités ;

5° Les individus condamnés pour contravention à la loi du 29 janvier 1892.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule. Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque contrôle par une commission composée du contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Dans les territoires de commandement militaire, la commission est composée du commandant du cercle et de deux colons français désignés par le Résident général.

Il devra être procédé à une revision de la liste des électeurs six semaines au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Tunis et composée :

1° Du plus ancien juge de paix de Tunis, président ;

2° Du contrôleur civil suppléant ;

3° De trois membres de la colonie française

désignés par le Résident général et pris parmi les membres de la conférence consultative.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel elles peuvent être présentées.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2, pourvu qu'ils aient établi domicile en Tunisie et qu'ils soient âgés de 30 ans.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire partie de la chambre.

Art. 10. — Le vote a lieu dans le local du contrôle civil ou du commandement militaire, sous la présidence du contrôleur civil ou du commandant militaire ou de leur délégué, assisté de deux électeurs qui seront le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera les fonctions de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever dans le cours des opérations électorales.

Dans les contrôles où il existe une annexe, les électeurs domiciliés dans l'annexe pourront voter dans le local de la suppléance du contrôle civil même.

Il pourra être établi d'autres sections de vote par arrêté du Résident général. Ces arrêtés détermineront la circonscription de ces sections et devront être publiés dix jours au moins avant l'élection.

Art. 11. — Les membres de la chambre consultative d'agriculture sont nommés au scrutin de liste.

Au premier tour de scrutin nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à huit heures du matin et clos à deux heures de l'après-midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin, par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat général du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire.

Art. 12. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales du contrôle dans lequel il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées soit dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale dans le délai de cinq jours après le scrutin.

Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général. Les commandants militaires lui feront parvenir celles dont ils sont saisis par l'intermédiaire du général commandant la brigade.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Les réclamations sont jugées sans frais.

Art. 13. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 14. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués de nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 15. — Les membres de la chambre consultative sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans et toujours rééligibles.

Les élections pour les renouvellements ont lieu dans le courant du mois de janvier et les électeurs sont convoqués au moins trois semaines à l'avance.

Un tirage au sort, effectué par les soins de la chambre, déterminera, pour la première fois, les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes.

Il est pourvu aux vacances accidentelles à chaque élection pour le renouvellement par tiers. Les membres élus pour remplir ces vacances ne restent en charge que le temps pendant lequel les membres qu'ils remplacent devaient y rester.

La chambre consultative d'agriculture peut désigner des membres correspondants dont le nombre ne doit point dépasser six, à savoir :

Deux pour la région du Nord ;
Deux pour la région du Sahel ;
Deux pour la région du Sud.

Les membres correspondants peuvent assister aux délibérations de la chambre, mais avec voix consultative seulement.

Art. 16. — La chambre consultative d'agriculture se réunit tous les trois mois en sessions qui ne peuvent durer plus de huit jours.

Elle fixe elle-même la date de ces sessions et règle ses travaux.

Elle nomme tous les ans au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ces nominations seront faites à la majorité absolue.

Si des élections de renouvellement ont lieu, le bureau de la chambre n'est nommé qu'après ces élections.

Art. 17. — Le Résident général est avisé des époques déterminées pour la tenue des sessions, de l'ordre du jour des travaux, de la composition du bureau et des mutations qui peuvent se produire dans l'année.

Ces avis doivent lui être notifiés dans les vingt-quatre heures.

Une copie du procès-verbal des séances lui est régulièrement envoyée.

Art. 18. — La chambre consultative d'agriculture peut présenter au Résident général ses vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture.

Le Résident général peut la consulter sur la création et l'organisation des foires et marchés et sur toutes les questions concernant l'agriculture qu'il juge à propos de lui soumettre.

Art. 19. — La chambre consultative d'agriculture correspond avec le Résident général de la République française, qui fait parvenir ses avis et réclamations, selon le cas, soit au gouvernement français, soit au gouvernement tunisien.

Art. 20. — La chambre peut nommer des commissions qui auront le droit de se réunir dans l'intervalle des sessions pour procéder aux études qui leur auront été confiées par la chambre.

Le résultat de leurs travaux, qui conserveront toujours un caractère d'études, ne pourra être publié. Il sera remis à la chambre à chacune de ses sessions.

Art. 21. — Le Résident général, le directeur de l'agriculture et l'inspecteur de l'agriculture ont entrée aux séances et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le Résident général est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 22. — La chambre peut, en qualité d'établissement d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 23. — La chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles ;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de chaque année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et dépenses de l'année précédente, et le projet du budget des recettes et dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Art. 24. — Par exception aux dispositions de l'article 15, les premières élections auront lieu à une date qui sera ultérieurement fixée par un arrêté du Résident général de la République française.

21 mars 1892

Arrêté résidentiel relatif aux élections de la chambre consultative d'agriculture (1)

Article premier. —. . . . . .

Art. 2. — Les élections auront lieu au siège des contrôles civils et de leurs annexes et des commandements militaires.

Art. 3. — Les électeurs sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté, ils doivent adresser leur bulletin de vote au contrôleur civil ou au commandant militaire sous enveloppe cachetée. Sur cette enveloppe l'électeur mentionnera :

1° Ses noms, prénoms et domicile ;

2° La qualité en vertu de laquelle il est électeur ;

3° L'endroit où est située la propriété qu'il possède, exploite ou contribue à exploiter.

Les lettres contenant les bulletins devront être arrivées à destination le jour du scrutin avant 2 heures de l'après-midi.

19 mai 1892

Arrêté résidentiel relatif aux élections à la chambre consultative d'agriculture

Article premier. — L'électeur qui votera par correspondance, devra apposer sa signature sur l'enveloppe de la lettre adressée au contrôleur civil de sa circonscription, au bas des in ications exigées par l'article 3 de l'arrêté du 21 mars 1892.

Art. 2. — Les lettres reçues par le contrôleur civil seront déposées au bureau et ouvertes publiquement à la clôture du scrutin et avant le dépouillement.

Le bulletin, qui devra être plié, sera extrait de chaque lettre et déposé fermé dans l'urne par le président du bureau.

---

(1) Cet arrêté est complété par celui du 19 mai 1892.

24 mai 1892 (28 chaoual 1309)

Décret rendant obligatoire la destruction des nids de moineaux

Article premier. — Tous propriétaires, fermiers, locataires, gérants ou autres faisant valoir leurs propriétés ou celles d'autrui, seront tenus, du 1er avril au 30 juin de chaque année, de détruire dans ces propriétés, les nids de moineaux au fur et à mesure qu'ils se construiront.

Art. 2. — Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront punies d'une amende de 16 à 50 francs.

Art. 3. — Pendant la période indiquée à l'article premier, les autorités locales pourront, par une sommation écrite, mettre les propriétaires, fermiers, locataires, gérants et autres, en demeure d'effectuer la destruction prescrite par le présent décret.

Les contrevenants qui n'auront pas obéi à cette sommation dans le délai qu'elle aura indiqué, et qui ne pourra être moindre de 48 heures, seront punis d'une amende de 16 à 200 francs, sans préjudice des pénalités encourues par l'application de l'article 2.

En outre, les autorités locales auront le droit de procéder d'office aux frais des dits contrevenants et avant toute décision judiciaire à la destruction négligée.

Le recouvrement des dépenses ainsi faites aura lieu sur simple exécutoire délivré par le tribunal compétent.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

2 avril 1893 (15 ramadan 1310)

Décret exonérant d'impôt les oliviers sauvages nouvellement greffés

Article premier. — Tout olivier sauvage soumis à l'opération de la greffe, soit dans les pays qui payent le kanoun, soit dans les pays qui payent la dîme, sera exempt de l'un ou de l'autre de ces impôts pendant une période de dix ans, à dater du 1er janvier qui suivra la greffe.

Toutefois ce privilège ne sera accordé qu'aux propriétaires, aux fermiers ou aux ayants droit qui auront, dans l'année même de la greffe, déclaré soit au caïdat, soit au contrôle civil de leur région le nombre d'oliviers soumis à la greffe et le lieu où ils se trouvent.

Cette déclaration contiendra le nom du propriétaire du terrain, le nom de la propriété, l'endroit où se trouvent les oliviers, le nombre d'arbres nouvellement greffés. Elle sera datée et signée par le propriétaire ou son représentant autorisé.

L'administration fera procéder annuellement à la vérification des déclarations. Les propriétaires seront tenus de faciliter cette vérification en faisant désigner sur les lieux, à l'agent de l'administration, les arbres compris dans la déclaration.

En cas de refus de concours à la vérification, ou en cas de fausse déclaration, les propriétaires seront déchus de tout droit, au bénéfice de l'exonération.

Art. 2. — En pays de kanoun, en cas d'incendie, les propriétaires, fermiers ou ayants droit pourront être détaxés pour les oliviers qui auront péri par le feu, à condition, pour eux, de déclarer, dans le délai d'un mois, le nombre de pieds détruits.

Dans le pays de dîme, lorsque les oliviers sauvages nouvellement greffés commenceront à produire, l'exonération d'impôt sera accordée sur la remise au percepteur d'un certificat d'évaluation, dressé par un amin délégué à cet effet par l'administration, à la requête des propriétaires intéressés.

Art. 3. — Le directeur de l'agriculture et le directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Les détails d'exécution seront réglés s'il y a lieu par arrêtés du service compétent.

Antiquités et objets d'art (1)

7 novembre 1882 (26 hidjé 1299)

Décret relatif à la conservation des antiquités et objets d'art

Article premier. — Les objets d'art et d'antiquités, les ruines de constructions antiques, les statues, fragments de colonne, etc.; les inscriptions historiques, sculptées, gravées ou écrites, sur n'importe quelle matière, sont placés sous la surveillance du gouvernement beylical.

Art. 2. — Le gouvernement beylical veille à la conservation des monuments d'art et des documents historiques.

A cet effet, un musée est créé à Tunis où les principaux d'entre eux sont réunis.

Dès que le gouvernement juge utile de les transporter, soit dans l'intérêt de leur conservation, soit dans un intérêt archéologique, il le fait, sans qu'aucune indemnité puisse, dans ce cas, être réclamée par le propriétaire, ni pour son droit de propriété, ni pour les dom-

(1) Voir aussi : Monuments historiques et Musées.

mages éventuels que les travaux de déplacement lui ont causés.

Art. 3. — Il est absolument défendu de détruire, dégrader ou altérer les objets d'art ou d'antiquité et les inscriptions, alors même qu'ils se trouvent dans une propriété particulière.

Art. 4. — Les propriétaires de terrains dans lesquels sont découverts des monuments d'art et d'antiquité ne peuvent leur donner aucune destination susceptible d'endommager ou altérer lesdits monuments.

Ils ne doivent faire autour d'eux aucun travail qui mettrait en péril leur conservation ou qui empêcherait de venir les étudier.

Art. 5. — Il est et demeure absolument interdit d'emporter à l'étranger des objets d'art et d'antiquité, des collections de médailles, des inscriptions, sans l'autorisation du gouvernement beylical.

Art. 6. — Quiconque a l'intention de faire des fouilles d'antiquité sur son propre fonds ou sur celui d'autrui, ne peut les entreprendre sans en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement beylical. Il doit, dans sa demande, indiquer très exactement l'endroit où il veut faire ses fouilles.

Art. 7. — Lorsque le gouvernement beylical autorise une fouille il est toujours libre d'en faire surveiller l'exécution de manière à prévenir les détériorations qu'un travail mal dirigé pourrait occasionner aux monuments découverts; il prend, en outre, les mesures nécessaires pour qu'aucun des objets trouvés ne soit enlevé sans autorisation.

Le gouvernement beylical n'accorde en aucun cas aux entrepreneurs de fouilles plus de la moitié des objets découverts.

Art. 8. — Toutes dispositions, concessions et décisions antérieures contraires au présent décret sont annulées.

8 mars 1885 (22 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret créant le service des antiquités et des arts

Article premier. — Il est créé un service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques.

Art. 2. — L'organisation de ce service et les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent décret et du décret précité, feront l'objet de règlements pris par nous sur la proposition de notre premier ministre.

7 mars 1886 (1er djoumadi-ettani 1303)

Décret réglant les conditions de la propriété s'appliquant aux antiquités, aux monuments et aux objets d'art.

TITRE PREMIER

DE LA PROPRIÉTÉ DES MONUMENTS, DES OBJETS D'ART ET D'ANTIQUITÉ

Article premier. — Le droit de propriété et les autres droits utiles, tels que les lois actuellement en vigueur dans le royaume de Tunis les établissent, sur les biens meubles et immeubles de toute nature, s'appliquent aux monuments, objets d'art et d'antiquité, aux conditions indiquées par les articles ci-après.

TITRE II

DES IMMEUBLES ET DE LEUR CLASSEMENT

Art. 2. — Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation au point de vue de l'histoire ou de l'art présente un intérêt sérieux, seront l'objet d'un classement.

Art. 3. — Le classement sera prononcé par décret rendu sur le rapport de notre premier ministre et après avis du directeur du service des antiquités et des arts.

Quand l'immeuble n'appartient pas à l'Etat, le classement est précédé d'une enquête qui se fait dans la forme ci-après.

Art. 4. — L'enquête est ordonnée par arrêté de notre premier ministre.

Cet arrêté est publié au *Journal officiel tunisien* et notifié administrativement au propriétaire, et, s'il y a lieu, deux mois au moins avant le décret de classement. Tout intéressé peut présenter ses observations; elles doivent être adressées au premier ministre qui les transmet, pour instruction, au directeur du service des antiquités et des arts.

Art. 5. — La déclaration d'enquête a pour effet d'assimiler l'immeuble, pendant la durée de l'enquête, à un immeuble classé.

L'enquête doit être terminée et le décret de classement promulgué dans un délai d'un an à partir du jour de l'insertion au *Journal officiel*.

Passé ce délai, elle est réputée avoir abouti à un résultat négatif. Elle ne peut être recommencée que dans la forme prescrite par l'art. 4, mais alors l'immeuble n'est plus présumé classé pendant sa durée.

Art. 6. — Le classement prononcé sera notifié administrativement aux intéressés. La notification sera accompagnée d'une description faite avec le détail nécessaire et complé-

tée, s'il le faut, par des plans et dessins de l'immeuble.

Si un intéressé conteste l'exactitude de cette description, il y aura lieu à une vérification faite par deux experts qui seront choisis, l'un par l'administration, l'autre par l'intéressé.

Dans le cas où ces deux experts ne parviendraient pas à s'entendre, notre premier ministre en nommera un troisième pour les départager.

Art. 7. — L'administration devra faire apposer sur le monument classé une marque spéciale apparente.

Le classement n'aura son plein effet vis-à-vis des tiers qu'à dater de l'apposition de cette marque.

Art. 8. — L'immeuble classé ne peut être détruit, même partiellement, sans un décret rendu sur le rapport de notre premier ministre et après avis du directeur du service des antiquités et des arts.

Il ne peut être l'objet d'un travail quelconque sans qu'une déclaration ait été faite préalablement au directeur du service des antiquités et des arts, qui en donne récépissé.

L'administration peut faire surveiller les travaux, elle peut les empêcher si elle les juge nuisibles à la conservation du monument ou capables d'en altérer le caractère. Elle peut aussi, dans les mêmes conditions, faire exécuter d'office à ses frais, après en avoir donné avis au propriétaire, les travaux qu'elle juge nécessaires à la conservation du monument.

Dans le cas où le propriétaire ou ayant droit juge ces travaux nuisibles à ses intérêts, une expertise instituée dans les formes indiquées à l'article 6, décide s'il y a lieu à une indemnité et en fixe le montant. Ses décisions sont sans appel.

En aucun cas, le propriétaire ou ayant droit ne peut s'opposer à l'exécution des travaux sans encourir les peines édictées par l'article 438 du code pénal français.

Art. 9. — Les immeubles classés qui appartiennent à l'Etat, à une commune ou à un établissement public, sont inaliénables et imprescriptibles.

Art. 10. — L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne peut être poursuivie qu'après que le directeur du service des antiquités et des arts a été appelé à présenter ses observations.

Les servitudes d'alignements et autres entraînant la destruction partielle, la dégradation ou le remaniement des édifices, ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Les effets de classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Toutefois, s'il s'agit d'un immeuble immatriculé, l'arrêté ordonnant l'enquête et le décret de classement sont inscrits à la conservation de la propriété foncière et ne produisent leurs effets qu'à dater du jour de cette inscription.

Art. 11. — Notre premier ministre peut, sur la proposition du directeur du service des antiquités et des arts, en se conformant aux prescriptions de la loi sur les expropriations pour cause d'utilité publique, poursuivre l'expropriation des monuments classés ou qui seraient l'objet d'une proposition de classement.

Art. 12. — Quiconque aura détruit, abattu, mutilé, dégradé un immeuble classé, ou entrepris des travaux en violation de l'art. 8 du présent décret, sera passible des peines édictées par l'art. 257 du code pénal français pour la destruction des monuments publics.

Les mêmes peines sont appliquées à quiconque se sera emparé des matériaux provenant de la destruction totale ou partielle d'un immeuble classé.

Dans les deux cas, les auteurs du délit pourront être, en outre ou de préférence, condamnés, soit à rétablir l'immeuble dans son état primitif, soit à payer à l'administration des dommages-intérêts égaux à la somme des frais que ce rétablissement entraînerait.

Art. 13. — La destruction de la marque apposée par l'administration sur un monument classé sera assimilée à une dégradation au monument lui-même et passible des mêmes peines.

Art. 14. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé peut être demandé à notre premier ministre qui prendra l'avis du directeur du service des antiquités et des arts. Le déclassement sera prononcé par décret, dans les mêmes formes que le classement.

TITRE III

DES OBJETS D'ART OU D'ANTIQUITÉ MOBILIERS

Art. 15. — La conservation des objets d'art ou d'antiquité mobiliers, découverts en Tunisie, étant d'intérêt général, au même titre que celle des immeubles et des constructions, il est interdit de détruire, dénaturer ou déplacer, sans l'autorisation écrite de l'administration, aucun objet de cette catégorie, en fût-on même propriétaire.

Art. 16. — Celui qui aura détruit ou dégradé volontairement, sans autorisation, un objet d'art ou d'antiquité découvert en Tunisie, pourra être frappé des peines édictées par l'art. 12 du présent décret sans préjudice de l'action civile à laquelle la destruction pourra

donner lieu de la part des intéressés ou de l'administration.

Art. 17. — Les objets d'art ou d'antiquité mobiliers découverts en Tunisie ne peuvent, sans une autorisation écrite, sortir de notre Royaume.

Cette autorisation doit être demandée au directeur du service des antiquités et des arts qui en réfère à notre premier ministre. Un inventaire détaillé des objets doit accompagner cette demande. L'administration peut faire exécuter toutes les vérifications qu'elle juge nécessaires.

Des droits pourront être établis par des règlements ultérieurs pour l'exportation autorisée de ces objets qui reste soumise, en attendant, aux règlements douaniers actuellement en vigueur.

Art. 18. — Il peut être accordé des autorisations d'exportation temporaire, notamment à l'occasion des expositions à l'étranger.

La demande d'autorisation doit, dans ce cas, comme dans celui visé par l'article précédent, être adressée au directeur du service des antiquités et des arts. Elle doit être accompagnée d'un inventaire et d'une description des objets. L'administration a le droit de faire toutes les vérifications qu'elle juge utiles, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'identité des objets soit constatée de manière à empêcher toute fraude et toute erreur.

L'administration fixe les conditions auxquelles l'exportation, dans chaque cas, sera permise, et exige les garanties qui lui paraissent nécessaires.

Art. 19. — Toutes les pénalités édictées contre la contrebande par les lois françaises et tunisiennes, sont applicables à l'exportation non autorisée des objets d'art ou d'antiquité découverts en Tunisie.

TITRE IV

DES INSCRIPTIONS

Art. 20. — Les pierres écrites et inscriptions de toute espèce, à quelque époque qu'elles appartiennent, en quelque langue qu'elles soient rédigées, sont considérées comme monuments de l'histoire de notre Royaume et, comme telles, assimilées aux immeubles dont il est question au titre II.

Elles sont susceptibles d'être classées comme eux par la direction du service des antiquités et des arts.

Art. 21. — Le classement des inscriptions se fera par un simple avis donné aux intéressés par la direction du service des antiquités et des arts, et par l'apposition sur le monument même, en un lieu apparent, de la marque spéciale mentionnée à l'article 7.

Art. 22. — Les pénalités édictées par l'art. 257 du code pénal français, sont applicables à la destruction des inscriptions classées.

Art. 23. — Les inscriptions non classées suivent le régime des objets mobiliers.

Art. 24. — Les dispositions contenues dans le § 2 de l'article 33 du présent décret, au sujet des objets mobiliers, ne seront applicables aux inscriptions, classées ou non, que si ces inscriptions sont gravées sur métal précieux ou sur pierre précieuse.

TITRE V

DES FOUILLES ET DÉCOUVERTES. DES TRAVAUX DANS LES RUINES CLASSÉES

Art. 25. — Nul ne peut faire de fouilles à l'effet de rechercher des antiquités, même sur son propre terrain, sans en avoir au préalable, et à des conditions débattues avec les intéressés, obtenu l'autorisation par écrit.

Cette autorisation doit être demandée au directeur du service des antiquités et des arts qui en réfère à notre premier ministre, et la demande doit être accompagnée des indications les plus précises. L'administration a le droit de faire toutes les enquêtes et vérifications qu'elle juge convenables. Elle peut mettre à son autorisation les conditions qui lui paraissent devoir y être mises, notamment en ce qui concerne la propriété des objets à découvrir et la surveillance du travail.

Art. 26. — Si un travail d'art, une opération agricole, une fouille entreprise dans un but non archéologique met au jour des monuments, ruinés ou non, ou des objets d'art ou d'antiquité, l'auteur du travail doit immédiatement en donner avis à la direction du service des antiquités et des arts, et prendre en même temps l'engagement de se conformer aux articles 14 et 16 du présent décret, faute de quoi la fouille est considérée comme faite en violation de l'article qui précède.

Par le fait même de l'envoi de cet avis accompagné de l'engagement ci-dessus, le travail se trouve assimilé provisoirement à une fouille archéologique autorisée aux conditions fixées par le décret du 26 hidjé 1299-7 novembre 1882, jusqu'au moment où des conditions définitives sont établies.

Art. 27. — Toute fouille entreprise ou continuée en violation des articles qui précèdent devra être empêchée par l'autorité ; les objets qu'elle aura produits seront saisis, et il y

aura lieu à l'application des peines édictées par l'art. 479 du code pénal français.

Art. 28. — Quiconque aura détruit les objets indiqués dans l'art. 26 est passible des peines édictées par les articles 437 et 479 du code pénal français, suivant le cas. Il peut, en outre ou de préférence, être condamné à des dommages et intérêts au profit de l'administration.

Art. 29. — Les travaux de déblaiement, d'appropriation, de destruction exécutés dans les ruines d'édifices qui ne sont pas classés, l'enlèvement, le bris, l'emploi de pierres antiques éparses à la surface du sol, sont assimilés aux fouilles et soumis aux formalités prescrites dans l'article 25 du présent décret.

On doit annoncer à la direction des antiquités et des arts l'intention où l'on est d'employer ou détruire les matériaux de cette nature, un mois au moins avant le commencement du travail. L'administration est tenue de répondre dans un délai de trois mois ; passé ce délai, elle sera présumée avoir répondu affirmativement.

Art. 30. — Si au cours d'un travail de cette nature, des monuments, sculptures ou fragments, jusque-là cachés, se découvrent, les dispositions de l'art. 26 du présent décret deviennent applicables.

Art. 31. — Les objets d'art ou d'antiquité découverts sans fouilles ni travaux spéciaux en un lieu appartenant à l'Etat, quel que soit l'auteur de la découverte, appartiennent à l'Etat.

Art. 32. — Les dispositions contenues dans les art. 27 et 28 du présent décret sont applicables aux cas visés par les deux articles qui précèdent.

Art. 33. — Les objets d'art ou d'antiquité mobiliers qui seront découverts à l'avenir dans des fouilles, pourront, à quelques conditions que la fouille ait été autorisée, devenir la propriété de l'Etat, si l'administration les revendique pour lui dans un délai de six mois. Passé ce délai, la revendication ne pourra plus être exercée.

Dans tous les cas, le possesseur devra être indemnisé ; et, en cas de contestation au sujet de l'indemnité à laquelle il aura droit, il y aura lieu à une expertise dans la forme prescrite aux articles 6 et 8 du présent décret.

Art. 34. — Des droits pourront être établis pour les autorisations dont il est fait mention dans les articles qui précèdent.

TITRE VI

DES MUSÉES PRIVÉS

Art. 35. — Les collections appartenant à des particuliers pourront recevoir de l'Etat une subvention.

Elles seront alors qualifiées *Musées*, et jouiront de tous les droits et avantages dont jouissent les établissements publics.

Les objets composant ces collections seront *ipso facto* considérés comme immeubles classés.

Art. 36. — Les conditions auxquelles le titre de musée et la subvention seront accordés s'établiront par une convention entre l'administration et le propriétaire.

TITRE VII

DE L'EXÉCUTION DU PRÉSENT DÉCRET

Art. 37. — Les décisions prises par la direction du service des antiquités et des arts en vertu du présent décret, sont exécutoires par provision. Elles peuvent être l'objet d'un recours devant le tribunal compétent en matière administrative.

Art. 38. — Les autorités locales sont tenues, non seulement de signaler les infractions aux dispositions du présent décret, mais encore de les empêcher par leur intervention directe.

Le décret du 26 hidjé 1299-7 novembre 1882 ayant attribué au gouvernement beylical la garde des monuments de toute nature, les caïds, gouverneurs et autres représentants de l'autorité publique, ainsi que les municipalités, peuvent être rendus civilement responsables de celles de ces infractions qui causent un dommage appréciable aux immeubles classés, aux inscriptions, aux objets d'art ou d'antiquité, toutes les fois que ces dommages auront été causés par leur négligence.

Art. 39. — Les infractions au présent décret seront constatées par tous nos fonctionnaires et agents, qui pourront également être requis pour les empêcher par le directeur du service des antiquités et des arts ou par ses représentants.

Les actions y relatives seront intentées et suivies à la diligence du directeur du service des antiquités et des arts, sans préjudice des poursuites exercées d'office par le ministère public.

Art. 40. — Les articles du code pénal français relatifs aux récidives et l'article 463 du même code relatif aux circonstances atténuantes, sont applicables aux délits et contraventions visés par le présent décret.

Art. 41. — Tous décrets, dispositions, concessions et dispositions antérieurs contraires aux articles ci-dessus sont rapportés.

25 septembre 1890 (11 sfar 1308)

Décret supprimant la direction des antiquités et des arts et la remplaçant par une inspection du service.

Article premier. — La direction du service des antiquités et des arts est supprimée, et il est établi à sa place une inspection du service.

Art. 2. — Le personnel de l'inspection est ainsi composé :

Un inspecteur, chef de service ;
Un attaché ;
Un chaouch.

Musée Alaoui

Un conservateur;
Un gardien-surveillant.

Art. 3. — Le bibliothécaire de la Bibliothèque française continuera à remplir les fonctions de secrétaire du service jusqu'à la réorganisation de l'établissement qu'il dirige.

Art. 4. — Le service des antiquités et des arts sera placé sous le contrôle du délégué du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts en Afrique.

Art. 5. — Les mesures ci-dessus auront leur effet à dater de l'ouverture de l'exercice 1308.

Arboriculture

18 décembre 1893 (10 djoumadi-ettani 1311)

Décret établissant un régime de faveur pour les plants, boutures, arbres et arbustes destinés aux plantations.

Article premier. — A partir du 1er janvier 1894 les plants, boutures, arbres et arbustes destinés aux plantations pourront circuler librement dans toute la Régence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des villes et villages.

A compter de la même date, ceux de ces produits qui seront volontairement apportés sur les marchés n'y supporteront qu'un droit de stationnement de 0f10 par mètre carré et par jour.

Tous autres droits actuellement exigibles seront supprimés.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Armée française (1)

10 juin 1882 (24 redjeb 1299)

Décret conférant des pouvoirs disciplinaires aux officiers français chargés de la surveillance du territoire (2).

Article premier. — Le général commandant en chef les troupes françaises se trouvant dans la Régence de Tunis, s'il constate que quelqu'un fait de la résistance ou opposition aux pouvoirs dont il est investi, aura le droit de lui infliger une amende de mille francs au plus et six mois d'emprisonnement.

Art. 2. — Chacun des généraux ayant le commandement d'une des deux divisions de la Régence, s'il constate le même fait, aura le droit d'infliger une amende de trois cents francs au plus et deux mois de prison.

Art. 3. — Chacun des généraux de brigade commandant une subdivision sous les ordres de l'un de ces généraux de division précités, aura le droit, dans les mêmes cas, d'infliger une amende de cent francs au plus et un mois de prison.

Art. 4. — Tout commandant de cercle placé sous les ordres d'un des généraux commandant une des subdivisions précitées, aura le droit, dans le même cas, d'infliger une amende de cinquante francs au plus et quinze jours de prison.

1er juillet 1882

Instructions aux commandants des cercles

Le commandement des cercles de la Régence appartient à l'officier qui en est investi par décision du général commandant en chef le corps d'occupation et, en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire, à l'officier le plus élevé en grade parmi ceux employés dans la circonscription.

La résidence officielle est au chef-lieu du cercle. Les cercles dont le chef-lieu est en même temps chef-lieu de subdivision sont commandés directement par l'officier général ou supérieur commandant la subdivision.

Les pouvoirs des commandants des circonscriptions sur les troupes qui y sont cantonnées ou de passage sont définis par les règlements militaires ; il n'y est apporté aucune modification.

. . . . . .

(1). V. aussi : *Prises sur l'ennemi*.

(2) Le corps d'occupation de Tunisie est placé sous le commandement d'un général de division. Les chefs-lieux des subdivisions sont Tunis et Sfax.

L'administration du pays et l'exercice de la justice appartiennent au gouvernement beylical ; les commandants territoriaux français n'auront pas, par suite, d'autorité directe sur les fonctionnaires et magistrats tunisiens qui sont les agents du Bey et relèvent exclusivement de lui. Comme il leur incombe cependant d'assurer la sécurité du corps d'occupation, de faire respecter l'autorité du souverain, de prévoir et de réprimer au besoin toute cause ou tentative de désordre (*décret du Président de la République du 4 octobre 1884*), ils doivent :

1° Se tenir au courant de toutes les nouvelles politiques circulant dans les circonscriptions et les signaler sans délai à leur chef hiérarchique avec leur avis sur l'importance qu'il convient d'y attacher.

2° Etudier l'organisation politique et administrative des populations indigènes vivant dans leur cercle.

. . . . . .

3° Connaître les chefs indigènes en fonctions, leur caractère, leurs relations.

. . . . . .

Il entre dans les devoirs des commandants de nos postes de savoir si les chefs des tribus l'avoisinant ne se conduisent pas de façon à exaspérer leurs administrés au point de leur faire prendre les armes. Ce résultat ne peut être atteint qu'en se tenant en relations très fréquentes avec les habitants du pays, en causant avec eux pour connaître l'esprit public, les causes de malaise et de mécontentement des populations. Les commandants supérieurs devront toutefois n'accueillir qu'après les avoir bien contrôlés et vérifiés les bruits qui peuvent circuler sur le compte des chefs tunisiens.

. . . . . .

En ce qui concerne les fonctionnaires tunisiens, nos commandants supérieurs n'ont point à les blâmer, à les réprimander, à les punir, mais ils doivent rendre compte de leurs fautes au commandant de la subdivision à laquelle ils appartiennent et lui soumettre des propositions en vue de faire punir ou révoquer un chef indigène infidèle, incapable ou prévaricateur.

Dans les circonstances urgentes, et lorsque la sécurité publique lui paraîtra compromise par l'attitude d'un chef tunisien, le commandant du cercle pourra, sous sa responsabilité personnelle et à charge de rendre compte immédiatement au commandant de la subdivision des motifs pressants qui l'ont fait agir, prendre des mesures provisoires pour l'empêcher de nuire et s'emparer même de sa personne. Cela ne se produira toutefois qu'à titre exceptionnel et lorsque les moyens de communication et le temps manqueront pour provoquer les ordres de l'autorité supérieure.

4° Connaître les chefs des familles les plus importantes du pays. Désigner ceux que l'on pourrait investir à un moment donné du commandement des populations.

. . . . . .

5° Connaître les ordres religieux existant dans leur circonscription, leur importance, le nombre et les tendances de leurs adeptes, les zaouias qu'ils occupent.

. . . . . .

6° Réunir sur les tribus du cercle des documents historiques permettant de connaître leur origine, leurs relations, les contingents que chacune d'elles peut mettre sur pied..., le nombre de bêtes de somme dont elles disposent, l'importance de leurs approvisionnements en céréales, les emplacements des silos.

7° Réunir des renseignements géographiques et topographiques permettant de connaître exactement les principales voies de communication.

. . . . . .

Etudier s'il ne conviendrait pas d'ouvrir de nouveaux chemins ou de réparer ceux qui existent.

. . . . . .

8° Prendre, de concert avec les agents du gouvernement tunisien, les mesures voulues pour assurer la police et la sécurité des routes et marchés, surveiller la contrebande de guerre. Faire connaître à leur chef direct leur appréciation sur les mesures prises par les agents tunisiens et sur les ordres qu'il conviendrait de leur faire donner par leur gouvernement ; rendre compte de l'exécution de ces ordres.

9° Procéder à l'arrestation des auteurs des crimes ou des délits commis contre la sécurité publique et le corps d'occupation, faire les premières informations et rendre compte immédiatement à leur chef hiérarchique qui donnera ou provoquera les ordres voulus pour assurer la répression des coupables.

. . . . . .

Afin de faciliter la mission des commandants de cercle et de leur donner les moyens de réprimer les actes d'insubordination et les infractions aux mesures d'ordre et de police..., le décret beylical du 10 juin 1882 (*décret du 28 redjeb 1302-12 mai 1885*).... délègue aux commandants territoriaux français le droit d'infliger aux sujets tunisiens des punitions d'amende et de prison dans les limites suivantes :

Général commandant le corps d'occupation: 1,000 francs, six mois de prison ;

Généraux commandants les divisions : 300 francs, deux mois de prison ;

Commandants des subdivisions : 100 francs, un mois de prison.

Commandants des cercles et annexes : 50 francs, quinze jours de prison.

Les commandants territoriaux devront user avec modération des pouvoirs que je leur ai fait conférer surtout pour leur donner auprès des populations indigènes le prestige et l'autorité morale qu'entraîne le droit de punir ; en ce qui concerne les fonctionnaires tunisiens, les commandants supérieurs devront se conformer aux instructions qui précèdent.

Les relations entre les commandants français et les chefs tunisiens devront toujours être courtoises ; les uns et les autres ne perdront jamais de vue que leur mission consiste à assurer la sécurité du territoire, le fonctionnement régulier de l'administration beylicale et l'exercice de la justice. Ils doivent, à cet effet, se communiquer les renseignements pouvant faciliter à chacun l'accomplissement de sa mission, se concerter pour les mesures de police et autres à prendre à cet effet.

Les commandants territoriaux auront auprès d'eux pour assurer l'exécution des ordres spéciaux concernant la mission, objet des présentes instructions, préparer leur correspondance y relative et les pièces périodiques qui leur seront demandées, recueillir, classer et conserver les documents de toute nature qui y ont trait, un personnel d'officiers et d'agents dits officiers et agents du service des renseignements du corps d'occupation. Ce personnel, partout et à tous les degrés, dépendra du commandant militaire sous les ordres duquel il sert, dans des conditions analogues à celles des officiers du service d'état-major par rapport aux commandants des corps d'armée, divisions et subdivisions.

. . . . . .

Au quartier général, à Tunis, le 1er juillet 1882.

Le Général commandant le corps d'occupation,

FORGEMOL.

Mars 1894 (djoumadi-el-aoual 1301)

Circulaire aux caïds leur prescrivant de subvenir aux besoins des officiers du service des renseignements en tournée.

Le service des officiers français des bureaux de renseignements les oblige de parcourir continuellement le pays pour examiner la situation des tribus et vous n'ignorez pas qu'il leur est souvent fort difficile de se procurer les denrées nécessaires pour leur subsistance et le fourrage pour la nourriture de leurs chevaux. Pour faire cesser ces incommodités auxquelles ils sont continuellement exposés, S, A. a décidé que toutes les fois qu'un officier de renseignements visitera votre district, vous lui fournirez journellement trois saas d'orge pour son cheval et deux fois par jour, pour sa nourriture, une poule, du couscoussou et quatre œufs préparés selon l'usage du pays. Ces frais seront exclusivement à votre charge et vous n'aurez à réclamer aucune indemnité aux cheiks, à la tribu ou au gouvernement.

7 mars 1885 (21 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret soumettant au code de justice militaire français les Tunisiens incorporés dans les troupes d'Afrique.

Article unique. — Les militaires tunisiens incorporés dans les troupes d'Afrique sont soumis pendant la durée de leur service à toutes les dispositions du code de justice militaire français.

20 octobre 1886 (22 moharrem 1304)

Circulaire du premier ministre aux caïds sur les fournitures à faire aux militaires et détachements de troupe français.

J'ai été informé à plusieurs reprises que des militaires français voyageant isolément et en détachements dans l'intérieur de la Régence, avaient rencontré de grandes difficultés pour se procurer les vivres nécessaires à leur subsistance.

Je vous invite, en conséquence, à porter à la connaissance de tous vos administrés qu'ils doivent, en toutes circonstances, appui aux militaires voyageant dans la Régence et qu'ils ne sauraient, à l'avenir, sans s'exposer à une répression sévère, leur refuser les denrées nécessaires à leur alimentation et à celle de leurs animaux. Ces denrées seront payées par eux d'après les tarifs ordinairement en usage dans la tribu.

Les fournitures pourront comprendre :

1° Le cantonnement pour les hommes et les animaux dans les locaux disponibles ;

2° Les vivres et du bois pour les hommes, l'orge et la paille pour les animaux ;

3° Les moyens de transport en animaux de selle, de trait ou de bât ;

4° Les guides, les messagers.

Vous aurez soin de veiller à l'exécution des prescriptions précitées, en insistant tout particulièrement sur ce point, auprès de vos administrés, à savoir que toutes les fournitures leur seront intégralement payées.

Il est bien entendu que la circulaire qui

vous a été adressée au mois de djoumadi-el-aoual 1301-mars 1884, relativement à la diffa des officiers du service des renseignements, demeure en vigueur et que vous devez apporter tous vos soins à vous conformer, le cas échéant, à ses dispositions.

Armes

18 janvier 1883 (9 rabia-el-aoual 1300)

Décret réglementant l'importation et le commerce des armes.

Article premier. — L'introduction dans la Régence de toute arme de guerre d'un modèle ayant été ou étant encore usité dans les diverses armées existantes, est formellement interdite.

Art. 2. — Les armes de chasse ordinaires ou de luxe ne seront introduites en Tunisie qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le Ministre Résident de la République française, pour les ports de Tunis et de La Goulette, et par les agents qu'il déléguera à cet effet, pour les ports de Bizerte, Sousse, Monastir, Medhia, Sfax, Gabès, Houmt-Souk de Djerba.

Art. 3. — L'introduction des susdites armes de chasse ordinaires ou de luxe, par tout autre point que ceux désignés dans l'article précédent, est interdite et sera réputée contrebande de guerre.

Art. 4. — Aucun indigène ne pourra acheter des armes de fabrication européenne s'il n'est muni d'une autorisation *ad hoc* délivrée par le Ministre Résident de la République française ou ses délégués, ou par les officiers généraux et supérieurs chargés de la surveillance du territoire de la Régence.

Les autorisations délivrées de ce chef seront inscrites sur un registre spécial.

Art. 5. — Tout négociant qui voudra se livrer au commerce des armes, devra, pour obtenir l'autorisation d'introduire en Tunisie les objets de ce commerce, prendre préalablement l'engagement écrit de tenir un registre mentionnant, pour chaque arme vendue, la description sommaire de l'arme, le nom et le domicile de l'acheteur, et les principales indications contenues sur le permis d'achat délivré à ce dernier.

Ledit registre devra, en outre, porter en tête l'autorisation délivrée au négociant et un duplicata de son acceptation des conditions qui lui seront imposées.

Art. 6.— Tous les trois mois au minimum, lesdits registres seront soumis, à Tunis, au visa de l'agent français délégué à la sûreté publique, et, dans les autres villes, au visa de telle autorité civile ou militaire qui sera déléguée à cet effet.

Art. 7. — Toute infraction aux présentes dispositions entraînera *de facto*, pour le délinquant, le retrait de l'autorisation qui lui aura été accordée, et ce, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait s'être exposé comme s'étant livré à la contrebande de guerre.

20 octobre 1885 (12 moharrem 1303)

Décret réglementant la vente des poudres, le commerce et le port des armes

(Les douze premiers articles réglementant la vente de la poudre se trouvent sous les mots : *Poudres et explosifs*).

Art. 13. — La vente et la détention des armes de guerre est soumise aux dispositions de l'article 1er du décret du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883.

Art. 14. — La vente, par des particuliers non autorisés, à des indigènes, d'armes de fabrication européenne, autres que les armes de guerre, est formellement interdite.

Les négociants autorisés à vendre ces armes ne pourront le faire à des indigènes qui ne se seront pas conformés aux dispositions de l'article 4 du décret du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883.

Art. 15. — En cas de liquidation soit à l'amiable, soit après faillite, d'un fonds de commerce d'armes autorisé ou d'un débit de poudres, la vente ne pourra être effectuée qu'à des acquéreurs individuellement pourvus de l'autorisation prévue par les articles 4 du décret du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883, 97 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 et 3 du présent décret.

Art. 16. — Les contraventions aux articles 1er, 2, 3 et 4 du décret du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883, 13 du présent décret, seront punies des peines édictées par l'article 93 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

La contravention à l'article 97 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 sera punie d'une amende de 50 à 800 piastres, et pourra motiver la condamnation à l'emprisonnement prévue par l'article 93 du même décret.

Les contraventions aux articles 5 et 6 du décret du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883, 14 et 15 du présent décret, seront punies des peines édictées au § 2 de l'article 96 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

14 avril 1894 (8 chaoual 1311)

Décret réglementant le commerce, la détention et le port des armes

I. — *Commerce des armes*

Article premier. — Le commerce des armes de toutes espèces, autres que les armes de guerre dont l'introduction en Tunisie est et demeure interdite, sera exercé dans la Régence dans les conditions indiquées par nos décrets des 18 janvier 1883 (9 rabia-el-aoual 1300 et 21 octobre 1885 (12 moharrem 1303), et les articles 2, 3 et 4 du présent décret.

Art. 2. — Tout armurier ou marchand d'armes dûment autorisé sera tenu d'adresser tous les trois mois au contrôle civil ou, en territoire militaire, à l'officier chargé du bureau de renseignements, dans les circonscriptions duquel est situé le lieu de son domicile, un inventaire général et détaillé des armes existant dans ses ateliers, magasins ou boutiques.

Art. 3. — Le registre dont la tenue est ordonnée par l'article 5 du décret du 18 janvier 1883 (9 rabia-el-aoual 1300) devra porter jour par jour, sans aucune lacune, les noms, prénoms, qualités, domicile ou résidence habituelle des personnes auxquelles des armes auraient été vendues et la nature de ces marchandises.

Si l'acheteur est personnellement connu du vendeur, le registre en fera mention. Dans tous les autres cas, il indiquera les preuves d'identité qui auront été fournies, telles que l'attestation de deux témoins connus du vendeur, la production d'un certificat délivré par la police locale, etc., et si l'acheteur est tunisien, il reproduira les principales indications du permis d'achat prévu par l'article 4 du décret du 18 janvier 1883 (9 rabia-el-aoual 1300) et dont la production demeure obligatoire.

Art. 4. — Lorsque des armes seront comprises dans les objets mobiliers mis en vente soit volontairement, soit par autorité de justice, aux enchères publiques, soit par le ministère des commissaires-priseurs ou autres officiers ministériels, soit par crieurs publics, ces armes ne pourront être livrées qu'aux acheteurs qui justifieront, suivant le cas, soit de l'autorisation spéciale prévue par l'article 10 ci-après, soit de la déclaration prévue par l'article 11 ci-après du présent décret.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions des articles précédents et des articles 5 et 6 du décret du 18 janvier 1883 (9 rabia el-aoual 1300) seront punis d'une amende de 16 à 200 francs, sans préjudice du droit de l'administration de retirer aux contrevenants l'autorisation de faire le commerce des armes.

II. — *Détention d'armes*

Art. 6. — Tout dépôt d'armes quelconques chez les particuliers non autorisés à en faire le commerce est interdit.

Art. 7. — Les contrevenants aux dispositions de l'article précédent seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 à 300 fr.

III. — *Port d'armes*

Art. 8. — Le port d'armes dangereuses, cachées ou secrètes, est défendu.

Art. 9. — Tout individu qui sera supris en contravention à la défense édictée à l'article précédent sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 francs.

Art. 10. — Par dérogation à l'article 8 du présent décret, des autorisations spéciales de porter des armes non apparentes pourront être délivrées par le contrôleur civil ou, en territoire militaire, par l'officier chargé du bureau de renseignements, dans la circonscription duquel est situé le lieu du domicile ou de la résidence même temporaire de celui qui doit bénéficier de l'autorisation.

Art. 11. — A l'avenir, toute personne qui voudra porter des armes apparentes sera tenu d'en faire par écrit la déclaration soit au secrétariat général du gouvernement tunisien, soit au contrôleur civil ou, en territoire militaire, à l'officier chargé du bureau des renseignements dans la circonscription duquel est situé le lieu de son domicile ou de sa résidence.

Le déclarant indiquera ses noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile.

Il lui sera donné récépissé de sa déclaration.

Art. 12. — Ce récépissé devra être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité ayant qualité pour constater les délits et contraventions.

Art. 13. — Toute infraction à l'article précédent constituera une contravention punissable d'une amende de 1 à 15 francs.

Art. 14. — Par exception, le port d'armes apparentes est interdit : 1° aux individus condamnés pour crime de droit commun, ou pour vagabondage ou mendicité ; 2° à ceux condamnés à l'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, violences envers les personnes et rébellion.

Art. 15. — Cette incapacité sera perpétuelle à l'égard des condamnés pour crimes. Elle

cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits.

Art. 16. — Des autorisations spéciales de port d'armes apparentes, permanentes ou temporaires, mais toujours révocables, pourront cependant être délivrées par le secrétaire général du gouvernement tunisien aux personnes désignées à l'article 14, non privées des droits mentionnés en l'article 42 du code pénal français.

Art. 17. — Le port d'armes quelconques est défendu aux interdits et aux mineurs de 15 ans.

Les mineurs de 21 ans qui voudront porter des armes apparentes devront faire approuver par les personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés, la déclaration prescrite par l'article 11 du présent décret.

Art. 18. — Le port d'armes apparentes par tout individu auquel il est interdit, ou sans déclaration préalable par toute autre personne, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs.

Dispositions générales

Art. 19. — En cas de récidive, les peines édictées par le présent décret pourront être portées jusqu'au double. Il y aura récidive si une infraction est commise dans les douze mois qui suivront une condamnation prononcée par application du présent décret.

Art. 20. — Les peines édictées par le présent décret seront prononcées sans préjudice de celles que les coupables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes ou délits connexes. Mais la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 21. — Dans tous les cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il sera fait application de l'article 463 du code pénal français.

Art. 22. — Les armes détenues ou portées illégalement seront saisies et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux compétents pour statuer sur le délit.

Art. 23. — Les dispositions des articles 2, 5, 7, 12 et 18 deviendront exécutoires à partir du 1er août 1894.

Art. 24. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Assistance publique

20 janvier 1879 (25 moharrem 1296)

Décret établissant un hôpital arabe à Tunis

Article premier. — L'immeuble important appartenant au gouvernement et sis aux *Behamkias* (souk des fabricants de sandales) est désigné pour devenir hôpital et il sera aménagé à cet effet.

Art. 2. — Ledit hôpital contiendra cent lits; chaque lit ne pourra recevoir plus d'une personne.

Art. 3. — Sur ces cent lits, dix-huit seront réservés aux femmes, le restant étant destiné aux hommes.

Art. 4. — Les lits des femmes seront placés dans une partie indépendante de l'immeuble et isolée de la partie affectée aux hommes. La porte d'entrée sera également distincte, de manière qu'il ne puisse s'établir aucune relation entre les deux sexes.

Art. 5. — L'hôpital ne recevra personne en outre du chiffre ci-dessus fixé.

Art. 6. — L'hôpital ne recevra que le malade indigent faisant exclusivement partie de nos sujets et dont le certificat d'indigence aura été visé par la municipalité. Ce certificat devra émaner des habitants du quartier où demeure le malade, du cheik de sa tribu ou de sa localité. Il devra être visé par le médecin en chef. L'hôpital recevra également les gens victimes d'un accident inopiné, et dont l'état nécessitera leur admission d'urgence, soit qu'il s'agisse de blessures ou autre cause.

Art. 7. — L'hôpital recevra les personnes que leur enverra le chara ou l'autorité civile, si ces personnes tombent malades durant leur détention. Leur maladie devra au préalable être constatée par le médecin en chef. On se conformera ensuite aux prescriptions de l'article 37, après leur guérison.

Art. 8. — Toute personne admise à l'hôpital quittera les vêtements qu'elle aura apportés et qui seront conservés soigneusement, et revêtira ceux de l'hôpital jusqu'au moment de sa guérison. Elle reprendra alors ses propres vêtements.

Art. 9. — On disposera les lits et les médicaments de la manière la plus commode pour les soins à donner au malade, en veillant à la propreté de l'établissement et en en éloignant toute cause d'infection.

Art. 10. — Toute personne entrant à l'hôpital sera tenue de suivre les recommandations du médecin et de se soumettre au régime qu'on lui prescrira.

Art. 11. — Toute personne faisant partie de nos sujets qui, bien que non indigente, désirerait se faire soigner à l'hôpital, pourra y entrer et s'y faire soigner, à condition de payer journellement une somme de cinq piastres, destinée à compenser le loyer de son séjour, les soins de la maison, les frais de médicaments et de médecin.

Art. 12. — Tout malade admis à l'hôpital

sera pourvu de tout ce dont il a besoin comme médicaments, nourriture et habillements. Quant aux vètements accessoires, ils seront à sa charge.

Art. 13. — Un local séparé sera exclusivement affecté aux personnes visées dans l'article 11. Il renfermera dix lits.

Art. 14. — La personne admise à l'hôpital revêtira une chemise et une veste, le tout très propre ; son lit se composera d'un matelas, d'un oreiller et de draps en été, d'un sefsari en hiver, et l'on se conformera aux prescriptions du médecin en chef pour tout ce qui concerne ces aménagements, en veillant spécialement à la propreté du tout.

Art. 15. — Les malades reçus à l'hôpital seront internés par chambrée, suivant l'avis du médecin, en ce qui concerne le nombre de malades à soigner dans le même local, car c'est lui qui doit veiller à empêcher la contagion de se propager d'un malade à un autre.

Art. 16. — La nourriture des personnes résidant à l'hôpital se composera de pain de bonne qualité, de bouillon et autres mets analogues que pourra indiquer le médecin.

Art. 17. — Seront attachés à l'hôpital : un médecin en chef, un aide-médecin capable de diriger le service, un pharmacien ; et, d'autre part, un cuisinier, onze domestiques, un surveillant chargé de contrôler le service de chacun d'eux, un portier et une femme pour le nettoyage des effets.

Art. 18. — Au nombre desdits serviteurs seront deux femmes spécialement attachées à la section des femmes pour l'entretien des vêtements.

Art. 19. — Un des serviteurs visés par l'article 17 sera attaché spécialement au service des personnes visées par l'article 11.

Art. 20. — L'étage supérieur de l'hôpital sera spécialement affecté au logement des malades dont il est parlé à l'article précédent. Dans la partie du bas, on réservera une pièce ou salle d'attente pour ceux qui, désirant se faire admettre à l'hôpital, devront être visités par le médecin.

Art. 21. — Le médecin en chef visitera les malades dont il vient d'être parlé ci-dessus, à partir de onze heures du matin, mais si le médecin de l'hôpital constate la fièvre chez le malade qui se présentera, il le fera admettre à toute heure.

Art. 22. — Tous les médecins du pays seront tenus de se présenter à l'hôpital quand le médecin en chef les convoquera, soit isolément, soit collectivement, pour s'éclairer de leur avis en cas de besoin.

Art. 23. — On désignera une heure fixe pour toute personne qui désirera visiter l'hôpital, mais l'accès en demeure libre à toute heure pour ceux qui justifieront de leur titre de médecin.

Art. 24. — Si le malade est dans l'aisance et que, d'après l'avis du médecin en chef, son état ne nécessite pas son séjour à l'hôpital, mais dans le cas où néanmoins ce malade voudrait bénéficier du traitement du médecin de l'hôpital, il sera considéré comme ceux qui résident à l'hôpital d'après l'article 11 ; il viendra à l'heure qu'on lui aura fixée et paiera chaque fois cinq piastres.

Art. 25. — L'hôpital sera pourvu en tant que possible de tous les instruments et médicaments nécessaires, désignés par le médecin en chef.

Art. 26. — Les revenus de l'hôpital étant actuellement trop faibles pour subvenir aux dépenses qu'entraîne cet établissement d'une utilité urgente, et les excédents des revenus des habous étant affectés à subvenir à des œuvres dont on ne peut entraver le cours, le habous de Tekia étant, d'autre part, le seul dont les revenus soient destinés au soulagement des pauvres et puissent, à ce titre, être ajoutés aux ressources de l'hôpital, puisqu'ainsi ils serviraient à soulager des gens qui, non seulement sont pauvres, mais encore sont malades, pour ces raisons, les revenus de Dar-el-Tekia seront employés à soutenir cette institution éminemment utile et charitable. (1)

Art. 27. — Toutefois, une partie du habous de Tekia devant subvenir à la nourriture de gens pauvres ou incapables de travailler, qu'il ne serait pas juste de laisser abandonnés alors qu'il se trouve un habous établi à leur intention, une partie de ces revenus sera affectée à nourrir mensuellement les pauvres ou les personnes réellement incapables de gagner leur pain par elles-mêmes, parmi les habitants de Tunis. Leur état d'incapacité sera constaté par l'administration des habous et portée à la connaissance du gouvernement pour qu'il fasse constater lui-même leur indigence.

---

(1) Le habous de Tekia a été constitué en 1784, par le Bey Abou-el-Hassan-Ali, fils de Abou-Abdallah-Hussein-Bey, et porte dans son dispositif « que chaque jour et à perpétuité, on préparera pour les pauvres de la ville de Tunis trois ouibas de borghoul avec six saas d'huile, soit deux saas d'huile par ouiba de borghoul ». Le gouvernement délivre, en outre, aux indigents de Tunis, des titres en vertu desquels l'administration de Dar-et-Tekia leur distribue des secours en argent mensuels, hebdomadaires et même journaliers.

. . . . . .

Art. 36. — Si la nécessité s'impose au médecin de se faire aider, en certaines circonstances, par un collègue, le médecin en chef désignera un médecin et lui assignera des appointements provisoires.

Art. 37. — Tout malade, dès sa guérison, sera autorisé à sortir de l'hôpital ; mais, quant à ceux qui auraient été extraits de prison pour cause de maladie, ils seront renvoyés avec un avis à l'autorité ayant prononcé leur incarcération, pour qu'elle les fasse reprendre.

Art. 38. — On établira dans l'hôpital des bains de vapeur, des réservoirs d'eau chaude et froide et un appareil à douches.

Art. 39. — On donnera aux malades trois repas par jour, dans la proportion d'une demi-livre de viande et trois livres de pain pour chaque malade.

Art. 40. — Une pièce sera réservée dans l'hôpital pour y effectuer les cérémonies de la circoncision durant les jours de l'Achoura. L'opérateur sera l'amin des circonciseurs ou son délégué spécial ; ils prendront la somme qui leur est assignée à cet effet par le habous ou celle que voudront bien leur donner les particuliers et qui ne saurait être inférieure à la quotité fixée par le habous.

Art. 41. — L'exécution de ce décret est confiée aux soins de l'administration des habous.

13 décembre 1885 (7 rabia-el-aoual 1303)

Décret portant règlement de l'hôpital arabe de Tunis

Article 1er. — L'administration de l'hôpital Sadiki se compose d'un administrateur, d'un médecin et un aide-médecin capables de remplir ces fonctions, d'un pharmacien, d'un surveillant, de deux notaires et du nombre de domestiques spécifié à l'article 17 du décret du 26 moharrem 1296-20 janvier 1879.

Art. 2. — Il est interdit à l'administrateur et à ses subordonnés de faire usage des employés de l'hôpital pour leur service personnel.

Art. 3. — L'administrateur, le surveillant, le pharmacien, le secrétaire et le préposé à la lingerie des malades, sont tenus d'être à leurs postes, en hiver, à huit heures du matin, en été, à six heures. Ils peuvent quitter l'établissement à midi, à condition d'y revenir, en hiver, à deux heures, et en été à trois heures du soir. Ils doivent y rester, dans toutes les saisons, jusqu'au coucher du soleil. Le surveillant est le chef des domestiques de l'hôpital et a la responsabilité du bon entretien de tous les locaux de l'établissement.

Les notaires sont également tenus de rester le temps qu'il leur faut pour terminer leur besogne.

Art. 4. — L'administrateur, aux heures indiquées dans l'article précédent, doit fournir au chef cuisinier, en présence du notaire et du surveillant, les aliments qui seront indiqués par le médecin ; il doit aussi fournir au pharmacien tous les médicaments qu'il demandera.

Il visitera ensuite l'établissement et fera au surveillant les observations qu'il jugera nécessaires, et avisera le président du conseil d'administration des habous des faits qui présenteraient une certaine gravité. C'est seulement après avoir rempli ces obligations, qu'il devra se mettre à son travail, dans ou hors l'établissement.

Art. 5. — Il sera déposé à la direction de l'hôpital un registre d'entrée et de sortie des malades. La page de droite contiendra les noms des entrants, en indiquant la maladie, le numéro d'ordre, la date et le motif de l'entrée, pièces établies conformément à l'article 6 du décret du 26 moharrem 1296-20 janvier 1879.

La page de gauche servira pour l'inscription des sortants, en indiquant le motif, décès ou guérison, et le numéro d'ordre de son entrée. De façon que la simple inspection du registre suffira à montrer le nombre des malades en traitement, des sortants, des décédés, etc., etc.

Art. 6. — Un autre registre sera tenu pour inscrire les effets qui seront pris aux malades, conformément aux articles 8 et 12 du décret du 26 moharrem 1296-20 janvier 1879. Ils y seront notés pièce par pièce, avec l'indication du malade à qui ils appartiennent et son numéro d'ordre sur le registre d'entrée. Tous ces détails seront reproduits sur un billet, qui sera attaché aux effets du malade, réunis en un seul paquet, afin qu'il n'ait aucune difficulté en sortant pour avoir ses habits. En cas de décès, les effets seront donnés au Bit-el-Mâl, à moins qu'ils ne soient réclamés par des héritiers, et, dans ce cas, il en sera donné décharge sur le billet indicatif, qui restera à l'administration. Le dépositaire de ces effets est responsable des disparitions qui pourront avoir lieu.

Art. 7. — Il sera tenu un registre de rapport journalier, qui contiendra tous les incidents qui peuvent survenir dans l'établissement ayant quelque importance, soit au point de vue médical, soit au point de vue moral de l'hôpital. Un extrait en sera communiqué tous les trimestres au président du conseil d'administration des habous.

Art. 8. — Il y aura un dépôt pour renfermer tous les objets de l'établissement et les médicaments; un autre dépôt spécial pour les provisions de vivres. A chacun des dépôts sera affecté un registre pour l'inscription détaillée de chaque article. Chaque mois, les deux notaires de l'hôpital devront inventorier ces deux dépôts et faire remplacer les choses manquantes. Lesdits dépôts seront mis sous la surveillance et la responsabilité de l'administrateur ou de son délégué.

Art. 9. — Dans chaque pièce contenant des malades, il y aura une armoire pour les provisions, le préposé des dépôts est tenu de fournir au garde de la pièce toutes les provisions nécessaires, en ayant soin de marquer chaque objet par le numéro de la pièce, pour qu'il n'y ait aucune confusion entre les chambres. Les gardes ne peuvent toucher leurs traitements qu'après avoir réglé les comptes de leurs armoires.

Le préposé aux dépôts doit pourvoir aux réparations ou remplacements des provisions. Les pertes non justifiées seront payées par le garde de chambre.

Art. 10. — Le médecin est tenu de faire une visite aux malades tous les matins, à sept heures en été, et à huit heures en hiver, accompagné de son aide et du pharmacien. Il fera l'ordonnance de chacun comme médicaments et comme traitement.

En cas d'urgence, le médecin est tenu de se rendre à l'appel du surveillant en dehors des heures sus-indiquées; son aide doit exécuter toutes ses prescriptions.

Art. 11. — Conformément à l'article 17 du décret du 26 moharrem 1296-20 janvier 1879, le pharmacien doit être pourvu de tous les instruments importants et nécessaires pour les opérations, et de tous les vases indispensables pour la conservation des médicaments. Un inventaire en sera dressé et déposé à la pharmacie, conformément à l'article 8 du présent règlement. Il sera délivré au médecin tous les médicaments nécessaires; chaque fois qu'il en aura besoin, il devra les demander au préposé au dépôt. Les médicaments ne doivent pas sortir de l'hôpital. Le pharmacien est tenu de se conformer strictement aux ordonnances du médecin.

Art. 12. — Le pharmacien doit préparer les médicaments suivant les ordonnances du médecin; son aide doit maintenir les objets en bon état de propreté et l'assister dans ses préparations.

Art. 13. — Il sera fourni au cuisinier toute la viande nécessaire à son service, qui devra être inscrite sur un registre spécial; ses pertes seront soumises aux dispositions de l'article 8 du présent règlement. Les vivres lui seront fournis journellement en présence du notaire, du pharmacien et du surveillant, qui est responsable de leur distribution entre les malades, suivant les ordres du pharmacien.

Art. 14. —Les visites des parents ne peuvent avoir lieu que le jeudi et le lundi, de deux heures à quatre heures du soir. Toutefois, ceux qui arrivent de l'intérieur de la Régence, sont autorisés à faire leurs visites tous les jours, aux heures sus-indiquées.

Art. 15. — Il est absolument interdit au public d'entrer à l'hôpital aux heures indiquées dans l'article précédent, à moins d'y être appelé pour un service quelconque. Il peut toutefois être visité. Le gardien doit empêcher d'entrer sans motif.

Art. 16. — Les gardes des chambres des malades doivent être présents à toute heure de la journée. Ils doivent coucher près d'eux à tour de rôle, sous le contrôle du surveillant, qui a le droit de les faire coucher tous à la fois quand il le jugera nécessaire.

13 juillet 1888 (4 kâda 1305)

Décret organisant une caisse de secours pour les Israélites de Tunis et de La Goulette

TITRE Ier

ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article premier. — Il est constitué à Tunis une caisse de secours et de bienfaisance pour les Israélites domiciliés dans les circonscriptions des contrôles civils de Tunis et de La Goulette.

Cette caisse a pour objet la distribution des secours aux indigents des communautés *tunisienne* et *grana*, et leur assistance à domicile en cas de maladie.

Art. 2. — La caisse est alimentée par les ressources affectées précédemment aux diverses caisses spéciales de secours, notamment la taxe sur la viande *hacher* (1) et les dons et quêtes faits à l'occasion de la fête des Azimes. Lesdites caisses seront dissoutes de plein droit, dans un délai de quinze jours à dater de la promulgation du présent décret, et les deniers, ainsi que toutes les pièces de la comptabilité, livres et écritures relatifs à leur administration, seront remis à la caisse générale de secours et de bienfaisance, qui en délivrera reçu à qui de droit.

Art. 3. — L'administration de la caisse est

(1) V. les décrets sous le mot : *Boucherie* pour le quantum des taxes.

confiée à un comité composé de neuf membres, nommés et révoqués par arrêté de notre premier ministre.

Les membres du comité sont renouvelables par tiers tous les ans et peuvent être indéfiniment renommés.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Art. 4. — Si une vacance se produit dans le courant de l'année, il y est pourvu par le gouvernement au moment du renouvellement partiel suivant.

Art. 5. — Le comité se réunit obligatoirement une fois par mois; il fixe la date de ses réunions obligatoires.

Sur la demande signée de trois membres au moins, des réunions extraordinaires du comité peuvent avoir lieu sur convocation écrite du président.

Art. 6. — Le comité est seul chargé de l'emploi des fonds de la caisse de bienfaisance. Il statue par délibérations sur les demandes de secours qui lui sont adressées et revise tous les six mois, et plus souvent s'il y a lieu, la liste des indigents ou des personnes assistées à domicile.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, le président a voix prépondérante. Aucune délibération ne peut être prise par le comité, s'il compte moins de quatre membres présents.

Art. 7. — Toute délibération dont l'objet serait étranger à l'administration ou à la gestion de la caisse sera nulle et de nul effet. Notre premier ministre, dès qu'il en aura connaissance, sera chargé de le faire rayer des registres de délibérations du comité.

Art. 8. — En cas d'irrégularités commises dans la gestion ou l'administration de la caisse, de même qu'au cas prévu à l'art. 7, notre premier ministre pourra suspendre le comité pendant deux mois au plus, ou nous proposer la dissolution du comité, qui sera prononcée par décret, sans préjudice des responsabilités de droit commun qui pourraient être encourues par les membres dudit comité.

Art. 9. — Le comité peut choisir, en dehors de son sein, un secrétaire chargé de la tenue des écritures et registres et un trésorier.

Dans le cas où ces employés sont pris en dehors du comité, une rémunération peut leur être allouée.

Ces nominations et le traitement qui est alloué aux titulaires doivent être soumis au préalable à l'approbation de notre premier ministre.

TITRE II

COMPTABILITÉ

Art. 10. — Le numéraire provenant des revenus de la caisse, des dons, aumônes et offrandes sera déposé, par le délégué du comité, au trésorier de la caisse, qui devra en délivrer un reçu extrait d'un registre à souches.

Art. 11. — Les secours alloués et toute dépense quelconque de la caisse seront payés par ledit trésorier, sur la présentation d'un bon détaché d'un registre à souches et signé par le président du comité ou un administrateur délégué par lui.

Art. 12. — Les offrandes en nature sont emmagasinées par les soins du comité, qui en tiendra un compte par écrit sur un registre *ad hoc*. Les sorties des magasins sont également constatées et ne pourront avoir lieu que sur un ordre inscrit sur un bon détaché d'un livret à souches et signé par le président du comité ou un délégué spécial à ce sujet.

Art. 13. — La réalisation en espèces des offrandes en nature est facultative. Elle se fera par voie d'enchères publiques, et les fonds en provenant seront déposés à la caisse du comité.

Art. 14. — Un compte général administratif des opérations de la caisse sera dressé tous les six mois par le comité et soumis, avec les pièces à l'appui, à l'approbation du gouvernement, qui en contrôlera les opérations en les comparant aux écritures du trésorier. Le gouvernement pourra en outre ordonner toutes les vérifications et inspections qui lui paraîtraient utiles.

Le compte semestriel comprendra les opérations effectuées du 13 octobre d'une année au 12 mai de l'année suivante pour le premier semestre, et du 13 mai au 12 octobre de chaque année pour le second semestre. Il devra être présenté, au plus tard, un mois après l'expiration de chaque semestre, c'est-à-dire les 13 juin et 13 novembre de chaque année.

Art. 15. — Si, à la clôture des opérations de l'année budgétaire, il se présente un excédent de recettes sur les dépenses constatées, la moitié de cet excédent formera reprise au compte de l'année suivante. L'autre moitié constituera un fonds de réserve auquel il ne pourra être touché qu'avec l'approbation du gouvernement.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 16. — Le registre contenant les délibérations du comité, les registres à souches

constatant les dépenses et les recettes en numéraire seront cotés et paraphés par premier et dernier feuillet par notre premier ministre ou son délégué.

Art. 17. — Notre premier ministre, etc.

26 mai 1895 (2 hidjé 1312)

Décret constituant en polygone exceptionnel l'emplacement de l'hôpital civil de Tunis

Article premier. — Le terrain sur lequel doit être élevé l'hôpital civil de Tunis est constitué en polygone exceptionnel et est exonéré de toutes servitudes, sous les réserves énumérées aux articles 2 et 3 ci-après.

Art. 2. — La clôture de l'hôpital faisant face au rempart et longeant le chemin des remparts entre Bab-el-Allouch et Bab-Sadoun sera constituée par une grille reposant sur un mur élevé à hauteur d'appui seulement, de manière à dégager les vues du rempart sur l'intérieur de l'hôpital.

Art. 3. — Dans le cas où les clôtures ouest de l'hôpital seraient constituées par des murs, il serait établi aux angles sud-ouest, ouest et nord-ouest, des petits bastionnets de quatre mètres de côté, permettant de flanquer ces murs et d'en surveiller les abords. Ces bastionnets, ainsi que des créneaux à ménager dans les murs, seraient établis suivant les indications du service local du génie.

Art. 4. — Le polygone exceptionnel est délimité suivant les indications du plan annexé au présent décret.

Art. 5. — Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Associations

15 septembre 1888 (9 moharrem 1306)

Loi sur les associations

Article premier. — Toutes personnes voulant former une association devront faire au contrôleur civil et au procureur de la République de l'arrondissement une déclaration énonçant :

1° L'objet et le nom de l'association ;

2° Les noms, âge, profession et domicile des fondateurs, et spécialement de ceux qui doivent représenter l'association, comme présidents, directeurs, administrateurs ou sous toute autre dénomination ;

3° Le siège de l'association.

Les statuts de l'association devront être en outre déposés.

Art. 2. — Nulle association ne peut se constituer qu'avec l'autorisation du gouvernement, qui fera connaître sa décision dans le délai d'un mois. Cette autorisation est toujours révocable.

Art. 3. — Toute modification aux statuts d'une association, tout changement dans le personnel des administrateurs, doivent être déclarés et autorisés dans les mêmes formes que ci-dessus.

Art. 4. — Toute association qui se sera formée sans autorisation sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'une amende de 16 à 200 fr.

Les mêmes dispositions pourront être appliquées en cas d'infraction aux statuts d'une association dûment autorisée.

Art. 5. — Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans les réunions tenues par l'association, quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de 100 à 300 francs d'amende et de trois mois à deux ans d'emprisonnement contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.

Art. 6. — Tout individu qui, sans la permission du contrôleur civil, aura accordé et consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association non autorisée, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs.

Art. 7. — Aucun établissement d'enseignement privé, aucune association quelconque ne peut être reconnu d'utilité publique autrement que par un décret qui déterminera la quotité des biens, meubles ou immeubles, que l'association ou l'établissement pourra posséder.

Toute acquisition dépassant cette quotité sera nulle de plein droit.

Le bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique peut toujours être retiré par décret.

Les dispositions à titre gratuit faites en faveur d'un établissement ou d'une association reconnue d'utilité publique ne pourront avoir leur effet qu'après avoir été autorisées par un décret spécial.

Art. 8. — Toute acquisition, à titre gratuit ou onéreux, faite par une association

simplement autorisée, soit directement, soit au moyen de personnes interposées, soit au moyen d'une convention de société, soit par toute autre voie indirecte, est nulle de plein droit.

Toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires aux réunions ou au fonctionnement de l'association peuvent être autorisées par décret.

Art. 9. — La nullité des dispositions ou acquisitions faites contrairement à la présente loi, et postérieurement à sa promulgation, peut être poursuivie devant les tribunaux civils par toute personne intéressée, même par les donateurs ou les vendeurs, et par le ministère public. Les biens faisant l'objet des actes annulés font retour aux ayants droit.

S'il s'agit de biens acquis à titre onéreux, ces biens ou leur valeur, si le vendeur en offre le remboursement, sont attribués à l'Etat, qui les consacrera à des œuvres d'assistance ou de prévoyance.

Bibliothèques publiques

18 mai 1875 (12 rabia-ettani 1292)

Décret portant règlement de la Bibliothèque de la Grande Mosquée

Article premier. — Il sera tenu un registre dans lequel seront catalogués tous les livres dont se compose la bibliothèque de la Grande Mosquée. Chaque catégorie sera inscrite séparément et un espace laissé en blanc pour ajouter les livres dont elle pourrait être augmentée.

Art. 2. — Afin de faciliter les recherches, chaque livre devra porter un numéro d'ordre qui sera reproduit sur le registre en regard de son titre.

Art. 3. — L'ouvrage qui compte plus d'un volume sera inscrit avec indication de tous les volumes dont il se compose.

Art. 4. — La bibliothèque sera ouverte tous les jours, une demi-heure après la prière du matin, et fermée au moment de la prière du soir. Du 1er juin au 30 septembre elle sera fermée de midi à 2 heures.

Art. 5. — La bibliothèque étant composée de livres religieux, tous ceux auxquels l'entrée de la Mosquée est permise pourront y entrer aux heures ci-dessus indiquées, consulter les livres, les lire, les copier et rester aussi longtemps qu'ils voudront, sans que personne puisse s'y opposer.

Art. 6. — Les livres ne pourront être transportés hors de la bibliothèque.

Art. 7. — Les bibliothécaires sont tenus de mettre le catalogue à la disposition de tout visiteur qui voudrait le consulter, et de lui remettre sans retard tous les livres qu'il désirerait avoir, quand même il les demanderait séparément.

Art. 8. — Si un livre demandé se trouve en lecture, celui qui le demande devra attendre, pour l'avoir, qu'il soit rendu au bibliothécaire.

Art. 9. — Les livres seront rangés par catégorie, en suivant pour chacune d'elles l'ordre des numéros.

Art. 10. — Les livres dont le sujet est le plus noble occuperont les rayons les plus élevés.

Art. 11. — Le personnel de la bibliothèque comprendra deux bibliothécaires et un surveillant, chargés de l'exécution des dispositions qui précèdent et d'assurer la propreté des livres, leur conservation et leur rangement en ordre.

Art. 12. — Les deux bibliothécaires seront également chargés de la surveillance des lecteurs et de leur faire, en cas de besoin, les observations nécessaires au sujet de l'usage des livres.

Art. 13. — L'encre et les plumes nécessaires à la bibliothèque seront fournies par un délégué du gouvernement, sur la demande qui lui en sera faite par le surveillant.

Art. 14. — Le surveillant signalera audit délégué les livres et les armoires qui auront besoin de réparations.

Art. 15. — Le surveillant se tiendra dans la chambre sise à l'entrée de la bibliothèque, pour observer les personnes qui y entrent et en sortent, et empêcher ainsi la soustraction des livres.

Art. 16. — Il est expressément défendu à qui que ce soit de retirer des rayons les livres qu'il désire consulter. Il devra se faire présenter ces livres par l'un des bibliothécaires, après avoir constaté qu'ils figurent sur le catalogue.

24 mars 1880 (12 rabia-ettani 1297)

Décret additionnel au règlement de la Bibliothèque de la Grande Mosquée.

Article premier. — Il sera tenu à la bibliothèque un registre intitulé le *Registre des Lecteurs*. Tout individu qui voudra consulter, lire ou copier un ou plusieurs livres y inscrira son nom et le titre du livre qu'il demande. Ce livre lui sera remis par les bibliothécaires auxquels il est tenu de le restituer en rayant ou faisant rayer les indications écrites par lui sur le registre. Si cette formalité était omise et que le livre vînt à se perdre, il en sera rendu responsable. Les bibliothécaires seront également responsables de l'inobservation des dispositions qui précèdent.

Art. 2. — L'entrée de la bibliothèque sera interdite à toute personne qui y aura dérobé quelque chose, sans préjudice des peines édictées par la loi.

22 février 1885 (8 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret plaçant la biblothèque Sadiki sous la surveillance des inspecteurs des études de la Grande Mosquée.

Art. 1. — La bibliothèque Sadiki est mise sous la surveillance des inspecteurs de la Grande Mosquée.

Ils exerceront sur les livres dont elle se compose le même droit de contrôle et de vérification qu'ils exercent sur les autres livres habous de ladite mosquée, conformément à l'article 62 du décret du 28 kàda 1292-26 décembre 1875.

8 mars 1885 (22 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret créant une bibliothèque française à Tunis.

Article premier. — Il est créé à Tunis un établissement public sous le nom de *Bibliothèque française*.

Art. 2. — La haute direction de cet établissement appartiendra au directeur du service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques de la Régence.

Il sera pourvu aux détails de l'organisation du service par des règlements rendus par nous, sur la proposition de notre premier ministre.

30 juin 1885

Arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts portant règlement de la bibliothèque française de Tunis.

Article premier. — Aux termes du décret beylical du 22 djoumadi-el-aoual 1302-8 mars 1885, la bibliothèque française de Tunis est établissement public beylical. Toutefois, les ouvrages qui y sont déposés par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ne cessent pas d'appartenir à l'Etat français.

Art. 2. — La bibliothèque française de Tunis est placée sous la haute surveillance de M. le Ministre Résident général de la République française et sous la direction du délégué du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts près la Résidence française. Une clef sera déposée à la Résidence, une autre dans les bureaux du délégué du ministère.

Bijouterie.

13 mars 1862 (12 ramadan 1278)

Décret fixant les droits sur les objets d'argent.

Article premier. — La barre d'argent à tirer en fil paiera 100 piastres.

Art. 2. — La barre d'argent à tirer en fil tordu paiera 50 piastres.

Art. 3. — Le fabricant d'argent ouvré paiera 7 p. 50 par rotolo.

Art. 4. — La vente du vieil argent réouvré donnera lieu au paiement, par le vendeur, de 7 p. 50 par rotolo.

Art. 5. — La vente du vieil argent déposé au bureau de l'amin donnera lieu au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1,25 pour cent.

Art. 6. — La vente du vieil argent au souk turc donnera lieu au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1,25 pour cent.

Art. 7. — Le fabricant d'objets en argent laminé (orfèvrerie de table, d'ornementation, aspersoirs, cassolettes, etc.) et de traits d'argent tordus paiera une taxe de 6 piastres par rotolo d'argent.

Art. 8. — Les épingles vieilles réouvrées ne paieront ni taxe, ni droit de poinçonnage.

Nous autorisons le préposé aux droits sur les différents ouvrages en argent à percevoir les taxes édictées dans les huit articles ci-dessus sans plus ni moins, conformément à l'usage antérieur.

16 mars 1871 (23 hidjé 1287)

Décret sur le poinçonnage des matières d'argent.

L'argent à poinçonner à l'hôtel de la Monnaie (1) n'y sera admis que sur production d'un permis du fermier du fil d'argent, justifiant du paiement du droit y afférent.

---

(1) L'hôtel de la Monnaie n'existe plus. Le poinçonnage est fait deux fois chaque semaine au souk des bijoux par les agents de l'Etat.

Quiconque, industriel ou autre, voudra faire dorer à l'hôtel de la Monnaie de l'argent tiré en fil, devra être muni d'un permis du fermier constatant l'acquittement des droits.

Le vieil argent acheté par les industriels pour la refonte ne leur sera poinçonné qu'après paiement d'une taxe de 1,25 pour cent.

1er octobre 1872 (28 redjeb 1289)

Arrêté du premier ministre déterminant les taxes afférentes au fermage du fil d'argent

La barre d'argent du poids de quatre rotolos à tirer en fil paiera un droit de 100 piastres.

Le droit pour la barre d'argent du poids de deux rotolos à faire en fil tordu est de 50 piastres.

L'argent ouvré paiera par rotolo 7 p. 50.

Le même droit sera perçu pour l'argent vieux qui est ouvré et vendu pour neuf.

L'argent vieux vendu au bureau de l'amin paiera 1,25 pour cent.

L'argent laminé (orfèvrerie de table, d'ornementation, aspersoirs, cassolettes, etc.) et les traits d'argent tordus seront soumis au paiement, par le fabricant, d'un droit de 6 piastres par rotolo.

L'argent vendu au souk turc paiera cinq pour cent.

Les vieilles épingles refaites ne paieront ni taxe ni droit de poinçonnage.

La fabrication de l'argent au tour et en pièces à l'usage des selliers est un droit du fermier du fil d'argent.

Le fermier peut établir un bureau en face, mais en dehors du souk des bijoutiers. Ce bureau ne pourra être ouvert que le samedi et les jours fériés des Israélites. L'argent n'y sera pesé qu'en présence de l'amin ; cette charge incombe ainsi aux fabricants, de sorte que le pesage ne pourra avoir lieu que par le soin de l'amin.

Conformément au rapport du 26 sfar dernier-5 mai 1872, signé par le directeur de la Monnaie, par les amins de la bijouterie et par le fermier du fil d'argent, les taxes afférentes à ce fermage sont, en vertu de l'usage, restreintes aux dits articles ci-dessus.

9 octobre 1872 (6 châban 1289)

Décret sur la police de la vente des matières d'argent

Les fabricants de matières d'argent ne pourront faire que dans leurs boutiques les ventes et achats d'argent et il leur est interdit de faire hors de leurs boutiques des propositions aux vendeurs et acheteurs d'argent.

10 décembre 1872 (9 chaoual 1289)

Décret fixant les droits sur les objets d'or

Article premier. — L'or nouvellement ouvré sera soumis au paiement, par le propriétaire, d'une demi-piastre par metkal.

Art. 2. — L'or vieux, ouvré et vendu comme neuf, sera soumis au paiement, par le fabricant, d'une demi-piastre par metkal.

Art. 3. — Les fabricants qui achètent de l'or vieux paieront, par metkal qu'il ouvreront, deux caroubes en compensation du droit de 1,25 pour cent; car il peut se faire que leur achat ait eu lieu clandestinement sans acquittement de droits.

Art. 4. — L'or vieux, poinçonné ou non, vendu au bureau des bijoux ou au souk aux bijoux sera soumis au paiement, par le vendeur, d'une taxe de 1,25 pour cent.

Art. 6. — Toute opération de pesage ayant lieu au bureau de l'amin et connue sous le nom d'opérations de metkal, donnera lieu au paiement d'un droit de 1,25 pour cent, à la charge du vendeur.

Art. 7. — Le bureau des bijoux où se fait la vente de l'or, ne s'ouvrant, surtout les jours fériés des Israélites, que trois heures par jour, ce qui pourrait causer des ventes clandestines sans paiement de droits et léser les intérêts des vendeurs, un bureau sera ouvert en face du souk aux bijoux pour les mêmes ventes.

Art. 8. — La perception des droits en question n'aura lieu qu'à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 9. — Un préposé, sous la surveillance de l'hôtel de la Monnaie, sera commis au bureau de l'amin et au souk aux bijoux, pour le contrôle des objets d'or vieux ouvré et pour la perception des taxes qui sont à la charge des vendeurs.

. . . . . .

15 janvier 1873 (16 kâda 1289)

Décret élevant le droit sur l'argent neuf ouvré

Il nous est exposé que les fabricants de matières d'argent se plaignent de l'exiguïté des bénéfices qu'ils réalisent actuellement sur l'argent neuf par eux ouvré.

C'est pourquoi nous jugeons à propos d'élever de deux piastres le droit à payer par rotolo d'argent neuf ouvré. Mais sur cette augmentation, les fabricants auront une piastre par rotolo et l'Etat, représenté par son agent, n'encaissera que l'autre piastre.

20 janvier 1873 (21 kâda 1289)

Décret sur le pesage de la bijouterie

Nous apprenons que quelques personne qui vendent de la bijouterie la pèsent dans les ma-

gasins de négociants et les boutiques de marchands.

Cette entente entre les parties étant de nature à léser les droits du fermage, nous interdisons absolument aux commerçants de faire ces pesages.

3 mars 1874 (14 moharrem 1291)

Décret sur la fabrication des objets d'argent

Article premier. — Le fabricant qui voudra faire du fil d'argent paiera 100 piastres par barre pesant quatre rotolos.

Art. 2. — Le fabricant qui voudra faire du fil d'argent tordu paiera 50 piastres par barre pesant deux rotolos.

Art. 3. — La dorure des deux articles précédents ne pourra avoir lieu qu'à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 4. — Le fermier a seul le privilège de fabriquer le fil d'argent au tour d'argent et le fil d'argent tordu connu sous le nom de fil de Pologne.

Art. 5. — Le fermier ne pourra accorder d'ouvriers aux fabricants de fil d'argent qui sont en même temps boutiquiers, marchands de cet article, que parmi ceux qui sont inscrits dans la liste déposée à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 6. — Les ouvriers israélites lamineurs, fileurs, épureurs et autres collaborateurs de l'atelier exerceront comme d'usage leurs différents métiers en un même local sous la surveillance du fermier.

Ce dernier et les fabricants marchands seront responsables des altérations que ces ouvriers pourront commettre, quant au titre de la matière établi par l'hôtel de la Monnaie.

Art. 7. — Le fermier est libre de fabriquer du fil d'argent, et les autres fabricants ne pourront l'en empêcher.

S'il demande leur coopération, ils ne pourront s'y refuser pourvu que les conditions qui précèdent, relatives à la fabrication, soient observées.

20 septembre 1876 (1er ramadan 1293)

Décret sur la vente de l'or vieux réouvré

L'article 5 de notre décret du 9 chaoual 1289-10 décembre 1872 porte que l'or vieux poinçonné et vendu pour neuf, sera, dans les ventes et achats, évalué comme neuf ; que le vendeur en recevra le prix sans retard ; que les fabricants devront l'accepter ; et que, s'ils refusaient, le préposé l'acceptera tel sous la condition mentionnée dans ledit article.

Le préposé nous expose qu'un grand nombre de ces objets s'étant accumulés chez lui, il lui est difficile de les vendre faute d'amateurs.

Nous jugeons dès lors à propos d'autoriser quiconque apporte des objets en or de ce genre, de les remettre au crieur public pour être vendus aux enchères à qui désire les acheter, à charge du paiement de la taxe d'une demi-piastre par metkal qui, d'après l'article 2 du même décret, incombe à l'acheteur, marchand ou préposé.

10 mars 1878 (6 rabia-el-aoual 1295)

Décret sur la vente du vieil argent

Le fermier du fil d'argent nous expose que les fabricants de matières d'argent vendent comme neuf l'argent vieux réouvré, ce qui est préjudiciable aux acheteurs et au fermier.

Pour faire cesser ces préjudices, nous interdisons aux dits fabricants de vendre le vieil argent, s'il n'est brisé.

20 juillet 1880 (12 châban 1297)

Décret réglementant le souk aux bijoux

Article premier. — Aucun crieur public ne pourra exercer cet emploi au souk aux bijoux, si ce n'est avec l'autorisation de l'amin. L'amin ne pourra la leur accorder que sur la caution de deux personnes pouvant chacune payer au moins cinq mille piastres, le cas échéant. L'acte de cautionnement sera passé par-devant notaires, sur le registre du bureau des bijoux. L'amin devra chaque année s'enquérir de la solvabilité des cautions, et si l'état de fortune de l'une d'elles s'est modifié, quand bien même ce serait dans la même année, il demandera au crieur cautionné une autre caution en remplacement de celle-ci. S'il n'en trouve pas, on lui retirera l'autorisation d'exercer et on le relatera sur le registre à la place même où est inscrit l'acte de cautionnement. On remettra à un autre crieur les bijoux qui lui avaient été confiés, en le constatant également sur le registre. Cette disposition est générale, elle concerne tant les crieurs qui exerceront à l'avenir que ceux exerçant actuellement au souk.

Art. 2. — Aucun crieur ne devra recevoir, de qui que ce soit, quelque bijou que ce soit, que dans le bureau et par l'entremise de l'amin et des notaires du bureau. L'amin et les notaires sont chargés de les inscrire sur le registre avec le nom de la personne qui les a apportés, la date, la désignation, le poids et les observations portées sur l'altération ou bris du bijou déposé, ou toute autre particularité le signalant. Si le bijou a été l'objet d'un nantissement, on inscrira sa valeur d'après

estimation, le montant du prêt si on peut le savoir au juste. Quand il sera remis au courtier, on le constatera sur le registre, et, lors de la vente, le bureau prendra ce qui lui revient sur la vente, conformément à ce qui a été établi pour chaque espèce de bijoux.

Art. 3. — Si les circonstances exigent qu'un bijou soit donné en dehors du souk, pour être éprouvé, et que le propriétaire du bijou désire ensuite se le faire restituer par le bureau, cette restitution devra se faire par l'intermédiaire de l'amin et des notaires, qui le relateront sur le registre à l'article concernant ce bijou, et la responsabilité du déplacement du bijou incombera à l'amin. Mais, si le crieur donne le bijou à éprouver ou si le propriétaire se le fait rendre par le crieur de toute autre manière et qu'il en résulte soit la perte du bijou, soit la négation par le propriétaire d'en être rentré en possession, la responsabilité dans ce cas incombera uniquement au crieur, à l'exclusion de l'amin. Quand le bijou reviendra de l'épreuve au souk, le crieur ne devra l'accepter que par l'entremise de l'amin et des notaires, après mention faite sur le registre que le bijou a été rendu dans un état conforme à celui où il était quand on l'a envoyé à l'épreuve.

Art. 4. — Si le propriétaire du bijou à vendre au souk désire que son nom ne figure pas et consent à le remettre au crieur sans passer par le bureau, le crieur, en le recevant, est forcé de le faire enregistrer au bureau, avant de le mettre aux enchères. Il enregistrera sous son nom, s'il le veut, ou fera inscrire qu'il a été chargé de le vendre par son propriétaire. S'il ne l'inscrit pas au bureau, il sera révoqué comme crieur du souk. Si on l'accuse de l'avoir perdu, il en sera seul responsable, à l'exclusion de l'amin et des notaires. S'il a vendu le bijou clandestinement après l'avoir mis aux enchères, il paiera le double des droits dus au bureau...

Art. 5. — Quand les crieurs, à la fermeture du souk, rapportent au bureau les bijoux, il appartient à l'amin et aux notaires de vérifier s'ils sont conformes au registre. Si un bijou a subi quelque déperdition, c'est le crieur au nom duquel il était inscrit qui en devient responsable.

Il faut également les vérifier lors de l'ouverture du souk avant de les remettre au crieur; s'ils ont subi dans ce cas quelque déperdition, l'amin en est responsable.

Art. 6. — Il est interdit aux experts du bureau d'estimer un bijou neuf pour les ouvriers en bijoux ou autres, en dehors du bureau, et si ce n'est en présence de l'amin. Si l'on vient à découvrir qu'ils ont estimé quelque bijou nouveau eu dehors du bureau, l'amin nous adressera un rapport à ce sujet, par l'entremise du ministère, pour que cette infraction soit poursuivie.

Lors de la vente conclue, soit après estimation, soit après enchères, il sera délivré à l'acheteur un bulletin spécifiant les particularités du bijou acheté, son poids, son prix; l'amin et les experts le signeront, et il sera remis à l'acheteur en même temps que le bijou acheté.

Art. 7. — S'il se présente des contradictions entre les orfèvres et les experts sur la valeur d'un bijou et que les premiers demandent à en faire arbitrer la valeur par l'hôtel de la Monnaie, cela leur sera accordé. Dans ce cas, l'amin, les experts, les orfèvres en cause se réuniront à l'hôtel de la Monnaie, et on discutera le point en litige en présence du contrôleur de la Monnaie et de ses ouvriers.

Art. 8. — Le préposé à l'hôtel de la Monnaie devra envoyer au bureau les objets en or nouveau, poinçonnés à l'hôtel de la Monnaie, avec un bordereau indiquant ces objets et le nom des orfèvres qui les ont façonnés, pour que le bureau soit mis au fait de cela et soit fixé sur le prix de ces objets.

Art. 9. — La clef du bureau demeurera aux mains de l'amin. Lui seul l'ouvrira ou celui qu'il aura délégué pour le remplacer.

Art. 10. — Les poinçons existant actuellement dans le bureau et servant à distinguer les objets neufs des objets vieux ne seront apposés sur les objets neufs qu'après la vente.

Art. 11. — L'amin devra surveiller les agissements des revendeurs au souk et s'efforcera de les empêcher d'employer des manœuvres pour déprécier ce qu'ils désirent acheter, ou tromper sur la valeur de ce qu'ils veulent vendre; il expulsera du souk quiconque se sera fait connaître comme employant ces manœuvres ou qu'il surprendra en flagrant délit. Il fera, en somme, son possible pour préserver le marché de toute atteinte à la bonne foi.

Art. 12. — Après la fermeture du bureau, la responsabilité en incombe aux gardiens. Ils feront la garde dans la pièce située au-dessus du bureau, et ce de nuit et de jour et devant la porte après que le souk aura été fermé. Il en sera ainsi le samedi et les jours de fête. Il sera installé un coffre-fort en fer dans le bureau pour y déposer les bijoux et sa clef sera chez l'amin ou son délégué.

Art. 13. — Les boutiques contiguës au bureau des bijoux ne seront louées qu'après que l'amin aura été avisé du nom du locataire,

et elles ne seront jamais louées pour servir d'habitation à qui que ce soit, même si l'on présente des cautions.

Art. 14. — La responsabilité du bijou, s'il est perdu, incombera à celui qui en était chargé, suivant les articles de notre présent décret.

Art. 15. — La responsabilité de l'estimation des pierres et de la fixation du prix incombe à l'amin seul.

Art. 16. — Le contrôleur de l'hôtel de la Monnaie surveillera l'application de ce règlement au souk aux bijoux et il engagera sa responsabilité s'il ne nous signale pas les infractions qu'il pourrait avoir à constater.

17 septembre 1880 (12 chaoual 1297)

Décret fixant les droits revenant au bureau des bijoux.

Article premier. — Tout ouvrier en pierres précieuses ou perles fines qui apportera au souk un bijou pour le faire estimer et le vendre, piera au bureau des bijoux, lieu d'enregistrement des droits du souk des bijoux, 4,25 pour cent de la valeur du bijou, non compris le droit revenant au fermier sur ce que le bijou pourra contenir d'or ou d'argent. Il en sera de même si l'ouvrier le remet directement au crieur public et s'il est vendu. Les bijoux ou articles d'orfèvrerie anciens sont, de tous points, assimilés aux nouveaux pour le paiement dudit droit, s'ils sont vendus sans qu'ils enchâssent des pierres.

Art. 2. — Toute personne qui vendra de l'or vieux, poinçonné ou non, paiera au bureau des bijoux 4,25 pour cent, les droits du fermier qui sont de 1,25 pour cent, suivant l'ancien usage, étant compris dans cette somme.

Art. 3. — Toute personne qui vendra de l'or neuf paiera 1,50 pour cent, revenant en propre au bureau des bijoux, suivant l'ancien usage, non compris les droits du fermier qui, dans ce cas, seront acquittés lors du poinçonnage à l'hôtel de la Monnaie.

Art. 4. — On ajoutera au prix du bulletin délivré à l'acheteur, lors de l'achat de bijoux, deux caroubes aux six caroubes payées antérieurement. Dans cette somme sera compris le prix du timbre qui est de quatre caroubes. On prendra sur les quatre caroubes restants les honoraires des deux notaires employés au bureau des bijoux s'élevant à deux piastres par jour pour eux deux, comme cela est spécifié dans leur titre de nomination. S'il reste un excédent, il sera pour le bureau, de même que le bureau parfera leurs honoraires, si la somme est insuffisante. Le tout si le prix de l'objet vendu est de cent piastres ou d'une somme supérieure; s'il est d'une somme inférieure, le coût du bulletin ne sera que de six caroubes, suivant l'ancien usage.

Art. 5. — Le bijou qui sera apporté au souk pour être vendu ou estimé et qui n'aura pas atteint un prix qui satisfasse son propriétaire, devra payer au bureau des bijoux une piastre en compensation de son enregistrement, de la mise aux enchères et de son dépôt, s'il est d'une valeur inférieure à 250 piastres. Si la valeur varie entre 250 et 500 piastres, il paiera 1 p. 1/2; entre 500 et 1,000, 2 p. 1/2; et si la valeur d'estimation dépasse 1,000 piastres, le propriétaire paiera cinq piastres.

Art. 6. — Ces dispositions seront appliquées durant quatre années après lesquelles le gouvernement avisera (1).

2 novembre 1880 (29 kâda 1297)

Décret réglant la répartition entre les ayants droit des redevances payées au bureau des bijoux

L'article premier de notre décret du 12 chaoual de cette année (17 septembre 1880), fixant les droits revenant au bureau des bijoux, autorisait cette administration à percevoir un droit de 4,25 pour cent sur le produit de la vente des bijoux compris dans les trois classifications spécifiées ci-après, mais il ne réglait pas la manière dont ces sommes devaient être réparties entre les ayants droit. C'est pourquoi nous rendons le présent décret pour indiquer que cette répartition se fera de la manière suivante :

1er cas. — Si des gens du métier apportent des bijoux pour les faire estimer et vendre, le vendeur paiera un droit de 4,25 pour cent, réparti comme il suit :

A l'amin	1 » o/o
Aux experts	0 75 —
A la caisse	2 50 —
	4 25 —

2e cas. — Si le propriétaire des bijoux les remet au crieur public et s'ils sont vendus, le propriétaire paiera le même droit, réparti comme suit :

A l'amin.	0 625 o/o
Au crieur public . .	0 750 —
Aux experts.	0 375 —
A la caisse.	2 500 —
	4 250 —

(1) Ces dispositions ont continué à être mises en vigueur à l'expiration de la période pour laquelle elles étaient édictées.

3e cas. — Pour les vieux bijoux, pierres précieuses, montées ou non, le propriétaire paiera le même droit, ainsi réparti :

A l'amin	0 50 %
Au crieur public . . .	1 » —
Aux experts	0 25 —
A la caisse	2 50 —
	4 25 —

L'article 2 du même décret frappe d'un droit de 4,25 pour cent le vieil or, y compris 1,25 pour cent revenant au fermier. Les trois pour cent restant se répartiront comme suit :

A l'amin	0 50 %
Au crieur public. . .	1 » —
A la caisse	1 25 —
A l'expert.	0 25 —
	3 » —

L'article 3 frappe d'un droit de 1 p. 50 pour cent l'or nouveau. Il sera réparti comme suit :

A l'amin	0 50 %
A l'estimateur	0 25 —
A la caisse	0 75 —
	1 50 —

20 juin 1885 (8 ramadan 1302)

Décret sur les ventes au souk aux bijoux

Article premier. — Il est loisible aux propriétaires de bijoux neufs enrichis de pierres précieuses de les vendre selon l'estimation des experts ou, aux enchères, par l'entremise du crieur. Ceux de ces bijoux qui seront vendus d'après l'estimation des experts paieront 1,50 pour cent, suivant l'usage établi. Ceux qui seront vendus aux enchères seront considérés comme vieux, et les dispositions du règlement relatives à cette catégorie de bijoux leur seront appliquées. On n'y tiendra pas compte de la main-d'œuvre et ils paieront un droit de trois pour cent comme les vieux bijoux.

Art. 2. — Le produit des droits sur les première et deuxième catégories de bijoux, déduction faite des frais des enchères, fixés à un pour cent, sera partagé en deux parts égales entre l'amin et les experts, après prélèvement du traitement du notaire du bureau, qui est de 90 piastres par mois et des frais de la garde du dépôt.

Art. 3. — Toute vieille pièce d'or non poinçonnée devra être éprouvée avant d'être mise en vente, afin de sauvegarder les intérêts de l'acheteur et du vendeur.

Art. 4. — Les crieurs du souk, qui sont actuellement au nombre de treize, ne seront pas augmentés.

30 septembre 1888 (24 moharrem 1306)

Décret interdisant le commerce des bijoux aux fonctionnaires attachés au marché de la Berka (1)

Article premier. — Il est interdit à l'amin, aux notaires et aux estimateurs du marché de la Berka de se livrer au commerce des bijoux ou d'en entreprendre la fabrication, soit à l'intérieur du marché, soit ailleurs, et d'être intéressés, même indirectement, à ce commerce ou à cette fabrication.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent décret sera punie de la révocation. Le coupable sera de plus condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Bit-el-Mâl

Novembre 1842 (chaoual 1258)

Décret réglant l'administration du Bit-el-Mâl (2)

Le doyen des chérifs : 15 piastres par mois.

Le bach-mufti hanéfite : 100 piastres par mois ; le bach-mufti malékite : 100 piastres par mois ; le cadi hanéfite : 90 piastres par mois ; le cadi malékite : 90 piastres par mois ; tous les quatre en leur qualité d'inspecteurs de l'enseignement à la Grande Mosquée.

Les trente professeurs, moitié hanéfites, moitié malékites, de la Grande Mosquée : 60 piastres par mois chacun.

Un payeur : 7 p. 50 par mois.

Les deux bibliothécaires de la Grande Mosquée : 30 piastres par mois chacun.

L'aga du Bit-el-Mâl : 50 piastres par mois.

Le premier notaire du Bit-el-Mâl, hanéfite, cadi de la Frida : 30 piastres par mois.

Le deuxième notaire du Bit-el-Mâl, malékite : 15 piastres par mois.

Nous affectons les revenus du Bit-el-Mâl à l'encouragement de l'instruction. Leur emploi sera contrôlé par les deux bach-muftis hanéfite et malékite et les deux cadis de Tunis. En conséquence, l'aga du Bit-el-Mâl leur présentera à la Grande Mosquée tous les six mois un

---

(1) Lieu où se tient chaque jour le marché des articles de bijouterie. Les ventes s'y font aux enchères publiques.

La Berka est l'ancien marché des esclaves de Tunis.

(2) V. aussi décret du 1er novembre 1842 (27 ramadan 1258), sous les mots : « Grande Mosquée. »

Les attributions spéciales du Bit-el-Mâl sont : l'administration des successions vacantes et l'acquittement des frais d'inhumation des indigents et des étrangers décédés à l'hôpital arabe.

compte détaillé des recettes et des dépenses qu'ils vérifieront et soumettront à notre approbation.

Aucune autre dépense que celles ci-dessus spécifiées ne sera supportée par le Bit-el-Mâl, sauf toutefois les traitements des oukils et le salaire des garçons de bureau, ainsi que les frais d'enterrement des étrangers décédés à l'hôpital ou à l'hospice de la Tékia. Ces traitements et salaires seront fixés par les cheiks inspecteurs ; les frais d'enterrement continueront à être payés comme par le passé.

L'excédent des revenus sera employé à l'achat d'immeubles dont les produits serviront pendant cinq ans à augmenter les ressources du Bit-el-Mâl et seront ensuite répartis conformément aux dispositions du décret organique de la Grande Mosquée.

24 mai 1871 (4 rabia-el-aoual 1288)

Décret déclarant imprescriptibles, à l'avenir, les droits immobiliers du Bit-el-Mâl

Il nous a été exposé que certaines personnes acquéraient uniquement par la prescription des droits immobiliers appartenant au Bit-el-Mâl.

En conséquence nous ordonnons qu'aucune prescription récente ne pourra être opposée au Bit-el-Mâl. Quant aux prescriptions qui remontent à plus d'une génération, elles continueront à être régies par les lois du Chara.

25 juin 1871 (6 rabia-ettani 1288)

Décret attribuant au Bit-el-Mâl les épaves rejetées par la mer

Les épaves rejetées par la mer, et dont le propriétaire est et demeure inconnu dans la Régence, appartiennent exclusivement au Bit-el-Mâl.

27 mai 1879 (5 djoumadi-ettani 1296)

Décret relatif au contrôle des cheiks inspecteurs de la Grande Mosquée sur l'administration du Bit-el-Mâl.

Les inspecteurs de l'enseignement à la Grande Mosquée enverront au Bit-el-Mâl, au moins une fois par mois, un professeur de la dite mosquée pour contrôler les livres du Bit-el-Mâl et vérifier la caisse.

Le professeur chargé de cette mission remettra à l'aga un procès-verbal constatant le résultat de la vérification et adressera à ce sujet un rapport aux cheiks inspecteurs. Ce rapport sera conservé au bureau de l'inspection.

Les professeurs à la Grande Mosquée ne pourront être chargés qu'à tour de rôle de la mission dont il s'agit.

11 février 1883 (3 rabia-ettani 1300)

Décret confirmant l'attribution au Bit-el-Mâl des épaves rejetées par la mer

Par le présent décret nous renouvelons celui de feu notre père Sidi Mohamed-es-Sadok du 6 rabia-ettani 1288-25 juin 1871, édictant que les épaves rejetées par la mer et dont le propriétaire est et demeure inconnu dans la Régence appartiennent exclusivement au Bit-el-Mâl.

19 janvier 1891 (8 djoumadi-ettani 1306)

Décret prescrivant que la remise de 6 1/4 0/0 faite au profit des employés du Bit-el-Mal sur les successions dont une part échoit à cette administration, ne sera perçue à l'avenir que sur cette part.

Boucherie

11 octobre 1892 (20 rabia-el-aoual 1310)

Décret sur l'abatage des animaux de boucherie

Article premier. — L'abatage des animaux de boucherie est formellement interdit en dehors des abattoirs municipaux ou des emplacements désignés par les autorités légales.

Il n'est fait exception à cette défense que pour les abatages autorisés par les règlements locaux à l'occasion de certaines fêtes et cérémonies religieuses.

Art. 2. — Toute infraction aux prescriptions de l'article précédent sera punie d'une amende de 16 à 100 fr. En cas de récidive dans le courant de la même année, l'amende sera de 100 à 200 fr., et il pourra en outre être prononcé un emprisonnement de 6 à 15 jours.

Les viandes provenant d'abatages clandestins seront saisies et pourront être attribuées aux établissements de bienfaisance ou être détruites aux frais du contrevenant.

Art. 3. — L'article 463 du code pénal français est applicable dans les cas prévus par le présent décret.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Boucheries israélites

5 juillet 1888 (26 chaoual 1305)

Décret établissant une taxe sur la viande « kacher », modifié par le décret du 30 décembre 1891 (23 djoumadi-el-aoual 1302) (1).

Vu le décret du 23 châban 1293 qui organise la caisse de bienfaisance des israélites à Tunis ;

(1) V. aussi décret du 13 juillet 1888 (4 kâda 1305) et 7 août 1888 (29 kâda 1305) sous les mots : *Assistance publique*.

Vu le décret du 24 rabia-el-aoual 1295 qui autorise le paiement d'une taxe sur la viande de boucherie au profit de l'école de l'Alliance israélite de Tunis;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer le monopole de la boucherie, établi par d'anciens usages en faveur de la caisse de bienfaisance, et de le remplacer par une taxe spéciale perçue au profit de l'école de l'Alliance israélite et des israélites indigents,

Nous avons pris le décret suivant :

TITRE 1er

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Le monopole de la vente de la viande abattue suivant les rites du culte israélite, précédemment établi en faveur de la caisse de boucherie israélite, est supprimé à dater de ce jour.

Art. 2. — Il sera réservé, dans l'abattoir municipal de Tunis, un quartier pour l'abatage des animaux suivant les rites du culte israélite.

Les shoëtims, qui auront seuls le droit d'abattre dans ledit quartier, seront munis d'une autorisation signée par le caïd des israélites et le grand-rabbin. Cette autorisation sera valable pour un an. Les shoëtims appliqueront sur la viande tuée un timbre spécial qui leur sera exclusivement attribué, et qui constatera que la viande a été abattue suivant les rites religieux.

Deux exemplaires du modèle de ce timbre seront déposés au greffe du tribunal civil de Tunis; deux autres seront déposés au greffe du tribunal de l'Ouzara; il sera dressé procès-verbal du dépôt.

Art. 3. — En outre des taxes déjà perçues au profit de la municipalité, une taxe de 0 fr. 40 c. par kilogramme de viande de bœuf, vache ou veau, et de 0 fr. 30 par kilogramme de viande de mouton, agneau, chèvre ou chevreau marquée du timbre des shoëtims, sera perçue par le receveur de l'abattoir. Le montant de la perception à effectuer sera liquidé sur un bulletin extrait d'un livre à souche et signé par le chef des shoëtims, indiquant la nature et le poids des viandes à imposer et le nom du propriétaire.

Les sommes perçues de ce chef formeront un compte spécial dans les écritures du receveur de l'abattoir.

Tout quartier de viande sortant de l'abattoir et ayant été soumis à la taxe devra porter, en des endroits apparents, le timbre des shoëtims.

Art. 4. — Sur le montant des sommes perçues, et après déduction des frais de perception, une somme calculée à raison de 0 fr. 08 par kilogramme de viande de toute nature sera prélevée par le receveur de l'abattoir au profit de l'école de l'Alliance israélite.

Le reste des sommes sera attribué à la caisse de bienfaisance israélite, à Tunis, et exclusivement affecté à secourir les indigents des diverses communautés israélites à Tunis.

Art. 5. — Les 13 et 28 de chaque mois adjémi, le receveur de l'abattoir versera aux administrations intéressées le montant des sommes perçues.

Dans le cas où il serait nécessaire d'opérer des versements plus fréquents, le caïd des israélites ou l'administration de l'école devront adresser une demande par écrit au président de la municipalité.

Art. 6. — Le caïd des israélites et l'administration de l'école de l'Alliance donneront mandat à leur délégué pour recevoir les sommes attribuées à leur administration respective. Le receveur de l'abattoir remettra à leurs mandataires, contre quittance, un bulletin signé de lui, constatant le montant du versement.

Art. 7. — Il sera délivré, le 13 de chaque mois, deux états détaillés par journée indiquant les quantités et les natures de viande soumises à la taxe et les sommes perçues pour la caisse de bienfaisance et pour l'école de l'Alliance. Ces états seront dressés en trois exemplaires dont l'un sera envoyé à notre premier ministre, le second au président de la municipalité, le troisième à l'administration de la caisse ou de l'école, suivant les cas.

Art. 8. — Une indemnité de caisse de 1 %, qui ne pourra jamais excéder la somme annuelle de trois mille piastres, sera attribuée au receveur de l'abattoir. Les instruments de pesage, les livres et imprimés nécessaires pour la perception de la taxe seront fournis par la caisse de bienfaisance, qui répartira entre elle et l'administration de l'école les dépenses occasionnées à ce sujet.

TITRE II

PÉNALITÉS

Art. 9. — Seront punis d'une amende de 50 piastres à 3,000 piastres et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui auront contrefait le timbre des shoëtims ou feront usage d'un timbre contrefait;

2° Ceux qui auront frauduleusement apposé ledit timbre sur des viandes non abat-

tues suivant les rites ou sur des viandes qui n'ont pas supporté la taxe ;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'un timbre contrefait ou frauduleusement apposé.

Art. 10. — Seront punis d'une amende de 50 piastres à 2,000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire le timbre, en auront fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou auront fait usage d'un timbre frauduleusement imité ;

2° Ceux qui auront fait usage d'un timbre ou d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur l'origine de la marchandise ;

3° Ceux qui auront sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'un timbre frauduleusement imité, ou d'un timbre ou d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur l'origine de la marchandise.

Art. 11. — Les peines établies par le présent décret ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 12. — Les peines portées aux articles 9 et 10 peuvent être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par le présent décret.

Art. 13. — L'article 463 du code pénal français peut être appliqué aux délits prévus par le présent décret.

Art. 14. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 9 et 10 peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant servi à commettre le délit. Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis à l'administration de la caisse de bienfaisance, indépendamment de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu. Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des timbres et marques reconnus contraires aux dispositions des articles 9 et 10.

TITRE III

JURIDICTIONS

Art. 15. — Les actions civiles relatives aux timbres et marques sont portées devant le tribunal civil français et jugées comme matières sommaires, ou, suivant les cas, devant les tribunaux tunisiens.

Art. 16. — Le caïd des israélites, agissant au nom de la société de bienfaisance, et l'administrateur de l'école de l'Alliance, en cette qualité, peuvent faire procéder, par tous huissiers, à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'ils prétendent marqués à leur préjudice, en contravention aux dispositions du présent décret, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de première instance. L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt du timbre.

Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Art. 17. — A défaut par le réquérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits et saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés, s'il y a lieu.

7 août 1888 (29 kâda 1305)

Décret faisant application à La Goulette, La Marsa et à l'Ariane, de la taxe établie sur la viande *kacher*, modifié par le décret du 25 novembre 1889 (2 rabia-ettani 1307).

Article premier. — La taxe établie à Tunis sur la viande *kacher* est applicable à la viande des animaux abattus, suivant les rites du culte israélite, à La Goulette, à La Marsa et à l'Ariane.

Art. 2. — Elle sera perçue à La Goulette par le *directeur de l'abattoir* (1), conformément aux dispositions du décret du 5 juillet 1888 (26 châban 1305).

A La Marsa et à l'Ariane elle sera perçue par les soins de l'administration de la caisse générale de secours et de bienfaisance israélite de Tunis.

1er avril 1891 (29 rabia-el-aoual 1309)

Décret établissant une taxe supplémentaire à Tunis, La Goulette, La Marsa et l'Ariane, sur les animaux abattus suivant les rites du culte israélite.

Article premier. — En outre des taxes déjà perçues au profit de la municipalité et des taxes spéciales établies par l'article 3 du décret du 26 chaoual 1305 (5 juillet 1888) et par

(1) Décret du 25 novembre 1889.

le décret du 29 kâda 1305 (7 août 1888), il sera perçu, à dater du 13 novembre 1891, dans les abattoirs de Tunis et de La Goulette, ainsi qu'à La Marsa et à l'Ariane, sur les animaux abattus, suivant les rites israélites, par les shoëtims désignés par le comité de la caisse de secours et de bienfaisance israélite, une taxe supplémentaire d'une piastre (soixante centièmes de franc) par tête de gros bétail et de vingt-cinq centièmes de piastre (quinze centimes de franc) par tête de mouton, agneau, chèvre ou autre petit bétail.

Art. 2. — Cette taxe sera perçue dans les mêmes formes que les taxes spéciales édictées par le décret du 26 chaoual 1305 (5 juillet 1888), et le produit en sera versé de la même manière au comité de secours et de bienfaisance chargé du paiement des salaires des shoëtims désignés par lui, et pour subvenir au paiement desdits salaires.

Art. 3. — Notre premier ministre et les receveurs des abattoirs de Tunis et de La Goulette sont chargés, etc.

Brevets d'invention

26 décembre 1888 (22 rabia-ettani 1306)

Loi sur les brevets d'invention

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit exclusif d'exploiter à son profit ladite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement tunisien sous le nom de « brevets d'invention. »

Art. 2. — Seront considérés comme invention ou découverte nouvelle l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

Art. 3. — Ne seront pas susceptibles d'être brevetés : les plans et combinaisons de crédit ou de finance, ainsi que les inventions dont la vulgarisation serait contraire aux lois ou aux bonnes mœurs. Si l'invention se rapporte à des denrées alimentaires ou à des médicaments, le brevet ne pourra être délivré pour le produit même, mais exclusivement pour les procédés spéciaux relatifs à sa fabrication.

Art. 4. — La durée des brevets sera de cinq, dix ou quinze années.

Chaque brevet donnera lieu au paiement d'une taxe qui est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

500 piastres pour un brevet de cinq ans ;

1,000 piastres pour un brevet de dix ans ;

Et 1,500 piastres pour un brevet de quinze ans.

Cette taxe sera payée par annuités de 100 piastres, sous peine de déchéance si le breveté laisse écouler un terme sans l'acquitter.

TITRE II

DES FORMALITÉS A REMPLIR A LA DÉLIVRANCE DES BREVETS

Art. 5. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra déposer, en personne ou par mandataire, ou adresser par la poste, sous cachet et sous pli recommandé, à notre premier ministre :

1° Sa demande, dans laquelle il devra faire élection de domicile dans la Régence, s'il n'y est pas domicilié ;

2° Une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ;

3° Les dessins ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description ;

4° Et un bordereau des pièces déposées.

Les demandes seront inscrites dans l'ordre de leur réception sur un registre d'arrivée, qui indiquera la date et l'heure de l'arrivée, le nom du déposant, l'objet de la demande et le numéro d'inscription.

Il pourra être demandé un récépissé de l'acte de dépôt, qui sera délivré sans frais.

Art. 6. — La demande sera limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent et les applications qui auront été indiquées.

Elle mentionnera la durée que les demandeurs entendent assigner à leur brevet, dans les limites fixées par l'article 4, et ne contiendra ni restrictions, ni conditions, ni réserves.

Elle indiquera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La description ne pourra être écrite qu'en français. Elle devra être sans altérations ni surcharges. Les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés.

Les mesures et les poids seront donnés dans la description en signes du système métrique ; les dessins seront tracés à l'encre d'après l'échelle métrique. Un duplicata de la description et des dessins sera joint à la demande.

Toutes les pièces seront signées par le demandeur ou par un mandataire dont le pouvoir restera annexé à la demande.

Art. 7. — Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement à la caisse du receveur général du gouvernement tunisien d'une somme de 100 piastres, à valoir sur le montant de la taxe du brevet.

Le premier versement est définitivement acquis à l'Etat, alors même que la demande de brevet serait rejetée.

Art. 8. — Si les pièces jointes à la demande de brevet sont complètes, et qu'il n'y ait pas eu cause de rejeter ladite demande, conformément aux articles 3, 5 et 7, le premier ministre fera publier au *Journal officiel* l'avis de la demande, avec l'indication sommaire de son contenu.

Dans le délai de deux mois à partir de la publication, il sera loisible à chacun de former opposition par écrit à la demande de brevet.

A l'issue de ce délai, et si aucune opposition n'a été formulée, un arrêté du premier ministre ou de son délégué, constatant la régularité de la demande et l'absence d'opposition, sera délivré au demandeur et constituera le brevet d'invention.

Cet acte sera également inscrit sur un registre dit « Registre de Brevets », et avis en sera donné dans le *Journal officiel*.

Dans le cas où la demande serait rejetée, la communication du rejet sera faite au demandeur ou à son mandataire.

Si des oppositions sont produites, le brevet ne sera délivré qu'après que le demandeur en aura obtenu mainlevée de la part des tribunaux compétents.

Art. 9. — Les brevets seront délivrés aux risques et périls des demandeurs, et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'inventeur, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Art. 10. — Le breveté ou les ayants droit au brevet auront, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant, pour le dépôt de la demande, les formalités déterminées par les articles 5 et 6.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats délivrés dans la même forme que le brevet principal, et qui produiront, à partir de l'issue du délai d'opposition, les mêmes effets que ledit brevet principal, avec lequel ils prendront fin.

Chaque demande de certificat d'addition donnera lieu au paiement d'une taxe de 20 piastres dans la forme déterminée par l'article 7.

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profiteront à tous les autres.

Art. 11. — Tout breveté qui, pour un changement, perfectionnement ou addition, voudra prendre un brevet principal de cinq, dix ou quinze années, au lieu d'un certificat d'addition expirant avec le brevet primitif, devra remplir les formalités prescrites par les articles 5, 6 et 7, et acquitter la taxe mentionnée à l'article 4.

Art. 12. — Nul autre que le breveté ou les ayants droit, agissant comme il est dit ci-dessus, ne pourront, pendant une année, prendre valablement un brevet pour un changement, perfectionnement ou addition à l'invention qui fait l'objet du brevet primitif.

Néanmoins, toute personne qui voudra prendre un brevet pour changement, addition ou perfectionnement à une découverte déjà brevetée, pourra, dans le cours de ladite année, former une demande qui sera déposée, sous cachet, entre les mains du premier ministre. L'année expirée, le cachet sera brisé et le brevet délivré selon les formes déterminées par l'article 8. Toutefois, le breveté principal aura la préférence pour les changements, perfectionnements ou additions pour lesquels il aurait lui-même, pendant l'année, demandé un certificat d'addition ou un brevet.

Art. 13. — Quiconque aura pris un brevet pour une découverte, invention ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et, réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention objet du nouveau brevet.

Art. 14. — Tout breveté pourra céder la totalité ou partie de la propriété de son brevet.

La cession totale ou partielle d'un brevet, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié et après le paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4. Aucune cession ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été enregistrée sur le registre des brevets. Aussi longtemps que cette formalité n'aura pas été remplie, sera réputé propriétaire du brevet délivré, celui qui se trouvera le dernier inscrit en cette qualité au registre des brevets.

Art. 15. — Les cessionnaires d'un brevet et ceux qui auront acquis d'un breveté ou de ses ayants droit la faculté d'exploiter la découverte ou l'invention profiteront, de plein droit, des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés au breveté ou à ses ayants

droit. Réciproquement, le breveté ou ses ayants droit profiteront des certificats d'addition qui seront ultérieurement délivrés aux cessionnaires. Tous ceux qui auront droit de profiter des certificats d'addition pourront en lever une expédition moyennant le versement d'un droit de 20 piastres.

Art. 16. — Les descriptions, dessins, échantillons et modèles des brevets délivrés seront communiqués, sans frais, à toute réquisition. Toute personne pourra obtenir, à ses frais, copie desdites descriptions et dessins.

Art. 17. — Il sera publié, au commencement de chaque année, dans l'*Officiel tunisien*, une liste contenant les titres des brevets délivrés dans le courant de l'année précédente.

TITRE III

Art. 18. — Tout Tunisien ou étranger auteur d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée, ou ses ayants droit, peuvent, s'ils sont admis dans une exposition publique autorisée par l'administration, se faire délivrer par le premier ministre un certificat descriptif de l'objet déposé.

Art. 19. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre avant l'expiration de ce terme.

Art. 20. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée au premier ministre et accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet. Les demandes, ainsi que les décisions prises par le premier ministre, sont inscrites sur un registre spécial qui sera communiqué à toute réquisition.

TITRE IV

DROITS DES ÉTRANGERS

Art. 21. — Les étrangers pourront, en Tunisie, obtenir des brevets d'invention.

Art. 22. — Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux brevets demandés ou délivrés en exécution de l'article précédent.

Art. 23. — L'auteur d'une invention ou découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en Tunisie, mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger.

Art. 24. — Sont nuls et de nul effet les brevets délivrés dans les cas suivants :

1° Si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ;

2° Si la découverte, invention ou application n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ;

3° Si les brevets portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles ;

4° Si la découverte, invention ou application est reconnue contraire à l'ordre, à la sûreté publique, aux lois du pays, sans préjudice, dans ce cas, des peines qui pourraient être encourues pour la fabrication ou le débit d'objet prohibés ;

5° Si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ;

6° Si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur ;

7° Si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 12.

Seront également nuls et de nul effet les certificats comprenant des changements, perfectionnements ou additions qui ne se rattacheraient pas au brevet principal.

Art. 25. — Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, dans la Régence ou à l'étranger, et antérieurement à la date du dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée.

Art. 26. — Sera déchu de tous ses droits :

1° Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet ;

2° Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention dans la Régence dans le délai de deux ans à partir du jour de la signature du brevet, ou qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction ;

3° Le breveté qui aura introduit dans la Régence des objets fabriqués en pays étranger et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins, pourra être autorisée l'introduction : 1° des modèles de machines ; 2° des objets fabriqués à l'étranger destinés à des

expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement.

ART. 27. — Quinconque, dans des enseignes, annonces, prospectus, affiches, marques ou estampilles, prendra la qualité de breveté sans posséder un brevet délivré conformément aux lois, ou qui étant breveté, mentionnera sa qualité de breveté ou son brevet sans y ajouter ces mots : « *Sans garantie du gouvernement tunisien* », sera puni d'une amende de 50 piastres à 1,000 piastres.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

ART. 28. — L'action en nullité et l'action en déchéance pourront être exercées par toute pesonne y ayant intérêt. Ces actions ainsi que toutes les constatations relatives à la propriété des brevets, seront portées dans les tribunaux français de première instance.

ART. 29. — Lorsque la déchéance ou la nullité d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant acquis force de chose jugée, il en sera donné avis au premier ministre, et la nullité ou la déchéance sera publiée dans la forme déterminée par l'art. 8 pour la proclamation des brevets.

ART. 30. — Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile du titulaire du brevet.

ART. 31. — L'affaire sera instruite et jugée dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les art. 405 et suivants du code de procédure civile français. Elle sera communiquée au procureur de la République.

ART. 32. — Dans une instance tendant à faire prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet, le ministère public pourra se rendre partie intervenante et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité ou la déchéance absolue du brevet.

Il pourra même se pourvoir directement par action principale pour faire prononcer la nullité, dans les cas prévus aux numéros 2, 4 et 5 de l'art. 24.

ART. 33. — Dans les cas prévus par l'art. 29, tous les ayants droit au brevet et dont les titres auront été enregistrés au gouvernement tunisien devront être mis en cause.

TITRE V

JURIDICTION

ART. 34. — Toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi des moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon.

Ce délit sera puni d'une amende de 100 à 2,000 piastres.

ART. 35. — Ceux qui auront sciemment recélé, vendu ou exposé en vente ou introduit sur le territoire de la Régence un ou plusieurs objets contrefaits seront punis des mêmes peines que les contrefacteurs.

ART. 36. — Les peines établies par le présent décret ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

ART. 37. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende portée aux articles précédents, un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour des délits prévus par la présente loi.

Un emprisonnement d'un mois à six mois pourra aussi être prononcé, si le contrefacteur est un ouvrier ou un employé ayant travaillé dans les ateliers ou dans l'établissement du breveté, ou si le contrefacteur, s'étant associé avec un ouvrier ou un employé du breveté, a eu connaissance par ce dernier des procédés décrits au brevet. Dans ce dernier cas, l'ouvrier ou l'employé pourra être poursuivi comme complice.

ART. 38. — L'article 463 du code pénal français pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

ART. 39. — L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée.

ART. 40. — Le tribunal correctionnel, saisi d'une action pour délit de contrefaçon, statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu, soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

ART. 41. — Les propriétaires de brevets pourront, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire procéder, par tous huissiers, à la désignation et description détaillées, avec ou sans saisie, des objets prétendus contrefaits.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la représentation du brevet. Elle contiendra s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans la description.

Lorsqu'il y aura lieu à saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 42. — A défaut par le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de huitaine, outre un jour par trois myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets saisis ou décrits et le domicile du contrefacteur, recéleur, introducteur ou débitant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par l'art. 28.

Art. 43. — La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, sera, même en cas d'acquittement, prononcée contre le contrefacteur, le recéleur, l'introducteur ou le débitant. Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affichage du jugement, s'il y a lieu.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 44. — Des ordonnances ministérielles portant règlement d'administration publique arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi qui n'aura d'effet que six mois après sa promulgation.

18 juillet 1889 (10 kâda 1396)

Décret contenant règlement d'administration publique sur l'application de la loi sur les brevets d'invention.

Article premier. — Quiconque voudra prendre un brevet d'invention devra, après avoir présenté le récépissé de la première annuité de la taxe, et déposé son pouvoir s'il agit pour une autre personne, remettre au bureau des brevets à Tunis un paquet cacheté renfermant :

1° Une demande;

2° Une description en double exemplaire, dont l'un comme original et l'autre comme copie;

3° Un ou plusieurs dessins, si le demandeur les juge nécessaires pour l'intelligence de la description;

4° Un bordereau des pièces renfermées dans le paquet.

DEMANDE. — La demande doit : 1° être limitée à un seul objet principal, avec les objets de détail qui le constituent; 2° mentionner la durée du brevet; 3° indiquer sommairement et précisément l'objet de l'invention; 4° être signée par le demandeur ou par son fondé de pouvoir.

DESCRIPTION. — L'original de la description doit être désigné par le mot « *Original* » écrit en tête, et la copie par le mot « *Duplicata.* »

La description doit être écrite en langue française.

L'original et la copie doivent : 1° ne renfermer ni grattage, ni surcharge, ni altération quelconque, ni mots interlignés; 2° ne contenir aucunes dénominations de poids et mesures autres que celles du système métrique; 3° être signés par le demandeur ou par son fondé de pouvoir.

Les mots nuls doivent être comptés et constatés; les pages et les renvois paraphés.

DESSINS. — Les deux exemplaires de chaque dessin doivent : 1° être exactement conformes; 2° être tracés à l'encre; 3° ne renfermer ni grattage, ni surcharge, ni altération quelconque; 4° être signés par le demandeur ou son fondé de pouvoir.

MODÈLES OU ÉCHANTILLONS. — Ceux qu'on juge à propos de déposer comme nécessaires pour l'intelligence de la description ne doivent jamais être attachés ni fixés sur les descriptions ou dessins. Ils doivent être déposés en même temps que les pièces, mais en paquet séparé.

Art. 2. — Les règles qui précèdent sont également applicables aux certificats d'addition, mais dans ce cas la taxe appliquée n'est que de 20 piastres, une fois payée.

Art. 3. — Les copies des descriptions et dessins qu'aux termes de l'art. 16 de la loi susvisée toute personne peut obtenir à ses frais, donneront lieu au paiement des droits fixés par le tableau ci-dessous :

Copie d'une description relative à un brevet	P.	30 »
Copie d'une description relative à un certificat d'addition		25 »
Copie de dessins (par vacation de quatre heures et sans que la perception puisse être inférieure à 10 piastres)		10 »

Art. 4. — Les sommes perçues pour les copies des descriptions ou des dessins seront attribuées aux expéditionnaires ou aux dessinateurs qui les auront faites.

Art. 5. — Toute demande de copie, de description ou de dessin est inscrite par le chef du bureau des brevets sur un registre à souche

dont les talons et les bulletins volants portent spécifiés :

1° Le numéro d'ordre ;

2° Le nom du requérant;

3° Le coût de la copie de la description ou du dessin.

La partie volante comprend une réquisition de versement signée par le chef du bureau des brevets et un certificat de versement signé par le receveur général des finances. Le certificat est transmis par l'intéressé au chef du bureau des brevets.

Art. 6. — Aucune copie ne peut être remise par le bureau des brevets avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 7. — Le receveur général des finances se charge, en consignation, du montant des versements effectués à ce titre. A la fin de chaque trimestre budgétaire, le chef du bureau des brevets établit, dans l'ordre chronologique, le relevé détaillé : 1° des demandes qui ont été reçues par lui dans le trimestre ; 2° des déclarations de versement qui lui ont été transmises.

Ce relevé est dressé en sept colonnes indiquant :

1° Le numéro d'ordre de la demande;

2° La date de la demande ;

3° Le nom du requérant ;

4° La nature de la copie (description ou dessin);

5° Le coût de la copie ;

6° L'indication de la somme versée ;

7° Le décompte exact de la somme à partager entre les expéditionnaires ou les dessinateurs.

Ce relevé est transmis au directeur des finances, qui le vise et autorise le paiement aux intéressés des encaissements sus-mentionnés.

Art. 8. — Sont définitivement acquis au Trésor les versements dont les récépissés n'ont pas été rapportés au bureau des brevets dans l'année à compter du jour où ils ont été effectués.

22 septembre 1892 (1er rabia-el-aoual 1310)

Décret relatif aux brevets d'invention

Article premier. — La date d'échéance des annuités de la taxe prévue à l'art. 4 du décret du 22 rabia-ettani 1306 est fixée pour chacune des années grégoriennes qui comprend la période de protection accordée à la date correspondante à celle de la délivrance du brevet.

Passé cette échéance les versements d'annuités ne seront plus acceptés à notre recette générale des finances.

Art. 2. — Nonobstant la stipulation de l'article premier, la durée de la protection accordée au breveté compte du jour du dépôt de la demande du bureau au bureau des brevets.

Art. 3. — Notre premier ministre et notre directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Caïds et Cheiks (1)

31 décembre 1871 (18 chaoual 1288)

Décret établissant en faveur des caïds une taxe supplémentaire d'un demi pour cent sur les impôts recouvrés par eux.

Le président de la commission financière nous a exposé que quelques caïds se sont plaints des différences qui se produisent souvent, à leur détriment, dans la perception des impôts. Pour obvier à cet inconvénient, nous croyons utile de disposer qu'une taxe d'un demi pour cent sera perçue par les caïds et gouverneurs sur tous les recouvrements qu'ils feront, à l'exception pourtant du kanoun sur les oliviers, afin de les couvrir des chances de pertes dont ils se sont plaints.

24 octobre 1872 (21 châban 1289)

Décret établissant en faveur des caïds et cheiks une surtaxe de dix pour cent sur tous les impôts directs.

Les caïds qui auront à procéder au recouvrement, des droits revenant au gouvernement, soit en argent, soit en huile, soit en céréales, percevront à leur profit, sur les contribuables, dix pour cent en plus de ce qui revient au gouvernement, et cela en outre des autres frais dus par les contribuables, tels que la kebada (droit du receveur) et le droit du récépissé, que nous avons décrétés d'après l'usage établi. En dehors de cela, les contribuables n'auront plus rien à payer.

La somme qui sera formée par les dix pour

(1) V. aussi Epizooties, Esclavage, Finances, Forêts, Pèlerins.

cent ci-dessus décrétés sera partagée en deux parties égales : l'une reviendra au caïd, qui aura également à payer les émoluments de ses employés sur cette moitié; l'autre sera exclusivement attribuée aux cheiks qui sont chargés de la perception de ces impôts, proportionnellement aux recettes qu'ils auront respectivement effectuées.

2 août 1873 (7 djoumadi-ettani 1290)

Décret prescrivant aux autorités administratives de rendre leurs cachets à la cessation de leurs fonctions.

Les caïds, les khalifas et les cheiks qui cessent d'exercer leurs fonctions, ne peuvent conserver les cachets que leur remet l'administration lors de leur nomination.

Si le détenteur du cachet se trouve au ministère au moment de la cessation de ses fonctions, il doit le remettre à l'administration, par les soins de laquelle il est oblitéré en sa présence. Hors de ce cas, le cachet est remis au caïd, qui le fait oblitérer par devant lui en présence du cadi et de l'intéressé.

2 février 1875 (25 hidjé 1291)

Arrêté du premier ministre sur le remplacement des cheiks collecteurs d'impôts

Par lettre du 2 de ce mois, le président de la commission financière a transmis la proposition du comité exécutif d'obliger le cheik collecteur de l'impôt medjba, dans le cas où il devrait être remplacé, à rendre compte de sa gestion en présence de son caïd d'abord, et de soumettre ensuite son compte au comité exécutif, le tout avant qu'il ne soit remplacé.

Le comité exécutif serait d'avis aussi qu'aucun cheik ne procédât au recouvrement de l'impôt s'il n'est commissionné par S. A. le Bey.

Ces propositions ayant été soumises au Bey, Son Altesse a daigné leur donner son approbation, et des instructions dans ce sens sont adressées aux caïds de la Régence.

22 février 1875 (16 moharrem 1292)

Circulaire aux caïds sur le remplacement des cheiks collecteurs d'impôts

Son Altesse a appris que certains caïds ont chargé du recouvrement de la medjba d'une fraction de leurs circonscriptions d'autres que les cheiks nommés à ces fonctions, sans faire attention aux conséquences de cette irrégularité, et qu'ils ont ensuite fait des démarches pour obtenir le décret de leurs nominations comme cheiks de ces fractions. C'est pourquoi Son Altesse a prescrit que, chaque fois qu'il faut procéder au remplacement d'un cheik, le caïd sera tenu de présenter au ministère la convention de la fraction relative à l'élection du nouveau cheik. Une fois le candidat nommé par décret, le caïd convoquera le cheik remplacé et les membres de sa fraction et réglera les comptes de sa gestion devant le notaire. Ce compte sera certifié par le caïd, qui en remettra une copie légale au nouveau cheik, pour s'en servir en cas de besoin. Au cas où l'ancien cheik resterait reliquataire d'une certaine somme, le caïd l'expédiera au ministère, muni des documents de son compte.

Le nouveau cheik ne peut prendre son service qu'après l'exécution de ce qui précède.

Toute contravention aux prescriptions susmentionnées pouvant causer du préjudice à l'Etat, le caïd en subira les conséquences, et il sera responsable des sommes dont le cheik resterait redevable.

27 avril 1876 (2 rabia-ettani 1293)

Décret sur l'incompatibilité de la qualité de caïd et de celle de fermier des impôts de son caïdat.

Un décret du mois dernier portait interdiction aux caïds et khalifas de se porter adjudicaires de fermages du gouvernement. Comme ce décret était conçu dans une forme trop générale, nous avons cru qu'il convenait de maintenir cette interdiction pour les fermages qui s'exercent dans le caïdat dont ils sont titulaires; mais quant aux autres, ils pourront dorénavant s'en porter adjudicataires.

1er mai 1876 (6 rabia-ettani 1293)

Décret prescrivant aux caïds la tenue d'un livre-journal.

Article premier. — Le ministre fera établir des registres composés de cent et deux cents feuilles, suivant le plus ou moins d'importance des caïdats. Ce registre contiendra, sur sa couverture, écrit en caractères apparents, le nom du caïdat auquel il est destiné. Chaque page sera numérotée. Chaque registre contiendra, en tête, le présent règlement, qui sera exécutoire à partir du 13 octobre 1876. S'il ne reste plus sur le registre que peu de pages blanches, le gouverneur en demandera un autre en remplacement de celui-ci, et, une fois que le premier registre aura été rempli, le gouverneur le clôturera par une déclaration signée faisant connaître le nombre de pages qu'il renferme, et attestant qu'il ne reste plus de blanc. Il y ajoutera qu'en conséquence il a demandé un autre registre, devant porter tel titre, devant contenir tant de pages. Comme, d'autre part, certains caïds sont saisis d'un grand nombre d'affaires, il n'existe aucun inconvénient à multiplier le nombre de ces registres proportion-

nellement aux besoins du caïdat. Chaque registre sera, en ce cas, confié à un écrivain, qui recevra et inscrira les affaires, qui signera après avoir enregistré, et le caïd signera après lui, conformément à l'article 9 ci-après.

Art. 2. — Les registres précités, faisant partie des archives du caïdat, seront remis par l'ancien titulaire au caïd entrant en fonctions. Ils devront seulement être signés du titulaire sortant et contenir une déclaration de lui indiquant qu'au moment où ses pouvoirs ont cessé, le registre avait été rempli jusqu'à telle page, jusqu'à telle affaire.

Art. 3. — Seront enregistrés dans le registre en question les affaires portées devant le caïd, avec mention des noms du plaignant et du défendeur, de l'objet de la demande, de la pièce invoquée par le demandeur, de la réponse du défendeur, de la validité ou de la nullité de la pièce invoquée au point de vue du règlement de l'affaire, de la solution donnée à l'affaire, soit par jugement, soit par transaction amiable, en désignant également si le défendeur a mérité d'être emprisonné par ses atermoiements, ou si son bien a été vendu pour l'extinction de ses dettes, et cela sans prolixité ni intervalles; de même s'il est nécessaire de s'arrêter dans le cours de l'inscription, jusqu'à ce que l'affaire ait été portée devant le caïd, ou qu'il ait reçu l'ordre de la régler, on inscrira la date de cet ordre, et, si après avoir été soumise au caïd, elle est renvoyée au chara ou au ministère, cela sera consigné. Quant aux affaires commerciales, elles continueront à être réglées suivant le mode qui leur est propre, à moins qu'il s'agisse d'emprisonnement pour le défendeur, ou qu'il s'élève quelque incident en matière de preuve à faire, comme, par exemple, la négation d'une dette ou une allégation de libération. Dans ce cas, l'affaire serait inscrite comme toutes les autres.

Art. 4. — La solution donnée à l'affaire sera écrite en subtance au verso de la pièce produite, avec désignation de la page du registre où elle aura été inscrite, et le nom du caïdat, de façon que si elle est reproduite en justice, l'on connaisse les précédents de cette affaire.

Art. 5. — En tête de chaque page contenant l'inscription de l'affaire, on aura soin de désigner le jour et le mois, sans laisser aucun blanc entre deux affaires, en tirant un trait, pour empêcher toute addition ultérieure, si la ligne n'est pas remplie. On se gardera bien d'enlever des pages dudit registre, et, à plus forte raison, de l'égarer, et on s'abstiendra de ce qui pourrait faire naître des doutes ou ambiguïtés dans la rédaction. Toute rature devra être approuvée par l'auteur de l'écrit.

Art. 6. — S'il faut, dans le principe d'une affaire, amener le défendeur ou attendre la production de pièces, il en sera fait mention dans l'inscription. Si la condition à laquelle était subordonnée le jugement de l'affaire se réalise, on inscrira le jugement à la date du jour où elle se sera réalisée, et l'on aura soin d'y indiquer la page où a été d'abord inscrite la demande. Puis, à la page où la demande a été d'abord inscrite, on désignera par annotation la page contenant le jugement de l'affaire, de manière à faciliter toutes recherches.

Art. 7. — Si le caïd reçoit l'ordre de déférer une affaire au jugement du chara, on inscrira la teneur de l'ordre et sa date ; on mentionnera si l'affaire a été déférée sur une simple injonction, ou si elle l'a été avec envoi d'un agent de la force publique.

Art. 8. — Si le caïd reçoit l'ordre de donner des éclaircissements au sujet d'une affaire qui lui a été soumise, il devra s'inspirer, dans sa réponse, des éléments de son registre et indiquer la page où l'affaire se trouve inscrite.

Art. 9. — Le caïd ou son substitut devra signer tous les jours ce registre après avoir pris connaissance du contenu. S'il n'en a pas le temps, il pourra déléguer ce soin à un homme de confiance, quitte à signer après lui.

Art. 10. — Le caïd ou son représentant siégera au moins trois heures par jour dans le lieu officiel de l'administration de son caïdat, excepté le vendredi, les quatre jours fériés et le mouled. Si on lui présente une affaire ne comportant aucun délai, il la jugera sur le champ.

12 janvier 1877 (26 hidjé 1293)

Décret réduisant le droit de timbre et fixant la redevance sur les expertises.

Conformément aux dispositions de notre décret (du 26 chaoual 1293-14 novembre 1876) portant règlement des honoraires dus pour frais d'expertises, les procès-verbaux ne devaient être dressés que sur papier timbré de la valeur de 25 piastres, sauf pour les cas prévus par notre décret du 2 du mois courant — 19 décembre 1876.

Ces dispositions étant restées généralement applicables, même pour les expertises de peu d'importance, comme pour les évaluations, les délimitations, etc., dont les frais sont le plus souvent onéreux pour ceux qui en font la demande, nous avons disposé que tous les procès-verbaux d'expertise, sans distinction, seront dressés désormais sur papier timbré de la valeur de 0 p. 25, ainsi que cela se pratiquait par le passé.

En ce qui concerne les expertises faites par ordre du chara et ayant pour but l'évaluation des immeubles pour leur cession en enzel ou en toute propriété, ou les contestations entre époux, etc. ; ces expertises ne donneront lieu à aucune dépense, sauf les honoraires des amins et notaires, fixés par notre décret précité.

Pour les expertises faites par ordre des caïds, ceux-ci ne toucheront comme rémunération que 12 p. 50, quand même ce serait pour visite d'un corps afin de constater un décès.

Par suite de ce nouveau décret les dispositions des articles 9 et 10 de notre décret du 26 chaoual de l'année courante — 14 novembre 1876, sont et demeurent abrogées.

25 octobre 1880 (21 kâda 1297)

Décret portant attribution des remises des caïds et cheiks sur les impôts, dans le cas où ils sont perçus dans un district par la gendarmerie tunisienne.

Toutes les fois que l'envoi d'un détachement de gendarmerie pour hâter la perception des impôts aura été causé par l'incurie du caïd et des cheiks placés sous ses ordres, ces agents perdront leur droit au onze pour cent qui leur est alloué sur les sommes perçues, et le montant de cette remise sera partagé par parts égales entre les gendarmes et le Trésor. Dans ce cas aucune khedma ne pourra être réclamée aux contribuables.

12 janvier 1881 (10 sfar 1290)

Arrêté du premier ministre réglant le mode de nomination des cheiks.

Les caïds ont été informés par la circulaire du 28 redjeb 1293-19 août 1876 de la décision beylicale prescrivant que les actes d'élection des cheiks doivent mentionner que leurs fractions se portent garantes de leur gestion financière et se tiennent responsables des reliquats dont ils pourraient rester redevables.

Or il ressort de renseignements adressés à la commission financière que la plupart des actes d'élection ne mentionnent pas cette garantie et que même, sur la simple élection de leurs fractions non confirmée par décret, ou avec la seule investiture du caïd, plusieurs cheiks procèdent au recouvrement des impôts, commettant ainsi une irrégularité dont la responsabilité pèse sur tous ceux qui y participent.

C'est pourquoi S. A. le Bey, à laquelle ces infractions ont été soumises, a décidé que :

1° Elle ne ratifierait aucune élection de cheick dont le procès-verbal ne mentionnerait pas la garantie de la fraction.

2° Il est expressément défendu à quiconque de procéder au recouvrement des impôts sans une commission de cheik délivrée par le Souverain.

3° Le caïd sera responsable des contraventions à ces dispositions et personnellement redevable des sommes dont le cheik irrégulièrement investi serait reliquataire.

4° Les comptes de gestion du caïd ne seront admis que s'ils sont accompagnés des commissions des cheiks.

12 mars 1884 (15 djoumadi-el-aoual)

Circulaire aux caïds réglant l'ordre à suivre dans l'emploi des moyens de contrainte mis à leur disposition contre les contribuables récalcitrants.

Le gouvernement de Son Altesse s'est préoccupé de la situation des recouvrements qui laisse, en général, à désirer. Plusieurs caïds ont prétendu que les moyens d'action leur faisaient défaut ; mais ce motif d'excuse n'a pas paru justifié.

En effet, dans le cas de résistance de la part des contribuables, l'appui de l'autorité militaire française vous est assuré. Il suffit que vous en fassiez la demande au commandant du cercle dans lequel est comprise la tribu que vous administrez.

Si, pour une cause qu'il n'est pas possible de prévoir, cet appui ne pouvait vous être accordé ou maintenu, le commandant vous en donnerait avis. Vous devriez alors poursuivre seul, par tous les moyens à votre disposition, le recouvrement des impôts.

J'ai tout lieu de croire que l'emploi des moyens d'action que je viens de vous signaler vous permettra de triompher de toutes les résistances.

Je dois dès à présent vous faire connaître que le gouvernement n'admettra pas d'excuse de la part de quiconque n'aura pas répondu à son attente.

Je vous prie de donner connaissance de la présente lettre à tous les chefs collecteurs sous vos ordres.

3 avril 1884 (7 djoumadi-ettani 1301)

Circulaire aux caïds sur le mode de nomination des cheiks

Par une précédente circulaire le ministère a transmis aux gouverneurs de la Régence les instructions suivantes :

« Toutes les fois qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement d'un cheik, sa fraction sera convoquée par devant notaires, à l'effet de choisir un candidat au poste vacant et cau-

tionner leur élu vis-à-vis du Trésor (1) Ce cautionnement et le choix devront être constatés dans un acte notarié fait en trois expéditions dont l'une restera par devers le gouverneur et les deux autres seront envoyées au ministère pour être conservées, l'une aux archives du gouvernement et l'autre au bureau de la commission financière. »

Ces prescriptions ont été scrupuleusement observées, mais quelques gouverneurs ont tout récemment envoyé des actes de propositions où le cautionnement était omis et d'autres se sont contentés d'envoyer des actes en une seule expédition. Son Altesse ayant eu connaissance de ces dérogations, m'a ordonné de vous réitérer les précédentes instructions et de vous faire savoir qu'aucune proposition tendant à la nomination d'un cheik ne sera acceptée au ministère si elle n'est pas rédigée et expédiée dans les formes et selon les règles prescrites plus haut.

Je dois à cette occasion relever une autre irrégularité qu'on me signale et qui consiste en ce que quelques individus munis d'une simple commission des gouverneurs rempliraient les fonctions de cheiks et s'occuperaient notamment de la perception des impôts. Je crois devoir vous faire connaître que cette manière de faire constitue une usurpation de fonctions publiques contre laquelle je sévirai avec rigueur. Personne en effet ne peut percevoir les impôts d'une fraction ni s'occuper de son administration sans être investi des pouvoirs de cheik par décret de S. A. le Bey. Il est en conséquence formellement interdit aux gouverneurs de délivrer des commissions ou autres pièces en contradiction avec les dépositions de la présente circulaire.

11 mai 1884 (16 redjeb 1301)

Circulaire aux caïds leur prescrivant de veiller à ce qu'aucun indigène ne soit muni d'armes de fabrication européenne sans autorisation.

L'article 4 du décret du 9 rabia-el-aoual 1300 18 janvier 1883, inséré au *Journal officiel* du 30 du même mois, interdit aux indigènes d'acheter des armes de fabrication européenne sans une autorisation délivrée, soit par le Ministre Résident, soit par un officier de l'armée française chargé de la surveillance du territoire. Cependant de nombreuses infractions à cette disposition m'ont été signalées. Il y a là un défaut de vigilance qu'il me suffira, j'espère, de relever pour en éviter le retour.

En conséquence, vous devez demander aux détenteurs d'armes de fabrication européenne de justifier de l'autorisation prescrite par le décret précité. Vous signalerez au bureau de renseignements de votre district, en même temps qu'au gouvernement, toutes les infractions que vous aurez constatées.

11 juin 1884 (17 châban 1301)

Circulaire du premier ministre aux caïds leur interdisant d'infliger des amendes et d'imposer des corvées.

J'ai appris que quelques caïds se croyaient autorisés à infliger des amendes à leurs administrés. Je crois donc nécessaire de vous rappeler que vous ne possédez ce droit en aucune façon. Seul le gouvernement et l'autorité militaire française, dans les conditions spécifiées au décret du 24 redjeb 1299-16 juin 1882, peuvent frapper d'une amende les individus dont ils ont reconnu la culpabilité. Dans le premier cas, je ne manque jamais de vous faire parvenir une lettre vous faisant connaître nominativement la personne à laquelle une amende est infligée et le taux auquel elle a été fixée ; vous êtes tenu de montrer cette lettre à celui sur lequel vous recouvrez l'amende. Dans le second cas, le chef militaire français remet à la personne punie un ordre de payer signé de lui, portant les mêmes indications.

Toute amende infligée ou perçue en dehors de ces deux façons de procéder, est illégale. Aucun de vos administrés n'est tenu de la payer. Si vous m'étiez signalé comme en ayant perçu, ou comme en ayant imposé quelqu'un contrairement à ces règles, vous seriez l'objet des mesures de répression les plus sévères.

Quelques caïds aussi croient pouvoir faire accomplir des travaux pour leur propre compte par leurs administrés. C'est là un abus non moins grave que le précédent et qui a été défendu à plusieurs reprises. Je crois devoir vous prévenir que je suis décidé à le réprimer très sévèrement.

Vous devrez donner lecture de cette circulaire à tous les cheiks de votre commandement, que vous convoquerez à cet effet, avec un ou deux notables de chaque fraction, et vous m'enverrez, dans le plus bref délai, un certificat de deux notaires contenant le nom des personnes présentes à cette lecture et en certifiant l'accomplissement en leur présence.

(1) La circulaire du 28 redjeb 1293-19 août 1876 prescrit de mentionner explicitement dans l'acte notarié le nom des cautions.

(22 septembre 1884 (2 hidjé 1301)

Décret rappelant les caïds à l'observation des règles administratives et judiciaires prescrites par les décrets des 6 rabia-ettani 1293-1er mai 1876 et 6 djoumadi-el-aoual 1290-2 juillet 1873.

Les commissions d'enquête que j'ai envoyées dans la Régence m'ont fait connaître qu'un grand nombre de caïds ne se conforment pas aux prescriptions édictées par Son Altesse Mohamed-es-Sadok dans son décret du 6 rabia-ettani 1293-1er mai 1876, et que notamment ils ne tenaient pas le registre dont l'ouverture est prescrite par l'article premier de ce décret.

Je crois donc nécessaire de rappeler les caïds à l'observation des règlements et de les prévenir que mon gouvernement veillera à leur stricte exécution.

Les caïds qui n'ont pas le registre réglementaire sont invités à se le procurer.

Il est délivré au ministère d'Etat, contre paiement de six piastres pour ceux de 400 pages et de quatre piastres pour ceux de 200 pager. Ceux qui n'en seraient pas pourvus le 5 moharrem prochain-24 octobre 1884 encourront une punition sévère.

Je me réserve de faire contrôler la bonne tenue de ce registre; il devra d'ailleurs être présenté à toute réquisition aux autorités françaises chargés de la surveillance du territoire. S'il m'était signalé quelque caïd qui fît preuve de négligence ou d'irrégularité dans la tenue de ce registre, je ne manquerai pas de le frapper de peines disciplinaires.

Les commissions d'enquête m'ont également signalé l'oubli dans lequel sont tombées les instructions données aux caïds par décret du 6 djoumadi-el-aoual 1290-2 juillet 1873. Je leur rappelle donc que la police du territoire appartient exclusivement au caïd du territoire. C'est à lui et à lui seul qu'incombe le devoir d'arrêter les coupables, d'exécuter les décisions judiciaires, de régler les affaires de police qui sont nées sur son territoire ou de les renvoyer au chara ou à l'ouzara si elles dépassent sa compétence. Le caïd du défendeur n'a nullement à intervenir dans les affaires de police.

Dans les affaires civiles et commerciales, c'est le caïd du défendeur qui doit être saisi de la poursuite. Celui-ci statuera sur la demande ou renverra le plaignant, s'il y a lieu, au chara ou à l'ouzara.

S'il y avait lieu à vente des biens d'un débiteur, ce qui ne saurait être fait sans notre ordre souverain, cette vente sera effectuée par les soins du caïd sur le territoire duquel se trouve le bien.

En matière de recouvrement d'impôts, c'est au caïd détenteur du rôle qu'il appartient de le poursuivre. Si un contribuable est inscrit, pour l'impôt medjba, sur le rôle du caïd du territoire et aussi sur celui du caïd de la tribu, il lui suffira de le payer une seule fois à l'un des deux caïds. Il remettra la quittance du caïd qui a recouvré l'impôt à celui qui ne l'aura pas perçu et qui le lui réclamera, et celui-ci lui en délivrera un récépissé reproduisant le texte entier de la quittance.

Il n'est fait à ces règles aucune exception, et celles qui étaient prévues par les instructions du 6 djoumadi-el-aoual 1290-2 juillet 1873 sont supprimées.

12 octobre 1884 (23 hidjé 1301)

Circulaire du premier ministre aux caïds leur prescrivant de correspondre directement avec les directeurs des finances, des contributions diverses et des douanes pour tout ce qui concerne leurs services.

Conformément au décret du 13 hidjé 1301-2 octobre 1884 et à l'arrêté du directeur des finances en date du même jour, insérés au *Journal officiel* du 4 octobre 1884, numéro 91, MM. Depienne, directeur des finances, J. Rousseau, directeur des contributions diverses, Leroy, directeur des douanes, et Scemana, receveur général des finances, vous adresseront directement des instructions pour la partie de leur service dont l'exécution vous est confiée. Vous devez vous y conformer, et non seulement répondre aux demandes qu'ils vous adresseront, mais encore les renseigner sur les affaires intéressant l'administration financière qui se présenteraient dans votre commandement.

Je vous invite à vous référer à l'arrêté précité du directeur des finances, afin de distinguer les attributions respectives des fonctionnaires sus-désignés et d'envoyer directement à chacun d'eux ce qui ressortit à son service.

12 novembre 1884 (24 moharrem 1301)

Circulaire du premier ministre aux caïds sur le paiement des khedma aux mokhaznis de Tunis.

J'appelle votre attention sur l'exécution des articles 10 et 11 du décret du 14 moharrem 1302-2 novembre 1884, réglementant le service des mokhaznis de Tunis.

. . . . . .

L'accomplissement des formalités prescrites par les articles sus-visés, ne vous dispense pas de me prévenir, comme autrefois, de toutes

les perceptions effectuées. Vous aurez soin, en outre, de mentionner sur le registre dont la tenue vous est prescrite par le décret du 2 hidjé 1301-22 septembre 1884, l'arrivée sur votre territoire ou dans votre commandement de tout mokhazni chargé d'y remplir une mission et les faits auxquels a donné lieu son accomplissement, spécialement le recouvrement de la khedma.

1er février 1885 (16 rabia-ettani 1302)

Circulaire du premier ministre aux caïds leur rappelant la limite de leurs pouvoirs en matière d'emprisonnement pour dettes.

J'appelle votre attention sur l'exécution de l'article premier du décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1886 qui vient d'être promulgué au *Journal officiel*. Il dispose que, si la dette d'un de vos administrés aussi bien vis-à-vis des particuliers que des fermiers des revenus publics ou de l'Etat lui-même vous est démontrée par des pièces probantes, vous avez le droit de l'emprisonner à l'effet de le contraindre à s'acquitter, mais que s'il ne l'a pas fait dans un délai de quinze jours, vous êtes tenu de l'envoyer à Tunis.

Il en résulte que tout emprisonnement pour dettes prononcé par vous, qui durerait plus de quinze jours, constituerait une infraction à la loi qui serait sévèrement réprimée.

30 mai 1885 (16 châban 1302)

Circulaire du premier ministre aux caïds spécifiant les expertises frappées d'un droit à leur profit.

Le décret du 26 hidjé 1293-12 janvier 1877 autorise les gouverneurs à percevoir un droit de douze piastres et demie sur les expertises auxquelles il est procédé par leur intermédiaire.

Quelques gouverneurs ont cru que ce droit pourrait être exigé pour tous actes notariés dressés avec leur autorisation. C'est une fausse interprétation qui ne devra plus être suivie à l'avenir, sous peine de répression sévère.

Les seuls actes notariés qui donnent lieu à la perception, par les caïds, du droit de 12 p. 1/2 sont les expertises spécifiées par le décret du 26 chaoual 1293-14 novembre 1876.

16 août 1886 (16 kâda 1303)

Circulaire aux caïds sur la tenue de leur livre journal

J'appelle votre attention sur le décret du 6 rabia-ettani 1293-1er mai 1876 ayant pour objet de réglementer la tenue des registres des gouverneurs, ainsi que sur les instructions complémentaires qui ont été adressées à cet effet par la circulaire du 6 redjeb 1303-10 avril 1886. Je vous invite à vous conformer plus scrupuleusement aux dispositions des articles du décret précité, en ce qui concerne l'inscription des affaires.

Vous devrez donc enregistrer toutes les réclamations dont vous aurez été saisi, sans négliger d'inscrire en regard de chacune d'elles la solution que vous lui aurez donnée.

Je suis informé que le numérotage des affaires sur vos registres est fait par jour. Cette méthode ne me paraît pas rationnelle, et vous devrez employer à l'avenir une série unique de numéros pour chaque registre commençant à la première page et se continuant jusqu'à la dernière.

Décembre 1887 (rabia-ettani 1305)

Circulaire aux caïds de la côte leur traçant leurs devoirs en cas de naufrage de navires

S. E. le premier ministre a été informé que les équipages des navires naufragés sur les cotes de la Régence étaient laissés sans secours et obligés, faute d'aide, d'abandonner leurs bâtiments qui sont souvent mis au pillage par les barques étrangères ou même par les habitants du pays.

Le gouvernement de S. A. le Bey ne saurait tolérer plus longtemps, de la part des autorités locales, une pareille négligence qui est contraire aux traités de commerce passés avec les puissances étrangères ainsi qu'aux lois en vigueur dans la Régence.

S. E. le premier ministre rappelle, en conséquence, aux caïds, khalifas ou cheiks qu'ils doivent se porter, avec leurs administrés, au secours des navires en détresse et faire tous leurs efforts pour aider au sauvetage de ces navires et des marins qui les montent. Si un bâtiment est jeté à la côte, ils devront subvenir aux premiers besoins de l'équipage et faire prévenir immédiatement l'officier de port le plus rapproché. Ils prêteront leur concours à cet officier, et fourniront aux naufragés, d'après ses indications, les vivres, les gardiens et les moyens de transport qui seront nécessaires.

Tous les frais de nourriture, de gardiennage, de transport, etc., seront payés entre les mains des cheiks, khalifas ou caïds par le capitaine du navire naufragé ou, à son défaut, par le consul qui représente dans le port voisin la puissance à laquelle appartient le bâtiment. Dans le cas où le capitaine ferait abandon légal du navire et de la cargaison, l'administration du Bit-el-Mâl deviendrait proprié-

taire de l'épave et serait alors chargée d'acquitter toutes ces dépenses.

21 juillet 1892 (27 hidjé 1309)

Circulaire du premier ministre aux caïds relative aux chiens errants

Plusieurs plaintes ont été adressées à l'ouzara contre les propriétaires de chiens qui laissent divaguer ces animaux sur les chemins publics et peuvent ainsi occasionner des accidents.

Je vous prie d'inviter les cheiks placés sous vos ordres à rappeler à leurs administrés qu'ils doivent attacher leurs chiens pendant la journée et ne les lâcher que la nuit.

La première contravention à ces prescriptions sera punie d'une amende de cinq francs; en cas de récidive l'amende sera doublée et le coupable emprisonné sans préjudice des dommages-intérêts auxquels il pourra être condamné.

La mort de tout chien tué en cas de légitime défense n'entraînera aucune responsabilité pour celui qui l'aura occasionnée et ne dégagera pas celle du propriétaire.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire et de veiller à ce que ces prescriptions soient rigoureusement observées.

4 février 1892 (6 redjeb 1309)

Décret supprimant le droit perçu par les caïds pour autoriser l'établissement d'actes notariés

Article premier. — A l'avenir il ne sera perçu aucun droit au profit des caïds ou de leurs secrétaires à l'occasion des autorisations qu'ils auront à donner aux notaires soit pour la constatation d'un crime ou d'un délit, soit pour l'établissement d'un acte notarié quelconque.

Art. 2. — Toute contravention à l'article précédent sera punie de cent francs d'amende. En cas de récidive l'amende sera doublée.

Des peines disciplinaires pourront, dans les deux cas, être prononcées contre les fonctionnaires qui contreviendraient aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

4 août 1895 (13 moharrem 1313)

Décret autorisant les caïds à prendre des arrêtés de voirie et de police

Article premier. — En dehors du périmètre communal des localités pourvues d'une organisation municipale, les caïds sont autorisés à prendre des arrêtés à l'effet de maintenir le bon ordre et d'assurer l'hygiène et la salubrité publiques.

Art. 2. — Ces arrêtés ne seront exécutoires qu'après approbation de notre premier ministre.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé, etc.

Caroube sur la valeur locative

27 mai 1873 (29 rabia-el-aoual 1290)

Décret établissant l'impôt de la caroube sur la valeur locative

Dans le but d'étendre l'impôt de la caroube, qui se payait autrefois sur la location des immeubles de Tunis, aux immeubles que les propriétaires utilisent autrement que par location, nous avons pris le décret suivant :

Article premier. — L'impôt appelé caroube, spécial aux propriétés qui se louent dans l'intérieur de Tunis et des quatre autres villes, savoir : Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax, est étendu également aux immeubles que les propriétaires utilisent autrement que par location et qui sont situés dans les villes ci-dessus indiquées à l'exclusion des autres villes de la Régence. (*Tarif des Mahsoulates.*)

Cette mesure est, en outre, étendue aux immeubles situés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Goulette, à ceux situés en dehors de la limite du marabout de Sidi-bou-Saïd, à ceux qui se trouvent entre ces derniers et la Goulette, ainsi qu'à ceux de la Marsa, Gammart, Soukra, Djafar, la Riana, Manouba, Herairia, Mehamedia, Mornag, Hamman-Lif, Radès et Sidi-Fathallah.

Quant aux immeubles qui sont dans l'enceinte de la limite du marabout de Sidi-bou-Saïd, ils sont exempts de cet impôt.

Art. 2. — La perception de ce droit annuel commencera le 1er moharrem 1291-18 février 1874.

Art. 3. — Le droit est le même que celui de la caroube sur les loyers ; il n'en diffère pas quant à la quotité qui est de 6,25 pour cent, mais il en diffère en ce qu'il embrasse la valeur locative aussi bien que les loyers réels.

L'ancien droit n'était perçu que sur les loyers réels, tandis que le nouveau a pour condition d'être appliqué à tous les propriétaires sans distinction de catégories.

Art. 4. — (Abrogé par l'article premier du décret du 8 novembre 1887).

Art. 5. — (Abrogé par le décret du 8 novembre 1887, art. 2.)

Art. 6. — Quant à ceux qui n'ont pas les

moyens de payer le droit sur les maisons où ils demeurent, on prendra en considération leur état dans l'évaluation du droit qu'on leur imposera. Dans le cas où l'on constaterait leur impuissance à payer, on les en dispensera après qu'ils auront justifié de leur pauvreté ou de leur impuissance au conseil municipal qui, à son tour, soumettra son avis au comité exécutif.

Dans les villes autres que Tunis, cette constatation sera faite par le cadi, le gouverneur et les cheiks de la ville qui en référeront au comité exécutif.

Art. 7. — Les immeubles à louer qui n'ont pas pu l'être et pour lesquels il n'y a pas lieu de soupçonner que le propriétaire a l'intention de les utiliser autrement, seront, après constatation de ces deux circonstances, par l'entremise des commissaires sus-indiqués, exemptés dudit droit pour la période pendant laquelle ils n'ont pas été utilisés.

20 mai 1874 (3 rabia-ettani 1291)

Arrêté ministériel sur l'évaluation des citernes à huile du Sahel, en vue du paiement de la caroube sur la valeur locative.

La lettre du président de la commission financière du 27 du mois écoulé, n° 1820, au sujet de la difficulté qui se rencontre pour les magasins ayant des citernes appartenant à des individus de nationalité étrangère, situés à Sousse et Monastir et destinés à recevoir les huiles, expose que l'évaluation des loyers des immeubles a pour base le rapport constant de la propriété ; or, les citernes dont il s'agit sont louées tantôt pour une année, tantôt pour quelques mois seulement de l'année, et quelquefois elles ne sont pas louées du tout.

Pour tous ces motifs, le conseil d'administration, dans le but d'éviter des difficultés et d'assurer la perception de l'impôt, propose d'évaluer le capital dépensé pour la construction des magasins et citernes et de leur fixer un revenu calculé au taux de six pour cent l'an, ce qui est l'équivalent du rendement le plus bas, par rapport à la moyenne des années d'exploitation, ainsi que cela est expliqué dans votre lettre précitée.

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey qui a daigné l'approuver.

7 juin 1882 (21 redjeb 1299)

Décret réglementant l'impôt de la caroube sur la valeur locative

Article premier. — L'impôt de 6,25 pour cent, établi par le décret du mois de kâda 1255-janvier 1840, continuera à être perçu sur tous les loyers des propriétés immobilières autres que ceux des exploitation rurales (enchirs) dans toute l'étendue de la Régence. (*Tarif des Mahsoulates.*)

L'impôt de 6,25 pour cent est perçu, en outre, en vertu des dispositions de notre décret du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873, dans les villes de Tunis, de Sousse, de Monastir, de Sfax, de Kairouan et dans certaines localités dépendantes de la banlieue de Tunis qui s'y trouvent désignées, sur la valeur locative de toutes les propriétés bâties et des constructions de toute nature, occupées par le propriétaire lui-même ou par d'autres, à quelque titre que ce soit, même autre qu'un bail.

Cet impôt est à la charge des propriétaires, indigènes ou étrangers, sans distinction de sexe.

Toute stipulation qui aurait pour objet de le faire supporter par un autre que le propriétaire de l'immeuble ne pourra, en aucun cas, être opposée aux receveurs chargés du recouvrement.

Les jardins d'agrément et les dépendances de l'habitation, telles que cours, remises, écuries, etc., doivent entrer dans l'évaluation soit du loyer, soit de la valeur locative.

Art. 2. — Sont également soumis à l'impôt de la caroube les terrains urbains, aliénés à titre d'enzel ou emphythéose. Le payement de l'impôt est à la charge du propriétaire de l'enzel et doit être calculé sur le montant de l'enzel.

Toutefois, lorsque dans les villes ou localités désignées au paragraphe 2 du précédent article, l'acquéreur à enzel aura élevé des constructions sur les terrains acquis, cet acquéreur devra payer l'impôt tel qu'il sera fixé pour l'immeuble entier, sauf à lui à retenir, lors du payement de l'enzel, la part d'impôt incombant à cet enzel, calculé ainsi qu'il vient d'être dit.

Dans ce dernier cas, le propriétaire de l'enzel restera toujours responsable du payement de l'impôt dû en raison de l'enzel, à défaut par l'acquéreur à enzel d'en acquitter le montant.

Art. 3. — L'impôt de la caroube est perçu pour le compte du gouvernement ou pour le compte de l'administration des revenus concédés, suivant la distinction établie par l'article 4 de notre décret précité du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873.

Art. 4. — Les propriétaires indivis ou associés sont solidaires pour le paiement de cet impôt, sauf recours contre leurs co-débiteurs pour les parts d'impôt qu'ils auraient payées à leur décharge. Ne sont pas considérés com-

me étant dans l'indivision les propriétaires qui possèdent, chacun séparément, une partie de la même maison.

Art. 5. — Dans les villes de Tunis, de Sousse, de Monastir, de Sfax et de Kairouan, et dans les localités dépendantes de la banlieue de Tunis, l'impôt de la caroube a pour base la valeur locative des immeubles telle qu'elle résulte des baux, consentis par actes notariés ou authentiques, en cours au moment du recensement, actes que les propriétaires sont tenus de représenter, sous la peine édictée au paragraphe 4 du présent article, à la commission qui sera chargée de l'établissement des rôles de l'impôt, ou telle qu'elle résultera d'estimations opérées dans les formes prescrites par l'article 5 de notre décret sus-mentionné du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873, lorsqu'il n'existera pas de baux ou lorsque les baux existants n'auront pas été consentis par actes notariés ou authentiques.

Le propriétaire ne peut demander l'estimation lorsqu'il existe des actes notariés ou authentiques constatant le prix de la location, et ce prix servira de base pour le calcul de l'impôt, quand bien même il serait reconnu que, par une contre-lettre, les parties ont entendu fixer un prix différent. Les charges prévues dans l'acte seront évaluées et leur valeur sera ajoutée au prix.

La commission de recensement, dont il va être ci-après parlé, pourra toujours procéder par voie d'estimation, même lorsqu'un acte notarié ou authentique établissant le prix de la location lui sera représenté, si elle a des raisons de penser que cet acte a été fait dans un but de fraude.

Si, en dehors de cette exception, il est reconnu, après que la commission de recensement aura arrêté les rôles, que la valeur locative d'un immeuble a été constatée par voie d'estimation, à défaut par le propriétaire d'avoir présenté l'acte notarié ou authentique constatant la location de cet immeuble à l'époque du recensement, ce propriétaire devra payer, à titre d'amende, une somme double de la différence qui existera entre le chiffre de l'impôt d'après l'estimation, et le chiffre auquel cet impôt aurait dû s'élever d'après le prix de location fixé par l'acte.

L'amende ainsi calculée sera payée, chaque année, pendant la période qui s'écoulera entre deux recensements, si la durée du bail dépasse cette période ou jusqu'à l'expiration du bail dans le cas contraire.

Le recouvrement en sera poursuivi en même temps ou après et dans la même forme que l'impôt lui-même.

Art. 6. — Il sera procédé, tous les cinq ans, à la diligence de l'administration des revenus concédés dans les localités où l'impôt de la caroube est perçu par cette administration à la diligence du comité exécutif de la ville de Kairouan, par une commission composée comme il est dit à l'article 5 du décret du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873, à un recensement complet de la valeur locative de tous les immeubles assujettis au droit de la caroube.

. . . . . .

Les dispositions qui précèdent et celles qui vont suivre seront appliquées lors du recensement, auquel il sera procédé incessamment dans les cinq villes et localités prémentionnées.

Des avis seront publiés suffisamment à l'avance, par les soins du gouverneur et de la municipalité, pour faire connaître aux propriétaires l'époque à laquelle il sera procédé au recensement et les inviter à y assister, afin de faire entendre leurs observations et, s'il y a lieu, de produire leurs actes.

Art. 7 et 8. — Remplacés par les articles 3 et 4 du décret du 8 novembre 1887.

Art. 9. — Après l'expiration du délai de trois mois prévu par l'article 6, ou, en cas de réclamation, après décision de la commission de revision, dont il est parlé à l'article 8, le chiffre du loyer ou la valeur locative porté sur les rôles de recensement servira pendant cinq ans, sans modification, pour la liquidation de l'impôt, quand bien même pendant la durée de ces cinq années de nouvelles locations des immeubles recensés auraient été consenties moyennant de nouveaux prix.

Art. 10. — L'impôt de la caroube doit être intégralement payé pendant le cours du premier semestre de l'année à laquelle il s'applique.

Art. 11. — Dans le cas de mutations de propriété, autres que les mutations opérées à la suite de décès, l'impôt de la caroube continuera à être recouvré sur l'ancien propriétaire dont le nom aura été inscrit sur le rôle lors du recensement et sauf son recours, tant qu'il n'aura pas déclaré à l'agent chargé du recouvrement de l'impôt la date et la nature de l'acte notarié ou authentique constatant la mutation. Il lui sera délivré récépissé de sa déclaration.

Le défaut de déclaration ne fera pas obstacle au recouvrement direct de l'impôt contre le nouveau propriétaire, si la mutation est révélée à l'agent de perception par toute autre voie ou moyen. Le nouveau propriétaire sera, du reste, tenu, au moment de son acquisition, de s'assurer que son vendeur s'est libéré de l'impôt de la caroube, en ce qui concerne l'immeu-

ble, objet de la vente, et, s'il y a lieu, de retenir sur son prix le montant de la somme restant due, sous peine d'en devenir personnellement débiteur. Dans tous les cas, le gouvernement aura privilège avant tout autre sur les revenus des propriétés imposées pour le paiement des taxes et amendes dont il faudrait poursuivre le recouvrement.

Art. 12. — L'impôt de la caroube ne pourra pas être réclamé pour les immeubles bâtis ou les appartements formant une habitation distincte et séparée faisant partie de ces immeubles, qui seront reconnus inoccupés au moment du recensement et que le propriétaire aura déclaré ne pas être loués. Toutefois, il sera conservé un relevé de ces immeubles ou appartements qui permettra à une commission de recensement, composée de trois membres : le délégué du conseil municipal ou le khalifa, président, le cheik de la ville ou du quartier recensé, l'agent du conseil d'administration ou le délégué du comité exécutif, secrétaire, de vérifier chaque année si la situation est restée la même. A cette sous commission s'adjoindra, au besoin, le délégué du consul. En cas de partage, la voix du président emportera la majorité. Un rôle supplémentaire sera établi, s'il y a lieu, à la suite de ces vérifications annuelles. Ce rôle supplémentaire, après avoir été arrêté, rendu exécutoire et déposé dans les conditions prévues par l'article 8, produira tous les effets du rôle principal, dont il fera partie tant que ce rôle principal continuera à être suivi. Toutes les réclamations qui seront faites contre ce rôle supplémentaire, dans les délais et formes prescrits par les articles 7 et 8, seront instruites par le conseil d'administration ou par le comité exécutif ou son délégué, et jugées par la commission de revision.

Art. 13. — Ne sont point soumis à l'impôt de la caroube :

1° Les bâtiments affectés au culte ;

2° Nos palais et ceux des membres de notre famille jouissant d'une liste civile, à l'exception toutefois des propriétés de rapport pouvant leur appartenir et des maisons d'habitation appartenant aux maris des princesses ;

3° Tous les édifices affectés à l'installation des divers services publics et les bureaux des fonctionnaires et employés publics ;

4° Les consulats ;

5° Les hôpitaux ;

6° Les parties des bâtiments qui servent aux élèves dans les maisons d'éducation et d'instruction ;

7° Les parties des gares qui ne sont pas affectées au logement du personnel et des employés.

L'impôt de la caroube sur les loyers étant à la charge des propriétaires, les exemptions ci-dessus spécifiées ne pourront être accordées qu'autant que les bâtiments affectés aux usages qu'elles prévoient ne seront pas loués ou appartiendront à l'Etat.

Art. 14. — Le propriétaire d'un immeuble affermé ou occupé au commencement d'une année doit l'impôt pour l'année entière.

Art. 15 — Lorsqu'un contribuable viendra à décéder dans le courant de l'année, les héritiers et usufruitiers seront tenus d'acquitter le montant de l'impôt.

Art. 16 — Le gouvernement aura privilège pour le paiement de l'impôt de la caroube sur le prix de la vente du mobilier de ses débiteurs.

Art. 17 — Si une location ou une occupation vient à cesser dans le courant d'une année et qu'un nouveau rôle de recensement ne doit pas être mis en recouvrement, conformément à l'article 7 du présent décret, au commencement de l'année suivante, le propriétaire pourra se soustraire au paiement de la caroube pendant l'année suivante, en faisant, avant le commencement de cette année, entre les mains de l'agent de perception qui lui en délivrera récépissé, une déclaration de cessation de bail ou d'occupation.

A défaut de cette déclaration, l'impôt sera exigé pour toute cette année. Toutes les déclarations faites en conformité de cet article seront communiquées à la sous-commission chargée chaque année de vérifier les immeubles déclarés non loués ou inoccupés, qui décidera si les articles primitifs des rôles devront ou non être maintenus.

Art. 18. — Toute maison nouvelle, construite dans l'intervalle qui s'écoulera entre deux recensements, ne sera pas soumise à l'impôt de la caroube pendant deux ans. Le délai commencera à courir à partir de la mise en recouvremnt de la taxe afférente à l'année qui suivra immédiatement l'achèvement de la construction. Il n'y aura pas à tenir compte de ce délai en cas de nouveau recensement, quand bien même le propriétaire en aurait déjà bénéficié en partie. La sous-commission dont il est parlé à l'article 12 est chargée de comprendre, le cas échéant, les constructions nouvelles sur le rôle supplémentaire de recensement, après l'expiration du délai de deux années.

Art. 19. — Il n'est rien innové en ce qui concerne le paiement de la taxe sur les cafés et le mode d'assiette de l'impôt sur les loyers

dans les villes ou localités autres que celles soumises à un recensement par le présent décret.

Art. 20. — Toutes les dispositions de lois et décrets antérieurs, qui ne sont pas contraires au présent, continueront d'être en vigueur.

8 novembre 1887 (22 sfar 1305)

Décret réglementant l'établissement des rôles de la caroube sur la valeur locative

Article premier. — L'impôt de la caroube est perçu pour le compte du gouvernement ou pour le compte des communes auxquelles il a été ou sera concédé par décret.

Art. 2. — La commission de recensement instituée par les articles 5 du décret du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873 et 6 du décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882 sera composée ainsi qu'il suit, savoir :

1° Dans les localités érigées en communes :

Du président de la municipalité ou du vice-président, délégué, *président;*

Du receveur municipal ou de son délégué, *secrétaire*;

D'un conseiller municipal européen et d'un conseiller indigène désignés par le conseil municipal ; du cheik du quartier de la ville soumis aux opérations de recensement, *membres.*

2° Dans la banlieue de Tunis, à Monastir et à Kairouan :

Du gouverneur ou de son délégué, *président*;

D'un agent délégué par le directeur des contributions diverses, *secrétaire;*

De deux notables désignés par notre premier ministre; du cheik du quartier ou du territoire recensé, *membres.*

La commission de recensement pourra se partager en sous-commissions qui seront chargées des opérations dans un quartier ou section de quartier. Des membres adjoints aux sous-commissions pourront être nommés avec voix consultative par notre premier ministre. La commission pourra s'adjoindre également, si elle le juge convenable, un ou plusieurs experts estimateurs, un ou plusieurs notaires.

Les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 3. — Les articles 7 et 8 du décret du 21 redjeb 1229-7 juin 1882 sont modifiés de la manière suivante :

« Art. 7. — La commission de recensement arrêtera les rôles qui seront rendus exécutoires par nous.

« Le rôle sera dressé en double expédition.

« L'une de ces expéditions servira de titre de recouvrement.

« La seconde sera déposée, suivant le cas, au siège de la municipalité ou entre les mains du gouverneur.

« Les deux expéditions seront communiquées aux intéressés à toute réquisition, sans déplacement, pendant la période quinquennale.

« Avis du dépôt du rôle est donné au public par voie d'affiches et, au besoin, par annonces faites dans les marchés et lieux publics. L'exécution de cette prescription et la date de l'avis sont constatés par procès-verbal régulier du président de la municipalité ou du gouverneur.

« Art. 8. — Tout contribuable européen, ou protégé d'une puissance européenne qui se prétendra mal imposé aura le droit de se pourvoir en décharge ou réduction de cote devant le juge de paix du lieu de situation de l'immeuble ou devant le magistrat qui en remplit les fonctions.

« Tout contribuable indigène qui se trouvera dans le même cas devra s'adresser à la section des affaires civiles de l'ouzara.

« Les demandes en décharge ou réduction de cote devront être introduites dans un délai de trois mois à compter de l'avis de dépôt du rôle et être accompagnées de la quittance des termes échus.

« Faute de l'accomplissement de ces deux conditions, la demande sera déclarée non recevable.

« Le juge de paix et le tribunal de l'ouzara statueront en dernier ressort et sans qu'il puisse y avoir lieu à appel ou à un pourvoi devant un autre tribunal, sur les demandes en décharge ou en réduction qui leur sont soumises, ainsi que sur toutes les réclamations de quelque nature qu'elles soient relatives au recouvrement de l'impôt de la caroube sur les loyers.

« Ils seront également compétents pour statuer dans les mêmes conditions sur les affaires de même nature qui pourront leur être présentées et qui seront relatives aux taxes non perçues résultant des rôles des années antérieures.

« Les rôles seront rectifiés, s'il y a lieu, en conformité de la décision du tribunal.

« Le juge de paix et la section des affaires civiles de l'ouzara seront également compétents pour prononcer en dernier ressort et sans appel ou pourvoi, l'amende prévue à l'article 5 du décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882. »

Art. 4. — La commission de recensement

établie par l'article 2 du présent décret sera chargée, au lieu et place de la sous-commission instituée par l'article 12 du décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882, de l'établissement des rôles supplémentaires dans les conditions prévues par les articles 12 et 18 dudit décret.

Les rôles supplémentaires seront établis, arrêtés, rendus exécutoires et déposés, et les réclamations, s'il y a lieu, seront jugées en conformité des dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Les communes auront droit, pour le recouvrement de l'impôt de la caroube, à l'exercice du privilège accordé au gouvernement par les articles 11 et 16 du décret du 21 redjeb 1299 (7 juin 1882).

Art. 6. — Les décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire au présent décret.

Cautionnements

2 janvier 1887 (7 rabia-ettani 1304)

Décret relatif aux cautionnements des comptables des administrations financières (1)

Article premier. — A l'avenir, aucun préposé comptable ne pourra être installé dans l'emploi dont il aura été pourvu qu'après avoir justifié du versement du cautionnement auquel il est assujetti en raison de cet emploi.

Art. 2. — Les cautionnements des comptables de tout ordre, de la direction des finances, de la direction des contributions diverses et de la direction des douanes et généralement de tous les comptables de l'Etat assujettis à un cautionnement, sont déposés à la recette générale des finances.

Ils sont constitués, au choix des comptables, en numéraire d'or ou en obligations de la Dette générale tunisienne 4 0/0 (2), valeur au pair de 500 francs.

Les cautionnements constitués en numéraire ne rapportent pas d'intérêts. Ils peuvent, à la volonté des titulaires, être convertis en obligations 4 0/0.

Art. 3. — Le cautionnement, en quelque valeur qu'il soit constitué, peut être fait en tout ou partie au moyen de numéraire ou d'obligations tunisiennes appartenant à des tiers; il est affecté :

Par premier privilège, à la garantie de tous les faits résultant des diverses gestions dont le comptable pourra être chargé par la même administration, quel que soit le lieu où il exercera ou aura exercé ses fonctions; cette affectation ne cesse que lorsque le comptable a reçu décharge définitive de toutes ses gestions;

Par un second privilège ne pouvant s'exercer qu'après celui du Trésor public, au remboursement des fonds prêtés ou au retrait des obligations déposées par des tiers pour tout ou partie du cautionnement.

Les droits et actions des tiers créanciers ordinaires ne produiront effet qu'à partir du jour où le comptable aura cessé les fonctions pour lesquels il est assujetti au cautionnement et aura reçu sa décharge définitive, et seulement sur la partie du cautionnement qui restera disponible après l'exercice intégral du privilège du Trésor public.

Art. 4. — Les réclamants, aux termes de l'article précédent, seront admis à faire sur le cautionnement des oppositions motivées. Sous peine de ne pouvoir être opposées au Trésor, ces oppositions seront faites par le ministère des huissiers à la recette générale des finances où l'original y restera déposé pendant vingt-quatre heures pour y être visé.

Art. 5. — La constitution du cautionnement dans les formes établies par les articles 8 et 9 ci-après, emporte opposition par le Trésor public aux fins de conservation de son privilège pour le rang et la durée réglés à l'article 3.

A toute décision du directeur des finances fixant le débet du comptable envers le Trésor et en ordonnant le prélèvement sur le cautionnement, sont attachés les effets du jugement en dernier ressort passé en force de chose jugée.

Art. 6. — La déclaration dans l'acte constitutif et de dépôt prévu par l'article 9 ci-après au profit des prêteurs de fonds ou propriétaires des valeurs du cautionnement tiendra également lieu d'opposition pour leur assurer l'effet du privilège de second ordre admis par l'article 3.

Art. 7. — L'opposition signifiée par le ministère d'un huissier à la recette générale postérieurement à l'acte constitutif et de dépôt du cautionnement pour conservation du privilège de second ordre, ne sera valable à cette fin :

1° Que si les fonds ou valeurs affectés au cautionnement ne sont grevés d'aucune opposition autre que celle de plein droit mentionnée en l'article 5, ce qui sera suffisamment établi par le certificat du receveur général inscrit en même temps que son visa sur l'original de l'exploit;

(1) V. aussi décret du 14 juin 1881 (12 ramadan 1303), chap. II, sous le mot : Immeubles.

(2) Aujourd'hui 3 0/0.

2° Que si elle appuyée d'une déclaration conforme au modèle n° 1 annexé au présent décret, et passé, selon le cas, devant notaire ou devant l'autorité consulaire.

La déclaration, quand elle n'est pas établie en langue française, est appuyée d'une traduction intégrale en cette langue, dûment certifiée par un interprète juré près le tribunal français de première instance de Tunis, et dont la signature est légalisée par le président de ce tribunal.

En outre de la déclaration qui précède et qui est retenue par le receveur général, l'opposition est appuyée de l'original, remis au comptable, de l'acte constitutif et de dépôt du cautionnement ; cet original est restitué par le receveur général après y avoir mentionné, quand il y a lieu, la déclaration du privilège de second ordre au moyen d'un certificat conforme au modèle n° 2 annexé au présent décret, lequel certificat est reproduit sur le double conservé dans ses archives.

Faute d'une des conditions mises à la validité de l'opposition conservatrice du privilège de second ordre, l'attributaire de ce privilège n'aura de recours contre le cautionnement que comme créancier ordinaire.

L'opposition, admise comme valable pour la conservation du privilège de second ordre, produit effet, sans renouvellement, pour toute la durée du cautionnement.

Art. 8. — L'acte constitutif et de dépôt du cautionnement est dressé contradictoirement entre le receveur général des finances et le comptable ou le porteur de sa procuration en due forme.

Il est établi en deux originaux dont un, pour le receveur général, est rédigé sur un registre coté et paraphé par le directeur des finances, qui sera tenu à la recette générale pour l'inscription successive de tous cautionnements y déposés. La procuration du comptable sera, le cas échéant, conservée par le receveur général pour être représentée chaque fois qu'il sera nécessaire. Le second original remis au comptable porte la mention de sa destination.

L'acte contient élection de domicile par le comptable au bureau où il doit exercer ses fonctions, avec déclaration que ce domicile sera de plein droit transféré dans chacun des bureaux auxquels il sera nommé par la suite et que, lors de la cessation des fonctions, il demeurera fixé au bureau de la dernière gestion.

L'acte vise la lettre de service fixant le cautionnement du comptable et que celui-ci doit, à cet effet, représenter au receveur général.

Il indique la nature des fonds en lesquels le cautionnement est constitué, et, en cas de constitution en obligation de la dette 4 0/0, il énonce en lettres les numéros des obligations déposées.

L'acte contient affectation spéciale des fonds et obligations, en nantissement pour celles-ci, à la garantie par premier privilège de la gestion du comptable envers le Trésor public pour toute la durée des fonctions, quels que soient les bureaux ou emplois auxquels ledit comptable pourra être nommé par la suite. Il stipule d'ailleurs que l'affectation ne cessera que lorsque le comptable aura reçu sa décharge définitive.

Si le cautionnement est constitué en obligations de la dette 4 0/0, l'acte confère au receveur général le pouvoir spécial, irrévocable jusqu'à complet apurement des comptes, de vendre les obligations déposées et l'autorisation d'en imputer la valeur à due concurrence sur le montant de tout débet en principal, intérêts et frais, qui lui sera notifié par le directeur des finances. Si le cautionnement est constitué en numéraire, pareil pouvoir est donné au receveur général pour en imputer, le cas échéant, la valeur dans les mêmes conditions.

Art. 9. — Lorsque les fonds ou obligations affectés au cautionnement sont déposés par une personne autre que le comptable et qui, avec l'adhésion de celui-ci, s'en déclare propriétaire, il est fait mention, dans l'acte de l'intervention, de la déclaration et de l'élection de domicile de ce tiers, qui prend personnellement les engagements exigés du comptable par l'article précédent. Cette mention confère audit tiers le privilège de second ordre institué par l'article 3 du présent décret ; elle emporte, dans les termes de l'article 6, opposition pour toute la durée du cautionnement.

Si le tiers intervenant n'est déclaré propriétaire que d'une partie des fonds ou obligations déposés, l'acte le spécifie. Il désigne, en outre, par leurs numéros, les obligations grevées du privilège de second ordre. Dans ce cas, si la réalisation prévue au dernier paragraphe de l'article précédent n'est que d'une partie du cautionnement, les obligations déposées par le comptable seront vendues les premières. Dans la même hypothèse, si le cautionnement est constitué en numéraire, les prélèvements s'imputeront de plein droit, en première ligne, sur la portion non affectée du privilège de second ordre.

Ce privilège ne peut être conféré à plusieurs personnes intervenant simultanément que

quand elles se déclarent co-propriétaires des fonds ou obligations déposés par elles. Elles doivent, en outre, prendre solidairement les engagements personnels exigés pour la garantie du Trésor et renoncer à toute division quant à l'imputation ultérieure des prélèvements de débets liquidés à la charge du comptable.

La disposition qui précède sera applicable aux attributaires du privilège de second ordre à reconnaître postérieurement dans les conditions de l'article 7 du présent décret.

Art. 10. — Il est procédé ainsi qu'il est prescrit aux articles précédents lorsque, en cas de mutation ou par suite du prélèvement d'un débet, le comptable est astreint au dépôt d'un cautionnement supplémentaire. L'acte de ce cautionnement se réfère, en outre, au précédent en marge duquel il en est fait mention sur le registre de la recette générale. Le double original de ce nouvel acte, destiné au comptable ou à sa caution, est écrit à la suite de celui de la même destination dressé pour la constatation du dépôt du cautionnement originaire.

Il sera procédé de même dans le cas de transformation prévu par l'article 2 du présent décret.

Art. 11. — Les actes de dépôt de cautionnements auxquels le receveur général a concouru dans les conditions des articles précédents, sont réputés authentiques et font foi, jusqu'à inscription de faux, de leur contenu, de leur date et de leur signature.

En cas de perte des originaux par eux retenus, les comptables ou leurs cautions qui voudront obtenir des duplicata conformes à ceux conservés à la recette générale devront en faire la demande par écrit au receveur général.

Cette demande sera appuyée d'une déclaration de perte reçue par l'autorité administrative ou consulaire de la circonscription du déclarant.

Tous duplicata ainsi délivrés par le receveur général seront suivis de la mention des oppositions ou de privilèges de second ordre dont les cautionnements se trouvent grevés.

Mention de leur délivrance sera faite sur les originaux conservés à la recette générale.

Art. 12. — Lorsque le cautionnement est constitué en obligations de la Dette 4 0/0, les coupons sont détachés aux échéances par le receveur général des finances, qui les remet, contre décharge, au comptable ou, suivant le cas, au titulaire du privilège de second ordre ou au porteur de leur procuration en due forme.

Art. 13. — La demande en restitution du cautionnement, lorsque l'affectation a cessé, est présentée par écrit, soit par le comptable ou le titulaire du privilège de second ordre, soit par leurs ayants droit, au chef de l'administration à laquelle appartient le comptable.

La restitution, quand il y a lieu, est autorisée par le directeur des finances, à la charge des oppositions dont le cautionnement peut être grevé, sur la production de l'original de l'acte de dépôt retenu par le comptable, ainsi, le cas échéant, que celui délivré à la caution.

Quand le titulaire, comptable ou caution, est décédé ou interdit, ses héritiers ou ayants droit produisent, en outre, un certificat ou un acte de notoriété contenant les noms, prénoms et domiciles des héritiers ou ayants droit, la qualité en laquelle ils procèdent ou possèdent, l'indication de leurs portions dans le cautionnement à rembourser et l'époque de leur jouissance.

Ce certificat, quand le titulaire du cautionnement n'est pas de nationalité tunisienne, est délivré par le notaire ou chancelier de consulat détenteur de la minute lorsqu'il y a eu inventaire ou partage par acte public, ou transmission gratuite à titre entre vifs ou par testament. Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation d'au moins deux témoins, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique. Si la propriété est constatée par jugement, le greffier dépositaire de la minute délivrera le certificat.

Ces certificats, conformes aux modèles annexés sous le nº 3 du présent décret, sont légalisés, savoir : ceux des notaires ou chanceliers de consulat, par leurs consuls; ceux du greffier, par le président.

Les certificats établis en pays étrangers seront en forme authentique et visés, pour certification de leur authenticité, par le consul, à Tunis, de la nation.

A l'égard des titulaires de nationalité tunisienne, la dévolution des cautionnements sera établie par jugement ou ordonnance du cadi, légalisé conformément au décret du 30 redjeb 1303-4 mai 1886.

Tout certificat non établi en langue française est appuyé d'une traduction intégrale en cette langue, dûment certifiée par un interprète juré près le tribunal français de première instance de Tunis, et dont la signature est légalisée par le président de ce tribunal.

Art. 14. — Par dérogation à l'article 2 du présent décret, le cautionnement du receveur général des finances est constitué, à l'exclu-

sion du numéraire, en obligations de la Dette générale tunisienne 4 0/0, valeur au pair de 500 fr., et déposé à la caisse centrale du Trésor public, à Paris (1).

L'acte constitutif et de dépôt est dressé contradictoirement entre le directeur des finances et le receveur général et, s'il y a lieu, les tiers propriétaires des titres, dans les formes indiquées aux articles 8, 9 et 10 du présent décret. Il est fait en double original.

Une expédition authentique en est délivrée par le directeur des finances pour être adressée à la caisse centrale du Trésor public français. Le récépissé de dépôt délivré par cette caisse demeure annexé à l'original de la direction des finances.

Les dispositions de l'article 11 du présent décret sont applicables à l'acte ainsi reçu par le directeur des finances; les attributions que ce dernier article délègue au receveur général pour la délivrance du duplicata sont, en ce cas, dévolues au directeur des finances sous les mêmes conditions.

C'est également le directeur des finances qui exerce, dans ce cas, les attributions dévolues au receveur général, en vertu des articles précédents, pour la réception des oppositions et la reconnaissance du privilège de second ordre. Toute opposition ou signification concernant le cautionnement du receveur général, faite à d'autres que le directeur des finances, ou autrement que dans les formes prescrites par les articles précédents, sera sans effet à l'égard de notre Trésor public ou du dépositaire.

L'acte stipule l'affectation dans les termes des articles 3 et 5 du présent décret. Il confère, en outre, expressément au fonctionnaire préposé à la caisse centrale du Trésor public français les pouvoirs prévus au dernier paragraphe de l'article 8, quant à la réalisation du gage.

Tous les frais de dépôt, de garde ou autres sont à la charge du receveur général, de même que les frais et risques de la transmission des fonds ou valeurs à la caisse centrale du Trésor public français.

Les conditions du détachement des coupons des obligations comprises dans le cautionnement sont réglées d'un commun accord entre le receveur général, le directeur des finances et le Trésor français.

Sont, au surplus, applicables au cautionnement du receveur général les dispositions de ce décret auxquelles il n'est pas dérogé par le présent article.

(1) Modifié par le décret du 15 juillet 1888 (6 kâda 1305).

Art. 15. — La quotité du cautionnement a pour base la moyenne des recettes de toute nature des cinq années antérieures à la nomination, en déduisant la plus forte et la plus faible, et en prenant le tiers des autres. Elle est réglée à chaque mutation suivant les bases ci-après :

POUR UNE RECETTE MOYENNE DE					
Piastres				Piastres	Francs
10.000 et au dessous				850	500
10.001	à	50.000	P.	1.675	1.000
50.001	à	100.000	—	2.500	1.500
100.001	à	200.000	—	3.350	2.000
200.001	à	300.000	—	4.175	2.500
300.001	à	500.000	—	5.000	3.000
500.001	à	1.000.000	—	6.675	4.000
1.000.001	à	2.000.000	—	8 350	5.000
2.000.001	à	3.000.000	—	10.000	6.000
3.000.001	à	4.000.000	—	11.675	7.000
4.000.001	à	5.000.000	—	13.350	8.000
5.000.001	à	6.000.000	—	15.000	9.000
6.000.001	et au-dessus			16.675	10.000

Art. 16. — Transitoirement, et jusqu'à ce que, par l'expiration d'un délai de cinq années à compter du 13 octobre 1884, la quotité des cautionnements puisse être fixée conformément à l'article précédent, ces cautionnements seront fixés de la manière suivante :

Pour la première fois et pendant l'année financière commencée le 13 octobre 1886, sur la base des recettes des deux années précédentes ;

Pendant les deux années suivantes, d'après la moyenne des recettes des trois ou quatre années précédentes, sans déduction d'aucune d'elles.

Il sera procédé de la même manière pour la fixation transitoire des cautionnements des titulaires d'emplois comptables qui pourront être créés par la suite. Pour la première fois, en attendant qu'il se soit écoulé une année de l'ouverture du bureau, la quotité du cautionnement sera fixée d'après l'évaluation du montant présumé des recettes d'une année.

Les cinq années de la période transitoire courront de la première date du 13 octobre pendant laquelle le bureau se sera trouvé ouvert.

Art. 17. — Les comptables actuellement en exercice devront justifier de la constitution de leurs cautionnements dans les deux mois de la notification des décisions qui en auront fixé les quotités.

Faute de cette justification dans le délai sus-indiqué, ils pourront être considérés comme démissionnaires.

Art. 18. — La base de fixation des cautionnements établie par les articles 15 et 16 n'est pas applicable, savoir :

Aux collecteurs des portes et des marchés pour chacun desquels le cautionnement sera invariablement de 100 francs ;

Au collecteur principal qui reçoit journellement dans une localité les versements des précédents à charge de reversement immédiat, et dont le cautionnement est, jnsqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, fixé à 300 francs ;

Au receveur général des finances, dont le cautionnement, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, est fixé à 180.000 francs.

Le cautionnement que le conservateur de la propriété foncière est appelé à fournir pour la garantie de sa gestion à l'égard des tiers, sera régi, quant à sa quotité, à sa constitution et à sa réalisation, par des dispositions spéciales.

Art. 19. — Les comptables actuellement en fonctions et qui appartenaient précédemment à l'ancienne administration des revenus concédés sont admis à affecter à due concurrence aux cautionnements prévus par les articles précédents ceux qu'ils ont déjà fournis en leurs précédentes qualités, pourvu toutefois qu'ils aient été constitués en fonds ou valeurs des natures énoncées en l'article 2 du présent décret et qu'ils ne soient grevés d'aucune opposition. La nouvelle affectation a lieu dans les formes établies par les articles précédents.

Art. 20. — Les comptables détachés temporairement des administrations françaises sont admis à comprendre dans les cautionnements prévus aux articles précédents ceux qu'ils ont fournis au Trésor français.

A la demande écrite de cette nouvelle affectation qu'ils présenteront au directeur des finances, ils joindront :

1° Le certificat d'inscription du cautionnement;

2° En attendant le certificat de libération définitive de leur administration, lorsqu'il ne pourra leur être délivré immédiatement un certificat de ladite administration établissant que provisoirement le cautionnement n'est grevé d'aucun débet ;

3° Un certificat de non-opposition délivré par le conservateur des oppositions au ministère des finances de France ;

4° Quand il y aura lieu, un certificat de non-opposition délivré par le greffier du tribunal civil de leur dernière résidence en France.

Ils auront, en outre, à justifier du consentement des bailleurs de fonds, lorsque les cautionnements seront grevés du privilège de second ordre.

Il est dérogé à l'article 4 du présent décret en ce que les oppositions pratiquées sur ces cautionnements ne seront valables qu'à la condition d'avoir été signifiées, au choix des intéressés, soit au directeur des finances à Tunis, soit au conservateur des oppositions au ministère des finances de France.

Sont, au surplus, applicables à ces cautionnements les dispositions de ce décret auxquelles il n'est pas dérogé par le présent article.

Art. 21. — Les comptables de l Etat autres que le receveur général, opèrent ainsi qu'il suit le versement de leurs recettes :

Les collecteurs et collecteurs principaux mentionnés en l'article 18, à la fin de chaque journée ;

Les autres comptables qui résident au lieu du versement, tous les cinq jours, et, en outre, chaque fois que l'encaisse atteint 5.000 piastres ; toutefois pour les receveurs principaux des contributions diverses et des douanes, un versement extraordinaire dans l'intervalle des cinq jours n'est obligatoire que lorsque l'encaisse atteint 20.000 piastres. Il est facultatif aux comptables et, suivant les circonstances, les instructions du directeur des finances peuvent leur prescrire d'opérer leurs versements à des intervalles plus rapprochés que ceux sus-indiqués.

Les comptables ne résidant pas au lieu du versement sont tenus de verser le montant de leurs recettes une fois chaque mois et plus souvent si les instructions du directeur des finances le prescrivent.

La prescription qui précède n'est pas applicable :

1° Aux receveurs particuliers des douanes, pour les fonds que le receveur principal les a autorisés à conserver dans leur caisse pour le paiement des traites émises en conformité de l'article 2 de l'arrêté sus-visé du 2 octobre 1884 ;

2° Aux receveurs particuliers des domaines, résidant aux frontières de terre et dont les recettes sont collectées, au cours de ses tournées, par l'inspecteur auquel il est enjoint d'en effectuer le versement sans délai chaque fois qu'il rentre à sa résidence.

Art. 22. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux caïds et cheiks de fractions préposés au recouvrement des impôts directs.

15 juillet 1888 (6 kâda 1305)

Décret sur le cautionnement du receveur général des finances

Article premier. — Par dérogation à l'article 14 du décret sus-visé du 7 rabia-ettani 1304 (2 janvier 1887), le cautionnement du receveur général des finances peut être constitué, en tout ou en partie, soit en obligations de la

Dette générale tunisienne 4 o/o, valeur au pair de 500 fr., soit en immeubles urbains bâtis, situés à Tunis et immatriculés conformément à la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885), soit en immeubles situés en France, ou en propriétés bâties dans les villes en Algérie.

Art. 2. — L'admission du cautionnement du receveur général des finances, lorsqu'il est, en tout ou partie, constitué en immeubles, est précédée d'une estimation des immeubles faite par des experts désignés, à la diligence du receveur général, par le président du tribunal, de la situation des biens.

Art. 3. — Tout immeuble bâti affecté au cautionnement du receveur général doit être assuré contre l'incendie par une compagnie d'assurances à primes fixes.

L'acte d'affectation contient l'engagement, par le propriétaire de l'immeuble, de maintenir cette assurance et de justifier du paiement des primes aux échéances pendant toute la durée de l'affectation.

Le constituant doit, en outre, par le même acte, céder et transporter au gouvernement tunisien, par préférence à lui-même, l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit en cas d'incendie et subroger ledit gouvernement à tous ses droits.

Ces cessions, transport et subrogation sont signifiés à l'assureur à la diligence et aux frais du receveur général.

Art. 4. — Le receveur général qui use de la faculté de constituer, en tout ou en partie, son cautionnement en immeubles, doit consentir ou faire consentir par sa caution une hypothèque sur ces immeubles au profit du gouvernement tunisien.

Sous réserve de la faculté de substituer d'autres valeurs au cautionnement et de faire ainsi cesser l'affectation, l'acte stipule que l'hypothèque ne peut être purgée tant que les immeubles sont affectés à la garantie de la gestion du receveur général.

Mention est également faite, dans l'acte d'affectation, de la faculté de remplacement et de désaffectation.

L'inscription de l'hypothèque est requise, dans les formes légales, au profit du gouvernement tunisien, à la diligence du receveur général.

Art. 5. — Le directeur des finances ou son délégué, représentera le gouvernement tunisien, toutes les fois qu'il sera nécessaire, dans tous les actes et pour l'accomplissement des formalités relatives à la constitution d'un cautionnement en immeubles, à son remplacement, à sa réception, et, s'il y a lieu, à sa réalisation ou à sa mainlevée.

Tout immeuble non admis par la décision du directeur des finances est remplacé par le receveur général dans le délai de deux mois de la notification qui lui est faite de cette décision.

Les frais de toute nature de ces actes et formalités resteront exclusivement à la charge du receveur général.

Art. 6. — Les dispositions des articles 4, paragraphe 2, et 7, paragraphes 1, 2 et 3, du décret du 12 ramadan 1303 (14 juin 1886) sur le cautionnement du conservateur de la propriété foncière, et de l'article 15 du même décret seront applicables au cautionnement en immeubles du receveur général.

Art. 7. — Toutes les dispositions du décret du 7 rabia-ettani 1304 (2 janvier 1887) auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret, sont expressément maintenues.

Chasse

12 mars 1884 (15 djoumadi-el-aoual 1301)

Décret sur la chasse des lièvres et des perdrix, modifié par le décret du 10 juillet 1894 (7 moharrem 1312).

Article premier. — La chasse, la vente, l'achat, le transport et le colportage des lièvres et perdrix sont prohibés depuis le 1er février jusqu'à une date qui sera fixée chaque année par notre premier ministre.

Art. 2. — Il est également interdit en tout temps de vendre, transporter, colporter ou détruire les œufs de perdrix.

Art. 3. — Ceux qui auront contrevenu au présent décret seront punis, outre la confiscation du gibier, d'une amende de 50 à 200 piastres et de six jours à deux mois de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 4. — Les peines déterminées par l'article précédent pourront être portées au double si le délinquant est en état de récidive.

Chaux et briques

16 octobre 1870 (20 redjeb 1287).

Décision ministérielle exemptant dans certains cas la chaux tafezza du droit sur la fabrication (adressée au président de la commission financière).

Nous avons reçu votre lettre en date du mois courant contenant la proposition du comité exécutif d'exempter la chaux dite tafezza du paiement du droit exigible, afin d'encourager les gens qui la fabriquent au nettoyage de la forêt d'oliviers et à l'enlèvement des

broussailles qui l'envahissent, en se servant de ces broussailles comme combustible pour la cuisson de leur chaux.

Cette proposition a été soumise au Bey qui l'a approuvée. En conséquence, Son Altesse vient de faire donner au directeur de la ghaba l'ordre d'informer les fabricants de la chaux de l'exemption du paiement du droit sur les produits de leur fabrication, sous les deux conditions ci-après :

1° La chaux tafezza ne pourra être fabriquée que dans les fours destinés à cet usage, construits dans le voisinage de la forêt d'oliviers, mais à une distance suffisante toutefois pour ne pas nuire aux arbres.

2° Les fours ne devront être chauffés qu'avec les broussailles et les arbustes qui poussent dans la forêt d'oliviers au détriment de la prospérité des arbres.

Le directeur de la ghaba délivrera à chaque fabricant de chaux tafezza, au moment où il aura établi son four, un permis stipulant les deux conditions ci-dessus, afin que celui-ci puisse le produire au fermier lorsqu'il voudra vendre le produit de son industrie.

Toute contravention à ces dispositions sera punie de la confiscation de la chaux au profit du Trésor.

Nous vous invitons à donner communication au fermier de l'impôt sur la chaux de ce qui précède afin de s'y conformer.

1er septembre 1884 (11 kâda 1301)

Décret sur la chaux et les briques fabriquées à Tunis et dans sa banlieue, modifié par le décret du 22 kâda 1304-11 août 1887.

. . . . . .

La banlieue de Tunis comprend : Hammam-Lif, Radès, le territoire de Mornag y compris le versant de Djebel Ressas du côté de Mornag, le territoire de la Mohamedia jusqu'à l'enchir Megharnia, Mornaghia, Sidi-el-Hattab, Bordj-el-Amri jusqu'à l'enchir El-Mess'adine, la Manouba, la Sebbala avec la rive droite de la Medjerda jusqu'à l'enchir Raouad, Chotrana, Djaffar, Soukra, Gammart, la Marsa, Sidi Bou-Saïd, la Malga, Douar-es-Chott, La Goulette, Sidi Daoud, l'Aouina, la Khadra, la Riana et Djebel Ahmar. A partir de la même époque et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le droit de fabrication sur les briques, tuiles et carreaux sera réduit à 8 pour cent de la valeur telle qu'elle aura été déterminée par les actes de vente, ou d'après le cours de la marchandise au jour de la vente. dûment justifié par la production d'un certificat délivré par les amins autorisés. Dans le cas où l'administration aurait des raisons de croire que le prix porté aux actes de vente est inférieur à la valeur vénale, elle pourra exiger la production d'un certificat des amins, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, et percevoir le droit sur le prix établi par ce certificat.

La chaux autre que celle dite keddal et les briques, tuiles et carreaux, et autres produits assimilables ne seront plus soumis à l'obligation de la vente sur le marché.

Le droit de fabrication sur la chaux dite keddal continuera à être perçu au marché sur le prix des enchères.

Toutefois la chaux dite keddal, achetée au marché, pourra être revendue partout ailleurs lorsque le vendeur justifiera de l'acquittement du droit de fabrication et se conformera aux dispositions du règlement qui aura été établi à ce sujet.

Art. 2. — Les établissements de fabrication seront ouverts, à toute réquisition, aux agents de l'administration ou à son représentant, appelés à y pénétrer pour l'exercice du contrôle et de la perception.

L'administration ou son représentant aura en outre le droit, s'il lui paraît nécessaire, d'installer dans l'établissement un gardien à poste fixe.

Art. 3. — Tout fabricant ou producteur sera tenu, avant d'allumer un four à chaux ou à briques, d'en faire la déclaration à l'employé chargé de la perception du droit, qui sera également avisé du jour et de l'heure fixés pour le défournement des briques, tuiles et carreaux. Ce dernier avis sera donné assez à temps pour que cet employé puisse se présenter ou se faire représenter à cette opération, afin d'établir, contradictoirement avec le fabricant, une situation qui servira de point de départ pour la constatation ultérieure de l'enlèvement des produits et pour l'acquittement des droits. Une situation des quantités existantes au 13 octobre 1884 sera établie contradictoirement entre le représentant de l'administration et le fabricant

Des récépissés détachés d'un registre à souche constateront l'accomplissement de ces déclarations. Ces récépissés seront représentés à toute réquisition.

Art. 4. — Aucun produit ne pourra être enlevé du lieu de fabrication qu'après l'acquittement des droits. Le Trésor aura privilège sur l'intégralité de la marchandise fabriquée pour laquelle le droit sera dû. L'entrée de la ville de Tunis sera interdite aux produits qui ne seront pas accompagnés d'un laissez-passer délivré par le percepteur.

Les gardiens aux portes conserveront ce laissez-passer.

Art. 5. — Toute quantité de chaux dite keddal, mise en vente à Tunis et dans les territoires prémentionnés, en dehors du marché, pour laquelle le vendeur ne justifiera pas du paiement du droit de fabrication, sera saisie et confisquée, et le contrevenant puni d'une amende qui ne pourra être moindre de 5 piastres ni supérieure à vingt.

Toute fausse énonciation du prix dans un acte de vente, lorsqu'elle sera prouvée, sera punie d'une amende égale au triple des droits frustrés, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 piastres. Le vendeur et l'acquéreur seront solidaires pour le paiement de cette amende et des frais.

Toute contravention aux dispositions des articles 2, 3 et 4 sera punie d'une amende de 300 piastres. Le contrevenant sera en outre condamné au paiement des droits exigibles sans qu'il puisse être admis aucun motif d'excuse, et dans le cas de fabrication clandestine ou d'enlèvement sans paiement des droits, les produits en contravention seront confisqués lorsqu'ils auront pu être saisis.

Art. 6. — Le présent décret ne s'applique pas aux droits établis sur la vente de la chaux et des briques dans l'intérieur de la Régence, droits confondus avec ceux connus sous le nom de mahsoulates qui continueront à être perçus d'après les lois, décrets, règlements et usages en vigueur.

Si des fabricants ou producteurs voulaient faire circuler, sur le territoire de Tunis et de sa banlieue, de la chaux, des briques, des tuiles, des carreaux et autres produits assimilables, fabriqués en dehors de ce territoire, ils ne pourraient le faire qu'après déclaration et paiement des droits de fabrication tels qu'ils sont établis pour Tunis. Toutefois, il sera, dans ce cas, tenu compte, lors de la liquidation du droit, de la taxe qui aurait déjà été régulièrement payée à l'agent des mahsoulates.

Tout envoi de chaux, de briques, tuiles et carreaux de cette provenance pour lequel le conducteur ne justifiera pas de la déclaration et du paiement des droits exigibles, par un laissez-passer délivré par l'agent percepteur de Tunis, sera saisi et confisqué ainsi que les moyens de transport et le contrevenant sera, en outre, condamné à une amende de 100 piastres et aux dépens.

Lorsque les quantités en circulation seront reconnues excéder celles qui auront été déclarées et pour lesquelles les droits auront été payés, l'excédent sera considéré comme circulant en contravention et tombant sous le coup des peines édictées par le paragraphe qui précède.

Art. 7. — Les contraventions seront constatées par tout agent assermenté appartenant aux administrations de l'Etat et régie des monopoles ou à la régie spéciale de la chaux et des briques, les agents de police, les gendarmes et autres agents publics. Les procès-verbaux seront dressés dans les conditions prescrites par notre décret du 13 chaoual 1301-6 août 1884.

Les agents qui auront constaté une fabrication ou une circulation clandestine ou une vente de chaux keddal en dehors du marché, dans le cas où cette vente est interdite, auront droit, après déduction de tous les frais, à la moitié de l'amende recouvrée et à la moitié du produit de la vente de la marchandise saisie et confisquée. Les ventes seront faites par les soins de l'administration.

En cas de refus du fabricant ou producteur de laisser pénétrer ou de laisser installer les agents de l'administration dans son établissement ou dans l'endroit où il fabrique, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 ci-dessus, ceux-ci devront requérir l'assistance du caïd ou de son délégué, d'un officier muuicipal ou d'un officier de police judiciaire qui constatera la contravention. En cas de récidive de la part du même fabricant dans le courant d'une année, la fermeture de l'étatablissement sera prononcée administrativement. Dans le cas de contravention au présent décret, si le contrevenant est Tunisien, il sera jugé par le tribunal de l'ouzara et la décision sera sans appel.

Si le contrevenant est justiciable des tribunaux français, les contraventions seront du ressort du juge de paix ou du tribunal de police correctionnelle suivant l'étendue de leur compétence et sauf appel.

8 juillet 1891 (2 hidjé 1308)

Décret relatif au droit de fabrication sur les briques, tuiles, carreaux et autres produits assimilables

Article premier. — A compter du 13 octobre 1891, les dispositions du décret du 11 kâda 1301, relatif au droit de fabrication sur les briques, tuiles, carreaux et autres produits assimilables, seront étendues à toute la Régence.

Moyennant le payement de ce droit de fabrication, uniformément fixé à 8 pour cent de la valeur, la circulation et la vente, sur les divers points de la Régence, des produits visés au paragraphe premier, ne pourront donner lieu, à partir du 13 octobre 1891, à la perception d'aucun nouveau droit.

Art. 2. — Le Directeur des finances est chargé, etc.

27 décembre 1894 (29 djoumadi-ettani 1312)

Article premier. — A partir du 1er janvier 1895 et jusqu'à ce qu'il en ait été disposé autrement, un droit de 8 pour cent sur la fabrication de la chaux sera perçu dans toute la Régence, savoir :

1° Sur un prix de 20 fr. par tonne de chaux hydraulique sans distinction entre la chaux en pierre et la chaux en poussière ;

2° Sur un prix de 14 fr. 40 par mètre cube de chaux en pierre, autre que la chaux hydraulique et que celle dite de keddal ;

3° Sur un prix de 4 fr. 20 par mètre cube de chaux en poussière dite zaouek ;

4° Sur le prix de 6 fr. 50 par mètre cube de chaux en poussière dite zaouek passée au blutoir.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Chemins de fer

7 mai 1884 (12 redjeb 1301)

Décret portant concession à la société de Mokta-el-Hadid des mines de fer de Tamera, Bouhiba et Oued-Bou-Zema, d'un chemin de fer de Sidi Haoual-el-Ouad, à la baie du cap Serrat et d'un port à y établir (N° 70, *Journal officiel tunisien*).

7 mai 1884 (12 redjeb 1301)

Décret portant concession à la société de Mokta-el-Hadid des mines des fer de Ras-er-Radjel, Bou-Lanague, Djebel-Bellif et Ganara ; d'un chemin de fer des Nefzaz à Tabarca et d'un port à Tabarca, (N° 70, *Journal officiel tunisien*).

6 juillet 1888 (25 chaoual 1305)

Décret approuvant les conventions relatives à la cession de la ligne Decauville, de Sousse à Kairouan, à la compagnie Bône-Guelma, et conventions annexées.

Article premier. — Sont approuvées les trois conventions ci-annexées, passées les 2 mai 1887 et 31 mars 1888, entre M. le directeur général des travaux publics de la Régence et la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma et prolongements, d'une part, et entre M. le général commandant la brigade de Tunisie et M. le directeur général des travaux publics, d'autre part, relatives à la cession par l'autorité militaire au gouvernement tunisien, et par ce dernier à la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, de la voie ferrée, système Decauville, de Sousse à Kairouan, et à l'exploitation provisoire par cette compagnie de ladite voie ferrée.

Art. 2. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter en vertu de ces conventions.

Art. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

12 août 1894

Loi française approuvant les diverses conventions relatives aux chemins de fer tunisiens et conventions annexeés (N° 67, *Journal officiel tunisien*).

10 septembre 1894 (10 rabia-el-aoual 1312)

Décret approuvant les conventions passées entre le directeur général des travaux publics et la compagnie Bône-Guelma relatives aux chemins de fer tunisiens.

Article premier. — Sont approuvées les conventions passées le 12 octobre 1892 entre le directeur général des travaux publics de la Régence et la compagnie du chemin de fer de Bône-Guelma et prolongements, portant concession en faveur de la compagnie des lignes de Djedeïda à Bizerte ; Tunis à Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fahs ; Sousse à Kairouan ; Sousse à Mokenine avec prolongement éventuel sur Sfax ; embranchement sur Nabeul de la ligne de Tunis à Sousse ; prolongement de la ligne de Tunis à Hammam-el-Lif sur Menzel Bou-Zelfa, avec prolongement éventuel sur Kélibia.

Art. 2. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter en vertu de cette convention.

Art. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

25 juin 1895 (2 moharrem 1313)

Décret approuvant l'accord intervenu le 19 octobre 1894 entre le directeur général des travaux publiques et la compagnie Bône-Guelma et prolongements, réglant les conditions d'exécution de la deuxième convention du 12 octobre 1892 relative aux lignes de Tunis au Cap-Bon et au Sahel (N° 29, *Journal officiel tunisien*).

Colportage

21 novembre 1894

Arrêté du premier ministre relatif à la délivrance des permis de colportage

Article unique. — Est ainsi modifié, à partir du 1er janvier 1895, notre arrêté du 2 novembre 1884, relatif aux autorisations de colportage :

Les autorisations exigés par l'article 7 du décret du 14 octobre 1884 (25 hidjé 1301) seront délivrées, à l'avenir, par les présidents des

municipalités, des commissions municipales et des commissions de voirie ou leurs délégués dans l'étendue de leur circonscription communale, et par nous dans les villes non érigées en communes.

Commerce (1)

12 mars 1884 (15 djoumadi-el-aoual 1301)

Décret relatif à la corporation des fabricants de chéchias

Article premier. — L'amin des chouachis et les dix assesseurs qui lui sont adjoints sont tenus de faire respecter les règlements qui régissent leur profession par tous les fabricants de chéchias sans exception.

Art. 2. — Dans le cas où le siège d'un des assesseurs deviendra vacant, l'amin et les autres assesseurs lui éliront un successeur. Cette élection sera soumise sans délai à la ratification de S. A. le Bey.

Art. 3. — Toute affaire litigieuse, entre chouachis, se rapportant à leur profession, sera portée devant l'amin qui la jugera avec les assesseurs ; la présence de huit assesseurs, au moins, est nécessaire pour la validité du jugement, qui sera rendu à la majorité des voix; en cas de partage la voix de l'amin est prépondérante.

En cas de difficultés dans l'exécution du jugement, l'amin en référera au ministère, en lui soumettant une expédition authentique dudit jugement.

Art. 4. — La marque de fabrique, dite nichan, appliquée sur les chéchias tunisiennes, étant destinée à les distinguer des chéchias de fabrication étrangère, toutes les chéchias importées sur lesquelles sera appliqué ledit nichan seront réputées contrefaites, et l'auteur de la fraude sera poursuivi pour contrefaçon.

Art. 5. — Les chéchias, de fabrication étrangère, portant le nichan tunisien, seront saisies à la douane. Cette disposition entrera en vigueur à dater du 15 ramadan 1301–8 juillet 1884.

Art. 6. — Les marchands de chéchias qui donneront frauduleusement le nom de chéchias tunisiennes aux produits de l'industrie étrangère, seront poursuivis comme il est dit à l'article 4.

Art. 7. — Les chouachis ne pourront se servir d'aucune marque de fabrique qu'autant qu'ils en auront eu l'autorisation de S. A. le Bey. Cette marque devra être déposée chez l'amin et ne sera appliquée que sur les chéchias tunisiennes.

(1) V. aussi : *Brevets d'invention et marques de fabrique.*

12 mars 1884 (15 djoumadi-el-aoual 1301)

Décret sur la composition et la compétence du tribunal de commerce tunisien

Article premier. — L'amin du commerce et les dix assesseurs qui lui sont adjoints sont tenus de statuer sur toutes les questions commerciales qui leur seront soumises.

Art. 2. — Dans le cas de vacance d'un siège d'assesseur, l'amin et les autres assesseurs lui éliront un successeur. Cette élection sera soumise sans délai à la ratification de S. A. le Bey.

Art. 3. — Toute affaire litigieuse entre commerçants sera portée devant l'amin, qui la jugera avec les assesseurs. La présence de huit assesseurs, au moins, est nécessaire pour la validité du jugement, qui sera rendu à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de l'amin est prépondérante. L'amin en référera pour l'exécution du jugement, en cas de difficultés, au ministère, en lui soumettant une expédition authentique dudit jugement.

Art. 4. — Les droits établis au profit du notaire du commerce lui reviendront en entier.

2 novembre 1884 (14 moharrem 1302)

Décret établissant le tarif des frais de protêt

Article unique. — L'amin du commerce percevra les droits suivants pour les protêts de lettres de change, billets, traites et en général tous effets de commerce qu'il sera appelé à faire.

1° Cinq piastres pour les premières mille piastres ou fraction de mille piastres ;

2° Quatre caroubes supplémentaires par cent piastres ou fraction de cent piastres en sus, jusques et y compris onze mille piastres ;

3° Quatre caroubes supplémentaires par mille piastres ou fraction de mille piastres en sus, sans que le total des droits puisse s'élever au-dessus de cinquante piastres.

26 septembre 1885 (17 hidjé 1302).

Arrêté du premier ministre fixant les attributions du cheik médina de Tunis.

Le cheik médina est l'intermédiaire entre les habitants de Tunis et le gouvernement; il nomme les cheiks de quartier.

Les amins des arts et manufactures et de l'agriculture sont nommés sur sa proposition et sont placés sous son autorité.

Il exerce son contrôle sur les arts et manufactures.

Il juge en dernier ressort, conformément aux lois et usages du pays, tous les différends qui surgissent en matière d'art.

Il est chargé de la saisie et de la vente des biens des faillis et de la répartition entre leurs créanciers, quelle que soit leur nationalité (1).

Il procède, sur l'ordre de l'ouzara, aux ventes judiciaires des propriétés des Tunisiens hypothéquées, soit au profit d'Européens (1), soit au profit des Tunisiens ; il veille à l'accomplissement des formalités prescrites par les lois à cet effet.

Telles sont les attributions conférées par S. A. le Bey au cheik médina de Tunis.

27 juillet 1886 (25 chaoual 1303)

Décret remettant à la chambre de commerce l'exploitation de six grues établies sur les quais de la marine à Tunis.

Article premier. — La chambre de commerce française de Tunis est autorisée à exploiter, à ses frais, risques et périls, sur les quais de la marine de Tunis, les six grues destinées au déchargement des bateaux, qui ont été établies aux frais de l'Etat et sont indiquées au plan annexé au présent décret, savoir :

1 Grue de six tonnes à l'extrémité du canal (côté de Tunis) ;

1 Grue de deux tonnes sur la place de l'ancienne douane ;

1 Grue d'une tonne sur le quai de l'ancienne douane ;

1 Grue de quatre tonnes sur le quai de la nouvelle douane ;

1 Grue d'une tonne sur le quai Est de la marine ;

1 Grue de 1,500 kilog. sur le même quai.

Art. 2. — Les grues ne pourront être déplacées sans l'autorisation de l'administration.

Elles devront constamment être entretenues en bon état par la chambre de commerce, qui sera responsable de toutes les dégradations commises sur les quais pour la réparation de ces apparaux.

Art. 3. — La présente autorisation ne pourra, à aucune époque, faire obstacle à la reconstruction ou à la réparation des quais au droit des grues.

La chambre de commerce sera alors tenue de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour les préserver de tout accident. Ces mesures seront telles qu'elles n'entraveront point les travaux de reconstruction ou de réparation et, dans aucun cas, l'administration ne sera responsable des avaries souffertes.

Art. 4. — Les grues au repos devront toujours être arrêtées de telle sorte qu'elles ne gênent point la circulation sur les quais ou les manœuvres de halage, ne forment pas obstacle au mouvement des barques et n'entravent point le service des voies ferrées établies ou à établir sur les quais.

Leurs abords seront tenus constamment propres aux frais de la chambre de commerce.

Art. 5. — Les grues ne pourront être employées à soulever un poids supérieur à celui qui est indiqué pour chacune d'elles à l'article premier.

Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs restera à la charge des personnes qui auront ainsi employé les grues.

Art. 6. — Les consignataires, capitaines ou autres qui feront usage des grues fourniront les hommes et les cordages nécessaires à leur mise en œuvre ; ils seront responsables des détériorations provenant de leur fait.

Art. 7. — Les barques dont le chargement ou le déchargement devra être effectué au moyen des grues ne pourront prendre place au quai qu'en vertu d'une autorisation délivrée par l'officier de port. Le placement de ces barques se fera d'après les numéros d'ordre des déclarations.

Art. 8. — Les barques qui ne voudront pas ou ne voudront plus se servir des grues, au droit desquelles elles seront amarrées, devront quitter leur place à la première réquisition de l'officier de port, s'il se présente des bateaux voulant faire usage des grues.

Art. 9. — Les barques se servant des grues resteront soumises à toutes les prescriptions du décret du 26 mai 1884-1er chaban 1301 portant règlement de police des quais et apponte-ments de la Régence. Le temps accordé pour le chargement et le déchargement est fixé par l'officier de port.

Art. 10. — La grue de 1,500 kilog, située sur le quai Est, étant spécialement destinée au débarquement des vins, ne pourra être employée à d'autres usages que sur l'autorisation de l'officier de port.

Art. 11. — La chambre de commerce est autorisée à percevoir à son profit, sur toutes les marchandises chargées ou déchargées au moyen des grues, un droit de :

(1) Le règlement des faillites, lorsqu'il s'agit d'Européens, où la vente de biens hypothéqués au profit de ceux-ci se poursuit devant les juridictions françaises.

par colis pesant jusqu'à 500 k. 0 p. 50 la tonne.
— de 501 à 1,000 — 1 — —
— de 1,001 à 2,000 — 2 50 —
— de 2,001 à 4,000 — 5 — —
— de 4,001 à 6,000 — 10 — —

Art. 12. — Le tarif stipulé à l'article 11 pourra être abaissé par la chambre de commerce.

Les taxes abaissées devront être homologuées et rendues exécutoires par arrêté du directeur général des travaux publics et portées à la connaissance du public par voie d'affiches.

Elles ne pourront être relevées qu'après un délai d'une année et, après un avertissement préalable d'au moins trois mois, rendu public par des affiches.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à une ou plusieurs personnes une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Art. 13. — L'administration se réserve, pour les opérations qui intéressent les services publics, le droit de faire gratuitement usage des grues faisant l'objet de la concession, et ce, nonobstant toute inscription antérieure, sans pouvoir toutefois, si ce n'est dans le cas d'extrême urgence, interrompre un chargement ou un déchargement commencé.

Art. 14. — La concession des droits indiqués au présent décret est faite en faveur de la chambre de commerce, pour une période de cinq années grégoriennes, qui commencera à courir le 1er août 1886, mais l'administration se réserve le droit de supprimer, à toute époque et sans que la chambre de commerce puisse réclamer d'indemnité, une ou plusieurs grues, si elle juge cette suppression nécessaire ou utile à l'intérêt public.

Art. 15. — La chambre de commerce paiera au gouvernement tunisien, pour location de chacune des grues, une redevance annuelle de cinq piastres par appareil.

Art. 16. — A l'expiration de la concession, tous les apparaux devront être remis à l'administration en bon état d'entretien.

Art. 17. — L'administration se réserve le droit d'établir pour son usage, sur les quais de la marine de Tunis, toutes espèces de machines ou apparaux de la nature de ceux stipulés dans le présent décret, et aussi de concéder l'établissement ou l'exploitation d'autres machines de cette nature, sans que la chambre de commerce puisse prétendre à aucune indemnité.

Chambre de commerce

19 mars 1892

Arrêté résidentiel sur la constitution d'une chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie (1).

Nous, Ministre Résident général de la République française,

Considérant qu'il importe de donner une représentation distincte aux intérêts commerciaux et industriels français dans la partie nord de la Tunisie,

ARRÊTONS :

Article premier. — Il est créé une chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie comprenant les contrôles de Tunis, la Goulette, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, le Kef, Nabeul, Maktar, et le territoire du commandement militaire d'Aïn-Draham.

Cette chambre de commerce a son siège à Tunis.

Elle se compose de douze membres.

Art. 2. — La chambre de commerce de Tunis est élue par un corps électoral composé des personnes suivantes :

Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français ;

Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industrie françaises;

Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins et domiciliés depuis six mois au moins dans la partie nord de la Tunisie.

Ne peuvent être portés sur la liste électorale :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du code pénal et aux articles 596 et 597 du code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule.

Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription

(1) Il existait déjà à cette époque une chambre de commerce pour toute la Régence qui avait été créée par un arrêté du 23 juin 1885.

ils désirent voter et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque contrôle par une commission composée du contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français, de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Dans les territoires de commandement militaire, la commission est composée du commandant du cercle et de deux colons français désignés par le Résident général.

Il devra être procédé à une revision de la liste des électeurs six semaines au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment, ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Tunis et composée:

1° du juge de paix le plus ancien de Tunis, président;

2° du contrôleur civil suppléant;

3° de trois membres de la colonie française désignés par le Résident général et pris parmi les membres de la conférence consultative.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue sans frais ni formes de procédure dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel les reclamations peuvent être produites.

La décision sera transmise au contrôleur civil ou au commandant de territoire militaire et notifiée par leurs soins à l'intéressé.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2 et âgés de 30 ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la chambre.

Art. 10. — Le vote a lieu dans le local du contrôle civil ou du commandement militaire, sous la présidence du contrôleur civil ou du commandant militaire, ou de leur délégué, assisté de deux électeurs, qui seront le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonction de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever dans le cours des opérations électorales.

Dans les contrôles où il existe une annexe, les électeurs domiciliés dans l'annexe pourront voter dans le local de la suppléance du contrôle civil, dans les mêmes conditions qu'au contrôle civil même.

Art. 11. — Les membres de la chambre de commerce sont élus au scrutin de liste.

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés, et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à 8 heures du matin et clos à 2 heures de l'après-midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin, par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire.

Art. 12. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées, soit dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale dans le délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général. Les commandants militaires lui feront parvenir celles dont ils seront saisis, par l'intermédiaire du général commandant le corps d'occupation.

Ils est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Art. 13. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours, à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 14. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 15. — Les membres de la chambre de commerce sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans et toujours rééligibles.

Les élections pour les renouvellements ont lieu dans le courant de janvier et les électeurs sont convoqués au moins trois semaines à l'avance. Un tirage au sort, effectué par les soins de la chambre, déterminera, pour la première fois, les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes.

Il est pourvu aux vacances accidentelles à chaque élection pour le renouvellement par tiers. Les membres élus pour remplir ces vacances ne restent en charge que le temps pendant lequel les membres qu'ils remplacent devaient y rester.

La chambre de commerce peut désigner, dans la partie nord de la Régence de Tunis, des membres correspondants dont le nombre ne devra pas dépasser six. Les membres correspondants peuvent assister aux délibérations de la chambre, mais avec voix consultative seulement.

Art. 16. — La chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ces nominations seront faites à la majorité absolue.

Si des élections de renouvellement ont lieu, le bureau de la chambre n'est nommé qu'après ces élections.

Art. 17. - La chambre de commerce a pour attribution :

1° De donner au gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts industriels et commerciaux.

2° De présenter ses vues sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce; sur les améliorations à introduire dans toutes les branches de la législation commerciale, y compris les tarifs des douanes et octrois ; sur l'exécution des travaux et l'organisation des services publics qui peuvent intéresser le commerce ou l'industrie, tels que les travaux des ports, rivières, les postes, les chemins de fer, etc.

Art. 18. — L'avis de la chambre de commerce est demandé spécialement sur les changements projetés dans la législation commerciale ; sur les créations de bourses et les établissements d'agents de change ou de courtiers ; sur les tarifs des douanes, sur les tarifs et règlements des services de transports et autres établis à l'usage du commerce ; sur les usages commerciaux, les tarifs et règlements de courtage maritime et de courtage en matière d'assurance de marchandises, d'échanges et d'effets publics ; sur les créations de tribunaux de commerce, sur les établissements de banques et de comptoirs d'escompte et de crédit foncier ; sur les projets de travaux publics locaux relatifs au commerce, sur les projets de règlements locaux en matière de commerce ou d'industrie.

Art. 19. — Les établissements pour l'usage du commerce, comme les magasins de sauvetage, entrepôts, bureaux de cautionnement, cours publics pour la propagation des connaissances commerciales et industrielles, sont administrés par la chambre de commerce, s'ils ont été formés au moyen de contributions spéciales sur les commerçants français. L'administration de ceux de ces établissements qui ont été formés par dons, legs ou autrement, peut lui être remise, d'après le vœu des souscripteurs ou donateurs. Enfin cette administration peut lui être déléguée pour les établissements de même nature qui seraient créés par l'autorité.

Art. 20. — La chambre de commerce correspond avec le Résident général auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances.

Le Résident général fait parvenir ces avis et réclamations, selon le cas, soit au gouvernement français, soit au gouvernement tunisien.

Le Résident général a entrée aux séances; il est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La chambre de commerce peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La chambre peut se constituer une caisse :

1° par des cotisations annuelles;

2° par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet du budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant des contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à

l'usage du commerce dont l'administration est confiée à la chambre.

Art. 23. — Par exception aux dispositions de l'article 15, les premières élections auront lieu à une date qui sera ultérieurement fixée par un arrêté du Résident général de la République française.

27 mai 1895

Arrêté résidentiel constituant une chambre mixte de commerce et d'agriculture à Sousse

Nous, Ministre Résident général de la République française,

Considérant qu'en raison des distances et des difficultés de communication il importe de donner une représentation spéciale aux intérêts commerciaux et agricoles français du centre de la Tunisie,

ARRÊTONS :

Article premier. — Il est créé une chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le centre de la Tunisie, comprenant les contrôles de Sousse, Kairouan et Kasserine.

Cette chambre aura son siège à Sousse.

Elle se composera de douze membres.

Art. 2. — Auront le droit de figurer sur les listes électorales les personnes suivantes :

1° Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français ;

2° Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industries françaises ;

3° Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans et n'étant pas au service de l'Etat ;

4° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers français d'un fonds rural ou de propriétés forestières possédant depuis six mois au moins lesdites exploitations, qu'ils soient ou non résidants en Tunisie ;

5° Les agriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français qui depuis six mois sont établis en Tunisie comme régisseurs, locataires, fermiers ou colons partiaires ;

6° Les contremaîtres, maîtres de chai et chefs de culture français attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du code pénal et aux articles 596 et 597 du code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités ;

5° Les individus condamnés pour contravention à la loi du 29 janvier 1892.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule. Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter, et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque contrôle par une commission composée du contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français, de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Il devra être procédé à une revision de la liste des électeurs deux mois au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du contrôle civil immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du contrôle civil annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Sousse, et composée :

1° du juge de paix ;

2° du contrôleur civil suppléant ;

3° de trois membres de la colonie française désignés par le résident général.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue, sans frais ni forme de procédure, dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel les réclamations peuvent s'être produites.

La décision sera transmise au contrôleur civil et notifiée par ses soins à l'intéressé.

Art 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9. — Sont éligibles, tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2 et âgés de 30 ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la chambre.

Art. 10. — Les lieux de vote seront désignés par un arrêté du Résident général. Les opérations dans chaque section de vote seront présidées par le contrôleur civil ou une personne déléguée par lui. Le président sera assisté par le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonction de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

Art. 11. — Afin d'assurer la représentation de toutes les parties du territoire, les membres de la chambre mixte d'agriculture et de commerce sont élus au scrutin de liste par circonscription de contrôle.

Le nombre des membres à élire sera, après la confection ou la revision des listes électorales, réparti par arrêté résidentiel entre les circonscriptions de contrôle au prorata du nombre des électeurs inscrits.

Si une circonscription n'a pas au moins dix électeurs inscrits, elle n'aura pas droit à une représentation spéciale et sera réunie à une circonscription voisine pour pouvoir prendre part au scrutin.

Art. 12. — Les électeurs sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté, ils doivent adresser leur bulletin de vote au contrôleur civil dans une double enveloppe cachetée.

La première enveloppe devra contenir leur bulletin de vote. La seconde enveloppe devra contenir la première enveloppe et la carte d'électeur, qui leur sera envoyée par les soins du contrôleur civil.

Les lettres devront être arrivées à destination le jour du scrutin avant midi.

Art. 13. — Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à huit heures du matin et clos à midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil.

Art. 14. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées, soit dans les bureaux du contrôle civil dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale, dans un délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois, à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Art. 15. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 16. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 17. — Les membres de la chambre mixte de commerce et d'agriculture sont élus pour 4 ans.

Les électeurs sont convoqués au moins un mois avant chaque élection.

Il est pourvu aux vacances accidentelles dans les six mois qui suivent la date où elles se produisent.

Art. 18. — La chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les nominations seront faites à la majorité absolue, c'est-à-dire que les candidats devront réunir au moins sept voix.

Art. 19. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture a pour attributions:

1° De donner au Résident général les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts industriels, commerciaux et agricoles ;

2° De présenter au Résident général ses vues sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'agriculture.

Art. 20. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture correspond avec le Résident général auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances. Une se-

conde copie devra être également régulièrement envoyée au contrôleur civil de Sousse.

Le Résident général fait parvenir ses avis et réclamations, selon le cas, soit au gouvernement français, soit au gouvernement tunisien.

Le Résident général, le directeur de l'agriculture, les inspecteurs du service de l'agriculture et le contrôleur civil de Sousse ont entrée aux séances et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le Résident général est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles ;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet du budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant des contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à l'usage du commerce dont l'administration peut être confiée à la chambre.

27 mai 1895

Arrêté résidentiel constituant une chambre mixte de commerce et d'agriculture à Sfax

Nous, Ministre Résident général de la République française,

Considérant qu'en raison des distances et des difficultés de communication il importe de donner une représentation spéciale aux intérêts commerciaux et agricoles français du sud de la Tunisie,

ARRÊTONS :

Article premier. — Il est créé une chambre mixte de commerce et d'agriculture pour le sud de la Tunisie, comprenant les contrôles de Sfax, Gafsa, Gabès et les territoires de commandement militaire.

Cette chambre aura son siège à Sfax.

Elle se composera de douze membres.

Art. 2. — Auront le droit de figurer sur les listes électorales les personnes suivantes :

1° Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français ;

2° Les directeurs fondés de pouvoir français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industries françaises ;

3° Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans et n'étant pas au service de l'Etat ;

4° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers français d'un fond rural ou de propriétés forestières possédant depuis six mois au moins les dites exploitations, qu'ils soient ou non résidants en Tunisie ;

5° Les agriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français qui depuis six mois sont établis en Tunisie comme régisseurs, locataires, fermiers, métayers ou colons partiaires ;

6° Les contremaîtres, maîtres de chai et chefs de culture français attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du code pénal et aux articles 596 et 597 du code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités ;

5° Les individus condamnés pour contravention à la loi du 29 janvier 1892.

Art. 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule. Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter, et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque contrôle par une commission composée du contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français, de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Dans les territoires de commandement mili-

taire, la commission est composée du commandant du cercle et de deux colons français désignés par le Résident général.

Il devra être procédé à une revision de la liste des électeurs deux mois au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment, ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Sfax et composée:

1° du juge de paix ;

2° du contrôleur civil suppléant ;

3° de trois membres de la colonie française désignés par le Résident général.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel les réclamations peuvent être produites.

La décision sera transmise au contrôleur civil ou au commandant du territoire militaire et notifiée par leur soins à l'intéressé.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9 — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 2 et âgés de 30 ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la chambre.

Art. 10. — Les lieux de vote seront désignés par un arrêté du Résident général. Les opérations, dans chaque section de vote, seront présidées par le contrôleur civil ou le commandant militaire, ou une personne déléguée par eux. Le président sera assisté par le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonctions de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever au cours des opérations électorales.

Art. 11. — Afin d'assurer la représentation de toutes les parties du territoire, les membres de la chambre mixte d'agriculture et de commerce sont élus au scrutin de liste par circonscription de contrôle ou de commandement militaire.

Le nombre des membres à élire sera, après la confection ou la revision des listes électorales, réparti par arrêté résidentiel entre les circonscriptions de contrôle ou de commandement militaire, au prorata du nombre des électeurs inscrits.

Si une circonscription n'a pas au moins dix électeurs inscrits, elle n'aura pas droit à une représentation spéciale et sera réunie à une circonscription voisine pour pouvoir prendre part au scrutin.

Art. 12. — Les électeurs sont admis à voter par correspondance. S'ils veulent user de cette faculté ils doivent adresser leur bulletin de vote au contrôleur civil ou au commandant militaire dans une double enveloppe cachetée.

La première enveloppe devra contenir leur bulletin de vote. La seconde enveloppe devra contenir la première enveloppe et la carte d'électeur qui leur sera envoyée par les soins du contrôleur civil.

Les lettres devront être arrivées à destination le jour du scrutin, avant midi.

Art. 13. — Au premier tour du scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à huit heures du matin et clos à midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire.

Art. 14. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées, soit dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la Résidence générale dans un délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au Résident général. Les commandants militaires lui feront parvenir celles dont ils

seront saisis par l'intermédiaire du général commandant le corps d'occupation.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des listes électorales.

Art. 15. — Si le Résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans un délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 16. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 17. — Les membres de la chambre mixte de commerce et d'agriculture sont élus pour quatre ans.

Les électeurs sont convoqués au moins un mois avant chaque élection.

Il est pourvu aux vacances accidentelles dans les six mois qui suivent la date où elles se produisent.

Art. 18. — La chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les nominations seront faites à la majorité absolue, c'est-à-dire que les candidats devront réunir au moins sept voix.

Pour être valables, les délibérations devront être prises par une assemblée comprenant au moins sept membres.

Art. 19. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture a pour attributions :

1° De donner au Résident général les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts commerciaux, industriels et agricoles ;

2° De présenter au Résident général ses vues sur toutes les questions qui intéressent le commerce et l'agriculture.

Art. 20. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture correspond avec le Résident général, auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances. Une seconde copie devra être également régulièrement envoyée au contrôleur civil de Sfax.

Le Résident général fait parvenir ses avis et réclamations, selon les cas, soit au gouvernement français, soit au gouvernement tunisien.

Le Résident général, le directeur de l'agriculture, les inspecteurs du service de l'agriculture et le contrôleur civil de Sfax ont entrée aux séances et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le Résident général est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La chambre mixte de commerce et d'agriculture peut, en qualité d'établissement reconnu d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisée par le Résident général.

Art. 22. — La chambre peut se constituer une caisse :

1° Par des cotisations annuelles ;

2° Par des dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année elle adresse au Résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente et le projet du budget des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du Résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant des contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à l'usage du commerce dont l'administration peut être confiée à la chambre.

31 juillet 1895

Arrêté du délégué à la Résidence générale modifiant l'article 2 des arrêtés du 27 mai 1895, créant des chambres mixtes d'agriculture et de commerce.

Article unique. — L'article 2 des arrêtés en date du 27 mai 1895 constituant des chambres mixtes d'agriculture et de commerce à Sousse et à Sfax est rectifié de la manière suivante :

Auront le droit de figurer sur les listes électorales les personnes suivantes :

1° Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français établis depuis six mois au moins en Tunisie ;

2° Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industries françaises, établies depuis six mois au moins en Tunisie ;

3° Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans et n'étant pas au service de l'Etat, établis depuis six mois au moins en Tunisie ;

4° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers français d'un fonds rural ou de propriétés forestières possédant depuis six mois au moins les dites exploitations, qu'ils soient ou non résidants en Tunisie ;

5° Les agriculteurs, horticulteurs, pépinié-

ristes, jardiniers et maraîchers français qui depuis six mois sont établis en Tunisie comme régisseurs, locataires, fermiers ou colons partiaires ;

6° Les contremaîtres, maîtres de chai et chefs de culture français attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins.

Ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du code pénal et aux articles 596 et 597 du code de commerce ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non réhabilités ;

5° Les individus condamnés pour contravention à la loi du 29 janvier 1892.

Commissaires-Priseurs

20 février — 4 mai 1889

Décret créant deux charges de commissaires-priseurs à Tunis.

Article premier. — Il est créé à Tunis deux charges de commissaires-priseurs.

Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession (1), sans préjudice aux droits que les règlements du gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes.

Art. 2. — Le ministre de la justice et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

31 janvier 1890

Décret du Président de la République créant une charge de commissaire-priseur à Sousse et à Sfax.

Article premier. — Il est créé, à Sousse et à Sfax, une charge de commissaire-priseur.

Ces officiers ministériels sont soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice aux droits que les règlements du gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes.

(1) Arrêtés ministériels des 1er juin 1841 et 25 août 1842.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

Communes

30 août 1858 (20 moharrem 1275)

Décret instituant la municipalité de Tunis et réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par le décret du 14 hidjé 1300 (31 octobre 1883)

Article premier. — La ville de Tunis sera administrée par un président de la municipalité, assisté de deux adjoints et d'un conseil municipal. Le président et les adjoints seront nommés par décret rendu en conseil des ministres et chefs de service.

. . . . . .

Les membres du conseil municipal seront remplacés par tiers chaque année. (Décret du 16 djoumadi-ettani 1302-1er avril 1885).

Le président peut déléguer tout ou partie de ses attributions à ses adjoints.

La présence du président ou d'un adjoint et de deux membres est nécessaire pour l'application de l'article 20 du règlement municipal.

Art. 10. — Si le conseil, dans un but avantageux, croit devoir édifier une construction nouvelle sur le terrain d'autrui, il achètera au préalable ce terrrain aux propriétaires, et leur en paiera le prix sur l'argent de la ville en s'entendant à cet égard avec les propriétaires.

Art. 11. — Si l'utilité publique exige l'élargissement d'une voie trop étroite pour la circulation, et que cet agrandissement ne puisse s'effectuer qu'en empiétant sur le terrain d'autrui, le président, après entente préalable avec le conseil, avisera le propriétaire de la quantité de terrain dont il poursuit l'expropriation, et lui demandera de la lui vendre.

Si le propriétaire consent à vendre, le président peut valablement conclure avec lui. Si, au contraire, il refuse ou demande un prix exorbitant, le bien sera estimé largement et, en tenant compte de l'époque et de l'état des lieux, de manière à écarter toute lésion, et la valeur lui en sera payée, car l'intérêt général doit primer l'intérêt particulier.

Cet acte ne sera définitif qu'après nous avoir été soumis, avec toutes les explications nécessaires, et après que nous l'aurons ratifié.

Le prix sera évalué par quatre amins maçons, quatre amins estimateurs et quatre citadins compétents, afin qu'il ne subsiste aucun soupçon de lésion.

Le conseil et le propriétaire de l'immeuble

choisiront chacun six des douze estimateurs ci-dessus.

S'ils sont du même avis, on suivra cet avis, sinon celui de la majorité ; s'il y a parité, le cadi départagera.

Art. 12. — Si le conseil, achetant un immeuble dans un but d'utilité publique, n'en veut prendre que ce dont il a besoin, le vendeur est en droit de recevoir le prix de la totalité de l'immeuble vendu, qu'il livrera en totalité également, et cet immeuble appartiendra en entier à la commune.

Art. 13. — Le conseil pourra imposer aux habitants les charges qu'il jugera d'utilité publique, mais ses décisions à ce sujet ne seront exécutoires qu'après avoir été revêtues de notre sanction.

Art. 14. — Sont considérés comme d'utilité publique, les rues servant de communications entre deux autres, les chemins connus, les souks, les places où se réunit le public et, parmi les constructions, les fontaines, le rempart, les égouts, les conduites d'eau et autres intéressant la généralité des habitants.

Art. 20. — La condamnation à l'amende (*pour contravention de voirie*) sera prononcée par deux membres au moins du conseil. La coercition au paiement sera exercée par l'autorité dont relève le délinquant, car le conseil municipal n'a pas les moyens de contraindre. Son rôle se borne à constater les contraventions et l'autorité devra faire exécuter les peines encourues. Or, après cet avis, chacun connaîtra à quoi il s'expose.

Toutes les amendes seront inscrites sur un registre spécial, signé des deux membres présents, et il sera soumis au conseil.

Art. 23. — Si quelqu'un veut bâtir, alors que l'intérêt général, constaté par le conseil et reconnu par notre sanction, comporte qu'il devra reculer ses limites pour permettre l'élargissement de la voie, il aura le droit de réclamer la valeur de la portion qu'il laissera pour l'agrandissement de la voie. Il lui sera naturellement tenu compte de l'époque et de l'état des lieux dans l'estimation du prix.

Art. 24. — Toute personne qui voudra élever une nouvelle construction et qui aura besoin, pour s'étendre, d'une parcelle de la voie publique, pourra acheter cette parcelle si la municipalité n'y voit pas d'inconvénient au point de vue de la largeur de la voie. Mais elle ne pourra être contrainte à cet achat dans l'intérêt de l'alignement, et la vente, dans le premier cas, ne pourra être conclue sans notre assentiment.

10 juin 1884 (16 châban 1301)

Décret érigeant la Goulette en commune

Article premier. — La ville de la Goulette est érigée en commune.

. . . . . .

Art. 3. — Le corps municipal de la Goulette se compose d'un président de la municipalité, d'un vice-président, de cinq conseillers municipaux européens, d'un conseiller musulman tunisien et d'un conseiller israélite tunisien. Leurs fonctions sont gratuites.

8 juillet 1884 (15 ramadan 1301)

Décret érigeant le Kef en commune

Article premier. — La ville du Kef est érigée en commune.

. . . . . .

Art. 3. — Le corps municipal du Kef se compose d'un président de la municipalité, d'un vice-président, de six conseillers municipaux européens, de quatre conseillers musulmans tunisiens et d'un conseiller israélite indigène.

16 juillet 1884 (23 ramadan 1301)

Décret érigeant Sfax, Sousse et Bizerte en communes

Article premier. — Les villes de Sfax, Sousse et Bizerte sont érigées en communes.

. . . . . .

Art. 3. — . . . . . .

Le corps municipal de Sousse se compose d'un président de la municipalité, de deux vice-présidents, de quatre conseillers municipaux européens, de quatre conseillers musulmans tunisiens et d'un conseiller israélite indigène.

Le corps municipal de Bizerte se compose d'un président de la municipalité, d'un vice-président, de quatre conseillers municipaux européens, de quatre conseillers musulmans tunisiens et d'un conseiller israélite indigène.

23 septembre 1884 (3 hidjé 1301)

Décret concédant aux municipalités de Tunis, la Goulette, Sfax et Sousse, la caroube sur la valeur locative.

Article unique. — A dater du 13 octobre 1884, la caroube sur les loyers dans les villes de Tunis, la Goulette, Sfax et Sousse, sera perçue au profit de la commune. Celle-ci sera chargée d'assurer le service des recouvrements.

1er avril 1885 (16 djoumadi-ettani 1302)

Décret sur l'organisation des municipalités

CHAPITRE Ier

FORMATION DES COMMUNES

Des communes

Article premier. — Les communes sont formées par décrets rendus sur le rapport de notre premier ministre.

Du domaine communal

Art. 2. — Le domaine communal est constitué par décrets.

Les biens communaux concédés aux municipalités peuvent être aliénés.

Les conseils municipaux indiquent le remploi des prix de vente.

Les délibérations des conseils municipaux sont appuyées des projets, plans et devis des travaux à entreprendre.

FORMATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Dispositions spéciales à la ville de Tunis

Art. 3. — Le conseil mnicipal se compose d'un président, de vice-présidents et de conseillers nommés par décrets.

L'organisation municipale de la ville de Tunis est réglée par les décrets des 20 moharrem 1275-30 août 1858 et 28 hidjé 1300-31 octobre 1883 (*Décret du 27 châban 1302-10 juin 1885*).

La ville de Tunis est administrée par un président de la municipalité, assisté de deux adjoints et d'un conseil municipal.

Le président et les adjoints sont nommés par décrets rendus en conseil des ministres et chefs de service.

. . . . . .

Les membres du conseil sont remplacés par tiers, chaque année. Un tirage au sort détermine l'ordre de sortie des conseillers.

En cas de vacance, les pouvoirs du nouveau conseiller élu expirent à l'époque où auraient cessé ceux de son prédécesseur.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DES CONSEILS MUNICIPAUX

Publicité des séances des conseils municipaux

Art. 4. — Les séances des conseils municipaux sont publiques. Le président du conseil municipal aura le droit de faire expulser de l'auditoire et même arrêter tout individu dont la présence serait une cause de trouble, et de dresser procès-verbal en cas de crime ou de délit.

Afin d'assurer le bon ordre et la liberté des délibérations, le président aura le soin de prendre les dispositions nécessaires pour que la partie de la salle destinée au public soit séparée de l'enceinte réservée au conseil.

Le comité secret, lorsqu'il est demandé, soit par le président, soit par trois membres au moins du conseil municipal, doit être mis aux voix sans discussion.

Le conseil se prononce par assis et levé, sans débats.

Sessions ordinaires

Art. 5. — Les conseils municipaux tiennent quatre sessions ordinaires, qui s'ouvrent le lundi qui suit les 13 octobre, 13 janvier, 13 mars, 13 juillet.

Ils s'occupent, pendant les sessions ordinaires, de toutes les matières qui rentrent dans leurs attributions.

Chaque session ordinaire dure quinze jours.

Sessions extraordinaires

Art. 6. — Toute session extraordinaire du conseil municipal doit être autorisée par le premier ministre.

La demande de convocation extraordinaire doit contenir l'indication des objets spéciaux et déterminés pour lesquels le conseil doit s'assembler, et le conseil ne peut s'occuper que de ces objets.

La session extraordinaire, si sa durée n'est pas limitée par le premier ministre, ne se clôturera que par l'épuisement de l'ordre du jour spécial, qui a été porté à la connaissance du gouvernement et des conseillers.

Délai et forme des convocations

Art. 7. — Il n'est pas fait de distinction entre les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires pour le délai qui doit s'écouler entre la convocation et la réunion du conseil municipal.

Ce délai est de trois jours francs, dans tous les cas. Le premier ministre conserve le droit d'abréger ce délai en cas d'urgence.

Le délai de trois jours étant un délai franc, ni le jour de la convocation, ni celui de la réunion n'y sont compris.

Toutes les convocations sont faites par le président. Elles sont adressées, par écrit et à domicile, à tous les conseillers.

Nombre de conseillers dont la présence est nécessaire pour délibérer

Art. 8. — Le conseil municipal ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des

membres en exercice assiste à la séance. Quant, après deux convocations successives, à trois jours d'intervalles et dûment constatées, le conseil municipal n'est pas réuni en nombre suffisant, la convocation est valable, quelque soit le nombre des membres présents.

Du président

Art. 9. — Le président du conseil municipal, ou, à défaut, le vice-président, dirige les débats.

Dans les séances où les comptes d'administration du président sont débattus, le conseil municipal élit son président provisoire.

Le président titulaire peut assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Du secrétaire

Art. 10. — Au début de chaque session, et pour sa durée, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut leur adjoindre des auxiliaires pris hors de son sein, qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

Majorité

Art. 11. — Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Procès-verbaux à établir dans les deux langues

Art. 12. — Les délibérations sont inscrites par ordre de date,

1° Sur un registre, en arabe.

2° Sur un registre, en français.

Ces registres sont cotés et paraphés au ministère.

Les délibérations sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les empêche de signer.

Communication des procès-verbaux, des budgets et comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Art. 13. — Les habitants de la commune peuvent demander communication et prendre copie des délibérations du conseil municipal.

Cette faculté est étendue aux budgets et comptes et aux arrêtés municipaux.

La communication est faite sans déplacement des documents consultés.

Commissions

Art. 14. — Le conseil municipal peut former, au cours de chaque session, des commissions d'étude chargées de l'examen préalable des affaires soumises au conseil, soit par l'administration, soit en vertu du droit d'initiative qui appartient à chaque membre du conseil.

Ces commissions ne peuvent tenir leurs séances que pendant ces sessions.

Les commissions formées au sein du conseil municipal ne peuvent être que des commissions d'étude ; elles n'ont pas de pouvoir propre et ne peuvent exercer, même en vertu de délégation, aucune des attributions réservées par la loi au conseil municipal.

Elles devront se borner à préparer et à instruire les affaires qui leur auront été renvoyées.

Démission de conseillers municipaux

Art. 15. — Tout membre du conseil municipal qui a manqué à trois convocations successives, peut, après avoir été admis à fournir ses explications, être déclaré démissionnaire par le premier ministre.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Affaires sur lesquelles il est délibéré

Art. 16. — Les conseils municipaux délibèrent sur les objets suivants :

1° Les conditions des baux de biens pris à ferme ou donnés à loyer par les communes;

2° Les aliénations et échanges des propriétés communales ;

3° Les acquisitions d'immeubles, les constructions nouvelles, les reconstructions entières ou partielles, les projets, plans et devis des travaux de grosses réparations et d'entretien ;

4° Les transactions ;

5° Le changement d'affectation d'une propriété communale déjà affectée à un service public ;

6° La création et la suppression, le redressement ou le prolongement, l'élargissement, la dénomination des rues et places publiques ; la création et la suppression des promenades, squares ou jardins publics, champs de foire, de tir ou de course ;

7° L'établissement des plans d'alignement et de nivellement des voies publiques municipales ; les modifications à des plans d'alignements adoptés ; le tarif des droits de voirie ; le tarif des droits de stationnement ou de location sur les dépendances du domaine public communal ; et généralement le tarif des droits divers à percevoir au profit des communes ;

8° L'acceptation des dons et legs faits à la commune ;

9° Le budget communal ;

10° Les crédits supplémentaires ;

11° Les contributions et les emprunts ;

12° L'établissement, les suppressions et les changements de foires et marchés ;

13° Enfin tous les objets sur lesquels ils seront consultés par l'autorité supérieure.

Transmission des délibérations à l'autorité supérieure

Art. 17. — Copie de toute délibération est transmise au ministère dans la huitaine.

Cette copie est établie en français et en arabe et en double expédition dans les deux langues.

Chaque expédition est certifiée, par le président de la municipalité, conforme au procès-verbal de la séance ; elle est établie d'après le modèle ci-annexé.

En vue de rendre plus facile le classement de chaque délibération au dossier spécial, toute affaire délibérée sera l'objet d'un extrait séparé du procès-verbal de la séance.

Délibérations annulables

Art. 18. — Sont annulables :

1° La délibération prise en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique ;

2° La délibération prise sur un objet étranger aux attributions du conseil municipal ou prise hors de ses réunions légales ;

3° La délibération à laquelle auraient pris part des membres du conseil municipal intéressés, en leur nom personnel ou comme mandataires, à l'affaire qui en fait l'objet.

L'annulation des délibérations est prononcée par décret rendu sur le rapport du premier ministre.

CHAPITRE IV

DU PRÉSIDENT DE LA MUNICIPALITÉ DES VICE-PRÉSIDENTS

Du président de la municipalité. — Délégations données par le président

Art. 19. — Le président est seul chargé de l'administration ; mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer, soit à titre temporaire, soit à titre permanent, une partie de ses fonctions aux vice-présidents.

La délégation est faite par arrêté transcrit au registre de la mairie ; elle subsiste, lorsqu'elle est permanente, tant qu'elle n'a pas été rapportée ; elle est rapportée dans la même forme qu'elle a été donnée.

Les vice-présidents doivent toujours mentionner, dans les actes qu'ils accomplissent en qualité de délégués, la délégation en vertu de laquelle ils agissent.

Nomination aux emplois communaux

Art. 20. — Le président, chargé du pouvoir exécutif, présente les candidats aux emplois communaux.

Le conseil municipal n'est jamais appelé à donner son avis à cet égard.

Son nommés par décret :

Les receveurs municipaux ;

Les commissaires de police.

Sont nommés par arrêté du premier ministre :

Les secrétaires des municipalités, arabes et français ;

Les interprètes des municipalités ;

Les inspecteurs de police.

Sont nommés par arrêtés du président de la municipalité avec l'approbation du premier ministre :

Les agents du personnel inférieur ;

Les agents de police, sur la proposition du commissaire de police.

Les receveurs municipaux et commissaires de police sont révoqués par décrets.

Les autres agents sont révoqués par arrêtés du premier ministre.

Adjudications publiques auxquelles le président procède pour le compte de la commune

Art. 21. — Lorsque le président procède à une adjudication publique pour le compte de la commune, il est assisté de deux membres du conseil municipal.

L'ingénieur ou le conducteur des ponts et chaussées, chargé de l'exécution des travaux, et le receveur municipal, sont appelés à toutes les adjudications.

Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires de l'adjudication sont résolues, séance tenante, par le président, après avoir pris l'avis des conseillers assistants.

Attributions que le président exerce comme chef de l'association communale

Art. 21. — Le président est chargé, sous le contrôle du conseil municipal :

1° De conserver et d'administrer les propriétés de la commune et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits :

2° De gérer les revenus, de surveiller les établissements communaux et la comptabilité communale ;

3° De préparer et proposer le budget et ordonnancer les dépenses ;

4° De souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications de travaux communaux ;

5° De passer, dans les mêmes formes, les actes de vente, échanges, partages, acceptations de dons et legs, acquisitions, transactions, lorsque ces actes ont été autorisés ;

6° De représenter la commune, soit en demandant, soit en défendant ;

7° Et, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du conseil municipal.

Attributions que le président exerce comme délégué de l'administration supérieure

Le président est chargé, sous l'autorité de l'administration supérieure :

1° De la publication et de l'exécution des lois et règlements ;

2° De l'exécution des mesures de sûreté générale.

D'après l'article 10 du décret du 25 hidjé 1301-14 octobre 1884 sur la liberté de la presse, le président de la municipalité désigne, par arrêté, les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. Il est interdit d'y placarder des affiches particulières.

Les affiches des actes émanés de l'autorité publique sont seules imprimées sur papier blanc.

Le président de la municipalité veille à ce que ces affiches soient immédiatement placardées.

Les placards de l'autorité sont apposés aux frais de la commune.

Inhumations

Art. 24. — Le président de la municipalité pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée.

Dans le cas où, au sujet de l'ensevelissement et de l'inhumation d'une personne décédée, des difficultés s'élèvent, des retards trop considérables se produisent, notamment parce qu'elle est inconnue ou délaissée, le chef de la municipalité prend les mesures qu'exige, soit le bon ordre, soit la décence publique.

Le décret du 8 chaoual 1301-30 juillet 1884 sur la police des cimetières de la ville de Tunis, est étendu à toutes les municipalités de la Régence.

. . . . . .

Le président de la municipalité ne doit délivrer le permis d'inhumer que sur la production d'un certificat de décès. Le certificat sera dressé par un médecin.

Cependant, en ce qui concerne les femmes arabes, des sages-femmes pourront être chargées de donner ces certificats.

. . . . . .

Publication des arrêtés pris par le président en matière de police. — Inscription de ces arrêtés sur un registre.

Art. 25. — Le président prend des arrêtés à l'effet :

1° D'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ;

2° De publier de nouveau les lois et les règlements de police et de rappeler les habitants à leur observation.

Les arrêtés dont il s'agit sont exécutoires après l'approbation du premier ministre.

Les arrêtés devront être portés à la connaissance du public par voie de publication et d'affiches toutes les fois qu'il contiennent des dispositions générales et, dans les autres cas, par voie de notification individuelle.

Enfin, pour mieux assurer la conservation des arrêtés, des actes de publication et de modification, ils seront inscrits, à leur date, sur le registre des arrêtés de la municipalité.

Triple but immédiat de la police municipale. Mesures les plus importantes qu'elle comprend.

Art. 26. — La police municipale a un triple but : elle consiste à assurer le bon ordre, la santé et la salubrité publique.

Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la santé et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ;

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues ; le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique ; les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants ; et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés et autres lieux publics ;

4° Le mode de transport de personnes décédées, des inhumations, des exhumations ; le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières ;

5° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente ;

6° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les acci-

dents et les fléaux calamiteux tels que les immondices, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant s'il y a lieu l'intervention de l'autorité supérieure;

7° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés;

8° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces.

Pouvoirs du président au point de vue de la voirie urbaine. — Permis de stationnement ou de dépôt temporaire. — Alignements individuels. — Autorisations de bâtir.

Art. 27. — Le président de la municipalité prend les mesures nécessaires pour assurer la commodité, la liberté et la sécurité du passage sur les voies publiques.

Il donne des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique et dans les lieux publics.

Il autorise, s'il y a lieu, et à titre précaire, sur les trottoirs et les accotements de rues et places, l'établissement d'étalages mobiles, l'installation temporaire de marchands, la pose de tables, de bancs ou de chaises par les restaurateurs, cafetiers ou débitants de boissons.

Le président délivre les alignements, sur le rapport de l'ingénieur ou du conducteur des ponts et chaussées, et conformément aux plans généraux dont il sera parlé à l'article 46.

Il délivre également, sur le rapport de l'ingénieur ou du conducteur, les autorisations de bâtir dans les voies qui ne sont pas ouvertes ou livrées à la circulation.

Police municipale. — Des commissaires de police. — Du personnel inférieur.

Art. 28. — Le service de police municipale est assuré, dans chaque ville, par un commissaire de police, des inspecteurs et des agents de police.

Le commissaire de police est nommé par décret. Il est placé sous l'autorité du président de la municipalité. Il est le chef unique des agents de police rétribués par la ville, et c'est à lui seul qu'il appartient de leur donner les ordres nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier de l'administration et de la justice.

Les inspecteurs sont nommés par arrêtés du premier ministre ; les agents de police par le président de la municipalité, avec l'approbation du premier ministre, sur la proposition du commissaire de police.

Constatation des contraventions

Art. 30. — Les commissaires et agents de police constatent, par des procès-verbaux, les contraventions aux arrêtés sur la police municipale (*Décret du 13 chaoual 1301-6 août 1884*).

Les délinquants sont déférés à l'autorité judiciaire française ou tunisienne, selon leur nationalité.

. . . . . .

CHAPITRE V

TRAVAUX COMMUNAUX. — MARCHÉS DE FOURNITURES

Travaux et voirie

Art. 31. — Les ingénieurs et conducteurs de la direction générale des travaux publics, chargés des travaux de l'Etat, sont également chargés des travaux des villes.

Ce service comprend :

1° L'entretien, la réparation ou la construction des chaussées, trottoirs, promenades, plantations, jardins, squares, et de leurs accessoires et dépendances ;

2° L'entretien, la réparation, le curage ou la construction des égouts ;

3° Le nettoiement et l'arrosage ;

4° L'éclairage des voies publiques et des établissements municipaux ;

5° Le service des eaux ;

6° La construction, l'entretien ou la réparation des bâtiments municipaux, abattoirs, halles, marchés, fourrières, postes de police, cimetières, théâtres, kiosques, horloges publiques, musées, bibliothèques, hôtels municipaux, etc. ;

7° Les travaux d'assainissement de toute nature ;

8° L'inscription des noms des rues et des numéros des maisons ;

Et en général tout ce qui se rattache aux travaux dont les dépenses sont imputables sur les fonds des villes.

Les projets, plans et devis établis par les ingénieurs et conducteurs seront soumis au conseil municipal et présentés à l'approbation du directeur général des travaux publics.

La dépense ne pourra être engagée qu'après vote par le conseil municipal des allocations destinées à y pourvoir et autorisation du premier ministre.

Sont également rattachés à ce service :

1° Le service de la voirie proprement dite, en ce qui concerne les plans des villes, les

alignements, les constructions particulières, les bâtiments menaçant ruine, etc. ;

2° L'application des règlements sur les établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

Les projets de règlements de la voirie urbaine, préparés par les ingénieurs et conducteurs, seront soumis au conseil municipal, puis approuvés par le premier ministre, sur la proposition conforme du directeur général des travaux publics.

Marchés de fournitures et de travaux

Art. 32. — Les marchés de travaux et fournitures à exécuter par entreprise, sont passés avec publicité et concurrence sauf les exceptions mentionnées ci-après. Ils sont, dans tous les cas, subordonnés à l'approbation, pour les travaux, du directeur général des travaux publics qui en avisera le premier ministre, et le premier ministre dans les autres cas.

Les conseils municipaux délibèrent s'il doit être traité de gré à gré.

Il ne peut être traité de gré à gré que :

1° Pour les fournitures ou travaux qui n'auraient été l'objet d'aucune offre aux adjudications ou à l'égard desquels il n'aurait été proposé que des prix inacceptables ;

2° Pour les fournitures et travaux qui, dans les cas imprévus et d'une urgence absolue et dûment constatée, ne pourraient pas subir les délais de l'adjudication sans qu'il en résultât un préjudice réel pour la commune ;

3° Pour les marchés de fournitures et travaux au-dessous de 20,000 piastres.

Les adjudications publiques, relatives à des fournitures ou à des travaux qui ne pourraient être sans inconvénient livrés à la concurrence illimitée, peuvent être soumises, avec l'autorisation du directeur général des travaux publics pour les travaux, et du premier ministre dans les autres cas, à des restrictions qui n'admettent à concourir que des personnes préalablement reconnues capables par l'administration et produisant les titres justificatifs exigés par le cahier des charges.

Clauses et conditions générales

Art. 33. — Un arrêté du directeur général des travaux publics de la Régence déterminera les clauses et conditions générales à imposer aux entrepreneurs des travaux municipaux (*Arrêté du directeur général des travaux publics du 17 septembre 1885*).

Il est toujours et nécessairement stipulé que tous les ouvrages exécutés par les entrepreneurs en dehors des autorisations régulières, demeurent à la charge personnelle de ces derniers, sans répétition contre les communes.

Les receveurs municipaux seraient responsables du paiement qu'ils effectueraient pour des travaux non autorisés.

Conditions principales des adjudications
Forme des soumissions

Art. 34. — Les soumissions devront être conformes au modèle indiqué ci-après; les rabais fractionnaires sont interdits ; toute fraction de centime serait comptée pour une unité.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée du certificat de capacité et du certificat de cautionnement, ou qui ne sera pas conforme au modèle, sera déclarée nulle et non avenue.

Dépôt des soumissions

Le certificat de capacité et le certificat de cautionnement seront joints dans un paquet cacheté à la soumission qui, préalablement, aura été renfermée toute seule dans une enveloppe aussi cachetée.

Les enveloppes devront porter l'indication des noms, nationalités et adresses des soumissionnaires.

Les paquets cachetés seront directement déposés, au moment de l'adjudication, par les soumissionnaires ou leurs représentants entre les mains du président.

Ils seront immédiatement rangés sur le bureau et recevront un numéro dans l'ordre de leur présentation.

Ouverture des paquets et décisions du bureau

A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet sera rompu publiquement, et il sera dressé un état des pièces contenues dans ce premier cachet.

L'état dressé, les concurents se retireront de la salle d'adjudication, et le président, après avoir consulté les membres du bureau, arrêtera la liste des concurrents agréés.

Immédiatement après, la séance redeviendra publique et le président annoncera sa décision par la lecture de la liste des concurrents agréés.

Les soumissions des concurrents évincés leur seront rendues sans être ouvertes.

Celles des concurrents agréés seront alors ouvertes publiquement et le soumissionnaire qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire.

Dans le cas où le rabais le plus fort aurait été souscrit par plusieurs soumissionnaires, un nouveau concours serait ouvert, séance tenante, entre ces soumissionnaires seulement.

Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront pas être inférieurs à ceux de la première.

Si cette tentative amenait encore pour rabais maximum des chiffres égaux, il serait procédé à un tirage au sort entre les soumissionnaires qui les auraient souscrits.

Résultat définitif de l'adjudication

L'adjudication est subordonnée à l'approbation du premier ministre et ne sera valable qu'après cette approbation.

Communication des pièces et projets aux entrepreneurs

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté le vendredi et le dimanche, dans le bureau des municipalités.

. . . . . .

Cautionnements

Art. 35. — Les cautionnements versés en numéraire ne portent pas intérêt.

Si le cautionnement est fait en obligations tunisiennes, les coupons seront détachés et remis aux adjudicataires à leur échéance.

Les dépôts préalables des soumissionnaires sont enregistrés au journal à souche du receveur qui en délivre quittance. Les remboursements des dépôts provisoires sont constatés par un reçu des parties souscrit au verso des quittances à souche qui leur ont été délivrés et qu'elles doivent rendre au receveur municipal. Les recettes et les dépenses sont portés au compte de gestion du receveur.

Les remboursements de cautionnements aux adjudicataires s'effectuent sur le vu d'un certificat délivré par l'ingénieur ou le conducteur des ponts et chaussées chargé des travaux constatant que l'adjudicataire a satisfait à tous ses engagements et contresigné par le président de la municipalité.

Actes de toute espèce dispensés de l'approbation du gouvernement

Art. 36. — Les délibérations des conseils municipaux concernant les acquisitions, les aliénations, les échanges, les baux de biens à prendre ou à donner, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du gouvernement.

A la différence des procès-verbaux d'adjudications pour travaux et fournitures, les actes de toute espèce, signés par le président de la municipalité en vertu d'une délibération ci-dessus énoncée et rendue exécutoire, ne sont plus soumis à l'approbation du gouvernement.

CHAPITRE VI

AUTORISATION DE PLAIDER

Cas où la commune est demanderesse

Art. 37. — Nulle commune ne peut ester en justice sans y être autorisée par le premier ministre. La commune doit justifier de chances de succès et d'un intérêt suffisant.

Après tout jugement intervenu, la commune ne peut se pourvoir devant un autre degré de juridiction qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du premier ministre.

Dans les cas prévus par les deux paragraphes qui précèdent, la décision du premier ministre doit être rendue dans les deux mois à compter du jour de la demande en autorisation. A défaut de décision rendue dans ledit délai, la commune est autorisée à plaider.

Le président de la municipalité peut toujours, sans autorisation préalable, intenter toute action possessoire ou y défendre et faire tous actes conservatoires ou interruptifs de déchéance.

Il peut, sans autre autorisation, interjeter appel de tout jugement et se pourvoir en cassation ; mais il ne peut suivre sur l'appel ou sur le pourvoi en cassation, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation.

La nécessité d'une autorisation souffre une exception, lorsqu'il s'agit de défendre aux oppositions formées contre les états dressés pour le recouvrement des recettes municipales.

Cas où la commune est défenderesse

Art. 38. — Toute action judiciaire autre que les actions possessoires ne peut, à peine de nulité, être intentée contre une commune qu'autant que le demandeur a préalablement adressé au premier ministre un mémoire exposant l'objet et les faits de sa réclamation. Il lui en est donné récépissé.

L'action ne peut être portée devant les tribunaux que deux mois après la date du récépissé, sans préjudice des actes conservatoires.

La présentation du mémoire du demandeur interrompt toute prescription ou déchéance, si elle est suivie d'une demande en justice dans le délai de trois mois.

Le premier ministre adresse immédiatement le mémoire au président de la municipalité, avec invitation de convoquer le conseil municipal dans le plus bref délai, pour en délibérer.

La délibération du conseil municipal est transmise au premier ministre, qui décide si la municipalité doit être autorisée à ester en justice.

La décision du premier ministre est rendue dans le délai de deux mois à dater du dépôt du mémoire.

CHAPITRE VII

RESSOURCES COMMUNALES

Du budget ordinaire et du budget extraordinaire

Art. 39. — Le budget communal se divise en budget ordinaire et en budget extraordinaire.

Recettes du budget ordinaire

Art. 40. — Les recettes du budget ordinaire des communes se composent :

1° Du produit des droits de place perçus dans les halles, foires et marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment établis;

2° Du produit des permis de stationnement et des locations sur la voie publique ;

3° Du produit des droits de voirie et des autres droits légalement établis;

4° Du produit des terrains communaux affectés aux inhumations et du prix des concessions dans les cimetières ;

5° Du produit des concessions d'eau et de l'enlèvement des boues et immondices sur la voie publique et des autres concessions autorisées pour les services communaux.

6° Du produit que les lois accordent aux communes dans le produit des amendes prononcées par les tribunaux de police correctionnelle et de simple police ;

7° Du produit de la taxe du balayage;

8° Du produit de l'impôt de la caroube (principal et accessoires) sur les loyers des propriétés immobilières clôturées dans les villes de Tunis, la Goulette, Sfax et Sousse, conformément aux dispositions du décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882 ;

9° Et généralement, du produit des contributions, taxes et droits dont la perception est autorisée par les lois dans l'intérêt des communes, et de toutes les ressources annuelles et permanentes.

Recettes du budget extraordinaire

Art. 41. — Les recettes du budget extraordinaire se composent :

1° Du produit des biens aliénés ;

2° Des dons et legs ;

3° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetée ;

4° Du produit des emprunts;

5° Des subventions de l'Etat.

Impôt de la caroube sur les loyers

Art. 42. — . . . . . .

Les dispositions du décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882 sont applicables au municipalités de Tunis, la Goulette, Sousse et Sfax au point de vue de l'assiette de l'impôt et de la rédaction des rôles.

Les commissions de recensement prévues par l'article 5, les commissions prévues par l'article 8 et appelées à statuer, en dernier ressort, sur les réclamations, les sous-commissions prévues par l'article 12, seront désignées par nous, sur le rapport de notre premier ministre.

. . . . . .

Droits de place perçus dans les halles, abattoirs, foires et marchés. — Droits perçus sur la voie publique.

Art. 44. — Les droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés dépendant des communes, et les droits de stationnement sur la voie publique ou dans les lieux publics, sont perçus en vertu de tarifs votés par le conseil municipal et approuvés par décret de S. A. le Bey.

Les droits de stationnement sur la voie publique et dans les lieux publics, sont perçus en vertu de tarifs.

De la régie simple et des collecteurs. — De la ferme

Art. 45. — Les conseils municipaux délibèrent sur le mode de perception des droits de stationnement.

Les modes de perception autorisés sont les suivants :

La régie simple;

La ferme.

La régie simple est la perception des droits sous la direction immédiate des présidents des municipalités.

La ferme est l'adjudication pure et simple, moyennant un prix convenu.

Si les droits sont perçus par la voie de la régie simple, l'administration locale n'a d'autres dispositions à prendre que celles qui doivent garantir le recouvrement exact des produits.

Les tarifs des droits sont fixés par l'autorité supérieure.

La municipalité fait choix de collecteurs, qui reçoivent des marchands ou étalagistes qui stationnent sur la voie publique le montant des droits de place et leur remettent, en retour, un bulletin ou ticket.

Le versement des produits est fait entre les mains du receveur municipal. Ce dernier se charge de l'approvisionnement des bulletins ou tickets à délivrer aux collecteurs.

Droits de voirie

Art. 46. — Les droits de voirie s'appliquent à la délivrance des alignements individuels,

aux permissions d'élever ou de réparer des constructions le long de la voie publique, et à toutes les saillies fixes ou mobiles que les propriétaires ou locataires reçoivent l'autorisation d'établir en dehors de la ligne d'aplomb des édifices, ainsi qu'aux occupations temporaires de la voie publique, dont il a été question à l'article 27.

Les tarifs sont délibérés par le conseil municipal et soumis à l'approbation du directeur général des travaux publics. Ils ne deviennent exécutoires qu'après avoir été sanctionnés par un décret de S. A. le Bey, rendu sur le rapport du premier ministre.

Les oppositions à ces états, en matière de droits de voirie, sont jugées comme affaires sommaires, et la commune peut y défendre sans autorisation du premier ministre.

CHAPITRE VIII

CHARGES COMMUNALES

Dépenses du budget ordinaire

Art. 47. — Les dépenses du budget ordinaire comprennent les dépenses annuelles et permanentes d'utilité communale.

Dépenses du budget extraordinaire

Art. 48. — Les dépenses du budget extraordinaire comprennent :

Les travaux neufs ;

Le remploi du produit des emprunts.

Dépenses obligatoires

Art. 49. — Sont obligatoires pour les communes et peuvent être inscrites d'office au budget, les dépenses suivantes :

Acquittement des dettes exigibles ;

Frais d'administration municipale ;

Frais de nettoiement et d'éclairage des rues ;

Ouverture, construction et entretien des rues, mis à la charge de la ville par décision de l'administration supérieure ; alignement, nivellement et pavage des rues ; aqueducs, canaux, égouts et fontaines ; grosses et petites réparations et entretien des bâtiments affectés aux services communaux ;

Frais d'abonnement et de conservation du journal officiel tunisien, parties arabe et française ;

Frais de registres de constatation de décès ;

Part des communes dans le fonds de cotisations ;

Traitement du receveur municipal ; frais de perception ;

Traitement et autres frais du personnel de la police municipale ;

Frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix ; traitement du garçon de bureau de la justice de paix ;

Clôture des cimetières, leur entretien, leur translation dans les cas déterminés par les règlements ;

Frais d'établissement et de conservation des plans d'alignement et de nivellement ;

Et, généralement, toutes les dépenses mises à la charge des communes par une disposition de loi.

Du fonds de cotisations

Art. 50. — Il est créé un fonds commun, dit fonds de cotisations, destiné à pourvoir aux dépenses afférentes à toutes les communes de la Régence.

Le montant du fonds de cotisations est fixé par arrêté du premier ministre.

Chaque commune participe à l'entretien de ce fonds proportionnellement au total des recettes prévues au budget de l'exercice courant.

La part de chaque commune sera mandatée par le président de la municipalité au nom du receveur général des finances.

Celui-ci ne disposera des sommes du fonds commun que sur la signature du secrétaire général du gouvernement.

Plans généraux d'alignement — Ouverture des voies urbaines

Art. 51. — Les dépenses communales obligatoires comprennent les frais d'établissement et de conservation des plans d'alignement et de nivellement.

Les plans d'alignement et de nivellement seront dressés dans le plus bref délai. Ils feront connaître d'une manière précise la direction, la longueur, la largeur et les limites des rues, places, boulevards, etc., ainsi que les cotes de nivellement de ces voies.

Les plans d'alignement et de nivellement, soit généraux, soit partiels, sont établis par les ingénieurs ou conducteurs des ponts et chaussées, et soumis à l'examen des conseils municipaux.

Il sont soumis à l'approbation du directeur général des travaux publics et homologués par décret de S. A. le Bey, rendus sur le rapport du premier ministre.

Des décrets, rendus sur la proposition du directeur général des travaux publics et le rapport du premier ministre, autorisent ou déclarent d'utilité publique l'établissement, le redressement ou l'élargissement des voies urbaines.

CHAPITRE IX

BUDGET DES COMMUNES

Vote et règlement du budget

Art. 52. — Les recettes et les dépenses des communes ne peuvent être faites que conformément au budget de chaque exercice ou aux autorisations extraordinaires données dans les mêmes formes.

L'époque de la clôture de l'exercice, pour les recouvrements et les paiements qui s'y rattachent, est fixée au 12 janvier de la deuxième année de l'exercice.

Le conseil municipal délibère sur le budget de la commune et, en général, sur toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires.

Le budget de chaque commune, proposé par le président de la municipalité et voté par le conseil municipal, est définitivement réglé par arrêté du premier ministre, sur l'avis du directeur général des travaux publics.

Du crédit pour dépenses imprévues

Art. 53. — Les conseils municipaux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues.

Le crédit pour dépenses imprévues est employé par le président de la municipalité, avec l'approbation du premier ministre.

Réduction des dépenses votées par les conseils municipaux

Art. 54. — Les dépenses proposées au budget peuvent être rejetées ou réduites par l'arrêté du premier ministre qui le règle ; il ne peut en être introduit de nouvelles qu'autant qu'elles sont obligatoires.

Dons et legs

Art. 55. — Le premier ministre statue sur l'acceptation ou le refus des dons et legs de toutes sortes de biens lorsqu'il n'y a pas réclamation des familles.

CHAPITRE X

ADMINISTRATION DU PRÉSIDENT DE LA MUNICIPALITÉ. — ORDONNANCEMENT ET ACQUITTEMENT DES DÉPENSES.

Attributions du président de la municipalité

Art. 56. — Le président est chargé, sous la surveillance de l'autorité supérieure :

De la gestion des revenus ainsi que de la surveillance des établissements communaux et de la comptabilité municipale ;

De la proposition du budget et de l'ordonnancement de dépenses.

Les présidents des municipalités et, par délégation, les vice-présidents peuvent seuls mandater les dépenses.

Mandement et acquittement des dépenses

Art. 57. — Aucune dépense ne peut être acquittée si elle n'a été préalablement ordonnancée par le président sur un crédit régulièrement ouvert.

Tout mandat ou ordonnance doit énoncer l'exercice et le crédit auxquels la dépense s'applique, et être accompagné, pour la constatation de la dette et la régularité du paiement, des pièces indiquées par les articles 30, 31 et 32 du décret du 19 sfar 1301-19 décembre 1883.

. . . . . .

Les présidents des municipalités demeurent chargés, sous leur responsabilité, de la remise aux ayants droit des mandats qu'ils délivrent sur la caisse municipale.

Les parties doivent dater elle-mêmes leurs quittances ; si la partie prenante est illettrée ou dans l'impossibilité de signer, la déclaration en est faite au comptable chargé du paiement, qui la transcrit sur l'ordonnance, la signe et la fait signer par deux témoins notoirement connus, présents au paiement, pour toutes les créances qui n'excèdent pas 250 piastres. La déclaration ainsi faite vaudra quittance et libérera le comptable. Pour les paiements au-dessus de cette somme, il doit être exigé une quittance authentique. Cette quittance pourra être établie dans la forme administrative et sans frais par des notaires ou par des fonctionnaires de l'administration tunisienne désignés par notre premier ministre. Les notaires appelés à dresser de pareils actes sont dispensés de les inscrire sur leurs registres.

Les mandats sont émis au nom du créancier direct. Les oppositions doivent être signifiées au receveur municipal.

Interdiction des virements et des dépassements de crédits

Art. 58. — Les dépenses ne peuvent être acquittées que sur les crédits ouverts à chacune d'elles ; et ces crédits ne peuvent être employés par les présidents à d'autres dépenses.

Tous virements de crédits, tous dépassements de crédits, demeurent interdits.

CHAPITRE XI

CLÔTURE DE L'EXERCICE

Dernier délai pour le mandatement des dépenses

Art. 59. — Les crédits restent à la disposition du président ordonnateur jusqu'au quin-

zième jour qui précède la clôture de l'exercice, mais seulement pour compléter les dépenses auxquelles ils sont affectés.

Après le 12 janvier, l'exercice est clos ; les crédits demeurés sans emploi sont annulés et les restes à recouvrer et à payer sont reportés, de droit et sous un titre spécial, au budget supplémentaire de l'exercice pendant lequel la clôture a lieu. Il en est de même de l'excédent final que présenterait le compte de l'exercice clos.

Aucune dépense ne peut être ordonnancée après le quinzième jour qui précède la clôture de l'exercice, et les mandats, non payés dans la quinzaine suivante, sont annulés, sauf réordonnancement, s'il y a lieu, avec imputation sur les restes libres de l'exercice clos reportés au budget de l'exercice courant.

CHAPITRE XII

ÉCRITURES ET COMPTES DU PRÉSIDENT DE LA MUNICIPALITÉ

Du journal et du grand livre. — Livres auxiliaires

Art. 60. — Au fur et à mesure de chaque opération d'ordonnancement, il doit en être tenu écriture sur des registres ouverts dans chaque municipalité.

Les présidents des municipalités doivent faire tenir un journal et un grand livre pour y consigner sommairement toutes les opérations financières concernant la fixation des crédits, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement. Ces mêmes opérations doivent être décrites avec détails dans les livres ou registres auxiliaires, dont la forme sera déterminée par notre premier ministre, suivant la nature et l'importance des diverses parties du service.

Règlement de l'exercice clos. — Etat des restes à recouvrer

Art. 61. — Au 12 octobre, le président de la municipalité et le receveur dressent, de concert, un état des restes à recouvrer sur l'année budgétaire écoulée.

Cet état doit être placé sous les yeux du conseil municipal.

Le receveur en conserve un double.

Lors de la présentation de l'état des restes à payer, le receveur municipal fournira l'état des recouvrements effectués depuis le 13 octobre sur les restes à recouvrer.

Ces recouvrements devront être terminés le 12 janvier qui suivra l'ouverture de l'exercice courant.

Etat des restes à payer

Art. 62. — Dans la session où les conseils municipaux délibèrent sur le budget du prochain exercice, et avant cette délibération, il est procédé au règlement définitif du budget de l'exercice clos.

A cet effet, lorsque la clôture de l'exercice est arrivée, le président de la municipalité dresse, de concert avec le receveur municipal, conformément au modèle ci-annexé, un état des dépenses faites au 12 octobre précédent et qui n'ont pas été payées, soit parce que les entrepreneurs et fournisseurs n'ont pas produit, en temps utile, les pièces nécessaires pour la liquidation de leurs créances, soit parce qu'ils n'ont pas réclamé, avant la clôture de l'exercice, le paiement des mandats qui leur ont été délivrés.

Il invite au besoin les premiers à lui présenter leurs mémoires dans le plus bref délai possible, et, après examen et règlement, ou sauf règlement, s'il y a lieu, il inscrit le montant de ces mémoires dans la colonne des droits constatés ; il y porte, en outre, le montant des autres sommes dues par la commune au 12 octobre et représentant le prix des services faits pendant l'année expirée. La colonne suivante indique le montant des paiements effectués pour ces dépenses pendant toute la durée de l'exercice ; et les différences entre les chiffres de ces deux colonnes sont portées dans la colonne des crédits réservés aux restes à payer à reporter à l'exercice suivant. Enfin le président fait ressortir, dans une dernière colonne, le montant des crédits ou portions de crédits, qui, déduction faite des parties employées, soit en paiements matériellement effectués dans le délai de l'exercice, soit en sommes réservées pour restes à payer, demeurent définitivement annulés, faute par l'administration d'en avoir fait l'application dans l'année du budget.

L'état doit être certifié conforme aux écritures tant par le receveur que par le président, sous leur garantie et leur responsabilité respectives ; il demeure entre les mains du receveur municipal qui est provisoirement autorisé, sans attendre l'arrivée des budgets supplémentaires, à solder sur les fonds de sa caisse les restes à payer constatés. Il ne peut toutefois dépasser la limite des crédits ouverts au budget primitif pour l'article de dépense sur lequel porte le reste à payer.

Compte d'administration que le président doit présenter.

Art. 63. — Le président prépare, d'après le modèle ci-après, le compte de l'exercice clos, qui doit comprendre, en recettes et en dépenses, toutes les opérations faites sur cet exercice jusqu'à l'époque de la clôture : il

joint à ce compte en deniers tous les développements et les explications qui doivent en former la partie morale.

Deux expéditions du compte de gestion que le receveur doit rendre dans les quinze jours qui suivent la clôture de l'exercice, sont adressées par le receveur au président ; l'une d'elles est jointe, comme pièce justificative, au compte administratif et aux autres pièces relatives au règlement de l'exercice, et transmise au premier ministre ; l'autre est destinée au conseil municipal.

Au moyen de ces documents, réunis au budget de l'exercice et aux titres de recettes, tels que contrats de vente, baux, que le receveur doit représenter, le président prépare le procès-verbal de règlement définitif qu'il soumet, avec toutes les pièces justificatives, à la délibération du conseil municipal.

Règlement définitif du compte du président

Art. 64. — Le conseil municipal procède au règlement définitif ainsi qu'il suit:

Recettes. — En ce qui concerne les recettes, le conseil ramène les évaluations du budget au chiffre des recouvrements faits.

Il rapproche ensuite ces recouvrements de la somme des produits constatés afin de reconnaître s'il y a balance entre eux ou s'il reste encore des parties à recouvrer.

Dans ce dernier cas, il apprécie les motifs de non-recouvrement ; il admet, s'il y a lieu, le reliquat en non-valeurs. Les sommes admises en non-valeurs sont déduites du montant des produits constatés. La différence entre ces derniers et les recouvrements effectués au 12 octobre, est comprise dans le prochain compte du receveur municipal.

Dans aucun cas cependant, le conseil n'apporte de modifications au chiffre des comptes présentés.

Dépenses. — En ce qui concerne les dépenses, le conseil municipal rapproche les paiements du montant des crédits alloués par le budget ou par les autorisations supplémentaires ; il fixe les excédents de crédits et il détermine s'ils proviennent de dépenses effectives restées inférieures aux crédits présumés ou de dépenses non entreprises dans le courant de la première année de l'exercice, de dépenses faites, mais non liquidées ou mandatées à l'époque de la clôture de l'exercice, ou enfin de dépenses mandatées, mais pour lesquelles les mandats n'avaient pas été payés à la même époque. Le conseil prononce l'annulation de ces excédents de crédits.

Crédits à reporter au budget de l'exercice courant. — Les crédits ou portions de crédits qui sont applicables à des dépenses faites dans le courant de la première année de l'exercice mais non soldées à la date de la clôture de cet exercice, sont reportés, de plein droit et sans nouvelle allocation, au budget de l'exercice courant où ils sont l'objet d'une section spéciale sur lequel le paiement des dépenses est imputé.

Les crédits ou portions de crédits relatifs à des dépenses non entreprises pendant la première année de l'exercice, ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant qu'autant qu'ils ont été alloués de nouveau par le premier ministre sur le vote du conseil municipal. Ils sont portés à la section 2 du chapitre des dépenses supplémentaires comme étant la reproduction des crédits annulés au budget précédent.

Les restes à payer qui n'auraient pas été régulièrement constatés à la fin de l'exercice et dont les crédits n'auraient pas été, par conséquent, nominativement reportés au budget courant, ne peuvent, non plus, être acquittés qu'au moyen de crédits supplémentaires.

Les crédits reportés de droit, pour restes à payer, de l'exercice clos à l'exercice suivant, doivent être employés dans les délais fixés pour ce dernier exercice, c'est-à-dire avant le 12 octobre ; faute de quoi ils ne pourraient plus revivre qu'en vertu de nouveaux crédits autorisés dans les formes prescrites.

Paiements irréguliers. — S'il arrive que les paiements faits sur un article du budget aient excédé le crédit ouvert, cet excédent doit être maintenu dans le compte de l'exercice clos ; mais comme il est à la charge du receveur qui a indûment payé, le conseil fait mention de l'obligation imposée à ce comptable de s'en charger en recette dans son prochain compte.

Fixation de l'excédent définitif. — Le conseil municipal, après avoir arrêté le chiffre total des recettes et des dépenses de l'exercice clos, détermine l'excédent définitif applicable aux ressources de l'exercice suivant.

Lorsque, au lieu d'un excédent de recettes, il existe un excédent de dépenses qui ne provient pas de paiements irréguliers, et n'est pas, dès lors, de nature à être mis à la charge du receveur, aucune opération spéciale n'est à faire à cet égard ; le procès-verbal du règlement définitif de l'exercice clos doit seulement le constater.

Le conseil municipal consigne le résultat de son examen dans une délibération dont le modèle est ci-annexé.

Lorsque les opérations de l'exercice sont terminées aux époques de clôture, sans qu'il

existe ni restes à payer ni restes à recouvrer, le conseil municipal mentionne cette circonstance dans sa délibération, et cette mention tient lieu de toute autre justification.

Transmission au premier ministre du compte d'administration. — Le compte d'administration doit être soumis à l'approbation du premier ministre et lui être transmis en double expédition accompagné des pièces ci-après :

Expédition du compte de gestion rendu par le receveur ;

Budget supplémentaire de l'exercice courant en deux expéditions ;

Etat des restes à payer ;

Délibérations du conseil municipal relatives à ces divers objets.

CHAPITRE XIII

DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE

Formation du budget supplémentaire

Art. 65. — Les recettes et les dépenses relatives aux restes à recouvrer et à payer lors de la clôture de l'exercice ainsi que les recettes et les dépenses nouvelles autorisées dans le courant d'un exercice, donnent lieu à un troisième chapitre du budget conforme au modèle ci-annexé.

Chaque article du budget supplémentaire est numéroté.

La série des numéros des chapitres 1 et 2 du budget primitif se continue.

Des crédits ouverts hors budget

Art. 66. — Tous les crédits additionnels autorisés hors budget pour les dépenses effectuées depuis le 13 octobre jusqu'au 12 octobre suivant, doivent être rattachés au budget de cette année et inscrits sous l'article qui leur est ouvert au budget.

CHAPITRE XIV

GESTION DU RECEVEUR

Du receveur municipal

Art. 67. — Les recettes et les dépenses communales s'effectuent par un comptable chargé, seul et sous sa responsabilité, de poursuivre la rentrée de tous les revenus de la commune et de toutes sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le président de la municipalité, jusqu'à concurrence des crédits ouverts au budget.

Toute personne autre que le receveur municipal qui, sans autorisation légale, se serait ingérée dans le maniement des deniers de la commune, sera par ce seul fait constituée comptable et pourra, en outre, être poursuivie en vertu des lois comme s'étant immiscée, sans titre, dans des fonctions publiques.

Titres de recettes. — De leur transmission aux receveurs

Art. 68. — Le premier ministre reçoit du président de la municipalité et remet aux receveurs une expédition en forme de tous baux, contrats, jugements, déclarations, rôles de taxes d'impositions et cotisations locales concernant les revenus dont la perception est confiée au comptable.

Les receveurs sont autorisés à demander aux présidents que les originaux de ces divers actes leur soient remis sur leur récépissé.

Le premier ministre adresse aux receveurs une expédition des budgets.

Les receveurs enregistrent avec détail, sur un carnet, les titres de recettes que leur remet le premier ministre.

Les recettes municipales pour lesquelles les règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectuent sur des états dressés par le président de la municipalité.

Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été visés par le premier ministre.

Nomination des receveurs

Art. 69. — Les receveurs municipaux sont nommés par décrets rendus sur le rapport du premier ministre.

Cautionnements

Art. 70. — Les cautionnements à fournir par les receveurs sont fixés dans chaque décret de nomination et doivent être réalisés avant l'installation des comptables.

Les cautionnements doivent être faits en numéraire et versés à la caisse du receveur général des finances de la Régence. Ils ne portent pas intérêt ; toutefois les receveurs ont la faculté de convertir ces cautionnements en rentes françaises, italiennes ou anglaises, ou en obligations tunisiennes. Dans ce cas, le service des coupons leur est fait.

Les cautionnements en rentes sont calculés au cours moyen du jour de la nomination.

Encaissement des recettes

Art. 71. — Le receveur municipal recouvre les divers produits aux échéances déterminées par les titres de perception ou par l'administration.

Il délivre immédiatement quittance de toutes les sommes versées à sa caisse.

Les quittances sont détachées d'un journal à souche.

Attributions des receveurs en ce qui concerne la conservation des biens et créances appartenant aux communes.

Art. 72. — Les receveurs municipaux sont tenus de faire, sous leur responsabilité personnelle, toutes les diligences nécessaires pour la perception des revenus, legs ou donations, et autres ressources affectées au service des communes ; de faire faire, contre les débiteurs en retard de payer, et à la requête du président de la municipalité, les exploits, significations, poursuites et commandements nécessaires ; d'avertir les administrateurs de l'expiration des baux ; d'empêcher les prescriptions, de veiller à la conservation des domaines, des droits, privilèges et hypothèques ; de requérir, à cet effet, l'inscription au bureau des hypothèques de tous les titres qui en sont susceptibles ; enfin de tenir registre de ces inscriptions et autres poursuites et diligences.

Les receveurs des communes doivent, en conséquence, joindre à leurs comptes, comme pièces justificatives, un état des propriétés foncières, des rentes et des créances mobilières composant l'actif des communes.

Cet état doit indiquer la nature des titres, leur date et celle des inscriptions hypothécaires prises pour leur conservation et, s'il y a des procédures entamées, les situations où elles se trouvent.

Cet état, certifié conforme par le receveur, doit être visé par le président qui y joint ses observations, s'il y a lieu.

Cas dans lesquels les receveurs peuvent se refuser à payer les mandats

Art. 73. — Les receveurs municipaux ne peuvent se refuser à payer les mandats ou ordonnances ni en retarder le paiement que dans les seuls cas :

Où la somme ordonnancée ne porterait pas sur un crédit ouvert ou l'excéderait ;

Où les pièces produites seraient insuffisantes ou irrégulières ;

Où il y aurait eu opposition, dûment signifiée, contre le paiement réclamé, entre les mains du comptable.

Tout refus, tout retard doit être motivé dans une déclaration immédiatement délivrée par le receveur au porteur du mandat, lequel se retire devant le président de la municipalité pour que celui-ci avise aux mesures à prendre ou à provoquer.

Tout receveur qui aurait indûment refusé ou retardé un paiement régulier ou qui n'aurait pas délivré au porteur du mandat la déclaration motivée de son refus, est responsable des dommages qui pourraient en résulter et encoure, en outre, selon la gravité du cas, la perte de son emploi.

CHAPITRE XV

RECOUVREMENTS DE TAXES COMMUNALES ET AUTRES CRÉANCES — RÈGLEMENT SUR LES POURSUITES

Taxes communales

Art. 74. — Les taxes communales sont perçues en vertu de décrets et d'après les rôles et titres rendus exécutoires par le gouvernement.

Ces rôles sont remis au receveur municipal ; ils sont publiés par voie d'affiches. Il est recommandé une large publicité.

Lorsque les taxes sont divisées par douzièmes, chaque douzième est exigible le premier du mois, pour le mois qui précède, à moins de dispositions contraires dans les décrets qui établissent ces taxes.

Les receveurs délivrent immédiatement quittance de toutes les sommes qui leur sont versées. Ils sont tenus, en outre, d'émarger au rôle chaque paiement au moment même où il a lieu et en présence de la partie versante. Les quittances sont extraites d'un registre à souche dont le modèle est ci-annexé. Il n'est tenu qu'un seul registre à souche pour la constatation des recouvrements, quels qu'ils soient.

Les pièces fausses offertes en paiement sont cisaillées et rendues en cet état au porteur. Les receveurs doivent apporter le plus grand soin à reconnaître les fonds qu'ils reçoivent du public et insister pour que les fonds qu'ils remettent soient comptés en leur présence.

Règlement sur les poursuites

Les contribuables qui n'ont pas acquitté, le premier du mois, les douzièmes échus pour le mois précédent, sont dans le cas d'être poursuivis.

Les receveurs ne peuvent commencer les poursuites avec frais qu'après avoir adressé au contribuable retardataire une sommation de payer, administrative et gratuite. La date de l'envoi au contribuable de la sommation gratuite est constatée à l'article du rôle en tête de la colonne d'émargement.

Le receveur municipal soumet au visa du président de la municipalité un état, conforme au modèle ci-joint, des contribuables qui n'ont pas acquitté les taxes ci-après : . . . . . taxes de balayage ; impôt de la caroube ; et, en général, toutes les taxes qui se perçoivent en vertu de rôles nominatifs de cotisation.

L'état ou contrainte, ainsi visé, est remis par le receveur municipal à un agent communal chargé de faire les diligences nécessaires pour arriver au recouvrement des taxes.

Degré des poursuites

Art. 76. — Les degrés de poursuites sont établis comme il suit :

1er degré, sommation avec frais ;

2e degré, commandement de payer ;

3e degré, saisie ;

4e degré, vente.

Les poursuites par voie de sommation avec frais sont employées contre les contribuables retardataires qui ne se sont pas libérés huit jours après la sommation gratuite.

Le commandement n'a lieu que trois jours après la sommation avec frais.

Si, après le commandement, le contribuable ne se libère pas, il est procédé successivement à la saisie et à la vente des meubles et effets, en observant les formes prescrites par l'article 79 du présent décret en ce qui concerne le recouvrement des créances autres que les taxes municipales.

Salaires des agents de poursuites

Art. 77. — Le salaire des agents de poursuites employés à notifier la sommation avec frais, consiste en une somme fixe par bulletin de sommation. Le prix du bulletin de sommation, celui du commandement, des actes de saisie et de vente sont déterminés, dans chaque ville, par un arrêté du premier ministre.

Les frais de poursuites sont payés aux agents communaux, au même titre que les dépenses communales, au moyen de mandats appuyés de l'état des frais établi par l'agent de poursuites, certifié par le receveur municipal et visé par le président de la municipalité.

Recouvrement des frais de poursuites

Art. 78. — Les receveurs émargent, sur les états de frais, en présence des parties versantes, les paiements qui leur sont faits, en y rapportant les numéros des quittances qu'ils sont tenus de délivrer pour ces recettes. Ils doivent, en outre, annoter sur les rôles, à l'article de chaque contribuable, et dans les colonnes réservées pour cet objet, le montant des frais d'après l'état certifié par lui et visé par le président, ainsi que les recouvrements à mesure qu'ils sont effectués.

Créances autres que les taxes municipales

Art. 79. — En ce qui concerne les créances résultant de jugements, titres exécutoires, actes, baux, etc., les poursuites à exercer contre les débiteurs en retard ont deux degrés:

1° Le commandement, à la requête du président de la municipalité. Ce commandement sera fait par voie d'huissier, pour les justiciables des tribunaux français ;

2° La saisie-exécution des meubles.

Après ce dernier acte de poursuites, le receveur informe le président de la municipalité qu'il a fait procéder à la saisie-exécution ; que par le procès-verbal de cette saisie, en date du. . . la vente a été indiquée pour le. . . du mois de. . .

Les oppositions formées contres les actes de poursuites sont jugées comme affaires sommaires, et le président peut y défendre sans autorisation du premier ministre.

Le receveur municipal est compétent pour faire procéder à la saisie-arrêt ; mais il est tenu d'en donner connaissance au président de la municipalité, avant de lui donner les suites de droit.

Poursuites autorisées par le décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1885

Art. 80. — En ce qui concerne les Tunisiens, il pourra être procédé contre eux conformément aux dispositions du décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1885.

. . . . . .

Les dépenses d'emprisonnement à la nouvelle prison de Tunis, prononcé conformément à l'article 3 du décret, seront payées sur le fonds de cotisations des communes.

Dégrèvements et non-valeurs

Art. 81. — *Dégrèvements.* — Les receveurs municipaux reçoivent avis de toutes les décisions portant décharge ou réduction, remise ou modération des créances ou taxes réclamées aux contribuables.

Ils annotent ces décisions sur les rôles, à l'article de chaque contribuable ; il les annexent aux actes, titres, etc., sur lesquels portent les décharges ou réductions, remises ou modérations.

Les receveurs donnent avis aux intéressés du jour où doivent s'effectuer les remboursements.

Les remboursements ont lieu dans les mêmes formes que les autres dépenses communales.

Les acquits peuvent, en outre, être donnés au bas des actes, titres de créances, etc.

Des non-valeurs. — Le receveur municipal dresse l'état des cotes qu'il y a lieu d'admettre en non-valeurs.

Cet état est appuyé de justifications, telles que certificats d'indigence, de disparition des

contribuables, constatant suffisamment que les cotes deviennent irrécouvrables, de la décision dont il est parlé à l'article 5 du décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1885 précité.

L'état est soumis au conseil municipal qui fait connaître celles de ces cotes qu'il y a lieu d'admettre en non-valeurs. Il est enjoint au receveur de poursuivre le recouvrement des autres.

La délibération prise à cet égard est soumise à l'exécutoire du premier ministre.

L'état des cotes irrécouvrables admises en non-valeurs et la délibération qui les concerne, sont annexés au compte de gestion du receveur.

Il est statué définitivement dans les formes prescrites par le chapitre XVII du présent décret.

CHAPITRE XVI

DES ÉCRITURES DES RECEVEURS

Principes généraux

Art. 82. — Les écritures des receveurs municipaux sont tenues en partie double.

Les articles par lesquels les comptes sont débités ou crédités, sont inscrits sur un journal, dans l'ordre chronologique des opérations ; toute opération, de quelque nature qu'elle soit, doit être décrite avec toutes ses circonstances, au moment même où elle a lieu. En aucun cas, l'enregistrement des opérations d'une journée ne doit être remise au lendemain, et les soldes matériels de caisse et de portefeuille doivent être comparés, chaque jour, avec les résultats des écritures.

Le montant des articles est rapporté, jour par jour, sur un grand livre où les comptes sont ouverts par nature d'opérations. Les comptes du grand livre sont additionnés tous les trois mois au moins ; les totaux en sont portés sur un relevé appelé balance où tous les comptes se trouvent indiqués et classés. Les soldes débiteurs et créditeurs sont portés dans des colonnes spéciales de la balance.

Le receveur municipal doit constater les opérations à mesure qu'elles ont lieu, sans lacune, surcharge ni rature ; les écritures faites ne peuvent jamais éprouver d'altération et, si des erreurs ont été commises, elles doivent être rectifiées par de nouvelles écritures.

Les receveurs ont à rendre des comptes de gestion annuelle. Chaque compte, formé d'après les écritures, et appuyé des pièces justificatives, doivent présenter : la situation du comptable et les valeurs en caisse et en portefeuille, d'après le compte précédent ; la totalité des opérations faites par le receveur pendant l'année, tant en recette qu'en dépense ; et le résultat général des recettes et des dépenses au 12 octobre, lequel résultat doit être égal au montant des valeurs existant en caisse et en portefeuille à cette dernière époque.

Les écritures du receveur nécessitent l'emploi des livres ci-après :

1° Un journal à souche pour l'enregistrement de toutes les recettes et pour la délivrance des quittances aux parties versantes ;

2° Des livres de détail, dans lesquels les recettes et les dépenses sont classées par nature ;

3° Un journal général présentant toutes les opérations décrites sur les livres de détail et la situation journalière de la caisse ;

4° Et un grand livre contenant le rapport, à chacun des comptes qui y sont ouverts, des recettes et dépenses inscrites au journal général.

Du journal à souche

Art. 83. — Les receveurs municipaux tiennent, pour l'enregistrement de leurs recettes et la délivrance de leurs quittances, un journal à souche dans la forme du modèle ci-annexé. Le journal à souche est additionné, à la fin de chaque journée, avec rapport des totaux des journées précédentes, de manière que le total général soit égal au total des crédits des comptes généraux ouverts au grand livre. En conséquence, le total de la balance d'entrée doit être inscrit comme point de départ, en tête du journal à souche, au commencement de l'année.

Des livres de détail

Art. 84. — Les livres de détail destinés à la constatation, par nature de recettes et de dépenses, des opérations qui sont effectuées en exécution des budgets des communes, sont tenus par exercices, c'est-à-dire qu'ils servent à l'enregistrement des recettes et des dépenses propres à chaque exercice, non seulement pendant l'année qui donne son nom à cet exercice, mais encore pendant le cinquième trimestre qui est accordé pour en compléter les opérations.

Il s'en suit que les receveurs, ayant à opérer dans le cours de chaque année les recettes et les dépenses de l'exercice qui commence et celles de l'exercice qui achève sa période, doivent tenir concurremment ouverts les livres de détail de ces deux exercices.

A mesure que le receveur a effectué une recette, et qu'il a délivré à la partie versante une quittance détachée du journal à souche, il constate immédiatement cette recette à l'article du livre de détail auquel elle se rapporte.

De même, chaque paiement que le receveur opère entre les mains des créanciers des communes, est constaté en dépense à l'article correspondant du livre de détail de l'exercice auquel la dépense appartient.

Du journal général

Art. 85. — Le journal général, qui sert en même temps de livre de caisse, est destiné à résumer, jour par jour, dans des articles passés à cet effet, lesquels reçoivent une série de numéros d'ordre du 13 octobre au 12 octobre suivant, les recouvrements et les paiements constatés sur les livres de détail, ainsi que les opérations qui, par leur nature, ne doivent pas figurer aux livres de détail, comme concernant des services exécutés en dehors des budgets ou constituant de simples mouvements de valeur.

La colonne du montant des opérations comprend toutes les opérations du comptable.

Son total sert de contrôle aux totaux de la balance dont il est parlé ci-après.

Elle sera donc additionnée, sans interruption depuis le 13 octobre jusqu'au 12 octobre suivant.

Du grand livre

Art. 86. — Le grand livre contient un compte général ouvert à la commune pour y porter : au crédit, le montant des recouvrements constatés par les articles du journal ; au débit, le montant des paiements.

Il contient, en outre : 1° le compte caisse, au débit duquel sont inscrites toutes les sommes entrant en caisse, et qui reçoit, à son crédit, l'enregistrement de toutes les sommes payées ; 2° les comptes de valeurs, le compte du Trésor public, le compte de la caisse des dépôts et consignations (numéraire et inscriptions de rentes sur l'Etat), le compte des avances à recouvrer ; 3° les comptes des dépôts de garantie et cautionnements pour adjudications et marchés, des recouvrements de frais de poursuites et de procédure.

Les receveurs municipaux doivent, en outre, tenir des livres auxiliaires des comptes du grand livre qui exigent des développements particuliers, tels que comptes de loyers de maisons et terrains, de fermages de biens ruraux, etc.

Clôture des registres au 12 octobre de chaque année

Art. 87. — Le journal et le grand livre doivent être arrêtés au 12 octobre de chaque année.

Le président de la municipalité est appelé à constater l'existence, au 12 octobre, des valeurs matérielles qui représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, et procède à la clôture des registres.

Ce fonctionnaire, assisté d'un membre du conseil municipal, dresse à cet effet un procès-verbal et une balance des comptes du grand livre conforme aux modèles ci-annexés.

Les soldes de ces comptes sont reportés, comme point de départ, au journal et au grand livre de l'année suivante ; deux articles sont, à cet effet, passés au journal, au moyen d'un compte à ouvrir au grand livre sous le titre de balance d'entrée.

Par l'un de ces articles, le compte balance d'entrée est crédité par le débit des comptes qui présentent des soldes débiteurs.

Par l'autre article, le compte balance d'entrée est débité au crédit des comptes où il existe des soldes créditeurs.

CHAPITRE XVII

DES COMPTES DES RECEVEURS MUNICIPAUX

Du compte de gestion

Art. 88. — Les receveurs municipaux sont tenus de rendre, chaque année, au 12 avril au plus tard, un compte de gestion pour leurs opérations de l'année précédente.

Ils établissent le compte des opérations complémentaires de chaque exercice aussitôt après sa clôture et comprennent ces opérations dans le même document que le compte des opérations des douze premiers mois auxquelles elles sont réunies pour présenter des résultats qui concordent avec ceux du compte du président de la municipalité.

Les comptes doivent être établis conformément aux règles ci-après et au modèle ci-joint.

Le terme de la période pendant laquelle les dépenses de chaque exercice doivent être exécutées, est fixé au 12 janvier de la seconde année de l'exercice ; les trois mois de la seconde année sont accordés pour payer les dépenses faites avant le 12 octobre.

Le compte de gestion comprend : 1° la situation du comptable envers la commune au 12 octobre, de telle sorte que, l'excédent de recettes à cette époque étant reporté au compte de l'exercice courant, les comptes soient liés les uns aux autres, sans interruption ; 2° les paiements effectués jusqu'au 12 janvier sur l'exercice clos le 12 octobre précédent.

Rédaction du compte

Art. 89. — Les budgets formant la base des comptes de gestion, puisque ces derniers n'en sont que l'exécution, doivent, ainsi que les

autorisations supplémentaires, y être transcrits littéralement.

Le montant des réductions des titres de recettes doit être indiqué dans la colonne d'observations.

Les articles du compte reçoivent une seule série de numéros qui commence au premier article de la recette et se continue, sans interruption, jusqu'au dernier article de la dépense.

Mode de formation des comptes

Art. 90. — Les comptes présentent les recettes et les dépenses de l'année ainsi que les dépenses de l'exercice entier.

Ils ont, pour point de départ, le solde des valeurs restant en caisse ou en portefeuille et celui des avances à recouvrer au commencement de l'année et, pour résultat, le montant des valeurs et pièces justificatives qui représentent l'excédent de recettes au 12 octobre.

Ce résultat doit toujours être d'accord avec le solde des comptes du grand livre, augmenté de celui des services hors budget.

Les comptes se divisent en deux parties.

Première partie du compte

Art. 91. — Dans la première partie du compte destinée à consigner toutes les opérations de l'exercice dont il est rendu compte, le receveur doit se charger en recette de tous les revenus qui étaient à recouvrer au 12 octobre d'après le budget ou les autorisations supplémentaires, sauf les exceptions indiquées plus bas.

Ces revenus se composent de revenus fixes et de revenus éventuels.

Les premiers sont ceux dont la perception est faite en vertu des rôles, baux et actes d'adjudication qui rectifient les fixations provisoires du budget; et c'est du montant de ces titres définitifs que les receveurs sont tenus de se charger en recette.

Les revenus de la seconde espèce sont ceux pour lesquels il n'existe qu'une évaluation au budget et ne peuvent être définitivement connus qu'en fin d'exercice.

Les receveurs doivent réclamer de l'autorité administrative des certificats qui établissent les produits réels de chacun de ces revenus ; ces certificats devenant ainsi titres définitifs, les receveurs se chargent des sommes qui y sont portées.

Les opérations de l'exercice se trouvant ainsi réunies, le compte, dans cette première partie, fait ressortir :

1° Les restes à recouvrer au 12 octobre, qui doivent être reportés à l'exercice suivant :

2° Les excédents de crédits à annuler ou à reporter ;

3° Le reliquat définitif de l'exercice terminé, qui doit être comparé avec le résultat du compte d'administration rendu pour ce même exercice.

Les receveurs porteront, dans le compte des restes à recouvrer, la portion de revenus qui, par des circonstances imprévues et exceptionnelles dont ils justifieraient, n'aurait pu être recouvrée pendant le cours de l'exercice et serait cependant susceptible de l'être dans l'exercice suivant.

Ils mentionnent, dans la colonne d'observations, les pièces justificatives des causes de retard, et, sur le vu de ces pièces, l'autorité chargée de juger le compte rappelle, dans son arrêt, l'obligation qui est imposée au receveur d'en poursuivre la rentrée comme d'un produit applicable à l'exercice suivant, et de s'en charger dans le prochain compte.

Quant aux restes à recouvrer dont les receveurs demanderont l'allocation en non-valeurs, en justifiant de l'insolvabilité des débiteurs ou de la caducité des créances, il est procédé de la manière suivante.

Lorsque le conseil municipal, dans une délibération spéciale, a proposé l'admission en non-valeurs d'une partie ou de la totalité des restes à recouvrer dont la rentrée ne peut pas être opérée, et, lorsque la délibération a été approuvée par le premier ministre, le receveur, en vertu de cette décision, inscrit dans son prochain compte et dans la colonne à ce destinée, le montant des produits, d'après les titres et actes justificatifs, déduction faite des réductions; il indique, en outre, dans la colonne d'observations, le montant des valeurs ainsi constatées, afin que le juge des comptes puisse, au moyen de cette indication, faire pour chaque non-valeur l'application des pièces produites et inscrire avec certitude, dans son jugement, la disposition nécessaire pour déduire définitivement de l'actif la somme reconnue irrécouvrable.

L'arrêté ministériel d'annulation approuvant la délibération du conseil municipal, est pris au vu de toute les pièces produites par le receveur pour établir l'insolvabilité du débiteur ou l'impossibilité du recouvrement. Cet arrêté a pour but unique de faire, à titre provisoire, disparaître de l'actif de la commune les créances jugées irrécouvrables et non pas de dégager absolument la responsabilité du receveur.

Le juge des comptes conserve le droit de forcer ces comptables en recette quand ils n'ont pas fourni toutes les justifications nécessaires à leur décharge.

La première partie du compte de gestion doit présenter :

1° Les recettes et les dépenses à effectuer d'après les budgets primitifs et supplémentaires ou les autorisations spéciales ;

2° Les recettes et les dépenses effectuées sur cet exercice du 13 octobre au 12 octobre suivant ;

3° Les dépenses faites pendant les trois mois suivants sur le même exercice.

Deuxième partie du compte

Art. 92. — Les recettes et les dépenses effectuées par les receveurs pour les divers services exécutés en dehors des budgets, doivent composer la deuxième partie de leur compte de gestion. Ces services ont ordinairement pour objet :

Les dépôts de garantie pour adjudications et marchés ;

Les excédents de versements sur les produits communaux ;

Les recettes faites avant l'ouverture de l'exercice.

Résultat général

Art. 93. — Les receveurs, après avoir établi chaque partie de leur compte, en forment le résultat général.

A cet effet, ils rapportent dans le cadre qui termine le modèle :

1° Le total des recettes faites du 13 octobre au 12 octobre suivant sur le premier exercice en cours, ainsi que les recettes qui font l'objet de la deuxième partie du compte ;

2° Le total des dépenses acquittées pendant le même temps sur les mêmes exercices et pour les mêmes services ;

3° L'excédent des recettes de l'année précédente, qui est présenté en tête du compte comme premier article.

Les receveurs forment ensuite le total général de la recette et de la dépense et font ressortir l'excédent des recettes au 12 octobre, en présentant d'une manière distincte le solde relatif aux services exécutés hors budget et celui qui représente les fonds appartenant à la commune.

Cet excédent doit être justifié :

1° Par le procès-verbal de vérification de caisse dressé à la même date du 12 octobre ;

2° Par la balance des comptes du grand livre.

Les receveurs rapportent, en outre, dans la deuxième partie du même cadre, les opérations de recettes et de dépenses effectuées, sur l'exercice dont il est rendu compte, pendant la durée de cet exercice. Ils rappellent le résultat définitif de l'exercice précédent et font ressortir l'excédent de recette ou de dépense de l'exercice dont il est rendu compte, lequel doit être d'accord avec le compte d'administration du président de la municipalité.

Du jugement des comptes

Art. 94. — Pour que le compte d'un receveur soit en état d'examen, il faut qu'il soit accompagné : d'une expédition du budget primitif et du budget supplémentaire et d'un tableau des autorisations spéciales ; de la délibération du conseil municipal sur le compte présenté ; d'une copie certifiée du compte d'administration et délivrée par le président de la municipalité ; de l'état de l'actif de la commune et de l'état du passif ; du procès-verbal de situation de caisse au 12 octobre ; d'une copie de la balance des comptes du grand livre ; de l'état annexe à ce bordereau présentant le développement des comptes relatifs aux services hors budget ; enfin des mémoires, factures ou quittances.

Ces documents doivent parvenir au ministère avant le 12 juin.

Retards dans la production des comptes
Pénalités

Art. 95. — Les receveurs qui n'ont pas présenté leurs comptes dans les délais prescrits par les règlements peuvent être condamnés, par l'autorité administrative, à une amende de vingt à trois cents piastres par chaque mois de retard.

Ces amendes sont attribuées aux municipalités dont les comptes sont en retard.

Notification et exécution des jugements

Art. 96. — Les décisions en matière de comptes sont notifiées au receveur municipal qui en délivre récépissé.

Les charges ou injonctions que ces décisions imposent au receveur, doivent être exécutées dans le délai de deux mois à partir du jour de la notification.

En y répondant, le receveur produit un état présentant dans des colonnes distinctes :

1° La copie textuelle des injonctions ;

2° Les réponses ou explications du receveur et l'indication des pièces produites.

Si la première décision n'a pas été exécutée ou contredite dans le délai de deux mois, il peut être rendu, à l'expiration de ce délai, une décision définitive qui met à la charge du comptable, par des forcements de recettes et des rejets de dépenses, les sommes ou partie des sommes qui ont fait l'objet des charges ou injonctions contenues dans le premier arrêt. Le montant du débet ainsi constaté doit être versé, en capital et intérêts, immé-

diatement après la notification de la décision définitive.

S'il s'agit d'exercer des poursuites contre un comptable en débet, une expédition de la décision est signifiée au débiteur par voie d'huissier, s'il y a lieu, avec commandement de payer ; et, à défaut de paiement, le président, au nom de la commune, fait procéder aux poursuites judiciaires.

CHAPITRE XVIII

SURVEILLANCE ET RESPONSABILITÉ

Contrôle exercé par le directeur des finances

Art. 97. — Le directeur des finances est chargé de vérifier les caisses et la tenue des écritures des receveurs.

Etats périodiques à adresser au ministère

Art. 98. — Les receveurs municipaux envoient, les 3, 13 et 23 de chaque mois, l'état de situation budgétaire de la commune indiquant, par article, le montant des recouvrements et des paiements effectués. Ils forment, à l'expiration de chaque mois, une balance des comptes de leur grand livre. Ils établissent, par dizaine, une situation sommaire, et par mois, ou au moins par trimestre, un bordereau détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses.

Les totaux des débits et des crédits des comptes doivent se balancer entre eux et être, en outre, conformes au total de la quatrième colonne du journal général.

La situation sommaire s'établit d'après le cadre qui termine le modèle du bordereau détaillé.

De l'unité de caisse

Art. 99. — Chaque comptable ne doit avoir qu'une seule caisse dans laquelle sont réunis tous les fonds appartenant aux divers services dont il est chargé. Il serait déclaré en déficit des fonds qui n'existeraient pas dans cette caisse unique.

Du carnet de vérification journalière de la caisse

Art. 100. — Le receveur doit procéder à la vérification de la caisse, chaque jour, et constater, sur un carnet ou cahier spécial, le détail, par nature, des valeurs existant matériellement en caisse ou en portefeuille.

Garde des fonds. — Responsabilité en cas de vol

Art. 101. — En cas de vol commis à sa caisse, aucun comptable public ne peut en obtenir la décharge, s'il ne justifie que ce vol est l'effet d'une force majeure.

Il est statué, par le premier ministre, les conseils municipaux entendus, sur les demandes formées par les receveurs en décharge, pour pertes de fonds, motivées sur des circonstances de force majeure.

CHAPITRE XIX

DE LA FRANCHISE POSTALE ET TÉLÉGRAPHIQUE

Art. 102. — Les présidents des municipalités ont la franchise postale et télégraphique avec S. A. le Bey, le premier ministre de S. A. le Bey, le secrétaire général du gouvernement, directeur général des travaux publics, le directeur des finances.

Les receveurs municipaux ont droit au même privilège.

Disposition finale

Art. 103. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

10 juin 1885 (27 châban 1302)

Décret sur la composition du conseil municipal de Tunis et le mode de nomination de ses membres,

Article premier. — Le conseil municipal de Tunis est composé, outre le président et les deux vice-présidents de la municipalité, de huit membres tunisiens, huit membres européens et un membre israélite indigène, nommés par Nous.

Art. 2. — Les dispositions contraires de l'article 1er du décret du 29 hidjé 1300-31 octobre 1883 et de l'article 3 du décret du 16 djoumadi-ettani 1302-1er avril 1885, sont et demeurent rapportées.

10 octobre 1886 (12 moharrem 1304).

Décret faisant remise aux villes de Bizerte et du Kef de la caroube sur les loyers pour être perçue au profit de la commune à dater du 13 octobre 1886 (N° 43, *Journal officiel tunisien*),

24 janvier 1887 (30 rabia-ettani 1304).

Décret instituant une commission municipale à Monastir

Article premier. — Il est institué à Monastir une commission municipale chargée de l'organisation du service du balayage et de l'éclairage.

Art. 2. — La commission municipale de Monastir est composée comme il suit : un président, un vice-président, quatre membres et les cheiks de quartier.

24 janvier 1887 (30 rabia-ettani 1304).

Décret instituant une commission municipale à Mehdia

Article premier. — Il est institué à Mehdia une commission municipale chargée de l'orga-

nisation du service du balayage et de l'éclairage.

Art. 2. — La commission municipale de Mehdia est composée comme il suit : un président, un vice-président et neuf membres, parmi lesquels les quatre cheiks de quartier.

24 janvier 1887 (30 rabia-ettani 1304)

Décret instituant un commission municipale à Gabès

Article premier. — Il est institué à Gabès une commission municipale chargée de l'organisation du service du balayage et de l'éclairage.

Art. 2. — La commission municipale de Gabès est composée comme il suit : un président, un vice-président et dix membres.

31 janvier 1887 (7 djoumadi-el-aoual 1304)

Décret sur la contribution des riverains aux travaux de premier établissement des chaussées et des trottoirs à Tunis, la Goulette, Bizerte, le Kef, Sousse et Sfax.

Article premier. — Les dépenses de premier établissement des chaussées des villes de Tunis, la Goulette, Bizerte, le Kef, Sousse et Sfax seront supportées par les propriétaires riverains, chacun proportionnellement au développement des façades de son héritage, mais seulement jusqu'à concurrence, par mètre courant de façade, de :

Quarante piastres pour la ville de Tunis ;
Vingt piastres pour les autres localités.

Dans ces dépenses ne sont pas compris les frais de premier établissement du pavage ou dallage des trottoirs qui seront, en outre, supportés, par moitié, par les propriétaires riverains, sous la réserve que, pour les trottoirs de plus de six mètres, l'excédent de largeur restera entièrement à la charge de la ville.

Art. 2. — En ce qui concerne les dépenses de premier établissement des égouts publics des mêmes villes et de leurs accessoires, tels que bouches et branchements de bouches, regards et branchements de regards, etc., les anciens usages continueront à être appliqués jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Art. 3. — Si la contribution imposée en vertu des articles 1er et 2 est hors de proportion avec la valeur vénale des immeubles riverains, la remise totale ou partielle de la taxe pourra être accordée à tous ou à certains immeubles par le conseil municipal, sous réserve de l'approbation de notre premier ministre.

Le conseil ne pourra délibérer qu'après enquête faite par les soins de l'administration municipale sur la valeur vénale des immeubles.

La délibération devra être soumise, avec les pièces à l'appui, à l'approbation de notre premier ministre, avant le commencement des travaux.

Art. 4. — Les rôles de répartition des dépenses ci-dessus spécifiées sont dressés par l'administration municipale et rendus exécutoires par notre premier ministre.

Art. 5. — Les rôles sont déposés dans les bureaux des municipalités et tenus à la disposition des intéressés.

Avis du dépôt des rôles est donné au public, par voie d'affiche, quinze jours au moins avant la mise en recouvrement.

Art. 6. — Les réclamations relatives à ces rôles seront adressées au président d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le président ou le vice-président de la municipalité délégué par lui, président ;

Deux conseillers municipaux délégués par le conseil municipal.

Il pourra être fait un appel, devant les tribunaux français par les contribuables relevant de la justice française, et devant la section des affaires civiles du tribunal de l'ouzara par les sujets tunisiens, de la décision de cette commission, dans un délai d'un mois à dater de la signification de la sentence par la voie administrative.

Art. 7. — Toute réclamation dont la commission n'aurait pas été saisie dans le délai d'un mois à dater de l'avis du dépôt des rôles, et qui n'aurait pas été accompagnée, dans le même délai, de la quittance délivrée par le receveur municipal constatant le paiement de la totalité de la taxe inscrite au rôle, sera rejetée sans examen.

Art. 8. — Tous inscrits au rôle qui n'en auront pas été rayés par décision de la commission ou du tribunal compétent, ou, en cas de décès, leurs héritiers seront tenus de l'intégralité de la taxe pour laquelle ils sont portés.

En cas de mutation de propriété, le recouvrement pourra être poursuivi directement contre les ayants droit de l'inscrit, sans préjudice du recours contre celui-ci.

Art. 9. — Aucun des travaux de premier établissement auxquels les propriétaires sont tenus de contribuer en vertu du présent décret ne pourra être entrepris, ni aucune taxe perçue pour y pourvoir, sans qu'un décret, rendu dans l'année, n'en ait, au préalable, et dans chaque cas particulier, déclaré l'utilité publique.

Art. 10. — Les municipalités jouiront, pour le recouvrement des taxes établies par le présent décret, du même privilège que le gouver-

nement pour le recouvrement de la caroube des immeubles.

Art. 11. — Sont et demeurent abrogés le décret du 28 sfar 1300-8 janvier 1883, relatif aux travaux de construction et de grosses réparations des rues, égouts et trottoirs et le décret du même jour relatif à l'entretien des rues et égouts, et l'article 43 du décret du 16 djoumadi-ettani 1302-1er avril 1885.

21 avril 1887 (28 redjeb 1304)

Décret modifiant la composition du conseil municipal de Sfax

Article premier. — Le conseil municipal de Sfax est dissous. La municipalité de Sfax sera, à l'avenir, administrée par un président et un vice-président assistés d'un conseil municipal de seize membres.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

13 juillet 1887 (22 chaoual 1304)

Décret instituant une commission municipale à Béja

Article premier. — Est supprimée la commission de trois membres chargés d'administrer la taxe du balayage de Béja par décret du 12 djoumadi-el-aoual 1303-16 février 1886.

Art. 2. — Il est créé à Béja une commission municipale composée comme il suit :

Un président, un vice-président et neuf membres.

30 juillet 1887 (10 kâda 1304)

Décret instituant une commission municipale à Nébeul

Article premier. — Il est créé à Nébeul une commission municipale chargée du service du balayage et de l'éclairage.

Art. 2. — La commission municipale est composée comme il suit :

Un président, un vice-président et sept membres.

13 septembre 1887 (25 hidjé 1304)

Décret instituant une commission municipale à Houmt-Souk de Djerba

Article premier. — Il est créé à Houmt-Souk de Djerba une commission municipale.

Art. 2. — La commission municipale est composée comme il suit :

Un président, un vice-président et neuf membres.

25 septembre 1887 (7 moharrem 1305)

Décret instituant une commission municipale à Souk-el-Arba

Article premier. — Il est créé à Souk-el-Arba une commission municipale.

Art. 2. — La commission municipale est composée comme il suit :

Un président, un vice-président et dix membres.

7 juin 1888 (27 ramadan 1305)

Décret réglementant les taxes sur les chiens

Base de la taxe sur les chiens

Article premier. — La taxe municipale sur les chiens est établie d'après les règles ci-après :

La taxe comprend deux catégories; la taxe la plus élevée porte sur les chiens d'agrément, ou servant à la chasse.

La taxe la moins élevée porte sur les chiens de garde comprenant ceux qui servent à guider les aveugles, à garder les troupeaux, les habitations, magasins, ateliers, et en général tout ceux qui ne sont pas compris dans la catégorie précédente.

Les chiens qui, d'après leur emploi, peuvent être classés également dans la première ou la seconde catégorie, sont rangés dans celle dont la taxe est la plus élevée.

Des décrets règlent, sur la proposition des conseils municipaux, les tarifs applicables à chaque commune.

La taxe est due pour les chiens possédés au 13 octobre, à l'exception de ceux qui, à cette époque, sont encore nourris par la mère.

Déclaration exigée des contribuables

Art. 2. — Les contribuables sont tenus de faire la déclaration des chiens à raison desquels ils sont imposables, en se conformant aux instructions établies à l'article 1er.

Les déclarations sont valables jusqu'à déclaration contraire et n'ont pas besoin d'être renouvelées s'il ne survient aucun changement dans le nombre et la destination des chiens.

Les déclarations seront faites une première fois ou modifiées s'il y a lieu, le 13 octobre au plus tard de chaque année, au secrétariat de la municipalité.

Les déclarations, signées par le déclarant, sont inscrites sur un registre spécial. Il en est délivré récépissé mentionnant le nom du déclarant, la date de la déclaration, le nombre et la destination des chiens.

Inscriptions faites d'office

Art. 3. — Si les déclarations ne sont pas faites dans le délai ci-dessus, ou si elles sont faites d'une manière inexacte ou incomplète, il y sera suppléé d'office chaque année par le président ou le vice-président de la municipalité, qui est chargé de rédiger le rôle, de concert avec deux conseillers municipaux et le receveur municipal.

Cette commission statuera sur les déclarations tendant à la radiation et à la diminution des taxes.

Le rôle est dressé dans l'ordre des quartiers, des rues et des numéros des maisons.

Accroissement de taxes

Art. 4. — Les taxes seront doublées pour les chiens qui n'auront pas été déclarés ou qui auront été déclarés d'une manière inexacte.

Les décisions de la commission prévues par l'article précédent sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Publication du rôle

Art. 5. — Le rôle est soumis, chaque année, à l'exécutoire du premier ministre, et renvoyé au receveur municipal.

Le receveur fait porter le rôle à la connaissance des contribuables par voie d'affiches et d'avertissement individuel.

L'avertissement énoncera :

1° Le montant de la taxe imposée aux contribuables.

2° Le montant du paiement, le délai et la forme des réclamations.

Rôles supplémentaires

Art. 6. — Lorsque, après la rédaction du rôle, il est découvert des faits pouvant donner lieu à des accroissements de la taxe, c'est-à-dire des omissions de déclarations ou des déclarations inexactes concernant les chiens qui existaient au 13 octobre, il en est pris note soit par le président de la municipalité, soit par le receveur municipal.

A l'expiration du premier semestre, la commission prévue à l'article 4 rédige un rôle supplémentaire qui est rendu exécutoire et publié comme le rôle primitif.

Il sera établi un nouveau rôle en fin d'année pour les faits de même nature constatés dans le cours du deuxième trimestre.

Recouvrement de la taxe

Art. 7. — Le receveur municipal procède au recouvrement de la taxe, qui doit être acquittée en un seul paiement, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le président de la municipalité.

Il lui appartient d'accorder des sursis s'il y a lieu et d'échelonner les paiements.

En cas de décès d'un contribuable, les héritiers sont tenus d'acquitter le montant de la taxe sur les chiens.

Droit de réclamation

Art. 8. — Tout contribuable qui se croit mal imposé a le droit de former une demande en décharge ou réduction de la contribution.

Les réclamations sont adressées au premier ministre lorsqu'elles ont pour objet des contributions imposées à des sujets tunisiens.

Les sujets étrangers doivent se pourvoir devant les tribunaux francais.

Délais dans lesquels les réclamations doivent être présentées

Art. 9. — Les demandes en décharge ou réduction, pour être recevables, doivent être présentées dans le délai de trois mois à partir de la publication des rôles.

Le jour de la publication des rôles et celui de l'échéance ne sont pas compris dans les trois mois fixés par la loi pour la présentation des demandes en décharge ou réduction.

Formes des réclamations

Art. 10. — Toute réclamation en décharge ou réduction doit, pour être recevable, être accompagnée de la quittance des termes échus.

Règlement sur les poursuites

Art. 11. — Tout contribuable en retard pourra être poursuivi par voie de saisie et de vente mobilière.

Les poursuites n'auront lieu qu'après deux sommations préalables, à dix jours de distance.

La première de ces sommations sera signifiée au contribuable par la voie de la poste.

La deuxième sommation sera signifiée également par la voie de la poste et par lettre recommandée.

Le receveur devra réclamer un avis de réception.

Si, après cette deuxième sommation, le contribuable ne se libère pas, le receveur remet aux huissiers près les tribunaux un extrait du rôle rendu exécutoire par notre premier ministre, comme il a été dit à l'article 5. L'extrait du rôle est transcrit en tête du commandement de payer que l'huissier signifie au retardataire ; il est procédé, après cette formalité, à la saisie des meubles et effets.

Le receveur fait ensuite procéder à la vente des meubles et effets.

Les frais de port des deux sommations et les frais de poursuites s'ajoutent au principal de l'impôt.

La municipalité aura toujours privilège, en ce qui concerne le paiement de l'impôt, sur le prix de vente du mobilier de ses débiteurs.

Poursuites à exercer contre les indigènes

Art. 12. — En ce qui concerne les Tunisiens, il pourra aussi être procédé contre eux, conformément aux dispositions du décret du

24 rabia-ettani 1302, par voie de contrainte par corps.

21 janvier 1888 (7 djoumadi-el-aoual 1305)

Décret instituant une commission municipale à Ghardimaou, composée de : un président, un vice-président, quatre membres.

5 redjeb 1305 (17 mars 1888)

Décret fixant le périmètre du territoire de la ville de Sousse

(N° 13, *Journal officiel tunisien.*)

21 juin 1888 (12 chaoual 1305)

Décret sur le recouvrement des taxes municipales.

Titres de recettes ; de leur transmission au receveur municipal

Article premier. — Le recouvrement des taxes municipales s'effectue d'après les règles indiquées ci-après :

Le président de la municipalité ou de la commission municipale adresse à notre premier ministre les rôles d'impôts, titres de recettes, etc., pour être revêtus de la formule exécutoire.

Notre premier ministre fait transmettre ces titres au receveur municipal. Avis de cette transmission est donné au président de la municipalité ou de la commission municipale.

Publication des rôles ; avis gratuits envoyés aux contribuables ; recouvrement des taxes ; autorité qui accorde des sursis.

Art. 2. — L'administration municipale informe les contribuables, par voie d'affiches, de la mise en recouvrement des rôles. Les avis sont placardés à la mairie et dans les endroits destinés à l'affichage des actes de l'autorité publique.

Le receveur municipal est tenu d'adresser à chaque contribuable le relevé détaillé des cotisations, conformément aux rôles. L'avis envoyé aux contribuables est gratuit ; il indique :

1° L'article du rôle ou le titre de perception ;

2° Les échéances des paiements, lorsque les contributions sont divisées par douzièmes ; les termes échus au moment de la publication des rôles sont immédiatement exigibles.

Le président de la municipalité ou le président de la commission municipale a la faculté d'accorder des sursis et d'échelonner les paiements.

L'avis indique, en outre, le délai dans lequel les réclamations doivent être formulées, l'autorité par laquelle ces réclamations doivent être jugées.

Des sommations préalables

Art. 3. — Dans les dix jours qui suivent l'envoi fait aux contribuables, en exécution de l'article 2 ci-dessus, du relevé des cotisations qui leur sont réclamées, le receveur municipal adresse aux retardataires une sommation de payer. Cette sommation est signifiée par la poste. A défaut de paiement, il est, à dix jours d'intervalle, envoyé au contribuable une deuxième sommation ; cette sommation est signifiée par la voie de la poste et par lettre recommandée. Le receveur devra réclamer un avis de réception.

De la saisie et de la vente des objets mobiliers des débiteurs

Art. 4. — Après ces deux degrés des poursuites, le receveur requiert les huissiers près les tribunaux de procéder à la saisie des objets mobiliers du contribuable.

Il fait ensuite procéder à la vente des objets saisis, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'administration municipale.

Des frais de poursuite

Art. 5. — Les frais de port des deux sommations, le coût de la saisie et de la vente des objets mobiliers s'ajoutent toujours au principal de l'impôt.

Opposition contre les actes de poursuite

Art. 6. — Les oppositions formées contre les actes de poursuites seront jugées comme affaires sommaires. Le président de la municipalité ou le président de la commission municipale pourra ester en justice sans autorisation de notre premier ministre.

Poursuites contre les Tunisiens

Art. 7. — Les poursuites à exercer contre les sujets tunisiens pourront aussi être dirigées conformément à notre décret du 24 rabia-el-aoual 1302.

Règlements antérieurs

Art. 8. — Les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

14 kâda 1305 (22 juillet 1888)

Décret créant, à Tozeur, une commission municipale chargée du service du balayage et de l'éclairage et composée de : un président, un vice-président, quatre membres.

4 novembre 1888 (30 sfar 1306)

Décret instituant une municipalité à Mehdia, composée de : un président, un vice-président, douze membres.

29 septembre 1888 (23 moharrem 1306)

Décret concédant aux villes de Bizerte, la Goulette, Sousse et Sfax divers droits perçus par l'Etat

Article premier. — Il est fait concession par l'Etat aux communes de Bizerte, la Goulette, Sousse et Sfax, qui en opèreront la perçeption à leur profit à partir du 23 octobre 1888 :

1° Des droits perçus tant aux portes qu'aux marchés, en vertu de la législation actuellement en vigueur et notamment des décrets des 30 moharrem 1291, 29 hidjé 1293 et 25 djoumadi-ettani 1293, sur les céréales, légumes secs (*hachakech*), farine, semoule et autres produits dérivés du blé, introduits dans les villes de Bizerte, la Goulette, Sfax et Sousse, ou apportés sur les marchés desdites villes ;

2° Des droits de pesage perçus pour le compte du Trésor, à Bizerte, la Goulette, Sousse et Sfax, en conformité du décret du 10 kâda 1303 (10 août 1886).

Art. 2. — A partir de la même date, chacune de ces communes demeurera chargée d'opérer, dans les cas prévus par la législation existante, et notamment par les décrets des 30 ramadan 1291, 16 moharrem 1292, 4 châban 1294, 23 ramadan et 12 chaoual 1302, les restitutions des droits encaissés par elle.

Art. 3. — Il est fait également concession à chacune de ces communes, soit en toute propriété, soit à titre de simple jouissance, suivant la nature du droit dont l'Etat est lui-même investi, de ceux des emplacements et bâtiments actuellement affectés au service de la perception des droits sur les céréales et qui ne seront plus nécessaires au fonctionnement des services de l'Etat.

La remise de ces immeubles sera constatée par procès-verbaux contradictoires.

La concession est faite sans aucune garantie de la part de l'Etat, contre lequel les communes concessionnaires ne pourront exercer aucun recours pour une cause quelconque.

Les communes supporteront toutes servitudes et charges apparentes ou réelles, y compris les servitudes militaires et les contributions de toute nature dont ces immeubles peuvent ou pourront être grevés.

Elles acquitteront, au profit de l'administration du domaine ou de tous autres ayants droit, le montant de la rente due à raison de ceux de ces immeubles que l'Etat détient à titre d'enzel.

Elles défendront à toutes actions concernant la jouissance, la possession ou la propriété de ces immeubles.

Les instruments de pesage et de mesurage appartenant à l'Etat, servant à la perception des droits concédés, sont compris dans la concession.

Art. 4. — Ces diverses concessions sont faites encore à la charge par les communes, indépendamment du droit de contrôle et de surveillance appartenant à l'Etat sur toutes les opérations comptables des agents municipaux :

1° De prêter à l'Etat, dans les conditions qui leur seront demandées par les administrations financières, tant au point de vue du contrôle et de la perception des taxes et droits du Trésor, que pour la répression de la fraude, le concours du personnel des divers services des portes, des marchés et du pesage public ;

2° De communiquer à ces administrations, à toute réquisition, les écritures courantes, archives et renseignements de toute nature qui seront à leur disposition.

Art. 5. — Les communes concessionnaires jouiront, pour le recouvrement des droits concédés, des mêmes droits et privilèges que la législation en vigueur a réservés à l'Etat.

14 avril 1889 (14 châban 1306)

Décret fixant les limites de la commune de Tunis

Article premier. — Le territoire de la commune de Tunis est compris dans un polygone de vingt-neuf côtés indiqués au plan annexé par un liseré rose ; ses limites générales sont :

A l'est, le lac de Tunis, depuis le champ de courses de Mégrine jusqu'à l'oued El-Aïti, que l'on rencontre sur la route de l'Ariana ;

Au nord, une ligne brisée partant du pont établi sur la route de l'Ariana, au passage de l'oued El-Aïti, joignant les faîtes des mamelons situés immédiatement derrière le belvédère et aboutissant à l'aqueduc espagnol qui traverse la route du Bardo ;

A l'ouest, l'aqueduc espagnol jusqu'à sa rencontre avec la limite de la zone de servitude militaire ; cette limite elle-même jusqu'à la borne n° 7, au-dessous du fort de Filfil ; à partir de ce point, une ligne brisée passant par un aqueduc dallé de 0m60 établi sous le chemin de fer de Tunis à Bône ; la limite sud de l'emprise de ce chemin de fer jusqu'au passage à niveau du chemin de la Mohammedia ; ce chemin mène jusqu'à l'origine du chemin de Bir-el-Fas et de là à la maison Bourgeois, et, enfin, une ligne joignant la maison Bourgeois au bordj M'rira et ce dernier bordj à un aqueduc dallé double de 0m50, établi sous la route neuve de Zaghouan, en face de l'usine de l'enchir Fouchana ;

Au sud, une ligne brisée allant de l'aqueduc

dallé double de 0m50 au sommet d'un mamelon s'avançant en pointe dans le domaine de Bir-Gassâa et de ce mamelon à la jonction de la route neuve de Zaghouan et du chemin d'hiver de Zaghouan qui passe près de l'enchir Nassein ; puis, la route neuve de Zaghouan jusqu'à un aqueduc dallé double de 0m50 sis en face du djebel Youdia ; une ligne brisée allant de cet aqueduc à un point sis sur le chemin de djebel Ressas et de là à la jonction des routes du Mornag et d'Hammam el-Lif, le chemin de fer de Tunis à Hammam-el-Lif, et, enfin, une droite allant du passage à niveau du chemin de Mégrine au point situé à proximité du champ de courses.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

2 juin 1849 (29 redjeb 1306)

Décret autorisant la commune de Mehdia à percevoir à son profit l'impôt de la caroube à partir du 13 octobre 1889.

31 mars 1889 (29 redjeb 1306)

Décret concédant diverses taxes à la commune de Mehdia

Article premier. — Il fait concession par l'Etat à la commune de Mehdia, qui en opèrera la perception à son profit à partir du 13 avril 1889 ;

1° Des droits perçus tant aux portes qu'aux marchés, en vertu de la législation actuellement en vigueur, et notamment les décrets du 30 moharrem 1291, 29 hidjé 1293 et 25 djoumadhi-ettani 1293, sur les céréales, légumes secs (*hachakech*), farine, semoule et autres produits dérivés du blé, introduits dans la ville de Mehdia ou apportés sur le marché de ladite ville ;

2° Des droits de pesage perçus pour le compte du Trésor à Mehdia, en conformité du décret du 10 kâda 1303 (13 août 1886).

Art. 2. — A partir de la même date, la commune de Medhia demeurera chargée d'opérer, dans les cas prévus par la législation existante, et notamment par les décrets des 30 ramadan 1291, 16 moharrem 1292, 4 châban 1294, 23 ramadan et 12 choual 1302, les restitutions de droits encaissés par elle.

Art. 3. — Il est fait également concession à la commune, soit en toute propriété, soit à titre de simple jouissance, suivant la nature du droit dont l'Etat est lui-même investi, de ceux des emplacements et bâtiments actuellement affectés au service de la perception des droits sur les céréales et qui ne seront plus nécessaires au fonctionnement des services de l'Etat.

La remise de ces immeubles sera constatée par procès-verbal contradictoire.

La concession est faite sans aucune garantie de la part de l'Etat, contre lequel la commune concessionnaire ne pourra exercer aucun recours pour une cause quelconque.

La commune supportera toutes les servitudes et charges apparentes ou réelles, y compris les servitudes militaires et les contributions de toute nature dont ces immeubles peuvent ou pourront être grevés.

Elle défendra à toutes actions concernant la jouissance, la possession ou la propriété de ces immeubles.

Les instruments de pesage et de mesurage appartenant à l'Etat, servant à la perception des droits concédés, sont compris dans la concession.

Art. 4. — Ces diverses concessions sont faites à la charge par la commune de Medhia, indépendamment du droit de contrôle et de surveillance appartenant à l'Etat sur toutes les opérations comptables des agents municipaux :

1° De prêter à l'Etat, dans les conditions qui lui seront demandées par les administrations financières, tant au point de vue du contrôle et de la perception des taxes et droits du Trésor que pour la répression de la fraude, le concours du personnel des divers services des portes, du marché et du pesage public ;

2° De communiquer à ces administrations, à toute réquisition, les écritures courantes, archives et renseignements de toute nature qui seront à sa disposition.

Art. 5. — La commune concessionnaire jouira pour le recouvrement des droits concédés des mêmes droits et privilèges que la législation en vigueur a réservés à l'Etat.

Art. 6. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

24 décembre 1889 (2 djoumadi-el-aoual 1307)

Décret créant une commission dite « de voirie » à Zarsis, composée de : un président et six membres.

Article premier. — Il est créé à Zarsis une commission dite « de voirie », chargée du service du balayage et de l'éclairage de la ville.

18 mars 1890 (27 redjeb 1307)

Décret créant une commission dite « de voirie » à Tebourba

Article premier. — Il est créé à Tebourba une commission dite « de voirie » pour le balayage et l'éclairage de la ville.

Art. 2. — Cette commission sera composée d'un président et de sept membres, dont deux Européens et cinq indigènes.

Art. 3. — Il sera pourvu aux dépenses de balayage et d'éclairage de la ville au moyen du produit de taxes autorisées en vertu des décrets, et perçues d'après des rôles rendus exécutoires par notre premier ministre.

18 mars 1890 (27 redjeb 1307)

Décret créant une commission dite « de voirie » à Zaghouan

Article premier. — Il est créé à Zaghouan une commission dite « de voirie » pour le balayage et l'éclairage de la ville.

Art. 2. — Cette commission sera composée d'un président et de sept membres, dont deux Européens et cinq indigènes.

Art. 3. — Il sera pourvu aux dépenses de balayage et d'éclairage de la ville au moyen du produit de taxes autorisées en vertu de décrets, et perçues d'après les rôles rendus exécutoires par notre premier ministre.

21 juin 1890 (4 kâda 1307)

Décret créant une commission dite de « voirie » à Gafsa

Article premier. — Il est institué à Gafsa une commission dite « de voirie » pour le balayage et l'éclairage de la ville.

Art. 2. — Cette commission sera composée d'un président et de six membres, dont deux Européens et quatre indigènes.

Art. 3. — Il sera pourvu aux dépenses de balayage et d'éclairage de la ville au moyen du produit de taxes autorisées en vertu de décrets, et perçues d'après des rôles rendus exécutoires par notre premier ministre.

19 mars 1891 (9 châban 1308)

Décret modifiant le périmètre de la commune de Kairouan

Article premier. — Le périmètre de la commune de Kairouan est limité par la ligne polygonale A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, tracée en bleu sur le plan annexé au présent décret.

Cette ligne part du point A de l'angle nord du camp militaire, se dirige sur le point B, saillant du bastion n° 4, suit le rempart de la ville jusqu'au point C, saillant du bastion n° 3, va au point D, angle de la feskia du Saïd, et de là au point E, angle ouest du faubourg des Slass. A partir de ce point, elle suit le contour E, F, G, H, I des murs extérieurs du faubourg, du point J va au point K, angle ouest du camp militaire, puis suit la limite de ce camp jusqu'au point A.

Art. 2. — Les taxes municipales seront perçues dans toute l'étendue des limites du polygone sus-indiqué.

22 juin 1891 (16 kâda 1308)

Décret appliquant le calendrier grégorien aux exercices pour les recettes et dépenses des communes.

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, l'exercice pour les recettes des communes de la Régence ou pour les services à leur charge commencera le 1er janvier et finira le 31 décembre de l'année grégorienne qui lui donnera son nom.

Seront seuls considérés comme appartenant à l'exercice les droits acquis ou les services faits dans cette période du 1er janvier au 31 décembre.

Art. 2. — Toutefois, les délais nécessaires, soit pour achever certains services de matériel, soit pour compléter le recouvrement des produits, ainsi que la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, seront déterminés de la manière suivante :

1° L'administration communale pourra, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'exercice, et jusqu'au 31 janvier de l'année suivante, achever les services du matériel dont l'exécution commencée n'aura pu être terminée avant le 31 décembre pour des causes de force majeure ou d'intérêt public qui devront être énoncées dans une déclaration des présidents des municipalités ou commissions municipales ordonnateurs de la dépense;

2° La période d'exécution des services du budget embrassera, outre l'année même à laquelle il s'applique, les délais complémentaires accordés sur l'année suivante, savoir :

Jusqu'au 15 mars pour la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux créanciers ;

Jusqu'au 31 mars pour le paiement des dépenses et le recouvrement des droits constatés pendant l'année de l'exercice.

Art. 3. — Le recouvrement des produits et droits constatés pour chaque exercice sera suivi pendant le cours de quinze mois, à partir de l'ouverture de l'exercice.

En conséquence, les agents chargés du recouvrement, qui ne l'auraient pas effectué à la date du 31 mars, devront en justifier l'impossibilité en se conformant aux prescriptions contenues à cet égard dans les décrets et instructions spéciales sur la matière.

Il sera fait application à l'exercice suivant des restes à recouvrer à la date du 31 mars.

A partir du 1er avril, ils seront portés en recettes au compte de ce dernier exercice.

Art. 4. — Les dispositions des art. 2 et 3 qui précèdent seront applicables à l'exercice 1308.

Art. 5. — L'exercice 1308 se continuera jusqu'au 31 décembre 1891.

Il sera dressé, pour la période du 13 octobre au 31 décembre 1891, un budget additionnel qui formera, avec le budget déjà en cours d'exécution, le budget unique de 1308.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 7. — Notre premier ministre est chargé, etc.

23 décembre 1889 (1er djoumadi-el-aoual 1307)

Décret concédant à la ville de Tunis la caroube sur les loyers sur les immeubles *extra-muros* compris dans le périmètre de la commune.

Article premier. — A partir du 13 octobre 1890, la caroube sur les loyers des immeubles situés *extra-muros*, mais compris dans le périmètre de la commune de Tunis, sera perçue au profit de cette commune, qui est chargée d'en assurer le recouvrement.

Art. 2. — Sont également concédés à la commune de Tunis les droits arriérés sur l'exercice 1306 (1888) et sur les exercices antérieurs afférents à la caroube sur la valeur locative des immeubles stipulés à l'article premier.

17 juin 1892 (22 kâda 1309)

Décret créant à Ksar-Médnine une commission dite « de voirie » composée de : un président et six membres indigènes.

27 juin 1892 (3 hidjé 1309)

Décret créant à Aïn-Draham une commission dite de voirie composée de : un président, quatre membres indigènes et deux membres européens.

27 juin 1892 (3 hidjé 1309)

Décret créant à Tabarca une commission dite de voirie composée de : un président, quatre membres indigènes et deux membres européens.

15 novembre 1892 (25 rabia-ettani 1310)

Décret créant à Mdejez-el-Bab une commission dite de voirie composée de : un président, trois membres français et trois membres indigènes.

5 février 1893 (18 redjeb 1310)

Décret créant à Sidi-bou-Saïd une commission dite de voirie composée de : un président et six membres indigènes.

15 avril 1894

Arrêté du directeur général des travaux publics, fixant les clauses et conditions générales à imposer aux entrepreneurs de travaux municipaux.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux municipaux, qu'ils soient passés dans la forme d'adjudications publiques ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, aux dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

ADJUDICATIONS

Conditions à remplir pour être admis aux adjudications

Art. 2. — Nul n'est admis à concourir aux adjudications s'il ne justifie qu'il a les qualités requises pour garantir la bonne exécution des travaux.

A cet effet, chaque concurrent est tenu de fournir un certificat constatant sa capacité, sauf l'exception prévue au dernier paragraphe de l'article suivant, et de justifier du versement du cautionnement dans la caisse du receveur municipal.

Certificats de capacité

Art. 3. — Les certificats de capacité sont délivrés par des hommes de l'art. Il ne doivent pas avoir plus de trois ans de date au moment de l'adjudication.

Il y est fait mention de la manière dont les soumissionnaires ont rempli leurs engagements, soit envers l'administration, soit envers les tiers, soit envers les ouvriers, dans les travaux qu'ils ont exécutés, surveillés ou suivis.

Ces travaux doivent avoir été faits dans les dix dernières années, et exécutés sous la direction de l'homme de l'art qui a délivré le certificat.

Les certificats de capacité sont présentés huit jours au moins avant l'adjudication, à l'ingénieur qui doit les viser à titre de communication. Ils sont accompagnés d'une note indiquant les travaux à exécuter par le soumissionnaire depuis qu'ils ont été délivrés.

Il n'est pas exigé de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'entretien des routes en empierrement ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20,000 francs.

Cautionnement

Art. 4. — Le cahier des charges spécial à chaque entreprise peut déterminer l'importance des garanties pécuniaires à produire :

Par chaque soumissionnaire à titre de cautionnement provisoire.

Par l'adjudicataire à titre de cautionnement définitif.

Le cautionnement est fait soit en numéraire, soit en obligations tunisiennes, soit en rentes sur l'Etat français et valeurs du Trésor au porteur, soit en rentes sur l'Etat français, nominatives ou mixtes. A défaut de stipulations particulières dans le cahier des charges, le montant en est fixé, pour le cautionnement provisoire, au soixantième, et pour le cautionnement définitif au trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour dépenses imprévues et ouvrages en régie. Le cautionnement définitif doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Il reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la réception définitive des travaux. Toutefois, le directeur général des travaux publics peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement.

Approbation de l'adjudication

Art. 5. — L'adjudication n'est valable qu'après l'approbation du directeur général des travaux publics. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée.

Si l'approbation du marché n'a pas été notifiée à l'adjudicataire dans un délai de trente jours à partir de la date du procès-verbal de l'adjudication, l'adjudicataire sera libre de renoncer à l'entretreprise et il lui sera donné mainlevée de son cautionnement.

Pièces à délivrer à l'entrepreneur

Art. 6. — Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, l'ingénieur délivre à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et des autres pièces qui seraient expressément désignées dans le devis comme servant de base au marché, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales.

Frais de l'adjudication

Art. 7. — L'entrepreneur verse à la caisse du receveur municipal le montant des frais du marché. Ces frais dont l'état est arrêté par le fonctionnaire qui a présidé à l'adjudication, ne peuvent être autres que ceux qui résultent de l'application des lois et règlements généraux en vigueur.

Domicile de l'entrepreneur

Art. 8. — L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile à l'ingénieur.

Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours à partir de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables lorsqu'elles ont été faites au secrétariat de la municipalité.

Après la réception définitive des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile à l'ingénieur, les notifications relatives à son entreprise sont valablement faites au secrétariat ci-dessus désigné.

TITRE II

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Défense de sous-traiter sans autorisation

Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'administration.

Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

Ordre de service pour l'exécution des travaux

Art. 10. — L'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu'il en a reçu l'ordre de l'ingénieur.

Il reçoit gratuitement de l'ingénieur, au cours de l'entreprise, une expédition certifiée de chacun des dessins de détail et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux.

Il se conforme strictement aux plans, profils tracés, ordres de service et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui sont donnés par l'ingénieur ou par ses préposés, en exécution du devis.

L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a ordonnés par écrit et sous sa

responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit de l'ingénieur.

Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite et motivée dans un délai de dix jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'ingénieur.

Règlement pour la police des chantiers

Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le président de la municipalité, sur la proposition de l'ingénieur, pour la police des chantiers.

Présence de l'entrepreneur sur le lieu des travaux

Art. 12. — Pendant la durée de l'entreprise, l'entrepreneur ne peut s'éloigner des travaux qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

L'entrepreneur accompagne l'ingénieur dans ses tournées toutes les fois qu'il en est requis.

Choix des commis, chefs d'ateliers et ouvriers

Art. 13. — L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par les agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

Liste nominative des ouvriers

Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

Paiement des ouvriers

Art. 15. — L'entrepreneur paie les ouvriers tous les mois, ou à des époques plus rapprochées, si l'administration le juge nécessaire.

En cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Dépenses imputables sur la somme à valoir

Art. 16. — S'il y a lieu de faire des épuisements ou autres travaux dont la dépense soit imputable sur la somme à valoir, l'entrepreneur doit, s'il en est requis, fournir les outils et machines nécessaires pour l'exécution de ces travaux.

Le loyer et l'entretien de ce matériel lui sont payés au prix de l'adjudication.

Outils, équipages et faux frais de l'entreprise

Art. 17. — L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais les magasins, équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées au devis.

Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers, s'il y a lieu, et généralement toutes les menues dépenses et tous les faux frais relatifs à l'entreprise.

Carrières désignées au devis

Art. 18. — Les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis.

L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais.

Il est tenu, avant de commencer les extractions, de prévenir les propriétaires suivant les formes déterminées par les règlements.

Il paye, sans recours contre l'administration, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

Dans le cas où le devis prescrit d'extraire des matériaux dans les bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur doit se conformer, en outre, aux prescriptions de l'article 145 du code forestier français, ainsi que des articles 172, 173 et 175 de l'ordonnance du 1er août 1827 concernant l'exécution de ce code.

L'entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement des obligations énoncées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service.

Carrières proposées par l'entrepreneur

Art. 19. — Si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le

devis d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que l'ingénieur reconnaît au moins égale, il reçoit l'autorisation de les exploiter, à ses risques et périls, et ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux.

A défaut d'accord avec les propriétaires des nouvelles carrières, il peut aussi obtenir l'autorisation de les exploiter.

Défense de livrer au commerce les matériaux extraits des carrières désignées

Art. 20. — L'entrepreneur ne peut livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui, en vertu du droit qui lui a été conféré par l'administration.

Qualité des matériaux

Art. 21. — Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art ; ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur et sont alors remplacés par l'entrepreneur.

Dimensions et dispositions des matériaux et des ouvrages

Art. 22. — L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.

Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre écrit de l'ingénieur, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis ou aux ordres de service.

Toutefois, si l'ingénieur reconnaît que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni à la solidité ni au goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues ; mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis ou par les ordres de service. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence.

Démolition d'anciens ouvrages

Art. 23. — Dans le cas où l'entrepreneur a à démolir d'anciens ouvrages, les matériaux sont déplacés avec soin pour qu'il puissent être façonnés de nouveau et réemployés, s'il y a lieu.

Objets trouvés dans les fouilles

Art. 24. — L'administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à la commune, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit.

Emploi des matières neuves ou de démolition appartenant à la commune

Art. 25. — Lorsque, en dehors des prévisions du marché, l'ingénieur juge à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à la commuue, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, réglés conformément aux indications de l'article 28 ci-après.

Vices de construction

Art. 26. — Lorsque l'ingénieur présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, il ordonne, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés vicieux.

Les dépenses résultant de cette vérification sont à la charge de l'entrepreneur, lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus.

Pertes et avaries ; cas de force majeure

Art. 27. — Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison de pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

Ne sont pas compris, toutefois, dans la disposition précédente, les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par l'entrepreneur ; dans ces cas, néanmoins, il ne peut être rien alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

Règlement du prix des ouvrages non prévus

Art. 28. — Lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus ou

de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée par le devis, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres écrits qu'il reçoit à ce sujet, et il est préparé sans retard de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour terme de comparaison les prix-courants du pays.

Les nouveaux prix, calculés de manière à être passibles du rabais de l'adjudication, après avoir été débattus par l'ingénieur avec l'entrepreneur et acceptés par la municipalité, sont soumis à l'approbation du directeur général des travaux publics.

Si l'entrepreneur n'accepte pas les décisions du directeur général des travaux publics, il est statué par les tribunaux administratifs.

En attendant la solution du litige, l'entrepreneur est payé, provisoirement, aux prix préparés par l'ingénieur.

Augmentation dans la masse des travaux

Art. 29. — En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Au delà de cette limite, l'entrepreneur a droit à la résiliation immédiate de son marché sans indemnité, à la condition toutefois de l'avoir demandée par lettre adressée au président de la municipalité dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation de plus du sixième. Le tout sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 31 ci-après.

Diminution dans la masse des travaux

Art. 30. — En cas de diminution dans la masse des ouvrages, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation, tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, sauf l'application de l'article 31 ci-après. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est réglée par la juridiction administrative, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que ci-dessus.

Changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Art. 31. — Lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un quart, en plus ou en moins, des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet.

Variations dans les prix

Art. 32. — Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième comparativement aux estimations du projet, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché sans indemnité.

Cessation absolue au ajournement des travaux

Art. 33. — Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, s'il la demande, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, puis à la réception définitive après l'expiration du délai de garantie.

Mesures coercitives

Art. 34. — Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui sont donnés par l'ingénieur, un arrêté du président de la municipalité le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf les cas d'urgence, n'est pas de moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le président de la municipalité, par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Dans ce cas, il est procédé immédiatement, en sa présence ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

Il en est aussitôt rendu compte au directeur général des travaux publics, qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et

simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'ingénieur.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépense qui résultent de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amène au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'administration.

Décès de l'entrepreneur

Art. 35. — En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

Liquidation judiciaire ou faillite de l'entrepreneur

Art. 36. — En cas de liquidation judiciaire ou de faillite de l'entrepreneur, le contrat est également résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites pour la continuation de l'entreprise par l'entrepreneur dans le premier cas, et par ses créanciers dans le second.

TITRE III

RÈGLEMENT DES DÉPENSES

Bases du règlement des comptes

Art. 37. — A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectués, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'article 22, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les métrés et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes.

Attachements

Art. 38. — Les attachements sont pris, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de leur surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui ; celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite.

Lorsque l'entrepreneur refuse de signer ces attachements ou ne les signe qu'avec réserve, il lui est accordé un délai de dix jours, à dater de la présentation des pièces, pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans réserve.

Dans le cas de refus de signature ou de signature avec réserves, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées.

Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par l'ingénieur.

Décomptes mensuels

Art. 39. — A la fin de chaque mois, il est dressé un décompte provisoire des ouvrages exécutés et des dépenses faites, pour servir de base aux paiements à faire à l'entrepreneur.

Décomptes annuels et décomptes définitifs.

Art. 40. — A la fin de chaque année, il est dressé un décompte de l'entreprise, que l'on divise en deux parties : la première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, et la seconde les ouvrages et portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

L'entrepreneur est invité, par un ordre de service dûment notifié, à venir prendre connaissance, dans les bureaux de l'ingénieur, de ce décompte, auquel sont joints les métrés et les pièces à l'appui, et à le signer pour acceptation ; procès-verbal est dressé de la présentation qui lui en est faite et des circonstances qui l'ont accompagnée.

L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces sans déplacement, est en outre autorisé à faire transcrire par ses commis, dans les bureaux de l'ingénieur, celles dont il veut se procurer des expéditions.

En ce qui concerne la première partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur est définitive, tant pour l'application des prix que pour les quantités d'ouvrages.

S'il refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserves, il doit déduire ses motifs par écrit dans les trente jours qui suivent la notification de l'ordre de service mentionné au paragraphe 2.

Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est point admis à élever de réclamations, au sujet des pièces ci-dessus indiquées, après le dit délai de trente jours, et que, passé ce délai, le décompte est censé accepté par lui quand bien même il ne l'aurait signé qu'avec des réserves dont les motifs ne seraient pas spécifiés.

Le procès-verbal de présentation doit toujours être annexé aux pièces non acceptées.

En ce qui concerne la deuxième partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur n'est considérée que comme provisoire.

Les stipulations des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article s'appliquent aux décomptes définitifs partiels qui peuvent être présentés à l'entrepreneur dans le courant de la campagne.

Elles s'appliquent aussi au décompte général et définitif de l'entreprise, à l'exception du délai des réclamations qui est porté à quarante jours.

L'entrepreneur ne peut revenir sur les prix du marché

Art. 41, — L'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

Reprise du matériel en cas de résiliation

Art. 42. — Dans les cas de résiliation prévus par les articles 33 et 35, les outils et équipages existant sur les chantiers et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux, sont acquis par la municipalité, si l'entrepreneur ou ses ayants droits en font la demande et le prix en est réglé de gré à gré ou à dire d'experts.

Ne sont pas comprises dans cette mesure, les bêtes de trait ou de somme qui auraient été employées dans les travaux.

La reprise du matériel est facultative pour l'administration, dans les cas prévus par les articles 9, 29, 32, 34 et 36.

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'administration.

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, s'ils remplissent les conditions du devis, sont acquis par la municipalité aux prix de l'adjudication ou à ceux résultant de l'application de l'article 28 ci-dessus.

Les matériaux qui ne sont pas déposés sur les chantiers ne sont pas portés en compte, à moins de stipulations spéciales inscrites dans le devis de l'entreprise.

TITRE IV

PAIEMENTS

Paiements d'acomptes

Art. 43. — Les paiements d'acomptes s'effectuent tous les mois, en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour garantie.

Il est en outre délivré des acomptes sur le prix des matériaux approvisionnés, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 48 ci-après.

Maximum de la retenue

Art. 44. — Si la retenue du dixième est jugée excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera de s'accroître lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé.

Réception provisoire

Art. 45. — Immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur, en présence de l'entrepreneur, ou lui dûment appelé par écrit. En cas d'absence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal.

Réception définitive

Art. 46. — Il est procédé de la même manière à la réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

A défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois, à dater de la réception provisoire, pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les ouvrages d'art.

Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir.

Paiement de la retenue de garantie

Art. 47. — La retenue de garantie n'est payée à l'entrepreneur qu'après la réception définitive, et lorsqu'il a justifié de l'accomplissement des obligations énoncées dans l'article 18.

Si l'entrepreneur n'a pas fourni cette justification au moment de la réception définitive, la retenue de garantie est déposée en tout ou en partie à la caisse des dépôts et consignations pour n'être ensuite délivrée à l'entrepreneur que sur le vu d'un certificat de l'ingé-

nieur constatant que les prescriptions énoncées au paragraphe précédent ont été remplies.

Intérêts pour retard de paiements

Art. 48. — Les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnités, sous aucune dénomination, pour retard de paiements pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si l'entrepreneur ne peut être entièrement soldé dans les trois mois qui suivent la réception définitive régulièrement constatée, il a droit, à partir de l'expiration de ce délai, à des intérêts calculés à cinq pour cent par an, pour la somme qui lui reste due.

TITRE V

CONTESTATIONS

Intervention du président de la municipalité

Art. 49. — Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur et l'entrepreneur, il en est référé au président de la municipalité.

Dans les cas prévus par l'article 21, par le deuxième paragraphe de l'article 22 et par le deuxième paragraphe de l'article 26, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et le notifie à l'entrepreneur qui doit présenter ses observations dans un délai de trois jours; ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur au président de la municipalité pour qu'il lui soit donné telle suite que de droit.

Dans tous les cas de contestation avec l'ingénieur, l'entrepreneur doit adresser au président de la municipalité un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

Si, dans le délai de trois mois à partir de la remise de ce mémoire, le président de la municipalité n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises, saisir des dites réclamations la juridiction administrative, dans la forme indiquée par l'article 38 du décret du 1er avril 1885.

Il n'est admis à porter devant cette juridiction que les griefs énoncés dans le mémoire remis au président de la municipalité.

Si, dans le délai de huit mois, à dater de la notification de la décision du président de la municipalité intervenue sur les réclamations auxquelles aura donné lieu le décompte général et définitif de l'entreprise, l'entrepreneur n'a pas porté ces réclamations devant le tribunal compétent, il sera considéré comme ayant adhéré à la dite décision, et toute réclamation se trouvera éteinte.

Jugement des contestations

Art. 50. — Toute difficulté entre l'administration et l'entrepreneur, concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché, est portée devant la juridiction administrative tunisienne.

19 février 1895 (25 châban 1312)

Décret modifiant la composition du corps municipal de Sousse.

Article premier. — Est ainsi modifié le décret du 11 mai 1890 (23 ramadan 1307): « le corps municipal de Sousse se compose d'un président de la municipalité, d'un vice-président, de six conseillers français, de deux conseillers italiens, d'un conseiller anglo-maltais, de cinq conseillers musulmans tunisiens et de deux conseillers israélites indigènes ».

Art. 2. — Sont nommés, etc.

20 février 1895 (25 châban 1312)

Décret érigeant en commune la ville de Kairouan.

Article premier. — La ville de Kairouan est érigée en commune.

Art. 2. — Le corps municipal se compose de :
1 président,
1 vice-président,
5 conseillers européens,
5 conseillers musulmans,
1 conseiller israélite.

Art. 3. — Est abrogé le décret sus-visé du 2 juin 1887.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Conférence consultative

Paris, le 24 octobre 1890.

Le Ministre des affaires étrangères au Résident général de la République française,

à Tunis.

MONSIEUR,

J'ai constaté avec satisfaction, au moment de la discussion du projet de la loi douanière devant les chambres, que nos compatriotes habitant la Régence ont joint leurs efforts aux vôtres pour arriver à un but commun, et vous avez pensé, avec moi, qu'il serait désirable de voir se continuer, entre la Résidence générale et la colonie française, des relations qui ne peuvent que profiter à la bonne préparation et à la bonne solution des affaires.

Il me semblerait utile que le Résident général réunît, à des époques fixes, les représentants de la colonie, pour prendre leur avis au

sujet des questions touchant à leurs intérêts agricoles, industriels et commerciaux.

Il vous appartiendra naturellement de déterminer et de faire connaître à l'avance l'ordre du jour de ces réunions, qui auraient lieu deux fois par an, en janvier et en juillet. Vous pourriez, bien entendu, provoquer une réunion extraordinaire toutes les fois que vous le jugeriez utile.

Vous convoqueriez à ces réunions :

Le bureau de la chambre de commerce ;

Les quatre membres correspondants de cette chambre à Sousse et à Sfax ;

Les vices-présidents de la municipalité de Tunis ;

Le vice-président et les plus anciens conseillers français des municipalités de Sousse et de Sfax ;

Le président et le premier vice-président du syndicat des viticulteurs et de chacune des associations agricoles reconnues.

Les réunions seront présidées par vous ou, à votre défaut, par le délégué à la Résidence.

Les chefs de service et les agents de la résidence pourront, avec votre autorisation, assister aux réunions et prendre part aux discussions.

Le secrétaire sera désigné par la réunion, à la majorité des suffrages.

Les délibérations ne seront pas publiques ; elles n'auront qu'un caractère purement consultatif, et ne seront par conséquent, suivies d'aucun vote emportant une décision. Mais les membres présents auront à émettre leur avis sur chacune des questions inscrites à l'ordre du jour, et cet avis sera mentionné au procès-verbal.

Les procès-verbaux exposant les détails de la délibération seront transmis, en copie, *in extenso* , au ministère des affaires étrangères, par votre intermédiaire. Les originaux resteront dans les archives de la Résidence générale.

Je me plais à espérer que les avis émis, dans ces circonstances, par les membres les plus autorisés de la colonie, fourniront au gouvernement du protectorat, ainsi qu'aux administrations françaises compétentes, d'utiles lumières, et que les mesures qui seront prises ainsi, après examen approfondi, et en tenant compte des vœux formulés par la colonie française, contribueront, de plus en plus, à la prospérité du pays.

Recevez, etc.

RIBOT.

Contrôle civil

4 octobre 1884

Décret du Président de la République instituant le contrôle civil

Le Président de la République française,

Considérant que l'article 1er de la convention franco-tunisienne du 8 juin 1883 donne au gouvernement français la faculté de provoquer dans la Régence les réformes administratives nécessaires pour la bonne organisation du pays ;

Considérant que le fonctionnement de notre protectorat comporte, d'une part, le maintien d'une administration indigène, d'autre part, l'exercice, par l'autorité française, d'un contrôle permanent sur les actes de cette administration ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser d'une manière régulière le service du contrôle ;

Vu l'article 1er de la loi du 7 avril 1884 ;

Décrète :

Article premier. — Un corps de contrôleurs civils français est institué en Tunisie. Ils relèveront du Résident de la République française.

Art. 2. — Les contrôleurs civils seront nommés par décrets du Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

Des contrôleurs suppléants pourront être nommés par le Résident du gouvernement à Tunis.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

1er novembre 1884

Décret du Président de la République créant des vice-consulats aux chefs-lieux de contrôle civil.

Article premier. — . . . . . .

Art. 2. — Des vice-consulats rétribués sont créés au Kef, à *Gafsa* et à Nébeul.

Art. 3. — . . . . . .

Art. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

24 décembre 1886

Décret du Président de la République créant des vice-consulats aux chefs-lieux de contrôle civil

Article premier. — Des vice-consulats rétribués par le budget tunisien sont créés à Béja, Bizerte, Souk-el-Arba, Maktar, Kairouan, Tozeur et Djerba.

Le vice-consulat de Gafsa est supprimé.

Art. 2. — . . . . . .

Art. 3. — . . . . . .

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

28 janvier 1887

Décret du Président de la République créant un contrôle civil à Tunis

Article premier. — Un contrôle civil est créé à Tunis.

Art. 2. — . . . . . .

Art. 3. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

1er février 1887

Arrêté résidentiel fixant le territoire des circonscriptions de contrôle civil

Article unique. — Le territoire des circonscriptions de contrôle civil de la Régence est fixé ainsi qu'il suit :

II. La Goulette

La Goulette ville.

III. Nebeul

Outan et Kebli.

IV. Sousse

Caïdat de Sousse. — Caïdat de Mehdia. — Caïdat de Monastir — Caïdat de Djemmal. — Ouled Saïd et tribus des Ouled Sobra et Khalifa campés sur ce territoire. — Souassi.

V. Sfax

Gouvernement de Sfax. — Khalifalik des Kerkennah. — Metelits.

VI. Djerba

L'île de Djerba.

VII. Tozeur

Tozeur. — Gafsa. — Beni-Amran. — El-Guettar. — Lala — Majoura. — Tamerza. — Chebika. — Midas. — Nefta. — Oudiane. — Hamma. — Nefzaoua. — Caïdat des Chabia de Tozeur. — El-Ksar.

VIII. Kairouan

Kairouan. — Madjer. Arouch Sandjak de Kairouan. — Fatnassa, Sabra et Ouled Moussa. — Kaoubs et Gouazines. — Ouled Sendassen. — Ouled Khalifa. — Ouled Iddir.

IX. Maktar

Ouled Aoun. — Ouled Ayar Dahara. — Ouled Ayar Guebala. — Kessera et Ouled Yahia.

X. Le Kef :

Le Kef. — Charen. — Arouch Sandjak. — Ouled Yacoub. — Touaba et Gouazines. — Ouled Mouellah. — Zeghalma. — Khemensa et Doufan. — Ouled bou Ganem. — Ouertan. — Ouergha. — Drids. — Beni-Rezg. — Arabes-Majours. — Téboursouk.

XI. Souk-el-Arba

Djendouba. — Ouled bou Salem. — Rekba. — Ouchteta, comprenant les tribus placées sous le commandement du Caïdat de la Rekba. — Chiahia.

XII. Béja

Caïdat de Béja. — Drids campés sur le territoire de Béja.

XIII. Bizerte

Caïdat de Bizerte. — Mogods. — Mateur, Béjaoua.

9 juillet 1887

Décret du Président de la République créant un vice-consulat au chef-lieu du contrôle civil de Zaghouan.

Article premier. — Un vice-consulat rétribué sur le budget tunisien est créé à Zaghouan.

. . . . . .

Art. 7. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 juillet 1887.

15 juillet 1887

Arrêté résidentiel fixant le territoire des circonscriptions des contrôles civils de Tunis et de Zaghouan.

Article premier. — La circonscription du contrôle de Tunis est fixée ainsi qu'il suit: Caïdat de la banlieue de Tunis, caïdat de la Goulette (moins la ville de la Goulette), caïdat de Tébourba et de la Sebala.

Art. 2. — La circonscription du contrôle de Zaghouan est fixée ainsi qu'il suit: Zaghouan, caïdat de Riah et Belidat.

22 juillet 1887

Instructions générales aux contrôleurs civils

Dans leur circonscription, les contrôleurs civils sont les délégués du Résident général de la République française à Tunis vis-à-vis des services du gouvernement tunisien.

Ils relèvent exclusivement du Résident général, et ne correspondent qu'avec lui au chef-lieu du gouvernement.

Ils renseignent le Résident général et le gouvernement tunisien sur tout ce qui intéresse l'état du pays : l'organisation administrative et judiciaire, — le personnel administratif indigène, — la statistique générale, — le rendement des impôts de toute nature; — l'influence des principales personnalités de la cir-

conscription, leur rôle passé et leur attitude actuelle, — le personnel religieux et enseignant, — les ordres religieux, — les zaouia, leur importance, les revenus dont elles disposent, leur emploi, — la viabilité, les voies de communication de toute nature, — les conditions et produits du commerce et de l'industrie.

Ils proposent les mesures qui ont pour but d'améliorer la situation administrative, politique et économique de la Régence.

Ils répondent aux demandes de renseignements qui peuvent leur être adressées au sujet d'affaires indigènes pour les divers servicesdu gouvernement.

Ils doivent visiter le plus souvent possible toutes les parties de leur contrôle.

Indépendamment de la correspondance ordinaire, ils fournissent à la Résidence générale un rapport trimestriel concernant : la situation politique, — l'administration générale, — les finances, — l'enseignement, — les travaux publics et forêts, — la justice, — la police, etc. Ce rapport indique les parties du contrôle qui ont été visitées, les affaires en suspens et les demandes importantes restées sans solution.

Il doit être expédié du chef-lieu du contrôle dans la huitaine du trimestre écoulé.

Rapports avec les diverses administrations

Le contrôleur civil n'administre pas. Mais, dans l'étendue de sa circoncription, il a seul qualité, en dehors du gouvernement tunisien, pour surveiller l'administration des chefs indigènes, — pour les mander et correspondre avec eux, — pour leur donner des ordres.

Il peut être consulté :

1° Sur la nomination des caïds, des bachmuftis, des muftis, des cadis, des imams, des amins ou des experts, des cheiks désignés au choix du gouvernement par les contribuables ;

2° Sur les modifications territoriales ou administratives intéressant sa circonscription.

Autorités militaires. — (Les rapports des contrôleurs civils avec les autorités militaires feront l'objet d'instructions ultérieures.)

Gendarmerie. — (Même observation.)

Police. — Le contrôleur civil a la haute police de sa circonscription. L'oudjak du siège de sa résidence est placé sous son autorité immédiate.

Le contrôleur civil s'assure de la tranquillité générale et de la sécurité des routes.

Par délégation spéciale, il délivre des permis de voyage pour l'Algérie, — vise les passeports à l'étranger et les permis de circulation à l'intérieur émanant de l'autorité locale.

Il tient les registres de l'état civil dans les conditions déterminées par le décret du 27 ramadan 1303-29 juin 1886.

Il délivre des autorisations d'achats et de port d'armes, d'achat de poudre. — Décrets du 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883, du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 et circulaire ministérielle du 16 redjeb 1301-11 mai 1884.

Il veille à ce que la contrebande ne circule pas dans sa circonscription.

Le contrôleur civil reçoit un rapport quotidien du commissaire de police de sa résidence.

Les autres commissaires de police de la circonscription correspondent avec le contrôleur civil selon les instructions qu'il leur a données, et ils lui rendent compte en cas d'événements graves.

Finances. — Le contrôleur civil peut assister aux opérations des commissions de recensement de la dîme. Il présente ses observations autant qn'il le juge utile, à la commission, et il en rend compte, s'il y a lieu, au Résident général.

A leur arrivée au siège d'un contrôle, les inspecteurs des finances du gouvernement tunisien rendent visite au contrôleur civil pour prendre éventuellement ses indications. En cas d'urgence et quand des mesures conservatoires doivent être prises, l'inspecteur des finances en donne avis au contrôleur civil et lui demande son concours pour la sauvegarde des droits de l'Etat.

Le contrôleur civil est informé, quand il y a lieu, des observations de l'inspecteur des finances qui sont recommandées à son attention.

Le contrôleur civil peut demander aux agents des douanes, aux préposés des régies financières et des fermages, tous renseignements de service.

Il peut se faire rendre compte des opérations des agents locaux de l'administration des habous.

Il n'a aucune action directe sur la marche de ces services. Il envoie au Résident général exclusivement les observations qu'elle lui suggère.

Il prend connaissance du travail des caïds sur l'établisssement des rôles de la medjba, indique aux caïds les irrégularités et les omissions qu'il relève, et, s'il y a lieu, en rend compte au Résident général.

Il tient la main à ce que les caïds de sa circonscription mettent la plus grande activité à faire leurs recouvrements et à verser immédiatement au Trésor les recettes effectuées.

Il s'assure que les articles cotés comme irrécouvrables par les caïds sont bien dans cette condition.

Il vise le registre sur lequel chaque caïd résume les affaires dont il est saisi.

Sur la demande du contrôleur civil, la correspondance officielle d'arrivée et de départ des chefs indigènes de sa circonscription lui est adressée ouverte ; il en prend connaissance, et, s'il y a lieu, annote la dernière. Il fait en sorte que cette inspection n'amène pas de retard préjudiciable à l'expédition des affaires.

Travaux publics et Forêts. — Le contrôleur civil peut être consulté pour les études et avant-projets de travaux neufs d'intérêt général, tels que tracés de routes, de chemins de fer, aménagements d'eau, etc.

Le contrôleur civil peut demander au service local des travaux publics tous les renseignements qu'il a intérêt à connaître.

Le contrôleur civil prête son concours pour l'observation des règlements et la conservation des forêts ; il veille à ce que les chefs indigènes exécutent les ordres qu'ils ont reçus du gouvernement à cet égard.

Enseignement public. — Les contrôleurs civils sont les présidents de droit des commissions scolaires de leur ressort ; ils peuvent se renseigner sur le service et la conduite des maîtres et des maîtresses laïques et congréganistes, visiter les écoles, conseiller les mesures nécessaires pour en assurer la fréquentation et proposer les projets de création d'écoles dans les localités où il paraît utile d'en établir.

Antiquités et arts. — Les contrôleurs civils veillent à la conservation des antiquités et à l'observation des décrets sur la matière.

Magistrature française. — Les rapports des contrôleurs civils avec les magistrats français sont analogues à ceux qui existent en France entre les sous-préfets et les magistrats de leur arrondissement.

Postes et télégraphes — Mêmes dispositions que ci-dessus.

Justice indigène. — Le contrôleur civil s'assure de la vérification des registres-minutes des notaires par les cadis.

En cas de prévarication ou de déni de justice commis par les magistrats indigènes de leur ressort, il informe la Résidence générale.

En cas d'affaire pénale ou criminelle intéressant la sécurité publique ou les intérêts politiques, il suit l'instruction dressée par l'autorité indigène et s'assure qu'aucune des formalités essentielles n'a été négligée.

Contrôleur suppléant

Le contrôleur suppléant exerce, sous les ordres immédiats du contrôleur civil, les attributions qui lui sont désignées par ce fonctionnaire.

En cas d'absence ou d'empêchement, le contrôleur civil est suppléé dans ses fonctions par le contrôleur suppléant ou à défaut, par le secrétaire dûment autorisé.

Tenue de service

La tenue de service des contrôleurs civils se compose :

D'une casquette en drap bleu marine à turban brodé or ;

D'un veston bleu marine à deux rangées de boutons dorés, aux insignes du ministère des affaires étrangères ;

D'un pantalon bleu marine à bande noire.

8 octobre 1889

Décret du président de la République française supprimant le contrôle civil de Zaghouan

Article premier. — Le contrôle civil de Zaghouan est supprimé.

Art. 2. — La section de ce contrôle dont Zaghouan est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Tunis.

Art. 3. — La section de ce contrôle dont Medjez-el-Bab est le chef-lieu est rattachée au contrôle civil de Béja.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

25 novembre 1889

Décret du Président de la République conférant les fonctions de vice-consul au contrôleur civil de Tunis.

Article premier. — Le contrôleur civil à Tunis est chargé de remplir les fonctions de vice-consul de France à la même résidence, dans les conditions déterminées par les règlements consulaires français.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

Lettre du Ministre Résident général de la République française à Tunis, aux contrôleurs civils, sur les attributions du directeur des renseignements et des contrôles civils.

MONSIEUR,

Le *Journal Officiel tunisien* du 23 octobre vous a fait connaître un décret de M. le Président de la République, daté du 16 du même mois, et instituant en Tunisie une direction des renseignements et des contrôles civils, et le rapport adressé à ce sujet par M. le ministre des affaires étrangères à M. le Président de la République.

Le nouveau service a été confié à M. Paul Bourde, publiciste, dont le nom et les écrits vous sont depuis longtemps connus. J'ai l'hon-

neur de vous informer que M. Bourde vient de reprendre possession de son poste.

Le rapport de M. Ribot indique très nettement quelle a été, dans cette circonstance, la pensée gouvernementale :

La loi du 19 juillet dernier augmentera, d'une manière notable, les relations commerciales de la France avec la Tunisie, et il est à prévoir que nos compatriotes seront de plus en plus attirés vers ce pays ; dès lors, à la mission de conseillers de l'administration indigène s'ajoutera, pour les contrôleurs civils, celle de faciliter et de multiplier, en Tunisie, l'installation d'une nombreuse population agricole, et, par suite, d'asseoir sur des bases solides le régime de la petite propriété. « Tant d'intérêts repo- « seront ainsi sur eux, qu'il est indispensable « d'assurer l'unité et la suite dans les vues « dont ils s'inspireront. On atteindra ce résul- « tat en organisant auprès du Résident général « une direction qui coordonnera leurs travaux « et groupera les résultats de leur expé- « rience. »

Les attributions de la direction se résument comme suit :

Renseignements coloniaux et commerciaux ; assistance donnée, autant qu'il y aura lieu, aux demandes des colons destinées au gouvernement tunisien, et dont elle aura été saisie ;

Mesures propres à assurer la mise en valeur des terrains de culture ;

Service de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage ;

Laboratoire de chimie agricole et industrielle.

Application de la loi douanière du 19 juillet 1890 ;

Personnel des contrôles civils ; obligations et prérogatives des contrôleurs civils, telles qu'elles résultent de leurs instructions.

Pour mieux établir, à l'avenir, votre droit d'avis dans les affaires d'intérêt local ou régional, il a été décidé que chaque service, avant d'arrêter ses résolutions, vous consulterait par mon intermédiaire.

Vous continuerez à ne correspondre qu'avec le Résident général, que vous représentez dans vos circonscriptions.

Vous aurez certainement, Monsieur, le sentiment que votre responsabilité, mais aussi votre force d'action, vont se trouver accrues, et vous vous appliquerez à ce que ce soit pour le plus grand profit des populations et des colons dont, au nom de la France, vous vous faites honneur de servir les intérêts.

Recevez, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée.

J. MASSICAULT.

Dar-el-Geld (1)

11 juin 1871 (22 rabia-el-aoual 1288)

Décret déterminant la nature et la quotité des droits perçus par dar-el-geld

Tout individu qui vend au marché quelque chose des races ovine, bovine et caméline ou un animal de quelque espèce que ce soit, doit payer une caroube par piastre (2).

. . . . . .

Tout musicien de profession, jouant de la guitare (aoud) ou du violon (rebad), à Tunis, doit payer le tiers du produit de son gain.

Les joueurs de tambour ou grosse caisse (tabbalas) de Tunis, Outan el Kebli, Bizerte, Medjez-el-Bab, Tebourba, Mateur, Zaghouan, et ceux de tambour de basque et de cornemuse (bnader et mezoued) doivent payer la moitié du produit de leur gain.

Le droit d'ouvrir des boutiques de vente de Zllabia, pendant le mois de ramadan et les jours de la fête du Mouled, sera mis aux enchères publiques au profit de dar-el-geld (3).

Toute boutique de vente de salaisons (moualehs), pendant le mois de ramadan, paiera 25 piastres pour ce seul mois (15 francs).

. . . . . .

Tout individu qui vend du lait caillé (rayeb), doit payer une caroube par piastre (2).

(1) Nom donné au monopole de la tannerie des peaux de bœufs et des droits sur les peaux et qui comprenaient aussi diverses autres taxes dont un grand nombre ont été supprimées. Celles qui ont été conservées font actuellement partie des mahsoulats de chaque région ou sont perçues directement par des agents des contributions diverses.

(2) Droit qui équivaut à 6.25 0/0.

(3) Cette adjudication a été remplacée par la perception directe faite par les contributions diverses.

15 avril 1874 (27 sfar 1291)

Décret retatif aux droits sur la vente des animaux perçus par dar-el-geld

Il nous a été exposé que des individus vendent des animaux en dehors des marchés destinés à cette vente, et refusent d'acquitter les droits sur les ventes effectuées par eux, sous prétexte qu'il résulte du décret du 22 rabia-el-aoual 1288 - 11 juin 1871 que les ventes effectuées en dehors des marchés indiqués sont exemptées du paiement de ces droits.

Il est évident que notre gouvernement a établi des marchés publics connus et des droits bien définis exigibles du vendeur sur les ventes qu'il opère. Notre gouvernement n'admet donc point que des ventes de cette nature puissent avoir lieu en dehors des marchés. Par conséquent, si quelqu'un, par une nécessité quelconque, se trouve obligé de faire une vente en dehors des marchés, il est de son devoir de notifier cette vente à l'agent chargé du recouvrement du droit de vente et de le lui payer; autrement il serait considéré comme ayant fait une vente clandestine et tenu, par conséquent, au paiement du double droit.

Il n'y a donc aucune interprétation à donner au mot *marché* employé par notre décret, pouvant faire croire que ceux qui vendent sur le marché sont seuls tenus au paiement des droits. Il est, en conséquence, bien établi que tout individu qui vend un animal doit payer le droit sur la vente conformément à ce qui a été expliqué ci-dessus.

17 septembre 1884 (27 kâda 1301)

Décret relatif au paiement du droit sur les ventes d'animaux des espèces bovine, ovine et caprine

Article premier. — Le droit de 6,25 0/0 auquel sont assujetties les ventes des animaux des espèces bovine, ovine et caprine, est exigible, que ces animaux soient vendus sur pied ou après avoir été abattus. Ce droit est perçu avant la vente, lorsque l'animal est destiné à être débité comme viande de boucherie. Dans ce cas, le droit est liquidé sur le prix d'estimation fixé par l'amin ou, s'il n'existe pas d'amin dans la localité, sur la déclaration du propriétaire.

Art. 2. — Toute contravention ou toute fausse déclaration dûment constatée donnera lieu contre son auteur à une amende égale au montant des droits frustrés et qui ne pourra être inférieure à quinze piastres.

Le paiement du droit sera exigé en sus de l'amende.

29 février 1888 (17 djoumadi-ettani 1305)

Décret supprimant le monopole de la tannerie des peaux de bœufs et établissant divers droits de patente.

Article premier. — Le monopole de la tannerie des peaux de bœufs, attribué à l'Etat par la législation existante, sera supprimé à partir du 13 mars 1888.

Sera également aboli, à partir de la même date, le droit de 25 0/0 exigible sur les peaux de bœufs tannées à Kairouan.

En conséquence, toute personne sera libre d'ouvrir ou d'exploiter, sur un point quelconque de la Régence, une tannerie de peaux de bœufs ou de tous autres animaux, à la condition de se conformer aux règlements établis ou qui seront établis pour l'industrie de la tannerie.

Art. 2. (1) — A partir du 13 mars 1888, ... les dattes ne pourront entrer à Tunis que par les portes de Bab-Aleoua, Bab-Sidi-Gassem, Bab-Homet-el-Allouch et Bab-Khadra, par les deux gares de chemin de fer et par la Marine.

Art. 3. — Abrogé par le décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312).

Art. 4. — Les droits de deux et une piastre par quintal tunisien perçus au profit de dar-el-djeld en vertu du décret du 22 rabia-el-aoual 1288 sur la laine, lavée et non lavée, embarquée dans les ports de la Régence, cesseront d'être perçus à Tunis et à la Goulette à partir du 13 mars 1888.

Art. 5. — La vente des animaux de selle, de trait, de bât, de labour et de boucherie ne peut avoir lieu que sur les marchés actuellement établis ou qui seront désignés par nous à cet effet, ou chez leur propriétaire, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 et à l'article 4 du décret du 20 kâda 1304 (9 août 1887).

Toute vente consentie en dehors des conditions prévues par ces articles donnera lieu à l'application des pénalités édictées, en cas de vente clandestine, par le paragraphe 1 de l'article 107 du décret du 14 hidjé 1301.

Art. 6. — En cas de vente sur les marchés, le vendeur ou l'acquéreur est tenu de faire la déclaration de la vente au bureau de perception et de fournir en vue de cette perception tous renseignements utiles sur la vente.

Le droit est dû solidairement par le vendeur et par l'acquéreur.

---

(1) Modifié par le décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1302) art. 2, voir le texte sous les mots : *Peaux et laines*.

Il est fait une déclaration et délivré une quittance distincte par espèce d'animaux (chevaline, ovine, asine, bovine, caprine, porcine, etc.).

Art. 7. — A Tunis, les différents marchés affectés en ce moment à la vente des animaux désignés à l'article 5 seront transférés, à partir du 13 mars 1888, sur le nouvel emplacement à ce destiné, sur la route de Tunis à Zaghouan, en avant du nouvel abattoir.

Art. 8. — Au moment du paiement des droits au marché de Tunis, le déclarant fera connaître si l'animal est destiné à la boucherie, auquel cas cet animal sera marqué au timbre du marché, et le receveur délivrera à l'acquéreur autant de bulletins qu'il y aura de têtes d'animaux déclarés pour la boucherie. Chacun de ces bulletins mentionnera la date et le numéro de la quittance correspondante, l'espèce de l'animal et le nom du nouveau propriétaire.

Art. 9. — Aucun animal destiné à la boucherie, quand bien même l'acquisition en aurait été faite directement chez le propriétaire, ne pourra être introduit à l'abattoir de Tunis s'il ne porte la marque du marché et si le propriétaire ne représente le bulletin dont il a été parlé à l'article qui précède. Ce bulletin sera annulé et conservé par l'administration.

. . . . . .

Art. 10. — Les viandes provenant d'un animal qui, pour une cause quelconque, aura été abattu hors de l'abattoir de Tunis, ne pourront être reçues à cet abattoir pour la visite sanitaire qu'après avoir préalablement payé les droits au receveur du marché, conformément aux dispositions du décret du 2 djoumadi-el-aoual 1031 relatives aux animaux abattus, et sur la présentation de la quittance de ces droits.

Art. 11. — Le droit de la caroube sur les animaux abattus dans la banlieue de Tunis ne sera pas exigé lorsque le boucher, ayant déjà acquitté le droit au marché de Tunis, remettra à l'agent local de perception le bulletin dont il a été parlé à l'article 8 et que l'animal portera la marque du marché.

Art. 12. — Les dispositions de l'article 107 du décret du 14 hidjé 1301 seront applicables à toute personne qui aura fait usage, pour introduire un animal à l'abattoir de Tunis, d'un bulletin qui ne portera pas son nom, ou qui sera convaincue d'avoir employé la fraude pour introduire ou essayer d'introduire à l'abattoir un animal destiné à être abattu sans acquittement des droits du marché.

Art. 13. — Ces mêmes dispositions seront également applicables en cas d'abatage clandestin à l'intérieur de la ville de Tunis, ou dans une localité de la banlieue de Tunis. Les procès-verbaux rapportés par les agents municipaux, produits par l'administration, seront admis pour faire la preuve de la contravention et servir de base à l'application de l'article 107.

Art. 14. — A dater du 13 mars 1888, à Tunis et dans la banlieue de Tunis, telle qu'elle a été déterminée par l'article 1er du décret du 11 kâda 1301, et, partout ailleurs, à partir du 13 octobre 1888, le droit de la caroube sera exigible sur les animaux de la race porcine dans les cas et conformément aux règles prévus par la législation en vigueur et par les dispositions du présent décret pour les animaux des races ovine et caprine.

Art. 15. — Dans tous les cas où le droit de la caroube sur les animaux, la laine et les peaux est assis sur la valeur, ce droit doit être liquidé d'après la déclaration des parties. L'administration ou son représentant aura la faculté, si la déclaration paraît insuffisante, et l'amin entendu, de se rendre acquéreur de l'objet taxé en payant la valeur indiquée par le déclarant et 5 0/0 en sus ; mais si elle n'use pas de cette faculté, la valeur déclarée servira de base pour la perception du droit.

Art. 16. — Seront supprimés dans Tunis et dans sa banlieue, à partir du 13 mars 1888 :

1° L'adjudication du droit d'ouverture des boutiques pour la vente des œufs au fondouk El-Ghalla et pour celle du lait simple, du lait de beurre et du fromage;

2° L'adjudication du droit d'égorger et de vendre des chevreaux;

3° La taxe de vingt-cinq centièmes de piastres par mois exigible au profit de dar-el-djeld, sur les emplacements de vente des œufs au fondouk El-Ghalla;

4° La taxe de vingt-cinq centièmes de piastre exigible au profit de dar-el-djeld, lors de la vérification des poids kheddari et souki.

Art. 17. — Le droit d'ouverture d'une boutique de soukis, de pois chiches grillés ou de ftayars est à la charge du propriétaire de l'immeuble; mais le recouvrement peut en être suivi solidairement contre le débitant, sauf le recours de celui-ci, s'il y a lieu, contre le propriétaire.

Art. 18. — Les diverses taxes actuellement acquittées à Tunis et dans sa banlieue par les soukis, par les boutiques de ftayars et par celles de pois chiches grillés, en vertu des décrets des 17 hidjé 1277, 22 rabia-el-aoual

1288, 17 moharrem 1301 et 27 rabia-el-aoual 1302, seront remplacées, à partir du 13 mars 1888, par une taxe unique, exigible par trimestre et d'avance, et fixée, savoir :

Pour les soukis et pour les boutiques de ftayars, à vingt-quatre piastres par an;

Pour les boutiques de pois chiches grillés, à quarante-huit piastres par an.

La taxe sur les moulins à traction d'animaux, édictée par le décret du 22 rabia-el-aoual 1288, sera fixée, à partir de la même date, à douze piastres par an sur les moulins à une meule et six piastres par an sur chaque meule supplémentaire.

Les contribuables assujettis au paiement des taxes ci-dessus seront astreints à la déclaration prescrite par l'article 1er du décret du 27 rabia-el-aoual 1302.

A défaut de paiement des droits dans les délais prescrits ou dans le cas d'ouverture d'une boutique ou d'un moulin sans déclaration préalable, il sera fait application des articles 102 et 103 du décret du 14 hidjé 1301; la fermeture de la boutique aura lieu, le cas échéant, sans formalité judiciaire, administrativement, par les soins du service de la police requis à cet effet, conformément aux dispositions desdits articles.

Art. 19. — Les taxes énumérées à l'article qui précède sont exigibles de tous boutiquiers et autres, quelle que soit leur nationalité, de même, du reste, que les droits de patente établis par le décret du 27 rabia-el-aoual 1302, sur tous ceux qui vendent aux indigènes tunisiens des mets ou articles de consommation indigènes, et que tous autres droits pour lesquels il n'existera pas de dispositions spéciales contraires à ce principe.

Art. 20. — Les marchands, boutiquiers, etc., actuellement assujettis à la déclaration prévue par l'article 1er du décret du 27 rabia-el-aoual 1302, devront, sous les peines édictées à l'article 4 du même décret, faire ou renouveler cette déclaration entre les mains de l'administration, dans le délai d'un mois à compter du 13 mars 1888.

Art. 21. — A partir du 13 mars 1888, à Tunis et dans sa banlieue, tout individu, quelle que soit sa nationalité, qui vend ou colporte sur la voie publique des comestibles et denrées quelconques, sera tenu de se munir d'une autorisation de l'administration.

Cette autorisation lui sera délivrée avec l'assentiment, s'il y a lieu, de la municipalité, sous la condition de verser au Trésor, par trimestre et d'avance, une taxe de trente-deux piastres par an, réduite à huit piastres par an pour ceux d'entre eux qui ne débitent que les produits ci-après : semences de courges et de melons grillés, fèves et pois chiches bouillis, marrons cuits.

A défaut de paiement à l'échéance, l'autorisation lui sera retirée, conformément à l'article 103 du décret du 14 hidjé 1301, par les soins du service de la police, avisé à cet effet par l'administration.

L'autorisation devra être exhibée à toute réquisition d'un agent de la police ou de l'administration.

Quiconque se livrera à la vente ou au colportage sur la voie publique sans autorisation; quiconque fera usage d'une autorisation délivrée à autrui; quiconque aura prêté son autorisation, sera passible des peines édictées par l'article 102 du décret du 14 hidjé 1301.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à ceux qui vendent ou colportent sur la voie publique des fruits frais, légumes frais, des dattes, des ftayars et du pain, à l'exclusion de tous autres comestibles ou denrées.

Art. 22. — Le droit de patente établi par l'article qui précède remplace, notamment pour les colporteurs et marchands ambulants, les taxes suivantes qui cesseront d'être réclamées :

1° Les taxes sur le droit de vendre des semences de courges et de melons grillées, des galettes (*haak*) et des gâteaux appelés *makroub* et *gheraïba;* la taxe sur la vente ambulante du *foul* des israélites ;

2° La taxe de la chaheria due par les marchands de marrons cuits et de fruits secs importés;

3° Le droit de kantria des noisettes et des châtaignes sèches.

Art. 23. — Lorsqu'une personne assujettie à la patente voudra cesser son commerce ou son industrie, elle devra en faire la déclaration à l'administration et lui remettre sa patente. L'impôt cessera d'être exigible à l'expiration du trimestre en cours, pendant lequel la déclaration aura été reçue et après constatation par l'administration de la cessation du commerce. Les droits afférents à l'intégralité du trimestre en cours seront dus; s'ils ont déjà été acquittés, ils ne seront pas restitués.

Art. 24. — Les contraventions aux dispositions du présent décret et de la législation antérieure concernant dar-el-djeld, qui restent maintenues, seront constatées, et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 14 hidjé 1301.

Art. 25. — Les dispositions des décrets et

règlements, et tous usages qui seraient contraires aux articles qui précèdent, sont abrogés.

Décorations tunisiennes (1)

16 janvier 1860 (22 djoumadi-ettani 1276)

Décret instituant l'ordre du Pacte

Le nom de la décoration est Nichan-el-Ahed (insigne du Pacte).

Sa forme est une étoile à dix rayons. Elle est en émail vert et porte les armes du gouvernement tunisien en or sur émail rouge. Au-dessus des armes se trouve l'attache et un cercle d'émeraudes, à l'intérieur duquel sont écrits en rond, en lettre d'or sur fond d'émail rouge, les mots : « L'honneur de l'homme est un dépôt. » Au milieu du cercle, le nom de Mohamed est écrit en émeraudes sur un fond d'or. En haut de la décoration se trouve un drapeau en émail vert supportant un sabre d'or. En bas de ce drapeau s'attache un ruban vert bordé de deux filets rouges.

Il se porte en sautoir avec un cordon pareil.

Aucun fonctionnaire de l'Etat n'obtient cette décoration s'il n'a le grade de ministre ou de général de division, et encore, elle ne lui sera conférée que s'il a fait preuve de bons et loyaux services et s'est signalé par l'une des trois qualités suivantes : soit par des services utiles au Souverain, soit par des travaux utiles au gouvernement et appréciables pour tous, soit par des services rendus au pays et à la Régence.

Elle peut être donnée aux militaires en temps de guerre, à ceux toutefois qui ont le grade de général de brigade et aux titulaires d'un grade supérieur, s'ils font une action d'éclat qui les distingue de leurs égaux. Le Souverain peut alors leur passer au cou cette décoration.

On ne conférera cet insigne qu'à sept personnes en tout dans la Régence, à moins qu'il ne s'agisse d'une action d'éclat telle que celle dont il est parlé ci-dessus. Le Souverain, dans ce cas, pourra dépasser le nombre ci-dessus fixé, mais en tout autre cas, il récompensera les services rendus en conférant toute autre décoration.

Quand le Souverain croira devoir décorer de l'Ahed un serviteur de son gouvernement, il fera réunir pour cette cérémonie les ministres, les fonctionnaires de l'Etat, la personne ayant mérité la décoration. Il se lèvera et proclamera à haute voix que cette personne a mérité ces insignes pour tel et tel motif. Il les lui passera ensuite au cou de sa propre main, et aucune autre personne ne pourra en cela représenter le Souverain.

On mettra ensuite le titulaire en possession du décret relatant les motifs qui lui ont valu cette suprême distinction.

Le Souverain aura le droit de conférer également cette décoration aux étrangers de distinction, mais encore pour des motifs avérés et mentionnés dans le décret. Les décorations conférées de cette manière ne sont pas comprises dans le chiffre précité.

. . . . . .

Que chacun sache que nous avons institué un nouvel ordre de décoration appelé l' « Ahed », occupant une place en dehors de la classe des grand'croix, et au-dessus de celle des grands-officiers du Nichan Iftikhar et réglementé par les dispositions ci-dessus.

10 décembre 1882 (29 moharrem 1300)

Décret relatif à l'octroi des décorations du Nichan Iftikhar

Article premier. — Nous n'accorderons la décoration du Nichan Iftikhar que sur la proposition de notre premier ministre, pour nos sujets, et de notre ministre des affaires étrangères, pour ceux des puissances étrangères.

Ces propositions feront connaître les noms, prénoms, qualités, profession et domicile des candidats, le grade qu'ils occupent déjà dans notre ordre, la date de leur dernière promotion et leurs titres à l'obtention de cette distinction.

Art. 2. — Un règlement déterminera le nombre de décorations de chaque grade qui pourront être accordées annuellement.

Art. 3. — Le directeur des finances de notre gouvernement est chargé de la délivrance des brevets et des insignes.

Art. 4. — Les droits de chancellerie sont établis ainsi qu'il suit :

. . . . . .

Ces droits seront versés dans la caisse de notre receveur général des finances.

Art. 6. — Toute disposition contraire au présent décret est et demeure abrogée.

Art. 7. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions entreront en vigueur à partir du 1er rabia-el-aoual 1300-10 janvier 1883.

(1) Indépendamment des décorations de l'ordre du Pacte et du Nichan Iftikhar, S. A. le Bey décerne des médailles d'honneur à ceux de ses sujets qui se sont signalés par des services importants.

14 janvier 1883 (5 rabia-el-aoual 1300)

Arrêté du premier ministre sur l'exécution du règlement relatif à l'octroi de la décoration du Nichan Iftikhar.

Tous les brevets sans exception seront détachés d'un registre à souches....

Lorsqu'il y aura lieu au paiement d'un droit, conformément aux dispositions du décret du 29 moharrem 1300-10 décembre 1882, le brevet ne sera établi que sur la production, par le titulaire ou par son mandataire, de la quittance du receveur général du gouvernement...

Les droits prévus par l'article 4 du décret précité comprennent l'attribution accordée aux cheiks du ministère.

21 août 1887 (1er hidjé 1304)

Décret fixant le tarif des droits de chancellerie du Nichan Iftikhar

Article premier. — A l'avenir tous les brevets de notre ordre du Nichan Iftikhar seront remis à leurs destinataires avec les insignes du grade qu'ils confèrent.

Art. 2. — Les droits de chancellerie pour notre ordre du Nichan Iftikhar sont de deux sortes :

1° Droits se rapportant à des décorations attribuées :

a) A nos fonctionnaires, aux officiers et soldats des armées de terre et de mer ;

b) Aux fonctionnaires, officiers et soldats des armées de terre et de mer de la République française ;

c) Au personnel des agences diplomatiques et consulats des puissances étrangères en Tunisie.

2° Droits se rapportant à des décorations attribuées à toutes autres personnes non comprises dans le paragraphe ci-dessus.

Art. 3. — Les droits de chancellerie pour la première catégorie ci-dessus sont établis ainsi qu'il suit :

Pour la classe majeure (grand cordon), 200 piastres, 120 francs ;

Pour la 1re classe (grand officier), 100 piastres, 60 fr.;

Pour la 2e classe (commandeur), 70 piastres, 42 fr.;

Pour la 3e classe (officier), 35 piastres, 21 francs.;

Pour la 4e classe (chevalier), 25 piastres, 15 fr.

Ceux de la deuxième catégorie sont établis ainsi qu'il suit :

Pour la classe majeure (grand cordon), 1,200 piastres, 720 fr.;

Pour la 1re classe (grand officier), 1,000 piastres, 600 fr.;

Pour la 2e classe (commandeur), 800 piastres, 480 fr.;

Pour la 3e classe (officier), 500 piastres, 360 fr.;

Pour la 4e classe (chevalier), 500 piastres, 300 fr.

Art. 4. — Les droits afférents à la première catégorie ne peuvent être ni supprimés ni réduits.

Sur la proposition de notre ministre des affaires étrangères ou de notre premier ministre, selon les cas, les droits afférents à la deuxième catégorie peuvent être réduits jusqu'à la moitié.

La suppression des droits pourra être accordée seulement pour des ministres, des sous-secrétaires d'Etat, des personnages ayant leur rang ou des membres des familles princières.

Art. 5. — Les art. 2 et 3 du décret du 29 moharrem 1300-10 décembre 1882 sont et demeurent en vigueur.

Art. 6. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions entreront en vigueur le 13 septembre 1887.

Denrées alimentaires et engrais

26 octobre 1892 (5 rabia-ettani 1310)

Décret sur la répression des fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires et des engrais.

CHAPITRE PREMIER

Fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires

Article premier. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente sous la dénomination de vin un produit autre que celui provenant de la fermentation de raisins frais. Le produit de la fermentation des marcs de raisin frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de marc ou de vin de sucre.

Le produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de raisins secs ; il en sera de même du mélange de ce produit, quelles qu'en soient les proportions, avec du vin.

Les fûts ou récipients contenant des vins de sucre ou de raisins secs devront porter en gros caractères : *vins de sucre ou vins de rai-*

sins secs. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront contenir les mêmes indications suivant la nature du produit livré.

En cas de contravention aux dispositions ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de vingt à cinq cents francs et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines. En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Art. 2. — Constitue la falsification des denrées alimentaires prévue et réprimée par les articles 5 et 6 de la présente loi toute addition :

1° De matières colorantes quelconques:

2° D'acide sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique et autres acides analogues;

3° De chlorure de sodium au-dessus de un gramme par litre;

4° Du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de moura, clochette, riz, orge et autres matières sucrées.

Art. 3. — Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de 2 grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

Les délinquants seront punis d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou à l'une de ces deux peines suivant les circonstances.

Art. 4. — Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront contenir la même indication.

Les délinquants seront punis des peines prévues à l'article premier du présent décret.

Art. 5. — Quiconque aura falsifié ou altéré des substances alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues, aura sciemment vendu ou mis en vente des substances ou des denrées alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, ou aura trompé ou tenté de tromper sur la qualité de ces substances ou denrées, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende qui ne pourra être moindre de cent francs, ou au-dessus de cinq cents francs.

En outre, les objets du délit, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués.

Art. 6. — Si dans les cas prévus par l'article précédent il s'agit d'une marchandise nuisible à la santé, l'amende sera de 50 à 1.000 francs et l'emprisonnement de trois mois à deux ans. Le présent article sera applicable même au cas où la falsification serait connue de l'acheteur.

Art. 7. — Seront punis des peines prévues par les articles V et VI de la présente loi : ceux qui posséderont dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés des substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues.

Art. 8. — Dans les cas prévus par l'article précédent, si les détenteurs établissent qu'ils ne connaissaient point les vices desdites substances alimentaires ou médicamenteuses ils ne seront punis que d'une amende de 16 à 30 fr., s'il s'agit d'une substance non nuisible à la santé et d'une amende de 16 à 50 fr. s'il s'agit d'une substance nuisible.

Art. 9. — L'eau, la levure, l'orge et le houblon doivent seuls entrer dans la composition de la bière. Toute bière qui renfermerait d'autres éléments sera considérée comme falsifiée.

Art. 10. — Si d'autres matières reconnues inoffensives sont employées pour la fabrication de la bière, ce produit ne pourra être expédié, mis en vente ou vendu que sous une dénomination spéciale indiquant suffisamment la nature des produits ajoutés. Les bières livrées à la consommation devront contenir au minimum par litre :

Alcool, 3% en volume.
Extrait sec, 35 grammes.
Cendres, 1 gramme 5.

Toute bière dont la composition serait au-dessous de ces limites sera considérée comme mouillée et ne pourra être expédiée, mise en vente ou vendue que sous le nom de petite bière. Les fûts ou récipients contenant de la petite bière fabriquée avec des éléments inoffensifs étrangers à sa composition normale devront porter en gros caractères une indication spéciale. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront porter la même indication.

Les contraventions aux dispositions de cet article seront punies des peines édictées à l'article premier de la présente loi.

Art. 11. — Tout lait mis en vente devra contenir pour cent parties au maximum 90 parties d'eau; au minimum dix parties de matières sèches (extrait) réparties ainsi qu'il suit :

Beurre	2
Albumine, caséine, cendres . .	4
Sucre de lait.	4

Le lait mis en vente qui contiendrait moins de dix parties pour cent de matières sèches

sera considéré comme lait falsifié, aussi bien que celui qui contiendrait des matières étrangères à sa composition normale.

Art. 12. — Le sucrage des sirops et liqueurs au moyen de glucose est interdit. Il sera considéré comme falsification nuisible à la santé. La coloration artificielle est considérée comme falsification si elle est obtenue par l'emploi des matières autres que les suivantes :

Indigo, graine de Perse, safran, bleu d'outre-mer, curcuma, quercitron, carmin, bleu de Prusse ou de Berlin, furtel, orseille, cochenille, bois d'Inde, graine d'Avignon, laque carminée, laque du Brésil.

Sont formellement interdits comme matières nuisibles à la santé les composés de cuivre, de baryte, de mercure, de plomb, d'arsenic.

Art. 13. — L'addition au vinaigre d'acides étrangers à sa composition normale sera considérée comme falsification. L'emploi des acides minéraux constituera une falsification nuisible à la santé.

Art. 14. — La coloration des produits de la confiserie constituera une falsification si elle est obtenue par l'emploi d'une matière autre que celles ci-après :

Couleurs bleues	Indigo, bleu de Prusse ou de Berlin, bleu d'outre-mer ;
Couleurs rouges	Cochenille, carmins, laque carminée, laque du Brésil, orseille ;
Couleurs jaunes	Safran, graine d'Avignon, graine de Perse, quercitron, cucurma, fustel ;
Couleurs vertes	Mélange des substances ci-dessus donnant des couleurs bleues et jaunes ;
Couleurs violettes	Bois d'Inde.

L'emploi des composés de cuivre, de plomb est formellement interdit et sera considéré comme falsification nuisible à la santé.

CHAPITRE II

Fraudes et falsifications commises dans le commerce des engrais.

Art. 15. — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 500 à 2,000 francs :

1° Ceux qui, en vendant ou en mettant en vente des engrais ou amendements, auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur, soit sur leur nature, leur composition ou le dosage des éléments qu'ils contiennent, soit sur leur provenance, soit en les désignant sous un nom qui, d'après l'usage, est donné à d'autres substances fertilisantes.

2° Ceux qui, sans avoir prévenu l'acheteur, auront vendu des engrais ou amendements qu'ils sauront être falsifiés, altérés ou avariés.

CHAPITRE III

Dispositions générales relatives à la récidive, à la confiscation, à l'affichage, aux circonstances atténuantes.

Art. 16. — Tout délinquant qui, dans les cinq années qui précèdent le délit, aura été condamné pour infraction à la présente loi, pourra être frappé d'une peine double du maximum. Dans les cas prévus par l'article 8 il pourra être prononcé, indépendamment de l'amende, une peine d'emprisonnement de six jours à un mois.

Art. 17. — Les objets dont la mise en vente, la vente, l'usage, la possession ou l'expédition constituent un délit seront confisqués. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribués aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, ces objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné. Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou domicile du condamné.

Art. 18. — Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement par extrait ou intégralement à la porte de la maison de commerce ou du domicile du condamné et son insertion dans un ou plusieurs journaux, le tout aux frais du condamné.

Art. 19. — L'article 463 du Code pénal français sera applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 20. — Le décret du 21 mai 1888 (11 ramadan 1305) sur les falsifications ou altérations des denrées alimentaires et les arrêtés municipaux en date du 2 juillet sont rapportés.

Dîme des céréales

4 novembre 1868 (18 redjeb 1285) (1)

Décret réglementant la dîme des céréales

Tout agriculteur ne sera tenu qu'au paiement de la dîme sur la quantité des méchias ensemencées par lui, sans considération des différences dans la quantité de semailles que peut comporter la méchia par rapport aux localités et aux usages.

(1) Modifié par le décret du 2 juillet 1894, ci-après.

Lors de l'enregistrement des méchias, chaque agriculteur devra payer deux piastres (1 fr. 20) par méchia de blé et d'orge, à titre d'indemnité aux personnes destinées aux opérations de mesurage des champs.

Il paiera aussi, à titre de dîme, cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales, au moyen de la ouiba poinçonnée en usage à la rabta et connue sous la dénomination de ouiba d'achat et vente, d'après le mode en vigueur pour le mesurage.

Il paiera aussi deux piastres (1 fr. 20) par méchia, à titre d'indemnité pour les mesureurs des céréales et pour les employés, ainsi qu'une piastre (0 60), prix du reçu délivré par chaque méchia dont le propriétaire aura payé la dîme en totalité.

On procédera proportionnellement à ce qui a été établi ci-dessus pour les quantités excédant la méchia, ou en moins.

Quiconque aura ensemencé une seule qualité (orge seul ou blé seul) n'aura à payer, sur ce qui a été établi ci-dessus, que ce qui est afférent à ce qu'il a ensemencé.

Le bulletin délivré à l'agriculteur qui n'aura versé qu'une partie des dîmes dues, coûtera invariablement une demi-piastre seulement. Sera également à la charge de l'agriculteur la taxe du timbre de tout le papier timbré employé dans ces différentes opérations.

Les frais de poursuites pour le versement des dîmes ne seront point supportés par les agriculteurs qui auront versé régulièrement leurs dîmes ni par ceux munis du bulletin partiel.

Toutes les dispositions qui précèdent sont communes aux pays qui versent leurs dîmes en nature à la rabta, à ceux qui les versent en nature aussi à leurs autorités respectives et à ceux qui les versent en argent, avec la seule différence, quant aux agriculteurs de cette troisième catégorie, qu'ils sont libres de verser leurs dîmes en nature ou en argent, au cours de la rabta.

Nous avons désigné des fonctionnaires et des secrétaires de confiance pour être présents à la rabta les jours d'ouverture destinés à la perception des dîmes, blé et orge, afin de surveiller les différentes opérations et de garantir les contribuables contre tout abus. Nous avons confié à ces fonctionnaires et secrétaires les rôles des dîmes sanctionnés avec notre sceau, pour constater les quantités de méchias portées à la charge de chaque agriculteur et lui faire connaître, à sa réquisition, la quantité de dîmes due par lui. Ils ont également pour mission de vérifier les mesures (ouibas) poinçonnées et de procéder à leur installation dans leur outillage, pour empêcher les abus.

Si une mesure ou un outillage présente des variations, le directeur de la rabta (1) devra le remplacer par un autre qui soit précis, sans perte de temps.

Les fonctionnaires et secrétaires ci-dessus désignés devront également surveiller le travail des mesureurs des céréales, et tout mesureur qui aura commis un abus sera irrévocablement renvoyé.

Ils auront soin que les céréales qui arrivent en paiement des dîmes, les jours d'ouverture de la rabta, soient reçues immédiatement et sans causer de retard aux contribuables.

Nous chargeons spécialement les secrétaires dont il s'agit de tenir un registre sur lequel ils consigneront jour par jour les quantités de céréales reçues en indiquant le nom de chaque contribuable et la quantité de blé et d'orge versée par lui et en faisant une marque spéciale à côté du nom du contribuable qui se sera intégralement acquitté de ses dîmes, pour le distinguer de celui qui ne sera pas libéré.

Des mesures identiques aux précédentes sont ordonnées dans les pays qui versent leurs dîmes en nature à leurs autorités respectives, afin que ces mesures soient d'une application générale et sans distinction.

2 novembre 1870 (7 châban 1287)

Arrêté du premier ministre sur la dîme des céréales dans le Djérid

La lettre du 1er du mois courant-27 octobre 1870 de la commission financière posant la question de savoir si le montant des dîmes sur les céréales à exiger des habitants du Djérid, doit suivre les conditions de la récolte ou s'il est fixé d'une façon invariable;

S. A. le Bey a décidé que les chiffres qui ont été communiqués par le ministère à la commission financière (2), représentent la somme imposée aux habitants du Djérid en remplacement de la dîme des céréales, et qu'elle ne doit point varier selon les circonstances.

---

(1) Le service des poids et mesures.

(2) Ces chiffres sont les suivants :

Tozeur	350	»	piastres,	210	»
Nefta.	105	»	—	63	»
Hamma	112	50	—	67	50
Oudiane	118	75	—	113	25
Nefzaoua	125	»	—	75	»
Chebika et Tamerza	150	»	—	90	»
	1 031	25	—	618	75

25 juin 1871 (6 rabia-ettani 1288)

Décret spécifiant les cas de force majeure qui donnent droit à l'exonération de la dîme des céréales.

Par notre décret du 21 djoumadi-ettani 1286- 4 octobre 1869 portant réglementation de la dîme des céréales, nous avons disposé que les agriculteurs dont les champs n'ont pas donné de récolte, par suite de cas de force majeure ou d'incendie, seraient exonérés du paiement de la dîme.

Aujourd'hui, il nous a paru utile de spécifier les cas de force majeure en les limitant à cinq, savoir :

1° Si les semailles n'ont pas poussé ;

2° Si elles ont poussé sans produire d'épis ;

3° Si les récoltes ont été détruites par la grêle ;

4° Si elles ont été détruites par des pluies torrentielles ;

5° Si elles ont été détruites par les sauterelles.

En dehors de ces cas, l'agriculteur n'est pas admis à demander son exemption du versement de la dîme. Il est bien entendu que le cas d'incendie, prévu par notre décret précité, n'est pas modifié.

Pour régler la justification des réclamations de cette nature, nous disposons qu'en ce qui concerne les premier et deuxième cas ci-dessus, les réclamations de cette nature doivent être produites quinze jours avant l'époque où l'on coupe les orges et dans les trois autres cas, ainsi qu'en cas d'incendie, il faut que les réclamations soient produites, au plus tard, quinze jours après l'arrivée de l'accident.

L'agriculteur devra adresser, dans tous ces cas, sa réclamation à l'autorité de laquelle il dépend, dans les délais ci-dessus indiqués.

Août 1871 (djoumadi-ettani 1288)

Instructions aux agents chargés de l'établissement des rôles de la dîme des céréales

Vérificateurs du mesurage. — A son arrivée à l'endroit où il doit faire ses opérations, le vérificateur demandera au caïd ou à son khalifa les listes de mesurage des propriétés de la caïderie. Muni de ces pièces il se rendra sur les lieux accompagné d'un officier envoyé par le caïd pour les lui désigner. Le vérificateur s'assurera de la régularité des opérations du mesurage en procédant lui-même au mesurage de certaines parties de la propriété. S'il trouve l'expérience faite par lui conforme aux indications des listes ou présentant une petite variation de 20 0/0 en plus ou en moins, il en fera la remarque sur ses notes et passera à la vérification d'autres propriétés.

Dans le cas où la différence sera supérieure aux 20 0/0 soit en plus soit en moins, il fera venir les personnes qui auront procédé au mesurage la première fois et discutera avec elles les motifs de cette différence. Si, par suite de cette discussion, il est constaté que les premiers mesureurs ont été en faute, il en prendra note également et fera procéder à un nouveau mesurage eu présence des premiers et passera à d'autres propriétés.

Le vérificateur ne devra pas s'en tenir aux seules déclarations du propriétaire sur la quantité des semailles faites ; il emploiera au contraire tous les moyens qu'il croira utiles pour arriver à la connaissance de la vérité. Il aura à s'enquérir, sous main, dans chaque localité, de la manière d'agir des mesureurs, des moyens employés par eux dans leurs opérations, de la quantité de semailles employées ordinairement par méchia dans chaque localité et prendre d'autres renseignements de ce genre afin que sa vérification soit complète.

Le vérificateur devra adresser un rapport écrit sur les opérations de sa vérification, dans lequel il indiquera surtout l'importance des différences constatées dans les localités où il a ordonné un nouveau mesurage, les renseignements qu'il a recueillis sur la conduite des mesureurs, etc., etc.

Officiers délégués à l'évaluation des semailles. — Le devoir des officiers est de faciliter la mission des amins, de contrôler leurs actes et de servir d'arbitres équitables entre eux et les cultivateurs, de façon à ce que l'Etat ne subisse aucune perte sur ce qui lui est dû, et que la dette du cultivateur ne dépasse pas, en raison de sa semaille, le montant fixé par le décret de Son Altesse.

En vue de prévenir les vexations et les irrégularités d'évaluations, ils devront, dans la limite de leurs moyens, prendre toutes les mesures de nature à mettre la vérité au jour.

Ils pourront, à cet effet, prendre partout des informations auprès des habitants, des employés, des gens du voisinage, sur les propriétaires de la semaille, sur le montant de l'ensemencement, le nombre de méchias et sur tout ce qui peut faciliter l'exactitude des opérations.

Ils préviendront les cultivateurs et les receveurs, qu'en vertu du décret émané de Son Altesse, quiconque soustrait quelque chose à l'évaluation en paiera le double et subira une punition corporelle.

Pour plus de sûreté et d'information, des inspecteurs *ad hoc* seront au besoin délégués à l'effet de contrôler les actes des employés, de s'assurer de l'exactitude de leurs évaluations

et les rectifier, de s'enquérir sur tout ce qui aurait été omis et de prendre toute autre mesure nécessaire de contrôle.

Amins et notaires. — Ils doivent ne rien négliger dans les opérations d'expertise et ne pas se contenter des informations du propriétaire du champ ou de toute autre personne pour s'épargner la peine de parcourir les lieux et de préciser leur contenance.

Au contraire, la précision est de rigueur ; elle doit être établie par un examen attentif.

Il faudra donc ne négliger aucune des précautions possibles en vue de constater le véritable état des choses. En un mot, les amins ne doivent pas perdre de vue qu'ils sont responsables de leurs opérations aux yeux des cultivateurs aussi bien que de l'Etat.

Le devoir des notaires est d'inscrire exactement les données des amins et d'en donner copie à l'officier contrôleur. L'officier de son côté délivrera à chaque cultivateur un billet signé, pour les deux piastres fixées pour l'évaluation de chaque méchia.

Le billet portera le nom du cultivateur, de l'henchir et du montant semé, et, dans le cas où un cultivateur aurait plusieurs champs semés, un seul reçu lui sera donné pour le tout, et le montant en sera ainsi passé sur le grand registre.

Ce registre portera du commencement à la fin un numéro d'ordre suivi en partant du nombre un ; et en face du nom de chaque individu son numéro d'ordre devra être marqué. Les estimateurs ne pourront rien prendre en sus des deux piastres qui sont exigibles par méchia, et ce, en raison de la quantité semée dans la méchia selon l'usage de chaque localité et non en raison du labour du sol.

Un des devoirs de la commission d'évaluation est de tenir compte des semailles manquées à la suite d'accidents et de les inscrire après celles réussies. Or, les circonstances dans lesquelles il y a un cas de force majeure à prendre en considération sont prévues par le décret du 6 rabia-ettani 1288-25 juin 1871, et restreintes à cinq, savoir :

1° Si les semailles n'ont pas poussé ;

2° Si elles ont poussé sans produire d'épis ;

3° Si les récoltes ont été détruites par la grêle ;

4° Si elles ont été détruites par des pluies torrentielles ;

5° Si elles ont été détruites par les sauterelles.

Tels sont les cas dans lesquels la semaille peut être considérée comme manquée et entraîne une exemption de dîme. Celles donc qui se trouveront dans une des circonstances précitée, seront inscrites telles à la fin du registre, avec constatation notariée.

A l'achèvement du registre les semailles réussies et les manquées seront indiquées sous les signatures de la commission d'expertise, des cheiks, des agents des caïds et de ces derniers.

Pour éviter tout malentendu, il faudra désigner les noms et les prénoms des cultivateurs et de l'endroit cultivé.

Si l'officier trouve du tabac cultivé en dehors de Béja, Béjaoua, Porto-Farina, Chiahia, montagnes de Béja, y compris Nefza, et montagnes de Mateur, il devra en prendre note, inscrire le nom du cultivateur et en donner avis au caïd local pour que celui-ci, en exécution des décrets de Son Altesse, se charge de la destruction du tabac.

A son retour, l'officier soumettra au comité exécutif une liste des plantations de tabac de cette catégorie.

25 mai 1873 (27 rabia-el-aoual 1290)

Sur les remises des percepteurs de la dîme des céréales

Vu le mémoire de la commission financière du 10 sfar 1290-9 avril 1873 sur l'interprétation à donner aux dispositions relatives à la remise de 10 0/0 accordée aux chefs indigènes sur leur perception des dîmes, et à la rémunération de deux piastres accordée aux cheiks par chaque méchia de terrains cultivés ;

Dans les pays ayant des circonscriptions spéciales et, par conséquent, administrés par des chefs spéciaux, la remise de 10 0/0 doit être partagée entre le caïd et les cheiks.

Dans les pays qui n'ont point de circonscription spéciale, c'est-à-dire les environs de Tunis, la remise de 10 0/0 appartiendra au personnel de la rabta (aujourd'hui à l'Etat).

. . . . . .

27 juin 1874 (12 djoumadi-el-aoual 1291)

Arrêté du premier ministre plaçant sous séquestre les récoltes des débiteurs de la dîme des céréales

Le président de la commission financière nous ayant exposé, par lettre du 8 du mois courant (23 juin 1874), que dans le but de hâter le recouvrement des dîmes sur les céréales, le comité exécutif était d'avis qu'il fût mis séquestre sur les récoltes de tout agriculteur, dans quelque partie que ce soit de la Régence, jusqu'à concurrence du montant de l'impôt dû, et que ce séquestre fût maintenu tant que le contribuable dont il s'agit n'aurait pas produit une quittance justifiant du versement

de cet impôt entre les mains du caïd ou entre celles de l'agent de la rabta.

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey, qui a daigné l'approuver.

25 février 1875 (19 moharrem 1292)

Arrêté du premier ministre sur la rétribution des fonctionnaires chargés de l'établissement des rôles de la dîme des céréales.

Le comité exécutif estimant, ainsi qu'il résulte de la lettre nº 70 du président de la commission financière, du mois courant (7 février 1876), qu'il convient de destiner exclusivement aux commissions d'évaluation les deux piastres par méchia qui étaient autrefois partagées entre les cheiks et ces commissions, attendu que les cheiks ont, dans la remise de 10 0/0, une rémunération suffisante ;

Cette proposition a été soumise à S. A. le Bey, qui a bien voulu lui donner son approbation.

2 juillet 1894 (29 hidjé 1311)

Décret suppriment l'impôt achour payable en nature et le remplaçant par une taxe en argent.

Article premier. — Dans les régions dites d'achour en nature, l'impôt achour sur les céréales, qui est de cinq ouibas de blé et cinq ouibas d'orge par chaque méchia ensemencée de ces deux genres de céréales, sera désormais payé en argent à un taux de conversion fixé par nous chaque année.

Art. 2. — L'administration de la rabta (1) est supprimée. Les taxes édictées au profit de cette administration par le décret du 18 redjeb 1285 seront comprises dans les recettes budgétaires.

Art. 3. — Les redevables qui n'ont pas encore acquitté l'achour afférent à l'exercice 1893 et aux exercices précédents seront tenus de se libérer en argent aux taux de conversion fixés pour chacun de ces exercices.

Dîme des huiles

30 septembre 1857 (10 sfar 1274)

Décret fixant le tarif de la dîme des huiles et règlementant le tarif des pressoirs à huile à Tunis (2)

Article premier. — Le propriétaire ne devra que la dixième partie de l'huile qui sera mesurée avec la même mesure employée au pressoir pour lui verser son huile, sans aucune diminution ni augmentation.

Art. 2. — Nous établirons des contrôleurs et des notaires dans les presses à huile à Tunis en nombre suffisant, lesquels assureront, avec le concours des raïs, la perception de cette dîme.

Art. 3. — Les frais de location des chameaux sont à la charge du propriétaire des olives. Ils sont d'un saâ d'huile par addala d'olives saines ou passées au premier ou deuxième tour; le saâ sera celui de Tunis, sans être rempli à déverser.

Art. 4. — L'addala se composera de 30 chamias (couffes à olives), remplies au gré du propriétaire.

Art. 5. — Le propriétaire n'est pas tenu de faire passer ses olives par les cinq tours ; il fera traiter ses olives dans les pressoirs, pour en extraire l'huile, de la façon qu'il jugera convenable.

Si le propriétaire de la presse ne lui fournit pas de chameaux vigoureux, il nous portera plainte contre lui, et nous l'y contraindrons.

Art. 6. — Le propriétaire des olives donnera par chaque addala d'olives, une kolla d'huile (1), mesurée avec la même mesure dont on s'est servi au pressoir pour lui mesurer son huile, à titre de location du moulin, des appareils et de salaire des ouvriers. En dehors de cette kolla d'huile, il ne devra pas autre chose.

Art. 7. — *Les grignons, après avoir été pressés comme l'entendra le propriétaire, appartiendront à l'Etat, conformément à l'usage.*

Art. 8. — Tout indigène de nos sujets pourra librement établir un moulin à huile, pourvu qu'il le construise aux extrémités des autres habitations, sur des points convenables, n'occasionnant point de préjudice à ses voisins. Il percevra des propriétaires le prix de location du moulin, des chameaux *et des silos*, ainsi que le salaire des ouvriers, au même taux établi pour les presses du domaine.

Le Trésor n'aura aucune perception à exercer dans ces moulins, que celle de la dîme, ainsi que cela a été établi plus haut *et retirera également les grignons après que le propriétaire les aura pressés complètement*.

Nous établirons un contrôleur dans ces moulins pour assurer la perception de la dîme.

Art. 9. — *Les silos seront loués d'après l'u-*

(1) Cette administration était chargée de la perception de la dîme en nature. Elle possédait des magasins et silos où le produit de cet impôt était déposé et vendu aux enchères publiques.

(2) Des décrets du 29 sfar 1274-19 octobre 1857, reproduisent pour l'Outan-el-Kebli, Tebourba et Bizerte les dispositions du décret relatif à Tunis, du 10 sfar de la même année, 30 septembre 1857, sauf celles imprimées en italiques.

(1) Mesure indigène de 10 litres.

sage établi et avec tour de rôle entre les propriétaires pour l'entrée de leurs olives dans les presses. (Décret de djoumadi-el-aoual 1274, décembre 1857).

. . . . . .

Art. 10. — C'est aux trois maires de Tunis, aux notaires de la ghaba, aux amins, aux notables parmi les propriétaires des olives et au directeur de la ghaba qu'incombe le soin de tenir la main à l'exécution du présent règlement et d'examiner les difficultés que pourraient rencontrer les propriétaires entre eux ou en ce qui concerne les presses. Il nous soumettront l'avis de la majorité sur les cas qui se présentent, afin que nous en ordonnions l'exécution.

Les propriétaires des moulins à huile et des olives devront se conformer aux prescriptions de ce règlement qui sera publié, et qui restera en dépôt entre les mains des maires de Tunis, pour en assurer l'exécution. Tout propriétaire pourra en demander et obtenir un exemplaire.

Décembre 1857 (djoumadi-el-aoual 1274)

Décret réglementant le service des presses à huile de Tunis

Les propriétaires d'olives nous ont exposé que les ouvriers des presses à huile ont trouvé que le salaire qui leur a été attribué par notre précédent décret était exigu et ont, en conséquence, réclamé un salaire très exagéré ; de sorte que les olives de ces propriétaires seraient exposées à des pertes. Ils se sont également plaints du tour de rôle établi dans les presses à huile.

Prenant en considération leurs plaintes, nous avons ordonné que tous les propriétaires et les ouvriers de l'huile s'entendent sur le salaire à attribuer à ces derniers, afin de ne porter aucun préjudice ni aux uns ni aux autres.

Les négociations engagées ont produit l'entente suivante :

Il sera attribué par les propriétaires des olives aux raïs et aux ouvriers un salaire de 20 piastres, y compris le pourboire, pour une journée et une nuit de travail, et cela indépendamment du salaire en huile que nous leur avons fixé par notre précédent décret.

C'est le raïs qui percevra ce salaire et c'est à lui qu'incombe le soin de faire travailler le moulin ; les propriétaires des olives adresseront leurs réclamations à l'amin des ouvriers et aux raïs, dans le cas où ils auraient à se plaindre de quelque ouvrier. Le propriétaire des olives paiera à l'amin des ouvriers 4 caroubes par jour tant que ses olives seront en préparation.

Tout propriétaire qui aura ses olives dans les silos d'une presse aura droit à 80 tours après lesquels il devra cesser pour laisser la place à un propriétaire possédant des olives en petite quantité n'exigeant pas plus de cinq jours de travail. A ce dernier succédera un grand propriétaire qui n'a pas ses olives dans les silos et qui prendra 80 tours après lesquels il devra également cesser pour laisser la place à un petit propriétaire qui sera suivi par un grand propriétaire de l'intérieur de l'établissement prenant 80 tours et ainsi de suite, les propriétaires de l'intérieur et ceux de l'extérieur s'alternant entre eux.

Les petits propriétaires qui devront alterner avec les grands propriétaires de l'extérieur tireront leur tour au sort ; de même les grands propriétaires de l'extérieur tireront au sort entre eux leur tour de rôle.

Si deux propriétaires font travailler à la fois les presses pendant un jour et une nuit, les frais du travail seront partagés entre eux, proportionnellement aux quantités d'olives que fait presser chacun d'eux.

Dans le cas où les olives d'un propriétaire sont gâtées et que le fait aura été constaté par les notaires de la ghaba, les amins et les propriétaires, le propriétaire de ces olives aura la préférence pour faire presser la seule partie de ses olives gâtées sans attendre son tour de rôle, à moins qu'il ne soit constaté par les mêmes individus également que la détérioration du reste de ses olives est imminente, dans lequel cas il fera presser toutes ses olives.

Nous ordonnons que cette entente soit mise à exécution.

En conséquence, le directeur de la ghaba et les maires de Tunis liront les présentes dispositions aux propriétaires d'olives, en en laissant une copie à ceux qui le demanderont. L'original restera entre leurs mains pour s'y référer au besoin.

3 septembre 1873 (10 redjeb 1290)

Arrêté du premier ministre fixant la date de la clôture des enchères du fermage de la dîme des huiles.

Vu la lettre de la commission financière du 27 du mois dernier — 22 août 1873, par laquelle elle propose que l'adjudication définitive du fermage de la dîme des huiles n'ait lieu que l'avant-veille du premier jour de la saison d'hiver, tout en commençant le 13 octobre, selon l'usage, la mise aux enchères de ce fermage ;

Considérant l'avantage signalé qui serait obtenu par le retard de l'adjudication jusqu'à l'époque indiquée, le Bey a approuvé cette proposition.

15 décembre 1873 (24 chaoual 1290)

Décret substituant la dime des huiles au kanoun des oliviers dans les plantations de l'intérieur de l'Outan el Kebli.

Prenant en considération la situation des habitants de la province de l'Outan el Kebli, nous avons jugé à propos d'abolir le kanoun qui frappe les oliviers de l'intérieur de cette province (appelé Djésira) en exceptant ceux des territoires de la côte maritime, et de le remplacer par la dîme habituelle qui sera perçue sur les oliviers de l'intérieur.

22 octobre 1886 (24 moharrem 1304)

Décret réglementant les transports d'olives dans les régions soumises à la dîme des huiles.

Article premier. — A l'avenir, tous les arrêtés pris par le directeur des finances en vue d'autoriser la création de nouvelles usines pour la fabrication de l'huile devront renfermer les dispositions additionnelles suivantes :

Tout producteur ou propriétaire d'olives soumises à l'impôt de la dîme, qui voudra les faire sortir d'une circonscription pour les faire presser dans une autre circonscription également en pays de dîme, devra en faire préalablement la déclaration à l'agent de perception des droits de l'Etat du lieu de production. Cette déclaration énoncera les quantités d'olives et l'usine où elles devront être transportées pour être pressées. Il lui en sera donné récépissé par l'agent de perception.

La déclaration contiendra l'engagement par le propriétaire de l'usine :

1° D'emmagasiner et de traiter séparément les olives provenant de toute circonscription distincte de perception ;

2° De donner à l'agent de perception porteur dudit engagement, le libre accès de son usine afin que celui-ci puisse surveiller l'observation de la condition précédente, assister au pressurage des olives de sa circonscription, exercer à ce moment tous les droits de l'Etat.

Copie de cette déclaration sera remise immédiatement par l'agent de perception à l'administration de la ghaba qui donnera à ses préposés les instructions nécessaires pour en faire surveiller l'exécution.

Les produits ainsi traités ne devront l'impôt qu'à l'agent de perception de la circonscription d'où proviendront les olives et selon les dispositions légales en vigueur dans ladite circonscription.

En cas d'inobservation par le propriétaire des olives ou par l'usinier des dispositions qui précèdent, les droits de l'Etat seront exigibles deux fois et perçus cumulativement par les agents de la circonscription d'origine et de celle de pressurage des olives.

L'acquittement des droits de l'Etat dans les bureaux ou dépôts des agents chargés de le percevoir aura lieu aux frais et risques du contribuable, sans préjudice des obligations imposées en cette matière à l'usinier par l'arrêté d'autorisation.

Art. 2. — Toutes les contestations entre l'agent de perception de l'Etat et le propriétaire des olives, relativement à l'exécution des dispositions qui précèdent, seront jugées définitivement et sans appel par l'administration de la ghaba.

Art. 3. — Tout usinier en pays de dîme des huiles ayant été autorisé à fabriquer de l'huile est soumis aux dispositions qui précèdent.

Domaine de l'Etat (1).

19 avril 1871 (28 moharrem 1288)

Arrêté du premier ministre sur la valeur des titres invoqués contre l'Etat en fait de propriété immobilière.

... S. A. le Bey a déclaré que les actes de notoriété ne doivent pas être considérés comme un titre suffisant pour donner droit à la propriété d'un immeuble faisant partie du domaine de l'Etat.

1er décembre 1881 (9 moharrem 1299)

Arrêté du premier ministre relatif aux propriétés domaniales

Le gouvernement de Son Altesse a appris que des étrangers cherchent à disposer de terrains appartenant à l'Etat, ainsi que de mines et forêts, prétendant les avoir obtenus, par achat ou autrement, d'indigènes des tribus.

Le gouvernement doit, en conséquence, faire connaître que les individus dont il s'agit n'ont aucun droit sur les terrains domaniaux ni sur les mines et forêts, celles-ci étant la propriété de l'Etat et constituant une branche de ses revenus.

Pour ce motif, toute aliénation de cette nature est nulle et non avenue.

Cet avis sera publié et les notaires seront avisés qu'ils ne peuvent passer aucun acte de cette nature sans l'autorisation du gouvernement.

---

(1) Voir aussi : Forêts ; — Mines ; — Terres sialines.

17 février 1886 (12 djoumadi-el-aoual 1303)

Décret donnant pouvoir au directeur des finances d'exercer les actions qui intéressent le domaine de l'Etat.

Article unique. — Le directeur des finances exerce, tant en demandant qu'en défendant, les actions qui intéressent le domaine de l'Etat.

Il n'est point dérogé à celles des dispositions de notre décret du 15 hidjé 1302-24 septembre 1885, qui confèrent la même attribution, à l'égard du domaine public, au directeur général des travaux publics ou au ministre de la guerre, suivant les cas.

Domaine militaire français (1)

2 septembre 1886 (3 hidjé 1503)

Décret réglementant les travaux mixtes, les servitudes et le domaine militaires

TITRE Ier

DOMAINE MILITAIRE

Article premier. — Le gouvernement tunisien fera procéder, dans le plus bref délai, à la reconnaissance des bâtiments, terrains et immeubles de toute nature occupés à la date du 1er avril dernier par les troupes et les services de la division d'occupation et tels qu'ils sont indiqués dans le chapitre 1er des états dressés par le service du génie.

Art. 2. — En attendant que cette opération soit effectuée, l'autorité militaire française continuera à occuper les immeubles domaniaux et religieux qu'elle détenait à la date précitée.

Art. 3. — Lorsque la reconnaissance mentionnée à l'article 1er sera terminée, il sera procédé à la remise régulière à l'autorité militaire française de tous ceux de ces immeubles qui auront été reconnus appartenir au domaine de l'Etat avec substitution pure et simple de l'autorité militaire française aux droits du gouvernement tunisien.

Toutes les questions relatives aux immeubles ou parties d'immeubles que le gouvernement tunisien jugerait lui être nécessaires, seront résolues d'un commun accord, dans les conférences prévues pour l'établissement des procès-verbaux de remise. En cas de désaccord, il sera statué par le gouvernement français.

Dans le cas où l'autorité militaire française viendrait à reconnaître par la suite que certains des immeubles remis ont cessé de lui être utiles, il en sera fait remise au gouvernement tunisien.

Les dispositions du présent article seront appliquées aux biens appartenant à l'administration des biens habous.

Art. 4. — Les remises mentionnées à l'article 3 seront constatées, pour chaque place ou poste, par un procès-verbal, avec plan et état des lieux à l'appui, dressé par le chef du génie représentant le département de la guerre français et le directeur général des finances pour le domaine de l'Etat ou l'inspecteur général des habous pour les biens religieux.

Ce procès-verbal qui relatera, s'il y a lieu, les clauses et conditions particulières de la cession et, notamment, ce qui peut avoir trait au logement des troupes tunisiennes, à l'emmagasinement des poudres du gouvernement tunisien, etc., etc., mentionnera également les parties des immeubles remis, actuellement occupées par les services tunisiens.

Après avoir été visé par le Résident général et le général commandant la division d'occupation, il sera homologué par décret de S. A. le Bey approuvé par le gouvernement français.

Art. 5. — Les occupations actuelles du domaine public par l'autorité militaire française seront régularisées dans les conditions prévues aux articles précédents.

Le gouvernement de S. A. le Bey sera représenté, pour cet objet, par le directeur général des travaux publics.

Art. 6. — Après qu'il aura été procédé, comme il est indiqué à l'article 4, à la régularisation des occupations actuelles, des remises, à titre de concession de jouissance temporaire ou définitive, pourront être consenties par l'autorité militaire française en faveur des administrations tunisiennes.

Les concessions dont il s'agit feront l'objet de conférences aux divers degrés entre les services intéressés.

Art. 7. — Les remises complémentaires énumérées au chapitre II des états dressés par le service du génie, ainsi que toutes celles que, dans l'avenir, l'autorité militaire française jugerait indispensables aux besoins des troupes d'occupation, feront l'objet d'une demande adressée au gouvernement tunisien par l'intermédiaire du Résident général.

L'instruction de ces demandes donnera lieu à des conférences semblables à celles dont il est parlé à l'article 6.

En cas d'accord, la remise sera constatée par un procès-verbal dans la forme indiquée

(1). V. aussi : Postes militaires ; servitudes militaires.

à l'article 4 pour la remise à l'autorité militaire française des immeubles qu'elle détient actuellement.

En cas de désaccord, la question sera réservée et soumise au gouvernement français.

TITRE II

TRAVAUX MIXTES

Art. 8. — Le programme du réseau des routes d'intérêt général à construire sur toute l'étendue du territoire de la Régence est communiqué par le Résident général au général commandant la division de Tunisie.

Si celui-ci déclare adhérer à l'avant-projet, se réduisant à la production d'une carte et d'une notice explicative, l'exécution des travaux suit son cours sans autre intervention de l'autorité militaire.

Dans le cas contraire, le général commandant la division adresse, dans le délai de deux mois, ses avis, observations et réserves au Résident général, qui transmet le tout, avec son avis particulier, au ministre des travaux publics et au ministre de la guerre.

Art. 9. — Les avant-projets de chemins de fer à établir en Tunisie sont également communiqués par le Résident général au général commandant la division qui déduit ses avis, observations et réserves dans le délai de deux mois.

Le dossier de l'affaire est ensuite transmis par le Résident général, avec son avis particulier, au ministre des travaux publics et, s'il y a désaccord entre le gouvernement tunisien et l'autorité militaire, au ministre de la guerre.

Art. 10. — Sont exclusivement soumis à l'instruction mixte :

A. — Les travaux neufs concernant :

1° Sur tout le littoral de la Régence, les ports militaires et de commerce, havres, rades et mouillages;

2° Dans un rayon de mille mètres autour des places et postes classés, les chemins empierrés de toutes largeurs, le tracé des rues des quartiers neufs ou faubourgs extérieurs sur les terrains appartenant à l'Etat ou à des établissements publics, les ponts de plus de six mètres d'ouverture entre culées, les canaux, les conduites et réservoirs d'eau et, en général, tous les ouvrages d'intérêt général susceptibles de créer des couverts ou d'augmenter des couverts existants;

3° Dans les fortifications des places ou postes classés, les alignements de la rue du rempart, les passages de portes, les ouvrages d'intérêt général modifiant les formes ou reliefs de la fortification et les ouvrages militaires modifiant les routes ou autres ouvrages d'intérêt civil existants;

B. — Dans les postes classés ou non, pourvus d'établissements militaires, les alignements de la partie des rues ou chemins qui bordent ou traversent ces établissements, ainsi que les modifications à apporter, dans un intérêt civil, aux dits établissements.

Art. 11. — L'instruction mixte comporte, en premier lieu, une conférence entre l'ingénieur ordinaire, le chef du génie et les représentants immédiats des autres services militaires et civils intéressés.

Après échange d'avis entre le directeur général des travaux publics, le directeur du génie et les directeurs des autres services militaires intéressés, le dossier militaire de la conférence, complété par l'avis du général commandant la division, est adressé par ce dernier au Résident général, à qui le directeur général des travaux publics fait parvenir, de son côté, le dossier civil.

Art. 12. — L'instruction mixte est terminée à Tunis lorsque le Résident général constate ou peut réaliser l'accord entre l'autorité militaire et le gouvernement tunisien. Toutefois, l'accord entre le directeur du génie et le directeur des travaux publics est nécessaire pour les questions de ports et pour les questions particulières de chemins de fer et de routes, qui auraient été réservées à l'instruction mixte à la suite de l'instruction sommaire ci-dessus spécifiée au sujet des avant-projets.

Art. 13. — A défaut d'accord à Tunis, ainsi qu'il est dit aux articles précédents, le Résident général adresse, avec son avis particulier, les dossiers de l'affaire au ministre des travaux publics et au ministre de la guerre.

Art. 14. — Les dispositions ci-dessus sont applicables aux travaux de routes et de chemins de fer, ainsi qu'aux travaux maritimes qui seraient exécutés dans la Régence par l'autorité militaire.

Art. 15. — Une instruction ultérieure, arrêtée de concert entre le Résident général et le général commandant les troupes d'occupation, déterminera la composition ainsi que le mode de convocation des conférences mixtes.

Art. 16. — Aucune partie du domaine public tunisien, tel qu'il est défini par le décret beylical du 24 septembre 1885, ne pourra à l'avenir être occupée par l'autorité militaire qu'en vertu d'une concession régulièrement consentie.

Les demandes de concession sur le domaine public faites par l'autorité militaire, sont sou-

mises à l'instruction mixte, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Art. 17. — Les contraventions au présent règlement sont constatées par des procès-verbaux dressés, suivant le cas, par les adjoints du génie ou par les fonctionnaires civils désignés à cet effet.

Ces procès-verbaux sont immédiatement transmis au service intéressé et au Résident général, qui invite le gouvernement tunisien ou l'autorité militaire à suspendre les travaux jusqu'à décision à intervenir.

Cette décision est prise dans les formes prévues ci-dessus pour l'instruction des affaires mixtes.

Art. 18. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° Le réseau des routes ci-après, savoir :

Routes de la banlieue de Tunis, dans un rayon de 25 kilomètres;

Route de Tunis à Zaghouan;

Route de Tunis à Nébeul, par Mornag et Grombalia;

Route de Medjez-el-Bab au Kef;

Routes de la banlieue de Sousse, dans un rayon de 15 kilomètres;

Routes de la banlieue de Sfax, dans un rayon de 15 kilomètres;

2° En général tous les travaux publics mis en adjudication à la date de l'approbation du présent règlement;

3° Les travaux du port de Tunis et des autres ports ou chemins de fer pour les dispositions desquels des conventions ont été déjà passées par le gouvernement tunisien.

En ce qui concerne le port de Tunis, le plan d'ensemble sera communiqué au directeur du génie dont les observations ou réserves seront jointes au dossier.

Art. 19. — Pour les travaux de routes exécutés aux frais du département de la guerre, il sera dressé, entre le service du génie et le service des travaux publics de la Régence, représenté le premier par le chef du génie compétent, le second par l'ingénieur de la région, un procès-verbal de constat des dits travaux.

Remise en sera faite au service des travaux publics, qui demeure seul chargé de les administrer.

Le gouvernement tunisien s'engage à terminer aussitôt que possible ou au moins à maintenir dans un état équivalent à l'état actuel, les routes de la Calle à Tabarka et de la Calle à Aïn-Draham, Souk-el-Arba et le Kef

(Voir la suite des décrets sous les mots : *Servitudes militaires.*)

17 décembre 1888 (13 rabia-ettani 1306)

Décret approuvant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des sources dites de *Bulla-Regia,* près de Souk-el-Arba.

Article unique. — Est approuvé le procès-verbal de remise ci-annexé, par lequel l'administration des travaux publics remet à l'autorité militaire française les sources dites de *Bulla-Régia,* près de Souk-el-Arba, aménagées pour alimenter en eau potable le camp français installé dans cette localité.

16 novembre 1889 (23 rabia-el-aoual 1307)

Décret approuvant la convention passée le 7 septembre 1889 entre le gouvernement tunisien et le ministre de la guerre français, relative à la cession au gouvernement tunisien des terrains occupés par le cercle militaire à Sousse.

21 octobre 1891 (18 rabia-el-aoual 1309)

Décret approuvant la convention constituant le domaine militaire à la Goulette

Article unique. — Est approuvée la convention passée le 6 décembre 1890, entre M. le commandant Dulot, représentant le gouvernement de la République française, et M. l'ingénieur Barbarin, représentant le gouvernement tunisien, au sujet de la constitution du domaine militaire à la Goulette.

21 janvier 1893 (4 redjeb 1310)

Décret homologuant le procès-verbal de remise du fort de Sidi-Bel-Hassem à l'autorité militaire française.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 1er octobre 1892 avec plan annexé, constatant la remise du fort de Sidi-Bel-Hassem et du terrain environnant par le gouvernement tunisien à l'autorité militaire française.

Art 2. — Notre ministre de la guerre et notre directeur général des finances sont chargés, etc.

9 février 1893 (22 redjeb 1310)

Décret homologuant le procès-verbal de remise du cimetière de Kebili à l'autorité militaire française

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 26 octobre 1892 avec plan, certificat de propriété et acte de cession annexés, constatant la remise du terrain du cimetière de Kebili par le gouvernement tunisien à l'autorité militaire française.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et notre directeur général des finances sont chargés, etc.

2 mai 1893 (16 chaoual 1310)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des immeubles beylicaux de la place d'Aïn-Draham et de ses annexes.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 18 juillet 1892 portant remise par le gouvernement tunisien au domaine militaire français des immeubles beylicaux de la place d'Aïn-Draham et de ses annexes occupés par l'armée française le 1er avril 1886 et figurés par un liséré vert sur les quatre plans joints au procès-verbal.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

19 juillet 1893 (5 moharrem 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des immeubles beylicaux de la place de Tabarca.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 1er février 1892 par lequel les délégués du gouvernement tunisien remettent, sous diverses réserves de détail, au domaine militaire français les immeubles beylicaux de la place de Tabarca, occupés par l'armée française le 1er avril 1886, et figurés par une teinte générale sur le plan annexé au procès-verbal.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

15 juillet 1893 (2 moharrem 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française d'une parcelle du domaine maritime à la Goulette.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 25 mai 1893 par lequel il est fait remise à l'autorité militaire française d'une parcelle du domaine public maritime figurée par une teinte verte sur le plan y annexé et destinée à servir de champ de tir à la garnison de la Goulette.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et notre directeur général des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

2 août 1893 (20 moharrem 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française du fortin dit « Bordj-Djedid » et terrains environnants.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 1er mars 1893 (12 châban 1310), avec plan annexé, constatant la remise du fortin dit Bordj-Djedid et du terrain environnant par le gouvernement tunisien à l'autorité militaire française.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et notre directeur général des finances sont chargés, etc.

7 septembre 1893 (26 sfar 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des cimetières militaires de Hammamet et de Mateur et du monument d'El-Arbaïn.

Article premier. — Sont homologués les procès-verbaux du 7 février 1893, par lesquels les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français les cimetières militaires de Hammamet et de Mateur ainsi que le monument d'El-Arbaïn occupés par l'autorité militaire française le 1er avril 1886, et figurés par une teinte générale sur les plans annexés aux procès-verbaux.

26 mars 1894 (19 ramadan 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des terrains sur lesquels ont été construits des postes-vigies.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 13 janvier 1894, par lequel le chef du génie de Sousse, représentant le département de la guerre français, remet, à titre de jouissance temporaire, sans redevance, au délégué du directeur général des travaux publics pour le gouvernement tunisien, deux parcelles du terrain militaire, situées dans l'emprise du boulevard de la Marine, à Sfax, et figurées par des hachures sur le plan annexé au procès-verbal.

4 avril 1894 (28 ramadan 1311)

Décret homologuant le procès-verbal de remise au gouvernement tunisien, à titre de jouissance temporaire, de diverses parcelles de terrain situées à Sfax.

24 juillet 1894 (21 moharrem 1312)

Décret homologuant les procès-verbaux de remise à l'autorité militaire française du champ de manœuvres du Bardo et de la caserne de la Manouba.

Article premier. — Sont homologués les procès-verbaux du 30 avril 1894, par lesquels les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français le champ de manœuvres du Bardo et la caserne de la Manouba, ainsi que les terrains qui dépendent de cette dernière, tels qu'ils sont figurés sur les plans annexés aux dits procès-verbaux.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et

les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

24 juillet 1894 (21 moharrem 1312)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des terrains sur lesquels doit être installé le nouveau champ de tir d'Aïn-Draham.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 9 mai 1894, par lequel les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français les terrains sur lesquels doit être installé le nouveau champ de tir d'Aïn-Draham et figurés sur le plan annexé au dit procès-verbal.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

7 août 1894 (6 sfar 1312)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française des terrains du blockhaus de Djebel Fersig et de son chemin d'accès à Aïn-Draham.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 1er mai 1890, par lequel les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français les terrains du blockhaus de Djebel Fersig et de son chemin d'accès à Aïn-Draham tels qu'ils sont figurés sur le plan annexé au dit procès-verbal.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

16 mars 1895 (20 ramadan 1312)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française de la caserne du 1er Tunisien.

Article premier. — Est homologué le procès-verbal du 19 juillet 1894, par lequel les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français la caserne du 1er Tunisien avec ses dépendances, telles qu'elles sont figurées sur le plan annexé au dit procès-verbal.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre, les directeurs généraux des travaux publics et des finances, ainsi que l'inspecteur général des habous sont chargés, etc.

20 avril 1895 (25 chaoual 1312)

Décret homologuant le procès-verbal de remise à l'autorité militaire française de la caserne des Moniquettes et du poste optique de Gabaat-Essouk.

Article premier. — Sont homologués les procès-verbaux du 22 décembre 1894, par lesquels les délégués du gouvernement tunisien remettent au domaine militaire français la caserne des Moniquettes à Tunis, et le poste optique de Galaat Essouk à Souk el Djelmâa, tels que les immeubles sont figurés sur les plans annexés aux dits procès-verbaux.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre et le directeur général des finances sont chargés, etc.

Domaine public

24 septembre 1885 (15 hidjé 1302)

Décret sur le domaine public

Article premier. — Le domaine public comprend ;

Le rivage de la mer et les lacs jusqu'à la limite des plus hautes eaux ;

Les sebkas ;

Les rades, ports et leurs dépendances ;

Les phares, fanaux, balises et, en général, tous les ouvrages destinés à l'éclairage et au balisage des côtes ;

Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs-bords ;

Les terrains et ouvrages servant à l'exploitation des passages d'eau et les bacs destinés au service public ;

Les sources de toute nature ;

Les aqueducs, puits et abreuvoirs à l'usage du public, ainsi que leurs dépendances ;

Les canaux de navigation, d'irrigation ou de dessèchement exécutés dans un but d'utilité publique, les terrains qui sont compris dans leurs francs-bords et les autres dépendances de ces canaux ;

Les routes, rues, chemins de fer, tramways publics et leurs dépendances ;

Et en général toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne sont pas susceptibles de propriété privée.

Art. 2. — Néanmoins, sont reconnus et maintenus, tels qu'ils existent, les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les cours d'eau, les sources, abreuvoirs ou puits antérieurement à la promulgation du présent décret et les tribunaux restent seuls juges des contestations qui peuvent s'élever sur ces droits.

Ils connaîtront également des contestations qui pourront s'élever relativement aux constructions actuellement existantes sur le rivage de la mer et détermineront à qui doivent incomber les dommages-intérêts qui pourraient résulter de leur suppression.

Art. 3. — Le domaine public est inaliénable et imprescriptible.

Art. 4. — Il est administré par le directeur général des travaux publics dans la limite des pouvoirs qui lui sont confiés, ou par les agents de l'Etat désignés à cet effet par décrets.

Les actes d'administration du domaine public ne pourront, lorsqu'ils léseront les intérêts des tiers, se résoudre qu'en dommages-intérêts.

Art. 5. — Les limites du domaine public sont déterminées, quand il y a lieu, tous droits des tiers réservés, par décrets rendus, après enquête publique, sur la proposition du directeur général des travaux publics.

Les droits des tiers ne pourront se résoudre qu'en dommages-intérêts.

Art. 6. — Les ouvrages de défense des places de guerre ou forteresses classées par décrets, font également partie du domaine public. Ils sont administrés par le ministre de la guerre, dans la limite de ses pouvoirs.

Art. 7. — Les contestations relatives au domaine public ressortiront aux tribunaux tunisiens ou aux juridictions françaises, selon la nationalité des contestants. Lorsque le différend existera entre les droits du domaine public et ceux d'un immeuble placé sous le régime de la loi du 19 ramadan 1302-1er juillet 1885, la juridiction française sera seule compétente.

26 septembre 1887 (8 moharrem 1305)

Décret règlementant les procédés de délimitation du domaine public

Article premier. — Aucune délimitation du domaine public ne pourra être entreprise sans avoir été préalablement prescrite par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 2. — Les opérations préparatoires de cette délimitation seront confiées à une commission spéciale, qui comprend :

1° L'ingénieur des ponts et chaussées de la région ;

2° Le chef du service topographique ;

3° Un membre de la municipalité sur le territoire de laquelle s'effectuera la délimitation ou un représentant de l'administration locale désigné par le premier ministre ;

4° Un officier de la police des ports de commerce et de la navigation, lorsqu'il s'agira d'une délimitation du domaine public maritime.

La commission sera présidée par l'ingénieur des ponts et chaussées de la région, qui sera également chargé de la convoquer.

Art. 3. — La commission sera chargée d'effectuer la délimitation provisoire. Elle devra, à cet effet, se rendre sur les lieux, recevoir les observations des riverains, entendre les personnes qu'elle jugera aptes à lui fournir des indications propres à l'éclairer au point de vue de la constatation matérielle qu'elle doit effectuer.

Lorsqu'il s'agira d'une délimitation du rivage de la mer, la commission constatera la limite de la zone couverte par le plus grand flot d'hiver, sans qu'il y ait lieu toutefois de confondre cette limite avec celle atteinte par le plus grand flot de tempête.

Art. 4. — Le président de la commission adressera aux caïds des territoires et aux juges de paix des cantons, dans lesquels se trouve la partie du domaine public à délimiter, une lettre d'avis fixant la date à laquelle la commission se rendra sur les lieux pour commencer les opérations relatives à la délimitation provisoire.

Les juges de paix afficheront cette pièce dans leur auditoire ; les caïds la feront publier dans les divers marchés de leur territoire.

Le président de la commission fera insérer le même avis au *Journal officiel* au moins dix jours avant le commencement des opérations.

Art. 5. — Après avoir reconnu les limites naturelles du domaine public, la commission fera placer en sa présence des bornes ou piquets sur le périmètre de cette limite et mentionnera ce fait dans son procès-verbal qui devra définir aussi exactement que possible la position des piquets ou bornes et sera signé par tous les membres de la commission.

Un plan des lieux, en double expédition, sera joint au procès-verbal.

Les limites proposées y seront figurées avec les bornes, piquets, cotes et indications qui les définissent.

Le plan, comme le procès-verbal, devra être signé par tous les membres de la commission.

Art. 6. — La commission désignera un commissaire enquêteur chargé de tenir à la disposition du public une des expéditions du plan et le procès-verbal de délimitation pendant un délai de dix jours.

Le commissaire enquêteur recevra les observations et réclamations des riverains et des tiers qu'il consignera sur un registre coté et paraphé par le président de la commission.

Les observations et réclamations faites par écrit y seront annexées.

Le commencement ainsi que le local de l'enquête seront portés à la connaissance du public dans les conditions prescrites par l'article 4 du présent décret.

Le registre de l'enquête sera arrêté, à l'expiration du délai de dix jours, par le commissaire enquêteur, et rendu immédiatement au président de la commission.

Art. 7. — La commission prendra connaissance des observations et réclamations consignées au registre, se transportera de nouveau sur le terrain, si elle le juge utile, pour reconnaître le plan, examiner les observations produites et modifier, s'il y a lieu, la délimitation provisoire.

Les modifications seront reportées, autant que possible, séance tenante, sur les plans.

En cas d'adhésion des riverains à la délimitation ainsi effectuée, la commission annexera à son procès-verbal la déclaration, écrite par les intéressés, que la limite proposée n'empiète pas sur leurs propriétés.

Art. 8. — Tous les membres de la commission devront signer les deux expéditions du plan et les procès-verbaux des réunions, et viser le registre d'enquête.

Ces pièces seront ensuite transmises, avec le rapport et les propositions de la commission, au directeur général des travaux publics pour qu'il soit statué conformément à l'article 5 du décret du 15 hidjé 1302-24 septembre 1885.

Lorsque le domaine public à délimiter bordera un terrain faisant partie du domaine militaire, le décret de délimitation ne sera pris qu'après qu'il aura été procédé aux conférences prescrites par le décret du 3 hidjé 1303-2 septembre 1886.

Art. 9. — Les dépenses nécessitées par les diverses opérations de la commission seront payées par les soins et sur le budget de la direction générale des travaux publics.

Ces dépenses comprendront les frais de transport de la commission sur le terrain, la fourniture et la mise en place des bornes et piquets, les frais de levé, vérification et rectification des plans et les frais de déplacement de chacun des membres de la commission calculés à raison de 21 piastres par journée de déplacement, ce chiffre pouvant être fractionné par tiers.

12 juin 1894

Arrêté du directeur général des travaux publics réglementant l'extraction des sables dans le lit et à l'embouchure de l'oued Miliane.

Article premier. — L'extraction des sables dans le lit de l'oued Miliane et sur le rivage de la mer, dans un rayon de deux kilomètres à partir de l'embouchure de l'oued Miliane, est soumise aux conditions réglementaires ci-après :

Art. 2. — Toute extraction est absolument interdite :

1° A moins de cinquante mètres en amont et en aval, de chacun des ponts établis sur l'oued Miliane ;

2° Sur la portion de plage utilisée pour l'exploitation des établissements de bains de mer de Maxula-Radès et notamment dans un rayon de trois cents mètres, à partir de l'extrémité de l'avenue de Maxula.

Art. 3. — Dorénavant toute extraction de sable ne sera effectuée en dehors des endroits ci-dessus désignés, qu'en vertu d'une autorisation délivrée par le directeur général des travaux publics.

Toute demande en autorisation indiquera le lieu de l'extraction, le délai demandé, le mode d'enlèvement par terre ou par mer.

Art. 4. — Le permissionnaire ou son représentant, sur le lieu de l'extraction, devra être constamment porteur de sa carte d'autorisation et la représenter à toute réquisition des agents chargés de la surveillance de la côte et du domaine public.

Art. 5 — Le permissionnaire sera tenu de diriger ses opérations de manière à ne gêner ni la circulation sur la plage, ni la navigation ou la pêche côtière, ni le libre exercice des services publics; il devra, dans tous les cas, se conformer exactement aux ordres de détail qui lui seront donnés par les agents des services des travaux publics.

Il devra notamment éviter toute excavation ou tout dépôt de nature à présenter un danger soit pour la circulation, soit pour l'atterrage des bateaux, soit pour la solidité des berges voisines.

L'extraction et l'enlèvement des sables ne pourront s'effectuer que pendant le jour.

Art. 6. — Le permissionnaire sera directement responsable vis-à-vis des propriétaires riverains des berges de l'oued ou de la plage et en général vis-à-vis des tiers, des dommages que ses extractions pourraient leur faire subir.

Art. 7. — Les autorisations ne seront accordées qu'à titre précaire et seront révocables, sans indemnité, à première réquisition de l'administration.

Elles ne seront valables que pour une époque déterminée qui, en aucun cas, ne pourra dépasser un an et elles seront périmées de plein droit à l'expiration du délai fixé.

Art. 8. — Les autorisations pourront être révoquées en cas d'inexécution de toute condition imposée dans le présent arrêté sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour délit de voirie.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions

du présent arrêté sera l'objet de poursuites judiciaires.

18 octobre 1894

Arrêté du directeur général des travaux publics, réglementant l'extraction du sable sur la plage de Bizerte.

Article premier. — L'extraction du sable sur la plage de Bizerte dans la partie comprise entre le quartier de la Kasbah et l'entrée du chenal du nouveau port est soumise aux conditions réglementaires ci-après.

Art. 2. — L'extraction ne pourra être autorisée que dans le périmètre limité par les lignes ci-après :

1° La ligne joignant les bornes 13 et 14 du domaine public maritime;

2° La ligne joignant la borne 14 du domaine public maritime et la borne n° 1 de la zone de servitude militaire;

3° Une ligne partant de l'extrémité S.-E. de l'appontement établi par la Cie du port contre la jetée sud au pied de la tour de la Kasbah et aboutissant à un point situé à 30 mètres de distance du rempart, mesuré sur la ligne qui joint les points 13 et 14 de la délimitation du domaine public maritime.

Art. 3. — Toute extraction de sable sur la partie de la plage ainsi définie ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une autorisation délivrée par le directeur général des travaux publics.

Toute demande en autorisation indiquera le lieu d'extraction, la quantité à extraire, le délai demandé et le mode d'enlèvement.

Art. 4. — Le permissionnaire ou son représentant sur le lieu de l'extraction, devra être constamment porteur de sa carte d'autorisation et la représenter à toute réquisition des agents chargés de la surveillance de la côte et du domaine public.

Art. 5. — Le permissionnaire sera tenu de diriger ses opérations de manière à ne gêner ni la circulation sur la plage, ni la navigation ou la pêche côtière, ni le libre exercice des services publics; il devra dans tous les cas se conformer exactement aux ordres de détail qui lui seront donnés par les agents des travaux publics.

Il devra notamment éviter toute excavation ou tout dépôt de nature à présenter un danger soit pour la circulation, soit pour l'atterrage des bateaux.

L'extraction et l'enlèvement des sables ne pourront s'effectuer que pendant le jour.

Art. 6. — Le permissionnaire sera directement responsable, vis-à-vis des propriétaires riverains de la plage, et en général vis-à-vis des tiers, des dommages que ses extractions pourraient leur faire subir.

Art. 7. — Les autorisations ne seront accordées qu'à titre précaire et seront révocables sans indemnité à première réquisition de l'administration.

Elles ne seront valables que pour une époque déterminée qui, en aucun cas, ne pourra dépasser un an, et elles seront périmées de plein droit à l'expiration du délai fixé.

Art. 8. — Les autorisations pourront être révoquées en cas d'inexécution de toute condition imposée dans le présent arrêté sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour le délit de voirie.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera l'objet de poursuites judiciaires.

Douanes (1)

20 mars 1882 (1er djoumadi-el-aoual 1299)

Décret portant règlement du magasinage des marchandises dans les dépôts de la douane.

Article premier. — Les marchandises qui n'auront pas été retirées par leurs destinataires dans les six jours qui suivent la date de leur entrée dans les dépôts de la douane seront sujettes à un droit de magasinage réglé d'après le tarif suivant :

(1) Voir aussi : Domaines et Monopoles, Entrepôts réels, Exportation, Importation, Transit.

	POIDS par kilogram.	VOLUME par mètre cube	Le PREMIER MOIS	CHAQUE MOIS successif
Un paquet échantillons sans valeur jusqu'à	10 kilog.	»	francs 0 30	francs 0 60
Un sac farine, légumes, fruits, un panier comestibles, etc. (*décret du 30 rabia-el-aoual 1303-5 janvier 1886*	»	»	— 0 60	— 1 50
Un colis marchandises jusqu'à . . .	250 kilog.	1	— 1 50	— 3 »
— — — . . .	750 —	2	— 8 60	— 17 20
— — au-delà des poids et volumes ci-dessus	»	»	— 7 20	— 15 »

(Dans le tableau ci-dessus les piastres ont été traduites en francs.

Art. 2. — Le droit sera calculé d'après le nombre effectif de jours donnant lieu à la perception de la taxe de magasinage. Toute journée commencée sera comptée entière lors de la liquidation de la taxe.

Art. 3. — Les ballots, caisses, paquets, malles et tous autres objets déposés dans les magasins de la douane et non réclamés dans le délai de six mois à compter du jour de leur dépôt, constaté par la date de l'inscription sur le registre des entrées, même lorsque le retrait n'aura pas eu lieu par suite de contestations entre l'expéditeur et le destinataire de la marchandise qui aurait négligé de faire nommer en temps utile, par autorité de justice, un tiers consignataire et de faire transférer cette marchandise chez ce tiers, pourront être vendus aux enchères à la diligence de l'administration des douanes. Cette vente sera autorisée sur simple requête par le président du tribunal de commerce.

Il sera, avant la vente, procédé par ce magistrat ou son délégué, de concert avec le délégué de l'administration des revenus concédés et avec l'assistance d'un notaire, à l'ouverture et à l'inventaire des ballots, malles, caisses et paquets. La vente aura lieu après apposition un mois à l'avance, d'affiches annonçant le lieu, le jour et l'heure fixés pour la vente et contenant en outre les détails propres à ménager aux propriétaires la faculté de les réclamer.

Les objets contenus dans chacun des colis seront vendus séparément.

Les frais de toute nature avancés par l'administration ou qui seront dus et notamment les dépenses nécessitées pour la conservation de l'objet avant la vente, les frais nécessités par l'inventaire, les frais de vente, les frais de magasinage et de garde, seront prélevés par privilège sur le prix. L'excédent, s'il en existe, sera restitué aux ayants droits qui en feront la demande dans un délai de trois ans à partir du jour de la vente. Passé ce délai, cet excédent appartiendra à l'Etat.

Tous les objets déposés depuis plus de six mois avant la notification du présent décret, qui n'auront pas été retirés dans les quatre mois à partir de cette dernière date, pourront être vendus immédiatement en se conformant aux dispositions du présent article qui s'applique aussi à l'attribution du prix.

Art. 4. — Les magasins de la douane ne peuvent être assimilés à des magasins d'entrepôt ; les marchandises ne doivent pas y séjourner et les intéressés doivent prendre leurs mesures pour les faire enlever sans délai. Toute personne ayant la faculté de retirer, elle-même, des navires, sa marchandise et pouvant faire sa déclaration, acquitter les droits exigibles dans les conditions réglementaires à l'arrivée et éviter ainsi le dépôt de cette marchandise dans les magasins de la douane, il est arrêté que par la perception du droit de magasinage l'administration n'entend assumer aucune responsabilité pour les dommages pouvant résulter des vices propres aux marchandises, du bris et du coulage des liquides ou de toute autre cause. Elle ne répondra que du nombre des colis qui lui auront été livrés et ne sera tenue que d'exercer une bonne surveillance pour leur conservation. En outre, la douane n'assumera aucune responsabilité dans le cas ou des erreurs seraient commises lors de la livraison des objets, si la ressemblance des colis est telle entre les objets et d'autres objets existant en magasin qu'il n'est pas possible de les distinguer, soit que ni les uns ni les autres ne portent de marque, soit qu'ils portent une marque qui n'est pas apparente et intelligible.

Il ne sera délivré aucune marchandise si ce n'est contre remise d'un connaissement ou d'un bon à délivrer des agences des compagnies de navigation ou recommandataires des voiliers. Ce connaissement ou ce bon devra porter les indications suivantes : Date de l'arrivée et nom du navire qui a apporté les marchandises, les marques, numéros, contenu et poids de ces dernières.

Art. 5. — La douane ne répond et ne se charge pas de la garde des articles qui ne peuvent être logés dans ses entrepôts, ou qui ne sont pas assujettis au droit de magasinage, savoir les bois de construction et de teinture, les marbres, les briques, les tuiles, les sacs de chaux et tous autres matériaux, les fers et autres métaux non ouvrés ou non contenus dans des caisses, barils ou autres récipients, les foins, la paille ainsi que les futailles d'huile provenant de la Régence.

Art. 6. — Les destinataires des articles désignés dans le paragraphe qui précède seront tenus de les enlever du quai dans les quarante-huit heures qui suivront leur débarquement à la Marine. L'administration décline toute responsabilité, même pour les dommages qui pourraient survenir dans ce laps de temps au delà duquel, et à défaut par les destinataires d'y pourvoir, elle prendra les dispositions qu'elle jugera nécessaires pour faire enlever les marchandises aux frais, risques et périls des intéressés.

Art. 7. — Pour toutes les marchandises qui peuvent rester exposées aux intempéries, à l'exception des matières inflammables, notam-

ment pour celles dont il est fait mention dans les deux articles précédents, les propriétaires de ces marchandises qui jugeront convenable de les faire garder, le feront à leurs frais et sous leur responsabilité. Ils ne devront employer à cette surveillance que des gardiens préalablement agréés par le service des douanes.

Art. 8. — L'administration de la douane se charge de garder les matières inflammables (à l'exception des fourrages) dans un magasin spécial en maçonnerie, aux conditions qui seront indiquées ci-après, et sans assumer aucune responsabilité envers les déposants pour tous dommages provenant de la nature même de la marchandise ou risques d'incendie ou de toute autre cause fortuite.

1° Le droit de magasinage sera perçu d'après le tarif appliqué aux autres marchandises. Il commencera à courir vingt-quatre heures après le débarquement.

2° La durée du séjour est fixée à un mois, elle pourra être prolongée jusqu'à trois mois, au plus, si le service de la douane juge que les magasins à ce destinés seront suffisants. Dans le cas contraire, les destinataires seront immédiatement invités à retirer leurs marchandises suivant leur tour d'arrivée. Les allumettes, le pétrole et autres articles qui arriveront en parties de quelque importance, ne pourront séjourner sur le quai de la Marine au delà de vingt-quatre heures. Ils seront immédiatement retirés conformément aux règlements de la municipalité.

3° Au delà des délais indiqués pour le retrait des matières inflammables, l'administration procédera comme il a été dit pour les autres marchandises.

Le présent règlement annule les précédents.

11 juillet 1882 (25 châban 1299)

Décret fixant le prix du transport des marchandises à la douane de la marine à Tunis

PREMIÈRE CATÉGORIE

Articles taxés au poids par 100 kilogrammes bruts

8 caroubes (0 fr. 30) :

Ardoises.
Briques pour toitures et à trous.
Carreaux vernis.
Charbon de terre et agglomérés.
Chaux en barils et en sacs.
Ciment en barils et en sacs.
Essieux en bois.
Fer en barres.
Moyeux et autres pièces pour voitures et charrettes.
Pierres de Sicile.
Plâtre en barils et en sacs.
Pouzzolane.
Soude en barils, en sacs, en surons et en tonneaux.
Cornières.
Dalles de marbre.
Dalles de Malte.
Tubes de pierre de Malte.

10 caroubes (0 fr. 40) :

Albâtre.
Alun.
Bois de construction, madriers, billes de hêtre, poutres, bois d'Albanie, etc.
Charbon de bois.
Marbre ouvragé en caisses, marches, colonnes, etc.
Melons et pastèques.

12 caroubes (0 fr. 45) :

Acier ouvré.
Barreaux et grilles en fer.
Betaches vides et sparterie.
Betteraves.
Bois à brûler.
Cordes et câbles.
Coton filé.
Creusets.
Cuivre.
Dattes.
Encre.
Faïences, porcelaine.
Farine de blé et d'orge.
Fer ouvré.
Fourneaux en fer et en fonte.
Fruits frais.
Graines.
Huile d'olives.
Légumes.
Machines.
Minium.
Noir animal.
Oignons.
Peaux salées fraîches.
Pierres de France, de Malte, etc., en blocs et tranches.
Piment rouge en poudre.
Pins en coque (pignons).
Planches, billes en bois
Carton.
Cendres de soude.
Céréales.
Céruse.
Châtaignes sèches, en sacs et en vrac.
Clous et ferrements.
blanc, chevrons.
Plantes et herbages.
Plomb de chasse.
Plomb en feuilles.
Plomb en pains.
Poix.
Pommes de terre, en sacs et en vrac.
Résine.
Riz.
Sacs vides, en balles pressées.
Sel.
Semoule.
Sucre, en fûts, en caisses et en sacs.
Talc.
Terre rouge.
Tissus de coton.
Toiles.
Tuiles.
Verreries.
Vitriol.
Vins, Bières, Spiritueux, etc., en fûts.
Zinc.

1 Piastre (0 fr. 60) :

Acides.
Amidon.
Ammoniaque.
Anchois salés, en barils.
Bâches en toile ou en cire.
Benjoin.
Bitume.
Blanc d'argent, de zinc d'Espagne.
Bois d'ébénisterie, en billes et poutres.
Graisse, en caisses, en fûts et en boîtes.
Huile de foie de morue.
Huile de lin.
Imprimés.
Laines, en balles pressées.
Lard.
Lits en fer.
Mastic.
Médicaments.
Miel.

Bois de teinture.
Bouteilles vides.
Cartes à jouer.
Cercles à tamis.
Chanvre et étoupe, en sorte et en corde.
Cirage.
Colle.
Couleurs.
Crin végétal et animal.
Cristaux.
Eaux minérales.
Encens.
Essence de thérébentine.
Essieux en fer.
Fer blanc.
Ficelles en chanvre.
Fil de fer et cuivre.
Fromage.
Fruits secs.
Glaces nues et étamées.
Morue.
Noyaux de cerise.
Papier à cigarettes.
Papier fleurette.
Parfumerie.
Pétrole.
Pierre à aiguiser.
Sacs vides, en balles non pressées.
Saindoux.
Savon.
Sel natron.
Soufre.
Stockfish.
Tamarin.
Tartre.
Tissus de crin.
Tissus de laine.
Tuyaux de plomb.
Verre à vitre.

1 Piastre et quart (0 fr. 75) :

Alfa.
Ferblanterie.
Fourneaux en pierre de Malte.
Fourrages.
Glace (eau congelée).
Peaux salées sèches.

1 Piastre et demie (0 fr. 90) :

Ail.
Alizzari.
Amadou.
Arjaknou.
Baguettes dorées.
Balais.
Ban.
Bascules.
Beurre, en jarres et en barils.
Bimbeloterie.
Café.
Caoutchouc ouvré.
Chicorée.
Chocolat.
Clinquant.
Cochenille.
Confiserie.
Conserves alimentaires.
Coton, en bobines.
Cuillers en bois.
Cuirs, peaux et peausserie.
Effets à usage et vêtements.
Feuilles en bois pour ébénisterie.
Fil de chanvre et de lin.
Fûts vides.
Guemem, fleurs de myrthe.
Indigo.
Instruments agricoles.
Mercure.
Nattes.
Œufs.
Papeterie et registres.
Pendules.
Plaques foyères en fonte.
Ressorts de voitures et pour meubles.
Roses sèches.
Sabots.
Salaisons.
Sarghina.
Semences.
Sirop.
Son.
Souek, écorce de racine de noyer.
Tapis.
Tissus de laine indigènes.
Tubes en terre cuite.
Vermillon.
Vins, Bières, Spiritueux, etc., en paniers et en caisses. (Deux caisses ou paniers ne contenant que 12 bouteilles chaque, seront considérées au pesage comme formant un seul colis.)
Guentess.
Harengs.
Henné.

1 Piastre trois quarts (1 fr. 05) :

Allumettes.
Biscuits.
Ecuelles en bois.
Etain.
Girofles.
Piments.
Poivre.

2 Piastres (1 fr. 20) :

Arachides.
Armes.
Bois ouvragé.
Brouettes.
Cannelle.
Chaussures.
Coffres-forts.
Fil de soie.
Glaces encadrées.
Laine filée, en balles non pressées.
Machines à coudre.
Mercerie.
Meubles en fer.
Nacre.
Narde celtique.
Ouates.
Pâtes alimentaires.
Portes et fenêtres.
Quincaillerie.
Soie grège.
Vases à fleurs artificielles et globes.

3 Piastres (1 fr. 80) :

Chapeaux.
Corail.
Eponges.
Liège.
Soieries.

4 Piastres (2 fr. 40) :

Bijouterie.
Brenchek (tissus turcs).
Coton brut.
Dorures.
Drogueries fines.
Essences et huiles essentielles.
Epices fines.
Houblon.
Ivoire.
Meubles.
Paniers vides.
Pianos.
Thé.

8 Piastres (4 fr. 80) :

Dames-jeannes vides.

Les subdivisions de poids inférieures à 50 kilogrammes paieront la moitié de la taxe ; les subdivisions supérieures à 50 kilogrammes paieront par fractions indivisibles de 50 kilogrammes.

Les articles non prévus dans le tarif ci-dessus seront taxés par assimilation.

Les colis retirés à la douane centrale ou à l'entrepôt des vins et spiritueux paieront une surtaxe de 4 caroubes par 100 kilogrammes indistinctement pour toutes les catégories ci-dessus :

SECONDE CATÉGORIE

Articles taxés de différentes manières suivant leur nature

Chaises, la douzaine, 1 p. 50 (0 fr. 90).
Charrettes, chacune 2 p. (1 fr. 20).
Flacons vides (grands), le mille, 10 piastres (6 fr.)

Flacons vides (petits), le mille, 6 p. (3 fr. 60)

Marbre en plaques, par mètre carré, 1 p. (0 fr. 60.)

Marbre en tombeaux, par mètre carré, 1 p. 1/16 (0 fr. 65.)

Meules à moudre, la paire, 8 p. (4 fr. 80).

Poterie commune, le chargement de barque, 40 p. (24 fr.)

Voitures à deux roues, chacune 15 piastres (9 fr.)

Voitures à deux roues, en caisses, chacune 25 piastres (15 fr.)

Voitures à quatre roues, chacune 20 piastres (12 fr.)

Voitures à quatre roues, en caisses, chacune 40 piastres (24 fr.)

Article premier. — L'administration de la douane d'importation, en se chargeant, aux prix sus-indiqués, du débarquement des marchandises et de leur transport jusqu'à Tunis, n'entend en aucune façon porter atteinte par ce fait à la faculté dont jouissent les destinataires d'opérer par eux-mêmes le débarquement de leurs marchandises, en se conformant aux conditions du règlement. Ce n'est que dans le cas où le destinataire ne voudra pas user de cette faculté que la douane se substituera à lui pour opérer les débarquements moyennant la redevance fixée au présent tarif et dans les meilleures conditions possibles, sans toutefois répondre des conséquences des retards qui pourraient se produire dans ces opérations, par suite du manque de barques, du mauvais temps, de la baisse des eaux dans le canal ou dans le lac ou de toute autre cause fortuite.

Art. 2. — L'administration n'entend assumer aucune responsabilité pour les avaries causées par l'eau de pluie ou de mer pendant le transport ainsi que pour les dommages pouvant résulter des vices propres aux marchandises, de leur emballage défectueux, du bris et coulage des liquides.

Art. 3. — La douane ne répondra pas des colis non emballés ou dépourvus de marque et de numéros intelligibles ou bien de ceux qui porteront des marques et numéros en double, et elle pourra, le cas échéant, refuser de se charger de leur transport ainsi que de celui des marchandises présentant une trace évidente de détérioration. Le débarquement et le transport des animaux sera, comme par le passé, à la charge du propriétaire.

Art. 4. — Les marchandises susceptibles de se confondre avec d'autres marchandises de même nature ou dont le contact pourrait être nuisible, telles que les pommes de terre, la houille, le soufre, etc., ne sont acceptées en vrac que par barque ou wagon complet, à moins que, la charge étant insuffisante, le destinataire ne consente à payer la taxe pour 5,000 kilogrammes.

Art. 5. — Les prix du tarif seront augmentés de moitié pour les masses indivisibles pesant plus de 1.000 kilogrammes. La douane n'accepte pas le transport de masses indivisibles dépassant 2.500 kilogrammes ni les objets dont les dimensions excèdent celles du matériel.

Art. 6. — Il sera perçu un droit de 4 caroubes (0 fr. 15), par fraction indivisible de 100 kilogrammes pour toute marchandise qui, sur la demande du destinataire, serait soumise à un pesage extraordinaire.

Le présent tarif annule les précédents.

12 décembre 1891 (11 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret relatif aux marchandises transportées d'un lieu à un autre de la Régence, en empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou et à Tébessa.

Article premier. — A compter du 1er janvier 1892, les marchandises expédiées directement par terre, d'un lieu à un autre de la Régence, en empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou et à Tébessa, ne seront sujettes, en Tunisie, à aucun droit d'entrée ni de sortie, moyennant l'accomplissement des formalités ci-après.

Art. 2. — Les marchandises, qu'elles soient sujettes à des droits de sortie ou exemptes de ces droits, seront déclarées, vérifiées et expédiées par déclaration de sortie ou par passavant, portant engagement par le transporteur de les réimporter à un bureau nommément désigné de la frontière de terre, dans un délai qui ne pourra excéder vingt jours.

Les droits d'exportation, s'il y a lieu, seront consignés au bureau de départ.

Art. 3. — Les sommes consignées en conformité de l'article 2 ci-dessus seront remboursées sur la production :

1° De la déclaration de sortie ou du passavant délivré au moment de l'expédition ;

2° Du certificat de décharge du bureau désigné pour la rentrée des marchandises.

Toute demande de remboursement devra être introduite dans les trois mois qui suivront la date de la consignation, faute de quoi les sommes consignées seront définitivement acquises au Trésor.

Art. 4. — Il ne sera pas délivré de certificats de décharge pour les marchandises qui seront représentées au bureau de destination

après le délai fixé par la déclaration de sortie ou par le passavant.

Ces marchandises acquitteront, au bureau où elles auront été présentées après le délai, les droits d'entrée comme si elles venaient de l'étranger.

Art. 5. — Dans le cas où, lors de la visite au bureau de rentrée, les marchandises mentionnées dans la déclaration de sortie ou le passavant se trouveraient différentes dans l'espèce ou la qualité, il sera fait application de l'article 7 du décret du 14 hidjé 1301, et les droits consignés seront acquis au Trésor.

Si la quantité est inférieure à celle portée dans la déclaration de sortie ou le passavant, le certificat de décharge ne s'appliquera qu'à la quantité représentée, et les droits consignés seront acquis au Trésor, en tant qu'ils se rapportent à la quantité représentée.

S'il y a excédent, cet excédent sera considéré comme importé en contrebande, et il sera fait application de l'article 7 du décret du 14 hidjé 1301.

Art. 6. — Le directeur des finances est chargé, etc.

21 novembre 1891 (20 rabia-ettani 1309)

Décret ouvrant au commerce divers bureaux de douane

Article premier. — Les bureaux de douane de Bir-Oum-Ali, de Porto-Farina et de Sidi-Daoud sont ouverts, le premier, aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation, et les deux autres, aux opérations de commerce à l'exportation et de cabotage.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

20 septembre 1892 (29 sfar 1310)

Décret supprimant divers bureaux de douane

Article premier. — Seront supprimés, à compter de la promulgation du présent décret, les bureaux des douanes de El-Hamma et de El-Oudiane.

Le bureau des douanes de Gafsa est également supprimé.

Toutefois, ce bureau restera ouvert aux opérations jusqu'à l'ouverture des bureaux créés à Tamerza et à Bou-Chebka, qui sera annoncée par les moyens de publicité en usage.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

18 mars 1895 (22 ramadan 1312)

Décret ouvrant au commerce le bureau des douanes de Djebel-Harraba

Article premier. — Le bureau des douanes de Djebel-Harraba est ouvert aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

21 juillet 1895 (28 moharrem 1313)

Décret relatif au transport des marchandises débarquées par les particuliers

Article premier. — Le transport en magasin des marchandises qui ne sont pas débarquées par la douane est à la charge des propriétaires ou conducteurs. Il en est de même de l'ouverture des colis, du déballage, du pesage et du remballage des marchandises, tant à l'importation qu'à l'exportation.

Les propriétaires ou conducteurs de marchandises peuvent employer en douane tels ouvriers qu'ils jugent devoir choisir ; ces ouvriers, toutefois, quoique salariés par le commerce, doivent obtenir du directeur des douanes un permis de travail révocable à sa volonté.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions seront appliquées dans toute la Régence à compter du 1er janvier 1896.

Douanes et Monopoles

3 octobre 1884 (14 hidjé 1301)

Décret réglementant les douanes et les monopoles de l'Etat, modifiés par les décrets du 25 juin 1885 (13 ramadan 1302), du 29 février 1888 (17 djoumadi-ettani 1305), du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312), du 6 décembre 1894 (8 djoumadi-ettani 1312) et du 2 mai 1895 (8 kâda 1312.)

Administration des Donanes

CHAPITRE Ier

Dispositions spéciales aux importations par les deux frontières (1)

Article premier. — Tout propriétaire, consignataire ou conducteur de marchandises qui entreront dans la Régence, soit par la voie de mer, soit par celle des frontières de terre, devront faire à la douane une déclaration en détail, dont le coût sera d'une caroube, énonçant la nature, l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur de leurs marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis. Les déclarations à faire à la douane seront écrites en langue française.

Art. 2. — Dans le cas où, lors de la visite,

(1). Voir aussi : Importation.

on trouvera un excédent quant au nombre déclaré de colis de marchandises tarifées, cet excédent sera saisi, pour la confiscation en être prononcée, et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 3. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis de marchandises tarifées qu'il n'en a été déclaré, le déclarant sera condamné à 500 piastres d'amende pour chaque colis manquant, avec retenue préventive des marchandises présentées, pour sûreté de l'amende.

Art. 4. — Si la déclaration était reconnue fausse quant à l'espèce ou à la qualité des marchandises, le déclarant sera condamné à la confiscation des marchandises faussement déclarées et à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 5. — Si la différence portait sur la nature des marchandises, celles-ci seraient considérées comme n'ayant pas été déclarées, et la contravention tomberait sous l'application des articles 7 et 8 ci-après et serait punie des peines prévues auxdits articles.

Art. 6. — Dans le cas où la déclaration serait reconnue fausse quant à la valeur déclarée des marchandises imposées sur cette base, la douane aura le droit, à moins que le déclarant ne consente à payer les droits en nature : 1° de retenir les marchandises reconnues mésestimées en payant au déclarant une somme égale à la valeur déclarée augmentée de 5 0/0, sans qu'il puisse être rien exigé de plus par les propriétaires desdites marchandises ; 2° ou bien d'avoir recours à l'expertise.

Dans ce dernier cas, l'administration des douanes, pour notre gouvernement, et l'agent ou consul de la nationalité du négociant, pour ce dernier, nommeront chacun un arbitre qui ne pourra être qu'un négociant, et, en cas de divergence d'opinion entre ces deux arbitres, ceux-ci en nommeront un troisième, toujours négociant, dont la décision sera péremptoire.

Enfin, à défaut par les arbitres de s'entendre sur la nomination du tiers arbitre, celui-ci sera nommé par le juge de paix, à la requête de la partie la plus diligente.

Art. 7. — Toute introduction ou tentative d'introduction en contrebande de marchandises tarifées, commise soit par les frontières maritimes, soit par les frontières de terre de la Régence, sera punie de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende de 150 piastres, ainsi qu'aux dépens.

Art. 8. — Si la marchandise est prohibée à quelque titre que ce soit, comme les armes et munitions de guerre, le nitrate de soude, le salpêtre, le soufre, le sel, le kif, le chira, le hachich, les ceps de vigne ou sarments, les fruits et légumes frais, les plants d'arbres et feuilles de vigne, le tabac et le takrouri (1), ou autres marchandises dont la prohibition est ou pourrait être ultérieurement prononcée, le ou les prévenus qui ne justifieront pas d'une autorisation préalable dans les cas prévus par la loi, seront passibles, savoir :

1° Si l'introduction a été commise par une réunion de moins de trois individus, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende solidaire de 800 piastres, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois ;

2° Si l'introduction a été commise par trois individus et plus, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende solidaire de 800 piastres, et d'un emprisonnement de un mois à un an ;

3° Si l'introduction a été commise par une réunion de trois individus et plus, avec port d'armes, de la confiscation des marchandises et des moyens de transport, avec amende solidaire de 1,500 piastres, et d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Art. 9. — Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises par un port ou un bureau des frontières de terre non spécialement désignés à l'article suivant, sera considérée comme une importation en contrebande passible des peines édictées par les articles 7 et 8 ci-dessus.

Art. 10. — Les ports ouverts aux opérations de commerce sont : Tabarka, Bizerte, Tunis, la Goulette, Gallipia, Hammamet, Sousse, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès, Zarzis et les quatre ports de Djerba, savoir : Houmt-Souk, Adjim, Aghir, El-Kantara (2).

Les bureaux des frontières de terre ouverts au commerce sont : Babouch, Bordj-Hammam, Ghardimaou, Sakiet-Sidi-Youssef, Ouled-bou-Ganem, Haïdra, El-Bira, Gafsa, Oudiane, Tozeur, Nefta et Hamma.

CHAPITRE II

Dispositions spéciales aux importations par mer

Art. 11. — Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou d'un port quelconque de la Régence, sera tenu de dé-

(1) Décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312).

(2) Voir décret du 21 août 1891 (20 rabia-ettani 1309), du 20 septembre 1892 (29 sfar 1310) et du 18 mars 1895 (22 ramadan 1312), ci-après.

poser au bureau de la douane une copie, signée par lui, de son manifeste général, à titre de déclaration du chargement, dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans un port de la Régence. Il devra, en outre, en faisant ce dépôt, donner communication aux agents de la douane de l'original du manifeste.

Art. 12. — Sont exemptés du dépôt du manifeste :

1° Les bâtiments de guerre ou frétés pour le compte d'une puissance ;

2° Les canots appartenant à des particuliers qui s'en servent pour leur usage en s'abstenant de tout transport de marchandises ;

3° Les embarcations employées à la pêche en vue des côtes ;

4° Les yachts de plaisance, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération commerciale.

Art. 13. — Le manifeste déposé à la douane devra énoncer la nature de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, bocaux, etc.

Art. 14. — Le service de la douane pourra se rendre, du lever au coucher du soleil, à bord des navires, afin de s'assurer de la régularité des manifestes et d'y faire toutes les recherches qu'il jugera nécessaires.

La visite des navires étrangers ne pourra se faire qu'en présence du consul ou du vice-consul de la nation à laquelle les navires appartiennent ; à cet effet, le service des douanes donnera avis, par écrit, aux consuls et vice-consuls du jour et de l'heure auxquels cette visite devra avoir lieu ; et, s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou par délégué, il serait procédé en leur absence.

Le service de la douane procédera seul à la la visite, sans avis préalable, lorsque le navire portera le pavillon d'une puissance non représentée au port de débarquement.

Art. 15. — Tout capitaine de navire qui ne déposera pas la copie, certifiée et signée par lui, de son manifeste à la douane et ne communiquera pas, en faisant ce dépôt, l'original du manifeste, dans le délai fixé à l'art. 11, et établie conformément aux prescriptions de l'art. 13, sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'est pas produit de manifeste et à une amende de 1,500 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment et des marchandises, pour sûreté de l'amende.

Art. 16. — Si les marchandises pour lesquelles il n'est pas produit de manifeste sont prohibées à quelque titre que ce soit, ces marchandises ainsi que les moyens de transport seront confisqués, et le capitaine sera personnellement condamné à une amende de 800 piastres et aux dépens.

Art. 17. — Si quelques marchandises ne sont pas comprises au manifeste, ou s'il y a différence entre les marchandises représentées et celles inscrites au manifeste, le capitaine sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises omises ou différentes, et à une amende de 1,500 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment, pour sûreté de l'amende.

Art. 18. — Si les marchandises omises ou différentes sont prohibées à quelque titre que ce soit, ces marchandises ainsi que les moyens de transport seront confisqués, et le capitaine sera personnellement condamné à une amende de 800 piastres et aux dépens.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales aux importations par terre

Art. 19. — Toutes marchandises et denrées importées par terre devront être conduites directement à l'un des bureaux désignés à l'article 10 § 2 ci-dessus. Les marchands, voituriers et conducteurs seront tenus de combiner leur marche de manière à prendre la route directe du lieu où est situé le premier et le plus prochain bureau.

Toute tentative tendant à contourner ou à éviter les bureaux dont il vient d'être parlé, sera considérée comme une importation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Les dites peines seront encourues, même lorsque la contravention n'aura pu être constatée qu'après que les marchandises auront dépassé les bureaux.

CHAPITRE IV

Dispositions spéciales au cabotage sur les côtes de la Régence

Art. 20. — Les transports de marchandises d'un port à un autre port tunisien dénommés à l'article 10, § 1er ci-dessus, pourront s'effectuer par navires portant un pavillon reconnu.

Art. 21. — Tout propriétaire, consignataire ou capitaine de navire qui voudront transporter par mer des marchandises, d'un port de la Régence à un autre, seront tenus d'en faire immédiatement la déclaration à la douane dans les formes prescrites à l'article 1er ci-dessus, sous peine de la confiscation des marchandises, d'une amende de 150 piastres et aux dépens. Le coût de cette déclaration sera d'une caroube.

Art. 22. — Si la déclaration était reconnue fausse quant à l'espèce des marchandises, celles-ci seront confisquées, et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux dépens.

Art. 23. — Les dispositions des articles 11 à 18 ci-dessus relatives aux manifestes seront applicables à la navigation de cabotage.

Art. 24. — Les marchandises étrangères... ayant acquitté les droits d'importation et n'ayant pas de similaires dans le pays, transportées par mer d'un port à un autre port de la Régence, devront être accompagnées d'un certificat délivré par la douane attestant le paiement de ces droits, sous peine d'être assujetties au paiement d'un nouveau droit d'importation ou confisquées, si elles ne figuraient pas au manifeste.

Art. 25. — (Abrogé par le décret du 25 juin 1885, 13 ramadan 1302).

CHAPITRE V

Dispositions spéciales aux exportations par les deux frontières (1.)

Art. 26. — Les marchands, négociants, conducteurs ou capitaines de navires qui voudront faire sortir de la Régence, soit par voie de mer, soit par celles des frontières de terre, des marchandises à destination de l'étranger, seront tenus d'en faire immédiatement la déclaration à la douane dans les formes prescrites par l'article 1er et de les faire conduire au bureau de la douane pour y être vérifiées, et s'il y a lieu, à payer les droits, sous peine de la confiscation des marchandises et d'une amende de 150 piastres, outre les dépens.

Le coût de cette déclaration sera d'une caroube.

Un règlement spécial fixera les conditions auxquelles les produits provenant de la concession de Sidi-Tabet pourront être admis à la sortie sans paiement des droits d'exportation dans les cas où cette franchise est accordée par les actes de concession.

Art. 27. — Toute tentative d'exportation en contrebande, par voie de mer ou par celle des frontières de terre, de marchandises tarifées, sera punie de la confiscation des marchandises et des moyens de transport et d'une amende de 150 piastres, outre les frais.

Art. 28. — Si la marchandise est prohibée à quelque titre que ce soit, comme les femelles de tous les animaux ou autres articles dont la prohibition est ou pourrait être prononcée ultérieurement, le ou les prévenus seront passibles des peines édictées à l'article 8, §§ 2, 3 et 4.

Art. 29. — Toute exportation de marchandises, sans une autorisation spéciale du service des douanes, par un port ou par un bureau des frontières de terre non spécialement désignés à l'article 10 ci-dessus, sera considérée comme une exportation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Art. 30. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouverait un excédent quant au nombre déclaré de colis de marchandises tarifées, les colis trouvés en excédent seront confisqués et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres ainsi qu'aux dépens.

Art. 31. — Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis de marchandises tarifées qu'il n'en a été déclaré, le déclarant sera condamné à une amende de 500 piastres pour chaque colis manquant et aux dépens, avec une retenue préventive des colis présentés, pour sûreté de l'amende.

Art. 32. — Si la déclaration était reconnue fausse quant à l'espèce ou à la qualité des marchandises, celles-ci seront confisquées et le déclarant sera condamné à une amende de 150 piastres et aux frais.

Art. 33. — Si la différence portait sur la nature de la marchandise, celle-ci serait considérée comme n'ayant pas été déclarée, et la contravention tomberait sous l'application des articles 7 et 8 ci-dessus et serait punie des peines prévues aux dits articles.

CHAPITRE VI

Dispositions spéciales aux exportations par mer

Art. 34. — Tout capitaine de navire ne pourra sortir d'un port de la Régence sans un manifeste de chargement visé par la douane, sous peine d'une amende de 800 piastres et aux dépens, avec retenue préventive du bâtiment, pour sûreté de l'amende.

CHAPITRE VII

Dispositions spéciales aux exportations par les frontières de terre

Art. 35. — Les marchands, négociants ou conducteurs qui voudront faire sortir des marchandises par les frontières de terre de la Régence, devront les faire conduire à l'un des bureaux désignés à l'art. 10 ci-dessus, par le chemin le plus direct, pour y être déclarées, vérifiées, et, s'il y a lieu, y payer les droits.

Toute tentative tendant à contourner ou à éviter les bureaux dont il vient d'être parlé,

(1). V. aussi : Exportation.

sera considérée comme une exportation en contrebande et punie des peines édictées aux articles 7 et 8 ci-dessus.

CHAPITRE VIII

Dispositions spéciales aux réexportations par mer

Art. 36. — Toute marchandise n'ayant pas de similaires dans le pays et ayant acquitté les droits d'importation, pourra être réexportée dans le délai d'une année avec remboursement des droits d'entrée, pourvu que les ballots ou colis n'aient pas été ouverts et que l'intéressé produise la justification du paiement du droit d'entrée.

Cette justification s'établira par la production de la quittance délivrée au moment de l'acquittement du dit droit.

Après le terme d'une année, la réexportation des dites marchandises pourra s'effectuer sans paiement de droits d'exportation, mais les droits d'entrée ne seront pas remboursés.

Art. 37. — Les marchandises étrangères en vrac ayant des similaires dans le pays, réexportées dans le délai d'une année, n'auront droit à la restitution des droits d'entrée et à l'exemption des droits d'importation que si elles ont été entreposées dans un magasin agréé par la douane, fermant à deux clefs dont une déposée entre les mains de ce service.

Les dites marchandises réexportées après le terme d'une année ne seront exonérées des droits d'exportation que si elles se trouvent dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

CHAPITRE IX

Dispositions spéciales au régime de circulation par terre

Art. 38. — Les marchandises étrangères ayant acquitté les droits d'entrée, pourront circuler librement par terre d'une localité à une autre de la Régence.

Art. 39. — S'il est prouvé que les marchandises étrangères, circulant d'une localité à une autre de la Régence, ont été introduites en fraude, ou qu'il existe des dépôts frauduleux de marchandises étrangères sur un point quelconque du territoire, ces marchandises, ainsi que les moyens de transport, seront confisquées et les contrevenants condamnés aux peines édictées par l'article 7 ci-dessus.

Art. 40. — La circulation des marchandises prohibées à l'importation à quelque titre que ce soit, est interdite d'une manière absolue dans tout le territoire de la Régence.

Les contrevenants à cette disposition seront condamnés aux peines édictées à l'article 8 numéro 1 ci-dessus.

Art. 41. — Il est fait exception, toutefois, à la disposition qui précède en ce qui concerne les transports de marchandises prohibées effectués par des particuliers qui justifieront avoir régulièrement acquitté les droits à la Régie, ainsi que pour ceux faits pour le compte du gouvernement ou pour celui du monopole des tabacs, du sel, de la poudre, etc., lorsqu'ils auront lieu dans les conditions prévues par les décrets et règlements.

CHAPITRE X

Dispositions spéciales au transit (1)

Art. 42. — Les marchandises étrangères, autres que celles frappées de prohibition, arrivant à Tunis à destination de l'Algérie, ou à Ghardimaou à destination de l'étranger, en passant par Tunis et la Goulette, seront admises au bénéfice du transit par la voie ferrée qui relie la Régence à l'Algérie sous les conditions et formalités ci-après.

Art. 43. — Ceux qui voudront jouir de ce transit seront tenus, avant le retrait des marchandises des magasins de la douane ou de ceux agréés par elle, de déposer à la douane de Tunis ou de Ghardimaou une déclaration établie conformément aux dispositions de l'article 1er et mentionnant, en outre, les marques, numéros et poids des colis contenant les marchandises.

Les fausses déclarations entraîneront, suivant leur espèce, l'application des peines édictées par les articles 2, 3, 4, 5 et 6 ci-dessus.

Art. 44. — Après vérification des marchandises par le service de la douane, celui-ci revêtira chaque colis d'un plomb spécial dont le coût sera d'une piastre, et le déclarant consignera le montant des droits d'importation.

Art. 45. — La déclaration revêtue de la reconnaissance de la douane sera remise à l'intéressé qui devra la représenter avec la marchandise au bureau de la douane de Ghardimaou ou de Tunis.

Art. 46. — Après constatation de l'identité des marques, numéros et poids des colis, ainsi que de l'intégrité du plombage, le service de la douane fera couper les plombs et accompagner les colis à Ghardimaou, dans les wagons en partance pour l'Algérie ; à Tunis et la Goulette, dans les navires en partance pour l'étranger. Les colis seront surveillés jusqu'au départ.

Il revêtira ensuite la déclaration d'un cer-

(1) Voir aussi : Transit.

tificat constatant le passage de la marchandise à l'étranger ou son arrivée à Tunis.

Cette déclaration, remise à l'intéressé ou à son représentant, devra être rapportée avec la quittance de consignation dans le délai de deux mois à la douane de Tunis ou de Ghardimaou, suivant le cas, pour obtenir le remboursement de la somme consignée.

A défaut par l'intéressé ou son représentant de rapporter, dans le délai de deux mois, la déclaration revêtue du certificat dont il vient d'être parlé à l'alinéa précédent, la somme consignée sera définitivement acquise au Trésor comme s'appliquant à des marchandises importées dans la Régence.

Art. 47. — Le service du bureau de sortie pourra exiger l'ouverture des balles, caisses ou futailles, lorsque les plombs seront rompus ou altérés, ou qu'il existera quelques autres circonstances pouvant lui laisser soupçonner l'existence de la fraude.

Art. 48. — Si des soustractions ou des substitutions de marchandises ou de colis étaient reconnues au bureau de sortie, le service ne délivrerait pas le certificat dont il est question à l'article 46, § 2.

Les objets substitués seraient saisis et confisqués avec amende de 300 piastres.

Art. 49. — Les produits naturels ou fabriqués de la Régence, soumis à des droits de sortie et destinés à l'exportation, pourront être expédiés en transit par un des bureaux désignés à l'article 10 ci-dessus sur un autre de ces mêmes bureaux ou sur un des bureaux de la frontière de terre également désignés à l'article 10 ci-dessus, sous les conditions et formalités ci-après.

Art. 50. — Ceux qui voudront bénéficier de ce transit seront tenus de déposer au bureau de la douane une déclaration établie conformément aux dispositions de l'article 1er, et mentionnant, en outre, les marques, numéros et poids des colis contenant les marchandises.

Les fausses déclarations entraîneront, suivant leur espèce, l'application des peines édictées par les articles 31, 32 et 33 ci-dessus.

Art. 51. — Après vérification des marchandises, plombage des colis et paiement du prix fixé pour le plomb spécial, ainsi qu'il est dit à l'article 44 ci-dessus, le déclarant versera les droits d'exportation afférents aux marchandises expédiées.

La quittance qui sera délivrée et sur laquelle la douane portera toutes les indications nécessaires, servira de laisser-passer dans la Régence et de titre justificatif du paiement des droits d'exportation.

Cette quittance sera remise au receveur du bureau de sortie qui l'annulera et la gardera par devers lui.

Art. 52. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux marchandises en vrac.

Art. 53. — Si la quittance dont il est parlé ci-dessus n'était pas représentée au bureau de sortie, les droits d'exportation afférents aux marchandises présentées seraient exigibles une seconde fois et le premier droit ne sera restitué qu'autant que l'intéressé justifiera d'avoir réellement payé et en réclamera la restitution dans le délai de trois mois à partir de la date du paiement.

Art. 54. — Le service du bureau de sortie pourra exiger l'ouverture des ballots, caisses ou futailles, lorsque les plombs seront rompus ou altérés ou qu'il existera quelques autres circonstances pouvant lui laisser soupçonner l'existence de la fraude.

En cas d'excédent de poids au-dessus du 10e ou de substitution de marchandises, reconnus au bureau de sortie, l'excédent ou la marchandise substituée sera confisqué amende de 300 piastres et dépens.

CHAPITRE XI

Des tarifs, du mode d'acquittement des droits

Art. 55. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les droits d'importation, d'exportation et de colis continueront à être perçus conformément aux tarifs en vigueur dont un exemplaire restera annexé au présent décret.

Art. 50. — Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant et sans délai au bureau où la liquidation aura été effectuée; ces droits seront liquidés et payés d'après la valeur de la marchandise au port de débarquement ou au bureau d'entrée, s'il s'agit d'importation.

Les marchandises ne pourront être retirées des douanes ou bureaux qu'après le paiement des dits droits.

CHAPITRE XII

Oppositions, injures, voies de fait envers les agents des administrations et régies financières.

Art. 57. — Les agents des administrations et régies financières sont sous la sauvegarde de la loi; il est défendu à toute personne de les injurier ou maltraiter et même de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, à peine d'une amende de 800 piastres et aux dépens,

et, dans le cas où il y aurait voie de fait, d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

CHAPITRE XIII

Concussion, exaction, faux, corruption de fonctionnaires

Art. 58. — Tous fonctionnaires des administrations et régies financières qui auront reçu ou ordonné de recevoir d'autres ou de plus forts droits que ceux déterminés par les lois, décrets, règlements et usages ;

Ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, auront commis un faux soit par fausses signatures, soit par altération des actes, écritures ou signatures, soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics ;

Ceux qui auront agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour faire un acte de leur emploi non sujet à salaire, ou se seront abstenus de faire cet acte qui rentrait dans l'ordre de leurs devoirs,

Seront déférés aux tribunaux compétents.

Art. 59. — Il en sera de même de quiconque corrompt ou tente de corrompre un fonctionnaire pour obtenir un acte quelconque de son ministère.

Dispositions spéciales à certains Monopoles ou Privilèges de l'État

CHAPITRE XIV

SECTION PREMIÈRE

Monopole des Tabacs (1)

Art. 60. — L'achat, la fabrication et la vente des tabacs en feuilles et fabriqués sont exclusivement réservés au monopole dans toute l'étendue de la Régence.

Art. 61. — Les tabacs fabriqués à l'étranger sont prohibés à l'entrée de la Régence, à moins qu'ils ne soient achetés pour le compte de la régie.

Est autorisée toutefois l'introduction des tabacs de cantine destinés à l'usage exclusif de l'armée française, celle des cigares expédiés à des particuliers, mais sous les conditions prévues ou qui seront arrêtées par les lois et règlements.

Art. 62. — La culture du tabac ne peut avoir lieu que dans les provinces de Béja, Béjoua et de Porto-Farina, à Ksiba-en-Naçef (province de Bizerte), dans les territoires de Rekba, des Kroumirs, des Mekna et des Chiahia et dans les montagnes de Béja, y compris Nefza, et de Mateur.

Les tabacs plantés en dehors de ces territoires seront détruits aux frais des cultivateurs qui seront, en outre, punis d'une amende de vingt-cinq centimes par plant.

Toute personne qui voudra planter du tabac dans les limites de l'un des territoires où cette culture est permise, sera tenue d'en faire la déclaration au caïd de ce territoire ou à son délégué, qui délivrera une autorisation. Cette autorisation mentionnera notamment : le nom du cultivateur, le lieu de la plantation, l'étendue de la plantation et la date. Elle sera représentée à toute réquisition des agents de l'administration et des agents du monopole.

Chaque année, dans la première quinzaine de mai, le caïd fera parvenir au directeur des contributions un état des plantations autorisées dans les limites de sa circonscription. Cet état reproduira les renseignements prémentionnés. Il sera transmis sans délai par le directeur des contributions à l'administration du monopole.

Toute plantation de tabac faite sans déclaration préalable justifiée par la délivrance d'une autorisation, sera considérée comme ayant été faite dans un territoire où la culture est prohibée et punie ainsi qu'il est dit au paragraphe 2 du présent article.

Lorsque la vérification de culture fera reconnaître qu'il y a excédent sur la quantité de terre déclarée, il en sera dressé procès-verbal et le contrevenant sera condamné à une amende de 25 francs par mille mètres carrés d'excédent, sans préjudice de l'augmentation de charge qui en résultera au compte du cultivateur. (1)

Le caïd ou son délégué ne pourra recevoir les déclarations de culture que jusqu'au 15 avril.

Art. 63. — Dans le courant de mai, il sera formé une ou plusieurs commissions composées comme il suit :

1° Un représentant du gouvernement nommé par le premier ministre ;

2° Le caïd du territoire ou son délégué ;

3° Un agent de l'administration du monopole.

Chaque commission sera assistée d'un notaire et d'un expert.

Les commissions auront pour mission d'évaluer les tabacs sur pied dans les cultures autorisées et de faire un classement provisoire en quatre catégories du produit de chaque plantation d'après la qualité du tabac.

(1) Voir aussi : Tabac.

(1) Décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312.)

Les frais de ces commissions seront avancés par l'administration du monopole qui se remboursera de la part incombant aux cultivateurs au moyen de la perception d'une somme de deux piastres et demie par mradja.

Art. 64. — Tout cultivateur autorisé à planter du tabac, devra livrer à la régie l'intégralité de sa récolte. Cette livraison aura lieu dans les localités ci-après :

1° Les tabacs de Béja, de la Rekba, des Kroumirs, des Mekna et des Chiahia et des montagnes de Béja, soit à Souk-el-Arba, soit à Béja, au gré du cultivateur ;

2° Les tabacs de Porto-Farina et de la Ksiba, à Bizerte ;

3° Les tabacs de Béjoua et de la montagne de Mateur, à Mateur.

Les livraisons commenceront le 1er septembre de chaque année et se termineront le 30 novembre.

La régie aura le droit de prélever sur le prix des tabacs, ainsi livrés en dehors de Tunis, 11 p. °/₀ représentant les frais qui peuvent résulter pour elle de la réception des tabacs et du paiement des honoraires des notaires chargés d'enregistrer les opérations et de rédiger les quittances. Moyennant le paiement des 11 p. °/₀, les cultivateurs n'auront plus d'autres frais à leur charge que le paiement des honoraires du peseur public.

Les tabacs seront présentés à l'agent du monopole secs et sans tiges, divisés en paquets correspondant aux quatre catégories de classement.

Passé le 30 novembre, les cultivateurs en retard de livrer seront mis en demeure, par l'intermédiaire du caïd du territoire, d'avoir à transporter leurs tabacs, à leurs frais, à Tunis, aux magasins de la régie, pendant un délai qui ne pourra jamais dépasser le 15 février.

A partir de cette dernière date, le cultivateur qui n'aura pas livré l'intégralité de sa récolte sera condamné à payer la partie manquante au monopole, à titre de réparation du dommage causé, d'après le prix fixé par le tarif pour la vente au public, déduction faite des frais de fabrication.

La culture du tabac sera interdite définitivement au cultivateur qui aura subi deux condamnations pour ne pas avoir livré à la régie l'intégralité de la récolte.

Art. 65. — Le prix des tabacs sera payé comptant aux cultivateurs autorisés, savoir :

Le tabac Béja

1re	qualité :	200	piastres	120	fr.	le quintal de Tunis
2e	—	100	—	60	fr.	—
3e	—	50	—	30	fr.	—
4e	—	Grello 10	—	6	fr.	—

Le tabac Frighi, de Mateur, de la Ksiba, de Porto-Farina, et le tabac Hozzi ou Arbi

1re	qualité :	150	piastres,	(90f)	le quintal	de Tunis.
3e	—	100	—	(60)	—	—
3e	—	50	—	(30)	—	—
4e	—	10	—	(6)	—	—

Le tabac Turki

1re	qualité :	60	piastres,	(36f)	le quintal	de Tunis.
2e	—	40	—	(24)	—	—
3e	—	20	—	(12)	—	—

Art. 66. — Le classement sera opéré en tenant compte autant que possible du résultat du classement provisoire déjà établi en conformité de l'article 63 ci-dessus.

Si le classement s'opère en dehors de Tunis, il est fait par deux experts : l'un patenté nommé par la régie, l'autre nommé par le caïd du territoire au nom de ses administrés. Il a lieu en présence d'un délégué du directeur des contributions, dûment assermenté, qui, en cas de contestations entre les deux experts, décidera en dernier ressort.

Si le classement a lieu à Tunis, il est également fait par deux experts, en présence du délégué des contributions ayant pouvoir de décider, mais l'expert représentant les cultivateurs est choisi parmi les experts patentés par le premier ministre, sur la demande du directeur des contributions. Les honoraires de cet expert seront payés par les cultivateurs à raison de deux piastres par quintal de Tunis (50 kil.), sans qu'il puisse recevoir moins d'une piastre par opération.

Art. 67. — Chaque année, avant le départ de l'expert du monopole et du délégué de l'administration, le directeur des contributions fera connaître aux caïds les jours de la semaine pendant lesquels les livraisons seront reçues dans chaque localité de réception.

Art. 68. — Les cultivateurs de tabac seront tenus d'arracher et de détruire, immédiatement après la récolte, les tiges et souches de leurs plantations ; à défaut par eux de le faire, l'opération sera exécutée à leurs frais, en vertu des ordres du caïd du territoire, après l'enlèvement de la récolte, partout où l'administration du monopole le jugera nécessaire.

Art. 69. — Les planteurs de tabac autorisés seront admis à faire constater par les employés de la Régie, en présence du caïd ou de son délégué, ou même par le caïd ou son délégué seul si un agent de la Régie ne réside pas dans le pays où se trouve la plantation, les accidents que leurs récoltes encore sur pied auront pu éprouver.

Ils seront, de même, admis à présenter au

magasin des réceptions des tabacs, les tabacs avariés depuis la récolte et en requérir la destruction en leur présence.

Art. 70. — Nul ne pourra avoir en sa possession des tabacs en feuilles en quelque quantité que ce soit s'il n'est cultivateur dûment autorisé et encore faut-il que la possession en soit légitimée. Il est fait toutefois exception en faveur des pharmaciens et vétérinaires qui sont autorisés à se pourvoir à la régie, au prix de deux piastres et demie le rotolo, des feuilles de tabac destinées à être utilisées comme remède.

Toute contravention au paragraphe précédent sera punie de la confiscation des tabacs et d'une amende de 100 piastres avec dépens.

Quiconque aura en sa possession des tabacs fabriqués autres que ceux mis en vente par l'administration des monopoles sera puni de la confiscation des tabacs et d'une amende de 10 fr. par kilogramme ou fraction de kilogramme de tabac saisi, outre les dépens. Cette amende ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 100 fr.

Nul ne pourra avoir en sa possession plus de deux kilogrammes des tabacs mis en vente par la régie, s'ils ne sont revêtus des marques et vignettes de celle-ci. Toute contravention à cette disposition sera punie de la confiscation des tabacs et d'une amende de 50 francs, avec dépens (1).

Art. 71. — Les tabacs en feuille ne pourront circuler dans la Régence si ce n'est lorsqu'ils sont destinés à être livrés au monopole, ce qui sera établi par un laisser-aller délivré par le caïd ou son délégué.

Toute contravention aux dispositions de cet article sera punie de la confiscation des tabacs et d'une amende de 100 piastres (60 fr.).

La confiscation des moyens de transport pour raégalement être prononcée.

Art. 72. — Les tabacs fabriqués ne pourront circuler dans la Régence toutes les fois que la quantité excédera un kilogramme, sans un laisser-passer délivré par la régie, à moins qu'ils ne soient revêtus des marques et vignettes de la régie, à peine de la confiscation des quantités excédant un kilogramme, d'une amende de 100 piastres, des dépens et, s'il y a lieu, de la confiscation des moyens de transport.

Art. 73. — Seront considérées et punies comme fabricants frauduleux les personnes chez lesquelles il sera trouvé des ustensiles, machines et mécaniques propres à la fabrication ou à la pulvérisation des tabacs en même temps que du tabac en feuilles, quelle qu'en soit la quantité, ou plus d'un kilogramme de tabac fabriqué non revêtu des marques et vignettes de la régie.

Toute contravention de cette nature donnera lieu contre les contrevenants à la peine de la confiscation des tabacs, indépendamment d'une amende de 800 piastres (480 fr.), outre les dépens, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 74. — Des débits de tabacs seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires.

Aucune personne ne pourra vendre du tabac si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 piastres et de la saisie et confiscation du tabac trouvé dans le débit.

Les permis de vente seront à l'avenir délivrés par le directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet, qui entendra à ce sujet l'agent du monopole.

Les débitants seront tenus de s'approvisionner au bureau du monopole dans la circonscription duquel ils auront été admis à se conformer aux règlements établis ou à établir. Ils ne pourront, en aucun cas, faire venir de l'étranger ni tabacs, ni cigares, ni cigarettes, et tous tabacs de cette provenance qui seraient trouvés dans leurs débits et qui ne leur auraient pas été livrés par la régie, seront considérés comme tabacs de contrebande. Il leur sera fait, dans ce cas, application des peines prévues par l'article 75 ci-après.

La tolérance accordée aux débitants de faire venir directement des cigares de l'étranger, est abrogée. Les débitants qui auront dans leurs débits, à la date de la promulgation du présent décret, des cigares de cette provenance, pour lesquels ils justifieront du paiement des droits à la régie, devront déclarer au monopole les quantités qu'ils détiennent, dans un délai d'un mois à partir de cette promulgation. Il leur sera donné récépissé de cette déclaration.

A la suite de cette déclaration et après vérification, la régie dressera, contradictoirement avec chaque débitant, un inventaire, par espèces, des cigares existants. A partir de ce moment, le débitant sera tenu de tenir les agents du monopole au courant de la vente jusqu'à complet épuisement et de représenter les cigares restants à toute réquisition. A défaut de déclaration dans le délai d'un mois, les cigares de provenance étrangère qui seront trouvés dans le magasin du débitant seront saisis et confisqués.

La même peine sera prononcée contre le

(1) Décret du 13 décembre 1894.

débitant qui refusera de tenir la régie au courant des ventes successives de cigares inscrits sur l'inventaire.

Art. 75. — Tout débitant convaincu de tenir un dépôt de tabac ou de vendre du tabac de contrebande, encourra la confiscation du tabac et une amende de 800 piastres avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 76. — Toute vente de tabac par les débitants à des prix plus élevés que ceux du tarif, dont un exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la poursuite du débitant devant les tribunaux compétents, comme concussionnaire.

Art. 77. — Tout individu, non spécialement autorisé, qui sera trouvé vendant du tabac à son domicile, ou en colportant, qu'il soit ou non surpris à le vendre, sera condamné à une amende de 800 piastres, aux dépens et à un emprisonnement de trois jours à un mois indépendamment de la confiscation des tabacs et de celle des ustensiles servant à la vente, et, en cas de colportage, de celle des moyens de transport, qu'ils soient ou non sa propriété.

Art. 78. — Lorsque les employés des administrations financières ou les agents du monopole auront connaissance qu'il existe un dépôt frauduleux de tabac ou de moyens de fabrication ou de distribution clandestine dans une maison, boutique ou magasin, voitures, etc., les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un officier municipal européen ou d'un officier de police judiciaire, ou d'un fonctionnaire qui sera désigné pour en remplir les fonctions ; s'il s'agit de justiciables de tribunaux indigènes, les perquisitions ne pourront être faites qu'en présence de l'autorité tunisienne.

Dans le cas où cette autorité, l'officier municipal ou l'officier de police judiciaire le reconnaîtraient nécessaire, les agents chargés de la perquisition seront précédés dans les domiciles par une femme de confiance, et il sera pris les mesures nécessaires pour éviter toute plainte de manque d'égards ou de convenance.

Art. 79. — Quiconque aura participé sciemment à un fait de contrebande de tabac, sera solidairement responsable de l'amende prononcée contre le principal auteur et pourra même être condamné à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 80. — Les tabacs saisis ainsi que les outils, ustensiles et machines servant à la fabrication des tabacs, seront expertisés par l'agent du monopole en présence des saisissants.

Dans le cas où les tabacs saisis seraient reconnus impropres à la consommation et qu'aucune valeur n'aura été attribuée aux machines, ces objets seront immédiatement détruits en présence des saisissants.

DEUXIÈME SECTION

Monopole du sel (1)

Art. 81. — L'achat, la fabrication et la vente du sel naturel ou artificiel sont exclusivement réservés au monopole dans toute l'étendue de la Régence.

Art. 82. — Les sels naturels ou artificiels de provenance étrangère sont prohibés à l'entrée de la Régence, à moins qu'ils ne soient achetés pour le compte de la régie.

Est autorisée toutefois l'introduction du sel destiné à la salaison des sardines, mais sous les conditions prévues par les lois et règlements.

Il en sera de même du sel nécessaire pour l'exploitation de la Tonara de Sidi-Daoud pendant la durée de cette concession.

L'exception prévue en faveur de l'industrie de la salaison des sardines cessera le jour où le monopole sera à même de délivrer aux saleurs la quantité de sel artificiel qui leur sera nécessaire.

Art. 83. — Le prix d'une ouiba de sel ordinaire (ouiba de Tunis) vendue au détail, est fixé, pour toute la Régence, à 6 piastres et 12 caroubes, soit 108 piastres pour un caffis. Le prix de vente du sel pour la salure des olives sera de 48 piastres le caffis ; mais à la condition que les propriétaires d'olives qui voudront jouir de ce prix de faveur se soumettront à toutes les prescriptions, formalités et surveillance que l'administration du monopole jugera utile de prendre pour prévenir les abus et la fraude.

Les saleurs de sardines qui voudront bénéficier des dispositions de l'article ci-dessus, paieront un droit de 6 piastres par caffis importé. Ils seront en outre tenus d'acheter au monopole, à raison de 44 piastres le caffis, une quantité de sel indigène équivalente au quart du sel étranger importé. Ils paieront le sel à 48 piastres le caffis le jour où le monopole sera en mesure de leur livrer du sel artificiel.

Nul ne pourra avoir en sa possession une quantité de sel supérieure à 15 kilogrammes, à moins qu'il n'en justifie la provenance.

Toute contravention au paragraphe précédent sera punie de la confiscation de la quantité du sel excédant 15 kilogrammes et d'une

(1) Voir aussi : Sel.

amende qui ne pourra être moindre de 10 piastres, outre les dépens.

Art. 84. — Toute personne qui voudra faire circuler des quantités de sel achetées dans un des dépôts de l'administration, devra en faire la déclaration au monopole et se conformer à tout règlement qui sera pris au sujet des transports de sel.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie de la confiscation des sels et d'une amende de 50 piastres.

Art. 85. — Seront considérées et punies comme fabricants frauduleux les personnes chez lesquelles il sera trouvé des ustensiles, machines et mécaniques propres à la fabrication artificielle des sels en même temps qu'une quantité de sel supérieure à 15 kilogrammes.

Toute contravention de cette nature donnera lieu, contre les contrevenants, à la peine de la confiscation des sels et des ustensiles, indépendamment d'une amende de 800 piastres et aux dépens, et d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 86. — Des débits de sel seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires.

Aucune personne ne pourra vendre du sel si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 piastres et de la saisie et confiscation du sel trouvé dans le débit non autorisé.

Les permis de vente seront délivrés par le directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet, qui entendra à ce sujet l'agent du monopole.

Les débitants seront obligés de s'approvisionner au bureau du monopole dans la circonscription duquel ils auront été admis à ouvrir leur débit. Ils devront se conformer aux prescriptions de tous règlements établis ou qui seront établis ultérieurement.

Tout débitant convaincu de tenir un dépôt de sel ou de vendre du sel de contrebande encourra la confiscation du sel et une amende de 800 piastres avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 87. — Toute vente de sel par le débitant à des prix plus élevés que ceux du tarif, dont un exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la poursuite du contrevenant devant les tribunaux compétents comme concussionnaire.

Art. 88. — Tout individu, non spécialement autorisé, qui sera trouvé vendant du sel à son domicile, ou en colportant, qu'il soit ou non surpris à le vendre, sera condamné à une amende de 800 piastres, aux dépens et à un emprisonnement de trois jours à un mois, indépendamment de la confiscation du sel et de celle des ustensiles servant à la vente, et, en cas de colportage, de celle des moyens de transports, qu'ils soient ou non sa propriété.

Art. 89. — Lorsque les employés des douanes ou les agents du monopole auront connaissance qu'il existe un dépôt frauduleux de sel ou de moyens de fabrication ou de distribution clandestine dans une maison, boutique, magasin, voitures, etc., les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un délégué de la municipalité ou d'un officier de police judiciaire, ou d'un fonctionnaire qui sera désigné pour en remplir les fonctions; s'il s'agit de justiciables des tribunaux indigènes, les perquisitions ne pourront être faites qu'en présence de l'autorité tunisienne.

Dans le cas où cette autorité, le délégué de la municipalité ou l'officier de police judiciaire le reconnaîtraient nécessaire, les agents des douanes ou du monopole seront précédés dans les domiciles par une femme de confiance, et il sera pris les mesures nécessaires pour éviter toute plainte de manque d'égards ou de convenance.

Art. 90. — Quiconque aura participé sciemment à un fait de contrebande de sel, sera solidairement responsable de l'amende prononcée contre le principal auteur et pourra même être condamné à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 91. — Les sels saisis, ainsi que les outils, ustensiles et machines servant à la fabrication des sels, seront expertisés par l'agent du monopole, en présence des saisissants.

Dans le cas où les sels saisis seraient reconnus impropres à la consommation et qu'aucune valeur n'aura été attribuée aux machines, ces objets seront immédiatement détruits en présence des saisissants.

TROISIÈME SECTION

Monopole de la Poudre (1)

Art. 92. — La fabrication, l'introduction, la circulation, la détention et la vente des poudres à feu de toute sorte, de la dynamite et de toutes autres matières assimilables, dans la Régence, sont réservés an gouvernement et interdites à toutes personnes autres que celles qui seront spécialement désignées et autorisées.

Art. 93. — Tout individu qui, sans y être légalement autorisé, fabriquera, débitera, distribuera, colportera de la poudre, de la dyna-

(1) Voir aussi : Poudres et Explosifs.

mite ou toutes autres matières assimilables, ou sera détenteur d'une manière quelconque de poudre autre que celles mises en vente par l'administration des monopoles, de poudres de guerre, de dynamites ou toutes autres matières assimilables, ou de plus de deux kilog. de poudre de la régie non revêtue des marques et vignettes de celle-ci, sera condamné à une amende de 500 francs, aux dépens et à un emprisonnement de 3 mois à 6 mois, indépendamment de la confiscation des matières, des ustensiles servant à la fabrication ou à la vente et des moyens de transport en cas de colportage (1).

Les ouvriers employés à la fabrication seront détenus pendant trois mois pour la première fois, et pendant un an en cas de récidive.

Art. 94. — Toute tentative d'introduction en contrebande dans la Régence, de poudres de toutes sortes, de salpêtre, de dynamite ou de toutes autres matières assimilables, soit par mer, soit par terre, sera punie des peines édictées par l'article 93 ci-dessus.

Art. 95. — Les employés des douanes, les gouverneurs de districts ou leurs délégués ou tous autres agents de la force publique, seront chargés de la recherche des poudres de contrebande et de celles fabriquées en fraude ou circulant en fraude.

Ils pourront faire, pour ce fait, des recherches chez les particuliers soupçonnés de détention illicite, en se conformant aux prescriptions des artices 78 et 89.

Art. 96. — Des débits de poudre de chasse seront établis dans toutes les villes de la Régence où ils seront reconnus nécessaires.

Aucune personne ne pourra vendre de la poudre si elle n'est munie d'un permis spécial, à peine d'une amende de 100 à 300 piastres et de la saisie et confiscation des marchandises trouvées dans le débit non autorisé.

L'autorisation de vendre du tabac ne justifiera pas la vente de la poudre par les mêmes débitants et réciproquement.

Les permis de vente seront délivrés par le directeur des finances ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet.

Les débitants seront obligés de s'approvisionner au bureau du monopole dans la circonscription duquel ils auront leur installation.

Art. 97. — Les entrepreneurs et débitants ne pourront vendre les poudres de chasse qu'au porteur d'une autorisation nominative délivrée par le Ministre Résident ou son délégué.

Ces autorisations seront conservées par le débitant et présentées à toute réquisition de l'autorité.

Art. 98. — Tout entreposeur ou débitant convaincu de tenir un dépôt de poudre ou de vendre de la poudre de contrebande, encourra, outre la révocation, la confiscation de la poudre et une amende de 1,000 piastres, avec dépens, indépendamment d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 99. — Toute vente de poudre par les entreposeurs ou débitants à des prix plus élevés que ceux du tarif dont un exemplaire sera affiché dans le magasin, entraînera la révocation du contrevenant qui sera, en outre, poursuivi comme concussionnaire devant les tribunaux compétents.

QUATRIÈME SECTION

Dar-el-Geld (1)

Art. 100. — Les dispositions en vigueur des décrets des 22 rabia-el-aoual 1288-11 juin 1871, 15 sfar 1290-14 avril 1873, 27 sfar-15 avril et 16 moharrem 1291-5 mars 1874, 25 djoumadi-el-aoual 1295-27 mai 1878 et 3 djoumadi-el aoual 1301-28 février 1884, sont maintenues, sous réserve des modifications et des pénalités ci-après.

Art. 101. — L'abatage des chevaux ne pourra plus avoir lieu à Bab-el-Bahar.

L'adjudicataire de cette autorisation devra se conformer à cet égard aux règlements pris par l'autorité compétente.

Art. 102. — Toute boutique ouverte sans une autorisation de l'administration de dar-el-geld, donnée soit à la suite d'enchères, soit autrement, dans les conditions prévues par les décrets précités, pour la vente des divers produits ou l'exercice des diverses industries spécifiées dans ces décrets, sera fermée administrativement, sans formalité judiciaire, à la requête de l'administration de dar-el-geld ou de son représentant. Si la boutique ouverte en contravention n'est pas principalement affectée à la vente des produits ou à l'exercice des industries spécifiées aux décrets, la fermeture pourra être maintenue pendant quinze jours. En outre le contrevenant sera puni d'une amende de vingt-cinq piastres (15) au minimum de la confiscation des produits dont la vente est prohibée, et, s'il y a lieu, de tous dépens et dommages et intérêts.

Tout individu vendant sur la voie publique

(1) Décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312).

(1) Voir aussi : Dar-el-Geld.

les mêmes produits ou exerçant les mêmes industries sans l'autorisation de dar-el-geld, dans le cas où cette autorisation est exigée, sera puni de la confiscation de la marchandise en vente. En cas de récidive, les délinquants aux dispositions du présent article pourront être condamnés, en outre des peines prévues, à un emprisonnement de un à quinze jours.

Art. 103. — La fermeture des boutiques pourra également être prononcée administrativement et les autorisations données être retirées, si les vendeurs autorisés n'acquittent pas régulièrement les taxes mensuelles établies par les mêmes décrets. Dans ce cas, l'administration de dar-el-geld aura la faculté de disposer, en faveur d'un autre, sans paiement d'aucune indemnité, du droit dévolu, à quelque titre que ce soit, au détenteur de la boutique pour laquelle les taxes auront cessé d'être acquittées, et cela huit jours après une mise en demeure restée sans effet.

Art. 104 et 105. — Abrogés par le décret du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312.)

Art. 106. — Abrogé par le décret du 29 février 1888 (17 djoumadi 1305.)

Art. 107. — Toutes ventes d'animaux soumises au paiement d'une taxe au profit de l'administration de dar-el-geld, qui seront reconnues avoir été faites sans acquittement de cette taxe, ou dont le prix déclaré sera constaté être inférieur au prix réel de la vente, seront soumises à un droit en sus, et le contrevenant sera, en outre, condamné à une amende de 5 piastres (3 fr.) s'il s'agit de la vente des animaux des races ovine et caprine, et de 100 piastres (60 fr.) pour tous autres animaux.

. . . . . .

Art. 108. — Tout musicien indigène qui sera reconnu ne pas avoir acquitté les droits dus à l'administration de dar-el-geld ou avoir fraudé ces droits, se verra interdire administrativement l'exercice de sa profession pendant un temps dont la durée ne pourra être moindre de quinze jours.

La perception des revenus confiés à dar-el-geld lorsqu'elle est indiquée comme devant s'opérer à Tunis, s'étend à Tunis et à sa banlieue telle qu'elle est déterminée par l'article 1er du décret du 11 kâda 1301-1er septembre 1884.

CINQUIÈME SECTION

Monnaie (1)

Art. 109. — Les dispositions des articles 132, 133, 134, 135, 138 et 475, numéro 11, du code pénal français, seront appliquées, sans distinction de nationalité, à quiconque sera convaincu d'avoir contrefait ou altéré les monnaies tunisiennes ou étrangères dans la Régence de Tunis.

SIXIÈME SECTION

Monopole du plâtre

Art. 110, 111, 112. — Abrogés par le décret du 2 mai 1895 (8 kâda 1312).

Des Procès-Verbaux

CHAPITRE XV

Art. 113. — Les préposés attachés aux différentes administrations et régies financières, les agents de police, la gendarmerie et autres agents publics ayant le droit de verbaliser, pourront constater, par procès-verbaux, les infractions aux lois et règlements de la Régence relatives aux importations, exportations, colportage, circulation illégale, et généralement toutes les fraudes dont la répression appartient aux administrations et régies financières, procéder à la saisie des objets ou marchandises en contravention, des ustensiles et mécaniques prohibés, à celle des chevaux, voitures, etc., servant au transport.

Art. 114. — Les dits agents feront conduire les marchandises et objets saisis, et, s'il y a lieu, les prévenus, soit au bureau d'une administration ou d'une régie financière, le plus voisin du lieu de l'arrestation, soit à la mairie, soit à la résidence du caïd de la circonscription ou de son délégué. Ils y rédigeront ou feront rédiger leur rapport dans les formes prescrites par le décret du 13 chaoual 1301-6 août 1884.

Les procès-verbaux ainsi rédigés seront dispensés de la formalité de l'affirmation.

Art. 115. — Le procès-verbal énoncera la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en a été faite au prévenu, les noms, qualités et demeures des saisissants et de celui qui sera chargé des poursuites, l'espèce, le poids, le nombre des objets saisis, la présence de la partie à leur description et à la rédaction du rapport ou la sommation qui lui a été faite d'y assister, le lieu de la rédaction du rapport et l'heure de sa clôture, et, lorsqu'il y aura lieu, les noms, qualités et domiciles de l'agent ou des notaires qui auront rédigé le procès-verbal, à défaut par le saisissant de savoir ou de pouvoir le faire, et les noms, professions et domiciles des témoins qui auront assisté à cette rédaction.

Le procès-verbal sera signé tant par le sai-

1. Voir aussi : Monnaies.

sissant et les témoins, s'ils savent ou peuvent signer, que par l'agent ou les notaires rédacteurs.

Art. 116. — Les marchandises ainsi que les moyens de transport, lorsque la contravention en entraîne la confiscation, seront déposés au bureau de l'agent ou du fonctionnaire où le procès-verbal aura été rédigé. L'agent ou le fonctionnaire en sera constitué dépositaire et signera en cette qualité le procès-verbal.

Toutefois s'il s'agit d'animaux ou de marchandises sujettes à dépérissement, la vente par enchères pourra en être ordonnée immédiatement, à la requête du service que la contravention concernera, par le juge de paix ou le caïd du territoire, sans formalités judiciaires préalables. Cette vente sera faite par le receveur constitué dépositaire des objets ou par des notaires. Le produit de la vente sera déposé entre les mains du fonctionnaire ou du receveur qui aura pris charge du dépôt des objets saisis, pour en être disposé ainsi qu'il sera statué en définitive par le tribunal chargé de prononcer la saisie.

Art. 117. — Si la contravention n'entraîne à l'égard de la marchandise ou des moyens de transport que la retenue préventive pour garantie des réparations civiles ou de l'amende, il en sera offert mainlevée sous caution solvable ou en consignant la valeur, et cette offre ainsi que la réponse sera mentionnée dans le procès-verbal.

Si l'offre n'est pas acceptée, il sera procédé, à l'égard de la marchandise ou des moyens de transports, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Le consignataire de la marchandise ou des moyens de transport saisis, ou de leur valeur, en délivrera au saisi un récépissé.

Art. 118. — Si la partie assiste à la rédaction du procès-verbal, il lui en sera fait lecture sur le champ et elle sera sommée de signer ; en cas de refus de sa part ou de déclaration qu'elle ne sait pas signer, il en sera fait mention dans le procès-verbal. Une copie sera donnée, à l'instant où il sera clos, au prévenu justiciable des tribunaux français, et, si le prévenu est tunisien, la copie sera remise au caïd.

Le même acte contiendra l'assignation à comparaître devant le tribunal compétent dans le délai de vingt-quatre heures augmenté à raison des distances.

Toutes les fois que la contravention aura été constatée par deux préposés, le prévenu tunisien présent à la rédaction du procès-verbal, ou qui aura été découvert postérieurement, sera dirigé, par les soins du caïd ou son délégué, sur la ville de Tunis pour y être jugé. Le caïd transmettra en même temps au ministère la copie du procès-verbal qui lui aura été remise. Toutefois si le prévenu se trouve dans l'impossibilité de faire face aux frais nécessaires pour son envoi à Tunis, le caïd ne sera tenu de l'y faire conduire qu'après versement entre ses mains par l'administration ou la régie intéressée d'une somme suffisante pour couvrir ces frais. Le caïd donnera récépissé de la somme reçue dont il deviendra personnellement responsable.

Le prévenu ainsi conduit à Tunis y sera jugé dès son arrivée.

Art. 119. — Si la partie n'assiste pas à la rédaction du procès-verbal, il en sera fait mention dans cet acte dont une copie sera immédiatement affichée, suivant le cas, à la porte extérieure du bureau de l'administration ou de la régie, ou bien à la porte extérieure du bureau où le procès-verbal aura été rédigé et où les marchandises saisies auront été consignées.

Un certificat, délivré par le consignataire des marchandises saisies, constatera l'accomplissement de cette formalité.

Ce certificat sera, autant que possible, donné au pied de l'original du procès-verbal.

Art. 120. — Aucune des formalités indiquées ci-dessus n'est prescrite à peine de nullité.

Les procès-verbaux constatant des contraventions aux dispositions du présent décret, devront être dressés par deux agents ou sur la déclaration de deux agents, pour être admis à faire foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 121. — L'original du procès-verbal sera toujours remis à l'employé de l'administration ou de la régie qui l'aura rédigé, quand bien même il aurait été établi sur la déclaration d'un agent appartenant à un autre service, du moment où le fait de contravention concernera cette administration ou cette régie.

Si le prévenu est justiciable des tribunaux français, cet employé en fera la remise au juge du ressort, soit directement, soit par l'intermédiaire du représentant de son administration ou de la régie, résidant au siège du tribunal compétent. Si le prévenu est tunisien, il le transmettra au directeur de l'administration ou de la régie à Tunis, qui fera les diligences nécessaires pour en faire opérer le dépôt à l'ouzara.

L'original du procès-verbal intéressant une administration financière ou une régie, dressé hors la présence d'un employé de l'administration ou de cette régie, par un agent d'un autre service, sera transmis par le caïd ou le maire ou tout fonctionnaire consignataire

des objets saisis, soit au juge, soit au directeur de l'administration ou de la régie à Tunis, en suivant la distinction établie au paragraphe précédent.

Cette transmission, lorsqu'elle sera faite par le caïd ou son délégué, n'empêchera pas celle de la copie du procès-verbal que ce chef indigène doit faire parvenir au ministère de Tunis en conformité de l'article 118 ci-dessus.

Art. 122. — Les contraventions pourront d'ailleurs être prouvées par tous les moyens de droit commun.

Art. 123. — Les objets saisis pour fraude ou confisqués, non plus que le prix, qu'il soit consigné ou non, ne pourront être revendiqués par les propriétaires, sauf leur recours contre les auteurs de la fraude.

Art. 124. — Les agents des administrations financières et des monopoles régis directement par l'Etat pourront faire, pour ce qui concerne leur service, tous exploits et autres actes de justice qui dépendent du ministère des huissiers.

Ils seront libres, toutefois, de se servir de tel huissier que bon leur semblera ; dans ce cas, sous les règles du droit commun.

Les mêmes agents et les agents des monopoles non régis directement par l'Etat, auront la faculté de suivre, devant les tribunaux français, sans pouvoir spécial, les affaires contentieuses.

De la compétence des tribunaux

CHAPITRE XVI

Art. 125. — Il est statué sur les infractions faisant l'objet du présent décret, savoir :

Par les tribunaux français, si le prévenu est justiciable de ces tribunaux ;

Si le prévenu est tunisien, définitivement et sans appel, par le tribunal de l'ouzara institué à Tunis près le ministère.

De la procédure des jugements et de leur exécution

CHAPITRE XVII

Art. 126. — L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera verbalement. Les parties ne seront pas obligées d'employer le ministère des avoués, et il n'y aura d'autres frais à supporter par la partie qui succombera que ceux du papier timbré, s'il y a lieu, et des significations, et des avances faites pour la conduite des prévenus à Tunis, dans le cas prévu par l'article 118.

Art. 127. — En se présentant à l'audience au jour et à l'heure fixée, le défenseur de l'administration ou de la régie intéressée devra conclure verbalement à l'application des peines qu'entraînent les constatations du procès-verbal et aux dépens.

Art. 128. — Pour les délinquants justiciables des tribunaux français, toute exécution de jugement devra être précédée de la signification de ce même jugement à la partie saisie.

L'exploit de la signification pourra contenir le commandement de payer préalablement à l'exécution.

Si le délinquant est tunisien et a comparu, le tribunal de l'Ouzara notifiera le jugement rendu au caïd du lieu où le procès-verbal a été rédigé et où se trouvent déposés les objets saisis. Celui-ci, dès la réception de cette notification, ordonnera l'exécution immédiate du jugement, à la requête de la partie la plus diligente.

Si le délinquant tunisien n'a pas comparu et a été jugé par défaut, le caïd recevra également de l'Ouzara un extrait du jugement qu'il fera afficher à la porte extérieure du bureau où le procès-verbal aura été dressé et les marchandises saisies déposées.

A défaut d'opposition au jugement dans les trois jours qui suivent celui de l'affichage, le caïd ou son délégué ordonnera l'exécution.

En cas d'opposition formée avant l'expiration du délai de trois jours, le caïd ou son délégué fera constater cette opposition par acte notarié et adressera immédiatement à Tunis deux copies de cette opposition, l'une au ministère pour être remise au tribunal de l'Ouzara, l'autre au directeur de l'administration ou de la régie intéressée.

Le nouveau jugement qui sera rendu sur cette opposition sera exécuté dans les conditions prévues au paragraphe 3 du présent article pour les jugements contradictoires.

Le tribunal de l'Ouzara délivrera, sans délai, aux administrations ou régies intéressées, des extraits de tous les jugements rendus par lui et concernant ces administrations ou ces régies. Ces extraits devront faire connaître, le cas échéant, la date de la notification du jugement au caïd.

Pareil extrait sera délivré au prévenu qui aura été acquitté, afin de lui permettre de réclamer la restitution des objets saisis ou de leur prix en cas de vente.

Art. 129. — Le recouvrement des condamnations de toute nature, prononcées en vertu du présent décret, est exclusivement confié à l'administration ou à la régie intéressée qui les a provoquées.

Le privilège existant dans la Régence, au

profit du Trésor, pour le recouvrement de ses créances de toute nature, continuera à être admis.

Art. 130. — Les jugements prononçant des condamnations pécuniaires seront exécutés par toutes les voies de droit commun et, en outre, par la contrainte par corps.

La durée de la contrainte par corps sera fixée d'après les prescriptions de la loi française du 22 juillet 1867, art. 9.

Les réquisitions en vue de la contrainte par corps seront délivrées par le premier ministre à Tunis si le condamné est tunisien, ou par le procureur de la République, s'il s'agit de l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal français.

Des Transactions

CHAPITRE XVIII

Art. 131. — Les administrations et régies financières auront le droit de transiger soit avant, soit après le jugement, sur les procès-verbaux relatifs aux infractions aux dispositions du présent décret, et de faire remise des peines de la fraude.

Cette faculté comprend les peines corporelles comme les condamnations pécuniaires.

Art. 132. — La transaction avant jugement définitif comprendra toutes les peines corporelles et pécuniaires qu'entraîne la contravention. Elle aura pour effet immédiat d'arrêter l'action publique aussi bien que l'action civile.

Après jugement définitif, elle ne comprendra que les condamnations purement pécuniaires.

De la Répartition du Produit des Amendes et Confiscations

CHAPITRE XIX

Art. 133. — Le produit net de la vente des marchandises et des moyens de transport, outils, ustensiles et machines saisis et acquis définitivement à l'Etat ; celui des amendes et autres condamnations pécuniaires, ainsi que le montant net des transactions, seront, après recouvrement et sous la déduction des frais de toute nature, répartis entre ceux qui auront participé d'une manière quelconque à la répression de la contrebande ou du délit, de la manière suivante :

50 0/0 à l'Etat ou à la régie.

50 0/0 aux saisissants à partager entre eux par parts égales.

Si la saisie est due à un indicateur, la répartition se fera de la manière suivante :

45 0/0 à l'Etat ou à la régie ;

20 0/0 aux saisissants ;

35 0/0 à l'indicateur.

La part revenant à l'indicateur sera de la moitié, et celle de l'Etat sera réduite à 30 0/0 lorsqu'il s'agira d'une saisie de poudre.

Toute personne qui arrêtera ou concourra à faire arrêter les individus qui se livrent à la fabrication illicite des poudres à feu, de la dynamite et autres matières assimilables, qui en détiennent ou qui en colportent, qu'ils soient ou non surpris à vendre, sera considérée comme indicateur. La poudre et autres matières assimilables saisies seront estimées et acceptées, d'après le prix de vente, par les agents du monopole, pourvu toutefois que cette poudre et autres matières puissent être utilisées. A défaut, la poudre et autres matières saisies seront détruites en présence des saisissants et de l'indicateur.

Art. 134. — Les dispositions des lois antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire au présent décret.

Les décrets de notre prédécesseur du 1er djoumadi-el-aoual 1299-20 mars 1882 concernant le magasinage des marchandises à la douane de Tunis et de la Goulette et du 25 châban de la même année-11 juillet 1882 fixant le prix du transport des marchandises à la douane de Tunis sont maintenus.

Les dispositions du premier de ces décrets sont étendues à toute la Régence.

Les ventes sont autorisées en dehors de Tunis par les juges de paix, et, dans les localités où ne réside pas un juge de paix, par le gouverneur ou le caïd.

3 octobre 1884 (14 hidjé 1301)

Décret supprimant les douanes intérieures

Article unique. — Seront supprimés, à partir du 13 octobre 1884, les droits de douane qui frappent, au moment de leur entrée par terre dans les villes de la Régence, les produits naturels du pays ou fabriqués dans le pays.

16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308)

Décret plaçant la régie des tabacs, des poudres et du sel fin dans les attributions d'une nouvelle direction qui prendra le titre de « Direction des monopoles. »

Article premier. — A partir du 1er janvier 1891, la régie, au nom du directeur des finances, des monopoles du tabac, du sel et de la poudre, qui était confiée à la direction des contributions diverses, rentrera dans les attributions d'une nouvelle direction qui sera appelée « Direction des monopoles. »

Art. 2. — Le directeur des monopoles et l'ingénieur de cette direction seront nommés par nous.

Les agents et débitants seront nommés par le directeur des finances ou par le directeur des monopoles, d'après les règles tracées par notre décret précité du 13 hidjé 1301 et par notre décret du 14 hidjé de la même année, réglementant les monopoles.

Ils prêteront le serment prescrit par le décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884.)

Art. 3. — Toutes les dispositions et règlements actuellement en vigueur, tant au point de vue des attributions du personnel que des constatations de la fraude, des poursuites et réquisitions, du droit de transaction, du droit d'ester en justice, etc., etc., qui concernent directement ou indirectement les monopoles de l'Etat, seront, à partir du 1er janvier 1891, appliqués par la nouvelle direction ou en son nom.

Art. 4. — Il n'est rien innové en ce qui concerne l'exécution de l'art. 6 du décret du 13 hidjé 1301 (2 octobre 1884), qui autorise le directeur des finances à déterminer par arrêté les attributions des directions des douanes, des contributions diverses et des monopoles.

Art. 5. — Les produits de la vente des tabacs, des sels et des poudres seront reçus par les percepteurs des régies financières de la Régence, selon qu'il aura été ordonné.

Le directeur des finances prendra, de concert avec le directeur de l'office postal, les mesures nécessaires pour assurer, lorsqu'il y aura lieu, le versement des produits de même nature dans les caisses des comptables de ce dernier service.

Art. 6. — Seront applicables aux comptables en matière de la direction des monopoles, autres que les receveurs des douanes faisant fonctions d'entreposeurs, et sous la réserve des modifications ci-après indiquées, les dispositions du décret du 7 rabia-ettani 1304 (2 janvier 1887), relatif aux cautionnements des comptables en deniers des administrations financières.

La quotité du cautionnement à déposer par les comptables en matières de la direction des monopoles aura pour base la valeur, calculée d'après le prix de vente aux consommateurs, de la quantité annuelle des marchandises dont ils auront la charge.

Elle est fixée ainsi qu'il suit :

	Piastres	Francs
Jusqu'à 100,000 piastres	850 —	500
de 100,000 à 200,000 —	1,675 —	1,000
de 200,000 à 500,000 —	2,500 —	1,500
de 500,000 et au-dessus.....	3,500 —	2,000

Art. 7. — Le directeur des finances et le directeur de l'office postal de la Régence sont chargés, etc.

16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308)

Décret modifiant les règles actuellement en vigueur pour la régie directe des monopoles des tabacs, des poudres et du sel fin.

Article premier. — La quotité de la remise allouée aux débitants de tabacs, de poudres et de sel fin est fixée à 1/10e du prix de la vente aux consommateurs.

En ce qui concerne certains débits de tabacs et de poudres, ou de l'un ou de l'autre, isolément, l'administration aura le droit de réserver, sur cette remise, une part qu'elle fixera et qui sera affectée à la dotation d'une caisse de secours pour les anciens serviteurs de l'Etat dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions, ou pour les veuves et les enfants d'anciens serviteurs décédés en activité de service.

Art. 2. — Par exception, et dans le cas où, par suite de l'éloignement et des difficultés de communication, la remise de 10 % ne pourrait pas suffire à couvrir les dépenses du débitant et à le rémunérer, l'administration est autorisée à payer, en outre de cette remise, l'indemnité nécessaire, suivant les circonstances, pour assurer la débite.

Art. 3. — Pour le sel gros, destiné aux usages domestiques, la remise des débitants, à Tunis et dans les localités où il existera des entrepôts, est fixée à 5 %.

Dans les autres localités, l'administration pourra, momentanément, en tenant compte des difficultés d'approvisionnement de toute nature, allouer aux débitants des remises variables, sans que toutefois ces remises puissent, en aucun cas, dépasser 25 %.

Art. 4. — Les prix de vente de tabacs aux consommateurs sont fixés conformément à la nomenclature annexée au présent décret.

Art. 5. — Les consommateurs qui voudront profiter de la faculté accordée par l'art. 61, § 2, du décret du 14 hidjé 1301, de faire venir les cigares de l'étranger, devront s'adresser, au moment de l'introduction, à l'administration des monopoles, qui donne l'autorisation nécessaire, moyennant le paiement d'un droit de 20 francs par kilogramme.

Art. 6. — Toutes les dispositions qui précèdent seront applicables à compter du 1er janvier 1892.

Sont abrogées toutes les dispositions contraires.

Art. 7. — Le directeur des finances est chargé, etc.

16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308)

Decret réglementant les débits de tabacs et de poudres

Article premier. — A partir du 1er janvier 1891, toute personne qui désirera obtenir un débit de tabacs ou de poudres devra en faire la demande par écrit au directeur des monopoles, qui instruira cette demande.

Les débitants précédemment en exercice en vertu de commissions nominatives régulières qui voudront continuer la gestion des débits à eux concédés auront à adresser également au directeur des monopoles une demande semblable, en vue d'obtenir une commission nouvelle, si l'administration croit devoir l'accorder.

Tous les débitants, sans exception, seront soumis aux mêmes obligations.

Art. 2. — La commission de débitant continuera à être personnelle.

Le débitant est tenu de gérer son débit lui-même.

Par exception, il pourra se faire aider par une personne à gages, mais à la condition que, dans ce cas, le débit se trouve installé dans la maison habitée par le débitant.

La personne à gages ne pourra pas être admise à représenter le débitant auprès de l'administration.

Art. 3. — La commission ne confère aucun droit relatif à l'étendue du périmètre réservé à l'exploitation du débitant.

Art. 4. — Le débitant devra s'approvisionner exclusivement aux bureaux du monopole de sa circonscription.

Il paiera comptant les tabacs qui lui seront délivrés.

Il devra être constamment pourvu, en quantités suffisantes pour les besoins de la débite, de toute les espèces de tabacs et de poudres qu'il sera autorisé à vendre.

En cas de négligence dans la gestion de son débit, la commission pourra être retirée au débitant, si l'administration juge la mesure nécessaire.

Art. 5. — Tout débitant de tabacs ou de poudres devra, si l'administration le juge à propos, gérer en même temps un débit de papiers timbrés, aux conditions admises par l'administration.

Art. 6. — Les débitants seront tenus, sous peine d'encourir le retrait immédiat de leur commission, de se conformer à toutes les mesures dont l'exécution leur sera ordonnée par l'administration concernant la gestion de leur débit.

Ils devront, sous la même peine, se soumettre, aussi bien à leur domicile que dans leur débit, à toutes les visites et vérifications que l'administration jugera à propos de faire à n'importe quel moment, soit par les agents des monopoles, soit par tous autres agents autorisés à cet effet.

Art. 7. — Toute saisie, dans le débit ou au domicile du débitant, soit de matières prohibées, soit de produits dont l'administration reconnaîtrait l'adultération ou l'origine frauduleuse, entraînera contre le débitant, outre le retrait de la commission, l'application des pénalités qui sont ou pourront être édictées par la législation sur la matière.

Art. 8. — A titre transitoire et jusqu'à avis de la direction des monopoles, les débitants actuellement pourvus d'une commission régulière sont autorisés à continuer la gestion de leur débit.

Des procès-verbaux contradictoirement établis entre l'administration des monopoles et les débitants constateront, s'il y a lieu, les espèces et quantités de produits existant dans les débits au jour de la cessation de la gestion des débitants.

Art. 9. — Sont expressément maintenues toutes dispositions des lois et règlements en vigueur qui ne sont pas contraires au présent décret, dont le directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution.

26 décembre 1890

Arrêté du directeur des finances organisant et règlementant la direction des monopoles

Article premier. — La direction des monopoles aura, à Tunis, un entrepôt central et un entrepôt particulier.

Le garde-magasin général de l'entrepôt central sera en même temps entreposeur particulier à Tunis.

Des entrepôts particuliers sont créés à La Goulette, Nabeul, Tebourba. Béja, Souk-el-Arba, Le Kef, Kairouan, Sousse, Sfax, Bizerte, Babouch, Monastir, Mehdia, Gafsa, Tozeur, Gabès, Djerba, Zarzis et Tabarka.

Il sera nommé des entreposeurs particuliers à Béja, Kairouan, La Goulette, Le Kef, Nabeul, Sfax, Sousse, Souk-el-Arba, Tebourba.

Dans les autres localités, les entrepôts seront gérés par les receveurs des dòuanes installés dans ces localités.

Art. 2. — Tous les entreposeurs ou faisant fonctions d'entreposeurs tiennent une comptabilité-matière pour laquelle ils sont directement subordonnés au garde-magasin général des

monopoles, qui centralisera les opérations et qui sera directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des comptes.

La forme des bordereaux mensuels et des comptes annuels sera réglée par des instructions spéciales.

Art. 3. — Le directeur des monopoles est ordonnateur secondaire des dépenses de son service, dans les limites des crédits qui lui sont répartis et sous-délégués par le directeur des finances.

14 octobre 1891

Arrêté du directeur des finances fixant la retenue à opérer sur la remise allouée aux débitants de tabacs, de poudre et de sel fin.

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, la retenue à opérer sur la remise de 10 0/0 allouée aux débitants de tabacs, de poudre et de sel fin sera fixée, pour tous les débitants, proportionnellement au montant des achats annuels, d'après le tarif ci-après :

Sur les premiers 10,000 francs, néant ;

De 10,001 à 20,000 francs, 2 0/0, soit deux dixièmes de la remise ;

De 20,001 et au-dessus, 4 0/0, soit quatre dixièmes de la remise.

La retenue portera sur la totalité des achats faits par le même débitant et sera, comme la remise, liquidée sur les prix de vente aux consommateurs.

Art. 2. — Les débitants seront pourvus d'un carnet coté et paraphé par le directeur des monopoles, sur lequel les entreposeurs inscriront indistinctement, au fur et à mesure des livraisons, les quantités et valeurs des produits qu'ils délivreront, ainsi que le montant de la remise nette allouée.

Art. 3. — L'administration pourra imposer aux débitants de tabacs et de poudres l'obligation de vendre tous autres produits et objets qu'elle désignera, dans les conditions qui seront déterminées.

Les débitants ne pourront, sans une autorisation expresse, mettre en vente des denrées ou objets autres que ceux fournis par l'administration.

Droits de chancellerie

31 décembre 1865 (12 châban 1282)

Décret fixant le tarif des droits de chancellerie (1).

TARIF

	MONTANT DU DROIT
1° Nominations de :	—
Caïd de 1re classe.	600 piastres 360 fr.
Caïd de 2e classe	300 — 180
Administrateur d'un revenu public, soit comme agent de l'Etat, soit comme fermier de 1re classe.	600 piastres 360 fr.
Administrateur d'un revenu public, soit comme agent de l'Etat, soit comme fermier de 2e classe .	300 — 180
Amin de corporation de marchands, de fabricants de chéchias, etc	300 — 180
Bach Mufti, Mufti, cadi de ville ou de tribu	200 — 120
Khalifa ou cheik avec sceau.	200 — 120
Amin des parfumeurs ou autres assimilés	200 — 120
Amin des poids publics ou d'une industrie.	150 — 90
Administrateur des biens de mosquée, chapelle, zaouia.	100 — 60
Iman	100 — 60
Professeur.	100 — 60
Cheik expert, de ville ou de tribu	100 — 60
Notaire spécial	100 — 60
Notaire public	75 — 45
Toutes autres nominations par décret	75 — 45
Homba	50 — 30
Spahis.	5 — 3
2° Actes administratifs :	
Permis de constitution d'enzel ou d'échange de biens habous	100 — 60
Permis de remplacement militaire.	100 — 60
Permis de libération de biens habous	50 — 30
Autorisation d'ouvrir un café.	50 — 30
Autorisation d'avoir un sceau officiel.	50 — 30
Passeport.	5 — 3
3° Actes judiciaires :	
Remise de la dia	100 — 60
	10 — 6
Aman.	100 — 60
Mandat d'arrêt confié à un hamba	5 — 3
Mandat d'arrêt confié à un spahis.	2,50 — 1,50

Les cheiks du ministère percevront sur les quarante sortes de documents spécifiés ci-dessus le droit indiqué pour chacun d'eux.

Tout individu qui sera chargé de l'adminis-

(1) V. aussi : Décorations tunisiennes.

tration, soit en régie, soit par fermage, d'un revenu public, devra leur payer annuellement la somme fixée par le tarif ci-dessus.

Tout individu qui aura obtenu un des documents sujets aux droits de chancellerie devra leur en payer le montant conformément au tarif fixé par le présent décret.

Droit civil et pénal tunisien

26 avril 1861 (15 chaoual 1277)

Décret édictant des règles de droit civil et pénal (1)

Première Partie

TITRE II

DE LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL CIVIL (2)

Art. 26. — Le tribunal ne connaîtra pas des affaires concernant les habous ou autres telles que la validité ou la non-validité des usufruits, la constatation des qualités des ayants droits aux habous, les baux et les plantations de terre du habous ; des offrandes du culte ; des donations; du partage des biens ; des orphelins ; des mineurs ; de l'interdiction et de l'émancipation ; du mariage et des actes y relatifs, tels que divorce et autres ; de la puissance paternelle ; des pensions alimentaires ; et de toutes autres affaires concernant les héritages, les successions, la conservation des biens des absents et les actes y relatifs, les actes de culte et de piété. Toutes ces matières sont de la compétence du tribunal religieux.

Art. 28. — Le tribunal ne connaîtra pas des plaintes des époux pour des faits qui ont rapport au mariage, à la vie commune et aux droits réciproques des époux, ces matières étant du ressort du tribunal religieux ; mais si la plainte a pour objet soit des voies de fait laissant des traces sur la personne, telles que coups et blessures, soit des extorsions de signature, soustraction et dilapidation de biens ou d'argent, ou d'autres faits qui ne se rattachent pas directement au mariage, le tribunal s'en saisira et les jugera à l'égal des autres affaires.

Art. 29. — Le tribunal ne connaîtra pas des affaires entre israélites pour ce qui regarde le mariage et les actes y relatifs, la puissance paternelle, la tutelle des orphelins, les successions, les offrandes pieuses, les donations et tout ce qui regarde leur culte... Elles devront être jugées par leurs juges religieux (1).

Art. 30. — Le tribunal criminel ne connaîtra pas, entre militaires, des affaires se rattachant à leur service.

(1) L'organisation d'un tribunal civil et criminel et d'un tribunal de revision établis par les articles 1 à 25 du décret du 21 avril 1861 ayant depuis longtemps cessé de fonctionner, nous ne publierons ici que les dispositions de ce décret qui, étant la codification des usages du pays alors en vigueur, s'appliquent encore aujourd'hui,

(2) Par le tribunal, civil criminel et correctionnel, il faut entendre aujourd'hui les deux sections civiles et pénales du tribunal de l'ouzara.

TITRE IV

PROCÉDURE

Art. 49. — Toutes les fois que le tribunal, pour éclairer sa conscience, aura besoin de quelques renseignements par des témoins qui se trouvent hors de la capitale, il chargera l'autorité religieuse ou civile la plus rapprochée de la localité où se trouvent les témoins, de recevoir les dépositions sur les faits qu'il lui aura indiqués. L'autorité apposera son cachet sur cette déposition.

. . . . . .

Il en sera de même lorsqu'il s'agira de la recognition d'une écriture.

Art. 50. — Le défendeur qui nie son écriture dans une obligation produite contre lui sera tenu de fournir caution ou de rester détenu pendant le délai que le tribunal accordera au demandeur pour faire reconnaître l'écriture par deux experts ; et lorsque l'écriture sera reconnue lui appartenir, le tribunal jugera en conséquence.

Si le demandeur se trouve dans l'impossibilité de faire reconnaître l'écriture, le tribunal ordonnera au défendeur de produire des lettres ou d'autres papiers écrits par lui et de faire un corps d'écriture en sa présence pour servir de pièce de comparaison aux experts chargés par le tribunal d'en faire la vérification.

Si d'après cette vérification, il résulte que l'obligation est de l'écriture du défendeur, le tribunal jugera en conséquence ; dans le cas contraire, il sera déféré le serment au prévenu sur le fait principal et ensuite il sera libéré.

Art. 51. — Si le défendeur nie savoir lire et écrire, il sera obligé de fournir caution et, à défaut, il sera détenu pendant le délai que le tribunal accordera au demandeur pour prouver le contraire. Dans ce cas, le défendeur sera condamné, et, dans le cas contraire, il lui sera déféré le serment sur le fait principal et ensuite il sera libéré.

Art. 53. — Le défendeur qui s'inscrit en faux contre la déposition des témoins faite par un acte notarié, produit contre lui ou articule des moyens de faux qui peuvent faire naître

(1) Tribunal du châra.

des soupçons au tribunal, lorsqu'il ne s'agit pas d'affaire de sang, fournira caution ou sera détenu provisoirement, et le tribunal ordonnera au demandeur de désigner les témoins qu'il invitera à venir déposer devant lui, en présence du prévenu, s'ils sont dans la capitale. Si les témoins sont hors de la capitale, le tribunal, ainsi qu'il est dit à l'article 49, chargera le cadi de la localité où il se trouvent, de recevoir leur déposition..... Si elle est conforme au contenu de l'acte notarié, le tribunal jugera en conséquence ; et dans le cas contraire, si la réclamation du demandeur est dénuée d'autres preuves, il sera déféré au prévenu le serment sur le fait principal de l'accusation portée contre lui, et ensuite il sera mis en liberté.

Art. 54. — Si le défendeur auquel a été déféré le serment par le tribunal pour annuler la preuve qui n'a pas été reconnue complète par défaut de recognition d'écriture ou pour tout autre motif, réfère le serment à son adversaire, celui-ci devra y consentir et, à défaut, il devra succomber dans sa demande, et son refus équivaudra à un désistement.

Art. 62. — Le tribunal ne recevra, en matière criminelle, de preuves écrites qu'autant qu'elles porteront le sceau d'une autorité religieuse ou civile. L'apposition du sceau sur la pièce constatera qu'elle a été écrite par des notaires. Ces derniers sont autorisés à recevoir la déposition des témoins réunis, surtout lorsqu'il s'agit de la recognition d'écriture.

Art. 63. — Il sera écrit au dos de toute pièce reconnue fausse par le tribunal, la nullité de la pièce et la raison pour laquelle elle a été annulée ; les juges signeront ladite déclaration qui sera revêtue du sceau du tribunal, et la pièce restera déposée dans les archives..

Art. 67. — Tout individu qui se présentera devant le tribunal avec une pièce que celui-ci reconnaîtra fausse et qui se refusera à nommer celui qui l'a écrite ou qui la lui a remise, sans s'excuser d'ignorance ou d'oubli, sera considéré comme étant le vrai coupable et condamné à la peine prescrite contre les faussaires à l'article 267.

Si le porteur de la pièce en désigne l'auteur, ce dernier sera condamné à la peine prescrite contre les faussaires à l'article 267, si le crime est prouvé contre lui, et le porteur sera condamné à la peine d'emprisonnement de trois à six ans, s'il est prouvé qu'il s'est prévalu d'une pièce fausse en connaissance de cause.

Art. 71. — Le tribunal ne recevra les plaintes portées devant lui en matière civile, telles que vente, prêt ou autres transactions qui se font de gré à gré, que lorsqu'elles seront appuyées sur une preuve écrite, telle qu'une obligation du débiteur ou un acte écrit par deux des notaires nommés à cet effet, signé par le débiteur lui-même, s'il sait écrire, ou confirmé par l'apposition du sceau ou de la signature d'un cadi, d'un mufti, d'un caïd ou d'un cheik.

La seule déposition des témoins ne sera pas acceptée comme preuve dans les affaires de pareille matière.

Art. 72. — Les créances des restaurateurs, débitants de comestibles, tels que pain, huile, viande, etc., qui ne dépassent pas cinquante piastres, pourront être admises par le tribunal sans preuves écrites, vu la difficulté de remplir cette formalité et les inconvénients qui en résulteraient pour le consommateur. Le demandeur, pour constater sa créance, sera obligé de présenter des témoins, et le défendeur, s'il nie l'existence de la dette, prêtera le serment ou le référera au demandeur qui devra y consentir et, à défaut, succomber dans sa demande.

Art. 76. — Les registres du demandeur ne seront pas admis par le tribunal comme preuve contre le prévenu dans les transactions qui doivent être prouvées par une obligation ou par un acte notarié, ainsi qu'il est dit à l'article 71.

Art. 79. — Si la plainte est formulée pour des voies de fait ou, en matière civile, pour des faits entraînant une peine corporelle, l'écrit envoyé à l'assigné par le tribunal portera que l'accusé aura à se présenter en personne.

Art. 80. — Si la plainte est formulée, en matière civile, pour des faits n'entraînant d'autre condamnation que celle du paiement après constatation, l'écrit envoyé à l'assigné par le tribunal portera que l'accusé aura à se présenter à l'instant ou au jour désigné, soit en personne, soit par son fondé de pouvoirs.

Art. 84. — Toutes les fois que le tribunal aura assigné un accusé, il ordonnera au demandeur de ne point s'absenter ou de se faire représenter par un fondé de pouvoirs demeurant dans la capitale ; dans ce cas, le nom et le domicile du fondé de pouvoirs seront inscrits sur les registres du tribunal, afin de pouvoir l'assigner au besoin, et la sentence rendue aura plein effet, comme si elle était rendue en présence du demandeur.

Art. 85. — Si le demandeur s'absente sans se faire représenter par un fondé de pouvoirs et que, dans l'intervalle, l'accusé se présente, le tribunal fera arrêter ce dernier si la preuve sur laquelle s'est fondé le demandeur pour l'assigner autorise son arrestation, à moins qu'il n'offre au tribunal un garant qui réponde

pour lui et dont le nom et le domicile seront inscrits sur ses registres.

A l'expiration du temps de l'arrestation, si le plaignant ne s'est pas présenté, le tribunal mettra en liberté l'accusé..... Dans ce cas, l'accusé pourra réclamer au demandeur des dommages-intérêts pour s'être absenté sans se faire représenter.

Art. 88. — Si le défendeur en matière civile étant présent, le tribunal constate l'absence du demandeur, le défendeur ne sera, en aucune manière, ni détenu ni obligé à fournir caution avant que la comparution des parties n'ait eu lieu devant le tribunal.

Art. 90. — Si le défendeur, pour éviter les suites du jugement, venait à disparaître après avoir complété la production des preuves, le tribunal jugera l'affaire en son absence et le jugement ne sera susceptible d'aucune opposition ou observation de la part du défendeur.

Pour les affaires de sang et d'intérêt public, l'opposition sera recevable si le défendeur venait à reparaître.

Art. 91. — Toutes les fois qu'il sera saisi d'une plainte pour un droit contre un absent qui n'a pas de fondé de pouvoirs, le tribunal, si cette plainte est appuyée sur des preuves complètes et authentiques sur lesquelles il peut se fonder, assignera le défendeur à se présenter en personne ou par fondé de pouvoirs, dans un délai qu'il lui fixera en raison de la distance des lieux, si son domicile est connu, soit dans le royaume, soit ailleurs, en le prévenant qu'il serait jugé par défaut s'il ne se présentait pas au jour fixé.

Si, à l'expiration de ce délai, le prévenu n'a pas comparu devant le tribunal et qu'il soit constaté qu'il a pris connaissance de l'assignation, soit par sa propre déclaration écrite au dos du mandat en présence d'une autorité civile ou religieuse et portant le cachet de cette autorité, soit par la simple déclaration de ladite autorité, si l'accusé ne sait pas écrire ou se refuse de le faire, le tribunal lui accordera un second délai selon son appréciation, mais qui, dans tous les cas, n'excédera pas le premier. A son expiration, si l'accusé ne s'est pas présenté, le tribunal prononcera le jugement et remettra la sentence au demandeur, après lui avoir déféré le serment sur la sincérité de sa demande ; et il lui fera remettre l'objet réclamé.

Cette sentence devra être bien détaillée et porter les noms des témoins. Après ces formalités, aucune preuve de la part du défendeur ne sera plus acceptable.

Art. 92. — S'il est prouvé devant le tribunal que la demeure de l'accusé absent est inconnue, mais qu'il possède des biens dans le royaume, le tribunal procédera à l'examen des pièces et, s'il les trouve convaincantes, il déférera le serment au demandeur sur la sincérité de sa demande, prononcera son jugement et ordonnera, soit la vente des biens, soit toute autre mesure judiciaire, sans préjudice des preuves que pourra produire le prévenu à son retour, soit en personne, soit par fondé de pouvoirs.

Art. 93. — Les propriétés de l'absent pourront être vendues pour l'acquittement d'une dette établie par des pièces probantes.

Le propriétaire des biens vendus par décision du tribunal ne pourra revenir sur la vente faite si elle lui a été signifiée à sa demeure, soit dans le royaume, soit à l'étranger, en lui accordant les délais nécessaires. Si, au contraire, la demeure du propriétaire était inconnue, il aura droit, à son retour, de réclamer du demandeur le montant et les revenus des biens vendus, s'il peut prouver que sa prétention n'était pas fondée, mais, dans aucun cas, il ne pourra avoir de recours contre l'acheteur.

Art. 94. — Lorsque le tribunal prononcera la vente des biens d'un absent, on ne vendra les biens immeubles qui sont d'ordinaire le placement le plus sûr et le plus avantageux, qu'à défaut ou en cas d'insuffisance des biens meubles, tels que bestiaux et autres.

Art. 95. — . . . . . .

A son retour, le propriétaire pourra se faire rendre compte de la vente de ses biens par l'expert qui en a été chargé, et si quelque différend s'élevait entre eux à ce sujet, il sera porté devant le tribunal qui le jugera à l'égal des autres affaires.

Art. 102. — Le condamné par jugement du tribunal, étant par sa conduite la cause du procès, sera condamné, en outre, à rembourser à la partie adverse tous les frais de défenseur, de rédaction de pièces, d'huissiers ou autres agents de la force publique. Si la partie gagnante habite hors de la ville et qu'elle ait été obligée de se transporter devant le tribunal et de résider en ville pour soutenir sa cause, la partie perdante devra lui rembourser également les frais de route, de logement, de nourriture et autres que lui aura nécessités son déplacement. Elle sera crue sur parole pour le montant de ses dépenses, si elles ne sont point exagérées.

TITRE V

DES DEMANDES EN JUSTICE

Art. 113. — Nul ne pourra formuler une plainte devant le tribunal sur des affaires qui

concernent un tiers, à moins qu'il ne soit père, tuteur testamentaire, curateur légal ou fondé de pouvoirs dont la procuration aura été présentée à l'examen du tribunal. Si elle est trouvée en bonne et due forme, le tribunal entendra la plainte d'après la latitude donnée au fondé de pouvoirs par l'acte de procuration.

Art. 114. — Les parents entre eux, tels que père, fils, frères, oncles, pourront se présenter devant le tribunal sans procuration lorsqu'il s'agira de demander des mesures conservatoires pour sauvegarder les intérêts de l'un d'eux absent.

Art. 115. — Nul n'aura le droit de formuler la plainte contre un des parents ou des alliés de la partie adverse, en cas d'absence. La plainte devra être faite contre la partie elle-même ou contre celui qui s'en est porté garant par un écrit authenthique.

Art. 116. — Toutes les créances, même prouvées par des obligations écrites ou par des actes notariés, sont prescrites par vingt ans. Un aussi long silence détruit, en droit, l'action du demandeur, à moins que celui-ci ne prouve qu'il a adressé sa plainte dans l'intervalle devant une autorité quelconque, ou ne fournisse une raison qui prouve l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de formuler sa plainte plus tôt. Dans ce cas, le tribunal lui déférera le serment sur la sincérité de son assertion et procédera à l'examen de sa preuve; cela lorsqu'il s'agit de biens meubles.

Quant aux biens immeubles, la prescription se compte également par vingt ans, à moins qu'il ne s'agisse de propriétés habous; dans ce cas, l'affaire sera portée devant le tribunal religieux.

Art. 117. — Les plaintes dans les affaires civiles telles que vente, prêt, gage, hypothèque, garantie, novation de dettes, ne seront reçues que contre des majeurs ayant dépassé l'âge de dix-huit ans, ou contre des émancipés par décision du tribunal religieux.

Art. 118. — Le tribunal ne recevra point les plaintes portées pour dettes contre un mineur n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans et non émancipé par le tribunal religieux, ou contre un fou, ou contre un individu atteint d'imbécillité et ne jouissant pas de la libre administration de ses biens, quel que soit son âge, quand même cette plainte serait fondée sur une obligation ou sur un écrit notarié.

Art. 119. — Les plaintes pour dettes, devant le tribunal, contre une fille encore soumise à l'autorité paternelle ou à celle d'un tuteur ou curateur, quand même elle aurait dépassé l'âge de dix-huit ans, ne seront pas recevables même lorsqu'elles sont fondées sur une preuve authentique.

Art. 120. — Les plaintes dans les affaires civiles, telles que vente, achat, prêt, gage, hypothèque, garantie, novation de dettes, portées devant le tribunal contre une femme mariée, ne seront reçues qu'autant que ces affaires auront été faites avec le consentement du mari, qui devra le déclarer par écrit sur l'acte ou l'obligation.

Le consentement du mari n'implique pas sa garantie, à moins que cela ne soit stipulé formellement dans l'acte même ou dans une autre pièce.

La femme est libre d'administrer ses biens comme elle l'entend, mais il lui est défendu de contracter des dettes.

TITRE VI

DES AYANTS DROIT AU PRIX DU SANG

Art. 121. — Les héritiers des deux sexes d'un sujet tunisien qui a été victime d'un homicide ou d'une blessure, peuvent seuls se constituer partie civile, en présentant leur demande collectivement ou séparément, en personne ou par fondé de pouvoirs.....

TITRE VIII

DES DÉFENSES

Art. 143. — La reconnaissance de la dette et tout autre aveu dans les affaires ne seront reçus que lorsqu'ils seront faits par celui qui a légalement la libre disposition de ses biens (majeur ou émancipé), ainsi qu'il est dit aux articles 117, 118 et 119.

TITRE IX

DU TÉMOIGNAGE

Art. 152. — Pour que la déposition soit reçue en justice, il est nécessaire que le témoin soit majeur, qu'il ait la libre disposition de ses biens et que son honneur n'ait pas été atteint par aucune peine infamante.

Art. 155. — Le tribunal pourra recevoir le témoignage isolé du médecin lorsqu'il s'agit de constater une blessure ou un autre fait qui regarde l'exercice de sa profession, et celui d'un mineur, lorsqu'il s'agit de constater l'envoi d'un cadeau par son entremise ou la permission accordée par son intermédiaire d'entrer dans la maison.

Art. 156. — Seront reçus dans leur déposition les mineurs, dans les seuls cas de mort ou de blessure survenues à l'un d'eux dans leurs réunions de jeu, quoique, en considération de l'âge, le coupable ne puisse jamais être

condamné à mort, mais seulement au paiement du prix du sang ou à la peine prononcée pour les blessures. Cette déposition sera acceptée par nécessité et à certaines conditions, savoir :

1° Que les témoins, soit garçons, soit filles, doivent avoir conscience de leur déposition ;

2° Que la déposition doit porter sur des faits survenus entre des mineurs et jamais entre des majeurs et des mineurs ;

3° Que la déposition doit être faite par deux personnes au moins ;

4° Que la déposition doit avoir lieu pendant leur réunion ;

5° Que leurs dépositions s'accordent entre elles ;

6° Qu'aucun majeur n'ait été présent au fait ;

7° Que la déposition soit faite en présence du corps du délit constaté par des notaires ;

8° Que la déposition ne doit pas être en faveur des parents ni contre des ennemis. — Le tribunal ne pourra juger que lorsque la déposition sera faite dans ces conditions.

Art. 157. — Le tribunal acceptera le témoignage des sages-femmes pour tout ce qui regarde les parties sexuelles, l'avortement procuré et ses effets sur la vie de l'enfant, et la virginité.

Art. 158. — Seront reçues sous serment les dépositions des femmes sur les crimes ou délits survenus dans les endroits de leurs réunions exclusives, telles que fêtes, deuils, bains et autres lieux dont l'entrée est défendue aux hommes.

Art. 159. — La déposition d'un témoin en faveur d'un de ses parents ne sera pas reçue et cette exclusion ne constituera pas une tache à son honorabilité ; mais cette déposition sera reçue lorsqu'elle est à sa charge.

Ne sera reçue également aucune déposition qui profite au témoin.

Art. 161. — Ne seront point reçues les dépositions des domestiques et des gens à gages en faveur de leurs maîtres et patrons, ni celle du khammès en faveur du propriétaire du fond, puisqu'ils sont associés, sans que ce refus puisse être considéré comme une tache à leur honneur.

Art. 163. — Tout individu qui, sous prétexte de parenté ou d'amitié, récuse la déposition faite contre lui dans les affaires pénales ou civiles, autres que les transactions qui ne peuvent être prouvées que par écrit, ainsi qu'il est dit à l'article 71, ne sera pas recevable dans sa simple allégation, laquelle, pour être valable, devra être affirmée par deux témoins.

Art. 164. — Le reproche contre les témoins devra être prouvé par la déclaration de deux témoins ayant qualité pour déposer.

Art. 166. — Tout témoin est libre de rétracter sa déposition. Si la rétractation a lieu avant que le jugement n'ait été rendu, la déposition sera annulée et le témoin ne sera passible d'aucune peine ; si, au contraire, la rétractation a lieu après que la sentence est prononcée, le témoin ne sera point puni, mais il sera obligé de réparer le tort qu'il aura causé.

Art. 172. — Pour qu'une plainte puisse être reçue, elle doit porter contre une personne désignée et jamais contre une tribu en général, la plainte ainsi formulée impliquant beaucoup de probabilités pour et contre et ne pouvant par conséquent servir de base à un jugement. Ainsi, si des voyageurs prétendent avoir été dépouillés dans un endroit inhabité ou dans le voisinage de quelque habitation, en désignant seulement l'endroit, le nombre des assaillants et leur tribu, sans pouvoir ni les signaler, ni les nommer, ils ne seront pas reçus dans leur plainte, car les voisins ne sont pas responsables de ce qui se passe autour d'eux et ne le sont que de leurs propres actions ; néanmoins le tribunal fera les recherches nécessaires pour arriver à la vérité de la chose, et, s'il trouve des preuves ou des indices concluants, il jugera en conséquence.

Art. 174. — Le jugement ne pourra, dans aucun cas, être rendu sur une déposition que la raison et l'usage repoussent ; néanmoins, cette déposition sera entendue en corroboration d'autres preuves admises.

Art. 176. — Tout individu, auteur d'une déposition qui aura motivé une condamnation, s'il est prouvé que cette déposition est fausse, sera obligé de réparer le dommage causé au condamné par suite de son témoignage, et en outre il subira la peine prescrite à l'article 268 contre les faux témoins.

TITRE XI

DES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES

Art. 186. — La justice ne reconnaîtra la validité de la transaction que lorsqu'elle aura eu lieu entre des majeurs, des émancipés disposant de leurs biens, ou toutes autres personnes ayant qualité pour traiter.

Art. 187. — Les transactions portant sur des faits reconnus ou contestés sont obligatoires. La production par la partie d'un acte authentique, d'une date antérieure à la transaction, portant réserve de ses droits, ne pourra, dans aucun cas, détruire la validité de la transaction faite sur des faits reconnus, lors

même que ladite déclaration aurait eu lieu avec la permission d'une autorité.

Art. 188. — La transaction sur un fait contesté par le défendeur est nulle si, par la suite, il se reconnaît débiteur de la somme réclamée de lui, et le demandeur aura le droit d'exiger l'entier paiement de la somme, attendu que le défendeur a détruit l'effet de la transaction par son aveu.

Art. 189. — La transaction sur un fait contesté par le défendeur est nulle si, par la suite, le demandeur retrouve la pièce prouvant sa créance, qu'il avait déclarée perdue.

Art. 190. — Ne sont valables que les transactions faites par le créancier lui-même ou par son fondé de pouvoirs, s'il y est expressément autorisé par son mandat.

Art. 191. — Les transactions peuvent avoir lieu sur des affaires de sang, de blessures, de crimes et délits lésant des intérêts particuliers et d'argent. Elles sont valables, soit qu'elles aient été faites devant le tribunal ou ailleurs, avant ou pendant le procès, sur le tout ou sur une partie de la réclamation, gratuitement ou avec compensation, et le tribunal les fera exécuter telles qu'elles sont stipulées. Elles ne pourront être opposées à un tiers intéressé qu'autant qu'il les aura ratifiées.

Art. 192. — Si la transaction qui a eu lieu entre les parents de la victime et le coupable porte que ce dernier ne devra plus habiter le lieu ou il a commis le crime, le tribunal le contraindra à établir son domicile dans une autre partie du royaume.

Art. 193. — Les transactions ne sont pas valables lorsqu'elles portent sur des crimes qui intéressent la société en général et non l'individu en particulier, tels que le brigandage et autres.

TITRE XII

DU SERMENT

Art. 194. — Le serment dans toutes les affaires doit être prêté en invoquant le nom de Dieu, suivant les formes prescrites par le tribunal et d'après le rite auquel appartient l'individu à qui il est déféré.

Art. 195. — Dans les procès concernant des crimes de sang, le serment devra être prêté : par les musulmans, dans leur grande mosquée ; par les chrétiens dans leurs églises, entre les mains de l'évêque ; et par les israélites, dans leurs synagogues, entre les mains de leurs chefs religieux. Dans les autres procès, le serment sera prêté devant le tribunal.

Art. 196. — Quand il ne s'agit pas de dettes ou d'affaires d'argent, qui ne peuvent être reçues qu'autant qu'elles sont fondées sur des titres, le serment ne pourra être déféré sur la simple demande du plaignant ; si celui-ci prétend le déférer au prévenu, le tribunal l'obligera, au préalable, à fournir la preuve de l'existence de relations entre lui et le prévenu, en la faisant accompagner des indices qui peuvent faire admettre la probabilité de sa demande.

TITRE XIII

DU CAUTIONNEMENT

Art. 197. — Le cautionnement est de deux sortes :

Ou de payer pour le débiteur suivant son accord avec le créancier, et, dans ce cas, la caution est responsable en cas d'insolvabilité du débiteur ou de son absence, s'il est parti sans laisser de biens ;

Ou de répondre de la personne du débiteur, et, dans ce cas, la caution sera tenue de présenter le débiteur à son créancier suivant l'accord, dans un endroit où il puisse être sous l'autorité de la justice, quand même il serait en prison pour dette sur la plainte d'un tiers ou bien décédé. Dans ce dernier cas, la caution se libère de toute responsabilité en faisant voir le cadavre du débiteur à son créancier ou à son fondé de pouvoirs et, à défaut, par le témoignage d'individus connaissant le débiteur, qui déclarent avoir vu à un tel endroit le cadavre avant son enterrement.

Si la caution se trouve dans l'impossibilité de présenter le débiteur à son créancier, elle sera tenue de payer pour lui.

Art. 198. — Si la dette est due par différents individus qui se sont portés garants solidairement par convention écrite, le créancier est libre d'exiger de celui ou de ceux d'entre eux qu'il voudra le paiement de la dette, et ceux qui auront satisfait le créancier auront recours contre les autres débiteurs, ou à leur retour s'ils sont absents, ou quand ils auront les moyens.

Art. 199. — Si le débiteur meurt avant l'échéance, le créancier aura recours contre sa succession s'il laisse des biens suffisants pour l'acquittement de sa dette, et, dans ce cas, la caution sera libérée de toute responsabilité. Si, au contraire, le débiteur meurt insolvable, le créancier ne pourra exiger de la caution le paiement de la dette qu'à l'échéance, et, si la caution meurt également avant l'échéance, le créancier pourra exiger le paiement immédiat de la dette de sa succession, laquelle ne pourra avoir recours contre celle du débiteur qu'à l'échéance.

Art. 200. — La caution pourra s'opposer au

départ du débiteur, si le paiement de la dette n'a pas une échéance fixe.

Art. 201. — La libération du débiteur implique la libération de la caution, quand même cela n'aurait pas été spécifié dans la quittance.

Deuxième Partie

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 202. — Dieu, pour le bien de ses créatures, a prescrit des peines pour tout crime ou délit contre la personne, les biens et l'honneur. Ainsi, toute personne qui commettra un crime ou un délit, quelle qu'en soit la nature, ne pourra, en se réfugiant dans des lieux inviolables, se soustraire à l'action de la justice, quand même il ne s'agirait que du paiement d'une simple dette.

Art. 203. — Les peines, en matière de répression sont :

La mort ;
Les travaux forcés à perpétuité ;
Les travaux forcés à temps ;
La détention perpétuelle ;
La détention à temps ;
Le bannissement à perpétuité ;
Le banissement à temps ;
L'emprisonnement pour dettes ;
L'emprisonnement correctionnel ;
L'amende dans les proportions prescrites par le code.

Art. 204. — Aucune peine autre que celles prescrites à l'article précédent ne pourra être appliquée.

Art. 207. — Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même, mais son auteur sera condamné d'après les dispositions de l'article suivant.

Art. 208. — L'auteur de la tentative arrêté avant la consommation du crime sera condamné aux travaux forcés à perpétuité, si le crime comporte la peine de mort ; aux travaux forcés à temps, si le crime comporte celle des travaux forcés à perpétuité, et ainsi de suite toujours en diminuant.

Art. 212. — La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour un an au moins et vingt-et-un ans au plus.

Art. 213. — Les condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux pénibles, soit pour le gouvernement à la Goulette ou ailleurs, soit pour le public, tels que routes et autres ; ils seront attachés avec une chaîne aux pieds et deux à deux, lorsque les circonstances l'exigeront.

Art. 220. — La détention à temps ne peut être prononcée pour moins d'un an ni pour plus de vingt ans.

Art. 221. — Le bannissement à temps sera prononcé pour un an au moins et vingt-et-un ans au plus.

Art. 222. — Si le banni à perpétuité rentre sur le territoire tunisien, il sera condamné aux travaux à perpétuité.

Art. 223. — Si le banni à temps rentre avant l'expiration de la peine, il sera condamné aux travaux forcés pour tout le temps à expirer de sa peine.

Art. 224. — L'emprisonnement pour dettes et l'emprisonnement correctionnel seront au moins d'un jour et de vingt-et-un ans au plus.

Art. 225. — L'emprisonnement en matière civile ou correctionnelle ne pourra être décrété que par le tribunal criminel ou par le tribunal de police correctionnelle. Néanmoins, l'autorité locale pourra ordonner la détention préventive dont la durée sera réglée d'après les distances.

Quiconque aura séquestré ou soustrait à l'autorité des parents une personne quelconque sans son consentement sera condamné aux travaux forcés d'un an à deux ans.

Art. 226. — Tout condamné évadé, lorsqu'il sera arrêté, sera réintégré dans l'endroit où il subit sa peine, qui ne lui sera calculée que du jour de sa réintégration, sans tenir aucun compte du temps passé avant son évasion.

Art. 227. — La durée des peines comptera du jour où la condamnation aura été prononcée par le tribunal. La détention préalable ne sera point comptée tant que durera l'instruction de l'affaire.

Art. 228. — Quiconque, après avoir subi la condamnation pour un crime, en commet un autre pareil, sera condamné au double de la peine prescrite pour le premier. S'il commet le même crime une troisième fois, il sera condamné au double de la peine prononcée contre lui pour le second crime, et ainsi de suite, sans que cela puisse dépasser le maximum de la pénalité prescrite à l'article 212.

Art. 230. — Les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée sont préférées à l'amende.

TITRE II

DES CRIMES CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

Art. 236. — Quiconque critique ou censure les actes du gouvernement, verbalement ou

par écrit, dans un endroit public, pour provoquer à la désobéissance, à la sédition ou à la révolte, sera condamné, une fois son crime prouvé devant le tribunal, aux travaux forcés de deux à six ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet.

Art. 237. — Quiconque critique ou censure les actes du gouvernement, verbalement ou par écrit, en cherchant à se procurer des adhérents et en leur fournissant des armes et des munitions pour les exciter à la révolte, sera condamné, une fois son crime prouvé devant le tribunal, aux travaux forcés de quatre à douze ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet. Si, au contraire, il y a eu révolte par suite de son excitation, il sera condamné à mort.

Art. 239. — En cas de désobéissance, de rébellion ou d'attaque d'une tribu contre la force armée envoyée pour rétablir l'ordre, les parents de ceux qui auront les armes à la main contre le gouvernement n'auront pas le droit de réclamer le prix du sang.

Les révoltés qui seront pris vivants seront portés devant le tribunal qui les jugera; ceux d'entre eux qui seront reconnus coupables d'avoir été cause de la révolte, de l'avoir aidée par la distribution d'argent ou de munitions, ou d'en avoir été les chefs, seront condamnés à mort, peine qui ne pourra être commuée qu'en celle des travaux forcés à perpétuité; les autres seront punis des travaux forcés de quatre à douze ans.

Art. 240. — Quiconque se rendra coupable d'attaque pour prendre des biens d'autrui, quelles qu'en soit la quantité ou la qualité, par des moyens contre lesquels il est impossible de se prémunir, soit individuellement ou par bandes, dans la ville ou ailleurs, à main armée, par narcotique ou en effrayant les enfants, sera condamé à rendre ce qu'il a dérobé, et à la peine de mort si le vol est accompagné de meurtre, quand même les parents de la victime auraient transigé avec lui ou lui auraient pardonné.

Art. 241. — Quiconque commettra un homicide, même avec des instruments d'ordinaire impropres à donner la mort, en dedans ou en dehors de la ville, avec l'intention de voler, sera condamné à la peine de mort, quand même les parents de la victime voudraient renoncer à l'application de la peine.

Art. 242. — Quiconque dépouillera un passant sans le tuer ou l'attaquera à main armée sans réussir à le dévaliser, sera condamné à douze ans de travaux forcés si son genre de vie est suspect, et à huit ans seulement s'il n'y a aucun mauvais antécédent à lui reprocher.

Art. 243. — Quiconque aura commis un vol dans la maison d'autrui ou sur les biens portés par un passant, sans attaque à main armée, sera condamné, lorsque le fait est constaté, au paiement du prix des objets volés réclamés par le demandeur, sous serment, si les témoins ne sont pas dans le cas de les désigner.

Si ce crime est commis par plusieurs individus, chacun d'eux paiera son prorata si tous les coupables ont été arrêtés, et, dans le cas contraire, ceux arrêtés paieront pour tous leurs complices.

Art. 245. — Tout fonctionnaire ou employé du gouvernement, contre lequel sera prouvé qu'il a reçu des dons ou présents de quelque manière que ce soit, qu'il ait fait ou non ce que lui demandait le suborneur, sera condamné à une amende du double de la valeur des choses reçues, à la destitution et à l'emprisonnement d'un à trois ans.

Le corrupteur sera condamné à l'emprisonnement de trois mois à un an, selon la gravité du cas.

Art. 246. — Les outrages contre l'honneur des fonctionnaires de l'ordre judiciaire seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, selon la gravité du cas. Si l'outrage a eu lieu à l'audience ou dans un lieu destiné au travail de ses membres, la peine sera d'un emprisonnement de deux à cinq ans, ainsi qu'il est dit à l'article 247, et d'une amende de cinq cents à deux mille piastres.

Art. 247. — Tout individu qui, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de deux cents à mille piastres. Dans le cas où les violences exercées contre les fonctionnaires ont été faites avec des armes et avec intention, si la mort s'en est suivie, le coupable sera condamné à la peine de mort; mais s'il n'en est résulté que des blessures seulement, il sera condamné au paiement du prix du sang pour les blessures, au double de la peine d'ordre public et à une amende de quatre cents à deux mille piastres.

Art. 248. — Tout individu qui se refuse à suivre un agent public agissant d'après les ordres reçus et le met dans la nécessité d'employer la force, sera condamné, pour le seul fait du refus sans motif, à l'emprisonnement de dix jours à un mois, selon la gravité du cas.

Art. 249. — Toute désobéissance ouverte contre l'autorité de l'officier public dans

l'exercice de ses fonctions, en exécution de la loi, sera punissable des travaux forcés d'un an à trois ans, selon la gravité du cas.

Art. 250. — Tout individu qui proférera des propos outrageants dans le sein du tribunal contre son président, sera condamné aux travaux forcés d'un à deux ans. Celui qui manquera de respect au tribunal en disant au tribunal : vous m'avez injustement jugé, ou se servira de toute autre expression de ce genre, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an.

Art. 251. — Tout individu qui, à l'audience, adressera des injures à son adversaire ou aux témoins, sera condamné à un emprisonnement de dix jours à un mois. Si les deux adversaires s'adressent des injures réciproquement, ils seront condamnés à la prison de deux à vingt jours.

Art. 252. — Tout enlèvement d'un individu des mains des agents de la force publique procédant à l'arrestation, en conformité de la loi, sera puni d'une année de travaux forcés. Si l'enlèvement a lieu à main armée sans qu'il y ait blessures, la peine sera de deux ans de travaux forcés ; s'il y a blessure, le coupable sera condamné aux travaux forcés de quatre à huit ans, selon la gravité des coups, et à la peine de mort, en cas de mort de la victime.

Art. 253. — Tout individu qui se fera justice de ses propres mains en se servant des armes, sera puni d'un an de travaux forcés, et s'il y a des complices, sera condamné avec eux à deux ans de travaux forcés.

Art. 254. — Le port illégal d'une décoration, d'un costume ou d'un uniforme sera punissable d'un emprisonnement d'un mois à un an. Si le coupable est ainsi déguisé pour commettre un crime ou un délit, il sera condamné aux travaux forcés d'un à deux ans, sans préjudice de la peine plus grave qu'il pourra encourir pour l'action dont il se sera rendu coupable.

Art. 255. — Tout individu qui aura recélé chez lui un criminel poursuivi pour brigandage, assassinat et autres pareils méfaits, commettra par ce seul fait un crime contre l'intérêt général. Il sera responsable civilement pour le recélé et condamné à la prison de deux à dix ans et à une amende de cinq cents à deux mille piastres, à moins que le recélé ne soit père, mère, fils, frère ou époux du recéleur ; dans ce cas, celui-ci ne sera condamné qu'à la responsabilité civile.

Art. 256. — Quiconque aura recélé chez lui le voleur ou le coupable d'un méfait autre que ceux indiqués à l'article précédent sera tenu civilement responsable pour le recélé et condamné à un emprisonnement d'un à cinq ans et à une amende de cent à mille piastres.

Art. 257. — Quiconque aura aidé le voleur en recélant ou achetant sciemment le produit du vol, subira la même peine que le voleur.

Art. 258. — Tout individu qui fabriquera des clés sur des empreintes sera puni de un à trois mois de prison et de dix à cent piastres d'amende.

Art. 259. — Quiconque aura abusé de l'état d'un mineur pour lui faire souscrire ou lui soustraire des obligations à son préjudice en lui faisant entrevoir un profit imaginaire, sera condamné à un emprisonnement de deux mois à deux ans, à la restitution de ce qu'il a pris et à une amende de cent à mille piastres.

Art. 260. — Tout attentat à la pudeur consommé sur la personne d'un garçon mineur sera puni de six mois à un an de prison et d'une amende de cent à deux mille piastres.

Art. 261. — Si l'attentat a été commis avec violence, la peine sera de un à deux ans de travaux forcés.

Art. 262. — Tout attentat à la pudeur consommé avec violence sur la personne d'une fille mineure sera punie d'un à deux ans de travaux forcés et d'une amende égale au montant du prix du sang pour homicide.

Art. 263. — Quiconque aura enlevé une femme et l'aura épousée contre le gré de ses parents, sera puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cent à deux mille piastres.

Art. 264. — Quiconque aura aidé à la perpétration des crimes mentionnés dans les quatre articles qui précèdent, sera puni à l'égal de l'auteur principal.

Art. 267. — Quiconque aura commis un faux en écritures authentiques ou sous seing privé ou imité un sceau, sera condamné de six à douze ans de travaux forcés, selon la gravité du cas, et à une amende de trois cents à trois mille piastres.

Art. 268. — La peine de faux témoignage sera celle des travaux forcés de deux à quatre ans, sans préjudice de l'amende de deux cents à deux mille piastres.

Art. 269. — Les témoins dont la déposition après la condamnation du coupable, sera reconnue fausse, soit par leur propre aveu, soit par la constatation d'identité de la prétendue victime qui se retrouve vivante, seront condamnés à la peine de mort, et, en cas de transaction, à la peine d'ordre public pres-

crite à l'article 292. Si, après l'exécution, les témoins se reconnaissent coupables d'erreur ou d'omission, ils seront condamnés au paiement du prix du sang.

Art. 270. — Quiconque aura formulé contre un individu une fausse accusation par écrit devant le tribunal, sera condamné à l'emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de cinquante à mille piastres.

Art. 272. — Tout individu qui, sans être orfèvre de profession, aura vendu un ouvrage en or ou en argent altéré et ne portant point la marque du gouvernement, sera puni de six mois à un an de prison, selon la gravité du cas, et condamné à rendre à l'acheteur le prix de l'objet vendu qui lui sera rendu cassé. Celui qui aura fabriqué l'objet sera condamné au paiement du tiers de la valeur.

Art. 273. — Quiconque fera usage de faux poids ou de fausses mesures, sera puni de l'emprisonnement de cinq jours à deux mois, selon la gravité du cas, et condamné à une amende de dix à deux cents piastres. Les poids et mesures seront confisqués. (1)

Art. 274. — Sera puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de dix à cent piastres, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeau avec l'intention de commettre un vol.

Art. 280. — Quiconque, le pouvant, se sera refusé à prêter secours à ses semblables dans les circonstances d'accidents, tels qu'inondation, naufrage, incendie ou autres calamités, sera puni d'une amende de cinq à vingt piastres.

Art. 283. — Toute personne qui aura commis un outrage public aux mœurs sera puni d'un emprisonnement de quatre mois à deux ans.

Art. 284. — L'irrévérence des fils envers leurs parents est un crime qui mérite la plus sévère correction ; ainsi, celui qui profère centre ses parents des propos insolents, sera puni d'un à deux mois de prison. Celui qui se livre contre eux à des voies de fait sera puni de trois à six mois de la même peine, et, en cas de pardon des parents, il sera mis en liberté quand même il n'aurait pas subi toute sa peine ; et celui qui, en ayant les moyens, se refuse à leur fournir les aliments, y sera contraint par la force.

Art. 285. — Quiconque aura détruit, abattu ou dégradé des monuments ou autres lieux destinés à l'utilité publique, tels que mosquées, lieux d'ablutions, ponts, abreuvoirs et voies publiques, sera condamné à un emprisonnement de six jours à six mois, suivant la gravité du cas, à la réparation du dommage causé et à une amende de vingt à deux cents piastres, sans préjudice des autres peines portées dans le Code.

Art. 286. — Quiconque aura endommagé le télégraphe ou enlevé un poteau et causé une interruption du service, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de deux cents à mille piastres.

Art. 287. — Tout dommage causé au télégraphe en temps de guerre et portant suspension du service sera puni d'un à trois ans de travaux forcés.

TITRE III

DES HOMICIDES VOLONTAIRES ET DES CIRCONSTANCES QUI MODIFIENT LA PEINE

Art. 289. — Pour pouvoir prononcer contre un coupable la peine prescrite pour l'homicide volontaire, il est nécessaire que celui-ci soit majeur et jouissant de ses facultés intellectuelles.

L'homicide volontaire commis par un mineur ou un fou sera considéré comme ayant eu lieu involontairement et n'emportera que la condamnation au paiement du prix du sang. Le mineur sera en outre puni correctionnellement, et le fou, à défaut de parents qui puissent le garder, sera placé dans un hospice, ainsi qu'il sera dit à l'article 629, titre *de la Police*.

Art. 290. — L'enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de discernement, qui commet un crime, ne sera condamné ni à la peine de mort, ni au paiement du prix du sang.

Art. 291. — L'état d'ivresse de celui qui aura commis un meurtre n'empêchera pas sa condamnation à la peine qu'il aura méritée, à moins que l'ivrese n'ait été complète, dans lequel cas le coupable sera considéré comme le fou et condamné au paiement du prix du sang et aux travaux forcés à perpétuité.

Art. 292. — Tout individu qui commettra un homicide volontaire pour inimitié ou animosité, à l'aide d'un instrument meurtrier... sera condamné à la peine de mort, à moins que les parents de la victime n'abandonnent leurs droits contre lui ; mais cet abandon de leur part n'empêchera pas la condamnation du coupable à la peine d'ordre public de dix ans de travaux forcés si l'abandon des parents de la victime a lieu par désistement volontaire, et à cinq ans s'il a lieu par transaction...

Art. 295. — Quiconque, ayant commis avec intention deux meurtres, aura transigé avec les parents de l'une des deux victimes sans

(1) Voir Poids et mesures.

réussir à transiger avec les parents de l'autre, sera condamné à la peine de mort, car le renoncement d'une partie dans ce cas ne peut pas nuire aux droits de l'autre. Mais en cas de pardon ou de transaction de la part des parents de deux victimes, il sera condamné à la peine portée à l'article 292.

Art. 301. — Si un individu en frappe un autre sans inimitié, ni dans un moment de colère, avec des instruments qui d'ordinaire ne donnent pas la mort, tels que bâton, fouet, coups de poings, ou par tout autre moyen qui n'indique pas la volonté arrêtée de tuer, et que pourtant la mort s'en soit suivie, il subira la peine de l'homicide involontaire, c'est-à-dire qu'il sera condamné à payer aux parents de la victime le prix du sang, et à cinq ans de travaux forcés ou à dix ans de la même peine, s'il n'y a pas de transaction.

Art. 309. — Lorsque le meurtre aura été commis par un individu, en exécution d'ordres donnés par une personne ayant autorité sur lui (comme ce serait par le chef au subalterne, par le père au fils, par le maître au domestique), celui qui aura ordonné et celui qui aura exécuté seront condamnés tous les deux à la peine de mort.

Art. 310. — Si un individu force un autre, en le menaçant de mort, à tuer quelqu'un, la peine de mort sera applicable à tous les deux ; mais si l'un d'eux est mineur ou fou, il sera condamné au paiement de la moitié du prix du sang seulement et l'autre subira la peine de mort.

Art. 314. — Tout individu qui, en défendant sa personne, sa famille ou ses biens contre une attaque à main armée, à quelque heure et en quelque endroit que ce soit, tue son agresseur, ne sera passible d'aucune peine, quand même l'auteur de l'attaque serait un mineur ou un fou.

. . . . . .

Art. 323. — Les parents de la victime qui auront demandé contre le coupable l'application de la peine de mort, ne pourront exiger en outre le prix du sang ; car ce prix n'est que le rachat de la vie du coupable, par suite d'une transaction entre lui et les parents de la victime. Ainsi, on ne pourra jamais cumuler la peine de mort et le paiement du prix du sang.

Art. 324. — Le coupable d'homicide par récidive sera condamné à vingt ans de travaux forcés, s'il y a pardon ou transaction des parents de la victime, et s'il récidive une seconde fois et que les parents de la victime lui pardonnent ou transigent avec lui, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité.

TITRE IV

DES CRIMES INVOLONTAIRES

Art. 333. — Les crimes involontaires sont ceux commis sans intention, tels que tomber d'un endroit élevé sur quelqu'un et lui causer la mort, se retourner en dormant sur un enfant et le tuer, abandonner dans un moment de péril celui à qui on apprend à nager pour pourvoir à sa propre sûreté. Tous ces cas n'emporteront point la peine de mort, mais bien la condamnation au paiement du prix du sang.

Art. 334. — Le père, la mère, l'aïeul ou l'aïeule qui, en frappant pour corriger, causent la mort, ne seront condamnés ni à la peine de mort, ni à celle d'ordre public, mais bien au paiement du prix du sang, duquel ils ne pourront hériter.

Art. 335. — Tout individu, ayant autorité pour corriger, tel que le tuteur, le maître d'école, les patrons d'arts et métiers, qui frappe la personne qui est soumise à son autorité avec un bâton, un fouet ou avec tout autre instrument qui d'ordinaire est impropre à donner la mort, ou qui donne un soufflet ou autres coups et cause la mort involontairement, n'encourra pas la peine de mort, mais sera puni de quatre ans de prison, si les parents de la victime acceptent de lui le prix du sang, et de huit ans dans le cas contraire.

Si les coups ont été portés avec des instruments propres à donner la mort, ou si les violences sont de celles qui d'ordinaire occasionnent la mort, le coupable sera condamné à la peine prescrite à l'article 292.

Art. 340. — Si une rixe arrive entre deux partis et qu'il en résulte mort d'homme ou blessures, les auteurs de la rixe seront tous redevables du prix du sang, si la victime est étrangère aux deux partis, et, si elle appartient à l'un d'eux, le prix du sang sera à la charge du parti adverse.

Art. 345. — Quiconque liera sa monture sur la voie publique ou y laissera son chameau, son bœuf, son chien ou tout autre animal pouvant occasionner des accidents, sera responsable de tout ce qui en résultera et sera condamné au paiement du prix du sang ou à réparer le dommage causé, si on prouve que l'animal est dangereux.

Art. 346. — Quiconque fera sur la voie publique ce qui n'est pas permis, tel que faire un trou ou y mettre quelque chose qui puisse faire tomber ou faire glisser, sera responsable de ce qui pourra arriver de son fait. Ainsi, si un passant trébuche pour la cause ci-dessus spécifiée, tombe sur un autre et tous meu-

rent ou se blessent, l'auteur du fait sera obligé de payer le prix du sang.

Art. 347. — Si un mur en mauvais état vient à tomber sur quelqu'un et le tue ou lui fait un mal quelconque, le propriétaire de ce mur doit payer le prix du sang, s'il a été prévenu de l'arranger et qu'il ait négligé de le faire en temps utile, quand même ce mur ferait partie d'une propriété hypothéquée ou louée.

La demande doit être faite contre le propriétaire, à moins que ce dernier n'ait une convention avec le locataire ou le créancier hypothécaire, car, dans ce cas, c'est la convention qui régit la demande. Si le mur appartient en commun à plusieurs personnes, le prix du sang doit être divisé entre eux en proportion de leur part dans l'association et, si un des associés se refuse à démolir le mur pour empêcher le mal, il sera forcé à le faire. Si l'objet endommagé est de ceux faciles à perdre, son propriétaire aura à en désigner le prix avec serment et le recevra du propriétaire du mur, et, si ce mur appartenait à une personne morale telle qu'église ou habous, la réparation du dommage sera à la charge de l'établissement et le représentant sera puni, à moins qu'il ne prouve son innocence.

La surveillance, pour prévenir de pareils malheurs, appartient à l'autorité municipale.

Art. 348. — Si un mur vient à pencher du côté d'une maison habitée, le locataire aura le droit d'en demander la démolition à l'égal du propriétaire.

Art. 350. — Celui qui fait dans sa propriété quelque chose de nature à nuire à ceux qui y entreront, comme en faisant une trappe ou quelque machine pour arrêter un voleur, et que cela occasionne la mort ou une blessure à une autre personne, sera obligé seulement à payer le prix du sang.

Art. 351. — Celui qui fait dans sa propriété ce qui lui est permis de faire pour son avantage, comme creuser un puits ou un réservoir d'eau ou un fossé autour de sa propriété pour empêcher les animaux d'y entrer, ne sera passible d'aucune peine si cela occasionne un dommage à quelqu'un.

Art. 356. — Si un voyageur tombe ou se fait du mal, celui qui s'est engagé à le transporter sur son dos, sur son animal ou dans sa voiture, ne sera passible d'aucune peine, à moins qu'il ne soit prouvé que c'est par son fait volontaire que le mal est arrivé au voyageur ou par son imprudence.

Art. 357. — Le conducteur d'un animal chargé est responsable des conséquences résultant de la chute de la chose chargée.

Art. 358. — Celui qui remet sa monture à un enfant pour la tenir ou lui donner à boire, sans l'autorisation des parents, sera responsable de tout ce qui pourra arriver à l'enfant.

Art. 359. — Le conducteur et le guide d'une monture, aussi bien que le cavalier, sont responsables du dommage causé par leur animal.....

Art. 366. — Si l'animal qui aura foulé quelqu'un était monté par deux individus à la fois, la responsabilité pèsera sur le cavalier monté en avant, à moins qu'il soit prouvé que le fait a eu lieu par la faute de l'autre individu qui aurait piqué l'animal; dans ce cas, tous les deux en seront responsables. Mais si l'individu en arrière a fait caracoler l'animal en l'éperonnant et que le cavalier en avant se soit trouvé dans l'impossibilité de le retenir, l'individu en arrière sera seul responsable du dommage causé par l'animal.

Art. 369. — Ne sera pas responsable du dommage causé par sa monture quiconque l'aura fait stationner au marché des animaux, à la porte d'une mosquée ou au palais du Souverain, dans l'endroit exclusivement affecté aux animaux, ainsi que celui qui l'aura laissé sur une voie publique pour une courte durée; mais celui qui laissera un animal devant une maison particulière, sans le faire garder par quelqu'un, sera responsable de ce qui pourra arriver par suite de sa négligence.

Art. 370. — Le propriétaire de l'animal qui sera échappé de l'abreuvoir ou de l'écurie, en rompant ses liens, soit de jour, soit de nuit, ne sera pas responsable du dommage que l'animal pourra causer.

Art. 371. — Le cocher sera responsable des accidents qui pourront arriver par la voiture qu'il conduit, à moins que le propriétaire n'en soit lui-même le conducteur; dans ce cas, ce dernier sera responsable.

Art. 373. — Quiconque remettra une arme entre les mains d'un enfant qui en ignore le danger, sera responsable du prix du sang en proportion du mal qui pourra arriver soit à l'enfant, soit à tout autre individu.

Art. 375. — Quiconque effraiera une femme enceinte et lui occasionnera l'avortement, même sans lui porter de coups, sera condamné à payer le prix du sang.

Art. 376. — Toute femme enceinte qui prendra médecine ou emploiera un moyen quelconque pour avorter, sera condamnée à payer le prix du sang de l'enfant, duquel prix elle n'héritera pas, et à cinq ans de prison.

Art. 377. — Si la mère se refuse à nourrir son enfant par suite de brouille avec son mari

ou pour toute autre cause et que le mari n'ait pu trouver une nourrice ou que, l'ayant trouvée, l'enfant se soit refusé à en prendre le sein, la mère, étant cause de la mort de son enfant, sera condamnée à payer le prix du sang.

Art. 378. — Le mari qui tuera sa femme ou toute autre personne de sa famille en même temps que le complice, après les avoir surpris dans la maison conjugale, dans une même chambre ou dans un même lit, ne sera point puni si des indices puissants prouvent leur crime, et à défaut, le coupable ne sera condamné qu'au paiement du prix du sang, si les victimes ont été trouvées mortes dans la même chambre ou dans le même lit.

Art. 381. — Ne sera pas tenu pour responsable le médecin qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura causé la mort d'un individu soit par suite d'un médicament, d'une cautérisation, d'une amputation ou d'une dent arrachée . . . . . .

TITRE V

DU PRIX DU SANG

Art. 382. — Le prix du sang est établi à raison de douze mille drachmes, soit mille fois trois cent soixante et onze écus de cinq francs.

L'ayant droit aura la faculté d'en accepter le paiement de toute autre manière qu'en monnaie, selon ses conventions avec le coupable.

Art. 383. — Le prix du sang pour les crimes volontaires n'est point limité et varie, soit en plus soit en moins que celui fixé à l'article précédent, suivant l'accord entre les parties, à moins que la transaction ne porte pas de chiffre fixe, car, dans ce cas, il sera sons-entendu que le prix convenu est celui prescrit à l'article précédent.

Le paiement aura lieu sur les biens du coupable immédiatement, à moins que les ayants droit n'aient accordé des délais pour le paiement.

Art. 394. — A l'exception du cas d'homicide, le prix du sang sera dû pour tout crime involontaire (1) contre les personnes et, en outre, le coupable sera tenu de payer à la victime les frais de médecin et autres, s'il y a guérison, à moins que la victime n'ait transigé avec lui.

(1) Pour de simples blessures, il n'est dû qu'une fraction du prix du sang proportionnée à l'importance de la blessure.

TITRE VII

DES CRIMES ET DÉLITS PÉCUNIAIRES CONTRE LES PARTICULIERS

Art. 400. — Les crimes et délits pécuniaires sont de deux espèces : ceux d'ordre public qui emportent contre leur auteur une peine en outre de la restitution, tels que le brigandage, la violence, le vol, la surprise et la fraude, et ceux dont l'auteur est condamné par corps à la restitution seulement, tels que le prêt, le dépôt et la dette.

Art. 401. — Il y a violence lorsqu'on s'empare du bien d'autrui par force, sans commettre pourtant un acte de brigandage.

La violence peut se commettre de plusieurs manières, et son auteur sera condamné à la restitution de la chose prise par ce moyen, si elle existe encore et, à son défaut, à son remplacement ou au paiement de son prix, et, de plus, à la peine d'ordre public prescrite à l'article 414.

Art. 405. — Tout individu reconnu coupable d'une attaque avec violence sera obligé de rendre ce qu'il aura pris soit en meubles, tels qu'animaux ou autres, soit en immeubles, tels que maisons, terres, arbres, etc., et il sera redevable des produits desdits objets pour tout le temps qu'ils seront restés entre ses mains qu'il en ait profité ou non, à moins qu'il ne soit prouvé que les animaux ou les arbres n'étaient pas productifs.

Dans le cas de perte de l'objet, le coupable sera condamné à le payer au maximum du prix qu'il pouvait valoir le jour de la violence.

Art. 407. — Si l'auteur de la violence prétend avoir perdu l'objet qu'il a pris, il sera obligé, après avoir prêté serment, d'en payer le montant, à moins que le propriétaire ne prouve que l'objet qui lui a été pris existe toujours.

Art. 408. — Si la chose prise violemment augmente de prix comme dans le cas de celui qui, après s'être emparé d'un terrain, y bâtit une maison, l'amélioration sera acquise au propriétaire qui ne sera obligé de payer que le prix des matériaux qui pourraient encore servir après démolition. Si, au contraire, l'objet pris violemment diminue de valeur, soit par suite de démolition, ou pour toute autre cause, l'auteur de la violence sera responsable de cette détérioration.

Art. 409. — Lorsqu'un objet pris violemment par quelqu'un lui est repris de la même manière par un autre, le propriétaire aura le choix entre le premier et le second voleur.

S'il se décide à poursuivre le premier, celui-ci aura recours contre celui qui lui aura pris l'objet à son tour pour se faire rembourser tout ce qu'il aura payé au propriétaire.

Art. 410. — Tout individu qui, par achat, donation ou héritage, consent à être possesseur d'un objet qu'il sait avoir été pris par violence à son propriétaire. sera responsable envers ce dernier de l'objet et de son produit, comme s'il avait été lui-même l'auteur de la violence ; mais s'il en ignorait l'origine, il aura son recours contre celui qui le lui aura vendu, ainsi qu'il est dit à l'article 413.

Art. 411. — Quiconque sera condamné à la restitution après avoir profité des produits de l'objet pris par violence, n'aura droit au remboursement d'autres dépenses que de celles sans lesquelles l'objet n'aurait pu être productif.

Art. 412. — Tout individu qui aura pris violemment un objet mobilier et improductif et s'en sera servi, sera condamné à rendre au propriétaire l'objet dans l'état où il se trouvait au moment de la violence.

Art. 413. — Quiconque est possesseur d'un objet par achat ou par tout autre moyen de transaction, pourra en être évincé après la preuve que cet objet a été pris violemment à son propriétaire ; mais il ne sera tenu à restituer au propriétaire aucun profit pour tout le temps que l'objet sera resté en sa possession. L'auteur de la violence sera responsable de ces profits.

Art. 414. — L'auteur de l'acte de violence, s'il n'occupe aucune fonction administrative, sera condamné, outre la restitution de l'objet ou le paiement de sa valeur, à l'emprisonnement de un à cinq ans, selon les circonstances et la valeur de l'objet.

Art. 418. — Les vols contre les particuliers varient selon la qualité du coupable et la valeur de l'objet volé. Le coupable de vol à l'aide d'escalade, d'effraction ou de fausses clés, s'il ne s'est pas servi des armes dont il était porteur ou de tout autre instrument, sera obligé de restituer les objets volés ou leur valeur, et condamné, en outre, que le vol ait été consommé ou non, aux travaux forcés de un à cinq ans, selon la gravité du vol, la qualité de son auteur et la valeur de l'objet volé. En cas de récidive, la peine sera doublée.

Art. 419. — Le coupable de vol commis à l'aide de moyens autres que ceux spécifiés à l'article précédent, sera condamné à la restitution de l'objet volé ou au paiement de sa valeur et à la prison de un à cinq ans. En cas de récidive, il sera puni d'un à dix ans de travaux forcés.

Art. 420. — Le vol commis par les père, mère, aïeul ou aïeule au préjudice des descendants et réciproquement, ainsi que celui commis par l'un des époux au préjudice de l'autre, ne donnera lieu qu'à la restitution, sous peine d'emprisonnement coercitif.

Art. 421. — Tout oukil de biens habous qui, en rendant compte de sa gestion, restera débiteur d'un reliquat que ses propres biens ne pourront pas couvrir, sera condamné pour cette malversation à la prison pour un an en sus du temps fixé pour l'emprisonnement pour dettes, et restera toujours débiteur du reliquat qu'il devra payer aussitôt qu'il en aura les moyens.

Art. 422. — Celui qui trouve un objet ou un animal abandonné sur la voie publique, sera tenu de faire constater le cas par devant notaire, en indiquant le lieu et l'heure, et de le faire publier par le crieur public, en gardant l'acte par devers lui, afin d'éloigner tout soupçon de vol en cas de réclamation de la part du légitime propriétaire. A défaut il y aura présomption de vol contre lui, en cas de plainte portée par le propriétaire ; si le vol est prouvé, il sera condamné à la peine des voleurs, et, si le vol n'est pas prouvé, il sera toujours condamné à une amende de dix à cinquante piastres pour avoir négligé de remplir cette formalité.

Art. 423. — Quiconque, en connaissance de cause, achètera ou prendra en gage un objet de celui qui l'aura volé, sera condamné à la restitution en faveur du propriétaire et à la peine portée à l'article 257 contre les recéleurs.

Art. 424. — Tout individu qui achète un animal devra exiger du vendeur une caution pour le cas de revendication ; à défaut de cette précaution et le cas échéant, il n'aura recours que contre le vendeur seulement.

Art. 425. — Celui qui, sans connaissance de cause, aura acheté ou reçu en gage un objet volé, sera tenu à la restitution en faveur du propriétaire, et aura son recours contre le vendeur, le donneur en gage ou leur caution.

Art. 426. — Tout fonctionnaire qui se sera approprié les deniers de l'Etat, de quelque manière que ce soit, sera condamné comme ayant forfait en matière d'argent. Ainsi, tout fonctionnaire reconnu coupable, ou d'avoir rendu compte à l'Etat d'une somme moindre que celle reçue, ou d'avoir surchargé le prix d'un achat fait pour le compte du gouvernement, ou d'avoir commis toute fraude de ce genre, sera condamné à la restitution immédiate des sommes dont il sera indûment enrichi, renvoyé du service et puni de un an à cinq ans de prison.

TITRE VIII

DU DÉPOT

Art. 428. — Le dépôt doit être fait entre les mains d'un majeur ou émancipé et ne peut être ni confié à d'autres, ni loué, ni engagé par celui entre les mains duquel il a été fait. Dans le cas de perte d'un dépôt fait entre les mains d'un mineur ou interdit, le dépositaire ne sera pas responsable, quand même il reconnaîtrait le fait, car son aveu ne doit pas être pris en considération.

Art. 429. — Le tribunal ne s'occupera des plaintes, en matière de dépôt, qu'autant qu'elles seront appuyées par un écrit notarié ou par une obligation souscrite par le dépositaire.

Art. 430. — Le dépositaire ne devra toucher au dépôt que pour le conserver et, s'il se sert de l'objet déposé pour son utilité privée, soit en l'endossant ou en le montant, ou de toute autre manière, il sera responsable des conséquences.

Art. 431. — Le dépositaire qui aura confié le dépôt à un tiers sera responsable des conséquences, à moins qu'il n'y ait été forcé par la circonstance d'un départ ou d'un accident arrivé à sa maison et qu'il se soit trouvé dans l'impossibilité de le remettre au déposant. Le dépositaire, dans ce cas, ne sera aucunement responsable, excepté si on prouve sa négligence.

TITRE IX

DU PRÊT

Art. 432. — L'emprunt consiste dans la possession d'une chose, avec le consentement du propriétaire ayant la libre disposition de ses biens, avec la faculté de s'en servir pour un usage et pour un temps déterminés ou indéterminés. Celui qui empruntera un immeuble par nature ou par destination, tel que maison, cheval ou autre bête de somme, ne sera pas responsable, excepté le cas d'une stipulation expresse, des dommages arrivés à la chose empruntée, ni de la perte, à moins que le propriétaire ne puisse prouver contre lui ou que le dommage a été causé par sa négligence, ou que la perte n'a pas eu lieu.

Art. 433. — Tout individu qui empruntera des objets mobiliers, tels que habillements, armes, bijoux ou autres, sera responsable de leur perte ou détérioration, à moins d'une stipulation expresse entre lui et le propriétaire, ou qu'il ne prouve l'existence d'un cas de force majeure.

Art. 434. — L'emprunteur étant le propriétaire de l'utilité de la chose tant que dure le prêt, sera libre de le prêter à d'autres, à moins que cela ne lui ait été expressément défendu par le propriétaire, et dans ce cas, il sera responsable de la perte ou du dommage.

TITRE X

DES DETTES

Art. 436. — Si un créancier recourt contre son débiteur qui refuse de payer une dette reconnue, celui-ci sera contraint au paiement si l'échéance est arrivée ou si la dette n'est pas contractée pour un temps fixe ; s'il se refuse encore, on l'obligera à vendre ses biens et ses propriétés et, s'il tarde à obéir, la vente sera faite d'office par le tribunal. Si le débiteur n'a ni propriétés, ni autres biens, il sera mis en prison... à moins qu'il ne présente une caution agréée par le créancier.

Art. 437. — Si le débiteur prétend avoir une preuve détruisant celle produite contre lui par le créancier, il lui sera accordé un délai convenable pour en faire la production ; mais si le créancier demande la saisie-arrêt sur les biens du débiteur, elle lui sera accordée proportionnellement au montant de sa créance et jusqu'à ce que le débiteur ait produit la preuve énoncée.

Art. 439. — Si, la vente des biens du débiteur étant ordonnée par le tribunal, un autre créancier recourt contre le même débiteur avant que le premier créancier n'ait touché le produit de cette vente, ce produit sera divisé entre les deux, en proportion de leurs créances, s'il n'est pas suffisant pour le paiement des deux créanciers. Si, au contraire, le recours du dernier créancier n'a lieu qu'après que le premier a touché le produit de la vente des biens, il n'y aura pas lieu à répartition.

Art. 444. — Si le débiteur meurt ou tombe en faillite avant l'échéance, le créancier pourra exiger le paiement immédiat de la dette, mais les héritiers ou les ayants droit du mort ou du failli ne pourront, en aucun cas, exiger le paiement de ses créances avant leur échéance.

Art. 445. — Le créancier pourra empêcher le débiteur d'entreprendre un long voyage si, dans l'intervalle, doit arriver le terme du paiement, à moins qu'il ne lui donne un gage ou qu'il ne lui présente une caution agréée par lui.

Art. 446. — L'obligation écrite constitue, tant qu'elle existe, une preuve de la dette, quand même elle serait en possession du débiteur, à moins qu'elle ne soit accompagnée de la quittance du créancier, soit de sa propre

main ou par devant notaire, soit sur la pièce elle-même ou séparément.

Art. 447. — Les héritiers qui affirmeront, sous serment, que le débiteur est mort insolvable ne pourront pas être poursuivis par le créancier ; mais, si celui-ci prouve le contraire, il aura le droit d'être payé sur les biens qu'il aura laissés.

TITRE XI

DE LA RÉPARATION DES DOMMAGES

Art. 448. — Quiconque, volontairement ou involontairement, aura été l'auteur ou la cause d'un dommage détruisant ou diminuant la valeur des biens d'autrui, sera tenu à le réparer.

Art. 449. — L'enfant qui aura atteint l'âge de discernement, le fou ou l'aliéné seront responsables sur leurs biens des dommages qu'ils causeront. Il en sera de même pour les dommages causés par un homme endormi.

Art. 450. — Le dommage causé pendant la nuit par un animal sous la garde de son propriétaire devra être réparé par ce dernier, et, si l'animal est sous la surveillance de gardiens, le dommage sera à leur charge. Si le dommage est causé par l'animal pendant le jour, le gardien seulement en sera responsable, à moins que l'animal n'ait été laissé en abandon par le propriétaire ; car, dans ce cas, ce dernier sera responsable du dommage, sans préjudice de la peine portée à l'article 641.

Art. 451. — Tout individu qui déposera près de sa maison des choses pouvant causer un dommage aux personnes ou aux biens d'un tiers sera responsable des conséquences et condamné, pour ce seul fait, à la peine portée à l'article 625.

Art. 452. — Celui qui aura causé l'incendie des denrées d'un tiers en allumant du feu dans le voisinage d'une meule, sera tenu à la réparation du dommage et condamné, en outre, à une amende de cinquante à cinq cents piastres, suivant le cas.

Art. 459. — Celui qui accepte de garder les biens d'un tiers pendant son absence ou son sommeil sera responsable de leur perte s'il s'absente à son tour.

Art. 460. — Quiconque aura tué un animal sera responsable de son prix envers le propriétaire. Si l'animal n'est qu'endommagé, le propriétaire pourra en faire l'abandon et en réclamer le prix en entier ou demander une indemnité en gardant l'animal.

Art. 461. — Tout acheteur sera responsable de la détérioration ou de la perte de l'objet qu'il aura pris pour l'examiner, ainsi que du dommage qu'il aura produit en le laissant tomber sur d'autres objets.

Art. 462. — Celui qui prend à louage un objet mobilier est responsable de sa perte ou détérioration. Dans ce cas, le propriétaire pourra, à son choix, ou réclamer une indemnité ou réclamer le prix entier, en faisant abandon de la chose au locataire.

Art. 463. — Quiconque prendra à louage un animal pour aller dans un endroit déterminé d'avance sera responsable de ce qui arrivera à l'animal en allant plus loin que l'endroit convenu ; mais, s'il n'y a pas de dommage, le propriétaire aura droit à une augmentation du prix de location. Celui qui aura pris à louage un animal pour le charger ne sera pas responsable du dommage survenu s'il n'a augmenté que légèrement la charge ordinaire.

Art. 464. — Celui qui, ayant pris à louage un animal, le forcera par une marche ou un travail extraordinaire et lui occasionnera un dommage qui diminue sa valeur, sera responsable de ce dommage.

Art. 465. — Le propriétaire qui a reçu le prix de l'animal perdu pendant le louage ne peut, s'il se retrouve, forcer le locataire à reprendre le prix et restituer l'animal. Cela ne pourra avoir lieu que d'un commun accord.

Art. 466. — La responsabilité de celui qui aura loué un animal n'existera qu'autant qu'il n'aura été accompagné ni du propriétaire, ni de son remplaçant.

Art. 467. — Celui qui aura loué l'animal sera tenu de payer le prix convenu, quand même il ne s'en serait plus servi ou n'aurait plus continué le voyage, à moins que cela n'ait lieu à cause d'un défaut caché de l'animal.

Art. 468. — Le propriétaire de l'animal loué pour le moulin, pour la voiture ou pour tirer de l'eau ne sera pas responsable, s'il ne peut remplir ce service, à moins qu'il n'ait trompé le preneur en lui disant que l'animal y était dressé. Au contraire, le propriétaire d'un animal ombrageux, qui le loue sans en prévenir le preneur, sera responsable des dommages qui arriveront.

Art. 469. — Le domestique à gages n'est pas responsable du bris ou du coulage des objets confiés à lui, à moins d'une convention expresse ou qu'il ne soit prouvé qu'il l'ait fait volontairement.

Art. 470. — Le portefaix, le charretier et le capitaine du bâtiment seront responsables, sauf le cas de force majeure, des objets dont le transport leur a été confié.

Art. 471. — Le gardien et le pasteur seront responsables de la perte des objets ou des

animaux à eux confiés, soit qu'elle advienne dans le lieu du dépôt ou ailleurs et par leur fait, excepté le cas de force majeure ou lorsqu'ils détournent les soupçons contre eux en produisant, par exemple, un morceau de chair de l'animal perdu, sa peau ou sa marque.

Art. 472. — Les artisans tels que les tailleurs, les tisserands, les joaillers ou bijoutiers et autres, seront responsables, sauf condition expresse, pour eux et leurs ouvriers, de la perte ou détérioration des objets à eux confiés, à moins qu'il ne soit prouvé que leur magasin ait été la proie de voleurs.

Art. 473. — Tout artisan qui gardera chez lui un objet, comme garantie de sa main-d'œuvre, sera responsable de sa perte, sans préjudice de son droit au prix de la main-d'œuvre.

Art. 474. — Si un étranger détruit ou détériore dans la boutique d'un ouvrier un objet confectionné par ce dernier, l'ouvrier sera seul responsable envers le propriétaire et aura son recours contre l'étranger.

Art. 475. — Les choses confiées à un ouvrier comme modèle, tels que livres, dessins, fourreaux de sabre, etc., seront à sa charge et il sera responsable de leur perte ou détérioration comme de celles qu'il aurait pu confectionner lui-même.

Art. 476. — Si un ouvrier occasionne un dommage à un objet à lui confié, le propriétaire de cet objet sera libre de prendre son objet et d'exiger une indemnité ou de le laisser à l'artisan et d'en demander le prix en entier. Si le dommage est minime et ne dépare pas l'objet, le propriétaire n'aura droit qu'à l'indemnité seulement, suivant l'appréciation des experts, auxquels on devra se conformer dans de pareils cas,

Art. 477. — L'ouvrier sera responsable des fautes qu'il commettra dans son métier. Ainsi, si un teinturier, par exemple, teint une pièce d'une couleur autre que celle demandée par le propriétaire, ce dernier aura droit ou de payer à l'ouvrier le prix de la teinture sans la main-d'œuvre et de retirer son objet, ou de faire abandon à l'ouvrier et lui en réclamer le prix de revient avant la teinture.

Art. 478. — L'ouvrier, tel que le tailleur ou autres, qui, après avoir déclaré la quantité de matière suffisante d'après lui pour son ouvrage, soutient ensuite qu'il s'est trompé dans son estimation, sera responsable de son erreur.

Art. 479. — L'ouvrier ne sera pas responsable de la perte de l'objet arrivée après qu'il aura inutilement invité le propriétaire à le retirer. Le propriétaire, dans ce cas, pourra inviter l'ouvrier à affirmer sous serment que la perte n'a pas eu lieu par sa faute et l'ouvrier n'aura pas droit au prix de son travail.

Art. 480. — En cas de différend entre le propriétaire et l'ouvrier, si, tandis que le premier prétend n'avoir confié l'objet qu'à titre de dépôt, l'ouvrier prétend, au contraire, qu'il lui a été remis pour y faire un travail, la prétention de l'ouvrier sera admise de préférence.

Art. 481. — Si le propriétaire d'un objet prétend l'avoir remis à l'ouvrier pour y faire un travail quelconque gratuitement et que l'ouvrier prétend qu'il lui avait fixé un prix pour son travail, la prétention de l'ouvrier sera admise si le prix qu'il énonce avoir été fixé est raisonnable; en cas contraire, les experts fixeront le prix de son travail. Il en sera de même lorsqu'il y aura désaccord entre le propriétaire et l'ouvrier sur le prix convenu.

Art. 482. — En cas de désaccord entre le propriétaire et l'ouvrier sur le travail, et si l'ouvrier reconnaît s'être trompé, le propriétaire aura le libre choix de payer à l'ouvrier le prix de son travail et reprendre son objet, ou de le laisser pour compte à l'ouvrier au prix de la matière sans la façon.

Art. 483. — En cas de désaccord entre l'ouvrier et le propriétaire sur le genre du travail, si l'ouvrier affirme sous serment n'avoir fait que ce qui lui avait été commandé, le propriétaire sera obligé de lui payer le prix de son ouvrage.

Art. 484. — L'ouvrier qui perd un ouvrage qui lui a été confié, sera responsable de sa valeur envers le propriétaire, et si ensuite l'ouvrier retrouve l'objet, il en deviendra le légitime propriétaire, quand même, dans l'intervalle, la valeur en aurait augmenté.

Art. 485. — Le blanchisseur, à l'égal de l'ouvrier, sera responsable de ce qui aura été perdu chez lui ou détérioré par sa faute; et s'il donne à l'un ce qui appartient à l'autre, il sera responsable de la différence de valeur qu'il y aura entre les deux objets.

Art. 486. — Le directeur du moulin sera responsable de la perte des grains et des objets qui auront servi pour leur transport dans son moulin; il sera également responsable des avaries de la farine par suite du frais aiguisement des meules, à moins que le propriétaire des grains n'ait eu connaissance préalable de ce fait.

Art. 487. — Le directeur du four sera responsable des dommages qui y seront occasionnés par son fait; il sera également responsable

de la perte des ustensiles vides ou pleins servant au transport dans son four.

Art. 488. — Les crieurs publics seront responsables de la perte et de la détérioration des objets à eux confiés.

Art. 489. — En cas de revendication d'un objet qui se trouve entre les mains d'un crieur public, celui-ci sera tenu de désigner la personne qui le lui aura remis ou sa caution, mais s'il prétend l'ignorer, il y aura présomption contre lui ; il sera détenu jusqu'à ce que l'affaire soit éclaircie et l'objet sera remis au réclamant.

Art. 490. — Le directeur de l'établissement de bains sera responsable des effets qui seront perdus dans son établissement et pouvant raisonnablement avoir appartenu à celui qui les réclamera sous serment ; mais il ne sera pas responsable des bijoux en or ou en argent ou en pierres précieuses et de tout autre objet de prix, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire les lui a remis en mains propres.

Art. 491. — Le propriétaire d'un fondouck ou autres établissements semblables est responsable de la perte des animaux, des harnachements et des effets des voyageurs qui garderont sur eux la clé de leur chambre, si on trouve sur les toits des chambres ou sur les portes des preuves d'escalade ou d'effraction; mais si la clé de la chambre a été confiée au directeur de l'établissement, il sera responsable de la perte, quand même on ne rencontrerait aucune trace d'effraction ou d'escalade, si les effets peuvent avoir raisonnablement appartenu aux voyageurs qui les réclament sous serment.

Art. 492. — Le directeur du fondouck ne sera pas responsable du mal que pourront se faire les animaux entre eux, à moins que cela n'arrive par sa faute, et le propriétaire de l'animal pourra toujours exiger du directeur le serment que le mal n'est pas arrivé par sa négligence.

Art. 493. — Le gardien payé par les propriétaires pour garder les magasins d'un bazar, sera responsable suivant les conditions qu'il aura stipulées par écrit.

Art. 494. — Les notaires autorisés à instrumenter sont responsables de tout ce qui peut arriver par leur fait ou négligence ; ainsi, si un notaire, étant invité par celui qui achète une propriété à lui extraire, d'une pièce relative à plusieurs propriétés, les limites de la propriété achetée, fait l'extrait et restitue l'acte principal, sans y faire mention de la portion de la propriété qui en a été distraite, il sera responsable, en cas d'insolvabilité du vendeur si celui-ci, profitant de cette omission, a vendu la propriété à un autre acheteur. Le premier acheteur, dans ce cas, aura son recours d'abord contre le vendeur de mauvaise foi, qui sera tenu à la restitution et condamné à la peine portée à l'article 259.

Art. 495. — Si le titre produit par le vendeur ne prouve pas que celui-ci soit le propriétaire de la chose, ou bien si le titre prouvant la propriété du vendeur n'est qu'un procès-verbal à la suite d'enquête, le notaire sera responsable des résultats de la vente, à moins qu'il n'ait prévenu l'acheteur du concours de ces circonstances et que l'acte ne porte la mention de l'acceptation de l'acheteur ainsi prévenu.

Art. 496. — Celui à qui on aura remis un objet pour y faire gratuitement un travail qui ne ressort pas de son état, ne sera responsable ni de la perte, ni de la détérioration qu'il ait travaillé dans sa maison ou dans celle du propriétaire, sous les yeux de celui-ci ou en son absence. Le propriétaire ne pourra, dans ce cas, que l'inviter à prêter serment qu'il n'y a pas eu négligence de sa part.

TITRE XII

DES VENTES

Art. 497. — Pour qu'une vente soit valable, il est nécessaire que l'objet vendu soit la légitime propriété du vendeur, que celui-ci soit dans la possibilité de remettre à l'acheteur, au moment même de la vente, l'objet vendu, que le vendeur et l'acheteur soient d'accord sur le prix et que la chose vendue ait été vue et agréée par l'acheteur ou par son fondé de pouvoirs. Dans ces conditions, la vente sera obligatoire pour les parties, à moins qu'elles ne consentent volontairement à son annulation.

Le prix de la vente pourra être représenté par tout ce dont les parties auront convenu.

Art. 498. — La vente forcée est nulle après constatation du fait, à moins qu'elle ne soit ordonnée par le tribunal contre un débiteur qui se refuse à payer une dette prouvée contre lui.

Art. 499. — Sera nulle la vente d'une chose que le vendeur ne pourra pas livrer ou qui sera en possession d'autrui. L'acheteur ne sera tenu de verser le prix de la vente que lorsque le vendeur lui remettra la chose en pleine disponibilité. L'acheteur qui aura versé le prix avant la tradition aura son recours contre le vendeur et non contre le détenteur ou possesseur de la chose.

Art. 500. — Les propriétés habous ne pourront être ni vendues, ni données, ni hypothéquées, car les ayants droit, ne jouissant que de l'usufruit, ne peuvent disposer de la propriété.

Art. 501. — Tout individu qui, par un moyen frauduleux, vendra une propriété habous, sera obligé de rendre la propriété vendue et condamné à la peine prononcée contre les faussaires en écriture, suivant la disposition de l'article 267 ; et la propriété reviendra de droit au habous.

Art. 502.—Est valable la vente du droit d'habitation ou de location d'une maison à perpétuité. Le locataire devient, par ce fait, associé du propriétaire, selon les conventions stipulées entre les parties, si toutefois la location est faite par le véritable propriétaire. Sont exceptées les ventes de cette espèce pratiquées par les israélites et dites *has-kat-el-kandil*, qui, une fois qu'elles ont eu lieu, ne peuvent être ni cédées, ni hypothéquées.

Art. 503. — La vente faite par le légitime propriétaire de l'immeuble bâti sur un terrain loué à perpétuité sera valable. Sera valable également la vente du sol (sur lequel l'immeuble est bâti) faite par le légitime propriétaire, et l'acheteur remplacera le vendeur dans ses droits de location envers le propriétaire de l'immeuble.

Art. 504. — Sera valable la vente faite par le père des biens de ses enfants mineurs, mais les ventes faites par les tuteurs ou curateurs ne seront valables qu'autant qu'elles auront été approuvées par le tribunal religieux.

Art. 505. — Personne ne pourra être forcé à vendre ce qu'il possède, à moins qu'il ne s'agisse de choses de première nécessité telles que l'eau et les victuailles dont on pourra, dans un moment de disette, forcer le possesseur à vendre le surplus au prix du marché.

Art. 506. — Celui qui vendra une chose louée, sans en prévenir l'acheteur, donnera à ce dernier le droit de résilier la vente.

Art. 507. — La vente sera valable et obligatoire pour l'acheteur qui aura été prévenu par le vendeur que la chose était louée, et, à moins de convention contraire, c'est le vendeur qui continuera, dans ce cas, à percevoir le prix de la location. Il en sera de même si le locataire devient acheteur ; car, malgré la vente, la location ne cesse qu'au terme convenu, et le locataire, devenu acquéreur, n'a pas le droit, à moins de convention expresse, de demander la réduction du prix du restant de la location depuis le jour de la vente.

Art. 508. — Celui qui vendra un objet à condition de ne pas répondre des défauts apparents ou cachés qui obligent à la restitution de l'objet vendu ou à la diminution de son prix et dit à l'acheteur : « Je vous vends cet objet tel qu'il est sans rien garantir, » se dépouille de toute responsabilité, et l'acheteur n'aura aucun recours contre lui s'il trouve un défaut, quand même ce serait le jour même de la vente.

Art. 509. — Celui qui vendra un objet avec toutes les formalités voulues ne pourra plus revenir sur la vente en alléguant qu'il y a eu lésion, quand même cette lésion dépasserait le tiers du prix, à moins que l'objet vendu ne soit la propriété d'un orphelin ou d'une personne n'ayant pas la libre administration de ses biens. Dans ce cas, l'affaire sera portée devant le tribunal religieux.

Art. 510. — L'acheteur, après avoir pris possession de la chose par lui visitée et agréée, ne sera plus admis à se plaindre d'un défaut qui était apparent au moment où il a visité la chose ; mais si le défaut était caché, il devra prêter serment qu'il n'a pas découvert le défaut lors de la visite, et pourra avoir recours contre le vendeur, si toutefois il prouve que ce défaut diminue d'un tiers la valeur de la chose. Ce recours devra avoir lieu dans les dix jours pour les ventes immobilières et dans les trois jours pour les mobilières.

Art. 511. — L'acheteur d'un terrain ensemencé ou planté aura droit aux fruits et récoltes si, au moment de la vente, les semences n'ont pas encore poussé ou les arbres produit de fruits. Dans le cas contraire, les récoltes et les fruits de l'année appartiendront au vendeur, à moins de stipulation expresse en faveur de l'acheteur.

Art. 513. — Celui qui trouvera un trésor dans une maison qu'il aura achetée deviendra propriétaire du trésor en en payant le cinquième au gouvernement.

Art. 515. — La vente peut être conditionnelle et la condition une fois stipulée lie les parties.

Art. 516. — Dans les ventes aux enchères, le dernier enchérisseur sera tenu au paiement du prix s'il convient au vendeur de l'accepter, et la déclaration du crieur fera foi entre les parties.

Art. 517. — Les contestations entre deux propriétaires sur les murs mitoyens ou sur la délimitation des terrains plantés ou non, seront décidées sur l'avis des experts recueilli par les notaires.

Lorsque la décision en faveur de l'une ou de l'autre des parties deviendra impossible, chacune d'elles affirmera sous serment la sin-

cérité de sa réclamation et elles posséderont en commun la chose en litige.

Art. 518. — Nul ne pourra empêcher son voisin de creuser un puits dans son terrain en prétendant que cela diminuerait l'eau du sien. Une telle prétention ne sera pas admise, lors même que les terrains seraient maréca-geux.

Art. 519. — Tout propriétaire d'un premier étage qui voudrait en bâtir un second au-dessus, pourra en être empêché lorsque cela pourrait causer un dommage au rez-de-chaussée appartenant à un autre propriétaire, à moins que les experts ne constatent l'absence de tout dommage.

Art. 520. — Tout individu endommagé par le fait de son voisin aura droit de lui en demander la réparation aussitôt qu'il aura connaissance de ce dommage ; mais s'il laisse passer une année sans faire valoir ses droits, il ne sera plus reçu dans sa réclamation, à moins qu'il ne s'agisse d'un absent ou d'un mineur. Dans ce cas, la réclamation pourra être faite à la majorité ou au retour.

TITRE XIV

DU NANTISSEMENT

Art. 531. — Pour que le nantissement soit valable, il faut que le débiteur soit le propriétaire absolu de la chose. Le nantissement de la chose d'autrui, sans le consentement de son propriétaire, est nul et donne lieu à restitution.

Art. 532. — Lorsqu'il s'agira de choses immobilières, elles devront être en la possession du créancier qui sera obligé de les restituer dans un état conforme à celui spécifié dans le titre dont il sera porteur.

Art. 533. — Si le créancier a reçu en nantissement les titres en même temps que les propriétés, il sera obligé, après paiement, de rendre au propriétaire les uns et les autres, suivant le contrat.

Art. 534. — Si le créancier a reçu seulement les titres de propriété et s'il est spécifié dans le contrat que ces titres ont été donnés comme sûreté de la dette, il devra les restituer après le paiement, et en cas de non-paiement, les propriétés seront vendues et le restant du prix, après acquittement de la dette, sera remis au propriétaire.

Art. 535. — Le créancier sera responsable, envers le débiteur, de la perte ou de la détérioration de la chose désignée dans le contrat, à moins que, s'agissant d'immeubles, il n'invoque un cas de force majeure.

Art. 536. — Le débiteur qui aura payé un acompte ne pourra pas exiger du créancier une restitution proportionnelle des choses à lui remises pour sûreté de la dette, à moins d'une convention expresse.

Art. 537. — Si, par suite d'un accord avec le débiteur, le créancier a confié la chose à un tiers, il n'en sera pas responsable et on appliquera, dans ce cas, les règles du dépôt.

Art. 538. — Il sera fait suivant la convention, si le débiteur a chargé le créancier de vendre la chose, en cas de non-paiement, à l'échéance.

Le tribunal, toutes les fois que le débiteur se refusera à payer après l'échéance, ordonnera la vente forcée..... et si le produit de la vente est insuffisant à éteindre toute la dette, le débiteur continuera à être tenu envers son créancier pour le reste.

Art. 539. — Le créancier, en vertu d'un titre écrit, pourra transférer ou donner en gage sa créance en faisant mention de la transmission sur le titre même.

Art. 540. — En cas de désaccord entre le débiteur et le créancier sur la qualité de la chose, on devra s'en remettre aux désignations contenues dans le contrat.

TITRE XV

DES CONTRATS DE LOUAGE

Art. 541. — Le louage est la vente de l'utilité d'une chose pour un temps ou pour un but déterminés. Le contrat de louage doit contenir l'indication de la chose, le genre de la rémunération, son montant et l'accord des parties intéressées. Ce contrat, d'après ses dispositions, sera obligatoire pour les parties.

Art. 542. — Le preneur à bail étant le propriétaire de l'utilité, pourra sous-louer ou prêter à d'autres la chose, mais il ne pourra pas la donner en gage, et il ne répondra de la perte que si elle a lieu par sa faute ou par sa négligence.

Art. 543. — Le louage des maisons, boutiques et autres immeubles, ainsi que des animaux, instruments, ustensiles, etc., moyennant un prix convenu et pour un temps et un but déterminés, pourra avoir lieu suivant l'accord des parties. Le locataire, par ce fait, remplace le propriétaire dans la jouissance de l'utilité. Les parties ne pourront résilier le contrat, après sa signature, que d'un commun accord.

Art. 544. — Le prix du bail pourra consister dans une partie du profit de la chose louée, tel que le louage d'un navire, d'un animal ou d'une voiture pour la moitié ou le

quart du profit ou pour toute autre fraction, suivant la convention entre les parties.

Art. 545. — Le louage peut avoir pour objet toute action corporelle licite, soit pour un temps ou pour un service déterminés, tel que le labour des terres, l'irrigation, la moisson, le pâturage, la surveillance des animaux ou tout autre fait dont les parties auront convenu.

Art. 546. — En cas de différend entre les parties sur une circonstance non spécifiée dans le contrat, on s'en tiendra à l'usage local.

Art, 547. — Si le contrat de louage ne fixe pas l'époque du paiement du prix, le différend à ce sujet entre les parties sera jugé d'après les usages du lieu. Le prix de louage des terrains, d'animaux, de portefaix et de bains sera payé après la fin de l'ouvrage; mais le loyer des maisons et des boutiques devra être payé par anticipation.

Art. 548. — En cas de différend sur le prix entre les parties, après que l'ouvrage est terminé, on jugera d'après l'estimation des experts.

Art. 549. — Celui qui, ayant pris à louage les services d'un individu pour un temps déterminé, le renvoie avant le terme, sera tenu de le payer en entier. Si l'individu dont les services sont loués s'absente dans l'intervalle, et, à la fin du terme, vient à demander ce qui lui est dû, il ne sera pas recevable dans sa demande, puisqu'il s'est engagé à faire un travail durant un temps déterminé; mais si le contrat avait pour objet un travail quelconque, sans limite de temps, le prix convenu lui sera dû à la fin du travail.

Art. 550. — La maladie de l'ouvrier ne sera pas une cause de résiliation; après son rétablissement il sera obligé de continuer son ouvrage dans le délai convenu et il aura droit à être rémunéré en proportion du travail qu'il aura fait, à moins qu'il n'y ait entre les parties une convention spéciale à ce sujet. Si la maladie de l'ouvrier se prolonge et que le preneur désire faire continuer son ouvrage par un autre, il en aura le droit, mais il sera toujours tenu à rémunérer l'ouvrier malade en proportion de son travail.

Art. 551. — On ne pourra jamais engager quelqu'un contre son gré, à moins qu'il ne résulte de son refus un préjudice. Ainsi le propriétaire d'un bain, d'un moulin ou de tout autre établissement unique dans l'endroit, qui se refusera à servir quelqu'un qui offre de le payer comme tous les autres, pourra être forcé à le faire, puisque son refus peut être cause d'un préjudice.

Art. 552. — Tout individu chargé d'un travail nécessaire, tel que le boulanger, le meunier et le tailleur qui, après avoir engagé un ouvrier pour un temps déterminé, moyennant un salaire convenu et payé par anticipation, le renverra, avec ou sans motif, ne pourra rien répéter contre lui, à moins que ce ne soit par la faute de l'ouvrier qu'il a dû se priver de son service.

Art. 553. — La mort de l'ouvrier est une cause de résiliation du contrat, et ses héritiers auront le droit à la rémunération enproportion du travail fait par le défunt. Mais la mort du preneur ne sera pas une cause de résiliation, à moins d'une convention spéciale.

Art. 554. — Le mari dont la femme a été engagée comme nourrice sans son consentement, aura le droit de faire résilier l'engagement pris par sa femme, s'il le désire. S'il y a consenti, il ne pourra rester seul avec sa femme sans l'autorisation des parents de l'enfant. Si la nourrice devient enceinte ou tombe malade sans espoir d'une prompte guérison, ou est emprisonnée pour droit d'un tiers, ou si l'enfant meurt, son engagement est résilié par le fait, et elle n'aura droit qu'à la rémunération pour le temps pendant lequel elle aura nourri ou à ce qui aura été convenu entre les parties.

Art. 555. — La femme mariée, majeure ou mineure, ne pourra s'engager pour aucun service, même chez elle, sans le consentement du mari.

Art. 556. — Si l'engagement de la nourrice ne désigne pas le lieu dans lequel elle doit nourrir, les questions qui s'élèveront à ce sujet seront jugées d'après les usages des lieux, et, s'il n'existe aucun usage établi, l'endroit sera la demeure des parents de l'enfant.

La nourrice ne pourra jamais s'engager à nourrir deux enfants à la fois.

Art. 557. — Celui qui, étant engagé pour un ouvrage manuel et journalier, comme le moissonneur, le maçon et autres, est empêché par une force majeure, telle que pluie ou autre, de continuer son ouvrage, ne sera payé qu'en proportion du travail qu'il aura fait.

Art. 558. — L'accident arrivé à l'instrument aratoire et la mort de l'animal de labour ne seront pas une cause de résiliation pour celui qui aura été engagé pour labourer la terre.

Art. 560. — Le bail des plantations des biens ruraux est licite.

Le bail de plantation est un contrat par lequel le propriétaire donne son terrain à

celui qui veut le planter d'arbres à ses frais exclusifs. Si ces arbres, ou un grand nombre d'entre eux, produisent des fruits, le planteur aura droit, en terrain et en arbres, aux bénéfices à lui accordés par le contrat et sera l'associé du propriétaire pour la portion dont ils auront convenu.

Il aura droit aussi à partager le terrain avec le propriétaire après la plantation, selon le jugement des experts, en l'absence de convention spéciale qui, étant stipulée, fera foi entre les parties.

Art. 561. — Si un propriétaire remet son terrain à un individu pour le planter, moyennant rétribution convenue entre les parties pour chaque arbre qui poussera ou produira des fruits, cet accord sera valable et le planteur n'aura aucun droit, ni sur les arbres, ni sur le terrain.

Art. 562. — Si, après la réussite de la plantation, les arbres dont le planteur est devenu propriétaire, suivant la convention, périssent par cas de force majeure, tel qu'un incendie, le planteur aura toujours le droit à la possession de la partie du terrain qui lui est acquise par son industrie.

Art. 563. — Le planteur qui aura commencé le travail pourra céder son droit soit au propriétaire du terrain, soit à un tiers qui se charge de compléter le travail, sans que le propriétaire puisse se plaindre de cela.

Art. 564. — La durée des baux des propriétés urbaines ou rurales ne dépassera pas trois ans si elles sont habous, mais lorsque les propriétés sont libres, la durée du bail sera réglée par les conventions des parties. A l'expiration du bail, le propriétaire pourra louer sa propriété à qui bon lui semblera ; le locataire n'aura aucun droit sur la chose louée après l'expiration du bail, pas même pour un seul jour, et le propriétaire ne sera pas tenu de l'avertir s'il veut louer sa propriété à d'autres.

Art. 565. — Celui qui louera sa propriété urbaine ou rurale pour plus d'un an sera tenu de payer chaque année l'impôt établi sur le prix de location à l'agent chargé de ce recouvrement.

Art. 566. — Si le locataire, après l'expiration du bail, se maintient cependant dans la possession de la propriété, il sera contraint à la consigner à qui de-droit.

Art. 567. — Le locataire aura le droit d'habiter pendant toute la durée de son bail, de donner en sous-location, de prêter l'objet loué et d'y faire tout ce qui ne lui est pas préjudiciable, à moins que le propriétaire n'ait interdit quelqu'un de ces droits au locataire dans le contrat de louage ; dans ce cas il sera fait suivant les conventions et le locataire sera responsable de tout dommage qui pourra arriver à la propriété par sa contravention.

Art. 568. — L'individu qui prendra en location un local pour l'habiter aura le droit d'y mettre tout ce qu'il voudra, sauf ce qui pourrait être préjudiciable à la bâtisse.

Art. 569. — Les réparations nécessaires aux immeubles sont à la charge du propriétaire ; mais celles qui seront faites par le locataire sans la permission du propriétaire resteront à sa charge. L'entretien et le curage des égouts sont à la charge du locataire, à moins d'une stipulation contraire.

Art. 570. — La faillite du locataire avant le paiement du loyer et avant l'expiration du bail, donne droit au propriétaire de résilier le contrat et de concourir avec les autres créanciers pour ce qui lui est dû pour le temps qu'a duré la location.

Art. 571. — La mort du locataire qui n'aura pas payé le loyer, arrivée avant l'expiration du bail, ne sera pas une cause de résiliation, et les héritiers seront obligés de continuer le bail jusqu'à la fin et d'en payer le prix stipulé par le défunt.

Art. 578. — Le locataire d'un terrain qui y aura bâti ou planté des arbres sans le consentement du propriétaire sera libre, à l'expiration de son bail, de lui laisser ce qu'il y aura fait, contre paiement par le propriétaire du prix des matériaux après démolition ou des arbres arrachés, ou de reprendre ses matériaux et ses arbres et de rendre le terrain tel qu'il était avant.

Art. 579. — Tout individu qui prendra en loyer un terrain pour la culture, sera libre d'y faire tout ce qu'il voudra pendant la durée du bail. Si le terrain est de ceux qu'on cultive toute l'année en y semant des herbages, le locataire à l'expiration du bail n'aura pas le droit d'arracher les herbages qui s'y trouveront ; mais, au contraire, il sera obligé de rendre le terrain à son propriétaire dans l'état où il se trouvera, s'il est de ceux qu'on ne cultive qu'une fois par an.

TITRE XVI

DE L'AGRICULTURE

13 avril 1874 (25 sfar 1294)

Art. 587. — Quiconque ensemencera un terrain sans l'autorisation du propriétaire n'aura pas le droit à la récolte et ne pourra exiger qu'une quantité égale à la semence,

sans aucune rétribution pour la main-d'œuvre.

Art. 589. — Tout individu qui voudra entrer sur le terrain d'autrui pour y jouir de quelque avantage en chassant, ou de toute autre manière, pourra en être empêché par le propriétaire ou le locataire, ou tout autre individu ayant la jouissance du terrain, à moins que le terrain ne soit en friche et ne contienne aucune habitation.

Les contrevenants seront punis suivant les dispositions de l'article 641.

Art. 590. — L'herbe qui poussera dans les champs appartiendra au possesseur du terrain qui pourra y faire paître ses animaux, mais ne pourra pas empêcher le public de profiter du surplus.

Art. 591. — L'agriculteur qui laissera ses animaux en abandon, sera responsable du dommage qu'ils pourront occasionner aux céréales d'autrui, mais s'ils ont été confiés à un garde, ce dernier seul en sera responsable. Les dispositions de l'art. 641 seront en outre applicables à celui qui aura été cause de ce dommage par sa négligence.

Pour l'évaluation du dommage, on s'en rapportera à l'avis des experts, assistés des notaires.

Art. 592. — Tout individu qui défrichera sans autorisation un terrain sans propriétaire et qui ensemencera, bâtira ou plantera des arbres, n'aura droit qu'à la valeur des matériaux ou des arbres, qui lui sera payée par le gouvernement. Mais si le fait a eu lieu avec l'autorisation écrite du gouvernement, il en sera le légitime propriétaire, en vertu de l'écrit à lui délivré.

Art. 595. — Tout individu qui voudra bâtir sur sa propriété ne pourra pas en être empêché, quand même la bâtisse empêcherait l'air d'arriver au champ voisin.

Art. 596. — Si tandis que divers propriétaires se mettent d'accord pour commettre, à frais communs, un gardien à leurs champs ou à leurs fruits, d'autres propriétaires voisins se refusent à concourir avec eux, ils y seront forcés, à moins qu'ils ne gardent eux-mêmes le champ ou ne le fassent garder par leurs fidèles domestiques.

TITRE XVII

DES ARBRES

Décrets du 30 septembre 1857 (10 sfar 1274) du 19 octobre 1857 (29 sfar 1274) et du 19 mai 1870 (17 sfar 1287).

Art. 597. — Tout propriétaire d'oliviers ne pourra ni les arracher, ni les transplanter que pour cause de plus grande utilité reconnue par les experts et les gens de l'art. Le bois de l'arbre arraché par le vent ou tout autre cas fortuit, sera transporté par le propriétaire, suivant l'usage en vigueur dans le royaume.

Art. 598. — Tout propriétaire de champ d'oliviers sera obligé de le faire labourer deux fois par an ; à défaut, le directeur de la Ghaba devra le faire labourer pour le compte du propriétaire, et remettra au laboureur une déclaration contenant le montant de la somme à lui due pour son travail et que le propriétaire sera obligé de lui solder aussitôt après avoir fait vérifier l'état de son champ.

Le propriétaire qui aura trouvé son champ non labouré aura son recours contre le directeur de la Ghaba.

Art. 599. — Le propriétaire qui aura entre les mains la déclaration du directeur de la Ghaba et recourra contre ce dernier en prétendant que son champ n'a pas été labouré, sera tenu de payer les frais des experts et des notaires qui seront envoyés par le tribunal pour vérifier le fait, s'il est reconnu que le champ a été labouré ; dans le cas contraire, ces frais seront à la charge du directeur qui sera, en outre, réprimandé par le tribunal pour sa négligence.

Art. 600. — Le propriétaire des olives cueillies en leur temps sera entièrement libre ou de les vendre, dans l'endroit à ce destiné, ou de les faire presser, en se conformant aux usages en vigueur.

Art. 601. — Tout individu qui aura fait cueillir les olives d'autrui en se trompant d'emplacement ou de limite, sera tenu de payer les frais nécessaires à la vérification du fait. Les experts et les gens de l'art seront chargés de donner leur avis sur l'emplacement ou la limite, et les individus chargés de la cueillette de déclarer la quantité cueillie ; mais si le contrevenant récuse ces derniers, la quantité devra être constatée par les experts, les gens de l'art et les notaires.

Si le fait a été commis volontairement, l'auteur sera condamné, en outre de la restitution, à une amende de dix à cent piastres.

Art. 602. — Le propriétaire qui voudra vendre le produit de son champ par voie d'adjudication publique pourra autoriser les experts à ce faire et à toucher le montant pour lui. Il pourra imposer à l'expert la condition de ne conclure le marché que le jour où aura lieu l'adjudication dans la capitale.

Si le produit appartient à un habous, l'expert ne pourra conclure le marché qu'après avoir renouvelé l'enchère dans la capitale.

Art. 603. — Tout propriétaire qui voudra faire la cueillette de ses olives donnera avis aux experts de ne point réunir les adjudicataires sur les lieux de la cueillette, à moins que les oliviers n'appartiennent à des mineurs ou à un habous ou legs pieux en faveur des mosquées ou autres établissements religieux, car, dans ce cas, il est de rigueur que les adjudicataires se réunissent sur les lieux et y procèdent à l'acquisition. Les oliviers, dont l'usufruit est légué à des majeurs, seront considérés, pour ce cas, comme ceux dont la propriété est libre.

Art. 604. — Quiconque aura vendu le produit de ses olives par voie d'adjudication publique et conclu définitivement le marché dans la capitale devra, ou se faire payer le prix de l'adjudication par l'acheteur, le jour même de la vente, ou se faire remettre par lui une obligation ou un acte notarié constatant sa dette. Ces formalités étant négligées, la production du cahier de la vente ne sera pas suffisante pour prouver le droit du propriétaire sur le prix.

Art. 605. — Quiconque fera une meule près d'un jardin d'oliviers et l'endommagera par sa paille sera forcé de l'enlever et de réparer le dommage.

Art. 606. — Quiconque aura établi, près des jardins, une ruche dont les abeilles auront nui aux fleurs des arbres sera obligé de faire disparaître la cause du dommage.

CODE DE POLICE (1)

Art. 617. — Seront forcés d'abord à réparer le dommage causé et ensuite punis d'une amende de onze à quatorze piastres, ceux qui auront dégradé ou détérioré les chemins publics ou en auront usurpé une partie.

Art. 618. — Quiconque aura arraché des arbres ou extrait des pierres du chemin public, sera puni d'une amende de onze à quatorze piastres.

Art. 620. — Seront punis d'une amende de deux à six piastres ceux qui auront jeté dans les rues ou exposé au-devant de leurs édifices des choses pouvant nuire par leurs exhalaisons.

Art. 621. — Le propriétaire d'une ruine dans laquelle des inconnus auront jeté des immondices, sera tenu de la faire nettoyer pour éviter les inconvénients qui pourraient en résulter.

Art. 622. — Tout individu jouissant d'une parfaite santé, dans la vigueur de l'âge et apte à travailler, qui mendiera sur la voie publique, sera empêché de le faire.

Art. 623. — Quiconque aura contrevenu aux ordres reçus de prendre des mesures pour empêcher, en temps utile, le dommage que pourrait causer son mur, sera puni d'une amende de deux à six piastres, sans préjudice d'une peine plus grave si le dommage a eu lieu.

Art. 624. — Ceux qui auront fait courir leurs montures dans un endroit populeux, seront punis d'une amende de onze à quatorze piastres, quand même ils n'auraient causé aucun dommage.

Art. 625. — Seront punis d'une amende de sept à dix piastres et d'un emprisonnement d'un à quatre jours et seront tenus de réparer le dommage causé, les conducteurs ou guides de voitures et de montures qui ne se seront pas conformés aux prescriptions de prudence, suivant lesquelles ils sont obligés d'occuper un seul côté des rues pour laisser un passage libre aux autres, dans des endroits où cela leur était possible, et ceux qui auront volontairement surchargé leurs voitures de manière à nuire à la sécurité des voyageurs.

Art. 626. — Quiconque laissera errer un animal malfaisant sans lien ou muselière, sera puni d'une amende de sept à dix piastres, quand même il n'en serait résulté aucun dommage.

Art. 627. — Ceux qui auront causé une frayeur aux passants en excitant ou en ne retenant pas leurs chiens ou leurs animaux, seront punis d'une amende de sept à dix piastres, sans préjudice d'une peine plus grave prescrite par le Code en cas de dommage réel.

Art. 628. — Celui qui, en s'amusant dans un jour de fête, aura causé une frayeur aux passants par des détonations sur la voie publique ou par toute autre chose capable de faire peur aux femmes et aux enfants, sera puni d'une amende de sept à dix piastres.

Art. 629. — Tout individu en état d'ivresse ou de démence, sera empêché de circuler dans les rues. La police, par mesure de sûreté, arrêtera tout homme pris de boisson jusqu'à ce qu'il ait repris toute sa raison ; elle arrêtera aussi le fou et le conduira chez ses parents, et, à défaut de ceux-ci, à la maison des aliénés.

Art. 630. — Ceux qui auraient laissé circuler des furieux confiés à leur garde, seront punis d'une amende de sept à dix piastres, quand même il n'en serait résulté aucun mal.

Art. 631. — Il est défendu d'organiser des fantasias avec décharge d'armes à feu, soit hors de la ville, soit dans ses places, sans au-

(1) Quand les contraventions de police seront déférées à la Driba ou aux caïds, les amendes ne sont pas applicables. (*Circulaire du 17 châban 1301-11 juin 1884.*)

torisation. Les contrevenants seront condamnés à la prison de trois à sept jours et à une amende de cinq à quatorze piastres.

Art. 632. — Les directeurs de fours et de bains, les aubergistes et les charcutiers qui auront négligé de surveiller le feu de leurs fours ou cheminées, seront punis d'une amende de deux à six piastres, sans préjudice de peines plus graves si leur négligence a causé du mal.

Art. 634. — Seront punis d'une amende de six à dix piastres, sans préjudice de l'emprisonnement d'un à quatre jours, selon la gravité du cas, ceux qui auront vendu des comestibles gâtés ou corrompus, nuisibles aux consommateurs, quand même il n'en serait résulté aucun mal, ou auront débité du lait mélangé d'eau ou autres boissons falsifiées.

Art. 635. — Tout individu qui aura fait usage des poids ou mesures autres que ceux qui sont en usage dans le pays et portant la marque voulue, quand même ils seraient de la même capacité, sera puni d'une amende de onze à quatorze piastres et d'un emprisonnement de un à quatre jours.

Art. 636. — Seront punis d'une amende de onze à quatorze piastres et d'un emprisonnement d'un à quatre jours ceux qui seront trouvés détenteurs de faux poids ou de fausses mesures.

Ces objets leur seront confisqués.

Art. 637. — Tout individu qui vendra à un prix supérieur des choses dont le prix est taxé, tel que le pain, la viande et autres, sera puni d'une amende de onze à quatorze piastres et d'un emprisonnement de un à sept jours, sans préjudice de la restitution du surplus en faveur de l'acheteur.

Art. 639. — Tout individu qui, soit de jour ou de nuit, entrera dans la maison d'autrui sans autorisation, sera puni, quelle que soit la religion du maître de la maison, d'un emprisonnement de trois à sept jours et d'une amende de deux à dix piastres.

Art. 640. — Celui qui, sans autorisation du propriétaire, sera entré dans un terrain dont les semences ont commencé à pousser, sera puni d'une amende de sept à dix piastres, sans préjudice de la réparation du dommmage, d'après la loi, s'il y a lieu.

Art. 641. — Ceux qui auront laissé entrer des bestiaux pendant le jour sur le terrain d'autrui ensemencé, quand même cela n'aurait produit aucun dommage, seront punis d'une amende de sept à dix piastres, sans préjudice de l'indemnité conformément à loi, s'il y a lieu.

Art. 642. — Ceux qui auront fait passer leurs animaux sur le terrain d'autrui chargé d'une récolte coupée, seront punis d'une amende de deux à six piastres.

Art. 643. — Ceux qui auront laissé entrer pendant la nuit leurs animaux sur le terrain d'autrui, ensemencé ou planté, seront condamnés, quand même cela n'aurait produit aucun dommage, à une amende de onze à quatorze piastres.

Art. 644. — Ceux qui auront cueilli pour leur consommation des fruits sur des arbres appartenant à autrui, seront punis d'une amende de deux à six piastres.

Art. 645. — Ceux qui auront glané en l'absence du préposé à la moisson et avant l'enlèvement des gerbes, seront punis d'une amende de deux à six piastres.

Art. 646. — Ceux qui, sans la permission du propriétaire, auront fait du bois en coupant des arbres à fruits, seront punis d'une amende de sept à dix piastres et condamnés à la restitution.

Art. 647. — Ceux qui, sans autorisation du propriétaire, auront moissonné ou arraché des plantes, seront punis, pour le fait, d'une amende de sept à dix piastres.

Art. 648. — Ceux qui auront jeté des pierres ou autres corps durs pouvant causer un dommage contre les maisons, jardins au autres propriétés d'autrui, ou contre une personne sans l'atteindre, seront punis, pour le fait, d'une amende de sept à dix piastres.

Art. 649. — Ceux qui auront jeté des immondices sur quelqu'un, même involontairement, seront punis, pour leur négligence, d'une amende de deux à six piastres.

Art. 650. — Tout individu qui en insultera un autre, en l'assimilant à un animal ou en le qualifiant ignominieusement, sera puni d'une amende de deux à six piastres, sans préjudice d'une peine plus grave indiquée par le Code, suivant les circonstances et la position de l'insulté.

Art. 651. — Tout individu qui aura élevé la main ou le fouet sur un autre sera condamné, qu'il ait frappé ou non, à la prison d'un jour à deux mois, suivant la gravité du cas, en raison du lieu et de la qualité des personnes.

Art. 652. — En cas de voies de fait, celui qui aura commencé sera puni de la prison de un jour à deux mois, et celui qui aura riposté subira une peine qui ne pourra être inférieure à la moitié de celle à laquelle aura été condamné le provocateur, à moins que les voies de fait du provoqué ne constituent une action emportant une peine plus grave qui, dans ce cas, devra être appliquée conformément aux prescriptions du Code.

Art. 653. — Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui seront punis, pour le fait, d'une amende de onze à quatorze piastres, et d'un emprisonnement de un à quatre jours, à moins que le fait n'ait eu lieu dans le cas de légitime défense.

Art. 654. — Les auteurs de bruits nocturnes troublant la tranquillité des habitants seront punis d'une amende de onze à quatorze piastres et d'un emprisonnement d'un à quatre jours.

Art. 655. — Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer l'avenir par l'astrologie ou par le sort, seront punis d'un emprisonnement de un à sept jours, d'une amende de onze à quatorze piastres et de la confiscation des instruments. Ces dispositions ne sont pas applicables à ceux qui cultivent l'astronomie et les sciences exactes.

Art. 657. — Ceux qui auront contrevenu aux avis donnés par les crieurs publics pour faire la récolte et la vente des olives et des raisins seront punis d'une amende de sept à dix piastres.

Art. 658. — Ceux qui contreviendront aux ordres émanés de l'autorité civile ou de la municipalité, en conformité de la loi, seront punis d'une amende de deux à six piastres.

Art. 659. — Le marchand qui aura sa boutique dans un bazar ayant un gardien devra concourir pour sa part au paiement des gages du gardien, et en cas de refus, il y sera contraint.

Art. 660. — Les récidives pour les contraventions mentionnées aux articles 618, 621, 622, 625, 634, 635, 643, 645, 646, 650, 651 et 659, seront punissables de trois jours de prison.

Art. 661. — Ceux qui s'adonneront à l'exercice d'un métier, art ou profession, sans y être dûment autorisés, en seront empêchés et subiront une amende de quinze à cent piastres, suivant le cas ; et ceux qui refuseront de payer les droits de patente seront punis de la même manière.

Art. 662. — Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent Code, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour la même contravention ; et, dans ce cas, le contrevenant sera puni du double de la prison et de l'amende prononcée contre lui dans le premier jugement. En cas de nouvelle récidive, cette dernière peine ne sera point doublée.

La récidive commise après les douze mois sera considérée comme une nouvelle contravention.

Art. 664. — Quiconque aura formulé contre quelqu'un, pour voies de fait ou pour injures, une plainte dont la fausseté sera prouvée par témoins ou par indices, sera puni d'un emprisonnement pour la moitié du temps qu'aurait dû durer celui qui aurait été prononcé, si la plainte avait été basée sur la vérité.

15 mai 1870 (13 sfar 1287)

Décret sur la responsabilité en cas d'incendie

Les caïds réuniront les cheiks et fonctionnaires sous leurs ordres afin de les inviter à prendre les précautions nécessaires pour éviter les incendies même partiels, soit de maisons, soit de forêts ou broussailles, soit de toute autre chose.

Si un incendie venait à se produire, qu'il soit dû au hasard où à la malveillance, les cheiks, les fonctionnaires et les habitants du lieu du sinistre seront responsables des pertes subies.

Les caïds redoubleront de vigilance pour écarter de pareils malheurs ; ils publieront mes ordres à ce sujet dans les marchés et partout où il sera utile afin que tous les habitants de leurs territoires en aient connaissance.

27 juillet 1871 (9 djoumadi-el-aoual 1288)

Décret réprimant les fraudes en matière d'impôt

Nous avons jugé à propos de décider que tout cheik ou autre agent chargé de la confection des rôles qui aura soustrait à l'inscription des individus pour l'impôt de la medjba ou des méchias pour l'impôt de la dîme, soit condamné au paiement du double droit sur ce qui aura été soustrait à l'inscription.

Dans le cas où la complicité de l'individu qui a été l'objet de cette soustraction serait constatée, celui-ci sera condamné au paiement du double droit aussi bien pour la medjba que pour la dîme.

25 novembre 1878 (30 kâda 1295)

Arrêté du premier ministre édictant des pénalités contre les fonctionnaires prévaricateurs

. . . . . .

Informé des exactions commises par les cheiks et d'autres agents locaux chargés du recouvrement des revenus de l'Etat. . . . . .

Le Bey a décidé..... que les fonctionnaires prévaricateurs seront condamnés à la restitution du double de ce qu'ils auront indûment perçus et à une peine proportionnée à leur faute et que le gouverneur pourra être mis personnellement en cause. . . . . .

10 janvier 1885 (24 rabia-el-aoual 1302)

Décret réglementant l'emprisonnement pour dettes et imposant la formalité de la délivrance des mandats de dépôt.

Article premier. — Le contribuable redevable vis-à-vis de l'Etat ou d'une commune, ou d'un fermage de revenus publics, et le débiteur d'un particulier, pourra, à la requête du percepteur de l'impôt ou du créancier, être emprisonné par le caïd, le gouverneur ou le ferik de la driba ; mais, si dans un délai de quinze jours, il n'a pas payé sa dette ou fourni une caution acceptée par son créancier, il sera déféré à l'ouzara et envoyé à Tunis.

Art. 2. — Pendant la durée de l'emprisonnement chez le caïd ou le gouverneur, le contribuable redevable vis-à-vis de l'Etat pourvoira à sa subsistance, mais la commune, le fermier des revenus publics ou le créancier, sera tenu de nourrir son débiteur ; faute de ce faire pendant un jour entier, il sera libéré.

Art. 3. — A Tunis, l'emprisonnement pour dettes prononcé par le férik de la driba ou par l'ouzara sera subi à la nouvelle prison.

L'Etat pourvoira à la subsistance de ses débiteurs. La commune, le fermier de revenus publics et le créancier devront, au moment de l'emprisonnement, verser entre les mains du directeur de la nouvelle prison, qui en donnera reçu, un somme de cinq piastres. Si elle n'était pas fournie, le prisonnier ne serait pas accepté. Cette somme devra être renouvelée tous les dix jours. Elle sera acquise à la prison, alors même que le débiteur serait libéré avant l'expiration de la dernière dizaine.

Le débiteur pour la nourriture duquel la provision sus-indiquée n'aurait pas été versée par la commune, le fermier de revenus publics ou le créancier, trois jours après l'expiration de la dernière dizaine, sera mis en liberté par le directeur de la prison, qui en avisera l'autorité qui a prononcé l'emprisonnement.

Art. 4. — Le montant des frais de nourriture versés entre les mains du directeur de la nouvelle prison et constatés par ses reçus s'ajoutera au principal de la dette, sans que cependant il puisse être plus que doublé de ce chef.

Art. 5. — Tout débiteur dont les biens auront été intégralement vendus, lors même que le produit de la vente n'aura pas atteint la dette, ou qui aura justifié de son incapacité de payer, sera l'objet d'un ordre de libération délivré par l'ouzara.

Art. 6. — Tout débiteur qui aura été libéré pour une des causes spécifiées dans les articles 3 et 5 du présent décret ne sera plus emprisonné pour la même dette, mais le paiement pourra toujours en être poursuivi sur les biens qui viendraient à lui échoir.

Art. 7. — Tout individu qui aura encouru à la fois la peine de l'emprisonnement ou de la karaka et une condamnation civile sera, à l'expiration de la première, considéré comme prisonnier pour dettes et sa situation sera régie par les dispositions ci-dessus.

Art. 8. — Aucun individu ne sera reçu à la nouvelle prison, en prison préventive, sans un ordre écrit signé du chef de la section des affaires civiles, du chef de la section des affaires pénales ou du férik de la driba.

Aucun individu condamné à la prison ou au bagne ne sera reçu à la nouvelle prison ou à la karaka sans un extrait du jugement du férik de la driba ou de l'ouzara.

Le directeur conservera l'ordre d'emprisonnement ou l'extrait du jugement, donnera reçu du prisonnier et l'inscrira sur le registre d'écrou.

Art. 9. — Les décrets des 19 rabia-el-aoual 1291-6 mai 1874, 7 ramadan 1297-13 août 1880 et les dispositions contraires au présent décret, notamment les articles 2 du décret de hidjé 1297-novembre 1880, 2 et 3 du décret du 8 djoumadi-ettani 1301-4 avril 1884 et 6 du décret du 8 châban 1301-2 juin 1884 sont et demeurent rapportés.

10 avril 1886 (6 redjeb 1303)

Circulaire aux caïds leur prescrivant de donner suite à l'action publique en matière pénale alors même que l'action civile serait abandonnée par les parties.

Je suis informé que, souvent, les caïds et khalifas, saisis d'une affaire pénale, se contentent, quand il s'agit de vols, de faire restituer les objets volés, et qu'en cas de coups et blessures, ils exhortent les parties à l'arrangement, laissant ainsi sans répression le fait délictueux. Cet état de choses ayant pour conséquence inévitable d'encourager les malfaiteurs, S. A. le Bey a prescrit d'appliquer à toutes les infractions les peines qui y sont attachées. Ainsi, quand le fait constitue une simple contravention, vous infligerez au contrevenant un emprisonnement de un à quinze jours, suivant le cas. L'affaire et la condamnation seront inscrites sur votre registre et vous en aviserez le ministère. Si l'infraction constitue un délit ou un crime vous la renverrez à l'ouzara et mention de cet envoi sera faite sur le registre précité.

Il vous est interdit, dans tous les cas, d'infliger des amendes à vos administrés.

7 septembre 1886 (8 hidjé 1303)

Circulaire aux caïds sur les mesures d'instruction à prendre en cas de crime ou de délits.

Il m'a été permis de constater, à maintes reprises, que quelques caïds ne tenaient point compte des instructions qui leur étaient données et commettaient sans cesse des écarts aux règlements établis.

C'est ainsi que quelques-uns, en dirigeant leurs prisonniers sur Tunis, n'envoient à l'ouzara aucun renseignement propre à établir le motif de leur arrestation ou l'étendue de leur culpabilité, négligence qui, en retardant la solution des poursuites, expose les prévenus à subir une prévention des plus longues.

Cette manière de faire ne saurait à l'avenir passer sans répression. Je vous invite donc à m'adresser à l'avenir, en même temps que vos prisonniers, les documents de nature à indiquer les motifs de leur arrêt, la nature du délit ou du crime, le résultat de l'enquête à laquelle vous aurez procédé et tous papiers enfin propres à établir l'identité et les antécédents des prévenus.

Dans toutes les affaires de blessures ou de meurtre, vous vous efforcerez de rechercher l'instrument dont il aura été fait usage, de découvrir à qui il appartient et de découvrir si le prévenu a eu des complices. Vous aurez soin, également, d'examiner l'arme attentivement pour découvrir les taches de sang qu'elle pourrait porter.

L'inculpé et ses complices, s'il en a, devront être minutieusement visités, et vous donnerez toutes les indications nécessaires, en vue d'expliquer l'origine des blessures ou contusions qu'ils auraient sur le corps.

Leurs vêtements, soumis à un examen des plus attentifs, leur seront retirés s'ils portent des taches de sang, en présence de deux notaires qui prendront note des explications fournies par les inculpés. Ils seront ensuite enveloppés et cachetés pour être envoyés à l'ouzara comme pièces à conviction.

J'appelle, en outre, toute votre attention sur le soin que vous devez apporter dans les perquisitions à faire chez les individus soupçonnés d'un crime ou d'un délit.

Un délai sera fixé par vous à la partie civile pour se présenter à l'ouzara, et vous ne négligerez pas de mentionner, sur le procès-verbal de l'instruction, les arrangements qui seront intervenus entre les parties.

Pour les affaires qui ne comportent pas d'arrangement, je vous renvoie à mes précédentes instructions.

19 septembre 1887 (1er moharrem 1305)

Décret fixant le maximum de la rétribution allouée aux tuteurs pour l'administration des biens de leurs pupilles.

Article premier. — A partir de la date du présent décret, la rétribution allouée aux tuteurs pour l'administration des biens de mineurs ne pourra excéder 2 1/2 0/0 des revenus de ces biens.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera notifié aux membres du tribunal du chara.

E

Eaux

10 juillet 1888 (2 kâda 1305)

Décret sur les francs-bords des conduites d'eaux et aqueducs

Article premier. — La largeur des francs-bords qui doivent être réservés de chaque côté sur toute la longueur des conduites ou aqueducs existants, ou à établir pour l'alimentation hydraulique des villes de la Régence, est fixée dans chaque cas, par décret rendu sur la proposition du directeur général des travaux publics.

Art. 2. — Cette largeur fixée, le directeur général des travaux publics fera tracer, d'une manière apparente, sur chaque propriété que traversent les aqueducs ou conduites, la limite des francs-bords, afin que le propriétaire puisse connaître les obligations auxquelles il est soumis.

Art. 3. — L'accès des francs-bords sera toujours libre pour les agents du service des eaux porteurs de leur commission. En conséquence, ces agents auront le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos ; ils ne pourront, toutefois, introduire de véhicules sur les francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

Art. 4. — Il est interdit à tout proprié-

taire, sans une autorisation spéciale, de faire aucune plantation entre les limites des francs-bords et, s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mêmes limites.

Art. 5. — Les arbres actuellement existants entre les limites des francs-bords seront abattus par les propriétaires, à la requête de l'administration, qui pourra y faire procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction dans les limites des francs-bords ; toutefois, les constructions préexistantes pourront être entretenues et réparées sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures, et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Art. 7. — Les indemnités qu'il pourrait y avoir lieu d'allouer aux riverains pour l'établissement de la servitude déterminée par les articles précédents seront fixées, à défaut d'accord amiable, par les tribunaux tunisiens ou français, selon la nationalité des intéressés. Toutefois, s'il s'agit d'un immeuble placé sous le régime du 12 ramadan 1302, la juridiction française sera seule compétente.

23 juillet 1888 (15 kâda 1305)

Décret sur l'utilisation des sources du Zaghouan

Article premier. — Les eaux des sources du village de Zaghouan seront utilisées, partie pour l'alimentation de cette localité, partie pour l'alimentation de Tunis.

Art. 2. — Le volume d'eau qui sera réservé au village de Zaghouan devra être suffisant pour assurer, dans des conditions normales, l'alimentation des habitants, l'irrigation des jardins et le fonctionnement de l'industrie des chéchias. Il sera déterminé par le directeur général des travaux publics.

Art. 3. — Les habitants dont les immeubles sont aujourd'hui alimentés en eau continueront à être desservis ; des bornes-fontaines, dont le nombre sera déterminé par le directeur général des travaux publics, assureront, en outre, l'alimentation des habitants non actuellement desservis.

Art. 4. — Le volume d'eau attribué au village pour les usages spécifiés à l'article 2 lui sera distribué gratuitement.

Art. 5. — La direction générale des travaux publics devra, soit continuer le service de l'eau aux moulins existants, soit installer à ses frais, à Zaghouan, les moteurs ou les moulins nécessaires pour pourvoir aux besoins des habitants.

22 septembre 1888 (16 moharrem 1306)

Décret prescrivant les mesures propres à prévenir ou réprimer la déperdition des eaux servant à l'alimentation publique.

Article premier. — Seront appliquées à tout délinquant les peines ci-après déterminées, savoir :

1° En cas de passage sur les parties des aqueducs en relief sur le sol, sur les points autres que ceux affectés à l'usage du public, une amende de 5 à 20 piastres ;

2° En cas de dégradation des conduites et aqueducs servant à l'alimentation publique, un emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de 100 à 300 piastres ;

3° En cas de dépôt dans les conduites et aqueducs de matières susceptibles d'altérer la pureté des eaux, un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 100 à 300 piastres ;

4° En cas d'encombrement pratiqué dans les conduites et aqueducs, un emprisonnement d'un mois à six mois et une amende de 100 à 200 piastres ;

5° En cas de prise d'eau sur les conduites et aqueducs, sans titre de concession ou au delà du volume concédé, par quelque moyen que ce soit, autres que ceux constitutifs des délits prévus par les paragraphes 2 et 4, un emprisonnement d'un mois à deux mois et une amende de 500 à 1,000 piastres ;

6° En cas de conduite d'animaux aux regards des aqueducs publics pour s'y abreuver, un emprisonnement de deux mois et une amende de 50 à 150 piastres ;

7° En cas de plantation dans les limites des francs-bords ou, s'il s'agit de propriété non close, en cas de culture dans les mêmes limites, sans une autorisation du directeur général des travaux publics, une amende de 100 à 200 piastres ;

8° En cas de construction dans les limites des francs-bords, une amende de 500 à 1,000 piastres ;

9° En cas de refus de la part des propriétaires de laisser pénétrer dans les limites des francs-bords les agents dûment autorisés, une amende de 50 piastres ;

10° En cas d'empêchement au libre cours des eaux des sources, fontaines, ruisseaux ou rivières, un emprisonnement de quinze jours à un mois et une amende de 50 à 100 piastres ;

11° En cas d'anticipation sur le lit des ruisseaux ou rivières, d'établissement de barra-

ges, d'ouverture de rigoles ou d'autres actes abusifs, soit pour modifier le cours naturel des eaux, soit pour les dériver en totalité ou en partie, un emprisonnement de dix à quinze jours et une amende de 100 à 200 piastres.

Art. 2. — Tous les délits ou contraventions de la nature de ceux qui sont indiqués à l'article premier seront constatés par tous les agents délégués à cet effet par le directeur des travaux publics et dûment assermentés.

Art. 3. — Les procès-verbaux constatant les délits sus-mentionnés, après avoir été affirmés dans les cinq jours, seront remis à l'ingénieur chargé du service des eaux, qui fera exécuter d'office et immédiatement, en cas d'urgence, tous travaux nécessaires pour remédier aux dommages. Ils feront foi jusqu'à preuve du contraire. Il transmettra ensuite les dits procès-verbaux aux autorités judiciaires compétentes, qui requerront la condamnation des délinquants aux peines encourues et au remboursement de la dépense des travaux exécutés d'office.

Art. 4. — Il est statué sur les infractions faisant l'objet du présent décret, savoir :

Par les tribunaux français, si le prévenu est justiciable de ces tribunaux ;

Par la section civile du tribunal de l'ouzara, si le prévenu est tunisien.

Art. 5. — L'article 463 du code pénal français est applicable aux dispositions prévues par le présent décret.

20 août 1889 (23 hidjé 1306)

Décret relatif aux francs-bords des conduites et aqueducs existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires de la Régence.

Article premier. — La largeur des francs-bords qui doivent être réservés de chaque côté sur toute la longueur des conduites ou aqueducs existants ou à créer pour l'alimentation hydraulique des établissements militaires existants ou à créer sur les différents points du territoire de la Régence, est fixée, dans chaque cas, par décret rendu sur la proposition du général commandant la brigade d'occupation.

Art. 2. — Cette largeur fixée, l'autorité militaire fera tracer d'une manière apparente, dans chaque propriété que traversent les aqueducs ou conduites, la limite des francs-bords, afin que le propriétaire puisse connaître les obligations auxquelles il est soumis.

Art. 3. — L'accès des francs-bords sera toujours libre pour les officiers, employés ou agents militaires chargés de veiller à la conservation du domaine militaire, pourvu, toutefois, qu'ils soient en uniforme ou munis d'un ordre de service régulier.

En conséquence, ces officiers, employés ou agents auront le droit de requérir l'entrée des cours, jardins et autres lieux clos ; ils ne pourront, toutefois, introduire de véhicules sur les francs-bords que dans la traversée des propriétés non closes.

Art. 4. — Il est interdit à tout propriétaire, sans une autorisation spéciale, de faire aucune plantation entre les francs-bords, et, s'il s'agit de propriétés non closes, d'introduire aucune culture entre les mêmes limites.

Art. 5. — Les arbres actuellement existants entre les limites des francs-bords seront abattus par les propriétaires, à la requête de l'administration militaire, qui pourra y faire procéder d'office si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Il est interdit à tout propriétaire d'élever aucune construction dans les limites des francs-bords ; toutefois, les constructions préexistantes pourront être entretenues et réparées, sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures et que les matériaux employés seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Ar. 7. — Les indemnités qu'il pourrait y avoir lieu d'allouer aux riverains pour l'établissement de la servitude déterminée par les articles précédents seront fixées, à défaut d'accord amiable, par les tribunaux français.

6 janvier 1895 (10 redjeb 1312)

Décret relatif aux francs-bords des conduites et aqueducs

Article unique. — Les décrets précités des 10 juillet 1888-2 kâda 1305 et 20 août 1889-23 hidjé 1306 sont applicables aux francs-bords existants ou à établir le long des conduites et égouts d'évacuation des eaux usées des établissements militaires et des villes de la Régence.

Elevage

19 mars 1893 (2 ramadan 1310)

Décret relatif à l'élevage des moutons mérinos de la Crau et des moutons de la race algérienne à queue fine.

Article premier. — La direction de l'agriculture mettra à la disposition des éleveurs au prix coûtant des marchés de France et d'Algérie des béliers mérinos de la Crau et des

béliers et des brebis de la race algérienne à queue fine.

A titre d'encouragement à l'élevage du mouton dans la Régence, le gouvernement prendra à sa charge les frais du transport de ces animaux et les pertes qui pourront être faites pendant le voyage.

Art. 2. — Les béliers mérinos de la Crau ne seront délivrés qu'aux propriétaires qui possèdent des abris pour leurs troupeaux et qui font des approvisionnements de fourrages pour les saisons où les pâturages sont insuffisants.

Les personnes qui feront l'acquisition de béliers de race algérienne ou mérine devront s'engager à ne tolérer aucun bélier à grosse queue à côté d'eux dans le même troupeau.

Quant aux brebis de race algérienne à queue fine, chaque propriétaire pourra en demander autant qu'il croira pouvoir en nourrir, à condition de prendre un bélier mérinos ou algérien par chaque chaque lot de 25 brebis, à moins qu'il ne justifie de la possession préalable de béliers de ces races.

Art. 3. — La faveur faite par le gouvernement ayant pour but exclusif l'encouragement de l'élevage, les éleveurs auxquels seront délivrés des animaux devront s'engager à ne pas s'en défaire au moins pendant deux ans, à moins d'y être autorisés par la direction de l'agriculture.

Faute par eux de se conformer à cet engagement, ils pourront être tenus de rembourser au gouvernement les frais qu'il aura pris à sa charge.

Art. 4. — Les personnes qui désireront acquérir des animaux de ces races aux conditions ci-dessus, devront en faire la demande à la direction de l'agriculture après avoir déposé à la recette générale des finances, qui la prendra en recette en compte courant, une somme calculée à raison de 45 francs pour chaque bélier mérinos de la Crau, de 25 francs pour chaque bélier de race algérienne à queue fine et de 18 francs par chaque brebis de cette dernière race.

Les demandeurs spécifieront dans leurs demandes le nombre d'animaux qu'ils désirent acquérir et y joindront le récépissé du receveur général.

Si la valeur des achats exécutés pour le demandeur n'atteignait pas le montant de son dépôt, le surplus lui serait remboursé par ordonnance de paiement sur la caisse du receveur général des finances.

21 août 1893 (17 djoumadi-el-aoual 1311)

Décret relatif à la reproduction de la race chevaline

Article premier. — Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons seront tenus de les présenter une fois par mois à la visite de l'un des vétérinaires militaires désignés à cet effet.

Le vétérinaire militaire leur délivrera un certificat constatant l'état de santé de l'animal et la date de la visite. Ils devront présenter ce certificat à toute réquisition des autorités.

Le vétérinaire refusera le certificat aux animaux atteints de maladies contagieuses ou héréditaires.

Art. 2. — Les chefs des stations de monte de l'Etat feront immédiatement après la saillie une marque en raie avec des ciseaux sur la cuisse gauche de la jument qui vient de recevoir l'étalon.

Il est formellement interdit aux propriétaires d'étalons et de baudets étalons de permettre que les juments qui porteront cette marque soient saillies à nouveau par leurs animaux. Tant qu'une jument restera en chaleur elle ne pourra être représentée qu'aux étalons de l'Etat.

Art. 3. — Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons devront, immédiatement après qu'elles auront été saillies par leurs animaux, faire une marque en raie avec des ciseaux sur la cuisse droite des juments qui auront reçu l'étalon.

Les juments ainsi marquées ne pourront plus être saillies dans l'année par les étalons de l'Etat.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 15 à 100 francs :

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui laisseraient saillir leurs animaux sans être pourvus du certificat du vétérinaire ;

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui laisseraient leurs animaux saillir une jument portant sur la cuisse gauche la marque indiquant qu'elle a été déjà saillie par un étalon de l'Etat ;

Les propriétaires d'étalons rouleurs et de baudets étalons qui négligeraient de marquer d'une raie sur la cuisse droite les juments saillies par leurs animaux ;

Les propriétaires de juments qui refuseraient de laisser apposer cette marque.

En cas de récidive dans l'année, cette amende pourra être double.

Emprisonnement pour dettes (1)

Novembre 1880 (hidjé 1297)

Décret réglementant l'emprisonnement pour dettes au cas où il est requis successivement par plusieurs créanciers.

Article premier. — Tout prisonnier dont le maintien en prison sera demandé par un créancier survenant et pour une autre dette que la première, ne sera pas entretenu aux frais du survenant qu'après avoir désintéressé son premier créancier. Son alimentation, à partir de ce moment, sera à la charge de celui qui aura demandé son maintien.

16 janvier 1885 (30 rabia-el-aoual 1302)

Décret sur l'emprisonnement pour dettes

Article premier. — Le contribuable redevable au profit de l'Etat. ou d'une commune, ou d'un fermage de revenus publics, et le débiteur d'un particulier, pourra, à la requête du percepteur de l'impôt ou du créancier, être emprisonné par le caïd, le gouverneur ou le férik de la driba ; mais si, dans un délai de quinze jours, il n'a pas payé sa dette ou fourni une caution acceptée par son créancier, il sera déféré à l'ouzara et envoyé à Tunis.

Art. 2. — Pendant la durée de l'emprisonnement chez le caïd ou le gouverneur, le contribuable redevable vis-à-vis de l'Etat pourvoira à sa subsistance, mais la commune, le fermier de revenus publics ou le créancier sera tenu de nourrir son débiteur ; faute de ce faire pendant un jour entier, il sera libéré.

Art. 3. — A Tunis, l'emprisonnement pour dettes prononcé par le férik de la driba ou par l'ouzara sera subi à la nouvelle prison.

L'Etat pourvoira à la subsistance de ses débiteurs. La commune, le fermier de revenus publics et le créancier devront, au moment de l'emprisonnement, verser entre les mains du directeur de la nouvelle prison, qui en donnera reçu, une somme de cinq piastres. Si elle n'était pas fournie, le prisonnier ne serait pas accepté. Cette somme devra être renouvelée tous les dix jours. Elle sera acquise à la prison alors même que le débiteur serait libéré avant l'expiration de la dernière dizaine.

Le débiteur pour la nourriture duquel la provision sus-indiquée n'aurait pas été versée par la commune, le fermier de revenus publics ou le créancier, trois jours après l'expiration de la dernière dizaine, sera mis en liberté par le directeur de la prison, qui en avisera l'autorité qui a prononcé l'emprisonnement.

Art. 4. — Le montant des frais de nourriture versés entre les mains du directeur de la nouvelle prison et constatés par ses reçus s'ajoutera au principal de la dette, sans que cependant il puisse être plus que doublé de ce chef.

Art. 5. — Tout débiteur dont les biens auront été intégralement vendus, lors même que le produit de la vente n'aura pas atteint la dette ou qui aura justifié de son incapacité de payer, sera l'objet d'un ordre de libération délivré par l'ouzara.

Art. 6. — Tout débiteur qui aura été libéré pour une des causes spécifiées dans l'article 3 du présent décret ne sera plus emprisonné pour la même dette, mais le paiement pourra toujours en être poursuivi sur les biens qui viendraient à lui échoir.

Art. 7. — Tout individu qui aura encouru à la fois la peine de l'emprisonnement ou de la karaka et une condamnation civile sera, à l'expiration de la première, considéré comme prisonnier pour dettes et sa situation sera régie par les dispositions ci-dessus.

Art. 8. — Aucun individu ne sera reçu à la nouvelle prison en prison préventive, sans un ordre écrit et signé du chef de la section des affaires pénales, ou du férik de la driba.

Aucun individu condamné à la prison ou au bagne ne sera reçu à la nouvelle prison ou à la karaka sans un extrait du jugement du férik de la driba ou de l'ouzara.

Le directeur conservera l'ordre d'emprisonnement ou l'extrait du jugement, donnera reçu du prisonnier et l'inscrira sur le registre d'écrou.

Art. 9. — Les décrets des 19 rabia-el-aoual 1291, 7 ramadan 1297 et les dispositions contraires au présent décret, notamment les articles 2 du décret de hidjé 1297, 2 et 3 du décret du 8 djoumadi-ettani 1301, et 6 du décret du 5 châban 1301, sont et demeurent rapportés.

1er février 1885 (16 rabia-ettani 1302)

Circulaire ministérielle aux caïds relative à l'emprisonnement pour dettes

J'appelle vottre attention sur l'exécution de l'article premier du décret du 24 rabia-el-aoual 1302 qui vient d'être promulgué au *Journal Officiel*. Il dispose que si la dette d'un de vos administrés aussi bien vis-à-vis des particuliers que des fermiers des revenus publics ou de l'Etat lui-même, vous est démontrée par des pièces probantes, vous avez le droit de l'emprisonner à l'effet de le contraindre à

(1) V. aussi : Titre X. — Droit civil et pénal tunisien.

s'acquitter, mais que s'il ne l'a pas fait dans un délai de quinze jours, vous êtes tenu de l'envoyer à Tunis.

Il en résulte que tout emprisonnement pour dettes prononcé par vous qui durerait plus de quinze jours constituerait une infraction à la loi qui serait sévèrement réprimée.

Enregistrement

11 mars 1895 (15 ramadan 1312)

Décret sur l'enregistrement des actes

Considérant qu'il y a intérêt à faciliter au public les moyens d'assurer la date et de conserver la trace des actes ou écrits quelconques et de donner ainsi plus de sécurité aux transactions ;

Avons pris le décret suivant :

Article premier. — Toute personne qui voudra assurer la date et conserver la trace d'un acte ou écrit quelconque pourra en requérir l'enregistrement ou la transcription dans l'un des bureaux des contributions diverses établis dans la Régence pour la perception des droits de mutation.

Art. 2. — Tout acte ou écrit dont on requerra l'enregistrement ou la transcription devra, s'il est rédigé dans une langue autre que la langue française, être accompagné d'une traduction entière en français, faite aux frais de la partie requérante et certifiée par un interprète assermenté.

L'original sera toujours présenté accompagné de sa traduction. L'enregistrement ou la transcription sera opéré sur la traduction.

Art. 3. — L'enregistrement consistera en une analyse sommaire de l'acte ou de l'écrit soumis à la formalité.

Cette analyse sera opérée sur un registre, dit *registre des actes divers*, lequel sera arrêté jour par jour, au moyen d'une mention écrite, datée et signée par le receveur.

Le receveur sera seul juge de l'étendue et de la forme à donner à l'analyse.

Tout acte enregistré sera revêtu tant sur l'original que sur la traduction, s'il y a lieu, d'une mention, signée par le receveur, constatant le lieu où la formalité aura été opérée, la date de son accomplissement et le montant des droits et salaires perçus.

Art. 4. — La transcription consistera en une copie littérale de l'acte ou de l'écrit représenté ou de sa traduction, sur le registre des actes divers.

Les surcharges, ratures et autres particularités que contiendra la pièce transcrite y seront indiquées.

Tout acte transcrit sera revêtu d'une mention analogue à celle prévue par le dernier alinéa de l'article 3 pour les actes enregistrés.

Art. 5. — Aucune copie d'actes enregistrés ou transcrits ne pourra être délivrée qu'aux parties contractantes ou à leurs ayants cause à moins d'une ordonnance du juge.

Les copies seront établies sur papier timbré au droit fixe de dimension, suivant le tarif prévu par l'article 20 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadan 1303) modifié par l'article 4 du décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

Art. 6. — L'enregistrement et la transcription des actes donneront lieu à la perception de droits au profit du Trésor et de salaires déterminés ainsi qu'il suit :

	Droits	Salaires
Acte enregistré par analyse, pour chaque acte.	1	0 25
Acte transcrit	1	0 60

Les salaires sont comptés par rôle de registre de 33 lignes à la page et de 15 syllabes à la ligne, compensation faite d'une ligne à l'autre.

	Droits	Salaires
Copie collationnée d'un enregistrement délivrée aux parties . .	1	0 25
Copie d'un acte transcrit . . .	1	0 60

Les salaires sont comptés par rôle de moyen papier de 30 lignes à la page et de 15 syllabes à la ligne.

Toute page commencée sera comptée pour un demi-rôle et rendra exigible un salaire de 0 fr. 30.

Art. 7. — Le directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dans toute la Régence le 1er avril 1895.

Enseignement public

13 janvier 1875 (hidjé 1291)

Décret portant règlement des études du collège Sadiki

Un collège sera institué dans notre capitale.

Ce collège portera le nom de Medraça Sadikia et comprendra trois sections : dans la première, on apprendra le Coran, l'écriture et les ouvrages qui seront ci-après indiqués ; dans la seconde, on apprendra les sciences juridiques et ce qui s'y rattache ; dans la troisième, on apprendra les langues étrangères et les sciences de raisonnement qui peuvent être utiles aux musulmans tout en n'étant pas contraires à leur foi.

Le règlement qui suit est divisé en quatre chapitres, dont trois correspondent respectivement à chacune des sections ci-dessus, et

le quatrième renferme des dispositions qui ne concernent pas l'enseignement lui-même.

CHAPITRE 1er

Première section

Article premier. — Cette section comprend quatre classes d'une année chacune.

Art. 2. — L'élève commencera par apprendre, sous la direction du professeur, la forme des lettres et leur prononciation . . . . . .

Art. 3. — Lorsque les formes des lettres et leur prononciation se seront bien imprimées dans l'esprit de l'élève, on lui apprendra quelles sont celles qui peuvent se combiner et celles qui s'écrivent isolément. . . . .

Art. 4. — ... On ne fera faire à l'élève aucun exercice supplémentaire si ce n'est ce qui regarde l'apposition des points diacritiques et les autres notations nécessaires ; on lui fera, en même temps, apprendre par cœur l'*Akida* de l'imam Souyouthy.... S'il a, en même temps, appris le Coran aussi bien que cela est compatible avec son âge et la durée de ses études, tout en ayant appris l'*Akida* de Sayouthy et acquis la facilité nécessaire dans l'écriture, il passera à la seconde classe, après un examen, ainsi qu'il sera dit à l'art. 63 . . .

Art. 5. — Après que l'élève se sera parfaitement pénétré de ce qu'on lui enseigne dans la première classe,... on lui fera copier les *Hadith* authentiques, qui peuvent former le cœur et le caractère des élèves en leur offrant des préceptes moraux, comme les *Hadith* de Kodaï ; le professeur les expliquera en même temps ; il expliquera aussi l'*Akida* de Souyouthy, que les élèves ont déjà apprise dans la première classe.... On fera apprendre aussi la *Djazrïa* et l'*Adroumïa*, les règles de notation avec les explications nécessaires, les règles de lecture du Coran, et on exercera les élèves à la calligraphie. Les formes proposées pour modèle aux élèves devront être d'un type unique: il sera fait une collection de modèles d'écriture des calligraphes les plus célèbres, parmi lesquels on en choisira un que le professeur devra adopter. Lorsque l'élève aura appris le Coran autant qu'on le peut dans ce temps, les *Hadith* et tout ce qu'on lui aura donné à apprendre, ainsi que les autres exercices prescrits pour cette classe, il aura terminé le cours de la deuxième classe et passera à la troisième, après examen, comme il est dit à l'article 63.

Art. 6. — Dans la troisième classe, l'élève continuera à lire le Coran, en l'apprenant par cœur, à écrire les *Hadith* commencés dans la deuxième classe.... On lui en expliquera le sens et on continuera l'explication de l'*Akida* ; on lui apprendra les règles plus avancées de la notation et de la lecture du Coran. A ces études, on ajoutera celle du texte d'Ibn-Acher, pour le maléky, du Mandoumal El-Iman pour le hanéfy, la *Rahbiya* et la *Râya*, le texte du *Sollam* et l'étude des deux écritures Tholoty et Taâllok. Après qu'il aura appris la partie du Coran correspondante à ce temps d'études et les textes ci-dessus énumérés, qu'il les aura bien compris et bien étudiés, l'élève passera à la quatrième classe de cette section, qui est la première de la seconde, et ce après examen, comme il est dit à l'art. 63.

Art. 7. — Après que l'élève aura accompli toutes les études de la troisième classe, il continuera à s'appliquer à tout ce qu'il y aura appris, mais avec une étendue et des développements plus grands. Les textes qu'il apprendra seront, au lieu de ceux de la troisième classe, ceux de l'*Alfiya*, du *Tahdib Mantiky* et des *Akaïd Nasafia*. Il continuera toujours à apprendre le Coran, et après qu'il aura accompli tout ce qui lui est prescrit pour cette classe, qu'il aura appris le Coran et qu'il aura donné des preuves de ses progrès dans l'examen établi par l'art. 63, il aura terminé les études de la première section, et ses travaux devront désormais être consacrés aux connaissances prescrites pour les autres sections.

. . . . . .

Art. 9. — Les maîtres devront réciter le Coran devant les élèves, suivant le mode de lecture appelé tajouid, en le leur dictant; en le faisant lire, ils suivront la méthode de Kaloun, mais en le lisant eux-mêmes ils pourront suivre la méthode de Hafs et de Kaloun.

Art. 10. — Les professeurs pourront se faire aider, par leurs élèves les plus avancés, dans l'instruction de ceux qui ne le sont pas autant, pourvu que cela ne distraie pas les élèves de leurs travaux particuliers.

Art. 11. — Les professeurs devront enseigner aux élèves la manière dont ils doivent accomplir les ablutions et les prières, en l'ordonnant aux élèves de sept ans, et en la faisant appliquer par ceux de dix ans et au-dessus.

. . . . . .

CHAPITRE II

Deuxième section

Art. 14. — Cette section comprend quatre classes, dont trois d'une année, et la quatrième de deux.

Art. 15. — L'élève commencera la première classe par l'explication de l'*Akida* de l'imam Souyouthy, que le professeur fera devant lui.

On joindra à cette étude celle du texte de l'*Adjroumia*, et les quatre opérations de l'arithmétique... L'élève apprendra aussi les *Hakaïk*. Tout en suivant les cours de la quatrième classe de la première section, il devra aussi suivre les cours de cette première classe, de telle façon qu'il termine en même temps les deux cours. Lorsqu'il se sera bien pénétré des matières dont la connaissance lui est prescrite, il passera, après examen, comme il est dit à l'article 63, à la deuxième classe de la deuxième section.

Art. 16. — L'élève suivra, dans la deuxième classe, quatre cours, savoir : un cours de grammaire, sur le commentaire de Makoudy sur l'*Adjroumia* ; un cours de lecture du Coran, sur le commentaire de Sidi Khaled à la Djozria ; un cours de jurisprudence, sur le texte d'Ibn Acher pour le maléky, et celui du cheik Hassen pour le hanéfy ; un cours de hadith sur le texte des Chemaïl et des hadith de Chohab Codhaï ; dans ce dernier cours, l'élève apprendra aussi les éléments de littérature par la lecture du poème *Lamiat-el-Arab*, avec le commentaire de Souyouthy, de l'ouvrage intitulé *Akouam Elméselek* et du *Karamany*. Le cours commencera par le hadith, ensuite on fera la littérature et puis l'histoire. Le professeur fera apprendre aux élèves l'un des anciens poèmes arabes comme les *Moallakat* et le *Tarakib Elbolagha*, afin de leur former le goût et de les préparer à acquérir une bonne rédaction. Lorsque les élèves auront bien appris les matières de cette classe, ils passeront à la troisième, après examen, comme il est dit à l'article 63.

Art. 17. — Lorsque l'élève se sera bien pénétré des matières de la deuxième classe, il devra suivre quatre cours : un de grammaire, avec le commentaire du *Katr* par son auteur ; un de jurisprudence, avec le commentaire d'Ibn Acher pour le maléky, et le commentaire du cheik Hassen pour le hanéfy ; un autre cours comprendra la *Logique* d'Isagougy avec le commentaire du cheik Beïram ; l'ouvrage sur les Tropes, intitulé *Samarkandia*, et le texte de la *Risalet Elwadé*... Les cours d'histoire, de littérature et de hadith, dont il a été parlé à l'article précédent, devront se continuer simultanément ; après que l'élève aura terminé les études de cette classe, il passera à la quatrième, après l'examen prescrit à l'article 63.

Art. 18. — Les cours que l'élève devra suivre, dans la quatrième classe, sont au nombre de quatre, savoir : un cours de jurisprudence, avec le texte de la *Résala* pour le maléky, et le texte du *Kadoury* pour le hanéfy ; un cours de grammaire, avec l'*Alfiya* ; un cours qui comprendra la *Tahdib*, logique, le commentaire de Mélewy sur la *Samarkandia*, et la *Résala Adudia* sur la méthode... Le quatrième cours comprendra le hadith, avec le *Metn-el Méwaheb*, par exemple : les belles-lettres, avec les *Makamat*, la *Oumda*, le commentaire des *Moallakat* ; et l'histoire, avec le *Kitab-el-Iber*. Lorsque l'élève aura terminé ces différentes études, il aura accompli les cours de la deuxième section ; il pourra alors, à son choix ou au choix de son père ou de son tuteur, passer à la grande mosquée pour terminer le cours de droit, ou bien passer à la troisième section, ou bien suivre les deux cours simultanément. Dans le cas où il croirait devoir arrêter ici ses études, il sera libre de le faire. Il n'aura droit à opter entre ces différents partis qu'après son examen, comme il est dit à l'article 63.

. . . . . .

CHAPITRE III

Troisième section

Art. 23. — Les cours de cette section durent sept années, à partir de la deuxième année de la première section. . . . . .

Art. 24. — On apprendra successivement dans cette section, la langue turque, le français et l'italien, et autres langues qui seraient considérées nécessaires. L'enseignement de la lecture et de l'écriture, dans ces différents idiomes, se fera d'après leurs règles spéciales....

Art. 25. — Les sciences qui seront enseignées dans cette section, sont les suivantes : — Mathématiques, comme l'arithmétique et l'algèbre. — Géométrie, comprenant la géométrie descriptive, la mécanique et la géométrie industrielle. — La cosmographie, comprenant la géographie et la météorologie. — La physique, comprenant la médecine, la vétérinaire, la botanique, la zoologie, la minéralogie, l'agriculture et la chimie. — Politique et législation des différents pays.

On étudiera, parmi ces sciences, celles dont les musulmans ont besoin dans leur intérêt.

. . . . . .

CHAPITRE IV

Des règles qui ne regardent pas directement les études

. . . . . .

Art. 31. — Il y a deux catégories d'élèves : les internes, qui... habitent le collège ; les externes, qui, tout en vivant dans leurs familles, viennent chaque jour suivre les cours. L'instruction que reçoivent ces deux

catégories d'élèves est gratuite ; la première catégorie sera fournie de tout ce dont elle a besoin pour tout le temps des études.

. . . . . .

Art. 33. — Les élèves sont égaux en droit ; la seule distinction admise est celle que donne une bonne conduite ou l'intelligence.

Art. 34. — On recevra les élèves qui seront âgés de six ans, jusqu'à dix.

. . . . . .

Art. 39. — Il n'y aura suspension des études que pendant les trois jours du Mouled et Aïd Elfatr, et les cinq jours de la fête des sacrifices.

Art. 40. — On diminuera, pendant l'été, du 15 juillet au 15 septembre, le travail des élèves ; cette réduction se fera, pour ceux qui apprennent le Coran, non sur les jours, mais sur la quantité qu'ils devront écrire, qui sera diminuée de moitié, avec la diminution de temps correspondante. Les autres sections jouiront d'une réduction de jours d'étude ; les élèves viendront le samedi, le lundi et le mercredi pour faire des répétitions de ce qu'ils ont déjà appris ; les études termineront à onze heures du matin.

Art. 41. — Pendant le mois de ramadan, ceux des élèves qui jeûneront, jouiront d'une réduction de moitié sur le temps d'études, de telle façon qu'à partir de midi ils pourront se reposer.

. . . . . .

Art. 44. — Chaque jeudi on fera sortir les élèves dans l'après-midi, et on les enverra, sous la surveillance de l'un des gardiens, dans les lieux les plus agréables, et ce afin de les aider à continuer leurs études avec une plus grande ardeur. On pourra les exercer en même temps à tirer à la cible.

Art. 45. — Pendant les intervalles de repos, on devra occuper les élèves à des exercices gymnastiques, et les exercer à l'usage des armes blanches.

. . . . . .

Art. 63. — Au commencement de chaque année il sera fait un examen public, en présence des professeurs, des élèves, du directeur du collège ; on y invitera aussi quelques notables et les parents des élèves. Cet examen se fera sur les matières que les élèves auront apprises dans la période correspondante. On donnera aux élèves dont les réponses auront été satisfaisantes sur les matières qu'ils apprennent dans leur classe, le signe distinctif de cette classe, et on les fera passer à la suivante. Celui qui se sera spécialement distingué, recevra la médaille d'honneur de sa classe, et aura sur les autres une supériorité... Ceux dont les réponses n'auront été satisfaisantes que pour une partie des matières enseignées dans leur classe, passeront à celle qui la suit, en considération de ce qu'ils auront appris, tout en restant dans l'autre pour suivre les cours où ils n'ont pas réussi, et ce jusqu'à l'examen suivant. Les élèves qui n'auront profité dans aucune des matières de leur cours, resteront dans la même classe jusqu'à l'examen suivant. Les élèves qui n'auront profité dans aucune des matières de leur cours, resteront dans la même classe jusqu'à l'examen suivant ; si à ce second examen on voit qu'ils n'ont pas fait plus de progrès, il sera procédé à leur égard de la manière indiquée à l'article 65.

Art. 64. — S'il résulte de l'examen que le peu de progrès des élèves doit être attribué à l'insuffisance du professeur, on devra le changer ; on procédera de même, que cette insuffisance soit constatée au premier examen privé ou aux suivants.

Art. 65. — S'il résulte de l'examen l'inaptitude de l'élève pour une branche d'études, on ne devra plus le forcer à la suivre, et on l'appliquera aux matières pour lesquelles il a plus de facilité. En cas d'inaptitude absolue, de même qu'en cas de faute grave, l'élève sera exclu du collège.

Art. 66. — Si l'élève, ayant terminé le cours de la deuxième section, désire compléter ses études légales à la grande mosquée, le directeur partagera ses heures de telle manière qu'il puisse en même temps suivre les cours de la mosquée et du collège ; il se rendra à la mosquée et en reviendra sous la surveillance de la personne désignée par le directeur. Si l'élève veut, au contraire, se consacrer entièrement aux études de la troisième section, il pourra le faire.

Art. 67. — L'élève qui aura terminé ses études dans une des sections, recevra, après l'examen annuel, un certificat à cet effet, signé par le professeur de sa section et le directeur du collège.

Art. 68. — Les élèves qui auront fait le cours complet d'études et auront reçu leur diplôme définitif, seront préférés aux autres dans les choix pour les emplois.

Art. 69. — Les pères ou les tuteurs des externes pourront les retirer du collège après l'examen annuel ; les internes, toutefois, ne pourront en sortir qu'après avoir terminé le cours complet. . . . . .

Art. 73. — Un médecin spécial sera attaché au collège ; il soignera tous les élèves également, tant externes qu'internes.

6 mai 1883 (28 djoumadi-ettani 1300

Décret créant la direction de l'enseignement public

M. Machuel (Louis), professeur d'arabe, est chargé de la direction de toutes les affaires concernant l'enseignement en Tunisie.

27 juin 1885 (15 ramadan 1302)

Décret instituant des commissions scolaires locales

Article premier. — Uue commission scolaire est instituée dans les localités où il y a une ou plusieurs écoles.

Art. 2. — Cette commission se compose de six membres au moins et de huit membres au plus.

Art. 3. — En font partie de droit :

1° Le contrôleur civil, le consul ou l'agent consulaire de France;

2° Le gouverneur, ou, à son défaut, le khalifa de la localité ;

3° le président de la municipalité ;

4° Le premier adjoint européen.

Les autres membres sont nommés par notre premier ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement public. Leur mandat est de deux ans.

Art. 4. — Le contrôleur civil, le consul ou l'agent consulaire de France est de droit président de la commission scolaire.

Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaires de cet ordre, la commission nomme elle-même son président.

Elle nomme en tous cas son secrétaire.

Art. 5.— Le directeur de l'enseignement public est de droit président de toutes les commissions scolaires.

Art. 6. — Cette commission a pour but de surveiller et d'encourager le développement des établissements d'instruction.

Art. 7. — Elle cherche par tous les moyens en son pouvoir à assurer la fréquentation des écoles ; elle recueille des fonds pour améliorer le matériel scolaire et procurer des fournitures classiques aux élèves indigents.

Art. 8. — Elle reçoit les plaintes qui peuvent être formulées par les familles, et les transmet, s'il y a lieu, au directeur de l'enseignement public.

Art. 9. — Elle peut, avec l'autorisation du directeur de l'enseignement, désigner un de ses membres pour inspecter les écoles.

Art. 10. — La commission a aussi pour mission d'encourager les élèves à compléter leur instruction après leur sortie de l'école. Elle peut alors se transformer en *comité de patronage* chargé de diriger les jeunes gens dans le choix d'une carrière et principalement de leur faire apprendre des métiers capables de relever les industries locales.

Art. 11. — Tous les ans, dans les premiers jours du mois de juillet, elle adressera au directeur de l'enseignement public un rapport sur ses travaux.

1er juillet 1885 (19 ramadan 1302)

Décret fixant la situation et l'avancement du personnel de l'enseignement primaire

Article premier. — Nul ne peut exercer les fonctions d'instituteur public s'il ne justifie au moins de la possession du brevet simple.

Art. 2. — Les instituteurs publics de la Tunisie sont divisés en deux catégories selon qu'ils possèdent le brevet supérieur ou le brevet simple.

Art. 3. — Les instituteurs de la première catégorie sont divisés en cinq classes dont les appointements sont fixés comme il suit :

5e Classe	. . . .	2.500	piastres	(1.500 fr.)
4e —	. . . .	3.000	—	(1.800)
3e —	. . . .	3.500	—	(2.100)
2e —	. . . .	4.000	—	(2.400)
1re —	. . . .	4.500	—	(2.700)

Art. 4. — Les instituteurs de la deuxième catégorie sont également divisés en cinq classes :

5e Classe.	. . . .	2.000	piastres	1.200 fr.)
4e —	. . . .	2.500	—	1.500)
3e —	. . . .	3.000	—	1.800)
2e —	. . . .	3.334	—	2.004)
1re —	. . . .	3.670	—	2.202)

Art. 5. — Suivant les besoins du service, des moniteurs indigènes, munis du certificat d'études primaires, pourront être provisoirement chargés d'une classe.

Ils recevront une indemnité mensuelle de 60 piastres (36 fr.)

Art. 6. — La promotion à une classe supérieure est possible au bout de deux années de service et de droit au bout de cinq ans.

Art. 7. — Tout instituteur de la deuxième catégorie qui subira avec succès les épreuves du brevet supérieur passera de droit dans la première catégorie en conservant la classe à laquelle il appartient.

Art. 8. Tout instituteur indigène ou européen qui justifiera devant une commission spéciale de la connaissance de la langue arabe suivant des programmes qui seront déterminés ultérieurement, passera à la classe supérieure tout en conservant ses droits à l'avancement.

Art. 9. — Tout instituteur qui aura fait recevoir cinq élèves indigènes au certificat d'études primaires recevra, à titre d'encoura-

gement, une somme de cent piastres (60 fr.)

Il aura droit à une *mention honorable* lorsqu'il en aura fait recevoir quinze ; à une *médaille de bronze* lorsqu'il en aura fait recevoir vingt-cinq ; et à la *médaille d'argent* lorsqu'il en aura fait recevoir quarante.

Art. 10. — Tout instituteur qui aura fait admettre, dans la même année, deux élèves au collège Sadiki ou à l'école normale recevra une indemnité de cent piastres (60 fr.)

Une somme de cinquante piastres (30 fr.) sera toujours donnée à l'instituteur dont l'élève aura été reçu avec le numéro un.

2 janvier 1886 (27 rabia-el-aoual 1303)

Décret organisant le collège Sadiki

Article premier.— Le collège Sadiki est destiné à former des employés pour les diverses administrations de la Régence, et à préparer des jeunes gens aux professions libérales.

Les élèves y reçoivent l'instruction primaire, secondaire et supérieure donnée par des professeurs arabes et européens.

Art. 2. — L'administration du collège est assurée par :

Un directeur.

Un conseil d'administration,

Un administrateur des rentes, comptable.

Art. 3. — L'instruction est donnée par des professeurs arabes et européens avec le concours d'un conseil de professeurs, d'un inspecteur des études européennes, d'un censeur des études européennes.

Du directeur

Art. 4. — Le directeur du collège Sadiki a la haute direction et la haute surveillance. Il veille à l'observation des règlements par les professeurs et les élèves. Il assure le service en cas d'absence ou d'empêchement d'un professeur. Il a la responsabilité de la discipline générale de l'établissement.

Art. 5. — Il assure l'exécution de nos décisions, de celles du directeur de l'enseignement et du conseil d'administration.

Art. 6. — Il nomme et révoque les employés subalternes et les domestiques du collège.

Art. 7. — Il est particulièrement chargé de la direction des études arabes, avec le concours de l'inspecteur des études musulmanes.

Art. 8. — Il correspond avec les parents des élèves ; il est l'intermédiaire de l'administration du collège avec notre gouvernement, par l'entremise de la direction de l'enseignement.

Art. 9. — Il est nommé et révoqué par nous, sur la proposition du directeur de l'enseignement public.

Du conseil d'administration

Art. 10. — Le conseil d'administration se compose du directeur, *président ;*

De l'inspecteur des études européennes, *vice-président :*

Du censeur des études européennes ;

De l'administrateur des rentes ;

De deux professeurs des études arabes et deux des études européennes, nommés annuellement par nous, sur la proposition du directeur de l'enseignement public.

Le conseil pourra choisir un secrétaire en dehors de ses membres, pris dans le personnel enseignant du collège.

Art. 11. — Le directeur de l'enseignement public préside le conseil d'administration lorsqu'il assiste aux séances.

Art. 12. — Le président pourra appeler le médecin du collège à siéger au conseil chaque fois qu'il le jugera utile ou que le conseil le demandera. Il aura voix consultative.

Art. 13. — Le conseil est réuni tous les mois au moins par le directeur qui doit aviser le directeur de l'enseignement de cette réunion et lui faire connaître l'ordre du jour.

Le directeur sera tenu de convoquer le conseil dans un délai de quarante-huit heures chaque fois que la demande lui en sera faite par écrit par quatre administrateurs.

Art. 14. — Le conseil pourra valablement délibérer si cinq administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux des délibérations, avec l'indication des membres présents, sont consignés en français et en arabe sur un registre, et signés par tous les administrateurs qui ont assisté à la réunion.

Art. 15. — Le conseil vote, chaque année, le budget du collège pour la période courant du 13 octobre d'une année au 12 octobre de l'année suivante. L'exécution du budget sera subordonnée à l'approbation du premier ministre.

Aucune dépense ne pourra être payée si un crédit n'est, à cet effet, régulièrement ouvert. Il ne pourra être disposé des sommes inscrites pour les dépenses imprévues qu'avec l'assentiment écrit du directeur de l'enseignement. Les crédits supplémentaires ne pourront être accordés que dans les formes suivies pour le vote du budget. Les ventes, échanges, achats et baux d'immeubles sont soumis à l'appro-

bation du conseil d'administration ainsi que les ventes, échanges et achats de valeurs mobilières. Il détermine, sur la proposition de l'administrateur des rentes, l'emploi des capitaux disponibles, le tout sous la réserve de l'approbation de notre premier ministre, à moins de règlements spéciaux qui exigent notre sanction.

Art. 16. — Le conseil d'administration propose la création et la suppression des chaires de professeurs.

De l'administrateur des rentes

Art. 17. — L'administrateur des rentes doit assurer la conservation et la mise en valeur des biens du collège.

Il le représente en justice, mais il ne peut intenter aucune action judiciaire sans l'assentiment du conseil d'administration.

Il est chargé de la perception des revenus du collège et du service de la caisse.

Art. 18. — Il ne peut recevoir aucune somme sans un titre de recette établi par le directeur de l'enseignement public ou le conseil d'administration, selon les cas.

Art. 19. — Il ne paiera aucune somme que sur la remise d'un mandat dressé par le directeur du collège et visé par le directeur de l'enseignement public ou son délégué; ce mandat devra être acquitté par la partie prenante.

Art. 20. — Les notaires du collège tiendront la comptabilité des mandats délivrés.

Art. 21. — Un règlement spécial sera soumis à l'approbation de notre premier ministre par le directeur de l'enseignement public pour l'exécution des articles 17 à 20 du présent décret.

Art. 22. — L'administrateur des rentes est nommé et révoqué par nous, sur la proposition du conseil d'administration présidé par le directeur de l'enseignement public.

Les propositions pour la nomination doivent comprendre trois candidats remplissant toutes les conditions nécessaires de capacité et d'honorabilité.

Des professeurs

Art. 23. — Les professeurs sont responsables de la discipline intérieure de leurs classes.

Ils doivent se conformer aux règlements et aux programmes du collège.

Art. 24. — Ils sont nommés et révoqués par nous, sur la proposition du directeur de l'enseignement public qui est chargé spécialement d'en assurer le recrutement.

Art. 25. — Les professeurs français sont divisés en deux catégories renfermant chacune cinq classses.

PREMIÈRE CATÉGORIE

(Professeurs chargés des classes supérieures)

Ils devront être pourvus de l'un des titres suivants : 1° du brevet supérieur ou du baccalauréat, avec le diplôme d'arabe; 2° du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales; 3° de la licence ès-lettres ou ès-sciences.

1re Classe	7.500 piastres		(4.500 fr.)
2e Classe	6.800	—	(4.080)
3e Classe	6.000	—	(3.600)
4e Classe	5.000	—	(3.000)
5e Classe	4.000	—	(2.400)

DEUXIÈME CATÉGORIE

(Professeurs chargés des classes élémentaires)

Ils devront être pourvus du brevet élémentaire au moins, avec le diplôme d'arabe.

1re Classe	6.000 piastres		(3.600 fr.)
2e Classe	5.000	—	(3.000)
3e Classe	4.500	—	(2.700)
4e Classe	4.000	—	(2.400)
5e Classe	3.500	—	(2.100)

Art. 26. — Les professeurs indigènes sont également divisés en deux catégories renfermant chacune cinq classes.

PREMIÈRE CATÉGORIE

(Professeurs de grammaire, de droit et de littérature)

1re Classe	4.000 piastres		(2.400 fr.)
2e Classe	3.500	—	(2.100)
3e Classe	3.000	—	(1.800)
4e Classe	2.500	—	(1.500)
5e Classe	2.000	—	(1.200)

DEUXIÈME CATÉGORIE

(Professeurs chargés de l'enseignement du Coran)

1re Classe	3.000 piastres		(1.800 fr.)
2e Classe	2.500	—	(1.500)
3e Classe	1.800	—	(1.080)
4e Classe	1.500	—	(900)
5e Classe	1.200	—	(720)

Art. 27. — La promotion à une classe supérieure ne pourra avoir lieu qu'après trois ans au minimum. Elle n'aura jamais lieu qu'au commencement d'un exercice.

Art. 28. — Les professeurs ayant actuellement des appointements supérieurs à ceux de la classe la plus élevée continueront à jouir de ces appointements.

Du conseil des professeurs

Art. 29. — Le conseil des professeurs est composé de tous les professeurs de l'établis-

sement, européens et indigènes. Il se réunit une fois par mois sous la présidence du directeur.

Art. 30. — Il fait subir un examen d'entrée aux jeunes gens qui désirent être admis au collège.

Il décide de l'exclusion des élèves pour quelque cause que ce soit.

Il propose les réformes et les améliorations qu'il juge nécessaires pour le bien de l'enseignement.

Du censeur des études européennes

Art. 31. — Le censeur prépare le tableau de l'emploi du temps pour chaque classe européenne et celui des compositions. Il l'adresse pour approbation au directeur de l'enseignement public. Il veille à l'observation des règlements et des programmes des études françaises, et fait à cet effet aux professeurs les observations qu'il juge nécessaires.

Art. 32. — Le censeur est nommé par nous, sur la proposition du directeur de l'enseignement public.

Des élèves

Art. 33. — Les élèves du collège Sadiki se divisent en deux catégories.

Art. 34. — Les internes sont nourris, habillés et blanchis aux frais de l'établissement.

Art. 35. — Les demi-pensionnaires prennent gratuitement le repas de midi dans l'établissement.

Art. 36. — Le collège Sadiki est autorisé à admettre des externes musulmans âgés de plus de dix ans, mais aucune fourniture ne leur sera faite gratuitement par le collège.

Art 37. — A partir de la présente année, les élèves internes et demi-pensionnaires seront recrutés au concours parmi les meilleurs élèves des écoles annexes du collège Sadikï, du collège Allaoui et des écoles primaires, sur une liste de mérite présentée par chaque directeur.

Art. 38. — Les élèves du collège Sadiki seront exempts du service militaire tant qu'ils feront partie de l'établissement.

Art. 39. — Les élèves admis au collège Sadiki devront rester dans l'établissement jusqu'à la fin de leurs études. Les parents qui retireraient leurs enfants sans une raison majeure seront tenus de rembourser au collège leurs frais d'entretien.

Art. 40. — Chaque élève interne doit avoir à Tunis un correspondant.

Art. 41. — A la fin de chaque année scolaire les élèves subiront un examen pour passer dans la classe supérieure.

Art. 42. — Le directeur de l'enseignement public est chargé d'assurer par un règlement spécial les détails du service intérieur du collège.

Art. 43. — Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de décret du 5 hidjé 1291-13 janvier 1875 et 28 moharrem 1300-9 décembre 1882.

2 février 1886 (28 rabia-ettani 1303)

Arrêté du premier ministre portant règlement de l'administration des biens du collège Sadiki.

. . . . . .

Art. 4. — Les immeubles du collège Sadiki seront, à moins d'autorisation spéciale de louer de gré à gré donnée par écrit par le directeur de l'enseignement public, le conseil d'administration entendu, loués aux enchères qui auront lieu au collège en présence du directeur, de l'administrateur, de ses deux notaires, de deux membres du conseil d'administration choisis par leurs collègues et du secrétaire du conseil.

Art. 5. — ... L'administrateur sera tenu de donner des reçus pour toutes les sommes qu'il recevra, même pour celles provenant de la vente des olives, quelles que soient les personnes qui lui remettront ces sommes.

Art. 6. — Le budget du collège sera préparé chaque année, au commencement du mois de septembre, par le directeur et l'administrateur réunis, qui le soumettront au conseil d'administration. Il sera ensuite transmis à l'approbation du gouvernement par le directeur de l'enseignement.

Art. 9. — Les dépenses ne pourront être faites que dans les limites des crédits spéciaux inscrits à chaque article.

Le crédit voté pour les dépenses imprévues ne pourra être employé qu'avec l'assentiment du directeur de l'enseignement.

En cas d'insuffisance du crédit, le directeur, après entente avec le directeur de l'enseignement public, réunit le conseil d'administration pour voter un crédit supplémentaire ou un virement de crédit, sous réserve de l'approbation du gouvernement.

Art. 10. — Les dépenses du collège ne seront soldées par l'administrateur que sur le vu d'une ordonnance de paiement signée par le directeur du collège, visée par l'administrateur et approuvée par le directeur de l'enseignement public. Ces ordonnances devront mentionner l'exercice et l'article du budget sur lequel la dépense est imputable, et porter un numéro d'ordre qui se suivra sans interruption pendant tout le cours de l'exercice.

Elle seront accompagnées des pièces justificatives exigées par les règlements de comptabilité de l'Etat.

Art. 11. — Pour les dépenses qui, par leur nature, doivent être payées comptant pour les besoins journaliers du collège, il sera ordonnancé au directeur une somme, à titre d'avances, dont il devra justifier l'emploi avant d'en toucher une autre et dans le délai d'un mois au maximum. Cette justification sera faite à l'aide de feuilles journalières sur lesquelles seront inscrites en détail les dites dépenses.

Art. 12. — Il pourra également être ordonnancé à l'administrateur une somme, à titre d'avances pour les dépenses urgentes qu'il pourrait avoir à faire, dont la nature devra être clairement spécifiée dans le libellé de l'ordonnance. Il devra justifier de l'emploi de cette somme dans le délai d'un mois au maximum.

Art. 15. — A la fin d'octobre, les comptes de l'année sont définitivement arrêtés.

Le directeur de l'enseignement public nous adressera, dans le délai d'un mois après la clôture des comptes, un rapport spécial sur la gestion de l'administrateur.

Art. 17. — Le directeur de l'enseignement public est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

2 février 1886 (28 rabia-ettani 1303)

Arrêté du premier ministre réglementant les poursuites en remboursement des frais d'études au collège Sadiki.

Le premier ministre de S. A. le Bey,

Vu l'article 39 du décret du 27 rabia-el-aoual 1303-2 janvier 1886, ainsi conçu :

« Les élèves admis au collège Sadiki devront rester dans l'établissement jusqu'à la fin de leurs études. Les parents qui retireraient leurs enfants sans aucune raison majeure seront tenus de rembourser au collège leurs frais d'entretien. »

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'application de cet article;

Sur le rapport du directeur de l'enseignement public;

ARRÊTE :

Article premier. — Le directeur du collège Sadiki ne poursuivra pas le remboursement des frais d'entretien des élèves sortis avant la fin de leurs études :

1° Pour cause de maladie constatée par un médecin du collège ;

2° Pour entrée à la grande mosquée constatée par la délivrance du livret d'étudiant, et sous réserve de leur assiduité aux cours de cette université ;

Et 3° pour entrée dans un établissement d'instruction en France afin d'y compléter leurs études.

Art. 2. — En dehors des cas spécifiés ci-dessus, les raisons majeures invoquées par des parents pour se soustraire à l'obligation de rembourser les frais d'entretien de leurs enfants sortis du collège Sadiki avant la fin de leurs études, seront soumises à l'appréciation du conseil d'administration du collège. Si celui-ci conclut à la dispense de remboursement, sa délibération ne sera exécutoire qu'avec notre approbation, sur l'avis du directeur de l'enseignement public.

13 février 1886

Arrêté du directeur de l'enseignement public sur le personnel des écoles congréganistes

Le directeur de l'enseignement public,

ARRÊTE :

Article premier. — Les instituteurs et les institutrices publics congréganistes seront nommés par le gouvernement tunisien. Le directeur de l'enseignement public fixera le nombre des maîtres de chaque école.

Art. 2. — Les directeurs et les directrices des écoles congréganistes devront être pourvus du brevet de capacité.

Art. 3. — Les maîtres et les maîtresses non pourvus du brevet de capacité seront tenus de prendre ce titre dans le délai de trois ans, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Les instituteurs et les institutrices ayant quarante-cinq ans d'âge et quinze ans d'exercice en Tunisie, seront autorisés à continuer leurs fonctions.

Art. 5. — Les maîtres recevront, sur le budget du gouvernement tunisien, les appointements suivants : 2,008 piastres s'ils ont le brevet supérieur; 1,608 piastres s'ils ont le brevet simple; 1,008 piastres s'ils n'ont aucun brevet.

Art. 6. — Les maîtresses recevront sur le même budget les appointements suivants : 1,500 piastres si elles ont le brevet supérieur; 1,008 piastres si elles ont le brevet simple ; et 660 piastres si elles n'ont aucun brevet.

Pour l'année scolaire 1885-86 seulement, les appointements de tous les maîtres, quels que soient leurs titres, seront de 1,608 piastres et ceux des maîtresses de 1,008 piastres.

Art. 7. — Les règlements scolaires et les programmes d'études seront arrêtés par le directeur de l'enseignement public.

16 mars 1886

Décision du ministre de l'instruction publique, des Beaux-Arts et des cultes sur l'organisation du collège Saint-Charles de Tunis.

. . . . . .

Art. 2. — Le collège Saint-Charles, qui était jusqu'ici un établissement libre, sera désormais soumis au régime de l'instruction publique et dépendra, comme tel, du directeur de l'enseignement public de Tunisie, en tout ce qui concerne les programmes des études et l'inspection régulière de l'enseignement et des classes.

Art. 3. — Un délégué du gouvernement français, nommé par le Résident général, fera partie du conseil d'administration du collège.

Art. 4. — Le directeur du collège sera nommé par le cardinal-archevêque de Carthage et agréé par le ministre de l'instruction publique.

Les professeurs seront nommés et promus par le ministre de l'instruction publique sur la proposition du conseil d'administration.

Art. 5. — Les professeurs agrégés recevront un traitement de 5,000 francs et les professeurs pourvus de la licence ou du certificat d'aptitude à l'enseignement spécial ou à l'enseignement des langues vivantes, un traitement de 4,000 francs, non compris le quart colonial.

Ils conserveront leur rang comme membres de l'Université, verseront les retenues à la caisse des retraites et seront, à leur retour en France, appelés à servir dans les lycées avec la classe qui leur aura été attribuée.

. . . . . .

14 juin 1886 (12 ramadan 1303)

Décret réglant le mode de nomination des fonctionnaires de l'enseignement public

Article premier. — Tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire et les maîtres élémentaires de l'enseignement secondaire seront nommés et révoqués par le directeur de l'enseignement public.

Art. 2. — Les professeurs de l'enseignement secondaire (*collège Sadiki*, *collège Alaoui*), seront nommés et révoqués par notre premier ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement public.

Art. 3. — Les directeurs des établissements secondaires, les professeurs de l'enseignement supérieur, seront nommés et révoqués par nous sur la proposition du directeur de l'enseignement public.

Art. 4. — Le décret du 18 moharrem 1303-25 octobre 1885 est et demeure abrogé.

20 décembre 1886

Arrêté du directeur de l'enseignement portant règlement scolaire

Article premier. — Les écoles publiques sont ouvertes aux enfants de toutes les nationalités et de tous les cultes.

Art. 2. — Pour être admis dans une école, les enfants doivent avoir plus de cinq ans et moins de dix-sept. En dehors de ces limites, ils ne pourront être admis sans l'autorisation spéciale de l'inspecteur primaire, ou, à son défaut, du président de la commission scolaire locale.

Dans les écoles de filles, les enfants des deux sexes pourront être admis dès l'âge de quatre ans; ils formeront une classe enfantine. Tout garçon, après l'âge de cinq ans, ne pourra être reçu dans une école de filles.

Art. 3. — L'enseignement donné dans les écoles publiques sera gratuit. Toutefois, certains cours facultatifs (musique instrumentale, dessin artistique, travaux à l'aiguille autres que ceux portés dans les programmes) pourront être rétribués. La rétribution mensuelle demandée aux familles ne pourra être supérieure à cinq francs pour toutes les matières facultatives et pour la garde des élèves en dehors des heures de classe.

Art. 4. — L'instituteur veillera à ce que tout enfant, qui fréquentera ou demandera à fréquenter l'école, ne soit atteint d'aucune maladie ou infirmité de nature à nuire à la santé des autres élèves; il devra user de son influence auprès des parents pour que ceux-ci fassent vacciner tous les enfants qu'ils envoient à l'école.

Art. 5. — La garde de l'école est commise à l'instituteur; il ne permettra pas qu'on la fasse servir à aucun usage étranger à sa destination, sans une autorisation spéciale du directeur de l'enseignement public, et, en cas d'urgence, du président de la commission scolaire qui devra informer, dans le plus bref délai, le chef de l'enseignement du motif invoqué.

Art. 6. — Pendant la durée de la classe, l'instituteur ne pourra, sous aucun prétexte, être distrait de ses fonctions professionnelles, ni s'occuper d'un travail étranger à ses devoirs scolaires.

Art. 7. — Les enfants ne pourront, sous aucun prétexte, être détournés de leurs études pendant la durée des classes.

Art. 8. — Tout élève qui aura quitté une école et voudra se faire admettre dans une autre, devra se munir d'un certificat de bonne conduite délivré par son dernier maître.

Art. 9. — Aucune personne ne pourra être chargée d'un enseignement quelconque sans une délégation ou une autorisation spéciale du directeur de l'enseignement.

Art. 10. — L'entrée de l'école est formellement interdite à toute personne autre que celles qui sont préposées à la surveillance de l'enseignement, à moins qu'elle ne soit munie d'une autorisation spéciale.

Art. 11. — Lorsque des parents auront manifesté formellement le désir de faire donner à leurs enfants un enseignement religieux, l'instituteur devra prendre les mesures nécessaires pour que la volonté des parents soit exécutée.

Art. 12. — L'instituteur n'établira aucune distinction entre ses élèves, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, qu'ils paient ou non une rétribution quelconque pour cours supplémentaires. Les uns et les autres seront réunis dans les mêmes locaux et participeront à toutes les leçons faisant partie du programme obligatoire.

Art. 13. — Les classes dureront trois heures le matin et trois heures le soir. Celle du matin commencera à huit heures, et celle de l'après-midi à une heure ; elles seront coupées par une récréation d'un quart d'heure. Suivant les besoins des localités, les heures d'entrée et de sortie pourront être modifiées par le directeur de l'enseignement, sur la demande du directeur de l'école et l'avis de l'inspecteur primaire.

Les enfants qui ne retourneront pas dans leurs familles dans l'intervalle des classes demeureront, jusqu'à l'heure où ils quitteront définitivement la maison d'école, sous la surveillance de l'instituteur, qui pourra demander aux parents, pour ce service supplémentaire, une indemnité mensuelle de trois francs au maximum.

Art. 14. — Les enfants se présenteront à l'école dans un état de propreté convenable.

La visite de propreté sera faite par l'instituteur au commencement de chaque classe.

Art. 15. — Quand l'instituteur prendra la direction d'une école, il devra, de concert avec le président de la commission scolaire ou son délégué, faire le récolement du mobilier scolaire, et, s'il y a lieu, de son mobilier personnel et de celui de ses adjoints.

Le procès-verbal de cette opération, signé par les deux parties, constituera l'instituteur responsable des objets désignés à l'inventaire.

En cas de changement de résidence, l'instituteur provoquera, avant son départ, un nouveau récolement du mobilier.

Art. 16. — L'instituteur est autorisé à fournir aux élèves les livres dont l'emploi aura été permis par le directeur de l'enseignement, ainsi que les fournitures classiques.

Un tableau portant le prix de tous les objets devra être affiché dans chaque salle de classe, après avoir été visé par l'inspecteur primaire.

Art. 17. — La classe sera tenue dans un état constant de propreté et de salubrité. A cet effet, elle sera balayée et arrosée tous les jours ; l'air y sera fréquemment renouvelé ; même en hiver, les fenêtres seront ouvertes pendant l'intervalle des classes.

Art. 18. — Aucun livre ni brochure, aucun imprimé ni manuscrit étranger à l'enseignement ne peuvent être introduits dans l'école ; aucune pétition, quête, souscription ou loterie ne pourra y être faite sans l'autorisation du directeur de l'enseignement.

Art. 19. — Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont :

Les mauvais points ;
La réprimande faite en particulier ;
La réprimande faite en public ;
La privation partielle de la récréation ;
La retenue après la classe, sous la surveillance de l'instituteur ;
L'exclusion temporaire.

Cette dernière peine ne pourra dépasser deux jours. Avis en sera donné immédiatement par l'instituteur aux parents de l'enfant, au président de la commission scolaire et à l'inspecteur primaire. Une exclusion de plus longue durée ne pourra être prononcée que par le directeur de l'enseignement.

Art. 20. — Il est absolument interdit à l'instituteur d'infliger aucun châtiment corporel.

Art. 21. — Les classes vaqueront deux fois par semaine, le dimanche et un autre jour (jeudi, vendredi ou samedi) suivant les cas ; le choix de ce second jour sera déterminé par l'inspecteur primaire, sur la demande motivée du directeur de chaque école.

Art. 22. — Les jours de congés extraordinaires sont :

Pour les écoles où la majorité des élèves appartient au culte catholique :

Trois jours à l'occasion du nouvel an ;
Le matin du mercredi des cendres ;
Une semaine à l'occasion des fêtes de Pâques ;
Le jour de l'Ascension ;
Le lundi de la Pentecôte ;
Le 14 juillet ;
Le jour et le lendemain de la Toussaint ;
Le jour de Noël.

Pour les élèves musulmans :

Le 1er jour de l'année musulmane ;
Un jour à l'occasion de l'Achoura ;
Trois jours à l'occasion du Mouled ;
Cinq jours à l'occasion de l'Aïd-Es-Srir ;

Cinq jours à l'occasion de l'Aïd-El-Kebir.

L'horaire pendant le mois de ramadan sera fixé chaque année par le directeur de l'enseignement.

Pour les élèves israélites :

Un jour à l'occasion du nouvel an ;
Deux jours à l'occasion de la fête *Kippour ;*
Cinq jours à l'occasion de la fête *Soucoth ;*
(Deux au commencement et trois à la fin de la fête qui est célébrée pendant huit jours)
Un jour à l'occasion de la fête *Pourim ;*
Cinq jours à l'occasion de la fête *Pessah ;*
(Même observation que pour la fête *Soucoth.*)
Deux jours à l'occasion de la fête *Schebouoth.*

Art. 23. — L'époque et la durée des vacances sont fixées chaque année par le directeur de l'enseignement.

Art. 24. — L'instituteur ne pourra ni intervertir les jours de classe, ni s'absenter sans y avoir été autorisé par l'inspecteur primaire et sans avoir donné avis de cette autorisation au président de la commission scolaire.

Art. 25. — Le congé accordé par l'inspecteur primaire ne peut dépasser trois jours.

Un congé de plus longue durée ne peut être accordé que par le directeur de l'enseignement.

Dans les circonstances graves et imprévues, l'instituteur pourra s'absenter sans autre condition que de donner immédiatement avis de son absence au président de la commission scolaire et à l'inspecteur primaire.

Art. 26. — Les dispositions de ce règlement sont applicables aux écoles de filles.

20 décembre 1886

Arrêté du directeur de l'enseignement fixant le programme général de l'enseignement primaire

Article premier. — L'enseignement primaire, dans les écoles publiques de la Tunisie, comprend les matières suivantes :

L'instruction morale; la lecture; l'écriture; la langue française ;

L'arithmétique, le système métrique, les éléments de la géométrie et de la comptabilité;

La géographie, particulièrement celle du bassin de la Méditerrannée ;

Les éléments de l'histoire de France et du nord de l'Afrique ; des récits sur les plus grands personnages de tous les temps ;

Les éléments des sciences naturelles et physiques ; leur application à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels ; travaux manuels et usage des principaux métiers ;

Les éléments du dessin; les éléments de la musique; la gymnastique (pour les garçons); les travaux à l'aiguille (pour les filles.)

Art. 2. — L'arabe et l'italien pourront être enseignés dans les écoles publiques.

Art. 3. — L'enseignement primaire est partagé en quatre cours :

1° Cours enfantin ; 2° Cours élémentaire ; 3° Cours moyen ; 4° Cours supérieur.

Art. 4. — Les heures qui devront être consacrées à l'enseignement de chacune des matières du programme sont fixées de la manière suivante :

MATIÈRES du PROGRAMME	ÉCOLE DE GARÇONS				ÉCOLE DE FILLES			
	COURS enfantin	COURS élémentaire	COURS moyen	COURS supérieur	COURS enfantin	COURS élémentaire	COURS moyen	COURS supérieur
Instruction morale	2 1/2	2 1/2	2	1	2 1/2	2 1/2	2	1
Lecture avec explications, exercices de langage et étude de morceaux choisis	7	6	2	2	7	5	4	2
Ecriture	5	4	1 1/2	1 1/2	4	4	1 1/2	1 1/2
Langue française (grammaire et rédaction	»	2	6	6	»	1	5	6
Arithmétique, système métrique, éléments de géométrie et calcul oral	5 1/2	5 1/2	4	4	4	4	4	4
Géographie	1	2	3	3	1	1	2	3
Histoire	»	1	3	3	»	1	2	3
Leçons de choses et sciences physiques	4	2	2	3	3	2	1	2
Dessin	1	1	2	2	»	1	1	1
Musique et chant	1	1	1	1	1	1	1	1
Gymnastique	1/2	1/2	1	1	»	»	»	»
Travaux à l'aiguille	»	»	»	»	5	5	4	3
TOTAUX	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2	27 1/2

Art. 5. — Le tableau général de l'emploi du temps, dressé par le directeur de chaque école, devra être soumis, au commencement de l'année scolaire, à l'approbation de l'inspecteur primaire. Cet emploi du temps devra être affiché dans la classe du directeur. L'emploi du temps particulier à chaque classe sera affiché dans la salle.

Art. 6. — Chaque élève sera pourvu d'un carnet de correspondance.

Art. 7. — Les registres dont la tenue est obligatoire sont :

1° Le registre matricule ;

2° Le registre d'appel et des notes mensuelles ;

3° Le journal de classe ;

4° Le registre d'inventaire du mobilier et du matériel scolaire ;

5° Le catalogue des livres de la bibliothèque.

Art. 8. — Chaque élève devra avoir un cahier de devoirs hebdomadaires.

Art. 9. — Les directeurs d'école devront adresser un rapport à l'inspecteur primaire à la fin de chaque mois.

27 mars 1888 (15 redjeb 1305)

Décret instituant des examens de langue arabe

Article premier. — Il est institué en Tunisie des examens de langue arabe. Ces examens seront divisés en trois degrés et donneront droit à l'obtention :

1° D'un certificat de connaissance d'arabe parlé ;

2° D'un brevet élémentaire d'arabe ;

3° D'un diplôme d'arabe.

Art. 2. — Les examens consisteront, pour chaque degré, en épreuves écrites et en épreuves orales.

Art. 3. — Les épreuves du certificat de connaissance d'arabe parlé comprendront :

Pour l'examen écrit

1° Une version ;

2° Un thème.

(La durée de chacune de ces épreuves sera d'une heure).

Pour l'examen oral

1° Des interrogations sur les règles du langage ;

2° Des exercices de conversation.

(La durée des épreuves orales sera de vingt minutes au minimum).

Art. 4. — Les épreuves du brevet élémentaire d'arabe comprendront :

Pour l'examen écrit

1° La traduction en français d'une lettre arabe d'un style simple (une dizaine de lignes environ) ;

2° La traduction en arabe d'un texte français simple (une dizaine de lignes environ).

(La durée de chacune de ces épreuves sera de deux heures).

Pour l'examen oral

1° La lecture et la traduction d'un texte arabe d'un style simple et correct ; l'analyse grammaticale du texte, et des interrogations sur la grammaire arabe ;

2° La lecture et la traduction d'une lettre arabe d'un style simple ;

3° Une conversation avec un indigène et interprétation orale.

(La durée des épreuves orales sera de vingt minutes au minimum).

Art. 5. — Les épreuves du diplôme d'arabe comprendront :

Pour l'examen écrit

1° La traduction d'une lettre arabe de service d'un style assez difficile (d'une vingtaine de lignes au moins) ;

2° La traduction en arabe d'un texte français d'une quinzaine de lignes (lettre de service, rapport administratif, ordre, etc.) ;

3° Une rédaction en arabe sur un sujet administratif ou la narration d'un fait.

(La durée de chacune des épreuves écrites sera de trois heures).

Pour l'examen oral

1° La lecture, la traduction et l'analyse grammaticale d'un passage d'un ouvrage de littérature ; des interrogations en arabe sur la grammaire arabe. (Les auteurs sur lesquels portera l'examen seront indiqués tous les deux ans) ;

2° La lecture et la traduction en français d'une lettre manuscrite quelconque ou d'un acte ;

3° Des interrogations sur les éléments du droit musulman et sur l'administration tunisienne.

(Le candidat devra répondre à ces interrogations en langue arabe).

(La durée de chaque épreuve orale sera de quinze minutes au minimum).

Art. 6. — Les examens auront lieu à Tunis, deux fois par an, dans la dernière quinzaine des mois de juin et de décembre.

Art. 7. — Nul ne pourra subir les épreuves du diplôme d'arabe s'il n'a déjà obtenu le brevet.

L'obtention du certificat de connaissance d'arabe parlé n'est pas obligatoire pour se présenter aux examens du brevet d'arabe.

Art. 8. — Les candidats devront adresser, quinze jours au moins avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription au directeur de l'enseignement public. Ils feront connaître, dans leur demande, s'ils désirent subir les épreuves du certificat, du brevet ou du diplôme. Ils indiqueront aussi les titres universitaires qu'ils pourront avoir et, s'il y a lieu, les emplois qu'ils occuperont.

Art. 9. — La commission chargée d'examiner les candidats sera composée des membres suivants :

1° Le directeur de l'enseignement public ou son délégué, président ;

2° Le professeur à la chaire publique d'arabe, secrétaire ;

3° Un chef de section du ministère tunisien ;

4° Un interprète désigné par le Ministre Résident ;

5° Un fonctionnaire désigné par le Ministre Résident.

Art. 10. — Le sujet des épreuves sera choisi par la commission cinq jours au moins avant l'ouverture de chaque session. L'un des membres sera chargé de préparer le nombre d'exemplaires nécessaires.

Art. 11. — La correction des épreuves sera faite en commun. Chaque membre donnera son appréciation sur la valeur des compositions ou des épreuves orales, en les notant de 0 à 10. Les membres de la commission seront libres de refuser un candidat s'ils jugent insuffisantes ses connaissances en français.

Art. 12. — Pour être admis à subir les épreuves orales, les candidats devront obtenir au moins 10 points aux épreuves écrites pour l'examen des deux premiers degrés, et 15 points pour celui du troisième degré.

Pour être reçus définitivement, les candidats devront obtenir, aux épreuves écrites et orales, un minimum de 20 points pour le certificat, 25 pour le brevet et 30 points pour le diplôme.

Art. 13. — Les titres porteront les mentions suivantes : PASSABLE, si le candidat a obtenu une moyenne de 5 sur l'ensemble des épreuves ; BIEN, s'il a obtenu une moyenne de 7, et TRÈS BIEN, s'il a obtenu une moyenne de 9.

15 septembre 1888 (9 moharrem 1306)

Loi sur l'enseignement en Tunisie

CHAPITRE PREMIER

DES ÉCOLES ET DE L'INSPECTION

SECTION PREMIÈRE

Des écoles

Article premier. — La loi reconnaît deux espèces d'écoles primaires ou secondaires :

1° Les écoles fondées ou entretenues par les communes ou l'Etat et qui prennent le nom d'écoles publiques ;

2° Les écoles fondées ou entretenues par des particuliers ou des associations et qui prennent le nom d'écoles privées.

Dans toutes les écoles primaires ou secondaires, le français doit être enseigné.

SECTION II

De l'inspection

L'inspection des établissements scolaires s'exerce par le directeur de l'enseignement public de la Régence ou ses délégués. Celle des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène et la salubrité.

Elle vérifie si l'enseignement n'y est pas contraire à la morale et aux lois du pays, et si la langue française y est enseignée.

Art. 3. — Tout chef d'établissement primaire ou secondaire qui refusera de se soumettre à la surveillance de l'Etat, telle qu'elle est prescrite par l'article précédent, sera poursuivi et condamné à une amende de 100 à 1,000 francs.

CHAPITRE II

DES INSTITUTEURS

SECTION PREMIÈRE

Des conditions d'exercice de la profession d'instituteur primaire, public ou privé

Art. 4. — Toute personne âgée de 21 ans peut exercer dans la Régence la profession d'instituteur primaire, public ou privé, si elle est munie d'un brevet de capacité régulièrement délivré, soit dans la Régence, soit dans une Université étrangère. Le directeur de l'enseignement public est juge de la validité des brevets ; il peut accorder des dispenses d'âge.

Art. 5. — Sont incapables de tenir une école publique ou privée, ou d'y être employés, les individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs ; les individus privés par jugement de tout ou partie des droits civiques, civils et

de famille, et ceux qui auront été interdits en vertu de la présente loi.

Art. 6. — Tout instituteur qui veut ouvrir une école privée doit préalablement déclarer son intention au contrôleur civil et au procureur de la République de l'arrondissement où il veut s'établir, leur désigner le local, et leur donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes.

Cette déclaration demeurera affichée, par les soins du contrôleur civil, à la porte du contrôle, pendant un mois.

Art. 7. — Le contrôleur civil et le procureur de la République peuvent former opposition à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la loi, ou par refus d'approbation du local, dans le mois qui suit la déclaration.

Il est statué sur cette opposition, la partie entendue ou dûment appelée, par le conseil de l'instruction publique institué à l'art. 13 de la présente loi.

A défaut d'opposition, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

Si l'école doit être mixte, une autorisation spéciale du directeur de l'enseignement public sera nécessaire.

Art. 8. — Quiconque aura ouvert ou dirigé une école en contravention aux articles précédents sera poursuivi et condamné à une amende de 50 à 400 francs. L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 100 à 1,000 francs.

Art. 9. — Tout instituteur privé, sur la plainte du contrôleur civil ou du procureur de la République, pourra être, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, déféré au conseil de l'instruction publique et être censuré, suspendu ou interdit de l'exercice de sa profession.

SECTION II

Des établissements particuliers d'instruction secondaire

Art. 10. — Toute personne, âgée de 25 ans ans au moins et n'ayant encouru aucune des incapacités prévues par la présente loi, peut fonder un établissement d'instruction secondaire, sous la condition de faire au contrôleur civil et au procureur de la République de l'arrondissement où elle se propose de s'établir, les déclarations prescrites par l'article 6 et, en outre, de déposer entre les mains du contrôleur civil les pièces suivantes, dont il lui sera donné récépissé :

1° Un certificat de stage constatant qu'elle a rempli, pendant cinq ans au moins, les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement secondaire, public ou privé ;

2° Un diplôme de bachelier ou un équivalent ; le directeur de l'enseignement public sera juge de la validité des diplômes ;

3° Le plan du local et l'indication de l'objet de l'enseignement.

Des dispenses d'âge peuvent être accordées par le directeur de l'enseignement public.

Les articles 5, 7 et 8 ci-dessus sont applicables aux personnes voulant ouvrir des établissements secondaires.

Art. 11. — En cas de désordre grave dans le régime intérieur d'un établissement privé d'instruction secondaire, le chef de cet établissement peut être appelé devant le conseil de l'instruction publique et soumis à la réprimande, avec ou sans publicité.

Art. 12. — Tout chef d'établissement privé d'instruction secondaire, toute personne attachée à la surveillance d'une maison d'éducation peuvent, sur la plainte du contrôleur civil ou du ministère public, être traduits, pour cause d'inconduite et d'immoralité, devant le conseil de l'instruction publique et être interdits de leur profession, à temps ou à toujours, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par les lois.

CHAPITRE III

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Art. 13. — Il est établi dans la Régence un conseil de l'instruction publique composé ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'enseignement public, président;

Un inspecteur des écoles primaires;

Le professeur à la chaire publique d'arabe;

L'inepecteur général des études arabes;

Le directeur du collège Sadiki;

Le directeur du collège Alaoui;

Un professeur de la grande mosquée, désigné par ses collègues :

Le directeur du collège Saint-Charles ;

Un professeur dudit collège, nommé par ses collègues ;

Le contrôleur civil de Tunis ;

Le président et le procureur de la République du tribunal de Tunis ;

Trois directeurs d'écoles privées, désignés par le directeur de l'enseignement public.

Art. 14. — Les membres du conseil de l'instruction publique sont nommés pour trois ans.

Art. 15. — Le conseil de l'instruction publique donne son avis :

Sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration des écoles publiques ;

Sur les budgets de ces écoles ;

Il instruit les affaires disciplinaires relatives aux membres de l'enseignement.

Il prononce sur les affaires contentieuses relatives à l'ouverture des écoles privées, aux droits des maîtres particuliers et à l'exercice du droit d'enseigner, sur les poursuites dirigées contre les membres de l'enseignement primaire ou secondaire, dans les cas déterminés par la présente loi.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16. — Les directeurs de chaque école devront tenir un registre sur lequel seront inscrits les noms des élèves, la date de leur naissance, l'époque de leur entrée à l'école, le nom et le domicile de leurs parents.

Art. 17. — Les châtiments corporels sont interdits.

20 février 1889 (19 djoumadi-ettani 1306)

Décret sur l'organisation des medraças

CHAPITRE PREMIER

Des medreças

Article premier. — Les medraças sont divisées en trois catégories correspondant au degré d'avancement des étudiants dans leurs études : les medraças de la 1re catégorie sont affectées aux étudiants du 1er degré, c'est-à-dire aux débutants ; celles de la 2e catégorie aux étudiants dont les études sont plus avancées, et celles de la 3e catégorie aux étudiants du degré supérieur et à ceux qui ont obtenu le certificat dit *Tetoui*.

Art. 2. — Les medreças de la Régence de Tunis ne peuvent recevoir que les étudiants dûment autorisés à les habiter.

Art. 3. — Les revenus appartenant aux medraças seront employés conformément aux décisions du conseil d'administration, dont il sera parlé plus loin, lequel dressera chaque année le budget de ces établissements.

Les dépenses seront soldées par l'administration des habous, sur le vu d'un état dressé par le directeur de l'enseignement.

Quant aux obligations relatives au culte, elles continueront à être observées comme précédemment.

CHAPITRE II

Du conseil d'administration des medraças

Art. 4. — Les medraças seront placées sous la surveillance d'un conseil d'administration composé :

Du directeur de l'enseignement public, *président* ;

De l'inspecteur des études arabes, *vice-président* ;

Du président de l'administration des habous ;

De deux professeurs de 1re classe de la grande mosquée, l'un hanéfi, l'autre maléki ;

De deux professeurs de 2e classe de la grande mosquée, l'un hanéfi, l'autre maléki ;

D'un directeur de medraça ;

Du secrétaire arabe de la direction qui remplit les fonctions de secrétaire du conseil, *membres* ;

Les membres de ce conseil seront nommés tous les deux ans par notre premier ministre, sur la proposition. du conseil d'administration. Leurs fonctions sont gratuites.

Le conseil se réunit au commencement de chaque mois. Il peut, en outre, être convoqué chaque fois que le Ministre Résident le juge nécessaire.

Art. 5. — Le conseil a la direction générale des medraças ; il s'occupe de toutes les questions intéressant ces établissements et les étudiants qui les habitent.

Il prononce l'admission ou l'exclusion temporaire ou définitive des étudiants.

Chaque membre du conseil aura le droit d'inspection dans les medraças, afin de vérifier si la surveillance y est bien faite et si les règlements y sont appliqués.

Art. 6. — Le secrétaire du conseil tiendra trois registres.

1° Un registre d'inscription des étudiants, donnant les indications suivantes : les nom et prénoms de l'étudiant, les nom, prénoms et domicile de ses parents ; le lieu de sa naissance, son âge, la medraça dans laquelle il sera placé, le numéro de sa chambre, la date de son entrée à la medraça, la date de sa sortie ;

Un registre pour les demandes d'admission dans les médraças ;

3° Un registre des procès-verbaux des séances du conseil.

CHAPITRE III

Des directeurs des medraças

Art. 7. — Chaque medraça sera placée sous la direction d'un cheik.

Les directeurs des medraças seront choisis parmi les personnes pourvues du brevet dit *Tetoui* qui seront reconnues aptes à remplir ces fonctions ; ils seront nommés par arrêté de notre premier ministre, sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Tout directeur de medraça nommé professeur à la grande mosquée, ou dans un autre établissement d'instruction, sera remplacé à la tête de la medraça qu'il administrait.

Art.8.—Le directeur de chaque medraça tiendra lui-même deux registres cotés et parafés par un membre délégué du conseil des medraças.

L'un de ces registres servira à inscrire :

1° Les nom et prénoms de l'étudiant ;

2° Le lieu de sa naissance ;

3° Son âge ;

4° Les nom, prénoms et domicile de ses parents ;

5° La date de son entrée dans la medraça ;

6° Le numéro de la chambre occupée par lui ;

7° La date et les motifs de sa sortie de la medraça.

L'autre registre servira à consigner, à leur date, les événements qui pourraient survenir dans la medraça et les observations du directeur sur la conduite des étudiants, sur leur application, leur assiduité, leur tenue, leurs progrès dans les études, etc.

Art. 9. — Les traitements des directeurs et les sommes allouées aux étudiants seront pris sur les revenus des biens consacrés à cet effet, et seront répartis entre eux suivant les différentes catégories de medraças.

Chaque mois, le directeur de la medraça dressera un état nominatif de son traitement et des sommes allouées aux étudiants de sa medraça, en indiquant les retenues avec leurs motifs.

Cet état sera visé par l'inspecteur général des études arabes et ordonnancé par le président de l'administration des habous.

Art. 10. — Le directeur de la medraça fera chaque mois un rapport détaillé sur la conduite des étudiants, leur application, leur assiduité, leur santé et sur le bon entretien des chambres occupées par eux ; il signalera également dans son rapport, s'il y a lieu, ce qui aura pu survenir dans la medraça, avec dates à l'appui, d'après les observations consignées dans le registre dont il a été question ci-dessus. Il adressera ce rapport au conseil d'administration des medraças, deux jours au moins avant la réunion dudit conseil.

Dans le cas où un fait grave se produirait dans la medraça, il devra en aviser immédiatement la direction de l'enseignement.

CHAPITRE IV

Des étudiants

Art. 11. — Tout étudiant qui désirera être admis dans une medraça devra adresser sa demande d'admission au vice-président du conseil d'administration, en donnant ses nom, prénoms, âge, origine et domicile.

Il sera statué sur sa demande après enquête sur la moralité, les antécédents et le degré d'instruction du postulant.

Art. 12. — La durée réglementaire du séjour de l'étudiant dans les medraças est de six années, dans l'intervalle desquelles il parcourra les différentes branches d'études professées à la grande mosquée. La durée maximum sera de neuf années.

Toutefois, le conseil d'administration pourra accorder une prolongation de séjour dans les medraças à l'étudiant qui voudrait perfectionner ses études, après s'être assuré qu'il y a un intérêt réel à lui accorder cette faveur.

Art. 13. — Tout étudiant dont l'absence se prolongera en dehors de l'époque des vacances réglementaires sera déchu de son droit de séjour dans les medraças, à moins qu'il n'ait avisé le conseil d'administration et qu'il n'ait obtenu l'autorisation de prolonger son absence.

L'époque et la durée des vacances seront fixées chaque année par arrêté du président du conseil d'administration, pris conformément aux décisions du conseil.

Art. 14. — Les étudiants des medraças devront se conduire avec soumission, déférence et respect devant leurs directeurs ; ils devront avoir une tenue réservée et digne, une conduite honorable et irréprochable, une application soutenue dans leurs études et suivre avec assiduité les leçons de leurs professeurs.

Il leur est interdit de se réunir plusieurs dans la même chambre ; par exception, deux frères pourront être autorisés à loger ensemble. Il sera permis toutefois aux étudiants de se réunir dans la mosquée de la medraça pour discuter entre eux sur les sujets de leurs études.

Art. 15. — Nulle personne étrangère à une medraça ne pourra y être introduite sans l'autorisation du directeur.

Pourront seuls être admis à visiter les medraças sans autorisation, les hauts fonctionnaires de l'Etat et les magistrats musulmans.

Art. 16. — Tout étudiant qui commettra une infraction au règlement intérieur de chaque medraça sera réprimandé par le directeur. En cas de récidive, la réprimande sera prononcée par l'inspecteur des études arabes.

Si l'étudiant commet une faute grave ou si sa conduite lui a déjà valu plusieurs réprimandes, le directeur de la medraça saisira de l'affaire le conseil d'administration, qui décidera s'il y a lieu d'exclure l'étudiant.

Le directeur est tenu de prévenir sans délai le président du conseil de tout délit qui se commettrait dans la medraça, sous peine de révocation, et sans préjudice de la responsabilité qu'il pourrait encourir au point de vue pénal ou civil.

Art. 17. — Si un étudiant d'une medraça de Tunis tombe malade, le directeur de la medraça en avisera immédiatement le président du conseil d'administration, qui enverra de suite le médecin visiter le malade. Si la maladie est reconnue grave, le président du conseil d'administration ordonnera, sur le vu du certificat du médecin, l'admission gratuite de l'étudiant à l'hôpital Sadiki, et préviendra de suite sa famille.

Art. 18. — L'entrée de tout étudiant admis à habiter dans une medraça ne sera pas autorisée par le président du conseil d'administration qu'après que l'étudiant aura été soumis à une inspection médicale.

L'entrée lui sera refusée s'il est reconnu atteint d'une maladie contagieuse.

Art. 19. — Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret ; il établira les règlements intérieurs qui seront reconnus nécessaires.

9 décembre 1889 (16 rabia-ettani 1307)

Décret fixant les traitements et réglant l'avancement des institutrices laïques

Article premier. — Aucune personne ne pourra être nommée institutrice publique, si elle n'est pourvue au moins du brevet élémentaire.

Art. 2. — Les institutrices, directrices et adjointes des écoles primaires publiques de la Régence de Tunis, sont divisées en deux catégories.

1re *Catégorie :* institutrices pourvues du brevet supérieur.

2e *Catégorie :* institutrices pourvues du brevet élémentaire.

Art. 3. — Les institutrices, directrices et adjointes de chacune de ces deux catégories sont divisées en six classes dont les traitements sont fixés comme suit :

PREMIÈRE CATÉGORIE

Institutrices pourvues du brevet supérieur

6e classe. . . .	2.004 piastres		(1.202 fr. 40)
5e —	2.340	—	(1.344 »)
4e classe. . . .	2.676	—	(1.605 fr. 60)
3e —	3.000	—	(1.800 »)
2e —	3.504	—	(2.102 40)
1re —	4.008	—	(2.404 80)

DEUXIÈME CATÉGORIE

Institutrices pourvues du brevet élémentaire

6e classe. . . .	1.668 piastres		(1.000 fr. 80)
5e —	2.004	—	(1.202 40)
4e —	2.340	—	(1.404 »)
3e —	2.676	—	(1.605 60)
2e —	3.000	—	(1.800 »)
1re —	3.504	—	(2.102 40)

Art. 4. — L'avancement a lieu dans la limite des crédits inscrits au budget de la direction de l'enseignement public : au choix après trois ans de service au moins dans la classe immédiatement inférieure, et à l'ancienneté après cinq ans.

Art. 5. — Toute institutrice de la 2e catégorie qui subira avec succès les épreuves du brevet supérieur passera, de droit, dans la 1re catégorie, en conservant la classe à laquelle elle appartient.

Art. 6. — Les institutrices chargées de la direction d'une école comprenant au moins trois classes recevront un supplément de traitement calculé à raison de 100 piastres (60 fr.) par chaque classe.

Art. 7. — Des monitrices pourront être nommées par le directeur de l'enseignement, qui fixera, dans chaque cas, l'indemnité à leur accorder.

Art. 8. — Dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs, une maîtresse pourra être chargée, soit de l'enseignement des travaux manuels aux filles, soit de la surveillance des jeunes élèves, dans des conditions déterminées, dans chaque cas, par le directeur de l'enseignement.

Art. 9. — Le directeur de l'enseignement public est chargé, etc.

23 février 1890 (23 djoumadi-ettani 1307)

Décret fixant les conditions d'admission au lycée de Tunis et le régime de cet établissement

Article premier. — Les élèves du lycée sont divisés en quatre catégories :

1° Les pensionnaires ;
2° Les demi-pensionnaires ;
3° Les externes surveillés ;
4° Les externes.

Art. 2. — Les pensionnaires habitent complètement au lycée ;

Les demi-pensionnaires habitent le lycée pendant une partie de la journée, y prennent certains repas, mais n'y couchent point. Ils

participent à tous les exercices auxquels assistent les pensionnaires ;

Les externes surveillés sont admis, pendant l'intervalle des classes, dans les salles d'étude du lycée, pour y travailler sous la direction des répétiteurs de cours ;

Les externes assistent seulement aux leçons des professeurs ;

Les externes dont les parents le demandent sont admis aux cours de l'enseignement religieux.

Art. 3. — Pour être admis au lycée, les élèves doivent être âgés de six ans révolus pour être pensionnaires, et de cinq ans pour être demi-pensionnaires ou externes.

Art. 4. — Abrogé par l'art. 5 du décret du 29 septembre 1893 (17 rabia-el-aoual 1311).

Art 5. — Aucun élève ne peut être admis à suivre les cours du lycée sans avoir acquitté d'avance la rétribution ou le prix de pension de chaque terme.

Le premier terme comprend les mois d'octobre, novembre et décembre; le deuxième comprend les mois de janvier, février, mars et avril ; le troisième, les mois de mai, juin et juillet.

Tout terme commencé est dû en entier.

Art. 6. — Dans le prix de la pension se trouvent comprises les dépenses suivantes :

1° Les frais d'instruction ;
2° La nourriture ;
3° Les objets de literie (lit, sommier, matelas, traversin) ;
4° L'enseignement religieux ;
5° L'enseignement du dessin ;
6° L'enseignement de la musique vocale ;
7° La gymnastique et les exercices militaires.

Les mêmes avantages sont assurés aux demi-pensionnaires, mais ils n'ont droit qu'au déjeuner du matin, au dîner de midi et au goûter.

Les externes surveillés jouissent des mêmes avantages que les demi-pensionnaires, sauf la nourriture.

Les frais de blanchissage, fixés à 5 fr. par mois, et les frais de correspondance de l'administration avec les parents et de bains, fixés à 6 fr. par an, ne sont pas compris dans le prix de la pension.

Les raccommodages d'entretien pour les pensionnaires sont seuls à la charge de l'établissement.

Art. 7. — Les élèves pensionnaires et demi-pensionnaires devront être pourvus de deux uniformes : l'un d'hiver, l'autre d'été.

L'uniforme d'hiver comprend :
Un dolman en drap ;
Un gilet en drap ;
Un pantalon en drap ;
Un képi ou une chéchia.

L'uniforme d'été comprend :
Une vareuse en lainage ;
Un gilet —
Un pantalon —
Une casquette avec couvre-nuque, ou une chéchia.

Les élèves pensionnaires devront être pourvus, en outre, de trois paires de souliers et de vêtements d'intérieur.

Les uniformes seront commandés au tailleur adjudicataire par les soins de l'économe du lycée, qui s'assurera de la bonne qualité des étoffes et de la bonne confection des vêtements.

Le trousseau des pensionnaires comprendra, au minimum, les objets suivants :

Deux paires de draps de lit ;
Une couverture de laine ;
Une couverture de coton blanc ;
Six chemises ;
Douze mouchoirs ;
Huit paires de chaussettes ;
Six serviettes de table ;
Six serviettes de toilette ;
Trois cravates noires ;
Un sac de toile pour linge sale ;
Une trousse de toilette (démêloir, peigne fin, brosse à habits, savonnette).

Art. 8. — Lorsque les élèves pensionnaires quittent le lycée et qu'ils ont acquitté la totalité de ce dont ils peuvent être redevables, ils ont le droit d'emporter leur trousseau, excepté une paire de draps et six serviettes qui restent acquises à l'infirmerie.

Art. 9. — L'uniforme, obligatoire pour les pensionnaires et demi-pensionnaires, est facultatif pour les externes.

Art. 10. — Un règlement spécial, approuvé par le directeur de l'enseignement, assurera les détails concernant l'application du présent décret et ceux du service intérieur du lycée.

29 septembre 1893 (17 rabia-el-aoual 1311)

Décret créant à Tunis un établissement d'enseignement secondaire qui prendra le titre de Lycée

Article premier. — Il est créé à Tunis un établissement d'enseignement secondaire qui prendra le nom de Lycée.

Cet établissement aura la personnalité civile.

Art. 2. — L'enseignement donné au lycée de Tunis comprendra :

a. — l'enseignement secondaire classique ;
b. — l'enseignement secondaire moderne,
c. — l'enseignement élémentaire ;
d. — l'enseignement primaire.

Art. 3. — L'enseignement secondaire *classique* sera donné conformément aux programmes adoptés dans les lycées de France.

L'enseignement secondaire *moderne* sera donné conformément à des programmes élaborés par une commission nommée à cet effet. Ces programmes devront être appropriés aux besoins particuliers de la Régence.

L'enseignement *élémentaire* et l'enseignement *primaire* seront donnés conformément aux programmes adoptés dans les écoles primaires publiques de la Régence.

Art. 4. — Le régime du lycée de Tunis sera l'internat, la demi-pension, l'externat surveillé et l'externat simple.

Art. 5. — Les rétributions annuelles ci-après désignées seront acquittées par les familles des élèves, savoir :

DIVISIONS	Pensionnaires	Demi-pensionnaires	Externes surveillés	Externes libres
Supérieure . . .	720	420	240	180
Grammaire. . .	660	405	165	105
Elémentaire . .	600	345	120	72
Primaire	540	270	105	60

Art. 6. — Le personnel du lycée de Tunis pourra comprendre :

1° Des fonctionnaires mis à la disposition du gouvernement tunisien par le gouvernement français et 2° des fonctionnaires non rattachés aux cadres de l'administration métropolitaine.

Art. 7. — Les fonctionnaires appartenant aux cadres de l'instruction publique de France recevront le traitement afférent à la classe dans laquelle ils seront rangés dans la métropole, majoré d'une indemnité supplémentaire. Cette indemnité sera de :

2.500 fr. pour le proviseur ;
1.600 fr. pour le censeur et l'économe.
1.600 fr. pour les professeurs et chargés des cours mariés ;
1.300 fr. pour les professeurs et chargés des cours célibataires ;
1.200 fr. pour les professeurs des classes élémentaires mariés ;
1.000 fr. pour les professeurs des classes étémentaires célibataires.

Art. 8. — Les répétiteurs recevront les appointements suivants :

Répétiteurs de 1er ordre.	1re classe . . . . fr.	2.400
	2e —	2.100
	3e —	1.800
	4e —	1.500
	5e —	1.200
Répétiteurs de 2e ordre	1e classe. . fr.	1.700
	2e —	1.400
	3e —	1.100
	4e —	900

Les répétiteurs de 1er ordre recevront une indemnité supplémentaiae de 600 fr. ; ceux de 2e ordre une indemnité supplémentaire de 450 fr.

En principe les répétiteurs seront soumis à l'internat ; ceux qui seront autorisés à être externes recevront une indemnité de logement et de nourriture de 900 fr.

Art. 9. — Le proviseur du lycée de Tunis sera nommé par nous sur la proposition du directeur de l'enseignement public ;

Le censeur, l'économe, les professeurs et les chargés de cours seront nommés par notre premier ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement public ;

Les répétiteurs seront nommés par le directeur de l'enseignement public.

Ces fonctionnaires ne pourront être privés de leur emploi que dans les mêmes conditions.

Art. 10. — Des arrêtés de notre directeur de l'enseignement détermineront la situation et les conditions d'avancement des fonctionnaires non rattachés aux cadres français et de ceux non désignés dans le présent décret.

Art. 11. — Le maximum des heures de service exigible des professeurs est fixé comme il suit :

Maîtres des classes primaires . . . . 30 h.
Maîtres des classes élémentaires pourvus du certificat d'aptitude . . . . . 24 h.
Professeurs ou chargés de cours des classes de 6e, 5e, 4e, 3e et seconde. . . 18 h.
Professeurs ou chargés de cours en rhétorique, philosophie, histoire, mathématiques, physique. . . . . 16 h.

Art. 12. — Les heures supplémentaires seront payées sur le taux de 180 fr. par heure et par an. Les professeurs ne pourront pas se refuser à faire les heures supplémentaires.

Art. 13. — Les congés extraordinaires sont fixés de la manière suivante :

1° *pour tous les élèves :*
3 jours à l'occasion du jour de l'an ;
le matin du mercredi des cendres ;
le lundi de Pâques ;
le jour de l'Ascension ;
le jour et le lendemain de la Toussaint ;
le jour de Noël.

2° *pour les élèves musulmans seulement :*
1 jour à l'occasion de Achoura ;
1 jour à l'occasion du Mouloud ;
2 jours à l'occasion de l'Aïd-Esseghir ;
2 jours à l'occasion de l'Aïd-Elkebir ;

Art. 14. — Les grandes vacances dureront

trois mois environ, du commencement du mois de juillet à la fin du mois de septembre;

Art. 15. — Des règlements spéciaux, établis par notre directeur de l'enseignement, détermineront les détails du service intérieur du lycée.

25 juin 1894 (22 hidjé 1311)

Décret donnant le nom de « lycée Carnot » au lycée de Tunis

Nous, Alli-Pacha Bey, possesseur du royaume de Tunis;

Voulant perpétuer en Tunisie la mémoire de M. Carnot, président de la République française, ami de notre pays;

Considérant qu'il convient de rappeler à la jeunesse les grands exemples de devoir et de dévouement à la chose publique donnée par les Carnot.

Nous avons pris le décret suivant:

Article premier. — Le lycée de Tunis portera désormais le nom de lycée Carnot.

Art. 2. — Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret.

8 novembre 1894 (11 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret affectant la medraça d'Ibn Asfour à une école normale de moueddeb et lui donnant le nom de medraça « Asfouria »

Article premier. — La medraça d'Ibn Asfour située à Tunis près du fondouk des parfumeurs est affectée à une école normale de moueddeb qui prendra le nom de medraça Asfouria.

Art. 2. — Cette medraça sera destinée à former des moueddeb qui n'obtiendront ce titre qu'à la suite d'un examen subi conformément aux articles 4, 5, et 9 ci-après.

Art. 3. — Le personnel de cette medraça comprendra un directeur et des professeurs qui seront choisis parmi les professeurs de la grande mosquée. Le nombre de professeurs variera suivant les besoins.

Le directeur sera nommé par nous sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Les professeurs seront nommés par notre premier ministre sur la proposition du directeur de l'enseignement.

Les professeurs de français et les maîtres chargés de faire répéter le Coran seront nommés par le directeur de l'enseignement.

Art. 4. — La commission d'examen comprendra les membres suivants:

L'inspecteur général des études arabes,

Le directeur de la medraça,

Le cheik des lecteurs du Coran à la grande mosquée,

L'amin des moueddeb,

Le professeur de français (pour la partie relative aux études de français).

Art. 5. — Les études faites dans cette medraça porteront sur les matières suivantes:

1° Revision du Coran,

2° Tedjouid et orthographe du Coran,

3° Eléments de Touhid,

4° Eléments de droit,

5° Grammaire arabe et éléments de littérature,

6° Caligraphie arabe,

7° Education et pédagogie,

8° Langue française et éléments de calcul, de système métrique et de géographie.

Art. 6. — Le nombre des élèves à admettre à cette medraça variera suivant les crédits inscrits au budget de la direction de l'enseignement. L'admission et le renvoi des élèves dépendront du directeur de l'enseignement.

Art. 7. — Ne pourront être reçus dans cette medraça que les jeunes gens qui auront satisfait aux conditions spécifiées dans le règlement sur les moueddeb en date du 26 dou-el-hedja 1292, c'est-à-dire qui connaîtront parfaitement le texte du Coran et qui auront des notions de tedjouid et d'orthographe, ce qui sera constaté par un certificat délivré par les membres de la commission désignée à l'article 4. Les candidats devront présenter en outre une pièce constatant leur âge et un certificat de bonne vie et mœurs délivré soit par les notaires, soit par le moueddeb, le cheik ou le gouverneur de leur localité.

Art. 8. — La durée des études sera de 5 années.

Tout élève qui interrompra ses études avant l'expiration de 5 années sans motifs valables, sera tenu, lui ou ses parents, de rembourser à l'Etat ses frais d'étude et d'entretien pendant son séjour à l'école.

Art. 9. — Les candidats qui auront subi avec succès l'examen portant sur les matières indiquées à l'article 5 devant la commission composée comme il est dit à l'article 4, recevront le diplôme de moueddeb.

Art. 10. — Les maîtres pourvus de ce diplôme pourront exercer dans les écoles et les medraças. Ils pourront être soumis à des examens ultérieurs destinés à constater qu'ils n'ont pas oublié les matières qu'ils ont apprises à l'école.

Quant aux écoles dans lesquelles on n'enseigne que l'arabe, elles ne seront l'objet d'aucune modification. Toutefois elles pourront être confiées aux moueddeb sortant de la me-

draça El-Asfouria si les habitants intéressés le demandent.

Art. 11. — Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent décret ainsi que de la rédaction d'un règlement concernant l'organisation des cours mentionnés à l'article 5, et le service intérieur de la medraça. Ce règlement sera soumis à l'approbation de notre premier ministre.

Entrepôts réels

22 avril 1895 (28 chaoual 1312)

Décret créant des entrepôts réels de marchandises étrangères dans les ports de Tunis et de Bizerte

Article premier. — Il y aura un entrepôt réel de marchandises étrangères dans les ports de Tunis et de Bizerte. Ledit entrepôt aura lieu à charge de réexporter ou de payer les droits d'entrée à l'expiration du délai fixé à l'article 3 ci-après.

L'entrepôt réel ne sera ouvert qu'aux marchandises étrangères tarifées. En seront exclues les marchandises étrangères exemptes de droits d'entrée, les marchandises nationales ou nationalisées par le paiement des droits, ainsi que les marchandises prohibées.

Art. 2. — Les marchandises seront reçues en entrepôt sur une déclaration détaillée, remise dans la même forme et sous les mêmes peines que s'il s'agissait de marchandises déclarées pour la consommation immédiate.

Quand la visite, lors de la mise en entrepôt, fera découvrir un excédent de poids, de nombre ou de mesure par rapport à la déclaration, et que cet excédent sera de plus du vingtième pour les métaux et du dixième pour les autres marchandises, le déclarant sera immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du droit d'entrée sur l'excédent, après quoi cet excédent ainsi que les quantités déclarées seront reçus en entrepôt sous les mêmes conditions.

Les marchandises mises en entrepôt seront enregistrées par la douane sur un sommier ou compte ouvert par entrée ou par sortie.

Art. 3. — La durée de l'entrepôt sera de trois années, à compter du jour de l'importation des marchandises.

Les marchandises mises à la consommation dans ce délai seront assujetties au tarif en vigueur au moment de la déclaration pour la consommation ; en ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem*, la liquidation des droits aura lieu sur la base de la valeur actuelle. Cette disposition sera applicable aux échantillons prélevés sur les marchandises entreposées.

La réexpédition des marchandises d'entrepôt ne pourra être effectuée : par mer, que par des navires d'un tonnage minimum de cent tonneaux, s'il s'agit de bâtiments à voiles, et de cinquante tonneaux, s'ils sont à vapeur; par terre, que sous les conditions et garanties du transit par chemin de fer.

Si, à l'expiration du délai de trois années, il n'a pas été satisfait à l'obligation d'acquitter les droits ou de réexporter, les droits seront liquidés d'office d'après le tarif applicable au moment où le délai d'entrepôt se sera trouvé périmé ; et si l'entrepositaire ne les a pas acquittés dans le mois de la sommation qui lui en sera faite par un huissier ou par deux préposés des douanes, à son domicile s'il est présent, ou à la municipalité s'il est absent, les marchandises seront vendues à la diligence et par les soins de l'administration des douanes. Les droits d'importation, les frais nécessités par l'inventaire, les frais de vente, les frais de magasinage ou autres qui seront dus, seront prélevés dans cet ordre par privilège sur le prix. L'excédent, s'il en existe, sera restitué aux ayants droit qui en feront la demande dans un délai de trois ans à partir du jour de la vente. Passé ce délai, cet excédent appartiendra à l'Etat.

Pendant la durée du délai d'entrepôt, les marchandises pourront être expédiées d'un entrepôt sur l'autre, soit par mer soit par terre, sous la garantie d'un acquit à caution ou moyennant la consignation des droits d'entrée.

Les mutations qui pourront être faites d'un entrepôt sur un autre ne donneront lieu à aucune prolongation de délai.

Art. 4. — Les marchandises entreposées devront être représentées en mêmes qualité et quantité à toute réquisition. Aucun déballage, transvasement, mélange, bénéficiement, division ou réunion de colis ne pourra avoir lieu dans l'intérieur de l'entrepôt qu'avec l'autorisation du service des douanes et en présence des agents de ce service.

Art. 5. — Le service des douanes procédera, chaque année, à un recensement général des marchandises qui se trouveront en entrepôt réel, sans préjudice des recensements partiels qui pourront avoir lieu dans le courant de l'année.

Pour faciliter les recensements, les marchandises seront classées dans les magasins par espèces et par chacun des propriétaires ayant à la douane un compte ouvert ; des étiquettes indiqueront leur numéro d'inscription au sommier.

Les propriétaires de marchandises entreposées qui ne pourront pas représenter ces marchandises ni justifier qu'une cause indépendante de leur volonté les met dans l'impossibilité de les représenter, seront présumés en avoir disposé et condamnés à l'amende de 90 francs édictée par l'article 7 du décret du 3 octobre 1884 sus-visé, sans préjudice de la confiscation de la valeur des marchandises non représentées.

Art. 6. — Les entrepositaires demeureront obligés vis-à-vis de la douane en vertu de leurs déclarations, alors même qu'ils auraient cessé d'être propriétaires des marchandises entreposées ; leur responsabilité ne cessera qu'après qu'ils auront déclaré qu'ils ont cédé leur propriété à un tiers, qu'ils auront fait intervenir ce tiers pour s'engager envers la douane, et que l'engagement du cessionnaire aura été accepté et réalisé par celle-ci.

Art. 7. — Tout négociant ou commissionnaire convaincu d'avoir importé ou exporté des marchandises en fraude, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt ou du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des peines prononcées par les lois, être privé, par un arrêté spécial du directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt. Le négociant ou commissionnaire qui prêterait son nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints, encourra les mêmes peines.

Art. 8. — Les magasins servant d'entrepôt réel seront fermés à deux clefs différentes, dont l'une restera entre les mains d'un préposé des douanes, pour la garantie des intérêts du Trésor, et l'autre dans les mains du délégué du commerce, pour la conservation et la garde de la marchandise.

Il ne sera admis dans l'entrepôt réel, pour la manutention des marchandises, que des ouvriers et employés agréés par l'administration des douanes.

Art. 9. — Les villes auxquelles l'entrepôt réel est accordé n'en jouiront qu'à la charge de fournir sur le port un bâtiment spécial, isolé et distribué intérieurement de manière à ce qu'on y puisse classer séparément les marchandises selon qu'il pourra être prescrit. Le même bâtiment devra offrir la distribution convenable pour l'installation des corps de garde des préposés des douanes, ainsi que les logements et bureaux réservés à l'agent du commerce et à celui des douanes, dépositaires des clefs des magasins.

Les villes concessionnaires de la faculté d'entrepôt devront pourvoir à la dépense spéciale nécessitée par la création et le service de l'entrepôt, tant pour les bâtiments que pour les salaires des employés chargés des écritures, de la garde, de la surveillance, de la perception, de la manutention, et généralement à tous les frais quelconques occasionnés par l'entrepôt. Ces villes jouiront des droits de magasinage dans l'entrepôt, conformément aux tarifs qui seront concertés avec la chambre de commerce et approuvés par le gouvernement. Elles pourront faire concession temporaire de ces droits, avec concurrence et publicité, à des adjudicataires qui se chargeraient de la dépense du local, de la construction et de l'entretien des bâtiments, ainsi que de toutes les autres charges de l'entrepôt.

La chambre de commerce française pourra, au refus du conseil municipal, se charger de remplir les mêmes obligations au moyen d'une association d'actionnaires qui sera constituée en société anonyme.

Les dispositions du présent article ne préjudicient pas aux droits antérieurement concédés à la compagnie du port de Bizerte.

Art. 10. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Épizooties

3 février 1885 (18 rabia-ettani 1302)

Décret relatif aux épizooties

Article premier. — En cas de peste bovine, dans toutes les espèces de ruminants ; de péripneumonie contagieuse, dans l'espèce bovine ; de clavelée et de gale, dans les espèces ovine et caprine ; de fièvre aphteuse, dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ; de morve, farcin et dourine, dans les espèces chevaline et asine ; de rage et de charbon, dans toutes les espèces ; notre premier ministre ou les autorités administratives locales, avec son autorisation, prendront d'urgence les mesures qui leur paraîtront propres à arrêter les progrès de la contagion. (*Circulaire du 21 djoumadi-el-aoual 1302-7 mars 1885.*)

Les infractions aux dispositions qu'ils auront prises seront punies d'une amende de vingt-cinq à six cents piastres.

Sera en outre punie d'un emprisonnement de six jours à deux mois toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse qui n'en aura pas fait sur-le-champ la déclaration à l'autorité administrative du lieu où se trouve l'animal et quiconque s'opposera à l'a-

batage d'animaux ordonné par les personnes préposées à cette mission par les règlements spéciaux. (*Décrets du 25 hâda 1304-14 août 1887 et du 27 sfar 1305-13 novembre 1887*; *arrêté du 13 rabia-el-aoual 1305-28 novembre 1887.*)

Art. 2. — Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de cent soixante à mille six cents piastres :

1° Ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux infectés communiquer avec d'autres ;

2° Ceux qui auront vendu ou mis en vente des animaux qu'ils savaient atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses ;

3° Ceux qui, sans permission de l'autorité, auront déterré ou sciemment acheté des cadavres ou débris des animaux morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du farcin et de la rage ;

4° Ceux qui, même avant l'arrêté d'interdiction, auront importé en Tunisie des animaux qu'ils savaient atteints de maladies contagieuses ou avoir été exposés à la contagion.

Art. 3. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent soixante à trois mille piastres :

1° Ceux qui auront vendu ou mis en vente de la viande provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du farcin et de la rage ;

2° Ceux qui se seront rendus coupables des délits prévus par les articles précédents, s'il est résulté de ces délits une contagion parmi les autres animaux.

Art. 4. — L'article 463 du code pénal français est applicable dans tous les cas prévus par les articles du présent décret.

7 mars 1885 (21 djoumadi-el-aoual 1302)

Circulaire aux caïds sur les mesures à prendre en cas d'épizooties

Par décret du 18 rabia-ettani dernier-3 février 1885, S. A. le Bey a édicté des mesures contre la propagation des maladies contagieuses sur les animaux ; c'est à vous qu'il appartient de veiller à leur exécution. Vous tiendrez notamment la main à ce que les déclarations prescrites par l'article premier de ce décret soient faites par vos administrés et par tous ceux qui demeurent sur le territoire de votre commandement, à leurs cheiks ; ceux-ci devront immédiatement vous en aviser.

Dès que vous aurez été informés de l'apparition d'une maladie contagieuse vous en ferez part sans délai non seulement au ministère, mais encore à l'autorité française du lieu. Celle-ci aura seule le droit d'ordonner l'abatage d'animaux, mais lorsqu'un ordre pareil vous aura été donné par écrit, vous devrez le faire exécuter immédiatement.

17 avril 1890

Arrêté du premier ministre contenant des mesures prohibitives pour prévenir l'invasion de la peste bovine en Tunisie.

Article premier. — L'importation en Tunisie et le transit des animaux de l'espèce bovine de la race grise, dite « des steppes », sont interdits par les frontières de terre et de mer.

Les mêmes interdictions s'appliquent :

1° A tous les ruminants, ainsi qu'à leurs viandes fraîches, peaux fraîches et autres débris frais provenant de la Serbie, de la Bulgarie, de l'empire ottoman, de la Grèce et de l'Egypte ;

2° Aux animaux vivants de l'espèce bovine provenant de la Russie, du Monténégro et de la Roumanie, ainsi qu'à leurs peaux fraîches et à leurs débris autres que les viandes abattues.

Art. 9. — Les animaux vivants de l'espèce ovine provenant de la Russie, du Monténégro et de la Roumanie ne pourront être introduits en Tunisie qu'à la condition d'être immédiatement sacrifiés à l'abattoir du port de débarquement, ou, pour les arrivages par toute autre voie, dans un lieu désigné de la localité la plus voisine de la frontière, localité sur laquelle ils devront être dirigés avec toutes les précautions d'isolement nécessaires et après la visite faite à l'entrée en Tunisie.

Ils devront être accompagnés :

1° D'un certificat délivré par la localité de provenance, attestant qu'il n'existe et n'a existé, pendant les trois mois précédents, dans cette localité, aucune maladie contagieuse sur les animaux des espèces bovines et ovine ;

2° D'un certificat délivré par un vétérinaire commis à cet effet par les gouvernements russe, monténégrin ou roumain, constatant qu'au port d'embarquement ou à la station de chemin de fer de laquelle le convoi a été expédié, les animaux ont été tous soumis à une visite sanitaire et ont tous été reconnus sains.

Ces pièces indiqueront le nombre et le signalement des animaux auxquels elles s'ap-

pliquent et devront avoir été visées et annotées par le consul de France en résidence au port d'embarquement ou dans la gare la plus voisine de la gare d'expédition du convoi.

Elles ne seront valables que pour une période de trois semaines à dater du jour de leur délivrance, et seront remises entre les mains des agents des douanes.

Les peaux et débris autres que les viandes des animaux de l'espèce ovine ainsi introduits en Tunisie devront être détruits ou désinfectés immédiatement après l'abatage.

22 avril 1893 (6 chaoual 1310)

Arrêté du premier ministre relatif aux mesures à prendre en cas de fièvre aphteuse.

Article premier. — Tout propriétaire ou personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal atteint de fièvre aphteuse sera tenu d'en faire sur le champ la déclaration au cheik de sa fraction s'il est indigène ou au contrôleur civil s'il est européen.

Art. 2. — Dès qu'une déclaration aura été faite au cheik, celui-ci sera tenu d'en donner immédiatement connaissance au caïd qui prendra, d'accord avec le contrôleur civil, un arrêté portant déclaration d'infection.

Cette déclaration entraîne l'application des mesures suivantes :

1° Marque aux ciseaux de tous les animaux composant le troupeau dans lequel a été trouvée une bête atteinte de fièvre aphteuse, tous ces animaux étant considérés comme infectés ;

2° Interdiction de laisser sortir ces animaux d'un périmètre qui leur sera désigné.

Art. 3. — Les caïds pourront, d'accord avec les contrôleurs, désigner dans les régions déclarées d'infection, un emplacement provisoire extérieur au marché habituel où les animaux infectés pourront être vendus à l'effet exclusif de la boucherie.

Art. 4. — En aucun cas les animaux infectés ne pourront être autorisés à parcourir des régions non déclarées d'infection.

Art. 5. — Les caïds veilleront à ce que les arrêtés d'infection soient levés dès que la maladie aura disparu dans les régions déclarées d'infection.

Art. 6. — Ceux qui ne se seront pas conformés aux prescriptions du présent arrêté seront passibles des peines portées à l'article 2 du décret du 3 février 1885.

Éponges et Poulpes

16 juin 1892 (21 kâda 1309)

Décret réglementant la pêche des éponges et des poulpes, modifié par celui du 11 janvier 1895 (14 redjeb 1312.)

Article premier. — La pêche des éponges et poulpes est libre sur toute l'étendue des bancs tunisiens aux conditions et charges ci-après énoncées :

TITRE Ier

RÉGIME APPLICABLE A LA PÊCHE DITE BLANCHE

Art. 2. — Quiconque veut exercer la pêche blanche, c'est-à-dire la pêche des éponges qui, lavées et séchées par les soins des pêcheurs, sont apportées sur les marchés après cette préparation, doit au préalable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après :

Barquettes pêchant au trident dites « kamakis », n'ayant pas un équipage supérieur à 3 hommes, par barquette.....	125 fr.
Par homme d'équipage en sus de trois.....	20
Bateaux à voile pêchant à la drague dite « gangara », avec un équipage de 6 hommes au plus, par bateau.....	450
Par homme d'équipage en sus de six.....	25
Bateau pêchant au scaphandre, par appareil.....	1.500 fr.

Art. 3. — L'emploi de la gangara et celui du scaphandre sont formellement interdits du 1er mars au 31 mai inclusivement.

La pêche des éponges au moyen de bateaux, engins ou procédés autres que ceux désignés par le présent décret est prohibée en tout temps.

Art. 4. — Tout bateau exerçant la pêche blanche devra porter en caractères très apparents, sur la voilure et sur chacun de ses bords arrière, l'indication du n° de sa patente.

Les bateaux pêchant à la gangara devront en outre porter en tête du mât le plus élevé, une flamme de reconnaissance rouge à queue blanche, ayant au guindant une largeur minima de 0m50.

TITRE II

RÉGIME APPLICABLE A LA PÊCHE DITE NOIRE

Art. 5. (1) — Quiconque veut exercer la pêche noire, c'est-à-dire la pêche des éponges

(1) Décret du 11 janvier 1895 (14 redjeb 1312.)

que l'on débarque à l'état brut, ou à la fois, la pêche noire et la pêche des poulpes, doit, au préalable, se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après.

Par barque pêchant au trident et n'ayant pas un équipage supérieur à trois hommes, 75 fr.

Payables 45 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme d'équipage en sus de trois, 20 fr., payables 10 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Toutefois les patentes demandées postérieurement au 30 septembre ne seront délivrées que moyennant le paiement immédiat de l'intégralité de la taxe.

Art. 6. — Dans aucun cas, les bateaux inscrits pour la pêche exclusive des poulpes ne pourront compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche noire, et les bateaux de l'une ou l'autre de ces catégories ne pourront dans aucun cas compter comme annexes de bateaux inscrits pour la pêche blanche.

TITRE III

RÉGIME APPLICABLE AUX POULPES

Art. 7 (1). — Quiconque veut exercer la pêche des poulpes avec ou sans embarcation, doit au préalable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après :

Par barque n'ayant pas un équipage supérieur à trois hommes, 30 fr., payables 20 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme d'équipage en sus de trois, 10 fr., payables 5 fr. au moment de la délivrance de la patente et le surplus dans les trois mois suivants.

Par homme exerçant la pêche à pied, 10 fr., payables en entier au moment de la délivrance de la patente.

Toutefois, les patentes demandées postérieurement au 30 septembre ne seront délivrées que moyennant le paiement immédiat de l'intégralité de la taxe.

TITRE IV

DES PATENTES

Art. 8. — Les patentes seront délivrées dans les ports ouverts au commerce. Leur durée sera d'un an à compter du 1er juin de chaque année, quelle que soit l'époque de la demande.

Le droit versé au Trésor n'est restituable dans aucun cas.

Art. 9. — Les demandes de patente devront être adressées au préposé à la police de la navigation et des pêches.

Elles mentionneront les nom, prénoms et qualités du demandeur, sa nationalité, le nom du bateau qui doit exercer la pêche, ainsi que l'indication de son port d'attache et de sa jauge officielle ; les nom, prénoms et qualités de l'armateur, de l'affréteur ou du consignataire, le nombre d'hommes d'équipage, le mode de pêche que le bateau compte employer, avec, pour les scaphandres, le nombre de ces appareils.

Toute demande sera accompagnée de papiers de bord, qui resteront entre les mains du préposé à la police de la navigation et des pêches, jusqu'à l'expiration de la validité de la patente, sauf le cas où la restitution en serait demandée contre la remise provisoire ou définitive du permis,

TITRE V

DE LA VENTE DES ÉPONGES ET DES POULPES

Art. 10 (1). — Les éponges blanches, les éponges noires et les poulpes secs ou frais devront être intégralement apportés dans l'un des ports ouverts au commerce.

Cette disposition n'est pas applicable aux poulpes pris par les pêcheurs à pied.

A leur débarquement. les éponges et les poulpes seront présentés au préposé à la police de la navigation et des pêches, qui enregistrera leur poids ou leur nombre.

Cette formalité accomplie, les pêcheurs disposeront à leur gré du produit de leur pêche, par vente ou autrement.

Art. 11. — La vente des éponges blanches, des éponges noires et des poulpes aux enchères publiques ne pourra avoir lieu que par le ministère du commissaire-priseur. En cas de refus de celui-ci, et dans les localités où il n'existe pas de commissaire-priseur, les ventes auront lieu par les soins d'un crieur public désigné par l'administration.

Art. 12. — Le commissaire-priseur ou le crieur public prélèvera sur les prix de vente les droits de criée suivants qui seront dans tous les cas payables par le vendeur :

Pour les éponges noires et les poulpes 2 p. %
Pour les éponges blanches. . . . . 1 p. %

Art. 13 (1). — Toute association secrète ou

(1) Décret du 11 janvier 1895 (14 redjeb 1312).

(1) Décret du 11 janvier 1895 (14 redjeb 1312).

manœuvre entre les marchands d'éponges ou autres, tendant à nuire aux enchères, à les troubler ou à obtenir les éponges et poupes à plus bas prix, donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 412 du code pénal français, indépendamment de tous dommages-intérêts.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PÉNALITÉS

Art. 14. — Les navires et embarcations chargés de la surveillance de la pêche porteront en poupe le pavillon tunisien et en tête du mât la flamme nationale.

Art. 15. — Tout pêcheur devra se soumettre aux réquisitions et vérifications ayant pour objet le contrôle de l'exercice de la pêche.

Il devra être porteur de sa patente, dont la présentation sera toujours exigible.

Après une sommation appuyée d'un coup de canon tiré à blanc, les bateaux opposant de la résistance seront pris à la remorque et conduits au port tunisien le plus proche du siège du tribunal compétent pour statuer sur les contraventions commises.

Ils seront saisis, s'il y a lieu, et les contrevenants poursuivis conformément aux dispositions des articles suivants :

Art. 16 (1). — Sera punie d'une amende de 200 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livrera en barque à la pêche des éponges ou des poulpes sans être muni d'une patente délivrée dans les conditions indiquées aux articles 2, 5 et 7 du présent décret.

Si la pêche a lieu, à la drague ou au scaphandre, le minimum de l'amende sera de 500 fr. et il pourra être prononcé un emprisonnement de 15 jours à 3 mois.

Quiconque se livrera à la pêche des poulpes à pied sans être muni de la patente spéciale à cette pêche, sera puni d'une amende de 20 à 50 fr. et d'un emprisonnement de 5 à 10 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 17. — Sera puni des peines prévues par l'article 16, paragraphe 1er, quiconque se livrera à la pêche des éponges en temps prohibé ou à l'aide de procédés, engins ou bateaux non autorisés par le présent décret.

Art. 18. — En cas de contravention aux articles 16 et 17 et alors même que les délinquants seraient restés inconnus, les instruments, les engins, le produit de la pêche, seront saisis, et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux correctionnels qui ordonneront la destruction des engins prohibés.

Art. 19. — Sera puni d'une amende de 100 à 1,000 francs :

1° Quiconque aura détourné ou tenté de détourner en mer pour l'expédier à l'étranger tout ou partie de la pêche d'un bateau.

2° Tout pêcheur convaincu d'avoir débarqué ou vendu des éponges ou des poulpes ailleurs que dans un port ouvert au commerce.

Art. 20. — Sera puni d'une amende de 50 à 200 fr., sans préjudice des peines applicables en cas de crime ou délit de droit commun, quiconque aura refusé de présenter sa patente aux agents de l'Etat ayant qualité pour constater les contraventions ou obtempérer aux réquisitions, ou de se soumettre aux vérifications prévues par l'article 15 précédent.

Art. 21. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs :

1° Tout pêcheur d'éponges noires qui sera convaincu d'avoir livré tout ou partie de sa pêche à un pêcheur exerçant la pêche blanche.

2° Tout pêcheur qui, n'étant pas muni d'une patente pour la pêche blanche, aura à son bord des éponges lavées.

3° Tout pêcheur exerçant la pêche blanche qui sera convaincu de s'être procuré tout ou partie des éponges recueillies par un pêcheur d'éponges noires.

Art. 22. — Sera punie d'une amende de 16 à 100 fr., toute autre contravention au présent décret.

Art. 23. — En cas de conviction de plusieurs contraventions au présent décret, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 24. — En cas de récidive, les peines édictées pourront être élevées jusqu'au double.

Il y aura récidive lorsque dans les deux années précédentes à compter du fait incriminé, il aura été rendu, contre le délinquant, un jugement passé en force de chose jugée, pour contravention au présent décret.

Art. 25. — Pourront être déclarés responsables des amendes prononcées :

1° Les armateurs, affréteurs, consignataires des bateaux de pêche à raison des faits des patrons et équipages.

2° Les pères, tuteurs, maris et maîtres, à raison des faits des mineurs, femmes, préposés et domestiques, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donnerait lieu à cette responsabilité.

(1) Décret du 11 janvier 1895 (14 redjeb 1312).

TITRE VII

PROCÈS-VERBAUX, SAISIES, POURSUITES COMPÉTENCE

Art. 26. — Les contraventions au présent décret seront constatées par procès-verbaux des officiers de marine ou maîtres, commandants des bâtiments et embarcations garde-pêche ; inspecteurs des pêches maritimes, agents du service de la navigation et des pêches, agents de la force publique, préposés attachés aux différentes administrations et régies financières, et tous agents spéciaux assermentés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés feront foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront dispensés de l'affirmation. A défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes, les contraventions pourront être prouvées par les moyens de droit commun.

Art. 27. — Les objets saisis en vertu des articles 15 et 18 seront reçus en dépôt par l'administration et conservés jusqu'au jugement.

Ceux sujets à dépérissement seront vendus à sa requête par les commissaires-priseurs ou crieurs publics, ainsi qu'il est dit à l'article 11, sur l'ordonnance du juge de paix ou du caïd, suivant la nationalité des délinquants, et le produit de la vente sera versé entre les mains du fonctionnaire qui aura pris charge du dépôt.

Art. 28. — Les poursuites auront lieu à la diligence de l'administration des finances, comme en matière de douanes et de monopoles, en ce qui concerne les contraventions aux articles 16, 19, 21, et à la diligence de l'autorité ayant l'action publique en ce qui concerne les infractions aux articles 17, 20, 22, sans préjudice, dans ce dernier cas, du droit de l'administration des finances de se porter partie civile.

Art. 29. — Si le délit a été commis hors d'un port, les poursuites seront exercées devant le tribunal du port auquel appartiendra le bateau ou à défaut devant celui du port le plus proche.

Art. 30. — Pour les infractions réprimées par les articles 16,19 et 21, l'administration aura le droit de transiger avec les délinquants.

La transaction intervenue et notifiée avant jugement, soit au parquet, soit à la juridiction tunisienne, selon la nationalité des prévenus, aura pour effet immédiat d'éteindre l'action publique.

Les amendes prononcées par application des articles 16, 19 et 21 seront attribuées comme en matière de douanes et de monopoles.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 31. — Le présent décret entrera en vigueur le 13 juillet 1892.

Le prix des patentes à courir de cette date au 1er juin 1893 est fixé ainsi qu'il suit :

Barquettes pêchant au trident, dites « Kamakis » n'ayant pas un équipage supérieur à 3 hommes par barquette . . . . . 110 fr. »

Par homme d'équipage en sus de 3, droit supplémentaire. . . . . 20 fr. »

Bateaux à voiles pêchant à la drague dite « Gangara » avec un équipage de six hommes au plus, par bateau. . . . . 375 fr. »

Par homme d'équipage en sus de 6 . 25 fr. »

Bateaux pêchant au scaphandre, par instrument . . . . . 1.250 fr. »

Barques ou barquettes pêchant au trident, ne lavant pas les éponges et n'ayant pas un équipage de plus de 3 hommes . . . 26 fr. 50

Par homme d'équipage en sus de 3. 20 fr. »

Art. 32. — Sont abrogés le décret du 24 avril 1885 (10 redjeb 1302) et toutes autres dispositions contraires au présent décret dont le directeur général des travaux publics et le directeur des finances sont chargés, etc.

Esclavage

23 janvier 1846 (25 moharrem 1262)

Décret prescrivant l'affranchissement des esclaves

Nous avons acquis l'entière certitude que la plupart des habitants de la Régence abusent des droits de propriété qu'ils ont sur les nègres et qu'ils maltraitent ces créatures inoffensives. Vous n'ignorez pas cependant que nos savants jurisconsultes ne sont pas d'accord sur la question de savoir si l'esclavage, dans lequel les races nègres sont tombées, s'appuie sur un texte formel; que la lumière de la religion a pénétré dans leur pays depuis longtemps; que nous sommes très éloignés de l'époque où les maîtres se conformaient, dans la jouissance de leurs droits, aux prescriptions édictées par le plus éminent des Envoyés avant sa mort; que notre loi sacrée affranchit, de droit, l'esclave maltraité par son maître; et que la législation a une tendance marquée vers l'extension de la liberté.

En conséquence, nous avons décidé, dans l'intérêt actuel des esclaves et l'intérêt futur des maîtres, comme aussi dans le but d'empêcher les premiers de demander protection à des autorités étrangères, que des notaires seront institués à Sidi-Mahrez, à Sidi-Mansour et à la Zaouia Bekria pour délivrer à tout esclave, qui les demandera, des lettres d'af-

franchissement qui nous seront présentées pour être revêtues de notre sceau.

De leur côté, les magistrats du chara devront nous envoyer toutes les affaires d'esclavage dont ils seront saisis, et tous les esclaves qui s'adresseront à eux pour demander leur liberté. Ils ne permettront pas à leurs maîtres de les ramener, leur tribunal devant être un lieu de refuge inviolable pour les personnes qui fuient un esclavage dont la légalité est douteuse et contestent à leurs détenteurs des droits qu'il est impossible d'admettre dans notre royaume; car, si l'esclavage est licite, les conséquences qu'il entraîne sont contraires à la religion, et il importe de les éviter, d'autant plus qu'il s'attache à cette mesure un intérêt politique considérable.

29 mars 1887 (4 redjeb 1304)

Circulaire ministérielle aux gouverneurs et caïds sur l'abolition de l'esclavage

Vous n'ignorez pas qu'il est interdit de vendre ou d'acheter des esclaves nègres; cette interdiction a été prononcée par plusieurs décrets souverains, notamment par un décret rendu en moharrem 1262.

Le gouvernement n'a jamais hésité à empêcher le commerce des esclaves et à affranchir ceux dont l'existence lui était signalée, sans préjudice de la punition infligée aux propriétaires ou marchands d'esclaves.

Cependant mon attention a été appelée dernièrement sur ce fait que des négresses seraient fréquemment vendues comme esclaves dans la Régence; ces femmes, amenées dans le sud de la Tunisie par des caravanes du Soudan, seraient vendues, sans que les caïds ou gouverneurs du territoire aient signalé le fait au gouvernement.

Une négligence de cette nature engage votre responsabilité. Vous devez surveiller attentivement toutes caravanes venant du sud, constater si elles amènent en Tunisie des nègres ou des négresses esclaves; les détenteurs de ces esclaves deyront être immédiatement arrêtés par vos soins et déférés au tribunal de l'ouzara.

Quant aux négresses saisies, vous aurez soin de les placer dans des maisons honorables, jusqu'à ce qu'elles aient trouvé des moyens d'existence; les frais de leur subsistance seront à la charge de l'acheteur et du vendeur. Vous ne manquerez pas de me signaler exactement toutes les contraventions qui seront commises et de me faire connaître le nom et le signalement de toutes les esclaves saisies.

Quant aux nègres et négresses qui se trouveraient actuellement au service de vos administrés, vous devrez leur notifier leur affranchissement en présence du cadi et ne les laiser chez leurs maîtres que de leur plein consentement. Les procès-verbaux des déclarations et notifications qui seront faites à cette occasion seront communiqués au ministère, après avoir été revêtus de la signature des notaires et du cadi. Les honoraires dus aux notaires pour la rédaction de ce procès-verbal seront à la charge des maîtres des esclaves.

Je vous invite à veiller exactement à l'exécution de ces instructions, dont l'inobservation serait sévèrement réprimée.

28 mai 1890 (9 chaoual 1307)

Décret renouvelant l'interdiction de l'esclavage dans la Régence

Article premier. — L'esclavage n'existe pas et est interdit dans la Régence; toutes créatures humaines, sans distinction de nationalité ou de couleur, y sont libres et peuvent également recourir, si elles se croient lésées, aux lois et aux magistrats.

Art. 2. — Dans un délai de trois mois à partir de la promulgation du présent décret, tous ceux qui emploieront en domesticité, dans nos Etats, des nègres ou des négresses, devront, s'ils ne l'ont déjà fait, remettre à chacun d'eux un acte notarié visé par le cadi ou, à son défaut, par le caïd ou son représentant, établi aux frais du maître, et attestant que le serviteur ou la servante est en état de liberté.

Art. 3. — Les contraventions à l'article précédent seront punies par les tribunaux français ou indigènes, selon la nationalité du délinquant, d'une amende de 200 piastres à 2,000 piastres.

Art. 4. — Ceux qui seront convaincus d'avoir acheté, vendu ou retenu comme esclave une créature humaine seront punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

Art. 5. — L'article 463 du code pénal français sera applicable aux délits et contraventions prévus par le présent décret.

L'article 58 du même code sera applicable au cas de récidive.

23 avril 1891

Circulaire du premier ministre aux caïds de la Régence

Par ma circulaire insérée au *Journal officiel* de la Régence du 9 kâda 1307 (26 juin 1890), je vous ai donné des instructions pour l'exécution du décret de S. A. le Bey en date du 9

chaoual 1307, proscrivant l'esclavage dans la Régence.

L'article 2 de ce décret ordonne que tous ceux qui ont en domesticité des nègres ou des négresses doivent délivrer à chacun d'eux un acte notarié attestant qu'ils sont en état de liberté.

J'ai été informé que des personnes ayant des nègres ou des négresses à leur service ont bien fait établir l'acte notarié exigé par le décret du 9 chaoual 1307, mais n'ont pas remis ce document aux intéressés.

Pour mieux préciser les intentions du décret du 9 chaoual 1307 et en assurer l'exécution, et sur l'ordre ce mon auguste Maître, j'ai décidé ce qui suit :

Les actes notariés prescrits par l'article 2 du décret devront être, aussitôt qu'ils auront été dressés, remis aux domestiques aux noms desquels il sont établis; ceux-ci devront conserver cette pièce en leur possession et seront tenus de la représenter à toute demande des autorités de la Régence.

Les notaires qui auront dressé le certificat de liberté attesteront par une note inscrite en marge de cet acte sur leurs registres-répertoires, que le certificat a été remis à l'intéressé, afin que si l'acte original était perdu par le serviteur, on pût quand même justifier de son existence.

Je vous prie de veiller à la stricte exécution de ces instructions, dont vous aurez soin de m'accuser réception.

23 avril 1891

Circulaire du premier ministre aux magistrats du chara, à Tunis

Par ma circulaire insérée au *Journal Officiel* de la Régence du 9 kâda 1307 (26 juin 1890), je vous ai donné des instructions pour l'exécution du décret de S. A. le Bey en date du 9 chaoual 1307, proscrivant l'esclavage dans la Régence.

L'article 2 de ce décret ordonne que tous ceux qui ont en domesticité des nègres ou des négresses doivent délivrer à chacun d'eux un acte notarié attestant qu'ils sont en état de liberté.

J'ai été informé que des personnes ayant des nègres ou des négresses à leur service ont bien fait établir l'acte notarié exigé par le décret du 9 chaoual 1307, mais n'ont pas remis ce document aux intéressés.

Pour mieux préciser les intentions du décret du 9 chaoual 1307 et en assurer l'exécution, il a été recommandé aux caïds de s'assurer personnellement que les certificats de liberté auront été remis aux domestiques aux noms desquels ils sont établis, aussitôt après avoir été dressés, et d'aviser ceux-ci qu'ils devront représenter cette pièce à toute demande des autorités de la Régence.

Il a été également décidé que la remise de ce document aux serviteurs serait officiellement constatée par une déclaration formelle de leur part. Cette déclaration devra être reçue sans frais par les notaires rédacteurs de l'acte, qui l'inscriront sur les registres-répertoires, en marge de la minute de l'acte lui-même.

J'ai adressé à ce sujet une circulaire aux caïds et aux cadis de la Régence, en leur donnant les instructions nécessaires.

Je vous recommande tout particulièrement de donner connaissance de la présente lettre et des décisions qu'elle contient aux notaires de Tunis, en vous priant de veiller à ce qu'ils exécutent régulièrement ces décisions.

23 avril 1891

Circulaire du premier ministre aux caïds de la Régence

Par ma circulaire insérée au *Journal Officiel* de la Régence du 9 kâda 1307 (26 juin 1890), je vous ai donné des instructions pour l'exécution du décret de S. A. le Bey en date du 9 chaoual 1307, proscrivant l'esclavage dans la Régence.

L'article 2 de ce décret ordonne que tous ceux qui ont en domesticité des nègres ou des négresses doivent délivrer à chacun d'eux un acte notarié attestant qu'ils sont en état de liberté.

J'ai été informé que des personnes ayant des nègres ou des négresses à leur service ont bien fait établir l'acte notarié exigé par le décret du 9 chaoual 1307, mais n'ont pas remis ce document aux intéressés.

Pour mieux préciser les intentions du décret du 9 chaoual 1307, et en assurer l'exécution, il a été recommandé aux caïds de s'assurer personnellement que les certificats de liberté auront été remis aux domestiques aux noms desquels ils sont établis, aussitôt après avoir été dressés, et d'aviser ceux-ci qu'ils devront représenter cette pièce à toute demande des autorités de la Régence.

Il a été également décidé que la remise de ce document aux serviteurs serait officiellement constatée par une déclaration formelle de leur part. Cette déclaration devra être reçue sans frais par les notaires rédacteurs de l'acte, qui l'inscriront sur leurs registres-répertoires, en marge de la minute de l'acte lui-même.

Je vous prie de donner aux notaires de

votre circonscription les instructions nécessaires pour que cette décision reçoive son exécution, et je vous invite à veiller à ce qu'elle soit régulièrement appliquée.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Etat civil

29 juin 1886 (27 ramadan 1303)

Décret instituant l'état civil

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. — Il est institué un état civil dans la Régence.

Art. 2. — Sont investis des fonctions d'officier de l'état civil les présidents des municipalités ou, si ces derniers ne sont pas français, leurs adjoints de cette nationalité.

Art. 3. — Dans les villes où il n'y a pas de municipalité constituée, les fonctions d'officier de l'état civil seront remplies par les contrôleurs civils ou, en cas d'empêchement ou d'absence de ces derniers, par leurs adjoints ou, à défaut, par l'autorité militaire française désignée dans l'article 89 du code civil français.

Art. 4. — Les actes de l'état civil seront écrits en français; il énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, noms, âge, professions, domiciles et nationalités de tous ceux qui y seront dénommés.

Art. 5. — Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

Art. 6. — Dans le cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

Art. 7. — Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de vingt et un ans au moins, parents ou autres; ils seront choisis par les personnes intéressées.

Art. 8. — L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes ou à leur fondé de procuration et aux témoins. Il y sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. — Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparants et les témoins de signer.

Art. 10. — Les registres seront tenus doubles. Ils seront cotés par premier et dernier et paraphés sur chaque feuille par le président du tribunal de première instance.

Art. 11. — Les actes seront inscrits sur les registres de suite sans aucun blanc. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres.

Art. 12. — Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil, à la fin de chaque année, et, dans le premier mois de l'année suivante, l'un des doubles sera déposé au greffe du tribunal de première instance.

Art. 13. — Les procurations et les autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil seront déposées, après qu'elles auront été paraphées, par la personne qui les aura produites et par l'officier de l'état civil, au greffe du tribunal avec le double des registres dont le dépôt doit avoir lieu audit greffe.

Art. 14. — Toute personne pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux.

Art. 15. — Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle sera faite, à la requête des parties intéressées, par l'officier de l'état civil sur les registres courants ou sur ceux conservés dans ses archives et par le greffier du tribunal de première instance pour les registres déposés au greffe; à l'effet de quoi, l'officier de l'état civil en donnera avis, dans les trois jours, au procureur de la République près ledit tribunal qui veillera à ce que la mention soit faite d'une manière uniforme sur les deux régistres.

Art. 16. — Toute contravention aux articles précédents de la part des fonctionnaires y dénommés sera poursuivie devant le tribunal de première instance et punie d'une amende qui ne pourra excéder cent francs.

Art. 17. — Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs des dites altérations.

Art. 18. — Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante et autrement que sur le registre à ce destiné, don-

neront lieu à des dommages-intérêts envers les parties, sans préjudice des peines portées au code pénal français.

Art. 19. — Le procureur de la République près le tribunal de première instance sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en sera fait au greffe ; il dressera un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions ou délits commis par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes.

Art. 20. — Les expéditions des actes de l'état civil seront payées conformément aux tarifs fixés par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie.

CHAPITRE II

Des actes de naissance

Art. 21. — Les déclarations de naissance seront faites dans les trois jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu. Ce délai sera augmenté d'un jour par myriamètre de distance entre le lieu de naissance et la résidence de l'officier de l'état civil.

Art. 22. — La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement, et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, s'il est possible, par la personne chez qui elle sera accouchée. L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

Art. 23. — L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant et les prénons qui lui seront donnés, les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des père et mère, les prénoms, noms, professions et domiciles et nationalités des témoins.

Art. 24. — L'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit sur les registres, à sa date, et il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance s'il en existe un.

CHAPITRE III

Des actes de mariage

Art. 25. — Avant le mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison où est établie son administration.

Ces publications et l'acte qui en sera dressé, énonceront les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des futurs époux, leurs qualités de majeurs ou de mineurs ; et les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités de leurs pères et mères. Cet acte énoncera, en outre, les jours, lieux et heures où les publications auront été faites ; il sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté et paraſé comme il est dit en l'article 10 et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de première instance ou de la justice de paix suivant le cas.

Art. 26. — Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison de l'officier de l'état civil pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être contracté ni avant le troisième jour depuis et non compris celui de la seconde publication, ni après l'année à compter de l'expiration du délai des publications.

Art. 27. — Les actes d'opposition au mariage seront signés, sur l'original et sur la copie, par les opposants ou par leurs fondés de procuration spéciale et authentique ; ils seront signifiés, avec la copie de la procuration, à la personne ou au domicile des parties et à l'officier de l'état civil qui mettra son visa sur l'original.

Art. 28. — L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions sur le registre des publications ; il fera aussi mention, en marge de l'inscription desdites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée dont l'expédition lui aura été remise.

Art. 29. — En cas d'opposition, l'officier de l'état civil ne dressera pas l'acte de mariage avant qu'on ne lui en ait remis la mainlevée, sous peine de trois cents francs d'amende et de tous dommages-intérêts.

Art. 30. — S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage et, si les publications ont été faites par plusieurs officiers de l'état civil, les parties remettront à celui qui doit dresser l'acte de mariage un certificat délivré par les autres, constatant qu'il n'y a point d'opposition.

Art. 31. — L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux, s'ils sont de nationalité européenne. Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer pourra le suppléer, en rapportant un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile.

Art. 32. — L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite par sept témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents,

des prénoms, nom, profession et domicile du futur époux, et de ceux de ses père et mère, s'ils sont connus; le lieu, et, autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le juge de paix ; et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention.

Art. 33. — L'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le tribunal, après avoir entendu le procureur de la République, donnera ou refusera son homologation selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

Art. 34. — L'acte authentique, s'il est requis, du consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules, ou à leur défaut, celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions, nationalités et domiciles du futur époux et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

Art. 35. — Dans le cas où, en raison de la législation des pays d'origine des futurs, l'accomplissement de certaines formalités prescrites par le présent décret préalablement à la célébration du mariage serait impossible, il sera suppléé à ces formalités par un certificat délivré par le consul de la nation desdits futurs et qui constatera qu'ils ont satisfait aux prescriptions de leur propre loi.

Ce certificat demeurera annexé à l'acte de mariage.

Art. 36. — L'acte de mariage sera dressé par l'officier de l'état civil du lieu où l'un des deux époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue au même lieu.

Art. 37. — Le jour désigné par les parties, après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison où est établie son administration, en présence de quatre témoins parents ou non parents, fera lecture aux parties des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et aux formalités du mariage. Si les parties sont de nationalité française, il sera également fait lecture du chapitre VI du code civil, titre du mariage, sur les états et les devoirs respectifs des époux.

L'officier de l'état civil interpellera les futurs époux ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que le nom et le lieu de résidence de celui qui l'a reçu. Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et pour femme, il prononcera au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage, et il dressera l'acte de mariage sur le champ.

Art. 38. — On énoncera dans l'acte de mariage : 1° les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissances, domiciles et nationalités des époux ; 2° s'ils sont majeurs ou mineurs ; 3° les prénoms, noms, professions, domiciles et nationalités des pères et mères ; 4° le consentement, s'il est requis, des pères et mères, aïeuls et aïeules, ou celui de la famille ; 5° les actes respectueux, s'il en a été fait; 6° les publications dans les divers domiciles ; 7° les oppositions, s'il y en a eu, leur mainlevée ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition ; 8° la déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier public ; 9° les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des témoins et leur déclaration s'ils sont parent ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré ; 10° la déclaration faite, sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage, et, autant que possible, de la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieux de résidence de celui qui l'aura reçu ; le tout à peine, contre l'officier de l'état civil, de l'amende fixée par l'article 16. Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'omission ou l'erreur, pourra être demandée par le procureur de la République sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'article 43.

Art. 39. — Dans le cas prévu à l'article 35, l'acte de mariage mentionnera le certificat délivré par le consul de la nation des futurs avec énonciation des formalités que ledit certificat est appelé à suppléer.

CHAPITRE IV

DES ACTES DE DÉCÈS

Art. 40. — L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil, sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est possible, les deux plus proches parents ou voisins, ou, lorsqu'une personne sera décédée hors de son domicile, la personne, si faire se peut, chez laquelle elle sera décédée et un parent ou autre.

Art. 41. — Les déclarations de décès seront faites, dans les trois jours du décès, à l'officier de l'état civil du lieu, sans préjudice des règlements de police.

Ce délai sera augmenté d'un jour par miria-

mètre de distance entre le lieu de décès et la résidence de l'officier de l'état civil.

Art. 42. — L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession, domicile et nationalité de la personne décédée ; les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve ; les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des déclarants, et, s'ils sont parents, leur degré de parenté.

Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

CHAPITRE V

De la rectification des actes de l'état civil

Art. 43. — Lorsque la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, s'il s'agit d'un Tunisien, par la juridiction de l'ouzara pour les actes de décès et par celle du chara pour ceux de naissance et de mariage ; s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, par le tribunal de première instance, sauf l'appel, au greffe duquel le double du registre de l'état civil a été ou doit être déposé, et sur les conclusions du procureur de la République. Les parties intéressées seront appelées, s'il y a lieu.

Art. 44. — Le jugement de rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient pas été appelées.

Art. 45. — Les jugements de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis; et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

Art. 46. — Le présent décret sera exécutoire à partir du 1er octobre 1886-2 moharrem 1304.

13 octobre 1886 (15 moharrem 1304)

Décret fixant le tarif des expéditions des actes de l'état civil

Vu l'article 20 du décret du 27 ramadan 1303-29 juin 1886.

Article unique. — Les expéditions des actes de l'état civil délivrés par les contrôleurs civils, les présidents des municipalités et les greffiers des tribunaux de la Régence, seront payés conformément aux tarifs ci-après :

	Présidents des municipalités	Contrôleurs civils Greffiers des tribunaux
Actes de naissance..	2 piastres	» 1 franc »
Actes de décès....	2 —	» 1 — »
Actes de mariages	2 —	75 1 — 50

Légalisation par le président du tribunal des signatures apposées sur les expéditions, 0 fr. 25.

Exhumations

16 juillet 1888 (7 kâda 1305)

Décret sur les exhumations

Article premier. — Aucune exhumation ne peut avoir lieu en Tunisie sans autorisation préalable, sous peine d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 25 à 300 piastres.

Art. 2. — Les permis d'exhumer sont délivrés par les présidents des municipalités, dans les villes érigées en municipalités, et, en dehors de ces villes, par les contrôleurs civils.

Dans les territoires qui ne dépendent d'aucun contrôle, ils sont délivrés par notre premier ministre.

Art. 3. — Toute demande de permis d'exhumer devra être accompagnée d'un document attestant l'identité de la personne décédée et le lieu de sa sépulture, et d'un certificat constatant la date de son décès et la nature de la maladie qui l'a amené. Ces pièces seront jointes au procès-verbal d'exhumation remis à l'intéressé.

Art. 4. — Le permis d'exhumer pourra toujours être refusé, si l'opération paraît offrir, pour une cause quelconque, des dangers pour la santé publique.

Art. 5. — Si le cercueil dans lequel avait été placé le corps est trouvé, au moment de l'exhumation, en entier et en bon état, il pourra être conservé.

Il devra être placé dans un second cercueil en plomb, sur une couche de deux ou trois centimètres d'un mélange désinfectant fait par parties égales de sciure de bois desséchée et de sulfate de zinc (couperose blanche) ou, à défaut de cette matière, de sulfate de fer (couperose verte.)

Dans le cas où le cercueil serait trouvé ouvert ou détérioré, on placera le corps ou ses restes directement dans le cercueil en plomb, avec le mélange indiqué plus haut.

Ce cercueil en plomb devra être confectionné avec des lames de trois millimètres au moins d'épaisseur, parfaitement soudées entre elles. Il sera renfermé dans un cercueil extérieur en chêne ou en tout autre bois présentant une égale solidité, et dont les parois auront quatre centimètres au moins d'épaisseur et seront fixées avec des clous à vis, maintenues par trois frettes en fer serrées à écrou.

Art. 6. — Le commissaire de police de la localité, ou, à son défaut, un mandataire spécial de l'autorité qui aura délivré le permis, assistera à l'exhumation et scellera le cercueil de son sceau.

Il dressera un procès-verbal en double expédition, constatant que l'opération a été faite conformément aux prescriptions du présent décret.

Un exemplaire de ce procès-verbal sera remis à l'intéressé pour être produit à l'autorité du lieu où devra se faire l'inhumation définitive.

Exportation

3 octobre 1884 (14 hidjé 1301)

Décret fixant le droit d'exportation sur les huiles

Article unique. — Le droit d'exportation sur les huiles est définitivement fixé à 10 piastres 5 caroubes par quintal de Tunis. (6 fr. 20) (1).

3 octobre 1884 (14 hidjé 1301)

Décret supprimant les droits d'exportation sur les céréales et les légumes secs

Article unique. — Les droits d'exportation de 20 piastres 12 caroubes par caffis de blé, de 10 piastres 6 caroubes par caffis d'orge et de 18 piastres 10 caroubes par caffis de légumes secs, seront supprimés à partir du 13 octobre 1884.

3 octobre 1884 (14 hidjé 1301)

Décret supprimant les droits de giornata et divers droits de kataïa

Article premier. — A partir du 13 octobre 1884, il ne sera plus délivré de teskérés d'exportation.

Les teskérés existant à cette époque cesseront d'être suivis et seront annulés.

Art. 2. — Les droits perçus par la douane à l'exportation dans tous les ports de la côte, à l'exception des ports de Tunis et de la Goulette, qui sont connus sous le nom de « droits de giornata » et qui sont destinés à être répartis entre le service de la douane et divers agents, sont supprimés à partir de la même date.

Les droits dits « droits de kataïa » perçus par la douane à Tunis et à la Goulette, en remplacement des droits de giornata, sont également supprimés à partir du 13 octobre.

Art. 3. — Les droits de kataïa autres que ceux dont il est question à l'article précédent et les droits de kantria continueront à être perçus soit à Tunis, soit à la Goulette, soit dane les villes de la côte, conformément aux usages en vigueur jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

(1) Voir le tarif des droits d'exportation annexé au décret du 12 décembre 1891 (11 djoumadi-el-aoual 1309).

25 juin 1885 (13 ramadan 1302)

Décret supprimant les droits de kataïa et diverses taxes de pesage

Article premier. — Seront supprimés, à partir du 13 octobre 1885, tous droits de kataïa (droits de colis) perçus à l'exportation pour l'étranger ou pour un autre port de la Régence et tout droit de même nature perçu à l'importation dans la Régence.

Art. 2. — Est également supprimée, à partir de la même époque, la taxe de dix-huit centièmes de piastre par quintal tunisien perçue par le service de la douane à Tunis et à la Goulette, pour droit de pesage sur les marchandises destinées à l'exportation.

La part de sept centièmes de piastre perçue pour les mêmes opérations de pesage au profit du service des poids publics est maintenue.

25 juin 1885 (13 ramadan 1302)

Décret supprimant diverses taxes perçues à l'importation et à l'exportation

Article premier. — Est supprimé, à partir du 13 octobre 1885, le droit de 3 0/0 *ad valorem* perçu sur les marchandises indigènes à leur importation par mer dans un port de la Régence.

Art. 2. — Est également supprimée à partir de la même date, la taxe de 3 0/0 *ad valorem*, perçue à Sfax, indépendamment des droits ordinaires, lors de l'exportation de certaines marchandises pour l'étranger.

25 juin 1885 (13 ramadan 1302)

Décret affranchissant divers articles de tout droit d'exportation

Article unique. — Seront supprimés, à partir du 13 octobre 1885, les droits d'exportation perçus sur les marchandises ci-après désignées :

Alizzari,	Œufs,
Arjaknou,	Oies et canards,
Cailles et menu gibier	Pigeous,
Coton,	Perdrix,
Guemar,	Poules, poulets, coqs
Guemem,	Sangsues,
Guentess,	Sang,
Indigo,	Souek.
Lièvres,	

Ouvrages en alfa, en joncs et en feuilles de palmier.

25 juin 1885 (13 ramadan 1302)

Décret affranchissant les produits de la minoterie de tout droit d'exportation

Article unique. — Seront supprimés, à partir du 13 octobre 1885, les droits d'exportation sur les produits suivants :

Bourghol (blé concassé),
Farines,
Semoules,
Mohammès (gros couscous) et couscoussou,
Son.

7 novembre 1885 (30 moharrem 1303)

Décret affranchissant la graine de lin du droit de douane à l'exportation

Article unique. — Le droit d'exportation de 10 piastres et 6 caroubes, perçu sur la graine de lin, sera supprimé à partir de la promulgation du présent décret.

11 janvier 1887 (16 rabia-ettani 1304)

Décret autorisant dans certains cas l'exportation des olives fraîches

Article premier. — L'exportation des olives fraîches récoltées dans le pays de kanoun sera autorisée dans ces mêmes pays, mais seulement après acquittement du droit de 3 piastres 5 caroubes par quintal tunisien et sur la production d'un certificat d'origine émanant du caïd ou du gouverneur du territoire sur lequel les olives à exporter auront été récoltées.

Ce certificat ne pourra être délivré qu'au vu de la quittance constatant le paiement de l'impôt kanoun.

Art. 2. — Les exportateurs d'olives dans les conditions indiquées à l'article qui précède seront tenus de remplir toutes les formalités prévues, en matière d'exportation, par le décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

Toutes les dispositions et pénalités édictées par ce décret, soit pour les marchandises prohibées, soit pour les faits de contrebande, leur seront appliquées selon le cas.

Art. 3. — L'interdiction d'exportation des olives fraîches en pays de dîme continuera à exister.

17 décembre 1887 (24 rabia-ettani 1307)

Décret sur le passage dans les villes de Tunis et de la Goulette des bois et charbons destinés à l'exportation.

Article premier. — Les bois et charbons destinés à l'exportation pourront traverser, sans être soumis à aucune taxe, les villes de Tunis et de la Goulette, lorsque les introducteurs se seront munis, à l'entrée de ces villes, d'un laissez-passer et qu'ils auront consigné, au moment de la remise de cette pièce, le montant des droits exigibles, ou fourni une caution acceptée par l'administration.

Les bois et charbons ainsi introduits devront être conduits directement à l'embarquement, sans aucun déchargement ou prélèvement dans l'intérieur des villes.

La somme consignée sera remboursée, ou la caution déchargée de son engagement, sur la production d'un certificat du service des douanes constatant l'embarquement des bois et charbons exportés.

21 janvier 1889 (20 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret supprimant divers droits d'exportation

Article premier. — Sont supprimés les droits d'exportation qui frappent les produits suivants :

Amandes en coques et sans coques,
Citrons,
Figues sèches,
Henné,
Miel,
Pistaches,
Raisins secs.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

19 juillet 1890

Loi modifiant le tarif général des douanes de la République française en faveur de certains produits tunisiens.

Article premier. — Sont admis en franchise, à l'entrée en France, les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après dénommés :

Les céréales en grains ;

Les huiles d'olives et de grignons et les grignons d'olives ;

Les animaux d'espèce chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine ;

Les volailles mortes ou vivantes ;

Le gibier mort ou vivant.

Art. 2. — Les vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisienne, paieront à leur entrée en France un droit de 60 centimes par hectolitre, en tant que leur leur titre alcoolique ne dépassera pas 11° 9 ; ceux dont le titre sera supérieur à 11° 9 payeront une taxe supplémentaire de 70 centimes par degré.

Art. 3. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes non dénommés ci-dessus paieront à l'entrée en France les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

Art. 4. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° Les produits qui sont frappés de prohibition à l'entrée en France par suite de monopole, de mesure sanitaire, etc.;

2° Les denrées désignées spécialement au tableau E de la loi du 7 mai 1881.

Art. 5. — Les traitements de faveur ci-dessus accordés aux produits tunisiens à leur entrée en France sont subordonnés aux conditions suivantes :

a) Les produits devront venir directement et sans escale de Tunisie en France;

b) Ils ne pourront être expédiés que des dix ports suivants de la Régence : Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Souissa, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès et Djerba. Des décrets du gouvernement de la République pourront, s'il y a lieu, modifier la liste de ces ports;

c) Les produits seront accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le contrôleur civil de la circonscription et visé au départ par un receveur des douanes de nationalité française. — L'exportation se fera à l'identique.

d) Chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le Résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1er, 2 et 3 de la présente loi.

Les produits tunisiens dénommés aux articles 1er, 2 et 3 de la présente loi devront être importés par des navires français.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

15 avril 1891 (7 ramadan 1308)

Décret autorisant l'exportation des animaux femelles

L'exportation des animaux femelles est autorisée dans les mêmes conditions que les animaux mâles.

24 juillet 1891 (19 hidjé 1308)

Décret supprimant le droit supplémentaire d'exportation sur le savon

Article premier. — Sera supprimé, à partir du 13 octobre 1891, le droit supplémentaire d'exportation de cinq caroubes par quintal tunisien sur le savon fabriqué dans la Régence.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

11 novembre 1891 (10 rabia-ettani 1309)

Décret relatif aux formalités à remplir pour les denrées destinées à l'exportation et traversant la ville de Tunis.

Article premier. — A compter du 1er janvier 1892, les produits destinés à l'exportation pourront, aux conditions ci-après indiquées, être admis à traverser la ville de Tunis sans avoir à supporter les droits auxquels ils sont soumis *au profit du Trésor*.

Il n'est fait exception que pour les peaux, les laines et les dattes, qui restent soumises au régime en vigueur.

Art. 2. — Le conducteur des produits destinés à l'exportation sera tenu d'en faire la déclaration au bureau d'entrée de la ville, en indiquant, suivant le cas, l'espèce, le nombre, le poids, la mesure ou la valeur desdits produits, et de se munir d'un passe-debout délivré moyennant la consignation des droits exigibles d'après le tarif en vigueur.

Art. 3. — Les produits déclarés en passe-debout devront être conduits directement à l'embarquement, sans aucun stationnement, déchargement ou prélèvement dans l'intérieur de la ville.

La somme consignée en conformité de l'art. 2 ci-dessus sera remboursée sur la production d'un certificat du receveur des douanes constatant l'embarquement des produits.

Toute demande en remboursement des sommes consignées, appuyée du certificat d'embarquement, devra être introduite dans les dix jours qui suivront la date de la consignation ; faute de quoi, lesdites sommes seront définitivement acquises au Trésor.

Art. 4. — Toute contravention aux dispositions du présent décret sera punie de la confiscation des objets saisis et d'une amende de 50 à 500 francs.

Art. 5. — Le directeur des finances est chargé, etc.

12 décembre 1891 (11 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret fixant les tarifs des droits d'exportation d'après le nouveau système monétaire

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, les droits d'exportation seront perçus conformément au tarif annexé au présent décret.

Les droits d'importation continueront d'être exigibles en vertu des tarifs en vigueur, sur la valeur déclarée en francs.

Art. 2. — A compter de la même date, le coût des formules délivrées par la douane pour

l'établissement des déclarations d'importation, de transport au cabotage, d'exportation, de transit, sera de cinq centimes de franc.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé, etc.

TARIF DES DROITS D'EXPORTATION

Modifié par les décrets du 17 mars 1892 (18 châban 1309), des 18 mars et 30 septembre 1893 (1er ramadan 1310 et 20 rabia-el-aoual 1311), du 13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312), du 27 juin 1895 (4 moharrem 1313).

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	DROITS en francs
	Les 100 kil.
Boutargue et thon.. (au lieu de 6,225)	9f 97
Chiffons.	2 55
Dattes degla . . . . (au lieu de 13,575)	12 »
— hoara . . . . (au lieu de 5,175)	5 »
— bser	» 75
— Gabès et autres.	» 75
Eponges non lavées.	18 60
— lavées.	37 35
Grignons (1).	» 35
Halfa et diss. . . . . (au lieu de 1,275)	1 27
Huile d'olive . . . . (au lieu de 12,375)	12 37
— de grignons . (au lieu de 3,825)	1 50
Laine en suint et déchet de laine : (au lieu de 13,575 / 15,975)	12 »
Laine lavée	20 »
Olives fraîches des pays de kanoun : (au lieu de 3,975)	3 97
Peaux de bœufs, vaches, veaux, chevaux, chameaux, ânes et mulets	7 50
Peaux de chèvres et chevreaux. . .	12 45
— de moutons et agneaux (2) . .	9 90
Poisons salés, secs, fumés, marinés ou autrement préparés : (au lieu de 0,975)	» 97
Poulpes	12 45
Tissus de laine	Valeur 5,10 %

21 décembre 1891 (20 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret supprimant le droit dit : « kolben » perçus sur certains produits destinés à l'exportation

Article premier. — Les produits exportés, actuellement soumis, à l'occasion de leur mesurage, au droit dit « kolben » *perçu au profit du Trésor* par l'administration des douanes, seront affranchis de ce droit à compter du 1er janvier 1892.

Les exportateurs continueront à être tenus aux frais du mesurage, d'après les tarifs en vigueur, toutes les fois que l'administration des douanes jugera cette opération nécessaire, en vue de l'application des dispositions de l'art. 3 du décret du 6 juillet 1885 (22 ramadan 1302).

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

17 mars 1892 (18 châban 1309)

Décret supprimant les droits d'exportation sur certains produits

Article premier. — Sont supprimés les droits d'exportation qui frappent les produits suivants :

Beurre frais et salé ;
Cire ;
Goudron ;
Graisse ;
Résidus de grignons d'olives traités par le sulfure de carbone, entièrement secs ;
Olives en saumure ;
Poils de chèvres et de chameaux ;
Scories ;
Soude ;
Tan.

Art. 2. — Est réduit de 3 fr. 82 à 1 fr. 50 les 100 kilos le droit d'exportation qui frappe les huiles de grignon.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé, etc.

21 septembre 1892 (30 sfar 1310)

Décret du Président de la République française ajoutant le port de Tabarka à la liste des ports par lesquels peuvent être expédiés les produits d'origine et de provenance tunisiennes jouissant d'un traitement de faveur.

Article premier. — Le port de Tabarka, en Tunisie, est ajouté à la liste des ports par lesquels, conformément à l'article 5, § B, de la loi du 19 juillet 1890, des produits d'origine et de provenance tunisiennes peuvent être expédiés aux conditions et sous le bénéfice des dispositions de ladite loi.

Art. 2. — Les ministres, etc.

26 novembre 1894 (28 djoumadi-el-aoual 1312)

Décret relatif à la fabrication ou falsification des certificats d'origine exigés par la loi du 19 juillet 1890.

Article premier. — Quiconque fabriquera un faux certificat d'origine attribuant à des produits étrangers une origine tunisienne, falsifiera un certificat d'origine primitivement véritable, ou fera usage d'un certificat d'ori-

(1) Les résidus de grignons traités par le sulfure de carbone sont exempts.

(2) Les animaux de l'espèce ovine, exportés par la frontière de terre du 1er avril au 30 juin, revêtus de leur pleine laine, sont frappés, à leur sortie de la Régence, d'un droit de 0 fr. 30 par tête.

gine fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus.

Art. 2. — Quiconque fera, en vue d'obtenir un certificat d'origine tunisienne, une fausse déclaration à l'autorité compétente, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Art. 3. — La peine indiquée à l'article précédent sera applicable à toute personne qui aura fait usage pour l'expédition en France de marchandises d'origine étrangère d'un certificat d'origine délivré en vue de marchandises d'origine tunisienne.

Art. 4. — Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le minimum sera de cent francs et le maximum de trois mille francs; l'amende pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs de l'infraction, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse.

Art. 5. — La marchandise qui aura fait l'objet d'une fausse déclaration en vue de l'obtention d'un certificat d'origine, ou pour laquelle on aura tenté d'employer un faux certificat d'origine, un certificat d'origine falsifié ou un certificat d'origine délivré pour d'autres marchandises, pourra être confisquée si le tribunal l'ordonne.

Art. 6. — Les dispositions des articles 57 et 58 du code pénal français relatives à la récidive et de l'article 463 du même code sur les circonstances atténuantes seront applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 7. — Ces infractions seront jugées par les tribunaux français quelle que soit la nationalité des inculpés.

27 juin 1895 (4 moharrem 1313)

Décret supprimant les droits de sortie sur les os et cornes

Article premier. — Sera supprimé, à compter du 1er janvier 1896, le droit de 1 fr. 27 par quintal métrique qui frappe, à leur sortie de la Régence, les os et les cornes d'animaux.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

18 mars 1893 (1er ramadan 1310)

Décret réduisant les droits d'exportation sur les dattes

Article premier. — Le tarif des droits d'exportation sur les dattes est réduit aux chiffres suivants :

Dattes	Degla.....	12f	par quintal métrique.
	Horra.....	5f 00	—
	B'serr, Gabès et autres.	0f 75	—

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc...

30 septembre 1893 (20 rabia-el-aoual 1311)

Décret réduisant le droit d'exportation sur le thon et la boutargue et certaines catégories de poissons

Article premier. — Le droit d'exportation de 6 fr. 22 par quintal qui frappe la boutargue et le thon est réduit à 0 fr. 97 par quintal, droit applicable aux poissons salés. Ce dernier tarif est, en outre, étendu à l'exportation des poissons secs, fumés, conservés au naturel, marinés, ou autrement préparés.

Art. 2. — Le directeur des finances est chagé de l'exécution du présent décret.

Expositions

13 avril 1891

Arrêté du Ministre Résident instituant un comité permanent des expositions

Article premier. — Il est institué un comité permanent chargé de recueillir des renseignements sur les diverses expositions qui doivent avoir lieu, de donner son avis sur l'utilité qu'il y aurait pour la Tunisie à y participer officiellement, de stimuler et de grouper les efforts des producteurs de la Régence, et de préparer les collections à exposer, et d'apporter son concours au gouvernement pour l'organisation de la représentation des produits tunisiens dans ces expositions.

Art. 2. — Le comité aura les mêmes attributions pour les concours agricoles qui pourront se tenir, tant en France qu'en Algérie et en Tunisie.

Art. 3. — Il sera composé :

De l'inspecteur d'agriculture ou de son délégué,

Du président et d'un délégué des municipalités de Tunis, de Sousse et de Sfax,

Et d'un délégué des sociétés suivantes :

La chambre de commerce de Tunis,

Le syndicat obligatoire des viticulteurs,

Le comice agricole,

La société d'agriculture,

Le syndicat des colons français de Tunisie,

Le syndicat franco-tunisien du Sahel.

Art. 4. — Dans sa première séance, le comité partagera en trois catégories les délégués nommés par les municipalités et par les sociétés, et il désignera, par voie de tirage au sort, une première catégorie dont les pouvoirs

expireront au bout de deux ans, une seconde catégorie dont les pouvoirs expireront au bout de quatre ans, et une troisième catégorie dont les pouvoirs expireront au bout de six ans.

Les nominations faites ultérieurement pour pourvoir au remplacement des membres dont les pouvoirs seront expirés auront lieu pour six ans.

Art. 5.— Le comité sera présidé par le directeur de l'agriculture ou son délégué; il nommera son secrétaire.

Extradition

17 mai 1884

Arrangements entre la France et la Tunisie relatif à l'extradition des Algériens et des Tunisiens

Article premier. — Les Tunisiens poursuivis pour crimes ou délits commis dans leur pays et réfugiés en Algérie, seront extradés sur le vu d'un mandat émanant du tribunal compétent et établissant qu'ils sont régulièrement poursuivis.

Ce mandat sera revêtu du visa du procureur de la République à Tunis et transmis par les soins du Ministre Résident au gouverneur général de l'Algérie.

Art. 2. — Les Algériens poursuivis pour crimes ou délits commis dans leur pays d'origine et réfugiés en Tunisie, pourront être extradés sur le vu d'un mandat émis par le juge d'Algérie compétent et visé par le parquet de Tunis.

Art. 3. — Quand les Tunisiens ayant commis des crimes ou délits en Algérie se sont réfugiés en Tunisie, le dossier de l'instruction à laquelle le crime ou délit aura donné lieu de la part de l'autorité judiciaire algérienne compétente, pourra être communiqué à l'autorité judiciaire compétente tunisienne, qui aura à poursuivre la répression.

Art. 4. — Les Algériens poursuivis pour crimes ou délits commis en Tunisie et réfugiés en Algérie, seront, comme tous autres étrangers dans le même cas, arrêtés à la requête du procureur de la République à Tunis, et renvoyés dans la Régence pour y être jugés par le tribunal français.

Art. 5. — Quand des crimes ou délits auront été commis, soit en Tunisie, soit en Algérie, de complicité par des Algériens et des Tunisiens, les règles précédentes seront applicables à chaque catégorie d'individus suivant leur nationalité.

26 juin 1888

Convention entre S. A. le Bey de Tunis et le gouvernement belge

En vue d'assurer, autant que possible, l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire, par la fuite, à l'action de la justice, il a été convenu ce qui suit entre le gouvernement français, agissant au nom du gouvernement de S. A. le Bey de Tunis, d'une part, et le gouvernement belge, de l'autre:

Les dispositions de la convention franco-belge du 15 août 1874 sont étendues à la Tunisie, sauf que le délai de quinze jours, stipulé par l'article 7 de ladite convention, est porté à deux mois.

En foi de quoi la présente déclaration a été signée par le ministre des affaires étrangères de la République française et échangée contre contre une pareille déclaration émanée du ministre des affaires étrangères de S. M. le roi des Belges, et il a été entendu que cette déclaration aura la même durée que la convention d'extradition à laquelle elle se rapporte.

31 décembre 1889

Convention entre S. A. le Bey de Tunis et S. M. Britannique

Le gouvernement de la République française, agissant au nom de S. A. le Bey de Tunis, d'une part, et le gouvernement de Sa Majesté Britannique, de l'autre.

En vue d'assurer, autant que possible, l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire par la fuite à l'action de la justice,

Sont convenus de ce qui suit:

Les dispositions de la convention franco-anglaise du 14 août 1876 sont étendues à la Tunisie, sauf que le délai de quatorze jours, stipulé par l'art. 9 de ladite convention, est porté à deux mois.

Le présent arrangement aura la même durée que la convention d'extradition à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés, S. Exc. M. Spuller, ministre des affaires étrangères de la République française, et S. Exc. le comte de Lytton, ambassadeur de S. M. Britannique, ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

12 avril 1893

Arrangement entre la Suisse et la Tunisie

Le gouvernement de la République française, agissant au nom du gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis, d'une part, et le Conseil fédéral suisse, de l'autre, en vue d'assurer, autant que possible, l'arrestation et la remise à la juridiction compétente des malfaiteurs qui cherchent à se soustraire, par la fuite, à l'action de la justice,

Sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions du traité conclu entre la France et la Suisse le 9 juillet 1869 sont étendues à la Tunisie, sauf que le délai de 15 jours stipulé par l'article 4 de ce traité est porté à deux mois. Il est entendu que le présent arrangement s'applique aux déclarations de réciprocité qui ont déjà été échangées ou qui seraient échangées à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier les effets du traité d'extradition précité.

Le présent arrangement aura la même durée que le traité d'extradition auquel il se rapporte.

En foi de quoi, les soussignés Son Excellence M. Jules Develle, député, ministre des affaires étrangères de la République française et M. Charles Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près la République française, ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Finances (1)

18 mars 1877 (3 rabia-el-aoual 1294)

Décret déterminant le mode de délivrance et la valeur des quittances d'impôt

Nous avons appris qu'il arrive souvent, au sujet des arriérés d'inpôts restant à recouvrer après le remplacement d'un caïd, qu'on découvre l'existence de reçus délivrés par le caïd pour des sommes perçues sur le montant de l'impôt et qu'il prétend ne pas en avoir porté le montant dans ses comptes par suite d'un oubli. Quelquefois ces reçus apparaissent après la mort du caïd et il est difficile de se rendre compte si leur montant a été ou n'a pas été porté en compte. D'autres fois aussi, les reçus sont altérés par des corrections ou des substitutions.

Cette situation étant préjudiciable aux intérêts du Trésor et voulant sauvegarder et garantir ces intérêts, nous avons jugé à propos d'ordonner que les caïds tiendront des carnets à souches dont ils détacheront le récépissé qu'ils devront délivrer à la partie payante ; les carnets serviront de base pour la justification de la comptabilité des caïds.

Il est expressément défendu aux caïds d'employer d'autres récépissés que ceux dont l'emploi vient d'être ordonné, comme il est défendu également à la partie payante d'accepter des caïds un récépissé qui ne serait pas établi dans les formes prescrites plus haut. Tout reçu différemment établi qui serait présenté ne sera pas admis comme titre justificatif de paiement vis-à-vis du Trésor,

Le premier ministre est chargé de la notification des présentes dispositions aux différents caïds et de leur publication en vue de leur mises à exécution.

4 novembre 1882 (23 hidjé 1299)

Décret instituant la direction des finances

Article premier. — La direction de toutes les affaires concernant les finances de la Régence qui ne rentrent pas dans les attributions de la commission financière et des comités, est confiée à M. Depienne, vice-président de cette commission, qui est autorisé à prendre, dans l'intérêt de leur solution, sous réserve toutefois des cas où notre approbation souveraine est nécessaire, toutes les mesures et toutes les décisions qu'il jugera convenable.

Art. 2. — Tous les fonctionnaires chargés de l'instruction de ces affaires sont invités à exécuter les ordres qu'ils recevront de M. Depienne dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent décret.

(1) L'administration financière de la Régence est subdivisée en plusieurs services qui ont à leur tête la direction des finances.

Ces services sont :

L'administration des domaines ;

La direction des contributions diverses ;

La direction des douanes ;

La direction des monopoles.

La direction des contributions diverses est chargée du recouvrement de tous les impôts et taxes perçus au profit de l'Etat à l'exception de la medjba dont les rôles sont dressés par les caïds qui les transmettent à la direction des finances qui établit les quittances et les adressent à ces mêmes caïds pour l'encaissement dont le produit est versé par eux à la caisse du receveur général ; du kanoun, des kodors de Djerba et de la mradja, dont le recouvrement se fait par les soins de la direction des finances; des droits d'exportation, d'importation et de port, qui sont perçus par l'administration des douanes sauf pour Bizerte, Tunis, Sousse et Sfax dont les droits de port ont été concédés à des compagnies ; des prix de vente du sel, des poudres et des tabacs qui sont perçus par la direction des monopoles.

Un receveur général centralise toutes les recettes et paie les dépenses.

12 mars 1883 (3 djoumadi-el-aoual 1300)

Décret modifié par ceux du 19 sfar 1301-19 décembre 1883 et du 20 moharrem 1302-8 novembre 1884, sur l'établissement et le règlement du budget de l'État.

Article premier. — Les impôts, taxes et revenus de toute nature, créés ou à créer, soit comme produits généraux appartenant à l'Etat, soit comme produits formant des ressources spéciales, locales et municipales, ne pourront être établis, modifiés ou supprimés qu'en vertu de décrets scellés de notre sceau et promulgués au *Journal officiel*.

Art. 2. — Les revenus généraux de l'Etat sont divisés en deux catégories :

1° Ceux qui ont été engagés aux créanciers de notre dette;

2° Ceux qui ont été réservés pour subvenir aux dépenses publiques.

Art. 3. — Les revenus de l'Etat de la première catégorie sont régis par des dispositions spéciales auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

Art. 4. — Les revenus de l'Etat de la deuxième catégorie sont soumis aux dispositions spéciales qui régissent chacun d'eux en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions générales dont la teneur suit (1) :

DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

Art. 5. — Abrogé par le décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308.)

Art. 6. — Chaque année, dans le courant du mois de juin au plus tard, les différents chefs des services publics préparent le budget de leur service respectif. Le délégué à la direction des finances centralise ces budgets et y ajoute celui des recettes pour compléter le budget général de l'Etat.

Art. 7. — Ce budget est soumis aux délibérations des ministres et des chefs de service sous la présidence du Ministre Résident et approuvé par nous.

Il est promulgué au *Journal officiel*.

Art. 8. — Le budget peut être rectifié, s'il y a lieu, pendant le cours de l'exercice, dans les formes suivies pour son établissement.

Art. 9. — Les crédits ouverts pour les dépenses de chaque exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice.

. . . . . .

Art. 10. — Abrogé par le décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308.)

(1) La classification établie par les articles 2, 3 4 n'existe plus par suite de la suppression de la commission financière et de la garantie donnée par le gouvernement français à la Dette tunisienne.

BUDGET DES RECETTES

Art. 11. — Aucun impôt ne peut être établi ni perçu s'il n'a pas été proposé par le conseil des chefs de services et sanctionné par nous.

Art. 12. — Abrogé par le décret du 16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308.)

Art. 13. — Tout agent désigné pour la perception des revenus publics est constitué comptable par le seul fait de la réception desdits revenus.

Art. 14. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par le budget des recettes, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine contre les autorités qui les ordonneraient et contre les employés qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires.

Art. 15. — Le budget des recettes est divisé en chapitres correspondants aux diverses sortes d'impôts ; chaque chapitre en sections et chaque section en articles, selon la nature de l'impôt auquel il s'applique.

BUDGET DES DÉPENSES

Art. 16. — Aucune dépense ne pourra être faite ou engagée et ne sera acquittée par le Trésor public si elle n'a été prévue au budget des dépenses.

Art. 17. — Les ministres et chefs de services ne peuvent, sous leur responsabilité, dépenser au delà des crédits ouverts à chacun d'eux, ni engager aucune dépense nouvelle avant qu'il ait été pourvu au moyen de la payer par un supplément de crédit.

Art. 18. — Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs.

Art. 19. — Décret du 19 sfar 1301-19 décembre 1883. — Aucun marché, aucune convention pour travaux et fournitures ne doit stipuler d'acompte que pour un service fait. Les acomptes ne doivent, dans aucun cas, excéder les 5/6 des droits constatés par pièces régulières présentant décompte du service fait, à moins que des règlements spéciaux n'aient exceptionnellement déterminé une autre limite.

Art. 20. — Le budget des dépenses est divisé en chapitres correspondants aux divers services publics ; chaque chapitre en sections et chaque section en articles, selon la nature des services auxquels il est affecté.

Un chapitre spécial, qui ne sera affecté à

aucun service, sera ouvert pour les dépenses imprévues.

Les crédits qui figureront à ce chapitre seront répartis lors de l'admission des demandes de crédits supplémentaires présentées en conformité de l'article 41 ci-après.

Au fur et à mesure de leur répartition ces crédits seront compris dans la comptabilité des chefs de service auxquels ils auront été alloués et cesseront jusqu'à due concurrence de figurer dans le chapitre spécial de dépenses imprévues.

Un chapitre, sans allocation spéciale, sera également ouvert aux dépenses des exercices clos.

RECOUVREMENT DES IMPOTS

Art. 21. — La perception des deniers publics pour le compte du Trésor est confiée à des receveurs et à des agents percepteurs qui sont, selon les cas, les chefs indigènes, les agents de l'administration de la rabta (1) et les fermiers.

A l'exception des taxes perçues sur les marchés et autres lieux publics et des menues recettes qui, par leur nature, ne peuvent être soumises à cette formalité, aucun versement ne peut être fait sans qu'il en soit délivré, tant pour le principal que pour les remises et accessoires, récépissé par le percepteur, à peine pour celui-ci d'être poursuivi comme concussionnaire.

Les deniers du Trésor sont centralisés par le receveur général des finances et placés sous la surveillance du comité exécutif de la commission financière (2).

Art. 22. — Les rôles de contributions sont établis en conformité des décrets spéciaux qui régissent chacune d'elles. Ils ne peuvent être mis en recouvrement avant d'avoir été rendus exécutoires par nous.

Art. 23. — Les rôles doivent, aussitôt qu'ils ont été rendus exécutoires, être transmis aux agents chargés du recouvrement. Il leur est aussi adressé une expédition en forme de tous les arrêtés, baux, jugements, etc., concernant les revenus dont la perception leur est confiée. Tout agent financier, tout chef indigène, tout fermier procédant sans rôle ou sans titre à un recouvrement sera poursuivi comme concussionnaire.

Art. 24. — Tous les droits et produits constatés du 13 octobre au 12 octobre de l'année suivante (3), ainsi que les droits et produits payables au comptant dont le recouvrement est effectué dans le même intervalle, entrent dans l'exercice dont le millésime est celui de l'année à laquelle appartient le 13 octobre.

Art. 25. — Les produits et droits constatés pour chaque exercice doivent être entièrement recouvrés dans le cours de vingt mois à partir de l'ouverture de l'exercice. En conséquence, les agents chargés du recouvrement qui ne l'auraient pas effectué au 12 juin devront en justifier l'impossibilité, en se conformant aux prescriptions contenues à cet égard dans les décrets et les instructions spéciales sur la matière.

Art. 26. — Les agents chargés du recouvrement des impôts sont tenus de faire connaître au receveur général des finances les 3, 13, et 23 de chaque mois, le montant des recouvrements qu'ils ont effectués dans la période précédente.

Des instructions particulières, selon les circonstances, seront adressées aux chefs indigènes pour déterminer leurs obligations à ce sujet.

Paiement des dépenses

Art. 27. — Dans les huit premiers jours de chaque mois, les ministres et chefs de service adressent à la direction des finances l'état des fonds dont ils demandent à disposer pendant le mois budgétaire commençant le 13 suivant.

Ces demandes sont examinées par le conseil sur les propositions duquel sont rendues nos ordonnances de délégation, sans préjudice des dispositions de l'article 9 du décret du 26 rabia-el-aoual 1286-5 juillet 1869.

Art. 28. — Aucune dépense faite pour le compte de l'Etat ne peut être acquittée si elle n'a pas été préalablement mandatée par le chef du service auquel elle incombe ou par son délégué.

L'ordonnateur doit se renfermer pour chaque nature de dépense dans les limites des articles du budget qui sont affectés à ces dépenses.

Art. 29. — Tout mandat, pour être admis par le receveur général des finances, doit :

1° Porter sur un crédit régulièrement ouvert;

2° Enoncer l'exercice, le chapitre et l'article sur lesquels il est imputable ;

3° Se renfermer dans les limites des ordonnances de délégation.

Art. 30. — Les ministres et chefs de service joignent à leurs mandats les pièces justificatives des créances ordonnancées sur le

(1) L'administration de la rabta a été supprimée par le décret du 2 juillet 1894 (29 hidjé 1311.)

(2) Aujourd'hui du directeur des finances.

(3) Du 1er janvier au 31 décembre.

Trésor. Ces pièces sont fournies par les créanciers.

Ces pièces sont établies sur les bases suivantes :

Pour les dépenses du personnel

Soldes, traitements, salaires, indemnités, vacations et secours.	Etats d'effectifs ou états nominatifs énonçant: le grade ou l'emploi, la position de présence ou d'absence, le service fait, la durée du service, la somme due en vertu des lois, décrets ou décisions.

Pour les dépenses du matériel

Achats et loyers d'immeubles et d'effets mobiliers. Achats de denrées et matières. Travaux de construction, d'entretien et de réparation de bâtiments, de routes, de ponts, etc. Travaux de confection, d'entretien et de réparation d'effets mobiliers.	1° Copie ou extraits dûment certifiés des décrets ou décisions, des contrats de vente, soumissions et procès-verbaux d'adjudication des baux, conventions ou marchés. 2° Décompte de livraison, de règlement et de la liquidation énonçant le service fait et la somme due pour acompte ou pour solde.

Art. 31. — Ces pièces sont adressées avec les mandats au receveur général des finances. Celui-ci conserve les pièces justificatives et retourne à l'ordonnateur le mandat revêtu de son visa. Il a pour ce faire un délai de quarante-huit heures pour les dépenses du personnel et de huit jours pour celles du matériel.

Art. 32. — Le receveur général des finances poursuit, s'il y a lieu, dans le délai déterminé à l'article précédent, la régularisation des pièces ou du mandat lui-même. Dans le cas où la demande de régularisation ne paraîtrait pas justifiée à l'ordonnateur, celui-ci peut requérir par écrit et sous sa responsabilité qu'il soit passé outre au paiement.

Le receveur des finances avisera de cette réquisition le directeur des finances et l'ordonnateur requérant en rendra compte au conseil dans sa première séance.

S'il se produisait des réquisitions qui auraient pour effet soit de faire acquitter une dépense sans qu'il y eût disponibilité du crédit délégué ou justification du service fait, soit de faire effectuer un paiement suspendu pour des motifs touchant à la validité de la quittance, le receveur général ne sera pas tenu d'y obtempérer et le directeur des finances en rendra compte au Conseil dans sa première séance.

Art. 33. — Le receveur général est tenu de payer sans délai et aux lieux déterminés par le mandat. Les localités où l'ordonnateur pourra faire payer les dépenses de son service seront fixées par un décret ultérieur.

Règlement définitif du budget

Art. 34. — Le règlement définitif des budgets est l'objet d'un décret particulier, représentant les divisions par chapitre et par section et, autant que possible, par article du budget général de l'Etat. Le chapitre des dépenses imprévues n'y sera maintenu que pour le chiffre des crédits qui n'auront pas fait l'objet d'une allocation spéciale à titre de crédit supplémentaire.

Art. 35. — Dans le courant du mois de juillet de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le délégué à la direction des finances nous présente un tableau des recettes portant, par nature de recettes :

1° Les évaluations admises au budget;

2° La fixation définitive de la somme à recouvrer ;

3° Les recouvrements effectués ;

4° Les restes à recouvrer.

Art. 36. — Il nous présente également le tableau des dépenses formé des comptes particuliers des divers chefs de services et portant, par service :

1° Les crédits ouverts ;

2° Les droits acquis aux créanciers de l'Etat ;

3° Les paiements effectués ;

4° Les dépenses restant à payer.

Art. 37. — Ces tableaux sont soumis comme le budget au conseil des chefs de services présidé par le Ministre Résident et présentés à notre approbation.

Art. 38. — Il est fait application aux exercices suivants des restes à recouvrer le 12 octobre de chaque année, ils sont portés en recette au compte de l'exercice courant au moment de leur réalisation.

Art. 39. — Les paiements à effectuer pour solder les dépenses des exercices clos sont ordonnancés sur l'exercice courant.

Art. 40. — Le montant des ordonnances délivrées sur l'exercice courant, par rappel sur les exercices clos, doit se renfermer dans les limites des crédits par section qui ont été annulés pour les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.

Ces ordonnances sont imputées sur un cha-

pitre distinct ouvert pour mémoire et pour ordre, sans allocation spéciale. Le montant des paiements effectués pendant le cours de chaque année pour des exercices clos est porté au crédit de ce chapitre et la dépense est sanctionnée par le règlement définitif du budget de l'exercice.

Art. 41. — Lorsque des créances dûment constatées sur un exercice clos n'ont pas fait partie des restes à payer arrêtés par le règlement définitif du budget de cet exercice, il ne peut y être pourvu qu'au moyen d'un crédit supplémentaire suivant les formes établies par les articles 6, 7 et 20 du présent décret.

Art. 42. — Les comptes particuliers des divers chefs de services et le tableau général dressé par le délégué à la direction des finances contiennent des comptes et un tableau spécial qui présente par chapitre de dépense pour chacun des exercices clos :

1° Les crédits annulés pour les dépenses restant à payer ;

2° Les crédits supplémentaires accordés pour faire face à des créances non constatées au moment du règlement définitif du budget ;

3° Les paiements effectués.

Art. 43. — Sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat, sans préjudice des déchéances résultant des lois antérieures ou consenties par des marchés ou conventions, toutes les créances, quelles qu'elles soient, qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années à partir de l'ouverture de l'exercice pour les créanciers domiciliés en Tunisie et de six années pour les créanciers résidant hors du territoire tunisien.

Art. 44. — Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait de l'administration ou par suite d'actions judiciaires.

Tout créancier a le droit de se faire délivrer, par le chef de service compétent, un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui.

Art. 45. — Les dépenses à solder postérieurement aux délais ci-dessus déterminés de cinq ou six ans ne peuvent être ordonnancées qu'après que des crédits spéciaux ont été ouverts. Ces dépenses sont imputées sur le budget courant à un chapitre intitulé : Dépenses des exercices périmés.

Art. 46. — La déchéance de cinq et six ans instituée par les articles 43, 44 et 45 du présent décret commencera à courir pour les créances antérieures à la clôture de l'exercice 1299 à dater de l'ouverture de l'exercice 1300.

13 octobre 1883.

26 mai 1884 (1er châban 1301)

Instructions aux caïds sur la tenue de leur comptabilité

Les décrets des 3 djoumadi-el-aoual 1300-12 mars 1883 et 19 sfar 1301-19 décembre 1883, publiés par le *Journal officiel tunisien* ont porté à votre connaissance les principes qui doivent être suivis à l'avenir pour l'établissement et le règlement du budget des recettes et des dépenses de l'Etat. Certaines de leurs dispositions doivent surtout appeler votre attention.

Ce sont notamment les dispositions des articles 11, 13, 14, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 du décret du 3 djoumadi-el-aoual, en ce qui concerne les recettes, et l'article 16 du même décret, en ce qui concerne les dépenses.

Sans entrer aujourd'hui dans des explications détaillées sur l'esprit et la portée de ces dispositions, je crois utile de vous adresser les instructions suivantes qui serviront de moyen pratique pour en assurer l'exécution dans votre comptabilité.

Article premier. — A partir du 13 juin de la présente année, chaque caïd m'adressera, tous les mois, un bordereau des recettes et des dépenses qu'il aura opérées dans le mois précédent.

La partie de ce bordereau relative aux recettes comprendra les recouvrements opérés directement par le caïd lui-même et ceux qui lui proviendront des versements effectués par les chefs collecteurs. Elle sera divisée par espèce et nature d'impôts ou de créances et par année.

La partie du bordereau relative aux dépenses comprendra les versements opérés pendant le mois par le caïd à la caisse du receveur général des finances à Tunis, et pour lesquels il lui aura été délivré un récépissé détaché du registre à souche. Cette partie comprendra aussi, le cas échéant, les dépenses que le caïd pourra être exceptionnellement autorisé à faire par des lettres de la direction des finances, et les sorties d'orge, de blé, d'huile et autres à la suite des ventes.

Le bordereau des recettes et des dépenses sera conforme au modèle ci-joint.

Art. 2. — A partir du 13 octobre prochain, le registre, dont la tenue est prescrite par la circulaire du 15 djoumadi-el-aoual 1294-28

mai 1877 et la circulaire du 27 djoumadi-el-aoual 1301-24 mars 1884, sera divisé en autant de parties qu'il y a de natures d'impôts ou de créances à recouvrer en vertu d'un rôle. De plus, il sera réservé un nombre de pages suffisant pour ajouter de nouvelles divisions, lorsqu'il y aura nécessité de le faire, par exemple :

Pour les droits de timbres de quittances délivrées aux contribuables, dans le cas où ces droits sont exigibles.

Pour l'enregistrement des recettes provenant des domaines (locations, enzels et prix de vente) ;

Pour les produits des amendes infligées par l'autorité militaire et pour l'enregistrement en recettes des produits divers.

Chacune de ces différentes divisions du registre sera subdivisée elle-même en autant de comptes qu'il y aura de chefs collecteurs dans la tribu. Le caïd sera considéré comme chef collecteur pour tous les produits qu'il recouvre directement lui-même sur les contribuables.

Chaque année, à la réception du rôle de la medjba, le caïd écrira sur les quittances destinées aux contribuables les noms de ceux-ci, le numéro d'ordre du rôle, la somme due et autres indications nécessaires, puis les détachera de leur souche, constatera à la page droite du registre dont il vient d'être parlé, sur le compte particulier ouvert à chaque chef collecteur dans la division fournie pour l'impôt de la medjba, le nombre, les numéros et le montant des quittances qui devront être recouvrées par ce collecteur. Celui-ci, après avoir reconnu l'exactitude de cette constatation et après avoir vérifié et reçu les quittances, en donnera un récépissé au caïd sur le registre même.

Le chef collecteur perçoit l'impôt et délivre à chaque contribuable sa quittance, après l'avoir datée et revêtue de sa signature, au moment même du paiement.

Il y a lieu de remarquer que les quittances ne sont délivrées aux contribuables qu'autant qu'ils ont versé l'intégralité de leur impôt. Cette mesure s'appliquera désormais à tous les impôts. Toutefois, on doit observer à ce sujet, qu'en cas de paiement d'un acompte, le montant de l'acompte versé est inscrit au dos de la quittance, en présence du contribuable qui aura droit de demander qu'une copie de la mention ainsi inscrite lui soit délivrée à ses frais par un notaire.

A la fin de chaque mois, et plus souvent s'il en est jugé nécessaire, le chef collecteur effectue le versement de ses recettes au caïd qui lui en délivre un récépissé tiré d'un registre à souche.

En effectuant des versements au caïd, le chef collecteur est tenu de représenter les quittances qui lui restent encore entre les mains, de manière à ce que le caïd puisse reconnaître si ce collecteur lui verse bien l'intégralité de ses recettes.

Le caïd aura soin aussi de s'assurer à ce moment que le montant des acomptes inscrits au dos des quittances a bien été compris dans le versement qui lui est fait. Si, de cet examen, il résultait que le collecteur reste devoir quelque chose sur le montant de ses recouvrements, le caïd exigerait immédiatement le paiement ; à défaut de le faire, il sera responsable.

La représentation des quittances, lors de chaque versement du chef collecteur, permettra également au caïd de se rendre compte du plus ou moins d'activité apportée par ce collecteur dans ses recouvrements, et lui donnera, au besoin, l'occasion de stimuler son zèle.

Au moment même de chaque versement, le caïd inscrira au compte ouvert au nom du chef collecteur pour l'impôt de la medjba, en présence de ce chef, également sur la page de droite, le nombre et les numéros des quittances qui n'auront pas été représentées, et il déduira ce nombre du chiffre des quittances primitivement remises.

En même temps, il inscrira sur la page gauche du même compte le montant de la somme versée, ainsi que le numéro de la quittance détachée du registre à souches qu'il aura délivrée au chef collecteur. Le caïd et le chef collecteur signeront sur la même page, en régularisation de l'opération. Ils certifieront également sur le registre toutes autres opérations qui auront lieu entre eux.

Le compte ainsi ouvert à chaque collecteur pour l'impôt de la medjba, continuera à être servi mois par mois, année par année, tant qu'il restera encore des quittances à délivrer ou des sommes à recouvrer, et que ces quittances ou ces sommes n'auront pas été admises en non-valeurs, par décision de la commission des finances, sur la production de pièces justificatives régulières.

Les versements opérés pendant la même année commençant au 13 octobre seront additionnés à la suite de chaque opération jusqu'au 12 octobre suivant, date à laquelle le compte des versements de l'année sera clos. Ensuite et sur les mêmes feuilles, un nouveau compte sera ouvert pour les versements qui, en l'année suivante, seront opérés sur les constatations du même rôle, et il sera procédé pour

ces versements, pendant toute l'année, de la même façon qu'en la première année.

A la fin de la seconde année et après le total des versements de cette année, on reportera au-dessous le total général des versements à la fin de l'année précédente, et ces deux totaux seront additionnés ensemble.

Si, à cette date, les recouvrements ne sont pas terminés, il sera procédé de la même manière en la troisième année, jusqu'à complet apurement du rôle, à la fin de laquelle les versements qui auront été effectués seront additionnés avec ceux de l'année précédente auxquels étaient additionnés ceux de la première année. On continuera à agir de même chaque année.

Art. 3. — Tout ce qui vient d'être dit pour l'impôt de la medjba, sera également exécuté pour le kanoun des oliviers et dattiers, pour les khodors, les mradjas et pour la dîme des céréales, que les dîmes soient perçues en argent ou en nature ; seulement dans ce dernier cas, c'est une quantité de blé ou d'orge reçue, au lieu d'une somme, qui sera portée en recette sur la colonne des recettes.

Il en sera de même des autres produits, à cette seule différence que les quittances ne seront établies et détachées du registre à souche qu'au fur et à mesure des paiements.

Comme les rôles de mesurage de la dîme ne portent pas la quantité des céréales, mais seulement le nombre des méchias, il faudra, lors de la rédaction des quittances des dîmes, inscrire sur les rôles de mesurage et en regard de chaque nom, la quantité de céréales due.

Ces inscriptions seront additionnées exactement et rapprochées du nombre de méchias constaté.

Après vérification de l'exactitude de ce compte, les données en seront indiquées sur les quittances.

Il en sera de même pour les rôles de la dîme en argent ; ainsi les sommes à payer par les contribuables seront calculées et inscrites sur le rôle, et, après vérification de l'exactitude, elles seront portées sur les quittances.

Art. 4. — L'administration de la rabta (1) est assimilée à un caïd, en ce qui concerne ses perceptions. Elle aura donc à tenir le registre prémentionné et à ouvrir sur ce registre un compte au nom de chacun de ses collecteurs, en se comprenant elle-même parmi les collecteurs lorsqu'elle devra réclamer directement le paiement des dîmes aux contribuables. Elle remplira dans les conditions ci-dessus, et remettra à chaque collecteur des quittances détachées des registres à souches, et ceux-ci en feront l'usage indiqué précédemment ; enfin, elle se fera représenter toutes les fois qu'elle le jugera convenable, et au moins une fois tous les trimestres, les quittances non délivrées, afin de se rendre compte de la situation et de l'exactitude de chacun de ses collecteurs.

Des registres de comptes seront transmis en temps utile à cette administration pour la mise à exécution de ces instructions à partir de la prochaine récolte.

Je ferai remarquer à cette occasion que les caïds doivent prêter leur concours à l'administration de la rabta et faire, pour les recouvrements dont elle est chargée, tout ce qu'ils feraient s'il s'agissait d'opérer des recouvrements confiés directement à leurs soins.

De son côté, l'administration de la rabta ne doit jamais omettre de faire parvenir, chaque année, au moment même de la mise en recouvrement des rôles de la dîme, à chacun des caïds des tribus sur le territoire desquelles s'étendent ses attributions, la note non seulement des dîmes de l'année, mais encore des listes nominatives établies par année des contribuables en retard ; chaque liste fera connaître le montant des arriérés à recouvrer sur chaque contribuable.

Au vu de ces listes, les caïds prendront les mesures nécessaires pour empêcher les retards de se produire, ou pour les faire disparaître s'ils existent.

L'administration de la rabta aurait à me signaler les négligences de la part des caïds qu'elle serait amenée à reconnaître dans cette partie du service, et à m'adresser, avec les listes nominatives des arriérés établies également par année et par tribu, les propositions propres à faire cesser ces négligences.

Art. 5. — Chaque compte avec les collecteurs devant se continuer jusqu'à ce que le montant de l'impôt de l'année à laquelle ce compte se rapporte soit complètement apuré, il s'en suit que chaque année un nouveau compte devra être ouvert au collecteur pour le même impôt.

Afin de prévenir toute confusion, il sera adressé, tous les ans, aux caïds et à l'administration de la rabta, un registre pour servir à l'établissement des comptes relatifs aux impôts de cette année. De cette façon, chaque année aura son registre de comptes avec les chefs collecteurs.

Art. 6. — A chaque changement d'un collecteur, il sera dressé, sur les divers comptes

(1) Cette administration a été supprimée par le décret du 20 juillet 1894 (v. le texte aux mots : **Dîme des céréales.**

ouverts à ce collecteur dans les registres en usage à ce moment et à la suite des dernières inscriptions de la page droite, une liste nominative de tous les contribuables qui ne seront pas encore libérés, et dont les quittances auront été représentées par le collecteur sortant. Les numéros et le montant des quittances seront indiqués sur cette liste. Elle sera dressée en présence du caïd, du collecteur sortant ou de ses représentants et du collecteur entrant; tous les trois en reconnaîtront l'exactitude et la signeront immédiatement sur les divers comptes des registres. Il sera formé deux expéditions de cette liste, toutes les deux signées par les mêmes; l'une sera remise au collecteur sortant ou à ses représentants, l'autre sera adressée par le caïd à la direction des finances. Les quittances représentées seront prises en charge sur les mêmes registres par le collecteur entrant.

L'établissement de la liste nominative et de ses expéditions aura également lieu à chaque changement de caïd et à la fin de chaque année, au 12 octobre; mais, dans ces deux cas, la mesure s'étendra à tous les collecteurs sans exception.

En ce qui concerne les recouvrements des impôts ou créances antérieurs au 13 octobre prochain, les caïds continueront, dans le cas du changement dont il vient d'être parlé, de dresser les listes nominatives des arriérés de chaque année; en outre, s'il y a un changement de collecteur, de faire remettre les quittances des contribuables en retard par le collecteur sortant ou ses représentants à son successeur qui en prendra charge.

Les listes nominatives seront dressées en quatre expéditions dont une pour le collecteur sortant, la seconde pour son successeur, la troisième pour le caïd et la quatrième sera transmise à la direction des finances.

Art. 7. — Indépendamment de ce registre, les caïds en tiendront un second qui leur servira à récapituler à la fin de chaque mois, par nature d'impôts ou de créances, les recettes opérées pendant cette période et portées séparément par collecteur et par nature d'impôt sur le registre des comptes ouverts avec les collecteurs.

Ce registre leur servira également à inscrire les versements de leurs recettes à la caisse du receveur général et les dépenses que la direction des finances pourra les autoriser exceptionnellement à faire. Il sera conforme au modèle ci-joint.

Le bordereau mensuel des recettes et des dépenses dont il a été question au commencement des présentes instructions ne sera en réalité que le résumé des résultats constatés à la fin de chaque mois sur ce second registre.

Au 12 octobre de chaque année, les recettes et les dépenses de l'année entière seront définitivement arrêtées sur ce second registre; elle n'auront plus, par conséquent, à figurer dans les situations mensuelles de l'année suivante qui ne comprendront plus que les seules opérations de cette année.

Art. 8. — Il sera adressé à tous les caïds et chefs collecteurs, pour être mis en usage à partir du 13 octobre prochain, des registres à souches de quittances. Le même modèle de quittance servira pour tous les impôts.

Les quittances des loyers de biens de l'Etat et contributions diverses ne faisant pas l'objet de rôles, continueront à être délivrées dans les conditions précédentes.

L'administration de la rabta et les caïds chargés de la perception de la dîme, soit en nature, soit en argent, emploieront les quittances à souches du nouveau modèle à partir de la mise en recouvrement des rôles de l'exercice courant. (Récolte de l'année 1301-1884).

La série des numéros se suivra en commençant par le n° 1 sur chaque registre de quittances, de sorte que chaque registre de quittances commencera par le n° 1. Le numéro sera toujours inscrit sur la souche et sur la quittance.

En terminant, je crois devoir rappeler que tous les registres, titres de recouvrements et papiers de toute nature relatifs à la comptabilité, doivent toujours, en cas de changement du caïd, être remis par le caïd sortant au caïd entrant en fonctions; que cette remise doit être constatée dans le procès-verbal prescrit par une circulaire du 27 djoumadi-ettani 1301-23 avril 1884, et que ces registres et papiers doivent toujours se trouver dans la tribu, à la résidence officielle du caïd en fonctions qui en donne communication à ses administrés chaque fois qu'ils le requièrent pour leurs affaires.

Art. 9. — Le receveur général devra veiller à ce que les instructions qui précèdent soient exactement suivies. Il aura soin, au moment opportun, de faire parvenir aux caïds les registres, quittances et imprimés nécessaires pour leur exécution. Il prendra communication, dans les bureaux de la direction des finances, de tous les rôles, procès-verbaux d'adjudication, etc., afin de connaître le chiffre exact des sommes auxquelles ces titres de recouvrement s'élèvent et de pouvoir s'assurer de la bonne situation des recouvrements confiés à chaque administra-

tion, caïds ou agents chargés de perceptions. Il rendra compte des retards qu'il pourrait être appelé à constater.

Art. 10. — A la fin de chaque trimestre et dans les quinze premiers jours du trimestre suivant, le receveur général fournit à la direction des finances l'état de situation des recouvrements.

Cet état indique le chiffre des constatations, le chiffre des recettes et les restes à recouvrer par tribu et par nature d'impôt ou de créance.

2 octobre 1884

Arrêté du directeur des finances déterminant les attributions des directions des contributions diverses et des douanes.

Article premier. — La direction des contributions diverses régit (1), au nom du directeur des finances, les monopoles et privilèges de l'Etat, tels que ceux relatifs à la culture, à la fabrication et à la vente du tabac, — à l'extraction ou à la fabrication et à la vente du sel, — à la fabrication et à la vente du plâtre, — à la vente des poudres de mines et de chasse ;

L'établissement de dar-el-geld, lorsque la libre disposition en reviendra au gouvernement.

La même direction est chargée de la perception des produits de ces monopoles et privilèges, et, en outre, de la régie et de la perception des impôts, produits et revenus suivants :

Droits de timbre, — caroube sur les ventes d'immeuble, — caroube sur les loyers revenant à l'Etat, — droits sur les céréales aux portes et aux marchés, y compris ceux de mesurage ;

Redevances pour concessions de mines, locations des places et magasins dans les marchés publics, non compris ceux du fondouk des huiles de Tunis, — location des silos dans les huileries domaniales non amodiées ;

Poids publics ;

Droits sur la fabrication et la vente de la chaux et des briques à Tunis ;

Droits sur la fabrication et le poinçonnage des matières d'or et d'argent ;

Droits sur les changeurs de monnaie ;

Droits sur la fabrication du savon et sur la distillation ;

Marché aux charbons de Tunis (1) ;

Foulon de chéchias ;

Droits sur la vente des laines non perçus par dar-el-geld ;

Amendes et condamnations relatives au service des contributions ;

Et en général tous les droits connus sous le nom de mahsoulats et tous les droits et créances de diverses natures et origines ne se rattachant pas naturellement aux attributions d'un autre service.

La même direction est chargée de procéder aux tirages semestriels des certificats de coupons de l'ancienne dette antérieurs à 1870, le paiement des certificats sortis demeurant réservé au receveur général des finances.

Les receveurs et collecteurs de cette administration sont, en ce qui concerne la comptabilité, directement subordonnés au receveur principal qui centralise les opérations en recette et en dépense et qui est directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des Comptes.

Dans les cinq premiers jours de chaque mois, le receveur principal fournit à la direction des finances, par l'intermédiaire du directeur des contributions diverses, qui le vise après vérification, le bordereau des recettes et des dépenses du mois précédent.

Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, il fournit, dans les mêmes conditions, un état détaillé de l'ensemble des produits budgétaires présentant le montant, depuis le premier jour de l'exercice, des constatations, des recettes et des restes à recouvrer.

La forme des comptes annuels est réglée par des instructions spéciales.

En cas de constatation ou de présomption grave d'infidélité, le directeur des contributions diverses peut fermer provisoirement les mains à tout comptable sous ses ordres, à charge d'en rendre compte immédiatement au au directeur des finances.

Art. 2. — La direction des douanes a dans ses attributions, sous l'autorité du directeur des finances, la régie et la perception des impôts, produits et revenus suivants :

Droits de douane à l'importation et à l'exportation, en principal et accessoires divers ;

Droits sur les vins et spiritueux ;

Droits de transports et de magasinage des marchandises embarquées et débarquées à la diligence de la douane, — produit de la vente des marchandises abandonnées dans les magasins de la douane, — droits de port, — droits sanitaires ;

Pêcheries et droits sur la vente du poisson;

(1) Les attributions de la direction des contributions diverses ont été modifiées par la création d'une direction des monopoles.

(1) Il n'y a plus actuellement de marché officiel aux charbons. Le droit est perçu aux portes, à l'entrée.

Amendes et condamnations relatives au service de la douane.

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, dans toutes les localités autres que Tunis, le directeur des douanes percevra directement par ses agents les impôts, produits et revenus attribués par le présent arrêté à la direction des contributions diverses. Il n'est fait exception que pour le produit des affermages qui seraient stipulés payables à Tunis, à la caisse du receveur principal des contributions diverses.

En ces matières la solution des difficultés et la suite des instances sont déférées par la direction des douanes à celle des contributions diverses.

Pour ce qui concerne la comptabilité, les receveurs et collecteurs sont directement subordonnés du receveur principal qui centralise leurs opérations en recette et en dépense et qui est directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des Comptes.

Dans les vingt premiers jours de chaque mois, le receveur principal fournit à la direction des finances, par l'intermédiaire du directeur des douanes, qui le vise après vérification, le bordereau des recettes et des dépenses du mois précédent.

Dans les vingt-cinq premiers jours de chaque trimestre, il fournit, dans les mêmes conditions, un état détaillé de l'ensemble des produits budgétaires présentant le montant, depuis le premier jour de l'exercice, des constatations, des recettes et des restes à recouvrer.

La forme des comptes annuels est réglée par des instructions spéciales.

Le receveur principal est autorisé à délivrer, dans les conditions à déterminer par un règlement spécial, des traites sur les caisses des receveurs qui lui sont subordonnés.

En cas de constatation ou de présomption grave d'infidélité, le directeur des douanes peut fermer provisoirement les mains à tout comptable sous ses ordres, à charge d'en rendre compte immédiatement au directeur des finances.

Art. 3. — Le directeur des contributions diverses et le directeur des douanes sont ordonnateurs secondaires des dépenses de leurs services respectifs, dans les limites des crédits qui leur sont répartis et sous-délégués par le directeur des finances.

Art. 4. — Tout droit ou toute créance du Trésor exigible avant le 13 octobre courant et dont l'apurement ou le recouvrement est confié à l'administration des revenus concédés, sera régi par la direction des contributions diverses ou celle des douanes, suivant qu'elle rentrera dans les attributions de l'une d'elles, telles qu'elles sont définies par les articles précédents.

Le receveur général des finances demeure seul chargé d'apurer les reliquats des régies ou fermage des mahsoulats dont le recouvrement a été placé jusqu'à ce jour dans ses attributions et qui seront acquis antérieurement au 13 octobre courant.

Art. 5. — Indépendamment des contrôles, perceptions et encaissements directs qui lui ont été confiés jusqu'à ce jour, et que le présent arrêté ne distrait pas de ses attributions, le receveur général des finances est chargé de tout le service de la Trésorerie.

Il reçoit les versements des sommes encaissées par les gouverneurs ou caïds, par les administrateurs des domaines de l'état, par la direction de la rabta et par tous autres percepteurs ou collecteurs directs de la direction des finances.

Il reçoit aussi les versements des produits encaissés par les receveurs principaux des contributions diverses et des douanes pour l'ensemble de leurs directions respectives.

Le receveur général centralise les opérations en recette et en dépense de tous les percepteurs directs de la direction des finances.

. . . . . .

Il établit et fournit à la direction les mêmes bordereaux mensuels et états trimestriels de situation que les receveurs principaux des contributions diverses et des douanes.

Art. 6. — Les comptables de la direction des finances, de la direction des contributions diverses et de la direction des douanes verseront, pour la garantie de leur gestion, un cautionnement à déterminer ultérieurement.

Les directeurs des contributions diverses et des douanes et le receveur général des finances correspondent directement avec les caïds et gouverneurs des divers territoires, pour la suite des affaires comprises dans leurs attributions.

20 octobre 1884 (1er moharrem 1302)

Décret fixant les remises du receveur général des finances

Article premier. — Il est alloué au receveur général des finances, à titre de traitement, de frais de bureau et d'émoluments de toute nature, des remises sur le montant des recettes opérées par lui pour le compte du Trésor. Ces remises sont fixées conformément au tarif ci-après :

Sur les premiers six millions de piastres de

la recette de l'année . . . . . 1 50 %
Sur les recettes :
De 6,000,000 à 11,000,000 . . . 0 75 —
De 11,000,001 à 16,000,000 . . . 0 50 —
De 16,000,001 à 21,000,000 . . . 0 25 —
De 21,000,001 à et au-dessus . . 0 10 —

Les recettes provenant des emprunts, des cautionnements, de sommes qui auront déjà supporté la remise, de retenues pour les comptes des pensions, des virements, des recouvrements ou régularisations d'avances, celles qui seront l'objet de restitutions et enfin toutes les recettes qui ne constituent aucun profit pour le Trésor, n'entreront pas dans le calcul de la liquidation dees remises.

Art. 2. — Moyennant l'allocation de ces remises, le receveur général devra faire face, sous sa responsabilité personnelle, à tous les frais quels qu'ils soient qu'exigera la recette générale en y comprenant les frais de contrôle de l'administration de la rabta.

Le personnel de la recette générale sera toujours en nombre suffisant pour répondre à tous les besoins et permettre l'accomplissement régulier et immédiat de toutes les formalités et la plus complète exactitude dans la tenue des écritures.

21 octobre 1884 (2 moharrem 1302)

Circulaire aux caïds sur les attributions des inspecteurs de la direction des finances

Ma circulaire du 23 hidjé 1301-12 octobre 1884 vous a déjà renseigné sur la nature des rapports qui doivent désormais exister entre vous et la direction des finances.

Le gouvernement de Son Altesse a institué auprès de la direction des finances des inspecteurs chargés d'aller dans les divers districts, dans le vôtre notamment, vérifier l'exacte application des règlements et instructions relatifs à l'administration des biens de l'Etat, au recouvrement des impôts et revenus publics et à la comptabilité.

Ces inspecteurs et leur suite voyagent à leurs frais et paient tout ce qui leur est fourni.

Chaque fois qu'un de ces inspecteurs se présentera dans votre district, soit que vous en ayez été prévenu à l'avance, soit qu'il y arrive à l'improviste, vous lui prêterez tout le concours qu'il vous demandera pour l'accomplissement de sa mission. Vous mettrez à sa disposition tous les documents et renseignements dont il aura besoin ; vous lui communiquerez, notamment, sur sa demande, les divers rôles et titres de recouvrement qui vous sont confiés, les divers registres dont la tenue vous est prescrite, les quittances restant entre vos mains ou celles des collecteurs, les pièces justificatives de vos dépenses ou versements, les instructions reçues du comité exécutif ou de la direction des finances, enfin tout ce qui se rapporte à l'administration financière ou au service de la comptabilité. Les inspecteurs de la direction des finances sont, en outre, autorisés à exiger de vous l'exhibition des sommes par vous recouvrées et non encore versées et prescrire tous versements reconnus en retard.

Vous devrez, chaque fois que l'inspecteur en exprimera le désir, convoquer les cheiks collecteurs dont il voudra vérifier les recouvrements au vu de leurs quittances.

L'inspecteur est d'ailleurs autorisé à convoquer lui-même ces cheiks ou à se rendre partout où bon lui semblera, dans les limites de votre circonscription, pour accomplir sa mission.

Vous devrez exécuter et faire exécuter les ordres qu'il donnera pour mettre le service au courant, s'il est en retard.

Vous pourrez, du reste, soumettre à son examen, afin qu'il en rende compte à la direction des finances, telles mesures que vous paraîtra comporter l'intérêt de votre district en ce qui touche l'administration financière.

Le gouvernement ne tolérera aucune entrave à l'exercice de la mission des inspecteurs; il considérera comme refus d'obéissance et traitera comme tel tout témoignage d'inertie ou de mauvais vouloir de nature à rendre cette mission difficile ou à obliger un inspecteur à prolonger inutilement son séjour dans un district.

1er février 1885 (16 rabia-ettani 1302)

Circulaire aux caïds leur rappelant l'obligation de délivrer aux contribuables libérés des quittances d'impôt.

M. le directeur des finances m'a signalé que, malgré ses observations répétées, certains cheiks perçoivent les impôts sans en donner quittance aux contribuables. Ils contreviennent ainsi aux dispositions formelles de l'article 21 du décret du 3 djoumadi-el-aoual 1300-12 mars 1883. Je vous invite à leur en rappeler les termes.

Des décrets spéciaux, notamment ceux du 5 redjeb 1288-20 septembre 1871 et 3 rabia-el-aoual 1294-18 mars 1877, déterminent le mode de délivrance des quittances d'impôts. Ils enjoignent au cheik, entre autres prescriptions, de remettre au contribuable qui s'est acquitté le reçu officiel détaché du registre à souche que vous envoie M. le directeur des finances et, si le contribuable ne s'est libéré que partiellement, d'inscrire au dos de ce reçu le montant du versement effectué.

Je vous préviens que S. A. le Bey tient tout particulièrement à l'observation de ces règles et qu'elle est décidée à frapper de peines exemplaires les cheiks qui s'en départiraient. Je vous recommande de les en prévenir.

17 février 1886 (13 djoumadi-el-aoual 1303)

Décret donnant pouvoir au directeur des finances d'exercer les actions qui intéressent le domaine de l'Etat.

Article unique. — Le directeur des finances exerce, tant en demandant qu'en défendant, les actions qui intéressent le domaine de l'Etat.

Il n'est point dérogé à celles des dispositions de notre décret du 24 septembre 1885 (15 hidjé 1302), qui confèrent la même attribution, à l'égard du domaine public, au directeur général des travaux publics ou au ministre de la guerre, suivant les cas.

21 juillet 1886 (20 chaoual 1303)

Décret instituant un fonds de réserve

Article premier. — Il est institué un fonds de réserve destiné à subvenir aux dépenses de l'Etat en cas d'insuffisance de recettes.

Art. 2. — Le maximum du fonds de réserve est fixé à trente millions de piastres.

Art. 3. — Une première dotation de dix-huit millions de piastres est attribuée au fonds de réserve par le présent décret. Elle est formée des valeurs disponibles appartenant actuellement au gouvernement.

Art. 4. — Les sommes appartenant au fonds de réserve seront, autant que possible, employées en valeurs des Etats français ou tunisien.

Art. 5. — Les produits des valeurs du fonds de réserve lui appartiendront lorsque ce fonds n'atteindra pas le maximum fixé par l'article ci-dessus.

Art. 6. — De nouvelles dotations pourront lui être attribuées par décisions spéciales rendues par nous dans les formes prescrites pour le règlements des budgets.

Art. 7. — Il ne pourra être disposé du fonds de réserve qu'en cas d'insuffisance des recettes pour le paiement des dépenses du service courant et qu'en vertu d'une décision spéciale rendue par nous dans les formes prescrites pour l'établissement des budgets et avec l'autorisation du gouvernement français.

16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual)

Décret appliquant le calendrier grégorien aux examens pour la comptabilité du Trésor

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, l'exercice pour les recettes du Trésor, ou pour les services à sa charge, commencera le 1er janvier et finira le 31 décembre de l'année grégorienne qui lui donnera son nom.

Seront seuls considérés comme appartenant à l'exercice les droits acquis et les services faits dans cette période du 1er janvier au 31 décembre.

Art. 2. — Toutefois, les délais nécessaires, soit pour achever certains services de matériel, soit pour compléter le recouvrement des produits, ainsi que la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses, seront déterminés de la manière suivante :

1° L'administration pourra, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'exercice et jusqu'au 31 janvier de l'année suivante, achever les services du matériel dont l'exécution commencée n'aura pu être terminée avant le 31 décembre pour des causes de force majeure ou d'intérêt public qui devront être énoncées dans une déclaration de l'ordonnateur ;

2° La période d'exécution des services du budget embrassera, outre l'année même à laquelle il s'applique, des délais complémentaires accordés sur l'année suivante, savoir :

Jusqu'au 31 mars, pour la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux créanciers ;

Jusqu'au 30 avril, pour le paiement des dépenses et le recouvrement des droits constatés pendant l'année de l'exercice.

Art. 3. — Le recouvrement des produits et droits constatés pour chaque exercice sera suivi pendant le cours de seize mois, à partir de l'ouverture de l'exercice.

En conséquence, les agents chargés du recouvrement, qui ne l'auraient pas effectué à la date du 30 avril, devront en justifier l'impossibilité en se conformant aux prescriptions contenues à cet égard dans les décrets et instructions spéciales sur la matière.

Il sera fait application à l'exercice suivant des restes à recouvrer à la date du 30 avril. A partir du 1er mai, ils seront portés en recette au compte de ce dernier exercice.

Art. 4. — Les dispositions des art. 2 et 3 qui précèdent seront applicables à l'exercice 1308.

Art. 5. — A partir du 1er janvier 1892, les demandes mensuelles de fonds prévues par l'art. 27 du décret du 3 djoumadi-el-aoual 1300 (12 mars 1883), complété par le décret du 19 sfar 1301 (19 décembre 1883), seront transmises à la direction des finances du 20 au 25 du mois qui précédera immédiatement celui pour lequel les crédits sont demandés.

Art. 6. — L'exercice en cours 1308 se continuera jusqu'au 31 décembre 1891.

En conformité des dispositions de l'art. 8

du décret du 3 djoumadi-el-aoual 1300, il sera dressé, pour la période du 13 octobre au 31 décembre 1891, un budget additionnel qui formera, avec le budget déjà en cours d'exécution, le budget unique de l'exercice 1308.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 8. — Notre directeur des finances est chargé, etc.

24 déc. 1891 (23 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret portant que le budget de l'Etat pour l'exercice 1892 et les documents de comptabilité seront désormais établis en francs.

Article premier. — Le budget de l'Etat pour l'exercice 1892, qui commencera le 1er janvier 1892, est arrêté en francs, conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Art. 2. — A partir de cet exercice inclusivement, les documents de comptabilité de l'Etat seront établis et présentés en francs.

26 déc. 1891 (25 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret relatif aux versements faits à la caisse du receveur général des finances du gouvernement tunisien, à partir du 1er janvier 1892.

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, tout versement en numéraire ou autres valeurs, fait à la caisse du receveur général des finances du gouvernement tunisien, à quelque titre que ce soit, donnera lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé détaché d'un registre à souche.

Ce récépissé sera libératoire et formera titre envers le Trésor public, à la charge toutefois par la partie versante de le faire viser dans les vingt-quatre heures de sa date, au contrôle de la direction des finances.

Les souches seront soumises au même visa de contrôle, dans le même délai, à la diligence du receveur général des finances.

Art. 2. — Le présent décret sera constamment affiché à la recette générale.

Les formules des récépissés reproduiront le texte de l'article 1er.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé, etc.

9 juin 1892 (14 kâda 1309)

Décret sur la conversion de la dette tunisienne

Article 1er. — L'emprunt réalisé en obligations 3 1/2 % amortissables en 99 ans, en exécution du décret du 17 décembre 1888, sera converti en un emprunt à réaliser au moyen de l'émission de 396,386 obligations de 500 francs 3 %, amortissables dans un délai maximum de 96 ans, conformément aux indications du tableau d'amortissement ci-joint.

Le gouvernement beylical s'interdit la faculté de rembourser cet emprunt avant l'année 1902.

Art. 2. — L'annuité nécessaire pour assurer le service de 396,386 obligations nouvelles 3 % sera prélevée annuellement sur les revenus de la Régence.

Cette annuité, garantie par le gouvernement français, sera affectée au paiement des intérêts et à l'amortissement semestriel des 396,386 obligations.

Art. 3. — Le tirage au sort des obligations à amortir aura lieu à Paris et sera effectué un mois avant l'échéance de chaque semestre.

La liste des obligations sorties à chacun des tirages sera publiée au *Journal officiel tunisien* et au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Les porteurs des obligations 3 1/2 % de la dette tunisienne émise en exécution du décret beylical en date du 17 décembre 1888 auront, pendant un délai qui ne pourra être moindre de 10 jours, la faculté de demander le remboursement de leurs titres, à raison de 500 francs par obligation, et le paiement des arrérages courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 5. — Les obligations 3 1/2 % dont le remboursement n'aura pas été demandé dans le délai qui sera fixé en conformité des dispositions de l'article précédent seront échangées contre les obligations nouvelles 3 %. Le montant de la soulte à payer s'il y a lieu, aux porteurs des obligations 3 1/2 % converties ainsi que la date de l'opération, seront ultérieurement déterminés.

Art. 6. — Les obligations nouvelles de 500 francs 3 % seront émises au cours qui sera fixé au jour de la conversion à effectuer en exécution de l'article premier du présent décret.

Chacune des obligations sera munie de coupons, payables par trimestre, à raison de 3 fr. 75 par coupon, le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année.

La jouissance du premier coupon courra à partir du jour fixé pour le remboursement des obligations non converties.

Les coupons et le capital des titres amortis seront payables en Tunisie et en France aux caisses désignées par le gouvernement beylical.

Les obligations désignées par la voie du sort pour être remboursées cesseront de produire intérêt à courir du jour fixé pour ce remboursement.

Art. 7. — Les obligations 3 % émises en exécution du présent décret seront libellées en arabe et en français et porteront le sceau beylical. Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue, de quelque nature que ce soit, en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir.

Les arrérages se prescriront par cinq ans à compter de leur échéance.

Art. 8. — Les dépositaires légaux ou contractuels d'obligations 3 1/2 % sont autorisés à effectuer la conversion des titres de cette nature dont les propriétaires ne leur auraient pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai mentionné par l'article 4, qu'ils optent pour le remboursement.

Les obligations 3 1/2 % affectées à des cautionnements de comptables, pour garantie de leur gestion envers le gouvernement tunisien, les communes ou les établissements publics de la Régence, pourront être remplacées, titre pour titre, par des obligations nouvelles 3½%.

Par dérogation aux dispositions de l'art. 5 du présent décret, la soulte de conversion qui pourra être due aux ayants droit leur sera remise dans le délai d'un mois après la clôture du délai d'option.

Art. 9. — Le bénéfice net à provenir de la conversion sera acquis au gouvernement tunisien et employé en travaux extraordinaires d'intérêt public concertés entre le gouvernement tunisien et le Résident général de la République française.

Art. 10. — Les opérations d'émission, de conversion et de remboursement autorisées par le présent décret auront lieu :

En Tunisie, aux caisses publiques ou autres, désignées par le gouvernement beylical ; en France, aux caisses des banquiers, sociétés ou établissements de crédit désignées par le même gouvernement.

Art. 11. — Le présent décret n'aura d'effet qu'après que le gouvernement français y aura donné son adhésion.

Conversion de l'Emprunt tunisien 1884 (4 p. %)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Annexé au décret du 9 juin 1892 (14 kâda 1309)

N°s D'ORDRE des TIRAGES	RESTE A AMORTIR	NOMBRE de numéros A TIRER
1	396.386	360
2	396.026	360
3	395.666	380
4	395.286	380
5	394.906	380
6	394.526	390
7	394.136	400
8	393.736	400
9	393.336	400
10	392.936	420
11	392.516	420
12	392.096	420
13	391.676	430
14	391.246	440
15	390.806	450
16	390.356	450
17	389.906	460
18	389.446	470
19	388.976	470
20	388.506	480
21	388.026	490
22	387.536	490
23	387.046	500
24	386.546	510
25	386.036	520
26	385.516	520
27	384.996	540
28	384.456	540
29	383.916	550
30	383.366	550
31	382.816	570
32	382.246	570
33	381.676	590
34	381.086	590
35	380.496	600
36	379.896	610
37	379.286	610
38	378.676	630
39	378.046	640
40	377.406	650
41	376.756	650
42	376.106	670
43	375.436	670
44	374.766	690
45	374.076	700
46	373.376	700
47	372.676	720
48	371.956	730
49	371.226	740
50	370.486	750
51	369.736	760
52	368.976	770
53	368.206	790
54	367.416	790
55	366.626	810
56	365.816	820
57	364.996	830
58	364.166	850
59	363.316	860
60	362.456	870
61	361.586	880
62	360.706	900
63	359.806	910
64	358.896	920
65	357.976	940
66	357.036	950
67	356.086	970
68	355.116	980

Nos D'ORDRE des TIRAGES	RESTE A AMORTIR	NOMBRE de numéros A TIRER
69	354.136	1.000
70	353.136	1.010
71	352.126	1.020
72	351.106	1.040
73	350.066	1.060
74	349.006	1.070
75	347.936	1.090
76	346.846	1.110
77	345.736	1.120
78	344.616	1.140
79	343.476	1.150
80	342.326	1.170
81	341.156	1.200
82	339.956	1.200
83	338.756	1.230
84	337.526	1.240
85	336.286	1.270
86	335.016	1.280
87	333.736	1.300
88	332.436	1.320
89	331.116	1.340
90	329.776	1.360
91	328.416	1.390
92	327.026	1.400
93	325.626	1.420
94	324.206	1.450
95	322.756	1.460
96	321.296	1.490
97	319.806	1.510
98	318.296	1.530
99	316.766	1.560
100	315.206	1.580
101	313.626	1.600
102	312 026	1.630
103	310.396	1.650
104	308.746	1.680
105	307.066	1.700
106	305.366	1.730
107	303.636	1.750
108	301.886	1.780
109	300.106	1.810
110	298.296	1.830
111	296.466	1.860
112	294.606	1.890
113	292.716	1.910
114	290.806	1.950
115	288.856	1.970
116	286.886	2.010
117	284.876	2.030
118	282.846	2.070
119	280.776	2.090
120	278.686	2.130
121	276.556	2.160
122	274.396	2.190
123	272.206	2.230
124	269.976	2.250
125	267 726	2.300
126	265.426	2.320
127	263.106	2.360
128	260.746	2.400
129	258.346	2.430
130	255.916	2.470
131	253.446	2.510
132	250.936	2.540
133	248.396	2.580
134	245.816	2.620
135	243.196	2.660
136	240.536	2.700
137	237.836	2.740
138	235.096	2.780
139	232.316	2.830
140	229.486	2.860
141	226.626	2.910
142	223.716	2.950
143	220.766	3.000
144	217.766	3.040
145	214.726	3.090
146	211.636	3.130
147	208.506	3.180
148	205.326	3.230
149	202.096	3.270
150	198.826	3.330
151	195.496	3.370
152	192.126	3.430
153	188.696	3.480
154	185.216	3.530
155	181.686	3.580
156	178.106	3.630
157	174.476	3.690
158	170.786	3.750
159	167.036	3.800
160	163.236	3.860
161	159.376	3.920
162	155.456	3.970
163	151.486	4.040
164	147.446	4.100
165	143.346	4.150
166	139.196	4.220
167	134.976	4.290
168	130.686	4.340
169	126.346	4.410
170	121.936	4.480
171	117.456	4.550
172	112.906	4.610
173	108.296	4.690
174	103.606	4.750
175	98.856	4.820
176	94.036	4.900
177	89.136	4.970
178	84.166	5.050
179	79.116	5.120
180	73.996	5.200
181	68.796	5.270
182	63.526	5.360
183	58.166	5.430
184	52.736	5.520
185	47.216	5.600
186	41.616	5.680
187	35.936	5.770
188	30.166	5.850
189	24.316	5.950
190	18.366	6.030
191	12.336	6.120
192	6.216	6.216
	Total.	396.386

25 juin 1892

Loi portant approbation du décret beylical en date du 9 juin 1892 concernant la conversion de la dette tunisienne.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — S. A. le Bey de Tunis est autorisé à convertir en un emprunt 3 0/0, amortissable dans un délai maximum de quatre-vingt-seize ans, l'emprunt 3 1/2 0/0 amortissable en quatre-vingt-dix-neuf ans, garanti par le gouvernement de la République française, en vertu de la loi du 9 février 1889.

Art. 2. — Est approuvé le décret beylical en date du 9 juin 1892, relatif à la conversion des 347, 551 obligations de la dette du gouvernement tunisien.

A partir de la conversion exécutée en vertu de ce décret, la garantie accordée aux obligations 3 1/2 0/0 de la dette du gouvernement tunisien, en exécution de la loi du 9 février 1889, est transportée aux 396,386 obligations 3 0/0 à réaliser dans les conditions visées par le décret beylical en date du 9 juin 1892.

Art. 3. — La garantie du gouvernement français s'exercera pendant quatre-vingt-seize ans, à courir de la conversion autorisée par la présente loi.

20 juillet 1893 (6 moharrem 1311)

Décret élevant à 34,000 francs la contribution annuelle du gouvernement tunisien aux frais d'exécution de la carte de la Régence.

Article premier.— Une subvention annuelle de 34.000 fr. est allouée pendant les années 1893 à 1902 inclusivement, au ministre de la guerre de la République française pour l'exécution de la carte régulière de la Régence.

Art. 2. — La somme totale sera ordonnancée au nom du comptable délégué à cet effet par le gouvernement français, au cours de chaque campagne, comme paiement à forfait de la part acceptée par le gouvernement tunisien dans les dépenses occasionnées par les travaux précités. Le paiement de la première annuité devra être effectué avant le 31 décembre 1893.

Art. 3. — Notre directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

11 janvier 1894 (4 redjeb 1311)

Décret ordonnant l'emploi du fonds de réserve au paiement de la dépense extraordinaire de construction des chemins de fer.

Vu notre décret du 21 juillet 1886 (20 chaoual 1303) qui a institué le fonds de réserve ;

Vu l'article 7 de ce décret ainsi conçu :

« Il ne pourra être disposé du fonds de ré-
« serve qu'en cas d'insuffisance des recettes
« pour le paiement des dépenses du service
« courant et qu'en vertu d'une décision spé-
« ciale rendue par nous dans les formes pres-
« crites pour l'établissement des budgets et
« avec l'autorisation du gouvernement fran-
« çais » ;

Considérant que tout en maintenant au fonds de réserve son affectation première, il est devenu nécessaire de le faire en même temps concourir au paiement des dépenses que va entraîner la construction des nouveaux chemins de fer, si nécessaires aux progrès économiques de la Régence ;

Après nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Outre son objet spécial qui est de subvenir à l'insuffisance éventuelle des recettes destinées à assurer le paiement des dépenses ordinaires du budget et qui demeure maintenu, le fonds de réserve pourra encore être employé au paiement de la dépense extraordinaire de construction de chemins de fer.

Art. 2. — Des décrets spéciaux rendus en la forme prescrite pour l'établissement du budget fixeront l'importance des prélèvements successifs à lui faire subir pour ce nouvel objet au fur et à mesure des besoins.

Art. 3. — Après achèvement du programme des chemins de fer, le fonds de réserve sera reconstitué avec son affectation première et exclusive, au moyen de son reliquat disponible et, s'il y a lieu, de nouvelles dotations.

Fondouk el Ghalla de Tunis (1)

26 juin 1861 (17 hidjé 1277)

Décret fixant le tarif des droits à percevoir par le fondouk el ghalla de Tunis

TARIF

Bois de construction et bois dit fairchichi	6	25 °/₀ du prix.

(1) Cette dénomination qui comprend plusieurs fermages d'impôts s'entend plus spécialement du marché aux farines, légumes, volailles, etc., ce qu'en France on appelle « les halles. »

Melokia en feuilles. . . .	12	50	% du prix.
Menthe poivrée	12	50	—
Nouneha	12	50	—
Ustensiles vieux et neufs vendus au souk en Has, soit autrement.	12	50	% du prix.
Emplacement à la Kasbah pendant les deux fêtes. . .	0 p.	04	par jour.
Emplacement en ville pour la vente des poteries.	0	04	—
Emplacement au cimetière pendant les deux fêtes et l'Achoura	0	04	—
Débit de poids chiches grillés	3	»	par mois.

Fermage du droit de pâturage aux portes de la ville se subdivisant en :

Pâturage de Bab-Sidi-Kassem ;
— Bab-Kadra, pour bêtes de somme, chameaux et vaches ;
— Bab-Sidi-el-Ferdjani, pour chameaux et bêtes de somme ;
— Bab-Sidi-Abd-el-Selam, pour bêtes de somme seulement ;
— Bab-el-Bahar, pour chameaux et bêtes de somme ;
— Bab-Homet-el-Elouge, pour bêtes de somme seulement ;
— pour les brebis à toutes les portes.

Nous autorisons le préposé des mahsoulats du fondouk de Bab-el-Bahar de Tunis à percevoir sur les articles détaillés dans les trente-six pages ci-contre les droits établis pour chacun d'eux dans le présent tarif, sans augmentation ni diminution aucune.

22 ocotobre 1879 (6 kâda 1296)

Décret ajoutant divers articles au tarif des droits du fondouk el ghalla de Tunis.

Fermage de Souk-et-Trouk

L'adjudication des effets de succession déposés par terre ou vendus aux mains du crieur (à Souk-et-Trouk) paye 3/4 0/0.

Tout crieur à Souk-et-Trouk et à la Barka (marché des bijoux) paye 0 p. 37 par mois.

L'adjudication de tous autres effets (en dehors des effets de succession) déposés par terre, paye 3,25 0/0.

Fermage du droit sur les articles vendus aux remparts de Bab-Souika et Bab-Djedid

Il est payé sur la vente des effets et mobiliers dans lesdits endroits une caroube par piastre.

Les moulins à bras en pierre, dits reha, neufs ou usagés, provenant de la Régence même, les écuelles en bois, dites cassa, et cuillères en bois provenant des Ouled-Ayar, de Zaghouan et autres localités, payent une caroube par piastre, à la charge du vendeur.

Fermage de Souk-el-Alfa et de la Fettala (où l'on tord les cordes)

Pour retordage d'une corde, deux caroubes chaque.

Chaque couffin pour les presses à huile fait dans le souk même est passible, à la vente, d'une caroube par piastre, à la charge du vendeur.

Les traits, les colliers et les cuillères en alfa sont passibles, à la vente, d'une caroube par piastre, à la charge du vendeur.

Les filets en alfa, dits djaba, à porter la paille : une caroube par piastre, à la charge du vendeur.

Article payant sur la valeur

Feuilles de palmiers pour chapeaux éventails; chapeaux et éventails en feuilles de palmier; le tout provenant du Djerid et de l'Arad : une caroube par piastre.

Droits sur les articles suivants :

Jasmins, par charge de chameau.	3	piastres.
— par charge de cheval.	2	»
— par charge d'âne. . .	1	»
Dad (racine), par charge d'âne .	0	25
Moelles de palmier, par pièce. .	0	25

Nous ordonnons de faire ajouter les vingt-quatre articles ci-dessus indiqués au tarif des perceptions du fondouk el ghalla de Tunis. Les droits à percevoir sur ces articles seront tels qu'ils sont spécifiés dans notre présent décret.

4 mars 1884 (7 djoumadi-el-aoual 1301)

Décret réglementant le fondouk el ghalla de Tunis

Article premier. — Le marché aux fruits et légumes (fondouk el ghalla) et le marché aux poissons seront transférés, à une date qui sera ultérieurement portée à la connaissance du public, dans les nouveaux locaux construits à cet effet rues Maharzia et Manoubia.

Art. 2. — Le marché sera ouvert tous les jours au lever du soleil et fermé au coucher du soleil.

La fermeture pourra être retardée pendant le ramadan pour les deux marchés et, à toute autre époque, sur la demande du fermier, pour le marché aux poissons.

Art. 3. — L'administration des revenus

concédés (1) établira un classement des boutiques renfermées dans l'enceinte du fondouk qui sont destinées à être mises en location.

Art. 4. — Il est expressément défendu de vendre, acheter ou colporter aucune denrée dans les galeries, chemins, passages ou dans la cour intérieure du marché, sous peine d'expulsion pour le contrevenant et de la confiscation de la marchandise en vente.

Art. 5. — Un certain nombre de boutiques, déterminé par le conseil d'administration, ainsi qu'il a été prévu à l'article 3, seront affermées moyennant un prix de location fixe et uniforme arrêté à l'avance. Il ne pourra être vendu dans les boutiques comprises dans cette catégorie que des objets, denrées et marchandises donnant lieu à la perception de droits au fondouk el ghalla. La vente des dattes pourra aussi y être autorisée, mais seulement avec l'assentiment, donné par écrit, de l'administrateur de dar-el-geld. L'autorisation de cet administrateur devra être représentée à toute réquisition des agents sous peine de confiscation des dattes qui seraient reconnues avoir été mises en vente en contravention de ces dispositions.

Les demandes de location de ces boutiques seront reçues et inscrites par le conseil d'administration pendant une période de temps qui sera fixée par une affiche publique. Il sera ensuite procédé immédiatement à un tirage au sort qui déterminera le numéro de la boutique échéant à chaque détaillant et ce, dans la limite du nombre des places disponibles.

La location sera faite pour une année entière (année arabe). . . . . .

Le prix sera stipulé payable mensuellement et d'avance.

L'administration aura la faculté, pendant toute la durée de la location, à quelque moment que ce soit, de reprendre immédiatement, sans formalité judiciaire ou extrajudiciaire, la libre disposition des boutiques louées à prix fixe dans les deux cas suivants :

1° Lorsque le locataire n'aura pas acquitté d'avance le loyer de sa boutique;

2° Lorsque, sans empêchement légitime, il aura été huit jours sans l'occuper, encore qu'il en ait payé le loyer.

Tous les frais qui résulteront de ces reprises de possession seront à la charge du locataire qui ne pourra réclamer aucune indemnité pour cause de perte ou de détérioration des marchandises et objets trouvés dans le magasin et que l'administration aurait dû faire enlever d'office aux frais du locataire, même en son absence.

Parmi les boutiques qui n'auront pas été classées dans la catégorie des locations à prix fixe, un certain nombre sera affermé par adjudication publique. Enfin deux boutiques seront réservées pour la vente du sel et du tabac.

Ces dernières seront affermées par des baux passés de gré à gré entre l'administration des revenus concédés et les fermiers du monopole du tabac et du sel, moyennant un prix débattu entre eux. A défaut d'entente sur le prix ou sur les conditions du bail, l'administration des revenus concédés pourra en disposer pour une autre situation (1).

Les taxes de voirie seront à la charge de chaque locataire, que les boutiques soient louées à prix fixe ou autrement ; elles seront toujours payées en sus du prix du loyer et en même temps que ce prix.

Les tables ou étals servant à la vente du poisson seront loués, chaque jour, moyennant un prix payable d'avance qui sera déterminé par le conseil d'administration des revenus concédés (2), soit pour une période d'une année, soit pour une période moins longue, suivant ce qui semblera le plus conforme à tous les intérêts.

Art. 6. — L'installation des marchands dans l'intérieur des boutiques devra se faire avec le plus grand soin. Il leur est expressément défendu de changer quoi que ce soit à la disposition intérieure ou extérieure desdites boutiques. Toute modification ou appropriation à l'usage des locations qui pourra être reconnue utile, devra être préalablement autorisée par l'administration. La réparation et la remise des locaux dans leur état primitif seront effectuées, à la diligence de l'administration, aux frais du locataire, à défaut par celui-ci de les avoir fait opérer immédiatement, sous la surveillance de l'administration, à la première réquisition qui lui en aura été faite.

Le locataire ne pourra jamais réclamer d'indemnité sous prétexte de travaux d'amélioration faits pendant la durée du bail ou de toute autre cause.

Art. 7. — Il est interdit de laver quoi que ce soit aux fontaines du marché.

(1) Cette administration a été supprimée et remplacée par la direction des finances.

(1) Les demandes de location de boutiques doivent être adressées à M. le directeur des contributions diverses.

La location se fait par année grégorienne.

(2) Aujourd'hui la direction des contributions diverses.

Les voitures et bêtes de somme des maraîchers et autres producteurs approvisionnant le marché ne pourront stationner dans l'intérieur de cet établissement que le temps strictement nécessaire au déchargement des denrées et à leur rechargement s'il y a lieu.

Il est formellement interdit de faire pénétrer des voitures ou bêtes de somme dans l'intérieur des galeries.

Art. 8. — Les marchands ne pourront séjourner dans leurs boutiques au delà de l'heure fixée pour la fermeture du marché.

Art. 9. — Il leur est interdit d'y allumer du feu ou d'y tenir des matières inflammables. Une exception sera faite, sous toutes les réserves et les restrictions nécessaires, pour les cafés arabes et le débit de tabac.

Art. 10. — Les marchands ne pourront exposer leurs denrées en dehors du seuil de leurs boutiques ; ils ne devront encombrer en aucune façon les passages ou toute autre partie du marché réservée à la circulation publique.

Ils tiendront constamment leurs boutiques en état de propreté ; aucun résidu ou autres matières ne pourront être jetés sur les passages. Les marchands devront les conserver dans un coin de leurs boutiques ou des emplacements occupés par eux, et les déposer ensuite aux heures et aux endroits qui leur seront désignés pour être enlevés par l'entreprise du nettoyage de la ville.

Les marchands se conformeront du reste à tout ce qui leur sera prescrit par les agents de l'administration pour assurer l'ordre et la propreté.

Art. 11. — Tous les marchands, quels qu'ils soient, devront se soumettre aux règlements en usage existant actuellement ou à intervenir et au contrôle exercé par les amins du gouvernement, soit en ce qui concerne la vérification des poids et mesures, soit dans le but d'empêcher la vente des denrées falsifiées, corrompues ou nuisibles à la santé et les tromperies envers le public.

Art. 12. — Abrogé.

Art. 13. — Les magasins et les boutiques du marché seront considérés comme domicile tunisien.

Tarif annexé au décret du 29 janvier 1895

TARIF N° 2

Tarif applicable à toutes les denrées alimentaires vendues en gros à la criée.	Un pour cent du prix de l'adjudication.

Tarif applicable aux denrées alimentaires vendues en gros à l'amiable

Viande de boucherie et de charcuterie.	Droit d'abri de deux francs par cent kilogrammes (1), plus cinq francs par jour et par mètre carré de terrain occupé.
Volaille, Gibier, œufs, beurre, fromage.	Deux francs par cent kilogrammes (1).
Fruits et légumes frais.	Un franc par mètre carré de terrain occupé (2).

Tarif des droits de garde, de manutention et de resserre publique (3)

1° Viande de boucherie et de charcuterie.	Vingt centimes (0f.20) par cent kilogrammes (5).
2° Fruits, légumes frais, beurre, œufs, volailles, fromages et gibiers.	Vingt-cinq centimes (0f.25) par mètre carré occupé et par fraction de mètre carré (6).
3° Colis vides, hottes, couffins, paniers (4).	Dix centimes (0 f. 10) par mètre superficiel.

30 janvier 1895

Arrêté du directeur des finances relatif à la perception des droits d'entrée à Tunis et réglementant le fondouk el ghalla.

CHAPITRE II

Réglementation du marché du fondouk el ghalla

Art. 6. — Les ventes en gros des denrées alimentaires auront lieu au marché du fondouk el ghalla à Tunis, à la criée ou à l'amiable, au gré des intéressés, dans les conditions déterminées ci-après :

---

(1) La fraction de 1 à 10 kilogrammes sera considérée comme 10 kilogrammes.

(2) Les locations seront faites par place banale de deux mètres carrés de superficie.

Le même propriétaire ne pourra occuper plus de deux places.

(3) Le droit est exigible par journée courant de l'heure de l'expiration du marché à celle de l'expiration du marché suivant.

(4) Les fractions de 25 kilogrammes seront taxées à raison de 0 fr. 05.

(5) Chaque occupation superficielle ne pourra excéder un mètre carré.

(6) Les dépôts de colis vides ne seront admis que si les emplacements ne sont pas nécessaires pour le dépôt des denrées, auxquels il y a lieu de donner la préférence.

Art. 7. — Il peut être procédé par toute personne à la vente à l'amiable.

Trois emplacements seront affectés à la vente en gros à l'amiable:

Le premier, à la vente des fruits et légumes verts ;

Le second, à la vente des viandes de boucherie et de charcuterie ;

Le troisième, à celles des autres denrées admises à la vente en gros à la criée.

Art. 8. — Les ventes aux enchères seront faites par un des agents du service des contributions diverses assisté d'un crieur et d'un amin.

Quatre bureaux d'enchères seront affectés à la vente en gros à la criée : deux seront exclusivement réservés à la vente des fruits, légumes verts et menus herbages ; le troisième à la vente des viandes de boucherie et de charcuterie ; le quatrième à la vente du gibier, des œufs, de la volaille, du beurre et du fromage.

L'affectation des bureaux d'enchères pourra être modifiée suivant l'importance des ventes.

Le classement et le tour de vente des marchandises destinées aux enchères sont déterminées par le numéro d'ordre que ces marchandises reçoivent au fur et à mesure de leur arrivée dans le marché.

L'agent des contributions diverses qui préside la vente en gros à la criée est tenu de recevoir lui-même les enchères et de prononcer l'adjudication. Il veille à la loyauté des ventes placées sous son contrôle, concurremment avec l'amin qui lui est adjoint, dont la mission consiste plus particulièrement à vérifier l'exactitude des quantités déclarées et la salubrité de la marchandise.

Lorsqu'un colis mis aux enchères ne trouvera pas acquéreur, il sera provisoirement laissé en réserve sur le carreau et une nouvelle tentative de vente aura lieu à une demi-heure d'intervalle. Si l'adjudication n'aboutit pas, la vente de ce colis sera ajournée à la fin du marché.

Le droit d'enchères n'est exigible que lorsqu'il y a adjudication.

Il est expressément défendu aux employés du marché de se faire adjuger directement ou indirectement aucune marchandise.

Aucune denrée enlevée du carreau après l'adjudication, ne pourra y être rapportée sous aucun prétexte.

Art. 9. — Le marché tiendra tous les jours sans exception.

Les ventes commenceront sur tous les carreaux, savoir :

A six heures du matin pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre ;

A cinq heures du matin pendant les mois de mars, avril, septembre et octobre ;

A quatre heures du matin pendant les mois de mai, juin, juillet et août.

Les ventes en gros à la criée seront closes à la fin des enchères ; celles à l'amiable à dix heures du matin, du 30 avril au 30 septembre, et à onze heures du matin, du 31 octobre au 31 mars.

L'ouverture et la clôture des ventes en gros à la criée et à l'amiable seront annoncées à son de cloche ; le marché devra être évacué et fermé une demi-heure après la clôture des ventes.

Art. 10. — Les poids et les quantités minima des lots introduits pour la vente en gros sur le marché sont fixés de la manière suivante ;

Viande de boucherie et de charcut.	7 kil. au minimum.
Légumes et fruits,	10 kil. au minimum.
Œufs,	100 unités au minim.
Beurre et fromage,	6 kil. au minimum.
Oies,	par 4 au minimum.
Poulets,	par 5 au minimum.
Dindes,	par 3 au minimum.
Canards,	par 6 au minumum.
Lapins,	par 6 au minimum.
Pigeons,	par 8 au minimum.
Lièvres,	par 4 au minimum.
Perdreaux,	par 6 au minimum.

Exception est faite pour le solde de l'approvisionnement, qui pourra être vendu en un seul lot, quelque soit le nombre de pièces dont il se compose.

Art. 11. — La vente au regrat est prohibée.

En conséquence il est défendu de revendre, marché tenant, des denrées qui auraient été achetées sur le carreau.

Les ventes en détail sont formellement interdites en dehors des boutiques ou emplacements concédés à cet effet.

Toutefois un certain nombre de marchands pourront être autorisés à vendre accidentellement en toute quantité, les menus produits, tels que les champignons, le cresson, les asperges sauvages, en dehors des dites boutiques, à la condition d'acquitter une redevance de cinquante centimes par mètre superficiel de terrain occupé et par jour.

Art. 12. — Les pommes de terre, non de primeurs, les aulx, échalottes et laurier ne pourront être reçus sur le marché. Toute personne vendant en gros pourra y introduire un sac d'échantillons de chaque espèce de ces denrées ne dépassant pas un poids de deux kilogrammes.

Il est également interdit d'introduire sur le marché des beurres artificiels.

Art. 13. — Le paiement du droit d'abri doit

être effectué avant l'introduction des marchandises. Le bulletin constatant ce paiement doit être produit à toute réquisition.

Les producteurs ou marchands pourront être admis à occuper au mois, des places fixes pour la vente en gros à l'amiable. Ils acquitteront, le cas échéant, le droit d'occupation par quinzaine et d'avance. Toute place dont le prix n'aura pas été payé dans les conditions ci-dessus déterminées, sera déclarée vacante.

Art. 14. — Est interdite toute coalition de vendeurs ou d'acheteurs ayant pour objet de surélever ou d'avilir les prix des denrées, d'empêcher, de retarder ou de troubler les ventes. Les contrevenants seront expulsés du marché par voie administrative pendant huit jours au moins sans préjudice des poursuites correctionnelles dont ils pourront être l'objet.

Art. 15. — L'administration recevra, dans les locaux affectés spécialement à cet usage, les marchandises qui n'auront pas été vendues et qui seront laissées en réserve pour être représentées au marché suivant.

Les réclamations de réserve seront faites par écrit, elles énonceront le nom du propriétaire, le nombre des colis, la nature et le poids net de la marchandise. Ces déclarations seront vérifiées.

Il est interdit de mélanger les marchandises introduites dans l'intervalle des marchés avec celles laissées en réserve.

Les marchandises déposées en réserve seront remises en vente le lendemain, après celles du jour.

27 juin 1895 (4 moharrem 1313)

Décret autorisant les producteurs à vendre au détail leurs fruits et légumes frais dans la cour principale du fondouk el ghalla.

Article unique. — La vente au détail par les producteurs des fruits et des légumes frais provenant de leur récolte pourra être autorisée dans la cour principale du fondouk el ghalla de Tunis, pendant une partie de la matinée, dans les emplacements laissés disponibles par le service de la criée.

Le droit de stationnement sur ces emplacements est fixé à quinze centimes par mètre carré et par séance de vente.

Les heures et la durée des séances, l'étendue et les conditions de l'occupation et toutes les mesures accessoires seront déterminées par arrêtés du directeur des finances qui est chargé d'assurer l'exécution du présent décret.

27 juin 1895

Arrêté du directeur des finances relatif à la vente au détail pour les producteurs de leurs fruits et légumes dans la cour principale du fondouk el ghalla de Tunis.

Article premier. — Les producteurs qui désireront vendre au détail leurs fruits et leurs légumes sur les emplacements pouvant être affectés à cet usage, dans la cour principale du fondouk el ghalla de Tunis devront se munir d'un permis auprès du directeur des contributions diverses.

Art. 2. — Ce permis, essentiellement temporaire, pourra être retiré à toute époque. Il indiquera les conditions auxquelles la permission est accordée.

Art. 3. — La désignation journalière des emplacements, le mode de perception des redevances, etc., ... seront réglés par le directeur des contributions diverses.

Les transactions seront closes à huit heures du matin en été et à neuf heures en hiver. L'ouverture et la clôture des ventes en détail par les producteurs seront chaque jour annoncées à son de cloche.

Le paiement du droit de stationnement sera effectué avant l'introduction des marchandises.

Fondouk des huiles de Tunis

13 janvier 1871 (20 chaoual 1287)

Décret fixant les droits à percevoir au fondouk des huiles de Tunis (modifié par le décret du 29 septembre 1888-23 moharrem 1306).

Article premier. — Il sera établi au marché des huiles quatre compagnies de mesureurs ayant chacune quatre raïs.

Chaque raïs sera chargé exclusivement d'un catégorie d'agriculteurs et d'artisans ; il devra s'occuper des vendeurs de sa catégorie, quand ils se présenteront au marché et régler leur tour de rôle pour la vente, selon l'usage établi et reconnu par les raïs.

Art. 2. — Chaque chargement de chameau comprenant dix métaux et demi d'huile paiera, savoir :

Un saâ (1/16 de métal) à partager entre le caïd et les raïs.

. . . . . .

six caroubes (0 fr. 25) aux raïs.

. . . . . .

Au mesureur public et à l'écrivain, ensemble quatre caroubes (0 fr. 15).

. . . . . .

aux raïs un demi-métal d'huile.

12 novembre 1882 (1er moharrem 1300)

Décret relatif à la vente des huiles

Article premier. — A partir du 1er moharrem de l'année 1300-12 novembre 1882, il sera permis à toute personne qui désirera vendre son huile au fondouk d'y présenter sa marchandise et de l'offrir aux acheteurs. Il ne sera plus fait de différence entre les vendeurs venant d'un point quelconque de la Régence et les vendeurs habitants de Tunis.

En conséquence, chaque raïs des compagnies de mesureurs sera tenu de prêter son ministère, ainsi que le prescrit l'art. 1er du décret précité du 20 chaoual 1287-13 janvier 1871, pour toutes les ventes qui auront été librement consenties au fondouk, entre acheteurs et vendeurs.

Lorsque les quantités d'huile vendues au fondouk ne s'y trouveront pas intégralement déposées, les mesureurs devront se transporter, afin de compléter leur mesurage, dans les magasins renfermant le surplus des huiles vendues, ces huiles devant être considérées comme ayant été présentées au fondouk.

Tant que des huiles seront offertes à la vente au fondouk, il ne pourra être procédé au mesurage, dans les maisons, des huiles destinées à la consommation.

Art. 2. — Abrogé par le décret du 29 octobre 1888 (23 moharrem 1306).

Art. 3. — Il n'est rien innové relativement aux ventes consenties dans les dépôts de la ville de Tunis, en dehors du fondouk, soit pour la consommation lorsqu'aucun vendeur ne se trouve au fondouk, soit pour le commerce.

3 juin 1884 (9 châban 1301)

Décret portant règlement du fondouk des huiles de Tunis

Article premier. — Le marché sera ouvert, tous les jours, au lever du soleil et fermé une heure après son coucher.

Les heures pendant lesquelles s'effectueront les opérations de vente et de mesurage, seront fixées, chaque trimestre, par l'administration de la ghaba, le percepteur des droits entendu. Elles seront portées à la connaissance du public par des affiches, écrites en français et en arabe, qui seront apposées à l'entrée du marché.

L'administration de la ghaba prendra les mesures qu'elle jugera convenables pour assurer l'ordre, la propreté et la régularité des opérations dans l'intérieur du marché et pour prévenir la vente d'huiles fabriquées et les fraudes de toute nature.

Chacun devra se conformer aux règlements en vigueur ou à ceux qui seront pris par cette administration dans ce but.

Art. 2. — Les animaux employés aux transports des huiles destinées à la vente pourront être admis à séjourner dans le marché pendant un laps de temps qui ne dépassera pas vingt-quatre heures lorsque, au moment de leur arrivée, il se trouvera des places disponibles sur l'emplacement réservé à cet effet. Dans ce cas, ces animaux et les huiles qu'ils auront transportées resteront sous la garde et la surveillance constante de leurs propriétaires.

L'administration ne pourra être rendue responsable des pertes et dommages qui seraient la conséquence du défaut de garde et de surveillance, pas plus du reste que de ceux qui résulteraient de toute autre cause.

Art. 3. — Le dépôt des huiles destinées à la vente, de même que le séjour des animaux qui auraient transporté ces huiles, pendant la durée du délai fixé par l'article 2 ci-dessus, auront lieu gratuitement. L'administration percevra seulement, à titre de frais de nettoyage et de balayage, une taxe d'une caroube par animal introduit. La même taxe sera perçue lors de l'introduction de tout animal qu'il y aura lieu d'employer à l'enlèvement des huiles.

Exceptionnellement, les animaux appartenant aux portefaix agréés par l'administration pour le transport ou l'enlèvement des huiles, ne paieront qu'une seule taxe pour toute la journée, quel que soit le nombre de fois que le même animal entrera dans le marché pendant la journée.

Art. 4. — Les voitures et bêtes de somme, destinées à transporter à domicile les huiles achetées au marché, ne pourront stationner dans l'intérieur de cet établissement que le temps strictement nécessaire pour l'enlèvement des huiles.

Art. 5. — Il est interdit d'allumer du feu et de tenir des matières inflammables, soit dans la cour du marché, les bureaux et magasins qui en dépendent.

Une exception sera faite, mais sous toutes les réserves et restrictions nécessaires, pour un café arabe, si l'installation d'un pareil établissement, dans l'intérieur du marché, est autorisée par l'administration de la ghaba.

Il est également interdit de laver quoi que ce soit à la fontaine du marché.

Art. 6. — Les magasins qui dépendent du marché et qui ne seront pas affectés aux besoins du service de l'administration ou de la perception seront affermés.

La location pourra comprendre une ou plusieurs années ; mais elle devra commencer à courir le 1er décembre d'une année pour se terminer au 30 novembre de l'année ou des années suivantes. A défaut d'enlèvement des huiles dans les magasins affermés, au plus tard le jour de l'expiration du bail, l'administration de la ghaba fera procéder elle-même le lendemain, sans avoir besoin de faire signifier une mise en demeure préalable, à cet enlèvement, aux frais, risques et périls des propriétaires et sans qu'elle puisse avoir à répondre à aucune demande d'indemnité pour quelque cause que ce soit provenant de ce fait.

Les magasins loués ne pourront être employés, sous peine de résiliation immédiate, qu'à recevoir des dépôts d'huile.

Le prix de loyer sera payable par année et d'avance.

Art. 7. — Il est fait défense, sous peine notamment, en cas de contravention, de saisie et de confiscation, d'acheter ou de vendre les huiles introduites à Tunis et apportées des divers points de la Régence, avant leur arrivée au marché.

Art. 8. — Les magasins du marché seront considérés comme domicile tunisien.

29 septembre 1888 (23 moharrem 1306)

Décret réunissant en un droit unique les droits de mesurage et de stationnement sur les huiles

Article premier. — Les droits de vente, de mesurage et de stationnement perçus au profit du Trésor, en vertu des décrets des 20 chaoual 1287, 28 hidjé 1287 et 1er moharrem 1300, sont réduits à un droit unique fixé ainsi qu'il suit :

Si les huiles sont mesurées ou pesées dans le fondouk :

A 8 piastres (4 fr. 80) par 10 métaux de Tunis, ou 4 piastres et 6 caroubes par 100 kilos.

Si les huiles sont mesurées ou pesées en dehors du fondouk

A 4 piastres 1/2 (2 fr. 70) par 10 métaux de Tunis, ou 1 piastre et 15 caroubes (1 fr. 15) par 100 kilos.

La vente sur échantillon apporté au marché continuera d'être taxée comme si la totalité de l'huile vendue avait été apportée au marché.

Art. 2. — Sont supprimées toutes redevances exigibles, en vertu des décrets précités ou de l'usage, au profit de l'amin et des notaires du marché.

La part revenant au Trésor sur les redevonces établies au profit commun des mesureurs et de l'Etat cessera d'être également d'être perçue.

Art. 3. — Les mesureurs procéderont, au choix des parties, soit au mesurage, soit au pesage des huiles.

Art. 4. — Il n'est rien innové aux règlements qui régissent le service des mesureurs ; le mode et le taux de leur rémunération demeurent en vigueur.

En cas de pesage, 100 kilos seront considérés, pour la liquidation de cette rémunération, comme équivalent à cinq métaux et demi.

Art. 5. — Toutes dispositions qui ne sont pas contraires au présent décret continueront à être exécutées.

Forêts

28 juin 1883 (23 châban 1300)

Décret instituant une direction des forêts

Article premier. — La conservation et la mise en valeur des forêts de la Régence sont confiées à un service spécial, à la tête duquel est placé un directeur des forêts.

Art. 2. — La direction des forêts ressortira à la direction générale des travaux publics (1) dans des conditions qui seront déterminées par un décret ultérieur.

18 novembre 1885 (11 sfar 1303)

Décret sur la prestation de serment des agents de l'administration forestière

Article premier. — Les agents et préposés de l'administration forestière qui seront ou pourront être appelés à dresser des procès-verbaux destinés à être produits devant la justice française et à y faire foi, ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal français de première instance de leur résidence et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment au greffe des tribunaux dans le ressort desquels ils devront exercer leurs fonctions. Ce serment sera renouvelé chaque fois que les agents ou préposés changeront de qualité.

Art. 2. — Dans le cas où l'agent ou préposé de l'administration forestière aurait prêté serment en sa qualité devant un tribunal français de première instance autre que celui de sa résidence en Tunisie, il n'y aura pas lieu à une autre prestation de serment, mais sa commission et l'acte de prestation de

(1) Actuellement à la direction de l'agriculture.

son serment devront être enregistrés au greffe du tribunal dans le ressort duquel il exercera ses fonctions.

Art. 3. — Le serment des agents et préposés de l'administration forestière de tout grade est ainsi conçu :

« Je jure de remplir avec exactitude et probité les fonctions qui me sont confiées, et de dénoncer aux tribunaux les délits et contraventions qui viendraient à ma connaissance. »

20 août 1886 (20 kâda 1303)

Décret sur la police des forêts

Article premier. — Dans toute l'étendue du territoire de la Régence, pendant la période du 15 juin au 1er novembre de chaque année, nul ne pourra, hors des habitations, apporter ou allumer du feu dans l'intérieur ou à deux cents mètres des bois et forêts, même pour la fabrication du charbon, l'extraction du goudron et la distillation de la résine. Cette interdiction est applicable même aux propriétaires des bois et forêts

L'emploi du feu dans les gourbis et autres abris compris dans la même zône sera soumis aux règlements édictés à cet effet par le premier ministre.

Art. 2. — Toutefois, si, par suite de l'abondance des pluies, tout danger d'incendie a disparu, le directeur des forêts pourra, sur la proposition des agents forestiers, chefs de service, et sur avis conforme de l'autorité administrative locale, autoriser l'emploi du feu pendant la période comprise entre le 1er octobre et le 1er novembre.

Art. 3. — Tout Européen ou indigène requis pour un service de secours organisé contre l'incendie et qui aura refusé son concours sans motifs légitimes, sera puni des peines portées en l'article 5 ci-après.

Art. 4. — Tout pâturage au profit des usagers est interdit d'une manière absolue, pendant six ans au moins, sur toute l'étendue des bois et forêts incendiés, sous les peines portées par l'article 199 § 2 du code forestier français.

Art. 5. — Toutes contraventions aux prescriptions du présent décret et à celles des règlements et arrêtés rendus pour son exécution, seront punies d'une amende de 32 à 800 piastres et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Art. 6. — Les préposés forestiers auront le droit de rechercher ou constater dans les bois et forêts des particuliers les délits et contraventions prévus par les lois et règlements forestiers applicables dans la Régence.

Art. 7. — Les procès-verbaux dressés par tous préposés forestiers sont dispensés de l'affirmation et feront foi jusqu'à preuve du contraire.

11 novembre 1886 (14 sfar 1304)

Décret organisant la direction des forêts (modifié par le décret du 13 janvier 1895 (17 redjeb 1312)

Article premier. — La haute administration des forêts domaniales de la Régence est confiée, sous notre autorité, au directeur de l'agriculture.

Il dirige et surveille toutes les opérations relatives au service.

Il correspond seul avec les diverses autorités.

Il donne et signe tous les ordres généraux de service.

Il ordonnance les dépenses de l'administration forestière.

Art. 2. — Le directeur de l'agriculture a sous ses ordres :

Le directeur des forêts, les agents et préposés forestiers.

Art. 3. — Le directeur des forêts et les agents forestiers sont nommés par décret rendu sur la proposition du directeur de l'agriculture.

Les préposés sont nommés par arrêté du directeur de l'agriculture.

Les émoluments des agents et préposés sont déterminés et leur poste leur est désigné par arrêté du directeur de l'agriculture, rendu sur la proposition du directeur des forêts.

Les agents et préposés ne peuvent être destitués que par l'autorité même à qui appartient le droit de les nommer.

Art. 4. — Le directeur de l'agriculture soumet au conseil des ministres et chefs de service :

1° Le budget de l'administration forestière;

2° La division du territoire en circonscriptions forestières ;

3° La délimitation des forêts ;

4° La soumission au régime forestier et la distraction du régime forestier ;

5° Les droits d'usage ;

6° L'aménagement des forêts ;

7° Les coupes extraordinaires.

Art. 5. — Dans toutes les affaires autres que celles qui sont mentionnées à l'article précédent, et en dehors des exceptions prévues à l'article 7 ci-après, il est statué par le directeur de l'agriculture.

Art. 6. — Le directeur des forêts est chargé de l'instruction des affaires, de la présentation des projets et de l'exécution des décisions prises.

Il ne peut engager aucune dépense sans l'autorisation formelle du directeur de l'agriculture.

Il a sous ses ordres immédiats les agents et préposés forestiers.

Art. 7. — Le directeur des forêts peut autoriser directement la vente des menus produits jusqu'à concurrence de mille piastres.

Il approuve les projets de travaux neufs jusqu'à concurrence de la même somme.

Il approuve tous les projets de travaux d'entretien.

Art. 8. — La division territoriale de la Régence en circonscriptions forestières est arrêtée par décret rendu sur la proposition du directeur de l'agriculture.

A la tête de chaque circonscription est placé un agent forestier chef de service.

Le directeur de l'agriculture détermine, sur la proposition du directeur des forêts, le nombre des agents, brigadiers et gardes de chaque circonscription, ainsi que les arrondissements et triages dans lesquels ils doivent exercer leurs fonctions.

Art. 9. — Chacun des agents forestiers fait les opérations, vérifications et tournées qui lui sont prescrits, surveille le service des agents et gardes qui lui sont subordonnés et transmet les ordres et instructions qu'il reçoit de ses supérieurs.

Les agents forestiers correspondent avec le chef de service sous les ordres duquel ils sont placés et lui rendent compte de leurs opérations.

Art. 10. — Les brigadiers et gardes sont spécialement chargés de faire des visites journalières dans les bois soumis à leur surveillance, et de dresser procès-verbal pour tous les délits ou contraventions qui y auront été commis.

Ils adressent leurs rapports à leur chef immédiat et lui remettent leurs procès-verbaux revêtus de toutes les formalités.

Art. 11. —Ils résident dans le voisinage des forêts ou triages confiés à leur surveillance ; le lieu de leur résidence est indiqué par le directeur des forêts.

Art. 12. — L'uniforme des agents, brigadiers, détachés en Tunisie par l'administration forestière française, est celui de cette administration.

L'uniforme des gardes indigènes sera déterminé par arrêté du directeur de l'agriculture.

Art. 13. — Les brigadiers et gardes sont toujours revêtus de leur uniforme ou des marques distinctives de leur grade dans l'exercice de leurs fonctions.

24 mai 1888 (13 ramadan 1305)

Circulaire du premier ministre aux caïds, rappelant les mesures à prendre pour éviter les incendies dans les forêts.

Plusieurs incendies se sont produits récemment dans les forêts de la Régence, et ont causé des pertes sérieuses à l'Etat. Comme vous le savez, aux termes du décret du 20 kâda 1303, il est formellement interdit d'apporter ou d'allumer du feu dans les bois et forêts quel qu'en soit le propriétaire, même pour la fabrication du charbon ou l'extraction du goudron.

Cependant, vos administrés ne paraissent pas avoir eu connaissance des dispositions du décret sus-visé, et notamment de l'article 5 fixant les peines dont seront passibles les délinquants. En présence de la nécessité qui s'impose de prendre des mesures pour la conservation des bois et forêts, je vous invite à convoquer les fonctionnaires et les notables de votre circonscription pour leur donner connaissance de ce décret et leur recommander d'en assurer l'application, surtout en ce qui concerne l'interdiction d'allumer du feu pendant la période déterminée à l'article premier.

En dehors de cette période, on ne pourra allumer ou apporter du feu dans les forêts que lorsque, par suite de pluies abondantes, tout danger d'incendie sera écarté. En outre, une autorisation des agents forestiers sera nécessaire.

Vous informerez également vos administrés que les délinquants pourront être l'objet de poursuites en réparation des dommages qu'ils auront causés, sans préjudice des peines portées à l'article 5.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire, en m'adressant en même temps une hodja constatant qu'elle a été communiquée aux administrés.

24 juin 1888 (15 chaoual 1305)

Décret édictant des pénalités contre les auteurs des incendies de forêts, bois, etc.

Article premier. — Quiconque aura volontairement mis ou tenté de mettre le feu, directement ou par communication, aux forêts, bois, plantations, broussailles, herbes sèches, pailles, récoltes ou produits forestiers sur pied ou abattus et mis en tas, ou dans une zone d'un kilomètre autour des régions boisées telles qu'elles sont décrites ci-dessus, sera puni de mort si une ou plusieurs personnes ont péri dans l'incendie.

Dans le cas où il n'y aurait pas eu de mort

d'homme, la peine sera des travaux forcés à perpétuité.

Art. 2. — Est réputé volontaire tout incendie commis par malveillance, vengeance ou intention de nuire, ou de créer des pâturages.

Art. 3. — Tout individu requis pour un service de secours contre l'incendie et qui aura refusé son concours sans motif légitime sera puni des peines portées à l'article 5 du décret du 20 kâda 1303.

Art. 4. — L'article 463 du code pénal français sera applicable aux crimes et délits prévus par le présent décret.

14 septembre 1888 (8 moharrem 1306)

Circulaire ministérielle aux gouverneurs et caïds sur diverses mesures relatives à la garde des forêts.

Je vous ai fait connaître, à plusieurs reprises, toute l'importance que le gouvernement attache à la conservation des forêts qui lui donnent des revenus importants, et dont la présence sur les montagnes augmente la quantité de pluie qui tombe chaque année, et assure, ainsi, la réussite des récoltes.

En affirmant la propriété de l'Etat sur les forêts de la Régence, je vous ai, par lettre du 6 moharrem 1299, prescrit de veiller à ce que les notaires ne vendissent aucun terrain boisé sans en avoir référé au gouvernement, et les décrets du 13 sfar 1287 et 20 kâda 1303 ont assuré votre concours aux mesures destinées à prévenir et à combattre les incendies.

Vous devez, en outre, avertir les habitants de votre caïdat que le gouvernement entend maintenir les droits d'usage existants sur les forêts de l'Etat, mais que, pour ne point compromettre l'avenir de ces forêts, il est interdit aux habitants de couper, d'écorcer ou d'ébranler aucun arbre sans l'autorisation de l'administration des forêts; qu'il leur est, à plus forte raison, interdit de détruire les forêts, sous quelque prétexte que ce soit.

Vous veillerez, en même temps, à ce que les propriétaires riverains n'empiètent pas sur le sol forestier, à ce que les bornes existantes, ou qui seront placés ultérieurement, ne soient pas enlevées, brisées ou déplacées.

Vous tiendrez la main à ce que tous les agents placés sous vos ordres, khalifa ou cheik, vous apportent leur concours pour l'exécution de mes prescriptions, et ne cessent de prévenir leurs administrés des défenses qui leur seront faites.

Lorsqu'une infraction à ces ordres aura été commise, le chef local vous en rendra compte. Vous vous empresserez de prévenir immédiatement l'agent ou le préposé forestier le plus voisin et le contrôleur civil, et ferez tous vos efforts pour aider l'agent forestier à découvrir le coupable. En cas d'incendie, le cheik devra aviser immédiatement, en même temps que le caïd et le contrôleur, l'agent ou le préposé forestier qui sera le plus proche du lieu de l'incendie.

Vous aurez, en outre, à prêter votre concours aux agents forestiers pour faciliter leurs tournées, en fournissant les renseignements qu'ils demanderont et en mettant à leur disposition les hommes nécessaires pour la garde de leur campement, les moyens de leur transport pour eux et leur campement, les vivres et la nourriture pour eux et leurs animaux.

Il est bien entendu que tout agent forestier devra payer les hommes, chevaux, voitures, bêtes de somme, vivres, et, en général, tout ce qui lui sera fourni.

A ce sujet, vous ferez connaître à vos administrés qu'il leur sera loisible de contracter, de gré à gré, avec les agents forestiers, aux prix qui leur paraîtront avantageux.

Toutefois, en cas de contestation, de même qu'en cas de réquisition adressée par écrit par l'agent forestier, vous devrez appliquer le tarif qui vous sera remis par le contrôleur civil.

Vous devrez faire connaître aux cheiks et agents placés sous vos ordres qu'ils sont tenus de déférer aux réquisitions écrites des agents; mais si, à cette occasion, vous avez une réclamation à adresser, vous la ferez parvenir au contrôleur civil, avec le bulletin que l'agent forestier aura remis pour la réquisition.

1890

Décret relatif aux délimitations et immatriculations des forêts de l'Etat

Article premier. — Le domaine de l'Etat comprend les bois et forêts, sous la réserve des droits de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de la présente loi.

Des décrets ultérieurs détermineront le mode d'exercice des droits d'usage.

Art. 2. — Est déclarée nulle et sans effet toute aliénation du sol forestier domanial, de sa superficie ou de ses usages, qui n'aura pas été préalablement autorisée par un décret rendu sur la proposition concertée du directeur des travaux publics et du directeur des finances.

Art. 3. — Par dérogation aux dispositions du décret du 13 djoumadi-el-aoual 1303 (17 février 1886), le directeur général des travaux publics exercera, tant en demandant

qu'en défendant, les actions intéressant le domaine forestier de l'Etat.

Toutefois, les instances actuellement engagées continueront à être suivies, au nom de l'Etat, par le directeur des finances.

Art. 4. — Il sera procédé, dans le plus bref délai possible, à l'immatriculation du domaine forestier, au nom de l'Etat, à la diligence et sur la réquisition du directeur général des travaux publics.

Les formalités de l'immatriculation seront remplies conformément à la loi du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière, sauf en ce qui concerne les dérogations spécifiées ci-après.

Art. 5. — Le bornage provisoire de chaque groupe forestier faisant l'objet d'une réquisition distincte aura lieu dans les trois mois qui suivront les publications de la réquisition relative à ce groupe.

Le juge de paix ne fixera la date de cette opération qu'après entente avec le chef de la circonscription forestière.

Dans le cas où diverses parties d'un groupe forestier d'un seul tenant se trouveraient comprises dans des circonscriptions de justice de paix différentes, les publications prévues par les art. 25 et 26 de la loi foncière seraient faites dans toutes les circonscriptions, mais le bornage serait exécuté par le juge de paix dont la circonscription comprendrait la partie la plus étendue de la forêt à immatriculer.

Art. 6. — Par dérogation aux art. 27 et 29 de la loi du 1er juillet 1885, le délai imparti aux oppositions est porté à trois mois au lieu de deux.

Le délai de remise des plans de la conservation foncière sera fixé par le tribunal mixte sur l'avis du directeur général des travaux publics.

Art. 7. — Par dérogation à l'art. 41 de la loi du 1er juillet 1885, le greffier du tribunal mixte remettra au requérant, dans le mois qui suivra l'expiration des délais impartis aux opposants par le paragraphe 2 dudit article, un dossier comprenant copie authentique des pièces énumérées ci-après :

1° Procès-verbal de bornage provisoire ;

2° Procès-verbaux d'opposition ;

3° Requêtes introductives d'instance ;

4° Pièces produites à l'appui desdites requêtes.

Quatre mois après cette remise, le président du tribunal mixte, après avoir entendu les observations du requérant, fixera le délai définitif de dépôt des conclusions de celui-ci.

26 juin 1890

Arrêté du directeur général des travaux publics relatif aux emplois de garde forestier indigène.

Article premier. — Les emplois de garde forestier indigène dans la Régence seront accordés aux indigènes âgés de 25 ans au moins, de trente-cinq ans au plus, et de préférence aux fils de gardes indigènes ou aux anciens militaires.

Art. 2. — Les candidats devront justifier des connaissances suivantes :

Savoir lire et écrire l'arabe,

Comprendre suffisamment le français pour servir d'interprète.

Art. 3. — Ils seront en outre tenus de justifier de la possession d'un cheval apte à faire un bon service et d'un harnachement indigène en bon état.

Art. 4. — Ils devront produire à l'appui de leur demande les pièces suivantes :

Acte de naissance ou acte de notoriété ;

Extrait du casier judiciaire ou certificat constatant qu'ils n'ont jamais subi aucune condamnation ;

Certificat de bonnes vie et mœurs ;

Certificat des services militaires ou autres rendus sous les ordres d'une autorité civile.

Art. 5. — Tous les nouveaux gardes indigènes admis dans les cadres devront, au moment de leur entrée en fonctions, fournir un certificat d'un médecin assermenté, constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité et qu'ils sont suffisamment robustes pour résister aux fatigues d'un service pénible.

Art. 6. — A l'avenir, les gardes indigènes ne seront plus maintenus en fonctions au delà de soixante ans. Ils seront mis d'office à la réforme avant d'avoir atteint cet âge, aussitôt qu'ils ne seront plus en état de faire leur service d'une façon satisfaisante.

13 janvier 1895 (17 redjeb 1312)

Décret rattachant la direction des forêts à la direction de l'agriculture

Article premier. — La direction des forêts, qui était rattachée à la direction générale des travaux publics par le décret du 11 novembre 1886, ressortira à la direction de l'agriculture à partir du 15 janvier 1895.

Art. 2. — Le directeur de l'agriculture est substitué au directeur général des travaux publics dans l'exercice des pouvoirs conférés à ce dernier par les décrets du 11 novembre 1886 et 4 avril 1890.

Art. 3. — Notre directeur général des tra-

vaux publics et notre directeur de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

18 juin 1895 (25 hidjé 1312)

Décret créant et réglementant un service de surveillance en vue de prévenir les incendies dans les forêts du nord de la Régence.

Article premier. — Le service des forêts est autorisé à organiser un service spécial et rétribué de postes-vigies dans les régions forestières du nord de la Régence (contrôles civils de Souk-el-Arba, de Béja et de Bizerte) pendant la période du 15 juillet au 31 octobre de chaque année.

Art. 2. — Le nombre et la répartition des postes-vigies sur les points les plus propres à assurer la sécurité seront déterminés par un arrêté de notre premier ministre, sur les propositions formulées par la direction de l'agriculture.

Ces listes détermineront le nombre d'hommes dont chaque poste devra être composé et devront être dressées avant le 15 mai de chaque année.

Art. 3. — Les arrêtés pris en vertu de l'article précédent seront notifiés un mois avant le commencement de la période de surveillance, à la direction des forêts et aux autorités chargées d'assurer le fonctionnement des postes-vigies.

Art. 4. — Les populations locales seront astreintes, moyennant une rétribution dont le montant sera fixé par un arrêté de notre premier ministre, à fournir les piétons et les cavaliers nécessaires pour assurer ce service.

Les listes de la medjba de l'année en cours serviront pour la désignation de ces gardiens. Le chef du douar ou de la fraction, sur les indications du cheik, désignera à tour de rôle les contribuables qui devront se rendre au jour et à l'heure dits aux postes qui leur seront attribués.

Les hommes désignés pourront se faire remplacer par des tiers parfaitement aptes au service de garde et qui devront être préalablement agréés par le cheik. Les hommes remplacés seront entièrement responsables de la conduite de leurs remplaçants.

Les indigènes appartenant à une même collectivité pourront s'entendre pour désigner des gardiens permanents qui seront chargés de la garde sur leur territoire pendant toute la période des incendies. Dans ce cas le douar ou la fraction sera responsable des hommes qui auront été choisis par eux.

Art. 5. — La garde sera faite le jour et la nuit. Le même contribuable ne pourra être astreint au service des postes-vigies pendant plus de trois jours et trois nuits chaque année. Cependant, dans aucun cas, les gardes ne pourront abandonner les postes avant d'avoir été relevés.

Art. 6. — Au premier indice d'incendie les postes-vigies seront tenus de prévenir sur le champ les représentants de l'autorité administrative et du service forestier les plus rapprochés et de travailler sans retard à éteindre le feu.

Art. 7. — Les caïds, les cheiks, les agents et préposés forestiers, les gardes indigènes auxiliaires sont chargés de la surveillance des postes-vigies ; ils constateront ou feront constater les contraventions au présent décret par des procès-verbaux dispensés de l'affirmation, qui seront transmis sans délai à la direction de l'agriculture, chargée des poursuites devant la juridiction compétente.

Art. 8. — Les contribuables qui auront par mauvais vouloir ou par négligence contrevenu aux dispositions du présent décret, seront punis d'une amende de 20 à 200 fr. et pourront l'être d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois.

La peine sera double pour les cheiks et les chefs de douars.

Les dispositions de l'article 463 du code pénal seront applicables à ces contraventions.

Art. 9. — Notre premier ministre et notre directeur de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

8 juillet 1895

Arrêté du premier ministre fixant le nombre et la répartition des postes-vigies

Article premier. — Le nombre et la répartition des postes-vigies à établir pendant la période du 15 juillet au 31 octobre 1895 dans les régions forestières du nord de la Régence sont fixés conformément aux indications du tableau ci-contre.

Art. 2. — Le montant de la rétribution allouée par l'article 4 du décret sus-visé est fixé, pour l'année 1895, à 0 fr. 90 par journée de piéton et à 1 fr. 50 par journée de cavalier.

Art. 3. — Les rôles des journées fournies seront dressés par les autorités indigènes locales, visés et certifiés par les contrôleurs civils, qui les transmettront au plus tard les 5 et 20 de chaque mois à l'agent chef de la circonscription forestière.

Le montant de la dépense sera imputé sur

le budget du service des forêts, chapitre 4, article 9 (entretien des forêts domaniales),

Le paiement des journées dues aux intéressés sera fait par les soins des chefs des circonscriptions forestières qui justifieront de l'emploi de ces sommes dans les mêmes formes que pour les dépenses faites en régie sous leur direction.

Art. 4. — Le directeur de l'agriculture, le directeur des forêts, les contrôleurs civils de Souk-el-Arba, de Béja et de Bizerte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CIRCONSCRIPTIONS FORESTIÈRES	CONTROLES CIVILS	TRIBUS	POINTS où seront établis les POSTES-VIGIES	COMPOSITION des Postes — NOMBRE DE piétons	cavaliers	OBSERVATIONS
Tabarka . .	Souk-el-Arba	Kroumirs de Tabarka .	Argoub-es-Sid. . .	2	»	
	Id. . . .	Id. et Mekna .	Kef Houamdia . .	2	»	
	Id. . . .	Mekna.	Ras-Djebel.	1	1	
	Id. . . .	Id	Djebel Guessâa . .	2	»	
	Id. . . .	Id	Djebel Ghouanem.	2	»	
	Béja	Nefza.	Kef-el-Kebir (cote 276)	2	»	La surveillance de ces deux postes sera exercée par les gens des deux tribus des Nefza et des Mogod.
	Béja et Bizerte	Id. et Mogod.	Djebel Darhraoui (cote 230). . . .	2	»	
	Id. . . .	Id	Djebel Choucha (cote 600)	2	»	
Ain-Draham.	S.-el-Arba.	Ouled Cedra. . .	Hadjar Mankoura	2	»	
		Selloul.	Coudiat el Frass .	2	»	
		Id	Kef Sidi Abdallah.	1	1	
		Id	Madgen Retob . .	2	»	
		Atatfa.	Djebel Bir.	2	1	
		Id	Kef Harrane . . .	2	»	
		Mekna.	Feïdj Aiech	2	»	
		Ghazaouan . . .	Djebel bent Ahmed	2	»	
		Id	Djebel Diss	2	»	
		Beni Mazzen. . .	Kef Adissa . . , .	2	»	
		Id	Coudiat el Hammar. . .	2	»	
		Chihia.	Reched el Merakeb	2	»	
		Id	Reched Ain ez-Zana. . .	2	»	
S.-el-Arba.	S.-el-Arba . .	Ouchteta.	Oum ed Diss . . .	2	1	
Id.	Id. . . .	Id.	Kef Nekcha. . . .	2	»	

Frais de justice criminelle

24 janvier 1890

Décret du Président de la République relatif au paiement et au recouvrement des frais de justice criminelle et des amendes.

Article premier. — I. — Le payeur général de la brigade d'occupation de Tunisie fait l'avance, pour le compte du gouvernement beylical et à charge de restitution par ce dernier, savoir :

1° Des frais de justice auxquels donnent lieu les procédures en matière criminelle, correctionnelle ou de police exercées d'office ou suivies à la requête du ministère public ;

2° Des frais des extraits délivrés par les greffiers aux agents de recouvrement, pour les jugements rendus par les tribunaux français en Tunisie ;

3° Des frais de poursuites exposés pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les magistrats français dans la Régence ;

4° Et des sommes allouées aux divers agents qui dressent les procès-verbaux sur lesquels sont rendus les jugements de condamnation.

Il recouvre, pour le compte du même gouvernement, les amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux français en Tunisie.

II. — *Paiement des avances.* — Le mode de paiement des frais de justice diffère suivant leur nature et leur urgence ; il est réglé ainsi qu'il suit :

Les frais urgents, tels qu'ils sont déterm-

nés à l'art. 134 du décret du 18 juin 1811, sont acquittés sur simple taxe et mandat du juge. Les autres frais ne sont avancés que sur mémoires établis suivant les formes prescrites par le décret précité de 1811 et visés par le Résident général.

Le payeur général, dans les premiers jours de chaque mois, établit un bordereau détaillé des frais avancés par lui et le fait parvenir, par l'intermédiaire du ministre des finances (direction générale de la comptabilité publique), au ministre de la justice, avec les pièces justificatives à l'appui.

Le ministre de la justice fait procéder à la vérification du bordereau qui a été adressé et le renvoie au ministre des finances, après y avoir apposé son visa et y avoir mentionné, s'il y a lieu, ses observations.

Il délivre une ordonnance du montant du susdit bordereau au profit du payeur général, le tout sans préjudice des restitutions qu'il pourrait y avoir lieu d'ordonner ultérieurement, conformément aux prescriptions des art. 169 et 172 du décret du 18 juin 1811.

III. — Les extraits de jugements ou d'arrêts en matière de police et de police correctionnelle et en matière criminelle, délivrés au payeur général ou aux agents sous ses ordres pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires, et payés aux greffiers à raison de vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par article (décret du 7 avril 1813, art. 7), de même que les copies des extraits de liquidation des frais de procédure donnant lieu à une rémunération de cinq centimes (0 fr. 05) par article (décret du 18 juin 1811, art. 51), sont avancés sur la présentation de mémoires dûment visés par le Résident général à Tunis.

IV. — Lorsque les débiteurs n'ont pas obtempéré aux avertissements qui leur ont été adressés par les comptables, les poursuites ont lieu par voie de commandement, puis de saisie, de vente, et enfin de contrainte par corps.

Les poursuites sont exercées au nom du procureur de la République (code d'instruction criminelle, art. 197) ; elles ont lieu à la requête des comptables et sous la direction du payeur général.

Elles sont faites soit par les huissiers, suivant les formes ordinaires, soit par des porteurs de contraintes, suivant les prescriptions de l'arrêté du ministre de la guerre du 20 septembre 1850.

Les huissiers sont rémunérés d'après leur tarif ordinaire; les porteurs de contraintes n'ont droit qu'aux allocations déterminées par l'arrêté du ministre de la guerre du 20 septembre 1850.

Les frais dus aux huissiers ou aux porteurs de contraintes leur sont avancés par le payeur général, sur la production soit des états et pièces prescrits par l'arrêté précité du 20 septembre 1850, soit des mémoires des huissiers, timbrés et dûment taxés, s'il y a lieu, le tout visé par le Résident général à Tunis.

V. — Les sommes dues aux agents, à titre de gratification pour les procès-verbaux qu'ils dressent contre les contrevenants, sont avancées par le payeur général sur la production d'un mandat délivré par le Résident général.

Ce mandat doit être appuyé des justifications prescrites par l'instruction ministérielle du 20 septembre 1875.

VI. — Les avances effectuées par le payeur général à titre de frais d'extraits, de frais de poursuites et de gratifications aux agents verbalisateurs sont remboursés annuellement par le gouvernement beylical, sur la production d'un bordereau détaillé de ces avances, certifié conforme par le payeur général et visé par le Résident général.

VII. — *Recouvrement.* — Les amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux français en Tunisie sont recouvrées par les soins du payeur général ou de ses agents, au profit du Trésor beylical, auquel elles sont versées annuellement sur un ordre de paiement du Résident général et sous déduction de cinq pour cent (5 %) pour frais d'administration et de perception.

VIII. — Le ministre des finances, le ministre de la justice et le Ministre Résident général de France à Tunis sont chargés, etc.

Gendarmerie tunisienne.

26 avril 1876 (1er rabia-ettani 1293)

Décret fixant la khedma (1) des cavaliers des caïds

. . . . . .

Art. 24. — L'agent de l'oudjak envoyé par le gouverneur de l'Arad pour un des motifs énoncés à l'article 1er (*homicide, révolte, razzia, rapt, vol et dèplacement de tente internée*) et se rendant chez les Ouerghemma, les Ouderna et dans leurs montagnes, les Accara et dans leurs environs, ne prendra pas plus de cent piastres (60 fr.) de khedma. L'agent envoyé pour un autre motif qu'un crime dans un desdits endroits ne prendra pas plus de 50 piastres (30 fr.). En outre, l'agent envoyé du même endroit pour cause de crime chez les Matmata, à el-Hamma, Oudref, chez les Beni-Zid, Hazem et dans leurs environs, ne prendra pas plus de cinquante piastres ; et si son envoi aux mêmes localités est motivé par une autre faute que celles considérées comme crimes à l'article 1er, il ne prendra que vingt-cinq piastres (15 fr.) L'agent envoyé pour une des causes énumérées à l'article 1er à Djara et à Menzel ne prendra pas plus de cinq piastres (3 fr.)

Art. 25. — L'agent envoyé par un caïd dans la circonscription duquel il n'existe pas d'oudjak de spahis, si cet envoi a pour motif une des raisons énumérées à l'article 1er (*homicide, révolte, razzia, rapt, vol et déplacement de tente internée*), ne prendra pas plus d'une piastre (0 fr. 60) si le prévenu à arrêter se trouve dans la même localité que le caïd ou dans son voisinage ; s'il se trouve éloigné de moins de dix milles, l'agent ne prendra que six piastres (3 fr. 60) ; si la distance dépasse dix milles, l'agent ne pourra prendre plus de douze piastres (7 fr. 20).

Art. 26. — L'entretien jour et nuit de l'agent lui est dû... qu'il soit envoyé pour motif de crimes ou tout autre. Et de même l'alimentation de sa monture s'il en a une. Cette fourniture ne dépassera pas trois saas d'orge, mesure de Tunis. Quant au daoudji, il n'a pas droit à la nourriture.

. . . . . .

(1) Frais de déplacement.

2 novembre 1884 (14 moharrem 1302)

Décret modifié par celui du 24 rabia-ettani 1303-29 janvier 1886, réglementant l'oudjak de gendarmerie de Tunis (1).

Article premier. — L'oudjak de Tunis comprend des hambas et des spahis.

Le corps des hambas se compose de :

1 bach-hamba ;
1 kahia du bach-hamba ;
6 oudabachis ;
46 hambas.

Le corps des spahis se compose de :

1 kahia ;
1 bach-chaouch ;
6 chaouchs ;
34 spahis. (2)

Art. 3. — Ces corps sont recrutés au moyen d'engagements volontaires ; le contrôle en est tenu au ministère d'Etat.

Art. 4. — Les chevaux des sous-officiers et hommes de l'oudjak de Tunis appartiennent au gouvernement. Le contrôle en est tenu au ministère d'Etat.

Tout individu qui désire être admis dans l'oudjak doit, à moins de dispense spéciale, se présenter avec un cheval harnaché qui devient la propriété du gouvernement. Celui-ci conserve les chevaux des mokhaznis qui sortent de l'oudjak de Tunis pour quelque cause que ce soit. Il remplace ceux qui sont tués en accomplissant un service commandé.

Art. 5. — La solde des hommes de garde est fixée par mois ainsi qu'il suit : Oudabachis et chaouchs, 175 piastres (105 fr.) ; hambas et spahis, 120 piastres (72 fr.)

Art. 6. — La solde.... est à la charge de l'Etat.

Les apointements du khodja sont également à la charge de l'Etat.

Art. 7. — Les mokhaznis.... font à tour de rôle le service de garde qui dure du 13 de chaque mois grégorien au 12 du mois suivant.

Cette garde comprend :

3 oudabachis ;
3 chaouchs ;

(1) Les articles 8 et suivants de ce décret ont été abrogés par celui du 3 mars 1895 (7 ramadan 1312) ci-après.

(2) Le nombre des spahis a été porté à 40 par le décret du 29 janvier 1889.

21 hambas ;
17 spahis.

Tout mokhazni.... qui ne se présentera pas à son tour de rôle pour effectuer la garde sera contraint à la monter sans solde....

La privation de solde.... sera étendue à deux tours de garde pour les mokhaznis.... qui, après avoir pris la garde, l'abandonneront sans permission.

S'il y a lieu, leurs chefs pourront en outre demander leur révocation ou leur emprisonnement.

26 mai 1885 (12 châban 1302)

Décret réglementant les oudjaks de gendarmerie de province

Article premier. — Des oudjaks seront constitués à Sfax, le Kef, Kairouan, Gafsa (1) Nebeul et Sousse.

Ils comprendront :
1 bach-chaouch ;
3 chaouchs :
24 spahis.

Art. 2. — Les oudjacks sont recrutés au moyen d'engagements volontaires. Le contrôle du corps est tenu au ministère d'Etat.

Art. 3. — Les chevaux de l'oudjak appartiennent au gouvernement. Le contrôle en est tenu au ministère d'Etat.

Tout individu qui désire être admis dans l'oudjak doit, à moins de dispense spéciale, se présenter avec un cheval harnaché qui devient la propriété du gouvernement. Celui-ci conserve les chevaux des mokhaznis qui sorde l'oudjak pour quelque cause que ce soit. Il remplace ceux qui sont tués en accomplissant un service commandé.

Art. 4. — Le bach-chaouch et les chaouchs reçoivent de l'Etat une solde mensuelle de 15 piastres et les spahis une de 12 piastres (9 fr. et 7 fr. 20).

Art. 5. — Les mokhaznis font par mois à tour de rôle, un service de garde de 10 jours. Cette garde comprend un chaouch et huit spahis.

Tout mokhazni qui ne se présentera pas à son tour de rôle pour effectuer sa garde, sera l'objet d'une retenue de solde de 8 piastres (4 fr. 80), il pourra en outre être emprisonné ou révoqué, sur la proposition du bach-chaouch.

Art. 6. — Le bach-chaouch est chargé de faire exécuter les missions. Elles sont divisées en deux catégories : les missions gratuites et les missions rétribuées. Elles sont confiées à tour de rôle, les premières aux spahis de garde, les secondes à ceux qui ne sont pas de service.

Art. 7. — Les missions rétribuées sont celles qui ont pour objet l'arrestation d'un délinquant ou le recouvrement d'une somme due à l'Etat, à une administration publique ou à un particulier. Le tarif est fixé ainsi qu'il suit :

Dans la localité siège de l'oudjak, 2 piastres (1 fr. 20).

Pour une distance de 15 kil et au dessous	15 piastres		9 fr.
— — de 15 à 30 kil . .	30	—	18
— — de 30 à 50 kil. .	50	—	30
— — de 50 à 80 kil. .	75	—	45
— — au-dessus de 80 kil.	100	—	60

Pour les recouvrements, il est du vingtième de la somme recouvrée.

Le bach-chaouch et les chaouchs ont droit à une double khedma.

Les missions nécessitant l'envoi de plusieurs spahis donnent droit à autant de khedmas qu'il y a de spahis ou de doubles khedmas qu'il y a de gradés.

Art. 8. — Tout spahis chargé d'une mission en dehors du siège de l'oudjak sera porteur du décret ou de l'ordre qui l'ordonne ainsi que d'un billet de recouvrement, signé du bach-chaouch, indiquant la montant de la khedma qu'il a à percevoir. Ce billet de recouvrement devra être exhibé à toute réquisition de l'autorité française, du caïd, du khalifa ou du cheik sur le territoire desquels le spahis exercera son mandat.

Toute perception faite en sus du tarif ou, en dehors du siège de l'oudjack, sans un billet de recouvrement, entraînera la révocation du spahis qui l'aura faite et son emprisonnement de six mois à cinq ans, soit à la prison, soit à la karaka, ou l'une de ces deux peines seulement.

Art. 9. — La khedma d'une mission accomplie hors du siège de l'oudjak ne peut être perçue que par l'intermédiaire du caïd du territoire ou de son khalifa.

Le spahis remet le billet de recouvrement acquitté à celui qui était redevable de la khedma ; s'il n'a touché qu'un acompte, il en donnera un reçu qui sera intégralement reproduit au dos du billet de recouvrement avec la signature du caïd. Celui-ci avise l'autorité de qui émane le mandat de la perception effectuée.

Art. 10. — Si un spahis ne peut exécuter un mandat dont il aura été chargé, il le fera constater par le caïd du territoire qui lui en délivrera une attestation écrite. Toute in-

(1) L'oudjak de Gafsa a été supprimé par le décret du 5 décembre 1887 (19 rabia-el-aoual 1305) ci-après.

fraction à cette disposition sera punie des peines prévues à l'article 8.

Art. 11. — Pendant la route, le spahis en mission pourvoit de ses deniers à tous ses besoins.

Lorsqu'il tient garnison chez un délinquant ou un débiteur, il a droit, aux frais de celui-ci, à 3 saas d'orge, mesure de Tunis, par jour pour son cheval et, deux fois par jour, pour sa nourriture, à une poule, du couscoussou et quatre œufs préparés selon l'usage du pays.

Art. 12. — Les deux tiers de la khedma des missions seront versés à la caisse de l'oudjak et le tiers restant sera acquis à celui qui aura exécuté la mission.

Art. 13. — La caisse de l'oudjak sera administrée par le bach-chaouch sous sa responsabilité. Déduction faite des dépenses, le produit sera réparti mensuellement de la manière suivante entre les spahis de garde :

Le bach-chaouch	3	parts.
Le chaouch	2	—
Le spahis	1	—

17 juin 1885 (5 ramadan 1302)

Circulaire aux caïds sur le paiement de la khedma aux mokhaznis

J'apprends que des mokhaznis, envoyés en mission, se permettent de réclamer leur khedma aux parents ou à la fraction de l'individu qu'ils ont pour mission d'amener à l'ouzara ou de contraindre au paiement d'une dette, sous prétexte que cet individu ne peut payer la somme qui leur est due.

Des faits semblables se seraient également produits dans la perception des impôts et des contributions de diverses natures ; or, ces procédés constituent une violation de la loi et ceux qui s'en rendent coupables encourent une lourde responsabilité.

Vous devez-donc en empêcher le retour et me signaler les mokhaznis qui n'auraient pas tenu compte du présent avertissement.

Toutefois ces prescriptions n'abrogent en rien les dispositions des décrets déclarant solidairement responsables les tribus sur les territoires desquelles se produisent des incendies de forêts ou se commettent des crimes de nature à troubler la sécurité et l'ordre public.

24 avril 1887 (1er châban 1304)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Maktar

Il est créé à Maktar un oudjak composé d'un bach-chaouch, d'un chaouch et de cinq spahis.

Le service de ces mokhaznis est permanent.

Les dispositions du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, sont applicables à l'oudjak de Maktar.

24 avril 1887 (1er châban 1304)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Béja, modifié par celui du 19 mars 1889 (17 redjeb 1306)

Il est créé à Béja un oudjak composé d'un bac-chaouch, 3 chaouchs et 18 cavaliers.

Le service du bach-chaouch et des spahis placés sous son commandement est permanent.

Toutes les dispositions du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, sont applicables à l'oudjak de Béja.

6 mai 1887 (13 châban 1304)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Bizerte

Il est créé à Bizerte un oudjak composé d'un bach-chaouch, de deux chaouchs et de quatorze spahis.

Le service du bach-chaouch est permanent.

Le reste de l'oudjak fera par mois, à tour de rôle, un service de garde de quinze jours. Cette garde comprendra un chaouch et sept spahis.

Les dispositions du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent décret, sont applicables à l'oudjak de Bizerte.

13 août 1887 (24 kâda 1304)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Djerba

Il est créé à Djerba un oudjak composé d'un bach-chaouch, de trois chaouchs et de vingt-quatre spahis. Il sera régi par les dispositions du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885.

29 septembre 1887 (11 moharrem 1305)

Décret modifiant le tarif des khedma de l'oudjak de Tunis.

L'article 9 du décret du 14 moharrem 1302-2 novembre 1884 est abrogé.

La khedma des cavaliers de l'oudjak de Tunis, envoyés en mission, sera perçue conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885 portant organisation des oudjaks de la Régence.

1er octobre 1887 (13 moharrem 1305)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Zaghouan (1)

Il est créé à Zaghouan un oudjak composé d'un bach-chaouch, de deux chaouchs et de douze spahis.

---

(1) Cet oudjak a été supprimé par le décret du 29 octobre 1891 et ses spahis rattachés à l'oudjak de Tunis.

Les dispositions du décret du 12 châban 1302-26 mai 1885, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret, sont applicables à l'oudjak de Zaghouan.

5 décembre 1887 (19 rabia-el-aoual 1315)

Décret créant un oudjak de gendarmerie à Tozeur et supprimant celui de Gafsa

Article premier. — Il est créé à Tozeur un oudjak composé d'un bach-chaouch, d'un chaouch et de douze spahis.

Art. 2. — Le service dudit oudjak commencera à partir de la date du présent décret et sera permanent.

Art. 3. — L'oudjak de Gafsa créé par notre décret du 12 châban 1302-26 mai 1885, est supprimé. Les cavaliers de cet oudjak conserveront leurs chevaux.

29 janvier 1889 (23 djoumadi-el-aoual 1306)

Décret fixant l'effectif des hambas et des spahis de l'oudjak de Tunis

Article premier. — L'effetif des hambas se compose de quarante-six hambas, dont six Turcs ; celui des spahis est porté à quarante cavaliers.

Art. 2. — Le service de garde sera assuré à tour de rôle, et pendant un mois, par le corps des hambas et par celui des spahis.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

19 mars 1892 (20 châban 1309)

Décret fixant la rémunération des cavaliers des oudjaks lorsqu'ils assistent les agents des régies financières.

Article premier. — Les cavaliers des oudjaks délégués pour assister, conformément aux dispositions des articles 78 et 89 du décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) les agents des régies financières dans les perquisitions qu'ils ont à opérer chez les justiciables des tribunaux indigènes, recevront, sans distinction de grades et quel que soit le nombre des perquisitions pratiquées dans la même vacation, une indemnité fixée d'après le tarif suivant :

Dans la localité siège de l'oudjak, par heure	1 fr.
Pour un parcours de 15 kil. et au-dessous	3
— de 15 — à 30 kil . . .	6
— de 30 — à 50 — . . .	10
— de 50 — à 80 — . . .	16
Pour les parcours supérieurs à 80 kilom.	16

plus un fr. par 5 kilomètres.

Art. 2. — L'avance de l'indemnité établie par l'article précédent sera faite par la régie financière intéressée, sauf à en poursuivre, s'il y a lieu, le remboursement contre les délinquants, dans la forme et selon les règles établies.

Art. 3. Le directeur des finances est chargé, etc.

3 mars 1895 (7 ramadan 1312)

Décret mettant à la charge du Trésor la solde des cavaliers et gradés de l'oudjak de Tunis

Article premier. — Les cavaliers et les gradés de l'oudjak de Tunis seront désormais rétribués exclusivement au moyen d'une solde fixe, mandatée mensuellement à leur profit sur les crédits ouverts au budget de l'Etat. Cette solde sera fixée par arrêté de notre premier ministre.

En conséquence, il n'y aura plus dans cette circonscription de missions rétribuées. La taxe connue sous le nom de khedma sera perçue au profit du Trésor. La caisse des oudjaks est supprimée.

Il n'est rien innové, toutefois, aux dispositions du décret du 19 mars 1892 (20 châban 1309) fixant la rémunération des cavaliers des oudjaks chargés d'assister les agents des régies financières dans les perquisitions domiciliaires.

Art. 2. — La khedma continuera à être perçue au taux fixé par les décrets en vigueur.

Art. 3. — Tout cavalier chargé d'une mission doit être porteur d'un ordre écrit détaché d'un registre à souche, signé par le contrôleur civil ou par le caïd et qui doit être exhibé à toute réquisition de l'autorité française, du khalifa ou du cheik sur le territoire desquels le spahis exercera son mandat. Cet ordre qui doit être communiqué à l'individu poursuivi, spécifie l'interdiction faite aux agents de l'oudjak de toucher une somme quelconque soit au titre de la créance à recouvrer, soit au titre de la khedma.

Après exécution, l'ordre de mission est remis au contrôleur soit directement, soit par l'intermédiaire du caïd de qui il émane.

Art. 4. — La khedma est liquidée par le contrôleur civil et recouvrée par le caïd comme en matière d'impôts.

Elle est exigible d'avance et doit être versée, par le poursuivant, préalablement à la délivrance de l'ordre de mission toutes les fois que l'oudjak est mis en mouvement à la requête d'un particulier ou d'une personne morale autre que l'Etat. Les sommes ainsi versées demeurent en tout état de cause, acquises au Trésor, sauf au poursuivant à exer-

cer son recours, à ses risques et périls, contre le débiteur ou le délinquant condamné.

A titre exceptionnel, le poursuivant pourra, suivant les circonstances, être dispensé de l'avance de la khedma dont le recouvrement sera ultérieurement poursuivi contre lui, sans répétition si la plainte est reconnue infondée, et sauf son recours contre le condamné, dans le cas contraire. En ce dernier cas, le Trésor aura une action solidaire contre le condamné.

Art. 5. — Dans les cinq premiers jours de chaque mois le contrôleur civil dressé, d'après son registre à souche et les ordres émanés des caïds, un état par caïdat des missions confiées à l'oudjak pendant le mois expiré. Le montant des khedmas exigibles y est indiqué dans une colonne spéciale. Le total de cette colonne est reproduit en toutes lettres.

Cet état est immédiatement adressé au directeur des finances qui prend les dispositions nécessaires pour constater à la charge des caïds le montant des khedmas qu'ils ont reçu mission d'encaisser.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret qui sera applicable à dater du 15 mars courant.

Art. 7. — L'effectif de l'oudjak de Tunis sera déterminé par arrêté de notre premier ministre.

Art. 8. — Notre premier ministre et le diteur des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Ghaba (1)

19 mai 1870 (17 sfar 1287)

Décret organisant l'administration de la ghaba

Article premier. — Le directeur de la ghaba a sous sa surveillance la forêt de la Marsa, Gammart, Djebel-el-Haoui et ses contenances, la Soukra, Chotrana et les jardins fruitiers qui s'y trouvent ;

La forêt de Sidi-Omar, Djafar, Magbouba, Charckie, Jof-el-Ghala, Djebelie, Mornag, Kabaria, Radès ;

La forêt d'Orja, Zaghouan, Tebourba, Bizerte, Porto-Farina, El-Alia, Aoussaja et Ras-el-Djebel.

Art. 2. — Il aura sous ses ordres les employés de la ghaba, savoir : les amins, les notaires, les émondeurs, les laboureurs et autres.

Art. 3. — Il empêchera les gens de faire des ensemencements nuisibles à la forêt, d'exploiter des fours à chaux, d'extraire des pierres, d'enlever des troncs ou de la terre, d'élaguer, de couper les caroubiers et de faire tout acte pouvant y nuire dans le présent ou dans l'avenir.

Art. 4. — Il veillera à ce que les amins surveillent le labour, aient soin qu'il soit bon et fait deux fois au moins par an dans les propriétés, soit melk, soit habous, et assistent à l'émondage qui ne devra être ni précoce, ni tardif.

Art. 5. — Toute demande du laboureur en paiement de son salaire ne sera valable que sur certificat du notaire de la ghaba, avec signature de l'amin et celle autographe du directeur.

Art. 6. — Nul ne fera l'émondage s'il n'est expert. Comme la façon dont cela se fait jusqu'ici est nuisible aux arbres, le directeur et les amins indiqueront aux émondeurs la manière convenable, et les obligeront à s'y conformer.

Personne ne fera d'émondage sans l'approbation écrite du directeur, si la propriété est melk et que le propriétaire se charge de l'opération.

Quand il s'agira de habous ou de biens d'un interdit ou assimilé, le directeur se chargera lui-même de l'émondage qui se fera en présence d'un amin ; il enverra ensuite le bois à l'ayant droit, vendra sous sa surveillance les déchets pour en affecter le prix à payer l'émondeur et le transport du bois ; si le produit de la vente ne couvre pas ces frais l'ayant droit à la propriété comblera le déficit. Le tout se fera avec l'assistance des notaires et amins de la ghaba.

Art. 7. — Si le directeur constate que les émondeurs ont nui aux oliviers en coupant ce qu'il ne faut pas ou en laissant ce qu'il faut couper, il leur fera payer les dommages, sur évaluation des amins, et leur infligera une peine en rapport avec le délit.

Art. 8. — Aucun des employés sus-visés ne pourra avoir un service de véhicules ou de bêtes pour le transport du bois chez les propriétaires. Ce transport ne pourra se faire que par les bêtes et charrettes des particuliers.

Art. 9. — Aucun des mêmes employés ne

---

(1) Forêt. L'administration de la ghaba comprend les forêts d'oliviers mentionnées dans l'article 1er. Elle en surveille la culture et l'émondage. Elle fait procéder à la vente aux enchères de la récolte et en remet le montant aux ayants droit à moins que les propriétaires fassent eux-mêmes cette récolte.

Aucun olivier ne peut être arraché sans son autorisation.

Elle ressort à la direction de l'agriculture.

V. aussi art. 597 et suivants du Droit civil et Pénal tunisien.

pourra avoir de bœufs pour le labourage des forêts qui ne pourra être fait que par les autres.

Art. 10. — Le directeur empêchera les ouvriers de faire la cueillette en frappant avec des bâtons ou autres objets pouvant nuire à l'arbre.

Art. 11. — Il forcera les propriétaires à fournir aux ouvriers des récipients pour conserver les fruits et des échelles pour les empêcher de nuire aux arbres, ainsi qu'on l'a dit à l'article précédent. Quiconque aura occasionné des dommages, sera traité en conformité des prescriptions de l'article 7.

Art. 12. — Le directeur installera un nombre suffisant de gardes forestiers et les forcera à exercer la surveillance voulue. Il se chargera de leur faire payer leur solde intégralement. Ces mesures seront adoptées en présence des amins, des notaires et des représentants des intendants de habous et des principaux propriétaires.

Art. 13. — Le directeur ne maintiendra dans la forêt que celui dont la conduite inspire confiance pour la surveillance et la sauvegarde des biens.

Art. 14. — Il fera conduire les moutons à la forêt après la récolte.

Quiconque causera des détériorations aux oliviers sera traité selon l'article 7. Il est défendu au régisseur ou fermier de la ghaba de faire payer de l'argent ou des moutons à titre de droit de pâturage.

Quiconque introduit son troupeau avant la fin de la récolte, sera condamné aux peines d'usage.

Art. 15. — Le directeur aura soin d'amener quiconque aura volé des olives pour être puni et répondre du prix du vol sur évaluation des amins. Les gardes forestiers reconnus coupables de manque de vigilance seront punis et pourront même être condamnés aux dommages-intérêts dans le cas où le voleur n'aurait pas été trouvé.

Art. 16. — Le directeur apportera ses soins pour la sauvegarde des jardins de Gammart, la Soukra et Chotrana contre les dégâts des troupeaux.

Il y installera des gardes et forcera les propriétaires à opérer les travaux nécessaires pour le bon maintien des clôtures.

Art. 17.— Il mettra, en temps opportun, les produits des caroubiers en vente aux enchères; il les vendra par les soins des notaires et amins.

Sur le produit de la vente, un quart sera affecté aux traitements du directeur et de ses employés, et aux frais que leur nécessitera l'exercice de leurs fonctions d'utilité publique, et les trois autres quarts reviendront aux ayants droit des propriétés, melk ou habous.

Art. 18. — Au quart du produit de la vente des caroubes on ajoutera 4 0/0 du prix de vente des olives, tant pour faire face aux frais des gardes champêtres, dont il a été question à l'article 12, que pour parfaire les traitements du directeur et de ses employés et acquitter tous les frais nécessités pour ce service d'utilité publique.

Art. 19. — Quand les propriétaires ne voudront pas vendre leur récolte, l'amin de chaque forêt aura soin tout de même et chaque jour d'évaluer la récolte non vendue, dans le but de fixer la part qui doit leur incomber dans les frais de gardes champêtres prévus à l'article précédent. L'amin opérera son évaluation en prenant pour base le prix des ventes ayant lieu le jour même.

Art. 20. — Les notaires de la ghaba tiendront trois registres pour inscrire séparément : dans le premier, les redevances pour frais de gardes champêtres, dont le montant aura été évalué par les amins pour les récoltes non vendues ; dans le deuxième, les redevances dont le montant se fixe par le prix des ventes faites ; dans le troisième, les sommes provenant du quart du prix de vente des caroubes.

19 mai 1870 (17 sfar 1287)

Décret sur la rémunération du personnel de l'administration de la ghaba

Article premier. — *Frais des enchères.* — Les frais des enchères provisoires sont fixés à 2 0/0, redevance qui était anciennement en vigueur et qui a été supprimée lors de l'imposition de celle de quinze piastres.

Les frais des enchères définitives sont fixés à 3 0/0, tels qu'ils existent actuellement.

Les frais, pour les enchères des ventes de figues d'Inde et de caroubes, sont fixés à 4 0/0. Cette redevance n'existait pas antérieurement.

Les frais des enchères seront acquittés dans la même monnaie que le prix de la vente.

Art. 2. — *Redevances à percevoir aux pressoirs d'huile.* — Chaque huilerie *saltani* paiera sept piastres et demie en billon par jour. (4 fr. 50).

Les usines debdeba et dabbaghin paieront chacune par jour quinze piastres en billon. (9 fr.)

Cela remplacera les quinze piastres qui étaient fixées pour les pressoirs.

Art. 3. — *Rétributions des amins de Magbouba, Marsa el Kabbaria.* — Dans les forêts

sus-nommées, ces amins recevront 2 0/0 du prix de vente de la récolte, dans la monnaie qui aura servi à payer le prix.

Ils recevront le même chiffre pour cent sur les ventes de figues d'Inde et de caroubes faites dans leurs forêts.

Chacun recevra pour lui seul les redevances encaissées dans sa forêt respective.

Art. 4. — *Rètributions des amins de Tunis et de Mornag.* — Ces amins recevront 2 0/0 sur la vente et sur les enchères définitives; 2 0/0 sur les ventes de figues d'Inde que les propriétaires de Tunis et de Mornag voudraient faire.

Il en est de même pour les ventes de caroubes.

Ils recevront aussi le quart de sept piastres et demie imposées à chaque pressoir saltani et le quart des quinze piastres imposées à chacun des pressoirs debdeba et dabbaghin.

Art. 5. — *Répartition entre eux.* — Le tiers des redevances prévues à l'article précédent sera touché par l'amin principal de Tunis.

Le second tiers par l'amin de Mornag et les deux amins secondaires de Tunis qui en feront le partage entre eux par quotités égales.

Art. 6. — *Rétribution des notaires de la ghaba.* — Ils recevront: les trois quarts des sept piastres et demie imposées à chaque pressoir saltani, les trois quarts des quinze piastres imposées à chacun des pressoirs debdeba et dabbaghin et 2 0/0 sur les ventes de figues d'Inde et de caroubes.

Art. 7. — *Répartition entre eux.* — Le tiers des redevances prévues à l'article précédent sera donné au notaire principal ;

Et les deux autres tiers seront répartis en parts égales entre les trois autres notaires.

21 novembre 1877 (15 kâda 1294)

Décret sur la rétribution des amins et des notaires de la ghaba

Le droit sur les huileries de l'Etat et sur les pressoirs appartiendra exclusivement aux notaires de la ghaba.

Les amins se partageront seuls le droit d'enchères.

2 août 1888 (24 kâda 1305)

Décret supprimant le droit de six et un quart pour cent sur la vente des olives sur pied en pays de dîme des huiles.

Article premier. — Est supprimé, à partir du 13 octobre 1888, le droit monageb de six et un quart pour cent auquel les ventes d'olives sur pied sont assujetties, en vertu de l'art. 1er du décret du 3 sfar 1303 (10 novembre 1885), dans certaines des circonscriptions soumises à l'impôt de la dîme des huiles.

Grande Mosquée (1)

1er novembre 1842 (27 ramadan 1258)

Décret instituant l'université de la Grande Mosquée et réglant l'administration du Bit-el-Mâl.

. . . . . .

Les revenus du Bit-el-Mâl affectés à des services publics seront désormais employés à couvrir les dépenses d'instruction publique résultant des dispositions suivantes :

Quinze professeurs malékites et le même nombre de professeurs hanéfites seront choisis. Ils jouiront chacun d'un traitement de deux piastres par jour, à la condition qu'ils enseigneront dans la Grande Mosquée, et deux fois par jour, la science qu'ils auront choisie, et ce, aux heures qui leur seront les plus commodes. Celui d'entre eux qui y aura manqué sans excuse valable, perdra tout droit à ce traitement pendant la durée de son absence. Ils seront autorisés toutefois à suspendre les cours les jeudis, vendredis, pendant le mois de ramadan et l'époque des deux fêtes. Son Altesse confie le soin de contrôler leur exactitude aux deux cheiks-ul-Islam hanéfite et malékite qui, pour ce contrôle, recevront un traitement de cent piastres par mois ; il a désigné, pour les aider dans cette mission, les deux cadis hanéfite et malékite qui jouiront d'un traitement de trois piastres par jour, à la condition que l'un des quatre viendra chaque jour à la Mosquée pour stimuler les professeurs négligents et retrancher les honoraires de ceux qui se seront absentés sans excuses valables.

Son Altesse charge, en outre, ces quatre cheiks de contrôler l'administration du Bit-el-Mâl, d'en régler les ressources et les dépenses, de diriger le service de ses agents et de soumettre leurs projets à son approbation souveraine. Le Bit-el-Mâl n'aura pas d'autres dépenses à supporter que le traitement desdits professeurs, celui des cheiks contrôleurs, de ses agents propres et les frais d'inhumation des étrangers....

Tous les six mois, à partir de la date du présent décret, les administrateurs du Bit-el-Mâl se réuniront dans la Mosquée, en présence des quatre cheiks, et ils rendront compte à ces derniers, article par article, de toutes

(1) Edifice religieux où se font les cours de l'université. L'entrée en est interdite aux étrangers non musulmans.

leurs dépenses. Ces comptes ainsi apurés seront présentés ensuite à la sanction du Bey.

S'il reste entre les mains du Bit-el-Mâl quelque excédent, après avoir subvanu à toutes les dépenses, on l'emploiera à l'achat d'un immeuble destiné à augmenter le domaine du Bit-el-Mâl et cela pendant cinq ans; après la cinquième année, s'il reste entre les mains du Bit-el-Mâl un excédent de revenus, y compris celui de l'immeuble acheté avec l'excédent, il sera réparti entre ceux qui se sont voués complètement à l'enseignement, entre lesdits cheiks et par portions égales entre eux. Les professeurs assidus à l'enseignement auront seuls droit à toucher une part de cette répartition qui se fera sous le contrôle des quatre cheiks.

En cas de vacance de l'emploi de l'un de ces trente professeurs, son remplaçant sera élu par les quatre cheiks susdits ; ils choisiront le plus savant du pays et, à mérite égal, les cheiks leur feront subir un examen qui tranchera la question. Le nom du candidat choisi à l'examen sera porté à la connaissance de Son Altesse, qui lui fera délivrer le brevet lui donnant le droit de toucher son traitement.

27 septembre 1870 (1er redjeb 1287)

Décret fixant le traitement des professeurs de la Grande Mosquée

. . . . . .

En vue de fournir aux professeurs de la Grande Mosquée un traitement qui stimule leur zèle et les oblige à faire preuve de l'assiduité indispensable pour les progrès de l'enseignement, nous avons distrait des ressources de l'Etat, à titre d'encouragement, pour les cheiks inspecteurs, une somme égale à celle qu'ils reçoivent individuellement du Bit-el-Mâl, d'après le décret du 27 ramadan 1258-1er novembre 1842, et assigné à chacun des professeurs de 1re classe un traitement de trois piastres par jour, en sus de ce qu'ils touchent du Bit-el-Mâl en vertu dudit décret. Nous avons, en outre, assigné à chacun des professeurs de la 2e classe un traitement d'une piastre par jour en sus de ce qu'ils touchent du habous affecté aux professeurs de 2e classe. Cette mesure bienveillante nous est dictée par notre désir de voir fonctionner leur service d'une manière ordonnée et régulière. Cette augmentation sera régie par le décret du 27 ramadan 1258-1er novembre 1842 affiché dans la Grande Mosquée.

Il appartiendra aux cheiks inspecteurs de désigner à chaque classe de professeurs, les sciences que chacun devra enseigner, en se basant, pour ce choix, sur la spécialité de chacun. Les professeurs, de leur côté, justifieront cette faveur en redoublant d'efforts pour inculquer leur science aux musulmans, et stimuler le zèle des étudiants, leur donner de bons conseils, et pratiquer enfin ce que leur impose la religion musulmane. C'est là le plus sûr moyen pour eux de conserver notre bienveillance et de s'attirer constamment nos faveurs.

Les bibliothécaires devront prendre une part active à la réalisation de nos vues, et faire connaître ceux des cheiks qui se seront présentés ou se seront absentés. Nous assignons également à chacun d'eux un traitement d'une piastre par jour sur les revenus de l'Etat, en dehors de ce qu'ils perçoivent actuellement, en raison de la responsabilité qu'ils assument de donner des renseignements précis sur l'assiduité des professeurs.

Nous recommandons aux cheiks inspecteurs de nous adresser un rapport mensuel, les prévenant que le ministre ne mandatera l'augmentation de leur traitement qu'à cette condition.

. . . . . .

Un des hauts fonctionnaires de l'Etat sera chargé de contrôler la marche des études et la conduite des bibliothécaires, de vérifier si l'état général est conforme aux prescriptions des règlements. Ce fonctionnaire nous adressera à ce sujet un rapport mensuel distinct de celui que les cheiks inspecteurs devront adresser de leur côté.

26 octobre 1870 (30 redjeb 1287)

Décret réglant l'emploi des sommes restant disponibles sur les traitements des professeurs de la Grande Mosquée.

Les économies réalisées par l'Etat sur le traitement des professeurs titulaires de la Grande Mosquée, soit par voie de retenue, soit autrement, serviront à rétribuer les professeurs surnuméraires nommés par les inspecteurs.

27 mai 1874 (10 rabia-ettani 1291)

Décret fixant le mode de nomination des professeurs de la Grande Mosquée

Les professeurs de la Grande Mosquée seront élus par les inspecteurs à la majorité des voix.

Si les inspecteurs jugent qu'il y a lieu d'ouvrir un concours entre deux ou plusieurs candidats à la chaire vacante, il se constitueront en jury et rendront leur décision à la majorité des voix.

26 décembre 1875 (28 kâda 1292)

Décret portant règlement des études de la Grande Mosquée

Nous avons décidé d'établir, dans un règle-

ment spécial, les dispositions relatives à l'organisation des études à la Grande Mosquée. Ce règlement est composé des articles suivants.

CHAPITRE PREMIER

Etudes suivies à la Grande Mosquée et ouvrages y relatifs

Article premier. — Les études suivies à la Grande Mosquée comprennent :

Le tafsir (interprétation du Coran).
Le hadith (traditions).
Le taouhid (théologie).
Le kirat et le tajouid (lecture et modulation du Coran).
Le moustaleh.
Les asoul el fokh (philosophie du droit divin).
Le fokh (droit divin).
Les fraïd (jurisprudence des successions.)
Le tesaouf (mysticisme).
Le mikat (art de connaître les heures de la prière).
Le nahou (grammaire).
Le sarf (grammaire).
Le méani et le beïan (rhétorique).
Le logha et l'edeb (littérature et langue arabes).
Le sir et le tarikh (histoire et géographie).
Le resm et le khat (écriture et dessin linéaire).
L'aroud (prosodie).
Le mantak (logique).
L'adab el bahit (topique).
Le hsab (arithmétique).
Le hendeça (géométrie architecturale).
Le heya (astronomie).
Le msaha (géodésie).

Art. 2. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement des matières ci-dessus sont de trois catégories : première, seconde et troisième.

Art. 3. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement supérieur (première catégorie), sont :

Pour le tafsir :

Israr Ettanzil de Bidaouy et Dou Djilalîn.

Pour le hadith :

Le Moatta, avec le commentaire de Zerkany.
Le Sahih de Bokhary, avec le commentaire de Castellany.
Le Sahih de Moslem Metena, avec le commentaire de El Aby.
Le Chéfa, avec le commentaire de Chéhab.
Le Mouaheb Loudnia, avec le commentaire de Zerkany.

Pour le taouhid :

Le traité de Seyid sur les Maouakef.
Le traité de Saad sur les Akaid.
La Koubra du cheik Senoussi.

Pour le moustaleh :

Les Prolégomènes de Castellany.

Pour les asoul el fokh :

Le commentaire sur le Sadr es Chria.
Adad sur l'abrégé d'Ibn el Hageb.
Mohally, commentaire du Djamâ Djouami.

Pour le fokh :

Le Tabin, commenté par Kenz.
Le Dorar, comment par Ghorar.
Le traité du cheik Abd-el-Baky sur le Moukhtasar.
Le traité du cheik Mohamed-el-Korchy sur le même,

Pour le tesaouf :

El-Ahia.

Pour le méani et le béïan :

Le Meftah, avec le commentaire d'Es-Seyid.
Le Metaouel.

Pour le logha et l'edeb :

Le Mouzhir.
Fokh-el-Logha.
Marsouky, commentaire du Mamaza.

Pour le sir et le tarikh :

La Syra Kilaïa.
L'Histoire d'Ibn Khaldoun.

Pour le mantak :

Le commentaire de Kotb sur la Chemsia.

Pour le hsab :

Le commentaire d'Ibn Ghazy sur la Mounia.
Le Talkhis, avec le commentaire Mesraty.

Pour le heya :

Le traité d'Es-Seyid sur la Tedkera.

Pour le hendeça :

Les Eléments d'Euclide, par Tousy.

Art. 4. — Les ouvrages de la 2e catégorie (enseignement moyen) sont :

Pour le hadith :

Le commentaire de Lakany sur les quarante Naouyas.
Le Chemail, avec le commentaire de Manaouy.

Pour le taouhid :

La Ousta du cheik Senoussi.
Le commentaire de Sidi Abd-Es-Salam sur la Djohra.

Pour le kirat :

Précis de Chatbia, avec le commentaire d'Ibn Casah.

Pour le moustaleh :
L'Alfiya de Araky, avec le commentaire d'El-Cadi.
Pour les asoul el fokh :
Le commentaire du Minar, par Ibn Malek.
Le commentaire du cheik Beïram sur le Moukhtasar El-Menar.
Le commentaire du Tankih, par Korafy.
Le commentaire de Hattab sur El Ouarkat.
Pour le fokh :
Eddor-El-Moktar Bired El-Mihtar.
Le commentaire du Ouikaya, par Sadr-Es-Chria.
La Manzouma Mouhébia.
El-Moukhtasar, avec le commentaire de Derdir.
Taoudy, sur l'Asmia.
Miaret sur Lamiat ez Zekah.
Pour les fraïd :
Seyid sur les Sradjia.
Chenchoury, sur la Rahbiya.
Le commentaire du Dourra, par le cheik Ebn Melouka.
Pour le tesaouf :
Le Hokm, avec le commentaire d'Ibn Abad.
El-Tarikat El-Mohammedia.
Pour le mikat :
L'Epitre d'Ibn Ghanem.
Le traité de Sebt El-Mardini.
Pour le nahou :
El-Achmouny, sur l'Alfiya.
Makoudy, sur l'Alfiya.
Le Taoudih.
Pour le sarf :
Commentaire de Lamiat El-Afal, par Ibn en Nazen.
Donkouz sur le Mirah.
La Chafia, avec commentaires.
Saad sur Zendjany.
Pour le méani et le beïan :
Le Talkhis, avec commentaire du Saad.
Aissam sur la Sarmarkandia.
Commentaire de Samarkandy sur l'épitre El-Ouadh.
Pour le logha et l'edeb :
Les Séances de Hariry.
La Oumda d'Ibn Réchik.
Le commentaire d'Ibn Hecham sur la Cassidé Ben Saad.
La Hamzia, avec le commentaire de Djemel.
La Bourda, avec le commentaire du cheik Ben Achour ou de Jamy.
Pour le sir et le tarikh :
El-Karamany.

Pour le resm et le khat :
El-Matali En Nesria.
Ibn Acher sur El Kharaz.
Pour l'aroud :
Le cadi Ali-el-Khazerdjia.
Pour le mantak :
Commentaire de Khissi sur le Tahdib.
Le commentaire du Moukhtasar, par le cheik Senoussi.
Pour l'adab el baht :
Moula Hanéfy sur l'Adédia.
Messaoud Er Roumy sur la Samarkandia.
Les Kouanin par Sedjkelly Zada.
Pour le hsab :
La Marchada par Ibn Elhaim Kelsady.
Pour le hendeça :
El-Cadi, sur la forme des bonnes fondations.
Pour l'heya :
El-Cadi, d'après Djahiminy.
Art. 5. — Les ouvrages de la troisième et dernière catégorie (instruction primaire) sont :
Pour le kirat et le tajouid :
El-Cadi sur la Djuzrïa.
Pour le taouhid :
Soghra Es-Soghra.
Le commentaire de Bajoury sur la Djohra.
Pour le moustaleh :
Le Sahih, avec commentaire.
Pour le fokh :
Le Kenz.
Le Kadoury.
Le cheik Hassen Es-Srir.
Le Poème du même, avec le commentaire.
Le commentaire d'Aby El-Hassen sur la Résala.
Miyara Srir sur Ibn Acher.
Ibn Tourky sur l'Aschmaouia.
Pour les fraïd :
La Rahbiya.
Le commentaire de la Dourra, par Es-Cheik.
Pour le mikat :
Es Soussy.
Es Seradj, par Akhdari.
Soulam Es Sada.
Pour le nahou :
L'Adjroumia, avec le commentaire de Sidi Khaled.
Le commentaire du Katr, du même auteur.
L'Alfiya.
Le commentaire de la Moukadma, par Sidi Khaled.
Pour le sarf :
Lamiat El-Afal.
Ez- Zendjany.
Pour le béïan :
La Samarkandia.

Le commentaire de Demenhoury sur la Samarkandia.

Le commentaire de Méloui.

Pour l'aroud :

El Kafy, par Demenhoury.

Pour le mantak :

Isagougy.

Commentaire de Djerby sur le précédent.

Commentaire du cheik Beïram sur le même.

Le Soullam.

Le commentaire de Cheik.

Commentaire de Meloui.

Pour le hsab :

En-Noukba El Hisabia.

Art. 6. — Les livres et les matières ci-dessus se succéderont en raison de leur importance et de leur valeur relative. Les inspecteurs des études veilleront à ce que ces règles soient observées dans l'enseignement, ainsi qu'on le verra à l'article 39.

CHAPITRE II

Des professeurs

Art. 7. — Nul ne pourra ouvrir de cours à la Grande Mosquée sans l'autorisation préalable des inspecteurs des études.

Art. 8. — Le professeur expliquera, en commençant son cours, la proposition préliminaire sur laquelle il se fonde, et passera ensuite graduellement aux autres en allant du plus facile au plus difficile ; il fera observer pendant son explication toutes les relations grammaticales qui peuvent jeter de la lumière sur le sens de la proposition à expliquer ; il citera, s'il y a lieu, les exemples qui lui sembleront les plus appropriés ; si la proposition est complexe, il s'efforcera de la ramener sous une idée unique, et d'en classifier les parties en chefs distincts. Il suivra la même méthode pour les propositions suivantes, s'il explique un texte. Mais s'il s'aide aussi d'un commentaire, il expliquera d'abord le texte et lira ensuite le commentaire de la manière prescrite ci-dessus. Il ne passera pas d'une proposition à une autre qu'après s'être assuré que les élèves s'en sont bien pénétrés, de manière qu'ils puissent répondre avec compétence et sans hésiter sur chacun des points qui ont fait l'objet du cours. Le professeur doit éviter la concision excessive et la précipitation dans le débit, qui empêchent les élèves de comprendre ce qu'on leur enseigne.

Art. 9. — Les ouvrages adoptés pour l'enseignement sont : soit l'objet même du cours, soit des travaux accessoires à consulter. Pour les ouvrages de la dernière catégorie, et pour ceux à consulter de la deuxième, le professeur devra se borner à en expliquer l'objet et les propositions, et n'entrer dans les détails que pour préciser les endroits trop vagues, pour expliquer ce qui est obscur ou ambigu, pour rectifier ce qui est faible ou défectueux, ayant toujours en vue l'intelligence de la proposition qu'il s'agit d'étudier. Pour tous les ouvrages de la première catégorie sans exception, et pour ceux de la seconde qui forment l'objet même du cours, le professeur pourra s'étendre autant qu'il le croira nécessaire dans ses explications, en évitant la diffusion et la négligence.

Art. 10. — Le professeur devra s'assurer que ses élèves ont bien compris ce qu'il leur a dit, et répéter ses explications à ceux des élèves qui ne s'en seraient pas entièrement pénétrés. Il devra les exercer à appliquer les principes aux cas particuliers. Il ajoutera à ces exercices l'analyse grammaticale et logique du texte, dans le cours de grammaire. Il devra s'efforcer de réveiller l'émulation en montrant une attention particulière pour ceux dont il remarquera l'application et la bonne volonté, et se montrer affectueux envers ses enfants spirituels.

Art. 11. — Le professeur devra se mettre au niveau de ses auditeurs et adapter son langage et son exposition à leur intelligence et à leur degré d'instruction.

Art. 12. — Le professeur devra toujours avoir en vue le but et la méthode de la science qu'il enseigne, et insister sur les points qui rentrent plus spécialement dans son domaine. Ainsi il insistera sur la démonstration en expliquant les dogmes, sur l'élégance des constructions dans la rhétorique, sur l'analyse dans la grammaire.

Art. 13. — Le professeur doit s'attacher à bien comprendre et à bien rendre les matières qu'il enseigne, à ne pas se contenter de probabilités ; s'il est tombé dans quelque erreur, il doit à sa religion et à sa dignité de la rectifier aussitôt.

Art. 14. — Le professeur ne doit pas parler trop vite, car un débit précipité empêcherait les élèves de le suivre et de bien comprendre ce qu'il dit. Il répétera autant de fois qu'il sera nécessaire ce qu'il a dit à ses auditeurs.

Art. 15. — Nul ne pourra se livrer à l'examen des principes que les savants se sont transmis d'âge en âge et qui sont acquis à la science. On ne devra pas s'empresser de relever les fautes des écrivains qu'on examine ; on devra au contraire, apporter dans cet examen un esprit large et impartial, s'efforcer de pénétrer ce qu'a voulu dire l'écrivain et ne

renoncer à cette recherche qu'après mûr examen.

Art. 16. — Si le professeur s'aperçoit que les élèves sont fatigués, il ne continuera pas sa leçon et la reprendra ensuite. Le temps de la leçon ne doit être ni trop long ni trop court ; une leçon ne pourra pas durer moins de 45 minutes, ni plus d'une heure et demie.

Art. 17. — Le professeur doit élever la voix autant qu'il le faut pour être entendu des élèves, tout en conservant le ton et le maintien qu'il doit garder dans la maison de Dieu suprême et dans l'intérêt de sa dignité.

Art. 18. — Le professeur ne doit pas quitter un ouvrage qu'il ne l'ait terminé, à moins qu'il n'y soit autorisé par les inspecteurs des études pour une raison sérieuse.

Art. 19. — Le professeur ne fera pas étudier à la fois deux livres difficiles, exigeant une étude spéciale et prolongée.

Art. 20. — Le professeur pourra, s'il fait régulièrement les cours journaliers qui lui sont confiés, ouvrir d'autres cours supplémentaires, même pour les élèves plus jeunes et dans le cas prévu à l'article 29.

Art. 21. — Le professeur devra observer une rigourense ponctualité dans les heures de ses leçons, pour ne pas apporter la confusion dans les études des élèves.

Art. 22. — Le professeur ne devra pas laisser courir des intervalles trop longs dans la lecture d'un même livre, en dehors des vacances établies. Les inspecteurs des études veilleront à la régularité des cours.

CHAPITRE III

Des élèves

Art. 23. — Les élèves suivront, au commencement, quatre cours : un cours de taouhid sur le texte de Soghra Es-Soghra, d'une manière sommaire ; un cours, également sommaire, de fokh, sur le texte de l'Aschmaouia, pour le rite malékite, et de la Manzouma du cheik Hassen pour le hanéfite ; un cours de tajouid ; un cours de nahou, sur l'Adjroumia d'abord qu'on lira deux fois de suite, ensuite sur le commentaire de Sidi Khaled qu'on lira aussi deux fois, ensuite sur le Katr qu'on lira deux ou plusieurs fois, et enfin sur l'Alfiya qu'on pourra étudier seule ou avec le commentaire de Makoudy. Après la première lecture du Katr, on pourra commencer à faire suivre d'autres cours aux élèves, en les graduant d'après l'intelligence et les progrès de ces derniers. Pour le taouhid, le fokh et le tajouid, on lira successivement par ordre de progression tous les ouvrages qui s'y rapportent, et cela sans interruption. Les professeurs ne devront admettre un élève à lire un ouvrage qu'après s'être assurés qu'il y est préparé ; d'ailleurs, les progrès de l'élève peuvent être constatés par le carnet dont il est pourvu aux termes de l'article 24. Les professeurs veilleront à la juste répartition et à la progression régulière des études, de manière à tenir constamment les élèves sur la bonne route.

Art. 24. — Le témoignage des professeurs étant un des aiguillons les plus efficaces pour stimuler les élèves, il sera établi pour chaque élève un carnet sur lequel les professeurs inscriront successivement la date de son admission à la lecture des différents ouvrages, leur opinion sur son assiduité et sur son intelligence, la date à laquelle il aura terminé les ouvrages à étudier par lui, et le nom de l'ouvrage qu'il est en état de commencer ensuite. Les certificats obtenus par l'élève aux examens seront inscrits dans ce même carnet.

Art. 25. — Tout élève pourvu du carnet mentionné à l'article 24 sera exempté de l'impôt personnel, du service militaire et de toutes autres charges dues par les personnes de sa condition, pendant toute la durée de ses études à la Grande Mosquée. La même exemption s'étend à titre permanent aux élèves qui auront terminé l'étude des ouvrages de la 3e catégorie et auront étudié un nombre suffisant de ceux de la 2e, constatée par certificat de leurs professeurs.

Art. 26. — L'exercice de la mémoire étant d'une grande importance, les professeurs devront encourager leurs élèves à apprendre des textes par cœur ; ils leur donneront un nombre de pages déterminé qu'ils devront apprendre dans la semaine et réciter au jour fixé. Si l'élève a déjà commencé à apprendre par cœur un livre sous un autre cheik, le professeur suivant lui fera continuer ce même livre jusqu'à ce qu'il soit terminé.

Art. 27. — Les textes qu'on doit apprendre par cœur sont la Djaouara, le poème du cheik Hassen Chérenbaly, Ibn Acher, la Djuzrïa, l'Adjroumia, l'Alfiya, la Dourra, le Tahdib. Ceux qui voudront se perfectionner dans la jurisprudence pourront aussi étudier le Kenz et le Moukhtassar.

Art. 28. — L'élève devra adresser ses questions au professeur avec la modestie et le respect qu'il doit à celui qui lui est supérieur en science et en dignité. Dans le cas où les questions de l'élève seraient déplacées, le professeur devra le lui faire observer sans brusquerie, avec douceur ; si l'élève adresse une

question au professeur au milieu d'une démonstration, dont la conclusion contient déjà la réponse à sa question, le professeur, en terminant, devra le lui faire observer.

Art. 29. — Les élèves devront observer la plus grande ponctualité à se rendre aux leçons, et s'y trouver dès le commencement. Ils ne pourront manquer sans raison sérieuse.

Art. 30. — Les élèves devront garder pendant la leçon un maintien tranquille, ne pas se laisser distraire par des conversations frivoles, et prêter la plus grande attention aux paroles du professeur. Si un élève adresse une question au professeur, aucun de ses condisciples ne pourra lui répondre s'il n'y est expressément autorisé par le professeur.

Art. 31. — Les élèves qui auront terminé une partie des cours et se seront voués à l'enseignement pour leur compte avec la permission préalable des inspecteurs, ne devront pas pour cela négliger de se perfectionner dans les branches où leur instruction est encore insuffisante. Ceux qui s'efforceront ainsi d'étendre et de perfectionner leurs connaissances seront préférés dans les nominations à faire.

Art. 32. — Comme le temps est un des biens les plus précieux de l'homme et qu'on ne doit pas le perdre sans fruit, il est défendu aux élèves de se réunir à la Mosquée pour y causer ou pour s'occuper d'autre chose que de l'étude. Les inspecteurs sont chargés de les en empêcher, et, s'il le faut, même de les punir.

CHAPITRE IV

Des inspecteurs des études

Art. 33. — Aux termes du décret constitutif de l'Université de la Grande Mosquée, l'inspection des études et l'application du règlement sont confiés aux deux cheiks ul-Islam, avec le concours des deux cadis.

Art. 34. — Tous les inspecteurs des études devront, s'il plaît à Dieu, concourir à l'application du règlement et à la surveillance de l'enseignement ; en cas d'empêchement de l'un d'eux il se fera remplacer par un membre du chara. Les deux cheiks ul-Islam seront remplacés par ceux qui exerceront leurs fonctions par intérim ; les deux cadis par les deux derniers muftis. Les remplaçants pourront aussi se faire représenter, en cas d'empêchement, en suivant le même ordre hiérarchique, et de telle manière que les inspecteurs soient toujours en nombre. Les délibérations sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du personnage le plus élevé en rang sera prépondérante.

Art. 35. — Les délibérations prises par les inspecteurs des études seront mises à exécution par le cheik ul-Islam.

Art. 36. — D'après les dispositions du décret constitutif, l'un des inspecteurs devra se rendre chaque jour à la Mosquée. Les inspecteurs se réuniront à la Mosquée le samedi de chaque semaine, à huit heures du matin, pour délibérer sur les mesures relatives à l'application du présent règlement. Nul ne peurra manquer de se rendre à ces réunions hebdomadaires, ni négliger l'inspection journalière ; en cas d'empêchement, il devra se faire remplacer de la manière prescrite à l'article 34. Dans le cas où il serait nécessaire de tenir une séance extraordinaire, le cheik ul-Islam convoquera les autres inspecteurs.

Art. 37. — L'un des buts les plus importants de l'inspection journalière étant le contrôle de l'enseignement, l'inspecteur se mettra près des professeurs, afin de suivre les différentes leçons et d'apprécier les aptitudes et l'intelligence de chacun d'eux.

Art. 38. — Les inspecteurs des études tiendront un registre où seront inscrits les noms des professeurs et la date de leur nomination dans l'ordre de prééminence des cours qui leur sont confiés, les noms des professeurs volontaires qui sont autorisés à enseigner et la date de l'ouverture de leurs cours, les noms des élèves et la date de leur admission, les noms des ouvrages qui font l'objet des cours, la date où ils ont été commencés et celle où ils sont terminés ; et ce, afin de pouvoir apprécier le temps employé à l'étude de chaque ouvrage. Dans ce registre seront inscrits également les ouvrages que chaque professeur aura lus pendant son année scolaire. Les résultats de chaque examen et les matières sur lesquelles il a portés, seront inscrites dans ce même registre.

Art. 39. — Conformément à ce qui a été dit dans le décret du premier redjeb 1287-27 septembre 1870, les inspecteurs des études assigneront à chaque catégorie de professeurs les matières dont ils devront s'occuper, en tenant compte de la juste répartition du temps des élèves et de l'importance relative des différentes branches d'enseignement. Lorsque le professeur sera sur le point de terminer un ouvrage, il consultera les inspecteurs des études sur celui qu'il devra commencer ensuite, et les inspecteurs devront tenir compte, dans le choix de cet ouvrage, des mêmes conditions d'opportunité et d'importance relative dont il est parlé ci-dessus. Aucun professeur ne pourra commencer un ouvrage sans y avoir été autorisé au préalable par les inspecteurs. L'autorisation étant une fois donnée, on n'est pas tenu

de l'obtenir une seconde fois pour les autres ouvrages qui se rapportent à la même catégorie d'études. Les inspecteurs pourront, pour la juste répartition des études, demander au professeur de changer l'ouvrage adopté par lui.

Art. 40. — Les ouvrages commencés avant la mise en vigueur du présent décret seront continués jusqu'à la fin.

Art. 41. — Le professeur pourra indiquer l'ouvrage sur lequel il croit utile de continuer ses leçons; il pourra même, si les inspecteurs sont d'un avis contraire au sien, exposer verbalement ou par écrit les raisons qui lui ont dicté son choix; si les inspecteurs persistent malgré cela dans leur opinion, le professeur devra s'y conformer sans observations ultérieures.

Art. 42. — Les inspecteurs des études devant assister aux leçons afin de se rendre compte des aptitudes et de l'intelligence de ceux qui se destinent à l'enseignement auxquels ils feront passer un examen annuel, toute vacance qui se produira dans le nombre des professeurs devra être comblée dans le mois même, par concours ou autrement.

Art. 43. — On n'aura recours à la discussion publique pour éprouver les candidats au professorat qu'en cas de doute sur leur mérite respectif et, lorsqu'après cette discussion il y aura partage entre les professeurs, il sera procédé de la manière prescrite à l'article 44.

Art. 44. — Si, d'après l'épreuve publique, le doute subsiste toujours, on aura recours au tirage au sort.

Art. 45. — Conformément au décret du 1er redjeb 1287-27 septembre 1870, les inspecteurs des études présenteront, à la fin de chaque mois, un rapport sur la marche générale des études, les noms des ouvrages commencés ou terminés pendant le mois; dans le cas où il y aurait eu discussion publique, les inspecteurs en rapporteront les résultats. Il sera rendu compte, dans ce rapport, des examens de fin d'année à leur époque respective.

Art. 46. — Les examens publics ayant pour effet d'éveiller l'émulation chez les étudiants, il y aura un examen annuel sur les ouvrages lus dans l'année, en présence des inspecteurs des études, des principaux professeurs et d'un fonctionnaire désigné spécialement par le gouvernement. Les inspecteurs des études choisiront les livres sur lesquels ils croiront utile de faire examiner les jeunes gens, sans distinction de catégorie, de manière qu'on puisse avoir une idée générale de l'état de l'enseignement et des progrès des élèves.

Art. 47. — Chacun des élèves devra expliquer un passage de moyenne difficulté qui lui sera désigné dans l'ouvrage qu'il étudie; un laps de temps suffisant lui sera assigné à cet effet. Dans le cas où il s'en acquitterait d'une manière satisfaisante, il lui en sera donné acte par les inspecteurs des études, et il aura un avancement dans la classe à laquelle il appartient.

Art. 48. — L'examen aura lieu une fois par an, au commencement du mois de mai. Il aura lieu à la Grande Mosquée; la désignation du jour ou des jours où il aura lieu appartient aux inspecteurs des études, qui en donneront avis public quinze jours avant (1).

Art. 49. — Conformément au décret du 1er redjeb 1287-27 septembre 1870, le gouvernement désignera l'un de ces fonctionnaires pour surveiller la marche des études et l'exécution des règlements, et en rendre compte au gouvernement.

Art. 50. — L'auteur d'un livre ou d'un essai sur un sujet scientifique ne pourra le livrer à la publicité avant de l'avoir soumis aux inspecteurs des études. Si le projet de l'ouvrage est tel que l'approbation des inspecteurs soit suffisante, et si deux des inspecteurs l'approuvent, la publicité est dès lors permise; toutefois, si le sujet est tel que l'approbation des inspecteurs n'est pas suffisante, l'ouvrage devra obtenir l'approbation du gouvernement.

Art. 51. — Dans le cas où il serait reconnu nécessaire de modifier une ou plusieurs des dispositions du présent règlement, ou d'introduire dans l'enseignement des cours et des ouvrages qui n'y seraient pas mentionnés, le gouvernement autorisera ces nouvelles mesures sur la proposition des inspecteurs des études, qui en feront l'objet d'un rapport spécial.

Art. 52. — Les modifications ci-dessus peuvent être proposées par toute personne compétente aux inspecteurs des études, et seront mises en vigueur de la manière ci-dessus prescrite si elles sont approuvées par ces derniers.

Art. 53. — Les inspecteurs des études se feront aider, dans l'exercice des attributions qui leur sont confiées, par les deux bibliothécaires qui devront leur prêter leur concours.

CHAPITRE V

De la bibliothèque

Art. 54. — Il sera créé des registres où seront portés tous les ouvrages sous des numéros d'ordre, et avec leur évaluation, de

(1) Voir ci-après le décret du 4 novembre 1884 (16 moharrem 1302).

manière à déterminer la somme qu'on doit réclamer dans le cas où un ouvrage serait égaré.

Art. 55. — Chacun des bibliothécaires tiendra un registre où il inscrira les titres de tous les livres prêtés, leurs numéros d'ordre, leur valeur, le nom de l'emprunteur, la date du prêt, la mention et la date de la restitution.

Art. 56. — Aucun livre ne sera prêté que sur autorisation écrite de l'un des cheiks ul-Islam ; l'emprunteur, en recevant le livre, en donnera reçu, avec mention du numéro et de la date, au bas de la permission du cheik ul-Islam, qu'il laissera entre les mains du bibliothécaire ; ces reçus seront restitués lorsque le livre sera rendu à la bibliothèque. On ne pourra pas donner de reçus collectifs pour plusieurs livres à la fois.

Art. 57. — Il ne sera pas donné aux étudiants plus de livres qu'il ne leur en faut. Si un étudiant se fait donner deux permissions différentes des deux cheiks ul-Islam à la fois, le bibliothécaire devra en donner avis à l'un des deux cheiks.

Art. 58. — Si le bibliothécaire voit que l'emprunteur du livre n'est pas en état de s'en servir, ou qu'il conçoit quelque défiance à son endroit, il en donnera avis au cheik ul-Islam qui lui a délivré l'autorisation pour qu'il s'assure, par l'inspection du carnet de l'élève, de l'état d'avancement de ses études.

Art. 59. — Le bibliothécaire devra remettre sans retard le livre qu'on lui demande ; dans le cas où il aurait des observations à communiquer à l'un des cheiks, il devra le faire dans la journée même.

Art. 60. — Le bibliothécaire devra mettre à la disposition de ceux qui le lui demanderont, les ouvrages qu'ils désirent consulter dans la bibliothèque même ; on pourra retenir le livre pour toute la journée, s'il le faut, pourvu qu'on ne sorte pas de la Mosquée.

Art. 61. — Les bibliothécaires réclameront les livres prêtés avant le mois de châban de chaque année ; quant aux ouvrages dont on peut avoir besoin pour les cours des professeurs, on s'occupera de les faire rentrer à la bibliothèque au commencement de châban ; les inspecteurs des études prêteront, à cet effet, le concours de leur autorité, s'il y a lieu, aux bibliothécaires.

Art. 62. — Les cheiks ul-Islam et les imams de la Mosquée demanderont compte aux bibliothécaires, à partir de la première quinzaine du mois de châban jusqu'au mois de ramadan, des livres confiés à leurs soins, en prenant pour base le catalogue officiel. Tous les inspecteurs des études devront être présents, et en cas d'empêchement, devront se faire remplacer, conformément à l'article 34. Dans le cas où les ouvrages portés au catalogue existeraient en entier dans la bibliothèque, les inspecteurs des études en donneront décharge par écrit à chacun des bibliothécaires. Cette décharge sera soumise à Son Altesse le Bey, pour être munie de son cachet. Dans le cas où quelques-uns des livres portés au catalogue ne se retrouveraient pas, et qu'ils aient été prêtés à des tiers sur l'ordre écrit de l'un des cheiks ul-Islam, l'emprunteur continuera à en être responsable ; mais si les ouvrages qui manquent ont été prêtés sans autorisation par le bibliothécaire, on l'en tiendra responsable envers la bibliothèque, à moins qu'on ne juge préférable de faire retomber cette responsabilité sur l'emprunteur.

Art. 63. — Ceux qui rendront un livre pour le récolement avant de l'avoir terminé, pourront en donner avis au bibliothécaire, qui en prendra acte et le leur rendra, s'ils le désirent, après le récolement.

Art. 64. — L'emprunteur d'un ouvrage devra faire connaître au cheik ul-Islam l'usage qu'il entend en faire, et le cheik lui assignera un terme qui ne pourra excéder une année, excepté dans le cas où l'emprunt serait fait pour copier l'ouvrage ou s'en servir dans l'enseignement.

Art. 65. — Les bibliothécaires devront de temps en temps, et au moins quatre fois par an, faire nettoyer les bibliothèques et épousseter les livres ; il devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation des livres, avec l'autorisation des inspecteurs des études.

Art. 66. — Un des bibliothécaires devra se trouver toute la journée à la Mosquée. Cependant, dans la saison des fortes chaleurs, soit de juin à la fin de septembre (v. s.), ils pourront s'absenter trois heures par jour, de onze heures du matin à deux heures de l'après-midi. Pendant le reste de l'année, ils pourront s'absenter de onze heures et demie à une heure de l'après-midi. Ils ne pourront s'absenter tous que les jours de vacance ; en cas d'empêchement de l'un d'eux, il pourra se faire remplacer dans son service.

Art. 67. — Les bibliothécaires devront surveiller le maintien des élèves et rapporter toutes les transgressions qu'ils commettraient aux inspecteurs des études.

22 janvier 1876 (25 hidjé 1292)

Décret créant un nouveau contrôle des services de la Grande Mosquée

. . . . . .

Notre décret du 28 kâda 1292-26 décembre

1875 impose aux inspecteurs des études de veiller à tour de rôle à la stricte exécution des règlements de la Grande Mosquée, mais ces personnes sont retenues par les soins de leurs fonctions judiciaires dont l'importance est infiniment grande et ne peuvent prêter une attention constante à la surveillance dont ils sont chargés.

Les études, l'enseignement et la direction des bibliothèques ne pouvant s'accommoder d'un contrôle insuffisant, il a fallu forcément désigner des fonctionnaires chargés de veiller à tout moment à la stricte observation des dispositions du décret du 28 kâda 1292-26 décembre 1875 et cela conformément aux clauses suivantes :

Article premier. — L'effort d'un seul individu n'étant pas suffisant pour assurer le contrôle effectif sur une administration de cette importance, nous avons confié ce soin au directeur de l'instruction à notre ministère d'Etat et avons désigné pour l'assister et, au besoin, le remplacer, deux cheiks professeurs.

Art. 2. — Il est chargé d'assurer l'exécution des règlements édictés depuis le 27 ramadan 1258-1er novembre 1842, date du décret organique, jusqu'à ce jour, et de rendre compte des infractions qui y porteraient atteinte.

Art. 3. — Les délégués du directeur ou l'un d'eux vérifieront chaque jour si les professeurs se présentent ou non, et veilleront à l'application du règlement du 28 kâda de cette année-26 décembre 1875, dans le sens indiqué par le directeur auquel ils feront leur rapport journalier.

Art. 4. — Les délégués devront venir chaque jour de bonne heure à la Mosquée et y rester durant le temps assigné par l'article 66 du décret du 28 kâda précité-26 décembre 1875, afin de voir quels sont les professeurs venus exactement ; s'enquérir du motif qui aurait empêché les autres de venir ; indiquer la leçon du jour ; veiller à l'application de l'article 23 du décret précité, relatif au cours que les étudiants sont autorisés à suivre ; surveiller le service des bibliothécaires ; savoir si les personnes qui demandent à consulter des livres sur place ou à les emporter chez elles, sont traitées par les bibliothécaires suivant les prescriptions du décret sus-mentionné. Ils noteront enfin quotidiennement les faits devant servir au directeur pour rédiger le rapport visé par l'article 7 ci-après.

Art. 5. — Les délégués se feront assister pour contrôler la présence ou l'absence des professeurs, et connaître l'état des étudiants, par les bibliothécaires, ainsi que cela est d'usage.

Art. 6. — Le directeur communiquera les renseignements qui lui seront fournis d'après l'article 3, aux inspecteurs des études, lors de leur réunion à la Mosquée visée par l'article 36 du décret du 28 kâda 1292-26 décembre 1875, afin que chacun d'eux sache ce que le règlement lui prescrit de savoir. Si le directeur est absent, le premier des délégués dont parle l'article 1er le remplacera en cela.

Le directeur devra veiller spécialement à la stricte application des règlements prescrits sur la matière jusqu'à ce jour, et si l'un des membres du personnel des professeurs, élèves ou agents chargés des livres venait à y manquer, le directeur et les inspecteurs des études en aviseraient, par écrit, le gouvernement.

Art. 7. — Le directeur fera tous les six mois un rapport général sur son service et sur les matières traitées dans les divers règlements y relatifs, spécialement le décret du 28 kâda 1292-26 décembre 1875 ; il le signera.

Art. 9. — A la fin de chaque mois, les inspecteurs des études établiront une liste portant les noms des professeurs des deux classes, avec indication de ceux qui se seront absentés en se faisant excuser, et de ceux qui n'auront donné aucun motif pour expliquer leur absence. Ils s'aideront pour ce travail de l'état de présence journalier que dresseront les deux délégués.

Art. 9. — Si l'un des professeurs se voit obligé de faire excuser son absence, il devra en faire avertir l'un des inspecteurs présents à la Mosquée, en l'avisant par une note concise.

Art. 10. — Abrogé par le décret du 24 août 1892 (2 sfar 1310).

Art. 11. — Les inspecteurs des études continueront comme par le passé à correspondre avec le gouvernement sur les matières ayant trait à leur contrôle.

Art. 12. — Si l'une des opérations prévues par le règlement n'est pas accomplie en son temps, le directeur en avisera le gouvernement.

12 juillet 1878 (12 redjeb 1295)

Décret relatif aux élèves de la Grande Mosquée

Article unique. — Quiconque, venu d'un point de l'intérieur pour étudier la science sacrée à la Grande Mosquée, y aura acquis l'instruction voulue et obtenu ses degrés avec le diplôme des inspecteurs des études, nous sera signalé avec indication des branches d'ins-

truction qu'il est capable d'enseigner dans sa localité d'origine pour que nous le fassions jouir du traitement de ses égaux.

13 février 1883 (5 rabia-ettani 1300)

Décret relatif aux retenues de traitement, pour absence, des professeurs de la Grande Mosquée

L'article additionnel suivant sera ajouté à notre décret du 28 kâda 1292-26 décembre 1875.

Article unique. — Les professeurs de la Grande Mosquée de Tunis, chargés de cours au collège Sadiki, ne supporteront point de retenues sur leurs traitements pour leurs absences de la Grande Mosquée motivées par les examens qu'ils font passer au collège Sadiki.

4 novembre 1884 (16 moharrem 1302)

Décret disposant que les examens des élèves de la Grande Mosquée seront passés au Dar-el-Bey de Tunis.

Vu les articles 46, 47 et 48 du décret du 28 kâda 1292-26 décembre 1875.

Article unique. — Les examens des élèves de la Grande Mosquée auront lieu désormais au Dar-el-Bey de Tunis.

Les dispositions contraires du décret précité sont et demeurent rapportées.

13 juin 1892 (18 kâda 1309)

Décret modifiant les lois et règlements de la Grande Mosquée

Article premier.— Lorsqu'une chaire de professeur de première classe deviendra vacante, il y sera pourvu à la suite d'un concours auquel les professeurs de deuxième classe pourront seuls prendre part.

Ce concours aura lieu à la Grande Mosquée devant les cheiks inspecteurs.

Le candidat déclaré admissible par le jury sera nommé à la chaire vacante.

Art. 2. — En cas de vacances, les chaires de professeur de deuxième classe ne seront données qu'après concours.

Pourront seuls prendre part à ce concours, ceux qui auront obtenu le grade de « mottaoua » à la Grande Mosquée et y auront fait des cours pendant deux années au moins.

Ces vacances seront annoncées par arrêté de notre premier ministre qui fixera la date et les conditions du concours ainsi que le local où il devra avoir lieu.

Cet arrêté devra être publié quinze jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture du concours.

Art. 3. — Le concours pour la chaire de professeur de deuxième classe aura lieu devant les inspecteurs des études de la Grande Mosquée, conformément aux dispositions de l'article 1er ci-dessus.

L'admission des « mottaoua », par voie de concours, aux chaires de professeur de deuxième classe, aura lieu seulement pendant cinq ans à partir de la promulgation du présent décret. Passé ce délai, les candidats ne seront admis qu'à la suite des examens dont il sera parlé à l'article suivant.

Art. 4. — Les examens que les candidats à la chaire de professeur de deuxième classe auront à subir après le délai fixé par l'article précédent, consisteront en épreuves orales et en épreuves écrites sur les matières enseignées à la Grande Mosquée. Les candidats feront en outre une leçon sur ces matières.

Ces examens seront annoncés par arrêté de notre premier ministre qui fixera leur date et déterminera les matières sur lesquelles ils devront porter. Ils auront lieu au palais du gouvernement à Tunis, et dureront trois jours.

Ne seront admis à ces examens que les « mottaoua » ayant au moins deux années d'enseignement à la Grande Mosquée.

Art. 5. — Dans aucun cas, on n'aura recours au tirage au sort entre les candidats à la chaire de professeur de première ou de deuxième classe.

Art. 6. — Le brevet de « tatouïa » à la Grande Mosquée ne sera donné aux étudiants de cette université qu'après un examen spécial consistant en épreuves écrites et orales et en un cours donné sur des matières à désigner.

Cet examen sera annoncé par arrêté de notre premier ministre qui déterminera sa date, ses conditions et les matières sur lesquelles il devra porter. Il aura lieu au palais du gouvernement, à Tunis.

Art. 7. — Le professorat, en dehors de la Grande Mosquée, sera réglementé par un décret spécial.

Art. 8. — Les lois et règlements contraires au présent décret sont et demeurent abrogés.

8 juillet 1894 (5 moharrem 1312)

Décret ordonnant l'adoption à la Grande Mosquée de Tunis du traité *El Moula Meskine*, sur la jurisprudence hanéfite.

(Texte conforme.)

Habous (1)

24 mai 1870 (22 sfar 1287)

Décret réglant la procédure à suivre pour les échanges de habous (2)

Nous avons appris que des échanges étaient consentis très souvent moyennant le paiement d'une somme en argent qui restait déposée entre les mains d'une personne sûre et qu'à la longue on finissait par perdre de vue le produit de ces échanges, ce qui pouvait amener, en dehors de la perte du revenu jusqu'au jour du rachat, celle même des droits des dévolutaires du habous.

Aussi nous avons décidé que dorénavant, lorsque la justice décidera qu'un échange de propriétés peut être consenti, cette opération n'aura lieu que si les intéressés fournissent, en échange, une propriété ayant exactement la même valeur que la propriété cédée et de même nature qu'elle ; et que les deux cadis malékite et hanéfite seront seuls autorisés à consentir des échanges dans ces conditions.

C'est ainsi qu'il devra être procédé à l'avenir pour ces sortes d'opérations.

19 mars 1874 (30 moharrem 1291)

Décret instituant la djemaïa des habous

Article premier. — Une commission (djemaïa) est instituée pour administrer les habous. Elle sera composée d'un président, de deux membres et de deux secrétaires-notaires, chargés d'enregistrer les actes de la commission et d'inscrire les affaires qu'elle expédiera ou qui lui seront expédiées.

Art. 2. — La djemaïa aura des agents (naïb) qui auront pour mission de la renseigner sur la situation des habous et sur les actes de leurs oukils respectifs. Ils correspondront seuls avec la djemaïa qui leur adressera également ses instructions. Un seul naïb pourra suffire pour plusieurs circonscriptions.

Art. 3. — La djemaïa a pour mission d'exercer la surveillance la plus complète sur la gestion de tous les oukils des habous en tant qu'elle se rapporte à ces biens et cela conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 4. — La djemaïa ouvrira autant de registres que l'exigeront les besoins du service. Ceux qui suivent sont obligatoires.

1° Un registre pour l'inscription de toutes les propriétés habous avec l'indication de leur affection spéciale. (A la suite de chaque énumération on laissera un blanc afin de pouvoir inscrire les habous dont l'omission sera constatée dans la suite ou qui pourraient revenir à l'administration, après l'extinction de toute descendance usufruitière.)

2° Un registre pour consigner les actes de la djemaïa et les avis émis par ses membres. Sur la feuille droite, on inscrira l'exposé de l'affaire et les avis de la djemaïa; sur la feuille gauche, on mentionnera le résultat de l'affaire et les suites qu'elle aura pu recevoir.

3° Un registre pour inscrire annuellement les règlements de compte des oukils. Ceux-ci seront tenus de présenter dans le plus bref delai tous les registres et toutes les pièces que pourrait réclamer la djemaïa.

Art. 5. — La djemaïa exercera un contrôle absolu sur tous les habous de la Régence, à l'exception de ceux de la Grande Mosquée, dont l'imam continuera à être chargé ; toutefois, la djemaïa pourra demander à examiner les comptes de la Grande Mosquée pour donner quelques conseils dans le cas où elle les croirait nécessaires ; lorsqu'il s'agira, par exemple, d'augmenter les revenus des habous. Le résultat de l'inspection des registres sera consigné sur les livres de la djemaïa.

Art. 6. — Les zaouïas qui auront des descendants avérés continueront à être administrées comme par le passé. Cependant la djemaïa aura le droit de s'assurer si les immeubles sont en bon état de conservation, si les volontés des fondateurs sont observées; elle pourra encore examiner les comptes des oukils de ces zaouïas, si elle le juge nécessaire.

Quant aux habous particuliers, c'est-à-dire personnels à telle ou telle famille, la djemaïa n'aura pas à s'en occuper avant qu'ils aient fait retour à l'œuvre dévolutaire, si ce n'est pour faire cesser des causes menaçant l'existence même des habous, par exemple un défaut d'entretien des immeubles.

(1) Un bien habous ne peut être loué pour plus de trois ans. — Art. 564. *Droit civil et pénal tunisien.*

(2) Voir aussi décrets du 16 novembre 1879 (1er hidjé 1296) et du 19 mars 1883 (10 djoumadi-el-aoual 1300).

Art. 7. — La djemaïa pourra conserver ceux des oukils actuellement en fonctions qu'elle jugera convenable, demander le changement de ceux qu'elle voudra changer et les remplacer par d'autres administrateurs.

En dehors de Tunis, les oukils seront, conformément à l'usage établi, élus dans chaque localité, en présence du magistrat et avec l'assentiment du gouverneur, par les différents notables qui devront s'entendre sur les aptitudes du candidat de leur choix.

Le procès-verbal de l'élection sera adressé au ministère. Si les titres du candidat semblent suffisants, sa nomination sera signée; s'ils sont reconnus insuffisants pour une raison quelconque, la djemaïa sera autorisée à choisir un oukil, car toute la responsabilité lui incombe.

Art. 8. — La djemaïa est chargée d'examiner les comptes de tous les habous ; les membres devront donc apporter le plus grand soin à ce travail. Dans certains cas, il pourra être convenable que la djemaïa confie le soin d'examiner les comptes aux membres du chara ou au cadi, dans les localités où se trouvent ces magistrats. Les comptes devront être soumis à notre approbation par l'entremise de notre ministère.

Art. 9. — Quelque temps avant l'époque de la location des terrains et des immeubles et avant la vente des produits de la terre, de la récolte des olives, les oukils des habous seront tenus de faire connaître à la djemaïa les propriétés qui peuvent être louées ou dont les produits doivent être vendus, pour que la djemaïa puisse informer le public de la nature de la propriété à louer et de l'endroit où les enchères auront lieu. Pour la vente des fruits, il pourra suffire de faire publier dans la ville par des crieurs publics, que, le matin de tel jour, on procédera à la vente des fruits de tel habous.

Art. 10. — Aucun fonctionnaire, soit de l'ordre religieux, cadis ou muftis, ou de l'ordre civil, gouverneurs, khalifas, cheiks de localités, officiers de l'armée, mokhaznis, oukils ou notaires des habous, ne pourra acheter des fruits des habous ou louer des maisons ou des terrains que le jour de l'adjudication définitive. Il n'est pas permis à ces différents fonctionnaires d'enchérir avant ce moment.

Art. 11. — Les oukils ne pourront consentir à aucune location de bien habous en dehors du prétoire judiciaire. Les enchères devront avoir lieu en présence du cadi ou de son substitut, dans les localités de son ressort, et en présence du gouverneur ou de son remplaçant, du président de la djemaïa ou de son naïb. Cet état devra rester entre les mains de l'oukil pour lui servir de pièce de comptabilité dans le règlement de ses comptes.

Art. 12. — La vente des fruits sera faite chaque semaine sous le contrôle du naïb de la djemaïa, par des notaires désignés par le cadi de la localité.

Art. 13. — Après l'accomplissement des formalités locales, relatives aux échanges et aux enzels des habous, il en sera délivré un certificat au cadi du territoire ou à son substitut pour mettre aux enchères publiques l'immeuble habous qui en fait l'objet et donner ainsi plus de force et d'autorité aux enchères faites par les soins de ce magistrat. A l'expiration du délai de ces nouvelles enchères, le certificat constatant l'accomplissement des formalités précitées, l'acte constatant le prix fixé par les experts et l'acte constatant l'offre faite par le dernier enchérisseur, seront adressés à la djemaïa qui, selon l'usage, autorisera l'enzel ou l'échange par devant le cadi, conformément aux prescriptions de notre décret du 22 sfar 1287-24 mai 1870.

Art. 14. — La djemaïa devra rechercher les sommes provenant d'anciens échanges demeurées entre les mains des oukils ou d'autres personnes. Elle les fera restituer et achètera avec ces sommes des immeubles pouvant assurer des revenus en remplacement des propriétés échangées. L'achat ne sera définitif qu'après l'accomplissement des formalités légales et lorsque la djemaïa aura déclaré que le nouvel immeuble est plus avantageux pour les habous parce qu'il donnera, par exemple, plus de revenus ou occasionnera moins de dépenses. La djemaïa devra accomplir ces formalités dans le plus bref délai possible.

Art. 15. — Les oukils devront faire procéder rapidement aux réparations des immeubles habous, ainsi qu'aux travaux des champs aux époques voulues. Lorsque le gouverneur constatera quelque négligence sous ce rapport de la part des oukils, il devra en aviser le ministère. De son côté, le naïb de la djemaïa devra la prévenir de ce qu'il pourrait constater à cet égard.

Art. 16. — Pour les habous importants, les notaires sont restreints au nombre de deux, choisis parmi ceux qui en sont chargés actuellement. Si, dans certains cas, ces notaires sont insuffisants, l'oukil préviendra le cadi qui désignera un des notaires de la localité pour aider momentanément ceux des habous. On procédera de même pour les habous de peu d'importance lorsqu'on aura besoin d'un notaire pour constater les recettes ou les dépenses et il ne sera pas nécessaire, pour ces

derniers habous, de donner des appointements fixes.

Art. 17. — Chacun des membres et des secrétaires de la djemaïa recevra des appointements fixes déterminés par l'Etat ; quant aux naïbs, aux oukils et aux notaires de la Régence attachés à l'administration des habous, ils recevront soit des appointements fixes, soit un tant pour cent sur les revenus, suivant qne le comportera la situation des habous, mais en se tenant toujours dans les limites d'une sage économie. La djemaïa est chargée de régler cette question et de nous soumettre ses projets par l'entremise du ministère.

Art. 18. — Tout fonctionnaire des habous recevant des appointements fixes, verra ses appointements suspendus s'il ne fait pas son service, à moins qu'il ne présente une excuse valable.

Art. 19. — Lorsqu'il sera nécessaire de procéder à des réparations dans un immeuble appartenant aux habous, l'oukil ou le naïb de la djemaïa demandera au cadi de faire procéder à une expertise pour faire constater l'état des lieux et faire un devis des dépenses. Le procès-verbal de l'expertise sera envoyé à la djemaïa qui autorisera les travaux de réparation d'après le mode qui lui paraîtra le plus convenable. Elle pourra même, si elle le juge plus avantageux, confier le soin de ces réparations à tout autre individu que l'oukil.

Art. 20. — Les revenus des zaouïas et des mosquées qui, par suite de leur emplacement, ont été délaissées, seront employés à l'entretien d'autres édifices religieux, mais ce qui reste de leurs constructions devra continuer à être respecté.

Art. 21. — La djemaïa devra faire tous ses efforts pour améliorer la situation des habous et en augmenter les revenus, sans se laisser arrêter par les critiques lorsqu'elle agira dans l'intérêt public.

Art. 22. — Si, dans la pratique, la djemaïa reconnaît nécessaire d'ajouter certains articles au présent règlement, elle nous soumettra ses propositions.

Art. 23. — Les excédents des revenus des habous publics qui pourraient exister, après avoir pourvu, conformément à la volonté du fondateur, à l'entretien des établissements bénéficiaires ainsi qu'aux dépenses nécessaires pour les réparations de leurs habous respectifs et pour le paiement des fonctionnaires et des employés chargés de les administrer serviront à payer le traitement des magistrats du chara, conformément à notre décret en date du mois de châban 1281-janvier 1865, en remplacement des revenus de certains habous qui étaient autrefois entre les mains de ces fonctionnaires. Le surplus servira à parfaire les appointements des professeurs de première classe, de l'imam de la Grande Mosquée et des employés des deux bibliothèques, conformément à notre décret du 1er redjeb 1287-27 septembre 1870, de façon à ce que leurs appointements atteignent le chiffre indiqué dans ce décret, en remplacement des sommes qui leur étaient attribuées sur le budget de l'Etat (1).

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables aux habous des deux villes saintes (La Mecque et Médine), de la Grande Mosquée et des Djama-Khrotba.

Art. 24. — La djemaïa est chargée de payer les appointements des fonctionnaires mentionnés dans l'article précédent.

A la fin de chaque année, elle devra nous adresser un compte détaillé de ses recettes et de ces dépenses.

22 mai 1874 (5 rabia-ettani 1291)

Décret interdisant l'échange ou la constitution en enzel d'un bien habous sans un certificat de la djemaïa constatant l'accomplissement de toutes les formalités requises.

La djemaïa a l'administration souveraine des biens habous ; elle est, mieux que personne, au courant de tout ce qui les concerne, parce qu'elle les gère, soit directement, soit indirectement, soit par l'entremise de ses représentants. Il est donc de tout intérêt que les échanges et les enzels ne soient reconnus définitifs que lorsque la djemaïa aura elle-même avisé le cadi de l'accomplissement de toutes les formalités voulues et des formes mêmes dans lesquelles elles l'ont été ; tout cela, afin que les personnes chargées de remplir ces formalités ne s'exemptent de quelques-unes d'elles. La djemaïa des habous devra donner cet avis par écrit et mention en sera faite sur l'acte d'échange ou d'enzel. Ce qui précède n'est, du reste, que l'explication détaillée de l'art. 13 de notre décret en date du 30 moharrem 1291-19 mars 1874.

2 juin 1874 (16 rabia-ettani 1291)

Décret portant règlement de la djemaïa des habous

CHAPITRE PREMIER

Des actes de la djemaïa

Article premier. — Le siège officiel des tra-

(1) Une décision ministérielle du 6 redjeb 1295-6 juillet 1878 dispose que la djemaïa doit restaurer à ses frais tous les établissements religieux, même ceux auxquels n'est affecté aucun habous spécial.

vaux de la djemaïa sera le local qui lui a été désigné à Dar-el-Bey (Seraïet-el-Memleka).

Art. 2. — Elle se réunira à huit heures du matin, du samedi au mercredi, et, s'il est nécessaire de la réunir en dehors de ces jours, le président en informera les membres, en leur fixant l'heure de la réunion à laquelle ils devront assister.

Art. 3. — Pour le travail quotidien, il suffit de deux membres pour que la djemaïa soit constituée, et pour les cas dans lesquels il s'agit d'exprimer une opinion, il suffit qu'elle le soit par trois membres. En cas de désacord entre les membres sur une question, l'avis de la majorité prévaudra et, s'il y a partage, la voix du président sera prépondérante.

Art. 4. — Le but que nous avons eu en vue en instituant la djemaïa étant d'aider à ce qui peut procurer des avantages aux habous publics et particuliers, conformément au décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, tant en ce qui concerne l'immeuble constitué habous qu'en ce qui concerne l'œuvre dévolutaire, il est obligatoire à la djemaïa de déployer son zèle dans le mandat qui lui a été confié ; de bien étudier ce qui pourra l'amener au résultat demandé ; de choisir avec soin ses agents, conformément à l'article 7 dudit décret ; de surveiller leurs actes ; de connaître l'état des habous ; de parer aux erreurs qui leur seraient préjudiciables ; de conserver leur fortune ; de tâcher d'en accroître les revenus et d'en diminuer les frais, si les circonstances l'exigent ; d'envoyer un de ses membres se rendre compte de la situation des habous, soit qu'il s'agisse de travaux de labour, de réparations ou de location, etc. La djemaïa s'entendra au sujet de la personne à envoyer, que ce soit un de ses membres ou tout autre jouissant de sa confiance.

Art. 5. — La conservation des sommes provenant des habous incombant à la djemaïa, celle-ci devra désigner une personne de confiance à laquelle ces sommes seront remises. Le nom de cet employé sera envoyé au ministère pour qu'on prenne un arrêté le nommant. Il sera toujours sous le contrôle de la djemaïa et recevra des appointements prélevés sur les excédents de revenus des habous.

Art. 6. — Le président et les membres de la djamaïa s'appliqueront à observer dans leurs actes la teneur du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874. S'ils rencontrent un cas non prévu par ce décret, le président le soumettra au ministère.

Art. 7. — A l'expiration de l'année, la djemaïa présentera au ministère un résumé de la situation des habous au commencement de l'exercice, de même qu'à sa fin, avec un résumé des recettes et des dépenses, pour que le ministère puisse s'en rendre un compte exact.

Art. 8. — A l'expiration de l'année, la djemaïa enverra au ministère un compte détaillé des recettes et des dépenses accompagné de ses pièces pour être approuvé conformément à l'article 24 du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874.

Art. 9. — Lorsque la djemaïa aura besoin d'assistance dans sa mission, elle la demandera au chef de la police pour les affaires de peu d'importance et au ministère pour les autres, en ce qui concerne Tunis. Quant à ce qui se présentera dans l'intérieur, les agents de la djemaïa demanderont assistance aux gouverneurs en leur montrant les pouvoirs qu'ils détiennent de la djemaïa.

CHAPITRE II

Du président

Art. 10. — La signature des lettres adressées au ministère ou aux agents sur des sujets approuvés par la djemaïa, appartient à son président et c'est à lui que ces autorités s'adresseront. C'est aussi lui qui correspondra avec le ministère ou le chef de la police dans les affaires qui, comme le dit l'article précédent, sont du ressort de cette autorité.

Art. 11. — Toutes les affaires seront exposées dans un résumé très clair. Les importantes seront présentées les premières à la djemaïa et l'opinion émise sera inscrite et signée. Les lettres écrites seront conformes à l'opinion ainsi émise. Quant aux affaires peu importantes, le président préparera la lettre et la soumettra à la djemaïa avant de l'envoyer. S'il reçoit quelque communication n'intéressant nullement la djemaïa, il ne sera pas nécessaire d'en garder note. Le président se contentera d'informer l'intéressé que cette affaire n'est pas du ressort de la djemaïa.

Art. 12. — Le président recevra lui-même les agents de la djemaïa ou les personnes qui viendront en leur nom, par rang d'inscription, dès qu'ils demandent à le voir, à moins toutefois que la qualité de la personne n'autorise un privilège en sa faveur.

Le président procédera, pour le règlement des affaires qui lui seront ainsi soumises, comme il est dit dans l'article précédent.

Art. 13. — Tous les actes journaliers de la djemaïa seront constatés par écrit et signés par les membres, puis par le président. Les lettres à envoyer seront numérotées et catalogguées sur un bordereau reproduisant leurs numéros. Ce bordereau sera signé du premier

secrétaire et du président. Ces deux membres signeront également la feuille journalière des recettes et des dépenses.

Art. 14. — Le président donnera ses ordres aux secrétaires, soit directement, soit par l'organe du premier secrétaire. C'est lui aussi qui répartira le travail entre les secrétaires, qui tiendra la main à ce qu'ils s'acquittent consciencieusement de leurs obligations d'employés en ne perdant pas de temps, et maintiendra le bon ordre dans les bureaux, l'urbanité dans la discussion et veillera à ce que tous les actes de la djemaïa se fassent dans le siège de l'administration. Les membres et les secrétaires devront respecter ce règlement et se renfermer strictement dans ses termes.

Art. 15. — Afin de faciliter le travail, le président pourra désigner deux membres ou un membre et le premier secrétaire pour étudier une affaire et la soumettra à la djemaïa toute préparée.

Art. 16. — Le président fixera une heure pour recevoir au siège de l'administration les personnes qui désireront le voir. Il déterminera également une heure pour prendre connaissance des registres et des affaires du service et une heure pour la signature. Si le temps fixé par l'article 2 ne lui suffit pas, il pourra revenir au siège de la djamaïa à un autre moment et les employés seront obligés de s'y trouver pour achever les travaux qui ne peuvent être différés sans inconvénient.

CHAPITRE III

Des membres

Art. 17. — En cas d'absence du président, le vice-président le remplace dans les soins relatés au précédent article et lui rend compte à son retour de ce qui s'est passé durant son absence. Si le vice-président est empêché, ces fonctions reviennent de droit au premier membre.

Art. 18. — Le membre qui aurait à exprimer un avis utile pour les habous, le fera devant la djemaïa réunie et, si elle l'adopte, le président en référera au ministère suivant l'art. 22 du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874.

Art. 19. — Les membres devront signer l'entête des registres, le compte rendu de leurs avis, les comptes présentés à leur signature, après les avoir soumis à un examen minutieux suivant l'article 8 du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874. Ils devront également signer les pièces de comptabilité constatant journellement les recettes et les dépenses.

CHAPITRE IV

Du trésorier

Art. 20. — Le trésorier ouvrira un registre coté. Il en signera la première feuille; signeront aussi le premier secrétaire et la djemaïa. Le premier secrétaire inscrira sur ce registre ce que le trésorier encaissera journellement et ce, sur la page de droite. Il inscrira sur celle de gauche les paiements faits dans la même journée.

Art. 21. — Il sera mis à sa disposition un coffre-fort dans le siège officiel de l'administration pour le dépôt de ces fonds. S'ils viennent à dépasser la somme de cinq mille piastres, cinq mille piastres seront versées dans un autre coffre-fort à trois clefs. Deux de ces clefs resteront aux mains du trésorier et l'autre aux mains du président.

Art. 22. — Tout employé qui versera dans la caisse une somme provenant des habous, recevra un récépissé de son versement, sur lequel seront indiqués la provenance du paiement, le nom de celui qui l'a touché et un numéro d'ordre. L'encaisseur devra signer ce récépissé pour ordre; la djemaïa le signera également, pour lui donner une valeur définitive. Tous ces récépissés seront portés sur un bordereau reproduisant leur somme, leur numéro d'ordre et leur date. Ce bordereau sera signé de l'encaisseur, du premier secrétaire et du président, et il sera présenté avec les récépissés eux-mêmes à la djemaïa, au moment de la signature. L'employé qui a fait le versement gardera son récépissé comme preuve de paiement à produire au moment du règlement des comptes. Le bordereau sera conservé par la djemaïa conformément à l'article 24.

L'encaisseur ne devra pas remettre de récépissé provisoire signé de lui ou d'un autre. Cela serait considéré comme une malversation. Il s'agit ici des sommes autres que celles provenant des échanges, car, en ce qui concerne ces dernières, elles seront inscrites, d'après le mode précité, sur l'acte même de la personne qui a fait le versement, suivant l'usage en vigueur à ce jour.

Art. 23. — Les formalités prescrites pour les récépissés d'encaissement sont également prescrites pour les pièces de dépenses sauf la signature sur le bordereau quotidien de celui qui est le dépositaire des fonds; cette signature n'est pas nécessaire. Il sera inscrit sur les pièces de dépenses que la somme y portée ne vaudra en compte pour celui qui la paiera que s'il y est joint la quittance de celui qui l'a reçue. C'est au dépositaire à ne payer que sur remise de pièces conformes à ce qui précède.

CHAPITRE V

Des secrétaires

Art. 24. — Le premier secrétaire de la djemaïa devra consacrer surtout son attention aux résumés à faire, aux lettres qu'il écrira, de façon que ces résumés représentent fidèlement le sens de la lettre ou de l'affaire dont il s'agira et qu'ils soient assez lucides pour que la djemaïa puisse donner son avis en pleine connaissance de cause. Il remplira ce soin lui-même ou le déléguera à un secrétaire jouissant de sa confiance. C'est à lui à présenter les pièces importantes, à préparer ce qu'on lui demandera dans le plus délai, à faire prendre copie des lettres envoyées, des comptes, à tenir à jour le bordereau journalier des lettres, celui des rentrées, des dépenses et le registre journalier conformément aux prescriptions que porte à cet égard le présent règlement. Les comptes présentés à l'examen de la djemaïa devront être parfaitement en règle, c'est-à-dire accompagnés des pièces de comptabilité des dépenses et des recettes parfaitement établies. Les récépissés des paiements faits à la djemaïa seront conformes aux prescriptions des articles 22 et 23 susrelatés et des articles 35, 36 et 37. Il aura soin de noter sur le bordereau le jour où ces pièces auront été portées en compte et d'oblitérer, sur les pièces, les rentrées, les dépenses et les paiements quand il se sera convaincu qu'elles ont été portées en compte. Il devra conserver ces pièces dans une enveloppe sur laquelle il apposera un signe distinctif reproduit sur le bordereau du jour, en se gardant bien d'en déchirer aucune. S'il trouve une irrégularité ou lacune dans les titres ou les actes, il devra en informer le président de la djemaïa, sans s'adresser à celui qui a établi le compte. Il devra conserver avec soin les lettres, les pièces à l'appui des comptes, les bordereaux journaliers des encaissements, des paiements, le registre d'encaissement et de dépenses visé par l'article 20, tous les registres énumérés dans l'article 31, répartir le travail entre les secrétaires placés sous ses ordres, leur faire préparer les lettres et les écrits et n'en délivrer aucun aux destinataires qu'après les avoir soumis à toutes les formalités, c'est-à-dire les avoir fait copier, y avoir ajouté les pièces qui s'y rattachent, etc... Il consacrera une heure fixée à l'examen du travail des secrétaires. C'est lui qui présentera les pièces à la signature, conformément à ces articles, au moment où la djemaïa sera en séance, et dans son local officiel. Il devra signaler au président ce qu'il croira utile au bien du service.

Art. 25. — Le nombre des secrétaires est fixé à deux, conformément au décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874. Si, cependant, les circonstances exigent qu'on l'augmente, le président choisira celui qui conviendra et il en informera le ministère, pour qu'il lui délivre le décret l'installant en fonctions. Si à certains moments il devient nécessaire d'employer un plus grand nombre de secrétaires, ils ne seront pris que provisoirement et rétribués journellement suivant l'importance de leur travail.

Art. 26. — Les secrétaires devront s'acquitter avec conscience de leurs devoirs et ils n'auront de relations de service qu'avec le premier secrétaire. S'ils reçoivent un ordre du président, ils l'exécuteront en en prévenant le premier secrétaire. Les secrétaires suivront la règle que leur tracera leur chef direct. Ils emploieront avec diligence les heures de travail et ne devront pas s'entretenir, pour quelque raison que ce soit, avec les personnes venant à la djemaïa, et ils ne s'absenteront que pour un motif excusable, avec l'autorisation du premier secrétaire quand leur absence se bornera à un seul jour, et avec celle du président si elle doit excéder ce temps.

Art. 27. — Le premier secrétaire ou tout autre ne recevront d'ordre que du président ou, en cas d'absence de ce dernier, de celui qui le remplacera (le vice-président ou le premier membre), conformément à l'article 17.

Art. 28. — Ils devront terminer le jour même les écritures qu'ils auront à faire et, si les heures réglementaires de travail ne leur suffisent pas pour cela, ce qui leur resterait à faire devra être achevé le lendemain avant tout autre travail, à moins que celui-ci ne soit plus pressé.

Art. 29. — Les bordereaux quotidiens porteront un numéro d'ordre se suivant. Ils demeureront entre les mains du premier secrétaire et ils seront à la fin de l'année reliés en un registre qui dispensera de les copier sur le registre-journal.

Art. 30. — Si quelqu'un perd le reçu d'une somme d'argent dont le paiement pourra être établi par les feuilles journalières, on pourra délivrer un duplicata de ce reçu, avec la mention que, si le premier est retrouvé, on n'en tiendra nul compte, et on consignera sur le journal que l'on en a délivré un duplicata portant la même date et la même somme.

CHAPITRE VI

Des registres obligatoires

Art. 31. — Il faut tout d'abord ouvrir un

registre pour l'inscription des habous, suivant l'art. 4 du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874; un registre de comptes, toujours suivant le même déeret; un registre destiné à conserver trace des actes de la djemaïa et de ses délibérations, toujours d'après le même décret; un registre résumant sommairement les actes de gestion de chaque jour, le premier secrétaire devant signer ce registre, ainsi que la djemaïa; un registre de copie des lettres du gouvernement sur lesquelles la djemaïa s'appuie dans sa gestion, registre sur lequel on inscrira les numéros des lettres, et sur chaque lettre on mettra en tête une note indiquant son objet; des registres suivant le nombre des circonscriptions dans lesquelles le président a à adresser des instructions, on inscrira sur la feuille de droite la copie des lettres envoyées, sur celle de gauche la réponse à ces lettres; un registre visé par l'article 20 du présent règlement; un registre indiquant les dépenses occasionnées par le paiement des employés de l'administration; un registre de recettes divisé par sections, chaque section indiquant chaque spécialité de recettes; un registre pour les dépenses imprévues; un registre pour les recettes provenant des échanges et les sommes reversées à leurs propriétaires, à la page de droite s'inscriront les recettes, à celle de gauche les dépenses; un registre destiné à l'inscription des échanges et des enzels que la djemaïa a consentis avec indication de l'immeuble aliéné par échange, de celui acquis en échange, et du montant de l'enzel.

Art. 32. — Tous les registres désignés en l'article précédent porteront un titre des numéros d'ordre; on comptera ensuite le nombre des pages et on les cotera de la première à la dernière feuille; on mentionnera également en tête du registre un titre indiquant qu'il fait partie des registres de la djemaïa, désignant son nom, son numéro, le nombre de ses feuilles et son objet, après quoi, le premier secrétaire signera et après lui la djemaïa on mentionnera les titres de ses registres, leur nombre et le nombre de leurs feuilles sur le registre-journal, le jour où on les ouvrira. On procédera de même pour le livre-journal. S'il est nécessaire d'ouvrir d'autres registres, l'on procédera comme il vient d'être expliqué. Si l'un des registres est rempli, on notera à la fin le nombre des pages écrites et celles qui pourraient rester en blanc; on ajoutera qu'on a ouvert un autre registre faisant suite à celui-ci, après quoi l'on datera et le premier secrétaire et la djemaïa le signeront pour clôture; on prendra un autre registre en tête duquel on inscrira la mention qu'il fait suite à celui commençant par... et finissant par... et on le notera sur le livre-journal; et ainsi de suite.

CHAPITRE VII

Des naïbs, des oukils et de leurs notaires

Décret du 1er décembre 1874 (12 chaoual 1291)

Art. 33. — Le naïb devra avoir des registres portant en tête son nom, le lieu où il exerce, le nombre des pages qu'ils contiennent, leur destination, tout cela constaté par le notaire du habous; et le naïb signera sur l'entête de chaque registre. Sur un de ces registres on écrira tout d'abord la copie du décret du Bey indiquant les pouvoirs confiés au naïb et énumérant la liste des biens habous soumis à son contrôle. S'il y a lieu d'ajouter à cette liste quelque bien habous découvert dans la suite ou rentrant dans son contrôle, il sera inscrit à la suite de cette nomenclature.

Un autre registre sera affecté à l'enregistrement des sommes touchées provenant des habous, avec renvoi à la pièce justifiant l'encaissement; des sommes dépensées par le habous, avec spécification du motif autorisant la dépense. Ces deux registres porteront l'attestation du notaire du habous. Un autre registre devra renfermer les instructions émanant de la djemaïa, copiées sur la page de droite; celle de gauche contiendra la teneur de ses communications à la djemaïa. Le naïb devra signer tous ces registres. Si l'un d'eux se trouve rempli, le notaire certifiera à la fin le nombre des pages écrites, disant qu'il a été nécessaire de le faire suivre d'un autre. Il inscrira en tête du second registre une mention indiquant qu'il fait suite au premier commençant par.... et finissant par....

Art. 34. — Le registre désigné en l'article précédent, faisant partie des archives de l'emploi, le titulaire sortant devra le remettre au naïb entrant, ainsi que toutes les pièces notariées considérées comme archives.

Art. 35. — Il est obligatoire aux oukils de ne faire aucune dépense sans l'autorisation de la djemaïa, à moins qu'il ne s'agisse de choses réglées d'avance, auxquelles un retard pourrait être nuisible; et, en ce cas, l'oukil devra faire constater l'urgence par un acte notarié, mentionnant le devis des dépenses, et il avisera la djemaïa, en même temps qu'il procédera aux travaux. Quant à ce qui n'aurait pas à souffrir d'un retard, il agira conformément à l'article 19 du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874; il résumera ses comptes en les présentant à la djemaïa. Il choisira avec soin ses garçons de recette et la

pièce qui constatera qu'ils ont payé sera le récépissé du versement.

Art. 36. — Chaque oukil devra avoir deux registres : l'un contenant copie de son décret d'investiture et les noms des habous auxquels il a été préposé, et à la suite de chaque habous, la désignation des biens dont les revenus sont attachés au habous ; et un autre registre destiné à noter les dépenses et les rentrées, jour par jour et mois par mois.

Art. 37. — La pièce dont il est parlé à l'article 35 ci-dessus ne suffira pas au moment de l'apurement des comptes, et, si elle est seule, elle n'aura aucune valeur ; il en est de même pour les dépenses réglées à l'avance. Il sera nécessaire d'y joindre une pièce notariée indiquant le détail des dépenses constatées de visu et une pièce émanant de la personne autorisée à toucher, certifiant qu'elle a touché la somme mandatée.

La gestion des oukils sera conforme à la teneur des articles 2, 9, 10, 11, 12, 15 et 19 du présent décret.

Art. 39. — Le notaire du habous devra prêter une attention continue à la déclaration qu'il fera au sujet tant des encaissements que des dépenses, comme l'exige toute déclaration de faits constatés de visu, s'abstenant de parler par généralité et vérifiant avec soin la pièce autorisant la dépense, conformément à l'article 35 ou à la lettre du président contenant l'autorisation de faire la dépense ; en constater de visu le détail ; inscrire sur le registre des dépenses ce que le naïb dépensera journellement à sa connaissance, sans quoi la pièce présentée par le naïb se sera pas reçue comme valable.

Art. 40. — Tout ce que l'oukil encaissera ou ce qu'encaissera le naïb, sera constaté par un reçu de l'écriture du notaire et signé du recevant ; cette pièce suffira à libérer le payant. Le notaire en inscrira le contenu dans le registre visé par l'article 33.

CHAPITRE VIII

Art. 41. — Aucun individu ne sera admis dans le local officiel de la djemaïa et ses dépendances, que pour affaire l'y appelant. Celle-ci terminée, il ne devra pas y séjourner.

Art. 42. — Une fois que les employés auront terminé leur travail de la journée, le local sera fermé.

Art. 43. — On assignera à ce local un nombre suffisant de domestiques pour veiller à sa propreté, porter les plis. Ils seront sous les ordres du président.

28 novembre 1874 (15 chaoual 1291)

Décret étendant aux habous particuliers les dispositions prises pour réglementer les échanges et les constitutions en enzel des habous.

Nous avons signé, à la date du 5 rabia-ettani de l'année courante-22 mai 1874, un décret ordonnant que les échanges ou les enzels de habous ne pouvaient être définitifs que lorsque la djemaïa chargée de leur administration aurait informé le cadi par écrit que toutes les formalités voulues avaient été réellement observées conformément aux instructions contenues dans ledit décret.

Ce droit de se prononcer en dernier ressort mentionné dans notre décret ne concerne pas seulement les échanges et les enzels des habous constitués dans un but d'utilité publique, mais aussi ceux qui sont constitués en faveur des descendants de leurs fondateurs, de telle sorte que les droits des dévolutaires puissent être sauvegardés et que la djemaïa des habous sache bien à qui ces biens doivent revenir en dernier lieu.

Les échanges et les enzels ne pourront donc être définitifs que lorsqu'ils auront été signés par les membres de la djemaïa, lesquels devront apposer leur signature sur les actes eux-mêmes, ce dont il sera fait mention dans les registres de l'administration des habous, comme le prescrit le décret organique de ce service.

1er décembre 1874 (21 chaoual 1291)

Décret instituant des notaires censeurs pour les habous de Tunis

Article premier. — Deux des notaires des habous seront chargés de régler à tour de rôle le service des notaires et des oukils des habous de Tunis.

Art. 2. — Ces deux notaires censeurs surveilleront la régularité du travail des notaires des habous. Les notaires qui auront fait exactement leur service, pendant la majeure partie du mois, recevront intégralement leur traitement, sinon ils ne toucheront que les appointements leur revenant pour le nombre de jours pendant lesquels ils auront travaillé.

Art. 3. — Les deux notaires censeurs ont la responsabilité de la bonne tenue des registres conformément au règlement intérieur. La djemaïa s'en prendra à eux des irrégularités qu'elle pourrait constater et elle avisera le gouvernement de leur conduite.

Art. 4. — Ces deux notaires devront se rendre chaque jour dans le local de l'administration des habous, visiter les différents oukils et les obliger, soit directement, soit par l'en-

tremise de leurs notaires à remplir tous les devoirs qui leur incombent.

Art. 5. — Ils devront s'occuper directement ou par l'entremise des notaires, comme il a été dit dans l'article précédent, de tous les détails de service qui pourront être réglés dans les bureaux mêmes de l'administration des habous. Pour ce qui concerne les détails de service qui ne pourraient être réglés qu'au dehors, par exemple l'inspection de travaux de construction, ils délégueront d'autres notaires des habous, car leur présence à la djemaïa est indispensable.

Art. 6. — Les détails de service qui ne pourront être réglés qu'en dehors du local de la djemaïa le seront par les notaires respectifs des différents habons. Ils devront fournir une pièce établissant qu'ils ont constaté telle ou telle chose. Cette pièce sera transcrite sur le registre des deux notaires censeurs.

Art. 7. — Les différents oukils seront tenus d'avertir les notaires censeurs des travaux qu'ils se proposeront d'entreprendre et cela un jour à l'avance, afin qu'ils puissent aviser les notaires de ce qu'ils ont à faire.

Art. 8. — Lorsqu'un des notaires des habous, après avoir été avisé de faire tel ou tel travail, ne sera pas présenté, les notaires censeurs désigneront pour exécuter ce travail un autre notaire qui recevra la moitié des appointements du notaire absent.

Art. 9. — Lorsque l'un des notaires censeurs ne viendra pas faire son service et n'aura pas présenté une excuse valable, la djemaïa devra aviser le gouvernement de cette absence et demander le remplacement de ce notaire. Si l'absence est légitimée, le second censeur remplacera son collègue.

Art. 10. — Chaque jour le censeur de service devra faire connaître à la djemaïa le nom du censeur qui aura été de service la veille.

Article additionnel. — Les notaires censeurs seront tenus d'inspecter chaque jour les registres des différents notaires des habous, d'en faire un extrait après avoir examiné tous les détails de ces registres et de dresser un état faisant connaître les recettes et les dépenses et désignant les oukils et les notaires présents ou absents, état qui devra être remis à la djemaïa.

17 février 1875 (11 moharrem 1292)

Décret réglant le mode d'élection des oukils des habous

Nous avons jugé utile de compléter par les dispositions suivantes l'article 7 de notre décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874 fixant le mode d'élection des oukils des biens habous dans la Régence.

Toutes les fois qu'il y aura lieu de procéder à l'élection d'un oukil de biens habous, le caïd ou son khalifa, le tribunal ou à défaut le cadi, les cheiks el les notables de la localité se réuniront dans la maison du caïd et dresseront, à la majorité des voix, la liste des personnes aptes à remplir les fonctions d'oukil. Ces candidats devront être domiciliés dans le caïdat et les votes de l'assemblée ne pourront porter sur des étrangers.

Immédiatement après cette première opération, des bulletins portant le nom de chacun des candidats inscrits sur la liste d'éligibilité seront remis aux électeurs.

Chaque électeur déposera dans une urne le bulletin portant le nom du candidat qu'en sa conscience il croit le plus digne.

Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement au milieu de l'assemblée. Le candidat qui réunit le plus grand nombre de suffrages est proclamé le plus apte à l'emploi.

Le procès-verbal des opérations est dressé par deux notaires; il est signé par eux et les représentants de l'autorité administrative et judiciaire.

16 novembre 1879 (1er hidjé 1296)

Décret concernant les échanges des habous d'une valeur inférieure à deux mille piastres

L'article 13 de notre décret en date du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, concernant le règlement des habous, porte que les échanges de propriétés devront avoir lieu, conformément à notre décret du 22 sfar 1287-24 mai 1870, c'est-à-dire que l'échange ne pourra être définitif que lorsqu'on aura trouvé un immeuble ayant exactement la même valeur que celui qui doit être échangé. Il a été reconnu dans la pratique que cette manière de procéder pouvait nuire aux habous à cause de la difficulté qu'il y avait dans certaines circonstances à trouver une propriété dont le prix fût identique à la propriété échangée; aussi avons-nous décidé d'ajouter l'article suivant au règlement de l'administration des habous.

Article unique. — Lorsque l'échange d'une propriété habous sera demandé et qu'avec le prix proposé il sera possible de trouver immédiatement un immeuble pour la remplacer, on se conformera, dans cette opération, aux prescriptions de notre décret du 22 sfar 1287-24 mai 1870.

S'il n'est pas possible de trouver immédiate-

ment une autre propriété et si la somme offerte est peu importante (deux mille piastres, par exemple, ou même moins), la djemaïa pourra réunir ensemble le prix de deux ou de plusieurs échanges n'ayant pas une valeur supérieure à deux mille piastres, et acheter un immeuble dont les revenus seront partagés entre les différents bénéficiaires des habous échangés.

La djemaïa devra faire cette opération dans le plus bref délai possible. Elle ne pourra pas toucher des sommes, provenant d'échanges, supérieurs à deux mille piastres.

28 mars 1880 (16 rabia-ettani 1297)

Décret apportant des additions au règlement du service de la djemaïa des habous

Article premier. — Du moment que le gouvernement a assigné un local propre pour la direction des oukils et des notaires des habous, il est interdit à chacun d'eux d'emporter au dehors quoi que ce soit se rapportant au service. Aussi, il sera mis à la disposition de chaque oukil et de deux notaires, une armoire fermant à clef, dans laquelle ils devront renfermer leurs registres et papiers de service. Il est interdit aux oukils et aux notaires d'ouvrir d'autre armoire que celle qui leur est destinée.

Art. 2. — Le travail ne se fera que dans les bureaux officiels où les employés devront se trouver présents chaque jour, pour vaquer à leurs occupations. Il est interdit aux oukils ou aux notaires de s'absenter plus d'une semaine sans l'autorisation de la djemaïa. On n'acceptera aucun remplacement définitif ou à titre définitif ou pour une durée assez prolongée dans les fonctions dévolues à un employé, attendu que c'est lui qui est le titulaire de l'emploi et que la responsabilité du service n'incombe qu'à lui seul.

Art. 3. — Les reçus délivrés par l'administration devant être détachés d'un registre à souche imprimé, on n'acceptera comme valable que tout reçu imprimé, écrit de la main du notaire des habous et signé par l'oukil.

Art. 4. — Tous les oukils des habous ou les garçons de recettes devront se pénétrer de l'idée qu'il leur est interdit de toucher quoi que ce soit des revenus des habous sans délivrer un reçu de la nature de ceux désignés à cet effet, si le payant s'est acquitté intégralement de la somme qu'il devait. S'il ne s'est acquitté qu'en partie de ce qu'il doit, on écrira une quittance de la somme versée au dos du reçu, en indiquant la date du versement. Si l'on constate qu'il a été touché quelque somme d'une manière différente, ce fait sera considéré comme une infraction au règlement.

Art. 5. — Toutes les souches qui restent étant la reproduction exacte des reçus qui ont été détachés du livre et formant la base des perceptions faites par l'oukil des revenus des habous, elles renfermeront les éléments exacts du compte, sans comprendre toutefois les rentrées éventuelles, telles que celles provenant des ventes dont le prix est touché sans avoir recours à ces reçus ; et toute irrégularité portant sur ces souches sera considérée comme une erreur dans le compte lui-même.

Art. 6. — Tous les reçus relatifs à des propriétés habous pouvant, dans certaines circonstances, être considérés comme pièces notariées, la responsabilité de leur confection incombe aux notaires des habous. C'est donc eux qui se feront délivrer par la djemaïa des registres à souche imprimés, en lui en délivrant quittance. Ils les établiront au moment de la perception et les remettront à l'oukil pour qu'il procède à l'encaissement des sommes y inscrites, soit par lui-même, soit par les soins des garçons de recettes. L'oukil ou le percepteur devra se conformer aux prescriptions de l'article 4.

Art. 7. — L'article 36 du décret du 16 rabia-ettani 1291-2 juin 1874 voulant que les recettes et les dépenses soient inscrites journellement, il importe que l'oukil et le garçon de recettes ou l'un d'eux seulement soit journellement présent avec les notaires des habous pour établir le compte d'après les reçus remis à l'oukil. Les notaires inscriront les recettes de la journée dans le registre des recettes, le jour même, sans aucun retard. Les reçus des sommes qui ne doivent être payées qu'à temps déterminé pourront rester entre les mains de l'oukil qui les comprendra chaque jour parmi les quittances que lui remettront les notaires ou rester avec les autres reçus entre les mains des notaires jusqu'à la date de l'échéance. La responsabilité des encaissements incombera aux oukils des Habous ; c'est pourquoi ils doivent choisir avec soin les percepteurs engageant leur responsabilité.

Art. 8. — Le notaire des habous devra avoir soin d'inscrire les revenus de l'année au commencement de chaque exercice, en séparant distinctement les biens urbains et ruraux, en spécifiant leur emplacement, leur numéro dans telle rue marchande, dans tel quartier, de manière à pouvoir les retrouver facilement, s'il était besoin d'aller les examiner. Il marquera en vedette le total de ces revenus. Il en fera de même tous les ans. Il énoncera aux recettes le numéro du reçu et au chapitre des

dépenses le détail des dépenses avec l'autorisation qui les aura précédées. Il devra avoir soin de n'omettre l'inscription d'aucune dépense sur le bordereau des dépenses de chaque jour.

Art. 9. — Les dépenses de réparation d'immeubles habous seront évaluées suivant devis par un expert en bâtiments et les notaires des habous. Ce devis sera soumis à la djemaïa et, après sa délibération sur cet objet, l'oukil fera procéder aux réparations. Les notaires des habous devront inscrire chaque jour le détail des dépenses dans le registre des dépenses, conformément à l'article précédent. A la fin des travaux, les notaires dresseront un état détaillé des frais occasionnés par la réparation et la djemaïa le signera, si elle n'y trouve pas d'objection. Cet état sera conservé parmi les pièces de comptabilité.

Art. 10. — Les réparations concernant les biens habous, à l'exception de celles qui se feront en dehors de Tunis et que l'on surveillera le mieux possible, auront lieu conformément aux indications suivantes : chaque matin, l'un des notaire des habous se transportera sur les lieux et inscrira en tête de la note qu'il aura à rédiger : 1° les noms de l'immeuble en réparation; 2° le quantième du mois; il indiquera ensuite le nombre des maçons et des manœuvres employés, ainsi que le matériel qui aura pu être pris en location, le tout après constatation de visu.

Il laissera cette note entre les mains du surveillant des travaux qui devra la montrer à toute personne qui se présentera au nom de la djemaïa pour constater l'état des réparations.

L'oukil ou son représentant devra présenter à la fin de chaque jour ladite note au notaire qui l'aura dressée le matin ou à son collègue, pour que les dépenses qui s'y trouvent mentionnées soient inscrites sur le registre conformément aux indications qu'elle contiendra. Les notes seront ensuite classées pour être présentées à la djemaïa avec l'état des dépenses occasionnées par les réparations, état dont il est parlé dans l'article précédent.

Art. 11. — Les oukils n'ont pas le droit de faire des avances aux employés qui touchent des appointements fixes. S'ils le font, la djemaïa n'en tiendra aucun compte. Bien plus, elle laissera à leur charge toutes les sommes versées et cela afin de connaître exactement la situation des comptes des oukils.

28 mars 1880 (16 rabia-ettani 1297)

Décret modifiant le règlement du service de la djemaïa des habous

L'article 4 de notre décret du 16 rabia-ettani de l'année 1291-2 juin 1874, concernant le règlement intérieur de l'administration des habous, portait que la djemaïa pourrait envoyer un de ses membres inspecter la situation des habous, mais il n'indiquait pas le traitement auquel aurait droit, pour cela, la personne envoyée qui, dans certaines circonstances, pouvait ne pas appartenir à l'administration des habous. L'article 11 du même décret prescrivait de faire un résumé analytique des affaires avant de les soumettre à la djemaïa; or il y a certaines affaires de peu d'importance qui n'ont besoin ni d'être résumées, ni de figurer sur le registre-journal. C'est pourquoi nous avons cru devoir ajouter les deux articles suivants au décret précité.

Article premier. — L'article 4 du décret précité comporte que, si les circonstances l'exigent, un membre de la djemaïa ou tout autre individu pourra être envoyé pour reconnaître l'état réel des habous, etc., que la djemaïa devra s'entendre sur le choix de la personne à laquelle elle confie ce mandat. Or, nous avons décidé que la personne envoyée dans ces conditions sur un point quelconque de la Régence, recevra, si elle appartient à la djemaïa, une indemnité de déplacement de vingt-cinq piastres par jour et de dix piastres seulement si elle est étrangère à la djemaïa.

Dans cette somme sont compris les frais de transport et de séjour.

Art. 2. — L'article 11 du même décret comporte que toutes les affaires arrivant à la djemaïa figureront sur le compte rendu journalier de ses actes. La pratique a démontré qu'il est certaines affaires qui ne méritent pas d'y figurer. C'est pourquoi, à l'avenir, le président ou son remplaçant devra prendre connaissance des affaires dont le premier secrétaire ou son remplaçant fera un résumé. Ces affaires seront ensuite soumises à la djemaïa toutes les fois qu'elles auront trait aux droits des habous ou à ses charges ou qu'il s'agira de payer une somme d'argent. Quant aux affaires simples exemptes de ce caractère, telles que demandes d'instructions, etc., il y sera répondu de suite sans qu'elles figurent au procès-verbal du jour et sans qu'elles soient résumées.

7 juin 1880 (28 djoumadi-ettani 1297)

Décret autorisant le transfert des enzels sans le consentement du propriétaire

Considérant que le refus des notaires de dresser sans le consentement du propriétaire, les actes relatifs au tranfert des enzels, constitue un obstacle à la liberté des transactions, nous avons décrété ce qui suit :

Les notaires dresseront les actes relatifs au

transfert des enzels sans s'assurer du consentement du propriétaire ; ils seront seulement tenus de lui en donner avis.

19 mars 1883 (10 djoumadi-el-aoual 1300)

Décret étendant à tous les échanges des habous les règles édictées pour ceux d'une valeur inférieure à deux mille piastres.

Nous avions autorisé la djemaïa des habous à percevoir des sommes provenant des échanges, lorsqu'elles ne dépassaient pas deux mille piastres. Nous décidons aujourd'hui qu'elle aura la faculté de toucher des sommes provenant des échanges, supérieures ou inférieures à deux mille piastres, à la condition toutefois qu'elle fera diligence pour acheter, dans le plus bref délai possible, des propriétés en échange de celles qui auront été cédées, afin que l'œuvre ou la descendance bénéficiaire n'ait pas à souffrir du retard.

23 mai 1886 (19 châban 1303)

Décret concernant la constitution en enzel des immeubles habous

Article premier. — Les membres du tribunal du chara appartenant au rite malékite sont tenus, à l'avenir, d'autoriser la constitution des immeubles habous en enzel, lorsque le bien habous doit en retirer un avantage.

Art. 2. — Ils devront se prêter un mutuel appui pour l'exécution du présent décret et des décrets du 8 kâda 1302-18 août 1885 et du 13 moharrem 1303-21 octobre 1885.

11 août 1886 (11 kâda 1303)

Décret conférant compétence exclusive à l'ouzara en matière de contestations relatives à la location de biens habous.

Article unique. — Toute personne qui aura pris à bail un terrain ou autre immeuble appartenant aux habous administrés par la djemaïa et qui aura, en ce qui concerne le loyer, des réclamations à présenter contre l'oukil des habous auxquels appartient l'immeuble, devra porter ces réclamations devant le tribunal de l'ouzara auquel nous attribuons une compétence exclusive pour en connaître.

15 décembre 1886 (19 rabia-el-aoual 1304)

Décret concernant la constitution en enzel des terrains habous complantés d'arbres fruitiers

Article unique. — Les terrains habous complantés d'arbres fruitiers pourront être constitués en enzel toutes les fois que le produit annuel de ces arbres ne dépassera pas le tiers de la valeur locative du sol.

4 novembre 1887 (18 sfar 1305)

Décret sur la police des audiences d'enchères d'enzels au tribunal du chara

Article premier. — Le magistrat président des enchères des enzels a la police de l'audience; un agent sera mis à sa disposition à chacune des audiences par les soins du commissaire central de la ville de Tunis.

Art. 2. — Toute provocation, altercation, excitation entre les personnes présentes à l'audience des criées est absolument interdite. Le président veillera à ce que les enchères aient lieu dans le plus parfait silence et fera expulser de la salle, sans préjudice des poursuites pénales dont elle sera passible, toute personne qui, par gestes, paroles ou voies de fait, entraverait ou troublerait la liberté des enchères.

Art. 3. — Procès-verbal sera dresssé contre ceux qui, par un moyen quelconque, tenteraient de causer du désordre à l'audience des enchères.

Ces derniers seront déférés aux tribunaux compétents et punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de cent piastres au moins et de cinq mille piastres au plus.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui, par dons ou promesses, auraient écarté les enchérisseurs et à ceux qui se seraient abstenus d'enchérir moyennant la remise d'une somme d'argent pour prix de leur abstention.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal français seront appliquées à ceux en faveur desquels les juges auront admis des circonstances atténuantes.

22 juin 1888 (13 chaoual 1305)

Décret réglementant l'adjudication des enzels des biens habous et annexe

Article premier. — L'enzel des immeubles habous ne peut être constitué que par voie d'enchères publiques.

S'il s'agit d'un habous particulier, la demande de mise aux enchères sera formée par écrit par le mokaddem de l'immeuble, avec le consentement écrit de tous les ayants droit. Dans le cas ou le mokaddem ou les ayants droit ne sauraient écrire, sa demande ou leur consentement seront établis par acte authentique.

S'il s'agit d'un habous public, la demande sera formée par écrit par le président de la djemaïa des habous, pour les immeubles relevant de cette administration et des oukafs de la Grande Mosquée ; par le directeur des ou-

kafs des haramins, pour les habous des haramins ; par le directeur et l'administrateur des biens du collège Sadiki, pour les habous de cet établissement.

Art. 2. — Pour être recevable, la demande de constitution d'enzel devra être accompagnée des pièces et renseignements suivants :

1° Désignation de l'immeuble, indication du caïdat et du district où il est situé, et indication sommaire des tenants et aboutissants ;

2° S'il s'agit d'une propriété rurale, un croquis visuel de l'immeuble dressé par un géomètre du service topographique ;

3° Nom et désignation de l'auteur de la demande en constitution d'enzel ;

4° Montant de la mise à prix évaluée en monnaie tunisienne et en une somme déterminée et non fractionnaire ;

5° Les titres des habous et en général tous les documents dont la production serait nécessaire pour passer l'acte constitutif d'enzel à la suite des enchères. Les titres seront traduits en langue française par un interprète désigné conformément à l'article 23 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885) et du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886).

6° Le cahier des charges, clauses et conditions de la constitution d'enzel ;

7° Et, dans le cas où il s'agit d'un habous public, notre autorisation de le constituer en enzel.

Art. 3. — Le magistrat du chara auquel la demande de constitution d'enzel aura été adressée désignera immédiatement un notaire de Tunis qui sera chargé de conserver les pièces déposées, de suivre les formalités préliminaires des enchères, celles des enchères elles-mêmes, et de passer les actes d'enzel.

Ce notaire délivrera, séance tenante, au déposant un reçu détaillé de toutes les pièces produites ; il sera personnellement responsable de leur conservation.

Art. 4. — Le magistrat du chara auquel la demande de constitution d'enzel aura été adressée aura un délai d'un mois, à dater du dépôt des pièces, pour statuer sur sa recevabilité.

Son examen portera uniquement sur l'accomplissement des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus. En ce qui concerne le cahier des clauses et conditions, ce magistrat s'assurera qu'il contient celles indiquées comme essentielles par l'article 6 ci-après, et qu'il n'en renferme aucune contraire aux lois et règlements, et notamment aux dispositions du présent décret.

Ledit magistrat ne répond pas de la validité des titres déposés ni de l'existence des droits qui font l'objet des enchères.

Il est personnellement responsable des lenteurs ou des impossibilités qui pourraient se produire au moment de la passation des actes d'enzel, faute du dépôt préalable de toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Art. 5. — La décision motivée du magistrat du chara sur la recevabilité de la demande en constitution d'enzel d'un immeuble habous sera notifiée au notaire dont il est parlé à l'article 3 ci-dessus.

Si elle est déclarée recevable, le notaire procédera sans désemparer aux formalités préliminaires des enchères ; dans le cas contraire, il le signifiera par écrit au demandeur, en spécifiant les vices de la demande dans les termes de la décision motivée du magistrat.

Le refus de celui-ci de donner suite à une demande de constitution d'enzel d'un immeuble habous ne pourra donner ouverture contre lui à aucun recours ou indemnité ; la demande pourra être complétée et présentée à un autre magistrat du chara.

Du cahier des clauses et des conditions de la constitution d'enzel

Art. 6. — Les clauses et conditions essentielles de la constitution d'enzel sont :

1° L'indication, conformément au calendrier grégorien, de la date à laquelle le paiement de la rente annuelle sera exigible.

Cette rente devra être payable, soit annuellement, soit en deux termes semestriels. L'échéance annuelle ou les échéances semestrielles pourront êtres fixées à toute époque de l'année ou du semestre. Une échéance spéciale pourra être établie pour la première annuité qui suivra la constitution d'enzel. Les paiements de la rente ne pourront être exigibles qu'en monnaie tunisienne.

Le lieu du paiement devra être déterminé dans la Régence, pour ne plus être changé que d'un commun accord ;

2° Le délai calculé du jour des enchères dans lequel les actes devront être passés. Il ne pourra en aucun cas dépasser deux mois ;

3° La date de la prise de possession ; celle-ci devant être effectuée dans la période d'une année qui suivra les enchères ;

4° Les jours et heures où l'immeuble pourra être visité par tout requérant ; le nom et l'adresse des personnes qui le font visiter.

Art. 7. — Il est loisible au demandeur en constitution d'y mettre toutes autres clauses ou conditions, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux lois et règlements, et notamment aux dispositions du présent décret.

Des formalités préliminaires d'enchères

Art. 8. — Lorsque le notaire désigné conformément à l'article 3 ci-dessus aura reçu la notification de la recevabilité d'une demande en constitution d'enzel comme il est dit à l'article 5, il inscrira sur un registre, dans les termes où ils ont été fournis, les renseignements donnés en vertu des dispositions des 1° 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus. Il y ajoutera les dispositions suivantes :

1° Ses noms, prénoms et domicile ;
2° La date des enchères ;
3° Le lieu des enchères.

Art. 9. — Le registre dont il a été parlé à l'article précédent sera unique, coté et paraphé par première et dernière feuille par notre premier ministre ou son délégué, conservé au tribunal du chara, et portera des numéros d'ordre sous lesquels seront inscrites sans interruption, et au fur et à mesure de leur acceptation, les demandes de constitution d'enzel.

Art. 10. — Le notaire, s'il s'agit d'un habous particulier, transmettra immédiatement les pièces déposées au président de l'administration des habous, qui sera tenu de les lui retourner dans les dix jours.

Art. 11. — Le notaire adressera au directeur du *Journal officiel* une copie textuelle de la mention portée par ses soins sur le registre du chara.

Le directeur en assurera la publication le même jour dans les deux éditions du *Journal officiel*, en français dans l'édition française, en arabe dans l'édition arabe.

Cette publication devra avoir lieu dans un délai de vingt jours, calculé à partir de la date de la notification au notaire de la recevabilité de la demande, sous la responsabilité dudit notaire ou du directeur du *Journal officiel* selon le cas. Le troisième jeudi après cette première application, le directeur du *Journal officiel* devra en faire une seconde identique à la première, en ayant soin de mentionner que cette publication est la seconde et dernière avant l'adjudication.

Le directeur du *Journal officiel* fera, de plus, imprimer sur papier blanc des extraits, en forme d'affiche, de chacun des numéros du journal contenant les publications. Ces extraits seront placardés par les soins de l'administration des habous aux endroits propices, pour donner à l'adjudication toute la publicité désirable. Ces affiches contiendront en outre le montant approximatif des sommes à déposer au moment de l'adjudication comme il est dit à l'article 21.

Les frais de ces insertions et affiches, calculés suivant le tarif annexé, seront à la charge de l'adjudicataire, ou, à son défaut, du demandeur en constitution d'enzel.

Art. 12. — Le directeur du *Journal officiel* fera remettre gratuitement au notaire deux affiches et un exemplaire de chaque numéro du *Journal officiel* où la publication aura été faite. Les exemplaires arabes et français du *Journal officiel* sont joints au dossier. Une affiche est placardée dans la salle des criées du tribunal du chara, dans un cadre en bois spécialement destiné à cet effet, par les soins du notaire et sous sa responsabilité ; l'autre est déposée sur la table du bureau d'adjudication.

La salle des criées du chara sera ouverte au public tous les jours, de huit heures à midi, excepté le vendredi et les jours de fêtes musulmanes.

Art. 13. — Le notaire est tenu de donner tous les jours, excepté les jeudis et vendredis, de huit heures à midi, communication intégrale, sans déplacement, à toute personne qui le demande, de toutes les pièces composant le dossier d'une constitution d'enzel. Il devra même, s'il en est requis, et contre dépôt des frais de copie évalués suivant le tarif annexé, délivrer, dans les six jours à dater de ce dépôt, copie *in extenso* des parties du titre du habous donnant les limites de l'immeuble. Cette copie sera faite sur papier timbré.

Art. 14. — Le magistrat qui a statué sur la recevabilité de la demande doit veiller à l'accomplissement des formalités préliminaires des enchères ; il résoudra les difficultés qui pourraient s'élever à ce sujet pendant la période prenant fin au moment du prononcé des enchères.

Des enchères

Art. 15. — Chaque jeudi, un magistrat du chara sera préposé aux enchères des enzels. Il sera assisté d'un interprète du gouvernement pour la langue française. Les notaires apporteront les dossiers des constitutions d'enzel dont ils ont le dépôt.

Le président a la police de l'audience ; il tranche immédiatement et sans appel les contestations qui surgissent à l'occasion des enchères.

Art. 16. — Les enchères seront annoncées de la manière indiquée aux articles 11 et 12 ci-dessus. Elles auront lieu le cinquième jeudi qui suivra la date de la première publication dans l'*Officiel* de l'avis de la mise aux enchères.

Art. 17. — Les criées se font en arabe et en français ; le minimum des surenchères est de une piastre pour les enzels dont la mise à prix ne s'élève pas à plus de 100 piastres ; de 10 piastres pour ceux mis à prix de 201 à 2,000 piastres, et de 100 piastres lorsque la mise à prix est de plus de 2,000 piastres. Les surenchères supérieures à ce minimum doivent en être un multiple.

Seront seules admises les enchères des personnes ayant la capacité de contracter.

Art. 18. — A l'ouverture de la séance des enchères, fixée à neuf heures du matin, le président fera crier la mise aux enchères de l'enzel de celui des immeubles qui aura, sur le registre dont il est parlé à l'article 9, le numéro le plus bas parmi ceux dont l'adjudication doit être prononcée ce jour-là.

Les enchères dureront sans interruption quinze minutes précises ; au bout de chaque période de cinq minutes, le président proclamera le chiffre de l'enchère la plus élevée. Le dernier enchérisseur, au moment où le délai de quinze minutes expirera, sera déclaré adjudicataire par le président.

Art. 19. — Si, au dernier moment, plusieurs enchérisseurs font en même temps la même offre, il sera procédé pendant cinq nouvelles minutes à de nouvelles enchères, restreintes cette fois à ceux qui se trouvent en concurrence. Si le même fait se reproduisait une seconde fois, il serait tiré au sort entre les concurrents.

Le président passera ainsi successivement, en suivant les numéros d'ordre du registre, à l'adjudication de tous les enzels.

Art. 20. — Le résultat des enchères est consigné sur le registre du chara, en regard de l'inscription relative à l'immeuble dont l'enzel est mis en adjudication. La mention ainsi portée est signée par l'adjudicataire qui déclare, en même temps, avoir pleine connaissance des obligations résultant pour lui, tant des lois et règlements que du cahier des clauses et conditions de la constitution d'enzel.

S'il ne sait ou ne peut signer, mention en est faite par le président, ainsi que de la lecture, à lui faite, de la déclaration ci-dessus. S'il ne veut signer, mention en est faite, ainsi que des motifs donnés à l'appui de son refus. Dans ces cas, deux témoins sont invités à contresigner sur le registre les mentions qui y sont portées.

Art. 21. — L'adjudicataire est ensuite invité à signer, séance tenante, une demande d'immatriculation et à déposer les frais de l'immatriculation, évalués approximativement par le conservateur de la propriété foncière, ainsi que toutes les sommes mises à sa charge par les décrets ou le cahier des charges de l'adjudication. Lorsque l'enchérisseur ne pourra ou ne saura signer, il en sera fait mention sur la réquisition et dans les formes indiquées à l'article précédent, et la réquisition sera signée pour lui par le président des enchères.

Dans le cas où la faculté de déclarer un command est réservée par le cahier des charges, l'acceptation du command élu emportera, notamment, ratification de la réquisition d'immatriculation et sera considérée comme satisfaisant au vœu de l'article 18 de la loi du 19 ramadan 1302.

A défaut par le requérant de donner suite à l'immatriculation, les formalités de la loi seront poursuivies, à ses frais et en son nom, par le président de l'administration des habous.

L'immatriculation ne sera pas exigée pour les enzels se rapportant à des immeubles urbains consistant en boutiques, magasins ou maisons en ruines, si le montant de l'annuité de l'enzel adjugé n'est pas supérieur à deux cents piastres.

Art. 22. — Un certificat sera remis à l'adjudicataire, constatant sa qualité et le montant de son offre, et indiquant le numéro de l'enzel auquel il se rapporte.

Ce certificat n'est pas susceptible d'être transféré.

Art. 23. — Dans le cas où l'adjudicataire de l'enzel d'un habous n'a pas satisfait aux conditions de l'adjudication, l'enzel est remis en adjudication à sa folle enchère.

Art. 24. — L'ayant droit au habous poursuivra la folle enchère et devra se faire remettre, par le président de l'audience des criées, un certificat constatant que le dernier enchérisseur n'a pas satisfait aux conditions de l'adjudication.

Art. 25. — Sur ce certificat, et sans autre procédure ni jugement, il sera apposé, dans un délai de trois jours, de nouveaux placards, et inséré une nouvelle annonce dans le *Journal officiel tunisien*, en français et en arabe, dans les formes prescrites.

Ces placards et annonces indiqueront, en outre, les noms et demeure du fol enchérisseur, le montant de l'adjudication, la nouvelle mise à prix désignée par le poursuivant, et le jour auquel aura lieu, sur l'ancien cahier des charges, la nouvelle adjudication.

Le délai entre l'apposition et la publication des nouvelles affiches et annonces de l'adjudication sera de quinze jours au moins et de trente jours au plus.

Art. 26. — Si le fol enchérisseur justifiait de l'acquit des conditions de l'adjudication et

de la consignation d'une somme qui sera évaluée par le président de l'audience des criées, et qui ne pourra être inférieure à cent piastres, pour les frais de folle enchère, il ne serait pas procédé à la nouvelle adjudication.

Art. 27. — Le fol enchérisseur est tenu, personnellement, de la différence entre son prix et celui de la seconde adjudication, sans pouvoir réclamer l'excédent. Dans le cas où il y aura un excédent, il sera versé à l'ayant droit au habous.

Art. 28. — Notre premier ministre pourra, par arrêté notifié au tribunal du chara, évincer à titre temporaire ou définitif des enchères des biens habous, tout individu qui aura donné lieu à une adjudication sur folle enchère.

Dispositions générales

Art. 29. — Les contestations sur les droits du demandeur en constitution d'enzel ne pourront suspendre les enchères. Des protestations contre la mise aux enchères pourront être formées, par écrit, entre les mains du notaire, qui en donnera reçu, s'il en est requis, et les joindra au dossier.

Les enchères seraient arrêtées s'il était intervenu, contre le demandeur, un jugement passé en force de chose jugée infirmant ses droits.

Art. 30. — Les honoraires et les frais des notaires sont réglés conformément au tarif annexé.

Art. 31. — Les décrets des 8 kâda 1302 (18 août 1885) et 13 moharrem 1303 (21 octobre 1885) sont rapportés.

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, et notamment celles de cette nature, des décrets des 3 rabia-ettani 1293 et 8 kâda 1302, sont et demeurent abrogées.

Art. 32. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Dispositions transitoires

Art. 33. — Les adjudications d'enzel dont l'avis aurait été publié au *Journal officiel tunisien* avant la promulgation du présent décret, continueront à être régies par les anciennes dispositions.

Tarif annexé au décret du 13 chaoual 1305 (22 juin 1888)

1° Chacune des deux publications à faire dans les deux éditions arabe et française du *Journal officiel* (art. 11), la ligne pour les deux éditions : 8 caroubes (0 fr. 30) ;

2° Frais d'impression et d'apposition des affiches en langue française et en langue arabe (art. 11), pour cent affiches : 16 piastres (9 fr. 60 ;

3° Copie des pièces (art. 13), le rôle de vingt-cinq lignes à cinquante lettres par ligne : 1 piastre 10 carroubes (1 fr.) ;

4° Honoraires du notaire et frais d'enchères (art. 31), calculés sur le montant des enchères : un pour cent (1 %) au crieur, avec un minimum de cinq piastres (3 fr.), deux pour cent (2 %) au notaire, avec un minimum de vingt piastres (12 fr.), et un pour cent (1 %) pour la passation de l'acte constitutif d'enzel, avec un minimum de cinq piastres (3 fr.), ensemble, 4 %.

L'intégralité de ces frais doit être payée avant la passation de l'acte ;

5° Frais de croquis visuel (art. 2) et frais d'immatriculation (art. 21) : les tarifs de la loi sur la propriété foncière, du 19 ramadan 1302, et des règlements annexés.

Le présent tarif ne déroge pas aux dispositions légales relatives aux droits de timbre et de mutation.

20 février 1889 (19 djoumadi-ettani 1306)

Décision de S. A. le Bey remettant au conseil d'administration des biens habous de la Régence, l'administration des biens habous affectés au service de Makabat-el-Acheraf. (N° 14 du *Journal officiel tunisien*).

23 avril 1889 (23 châban 1306)

Décret confiant à l'administration des habous les services de lecture du Coran qui ne sont pas administrés par les descendants de l'auteur du habous constitué à cet effet. (N° 19 du *Journal officiel tunisien*).

26 juin 1889 (28 chaoual 1306)

Décret remettant à la municipalité de Sfax l'administration des habous affectés à l'hôpital de cette ville.

Article premier. — La municipalité de Sfax est substituée à l'administration des habous dans la gestion des oukafs affectés à l'hôpital de Sfax.

Une expédition du procès-verbal de remise de ces biens, en date du 6 redjeb 1305, demeure annexée au présent décret.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

22 septembre 1891 (16 sfar 1309)

Décret autorisant les oukils de l'administration des habous, dans les villes de Kairouan, Sousse, Monastir, Sfax, Djerba, Gabès, Tozeur, Gafsa, Kef, Béja, Bizerte, Testour, Mateur, Teboursouk, Zaghouan et Nabeul, à tenir un registre où seront transcrits les actes notariés qu'ils auront à passer pour ce qui concerne ladite administration.

18 juin 1892 (23 kâda 1309)

Décret relatif à l'administration des habous

Vu notre décret du 16 sfar 1309, ordonnant que chaque oukil des habous établis dans les villes désignées par le même décret, doit être possesseur d'un registre de notaire tenu par les notaires attachés à son service, nous avons jugé utile d'étendre cette mesure à tous les oukils de l'administration des habous établis dans les villes de la Régence. En conséquence chacun de ces agents devra être possesseur d'un registre sur lequel les notaires devront, conformément au règlement sur les notaires, inscrire les actes intéressant les biens habous qu'ils administrent.

23 décembre 1894 (26 djoumadi-ettani 1312)

Décret sur la constitution en enzel des habous privés.

S. A. le Bey à S. E. le Premier Ministre.

Aux termes de l'article premier de notre décret du 13 chaoual 1305, relatif au mode de constitution en enzel des immeubles habous, la demande de mise aux enchères d'un habous particulier doit être formée par écrit par le mokaddem de l'immeuble avec le consentement également écrit de tous les ayants droit. Or, nous avons été récemment informé qu'il existe des habous privés dont les ayants droit sont à tel point nombreux qu'il serait difficile de les réunir tous pour obtenir leur consentement à l'enzel. Nous avons donc décidé que toutes les fois qu'il s'agira, à l'avenir, de la constitution en enzel d'un habous privé, il suffira, pour la validité de la demande à former par le mokaddem, du consentement des principaux ayants droit à cette demande. Ce consentement, ainsi que la demande du mokaddem, seront soumis à l'approbation du cadi maléki. S'il les approuve, les pièces concernant la constitution en enzel de l'immeuble seront adressées à l'un des magistrats du tribunal du chara, qui devra procéder conformément à l'article 3 du décret sus-visé.

Vous êtes chargé de l'exécution du présent décret.

16 juillet 1895 (23 hidjé 1312)

Décret relatif au morcellement des propriétés grevées de rentes d'enzel

Nous, Ali Pacha Bey, possesseur du royaume de Tunis.

Considérant que certains enzelistes de propriétés habous publiques ou privées les morcellent en lots plus ou moins nombreux qu'ils donnent en sous-enzel, moyennant bénéfice et imposent ainsi aux crédit-rentiers un fractionnement correspondant de leur rente, ce qui entraîne pour ceux-ci, sans compensation aucune, un surcroît de travail et de frais; le recouvrement de l'enzel, surtout si le débiteur se montre récalcitrant à l'acquitter et qu'il faut recourir contre lui à des poursuites judiciaires étant plus compliqué et plus dispendieux quand l'enzel est dû par plusieurs personnes que quand il est dû par une seule;

Considérant qu'il importe de remédier à cet état de choses;

Décrétons ce qui suit :

Article premier. — Les propriétés grevées de rente d'enzel au profit d'une fondation habous pourront être morcelées moyennant une augmentation de la rente de chaque lot détaché.

Art. 2. — En cas de morcellement, la répartition de la rente d'enzel sera faite proportionnellement à la valeur des lots et ne pourra être effectuée qu'après entente avec le bénéficiaire de l'enzel et ratification de cette entente par la djemaïa, si le bénéficiaire est un descendant du fondateur du habous; s'il y a désaccord, il sera procédé à une expertise légale aux frais de l'enzeliste.

Art. 3. — En cas de morcellement, la rente grevant chaque lot du terrain primitif ne pourra être inférieure à 5 francs, et sera désormais payable sans aucune déduction.

Art. 4. — L'augmentation de la rente de chacun des lots détachés sera calculée d'après les règles suivantes :

Propriétés rurales

Si l'enzel de la parcelle détachée est de 100 francs et au-dessous, l'augmentation sera de 10 °/o (la rente ainsi augmentée ne pouvant être inférieure à 5 francs);

101 francs à 1,000 francs : l'augmentation sera de 10 francs sur les premiers 100 francs, plus 5 °/o pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs en plus.

1,001 francs et au-dessus, l'augmentation sera de 55 francs sur les premiers 1,000 fr., plus de 3 °/o pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs en plus.

Immeubles urbains et terrains à bâtir

Si l'enzel du lot détaché est de :

100 francs et au-dessous, l'augmentation sera de 10 °/o (la rente ainsi augmentée ne pouvant être inférieure à 5 francs) ;

101 francs à 500 francs ; l'augmentation sera de 10 francs sur les premiers 100 francs, plus 6 °/o pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs en plus ;

500 francs à 1,000 francs, l'augmentation sera

de 34 francs sur les premiers 500 francs plus 5 °/₀ pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs en plus.

1,001 et plus, l'augmentation sera de 60 fr. pour les premiers 1,000 francs, plus 3 °/₀ pour chaque 100 francs ou fraction de 100 francs en plus.

Art. 5. — Les présentes dispositions n'auront pas d'effet rétroactif.

EXEMPLE :

Une parcelle grevée de F.	5	paiera.....F.	5.50
—	50	—	55
—	100	—	110
—	200	—	215
—	500	—	530
—	1.000	—	1.055
—	2.000	—	2.075
—	3.000	—	3.095

Immeubles urbains et terrains à bâtir

Un lot grevé de.....F.	5	paiera.....F.	5.50
—	50	—	55
—	100	—	110
—	200	—	216
—	500	—	534
—	800	—	849
—	1.000	—	1.060
—	2.000	—	2.090
—	3.000	—	3.120

Art, 6. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Heure légale

22 avril 1891 (14 ramadan 1308)

Décret fixant l'heure temps moyen de Paris comme heure légale en Tunisie

Article unique. — A partir du vendredi 1er mai prochain, l'heure légale dans la Régence de Tunis est l'heure temps moyen de Paris.

Honneurs et Préséance

24 juin 1886

Décret du Président de la République fixant le rang, la préséance et les honneurs dus au Résident général et aux contrôleurs civils.

Article premier. — Les résidents généraux, dans toute l'étendue du territoire appartenant à l'Etat où ils exercent le protectorat de la France, auront droit au rang, préséance et honneurs attribués, par le décret du 23 octobre 1883, au généraux de division commandant un corps d'armée, et aux vice-amiraux commandant en chef à la mer, en exceptant toutefois les honneurs qui font essentiellement partie des attributions du commandement, et suivant les dispositions spécifiées par les articles suivants.

I.— HONNEURS A RENDRE PAR L'ARMÉE DE TERRE

Visite de corps

Art.2.—Les corps d'officiers de troupes d'armée de terre, les officiers sans troupe, fonctionnaires et employés de la guerre, ayant rang d'officiers, présents dans la localité, doivent des visites de corps aux résidents généraux.

Honneurs à rendre à l'arrivée dans la place

Art. 3. — Lorsque les résidents généraux font leur première entrée au siège officiel de la résidence générale, ou visitent pour la première fois une ville du territoire protégé, le major de la garnison les reçoit à leur arrivée. Les troupes, formées sur leur passage, présentent les armes ; les tambours et clairons battent et sonnent aux champs; les trompettes sonnent la marche ; les musiques jouent l'air national ; les officiers généraux (qui ne sont pas commandants de corps d'armée), les commandants des corps de troupe, quel que soit leur grade, et les officiers supérieurs saluent de l'épée ou du sabre; les drapeaux et étendards saluent.

Leur garde d'honneur est de cinquante hommes, commandée par un capitaine; elle fournit deux sentinelles. Ils ont droit, en tout temps, à deux sentinelles...

Honneurs à rendre par les postes

Art. 4. — Quand les résidents généraux..... passent, en costume officiel, devant un poste, la garde prend les armes ou monte à cheval, se forme devant le poste, porte les armes; les tambours ou clairons battent ou sonnent aux champs; les trompettes sonnent la marche...

Honneurs à rendre par les sentinelles

Art. 5, § 1. — Les sentinelles présentent les armes aux résidents généraux en costume officiel ou revêtus des insignes de la fonction.....

§ 2. — Les sentinelles portent les armes..... aux vice-résidents en costume officiel ou revêtus des insignes de la fonction.

Escortes d'honneur

Art. 6. — Dans les cérémonies publiques, les résidents généraux... peuvent avoir, au siége de leur résidence, et s'ils en font la demande, une escorte d'honneur qui se compose de trois brigades de gendarmerie commandées

par un lieutenant, et de deux pelotons de troupes à cheval commandés par un lieutenant...

Salves d'artillerie

Art. 7. — Pour les résidents généraux... lors de leur prise de possession ou de leur première entrée au siège officiel de leur résidence, il est tiré treize coups de canon..

Visites individuelles

Art. 8, § 1. — Les hauts fonctionnaires des résidences et les officiers généraux ou supérieurs et employés de la guerre assimilés, se doivent réciproquement des visites individuelles.

Elles ont lieu lorsqu'ils prennent possession de leur poste ou de leur commandement ou lorsqu'ils arrivent sur les lieux en mission. L'arrivant doit prendre le soin de prévenir à l'avance de son intention le fonctionnaire ou l'officier qu'il doit visiter.

Les visites sont rendues, quand il y a lieu de les rendre, dans les vingt-quatre heures.

§ 2. — Les officiers généraux qui ne sont pas commandants de corps d'armée, les officiers supérieurs et les fonctionnaires assimilés de l'armée de terre, doivent la première visite au Résident général. Celui-ci la rend seulement aux officiers généraux.

§ 3. — . . . . . .

§ 4. — Dans le cas où un général, commandant de corps d'armée, ou un vice-amiral, commandant en chef à la mer, serait envoyé en mission ou chargé du commandement au siège de la résidence générale, l'ordre des visites à échanger entre le Résident général et cet officier général sera réglé par le ministre de la guerre ou le ministre de la marine, d'accord avec le ministre des affaires étrangères.

Honneurs funèbres

Art. 9. — Les honneurs à rendre aux résidents généraux seront conformes à ceux qui sont fixés par l'article 314 du décret du 23 octobre 1883, pour les généraux de division... (*Décret du Président de la République du 31 janvier 1887.*)

Art. 10. — Les visites des corps et autres sont toujours faites, les honneurs sont toujours rendus en observant les principes généraux relatifs aux honneurs, inscrits au chapitre 42 du décret du 23 octobre 1883.

Toutefois, le Résident supérieur ou l'agent diplomatique appelé à remplacer un Résident général, absent par congé, prendra, dans les cérémonies publiques, le rang attribué au titulaire qu'il supplée. Mais il ne pourra prétendre qu'aux honneurs qui sont fixés pour son grade par le présent décret.

Dans ce cas, le commandant en chef des troupes d'occupation aura toujours la faculté de se faire représenter, dans les cérémonies publiques, par l'officier général ou supérieur qui le suivra immédiatement dans la hiérarchie militaire.

II. — Honneurs a rendre par les troupes de l'armée de mer

Honneurs et saluts

Art. 11. — Les résidents généraux reçoivent dans les ports de l'Etat où ils exercent le protectorat de la France, lors de la première visite à bord d'un bâtiment, les honneurs attribués aux vice-amiraux commandant en chef, qui visitent officiellement, pour la première fois, un bâtiment placé en dehors de la force navale qu'ils commandent.

Ils sont salués de quinze coups de canon.

Art. 12. —... Les vice-résidents reçoivent à bord des bâtiments de l'Etat les honneurs suivants : ...

Le vice-résident est reçu sur le gaillard d'arrière par l'officier en second du bâtiment ; la garde ne s'assemble pas ;

Il est salué de cinq coups de canon.

Art. 13. § 1. — Ces honneurs sont rendus aux résidents généraux... lorsqu'ils font leur première visite officielle, lorsqu'ils s'embarquent sur un bâtiment de l'Etat pour revenir en France, ou lorsqu'ils quittent celui qui les a conduits à destination.

Il ne leur est donné aucun des honneurs ci-dessus mentionnés au port de leur embarquement en France, et, en aucun cas, lorsqu'ils ne sont pas en uniforme ou revêtus des insignes de leur fonction.

§ 2. — Les honneurs réservés aux... vice-résidents ne leur sont rendus qu'à leur première visite officielle et lorsqu'ils sont en uniforme.

Visites

Art. 14, § 1. — Les vice-amiraux commandant en chef, et les contre-amiraux commandant en chef, doivent la première visite aux résidents généraux...

§ 2. — Les capitaines de vaisseau, chefs de division, doivent la première visite aux résidents généraux... Ils attendent la visite... des vice-résidents.

§ 3. — Les capitaines de vaisseau, commandants, doivent la première visite aux résidents généraux.... Ils attendent la visite des vice-résidents.

§ 4. — Les capitaines de frégate et lieute-

nants de vaisseau, commandants, ont les mêmes obligations que les capitaines de vaisseau, et doivent, en outre, la première visite aux vice-résidents.

§ 5. — Les officiers de l'armée de mer, de tout grade, lorsqu'ils sont dans le cas de rendre les visites officielles spécifiées dans le présent article, sont reçus, au débarcadère, par un fonctionnaire de la Résidence.

§ 6. — Ces visites sont rendues dans les vingt-quatre heures, si le temps permet les communications.

Lorsque les résidents ont besoin d'une embarcation convenable pour faire ou rendre une visite officielle à bord d'un bâtiment, le commandant de ce bâtiment en met une à sa disposition, tant pour l'amener à bord que pour le reconduire à terre.

Honneurs funèbres

Art. 15, — Lorsqu'un fonctionnaire du personnel des résidences vient à décéder à bord, les honneurs funèbres qui doivent lui être rendus sont réglés comme il suit :

Pour un Résident général : les honneurs dus au vice-amiral, commandant en sous-ordre.....

Il n'y aura ni coups de canon, ni décharge de mousqueterie.

Pour les chanceliers et les commis, les honneurs de la flamme et du pavillon en berne et la réunion de l'équipage sur le pont. Il est entendu que les honneurs funèbres ne sont rendus que lorsqu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour le service du bord.

Art. 16. — . . . . . .

Art. 17. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre de la guerre et le ministre de la marine et des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

31 janvier 1887

Décret du Président de la République assimilant, au point de vue des honneurs, les contrôleurs civils à des vice-résidents.

Art. 2. — L'article 9 du décret du 24 juin 1886, est complété par les dispositions suivantes :

. . . . . .

« Les vice-résidents recevront les honneurs funèbres fixés par l'article 321 du décret du 23 octobre 1883 pour les capitaines. »

Art. 3. — L'article 15 concernant les honneurs funèbres à rendre par l'armée de mer aux fonctionnaires des résidences, est également complété par les dispositions suivantes :

. . . . . .

« Les vice-résidents de 1re et de 2e classe recevront les honneurs funèbres dus aux lieutenants de vaisseau non commandants. »

Art. 4. — Les dispositions spéciales à la Tunisie, prescrites par l'article 16 du décret du 24 juin 1886, sont annulées et remplacées par les suivantes :

« En raison de l'organisation particulière du personnel de la Résidence de France en Tunisie, les contrôleurs civils, ayant les attributions de vice-consuls, auront droit aux honneurs réservés aux vice-résidents. »

Art. 5. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre de la guerre et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Hygiène publique

3 janvier 1889 (30 rabia-ettani 1306)

Décret instituant un conseil central d'hygiène et des commissions régionales

Article premier. — Il est établi, à Tunis, un conseil central d'hygiène publique et de salubrité.

Les membres de ce conseil sont au nombre de neuf au moins et de douze au plus, non compris les membres de droit institués par l'art. 3 du présent décret. Ils sont nommés pour neuf ans, par décret de S. A. le Bey, et renouvelables par tiers tous les trois ans.

Art. 2. — Le territoire de la Régence est divisé en trois circonscriptions sanitaires. Ces circonscriptions auront pour chefs-lieux les villes de Tunis, Sfax et Sousse. Dans chacune de ces deux dernières villes, il est institué une commission d'hygiène publique et de salubrité.

La circonscription de Tunis comprend : les contrôles civils de Tunis, La Goulette, Nabeul, Bizerte, Medjez-el-Bab, Béja, Souk-el-Arba, le Kef, et le commandement supérieur d'Aïn-Draham.

La circonscription de Sousse comprend les contrôles civils de Sousse, de Kairouan et de Maktar.

La circonscription de Sfax comprend les contrôles civils de Sfax, de Djerba et de Tozeur et les commandements supérieurs de Gabès et de Gafsa.

Le conseil central de Tunis fait fonctions de commission d'hygiène publique et de salubrité pour la circonscription de Tunis.

Il sera pourvu ultérieurement à la composition des commissions régionales.

Art. 3. — Font partie de droit du conseil central d'hygiène publique de Tunis :

1° Le directeur de la santé de la Régence ;

2° Le médecin directeur du lazaret de Carthage ;

3° Le médecin de service de la vaccine ;

4° L'inspecteur du service sanitaire et de l'élevage ;

5° Le directeur du laboratoire de chimie industrielle et agricole ;

6° L'ingénieur chargé du service des eaux et bâtiments de l'Etat ;

7° L'ingénieur chef du service des mines ;

8° Le premier vice-président de la municipalité de Tunis ;

9° L'ingénieur directeur des travaux publics de la ville ;

10° Le contrôleur civil de Tunis ;

11° Le médecin directeur du service de santé militaire ;

12° Le médecin en chef de l'hôpital du Belvédère ;

13° Le pharmacien de l'armée le plus élevé en grade ;

14° Le vétérinaire de l'armée le plus élevé en grade, à Tunis.

Art. 4. — Divers fonctionnaires désignés par notre premier ministre peuvent être appelés à siéger dans les conseils et commissions, avec voix consultative, ainsi que toute personne ayant une compétence spéciale pour des questions à l'étude.

Art. 5. — Le conseil central d'hygiène publique et de salubrité de Tunis est présidé par le Ministre Résident général de France ou son délégué.

Le conseil central élit deux vice-présidents et un secrétaire choisis parmi ses membres et renouvelables tous les trois ans. En l'absence du président, le premier vice-président et, à son défaut, le deuxième vice-président occupe la présidence.

Art. 6. — Le conseil central d'hygiène publique de Tunis se réunit au moins tous les mois.

Les commissions régionales se réunissent au moins une fois tous les deux mois.

D'autres réunions peuvent avoir lieu, sur la convocation du président, ou lorsqu'il en aura été fait la demande par les vice-présidents et le secrétaire.

Art. 7. — Tout membre du conseil central ou des commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité autre que les membres de droit qui, sans motif d'excuse approuvé par le conseil, a manqué de se rendre à trois convocations successives, est considéré comme démissionnaire et remplacé dans le mois qui suivra la notification de cette décision s'il était membre du conseil central, dans les trois mois s'il était membre d'une commission.

Art. 8. — Le conseil central et les commissions d'hygiène publique et de salubrité sont consultés sur les questions relatives au maintien et à la préservation de la santé publique dans leurs circonscriptions respectives, notamment en ce qui concerne :

1° L'assainissement des localités et des habitations ;

2° Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ;

3° Les maladies communes aux hommes et aux animaux ;

4° La propagation de la vaccine ;

5° L'organisation des secours aux malades indigents ;

6° Les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles ;

7° La salubrité des écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, prisons, dépôts de mendicité, etc. ;

8° La qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés à la consommation ;

9° L'amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'Etat, aux communes et aux particuliers ;

10° La salubrité tant intérieure qu'extérieure des fabriques, manufactures, chantiers, mines, ateliers, ainsi que les conditions d'hygiène des personnes qui y seront employées ;

11° La salubrité des cours d'eau, l'alimentation en eau potable des agglomérations ;

12° Les grands travaux d'utilité publique, construction d'édifices, écoles, prisons, théâtres, ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, établissement des marchés, abattoirs, égouts, cimetières, voirie, etc., sous le rapport de l'hygiène publique ;

13° La statistique démographique et la géographie médicale.

Art. 9. — Le conseil central d'hygiène publique de Tunis est chargé de centraliser et de coordonner les travaux des commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité. Il fera annuellement un rapport sur ces travaux et sur ceux qu'il aura lui-même effectués. Ce rapport sera adressé à M. le Ministre Résident général.

Art. 10. — Les délibérations du conseil central et des commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité sont transmises par les soins de M. le Ministre Résident général à l'administration compétente.

Art. 11. — Le droit d'initiative appartient au conseil central et aux commissions régionales d'hygiène publique et de salubrité, dans toutes les questions rentrant dans les attributions énoncées à l'art. 8.

Des avis pourront leur être demandés sur toutes ces questions et, en cas d'urgence, par convocation spéciale.

Art. 12. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

7 septembre 1892 (16 sfar 1310)

Décret prescrivant des mesures sanitaires contre le choléra

Article premier. — A dater de la promulgation du présent décret, toute personne entrant par mer en Tunisie est tenue, avant son débarquement, de signer sur un registre spécial une déclaration constatant que, dans les huit jours qui ont précédé son arrivée, elle n'a ni séjourné ni passé dans une localité où l'existence du choléra aurait été officiellement constatée.

Art. 2. — Tout voyageur qui, dans les huit jours ayant précédé son arrivée par mer en Tunisie, aura séjourné ou passé dans une localité où l'existence du choléra aurait été officiellement constatée, sera soumis ainsi que ses bagages à des mesures de désinfection qui pourront être également appliquées aux autres passagers du même navire.

Il sera en outre tenu dans les vingt-quatre heures de faire connaître son adresse à la municipalité ou au contrôle civil de la localité qu'il aura choisie pour sa résidence et de subir chaque jour, jusqu'à l'expiration du délai de 8 jours ci-dessus fixé, la visite d'un médecin spécialement délégué à cet effet.

Art. 3. — Tout médecin est obligé de déclarer dans les 24 heures à la municipalité de sa résidence ou au contrôle civil de sa circonscription les cas suspects d'être des cas de choléra pour lesquels il aurait été appelé.

La même obligation est imposée à tous chefs de famille ou personnes soignant ou logeant un malade suspect d'être atteint du choléra.

Art. 4. — Est interdite jusqu'à nouvel ordre l'importation en Tunisie des os, drilles, chiffons, objets de literie, tels que matelas, couvertures, etc., et autres marchandises dites « susceptibles » provenant des pays contaminés.

Art. 5. — Toute contravention au présent décret et notamment toute déclaration fausse ou inexacte faite à l'arrivée, tombe sous le coup de l'article 125 de la loi du 20 février 1885 (6 djoumadi-el-aoual 1302) (1).

(1) V. le texte sous les mots : Santé maritime.

Immeubles

1er juillet 1885 (19 ramadan 1302)

Loi sur la propriété foncière modifiée par celles des 16 mai 1886 (12 châban 1303), 6 novembre 1888 (2 rabia-el-aoual 1306) et 15 mars 1892 (16 châban 1309) (1).

TITRE I

DES IMMEUBLES. — DE LEUR IMMATRICULATION. — DU TITRE DE PROPRIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

Des immeubles

Article premier. — Les dispositions de la présente loi ne régissent que les immeubles immatriculés conformément aux prescriptions du chapitre II du présent titre et les droits réels sur ces immeubles.

(1) Un décret du 26 ramadan 1303-28 juin 1886, a déclaré les lois, décrets et règlements sur la propriété foncière applicables à date du 15 juillet 1886.

Art. 2. (1) — Les dispositions du code civil français qui ne sont contraires ni à la présente loi, ni au statut personnel ou aux règles de successions des titulaires de droits réels immobiliers, s'appliquent, en Tunisie, aux immeubles immatriculés et aux droits réels sur ces immeubles.

Art. 3. — Les biens sont immeubles, ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

Art. 4. — Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

Art. 5. — Les moulins à vent ou à eau, fixés sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature.

Art. 6. — Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

(1) Décret du 16 mai 1886 (12 châban 1303).

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

Art. 7. — Les coupes des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

Art. 8. — Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention.

Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou métayer, sont meubles.

Art. 9. — Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou un autre immeuble, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés.

Art. 10. — Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination.

Ainsi, sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

Les animaux attachés à la culture ;

Les ustensiles aratoires ;

Les semences données aux fermiers ou colons partiaires ;

Les pigeons des colombiers ;

Les lapins des garennes ;

Les ruches à miel ;

Les poissons des étangs ;

Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes ;

Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines ;

Les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles par destination tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

Art. 11. — Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et des autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ni détérioration.

Art. 12. — Sont immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent :

Les droits réels immobiliers ;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

Art 13. — Les droits réels immobiliers sont : la propriété immobilière, l'enzel et la rente de l'enzel, l'usufruit des immeubles, l'usage et l'habitation, l'emphytéose, la superficie, les servitudes foncières, l'antichrèse, les privilèges et les hypothèques.

Art. 14. — Les fonds de terre et les bâtiments sont les seuls immeubles susceptibles d'immatriculation.

Art. 15. — Tout droit réel immobilier n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription à la conservation de la propriété foncière.

Art. 16. (1) — L'existence d'un droit réel résultera à l'égard des tiers, de son inscription ; l'annulation de cette dernière ne pourra, en aucun cas, être opposée aux tiers de bonne foi.

Art. 17. — Tout bail dépassant une année devra être inscrit pour être opposable aux tiers.

CHAPITRE II

De l'immatriculation des immeubles

SECTION PREMIÈRE

Dispositions générales

Art. 18. — L'immatriculation a pour objet de placer l'immeuble qui y a été soumis sous le régime de la présente loi.

Art. 19. — Tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation sont inscrits sur un titre de propriété, qui forme leur point de départ unique à l'exclusion de tous droits antérieurs.

Art. 20. — Les immeubles immatriculés ressortiront exclusivement et d'une manière définitive à la juridiction des tribunaux français.

En cas de contestations sur les limites ou les servitudes d'immeubles contigus, lorsque l'un d'eux sera immatriculé et que l'autre ne le sera pas, la juridiction française sera seule compétente, et il sera fait application de la présente loi.

Art. 21. — Il est institué à Tunis une conservation de la propriété foncière de la Régence.

---

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309)

Le conservateur de la propriété foncière est chargé :

1° De l'immatriculation des immeubles ;

2° De la constitution des titres de propriété ;

3° De la conservation des actes relatifs aux immeubles immatriculés ;

4° De l'inscription des droits et charges sur ces immeubles,

Art. 22. (1) — L'immatriculation est facultative.

Peuvent seuls requérir l'immatriculation :

1° Le propriétaire et le copropriétaire ;

2° L'enzeliste et le coenzeliste ;

3° Les détenteurs des droits réels énumérés ci-après :

Usufruit, usage et habitation, emphytéose, superficie, antichrèse.

4° Le créancier hypothécaire, non payé à l'échéance, huit jours après une sommation infructueuse ;

5° Avec le consentement du propriétaire ou enzeliste ou copropriétaire ou coenzeliste, les détenteurs des droits réels énumérés ci-après : servitudes foncières, hypothèques.

Les frais de l'immatriculation seront, sauf convention contraire, supportés par le requérant.

En cas de saisie immobilière ou de licitation il est procédé conformément au décret sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français.

Toutefois le copropriétaire et le coenzeliste non requérants ou leurs créanciers hypothécaires pourront, par voie d'opposition, demander qu'il soit sursis à l'immatriculation jusqu'à ce qu'ils aient fait procéder au partage ou à la licitation des immeubles indivis.

Dans ce dernier cas, l'article 2 du décret sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français n'est pas applicable.

Section II

De la procédure d'immatriculation

§ 1. — *De la déclaration*

Art. 23 (1) — Tout requérant l'immatriculation remet au conservateur de la propriété foncière, qui lui en donne récépissé, une déclaration signée de lui ou d'un fondé de pouvoirs muni d'une procuration spéciale et contenant :

1° Ses nom, prénoms, surnoms, qualités, domicile et état civil ;

2° Election de domicile dans une localité du territoire tunisien ;

3° Description de l'immeuble portant : déclaration de sa valeur vénale et de sa valeur locative ; indication de la situation, c'est-à-dire de la circonscription de justice de paix, du caïdat, de la commune ou du territoire, de la contenance, de la rue et du numéro, s'il s'agit d'un immeuble situé dans une ville, du nom sous lequel il sera immatriculé de ses tenants et aboutissants, ainsi que des constructions et des plantations qui peuvent s'y trouver ;

4° Le détail des droits réels immobiliers existant sur l'immeuble avec la désignation des ayants droit.

Cette pièce est établie en arabe et en français et la traduction est certifiée conforme par un des interprètes assermentés. Un règlement spécial fixera le tarif des traductions.

Dans le cas où le requérant ne peut ou ne sait signer, le conservateur de la propriété foncière est autorisé à signer en son nom la réquisition d'immatriculation.

Le requérant dépose, en même temps que la déclaration en arabe et en français certifiée par l'interprète assermenté, tous les titres de propriété, contrats, actes publics ou privés, et documents quelconques, avec leur traduction également certifiée comme il est dit ci-dessus en français et en arabe, de nature à faire connaître les droits réels existant sur l'immeuble.

En ce qui concerne les titres de propriété, le dernier acte de chaque titre doit être traduit in extenso. Pour les autres actes contenus dans le titre ou pour tout autre écrit produit, la traduction littérale peut être remplacée par un relevé sommaire de tous les actes ou écrits conformément aux prescriptions d'un règlement à intervenir. Le tribunal mixte, au cours de la procédure en immatriculation, pourra toujours, soit d'office, soit sur la demande des parties, ordonner la traduction in extenso totale ou partielle des titres produits.

Les tiers détenteurs des titres et documents dont il question ci-dessus sont tenus, sous peine de tous dommages-intérêts, de les déposer, dans les huit jours qui suivent la sommation à eux faite par le requérant l'immatriculation, entre les mains du conservateur qui leur en délivre un récépissé sans frais.

Le conservateur adresse les titres et documents au traducteur assermenté désigné par le requérant l'immatriculation.

Ce dernier paie directement à l'interprète les frais de la traduction.

Il est interdit à l'interprète de communiquer à qui que ce soit les documents ou la traduction.

Les pièces accompagnées de la traduction

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

sont remises directement, par l'interprète, au conservateur qui en fait l'usage prescrit par l'article 31 de la présente loi.

Après décision du tribunal mixte, le conservateur remet au déposant, en échange du récépissé dont il est parlé plus haut, soit les titres communiqués s'ils ne doivent pas être conservés au dossier de l'immeuble, soit, au cas contraire, copie de l'inscription ou des documents classés au dossier.

Les frais des copies seront, le cas échéant, avancés par la personne qui les demandera, sauf son recours contre le requérant l'immatriculation.

Art. 24. — Le requérant déposera, en même temps, une somme égale au montant présumé des frais d'immatriculation, ainsi qu'ils seront déterminés par un règlement ultérieur.

§ 2. — *Des publications, du bornage et du plan*

Art. 25 (1). — Dans le plus bref délai possible après le dépôt de la réquisition et au plus tard dans les dix jours, le conservateur fait insérer au *Journal officiel* français et arabe un extrait du texte de cette réquisition.

Il envoie au chef du service topographique, au juge de paix du canton et au caïd du territoire dans lequel se trouve l'immeuble, un placard extrait du *Journal officiel*, reproduisant cette insertion. Le juge de paix et le caïd lui accusent réception de cette pièce.

Dans les 48 heures le juge de paix l'affiche en son auditoire où elle reste jusqu'à l'expiration des délais fixés par l'article 27 ci-après ; le caïd fait publier l'extrait de la réquisition dans les marchés de son territoire.

Art. 26 (1). — Dans les quarante-cinq jours qui suivent cette insertion, le chef du service topographique, après avoir prévenu le cheik par l'intermédiaire du contrôleur civil, délègue un géomètre assermenté pour procéder au bornage provisoire de l'immeuble, en présence du requérant l'immatriculation où lui dûment appelé, sans s'arrêter aux protestations qui peuvent se produire, et qui sont toujours consignées au procès-verbal. Les revendications qui se manifestent au cours des opérations sont bornées sur le terrain.

La date fixée pour le bornage est portée à la connaissance du public au moins vingt jours à l'avance et le procès-verbal de bornage constate les diligences faites à cet effet.

La date de la clôture est publiée sommairement au *Journal officiel* arabe et français.

Le procès-verbal de bornage provisoire est remis par le chef du service topographique au conservateur de la propriété foncière.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 27 (1).— Le procès-verbal de l'opération du bornage mentionne les oppositions formulées par les tiers intervenant au cours de cette opération.

A partir du jour de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis prescrit par l'article 25, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois à dater de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis de clôture du procès-verbal de bornage, les oppositions à l'immatriculation et les réclamations contre le bornage sont reçues par le conservateur de la propriété foncière, le juge de paix ou le caïd, lesquels en dressent procès-verbal et le signent avec les parties. Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, mention expresse en est faite au procès-verbal.

Les oppositions peuvent également être formées par lettres missives adressées au conservateur, au juge de paix ou au caïd.

Les oppositions reçues par le conservateur et le juge de paix sont mentionnées à leur date sur un registre coté et paraphé par le président du tribunal mixte.

Les oppositions reçues par le caïd sont mentionnées sur le registre dont la tenue est prescrite par le décret du 6 rabia-ettani 1293.

Art. 28 (1). — A l'expiration du délai imparti aux oppositions par l'article 27, le juge de paix et le caïd envoient au conservateur de la propriété foncière :

1° Les procès-verbaux et pièces relatifs aux oppositions portées devant eux ; sinon un certificat négatif;

2° Les certificats constatant l'accomplissement des formalités d'affichage à la justice de paix et de publication dans les marchés.

Art. 29 (1). — Le chef du service topographique est tenu de remettre au conservateur de la propriété foncière, dans un délai de trois mois à dater de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis de clôture du procès-verbal de bornage, un plan de l'immeuble, dressé conformément à ce bornage, selon le système métrique, par un géomètre assermenté.

Le mode d'établissement et les frais du plan font l'objet d'un règlement spécial.

Art. 30. — Les délais prescrits ci-dessus, soit pour le bornage, soit pour le dépôt du plan, pourront être prorogés exceptionnellement par une ordonnance motivée du président du tribunal mixte institué ci-après, auquel est attribué à ce sujet un pouvoir d'appréciation discrétionnaire.

Les demandes de prolongation de délai de-

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

vront toujours être formulées dans les délais légaux.

§ 3. — *Des incapables et non présents*

Art. 31 (1). — En même temps qu'il envoie au caïd et au juge de paix les placards reproduisant l'insertion au *Journal officiel*, le conservateur adresse au greffe du tribunal mixte l'original de cette réquisition ainsi que les titres et pièces déposés à l'appui de cette déclaration. Le président désigne immédiatement un juge de ce tribunal pour procéder aux enquêtes et rapport dans les conditions ci-après déterminées.

Ce juge, outre les obligations, qui lui sont imposées par l'article 41 ci-après, a pour mission de veiller pendant le cours de la procédure en immatriculation à ce qu'aucun droit immobilier des incapables ou des personnes non présentes dans la Régence ne soit lésé ; et à cet effet il procède à toutes vérifications et enquêtes nécessaires. Les pouvoirs qui lui sont conférés dans ce cas sont discrétionnaires.

Sur la demande du juge rapporteur, faite dans l'intérêt d'incapables ou de non présents, le président du tribunal mixte pourra, dans les conditions établies par l'article 30, accorder une augmentation de délai à l'effet de former opposition en leur nom à une immatriculation. Avis sera donné de cette prorogation aux fonctionnaires chargés de recevoir les oppositions.

Art. 32. — Pourront toujours, dans les délais des articles 25 à 30, former directement opposition, au nom des incapables ou non présents, les tuteurs, représentants légaux, parents ou amis, le procureur de la République, les juges de paix et les cadis.

SECTION III

Des oppositions à l'immatriculation

§ 1. — *Composition du tribunal mixte*

Art. 33. — Les pièces envoyées par le caïd et le juge de paix conformément à l'article 28 ci-dessus, seront transmises par le conservateur avec les oppositions formées directement entre ses mains, au greffe d'un tribunal mixte composé d'un président, de six membres et d'un greffier, nommés par S. A. le Bey. Le président du tribunal mixte sera un magistrat français, nommé sur la proposition du ministre résident de France à Tunis. Les membres seront proposés, trois par le tribunal français, trois par le chara, ou à son défaut par le gouvernement tunisien. Le greffier sera nommé sur la proposition du tribunal français.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Le conservateur transmettra également au greffe de ce tribunal, dès qu'il lui sera remis, le plan déposé en exécution de l'article 29 ci-dessus.

Art. 34. — Lorsqu'il n'y aura que des justiciables du tribunal français en cause, la chambre qui statuera sera composée de trois magistrats français;

Lorsqu'il n'y aura que des Tunisiens en cause, la chambre qui statuera sera composée de trois magistrats tunisiens ;

Et lorsqu'il y aura en cause des justiciables du tribunal français et des Tunisiens, la chambre saisie sera une chambre mixte, composée de deux magistrats français et de deux magistrats tunisiens, sous la présidence obligatoire du président du tribunal mixte ou de son délégué.

Si des conflits surgissaient relativement à la compétence des diverses chambres du tribunal mixte, ces conflits seraient tranchés souverainement par une décision du tribunal, toutes chambres réunies.

§ 2. — *Compétence et pouvoirs du tribunal mixte*

Art. 35. — Les contestations actuellement pendantes resteront soumises aux tribunaux qui en sont saisis et l'immatriculation sera suspendue jusqu'à décision de ces tribunaux.

A partir de la promulgation de la présente loi, toute personne citée pourra, avant toute défense au fond à la citation, et par l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 23 et 24 ci-dessus, dessaisir le tribunal compétent, à condition qu'elle suive sur sa demande en immatriculation.

Art. 36 (1). — Dans le cas où une opposition à une immatriculation serait formée par un justiciable des tribunaux français, il sera loisible à ce dernier de la porter devant la juridiction française, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond devant le tribunal mixte, et pourvu que l'instance soit fondée sur un droit existant entre ses mains avant l'insertion au *Journal officiel* de la déclaration d'immatriculation.

Auquel cas le tribunal mixte sursoiera à statuer sur l'admissibilité de la demande à fin d'immatriculation, jusqu'après décision, passée en force de chose jugée, du tribunal compétent.

Art. 37 (2). — Les décisions du tribunal mixte ne seront susceptibles d'aucune opposition, appel ou recours quelconque.

Le tribunal statuera au fond sur toutes les

(1) Loi du 6 novembre 1888 (2 rabia-el-aoual 1306.
(2) Loi du 16 mai 1886 (2 châban 1303).

contestations autres que celles prévues au premier alinéa de l'article 35 et à l'article 36. Il prononcera l'admission ou le rejet, en tout ou en partie, de l'immatriculation et ordonnera, en cas d'immatriculation, l'inscription des droits réels dont il aura reconnu l'existence.

En cas de rejet, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente.

Art. 38 (1). — Toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription, n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du vol.

Art. 39 et 40.— Abrogés par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 41 (2). — Le greffier remet au juge rapporteur commis par le président du tribunal mixte, conformément à l'article 31, les pièces que lui a transmises le conservateur en vertu des articles 31 et 33.

Ce magistrat fournit au service topographique tous les renseignements nécessaires pour le mettre à même de procéder au bornage et lui communique au besoin les titres de propriété qu'il serait utile de consulter. Il met les opposants en demeure de lui faire parvenir leur requête introductive d'instance dans un délai de quinze jours augmenté des délais de distance en vigueur en Tunisie près de la juridiction française.

Si dans ce délai, la requête introductive d'instance n'est pas produite, le tribunal déclare la réclamation déchue.

La requête introductive d'instance doit contenir, indépendamment d'une élection de domicile à Tunis, tous les moyens invoqués par le réclamant et être accompagnée des pièces à l'appui, avec leur traduction en arabe et en français, certifiée comme il est dit à l'article 23. Le rapporteur invite le requérant à l'immatriculation à en prendre connaissance au greffe du tribunal mixte, sans déplacement, et à répondre par écrit dans un délai déterminé.

Après le rapport qui est fait sur chaque affaire par le juge commis, les parties, si elles en ont fait la demande par écrit, peuvent présenter, soit en personne, soit par mandataire, leurs observations verbales sur les points seulement qui auront été développés dans les requêtes ou mémoires.

Peuvent seuls être choisis comme mandataires: les avocats défenseurs, les avocats membres du barreau français et les personnes admises à représenter les parties à l'ouzara.

Les parties sont averties, huit jours au moins à l'avance, du jour où l'affaire sera appelée en séance publique.

Les notifications à faire aux parties intéressées par les magistrats, fonctionnaires et officiers ministériels en matière d'immatriculation et d'inscription sont faites administrativement par l'intermédiaire des contrôleurs civils, des présidents des municipalités ou des caïds qui en retirent un récépissé et l'adressent à l'auteur de la notification. Une minute de cette notification et l'accusé de réception sont joints au dossier de chaque immeuble.

Les notifications à faire en pareille matière par les parties aux magistrats, fonctionnaires et officiers ministériels, peuvent être faites par lettres recommandées à la poste.

Celles que les parties se font entre elles sont remises au greffier qui procèdent administrativement par les intermédiaires indiqués ci-dessus.

Art. 42 (1). — Toute demande en immatriculation fait l'objet d'une décision du tribunal mixte rendue en audience publique, après délibéré hors la présence des parties, et qui statue sur son admissibilité totale ou partielle fait rectifier le bornage et le plan, s'il y a lieu, et relate les inscriptions à porter sur le titre de propriété.

Elle est signée par tous les membres qui y ont participé et classée aux minutes du greffe. Tout le dossier est renvoyé au conservateur de la propriété foncière.

Les parties reçoivent du greffe l'avis de la décision du tribunal mixte.

Le conservateur procède à l'immatriculation sur l'expédition conforme de la même décision qui lui est délivrée par le greffier après avoir été contresignée par le président du tribunal mixte.

L'immatriculation n'est effectuée qu'après rectification du bornage et du plan, s'il y a lieu.

Le conservateur annule et annexe à ses archives, comme il est dit à l'article 50, les anciens titres de propriétés produits à l'appui de la réquisition d'immatriculation.

Toutefois, si ces titres concernent, outre la propriété immatriculée, un immeuble distinct de cette propriété, le conservateur remet aux parties le titre commun, après y avoir apposé une mention d'annulation relative à l'immeuble immatriculé.

Cette mention est établie en langue fran-

(1) Lois du 16 mai 1886 (2 châban 1303) et 15 mars 1892 (16 châban 1309).

(2) Loi du 16 mai 1886 (2 châban 1303).

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

çaise et signée par le conservateur ; elle est suivie de sa traduction en arabe, certifiée par un interprète assermenté.

En même temps qu'il procède à l'immatriculation d'un immeuble, le conservateur inscrit les droits réels immobiliers existant sur cet immeuble, tels qu'ils résultent de la décision du tribunal mixte.

Les parties du domaine public comprises dans un immeuble immatriculé ne sont pas assujetties à l'immatriculation et les droits qui s'y appliquent subsistent indépendamment de toute inscription.

Article 43 (1). — Les frais des instances devant le tribunal mixte et devant les autres juridictions sont supportés par la partie qui succombe.

Il n'est passé en taxe, pour les contestations devant le tribunal mixte, que les frais des significations, s'il y a lieu.

Lorsque le tribunal mixte aura ordonné une mesure préparatoire telle qu'expertise, enquête, descente sur les lieux, de nature à occasionner des frais, le président du tribunal mixte fera une évaluation approximative de ces frais; le montant de cette évaluation devra être déposé, préalablement à l'opération ordonnée, entre les mains du conservateur de la propriété foncière, par le requérant l'immatriculation.

L'opération terminée, les frais de cette opération seront définitivement taxés par le président du tribunal mixte, et le conservateur payera à qui de droit d'après cette taxe.

CHAPITRE III

Du titre de propriété

Section Première

De l'établissement du titre de propriété

Art. 44 (1). — Chaque immatriculation donne lieu à l'établissement, par le conservateur de la propriété foncière, d'un titre en langue française comportant la description de l'immeuble, sa contenance, les plantations et constructions qui s'y trouvent et l'inscription des droits réels immobiliers existant sur l'immeuble et des charges qui le grèvent.

Le plan y reste annexé.

Chaque titre de propriété porte un numéro d'ordre.

Art. 45 (2). — Les titres de propriété seront établis sur un registre dont la forme sera réglée par l'administration.

Art. 46 (1). — Lorsqu'un immeuble est divisé, soit par suite de démembrement, soit par suite de partage, il est procédé au bornage de chacun des lots par un géomètre assermenté qui rapporte cette opération sur une expédition du plan. Il est établi un titre et un plan distincts pour chacune des divisions de l'immeuble.

Toutefois, en cas de mutations partielles, il n'est pas nécessaire d'établir un nouveau titre pour la partie de l'immeuble qui, ne faisant pas l'objet d'une transmission, reste en possession du propriétaire.

Le titre déjà délivré et le plan qui y est joint peuvent être conservés après avoir été revêtus des mentions utiles.

Art. 47 (1). — Le titre de propriété et les inscriptions conservent le droit qu'ils relatent, tant qu'ils n'ont pas été annulés, rayés ou modifiés.

Art. 48. — Lorsque le titre de propriété sera établi au nom d'un mineur ou de tout autre incapable, l'âge du mineur et la nature de l'incapacité seront indiqués sur le titre.

Lorsque l'état de minorité ou d'incapacité aura pris fin, le mineur devenu majeur, ou l'incapable devenu capable, pourra obtenir la rectification de son titre.

Art. 49 (1). — Lorsque le titre de propriété sera établi au nom d'une femme mariée qui, d'après son statut personnel, n'aurait pas la libre administration de ses biens, mention de cet état sera faite sur le titre. Lorsque la femme reprendra la libre administration de ses biens, elle pourra obtenir la modification de son titre.

Art. 50. — Lorsque le conservateur établira un nouveau titre de propriété, il annulera le précédent, en y apposant une mention spéciale d'annulation signée de lui, avec le timbre de la conservation et une griffe d'annulation apposée sur toutes les pages. Il annulera de la même façon la copie et la conservera dans ses archives.

Section II

Des copies des titres de propriété

Art. 51. — Tout propriétaire ou enzeliste, à l'exclusion de tous autres, aura droit à une copie exacte et complète du titre de propriété.

Cette copie sera nominative et le conservateur en certifiera l'authenticité en y apposant sa signature et le timbre de la conservation.

Les autres intéressés n'auront droit qu'à la délivrance de certificats d'inscription.

Art. 52. — Lorsque deux ou plus de deux personnes seront propriétaires indivis d'un

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).
(2) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

immeuble, des duplicata authentiques du titre de propriété seront délivrés au nom de tous les propriétaires indivisément et à chacun d'eux.

SECTION III

Des oppositions conservatoires

Art. 53 (1). — Toute demande tendant à faire prononcer l'annulation ou la modification de droits réels immobiliers pourra être mentionnée sommairement sur le titre avant d'être portée devant le tribunal. Cette inscription devra être autorisée par ordonnance du président rendue sur requête à charge de lui en référer.

La validité des inscriptions ultérieures restera subordonnée à la décision judiciaire.

Art. 54. — Si la demande n'a pas été inscrite, le jugement n'aura d'effet, vis-à-vis des tiers, qu'à dater du jour de son inscription.

Art. 55 (1). — Tout commandement à fin de saisie immobilière pourra être signifié au conservateur de la propriété foncière qui l'inscrira sur le titre. A partir de cette signification, aucune inscription nouvelle ne pourra être prise sur l'immeuble pendant le cours de l'instance en expropriation ou licitation.

TITRE II

DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Art. 56. — La propriété immobilière est le droit de jouir et de disposer d'un immeuble par nature ou par destination de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

Art. 57 (1). — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et conformément aux lois tunisiennes en vigueur sur les expropriations.

Art. 58. — La propriété d'un immeuble donne droit sur tout ce qu'il produit et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle droit d'accession.

CHAPITRE PREMIER

Du droit d'accession sur ce qui est produit par l'immeuble

Art. 59.— Les fruits naturels ou industriels de la terre,

Les fruits civils,

Le croît des animaux,

Appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 60. — Les fruits produits par l'immeuble n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

Art. 61. — Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi ; dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec l'immeuble au propriétaire qui le revendique.

Art. 62. — Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre dont il ignore les vices.

Il cesse d'être de bonne foi du moment où les vices de sa possession lui sont connus.

CHAPITRE II

Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à l'immeuble

Art. 63. — Tout ce qui s'unit et s'incorpore à l'immeuble appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

Art. 64. — La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre VIII de la présente loi.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvant fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, aux objets d'art et d'antiquité, et des lois et règlements de police.

Art. 65 (1). — Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé.

Art. 66. — Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur ; il peut aussi être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu ; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

Art. 67. — Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a le droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui ; il peut même être

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matérieux et du prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages, plantations et constructions ; mais il aura le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur.

Art. 68. — Les atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière s'appellent alluvion.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, à la charge de laisser le marchepied ou chemin de halage, conformément aux règlements.

Art. 69. — Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre ; le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer.

Art. 70. — L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

Art. 71. — Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété ; mais il est tenu de former sa demande dans l'année ; après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie, n'ait pas encore pris possession de celle-ci.

Article 72 (1). — Les îles, îlots, atterrissements qui se forment dans le lit des fleuves, des rivières ou des cours d'eau, appartiennent à l'Etat.

Art. 73. — Si un cours d'eau, une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ.

Art. 74. — Si un fleuve ou une rivière se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

Art. 75 (1). — Les accroissements ou modifications d'un immeuble par l'un des moyens énoncés dans les articles 68, 69, 71 et 74 ci-dessus, peuvent donner lieu à la rectification du titre de propriété, du bornage et du plan.

Elle sera autorisée par le tribunal de la situation de l'immeuble, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prescrites par le chapitre II du titre I de la présente loi.

Il sera procédé de même pour la rectification d'un chemin public bordant ou traversant une propriété immatriculée si cette rectification entraîne l'incorporation à ladite propriété de terrains provenant du domaine public.

Art. 76. — Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennnent au propriétaire de ces objets, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice.

CHAPITRE III

Du droit de préemption

Art. 77. — La préemption est le droit reconnu à tout copropriétaire indivis d'un même immeuble, à tout cohéritier sur les immeubles de la succession, à tout copropriétaire divis d'une maison d'habitation, au superficiaire pour l'acquisition du sol et au propriétaire du sol pour l'acquisition de la superficie, d'acquérir la portion vendue à un tiers, en se substituant à cet acquéreur, moyennant le remboursement du montant de la vente avec le prix des améliorations et les loyaux coûts du contrat.

Art. 78. — Ce droit sur un même immeuble s'exercera, par voie de préférence, dans l'ordre suivant :

1° Le propriétaire du sol vis-à-vis du superficiaire et réciproquement ;

2° Les cohéritiers ;

3° Les copropriétaires divis ou indivis.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Pour ces deux dernières catégories, celui qui a la part la plus considérable sur l'immeuble sera préféré à celui qui a une part moindre.

En cas d'égalité, le sort décidera entre ceux qui veulent bénéficier de la préemption.

Art. 79. — S'il y a contestation sur l'importance de leur part, le président du tribunal, sur ordonnance, la fera déterminer par un expert.

Le tirage au sort, en cas d'égalité, se fera devant le greffier du tribunal qui en dressera procès-verbal.

Art. 80. — Le cohéritier, le copropriétaire, le propriétaire du sol ou le superficiaire qui voudra exercer la préemption, devra en faire une notification à l'acquéreur de l'immeuble dans le délai de huitaine augmenté du délai des distances, sans que ce délai puisse jamais être supérieur à deux mois, à partir du jour où ils auront eu connaissance de la vente avec offres réelles de rembourser à l'acquéreur son prix d'acquisition, ainsi que le prix des améliorations et tous les loyaux coûts accessoires.

Passé ce délai, ils seront déchus de l'exercice de ce droit.

Art. 81. — L'acquéreur, après inscription de son droit, pourra notifier son contrat d'acquisition à tout ayant droit à la préemption qui en sera déchu s'il ne l'exerce dans le délai de huitaine à partir de cette notification, comme il est dit à l'article précédent.

Art. 82. — Le droit de préemption se prescrit dans tous les cas par six mois à partir du jour de la vente.

TITRE III

De l'enzel

Art. 83. — L'enzel est une propriété foncière grevée d'une rente perpétuelle.

Art. 84. — Le montant des arrérages doit être inscrit avec le droit lui-même.

Art. 85. — Les arrérages se prescrivent par cinq ans.

Art. 86. — En aucun cas, le crédit-rentier ne pourra, à moins de convention contraire. être contraint à recevoir le remboursement de sa rente.

Art. 87. — Il a sur l'immeuble tenu à enzel un privilège pour le paiement de sa rente, et le droit suit l'immeuble, en quelque main qu'il passe.

Art. 88. — En cas de non-paiement de la rente par le débit-rentier, il peut poursuivre la vente de l'immeuble tenu à enzel pour avoir paiement des arrérages échus.

Art. 89. — En cas d'insuffisance du prix de vente, l'enzeliste (débit-rentier) ne sera tenu personnellement que des arrérages des deux dernières années qui pourront être dues.

TITRE IV

De l'usufruit des immeubles

Art. 90. — L'usufruit immobilier est le droit de jouir d'un immeuble dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

Art. 91. — L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

Art. 92. — L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

Art. 93 (1). — Il (l'usufruit) peut être établi :

1° Sur la propriété immobilière ;
2° Sur l'enzel ;
3° Sur la rente de l'enzel ;
4° Sur l'emphytéose pour le temps de sa durée ;
5° Sur la superficie ;
6° Sur l'antichrèse ;
7° Sur les hypothèques.

Section Première

Des droits de l'usufruitier

Art. 94. — L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'immeuble dont il a l'usufruit.

Art. 95. — Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Art. 96. — Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Art. 97 (1). — Les fruits civils sont les loyers des maisons, les prix des baux à ferme, les arrérages de la rente de l'enzel et les intérêts des créances hypothécaires.

Art. 98. — Les fruits naturels et industriels, pendant par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit appartiennent au propriétaire, sans récompenses de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

Art. 99. — Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 100. — Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de leur usufruit.

Art. 101. — Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent non détériorées par son dol ou par sa faute.

Art. 102. — Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement et à l'usage constant des propriétaires, sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'il aurait négligé de faire pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

Art. 103. — L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

Art. 104. — Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie; il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident ; il peut même, pour cet objet, en faire abattre s'il est nécessaire; mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

Art. 105. — Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes ; il peut aussi prendre, sur les arbres, les produits annuels ou périodiques ; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

Art. 106. — Les arbres fruitiers qui meurent, ceux mêmes qui sont arrachés ou brisés par accident appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

Art. 107 (1). — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme dans les conditions du code civil français, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit.

Art. 108. — L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'immeuble dont il a l'usufruit.

Art. 109. — Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

Art. 110. — Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; et néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après l'avoir obtenue conformément à la loi.

Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est point encore commencée, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

Art. 111. — Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de l'immeuble en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

Section II

Des obligations de l'usufruitier

Art. 112. — L'usufruitier prend les immeubles dans l'état où ils sont; mais il ne peut entrer en jouissance qu'après en avoir fait dresser l'état, en présence du propriétaire ou lui dûment appelé.

Art. 113. — Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit ; cependant, les pères et mères ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

Art. 114. — Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme ou mis en séquestre.

Le prix des fermes appartient, dans ce cas, à l'usufruitier.

Art. 115. — Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert.

Art. 116. — L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

Art. 117. — Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières;

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

Art. 118. — Ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

Art. 119. — L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles de l'immeuble, telles que les contributions et autres, qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits.

Art. 120. — A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit:

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

Art. 121. — Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité et par le légataire à titre universel de l'usufruit dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

Art. 122. — L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué; s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire, sauf le cas où il est usufruitier en vertu d'un legs et où l'objet de l'usufruit a été hypothéqué avant ou depuis le testament, soit pour une dette de la succession, soit même pour la dette d'un tiers. Dans ce cas, en effet, celui qui doit acquitter le legs n'est pas tenu de le dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.

Art. 123. — L'usufruitier, ou universel, ou à titre universel, doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes, ainsi qu'il suit:

On estime la valeur du fonds sujet à usufruit;. on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et dans ce cas l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

Art. 124. — L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

Art. 125. — Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci; faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

Section III

Comment l'usufruit prend fin

Art. 126. — L'usufruit s'éteint:

1° Par la mort de l'usufruitier;

2° Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

3° Par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

4° Par le non-usage du droit pendant vingt ans;

5° Par la perte totale de l'immeuble sur lequel l'usufruit est établi.

Art. 127. — L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir.

Les juges peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier ou à ses ayants cause, une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

Art. 128. — L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que trente ans.

Art. 129. — L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

Art. 130. — La vente de l'immeuble sujet à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier ; il continue de jouir de son usufruit s'il n'y a pas formellement renoncé.

Art. 131. — Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

Art. 132. — Si une partie seulement de l'immeuble soumis à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

Art. 133. — Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait du sol et des matériaux.

TITRE V

DE L'USAGE ET DE L'HABITATION

Art. 134. — Les droits d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit.

Art. 135. — On ne peut en jouir comme dans le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution et sans faire des états.

Art. 136. — L'usager et celui qui a un droit d'habitation doivent jouir en bons père de famille.

Art. 137. — Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

Art. 138. — Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit.

Art. 139. — Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

Art. 140. — L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

Art. 141. — Celui qui a un droit d'habitation dans une maison peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

Art. 142. — Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé, et de sa famille.

Art. 143. — Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué.

Art. 144. — Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions, comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

Art. 145. — L'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières.

TITRE VI

DE L'EMPHYTÉOSE

Art. 146. — L'emphytéose est un droit réel immobilier qui consiste à avoir la pleine jouissance d'un immeuble appartenant à autrui, sous la condition de lui payer une redevance annuelle soit en argent, soit en nature, en reconnaissance de son droit de propriété.

Art. 147. — L'emphytéose ne pourra être établie que pour une durée d'au moins vingt ans, et jamais au delà de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Tout bail d'une durée de vingt ans et au-dessus sera présumé bail emphytéotique, à moins de stipulations contraires, soit dans le bail, soit dans un acte séparé.

Art. 148. — L'emphytéote exerce tous les droits attachés à la propriété du fonds, mais il ne peut rien faire pour en diminuer la valeur.

Il a, par exemple, la faculté d'aliéner son droit, de l'hypothéquer et de grever le fonds emphytéotique pour la durée de sa jouissance.

Art. 149 (1). — L'emphytéose s'éteint :

1° Par la confusion ;

2° Par la destruction du fonds.

TITRE VII

DE LA SUPERFICIE

Art. 150. — Le droit de superficie est un droit réel immobilier qui consiste à avoir des bâtiments, ouvrages ou plantations sur un fonds appartenant à autrui.

Art. 151. — Celui qui a le droit de superficie peut toujours l'aliéner et l'hypothéquer.

---

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Il peut grever de servitudes les biens qui font l'objet de son droit, mais dans la limite qui lui appartient pour l'exercice de ce droit.

Art. 152 (1). — Le droit de superficie s'éteint:

1° Par la confusion ;

2° Par la destruction du fonds;

TITRE VIII

DES SERVITUDES FONCIÈRES

Art. 153. — Une servitude est une charge imposée sur un immeuble pour l'usage et l'utilité d'un immeuble appartenant à un autre propriétaire.

Art. 154. — Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi ou des conventions entre les propriétaires ; dans les premiers cas, elle n'est pas assujettie à l'inscription.

CHAPITRE PREMIER

Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux

Art. 155. — Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

Art. 156. — Abrogé par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 157. — Tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 189.

Art. 158. — Abrogé par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

CHAPITRE II

Des servitudes établies par la loi

Art. 159. — Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

Art. 160. — Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude est déterminé par les lois ou des règlements particuliers.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 161. — La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

Art. 162 (1). — Partie de ces obligations est réglée par les lois locales.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage.

SECTION PREMIÈRE

Du mur et du fossé mitoyens

Art. 163. — Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Art. 164. — Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté et présente de l'autre un plan incliné.

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon ou des filets et corbeaux de pierres qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égout ou les corbeaux et filets de pierre.

Art. 165. — Le dessus d'une rue est présumé dépendance du domaine public, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Il y a marque de propriété privée lorsqu'il existe des constructions au-dessus de la rue ou au moins des arceaux joignant les murs élevés de chaque côté de la rue.

Lorsqu'une construction ou l'arceau placés au-dessus de la rue sera détruit par vétusté, accident ou autrement, le propriétaire perdra le bénéfice de la présomption qui en résultait à son profit.

Il ne pourra en aucun cas reconstruire à moins d'une autorisation spéciale.

La propriété privée du dessus d'une rue a pour conséquence la mitoyenneté du mur sur lequel s'appuie l'arceau ou la construction, à moins de titre contraire.

Art. 166. — La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit et proportionnellement au droit de chacun.

Art. 167. — Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 168. — Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur, à cinquante-cinq millimètres près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié du mur, dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser une cheminée.

Art. 169. — Tout propriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen, mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune, et, en outre, l'indemnité de la charge en raison de l'exhaussement et suivant la valeur.

Art. 170. — Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhausement, celui qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédent d'épaisseur doit se prendre de son côté.

Art. 171. — L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

Art. 172. — Nul n'est tenu de céder à son voisin la mitoyenneté de son mur; cependant, dans le cas d'exhaussement d'un mur mitoyen, le voisin qui n'y a pas contribué peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'a coûté l'exhaussement, et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédent d'épaisseur s'il y en a.

Art. 173. — Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche.

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

Art. 174 (1). — Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 175 (1). — Toute clôture qui sépare des fonds de terre est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y en ait qu'un seul en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Art. 176. — La clôture mitoyenne doit être entretenue à frais communs; mais le voisin peut se soustraire à cette obligation en renonçant à la mitoyenneté.

Cette faculté cesse si le fossé sert habituellement à l'écoulement des eaux.

Art. 177. — Le voisin dont l'héritage joint un fossé ou une haie non mitoyens ne peut contraindre le propriétaire de ce fossé ou de cette haie à lui céder la mitoyenneté.

Le copropriétaire d'une haie mitoyenne peut la détruire jusqu'à la limite de sa propriété, à la charge de construire un mur sur cette limite.

La même règle est applicable au copropriétaire d'un fossé mitoyen qui ne sert qu'à la clôture.

Art. 178. — Tant que dure la mitoyenneté de la haie, les produits en appartiennent aux propriétaires par moitié.

Art. 179. — Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie. Les arbres plantés sur la ligne séparative de deux immeubles sont aussi réputés mitoyens. Lorsqu'ils meurent ou lorsqu'ils sont coupés ou arrachés, ces arbres sont partagés par moitié. Les fruits sont recueillis à frais communs et partagés aussi par moitié, soit qu'ils tombent naturellement, soit que la chute en ait été provoquée, soit qu'ils aient été cueillis.

Chaque propriétaire a le droit d'exiger que les arbres mitoyens soient arrachés.

Art. 180. — Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite du fonds voisin qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus, et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux fonds pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations.

Les arbres, arbustes et arbrisseaux peuvent être plantés en espalier, de chaque côté du

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

mur séparatif, sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance, mais ils ne pourront dépasser la crête du mur.

Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d.y appuyer ses espaliers.

Art. 181 (1). — Le voisin peut exiger que les arbres, arbustes et arbrisseaux, plantés à une moindre distance que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée à l'article précédent, à moins qu'il n'y ait titre ou inscription contraire.

Si les arbres meurent, ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales.

Art. 182 (1). — Celui sur le fonds duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à les couper. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent.

Si ce sont les racines qui avancent sur son fonds, il a le droit de les y couper lui-même.

Section II

De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions

Art. 183. — Celui qui fait creuser un puits ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non,

Celui qui veut y construire cheminée ou âtre, forge, four ou fourneau,

Y adosser une étable,

Ou établir contre ce mur un magasin de sel ou amas de matières corrosives,

Est obligé à laisser la distance prescrite par les règlements et usages particuliers sur ces objets, ou à faire les ouvrages prescrits par les mêmes règlements et usages, pour éviter de nuire au voisin.

Section III

Des vues sur la propriété de son voisin

Art. 184. — L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit, même à verre dormant.

Art. 185. — Une fenêtre ne peut être ouverte sur le fonds du voisin, même dans une rue, si son bord extérieur n'est distant de trois mètres au moins de la limite de ce fonds ou du mur de la maison élevée sur ce fonds, à moins du consentement des voisins intéressés, donné conformément aux règlements ou usages locaux.

Il en est de même des fenêtres et des portes à ouvrir dans les impasses, quelle qu'en soit la largeur.

Art. 186. — Aucune fenêtre donnant vue dans l'intérieur de l'habitation du voisin ne pourra être ouverte sans son consentement.

Art. 187. — L'élévation des constructions urbaines sera déterminée par arrêté municipal.

Les personnes qui auraient à réclamer contre l'ouverture d'une porte ou d'une fenêtre, ou l'élévation d'une construction, faites contrairement aux dispositions de la présente section, auront un délai de six mois à dater de l'ouverture ou de la construction pour formuler leur opposition; passé ce délai, elle ne sera plus recevable.

Section IV

De l'égout des toits

Art. 188. — Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

Section V

Du droit de passage

Art. 189. — Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue ou qu'une issue insuffisante pour l'exploitation soit agricole, soit industrielle de sa propriété, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

Art. 190. — Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

Art. 191. — Si l'enclave résulte de la division d'un fonds par suite d'une vente, d'un échange, d'un partage ou de tout autre contrat, le passage ne peut être demandé que sur les terrains qui ont fait l'objet de ces actes.

Toutefois, dans le cas où un passage suffisant ne pourrait être établi sur les fonds divisés, l'article 189 serait applicable.

Art. 192. — L'assiette et le mode de servitudes de passage pour cause d'enclave sont déterminés par vingt ans d'usage continu.

L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 189, est prescriptible, et le passage peut être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

CHAPITRE III

Des servitudes établies par le fait de l'homme

SECTION PREMIÈRE

Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les immeubles

Art. 193. — il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs immeubles ou en faveur de leurs immeubles, telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue ; à défaut de titre, par les règles ci-après.

Art. 194. — Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent urbaines, soit que les bâtiments auxquels elles sont dues soient situés à la ville ou à la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment rurales.

Art. 195. — Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme : tels sont les conduites d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées : tels sont les droits de passage, puisage, paccage et autres semblables.

Art. 196. — Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

SECTION II

Comment s'établissent les servitudes

Art. 197 (1). — Les servitudes ne peuvent s'établir que par titre.

Art. 198, 199, 200 et 201 abrégés par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 202. — Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage.

SECTION III

Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due

Art. 203. — Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

Art. 204. — Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

Art. 205. — Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé par le titre de faire à ses frais les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge, en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

Art. 206. — Si le fonds pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

Art. 207. — Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode.

Ainsi il ne peut changer l'état des lieux, ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Mais cependant, si cette assignation primitivé était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

Art. 208. — De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

Art. 209 (1). — Lorsqu'un immeuble se trouve dans un état tel qu'on ne puisse user d'une servitude et que le non-usage a duré

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

pendant 20 ans, la radiation de cette servitude est prononcée par jugement.

Art. 210, 211, 212. — Abrogés par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 213. — Les vingt ans commencent à courir selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

Art. 214, 215, 216. — Abrogés par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

TITRE IX

DE L'ANTICHRÈSE

Art. 217. — L'antichrèse est la remise d'un immeuble par le débiteur à son créancier pour sûreté de sa dette.

Art. 218. — L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Art. 219. — Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Art. 220. — Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

Art. 221. — Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

Art. 222. — Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu ; toute clause contraire est nulle : en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

Art. 223. — Lorsque les parties ont stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts, ou totalement, ou jusqu'à une certaine concurrence, cette convention s'exécute comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois.

Art. 224. — L'antichrèse peut être donnée par un tiers pour le débiteur.

Art. 225. — L'antichrèse est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur qui a payé sa portion de la dette ne peut demander la restitution de sa portion dans l'immeuble remis en antichrèse, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre l'immeuble tenu à antichrèse au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

Art. 226. — Tout ce qui est statué au présent titre ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur l'immeuble remis en antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout créancier.

Art. 227. — Le créancier répond, selon le droit commun, de la perte ou détérioration de l'immeuble qui serait survenue par sa négligence.

Le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation de l'immeuble remis en antichrèse.

TITRE X

DES PRIVILÈGES

Art. 228. — Le privilège est un droit réel immobilier que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers même hypothécaires.

Il n'est pas assujetti à l'inscription, sauf celui du crédit-rentier de l'enzel, et, dans ce cas, l'inscription prise aura la même durée que le privilège.

Art. 229 (1). — Les créances privilégiées sur le prix des immeubles sont les suivantes et s'exercent suivant l'ordre établi ci-après :

1° Les frais de justice ;

2° Les droits du Trésor ;

3° Les arrérages dus au crédit-rentier de l'enzel.

Art. 230 (1). — Ces privilèges, excepté celui du crédit-rentier de l'enzel, ne s'exercent sur le prix des immeubles qu'à défaut de mobilier.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

TITRE XI

DES HYPOTHÈQUES

CHAPITRE PREMIER

Art. 231. — L'hypothèque est un droit réel immobilier sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

Art. 232. — L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisés par la loi.

Art. 233 (1). — Sont seuls susceptibles d'hypothèques :

1° La propriété immobilière qui est dans le commerce ;

2° L'usufruit des immeubles pour le temps de sa durée ;

3° L'enzel ;

4° L'emphytéose pour le temps de sa durée ;

5° La superficie.

Art. 234. — L'hypothèque acquise s'étend aux accessoires réputés immeubles et aux améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

Art. 235 et 236 abrogés par le décret du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 237. — Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a droit d'être colloqué pour une année seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital, à condition toutefois que ce droit résulte de l'acte, qu'il soit inscrit et que le taux de l'intérêt soit indiqué dans l'acte et l'inscription.

Art. 238. — L'hypothèque est volontaire ou forcée. Elle ne s'acquiert dans les deux cas que par l'inscription. Les inscriptions prises auront la même durée que l'hypothèque.

Art. 239 (1). — L'hypothèque forcée est celle qui est acquise en vertu d'une décision de justice, sans le consentement du débiteur, et dans les cas ci-après déterminés :

1° Aux mineurs et aux interdits sur les immeubles des tuteurs et de leurs cautions ;

2° A la femme sur les immeubles de son mari, pour sa dot, ses droits matrimoniaux, l'indemnité des obligations du mari dont elle est tenue et le remploi du prix de ses biens aliénés ;

3° Au vendeur, à l'échangiste ou au copartageant sur l'immeuble vendu, échangé ou partagé, quand il n'a pas été réservé d'hypothèque conventionnelle pour le paiement du prix ou de la soulte d'échange ou de partage.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 240. — A l'ouverture d'une tutelle ou d'une interdiction, le conseil de famille désigne contradictoirement avec le tuteur ceux de ses immeubles qui seront grevés d'hypothèque et fixe la somme pour laquelle l'inscription sera prise.

Art. 241. — Si, dans le cours de la tutelle ou de l'interdiction, les garanties données par le tuteur se trouvent modifiées ou deviennent insuffisantes, le conseil de famille peut en exiger de nouvelles ; si elles sont devenues excessives, il peut les diminuer.

Art. 242. — Dans tous les cas, à défaut du consentement du tuteur, la délibération du conseil de famille sera soumise à l'homologation du tribunal et le droit à l'hypothèque résultera du jugement de ce tribunal.

Art. 243. — La convention matrimoniale, s'il y en a, détermine les immeubles du mari qui sont grevés d'hypothèque, l'objet auquel s'applique la garantie, et la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'inscription peut être prise.

Art. 244. — S'il n'a pas été stipulé d'hypothèque ou en cas d'insuffisance des garanties déterminées par le contrat, la femme peut, dans le cours du mariage, et en vertu d'un jugement du tribunal, à défaut du consentement du mari, pour toutes les causes de recours qu'elle peut avoir contre lui, soit à raison d'obligations par elle souscrites, ou d'aliénation de ses propres, ou de donations ou de successions auxquelles elle est appelée, requérir inscription d'une hypothèque sur les immeubles de son mari.

Le jugement, dans ce cas, détermine la somme pour laquelle l'inscription sera prise, l'objet à garantir et les immeubles sur lesquels l'inscription se fera.

Lorsque les garanties seront devenues excessives, le mari pourra en demander la diminution au tribunal.

Art. 245. — Le mari ou le tuteur pourra toujours être dispensé de l'hypothèque en constituant un gage mobilier ou une caution, lorsque cette substitution sera reconnue suffisante par une décision de justice.

Art. 246. — Le vendeur d'un immeuble peut, dans le contrat de vente, stipuler de son acheteur une hypothèque sur l'immeuble vendu, pour garantie du paiement total ou partiel du prix.

Il peut également stipuler qu'en cas de nouvelle transmission de la propriété de l'immeuble avant paiement total ou partiel du

prix, il conservera l'action en résolution de la vente.

Art. 247. — A défaut de stipulation d'hypothèque, le vendeur peut, en vertu d'un jugement du tribunal, requérir l'inscription sur ledit immeuble.

Le jugement pourra également, sur les conclusions du vendeur, lui accorder la conservation de son action en résolution en cas de transmission ultérieure de la propriété de l'immeuble avant paiement total ou partiel du prix.

Art. 248. — A défaut d'inscription de la clause de conservation de l'action résolutoire, résultant du contrat ou du jugement, la résolution de la vente ne pourra en aucun cas être opposée au tiers.

Art. 249. — Dans ces divers cas, le président du tribunal pourra, en cas d'urgence, ordonner toutes inscriptions conservatoires, lesquels n'auront d'effet que jusqu'au jugement définitif. Si le jugement définitif maintient tout ou partie de l'inscription, ce qui aura été conservé prendra rang à la date de l'inscription prise conservatoirement.

CHAPITRE II

Des hypothèques volontaires.

Art. 250 (1). — Les hypothèques volontaires ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

Art. 251. — Les écrits faits en pays étrangers peuvent donner hypothèque sur des immeubles sis en Tunisie, à condition de se conformer aux dispositions de la présente loi.

Art. 252 (1). — Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

Cette disposition ne pourra, toutefois, conformément à l'article 16 ci-dessus, préjudicier aux droits que les créanciers hypothécaires de bonne foi auraient fait inscrire régulièrement.

Art. 253. — Les biens des mineurs et des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi.

SECTION PREMIÈRE

De l'hypothèque testamentaire

Art. 254. — L'hypothèque testamentaire est celle qui est établie, pour un chiffre déterminé, par le testataire, sur un ou plusieurs de ses immeubles spécialement désignés dans le testament, pour garantir les legs par lui faits.

SECTION II

De l'hypothèque conventionnelle

Art. 255. — Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable, et pouvant en conséquence être inscrite, que celle qui, soit dans le titre constitutif de la créance, soit dans un titre postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance.

Art. 256. — Si les immeubles affectés à l'hypothèque ont péri ou éprouvé des dégradations, de manière qu'ils soient devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci a le droit de réclamer le remboursement de sa créance.

Néanmoins, le débiteur sera admis à offrir un supplément d'hypothèque si la perte ou les dégradations ont eu lieu sans sa faute.

Art. 257. — L'hypothèque conventionnelle n'est valable, et ne peut en conséquence être inscrite, qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie est déterminée dans l'acte.

Si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle, la condition sera mentionnée dans l'inscription.

Art. 258. — L'hypothèque consentie pour sûreté d'un crédit ouvert, à concurrence d'une somme déterminée qu'on s'oblige à fournir, est valable, et peut en conséquence être inscrite ; elle prend rang à la date de son inscription sans égard aux époques successives de la délivrance des fonds.

CHAPITRE III

Du rang des hypothèques entre elles

Art. 259. — L'hypothèque, soit volontaire, soit forcée, n'existe à l'égard des tiers et n'a rang entre les créanciers que du jour de l'inscription prise dans la forme et de la manière prescrits dans la présente loi.

Art. 260. — Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand même cette différence serait marquée par le conservateur.

CHAPITRE IV

De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs

Art. 261. — Les créanciers ayant une hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe pour être collo-

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).

qués et payés suivant l'ordre de leur inscription.

Art. 262. — Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé, comme détenteur, à toutes les dettes hypothécaires; il jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

Art. 263. — Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, s'il ne paie tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, de délaisser l'immeuble hypothéqué sans aucune réserve.

Art. 264. — Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'immeuble.

Art. 265. — Le délaissement par hypothèque peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette et qui ont la capacité d'aliéner.

Art. 266. — Il peut l'être après même que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement. Le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

Art. 267. — Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens, et il en est donné acte par ce tribunal.

Le greffier doit en prévenir immédiatement le conservateur qui en fera mention sur le titre de propriété.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé à l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

Art. 268. — Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires, donnent lieu contre lui à une action en indemnité ; mais il ne peut répéter ses impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.

Art. 269. — Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser; et, si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.

Art. 270. — Les droits réels immobiliers dont le tiers détenteur avait le bénéfice ou qu'il subissait avant sa possession sur un immeuble délaissé ou adjugé à la suite d'une purge d'hypothèque, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Dans le cas où l'inscription aurait été radiée à la suite de la confusion, une nouvelle inscription serait nécessaire pour faire revivre le droit, mais l'intéressé pourra la requérir.

Art. 271. — Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué, ou subi l'expropriation de cet immeuble, a son recours, tel que de droit, contre le débiteur principal.

Art. 272. — Le tiers détenteur qui veut purger sa propriété, en payant le prix, observe les formalités qui sont établies dans le chapitre VI ci-après.

CHAPITRE V

De l'extinction des hypothèques

Art. 273 (1). — Les hypothèques s'éteignent :

1° Par l'extinction de l'obligation principale;

2° Par la renonciation du créancier ;

3° Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les immeubles par eux acquis.

Art. 274. — Abrogé par la loi du 19 mars 1892 (16 châban 1309).

CHAPITRE VI

Du mode de purger les immeubles des hypothèques

Art. 275. — L'immeuble, bien que changeant de propriétaire, reste affecté de tous les droits réels immobiliers inscrits sur le titre de propriété.

Art. 276.— Le nouveau propriétaire qui voudra obtenir la radiation des inscriptions hypothécaires prises sur l'immeuble dont la propriété lui est transmise, devra, après avoir fait inscrire son droit de propriété, soit avant les poursuites autorisées par le chapitre IV qui précède, soit dans le mois au plus tard à compter de la première sommation qui lui est faite, notifier à tous les créanciers inscrits, au domicile par eux élu :

1° Extrait de l'acte transmissif de propriété contenant sa date et sa qualité et la désignation des parties ;

---

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

2° Le prix de l'acquisition et les charges faisant partie du prix ; l'évaluation de ces charges, celle du prix même s'il consiste en une rente viagère ou perpétuelle ou en toute obligation autre que celle de payer un capital fixe; enfin l'évaluation de l'immeuble s'il a été donné ou cédé à tout autre titre qu'à celui de vente;

3° Un certificat d'inscriptions de toutes les hypothèques qui pèsent sur l'immeuble, y compris celle du vendeur qui aurait bénéficié des articles 246 ou 247 de la présente loi.

Art. 277. — Le nouveau propriétaire ne pourra faire usage de la faculté accordée par le précédent article que sous condition de faire la notification prescrite dans l'année de l'inscription de son droit de propriété.

Art. 278. — Le nouveau propriétaire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt d'acquitter les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence du prix ou de la valeur déclarée, sans déduction aucune au profit du vendeur ou de tout autre.

Sauf disposition contraire dans les titres de créances,il jouira des termes et délais accordés au débiteur originaire et il observera ceux stipulés contre ce dernier.

Les créances non échues qui ne viennent que pour partie en ordre utile seront immédiatement exigibles vis-à-vis du nouveau propriétaire jusqu'à cette concurrence, et, pour le tout, à l'égard du débiteur.

Art. 279. — Si parmi les créanciers se trouve un vendeur ayant à la fois l'hypothèque qu'il aurait fait inscrire et l'action résolutoire qu'il aurait conservée par l'inscription, conformément aux articles 246 ou 247 de la présente loi, il aura quarante jours, à partir de la notification à lui faite, pour opter entre ces deux droits, sous peine d'être déchu de l'action en résolution et de ne pouvoir plus réclamer que son hypothèque.

S'il opte pour la résolution du contrat, il devra, à peine de déchéance, le déclarer au greffe du tribunal devant lequel l'ordre doit être poursuivi. Le greffier doit en prévenir immédiatement le conservateur qui en fera mention sur le titre de propriété.

La déclaration du vendeur sera faite dans le délai ci-dessus fixé, et suivie dans les dix jours de la demande en résolution.

A partir du jour où le vendeur aura opté pour l'action résolutoire, la purge sera suspendue et ne pourra être reprise qu'après la renonciation de la part du vendeur à l'action résolutoire, ou après le rejet de cette action.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux coéchangistes et au donataire.

Art. 280. — Lorsque le nouveau propriétaire a fait la notification ci-dessus énoncée dans le délai fixé, tout créancier dont l'hypothèque est inscrite peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques, à la charge:

1° Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans les quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel du créancier le plus éloigné du tribunal qui doit connaître de l'ordre ;

2° Qu'elle contiendra soumission du requérant ou d'une personne présentée par lui, de porter le prix à un dixième en sus de celui stipulé dans le contrat ou déclaré par le nouveau propriétaire. Cette enchère portera sur le prix principal et les charges, sans aucune déduction, mais non sur les frais du premier contrat ;

3° Que la même signification sera faite, dans le même délai, au précédent propriétaire et au débiteur principal ;

4° Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration. Il devront aussi être signés, le cas échéant, par le tiers enchérisseur ;

5° Que le requérant offrira de donner caution personnelle ou hypothécaire jusqu'à concurrence du prix et des charges.

Le tout à peine de nullité.

Art. 281. — A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat ou déclaré par le nouveau propriétaire.

Les inscriptions qui ne viennent pas en ordre utile sur le prix seront rayées pour la partie qui l'excédera, par suite de l'ordre amiable ou judiciaire dressé conformément aux lois de la procédure,

Le nouveau propriétaire se libérera des hypothèques, soit en payant aux créanciers inscrits en ordre utile les créances exigibles ou dont l'acquittement lui est facultatif, soit en consignant le prix jusqu'à concurrence de ces créances.

Il reste soumis aux hypothèques venant en ordre utile, à raison des créances non exigibles dont il ne voudrait ou ne pourrait se libérer.

Art. 282. — En cas de revente par suite de surenchère, elle aura lieu suivant les formes de la procédure civile.

Art. 283. — L'adjudicataire est tenu, au delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de son dépôt à la conservation de la propriété foncière, ceux d'inscription, ceux de notification et ceux faits par lui pour parvenir à la revente,

Art. 284. — Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires, ou si ces derniers, sommés par huissier, au domicile par eux élu, de poursuivre l'adjudication dans la quinzaine, n'y donnent point suite.

Art. 285. — L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet excédent, à compter du jour de chaque paiement.

Art. 286. — Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire compreudrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance, sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

TITRE XII

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE

SECTION PREMIÈRE

Art. 287. — Le créancier peut poursuivre l'expropriation des droits réels immobiliers suivants appartenant au débiteur :

1° La propriété immobilière ;
2° L'enzel ;
3° L'usufruit des immeubles ;
4° L'emphytéose ;
5° La superficie.

Art. 288. — Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément aux lois sur les successions.

Art. 289. — Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

Art. 290. — La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou un interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

Art. 291. — L'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté se poursuit contre le mari débiteur seul, quoique la femme soit obligée à la dette.

Celle des immeubles de la femme qui ne sont point entrés en communauté se poursuit contre le mari et la femme, laquelle, au refus du mari de procéder avec elle, ou si le mari est mineur, peut être autorisée en justice.

En cas de minorité du mari et de la femme, ou de minorité de la femme seule, si son mari majeur refuse de procéder avec elle, il est nommé par le tribunal un tuteur à la femme, contre lequel la poursuite est exercée.

Art. 292. — Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance de ceux qui lui sont hypothéqués.

Art. 293. — Il ne pourra être procédé simultanément à la vente de divers immeubles, appartenant au même débiteur, qu'après autorisation sur requête délivrée par le président du tribunal.

Art. 294 (1). — Si le débiteur justifie, par baux inscrits, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais et s'il en offre la délégation aux créanciers, la poursuite peut être supendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement.

Art. 295 (2). — La vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre inscrit ou exécutoire pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable ; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Art. 296. — Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).
(2) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

Art. 297. — La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision, nonobstant appel ; mais l'adjudication ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

Art. 298. — La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

Art. 299. — Toute poursuite en expropriation d'immeuble doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne du débiteur ou à son domicile par le ministère d'un huissier.

Si ce commandement est signifié au conservateur, celui-ci l'inscrira, et l'immeuble du débiteur ne pourra faire l'objet d'aucune autre inscription pendant le cours de l'instance en expropriation.

Art. 300 à 341. — Abrogés par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 342 (1). — Tout droit réel relatif à un immeuble déjà immatriculé n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription sur le titre par le conservateur de la propriété foncière, sans préjudice des droits et actions réciproques des parties pour l'inexécution de leurs conventions.

Art. 343 (1). — Tous faits ou conventions ayant pour effet de transmettre, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, d'en changer le titulaire ou de modifier toute autre condition de son inscription, tous baux d'immeubles excédant une année, toute quittance ou cession d'une somme équivalente à plus d'une année de loyers ou fermages non échus, ou à plus d'une année d'arrérages non échus de la rente d'enzel seront, pour être opposables au tiers, constatés par écrit et inscrits sur le titre par le conservateur de la propriété foncière.

Les écrits indiqueront l'état civil des parties contractantes et mentionneront leur contrat de mariage, s'il en a été fait un, ainsi que la date de ce contrat, les noms et résidence de l'officier public qui l'aura reçu. Ils seront, ainsi que toute décision judiciaire ayant le même effet, déposé soit en original, soit en expédition à la conservation de la propriété foncière.

Ils seront conservés dans les archives et des copies faisant foi de leur contenu et de la date du dépôt pourront être délivrées à toute époque aux intéressés.

Les signatures des parties apposées au bas des écrits autres que les actes authentiques ou judiciaires seront, avant le dépôt, légalisées :

En ce qui concerne les Européens, par l'une des autorités suivantes :

Le président du tribunal civil ;

Les juges de paix ;

Les contrôleurs civils ;

Les présidents des municipalités, s'ils sont de nationalité européenne ; et au cas contraire, le vice-président de cette nationalité ;

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires pour leurs nationaux et protégés.

En ce qui concerne les indigènes par :

Le premier ministre ou son délégué ;

Le président du tribunal civil ;

Les juges de paix ;

Les contrôleurs civils ;

Les présidents des municipalités s'ils sont indigènes ; et au cas contraire le vice-président indigène ;

Les cadis.

Les écrits rédigés par les notaires tunisiens seront signés par les parties dont les signatures seront légalisées ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, la reconnaissance de l'écrit aura lieu devant l'une des autorités désignées ci-dessus, en présence de deux témoins du sexe masculin, sachant signer et ayant la capacité nécessaire pour contracter.

Le magistrat ou fonctionnaire certifiera la reconnaissance de l'écrit et la signera avec les témoins.

Les légalisations et reconnaissances devront, dans tous les cas, être revêtues du sceau des magistrats ou fonctionnaires désignés ci-dessus dont les signatures seront elles-mêmes légalisées selon les règles ordinaires.

Si le nom, l'état ou la demeure des parties ou des témoins ne sont pas connus du magistrat ou du fonctionnaire qui procédera à la légalisation ou devant lequel aura lieu la reconnaissance de l'écrit, ils devront lui être attestés par deux témoins connus de lui et ayant les mêmes qualités que celles indiquées ci-dessus.

A défaut d'exécution de ses prescriptions, le conservateur refusera l'inscription.

Si plusieurs originaux ou expéditions des pièces énumérées ci-dessus lui sont remises pour être inscrites, le conservateur n'en con-

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

servera qu'une et devra remettre les autres aux intéressés après y avoir mentionné que l'inscription a été effectuée.

Art. 344 (1). — Le conservateur tiendra, indépendamment du registre des titres de propriété prévu par l'article 45 de la présente loi :

1° Un registre d'ordre des formalités préalables à l'immatriculation ;

2° Un registre de dépôt où seront constatées par numéro d'ordre et à mesure qu'elles s'effectueront, les remises des décisions du tribunal mixte ordonnant l'immatriculation ; celles des documents à fin d'inscription, de transcription de saisie, et généralement de tous actes ou écrits à inscrire, transcrire ou mentionner.

Ce dernier registre est arrêté chaque jour par le conservateur.

Art. 345. — Le registre de dépôts sera tenu en double et l'un des doubles sera déposé, sans frais, et dans les trente jours qui suivront sa clôture, au greffe du tribunal de première instance de Tunis.

Art. 346. — Le conservateur donnera au déposant, s'il le demande, pour chaque document déposé, une reconnaissance qui reproduira la mention du registre de dépôts et rappellera le numéro d'ordre sous lequel cette mention a été portée.

Art. 347 (1). — Le conservateur tiendra encore :

1° Une table alphabétique des titulaires des droits réels et des baux inscrits à la conservation de la propriété foncière ;

2° Une table alphabétique des titres de propriété.

Art. 348 (2). — Le président du tribunal civil et le procureur de la République pourront demander personnellement la communication sans déplacement des registres de la conservation.

Art. 349. — Tous les registres du conservateur sont cotés et paraphés par chaque page, par première et dernière, par l'un des juges du tribunal.

Art. 350 (1). — Toute personne au nom de laquelle inscription est prise à la conservation de la propriété foncière doit faire élection de domicile en Tunisie, au chef-lieu d'une justice de paix. Faute de quoi toutes significations lui seront valablement faites au greffe de la justice de paix dans le ressort de laquelle sont situés les immeubles.

Il est loisible à celui au nom duquel une inscription a été prise, ou à ses représentants, de changer de domicile par lui élu, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le même chef-lieu de justice de paix.

Art. 351 (1). — Les inscriptions et transcriptions de saisie sont portées, rayées, réduites ou rectifiées par le conservateur de la propriété foncière au moyen de mentions sommaires faites sur le registre des titres de propriété.

Art. 352 (1). — Le conservateur est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent, soit un certificat établissant la conformité des copies du titre de propriété avec le même titre, soit copie littérale de toutes les mentions concernant un droit réel immobilier ou de celles qui seront spécialement désignées dans la réquisition des parties, soit certificat qu'il n'en existe aucune.

Il pourra également délivrer sur réquisition expresse, le relevé sommaire des inscriptions concernant un droit réel immobilier ; ce relevé ne sera fourni qu'à titre de simple renseignement, et n'engagera point la responsabilité du conservateur.

Toute réquisition sera inscrite, datée et signée.

Si le requérant qui se présente à la conservation ne sait écrire, la réquisition sera remplie par le conservateur.

Dans tous les cas, elle devra être reproduite en tête des états ou certificats.

Art. 353 (1). — Hors des cas prévus par la loi, le conservateur ne peut ni refuser, ni retarder une inscription, une radiation, réduction ou rectification d'inscription régulièrement demandée, la délivrance de la copie du titre de propriété aux personnes qui y ont droit en vertu des articles 51 et 52 de la présente loi, et à toute personne, des certificats d'inscriptions, sous peine de dommages-intérêts.

Art. 354 (2). — Si le conservateur a des doutes sur la capacité des parties, il procédera à une inscription provisoire et imposera au requérant un délai de quinzaine augmenté du délai des distances, pour produire les justifications nécessaires. Ce délai courra à partir du lendemain de la remise de la notification, soit à la partie, soit au domicile élu ; si le dernier jour du délai se trouve être un dimanche ou jour férié, ce jour là de sera pas compté.

Si les justifications sont faites dans le délai légal, l'inscription définitive prendra date du jour de l'inscription provisoire.

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).
(2) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303)
(2) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Au cas contraire, l'inscription provisoire sera nulle.

Quand les justifications seront jugées insuffisantes par le conservateur, l'inscription définitive ne pourra être prise, s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, qu'en vertu d'un jugement du tribunal civil rendu sur simple requête, contradictoirement avec le procureur de la République, et ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

L'instance sera introduite dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai fixé par le premier alinéa du présent article ; l'instruction se fera par simples mémoires remis au parquet.

Le ministère des défenseurs ne sera pas obligatoire.

Les jugements seront rendus dans les trois mois, au plus tard, à compter de l'introduction des instances, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du procureur de la République. Ils seront sans appel et ne pourront être attaqués par voie de cassation.

S'il s'agit d'un indigène, l'instance sera introduite dans le même délai, et le jugement sera rendu, dans les trois mois, par le tribunal de l'ouzara.

L'inscription ordonnée par le tribunal prendra rang également du jour de l'inscription provisoire.

Les frais de l'instance resteront, dans tous les cas, à la charge du requérant.

Art. 335 (1). — Lorsque des omissions ou des erreurs auront été commises dans le titre de propriété ou dans les inscriptions, les parties intéressées pourront en demander la rectification.

Le conservateur pourra, en outre, rectifier d'office et sous sa responsabilité, les irrégularités provenant de son chef.

Dans tous les cas, les premières inscriptions devront être laissées intactes, et les corrections seront inscrites à la date courante.

Art. 356. — En cas de refus de la part du conservateur, le tribunal pourra ordonner des corrections qui seront faites dans les mêmes conditions; il pourra également ordonner, s'il y a lieu, la délivrance de la copie d'un titre de propriété ou d'un certificat.

Section II

De la réquisition d'inscription

Art. 357 (2). — Toute personne intéressée pourra, en produisant les pièces dont le dépôt est prescrit par la présente loi, requérir du conservateur l'inscription, la radiation, la réduction ou la rectification de l'inscription d'un droit réel immobilier. Toutefois, pour être inscrit, ce droit devra être tenu directement du titulaire de l'inscription précédemment prise. En conséquence, dans le cas où un droit réel immobilier aura fait l'objet de plusieurs mutations ou conventions successives, la dernière mutation ou convention ne pourra être inscrite avant les précédentes.

Art. 358 (1). — Le privilège du crédit-rentier de l'enzel sera inscrit d'office par le conservateur au moment de l'immatriculation de l'immeuble, ou au moment du dépôt de l'acte constitutif de l'enzel sur un immeuble déjà immatriculé ou à la requête du crédit-rentier.

Le conservateur devra également, au moment de l'inscription d'un jugement d'adjudication, prendre d'office, au profit du débiteur saisi, du colicitant ou de leurs ayants droit, une hypothèque pour sûreté du paiement du prix de l'adjudication, dont le paiement préalable ne lui serait pas justifié.

Art. 359 (2). — L'inscription des droits des mineurs et des interdits sera faite à la requête des tuteurs ou subrogés-tuteurs, et, à défaut, à la requête des membres du conseil de famille, du procureur de la République, des juges de paix, du consul, des parents, des amis des incapables et des incapables eux-mêmes.

Art. 360 (2). — L'inscription des droits de la femme mariée se fait à la requête du mari ou, à défaut, à la requête de la femme, de ses parents ou de ses amis.

Art. 361. — L'hypothèque testamentaire sera inscrite par le conservateur, sur le dépôt du testament ou de la copie authentique, à la requête du légataire.

Section III

Des obligations du requérant une inscription

Art. 362 (1). — Le requérant une inscription, la radiation, réduction ou rectification d'une inscription devra remettre au conservateur, pour chaque droit réel, les pièces dont le dépôt est prescrit par la présente loi.

Art. 363. — Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront être faites sous la simple désignation du défunt.

Art. 364. — En cas de décès d'un détenteur d'un droit réel immobilier non inscrit, inscription pourra, avant liquidation ou partage, être prise au nom de la succession, sur la seule

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).
(2) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

(1) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).
(2) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).

production de l'acte de décès, et ces inscriptions seront modifiées après partage, en conformité de l'acte de partage qui sera produit.

Art. 365 (1). — En cas de donation, l'inscription se fera sur le dépôt de l'acte de donation ou d'une expédition.

Art. 366 (1). — Pour obtenir l'inscription nominative de droits réels immobiliers résultant de l'ouverture d'une succession, les requérants produiront, outre l'acte de dècès, s'il s'agit d'une succession *ab intestat*, un certificat constatant leur état civil et leurs droits exclusifs à l'hérédité.

Ces certificats seront établis, en Tunisie, par les juges de paix ou par les agents consulaires pour les nationaux et protégés des diverses nations européennes, et, pour les Tunisiens, par les juges de paix ou les cadis. Les certificats établis hors de la Tunisie seront passés en la forme authentique.

S'il s'agit d'une succession testamentaire, les mêmes pièces et, de plus, l'acte testamentaire ou une expédition de cet acte et, s'il y a lieu, le consentement des héritiers ou des légataires universels, ou la décision du tribunal autorisant l'envoi en possession.

Art. 367. — Abrogé par le décret du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Section IV

De la forme des inscriptions

§ 1. — *De l'inscription des droits réels immobiliers et des baux*

Art. 368 (2). — Les inscriptions ou mentions sur les titres de droits réels immobiliers et de baux indiquent :

Pour la propriété immobilière : le propriétaire ;

Pour l'enzel : le propriétaire, le crédit-rentier et le montant annuel de la rente ;

Pour l'usufruit des immeubles, l'usage et l'habitation, l'emphytéose et la superficie : le propriétaire et l'usufruitier, l'usager, l'emphytéote et le superficiaire ;

Pour les servitudes foncières : le fonds servant sur le titre de propriété du fonds dominant et réciproquement ;

Pour l'antichrèse et l'hypothèque : le propriétaire, le créancier et le montant de la créance ;

Pour les baux : le locataire et le prix annuel du bail.

Art. 369. — L'inscription, la radiation et la réduction d'inscription mentionnent, à peine de nullité, la date à laquelle elles ont été effectuées.

Art. 370. — Abrogé par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 371. — En cas de vente à reméré, la clause de réméré devra toujours être inscrite.

Art. 372. — Le droit concédé au locataire ou à l'emphytéote d'acheter le fonds ou de renouveler le bail, la durée du bail et les anticipations du paiement du loyer, devront être mentionnés dans l'inscription pour être opposables aux tiers.

Art. 373. — Abrogé par la loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

§ 2. — *De la conformité du titre de propriété et des copies*

Art. 374. — Toutes les fois qu'une inscription sera portée sur le titre de propriété, elle devra l'être en même temps sur les copies du titre que le conservateur aurait délivrées.

Art. 375 (1). — A défaut de production de ces copies, si la formalité est destinée à constater un fait ou une stipulation qui suppose le consentement des porteurs, le conservateur refusera l'inscription.

Dans les autres cas, il fera l'inscription, la portera sur le titre de propriété, la notifiera aux détenteurs des copies désignées dans les articles 51 et 52 et, jusqu'à ce que la concordance entre le titre et les copies ait été rétablie, il refusera toute nouvelle inscription prise de leur consentement.

Art. 376. — En cas de perte de la copie d'un titre de propriété, le conservateur ne pourra en délivrer une nouvelle que sur le vu d'un jugement du tribunal l'ordonnant.

CHAPITRE III

De la responsabilité du conservateur

Art. 377 (1). — Le conservateur est responsable du préjudice résultant :

1° De l'omission, sur ses registres, des inscriptions régulièrement requises en ses bureaux ;

2° De l'omission, sur les copies, des inscriptions portées sur le titre, sauf l'hypothèse prévue par l'article 375 ;

3° Du défaut de mention, savoir : sur les titres de propriété, des inscriptions affectant directement la propriété ou l'enzel ; et, dans les états ou certificats, d'une ou de plusieurs inscriptions existantes, à moins qu'il ne se soit exactement conformé aux réquisitions des parties, ou que le défaut de mention ne pro-

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1303).
(2) Loi du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1309).

vienne de désignations insuffisantes qui ne pourraient lui être imputées.

Art. 378 (1). — L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis, dans les copies du titre de propriété ou dans les certificats, un ou plusieurs droits inscrits qui devaient y figurer légalement, en demeure affranchi dans les mains du nouveau possesseur, sauf la responsabilité du conservateur, s'il y a lieu.

Néanmoins cette disposition ne préjudicie pas au droit des créanciers hypothécaires de se faire colloquer, suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre ouvert entre les créanciers n'est pas devenu définitif.

Art. 379. — Le conservateur est tenu de se conformer, dans l'exercice de ses fonctions, à toutes les dispositions de la présente loi, à peine d'une amende de cent à deux mille francs pour la première contravention. En cas de récidive, l'amende sera doublée et la destitution pourra même être prononcée ; le tout sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

Art. 380. — Les mentions de dépôts sont faites sur les registres de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de cinq cents à trois mille francs d'amende et des dommages et intérêts des parties, payables aussi de préférence à l'amende.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 381 (1). — Les dispositions des articles 147, 148 et, s'il y a lieu, de l'article 463 du code pénal français sont applicables :

1° A toutes personnes qui ont falsifié, contrefait ou altéré les titres de propriété, copies, états ou certificats délivrés par le conservateur en conformité de la présente loi, ou fait usage de documents ainsi falsifiés, contrefaits ou altérés ;

2° A celles qui, dans les écrits présentés à l'inscription, auront commis un faux, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par supposition de personnes ou par fabrication de conventions, dispositions ou décharge ou par leur insertion après coup dans ces écrits, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces écrits avaient pour objet de recevoir ou de constater ;

3° A celles qui auront fait usage des écrits faux ;

4° A celles qui, sciemment, auront servi de témoins pour la reconnaissance, dans les cas prévus par l'article 343 de la présente loi, d'écrits reconnus faux.

Il sera fait application des mêmes peines aux personnes désignées dans les articles 59 et 60 du code pénal.

(1) Loi du 16 mai 1886 (12 châban 1309).

14 juin 1886 (12 ramadan 1303)

Décret sur l'organisation du service de la conservation foncière, modifié par celui du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier (1). — Le conservateur est nommé par nous, sur la proposition du Résident général de la République française.

Art. 2 (1). — Le bureau de la conservation sera ouvert aux heures fixées par arrêté du Résident général, les dimanches et jours fériés exceptés.

Les jours fériés sont :

Le 1er janvier de l'année grégorienne, le lundi qui suit les jours de Pâques et de la Pentecôte, l'Ascension, le 14 juillet, le 15 août (Assomption), le 1er novembre (Toussaint) et le 25 décembre (Noël).

Art. 3 (1). — Avant d'entrer en fonctions, le conservateur fera enregistrer sa commission au greffe du tribunal civil de Tunis, il prêtera devant le même tribunal le serment de remplir avec fidélité les fonctions qui lui sont confiées.

En cas d'absence ou d'empêchement du conservateur, il sera suppléé par un employé désigné par le Résident général de la République française sur la proposition du conservateur. Le préposé demeurera garant de sa gestion, sauf son recours contre ceux qui l'auront remplacé.

L'indemnité de l'intérimaire sera fixée par le Résident général de la République française sur la proposition du conservateur.

S'il y a vacance du bureau, par mort ou autrement, le cas de démission excepté, il sera rempli, en attendant la nomination du nouveau titulaire, par un employé désigné par le Résident général de la République française.

L'intérimaire demeurera responsable de sa gestion et il aura droit à la totalité des salaires.

Le préposé démissionnaire ne pourra quitter ses fonctions avant l'installation de son successeur, à peine de répondre de tous dom-

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

mages-intérêts auxquels la vacance momentanée du bureau pourrait donner lieu.

CHAPITRE II

Du cautionnement que doit fournir le conservateur

Art. 4. — Le conservateur fournira un cautionnement qui pourra être constitué, en tout ou partie, soit en immeubles urbains bâtis, situés à Tunis et immatriculés conformément à la loi du 19 ramadan 1302-1er juillet 1885, soit en obligations de la dette générale tunisienne 4 %, ou en rentes 3 % non amortissables sur l'Etat français.

Le cautionnement pourra être fait en valeurs de même nature appartenant à des tiers. Quels qu'en soient les propriétaires, les biens ou valeurs affectés ne doivent ni remplacer des constitutions dotales, ni provenir de constitutions de cette espèce, ni appartenir à des mineurs, à des interdits, à des absents, à des communes ou à des établissements publics ou religieux. Enfin, les titulaires doivent en avoir la libre disposition.

Art. 5. — Le cautionnement ci-dessus demeure spécialement et exclusivement affecté à la responsabilité du préposé à la conservation pour les erreurs ou omissions dont la loi le rend garant envers le public.

Art. 6. — L'acte de cautionnement contiendra affectation spéciale. Cette affectation subsistera pendant toute la durée des fonctions et dix ans après ; passé lequel délai, les biens servant de cautionnement seront affranchis de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient pas été intentées dans cet intervalle.

Le préposé à la conservation aura domicile dans le bureau où il remplira ses fonctions, pour les actions auxquelles sa responsabilité pourrait donner lieu. Ce domicile est de plein droit; il durera aussi longtemps que la responsabilité du préposé; toutes poursuites à cet égard pourront y être dirigées contre lui, quand même il serait sorti de place, ou contre ses ayants cause.

Art. 7 (1). — Le conservateur qui aura constitué son cautionnement en immeubles aura la faculté de les remplacer, en tout ou en partie, par d'autres immeubles, par des obligations tunisiennes ou par des rentes sur l'Etat français et réciproquement, pourvu que les valeurs substituées réunissent les conditions exigées par le présent décret, notamment par l'article 4, et que toutes les règles et conditions applicables à la constitution du cautionnement soient observées.

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

L'affectation des immeubles, obligations ou rentes remplacés cesse de plein droit du jour où le nouveau cautionnement est définitivement constitué.

Lorsqu'il s'agira d'un des changements prévus par le présent article, et que le conservateur ne sera plus en exercice, l'acte ne contiendra affectation que pour le temps pendant lequel la responsabilité du conservateur envers les tiers pourra rester engagée.

Art. 8 (1). — Le cautionnement sera de trente mille francs (30,000 fr.).

Les règles tracées pour les cautionnements des comptables du Trésor par l'article 2 du décret du 2 janvier 1887, sont applicables à ce cautionnement. Ces règles seront adoptées pour les cautionnements fournis jusqu'à ce jour, les prescriptions antérieures étant en tant que de besoin modifiées.

SECTION PREMIÈRE

Du cautionnement en immeubles

Art. 9 (1). — Le cautionnement en immeubles sera reçu par le tribunal civil de Tunis, contradictoirement avec le procureur de la République près le même tribunal. Le conservateur sera tenu d'en justifier au Résident général de la République française au plus tard dans le mois de l'enregistrement de sa commission.

L'inscription du cautionnement sera faite à la diligence et aux frais du préposé.

Elle subsistera pendant toute la durée de sa responsabilité.

L'inscription n'a lieu que jusqu'à concurrence du cautionnement fourni et sur les immeubles qui en sont l'objet. Elles est définie. Elle ne peut être ni purgée, ni prescrite, même par les tiers détenteurs, tant que les immeubles sont affectés à la garantie de la gestion du conservateur.

SECTION II

Du cautionnement en obligations tunisiennes et en rentes françaises (3 % perpétuel)

Art. 10. — Pour constituer son cautionnement en obligations ou en rentes, le conservateur sera tenu d'en faire la déclaration au receveur général des finances. Il joindra à cette déclaration la lettre d'avis de sa nomination.

L'acte de cautionnement en obligations ou en rentes est fait entre le receveur général des finances et les propriétaires des titres, en autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes.

Il est fait, en outre, un original pour tenir

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

lieu de l'expédition dudit acte dont le dépôt devra, dans ce cas, être fait au greffe par le conservateur avant sa prestation de serment. Les numéros des obligations, les séries et les numéros des rentes affectées y sont indiqués en toutes lettres.

Les titres sont déposés à la caisse du receveur général des finances qui détache au fur et à mesure des échéances, les coupons, destinés à permettre le paiement des arrérages et les remet, contre décharge, aux propriétaires des titres.

Art. 11 (1). — Les rentes françaises affectées à titre de cautionnement devront être capitalisées au denier vingt, de manière à présenter, par le résultat de cette capitalisation, un chiffre égal à celui du cautionnement en immeubles dont les dites rentes tiennent lieu.

Section III

De la libération du cautionnement

Art. 12 (1). — La libération du cautionnement est prononcée par le tribunal civil de Tunis, et par jugement rendu sur simple requête présentée par le propriétaire des immeubles, des obligations ou des rentes, ou par ses ayants droit, et le procureur de la République entendu.

Il est produit à l'appui de la requête :

1° Un certificat du Résident général de la République française constatant la date à laquelle le conservateur a cessé ses fonctions;

2° Un certificat du receveur général des finances et du greffier près le tribunal de Tunis, constatant qu'il n'existe ni opposition, ni action en garantie ou responsabilité contre le conservateur.

Art. 13. — Sur la remise d'une expédition du jugement prononçant la libération du cautionnement, le conservateur de la propriété foncière radie l'inscription prise sur les immeubles.

Sur la production de semblable expédition, le receveur général des finances remet au propriétaire les titres affectés au cautionnement.

Si le propriétaire des titres est décédé, son ayant droit fournit, en outre, un certificat de propriété.

Il sera procédé de la même manière dans le cas de libération du cautionnement à la suite de substitution.

Art. 14. — Lorsque, à défaut par le conservateur d'avoir acquitté le montant des condamnations prononcées contre lui, et en exécution d'un jugement ou d'un arrêt ayant acquis force de chose jugée, il y a lieu de réaliser tout ou partie des titres affectés au cautionnement, le receveur général provoque la vente et y fait procéder jusqu'à due concurrence, après notification à lui faite du certificat de l'avoué ou de l'avocat défenseur de la partie poursuivante, contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée et sur l'attestation du greffier qu'il n'existe contre le jugement ni opposition ni appel.

Le produit de la négociation est versé par l'agent qui a qualité pour procéder à la vente, à la caisse du receveur général des finances, lequel reste chargé d'en opérer la remise à qui de droit, sur la production des justifications prescrites par les lois et règlements.

Art. 15. — Lorsque le cautionnement constitué soit en immeubles, soit en obligations ou en rentes, appartient partie à des tiers et partie au conservateur, et qu'il doit être réalisé par suite des condamnations encourues par ce dernier, il est procédé d'abord à la vente totale ou partielle des biens ou des titres appartenant au conservateur et, subsidiairement, à celle des biens ou des titres fournis par des tiers.

Si ces derniers biens ou titres sont la propriété de plusieurs intéressés, la vente en est faite, à défaut d'accord entre ces derniers, proportionnellement à l'importance de la somme pour laquelle chacun d'eux s'est engagé.

Art. 16. — Dans les quinze jours qui suivent la réalisation, le conservateur est tenu de remplacer ou de compléter le cautionnement dont tout ou partie a été vendu, en observant les formes et les conditions exigées pour le cautionnement primitif.

CHAPITRE III

Du traitement du conservateur

Art. 17 (1). — Il sera payé au conservateur par les requérants, pour les copies qu'il délivrera, outre le papier timbré, les sommes énoncées au tarif faisant l'objet du tableau annexé au présent décret.

CHAPITRE IV

Des registres servant à recevoir les actes de la conservation

Art. 18 (1). — Les registres servant à recevoir les actes de la conservation seront cotés et paraphés conformément à l'article 349 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885). Cette formalité sera remplie sans frais, dans

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

les trois jours de la présentation des registres.

Les actes seront datés et consignés de suite, sans blanc et jour par jour ; ils seront numérotés suivant le rang qu'ils tiendront dans les registres et signés du préposé.

Art. 19 (1). — Le dépôt du double du registre dont la tenue est prescrite par l'article 345 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885), est effectué par le conservateur dans le délai fixé par la loi.

Le jour même de la réception du registre le greffier dresse acte de la remise et il en fait parvenir le récépissé au conservateur.

Le tout a lieu sans frais.

Les doubles des registres sont gardés au greffe sous clef. Il est interdit au greffier d'en donner connaissance à toute autre personne qu'au président du tribunal, au procureur de la République, au conservateur de la propriété foncière et aux agents spécialement désignés par le Résident général de la République française.

En cas de destruction des registres des dépôts, les doubles conservés au greffe sont immédiatement remis, contre récépissé, au conservateur de la propriété foncière, qui procède à la reconstitution de ces registres sans qu'il puisse en résulter aucune charge nouvelle pour les parties. Cette reconstitution aura lieu dans la même forme dans les cas de destruction des doubles gardés au greffe.

Art. 20 (1). — Tous les registres exclusivement consacrés à l'immatriculation ou à la rédaction des titres de propriété, toutes les copies de titres de propriété délivrées par le conservateur de la propriété foncière, tous les actes expressément exigés par la loi pour parvenir à l'immatriculation et qui ne sont pas soumis au timbre par la législation actuellement en vigueur en seront exempts. Les reconnaissances de dépôts, états, certificats et copies d'actes déposés à la conservation, délivrés par le conservateur, seront sur papier timbré.

Les droits de timbre sont fixés ainsi qu'il suit :

Prix de chaque feuille	DÉNOMINATION	Dimensions de la feuille déployée et rognée		
		Hauteur	Largeur	Superficie
1 F. 20	Grand papier	0.3536	0.5000	0.1768
0 F. 90	Moyen papier (1/2 du grand registre)	0.2973	0.4204	0.1250
0 F. 60	Petit papier (1/2 du grand papier)	0.2500	0.3536	0.0884
0 F. 30	Demi-feuille (moitié du petit papier)	0.2500	0.1768	0.0442

TITRE II

DE LA PERCEPTION DES DROITS AU PROFIT DU TRÉSOR

CHAPITRE PREMIER

Des attributions du conservateur relativement à la perception des droits

Art. 21 et 22. — Abrogés par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TITRE III

DES VALEURS SUR LESQUELLES LE DROIT PROPORTIONNEL EST ASSIS ET DE L'EXPERTISE

Art. 23 (1). — La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles et droits réels immobiliers est déterminée, pour la liquidation et le paiement des salaires, ainsi qu'il suit, savoir :

1° Pour l'immatriculation, par la déclaration estimative des parties.

2° Pour les échanges, par une évaluation qui doit être faite en capital, d'après le revenu annuel multiplié par seize, sans distraction des charges ;

3° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations et tous autres actes civils ou judiciaires portant constitution ou translation d'enzel, translation de propriété, de superficie, d'usage ou d'habitation, ou de servitude à titre onéreux, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges, en capital, ou par estimation d'expert, dans les cas autorisés par le présent décret.

4° Pour les transmissions entre vifs à titre gratuit :

S'il s'agit de la propriété et de l'enzel, par l'évaluation qui sera faite et portée à seize fois le produit des biens ou le prix des baux courants.

S'il s'agit de l'usufruit, par l'évaluation qui en sera portée à huit fois le produit des biens ou le prix des baux courants.

Art. 24. (1) — Si les sommes ou valeurs ne

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

(1) Décret du 16 mars (17 châban 1309).

sont pas déterminées dans un écrit ou dans un jugement donnant lieu au salaire proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'inscription, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte ou écrit qui restera déposé au bureau de la conservation. Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, leur déclaration sera reçue et signée sur l'acte par le conservateur avec les explications nécessaires.

Art. 25 (1). — Si la valeur en capital ou en revenu énoncée dans l'un des actes, écrits ou déclarations prévus par les articles 23 et 24 qui précèdent paraît inférieure à la valeur réelle en capital ou en revenu à l'époque de l'immatriculation ou de l'inscription, l'expertise pourra en être requise par le conservateur dans les deux années à compter de la date de ces formalités.

Art. 26 (1). — La demande en expertise sera faite au juge de paix de la situation des biens par une pétition portant nomination d'un expert, et qui sera notifiée à la partie, avec invitation de faire connaître, dans le délai de huitaine, si elle accepte l'expert du conservateur. En cas de désaccord, l'expert sera nommé par le juge de paix sur simple requête dans les huit jours de la demande.

Le procès-verbal d'expertise sera rapporté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite à l'expert de l'ordonnance du juge de paix.

Les frais de l'expertise seront à la charge de la partie qui succombera.

La partie sera tenue, dans tous les cas, d'acquitter sur le supplément d'estimation constaté par le rapport de l'expert, le salaire du conservateur et la taxe de remboursement au Trésor.

Il sera en outre perçu, au profit du Trésor, à titre d'amende, une somme égale au montant des taxes et salaires qui n'auront pas été perçus.

Les tuteurs et curateurs supporteront personnellement les peines ci-dessus, lorsqu'ils auront fait des estimations insuffisantes.

Le mari en sera tenu solidairement avec la femme, toutes les fois que celle-ci, pour agir, aura besoin de l'autorisation maritale.

Art. 27. — Abrogé par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TITRE IV

DU PAIEMENT DES DROITS ET DE CEUX QUI DOIVENT LES ACQUITTER

Art. 28 (1). — Les salaires seront payés par le requérant au moment de la réquisition de chaque formalité, sauf le cas où elle sera faite par le ministère public dans l'intérêt des incapables.

Nul ne pourra différer le paiement des dits salaires sous le prétexte de contestation sur la quotité ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution s'il y a lieu.

Art. 29 (1). — Le recouvrement des salaires qui, par suite d'erreur, omission ou pour toute autre cause, n'auraient pas été versés d'avance en tout ou partie, sera suivi solidairement contre tous ceux qui auront concouru aux actes, conventions ou déclarations ou qui en profiteront.

Art. 30. — Abrogé par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TITRE V

DES DROITS ACQUIS ET DE LA PRESCRIPTION

Art. 31 (1). — Les salaires régulièrement perçus ne pourront être restitués, quels que soient les événements ultérieurs.

Art. 32. — Abrogé par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TITRE VI

DES POURSUITES ET INSTANCES

Art. 33 (1). — La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des frais d'immatriculation avant l'introduction des instances appartiendra au conservateur.

Art. 34 (1). — Le recouvrement des frais d'immatriculation, ainsi que de tous suppléments exigibles, sera poursuivi par voie de contrainte.

La contrainte sera décernée par le conservateur, visée et rendue exécutoire par le juge de paix et signifiée administrativement dans les conditions prévues par l'article 41 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885).

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe, devant le tribunal civil de Tunis.

Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile à Tunis.

Art. 35. — L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant le tribunal civil de Tunis.

L'instruction se fera par simples mémoires respectivement signifiés. Le ministère des avoués ou des avocats défenseurs ne sera pas obligatoire pour les parties.

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309.)

Il n'y aura d'autres frais à supporter pour la partie qui succombera que ceux du papier timbré, des significations et des droits qui auront été perçus par le Trésor sur les divers actes de l'instance.

Les jugements seront rendus sur le rapport d'un juge, fait en audience publique, et sur les conclusions du procureur de la République.

TITRE VII

Art. 36, 37, 38, 39 et 40. — Abrogés par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

TABLEAU des salaires dus au Conservateur de la Propriété Foncière

FORMALITÉS pour lesquelles il est dû des salaires au Conservateur	MONTANT des salaires fr.	c.
1° Pour toutes les formalités concernant une immatriculation, jusques et y compris l'établissement du titre de propriété, l'indemnité fixée par l'article 3 du décret du 16 mars 1892. Cette indemnité sera dans tous les cas acquise, quelle que soit l'issue de la demande d'immatriculation.		
2° Pour l'établissement de chaque titre de propriété, lors de la mutation, du morcellement ou de la division d'une propriété ou d'un enzel immatriculé	18	»
3° Pour chaque copie du titre de propriété délivrée, soit au moment de l'établissement du titre, soit ultérieurement, 1 fr. 20 centimes par rôle de 30 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. Ce tarif sera applicable à toutes les copies collationnées et délivrées par le conservateur. Toute page commencée sera comptée pour un demi-rôle et rendra exigible un salaire de 0 fr. 60 centimes ;		
4° Pour chaque mention faite postérieurement à l'établissement du titre de propriété, soit sur le titre même, soit sur chacune des copies.	1	20
5° Pour l'enregistrement sur les deux registres et pour la reconnaissance des dépôts d'actes à mentionner.	»	60
6° Pour l'inscription que le conservateur doit faire à la suite du titre de chacun des droits reconnus par la décision ordonnant l'immatriculation	1	20
Pour toute inscription ultérieure, soit d'office, soit sur la réquisition des parties, concernant l'un des faits et conventions prévus par l'article 343 de la loi du 19 ramadan 1302, un droit proportionnel de 1 pour 1,000 sur les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, échanges, donations entre vifs, et tous autres actes civils et judiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, avec un minimum de	1	20
Sur l'inscription de tous autres faits ou conventions un droit fixe de.	1	20
7° Pour les certificats constatant simplement la conformité ou la non-conformité des copies du titre de propriété avec le titre même, par chaque copie sur laquelle il est certifié	1	20
8° Pour chaque certificat négatif : 1° d'inscription ; 2° de mention de saisies et dénonciations de saisies ; 3° de mentions de résolutions, nullité ou rescision d'actes inscrits, 1 fr. 20 par individu sur lequel il est certifié et par immeuble faisant l'objet d'un titre distinct de propriété	1	20
9° Pour les relevés sommaires délivrés en conformité de l'article 352, 2e alinéa, de la loi du 19 ramadan 1302, 1 fr. 20 par inscription comprise dans chaque relevé.	1	20
10° Pour chaque duplicata de quittance.	»	30
11° Pour la mention de chaque procès-verbal de saisie immobilière et de chaque exploit de dénonciation de ce procès-verbal au saisi.	1	20
12° Pour la mention des notifications prescrites par les articles 691 et 692 du code de procédure civile français (sommation au saisi, aux créanciers inscrits et aux incapables de prendre connaissance du cahier des charges).	1	20
13° Pour la radiation de la saisie immobilière	1	20
14° Pour la mention du jugement d'adjudication	1	20
15° Pour la mention du jugement de conversion de saisie . . .	1	20
16° Pour chaque mention d'un jugement de résolution, nullité ou rescision, soit sur le titre, soit sur une copie et en général pour		

FORMALITÉS pour lesquelles il est dû des salaires au Conservateur	MONTANT des salaires fr.	c.
toute mention en dehors du registre des formalités préalables à l'immatriculation non spécialement tarifée	1	20
17° Pour l'acte constatant le refus du conservateur d'inscrire ou de mentionner dans les cas prévus par la loi	1	20
18° Pour la notification à chaque porteur d'une copie de titre non représentée, et pour toute autre notification faite à la diligence du conservateur, en sus des déboursés.	1	20

20 novembre 1887 (5 rabia-el-aoual 1305)

Décret réduisant les frais d'établissement des plans des immeubles ruraux soumis à l'immatriculation, à la charge des propriétaires.

Article premier. — A dater de la promulgation du présent décret, les frais de voyage des géomètres entre les sièges des justices de paix seront supportés par le budget de l'Etat.

Les frais de voyage des géomètres entre le chef-lieu de la circonscription de justice de paix et l'immeuble restent seuls à la charge des propriétaires.

Art. 2. — Abrogé par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

15 janvier 1890 (24 djoumadi-el-aoual 1307)

Décret supprimant le droit de 6,25 % sur les mutations d'enzels immatriculés

Article premier. — Le droit de 6 p. 25 % cessera d'être perçu sur les mutations d'enzels immatriculés.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

3 juin 1891 (26 chaoual 1308)

Décret relatif à la conservation des signaux géodésiques, topographiques, et des bornes d'immatriculation.

Article premier. — Les signaux géodésiques se composent de mires en charpente ou de pyramides en maçonnerie de 1m 80 à 2m 50 de hauteur, avec un diamètre moyen de 1m à 1m 50. Ils sont peints en noir ou blanchis à la chaux.

Les signaux topographiques sont formés de bornes prismatiques en pierre ou en ciment, portant un triangle gravé sur l'une de leurs faces et entourées d'un petit fossé.

Les bornes d'immatriculation sont des bornes prismatiques en pierre ou en ciment et portant, gravées sur l'une de leurs faces, les deux lettres I. F.

Art. 2. — Il est interdit de détruire, dégrader, déranger ou déplacer, de quelque manière que ce soit, les signaux géodésiques ou topographiques et les bornes d'immatriculation dont la description est donnée à l'art. 1er ci-dessus.

Les auteurs des délits prévus par le présent article seront punis de un mois à un an de prison et d'une amende égale au quart des dommages causés, et qui ne pourra être inférieure à 50 francs, sans préjudice du remboursement des frais et dépenses faits pour la réparation ou le remplacement des signaux.

Art. 3. — Nul ne peut s'opposer à l'installation sur son terrain d'un signal géodésique ou topographique.

Lorsqu'un signal géodésique ou topographique est établi sur un terrain particulier, le propriétaire de ce terrain peut exiger que la surface occupée par le signal et la servitude d'accès audit signal fassent l'objet d'une expropriation régulière, conformément aux prescriptions de l'article 11 du décret du 20 moharrem 1275, rendu pour les expropriations dans la ville de Tunis.

Cette action se prescrit par cinq ans.

Art. 4. — Il est interdit d'établir, sur les propriétés privées des constructions ou bornes affectant les formes et dispositions indiquées à l'art. 1er pour les signaux géodésiques ou topographiques et les bornes d'immatriculation.

La démolition de ces signaux aux frais de leur auteur sera poursuivie devant les tribunaux compétents, sans préjudice des indemnités qui pourront être réclamées par l'Etat ou ses agents pour réparation des dommages résultant des confusions ou pertes de temps dans les opérations que lesdites bornes ou constructions auront pu occasionner.

Art. 5. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront constatées, soit par procès-verbaux dressés par les agents assermentés du service topographique, des ponts et chaussées et des forêts, soit, sur le rapport des officiers du service géographique de l'armée française, par les autorités locales, et déférées aux tribunaux compétents.

Art. 6. — L'article 463 du code pénal français sera applicable aux délits prévus par le présent décret.

Art. 7. — Notre premier ministre et le di-

recteur général des travaux publics sont chargés, etc.

16 mars 1892 (17 châban 1309)

Décret fixant le montant et le mode des perceptions, des frais d'immatriculation

Article premier. — Les frais d'immatriculation comprennent les rétributions et indemnités fixées et payées comme il est dit ci-après.

Les parties supportent directement les frais occasionnés par les mesures préparatoires qui peuvent être ordonnées par le tribunal mixte.

Art. 2. — Le salaire du conservateur comprend :

1° Une indemnité fixe de dix-huit francs.

2° Une rétribution proportionnelle égale au millième de la valeur vénale de l'immeuble immatriculé ; la perception du droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 100 francs en 100 francs.

Art. 3. — Les rétributions, indemnités et frais des géomètres du service topographique sont fixés conformément au décret du 27 redjeb 1303.

La rétribution des interprètes assistant au bornage est fixée par le décret spécial sur les interprètes.

Art. 4. — Les indemnités fixes du caïd, des greffiers et de l'administration du *Journal officiel* sont fixées ainsi qu'il suit :

Il est alloué au greffier de la justice de paix pour rédaction, copies et transcription de tous actes et pièces, par immatriculation. . . . . 5 fr. »

Il est alloué au caïd pour les correspondances, publications, avis à adresser aux parties, rédaction des certificats et autres actes relatifs à l'immatriculation, une indemnité fixe de . . . . . 6 fr. »

Il est alloué au greffier du tribunal mixte :

1° Pour toutes correspondances relatives à l'immatriculation de chaque immeuble, y compris les avis à adresser aux parties et la tenue des registres, y compris aussi l'expédition des jugements définitifs signée par le greffier et contresignée par le président du tribunal et délivrée au conservateur de la propriété foncière, une indemnité fixe de . . . . . 10 fr. »

2° Pour l'expédition de tout jugement avant dire droit au fond, signée, contresignée et délivrée comme il est dit ci-dessus, par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. . . . . 0 fr. 60.

Cette dernière rétribution, qui fait partie des frais d'instance, est supportée et payée dans les conditions prévues par l'art. 43 de la loi ci-dessus visée.

Il sera payé à l'administration du *Journal officiel* français et arabe.

Pour l'insertion dans les deux langues de l'extrait de la déclaration d'immatriculation (art. 25 de la loi du 1er juillet 1885) et de l'avis sommaire de la clôture du procès-verbal de bornage (art. 27 de la même loi . . . . . 6 fr. »

L'administration du journal sera tenue de remettre au conservateur le nombre nécessaire de placards extraits du *Journal officiel*, édition française et édition arabe, contenant l'insertion.

Art. 5. — Les frais d'immatriculation sont payés sur un article spécial du budget et ordonnancés, savoir :

Pour les paiements au profit des caïds, greffiers, de l'administration du *Journal officiel*, des agents du service topographique ou des interprètes assistant au bornage provisoire par le directeur général des travaux publics, sur un certificat du chef du service topographique.

Les salaires du conservateur sont prélevés directement sur la consignation spécifiée à l'art. 7 ci-après.

Art. 6. — Le remboursement partiel des frais d'immatriculation au Trésor de l'Etat est assuré par la perception d'une taxe comprenant :

1° Le chiffre du barême ci-annexé correspondant à la contenance de l'immeuble telle qu'elle résulte du bornage provisoire.

Ce barême est revisable par décret ;

2° Une somme égale à 3 pour mille de la valeur vénale de l'immeuble.

Art. 7. — Le montant de la taxe, calculé d'après la contenance présumée de l'immeuble et d'après sa valeur vénale déclarée, est déposé à la conservation foncière en même temps que la réquisition d'immatriculation.

Il reste consigné jusqu'après l'établissement du plan et le calcul exact de la contenance du bornage provisoire par le service topographique. Le versement au Trésor est fait par le conservateur sur le vu d'un certificat du chef du service topographique, rendu exécutoire par le directeur général des travaux publics, établissant la contenance.

L'excédent de la consignation est restitué au requérant.

Art. 8. — Dans le cas où les opérations du bornage provisoire feraient apparaître une contenance approximative supérieure à la contenance présumée de la réquisition, le chef du service topographique exigerait, avant

de faire exécuter le plan, une consignation complémentaire. Le montant total des sommes consignées serait porté à un chiffre suffisant pour couvrir :

1° Le chiffre du barême correspondant à la contenance approximative telle qu'elle résulte du croquis de bornage, majorée de 20 °/o.

2° Le 3 pour mille de la valeur vénale.

Le conservateur pourra toujours, après avoir notifié sa propre évaluation à la partie intéressée, faire procéder à l'expertise pour établir la valeur vénale de l'immeuble.

Art. 9. — Sont abrogés les articles 1 à 3 inclus du décret du 2 redjeb 1303 (16 avril 1886) modifiés par le décret du 13 ramadan 1303 (15 juin 1886) et les tarifs A, B et C annexés au même décret.

BARÊME du remboursement partiel au Trésor de l'Etat, par les propriétaires, des frais d'immatriculation.

1° Contenances :

de 0 à 100 hectares	— 1 fr. par hectare.
de 100 à 500 hect.	— 100 fr. et 0 fr. 75 par hectare en plus des cent premiers.
de 500 à 1,000 hect.	— 400 fr. et 0 fr. 50 par hectare en plus des cinq cents premiers.
à partir de 1,000 h.	— 650 fr. et 0 fr. 25 par hectare en plus des mille premiers.

2° En plus de trois pour mille de la valeur vénale de l'immeuble.

Le minimum de la perception est de 30 francs.

16 mars 1892 (17 châban 1309)

Décret sur les interprètes

Article premier. — Nul acte ou écrit rédigé en langue arabe ou étrangère ne peut être produit ou cité dans un écrit produit à la conservation de la propriété foncière ou au tribunal mixte, s'il n'en n'est remis en même temps une traduction française in extenso ou par extrait établie comme il est dit à l'article 23 de la loi foncière.

Art. 2. — Les traductions sont faites et certifiées par les interprètes-traducteurs désignés conformément à l'article 23 de la loi du 1er juillet 1885 et assermentés.

Art. 3. — Les traductions dûment certifiées font foi en justice de leur contenu, sauf vérification par le tribunal.

Art. 4. — Il y aura à Tunis et, s'il y a lieu, dans les autres localités où la nécessité en sera démontrée, un ou plusieurs interprètes-traducteurs des langues arabe, hébraïque, espagnole, maltaise, anglaise, italienne et allemande.

Art. 5. — Les interprètes-traducteurs recevront du Résident général de la République française une lettre de désignation qui leur tiendra lieu de commission. Les interprètes judiciaires pourront être chargés provisoirement des fonctions d'interprètes-traducteurs ; ils seront dispensés des formalités ci-après.

Art. 6. — Les interprètes-traducteurs ne pourront être commissionnés qu'après avoir subi un examen devant une commission spéciale composée :

1° Du président du tribunal mixte ou de son délégué, président ;

2° Du directeur de l'enseignement public ou de son délégué ;

3° D'un juge indigène du tribunal mixte ;

4° D'un interprète désigné par le Ministre Résident général de la République française à Tunis, rapporteur.

Art. 7. — Les candidats formeront leur demande par écrit.

Nulle demande ne sera admise :

1° Si le candidat n'est âgé de 21 ans accomplis ; il justifiera de son âge, soit par un acte de naissance, soit par les déclarations de témoins connus, reçues par deux adouls, et par toutes pièces probantes qu'il pourra joindre à ces déclarations ;

2° S'il ne produit un certificat de moralité émanant d'une autorité judiciaire ou administrative française ;

3° S'il ne justifie, devant la commission spéciale, qu'il sait parler et écrire correctement la langue française ; traduire d'après le langage parlé et l'écriture usuelle les langues pour lesquelles il demande à être commissionné, parler familièrement les mêmes langues et les écrire en caractères usuels, et qu'il possède des notions élémentaires de jurisprudence musulmane et de droit civil français.

Art. 8. — Les interprètes-traducteurs prêteront devant le tribunal civil de Tunis le serment suivant :

« Je jure d'interpréter fidèlement les pièces « et discours que je serai chargé de traduire « et d'en garder le secret. »

Art. 9. — Avant d'être admis à prêter serment, les interprètes-traducteurs fourniront un cautionnement en numéraire de 1.200 fr. qui sera affecté, par privilège, à l'acquit des amendes et condamnations qu'ils encourraient à raison de leurs fonctions.

Le cautionnement est versé à la caisse du receveur général des finances. Il ne porte pas intérêt. Toutefois l'interprète-traducteur a la faculté de convertir ce cautionnement en obli

gations tunisiennes. Dans ce cas, le service des coupons lui est fait.

Le cautionnement en obligations est capitalisé au denier vingt.

Dans les quinze jours qui suivent la réalisation, l'interprète-traducteur est tenu de remplacer ou de compléter le cautionnement dont tout ou partie a été employé en observant les formes et les conditions exigées pour le cautionnement primitif.

L'affectation du cautionnement subsistera pendant toute la durée des fonctions et une année après, passé lequel délai les valeurs servant de cautionnement seront affranchies de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient point été intentées dans cet intervalle.

Art. 10. — Les traductions sont exécutées in extenso ou par extrait.

Art. 11. — Les traductions in extenso sont rédigées avec simplicité et brièveté. Les interprètes reproduisent le sens littéral des textes, sauf à en expliquer l'esprit, s'il y a lieu, par des annotations.

Lorsque l'expression à traduire n'a pas de terme correspondant ou équivalent dans la langue de la traduction, ils rappellent textuellement cette expression, en indiquant toutefois le sens qui leur semble devoir y être attaché.

Art. 12. — Les traductions par extrait comprennent un relevé sommaire indiquant, pour chaque acte ou écrit, la nature, la date et l'objet de l'acte ou écrit, les noms et qualités de toutes les parties en cause, ainsi que de toutes personnes qui ont apposé leur signature ou leur sceau sur l'acte ou l'écrit.

La désignation de l'immeuble devra toujours être traduite in extenso.

Art. 13. — La rémunération des interprètes-traducteurs et des interprètes judiciaires chargés provisoirement de ces fonctions est réglée conformément au tarif ci-annexé.

Art. 14. — Les noms et demeures des interprètes-traducteurs seront affichés dans l'auditoire du tribunal mixte et des justices de paix de la Régence.

Art. 15. — L'interprète-traducteur tiendra un registre sur lequel il inscrira :

1° Les noms, profession et domicile de la personne qui aura requis la traduction ;

2° La date de la remise des pièces à traduire ;

3° La nature de chaque pièce ;

4° Le nombre des rôles de texte français. Chaque rôle comprendra 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne ;

5° Le montant des salaires perçus ;

6° La date de la remise des traductions aux parties ;

7° L'émargement de celles-ci pour tenir lieu de décharge à l'interprète.

Ce registre sera tenu jour par jour, sans blanc, surcharge ou interligne ; il sera coté et paraphé par le juge de paix et soumis à toute réquisition aux vérifications de ce magistrat et du président du tribunal mixte.

Art. 16. — En cas de contestation sur la supputation des rôles, la traduction sera taxée sans frais par le juge de paix.

Art. 17. — L'interprète ne pourra refuser son ministère aux personnes qui le requerront, sous peine de dommages-intérêts. Il devra remettre les traductions dans un délai de 15 jours, à peine d'une amende de 5 fr. par jour de retard.

Le délai pourra toutefois être prorogé par le juge de paix si l'importance de la traduction l'exige.

Les frais de traduction seront payés directement par les parties à l'interprète-traducteur.

Toute traduction sera émargée de la quittance des honoraires perçus.

Art. 18. — En cas d'infraction au règlement, la commission de l'interprète-traducteur lui sera retirée.

Art. 19. — L'acceptation par l'interprète-traducteur d'un salaire ou indemnité quelconque en sus de ses honoraires sera poursuivie comme concussion sans préjudice de la restitution des sommes perçues et dommages-intérêts s'il y a lieu.

Art. 20. — L'infidélité ou la mauvaise foi dans la traduction seront punies conformément aux articles 162, 174 et 363 du code pénal.

Art. 21. — Toute personne qui aura usurpé les fonctions d'interprète-traducteur assermenté sera traduite devant les tribunaux et passible de l'application de l'article 258 du code pénal.

Art. 22. — Les interprètes-traducteurs ne pourront s'éloigner pendant plus de trois jours de leur résidence sans autorisation du juge de paix qui devra en prévenir le président du tribunal mixte.

Art. 23. — Les articles 4 à 24 inclus du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886) sont abrogés ainsi que le tarif D annexé à ce décret.

TARIF. - Salaires des interprètes-traducteurs

Il est alloué aux interprètes-traducteurs :

1° Pour traduction in extenso des titres de propriété de l'arabe et de l'hébreu en français et du français en arabe :

Par chaque rôle du texte français calculé à

raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne . . . . . 3 fr.

2° Pour traduction de tout écrit autre que les titres de propriété, de l'arabe ou de l'hébreu en français ou du français en arabe :

Par chaque rôle du texte français calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne . . . . . 2 fr.

3° Pour le relevé prévu à l'article 23 de la loi foncière et l'article 12 du décret du 16 mars 1892 en ce qui concerne les titres de propriété, par acte . . . . . 3 fr.

4° Pour le relevé prévu à l'art. 23 de la loi foncière et l'art. 12 du décret du 16 mars 1892 en ce qui concerne tous les autres écrits, pour chaque document . . . . . 2 fr.

5° Pour traduction de toute langue européenne en français :

Pour chaque rôle du texte français calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. . . . . 2 fr.

6° Pour légalisation des signatures apposées en caractères arabes ou hébraïques sur chaque acte ou écrit destiné à être produit à la conservation de la propriété foncière . . 0 fr. 60

7° Pour traductions orales, soit au tribunal mixte, soit au siège de la justice de paix, par vacation de une heure sans qu'il puisse en être accordé plus de six par jour . . . . 2 fr.

8° Lorsqu'il y aura lieu d'assister l'agent du service topographique dans les opérations de bornage, les deux tiers des droits alloués à l'agent, outre le remboursement des dépenses de transport effectué.

Les affiches, lettres, notifications ou avis adressés aux indigènes par le juge-commissaire, les agents du service topographique et le greffier du tribunal mixte, ainsi que tous les autres actes de la procédure d'immatriculation seront traduits gratis du français en arabe ou en toute autre langue et de l'arabe ou de toute autre langue en français par les interprètes-traducteurs.

16 mars 1892 (17 châban 1309)

Décret sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français

Article premier. — Il pourra être procédé, conformément aux prescriptions ci-après, à l'immatriculation de tout immeuble qui fera l'objet d'une vente poursuivie devant les tribunaux français.

CHAPITRE PREMIER

De l'immatriculation préalable

Art. 2. — L'immatriculation préalable à l'adjudication pourra être requise, savoir :

En matière de saisie par le créancier poursuivant ;

En matière de licitation par l'un des colicitants ;

Pour les biens de mineurs, par les tuteurs ou subrogés-tuteurs, avec l'autorisation du conseil de famille.

Les frais de l'immatriculation seront en tous ces cas avancés par le requérant : leur montant sera compris parmi les dépens à supporter par l'adjudicataire, en sus du prix principal, et énoncés avant l'ouverture des enchères conformément à l'art. 701 du code de procédure français.

Art. 3. — Le tribunal pourra d'office subordonner la vente à l'immatriculation préalable si le titre ne lui avait pas été produit avant l'adjudication ou s'il apprécie que le titre produit n'est pas suffisant.

Art. 4. — En matière de saisie, la réquisition d'immatriculation sera établie au nom du saisi par le poursuivant ou son défenseur qui y joindra la copie, certifiée conforme par le défenseur, du commandement à fin de saisie immobilière et du procès-verbal de saisie.

Il y joindra également tous titres de propriété, contrats, actes publics ou privés ou documents quelconques, dûment traduits, de nature à faire connaître les droits réels existant sur l'immeuble et qui pourraient se trouver entre ses mains.

Le dépôt de ces pièces aura pour effet d'immobiliser les fruits dans les termes des articles 682 et 685 du code de procédure civile.

Art. 5. — En matière de licitation et pour les ventes de biens de mineurs, il sera procédé pour le dépôt de la réquisition d'immatriculation conformément aux articles 22 à 24 inclus de la loi foncière.

Art. 6. — La procédure d'immatriculation se poursuivra conformément aux dispositions de la loi foncière.

Après l'expiration du délai imparti pour la production des oppositions, à peine de forclusion, et la rédaction du plan définitif, le poursuivant déposera au greffe son cahier des charges, et la procédure de saisie immobilière suivra son cours jusqu'à l'adjudicatiou exclusivement.

Art. 7. — L'adjudication ne pourra avoir lieu qu'après jugement définitif du tribunal mixte.

Au cas où le jugement modifierait la consistance ou la situation juridique de l'immeuble telles qu'elles sont définies par le cahier des charges, le poursuivant serait tenu de faire publier un dire rectificatif pour arriver à l'adjudication.

Art. 8. — Le titre de propriété établi en vertu de la décision du tribunal mixte ordonnant l'immatriculation restera entre les mains du conservateur de la propriété foncière jusqu'au moment où la mutation de propriété au nom de l'adjudicataire pourra être effectuée régulièrement.

Toutefois, lorsque l'immatriculation aura été prononcée sur la réquisition d'un saisissant, le titre établi au nom du saisi pourra être délivré à celui-ci s'il est fourni mainlevée conventionnelle ou judiciaire de la saisie immobilière pratiquée contre lui.

CHAPITRE II

De l'immatriculation postérieure à l'adjudication

Art. 9. — L'adjudicataire pourra subordonner l'exécution des conditions du cahier des charges à l'immatriculation de l'immeuble.

Art. 10. — S'il veut user de cette faculté il devra, dans les quinze jours de l'adjudication, déposer son prix à la caisse des dépôts et consignations et payer les frais ordinaires de poursuite ; dans la quinzaine suivante, il devra remettre au conservateur de la propriété foncière la déclaration prescrite par l'art. 23 de la loi foncière accompagnée du jugement d'adjudication; il consignera en même temps à la conservation de la propriété foncière les frais d'immatriculation ainsi qu'il est dit à l'art. 24 de la dite loi.

Art. 11. — Si la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble déterminés par l'immatriculation sont conformes aux conditions du cahier des charges, le prix sera distribué après la décision du tribunal mixte.

S'il est établi que la consistance de l'immeuble ou sa situation juridique ne sont pas telles qu'elles ont été définies par le cahier des charges, l'adjudicataire pourra demander une diminution de prix nonobstant toute clause contraire du cahier des charges.

Il pourra, s'il le préfère, demander la nullité de l'adjudication si la différence de valeur est égale à un vingtième de la valeur vénale.

Art. 12. — Faute de remplir les formalités indiquées par l'art. 2 ci-dessus, l'adjudicataire perdra tout recours contre le propriétaire de l'immeuble, le poursuivant et les créanciers.

Art. 13. — Les dispositions des art. 9 à 12 du présent décret ne sont pas applicables aux ventes poursuivies par un créancier possédant sur l'immeuble des droits réels, acquis pour sûreté de sa créance, à une date certaine antérieure à la promulgation du présent décret, ou au plus tard dans les trois mois qui suivront cette promulgation.

Le créancier seul pourra user de la faculté prévue par les art. 2, 4, 6, 7 et 8 ci-dessus.

1er novembre 1893 (22 rabia-ettani 1311)

Décret fixant les droits à mutation en matière immobilière

Article premier. — Le droit de mutation exigible à raison des transmissions d'immeubles est réduit de six francs vingt-cinq centimes à quatre francs par cent francs.

Le droit proportionnel de timbre de un pour cent établi par le décret sus-visé du 8 novembre 1871 (24 châban 1288) est supprimé en ce qui concerne les actes ou jugements portant transmission d'immeubles, et remplacé par un droit fixe d'après la dimension du papier suivant le tarif prévu par l'article 20 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadan 1303) modifié par l'article 4 du décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

Ce droit sera dû pour chaque acte civil ou judiciaire translatif de biens immeubles, savoir : pour les actes sous signatures privées sur chaque original et pour les actes notariés et les jugements sur les expéditions.

Tout acte de cette nature écrit à la suite d'un autre acte devra être timbré ou visé pour timbre séparément, préalablement à sa clôture au droit invariable de 1 fr. 20.

Tout acte rédigé sur papier non timbré ou non visé pour timbre au droit ci-dessus établi sera passible d'une amende de 50 francs.

Art. 2. — Sont passibles du droit de mutation fixé par l'article précédent, toutes les transmissions de biens immeubles, en propriété ou en usufruit, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit entre vifs ou par décès, autres que celles opérées au profit de l'Etat.

Les constitutions ou cessions d'enzel seront considérées, au regard de la loi fiscale, comme emportant translation de propriété.

Il en est de même des actes qui emportent translation sous condition résolutoire.

La quotité du droit de mutation est fixée à 0 fr. 20 pour cent francs pour les transmissions d'immeubles qui s'opèrent en ligne directe ou entre époux, soit entre vifs à titre gratuit, soit par décès. La perception du droit de mutation par décès n'aura lieu qu'à compter du 1er janvier 1895 d'après les règles qui seront édictées ultérieurement.

Art. 3. — La valeur de la propriété ou de l'usufruit est déterminée pour la liquidation et le paiement des droits.

1° Pour les transmissions à titre onéreux,

par le prix stipulé en y ajoutant toutes les charges en capital ;

2° Pour les échanges, par l'évaluation de la plus forte part ;

3° Pour les constitutions d'enzel, par un capital transitoirement réduit à huit fois la rente et huit fois le montant des autres charges annuelles s'il y en a ;

4° Pour les cessions d'enzel, par le prix stipulé, en capital augmenté de huit fois la rente et les charges comme ci-dessus ;

5° Pour les transmissions entre vifs à titre gratuit par l'évaluation de la valeur vénale.

Les évaluations devront faire l'objet d'une déclaration certifiée et signée par les parties.

Art. 4. — Toute dissimulation dans l'énonciation du prix sera punie d'une amende égale au quart de la somme dissimulée, lorsque cette dissimulation sera prouvée par des actes émanant des parties ou par des jugements, dans le délai de dix ans à partir du paiement dès droits.

Passé ce délai, la prescription sera acquise aux redevables.

Art. 5. — Lorsque les prix ou évaluations ayant servi de base à la perception paraîtront inférieurs à la valeur réelle des biens à l'époque de la transmission, l'administration pourra requérir l'expertise dans le délai de deux ans à compter du paiement des droits.

Cette expertise aura lieu dans les formes et conditions déterminées par l'article 26 du décret du 14 juin 1886 (12 ramadan 1303) modifié par l'article 6 du décret du 16 mars 1892.

Les attributions du juge de paix seront dévolues aux tribunaux tunisiens lorsque les parties contractantes seront toutes de nationalité tunisienne.

Les parties seront tenues, dans tous les cas, d'acquitter les droits de mutation sur le supplément d'estimation.

Il sera, en outre, perçu au profit du Trésor une somme égale à titre d'amende.

Art. 6. — Les droits exigibles en vertu du présent décret seront supportés par les nouveaux possesseurs, sans préjudice de l'action du Trésor contre les vendeurs, donateurs ou cédants, tenus solidairement.

Ces droits seront payés dans les soixante jours de la mutation. Il sera produit à l'appui du paiement, s'il s'agit d'un acte notarié, un bulletin délivré par les notaires, s'il s'agit d'un jugement, ou d'un acte public venant de l'étranger, une expédition ; s'il s'agit d'un acte sous signature privée, l'un des originaux.

A défaut d'acte, il y sera suppléé au moyen d'une déclaration signée par les parties.

Les pièces produites à l'appui du paiement devront être accompagnées d'une traduction française certifiée par un traducteur assermenté.

Le paiement des droits sera effectué, dans le cas de mutation constatée par acte public, au bureau dans le ressort duquel est établi le notaire et le tribunal ; dans tout autre cas au bureau choisi par les parties.

Lorsque le paiement des droits n'aura pas été effectué dans les délais fixés, l'ancien et le nouveau possesseur seront tenus, chacun personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, d'un droit en sus qui ne pourra être inférieur à cinquante francs.

L'ancien possesseur pourra s'affranchir du droit en sus qui lui est personnellement imposé, ainsi que du versement immédiat du droit simple, en déposant au bureau dans le délai ci-dessus fixé, l'acte soumis au droit ou une déclaration de la mutation.

Pour le recouvrement des droits et amendes, le Trésor jouira du privilège prévu par les articles 129 du décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) et 229 de la loi du 1er juillet 1885, modifié par l'article 15 du décret du 15 mars 1892 (16 châban 1309).

Art. 7. — Il est défendu aux notaires de délivrer expédition ou copie d'un acte de mutation et d'instrumenter en vertu d'un acte de cette nature, sans s'être assurés du paiement des droits édictés par le présent décret, à peine d'en être personnellement tenus. Il sera fait mention de ce paiement dans l'acte par une transcription de la quittance délivrée par l'agent de perception.

La même défense est faite sous la même responsabilité, à tous fonctionnaires ou officiers publics.

Aucun acte constatant ou révélant une mutation ne pourra être admis en justice sans que les droits exigibles sur la mutation aient été payés. Il en sera de même en ce qui concerne les actes non timbrés, ainsi qu'il est prescrit par nos décrets du 25 mai 1867 (24 moharrem 1284), 17 avril 1886 (13 redjeb 1303), art. 3, et 8 janvier 1888 (24 rabia-ettani 1305).

Les dépositaires des rôles des contributions et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics, seront tenus de les communiquer sans déplacer aux préposés des régies financières accrédités à cet effet, à toute réquisition, et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur seront nécessaires pour les intérêts du Trésor, à peine de 100 francs d'amende pour refus constaté par procès-verbal du préposé.

Ces dispositions s'appliquent à tous officiers publics et ministériels et aux secrétaires d'administrations centrales et municipales, pour les actes dont ils sont dépositaires.

Les communications ci-dessus ne pourront être exigées les jours de repos et les séances de chaque autre jour ne pourront durer plus de 4 heures de la part des préposés dans les dépôts où ils feront leurs recherches.

Les notaires seront tenus, sous les peines édictées ci-dessus, de produire leurs registres au bureau de perception toutes les fois qu'ils en seront requis.

Art. 8. — Le recouvrement des droits et amendes exigibles en vertu du présent décret sera poursuivi, en ce qui concerne les justiciables des tribunaux français, dans les formes prévues par les articles 34 et 35 du décret du 14 juin 1886 modifié par l'article 12 du décret du 16 mars 1892 sur l'organisation du service de la conservation foncière.

Le tribunal compétent sera celui de la situation des biens.

Les attributions du conservateur seront dévolues au receveur de l'impôt. La contrainte sera divisée et rendue exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi.

En ce qui concerne les justiciables des tribunaux tunisiens, la procédure sera celle en usage devant ces tribunaux.

Art. 9. — Il est accordé aux redevables un délai de trois mois à compter de la promulgation du présent décret pour effectuer le paiement des droits exigibles sur les mutations opérées antérieurement par actes civils, par actes judiciaires ou par conventions verbales, et à raison desquelles ces droits n'auraient pas été acquittés.

Le droit dû sur les dites mutations est abaissé pendant ce délai à deux pour cent. Pendant le même délai, les actes ou expéditions établis sur papier non timbré seront admis au timbrage moyennant le paiement du droit fixe édicté par le 2e alinéa de l'article 1er du présent décret.

Passé ce délai de faveur, les redevables qui n'en auraient pas profité seront déchus du bénéfice des dispositions du présent article et le paiement des droits sera poursuivi contre eux d'après le taux en vigueur à la date des actes ou des mutations sans préjudice des droits en sus exigibles.

Les détenteurs de quittances de la caroube sur les ventes immobilières antérieures au 13 octobre 1889 et qui n'ont pas été utilisées pour la passation d'un acte notarié, seront tenus, dans les mêmes délais, de les soumettre au visa de l'administration, à défaut de quoi ces quittances seront considérées comme nulles.

Art. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent, notamment le décret du 15 janvier 1890 (24 djoumadi-el-aoual 1307).

Le directeur des finances est chargé, etc.

24 mai 1894 (19 kâda 1311)

Décision rendue par S. A. le Bey par modification au règlement du 25 novembre 1893, concernant l'application du décret sur le régime fiscal des mutations immobilières.

Sous la rubrique « Bulletins à remettre aux parties », le règlement du 25 novembre 1883 prescrit aux notaires d'avertir les redevables qu'ils ont à produire, à l'appui du bulletin de mutation, une traduction française faite par un interprète assermenté.

En vue de faciliter le fonctionnement du service dans la première période d'application du nouveau régime, l'administration a consenti à prendre à sa charge, transitoirement, les frais des traductions de l'espèce. Mais il avait été admis, dès le principe, que les honoraires des interprètes incomberaient aux parties intéressées ; cette charge est d'ailleurs peu onéreuse, comparativement à l'important dégrèvement réalisé par le décret du 2 novembre 1893.

En conséquence, et par modification aux errements suivis, il est décidé que, à partir du 1er juillet 1894, les frais de traduction des bulletins seront supportés par les parties, qui devront en acquitter le montant directement aux mains des interprètes, d'après le tarif exceptionnellement réduit de un franc par bulletin.

Il est ordonné aux notaires de donner connaissance de ces dispositions aux redevables qui auraient recours à leur ministère, dans l'avenir, pour l'établissement d'actes translatifs de biens immeubles.

11 juin 1895 (18 hidjé 1312)

Décret relatif à l'établissement et à la perception des frais d'immatriculation

Article premier. — Lorsqu'une réquisition d'immatriculation comprend plusieurs parcelles non contiguës constituant des îlots distincts et séparés, le calcul des sommes à verser par le requérant à titre de remboursement partiel des frais d'immatriculation est effectué distinctement pour chacun des îlots.

Art. 2. — Les frais d'établissement des parcellaires de propriétés immatriculées, lorsque l'immeuble est alloti à la demande du

propriétaire, démembré ou partagé, comprenant la rétribution et l'indemnité de voyage des géomètres et le coût de la copie des plans.

La rétribution et l'indemnité de voyage des géomètres sont fixées conformément aux décrets du 1er mai 1886 (27 redjeb 1303) et du 14 juin 1886 (12 ramadan 1303).

Les frais de copie de plan sont fixés par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 3. — Le montant présumé des frais prévus à l'article 2 ci-dessus, calculé par le chef du service topographique, est déposé en même temps que les salaires du conservateur s'il y a lieu, à la conservation de la propriété foncière avant toute opération.

Le versement des frais au Trésor est fait par le conservateur sur le vu d'un certificat du chef du service topographique rendu exécutoire par le directeur général des travaux publics, réglant la dépense.

L'excédent de consignation est restitué au requérant.

3 juillet 1895

Arrêté du directeur général des travaux publics fixant les tarifs des frais de copie de plans

Article unique. — Les tarifs des frais de copie de plans, approuvés par décision du directeur général des travaux publics du 14 janvier 1892 et du 16 mars 1893 sont abrogés ;

Les frais de copie de plans sont fixés conformément au tarif ci-après :

REPRODUCTIONS PHOTOGRAPHIQUES

Croquis visuel de bornage . . . . . 3 fr.

CALQUES

Croquis visuel pour constitution d'enzel. 6

Plan d'immatriculation

Plan d'ensemble. 10
Feuille de détail. 6
Copie annexée au titre 6

Plan avec détails intérieurs

Plan d'ensemble 11
Feuille de détail. 8

Plan avec détails et de niveau courbes

Plan d'ensemble . . . . . , 12
Feuille de détail 9

COPIES DE PLAN A ANNEXER AUX TITRES

Duplicata

Duplicata : expédition à la main. . . 15
Duplicata : trois expéditions zincographiques 20

Par expédition zincographique en plus 5

Mutations

Plan de chaque parcelle (expédition à la main lorsque le nombre de parcelles est inférieur à trois). 15
Par reproduction zincographique (lorsque le nombre des parcelles mutées est égal ou supérieur à trois). . . 5

RÉDUCTIONS ET AMPLIFICATIONS

La première feuille réduite 20
Par chaque nouvelle feuille originale réduite ou amplifiée en plus de la première 5
Par chaque nouvelle feuille de la réduction ou de l'amplification livrée au propriétaire en plus de la première 15

Importations

Tarif des droits d'importation

Bijouterie en argent. . .	1	% sur la valeur.
Bijouterie en or	1/2	—
Bijouterie montée avec pierres précieuses.	1/4	—
Corail brut	3	—
Dorures fines au titre de 750 ‰ et au dessus	3	—
Horlogerie or	1/2	—
Horlogerie argent et cuivre.	1	—
Ivoire brut	3	—
Vins et spiritueux	10	—

sauf ceux importés par de simples particuliers pour leur consommation personnelle, qui ne sont soumis qu'à un droit de 3 0/0 sur la production d'un certificat délivré par le consul de la nationalité du destinataire attestant que ce dernier ne fait pas le commerce des vins et spiritueux (décret du 5 janvier 1886 (30 rabia-el-aoual 1303 art. 2).

Tous les autres articles sans distinction et sauf les exceptions prévues dans les décrets ci-après, 8 % sur la valeur.

Articles dont l'introduction est prohibée

Première catégorie

Armes et munitions de guerre
Chira.
Hachich.
Kif.
Poudre.
Sel.
Tabac.

Deuxième catégorie

V. décret du 11 juillet 1894 (8 moharrem 1312) ci-après.

18 novembre 1884 (1er sfar 1302)

Décret relatif aux droits d'importation sur les imprimés

Article unique. — Les seuls imprimés admis en franchise de droits de douane sont les livres, brochures et journaux.

Tous autres papiers, imprimés ou non, sont ou demeurent soumis au droit ordinaire de 8 p. °/o de la valeur à déterminer conformément à l'article 56 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

18 avril 1885 (4 redjeb 1302)

Décret affranchissant des droits de douane l'importation des appareils de sondage et de forage des puits artésiens.

Article unique. — Les appareils de sondage et de forage des puits artésiens seront désormais admis en franchise du droit de douane.

3 mai 1885 (19 redjeb 1302)

Décret établissant un droit de douane sur l'importation des armes de luxe

Article unique. — Un droit de 8 °/o *ad valorem* sera perçu à leur entrée sur les fusils de chasse, pistolets, revolvers et en général toutes les armes de luxe importées dans la Régence.

L'introduction des armes de guerre reste interdite.

12 août 1885 (30 kâda 1302)

Décret énumérant les instruments et machines agricoles admis en franchise dans la Régence

Article premier. — Seront à l'avenir admis en franchise, dans la Régence, les machines et instruments suivants :

Appareils à fabriquer les tuyaux de drainage.
Appareils à cuire les légumes pour les bestiaux.
Appareils de sondage et de forage de puits artésiens.
Argent en lingots.
Barattes à faire le beurre.
Batteuses.
Bêches.
Blé.
Bourres à fusil.
Broyeurs de paille.
Charrues.
Ciseaux à tondre les haies.
Coupe-racines et coupe-choux.
Couteaux à foin.
Cuves en bois.
Délaiteuses et malaxeurs à beurre.
Douilles de cartouches à fusil.
Echenilloirs.
Egrenoirs de maïs.
Faneuses.
Faucheuses.
Faux et faucilles.
Forces à tondre les moutons.
Foudres.
Fouloirs à raisins.
Fourches en bois et en fer.
Hache-paille et hache-navets.
Herses.
Houes, hoyaux.
Lieuses mécaniques.
Machines à faire les liens.
Machines à gruer l'orge.
Machines à écraser l'avoine.
Maïs.
Moissonneuses.
Moulins à farine, à bras.
Or en lingots.
Orge.
Pelles à remuer la terre.
Pierres meulières.
Pioches, râteaux et ratissoires.
Pompes à engrais.
Pompes à cuves (exclusivement en bois).
Presses à fourrages.
Pressoirs à vin et à huile.
Râteaux automatiques.
Rouleaux en fer et fonte, pour le jardinage.
Sarcloirs.
Semoirs.
Serpes et serpettes.
Socs de charrues.
Tarares.
Trieurs de grains.
Ventilateurs.

Art. 2. — Après chaque période de trois années à partir de la date de la promulgation du présent décret, l'administration fera procéder à une revision de la nomenclature qui précède et soumettra, s'il y a lieu, à notre sanction tout décret rectificatif ou complémentaire.

17 mai 1888 (6 ramadan 1305)

Décret supprimant divers droits d'importation

Article premier. — Seront supprimés, à partir du 13 octobre 1888, les droits d'importation qui frappent, à leur entrée dans la Régence, les produits désignés ci-après :

Les animaux de races chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine.

Les huiles d'olive pure.
Le gibier mort ou vivant.
Les volailles mortes ou vivantes.
Art. 2. — Le directeur des finances, etc.

12 juillet 1888 (4 kâda 1305

Décret exemptant de droits de douane divers machines et instruments agricoles et viticoles

Vu notre décret du 30 kâda 1302 (12 août 1885), promulgué le 17 septembre 1885, qui autorise l'admission en franchise dans la Régence des instruments et machines y dénommés servant à l'agriculture.

Considérant que l'article 2 de ce décret est ainsi conçu :

« Après chaque période de trois années, à « partir de la date de la promulgation du « présent décret, l'administration fera procé- « der à une revision de la nomenclature qui « précède et soumettra, s'il y a lieu, à notre « sanction, tout décret rectificatif ou complé- « mentaire ; »

Considérant qu'il est résulté de la revision à laquelle il vient d'être procédé, en exécution de cet article, qu'il y a lieu de maintenir, en la complétant, la nomenclature du décret du 30 kâda 1302,

Nous avons pris le décret suivant :

Article premier. — La franchise des droits d'importation sera étendue, à partir du 17 septembre 1888, aux machines et instruments ci-après :

Appareils à pulvérisation et injecteurs pour la vigne.
Concasseurs de grains et de tourteaux.
Colliers articulés pour bœufs.
Coussins pour jougs.
Jougs de bœufs.
Crochets à deux ou plusieurs dents.
Cuves et foudres montés et démontés.
Douves et douelles.
Décortiqueurs.
Ebarbeuses.
Ecrémeuses.
Extirpateurs.
Fouloirs à vendange ou à raisin.
Laveurs de racines.
Manèges et moulins à vent pour machines agricoles.
Norias montés ou démontés.
Pompes à chapelet pour irrigation.
Pompes à cuve exclusivement en bois.
Rouleaux servant à ameublir ou à tasser les terres.
Rayonneurs.
Ruches à miel.
Scarificateurs.
Tondeuses pour gazon.

5 janvier 1890 (14 djoumadi-el-aoual 1307)

Article premier. — A l'avenir, les instruments et machines agricoles énumérés dans les décrets sus-visés des 30 kâda 1302 et 4 kâda 1305, seront exempts de tout droit d'importation, qu'ils soient destinés à un simple particulier ou au commerce.

Toutes dispositions contraires, notamment la disposition sus-visée du décret du 14 hidjé 1301, sont expressément abrogées.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

14 avril 1891

Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, conclu entre la Tunisie, le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Guatémala, le Portugal et la Suisse.

Les soussignés plénipotentiaires des gouvernements des Etats ci-dessus énumérés,

Vu l'article 15 de la convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle,

Ont, d'un commun accord, et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Article premier. — Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des dits Etats.

La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure en pareil cas aux nationaux.

Art. 2. — La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Art. 3. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente, mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

Art. 4. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statuée par cet article.

Art. 5. — Les Etats de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Art. 6. — Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois au plus tard.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications, et aura la même force et durée que la convention du 20 mars 1883.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Etats ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement à Madrid, le quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-onze.

Pour le Brésil :	Lui F. d'Abreu.
— l'Espagne :	S. Moret.
— —	Marquis de Aguilar.
— —	Enrique Calleja.
— —	Luis Mariano de Larra.
— la France et la Tunisie :	P. Cambon.
— la Grande-Bretagne :	Francis Clare Ford.
— le Guatémala :	J. Carrera.
— le Portugal :	Comte de Casal Ribeiro.
— la Suisse :	Ch. E. Lardet.
— —	Morel.

Cet arrangement a été ratifié par les Etats suivants :

TUNISIE,
ESPAGNE,
FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE,
SUISSE.

20 juin 1891 (14 kâda 1308)

Décret levant la prohibition qui frappe à leur entrée dans la Régence le nitrate de soude, le soufre et le salpêtre, et admettant en franchise certains produits sous des conditions déterminées.

Article premier. — Est levée la prohibition qui frappe, à leur entrée dans la Régence, le nitrate de soude, le soufre et le salpêtre.

Art. 2. — Sont admis en franchise dans la Régence, en tant qu'ils sont destinés à l'amendement des terres ou au traitement des maladies de la vigne, les produits chimiques et organiques suivants :

Acide sulfurique.
Ammoniaque.
Ammoniure de cuivre.
Bouillie bordelaise,
Chlorure de potassium.
Cuir torréfié.
Eau céleste.
Engrais chimiques composés.
Engrais de cornes.
Engrais de poissons.
Guanos.
Nicotine.
Nitrate de potasse.
Nitrate de soude.
Phosphates métallurgiques.
Phosphates et superphosphates.
Plâtre phosphaté.
Poudres et liquides servant à combattre les maladies de la vigne.
Poudre d'os.
Sang desséché.
Soufres sublimés.
Soufres triturés.
Sulfate d'ammoniaque.
Sulfate de cuivre.
Sulfate de fer.
Sulfate de potasse.

Art. 3. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés, etc.

21 juin 1891 (22 kâda 1308)

Décret étendant la franchise à l'importation à diverses machines et instruments servant à l'agriculture et à la viticulture.

Article premier. — La franchise des droits d'importation sera étendue, à partir du 17 septembre 1891, aux machines et instruments ci-après :

Ages de charrue en bois ou en fer.
Appareils à distiller.
Béliers hydrauliques.
Brancards en bois pour charrues.
Broyeurs de sarments.
Comportes à vendange.
Couveuses.
Echaudeuses pour la vigne.
Etuveuses de futailles.
Fers feuillards et cercles en bois pour tonneaux et foudres.
Filtres à vin et à huile.
Gaveuses.
Manches de pelles, de pioches, de râteaux et de faux.
Paniers à vendanges.
Parcs mobiles en bois ou en fer pour les bestiaux.

Pasteurisateurs.

Pièces de rechange de tous les instruments dont l'entrée en franchise est autorisée.

Pompes à vin, à main, à manège ou à vapeur et leurs accessoires.

Portes et trappes de foudres et cuves.

Robinetterie pour foudres (robinets, clapets, dégustateurs).

Seaux à vendange.

Sécateurs.

Soufflets bordelais.

Soufflets pour le soufrage de la vigne.

Tonneaux d'arrosage et à purin.

Versoirs.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

9 novembre 1891 (8 rabia-ettani 1309)

Décret supprimant les droits d'importation sur les animaux de la race caméline

Article premier. — Seront supprimés, à partir du jour de la promulgation du présent décret, les droits d'importation qui frappent, à leur entrée dans la Régence, les animaux de la race caméline.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

11 juillet 1894 (8 moharrem)

Décret autorisant l'importation des fruits en Tunisie

Article premier. — La prohibition d'entrée en Tunisie des fruits de toute nature édictée par l'article 2 de la loi du 29 janvier 1892, ci-dessus visée, est rapportée.

Art. 2. — Sont maintenues toutes les autres dispositions de ladite loi du 29 janvier 1892, notamment la prohibition à l'entrée en Tunisie :

Des ceps de vignes, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines, marcottes, etc., des feuilles de vigne, même employées comme emballage, enveloppe et couverture ;

Des raisins de table et de vendange et de tous les débris de la vigne ;

Des plants d'arbres et arbustes, des légumes frais et végétaux de toute nature à l'état vivant ;

Des échalas et tuteurs déjà employés ;

Des engrais végétaux, terres, terreaux, fumiers et pouzzolanes.

Ne sont pas compris dans cette dernière prohibition :

Les engrais commerciaux tels que guano, phosphates, poudrette, sels de soude et de potasse, sulfate d'ammoniaque, phosphate de chaux, superphosphates, chiffons de laine, os, tourteaux, plâtre, chaux, cendres, marne, sang desséché ou frais et des engrais composés de matières animales, minérales et analogues.

30 mai 1895 (6 hidjé 1312)

Décret étendant la franchise des droits d'importation à divers instruments agricoles

Article premier. — A compter du 1er mai 1895, la franchise des droits d'importation sera étendue aux machines et instruments agricoles ci-après dénommés :

Aplatisseurs.

Barillets.

Dépulpeurs.

Distributeurs d'engrais.

Egrappoirs.

Elévateurs ou monte-paille de machines à battre.

Elévateurs à vendange.

Ficelles pour moissonneuses-lieuses.

Hache-fourrage.

Javeliers.

Liens pour moissonneuse simple.

Muselières pour bœufs.

Pierres à faux.

Pressoirs continus.

Réfrigérants de vendange.

Régénérateurs de prairies.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

27 mai 1895 (3 hidjé 1312)

Décret sur l'admission temporaire en franchise des produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre.

Article premier. — Pourront être admis temporairement en franchise des droits d'importation les produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir dans la Régence un complément de main-d'œuvre, que l'on s'engagera à réexporter ou *à constituer en entrepôt réel* dans un délai maximum de six mois, en remplissant les conditions et formalités déterminées ou qui seront déterminées.

Ce régime ne sera applicable qu'aux seuls marchandises et produits pour lesquels il aura été établi par des décrets spéciaux.

Art. 2. — Les marchandises destinées à l'importation temporaire feront l'objet d'une déclaration détaillée, remise dans la même forme et sous les mêmes peines que s'il s'agissait de marchandises déclarées pour la consommation immédiate ; cette déclaration présentera, en outre, les indications spéciales exigées par les décrets qui auront permis l'application du régime.

Quand la visite des marchandises fera découvrir un excédent de poids, de nombre ou de mesure, par rapport à la déclaration, et que cet excédent sera de plus du vingtième pour les métaux et du dixième pour les autres marchandises, le déclarant sera immédiatement soumis, à titre d'amende, au paiement du droit d'entrée sur l'excédent, après quoi cet excédent, ainsi que les quantités déclarées,seront admis au bénéfice de l'admission temporaire sous les mêmes conditions.

L'admission temporaire aura lieu sous la garantie d'une soumission cautionnée, en vertu de laquelle la douane délivrera un acquit-à-caution.

Art. 3. — Les produits fabriqués à l'aide de ceux importés temporairement ne pourront recevoir d'autre destination que celle énoncée dans la soumission et en vue de laquelle aura eu lieu l'admission temporaire ; ces produits ne pourront, en conséquence, être livrés à la consommation qu'après avoir été constitués en entrepôt.

Il ne sera reçu aucune déclaration d'entrée en entrepôt ou de réexportation, concernant des produits admis temporairement, qu'à la condition par les intéressés de représenter l'acquit-à-caution délivré au moment de l'importation.

Art. 4. — Les produits fabriqués extraits de l'entrepôt réel pour la consommation seront soumis à la taxe applicable, au moment de la sortie d'entrepôt, à la matière première importée de l'étranger.

La réexportation par mer des produits fabriqués ne pourra avoir lieu que par des navires d'un tonnage minimum de 100 tonneaux, s'il s'agit de bâtiments à voiles, et de 50 tonneaux, s'ils sont à vapeur. Les produits compris dans un même acquit-à-caution pourront faire l'objet de réexportations partielles ou de constitutions partielles en entrepôt.

Art. 5. — Dans le cas où, sauf force majeure dûment établie, la réexportation ou la mise en entrepôt ne sera pas effectuée dans le délai et sous les conditions déterminées, le soumissionnaire sera tenu de payer, outre l'amende de 90 francs édictée par l'art. 7 du décret du 3 octobre 1884 sus-visé, la valeur actuelle de la marchandise importée temporairement.

Tout négociant ou commissionnaire, convaincu d'avoir importé ou exporté des marchandises en fraude ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, du transit ou de l'admission temporaire, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des peines prononcées par

les lois, être privé, par un arrêté spécial du directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt et de l'admission temporaire. Le négociant ou commissionnaire qui prêterait son nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints encourra les mêmes peines.

Art. 6. — Le directeur des finances est chargé, etc...

Inhumations

30 juillet 1884 (8 chaoual 1301)

Décret sur la police des cimetières

Article premier. — Il est interdit d'enterrer dans les cimetières publics et privés situés dans l'enceinte de la ville de Tunis, qui, désormais, seront clôturés de tous côtés.

Art. 2. — Aucune inhumation n'aura lieu dans les églises, mosquées ou temples et généralement dans aucun édifice clos et fermé servant de lieu de réunion pour la célébration d'un culte quelconque.

Aucun cimetière privé ne pourra être ouvert sans notre autorisation.

Aucune nouvelle concession perpétuelle ou temporaire ne pourra être accordée désormais dans un cimetière situé à l'intérieur de la ville.

Art. 3. — Toutefois, ceux en faveur de qui serait invoqué un des titres suivants, pourront être inhumés dans les cimetières situés à l'intérieur de la ville, dans les temples, mosquées ou zaouïa.

Ces titres sont :

1° *A.* Un titre notarié établissant que le défunt a été propriétaire du terrain où il prétend être enterré avant que ce terrain ne soit devenu un cimetière public ou privé.

B. Un contrat constatant qu'un droit de concession perpétuelle a été consenti en sa faveur.

C. Une clause formelle régulièrement insérée dans une constitution de habous.

2° Les témoignages de trois notables, du chef du quartier et de l'imam de la mosquée ou de la zaouïa, constatant que deux ancêtres au moins du défunt ont été enterrés à la place indiquée ; ces témoignages seront consignés dans un acte signé de deux notaires.

Dans le cas où des inscriptions énonçant les noms et qualités des ancêtres du défunt subsisteraient encore sur des tombes, la constatation de ce fait par l'imam du cimetière et le chef du quartier devant un notaire nommé par nous, sera considérée comme un titre suffisant.

Les titres ou les actes notariés ci-dessus désignés seront déposés sans délai entre les mains du président de la municipalité ou de son délégué, qui statuera d'urgence sur leur validité.

La décision prononcée par lui sera exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Les parties intéressées pourront appeler de la sentence prononcée par ce fonctionnaire dans un délai de trois jours. L'appel sera jugé par le tribunal compétent en matière immobilière.

Pendant l'instance, le corps sera inhumé dans un des cimetières situés hors de la ville. L'exhumation et le transport du corps dans un cimetière intérieur ne pourront être autorisés que par nous, même dans le cas où le droit des parties aurait été reconnu en appel.

Art. 4. — Les prescriptions suivantes devront en outre être remplies par les intéressés qui invoqueraient un des titres énumérés limitativement dans l'article précédent.

1°. . . . . .

2° Recouvrir la fosse, sur toute la surface, d'un dallage et l'entourer de tous côtés d'une construction en pierres ayant un mètre de profondeur et émergeant du sol de 0m30.

3° Dans le cas où un caveau serait affecté à la sépulture d'une famille, il devra être tenu dans un bon état d'entretien, sous peine, dans le cas d'inobservation de cette condition, après un premier avertissement, de la déchéance des droits qui appartiendraient aux ayants cause du défunt.

Cette déchéance sera prononcée après avis du président de la municipalité.

Art. 5. — Ceux qui pourraient invoquer un des titres énumérés dans l'article 3 auront la faculté d'obtenir, dès à présent et sans frais, sur une simple requête adressée au président de la municipalité, un emplacement pour l'inhumation de leurs familles dans un cimetière situé hors de la ville, à la condition qu'ils renonceront expressément, pour eux et leurs descendants, à être inhumés dans un des cimetières intérieurs.

Art. 6. — Lorsque la salubrité l'exigera, la fermeture temporaire ou définitive des cimetières publics et privés situés à l'intérieur des villes pourra être prononcée par arrêté du président de la municipalité approuvé de notre premier ministre à la condition qu'un terrain d'une surface au moins égale en superficie soit fournie à l'extérieur par la municipalité.

Ce cimetière nouveau ne pourra être établi qu'à une distance de cent mètres au moins de toute habitation. Aucun puits, aucun mur de fondation ne pourra être creusé ou élevé à moins de cent mètres du nouveau cimetière.

Les constructions établies sur les tombes par ceux qui possèdent des concessions perpétuelles ou temporaires, devront être rétablies dans le nouveau cimetière par les soins de la municipalité.

Art. 7. — Un règlement municipal, pris sur l'initiative de la commission d'hygiène et approuvé par le premier ministre, réglera les déclarations de décès, leur constatation par des médecins ou par des personnes nommées à cet effet, les délais dans lesquels les inhumations devront être effectuées et généralement toutes les mesures d'ordre ayant trait au transport des cadavres, à la police et à la salubrité des cimetières.

Ceux qui, sans l'autorisation préalable du président de la municipalité dans le cas où elle est prescrite, auront fait enterrer un individu décédé, seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de vingt-cinq à quatre-vingts piastres ou de l'une de ces deux peines seulement. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et de vingt-cinq à trois cents piastres d'amende, quiconque se sera rendu coupable d'exhumation non autorisée par nous, sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celle-ci.

19 mai 1885 (5 châban 1302)

Décret sur la police des inhumations

Article premier. — Les dispositions du 1° de l'article 4 du décret du 8 chaoual 1301-30 juillet 1884 reproduites et étendues à toute la Régence par l'article 24 du décret du 16 djoumadi-ettani 1302-1er avril 1885, sont abrogées.

Art. 2. — Les fosses devant servir aux inhumations auront une profondeur de un mètre cinquante centimètres.

Art. 3. — Lorsque pour une inhumation il y aura lieu à approfondissement d'une fosse existante, ce travail sera fait, en cas d'indigence constatée, par les soins et aux frais de la municipalité.

Art. 4. — Le transport des corps d'une localité à une autre ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du premier ministre.

Dans ce cas, des mesures d'hygiène pourront, s'il y a lieu, être prescrites par les agents du gouvernement.

Jeux de hasard

23 juillet 1884 (30 ramadan 1301)

Décret prohibant les jeux de hasard

Article premier. — Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés ; les banquiers de cette maison ; ceux qui auront tenu ou établi des loteries non autorisées par nous ; tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement qui pourra atteindre six mois et d'une amende de 150 à 10,000 piastres, ou de l'une ou de l'autre de ces deux peines.

Tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis en loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles ou effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés, seront confisqués dans tous les cas.

Art. 2. — Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard seront punis d'une amende de 5 à 16 piastres. En cas de récidive, l'amende pourra être élevée jusqu'à 300 piastres, et il pourra être prononcé un emprisonnement de un jour à un mois.

Justice française

ASSISTANCE JUDICIAIRE

18 juin 1884

Décret du Président de la République française sur l'assistance judiciaire en Tunisie, modifié par celui du 3 mai 1888.

Article premier. — L'assistance judiciaire est accordée aux indigènes en Tunisie dans les cas prévus par le présent décret.

TITRE PREMIER

DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE

CHAPITRE PREMIER

Des formes dans lesquelles l'assistance judiciaire est accordée

Art. 2 (1). — L'admission à l'assistance judiciaire devant un tribunal de première instance institué en Tunisie, et devant les justices de paix comprises dans le ressort de ce tribunal, est prononcée par un bureau spécial établi au siège du tribunal et composé : 1° du procureur de la République ou de son substitut ; 2° d'un membre délégué par le Résident général ; 3° d'un défenseur nommé par le tribunal.

Lorsque le demandeur sera étranger, le défenseur français sera remplacé par un conseil étranger, et le tribunal dressera, chaque année, la liste de ces conseils, en indiquant les nationalités correspondant à chacun d'eux.

Art. 3. — Le bureau d'assistance est présidé par le procureur de la République ou par son substitut. Les fonctions de secrétaire sont remplies par le greffier du tribunal ou par le commis-greffier.

Art. 4. — Les défenseurs et avocats sont soumis au renouvellement au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée. Les membres sortants peuvent être réélus.

Art. 5 (1). — Toute personne qui réclame l'assistance adresse sa demande sur papier libre au parquet du tribunal de son domicile. Le procureur de la République la soumet au bureau. Si le tribunal ou les juges de paix du ressort ne sont pas compétents pour statuer sur le litige, le bureau se borne à recueillir des renseignements, tant sur l'indigence que sur le fond de l'affaire.

Il peut entendre les parties ou leur demander des renseignements écrits, si elles résident hors du chef-lieu du tribunal ; il transmet, par l'intermédiaire du procureur de la République, la demande, le résultat de ses informations et les pièces au bureau établi près la juridiction compétente.

Art. 6. — Si la juridiction pour laquelle l'assistance a été admise se déclare incompétente, et que, par suite de cette décision, l'affaire soit portée devant une autre juridiction de même nature et de même ordre, le bénéfice de l'assistance subsiste devant cette dernière juridiction. Celui qui a été admis à l'assistance judiciaire devant une première juridiction continue à en jouir sur l'appel interjeté contre lui, dans le même cas où il se rendrait incidemment appelant. Lorsque c'est l'assisté

(1) Décret du 3 mai 1888.

(1) Décret du 3 mai 1888.

qui émet un appel principal, il ne peut jouir de l'assistance sur cet appel qu'autant qu'il y est admis par une décision nouvelle.

Art. 7. — Quiconque demande à être admis à l'assistance judiciaire doit fournir une déclaration constatant qu'il est, en raison de son indigence, dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice, et contenant l'énumération détaillée de ses moyens d'existence, quels qu'ils soient. Le réclamant affirme la sincérité de sa déclaration devant le consul, vice-consul ou agent consulaire de la nationalité à laquelle il appartient, lequel lui donne acte de son affirmation au bas de sa déclaration.

Art. 8. — Le bureau prend toutes les informations nécessaires pour s'éclairer sur l'indigence du demandeur. Il donne avis à la partie adverse qu'elle peut se présenter devant lui ou lui fournir des renseignements, soit pour contester l'indigence, soit pour fournir des explications sur le fond ; si elle comparaît, le bureau emploie ses bons offices pour opérer un arrangement amiable.

Art. 9. — Les décisions du bureau ne contiennent que l'exposé sommaire des faits et des moyens, et la déclaration non motivée que l'assistance est accordée ou qu'elle est refusée.

Les décisions du bureau ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles ne peuvent être communiquées qu'à la personne qui a demandé l'assistance et à ses conseils ; le tout sans déplacement. Elles ne peuvent être produites ni discutées en justice, si ce n'est devant la police correctionnelle dans le cas prévu par l'article 22 du présent décret.

CHAPITRE II

Des effets de l'assistance judiciaire

Art. 10. — Dans les trois jours de l'admission à l'assistance judiciaire, le procureur de la République envoie au président du tribunal ou au juge de paix un extrait de la décision portant seulement que l'assistance est accordée. Il y joint les pièces de l'affaire.

Si la cause est portée devant le tribunal de première instance, le président désignera le défenseur ainsi que l'huissier qui prêteront leur ministère à l'assisté.

Si la cause est portée devant un juge de paix, ce magistrat désignera l'huissier chargé d'instrumenter.

Art. 11. — L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues aux greffiers, officiers ministériels ou avocats.

Les frais de transport des juges, des officiers ministériels et experts, les honoraires de ces derniers, les taxes des témoins dont l'audition a été autorisée par le tribunal ou le juge-commissaire, sont avancés par le Trésor selon les tarifs et par les voies usitées pour le paiement des frais de justice criminelle. Les sommes ainsi avancées deviennent exigibles immédiatement après le jugement définitif.

Art. 12. — Le ministère public est entendu dans toutes les affaires où l'une des parties a été admise au bénéfice de l'assistance.

Art. 13. — Les notaires, greffiers, interprètes, et tous dépositaires publics ne sont tenus à la délivrance gratuite des actes et expéditions réclamés par l'assisté que sur une ordonnance du président ou du juge de paix.

Art. 14. — En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'adversaire de l'assisté, la taxe comprend tous les frais de toute nature, honoraires et émoluments auxquels l'assisté aurait été tenu s'il n'y avait pas eu d'assistance judiciaire.

Art. 15. — Dans le cas prévu par l'article précédent, la condamnation est prononcée, et l'exécution est délivrée au nom du trésorier-payeur qui en poursuit le recouvrement. Il est délivré un exécutoire séparé pour les droits qui, n'étant pas compris dans l'exécutoire délivré contre les parties adverses, restent dus au Trésor par l'assisté.

Le trésorier-payeur fera immédiatement aux divers ayants droit la distribution des sommes recouvrées.

Art. 16. — En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'assisté, il est procédé, conformément aux règles tracées par l'article précédent, au recouvrement des sommes dues au Trésor en vertu du § 2 de l'article 11.

Art. 17. — Les greffiers sont tenus de transmettre, dans le mois, au trésorier-payeur, l'extrait du jugement de condamnation ou l'exécutoire sous peine de dix francs d'amende pour chaque extrait ou chaque exécutoire non transmis dans ledit délai.

CHAPITRE III

Du retrait de l'assistance judiciaire

Art. 18. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire peut être retiré, en tout état de cause, soit avant, soit même après le jugement :

1° S'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes ;

2° S'il a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse.

Art. 19. — Le retrait de l'assistance peut être demandé, soit par le ministère public, soit par la partie adverse. Il peut être aussi prononcé d'office par le bureau. Dans tous les cas, il est motivé. Il n'est prononcé qu'après que l'assisté a été entendu ou mis en

demeure de s'expliquer verbalement ou par écrit.

Art. 20. — Le retrait de l'assistance judiciaire a pour effet de rendre immédiatement exigibles les honoraires, émoluments, frais et avances de toute nature dont l'assisté avait été dispensé.

Dans tous les cas où l'assistance judiciaire est retirée, le secrétaire du bureau est tenu d'en informer immédiatement le trésorier-payeur qui procédera au recouvrement et à la répartition suivant les règles tracées dans l'article 15 ci-dessus.

Art. 21. — L'action tendant au recouvrement de l'exécutoire délivré au trésorier-payeur, soit contre l'assisté, soit contre la partie adverse, se prescrit par dix ans. La prescription de l'action de l'adversaire de l'assisté contre celui-ci pour les dépens auxquels il a été condamné envers lui reste soumise au droit commun.

Art. 22. — Si le retrait de l'assistance a pour cause une déclaration frauduleuse de l'assisté relativement à son indigence, celui-ci peut, sur l'avis du bureau, être traduit devant la juridiction correctionnelle et condamné, indépendemment du paiement des frais de toute nature dont il avait été dispensé, à une amende égale au montant de ces frais, sans que cette amende puisse être au-dessous de 100 francs, et à un emprisonnement de huit jours au moins et de six mois au plus. L'article 463 du code pénal est applicable.

TITRE II

DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE ET CRIMINELLE

Art. 23. — Il est pourvu à la défense des accusés en matière criminelle conformément aux dispositions de l'article 294 du code d'instruction criminelle.

Art. 24. — Le président du tribunal désigne un défenseur d'office aux prévenus lorsqu'ils en font la demande et que leur indigence est constatée.

Art. 25. — Le président du tribunal peut, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, même avant le jour fixé pour l'audience, ordonner l'assignation des témoins qui lui sont indiqués par l'accusé ou le prévenu indigent, dans le cas où la déclaration de ces témoins serait jugée utile pour la découverte de la vérité. Peuvent également être ordonnées d'office toutes productions ou vérifications de pièces.

Les mesures ainsi prescrites sont exécutées à la requête du ministère public.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 26. — L'admission à l'assistance judiciaire devant la Cour d'appel d'Alger aura lieu conformément au décret du 2 mars 1859.

Art. 27. — L'admission à l'assistance judiciaire devant la Cour de cassation aura lieu conformément à la loi du 22 janvier 1851.

AVOCATS

1er octobre 1887

Décret du Président de la République réglementant la profession d'avocat en Tunisie

Article premier. — La profession d'avocat est soumise, en Tunisie, aux règles de discipline établies par l'ordonnance du 20 novembre 1882.

Toutefois, quels que soient le nombre et la nationalité des avocats admis au tableau, les fonctions de conseil de discipline sont remplies par le tribunal.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

COMPÉTENCE (1)

5 mai 1883 (27 djoumadi-ettani 1300)

Décret étendant aux étrangers la compétence des tribunaux français

Article unique. — Les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seront supprimés, deviendront justiciables des tribunaux français dans les mêmes cas et les mêmes conditions que les Français eux-mêmes (2).

---

(1) V. aussi : Justice française. — Organisation.

(2) Les tribunaux consulaires installés en Tunisie ont été successivement fermés, savoir :

Allemagne, le 1er février 1884, par décret impérial du 21 janvier 1884.

Autriche-Hongrie, le 1er juillet 1884, par ordonnance impériale du 30 mai 1884.

Belgique, par décision du gouvernement royal du 1er février 1884.

Danemark, le 26 septembre 1883, par décision du gouvernement royal de juillet 1883.

Espagne, le 17 janvier 1884, par décision du gouvernement royal de mai 1883.

France, le 24 avril 1883.

Grande-Bretagne, le 1er janvier 1884, par un ordre en conseil du 31 décembre 1883.

Grèce, le 24 mars 1884, par la loi du 20 février 1884 (v. s.).

Italie, le 1er août 1884, par décret royal du 21 juillet 1884 *(Protocole du 25 janvier 1884)*.

Pays-Bas, le 1er novembre 1884.

Portugal, par une loi de juin 1883.

Russie, le 5 août 1885, par décision impériale de juillet 1884.

Suède et Norvège, le 25 juillet 1883.

31 juillet 1884 (9 chaoual 1301)

Décret étendant la compétence des juridictions françaises

Article premier. — Les tribunaux français connaîtront, à partir de la promulgation du présent décret, de toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles des Européens seront en cause, dans les matières où ils sont compétents actuellement lorsque des Européens sont défenseurs.

Art. 2. — Néanmoins est expressément réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions de sujets tunisiens, musulmans ou israélites.

Art. 3. — Les jugements et décisions qui ont été rendus, ou qui seront rendus jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, par les tribunaux indigènes, l'ouzara, le comité exécutif de la commission financière, la commission financière, les diverses autorités et corps constitués, ou les commissions spéciales intituées par notre gouvernement, dans les limites de leurs attributions ainsi qu'elles sont déterminées par les lois, usages ou pouvoirs consentis par les intéressés, continueront à être reconnus et exécutés, quelle que soit la nationalité des parties en cause.

Art. 4. — Toute pièce signifiée à un Tunisien devra l'être, à peine de nullité, en langue arabe, jusqu'à ce qu'il ait constitué avoué.

Art. 5. — Il est institué une commission chargée de préparer la codification des lois relatives à la propriété foncière en Tunisie et de proposer les conditions dans lesquelles la compétence en matière immobilière sera remise aux tribunaux français.

2 septembre 1885 (23 kâda 1302)

Décret étendant la compétence des tribunaux français en matière pénale

Article premier. — Les tribunaux français en Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective et en conformité de la loi française :

1° De tous crimes commis en Tunisie par des sujets tunisiens au préjudice des Français ou protégés français, et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes ;

2° De tous crimes ou délits commis en Tunisie par des sujets tunisiens, lorsque des Français ou protégés français, et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes seront auteurs principaux, co-auteurs ou complices.

Art. 2. — Ils connaîtront également de tous crimes, délits ou contraventions commis en Tunisie par des sujets tunisiens, ou avec leur complicité :

1° A leurs audiences et dans les lieux où l'un ou plusieurs de leurs magistrats procèdent à un acte de leurs fonctions ;

2° Contre des magistrats, assesseurs ou officiers de la justice française dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

3° Contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats de la justice française.

Art. 3. — Ils connaîtront également de tous crimes ou délits commis par les assesseurs tunisiens dans l'exercice de leurs fonctions d'assesseurs ou par suite d'un abus de ces fonctions.

Art. 4. — Les sujets tunisiens pourront être appelés en témoignage devant les diverses juridictions françaises en Tunisie, dans les formes prévues par la loi française, et ils seront passibles des moyens de contrainte et des peines édictés par cette loi.

Art. 5. — Seront aussi déférés aux tribunaux français, les sujets tunisiens inculpés de crimes ou de délits de faux témoignage, de faux serment ou de subornation de témoins devant les juridictions françaises, tant en matière civile qu'en matière criminelle, correctionnelle ou de police.

15 février 1887 (22 djoumadi-el-aoual 1304)

Décret sur la compétence des juridictions françaises dans certaines affaires entre indigènes algériens

Ayant appris que des procès relatifs au mariage, à la hedana (garde de la personne de l'enfant), aux successions et à la tutelle, sont quelquefois portés devant le tribunal du chara par des musulmans sujets de la République française, et que ce tribunal se déclare compétent pour les juger, même quand le demandeur et le défendeur se trouvent l'un et l'autre placés sous la juridiction de la France...

Nous avons décrété ce qui suit :

Tous procès entre sujets français, relatifs aux questions ci-dessus indiquées et à toutes autres questions concernant le statut personnel, seront exclusivement portés devant les tribunaux français compétents.

17 juillet 1888

Décret du Président de la République française sur la compétence des juridictions françaises en matière immobilière (1).

Article premier. — Les droits réels sur les

---

(1) **RAPPORT au Président de la République française**

Monsieur le Président,

Parmi les réformes que le Bey, par la convention du 8 juin 1883, conclue avec le gouvernement de la

immeubles immatriculés sont régis par les lois tunisiennes spécialement édictées pour cette catégorie d'immeubles, et les litiges y relatifs ressortiront aux juridictions françaises dans la Régence.

Art. 2. — Le titre dressé en suite de la décision du tribunal mixte prononçant l'immatriculation est définitif et inattaquable ; il formera, devant les juridictions françaises, le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent à l'exclusion de tous autres droits non inscrits.

Les inscriptions portées ultérieurement sur ces titres feront foi devant les mêmes juridictions dans les limites fixées par les lois qui régissent en Tunisie les immeubles immatriculés.

République, s'est engagé à entreprendre dans la Régence de Tunis et qui sont aujourd'hui en voie d'exécution, celle qui a pour objet la constitution de la propriété foncière peut être considérée comme présentant une importance particulière, tant au point de vue de nos compatriotes et des étrangers établis en Tunisie, qu'en ce qui concerne les indigènes eux-mêmes.

Cette réforme, accomplie depuis deux ans, suivant les vues du gouvernement de la République, donne aux propriétaires de toute nationalité la faculté de placer leurs immeubles sis en Tunisie sous le régime d'une loi spéciale et sous la juridiction des tribunaux français, à charge de les soumettre préalablement à l'immatriculation que prononce un tribunal mixte composé de quatre magistrats français et trois indigènes.

Cette procédure, qui a l'avantage de donner toute sécurité à nos colons et de ménager en même temps les droits acquis et les usages indigènes, a soulevé, dans son application, une question qu'il importe de ne pas laisser en suspens. On s'est demandé si les juridictions françaises n'avaient pas le droit ou même le devoir de reviser et, au besoin, de modifier, quand ils leur seraient présentés, les titres de propriété dressés par le conservateur de la propriété foncière ensuite de la décision du tribunal mixte. Le droit de revision, en suspendant l'effet de l'immatriculation, aurait pour conséquence de laisser subsister l'incertitude dans laquelle se trouve actuellement la propriété dans la Régence et que la nouvelle loi immobilière avait précisément pour objet de faire cesser. Il entraînerait, par conséquent, aussi bien en ce qui concerne l'intérêt des propriétaires qu'au point de vue de l'ordre public, les plus graves inconvénients.

Afin de prévenir toute possibilité d'un malentendu à ce sujet, nous avons pensé qu'il y avait lieu de préciser le caractère irrévocable, à l'égard de nos juridictions, des décisions du tribunal mixte. C'est pourquoi nous nous proposons d'user des pouvoirs qui vous ont été donnés en matière de réforme judiciaire dans la Régence par l'article 1er de la convention du 8 juin 1883, sanctionnée par la loi du 9 avril 1884, pour déterminer d'une manière indiscutable la valeur des titres de propriété des immeubles immatriculés et les conditions dans lesquelles, d'un commun accord entre le gouvernement de la République et celui du Bey, la compétence immobilière en Tunisie a été conférée aux tribunaux français.

Si vous partagez cette manière de voir, nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Le ministre des affaires étrangères,
RENÉ GOBLET.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,
J. FERROUILLAT.

27 novembre 1888 (23 rabia-el-aoual 1306)

Décret sur la compétence des tribunaux français en matière administrative

Article premier. — Sont soumises aux juridictions civiles instituées dans la Régence, dans la limite de la compétence attribuée à chacune d'elles, toutes les instances tendant à faire déclarer l'administration débitrice, soit à raison des marchés conclus par elle, soit à raison des travaux qu'elle a ordonnés, soit à raison de tout acte de sa part ayant, sans droit, porté préjudice à autrui.

Doivent être portées devant les mêmes juridictions, les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers.

Art. 2. — Les affaires sont toujours réputées sommaires et instruites comme telles devant les tribunaux et la cour d'appel. Toutefois, le ministère des défenseurs n'est pas obligatoire. Les parties intéressées peuvent présenter elles-mêmes leurs observations ou les adresser sous forme de mémoires signifiés à la partie adverse et déposés au greffe. Dans le cas où les parties seraient représentées par un mandataire, ce mandataire ne pourra être choisi que parmi les défenseurs ou les avocats. Toutefois, les administrations publiques seront valablement représentées par un de leurs fonctionnaires.

Art. 3. — Il est interdit aux juridictions civiles d'ordonner, soit accessoirement à l'une des demandes ci-dessus, soit principalement, toutes mesures dont l'effet serait d'entraver l'action de l'administration, soit en portant obstacle à l'exécution des règlements légalement pris par elle, soit en enjoignant l'exécution ou la discontinuation de travaux publics, ou en en modifiant l'étendue et le mode d'application.

Art. 4. — Il est également interdit aux juridictions civiles de connaître de toutes les demandes tendant à faire annuler un acte de l'administration, sauf le droit pour la partie intéressée de poursuivre par la voie gracieuse la réformation de l'acte qui lui fait grief.

Art. 5. — Les décisions rendues en matière

administrative seront toujours susceptibles d'appel. L'appel est suspensif. La juridiction saisie de l'appel statue en dernier ressort.

Aucun recours en cassation ne peut avoir lieu si ce n'est pour excès de pouvoir résultant de la violation des articles 3 et 4 ci-dessus. Dans ce cas, le recours peut être formé directement contre toute décision en premier ou dernier ressort, soit d'office, soit par la partie intéressée.

11 juillet 1891 (5 hidjé 1308)

Décret soumettant à la juridiction française toutes les contestations concernant l'office des postes et télégraphes.

Article premier. — Toutes les contestations concernant l'office des postes et télégraphes de la Régence rentreront dans la compétence des juridictions françaises, que cette administration soit demanderesse ou défenderesse et quelle que soit la nationalité de la partie adverse.

Art. 2. — Notre premier ministre et le directeur de l'office des postes et télégraphes sont chargés, etc.

JUSTICES DE PAIX

14 avril 1883

Décret du Président de la République française établissant des circonscriptions de justices de paix (1).

Article premier. — Le ressort de la justice de paix de Tunis comprend le cercle militaire de Tunis (moins la partie de ce cercle réservée à la justice de paix de la Goulette) et les cercles militaires d'Aïn-Tonga et de Zaghouan.

Le ressort de la justice de paix de Bizerte comprend le cercle militaire de Bizerte, l'annexe de Mateur et le cercle de Béja.

Le ressort de la justice de paix de la Goulette comprend la partie du cercle de Tunis située entre la mer et une ligne déterminée par Gammart, l'Aouina, l'oued Meliana et la limite du cercle de Zaghouan.

Le ressort de la justice de paix du Kef comprend les cercles militaires d'Aïn-Draham, de Ghardimaou, du Kef et l'annexe de Fériana.

Le ressort de la justice de paix de Sousse comprend les cercles militaires de Sousse, de Kairouan, de Mehdia et des Hamada.

Le ressort de la justice de paix de Sfax comprend les cercles militaires de Sfax, de Djilma, de Mahrès, de Gabès, d'El-Aïacha, l'annexe de Tozeur et les cercles de Gafsa et de Djerba-Ksar-Moudenine.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

(1) Les dispositions de ce décret ont été successivement modifiées par la création de nouvelles justices de paix.

15 août 1885

Arrêté résidentiel distrayant les ressorts de diverses justices de paix nouvelles des anciennes circonscriptions judiciaires.

Article premier. — . . . . . .

Art. 2. — Les ressorts des justices de paix d'Aïn-Draham, Nébeul, Gabès et Gafsa sont distraits des ressorts actuellement existants, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 3 août 1885 (1).

15 mars 1887

Arrêté résidentiel déterminant le ressort de la justicede paix de Béja

Article premier. — . . . . . .

Art. 2. — Le ressort de la justice de paix de Béja est distrait des ressorts actuellement existants, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret sus-visé du 3 août 1885 (2).

29 octobre 1887

Décret du Président de la République instituant dix justices de paix provisoires en Tunisie

Article premier. — Jusqu'à l'installation de juges de paix dans les localités dénommées à l'article 5 ci-après, le contrôleur civil et, à son défaut, le contrôleur adjoint ou un officier de la garnison désigné à cet effet par le général commandant le corps d'occupation, exerce les fonctions de juge de paix dans les termes de l'article 3 de la loi du 27 mars 1883.

Art. 2. — Les fonctions du ministère public sont remplies par le commandant de la brigade ou le chef de poste de la gendarmerie ; celles de greffier et d'huissier par le secrétaire du contrôleur civil et, à son défaut par un sous-officier désigné par le commandant militaire du territoire.

Art. 3. — Les règles de procédure et d'instruction criminelle, le tarif des frais de justice

(1) Le ressort d'Aïn-Draham comprend le cercle militaire d'Aïn-Draham.

Le ressort de Nébeul comprend la circonscription du contrôle civil de Nébeul.

Le ressort de Gabès comprend le cercle militaire de Gabès, à l'exception de l'île de Djerba et dépendances et du territoire de Zarziz.

Le ressort de Gafsa comprend la circonscription du contrôle civil de Gafsa.

(2) Le ressort de la justice de paix de Béja comprend le cercle militaire de Béja.

en matière civile et criminelle, déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie, sont applicables aux juridictions instituées par le présent décret.

Art. 4. — Dans l'étendue de leur ressort, les fonctionnaires exerçant les attributions de juges de paix sont officiers de police judiciaire.

Art. 5. — Les sièges des justices de paix établies à titre provisoire sont fixés à Aïn-Draham, Béja, Nébeul, Gabès, Djerba, Gafsa, Souk-el-Arba, Maktar, Kairouan et Tozeur.

Art. 6. — Les ressorts de ces juridictions seront déterminés par arrêté du Ministre Résident général de France.

Art. 7. — Le décret du 3 août 1885 ci-dessus visé est abrogé.

26 novembre 1887

Arrêté résidentiel déterminant les ressorts des justices de paix provisoires de Souk-el-Arba, Maktar, Kairouan et Tozeur.

Article premier. — . . . . . .

Art. 2. — Les ressorts des justices de paix de Souk-el-Arba, Maktar, Kairouan et Tozeur sont distraits des ressorts actuellement existants, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 29 octobre 1887.

Le ressort de la justice de paix de Souk-el-Arba comprend la circonscription du contrôle civil de Souk-el-Arba.

Le ressort de la justice de paix de Maktar comprend la circonscription du contrôle civil de Maktar.

Le ressort de la justice de paix de Kairouan comprend la circonscription du contrôle civil de Kairouan.

Le ressort de la justice de paix de Tozeur comprend Tozeur, Nefta, Oudiane, El-Hamma et Nefzaoua (1).

18 janvier 1888

Arrêté du Ministre Résident fixant les circonscriptions des justices de paix de Tozeur et de Gafsa

Le ressort de la justice de paix de Tozeur comprend : Tozeur (Zebda de Tozeur, Ouled-el-Hadef, Bitcheria), Nefta (Alakmas, Chorfas), El-Oudian, El-Hamma, Tabmerghza, Chebika, Midas, Nefzaoua.

Le ressort de la justice de paix de Gafsa comprend : Gafsa (El-Ksar, Lala, El-Guet-Bou-Amran, Madjoura).

(1) Le ressort de cette justice de paix a été modifié par la création d'une deuxième justice de paix à Tunis.

10 mars 1888

Arrêté du Ministre Résident fixant la circonscription de la justice de paix de Zaghouan

Article premier. — . . . . . .

Art. 2. — Le ressort de cette justice de paix, qui comprend la circonscription du contrôle civil de Zaghouan, et dont le siège est fixé provisoirement à Medjez-el-Bab, est distrait des ressorts actuellement existants, conformément à l'article 6 du décret du 29 octobre 1887 (1).

7 avril 1888

Décret du Président de la République française créant un emploi de suppléant rétribué et de commis-greffier près la justice de paix de Tunis.

Article premier. — Un emploi de suppléant rétribué est créé près la justice de paix de Tunis.

Le traitement de ce magistrat est fixé à 4,000 francs.

Art. 2. — Il est créé, près la même justice de paix, un emploi de commis-greffier, avec un traitement de 500 francs.

31 décembre 1889

Décret du Président de la République française transférant à Médjez-el-Bab le siège de la justice de paix établie à Zaghouan.

Article premier. — Le siège de la justice de paix établie, à titre provisoire, à Zaghouan (Tunisie) est transféré à Medjez-el-Bab.

Art. 2. — Le fonctionnement, la compétence et le ressort de cette juridiction sont déterminés suivant les règles établies par le décret du 29 octobre 1887.

Art. 3. — Le décret du 18 février 1888 est abrogé.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

9 avril 1889

Décret du président de la République française rattachant le territoire de Teboursouk au canton du Kef.

Article premier. — Le territoire de Teboursouk est distrait du canton de Tunis et rattaché à celui du Kef.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des affaires étrangères sont chargés, etc.

(1) Le ressort de cette justice de paix a été modifié par la création d'une deuxième justice de paix à Tunis.

21 janvier 1890

Décret du Président de la République créant trois justices de paix en Tunisie

Article premier. — Il est institué, dans la Régence de Tunis, trois justices de paix qui auront leur siège à Souk-el-Arba, à Nabeul et à Gabès.

Art. 2. — Ces juridictions se composent d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier, de commis-greffiers s'il y a lieu, d'un interprète judiciaire et d'un officier de police judiciaire remplissant les fonctions de ministère public.

Les traitements sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ressort de la justice de paix de Souk-el-Arba comprend les caïdats de la Regba, de Chiahia, des Ouled-bou-Salem, de Djendouba, de Béja, les Drids campés sur le territoire de Béja et le caïdat de Medjez-el-Bab.

Le ressort de la justice de paix de Nabeul comprend les caïdats de Soliman et de Nabeul.

Le ressort de la justice de paix de Gabès comprend le gouvernement de l'Arad et le caïdat de Neffat.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

TABLEAU fixant le personnel des magistrats et du personnel des justices de paix de Souk-el-Arba, de Nabeul et de Gabès.

Juge de paix	fr.	3.500 »
Suppléant rétribué		2.500 »
Greffier		2.000 »
Commis-greffier		500 »
Interprète		2.000 »
Officier de police judiciaire . .		2.000 »

3 juillet 1890

Arrêté du ministre de la justice instituant des audiences foraines

Article premier. — Une audience foraine bi-mensuelle de la justice de paix de Souk-el-Arba est installée à Béja, où elle se tiendra le vendredi.

Une audience foraine mensuelle de cette même justice de paix est installée à Medjez-el-Bab, où elle se tiendra le lundi.

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par ces audiences seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1875.

19 février 1891

Décret du Président de la République créant une seconde justice de paix à Tunis

Article premier. — Il est institué une seconde justice de paix à Tunis.

Les deux justices de paix de Tunis prendront la dénomination de « Justice de paix nord » et de « Justice de paix sud de Tunis ».

Art. 2. — Le ressort de la justice de paix nord comprend la partie du territoire détachée de l'ancienne justice de paix unique de Tunis et située au nord d'une ligne figurée aux deux plans annexés, partant du pont de bateaux, traversant Tunis, de la Douane à Bab-Sidi-Abdallah, suivant d'abord la conduite d'eau de Zaghouan jusqu'à son intersection avec l'oued Meliane, puis ce cours d'eau jusqu'au pont du Fahs.

Art. 3. — Le ressort de la justice de paix sud comprend les parties des territoires de l'ancienne justice de paix unique de Tunis et de la justice de paix de La Goulette situées au sud de la ligne déterminée à l'art. 2.

Art. 4. — Le ressort de la justice de paix de La Goulette comprend la partie du cercle de Tunis située entre la mer, le lac Baïram et une ligne allant de Gamart à l'Aouina, conformément aux plans annexés.

Art. 5. — Le tribunal de paix nord se compose : d'un juge de paix, d'un suppléant rétribué, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier et d'un commis-greffier ;

Le tribunal de paix sud se compose d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier et, s'il y a lieu, d'un commis-greffier.

Art. 6. — Le personnel de la justice de paix nord assure le service de la justice de paix de La Goulette.

Le juge de paix tient ses audiences, soit à Tunis, soit à La Goulette, suivant que les affaires sont du ressort de l'une ou de l'autre justice de paix.

Art. 7. — Le service des greffes des tribunaux de simple police de Tunis et de La Goulette est assuré par le greffier de la justice de paix nord de Tunis.

Un officier de police judiciaire est attaché à chacun de ces tribunaux pour y remplir les fonctions de ministère public.

Art. 8. — Un seul interprète est attaché aux deux justices de paix de Tunis et à celle de La Goulette.

Art. 9. — Les traitements des juges de paix, du suppléant rétribué, des greffiers, des commis-greffiers, de l'interprète et des officiers de police judiciaire sont fixés conformément

aux tableaux annexés à la loi du 27 mars 1883 et au décret du 7 avril 1888.

Art. 10. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

9 janvier 1893

Décret du Président de la République française transférant à Grombalia le siège de la justice de paix de Nabeul.

Article premier. — Le siège de la justice de paix établi à Nabeul (Tunisie) est transféré à Grombalia.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, etc.

10 janvier 1893

Arrêté ministériel instituant une audience foraine bi-mensuelle à Nabeul

Article premier. — Une audience foraine bi-mensuelle de la justice de paix de Grombalia est instituée à Nabeul, où *elle se tiendra le vendredi.*

Art. 2. — Les droits et indemnités occasionnés par les audiences seront réglés conformément aux dispositions du décret du 10 août 1873.

ORGANISATION

18 avril 1883 (10 djoumadi-ettani 1300)

Décret portant promulgation de la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie.

Extrait du *Journal officiel de la République française* daté du 28 mars 1883 :

Loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Un tribunal français et six justices de paix sont institués dans la Régence de Tunis.

Le tribunal de première instance siège à Tunis ; les justices de paix ont leur siège à Tunis, à La Goulette, à Bizerte, à Sousse, à Sfax et au Kef.

La circonscription du tribunal s'étend sur toute la Régence. Le ressort de chaque justice de paix sera déterminé par un décret rendu, le Conseil d'Etat entendu.

Au cas où les besoins du service judiciaire viendraient à l'exiger, d'autres tribunaux de première instance et d'autres justices de paix pourront être institués par des règlements d'administration publique, qui auront à en déterminer les ressorts (1).

Art. 2. — Ces tribunaux font partie du ressort de la cour d'Alger. Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français.

Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre les Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes.

Leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de Son Altesse le Bey, rendus avec l'assentiment du gouvernement français.

Art. 3. — Les juges de paix exercent, en matière civile et pénale. la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854.

Toutefois les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de première instance n'ont cette compétence étendue que pour les actions personnelles et mobilières en matière civile et commerciale ; pour le surplus ils exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie.

Art. 4. — Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 fr. et des actions immobilières jusqu'à 120 francs de revenu. En premier ressort sa compétence est illimitée.

En matière correctionnelle il statue en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la connaissance n'est pas attribuée aux juges de paix par l'article précédent.

En matière criminelle il statue en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur une liste dressée chaque année dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, les assesseurs devront être tous Français.

Art. 5. — Le tribunal, statuant au criminel, est saisi par un arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation de la cour d'Alger, conformément aux dispositions

(1) En vertu de cette disposition un tribunal de première instance a été institué postérieurement à Sousse, et cinq justices de paix à Souk-el-Arba, Nabeul, Gabès, Tunis et Kairouan.

D'autres justices de paix ont été également instituées, à titre provisoire, à Gafsa, Djerba, Mehdia, Maktar, Béja, Medjez-el-Bab, Aïn-Draham et Tozeur

du code d'instruction criminelle ; sa décision est rendue dans le mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle.

Art. 6. — Le tribunal, assisté d'assesseurs comme il est dit article 4, tient ses assises tous les trois mois, aux dates fixées d'avance par arrêté ministériel.

Art. 7. — Sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie.

Art. 8. — Les délais des ajournements et des appels sont réglés conformément à l'ordonnance royale du 16 avril 1843.

Toutefois, si celui qui est assigné demeure hors de la Tunisie, le délai des ajournements sera :

Pour ceux qui demeurent dans les autres Etats, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et celui de la mer Noire, de deux mois ;

Pour ceux qui demeurent hors de ces limites, de cinq mois.

Art. 9. — Lorsqu'il y aura lieu à insertions légales, elles devront, à peine de nullité, être faites dans l'un des journaux désignés à cet effet par arrêté du Ministre Résident de France à Tunis.

Art. 10. — Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 sur la profession de défenseur, et les dispositions des décrets et arrêtés concernant l'exercice de la profession d'huissier en Algérie sont applicables en Tunisie.

Cependant les Français et les étrangers qui, à la promulgation de la présente loi, exerceront la profession d'avocat en Tunisie et auront, dans le délai d'un mois à partir de cette promulgation, adressé au Ministre Résident une demande à l'effet de présenter les parties devant le tribunal de Tunis, pourront, après avis du tribunal, donné en la chambre du conseil, le procureur de la République entendu, être admis par décret, à titre exceptionnel, à remplir les fonctions de défenseur près ce tribunal.

Art. 11. — Le tribunal de Tunis comprend un président, trois juges titulaires, deux juges suppléants, un procureur de la République, un substitut et un greffier.

L'un des juges désigné par le ministre de la justice remplit les fonctions de juge d'instruction.

Le nombre des juges et substituts pourra être augmenté, et des commis-greffiers pourront être institués par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Art. 12. — Les tribunaux de paix se composent d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants et d'un greffier.

Un officier de police judiciaire remplit les fonctions du ministère public.

Art. 13. — Des interprètes sont attachés aux tribunaux et justices de paix.

Art. 14. — Les décrets portant nomination et révocation des magistrats, des officiers ministériels et des interprètes sont rendus sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 15. — Les magistrats composant les tribunaux établis en Tunisie, les greffiers, commis-greffiers et interprètes attachés à ces tribunaux sont soumis aux lois et aux règlements qui régissent les juridictions algériennes.

Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées pour l'exercice, en Algérie, des mêmes fonctions.

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi.

Art. 16. — Les fonctions de notaire continueront à être exercées dans la Régence par les agents consulaires français, jusqu'à ce que le notariat y ait été organisé par un règlement d'administration publique.

Art. 17. — Le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, sera fixé par un règlement d'administration publique.

Jusqu'à promulgation de ce règlement d'administration publique, les tribunaux appliqueront les tarifs en vigueur en Algérie.

Art. 18. — Sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire, et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent.

Art. 19. — La présente loi sera exécutoire trois jours après son insertion dans le *Journal officiel* du gouvernement tunisien.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

TABLEAU annexé à la loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, fixant le traitement des magistrats et du personnel de la justice française en Tunisie.

Tribunal de Tunis

Président	12.000 fr.
Juge d'instruction	8.000
Juge	8.000
Juge suppléant	2.400
Procureur de la République	12.000
Substitut	8.000
Greffier	4 000

Commis-greffier	3.000 fr.
Interprète	3.400
Justices de paix	
Juge de paix	5.000
Greffier	3.500
Interprète	3.000
Officier de police judiciaire	3.500

19 juillet 1886

Décret du Président de la République augmentant le personnel du tribunal de Tunis

Article premier. — Le nombre des juges du tribunal de Tunis est porté de trois à cinq, et celui des juges suppléants de deux à trois.

Art. 2. — L'un des juges du tribunal de Tunis aura le titre de vice-président et son traitement sera de 10,000 francs.

Art. 3. — Un second commis-greffier est institué au tribunal de Tunis.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères, sont chargés, etc.

1er décembre 1887

Décret du Président de la République instituant un tribunal de première instance à Sousse (1)

Article premier. — Il est institué à Sousse (Tunisie) un tribunal de première instance, dont le ressort comprend les ressorts des justices de paix de Sousse, Sfax, Kairouan, Gafsa, Tozeur, Gabès et Djerba.

Art. 2. — La compétence du tribunal de Sousse est celle attribuée au tribunal de Tunis par les divers actes législatifs en vigueur.

Art. 3. — Ce tribunal est composé d'un vice-président, de deux juges titulaires, de deux juges suppléants, d'un procureur de la République et d'un greffier.

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

TABLEAU fixant le traitement des magistrats et du personnel du tribunal de première instance de Sousse.

Président	8,000 fr.
Juge d'instruction	6,000
Juge	5,000
Juges suppléants	3,000
Procureur de la République	8,000
Greffier	4,000
Interprète	3,000

(1) Modifié par le décret du 21 janvier 1890 ci-après.

21 janvier 1890

Décret modifiant l'organisation du tribunal de première instance de Sousse

Article premier. — Le paragraphe premier de l'article 3 du décret du 1er décembre 1887 est remplacé par la disposition suivante :

« Le tribunal de première intsance de « Sousse est composé : d'un président, de deux « juges titulaires, d'un juge suppléant, d'un « procureur de la République, d'un substitut « et d'un commis-greffier. »

Art. 2. — Le traitement du substitut est fixé à 5,000 fr. ; celui du commis-greffier à 2,800 fr.

En conséquence, le tableau annexé au décret précité est modifié et reste établi ainsi qu'il suit :

Président	8,000 fr.
Juge d'instruction	6,000
Juge	5,000
Juge suppléant	3,000
Procureur de la République	8.000
Substitut	5,000
Greffier	4,000
Commis-greffier	2,800
Interprète	3,000

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, etc.

TRIBUNAL CRIMINEL

29 décembre 1883

Arrêté ministériel fixant, pour chaque année, l'ouverture des assises du tribunal de Tunis statuant au criminel.

Article premier. — L'ouverture des assises du tribunal de Tunis statuant au criminel est fixée, pour chaque année, aux dates exprimées ci-après :

Pour le 1er trimestre : le premier lundi du mois de février ;

Pour le 2e trimestre : le premier lundi du mois de mai ;

Pour le 3e trimestre : le premier lundi du mois de juillet ;

Pour le 4e trimestre : le premier lundi du mois de novembre.

Article 2. — Lorsque le premier lundi des mois sus-indiqués se trouvera un jour de fête légale, l'ouverture des asisses sera reportée au lendemain.

Art. 3. — Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le premier président et à M. le procureur général près la cour d'Alger, à M. le président du tribunal de Tunis et à

M. le procureur de la République près le même siège, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

29 novembre 1893

Décret du Président de la République française relatif à la désignation des assesseurs des tribunaux français statuant en matière criminelle (1).

Article premier. — La liste générale des assesseurs est composée de deux cent trente noms pour le tribunal de Tunis et de deux cent cinq noms pour le tribunal de Sousse; elle est divisée en trois catégories distinctes.

La première catégorie comprend les noms des assesseurs français;

La deuxième catégorie les noms des assesseurs étrangers;

La troisième catégorie les noms des assesseurs indigènes.

Pour la première catégorie, le nombre des assesseurs est de cent dans l'arrondissement de Tunis et de soixante-quinze dans l'arrondissement de Sousse. Pour chacune des deux autres catégories, il est de soixante-cinq.

Art. 2. — Les listes des assesseurs siégeant aux tribunaux de Tunis et de Sousse, dans les cas où ils statuent en matière criminelle, sont dressées par des commissions ainsi composées :

En ce qui concerne la désignation des assesseurs français : 1° le président du tribunal; 2° le procureur de la République; 3° à Tunis, le contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul ou, à son défaut, un fonctionnaire désigné par le ministre des affaires étrangères, à Sousse un vice-président français de la municipalité désigné par le Résident général; 4° le président de la chambre de commerce française.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs de nationalité étrangère : 1° le président du tribunal; 2° le procureur de la République; 3° deux notables désignés par les représentants des puissances étrangères.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs indigènes : 1° le président du tribunal; 2° le procureur de la République; 3° deux fonctionnaires ou notables désignés par décret de S. A. le Bey.

Toutes ces commissions sont présidées, pour le tribunal de Tunis, par le Résident général de France en Tunisie ou son représentant et, pour le tribunal de Sousse, par le contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul à Sousse ou son représentant.

(1) V. aussi : Art. 4, loi du 28 mars 1883, sous les mots : Justice française. — Organisation.

Art. 3. — Les listes sont dressées en double exemplaire : un exemplaire est déposé au greffe du tribunal, l'autre reste aux archives de la Résidence.

Les listes sont permanentes jusqu'à leur renouvellement.

Art. 4. — Les commissions instituées en l'article 2 sont convoquées chaque année, à Tunis par le Résident général de France, et à Sousse par le contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul, dans le courant du mois de décembre, pour procéder au renouvellement des listes d'assesseurs qui sont appliquées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Art. 5. — Les assesseurs sont choisis parmi les personnes âgées de trente ans au moins et d'une honorabilité reconnue.

Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de fonctionnaire français ou étranger en Tunisie, de militaire et marin en activité de service, de fonctionnaire tunisien, civil ou militaire. Ne peuvent être assesseurs les domestiques ou serviteurs à gages.

Art. 6. — Un mois au moins avant l'ouverture de chaque session criminelle, le président du tribunal tire au sort, en chambre du conseil, sur les listes générales, les noms des assesseurs qui sont appelés, pendant la dite session, à compléter le tribunal.

Ce tirage comprendra, en ce qui concerne la première catégorie, dix-huit noms pour le tribunal de Tunis et seize noms pour le tribunal de Sousse; en ce qui concerne chacune des autres catégories, il comprendra quatorze noms.

Les noms des assesseurs qui auront rempli leurs fonctions durant une session ne seront pas compris dans les autres tirages de l'année courante.

Art. 7. — Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, six assesseurs de la première catégorie siègent comme adjoints au tribunal.

Si les accusés sont tous de nationalité étrangère, trois assesseurs français et trois assesseurs étrangers sont appelés à siéger.

Si les accusés sont tous indigènes, trois assesseurs français et trois assesseurs indigènes sont appelés à siéger.

Si les accusés sont, les uns des étrangers et les autres des indigènes, trois assesseurs français, deux assesseurs étrangers et un assesseur indigène sont appelés à siéger.

Art. 8. — Au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire, l'appel des assesseurs est fait avant l'ouverture de l'audience, en présence des accusés et du ministère public.

Le tribunal statue sur les cas d'excuse et il

raye de la liste les assesseurs qui sont décédés ou se trouvent frappés d'incapacité légale. Les noms des assesseurs restants sont déposés dans une urne dont ils sont successivement extraits. Un tirage distinct a lieu pour chaque catégorie d'assesseurs. L'accusé premièrement ou son conseil et le ministère public, avant l'ouverture des débats, peuvent exercer chacun deux récusations, quelle que soit la catégorie à laquelle appartiennent les assesseurs. Le tirage cesse pour chaque catégorie lorsqu'il est sorti de l'urne le nombre d'assesseurs non récusés tel qu'il est fixé par l'article 7.

Art. 9. — S'il y a plusieurs accusés, ils peuvent se concerter pour exercer leurs récusations. Ils peuvent aussi les exercer séparément. Dans l'un et l'autre cas, il ne peuvent excéder le nombre de récusations déterminé par l'article 8. Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort règle entre eux le rang dans lequel ils feront leurs récusations.

Dans ce cas, les assesseurs récusés par un seul et dans cet ordre le seront pour tous, jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé. Les accusés peuvent se concerter pour exercer une partie des récusations, sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort.

Art. 10. — Si, par suite des récusations ou pour toute autre cause, le nombre d'assesseurs non récusés, tel qu'il est fixé par l'article 7, n'est pas atteint dans une catégorie, le président du tribunal désigne, en chambre du conseil, en présence de l'accusé et du ministère public, et par un tirage supplémentaire, les assesseurs qui devront compléter le tribunal. Ils sont pris dans chaque catégorie parmi les personnes portées sur la liste générale et qui résident dans la ville où siège le tribunal.

Art. 11. — Si les accusés sont tous de nationalité étrangère, les trois assesseurs étrangers doivent être tirés au sort sur la liste de la session parmi ceux de leur nationalité. S'il n'en existe pas ou si leur nombre est insuffisant, les accusés peuvent désigner les nationalités parmi lesquelles seront pris les assesseurs étrangers. A cet effet, les listes des assesseurs étrangers sont divisées en autant de sections distinctes qu'il existe entre eux de nationalités différentes.

Art. 12. — S'il y a plusieurs accusés étrangers, chacun peut demander un assesseur étranger de sa propre nationalité ou, s'il n'en existe pas, de la nationalité de son choix. S'ils sont deux et que le choix doive s'exercer sur trois assesseurs, le sort indique celui des accusés qui peut en demander deux. Si le nombre des accusés dépasse celui des choix à faire, le sort désigne celui ou ceux qui peuvent choisir la nationalité des assesseurs, le tout sans préjudice de l'exercice du droit de récusation tel qu'il est réglé par les articles 8 et 9.

Art. 13. — Les accusés étrangers ou indigènes peuvent demander que le tribunal se complète par l'adjonction d'assesseurs de la première catégorie. En cas de désaccord entre eux sur ce point, il sera procédé comme suit: s'il sont deux, le sort indique celui des accusés dont l'option aura effet pour deux assesseurs; s'ils sont trois, il est donné suite à l'option de chacun d'eux; s'ils sont plus de trois, le sort indique le rang suivant lequel les options sont faites.

Art. 14. — Sont abrogés les décrets des 14 avril 1883, — 9 juillet 1884, — 22 novembre 1884, — 12 décembre 1885 et 25 juin 1888.

Art. 15. — Le garde des sceaux, etc.

Justice Tunisienne

CHARA

14 novembre 1856 (16 rabia-el-aoual)

Décret organisant le chara de Tunis

. . . . . .

L'endroit appelé Dar-es-Chara est désigné pour prononcer et faire exécuter les arrêts de la loi, comme pour régler les affaires religieuses. Il est interdit à tous les juges de prononcer de sentence en dehors de cette enceinte, afin d'éviter la confusion, les contradictions et les indiscrétions.

Les juges devront se réunir en un conseil où sera présent le cheik ul-Islam, les muftis, les cadis, le dey.

Ce conseil se réunira le lundi de chaque semaine et les deux nuits du jeûne et de la rupture du jeûne, pour statuer sur le témoignage de ceux qui auront vu le croissant et en faire part, sur le champ, à S. A. le Bey. Des membres devront, s'il le faut, veiller toute la nuit dans l'attente d'un témoignage venant d'un point éloigné.

Ils s'assembleront également en cas d'événement grave.

La partie ouest de Dar-es-Chara est celle où siégeront les deux cadis les autres jours de la semaine, exepté le jour de la fête, les deux jours suivants et les jours des dimanches réservés pour la réunion du conseil au Bardo.

La partie est est celle où siégeront les deux muftis hanéfite et malékite, à tour de rôle entre tous les muftis du tribunal, pour donner des fétouas quand ils en seront requis,

assister les cadis de leurs lumières, quand les parties le demanderont, et assurer la distribution de la justice en cas d'absence d'un des cadis.

Il est bien entendu que les sentences émanées de ces juges, les mraslas qu'ils adresseront aux autres cadis de la Régence, seront scellés du cachet de leur président.

La durée minima des audiences, fixée à quatre heures par jour, prendra fin à une heure de l'après-midi. Elle ne sera réduite pour aucune raison . . . . . .

Si les affaires viennent à diminuer, les juges n'en demeureront pas moins occupés à des travaux relatifs à leur charge, à arrêter des mesures et signer des documents réservés pour le temps qu'ils auront de libre.

En rentrant chez lui, le juge s'occupera librement de ses affaires privées, goûtera le repos d'esprit et de corps, et veillera à ce que les solliciteurs n'encombrent pas sa porte. Il ne fera introduire en sa présence ni plaignant ni défendeur, et ne sera pas astreint à retourner à Dar-es-Chara dans la même journée.

Le juge le plus élevé dans la hiérarchie dirigera les débats et clôturera la séance pour éviter que chacun se retire isolément du conseil.

Dans la partie contiguë à la pièce des cadis siégeront six notaires, dont deux en permanence, et les quatre autres, appartenant à la masse des notaires, à tour de rôle.

Le nombre des huissiers est limité à trente. Ils sont choisis par le cheik ul-Islam et confirmés par un brevet signé de lui.

Les oukils sont réduits à dix et nommés comme les huissiers. Aucun d'eux ne pourra cumuler les deux emplois.

Leurs honoraires varieront en raison de l'importance de leur déplacement et ne devront jamais dépasser le chiffre fixé . . . .

Son Altesse autorise, en outre, tous les juges à se remplacer mutuellement s'il survient à l'un d'eux un motif légitime d'absence, mais si l'un d'eux se trouvait tous les jours absent de son siège ou abusait de la faculté qui lui est accordée de se faire remplacer, il manquerait gravement à son devoir, et les excuses qu'il pourrait présenter ne seront point écoutées.

6 avril 1874 (18 sfar 1291)

Décret fixant les appointements des magistrats du chara de Tunis, de divers fonctionnaires de la Grande Mosquée et des membres de la djemaïa des habous.

Chacun des deux cheiks ul-Islam, hanéfite et malékite.....	8.000	p. par an	(4.800) fr.
Chaque mufti et cadi, hanéfite et malékites.....	6.000	p. par an	(3.600) fr.
Le cadi du Bardo...	4.000	—	(2.400)
Le cadi aux armées.	1.800	—	(1.080)
Le cheik imam aux armées.....	1.800	—	(1.080)
Chacun des deux cheiks ul-Islam, en leur qualité d'inspecteurs desétudes à la Grande Mosquée.....	1.200	—	(720)
Chacun des deux cadis, pour les mêmes fonctions....	90	par mois	(54)
L'imam de la Grande Mosquée.....	90	—	(54)
Chaque cheik, hanéfite ou malékite, profeseur de 1re classe à la Grande Mosquée.....	90	—	(54)
Chaque cheik, hanéfite ou malékite, professeur de deuxième classe à la Grande Mosquée..	30	—	(18)
Chaque bibliothécaire de la Grande Mosquée.....	90	—	(54)

Attendu que nous avons jugé opportun de réunir en un seul groupe tous les habous de notre capitale, sauf, toutefois, ceux qui ont été exceptés par notre décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, et d'en charger une administration composée d'un président et de trois membres, dont l'un aurait le titre de vice-président, administration qui gérerait ces habous en conformité de notre décret précité;

Nous fixons, par la liste ci-dessus, les appointements à servir aux fonctionnaires qui y sont désignés. A cet effet, nous prescrivons que les sommes nécessaires à leur paiement soient prélevées sur l'excédent des revenus de la djemaïa des habous. Cette allocation est destinée à remplacer, entre les mains des fonctionnaires précités, tant les habous qu'ils détenaient que les émoluments qu'ils touchaient du Trésor public.

D'autre part, nous fixons comme il suit les appointements des membres de la djemaïa des habous, à prélever également sur les mêmes excédents :

Le président.....	8.000	p. par an	(4.800 fr.)
Le vice-président...	6.000	—	(3.600)
Chaque membre....	6.000	—	(3.600)

22 décembre 1874 (13 kâda 1291)

Décret fixant les appointements des magistrats des charas et des cadis des villes de l'intérieur.

Chaque bach-mufti de la Régence.	5 p. par jour		(3 fr.)
Chaque mufti de la Régence	2	—	(1.20)
Les cadis de Kairouan, Sousse, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès, Béja, le Kef, Toseur, Nefta, Gafsa, Djerba, et Bizerte.	5	—	(3 »)
Les cadis des villes de la Régence, à l'exclusion de ceux des tribus et des djebels. .	2	—	(1.20)

Ayant jugé à propos d'établir en faveur des muftis et cadis de la Régence, en vue de faciliter l'accomplissement de leur mission, un traitement calculé comme ci-dessus à prélever sur les revenus de la djemaïa des habous ;

Considérant, d'autre part, que le nombre des muftis actuellement en fonctions dépasse les besoins ;

NOUS DÉCRÉTONS :

Les émoluments ci-dessus fixés seront servis à tous les magistrats actuellement en fonctions.

Il ne sera pas pourvu aux vacances des muftis qui viendraient à se produire et le tribunal de toute ville où il restera un bach-mufti, un mufti et un cadi, sera limité à ces trois magistrats.

27 décembre 1874 (18 kâda 1291)

Arrêté du premier ministre désignant les magistrats des charas et les cadis des villes de l'intérieur auxquels est alloué un traitement.

Siège des Tribunaux	Bach-Muftis	Muftis	Cadis
Kairouan.	1	2	1
Sousse	1	3	1
Monastir	1	3	1
Sfax	1	2	1
Gabès.	1	3	1
Béja	1	2	1
Kef.	1	»	1
Tozeur	1	2	1
Nefta.	1	»	1
Gafsa.	1	1	1
Djerba	»	1	1
Mehdia.	»	1	1

Siège des Tribunaux	Muftis	Cadis
Bizerte.	1	1
Sidi-Bou-Saïd.	»	1
Tebourba	»	1
Mateur.	»	1
Testour	»	1
Medjez-el-Bab	»	1
Teboursouk	»	1
Kessera (supprimé)	»	1
Zaghouan	»	1
Soliman	»	1
Hammamet (supprimé).	»	1
Nébeul	»	1
Menzel-Bou-Zelfa (supprimé). .	»	1
Gallipia — . .	»	1
Menzel-Temine — . .	»	1
Rafraf — . .	»	1
Oudiane — . .	»	1

La djemaïa des habous est invitée à payer aux muftis et cadis de la Régence le traitement qui leur est alloué par le décret du 13 kâda 1291-22 décembre 1874.

.... Ceux qui occupent actuellement un emploi dans les différentes villes de la Régence et auxquels la djemaïa doit servir ce traitement, sont portés sur la liste ci-dessus.

8 février 1875 (2 moharrem 1292)

Décret sur le choix du rite d'après lequel doivent être jugées les affaires renvoyées au chara par l'ouzara.

Les affaires dont nous ordonnons le renvoi pur et simple devant le tribunal du chara doivent suivre la procédure ordinaire en ce qui concerne le choix entre les juridictions hanéfite ou malékite.

Toutefois, quand la décision prononçant le renvoi désignera la juridiction devant laquelle l'affaire sera portée, cette juridiction deviendra seule compétente pour en connaître.

25 mai 1876 (30 rabia-ettani 1293)

Décret réglementant le fonctionnement du chara de Tunis et des charas et tribunaux de cadis de l'intérieur.

TITRE PREMIER

DU CHARA DE TUNIS

Article premier. — Aucun jugement ne sera rendu si ce n'est à Dar-es-Chara, siège officiel du chara, et la procédure ne sera faite que là, sauf les exceptions mentionnées à l'article 13.

Art. 2. — Le conseil du chara se réunira pour juger au lieu habituel de ses séances, c'est-à-dire à Dar-es-Chara, le jeudi de chaque semaine.

Les autres jours, les deux cadis et les deux muftis siégeront, suivant le rôle, au lieu officiel de leur tribunal à Dar-es-Chara, sauf le vendredi et pendant les fêtes de la rupture du jeûne (Beïram), et des sacrifices (Courban

Beïram) et les trois jours suivant ces deux fêtes ; sauf aussi pendant les deux jours de Terouïa et d'El-Arafa (8 et 9 hidjé) ; sauf également le jour de la naissance du prophète (12 rabia-el-aoual), le jour de l'Achoura (10 moharrem) et le jour précédent.

Art. 3. — L'ouverture de la séance et sa clôture, le jour de la réunion, seront ordonnées par le magistrat supérieur en titre ; et il en sera de même pour les jours ordinaires.

Art. 4. — Le temps consacré à l'audience sera de trois heures au moins, de neuf heures à midi, les jeudis comme les autres jours.

Art. 5. — Les jugements seront rendus à l'unanimité ou à la pluralité des voix. Dans le premier cas, la rédaction énoncera l'unanimité ; dans le second, il indiquera les noms des juges qui ont prononcé le jugement.

Art. 6. — L'examen de certaines questions provoquant quelquefois des controverses au sujet de l'application de la loi, dans le cas où des divergences se produiraient entre les avis exprimés par les membres du chara appartenant à l'un ou l'autre des deux rites, sans que la discussion puisse les ramener à une seule et unique opinion, le bach-mufti du tribunal où s'est produit le partage rédigera un rapport dans lequel il développera les arguments produits à l'appui de chaque opinion ; chaque juge signera l'opinion qu'il soutient et le rapport, ainsi rédigé et signé, sera adressé au gouvernement.

Art. 7. — S'il ne siège au conseil qu'un seul des muftis et le cadi ou le mufti désigné pour être de service en l'absence du cadi, et que la partie condamnée demande le renvoi de l'affaire devant les cheiks réunis, le cheik qui aura connu de l'affaire la renverra jusqu'à la réunion du conseil, tant qu'il ne paraîtra pas que cette demande de renvoi est un moyen dilatoire, sinon le jugement sera exécuté. Mais si trois cheiks sont présents au conseil, le cheik ayant connu de l'affaire fera exécuter le jugement, à moins que la partie condamnée ne prétende que le bach-mufti est d'un avis contraire à celui exprimé par les juges présents, et, dans ce cas, le bach-mufti devra s'expliquer sur l'opinion qu'on lui attribue, avant l'exécution du jugement.

Mais quand le cheik qui a connu de l'affaire rend son jugement en présence du bach-mufti de son rite et d'accord avec lui, l'exécution de ce jugement ne sera soumise à aucune formalité.

Art. 8. — Le cheik ul-islam et le cheik bach-mufti malékite ont le droit de juger au chara, le jour où ils sont désignés par tour de rôle. Si l'une des parties demande que son affaire soit soumise au conseil du chara, le cheik saisi de l'affaire déférera à cette demande ; il pourra même renvoyer d'office audit conseil le jugement de l'affaire.

Art. 9. — Les affaires de chara qui seront soumises à l'un des deux cadis seront jugées par le rite que choisira le défendeur. Chacune des parties peut, quand l'instruction du procès a été faite par le cadi seul, demander que l'affaire soit soumise au conseil du chara. Si le cheik bach-mufti du rite se trouve ce jour-là présent au divan, le cadi saisi de l'affaire la lui soumettra. S'il partage l'opinion du cadi, celui-ci prononcera et fera exécuter son jugement, et la partie succombante n'aura plus rien à objecter.

En cas de partage, l'affaire sera soumise au conseil.

Pour les affaires présentées un autre jour que celui où se trouve présent le cheik bach-mufti du rite dont relève l'affaire, le cadi qui en sera saisi enverra l'affaire au cheik mufti présent au chara ; si ce dernier est d'un avis contraire, l'affaire sera soumise au conseil. Si, au contraire, le mufti partage l'avis du cadi saisi de l'affaire et que la partie persiste à demander qu'elle soit soumise au conseil, le juge saisi la déférera au bach-mufti. Si ce dernier partage l'avis exprimé, la sentence sera exécutée sans aucune autre objection ; s'il y est contraire, l'affaire sera soumise au conseil.

Art. 10. — Chacun des deux cadis aura le droit d'ajourner la sentence pour la soumettre au conseil, quand même aucune des parties ne le demanderait.

Art. 11. — Si l'un des deux cadis s'excuse comme ne pouvant se présenter, le cheik mufti désigné par le rôle siégera pour juger et revêtira les jugements de son sceau ainsi que de celui du chara. Si l'une des parties demande que le jugement prononcé par le mufti soit soumis au conseil, il sera déféré à sa demande.

Quant à l'instruction de l'affaire, le cheik mufti désigné par le rôle pourra la faire sans l'intervention du tribunal.

Le cheik cadi, le cas échéant, devra faire savoir au cheik mufti désigné par le rôle, qu'il est empêché et qu'il le prie de le remplacer pour juger ; si le cheik mufti avisé est empêché lui-même, il le fera à son tour savoir à celui qui est désigné après lui sur le rôle, et ainsi de suite.

Art. 12. — Si un cheik est forcé, pour un motif quelconque, de s'absenter de Tunis, il devra s'y faire autoriser en représentant son cas d'excuse et en indiquant la durée du congé qu'il sollicite.

Art. 13. — Il est permis à chacun des deux

cadis de recevoir en dehors de la maison du chara toute demande à n'importe quel moment, pourvu qu'elle n'ait pas le caractère d'une plaidoirie et qu'elle n'ait pour objet que des mesures conservatoires ou autres à prendre dans l'intérêt des parties, telles que enquêtes, arrestations en cas de nécessité, nominations de tuteurs, inventaires de successions.

Art. 14. — Aucun jugement écrit et rendu, soit par le conseil, soit par les cheiks saisis de l'affaire, ne sera exécuté s'il ne porte le sceau du chara. Il n'est pas permis de faire sortir ce sceau de la maison du chara.

Art. 15. — Le cheik mufti devra donner son opinion au cadi quand il en est requis et au particulier qui le consulte. Il exercera le rôle de juge suppléant quand le cadi sera empêché par l'absence, comme il est dit à l'article 11.

Le cheik mufti aura le droit d'ordonner des mesures conformes à sa compétence, telles que réceptions de preuves d'actes de mariage, cheffa kemchla, pour la plus grande commodité du public, il fera aux parties les reproches qu'elles auront mérités, ordonnera les arrestations qu'il jugera nécessaires et écrira les mrasla aux cadis des districts, en les scellant de son sceau, sans que cela constitue, toutefois, un empêchement à l'exercice du pouvoir du cadi dans les limites de sa juridiction. Tout cela a trait à ce qu'il peut faire en dehors du conseil.

En ce qui regarde le conseil, tous les cheiks forment un corps uni, et les cadis président les débats chacun dans leur rite.

Art. 16. — Un notaire sera désigné à l'effet d'inscrire les noms des plaideurs, chaque jour, avant d'établir l'ordre dans lequel ils seront admis à plaider devant le chara. On y mentionnera les excuses invoquées en vue du renvoi des affaires. Il sera tenu un rôle spécial à chaque rite, et ce rôle sera présenté chaque jour aux cheiks appelés à juger, pour qu'ils entendent d'abord ceux qui ont droit à la priorité et qu'ils reçoivent ensuite les plaideurs suivant l'ordre d'antériorité.

Art. 17. — Une condition obligatoire pour les oukils qui plaideront les causes portées devant le chara, et qu'ils soient soumis, quant à leur personne, à la juridiction de ce tribunal.

Toutes les fois qu'un cheik croira suspendre ou révoquer un oukil pour un fait portant atteinte à sa réputation, il aura le droit de le faire en en donnant avis aux autres cheiks, ses collègues.

Art. 18. — Un registre sera ouvert à l'effet d'inscrire la désignation de chaque habous auquel un administrateur sera nommé par décision du chara. Cette inscription servira à l'administrateur pour se rendre un compte exact du bien habous qu'il est appelé à gérer, et l'empêchera d'élever des prétentions à la propriété du tout ou d'une partie du habous qu'il administre.

Art. 19. — Les jugements rendus par le chara seront copiés, sur des feuilles portant des numéros successifs, par les notaires qui auront rédigé les jugements. A la fin de chaque mois, lesdits notaires présenteront ces copies aux deux cheiks cadis qui les feront relier et en ordonneront la conservation au chara.

Les mêmes jugements devront être inscrits par les notaires sur leurs répertoires respectifs.

Art. 20. — Les deux cadis et les membres du conseil du chara ont le pouvoir de déférer le jugement des affaires qui leur sont soumises par des habitants des villes ou de l'intérieur de la Régence, aux cadis de ces mêmes localités.

Art. 21. — Les communications officielles faites par le gouvernement au conseil du chara, aux deux cadis conjointement ou à l'un d'eux seulement, seront conservées aux archives à Dar-es-Chara, après que les destinataires en auront pris connaissance. Elles seront catalogues de manière à permettre de les retrouver facilement, et il en sera de même pour ce que l'on pourra recueillir des communications antérieures au présent décret.

Art. 22. — Toutes les instructions et avis qui seront envoyés aux notaires par l'intermédiaire des deux cadis, seront inscrits à leur date sur un registre déposé à Dar-es-Chara, de manière que tout notaire nouvellement nommé puisse en prendre connaissance.

Art. 23. — Les affaires que le gouvernement enverra au chara seront jugées suivant la règle que le défendeur a le droit de choisir le rite par lequel il désire être jugé, si ce n'est quand le gouvernement aura indiqué par écrit que l'affaire doit être jugée par un rite déterminé.

Art. 24. — Les dispositions édictées dans les articles précédents ayant pour but de sauvegarder les droits des justiciables en évitant les lenteurs dans l'expédition des affaires et de mettre la justice à l'abri des attaques et des insinuations malveillantes des parties, ce double résultat ne peut être atteint si l'on ne s'inspire, dans l'application desdites dispositions, de l'esprit qui les a édictées.

D'autre part, l'objet de ces mêmes articles

étant d'assurer, d'un côté, l'intégrité du tribunal du chara et la réorganisation des huissiers et des oukils et d'indiquer, de l'autre, au cheik ul-Islam, au bach-mufti malékite et autres magistrats des deux rites, la voie qu'ils doivent suivre ; le soin du premier point est confié au chef de la magistrature malékite; quant au second point, il sera assuré par le cheik ul-Islam et le bach-mufti malékite, chacun en ce qui concerne les magistrats de son rite. Ainsi, si le cheik ul-Islam remarquait une négligence ou une insouciance quelconque de la part d'un magistrat hanéfite, il aura soin de lui faire des observations secrètes. Si le magistrat ne se rend pas à ses conseils, il saisira le tribunal de l'affaire et si, malgré cela, ledit magistrat persistait dans sa manière d'agir, le cheik ul-Islam adressera au gouvernement un rapport à ce sujet.

Le bach-mufti agira de même à l'égard des magistrats malékites, car, comme le cheik ul-Islam, il est tenu de faire respecter ce règlement par les cheiks de son rite.

La responsabilité du cheik ul-Islam et du bach-mufti malékite, telle qu'elle ressort du présent article, est additionnelle aux devoirs qui incombent à chacun des membres du tribunal. En conséquence, chaque magistrat devra signaler à son chef les négligences ou les fautes de ses collègues, afin que celui-ci prenne les mesures indiquées ci-dessus.

Art. 25. — La compétence et les devoirs des membres du conseil du chara seront réglées par le présent décret.

TITRE II

DES CHARAS ET CADIS DE LA RÉGENCE

Art. 26. — Le jugement des affaires de la compétence du chara étant un acte de la plus haute importance, les juges auxquels cette tâche est confiée doivent l'accomplir avec un grand discernement et la crainte de Dieu, tant en ce qui concerne la sentence à rendre que les moyens à employer pour arriver à la découverte de la vérité et simplifier la procédure.

Art. 27. — Chaque cadi bornera sa juridiction aux limites de son district ; mais si deux parties n'appartenant pas à ce district se présentent devant lui, il pourra juger leur différend.

Art. 28. — Il sera installé dans chaque ville possédant un conseil de chara, un local distinct affecté à la réunion de ce conseil et où seront jugées les affaires portées devant lui. Le cadi y aura un local réservé pour juger en dehors des jours fixés pour les audiences du conseil.

Pour les villes et les localités où ce conseil n'existe pas, il sera fait choix d'un local convenable où siègera le cadi pour exercer ses fonctions de juge.

Art. 29. — Aucune sentence ne sera parfaite que si elle a été rendue au lieu officiel indiqué ci-devant ; mais le cadi aura le droit d'accueillir, en dehors de cet endroit, toute plainte, pourvu qu'elle n'ait pas le caractère d'une affaire devant être examinée d'une manière contradictoire. Il pourra également ordonner, en tous temps et lieux, une arrestation exigée par la circonstance, prescrire une enquête, rédiger des mrasla, nommer des tuteurs et des administrateurs pour les successions, autoriser la constatation des décès et, en général, faire tout acte semblable.

Art. 30. — Le cadi devra au moins siéger trois heures par jour, jusqu'à midi, et, si cela est nécessaire, il devra prolonger ses séances le matin ou le soir.

Art. 31. — Le cadi devra recevoir les témoignages et les preuves lui-même, au lieu ordinaire de ses audiences, si ce n'est en cas qu'il sache pertinemment que le renvoi de l'audition des témoins jusqu'au moment de l'audience est impossible, par exemple s'il s'agit d'entendre sur l'heure des témoins que l'on ne retrouverait pas plus tard ; il recevra alors ces témoignages en tout autre endroit ; et il devra les examiner mûrement, de même qu'il doit peser tous ses actes. S'il se trouve dans la nécessité de confier à quelqu'un le soin de recevoir un ou plusieurs témoignages, il chargera de cette commission, sous sa propre responsabilité, une personne capable et honnête. Il est tenu aussi de mettre le plus grand soin dans l'examen des questions de tutelle, d'émancipation et de successions.

Art. 32. — Dans les districts où se trouvent des charas, le cadi peut, en cas d'empêchement, désigner un mufti pour le remplacer.

Ce magistrat siégera alors en son lieu et place et aura les mêmes pouvoirs. Le bach-mufti et le mufti doivent accepter la délégation dans ce cas, à moins qu'ils n'aient eux-mêmes à faire valoir une cause d'empêchement, et, dans ce cas, on procède comme il est dit à l'article 11 du titre I.

Art. 33. — Quand les deux parties conviennent de se présenter devant le chara de Tunis, le cadi prendra acte de cet accord et les enverra devant ledit tribunal, de quelque affaire qu'il s'agisse, suivant la coutume suivie.

Art. 34. — Si l'une des parties demande à être envoyée devant le conseil du chara à

Tunis, soit que la cause se trouve en instance devant le cadi seul ou devant le chara de la localité possédant un conseil, le cadi l'y enverra, fût-elle demanderesse ou défenderesse, à moins que l'affaire ne soit tellement claire qu'il appert avec évidence que l'intention de celui qui demande cet envoi n'est que de gagner du temps et de faire perdre de l'argent à la partie adverse, en lui occasionnant des fatigues inutiles ; dans ce cas, le cadi retient l'affaire.

Si, malgré sa décision, l'affaire est portée devant le chara de Tunis ou devant l'un des deux cadis de cette ville, il sera procédé conformément à l'article 20 du titre I.

Art. 35. — Si un mufti ou un cadi du chara de Tunis écrit au cadi d'une circonscription judiciaire pour lui indiquer la décision à prendre dans une affaire civile, pénale ou religieuse, celui-ci est tenu de se conformer à l'ordre du magistrat supérieur, à moins qu'il ne soit d'un avis contraire, appuyé sur un texte de la loi. Dans ce cas, il surseoira au jugement et fera connaître audit magistrat le motif qui l'arrête.

De même, s'il reçoit plusieurs correspondances du chara de Tunis, émanant de magistrats de différents rites ou de plusieurs magistrats d'un même rite, ou d'un seul magistrat, il devra, dans le cas où il lui serait difficile d'établir une concordance entre elles, ou au cas où la partie qui les a obtenues aurait dénaturé les faits, adresser, à ce sujet, un rapport au bach-mufti hanéfite (cheih ul-Islam) ou au bach-mufti malékite, selon que les ordres qu'il a reçus émanent de source hanéfite ou de source malékite.

Si, dans une même affaire, des ordres lui sont envoyés par des magistrats des deux rites, il adressera son rapport au bach-mufti hanéfite.

Mais si ces ordres lui sont réitérés par un seul magistrat, il répondra à ce magistrat seulement.

Art. 36. — Si un cadi de la province est embarrassé pour juger une affaire, il la soumettra au conseil ou au mufti, s'il n'existe dans la ville qu'un seul mufti seulement.

Si tous les magistrats émettent la même opinion, il se rangera à leur avis ; s'ils sont d'opinion différente, il consultera le cadi de Tunis, qui soumettra l'affaire au chara de cette ville. Cette consultation devra également avoir lieu si le cadi ne partage pas l'opinion du mufti.

Art. 37. — Si un cadi de province se trouve embarrassé pour faire exécuter un acte, conformément aux règlements du chara, il en écrira à l'un des deux cadis de Tunis qui le conseillera ou il en écrira au gouvernement si cela est nécessaire. S'il a des doutes sur les limites de son ressort de juridiction, il s'adressera au gouvernement par l'intermédiaire de l'un des cadis de Tunis.

Art. 38. — Le cheik cadi ou le mufti qui le suppléera d'après l'article 32, devra enregistrer les lettres qui seront adressées à lui ou au chara de sa résidence, relativement à des affaires de sa compétence, soit qu'elles émanent du gouvernement ou du chara de Tunis, et garder des copies de ces lettres. Le cadi devra d'abord enregistrer les lettres qu'il a actuellement, soit qu'elles aient été adressées à lui ou à ses prédécesseurs. Cet enregistrement sera fait sur un registre spécial portant en tête le nom de la circonscription, contenant cinq cents pages numérotées, et sur lequel se trouve inscrit le présent décret. Il enregistrera les lettres successivement et à leurs dates, sans blanc ni lacune, et indiquera en marge de chacune d'elles la page où elle est enregistrée, de même qu'il gardera sur ce registre copie des lettres et rapports dont il est parlé aux articles 35 et 36. Il signera jour par jour ce qu'il inscrira sur le registre, et il aura grand soin de le conserver intact. Une fois ce registre fini, il sera clos. La clôture énoncera l'année et le jour où elle sera faite et portera désignation du registre nouveau. Il sera fait mention en tête de celui-ci du numéro du registre précédent et des dates de ses première et dernière inscriptions.

Art. 39. — Les sentences prononcées par le cadi ou le mufti suppléant le cadi, ainsi que les pièces préparatoires au jugement, seront enregistrées sur un registre *ad hoc*, portant la désignation du ressort du cadi et contenant cinq cents pages. L'inscription aura lieu comme il a été dit à l'article précédent. L'on aura soin de noter sur les sentences et les pièces produites au cours du procès la page du registre où elles sont inscrites, de même qu'il sera nécessaire d'inscrire sur ce registre et journellement les sentences rendues verbalement. Une fois ce registre fini, il sera remplacé par un autre, comme il est dit à l'article ci-dessus.

Art. 40. — Les deux registres dont il est question dans les articles 38 et 39, de même que les lettres arrivées, appartiennent à l'Etat. Le cadi sortant doit les remettre à son successeur et ainsi de suite. S'il perd quelque pièce de cette nature, le cadi en exercice doit en informer de suite le gouvernement.

Art. 41. — Tout cadi de l'intérieur devra réunir autour de lui les notables de sa localité et observer si le croissant n'apparaît pas la

veille du Ramadan. Il devra, quand il l'aura vu, dresser un procès-verbal et l'adresser d'urgence au cadi de Tunis.

Art. 42.— Dans toute localité où il y a un conseil de chara ou un mufti, une audience plénière aura lieu deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, de neuf heures à midi. Les muftis y assisteront pour régler les questions difficiles que leur soumettrait le cadi et statuer sur l'appel. Le khalifa ou gouverneur en fera également partie pour assurer l'exécution du jugement.

Art. 43. — Les cadis des districts ne pourront pas connaître des questions d'enzel ou d'échanges de propriétés habous, qu'il existe dans la localité un conseil de chara ou qu'il n'en existe point. L'examen de ces questions est réservé à l'un des deux cadis de Tunis.

Art. 44. — Les jours fériés sont : quatre jours pour chacune des deux grandes fêtes ; trois jours à l'occasion du Mouled (12 rabia-el-aoual) ; le jour d'El-Arafa (9 hidjé) le neuvième et dixième jour du Moharrem.

Les cadis et muftis ne s'occuperont ces jours-là que des affaires urgentes.

Art. 45. — Le plus élevé en grade des membres du conseil du chara ouvrira et clôturera les séances sans pouvoir les suspendre, cependant, si ce n'est pour une raison valable.

Art. 46.— Dans la délibération, les membres du chara devront observer, les uns vis-à-vis des autres, en développant leurs opinions, la courtoisie la plus complète, parler à tour de rôle et s'appuyer sur les textes de la loi. Le cadi prononcera le jugement à la suite de la délibération.

Art. 47. — Si le conseil est unanime dans la sentence rendue et que la partie veuille en appeler à Tunis, elle ne sera pas écoutée, et le cadi fera exécuter la sentence. Si, après cela, la partie demande une copie du jugement pour la produire devant le chara de Tunis, elle lui sera donnée et le conseil de Tunis pourra infirmer le jugement, s'il a été rendu contrairement à la loi.

Art. 48. — En cas de doute sur la sentence à prononcer, les cheiks saisiront de l'affaire le chara de Tunis, afin de décharger leur responsabilité.

Art. 49. — Quand une divergence d'opinion se produira chez les membres du conseil dans une localité, ils écriront un rapport contenant et développant leurs avis et ils l'enverront au chara de Tunis. La décision de ce dernier sera exécutée.

Art. 50. — Le cheik mufti, dans l'intérieur de la Régence, devra donner son opinion au cadi de sa résidence, quand celui-ci la lui demandera, de même qu'il pourra donner des consultations, soit verbales, soit écrites, pour les affaires qui ne sont pas en instance. Il a le droit de réprouver tous actes contraires à la loi et de donner aux notaires l'autorisation de dresser les actes de mariage.

Art. 51. — Le bach-mufti de Kairouan aura seul le droit, par exception, de juger les affaires du chara en dehors des jours fixés pour la réunion du conseil.

Art. 52. — Les muftis et cadis de la Régence devront, selon la coutume, respecter les décisions du chara de Tunis, dont les jugements sont rendus en dernier ressort.

Art. 53. — Aucun mufti, cadi de ville ou de tribu, ne pourra exiger de sommes, quelles qu'elles soient, pour l'apposition du sceau.

Art. 54. — En matière criminelle, le cadi ne pourra que préparer l'instruction ; le jugement de ces affaires aura lieu à Tunis. Il pourra seulement ordonner l'arrestation du prévenu aux mains du caïd ou de son khalifa.

Art. 55. — Le défendeur ne sera empêché de choisir le rite qui lui convient que s'il a déjà répondu devant l'autre rite.

Art. 56. — Toutes les fois qu'un mufti s'apercevra d'une erreur commise par le cadi ou par son suppléant, ou par un autre mufti, en ce qui a trait aux prescriptions de l'article 25, il devra en aviser le cadi ou le mufti par une lettre courtoise, en lui indiquant le point de l'erreur. S'il reconnaît la faute, l'incident sera clos ; dans le cas contraire, le mufti fera part de son opinion au conseil du chara de sa résidence, s'il en existe un. Si les muftis partagent son avis et que le cadi persiste toujours dans son opinion, le bach-mufti de l'endroit adressera un rapport sur l'affaire au conseil malékite de Tunis.

Si dans la résidence il n'existe pas de conseil, le mufti ayant relevé l'erreur adressera un rapport sur l'affaire au chara de Tunis et le cadi ne pourra prononcer le jugement avant de connaître sa décision. De même, si le cadi aperçoit quelque irrégularité dans la conduite du mufti, il agira dans les mêmes formes.

Art. 57. — Les honoraires des huissiers employés par les cadis varieront suivant la distance qu'ils auront à parcourir ; si l'affaire se produit entre gens de la même localité, ses honoraires seront d'une piastre ; si le différend a lieu entre gens habitant au dehors, si le déplacement excède une distance de dix kilomètres, ils seront de cinq piastres par jour. Si l'huissier a besoin d'une monture, le demandeur en paiera les frais.

Art. 58. — La compétence et les devoirs des muftis et des cadis dans les villes ainsi que dans les tribus de la Régence sont réglés par le présent décret.

Art. 59. — Le gouverneur est tenu de prêter main forte au chara ou au cadi de son district pour contraindre les personnes récalcitrantes à comparaître par-devant lui. Il l'assistera également dans l'exécution des jugements, toutes les fois qu'il en sera requis par écrit.

Il devra aussi transmettre au cadi de Tunis les communications du cadi de son district, relatives à la nouvelle lune et aux témoins qui en constatent l'apparition, conformément à l'article 41.

Art. 60. — Le conseil du chara se réunira à Tunis à la maison du chara, en présence d'un délégué du gouvernement et conformément à l'article 2 du présent décret.

8 mai 1886

Arrêté déterminant la compétence respective des deux bureaux de la section des affaires pénales de l'ouzara.

Article premier. — Le premier bureau connaîtra :

A. — Des crimes contre l'Etat : faux des fonctionnaires, faux en écriture publique, fausse monnaie. — Détournements des fonctionnaires, concussion. — Abus de pouvoirs. — Corruption des fonctionnaires. — Usurpation de fonctions. — Complot. — Rebellion. — Outrage à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à un commandant de la force publique. — Evasion de détenus. — Association de malfaiteurs.

B. — Des crimes contre les personnes ou les biens : Incendies de lieux habités, de forêts, de moissons coupées ou sur pied. — Assassinat, meurtre volontaire. — Homicide involontaire. — Blessures ou coups volontaires ayant entraîné ou pouvant entraîner la mort. — Vol par effraction. — Escalade à main armée. — Razzia. — Viol. — Adultère. — Rapt. — Enlèvement. — Avortement et complicité d'avortement. — Séquestration. — Arrestation illégale.

Art. 2. — Le deuxième bureau connaîtra :

A. — Des délits contre l'Etat ou la sûreté publique : Infractions aux lois administratives édictant des peines en matière d'impôt, de monopoles, ferme, etc. — Refus d'obéissance à un agent de la force publique. — Outrages aux fonctionnaires publics non dans l'exercice de leurs fonctions. — Dégradation aux monuments publics. — Vagabondage. — Mendicité.

B. — Des délits contre les personnes ou les biens : Destruction, dommages, bris de clôture. — Menaces de mort. — Coups et blessures volontaires. — Vol. — Attentat à la pudeur. — Faux témoignage. — Escroquerie. — Abus de confiance. — Faux en écriture privée. — Délits des fournisseurs. — Khammès qui prend la fuite. — Banqueroute frauduleuse. — Calomnies, injures.

13 avril 1887 (20 redjeb 1304)

Décret attribuant un traitement aux muftis suppléants des tribunaux de la Régence et aux cadis des tribus ou des djebels.

Article unique. — Les muftis suppléants nommés dans les tribunaux de la Régence et les cadis nommés dans les tribus ou les djebels recevront, sur l'excédent des revenus de la djemaïa des habous, un traitement de deux piastres par jour (1 fr. 20).

DRIBA ET CAÏDS

2 juillet 1873 (6 djoumadi-el-aoual 1290)

Décret réglant la compétence des caïds en matière judiciaire

Il nous a été présenté des affaires qui prouvent que les caïds ont conservé un certain embarras au sujet de la manière dont ils doivent agir dans leur rôle de caïd. Or, leur devoir est, dans tous les cas qui requerront l'arrestation du coupable, soit que l'action déterminante ait eu lieu entre ses administrés, ou entre ces derniers et des gens étrangers à la province, ou entre des étrangers au caïdat, d'arrêter le coupable et faire dresser tous rapports et procès-verbaux nécessaires, sans aucune exception, que l'homme recherché appartienne aux Drids, aux Marocains, aux Ouceltias ou aux Trabelsia.

Si l'affaire rentre dans la classe de celles que le caïd doit régler, il la juge suivant les pièces produites à l'appui, sans que personne n'ait à intervenir, à moins que le coupable ne soit soldat. Si, au contraire, l'affaire est de la compétence du chara, il la renverra devant le chara. Quant aux affaires qu'il n'a pas le pouvoir de juger, il devra les envoyer à l'ouzara accompagnées des rapports ou pièces et procès-verbaux.

Or donc les affaires intéressant les personnes, et qui naissent de leur fréquentation, de leur voisinage ou commerce ; le rappel des gens aux coutumes établies ; l'exécution de nos jugements, sont du ressort du caïd du territoire ou de son khalifa. C'est lui qui les prend en mains sans la participation du caïd du défendeur ni d'aucun autre fonctionnaire,

et il les envoie au chara si elles sont de la compétence de ce tribunal.

Quant à la perception ou à la poursuite des impôts dus au gouvernement, tels que dîmes ou kanoun, c'est le caïd du territoire qui seul en préparera le recensement et la perception, quand même le débiteur serait étranger à son caïdat, sans la moindre participation du caïd ou khalifa du défendeur. En matière de medjba, au contraire, cet impôt est personnel; il s'agit de bien établir le chiffre des contribuables et d'assurer la perception régulière du droit. Il est donc plus naturel que le caïd dresse la liste de ceux de ses administrés que cet impôt atteint et qu'il en poursuive le recouvrement partout où se trouve le contribuable.

Si le créancier demande la vente des biens d'un débiteur, il devra adresser sa demande au caïd du lieu où se trouvent ces biens, pour qu'il fasse lui-même procéder à la vente suivant les pièces établissant la créance; et toute vente faite par autorité de justice devra être sanctionnée par notre sceau.

. . . . . .

4 avril 1884 (8 djoumadi-ettani 1301)

Décret fixant la compétence de la driba de Tunis

Article premier. — Quiconque refusera d'accomplir un travail qu'il s'est engagé à faire, comme le khammès ou l'apprenti, sera emprisonné par la driba jusqu'à ce qu'il consente à accomplir ses obligations.

Art. 4. — Les emprisonnements prononcés par la driba en matière correctionnelle ne pourront pas dépasser six mois. La durée de l'emprisonnement sera signifiée au condamné au moment du prononcé du jugement.

La peine de l'emprisonnement sera subie à la prison de la driba pour les condamnations à neuf jours et au-dessous; à la nouvelle prison pour celles de dix jours à six mois.

Art. 5. — Tous les crimes et délits de nature à troubler la tranquillité publique seront jugés à l'ouzara.

Art. 6. — Quiconque se sera évadé devra subir l'intégralité de la condamnation à l'emprisonnement prononcée contre lui, sans déduction du temps qu'il aura passé en prison avant son évasion.

Art. 7. — Quiconque aura accompli l'intégralité de sa peine sera mis en liberté le jour du terme de l'emprisonnement prononcé contre lui.

OUZARA

6 février 1884 (9 rabia-ettani 1301)

Décret prescrivant les mesures à prendre en cas de refuge d'un criminel dans un asile religieux

Il nous a été représenté que des individus qui avaient commis des crimes tels que meurtres, blessures, brigandages sur les grandes routes, se réfugiaient dans les zaouias jouissant du droit d'asile et se mettaient ainsi à l'abri des poursuites des intéressés.

En conséquence, pour la sauvegarde des droits de ceux-ci, nous avons jugé utile d'édicter les prescriptions suivantes :

Toutes les fois qu'un individu coupable de crime se réfugiera dans une zaouia, le cheik ou l'oukil de cette zaouia sera tenu d'en informer le caïd du territoire (1) et de veiller sur le coupable jusqu'à ce que le caïd avisé ait pris les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne. A la réception de l'avis, le caïd fera enchaîner le coupable dans la zaouia et rendra compte à l'ouzara.

16 décembre 1884 (29 sfar 1302)

Décret du 29 sfar 1302, modifié par celui du 7 rabia-ettani 1302-23 janvier 1885, sur l'exécution des jugements civils et pénaux de l'ouzara.

Article premier. — Il pourra être délivré aux parties ayant figuré dans un procès, à titre de demandeur ou défendeur, ou à leurs mandataires reconnus, une copie intégrale du mahroud et de la sentence, dans les affaires civiles jugées par le tribunal de l'ouzara.

Art. 2. — Dans les affaires pénales jugées par ce tribunal, il ne sera donné copie que des motifs du jugement et de la sentence.

Art. 3. — La copie du jugement pourra toujours être demandée par l'une des parties, dès que cette partie aura déposé le montant des droits d'expédition évalués par le greffier d'après le tarif édicté à l'article 5.

Le caissier devra en donner un reçu indiquant la date du versement.

Les copies devront être faites par le greffier dans l'ordre des demandes.

Art. 4. — Si les sommes déposées à l'avance sont plus élevées que ne le comporte le tarif après délivrance de la copie, l'excédent sera restitué au déposant; dans le cas contraire, la copie ne lui sera pas délivrée avant qu'il n'ait entièrement acquitté les droits.

Art. 5. — Les mahrouds ayant moins de cinq rôles seront assujettis à un droit fixe de

(1) Le commissaire de police dans les villes où il y en a.

cinq piastres. Au-dessus de cinq rôles, il sera ajouté à la somme de cinq piastres une piastre par rôle.

Un rôle comprend 25 lignes ; chaque ligne doit contenir au moins cinquante lettres. Sera comptée pour un rôle, une feuille contenant au moins 13 lignes; mais il ne peut être compté qu'un rôle incomplet dans la copie d'un mahroud.

Art. 6. — La copie délivrée aux parties sera certifiée conforme à l'original par le chef de la section compétente. Le cachet de la section y sera apposé. Le greffier inscrira sur la copie le montant des frais de l'expédition.

Art. 7. — Le jugement indiquera un délai pendant lequel la sentence pourra être exécutée volontairement par la partie condamnée ; ce délai n'excédera pas dix jours.

Il indiquera à qui pourront être réclamés les frais de copie et, dans le cas où il y aurait plusieurs parties gagnantes, combien il sera délivré de copies.

Art. 8. — En cas d'exécution volontaire avant l'expiration du délai, la partie condamnée ne paiera que les droits de la copie qui lui aura été délivrée sur sa demande.

Dans le cas contraire, elle supportera les frais de l'expédition demandée par la partie qui a obtenu gain de cause.

Art. 9. — En matière civile le jugement ne sera susceptible d'exécution forcée qu'après que l'amra contenant la formule exécutoire, adressé aux autorités compétentes, signé par nous, aura été ajouté à la suite de l'expédition délivrée à la partie gagnante (1).

(2) Si le débiteur possède un immeuble, le créancier, muni de l'amra d'exécution, pourra demander la vente aux enchères au caïd du district où il est situé. Celui-ci, avant d'y procéder, devra se munir de notre autorisation.

Art. 10. — En matière pénale, le jugement sera exécutoire de plein droit en ce qui concerne les condamnations corporelles. En ce qui concerne les condamnations pécuniaires, il ne sera exécutoire qu'après que l'expédition du jugement aura été délivrée suivant les termes de l'art. 9.

(1) L'amra d'exécution, ou formule exécutoire, en matière civile, apposé à la suite des jugements de l'ouzara, est conçu dans les termes ci-après :

« Nous, Ali-Bey, possesseur de la Régence de Tunis, mandons et ordonnons à nos caïds et à tous dépositaires de la force publique, d'exécuter le jugement dont la copie est ci-dessus. A cet effet, ils devront procéder, au besoin, à la contrainte par corps du condamné, en se conformant aux dispositions du décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1885 sur l'emprisonnement pour dettes ; s'il y a quelque crainte de fraude, mettre sous séquestre ses biens meubles et immeubles. Ils devront ensuite mettre aux enchères publiques, jusqu'à acquittement de la dette et des frais liquidés, ses biens meubles. La vente sera faite par devant deux notaires et le procès-verbal, dressé par ceux-ci, envoyé à l'ouzara.

« Si ces mesures sont insuffisantes pour amener l'acquittement du débiteur, et si le créancier désigne un immeuble qui appartient à ce débiteur, l'autorisation de le mettre aux enchères pendant soixante-dix jours sera aussitôt demandée par le caïd. »

(2) Décret du 23 janvier 1885 (7 rabia-ettani 1302).

25 janvier 1885 (9 rabia-ettani 1302)

Circulaire aux caïds sur leurs devoirs en matière de citations des parties à l'ouzara et d'exécution des jugements de ce tribunal.

J'appelle votre attention sur les instructions suivantes, qui doivent être exécutées par vous à l'avenir avec la plus grande exactitude. Elles ont trait à la citation des parties devant l'ouzara et à l'exécution des jugements de ce tribunal.

Citation des parties. — Dans les affaires civiles, le caïd du défendeur recevra une lettre signée de nous, l'invitant à envoyer à l'ouzara la partie citée dans un délai fixé, ou à l'engager à donner à un mandataire le pouvoir de le représenter.

Dès que cette lettre vous sera parvenue, vous devrez la notifier à la partie citée, et mentionner sur votre registre : 1° la date de l'arrivée de la lettre; 2° la date de la notification à la partie; 3° la réponse de la partie et sa date; les mentions devront être faites dans l'ordre de leur date.

Dans le cas où vous n'observeriez pas ces prescriptions vous serez passible d'une amende égale aux frais d'envoi d'un mokhazni de Tunis dans votre district.

Le délai de comparution une fois écoulé, si la partie civile n'a pas obtenu la remise de l'affaire et qu'elle ne se soit pas présentée, un mandat est décerné contre elle et exécuté par la force publique. Dès que ce mandat aura été délivré, la khedma sera due par la partie citée à comparaître, alors même qu'elle se serait présentée à l'ouzara avant l'exécution du mandat.

Exécution des jugements. — Pour obtenir l'exécution d'un jugement contre un de vos administrés, l'intéressé devra vous le présenter ou vous le faire parvenir, revêtu de la formule exécutoire, signée par S. A. le Bey, et vous devez aussitôt inscrire sur votre registre une mention succincte indiquant le montant des condamnations qui doit être acquitté par celui contre qui l'exécution est requise. Vous y joindrez les sommes versées par le gagnant

pour les droits de greffe, dont le montant est indiqué sur la copie du jugement avec la signature du greffier. Vous signifierez ensuite le jugement à la partie condamnée et lui donnerez l'ordre de s'y conformer. En cas de résistance vous prendrez sans délai toutes les mesures d'exécution nécessaires.

S'il s'agit notamment d'un débiteur solvable, vous l'emprisonnerez dans les limites du décret du 24 rabia-el-aoual 1302-10 janvier 1885, inséré à l'*Officiel* du 6 rabia-ettani 1302-22 janvier 1885.

Il vous est interdit de forcer le débiteur à acquitter une somme supérieure à celle indiquée dans le jugement plus les droits de greffe, quelles que soient les conventions qui aient été faites entre les parties postérieurement au jugement. Vous ferez mention, sur la copie du jugement que vous restituerez au créancier, des sommes qui auront été versées par le débiteur.

En cas de difficultés, qui ne pourraient être tranchées par les décrets ou les circulaires officielles, vous devez nous en référer aussitôt.

14 février 1885 (29 rabia-ettani 1302)

Décret portant règlement intérieur du tribunal de l'ouzara

Article premier. — Les plaintes sont reçues par écrit adressé à notre premier ministre ou verbalement par un secrétaire de la section des affaires civiles, pour les affaires civiles, de contrebande, les réclamations en matière d'impôt et en général toutes les actions intentées contre l'Etat ; par un secrétaire des affaires pénales, pour les affaires criminelles et correctionnelles.

Art. 2. — Chacun de ces secrétaires prend note de l'affaire par écrit suivant les déclarations faites par les plaignants. Il doit mentionner, en tête de la plainte, les noms des parties en cause, les noms de leurs mandataires, leur domicile habituel et l'endroit où elles résident à Tunis, la date du jour où la plainte a été reçue. La plainte est remise au chef de section qui nomme un rapporteur chargé d'instruire l'affaire. Elle est ensuite remise au secrétaire archiviste qui l'inscrit sur le registre d'arrivée sous le nom du rapporteur et l'enferme dans un dossier sur la couverture duquel sont reproduites les mentions sommaires inscrites en tête de la plainte et le nom du rapporteur.

Le dossier doit être établi et remis dans la journée même du dépôt de la plainte ou le lendemain au plus tard au secrétaire rapporteur. Tous les mois, l'archiviste doit fournir au chef de section et au secrétaire général une liste succincte des affaires à l'étude entre les mains de chaque secrétaire.

Art. 3. — Le rapporteur reçoit les déclarations des témoins, prépare les lettres qu'il peut y avoir lieu d'adresser aux parties ou aux autorités compétentes. Ces lettres sont ensuite soumises à l'approbation du chef de section.

Art. 4. — Dans les affaires civiles, les parties en cause doivent être citées par lettres adressées au caïd de la tribu où elles résident; elles doivent indiquer un délai pendant lequel la partie doit se présenter en personne ou se faire représenter par un mandataire au tribunal de l'ouzara. Le délai de comparution une fois écoulé, si le partie citée n'a pas obtenu la remise de l'affaire et n'a pas comparu, un mandat d'amener est décerné contre elle et un mokhazni lui est envoyé aussitôt. Dès que la mission confiée aura été mise aux enchères, la khedma sera due par la partie citée, alors même qu'elle se serait présentée avant le départ du mokhazni.

Art. 5. — Les citations faites verbalement au cours du procès aux parties ou à leurs mandataires, doivent être inscrites au verso du dossier, avec l'indication si elles ont été observées ou non.

Art. 6. — Si les délais ont été accordés aux parties après la première comparution, il doit en être fait mention par le rapporteur au verso du dossier avec la plus grande exactitude. Toutes les pièces doivent être inscrites par le rapporteur au verso du dossier dans l'ordre de leur réception.

Art. 7. — Tout dossier qui n'est pas à l'étude doit être remis, avec les pièces rangées par date, au secrétaire archiviste ; celui-ci prend note sur le registre de sortie de la remise des dossiers aux secrétaires qui n'en sont déchargés que par une inscription qui en indique la rentrée ; il est responsable, avec le chef de section, du bon ordre des dossiers.

Art. 8. — Dès que l'affaire est instruite, il est procédé par le rapporteur à la rédaction du mahroud. Le mahroud doit contenir un résumé succinct de l'affaire. Les pièces importantes déposées au cours du procès doivent être visées dans le mahroud et y être annexées. Le mahroud est soumis à l'approbation du chef de section, qui convoque les parties à l'effet d'entendre la lecture de ce document ; les observations des parties portant sur des points essentiels du procès sont inscrites à la suite du mahroud ; si elles portent sur des points nouveaux et si elles n'ont pas été développées en présence des parties, il pourra y

avoir lieu à convoquer de nouveau les parties ou leurs mandataires.

Si aucune observation nouvelle n'est produite, le mahroud est arrêté définitivement.

Art. 9. — Le chef de section propose la sentence qui est ensuite communiquée, avec les pièces du procès, à notre ministre de la plume et à notre premier ministre.

Art. 10. — Quand la sentence a été prononcée par nous, le mahroud est remis au greffier avec le dossier; celui-ci invite les parties à en prendre connaissance et leur fait savoir quel délai est accordé par le jugement pour l'exécution volontaire de la sentence.

Art. 11. — Les délais écoulés, si la partie gagnante a requis l'expédition du jugement suivant les termes de l'article 3 du décret du 29 sfar 1302-16 décembre 1884, l'amra d'exécution adressé aux autorités compétentes préparé par la section saisie de l'affaire et signé par nous, est annexé à la suite de l'expédition.

Art. 12. — Dès que l'amra d'exécution a été signé, il est envoyé soit par la partie, soit par le bureau du départ du ministère tunisien, si la partie le requiert, au caïd compétent.

Art. 13. — Dans les affaires pénales, les règles de la procédure devant la section des affaires civiles s'appliqueront sauf les modifications suivantes.

Art. 14. — Le chef de section jugera s'il est nécessaire d'envoyer de suite à l'inculpé un mandat d'amener confié à un mokhazni sans passer par les formalités préliminaires de la citation.

Art. 15. — Les frais dus pour la khedma du mokhazni seront payés dans ce cas par l'inculpé; s'il est condamné, il les supporte définitivement; si la plainte n'a pas été reconnue justifiée, ils seront remboursés par le plaignant.

Dès que l'individu amené aura été présenté au chef de section, celui-ci sera tenu de le faire interroger dans les quarante-huit heures. Après l'interrogatoire, un mandat de dépôt sera adressé par lui, s'il y a lieu, au chef de la nouvelle prison.

Art. 16. — Au cas où un chef de section découvrirait, dans un procès en cours, une irrégularité dans les pièces notariées apportées par les parties, de même au cas où de faux témoignages seraient constatés, il devra immédiatement en faire l'objet d'une lettre adressée à notre premier ministre qui y donnera la suite nécessaire.

27 mai 1885 (13 châban 1302)

Décret portant règlement des avocats à l'ouzara

Article premier. — Nul ne sera reçu oukil (avocat fondé de pouvoirs) à l'ouzara s'il ne remplit les conditions spécifiées dans les articles ci-après.

Art. 2. — Le candidat aux fonctions d'oukil doit être âgé de vingt-cinq ans au moins et d'une moralité reconnue. Une enquête sur sa conduite et ses antécédents sera faite par les soins de la commission instituée par l'article 4 ci-après. Il justifiera de son âge par un acte notarié.

Art. 3. — Tout candidat est tenu de savoir lire et écrire l'arabe et connaître les principes généraux du droit musulman et les lois propres à notre gouvernement.

Art. 4. — Il est institué une commission chargée d'examiner les candidats.

Elle sera composée d'un président et de deux membres, nommés par notre premier ministre.

L'examen portera sur les matières énoncées à l'article 3.

Art. 5. — L'examen aura lieu, par écrit, au jour fixé par la commission.

Le candidat ne pourra se servir de livres ni de notes manuscrites. Il lui sera également défendu toute communication avec le dehors.

La durée de l'examen sera de quatre heures seulement.

Art. 6. — A l'expiration du délai fixé par l'article précédent, le candidat remettra ses réponses au président et quittera la salle de réunion. La commission procédera ensuite à la délibération et dressera un procès-verbal qui sera signé par le président et les deux membres et adressé à notre premier ministre. Si ce procès-verbal conclut à la réception du candidat, il sera soumis à notre approbation; dans le cas contraire, le candidat sera avisé de son insuccès et il ne pourra se présenter à l'examen qu'après deux ans.

Art. 7. — Les oukils actuellement en fonctions devront se présenter à l'examen dans trois mois à partir de la promulgation du présent décret. Ceux qui ne se présenteront pas dans ce délai ou qui, s'étant présentés, n'auront pas été admis, seront immédiatement rayés de la liste des oukils.

Art. 8. — Les oukils sont tenus d'avoir pour les sections de l'ouzara tout le respect qui leur est dû et d'obtempérer aux ordres qu'ils en reçoivent. Leurs plaintes contre les fonctionnaires, dans le cas où ils en auraient, devront être adressées par écrit à notre premier ministre.

Toute contravention aux dispositions de cet article entraînera pour le contrevenant la suspension de ses fonctions pendant une durée de un mois à un an. En cas de récidive, la révocation pourra être prononcée.

Art. 9. — Les parties ne peuvent être représentées à l'ouzara que par les oukils inscrits sur la liste affichée dans toutes les sections du ministère.

Art. 10. — Les honoraires des oukils se règlent suivant l'accord intervenu entre eux et les parties qu'ils représentent. En cas de désaccord et en l'absence de toute convention, les honoraires seront fixés par le ministre de la plume, après en avoir délibéré avec le chef de la section qui a jugé l'affaire.

24 août 1885 (14 kâda 1302)

Arrêté du premier ministre divisant la section des affaires pénales de l'ouzara en deux bureaux

Article premier. — La section des affaires pénales est divisée en deux bureaux. (Arrêté du 8 mai 1886).

Le premier bureau s'occupe spécialement des affaires criminelles telles que assassinat, homicide, vol avec effraction ou à main armée, viol, enlèvement, désertion.

Le deuxième bureau s'occupe spécialement des affaires correctionnelles, telles que coups et blessures n'entraînant pas la mort, escroquerie, vol, injures, vagabondage et des autres menus délits.

Art. 4. — Le chef du deuxième bureau aura sous sa responsabilité la direction de l'instruction de toutes les affaires qui ressortissent à ses attributions.

Les mahrouds seront rédigés par ses soins et présentés à la signature du chef de section.

RABBINS

3 septembre 1872 (29 djoumadi-ettani 1289)

Décret déterminant la compétence judiciaire des rabbins

Nous avons appris que les rabbins de Tunis, de Sousse et d'autres villes de la Régence connaissent d'affaires civiles et commerciales entre leurs coreligionnaires.

Cette manière de faire étant contraire aux règles de la compétence judiciaire, il est défendu auxdits rabbins de connaître de ces affaires et de juger d'autres litiges que ceux relatifs au statut personnel des israélites.

K

Khalifas (1)

28 novembre 1889 (5 rabia-ettani 1307)

Décret sur la nomination et les fonctions de khalifa

Article premier. — Les khalifas sont nommés par décret.

Nul ne pourra exercer les fonctions de khalifa en vertu d'une commission du caïd.

Art. 2. — Il y a cinq classes de khalifas :

	piastres	francs
Le traitement du khalifa de 1re classe est fixé à	5.000	3.000
Celui du khalifa de 2e classe à	3.000	1.800
— — à	2.400	1.440
— — à	1.800	1.080
— — à	1.000	600

Les khalifas sont rétribués directement et mensuellement par les caïds, sur les remises qui leur sont accordées par l'Etat.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement du caïd, il sera suppléé par le khalifa du lieu de sa résidence, et, à défaut de celui-ci, par le khalifa du territoire le plus rapproché de sa résidence.

Si le caïdat ne compte qu'un seul khalifa, celui-ci sera chargé de l'intérim.

Sauf le cas où le caïd serait absent de son caïdat en vertu d'un congé régulier, il restera personnellement responsable vis-à-vis de l'Etat de tous les actes de son khalifa.

Art. 4. — Les khalifas, dans leurs territoires respectifs, rechercheront les contraventions de simple police, les délits et les crimes, et veilleront à ce que les procès-verbaux que les notaires rédigent à cet effet énoncent la nature et les circonstances de ces contraventions, délits et crimes, le temps et le lieu où ils auront été commis, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

Ils adresseront, sans délai, les procès-verbaux et autres actes par eux autorisés dans les cas de leur compétence au caïd du territoire, qui sera tenu d'examiner sans retard

(1) Le khalifa aide et supplée le caïd dans ses fonctions.

les procédures, de juger les contraventions et de transmettre les dossiers des délits et crimes à l'ouzara, avec les réquisitions qu'il jugera convenables.

Il sont chargés d'une manière générale de la police du territoire de leur circonscription.

Art. 5. — Hors le cas où il sera chargé de l'intérim du caïdat, le khalifa ne pourra prononcer aucun jugement.

Art. 6. — Les khalifas surveilleront, sous la responsabilité du caïd, les opérations de recensement des contribuables, prêteront leur concours aux commissions de mesurage d'achour et veilleront à ce que la perception des impôts s'opère promptement et régulièrement.

Art. 7. — Le khalifa du chef-lieu du caïdat pourra, par arrêté de notre premier ministre, pris sur la proposition du caïd, être chargé de missions spéciales s'étendant en dehors des limites de son khalifalik.

Art. 8. — Tout khalifa aura un registre sur lequel il transcrira sa correspondance avec le caïd et les ordres ou instructions qu'il adressera aux notaires et cheiks de sa circonscription.

Art. 9. — Les fonctions de khalifa et celles de cheik ne peuvent être cumulées. Mais il n'y a point incompatibilité entre les fonctions de khalifa et celles de secrétaire de caïd.

Art. 10. — Des décrets spéciaux, rendus sur la proposition de notre premier ministre, détermineront le nombre et les classes des khalifas dans chaque caïdat de la Régence.

Art. 11. — Toutes dispositions des décrets et règlements antérieurs contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Kanoun (1)

12 octobre 1860 (26 rabia-el-aoual 1277)

Décret portant abolition de différentes taxes imposées au Sahel et leur substituant le kanoun des oliviers.

1° La dîme sur les huiles ;

2° Le kanoun connu sous le nom de saa et de blebba ;

3° La contribution en faveur de dar-el-pacha ;

4° L'impôt de dix piastres par méchia ;

5° Les droits d'hospitalité pour les caïds, khalifas et cheiks ;

6° Les frais d'entretien des mokhaznis ;

7° Les amendes ou contributions forcées.

(1) Impôt perçu sur chaque pied d'olivier en rapport dans certaines provinces et sur chaque dattier, et dans certaines autres sur chaque mradja (mesure agraire de 6a 25).

Ayant reconnu l'utilité que présentaient, pour la tranquillité des habitants du Sahel et pour la prospérité de leur pays, les dispositions des décrets de notre prédécesseur Ahmed-Bey, en date du 4 djoumadi-el-aoual 1256-4 juillet 1840, qui abolissent les diverses impositions anciennes désignées dans les sept articles ci-dessus et établissent un seul impôt sur les oliviers de Sousse et de toute la province du Sahel, conformément au dénombrement des oliviers porté sur quatre registres ; nous renouvelons, par notre présent décret, les dispositions qui précèdent et nous les confirmons dans toute leur teneur et dans tous leurs détails.

En vertu de ce qui précède, nous confirmons l'abolition des impôts relatés dans les sept articles ci-dessus et nous leur substituons le kanoun des oliviers.

Ce droit sera payé par les propriétaires d'oliviers, chaque année, en deux versements, dans les six mois qui suivent le mois d'octobre.

Les oliviers sont classés en trois catégories : la catégorie supérieure, la moyenne et l'inférieure. La classification des oliviers dans ces trois catégories est établie dans le présent registre et dans les neuf autres qui lui font suite et consignée également, avec le dénombrement, sur un registre appartenant à notre ministère des finances. Des copies de ces registres ont été faites en quatre expéditions, dont une est déposée entre les mains du gouverneur du Sahel.

Chaque olivier de la première catégorie paiera quatre caroubes et onze aspres (0 fr. 287) : celui de la deuxième catégorie paiera quatre caroubes et cinq aspres (0 fr. 212) ; et celui de la troisième catégorie paiera douze aspres (0 fr. 15).

Ce paiement n'est exigible qu'autant que les oliviers produisent des fruits. Quant aux jeunes plants qui ne sont pas arrivés encore au point de donner des fruits, ils ne seront pas frappés de ce droit, mais ils seront consignés dans un registre et, aussitôt qu'ils commenceront à donner des fruits, ils seront assimilés aux oliviers de la troisième catégorie, pour passer ensuite à la deuxième et puis à la première, suivant leur importance (1).

Le propriétaire d'oliviers paiera, en outre, sur chaque cent piastres (60 fr.) de perception sur les oliviers, une piastre et demie (0,90) au receveur, à titre de compensation pour les risques d'erreurs dans la comptabilité.

. . . . . .

(1) Voir aussi décret du 2 avril 1893 (15 ramadan 1310) sous le mot Agriculture.

25 avril 1862 (25 chaoual 1278)

Décret sur le kanoun des oliviers et dattiers des provinces de Tozeur, de Gafsa et de Chebika, Tamerza et Midas.

Conformément aux dispositions de notre précédent décret du 16 chaoual 1277-27 avril 1861, les registres annexés aux présents décrets ont été dressés pour constater le nombre et la qualité des dattiers et des oliviers des forêts de Tozeur, de Gafsa et de Chebika, Tamerza et Midas.

Par suite du même décret, la perception du kanoun de ces dattiers et oliviers sera faite dans les proportions suivantes :

DÉSIGNATION DES PROVINCES	DATTIERS DEGLA	AUTRES DATTIERS	OLIVIERS
	P. C. A. fr.	P. C. A. fr.	P. C. A. fr.
Tozeur	2 4 4 1 40	1 2 » 0 675	» 8 5 1/2 0 36 (déc. du 19 chaoual 1293-7 novembre 1876)
Gafsa	2 4 4 1 40	1 2 » 0 675	
Chebika, Tamerza et Midas	1 8 » 0 90	» 12 » 0 45	» 8 8 1/2 0 39

Sur ces droits il reviendra au gouvernement :

DÉSIGNATION DES PROVINCES	DATTIERS DEGLA	AUTRES DATTIERS	OLIVIERS
	P. C. A. fr.	P. C. A. fr.	P. C. A. fr.
Tozeur	2 4 » 1 35	1 » 4 1/2 0 65	» 8 3 0 34
Gafsa	2 4 » 1 35	1 » 4 1/2 0 65	» 8 3 0 34
Chebika, Tamerza et Midas	1 4 » 0 75	» 8 » 0 30	» 8 6 1/2 0 36

Le surplus des droits sera réparti de la manière suivante :

11/2 0/0 au receveur général du gouvernement ; le solde aux cheiks chargés de la perception des droits, ainsi que cela a été pratiqué par le passé.

6 novembre 1869 (1er châban 1286)

Décret portant exemption du kanoun des oliviers et des dattiers et de la dîme des huiles pour les jeunes plants d'oliviers et de dattiers.

Article premier. — Tout individu qui plantera des oliviers ou des dattiers dans des terrains où cette plantation n'existait pas précédemment, que ce soit dans des pays qui paient le kanoun ou dans ceux qui paient la dîme, sera exempté du paiement de l'un et de l'autre de ces deux impôts, tant que ses arbres n'auront pas produit de fruits et pendant une période de quinze années à partir de la date de la plantation. A la fin de cette période les amins constateront l'état de ces arbres et détermineront la catégorie à laquelle ils appartiendront. Si tous ces arbres appartiennent à la catégorie des petits, ils seront inscrits dans cette catégorie, s'il y en a qui soient jugés appartenir à la catégorie moyenne, ils seront inscrits dans cette catégorie et seront redevables du montant de l'impôt dû d'après leur catégorie et le pays où ils sont situés.

Dans les pays de dîme, cet impôt ne sera réclamé qu'à l'expiration de la période précitée. Néanmoins, si les arbres, dans cette région, donnent des fruits avant l'expiration de cette période et que le propriétaire veuille profiter de leur produit, il aura à prévenir de son intention le directeur de la ghaba, qui délèguera deux amins pour évaluer la quantité des fruits. Le directeur de la ghaba lui délivrera un certificat contenant les constatations faites par ces amins. Le propriétaire ne sera point tenu de payer la dîme sur ces produits à l'occasion de leur pressurage ; il paiera seulement les frais dus à la presse à huile, d'après ce qui est payé par les autres propriétaires d'olives.

Art. 2. — Quiconque voudra entreprendre une plantation d'oliviers ou dattiers dans les conditions ci-dessus indiquées, devra se faire délivrer un certificat signé par le cadi et le caïd de la localité de sa plantation, fixant la date à laquelle la plantation a eu lieu.

Nous ordonnons à tous les caïds et préposés de forêts d'oliviers et de dattiers de veiller à la conservation de ces forêts et de prendre des mesures pour empêcher leur destruction. Ils engageront les propriétaires à soigner leurs arbres et à faire dans leurs plantations les travaux nécessaires ; ils ne permettront pas qu'on leur nuise en en coupant des parties pour faire du bois.

6 novembre 1869 (1er châban 1286)

Décret sur le kanoun des oliviers et dattiers au Nefzaoua

Ayant constaté que le kanoun grevant actuellement les dattiers et les oliviers du Nefzaoua est trop lourd pour les habitants de cette région, dans notre sollicitude pour le bien-être de nos sujets et pour la prospérité de notre Régence, nous avons décrété ce qui suit :

Chaque dattier de la qualité Degla paiera une piastre et demie (0 fr. 90) de kanoun ;

Chaque dattier de toutes les autres qualités paiera six caroubes (0 fr. 225) seulement de kanoun, à cause de l'infériorité de ces qualités par rapport à celles identiques des autres localités du Djérid ;

Chaque olivier paiera une demi-piastre seulement de kanoun (0 fr. 30).

6 novembre 1869 (1er châban 1286)

Décret sur le kanoun des oliviers et des mradjas dans l'Outan-el-Kebli

Nous avons constaté que le kanoun établi antérieurement et récemment sur les oliviers de l'Outan-el-Kebli, ainsi que le kanoun des mradjas de cette province, pèsent trop sur les habitants de cette partie de la Régence.

Ayant à cœur le bien-être de nos sujets et la prospérité de la Régence, nous décrétons que désormais le kanoun à payer sera de huit aspres par chaque pied d'olivier, sans distinction de catégorie, parce que les oliviers de cette province ne sont pas de nature à exiger un classement par catégorie.

Quant aux terrains de la même province, nous décrétons qu'ils seront dégrevés de la moitié du kanoun qui pesait sur eux antérieurement à notre présent décret. Ainsi, les terrains de première classe paieront deux piastres et quatre caroubes (1 fr. 35) par mradja ; ceux de la deuxième classe paieront une piastre et deux caroubes (0 fr. 675) et ceux de la troisième, dix caroubes (0 fr. 375).

24 mai 1871 (4 rabia-el-aoual 1288)

Décret sur le kanoun des oliviers dans divers districts

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts de Teboursouk, Bargou, Ez-Zeriba et des Ouled-Ayar : quatre caroubes et cinq aspres (0 fr. 213).

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts d'El-Ala, Mateur et Béja : douze aspres (0 fr. 15).

Droit du kanoun sur chaque olivier des districts de Kairouan, Bizerte, Porto-Farina, Tebourba et des Ouled-Aoun : huit aspres (0 fr. 10).

Vu la proposition du comité exécutif de la commission financière tendant à ce qu'il soit fait un dénombrement des plantations d'oliviers qui se trouvent isolés dans les districts indiqués dans les trois articles ci-dessus ;

Vu l'avis du même comité proposant l'établissement, sur ces oliviers, sans distinction de catégorie, d'un droit fixé suivant les proportions et divisions ci-dessus ;

Nous avons approuvé ces propositions et nous ordonnons qu'elles soient mises à exécution.

6 juin 1871 (17 rabia-el-aoual 1288)

Décret sur le kanoun des oliviers du Kef

Nous ordonnons au caïd du Kef de percevoir le kanoun sur les 22,813 pieds d'oliviers formant le total des oliviers de sa circonscription, inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison de dix-huit aspres par pied et par an (0 fr. 225).

. . . . . .

26 mars 1872 (16 moharrem 1289)

Décret sur le kanoun des oliviers de la Kessera

Nous ordonnons au caïd de la Kessera de percevoir le kanoun sur les 19,854 pieds d'oliviers de sa circonscription, inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison de quatre caroubes et onze aspres par pieds d'olivier, par an, pour la première catégorie; quatre caroubes et cinq aspres (0 fr. 213) pour la deuxième catégorie ; et onze aspres pour la troisième catégorie (0 fr. 135).

25 décembre 1872 (24 chaoual 1289)

Arrêté du premier ministre sur les garanties à prendre pour le recouvrement du kanoun

La lettre du 17 du mois courant-18 décembre 1872, par laquelle le comité exécutif se plaint des retards dont souffre la perception du kanoun des oliviers à Sfax, ayant été soumise au Bey ;

Son Altesse a prescrit que le contribuable qui serait en retard pour le paiement du kanoun ne pourrait pas toucher le prix de vente de sa récolte, lequel sera séquestré par le gouvernement jusqu'à complet paiement.

27 février 1873 (29 hidjé 1289)

Arrêté du premier ministre déterminant le débiteur responsable vis-à-vis du Trésor du kanoun d'oliviers remis en antichrèse.

Consulté sur le point de savoir contre qui le

paiement du kanoun d'oliviers remis en antichrèse doit être poursuivi,

Le Bey a décidé que celui qui dispose des oliviers engagés doit en payer le kanoun.

Les accords qui interviendraient entre créancier et débiteur, moyennant lesquels le premier serait déclaré ne devoir pas payer le kanoun sur les oliviers à lui remis en antichrèse, ne pourront être opposés au Trésor qui conserve le droit de poursuivre le paiement du kanoun contre la personne qui jouit du produit des oliviers.

18 mars 1873 (18 moharrem 1290)

Décret sur le kanoun des dattiers et oliviers de l'Arad

Nous ordonnons au caïd de l'Arad de procéder au recouvrement du kanoun sur les 9,430 pieds d'oliviers et sur les 131,413 dattiers inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison d'une demi-piastre par pied d'olivier (0 fr. 30) et six caroubes par pied de dattier (0 fr. 225) . . . . . .

8 juillet 1873 (12 djoumadi-el-aoual 1290)

Arrêté du premier ministre sur le kanoun des dattiers du Djérid et les remises aux collecteurs de cet impôt.

Vu le résumé du recensement des dattiers du Djérid récemment établi en conformité de l'autorisation souveraine;

Vu l'avis du comité exécutif du 9 rabia-ettani 1290-6 juin 1873;

S. A. le Bey a approuvé ce qui est relatif aux dattiers productifs de la qualité Degla et de la qualité commune, ainsi que le montant total de l'impôt kanoun sur ces deux catégories, afin que cela soit mis en recouvrement pour l'avenir (1).

Les cheiks collecteurs des impôts ayant été compris pour une part dans la remise de 10 %, les centimes que ceux-ci touchaient autrefois sur le kanoun feront désormais retour au Trésor beylical. Il ne sera retenu sur ces centimes que la remise qui appartient au receveur. Néanmoins, en ce qui concerne le Nefzaoua, la remise continuera à être réglée comme par le passé.

Son Altesse a ordonné en outre que les dattiers du Djérid qui ne sont point arrosés, ceux qui sont improductifs et ceux qui sont morts ne seront pas passibles de l'impôt; c'est pour cette raison que Son Altesse a exclu de l'approbation les catégories dont il s'agit.

Les dattiers non productifs feront l'objet d'une revision ultérieure.

10 novembre 1875 (11 chaoual 1290)

Décret sur le kanoun des oliviers des Metelits

Nous ordonnons au caïd des Metelits de percevoir l'impôt kanoun sur les oliviers inscrits sur le rôle annexé au présent décret, à raison de vingt-quatre aspres (0 fr. 30) par pied d'olivier de la première catégorie et de dix-huit aspres (0 fr. 225) pour ceux de la deuxième catégorie.

6 novembre 1876 (18 chaoual 1293)

Décret sur le kanoun des oliviers de Zarzis

Nous ordonnons au caïd de l'Arad de percevoir les 14,270 p. 8 c. 2 a., montant du kanoun sur les 42,184 pieds d'oliviers inscrits au rôle annexé au présent décret, à raison d'une demi-piastre (0 fr. 30) par pied d'olivier productif de la première catégorie; six caroubes (0 fr. 225) pour la deuxième catégorie; et douze aspres (0 fr. 15) pour la troisième catégorie.

7 novembre 1876 (19 chaoual 1293)

Décret sur le kanoun des oliviers de Gafsa

Nous ordonnons au caïd de Gafsa de procéder au recouvrement de la somme de 42,096 p. 8 c. 7 a. 1/2, montant du kanoun sur les 75,386 oliviers formant le total du recensement constaté dans le rôle annexé au présent décret. Cette perception se fera sur la base de douze caroubes (0 fr. 45) pour chaque arbre de la première catégorie donnant des fruits; de dix caroubes (0 fr. 375) par chaque arbre productif de la deuxième catégorie; et de douze aspres (0 fr. 15) par chaque arbre productif de la troisième catégorie.

20 septembre 1877 (12 ramadan 1294)

Décret sur le kanoun des oliviers et des mradjas de Sfax

Nous ordonnons au caïd de Sfax de percevoir sur chaque pied d'olivier productif de la forêt de Sfax, de la première catégorie douze caroubes (0 fr. 45); sur chaque pied d'olivier productif de la deuxième catégorie dans la même forêt, dix caroubes (0 fr. 375), et sur chaque mradja de terrain de la même région une demi-piastre (0 fr. 30).

Il percevra également, sur chaque pied d'olivier de la première qualité, dans les forêts des autres points de la province de Sfax,

(1) Le tarif du kanoun, dans les oasis de Nefta, Oudiane et Hamma non mentionnés dans les décrets du 25 chaoual 1278-25 avril 1862 et du 1er châban 1286-6 novembre 1869, est fixé ainsi qu'il suit :

Dattiers Degla	2	p.	4	c.	4 a. 1/2	1 fr. 40
Autres dattiers	1	»	6		1/2	0 68
Oliviers	»	8	5			0 36

une demi-piastre (0 fr. 30); et sur chaque pied d'olivier de la deuxième catégorie, dans les mêmes régions, six caroubes (0 fr. 225).

22 janvier 1894 (15 redjeb 1311)

Décret ordonnant et réglementant la réfection des rôles de l'impôt kanoun sur les oliviers et les dattiers.

Article premier. — Il sera procédé, dans toutes les parties de la Régence où est établi l'impôt kanoun, au recensement des oliviers et des dattiers.

Les agents qui seront désignés pour effectuer cette opération sont, à cet effet, autorisés à pénétrer dans les propriétés où existent des oliviers et des dattiers.

Art. 2. — Des arrêtés du directeur des finances, insérés au *Journal officiel*, fixeront, pour chaque caïdat, la date du commencement des opérations.

Art. 3. — Dans le délai d'un mois à compter de la publication de ces arrêtés, les propriétaires ou dévolutaires d'oliviers ou de dattiers seront tenus de déclarer au caïd de la circonscription où se trouvent leurs propriétés, le nombre de leurs arbres.

Ces déclarations établies sur des formules fournies par l'administration indiqueront : le nom et la situation de chaque propriété, le nom et la demeure du propriétaire ou dévolutaire, le nombre des arbres imposables, le nombre des arbres non encore imposables, enfin le nombre des sauvageons. Les déclarations relatives aux dattiers comprendront, en outre, distinctement, les dattiers Degla et les autres dattiers.

Les arbres n'ayant pas encore atteint l'âge auquel ils doivent être imposés, seront répartis en quatre catégories, savoir : ceux âgés de 15 à 20 ans, ceux âgés de 10 à 15 ans, ceux âgés de 5 à 10 ans, ceux de moins de 5 ans.

Art. 4. — La commission de recensement sera composée du caïd, président, d'un expert, d'un notaire et d'un délégué du directeur des finances.

Art. 5. — Le commencement de l'opération sera annoncé, pour chaque région du caïdat, par des publications en la forme d'usage et, en outre, par l'affichage au contrôle civil.

Les intéressés seront tenus d'assister au recensement, afin de présenter leurs observations sur les lieux, mais leur absence ne pourra arrêter ou retarder l'opération en ce qui les concerne.

Art. 6. — La commission, munie des déclarations des propriétaires ou enzelistes, ainsi que des rôles actuels du kanoun, procédera à la vérification des déclarations et au comptage des arbres, en les classant suivant les indications de l'art. 3 ci-dessus.

Les résultats du recensement seront relevés sur des bulletins établis séance tenante et signés des membres de la commission. Les rôles seront dressés par le directeur des finances au vu de ces bulletins.

Art. 7. — Aussitôt après leur achèvement, les rôles seront déposés au bureau du caïd où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Ce dépôt sera annoncé au public comme il est dit à l'art. 5 § 1er.

Les réclamations devront, à peine de déchéance, être formulées dans le délai de trente jours à partir de la date de l'insertion de l'avis de dépôt du rôle publié par le *Journal officiel*. Elles seront reçues par le caïd, inscrites sur un registre à ce destiné et, ultérieurement, instruites par la commission de revision instituée par l'art. 8 ci-après.

Art. 8. — Une commission, composée d'un délégué du gouvernement, président, d'un expert ou amin, nommés par le premier ministre, et d'un représentant du directeur des finances, sera chargée de reviser les opérations de recensement. La revision portera notamment sur toutes les propriétés pour lesquelles il aura été fait des réclamations. Les intéressés seront convoqués individuellement.

Les décisions de la commission de revision seront définitives. Le rôle sera modifié en conséquence, s'il y a lieu, et soumis à notre sanction.

Art. 9. — Toute opposition aux agents chargés du recensement sera punie d'une amende de cinquante à cinq cents francs.

Celui qui n'aura pas fait dans le délai la déclaration prescrite par l'article 3, ou dont la déclaration sera reconnue inexacte quant au nombre ou au classement des arbres, paiera, à titre d'amende, une somme égale à l'impôt d'une année pour les arbres non déclarés ou inexactement classés.

Art. 10. — La durée de l'exonération d'impôt édictée par notre décret du 6 novembre 1869-1er châban 1286, en ce qui concerne les oliviers et les dattiers nouvellement plantés dans les pays de kanoun, est portée de quinze à vingt années.

Tout propriétaire ou dévolutaire d'immeubles qui effectuera une plantation nouvelle d'oliviers ou de dattiers devra, dans l'année même où cette plantation aura été faite, fournir une déclaration dans la forme tracée par l'article 3 ci-dessus, à peine d'être déchu du bénéfice de l'exonération temporaire.

Les arbres qui, à raison de leur âge, ne se-

raient pas imposables au moment du recensement, et ceux compris dans les déclarations de plantation, seront inscrits d'office sur les rôles à l'expiration du temps nécessaire pour qu'ils aient atteint l'âge de vingt ans.

Art. 11. — A toute époque, l'état de complantation d'une propriété renfermant des oliviers ou des dattiers pourra être vérifié soit à la demande du propriétaire ou dévolutaire, soit d'office sur l'initiative du directeur des finances.

La demande de vérification devra être accompagnée de la quittance de la dernière cote échue.

Le montant des cotes versées au Trésor ne sera pas restituable.

La vérification prévue par le 1er alinéa du présent article sera faite par le caïd ou son délégué, assisté de deux experts choisis, l'un par l'administration et l'autre par le propriétaire ou enzeliste intéressé. Dans le cas de vérification d'office, si le propriétaire ne désigne pas son expert dans le délai d'un mois à compter de l'avis qui lui en sera donné, cet expert sera choisi par le contrôleur civil de la circonscription où aura lieu l'expertise.

Les résultats de la vérification seront constatés par un procès-verbal qui servira de base à l'établissement d'un rôle supplémentaire, s'il y a lieu.

Art. 12. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Khodors (1)

22 décembre 1845 (22 hidjé 1261)

Décret substituant, à Djerba, les khodors à certains articles du tarif des mahsoulats

Les propriétaires des terres de notre île de Djerba se sont plaints de ce que le fermier des mahsoulats fait dans leurs jardins, pendant l'époque de la végétation, l'évaluation des dattes, millets et autres fruits et herbages, pour percevoir la taxe selon les données de l'évaluation, tandis que, d'après le tarif, elle n'est exigible que sur la vente.

Le fermier des mahsoulats a exposé, en réponse, que le marché de Djerba ne fonctionne pas chaque jour ; qu'il n'y a plus dans cette île de marchés à boutiques comme autre part ; qu'à cause de la dispersion des demeures, on ne pourrait contraindre les gens à vendre au marché et que ceux-ci, d'ailleurs, ne s'y prêteraient pas volontiers ; de sorte que si, comme cela se pratique dans les villes, le fermier s'en tenait aux ventes ayant lieu au marché, il perdrait ses droits ; c'est pourquoi, en raison du défaut de marché et de l'éloignement des localités les unes des autres, il a dû adopter le système des évaluations et estimations.

Dans ces conditions, pour éviter l'entrée du fermier chez eux et l'évaluation de leurs dattes, millets, fruits et herbages, les habitants de Djerba ont conclu la convention suivante :

Ils paieront à tout fermier de mahsoulats la somme de 100,000 piastres, en plusieurs échéances correspondant à celles que le fermier est tenu d'effectuer des versements au Trésor, de façon qu'il ne soit plus fait d'estimation et d'évaluation ; la répartition de ces cent mille piastres entre les propriétaires de terres de Djerba, à faire selon l'importance des biens de chacun et l'évaluation des produits étant confiée à eux-mêmes.

En dehors des dattes, millets, fruits et herbages, le fermier jouira, comme par le passé, de ses droits réglés par le tarif sur tous les articles soumis à la taxe des mahsoulats, de sorte que toute personne qui vendra au marché un objet autre que des dattes, millets, fruits et herbages, devra acquitter la taxe prévue au tarif.

Par bienveillance pour les susdits, eu égard à l'étendue de l'île et la dispersion des demeures, nous ratifions cette convention et la déclarons exécutoire à l'égard de tout fermier futur des mahsoulats de Djerba.

(1) Impôt dont le produit est déterminé d'avance et qui est perçu d'après une répartition faite par les intéressés eux-mêmes.

Légalisations

14 juin 1885

Arrêté résidentiel déléguant les vice-présidents français de la municipalité de Tunis à l'effet de légaliser les signatures des imprimeurs et gérants de journaux.

Les vice-présidents français de la municipalité de Tunis sont délégués à l'effet de légaliser les signatures des imprimeurs et gérants de journaux au bas des numéros contenant des annonces judiciaires.

4 mai 1886 (30 redjeb 1303)

Décret sur la légalisation des signatures des autorités judiciaires et administratives tunisiennes

Article premier. — La légalisation des signatures et cachets sus-indiqués sera faite par deux secrétaires du ministère d'Etat.

Les signatures desdits secrétaires seront à leur tour légalisées par le premier ministre ou par le ministre de la plume.

Toute légalisation de signature ou de cachet faite au ministère d'Etat devra porter le timbre dudit ministère.

Art. 2. — Un droit de quatre piastres sera perçu pour chaque pièce légalisée et versé à la caisse des droits de chancellerie.

29 septembre 1891

Arrêté du Ministre Résident général relatif à la légalisation de la signature des imprimeurs et gérants de journaux.

Article unique. — Les vice-présidents français des municipalités de la Régence sont délégués à l'effet de légaliser la signature des imprimeurs et gérants de journaux publiés sur leur territoire communal, au bas des numéros contenant des annonces judiciaires.

Maghzen (1)

15 octobre 1884 (26 hidjé 1301)

Décret constitutif du maghzen des Touazine

La tribu des Touazine (Ouerghemma) habitant à Ksar-Moudenine prie le gouvernement de vouloir bien l'exempter des impôts en échange de la peine qu'elle se donne pour garder son pays.

Elle s'engage, en conséquence, à accepter les conditions mentionnées ci-après.

Article premier. — Elle s'engage à emmagasiner tout son bien à Ksar-Moudenine.

Art. 2. — Elle s'engage à maintenir la paix et la sécurité sur tout le territoire compris entre le Mokta, Ksar-Moudenine et les environs dont les limites sont, à partir des Ouderna, jusqu'à la mer : El-Bir-Lahmar, El-Mezar, El-Megaïta, Kerchaou, Chemila et El-Morra.

Art. 3. — La tribu maghzen ne saurait dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elles doivent en prévenir sur le champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un tribunal composé du commandant français, du gouverneur de l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de routes ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le ter-

(1) Contingent de cavalerie et d'infanterie que doivent fournir et entretenir à leurs frais certaines tribus frontières pour la surveillance du territoire et sa défense contre les incursions des tribus tripolitaines et des nomades. En compensation de cette obligation elles sont exemptées de recrutement.

ritoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art. 5. — Elle s'engage à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines : elle ne le fera qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elle s'engage également à fournir, toutes les fois qu'elle en sera requise, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans son pays et dans ses environs.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires ou soignés chez eux lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Ecrit par ordre des soussignés, par Aoun-ben-Aoun-El-Médenini, cadi de Ksar-Moudenine, à la date du 9 ramadan 1301-2 juillet 1884.

Ont signé :

Dho-ben-Dho, khalifa des Ouled-Aoun-Allah et des Mestoura ;
Hassen-ben-Nadji, khalifa des Touazine;
Khalifa Ben-Nadji ;
El-Atri-Saouat ;
El-Mabrouk-Sanidou ;
Fadel Kerim et tout le Miâd ;
Mohammed-ben-Djeballah, rédacteur des présentes ;
Général Allegro, gouverneur de l'Arad;
Colonel de la Roque, commandant la subdivision de Gabès.

Approuvé :

Tunis, le 26 hidjé 1301-15 octobre 1884.

ALI-BEY.

15 octobre 1884 (26 hidjé 1301)

Décret du 26 hidjé 1301 constitutif du maghzen de diverses fractions des Ouderna

Les fractions des Amarna, Abalsa, Aouadid, El-Krachoua, Ez-Zouarin, Ouled-Méhira, Ouled-Si-Ali-ben-Aoun, de la confédération des Ouderna (Ouerghemma), prient le gouvernement de vouloir bien les exempter des impôts en échange de la peine qu'elles se donnent pour garder leur pays.

Elles s'engagent, en conséquence, à accepter les conditions mentionnées ci-après.

Article premier. — Elles s'engagent à emmagasiner tous leurs biens dans les ksars de leur pays.

Art. 2. — Elles s'engagent à maintenir la paix et la sécurité sur tout le terittoire compris entre El-Bir-Lahmar et Kerchaou. Elles font remarquer que les terres d'El-Bir-Lahmar et autres points continueront à être à elles et aux Djelidat, malgré que les Touazine soient chargés de la sécurité sur ces territoires.

Art. 3. — Les fractions maghzen ne sauraient dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi, et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elles doivent en prévenir sur le champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un tribunal composé du commandant français, du gouverneur de l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de routes ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le territoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art. 5. — Elles s'engagent à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines; elle ne le feront qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elles s'engagent également à fournir, toutes les fois qu'elles en seront requises, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans leur pays et dans ses environs. Elles demandent toutefois à ne pas être contraintes à marcher au delà de Ksar-Moudenine, vers le nord.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires, ou soignés chez eux, lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Fait le 8 chaoual 1301-30 juillet 1884.

Ont signé :

Dho-ben-Salem ;
Cheik Amor-el-Abiod ;
tous deux khalifas des tribus sus-nommées ;
Mohammed-el-Amin-ben-el-Hadj-Taieb, mufti du Djebel-el-Abiod, rédacteur des présentes;
Sghir-ben-Salah, khalifa de l'Arad, par délégation du gouverneur ;

Colonel de la Roque, commandant la subdivision de Gabès.

Approuvé:

Tunis, le 26 hidjé 1301-15 octobre 1884.

ALI-BEY.

15 octobre 1884 (26 hidjé 1301)

Décret constitutif du maghzen de trois fractions des Ouderna.

Les fractions des iOuled-Debbab, Derarera, Ouled-Chehida, de la confédération des Ouderna (Ouerghemma), prient le gouvernement de vouloir bien les exempter des impôts en échange de la peine qu'elles se donnent pour garder leur pays.

Elles s'engagent, en conséquence, à accepter les conditions ci-après.

Article premier. — Elles s'engagent à emmagasiner tous leurs biens dans les ksars de leur pays.

Art. 2. — Elles s'engagent à maintenir la paix et la sécurité sur tout le territoire compris entre Kerchaou et Ed-Dhahar.

Art. 3. — Les fractions maghzen ne sauraient dispenser les tribus de se garder, de garder leurs troupeaux et de défendre leurs territoires. Pour éviter tout malentendu, le gouverneur de l'Arad les préviendra qu'il doit en être ainsi, et les préviendra également que, si elles pressentaient une attaque, elle doivent en prévenir sur le champ l'un des chefs des tribus maghzen qui, séance tenante, devra se mettre en mesure de les défendre ou, s'il n'en était plus temps, de reprendre la capture faite par l'ennemi.

Au cas où les tribus auraient eu à subir des pertes en troupeaux ou en hommes, elles porteraient plainte devant un tribunal composé du commandant français, du gouverneur de l'Arad et d'un chef indigène choisi en dehors des tribus en cause et accepté des deux parties.

Les tribus maghzen ne peuvent être responsables, en aucun cas, des vols commis par des coupeurs de routes ou autres malfaiteurs.

Art. 4. — Les hommes capturés sur le territoire devront être livrés à l'autorité lorsque celle-ci les réclamera ; dans le cas contraire, ils seront traités suivant les usages établis entre les tribus.

Art. 5. — Elles s'engagent à ne pas dépasser la frontière pour commettre des actes de pillage contre les tribus tripolitaines ; elles ne le feront qu'après avoir demandé l'avis du chef.

Art. 6. — Elles s'engagent également à fournir, toutes les fois qu'elles en seront requises, un contingent pour marcher avec les colonnes françaises pour aller dans leurs pays et dans ses environs. Elles demandent, toutefois, à ne pas être contraintes à marcher au delà de Ksar-Moudenine, vers le nord.

Art. 7. — Tous les blessés qui en feront la demande pourront être traités gratuitement dans les hôpitaux militaires, ou soignés chez eux lorsqu'ils seront transportés à proximité d'un camp français.

Fait en kâda 1301-fin d'août 1884.

Ont signé :

Mohammed-ben-Mohammed-ben-Abd-el-Létif, khalifa des Ouled-Debbah ;

Cheik Amor-ben-Mohammed-el-Arbi, khalifa des Derarera ;

Cheik Salem-Bou-Adjila, khalifa des Ouled-Chehida.

Général Allegro, gouverneur de l'Arad ;

Colonel de la Roque, commandant la subdivision de Gabès.

Approuvé :

Tunis, le 26 hidjé 1301-15 octobre 1884.

ALI-BEY.

30 mai 1885 (16 châban 1302)

Décret portant règlement du maghzen des Touazine

TITRE PREMIER

CONSTITUTION ET PERSONNEL

Les droits et les devoirs du maghzen des Touazine sont définis par le décret constitutif du 26 hidjé 1301-15 octobre 1884.

Les dispositions de l'acte du 9 ramadan 1301-2 juillet 1884 sont applicables aux deux tribus des Ouled-Aoun-Allah et des Ouled-Bou-Zid et aux fractions qui marchent et campent avec ces mêmes tribus.

Dans chacune de ces tribus, le commandement du maghzen est réglé comme il suit :

1° *Chez les Rezour.* — Le khalifa Dho-ben-Dho est chef du maghzen.

Le cheik Fadel-Kérim lui est adjoint pour ce commandement, avec le titre de bach-chaouch.

Le khalifa et le bach-chaouch Fadel-Kérim ont sous leurs ordres le cheik maghzen, cheik Odheïm, qui s'occupe du goum entier de la tribu et commande directement le goum de la fraction des Ouled-Hamed (Ouled-Abd-el-Kébir).

Dans chacune des autres fractions, le goum est commandé par le chaouch maghzen sous les ordres du cheik maghzen.

Ainsi, Mohammed-ben-Sif-bou-Dhebia,

chaouch maghzen, commande le goum des Ouled-Hassein.

El-Fradjani-ben-Ali-Losoned, chaouch maghzen, commande celui des Amaza.

Mabrouk-Souïd, chaouch maghzen, commande celui des Mestoura et des Rebaïa.

Le bach-chaouch, le cheik maghzen et les chaouchs maghzen recevront de l'autorité supérieure une lettre de commandement.

2° *Chez les Ouled-bou-Zid.* — Le khalifa Hassen-ben-Nadji est chef du maghzen.

Lui est adjoint pour ce commandement Khalifa-ben-Nadji, qui prend le titre de bach-chaouch.

Le cheik maghzen Amor-ben-Nadji, dit Tonin-el-Guetaf, commande le goum de la tribu et sera le chef direct du goum des Ouled-Khalifa et des Ouled-Hamed qui n'ont pas de chaouch maghzen.

Le cheik maghzen ben-Nadji a sous ses ordres, pour commander le goum des fractions :

Chez les Zelliten et Djelatta, le chaouch maghzen Mohammed-Azouz ;

Chez les Krainia et Mehada, le chaouch maghzen Amara-et-Arid.

Chez les Nebahna, le chaouch maghzen Mohammed-ben-Amara-Hobeha.

Chez les Melahla, le chaouch maghzen Bou-Diaf-Frifrita.

Le cheik Mohammed-ben-Hassein est le cheik el-orf du maghzen, pour les Ouled-Aoun-Allah comme pour les Ouled-Bou-Zid.

Chez les Ouled-Aoun-Allah, comme chez les Ouled-Bou-Zid, le maghzen comprend non seulement tous les cavaliers, mais encore tous les hommes à pied en état de porter les armes.

TITRE II

DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE CHACUN

1° *Khalifa.* — Le khalifa, représentant de l'autorité dans la tribu, a la direction du maghzen. Il veille au bon ordre, entretient la bonne harmonie entre les différentes fractions et entre leurs chefs partiels.

Il doit être attentif à ce que le nombre des cavaliers et des piétons armés ne diminue pas; il emploie tous ses efforts pour que le nombre des cavaliers atteigne :

Chez les Rezour, le chiffre de 100.

Chez les Ouled-Bou-Zid, celui de 200.

Il rend compte de tous les événements concernant la paix et la sécurité du pays, de tous les faits dans lesquels le maghzen se trouve intéressé, et prévient lorsque sa tribu change ses campements; Il donne les ordres pour la garde du territoire. Il est tout spécialement responsable de l'exécution de l'article 5 de l'acte constitutif interdisant de passer la frontière. Il rend les chefs sous ses ordres responsables, chacun par la fraction à la tête de laquelle il est placé, et si, malgré cela, il arrive qu'il ne soit pas obéi, il rend compte, fait arrêter les coupables et les envoie au commandement. Il tient le registre de tous les cavaliers du goum.

2° *Bach-chaouch.* — Pour le seconder dans cette tâche, il a auprès de lui le bach-chaouch du goum.

Celui-ci remplace le khalifa toutes les fois qu'il est absent ou empêché, monte à cheval et conduit le goum lorsque le khalifa ne peut le faire; il le seconde dans tous les détails du service de surveillance et de sécurité du pays.

Il tient une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins.

3° *Cheik maghzen.* — Le cheik maghzen, sous les ordres des deux précédents, s'occupe de tous les détails du goum à cheval et à pied, fait exécuter les ordres qu'il reçoit et commande aux chaouchs maghzen. Il tient également une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins.

4° *Chaouchs maghzen.* — Sont sous les ordres du précédent et lui rendent compte de tout ce qui intéresse le goum de leur fraction. Ils veillent à ce qu'aucun cavalier ne vende son cheval, si ce n'est pour en acheter un meilleur, sans l'autorisation du bach-chaouch ; à ce que nul piéton ne se défasse de ses armes ; ils rendent compte lorsque des chevaux ne peuvent plus fournir aucun service. En cas de prise d'armes, ils comptent leurs cavaliers et donnent aux cheiks maghzen les noms de ceux qui ont manqué. Ils tiennent une liste de tous les cavaliers et des fantassins armés de leurs fractions respectives.

5° *Cheik el-orf.* — Le cheik el-orf, pour les deux goums, éclaire de ses avis et de ses conseils les chefs isolément ou l'assemblée des chefs. En cas de contestation, il est arbitre ; il est appelé pour le partage des prises.

TITRE III

ALERTES ET PRISES D'ARMES

1° Chaque chaouch maghzen a un tabbal (tambour) qui sert à donner l'alarme suivant l'usage du pays.

Lorsque l'ennemi est signalé, le chaouch maghzen qui a reçu le premier avis de sa présence fait battre le tambour.

Ce signal est répété de proche en proche par tous les tambours des fractions voisines. Chacun alors monte à cheval et les fantassins prennent les armes et restent au douar ; ils

ne le quittent que lorsqu'ils en reçoivent l'ordre.

Comme le plus souvent la reprise du bétail que l'ennemi a enlevé dépend de la promptitude de la poursuite, dès que les cavaliers de la première fraction sont tous à cheval, ils s'avancent promptement dans la direction indiquée, de manière à reconnaître l'ennemi ; ils l'attaquent s'ils sont en nombre égal ou supérieur ; s'il ne sont pas en force, ils le suivent sans le perdre de vue, jusqu'à ce qu'ils aient été renforcés et puissent attaquer avec avantage.

Il est important que, dans le premier moment de l'alerte, les cavaliers de chaque fraction se groupent pour partir ensemble et ne partent pas isolément pour assaillir l'ennemi l'un après l'autre, ce qui cause des pertes plus grandes.

Quand plusieurs chaouchs maghzen arrivent vers l'ennemi, suivis par le contingent de leur fraction, celui qui est arrivé le premier en ligne a le commandement jusqu'au moment où le cheik maghzen ou le bach-chaouch arrive sur le lieu du combat.

Après chaque prise d'armes, alors même qu'il y aurait eu fausse alerte, les chaouchs rendent compte des hommes qui ont manqué et des motifs de leur absence au cheik maghzen du goum.

2° Toutes les fois qu'il y a une attaque contre les tribus, il est établi par le khalifa un rapport détaillé précisant le jour, le lieu, la tribu à laquelle appartiennent les agresseurs ; et à l'appui de ce rapport, il est dressé par les notaires un acte constatant, soit la mort des individus qui auraient été tués, soit les préjudices causés par l'ennemi. Le rapport et l'acte notarié sont adressés sans retard au commandement.

3° Quand une fraction du maghzen sera requise pour marcher avec une colonne, les cavaliers devront arriver munis de vivres et d'orge pour quatre jours. A partir du cinquième, ils toucheront, à la colonne, une ration d'orge et une de biscuit.

TITRE IV

DES PUNITIONS

1° Pour les manquements dans le service du maghzen, ou les désobéissances, il peut être infligé, par l'autorité militaire locale ou par le gouvernement tunisien, sur la demande ou sur la plainte des chefs ou des gradés du maghzen, l'amende ou la prison. Cette dernière peine sera, suivant la gravité des faits, subie soit au camp de Ksar-Métameur, soit à Gabès Ras-el-Oued.

2° Les commandants du maghzen ne peuvent infliger directement aucune punition.

3° S'il arrivait qu'un homme se refusât expressément au service du maghzen, il serait renvoyé de la tribu avec sa tente et placé dans une tribu payant la medjba et inscrit immédiatement sur les registres de cette contribution.

TITRE V

DES PRISES

1° Lorsque le maghzen opère seul, la prise est franche, c'est-à-dire qu'elle appartient au maghzen.

2° Le partage pent avoir lieu immédiatement, s'il s'agit des chevaux, armes et dépouilles d'un ou plusieurs ennemis tombés au pouvoir du maghzen.

3° S'il s'agit, au contraire, de troupeaux enlevés, de chameaux ou de tentes, le partage n'a lieu que sur l'ordre de l'autorité supérieure qui décide si la capture est de bonne prise.

4° Dans tous les cas les partages sont faits suivant les règles tracées par le kanoun des Ouerghemma.

A cet effet, il est constitué, dans chacune des deux tribus des Ouled-Aaoun-Allah et des Ouled-bou-Zid, une commission des prises composée du khalifa, du bach-chaouch, du cheik maghzen et de tous les chaouchs maghzen.

Cette commission est assistée du cheik el-orf et de un, deux ou trois notables par fraction suivant leur importance. Elle juge en dernier ressort ; ses décisions sont sans appel.

5° Sur toute prise de bétail, il est mis en dehors .

Pour le khalifa, deux parts ;

Pour le bach-chaouch et le cheik maghzen, une part et demie ;

Pour les chaouchs maghzen, une part un quart.

6° Toutes les associations dites gasferi, bel-ferrag, bel-habous, permises par le kanoun, sont reconnues licites.

7° S'il arrive que le maghzen reprenne des mains de l'ennemi des troupeaux enlevés à d'autres tribus, les légitimes propriétaires reprendront leur bien, conformément aux usages, et en payant la redevance fixée par le kanoun des Ouerghemma. Cette redevance sera partagée entre les capteurs d'après les règles qui précèdent.

8° Lorsque le maghzen opère avec une troupe française, le commandant de la troupe française fixe la part de prise revenant au maghzen.

Cette part est alors répartie entre les ayants droit suivant les règles ci-dessus.

16 septembre 1885 (7 hidjé 1302)

Décret portant règlement du maghzen des Ouderna

TITRE PREMIER

CONSTITUTION ET PERSONNEL

Les droits et les devoirs du maghzen des Ouderna sont définis par le décret constitutif du 26 hidjé 1301-15 octobre 1884.

Les dispositions des actes du 8 chaoual 1301-30 juillet 1884, et kâda 1301-fin d'août 1884, sont applicables aux sept groupes des Ouderna et aux fractions qui campent avec cette tribu.

Dans chacun de ces deux groupes, le commandement du maghzen est réglé comme il suit :

1° *Chez les Zourgane.* — Le khalifa Amor-ben-Abdallah est chef du maghzen.

Les cheiks maghzen Amor-ben-Ali-el-Derarera et Ali-ben-Saïd lui sont adjoints pour ce commandement, avec le titre de bach-chaouch.

Les khalifa et les deux cheiks maghzen ont sous leurs ordres le goum ; ils s'occupent du goum entier de la tribu.

2° *Chez les Amarna.* — Le khalifa Dho-ben-Salem est chef du maghzen.

Lui est adjoint pour ce commandement Abd-es-Sened-el-Itim, qui prendra le titre de bach-chaouch.

3° *Goum Ahmed-el-Ardaoui.* — Le khalifa Ahmed-el-Ardaoui est chef du maghzen.

4° *Chez les Krachoua.* — Le khalifa Belgassem-el-Abiod est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement Ali-ben-Aoun et Mansour-ben-Zaïd, qui prendront le titre de bach-chaouch.

5° *Chez les Ouled-Chéida.* — Le khalifa Salem-bou-Adjila est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement Ali-ben-Amor et khalifa Ben-Naceur, qui prendront le titre de bach-chaouch.

6° *Chez les Ouled-Debbab.* — Le khalifa Mohamed-ben-Ahmed-ben-Abd-el-Létif est chef du maghzen.

Lui sont adjoints pour ce commandement Saïd-ben-Mohammed et Mohammed-ben-Salem, qui prendront le titre de bach-chaouch.

7° *Chez les Derarera.* — Le khalifa Amor-ben-Mohammed-el-Arbi est chef du maghzen.

Les groupes secondaires qui ne marchent jamais avec les fractions auxquels ils appartiennent ont des chefs subalternes responsables et qui prennent le titre de chaouch maghzen.

Les Aouadid (Amarna) ont pour chaouch Saïd-ben-Rekrouk.

Les Adjerda (Ouled-Chéhida) ont pour chaouch Ahmed-ben-Dho.

Les Meguebla (Ouled-Debbab) ont pour chaouch Cheik-Naceur-ben-Amor.

Les Ouled-Abdallah (Derarera) ont pour chaouch Ali-ben-Mabrouk.

Le cheik Mohammed-ben-Saïd-el-Orf-el-Amrani est le cheik el-orf du maghzen pour les sept groupes des Ouderna.

Chez les Ouderna, le maghzen comprend non seulement tous les cavaliers, mais encore tous les hommes à pied en état de porter les armes.

TITRE II

DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE CHACUN

1° *Khalifa.* — Le khalifa, représentant de l'autorité dans la tribu, a la direction du maghzen. Il veille au bon ordre, entretient la bonne harmonie entre les différentes fractions et entre leurs chefs partiels.

Il doit être attentif à ce que le nombre des cavaliers et des piétons armés ne diminue pas; il emploie tous ses efforts pour que le nombre des cavaliers atteigne :

Chez les	Zourgane le chiffre de.....	100
—	Amarna	100
—	Goum-Ahmed-el-Ardaoui.....	20
—	Krachoua	80
—	Ouled-Chéhida.....	150
—	Ouled-Debbab	100
—	Derarera.....	50

Il rend compte de tous les événements concernant la paix et la sécurité du pays, de tous les faits dans lesquels le maghzen se trouve intéressé et prévient lorsque sa tribu change ses campements.

Il tient le registre de tous les cavaliers du goum. Il donne les ordres pour la garde du territoire. Il est tout spécialement responsable de l'exécution de l'article 5 de l'acte constitutif interdisant de passer la frontière. Il rend les chefs sous ses ordres responsables, chacun pour la fraction à la tête de laquelle il est placé, et si, malgré cela, il arrive qu'il ne soit pas obéi, il rend compte, fait arrêter les coupables et les envoie au commandement.

2° *Bach-chaouch.* — Pour le seconder dans cette tâche, il a auprès de lui le bac-chaouch du goum.

Celui-ci remplacera le khalifa toutes les fois qu'il est absent ou empêché, monte à cheval et conduit le goum lorsque le khalifa ne peut le faire. Il le seconde dans tous les détails du service de surveillance et de sécurité du pays.

Il tient une liste de tous les cavaliers du goum ainsi que des fantassins ; s'occupe de

tous les détails du goum à cheval et à pied, et fait exécuter les ordres qu'il reçoit.

Il veille à ce qu'aucun cavalier ne vende son cheval, si ce n'est pour en acheter un meilleur, sans autorisation, et à ce que nul piéton ne se défasse de ses armes. Il rend compte lorsque les chevaux ne peuvent plus fournir aucun service. En cas de prise d'armes, il compte ses cavaliers et prend note de ceux qui ont manqué.

3° *Chaouchs*. — Les chaouchs des groupes marchant isolément sont soumis envers leurs subordonnés aux mêmes obligations de surveillance et de contrôle que le bach-chaouch. Ils dépendent essentiellement, à ce point de vue, du bach-chaouch de leur fraction.

4° *Cheik-el-orf*. — Le cheik-el-orf éclaire de ses avis et de ses conseils les chefs isolément ou l'assemblée des chefs. En cas de contestation, il est arbitre. Il est appelé pour le partage des prises.

TITRE III

ALERTES ET PRISES D'ARMES

1° Chaque cheik maghzen a un tabbal (tambour) qui sert à donner l'alarme suivant l'usage du pays.

Lorsque l'ennemi est signalé, le bach-chaouch qui a reçu le premier avis de sa présence fait battre le tambour.

Ce signal est répété de proche en proche par tous les tambours des fractions voisines. Chacun alors monte à cheval et les fantassins prennent les armes et restent au douar ; ils ne le quittent que lorsqu'ils en reçoivent l'ordre.

Comme le plus souvent la reprise du bétail que l'ennemi a enlevé dépend de la promptitude de la poursuite, dès que les cavaliers de la première fraction sont tous à cheval, ils s'avancent promptement dans la direction indiquée de manière à reconnaître l'ennemi ; ils l'attaquent s'ils sont en nombre égal ou supérieur ; s'ils ne sont pas en force, ils le suivent sans le perdre de vue, jusqu'à ce qu'ils aient été renforcés et puissent attaquer avec avantage.

Il est important que, dans le premier moment de l'alerte, les cavaliers de chaque fraction se groupent pour partir ensemble et ne partent pas isolément pour assaillir l'ennemi l'un après l'autre, ce qui cause des pertes plus grandes.

Quand plusieurs cheiks maghzen arrivent vers l'ennemi, suivis par le contingent de leur fraction, celui qui est arrivé le premier en ligne a le commandement.

Après chaque prise d'armes, alors même qu'il y aurait eu fausse alerte, le cheik maghzen rend compte des hommes qui ont manqué et des motifs de leur absence.

2° Toutes les fois qu'il y a eu attaque contre les tribus, il est établi par le khalifa un rapport détaillé précisant le jour, le lieu, la tribu à laquelle appartiennent les agresseurs ; et, à l'appui de ce rapport, il est dressé, par les notaires, un acte constatant soit la mort des indigènes qui auraient été tués, soit les préjudices causés par l'ennemi. Le rapport et l'acte notarié sont adressés sans retard au commandement.

3° Quand une fraction du maghzen sera requise pour marcher avec une colonne, les cavaliers devront arriver munis de vivres et d'orge pour quatre jours. A partir du cinquième, ils toucheront, à la colonne, une ration d'orge et une de biscuit.

TITRE IV

DES PUNITIONS

1° Pour les manquements dans le service du maghzen ou les désobéissances, il peut être infligé, par l'autorité militaire locale ou par le gouvernement tunisien, soit directement, soit sur les plaintes des chefs de maghzen, l'amende ou la prison. Cette dernière peine sera, suivant la gravité des fautes, subie soit au camp de Ksar-Métameur, soit à Gabès Ras-el-Oued.

2° Les commandants du maghzen ne peuvent infliger directement aucune punition.

3° S'il arrivait qu'un homme se refusât expressément au service du maghzen, il serait renvoyé de la tribu avec sa tente et placé dans une tribu payant la medjba et inscrit immédiatement sur les registres de cette contribution.

TITRE V

DES PRISES

1° Lorsque le maghzen opère seul, la prise est franche, c'est-à-dire qu'elle appartient au maghzen.

2° Le partage peut avoir lieu immédiatement, s'il s'agit des chevaux, armes et dépouilles d'un ou plusieurs ennemis tombés au pouvoir du maghzen.

3° S'il s'agit, au contraire, de troupeaux enlevés, de chameaux ou de tentes, le partage n'a lieu que sur l'ordre de l'autorité supérieure qui décide si la capture est de bonne prise.

4° Dans tous les cas, les partages sont faits d'après les règles tracées par le kanoun des Ouerghemma. A cet effet, il est constitué, dans chacun des groupes des Ouderna, une commis-

sion des prises composée du khalifa et des chefs du maghzen ; cette commission est assistée du cheik el-orf. Elle juge en dernier ressort ; ses décisions sont sans appel.

5° Sur toute prise de bétail il est mis en dehors : pour le khalifa deux parts ; pour chacun des cheiks maghzen, une part et demie.

6° Toutes les associations dites gasferi, bel-ferrag, bel-habous, permises par le kanoun, sont reconnues licites.

7° S'il arrive que le maghzen reprenne des mains de l'ennemi des troupeaux enlevés à d'autres tribus, les légitimes propriétaires reprendront leur bien, conformément aux usages et en payant la redevance fixée par le kanoun des Ouerghemma. Cette redevance sera partagée entre les capteurs d'après les règles qui précèdent.

8° Lorsque le maghzen opère avec une troupe française, le commandant de la troupe française fixe la part de prise revenant au maghzen. Cette part est alors répartie entre les ayants droit suivant les règles ci-dessus.

Mahsoulats (1)

19 mars 1874 (30 moharrem 1291)

Décret établissant un droit d'entrée à Tunis sur les céréales et légumes secs (2)

Article 1 et 2. — (Abrogés par le décret du 17 mai 1892 (21 chaoual 1309).

Art. 3. — Les droits ci-après seront perçus sur toutes les céréales et sur tous les légumes, provenant de la Régence, qui seront introduits à Tunis, par voie de terre ou par voie de mer, soit qu'ils aient été achetés sur d'autres marchés et y aient payé un droit, soit qu'ils arrivent directement du lieu de production, à leur entrée en ville.

8 piastres argent par caffis de blé ou de légumes (4 fr. 80) ;

3 piastres argent par caffis d'orge (1 fr. 80).

Cette taxe sera perçue par les soins des employés chargés de la perception.

Art. 4. — L'employé chargé de la perception de cette taxe délivrera une quittance portant désignation des espèces et quantités des produits, du montant du droit perçu, de la nature de la taxe, de la date de la perception et du nom du contribuable. Cette quittance sera détachée d'un registre à souche qui portera la reproduction des mêmes détails, avec un numéro d'ordre correspondant.

Art. 5. — Une fois que ce droit aura été acquitté, le propriétaire des produits sera libre de les déposer partout où il voudra et d'en disposer à son gré. Il ne lui sera rien remboursé de ce droit à l'exportation de ces produits.

Art. 6. — Les produits qui seront transportés hors de la ville pour les semailles, auront droit au remboursement de :

6 piastres argent par caffis de blé ou de légumes (3 fr. 60);

2 piastres 1/2 argent par caffis d'orge (1 fr. 50).

Le remboursement de ces sommes sera transcrit au dos de la quittance de perception.

Art. 7. — Les agriculteurs qui voudront porter leurs produits au marché de la ville ne paieront, en outre du droit déjà payé aux portes, que le droit dit de *chetaba*, et qui est de :

0 p. 50 (0 fr. 30) argent par caffis de blé ou de légumes.

0 p. 25 (0 fr. 15) argent, par caffis d'orge.

Et proportionnellement pour les fractions de caffis.

Art. 8. — L'acheteur paiera le mesurage qui reste fixé ainsi qu'il suit :

6 caroubes argent (0 fr. 25), par ouiba de blé, légumes ou orge, s'ils ne sont pas destinés à l'exportation, et 2 caroubes (0 fr. 10), s'ils doivent être exportés à l'étranger.

. . . . . .

Art. 9. — Pour assurer la sauvegarde des droits des vendeurs et des acheteurs et pour prévenir toute mésintelligence qui pourrait les porter à des différends ou à des litiges entre eux, il est ordonné à tous ceux qui voudront vendre en dehors des marchés, même pour l'exportation, de requérir les mesureurs qui sont officiellement commis au mesurage. Ceux-ci prêteront leur ministère entre vendeurs et acheteurs, et l'acheteur paiera le mesurage d'après le tarif indiqué à l'art. 8.

Ceux qui contreviendraient à cette disposition en se dispensant d'employer les mesureurs publics, seront passibles d'une amende fixée au triple du droit.

4 mai 1874 (17 rabia-el-aoual 1291)

Arrêté du premier ministre étendant aux villes de Bizerte, Sfax, Sousse, Monastir et Mehdia les dis-

(1) S'entendent plus spécialement des droits d'entrée (octroi) mais ils comprennent aussi diverses autres taxes telles que les droits perçus sur les marchés, etc.

(2) Les dispositions de ce décret ont été rendues applicables aux villes de : Bizerte, Sfax, Sousse, Monastir et Mehdia par arrêté du 4 mai 1874, et abrogées en ce qui concerne Tunis par décret du 17 mai 1892 (21 chaoual 1309).

positions du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874 qui établit à l'entrée à Tunis un droit sur les céréales et les légumes secs.

Par décision de S. A. le Bey, le décret établissant un droit sur les céréales à l'entrée de ces denrées dans la ville de Tunis, est rendu applicable, à partir du 13 octobre prochain, aux ports de Bizerte, Sfax, Sousse, Monastir et Mehdia.

22 février 1875 (16 moharrem 1292)

Arrêté du premier ministre autorisant, dans certains cas, le remboursement du droit sur les céréales perçu à l'entrée de diverses villes maritimes.

Vu la lettre du président de la commission financière du 20 du mois dernier-28 janvier 1875, par laquelle il est exposé ce qui suit :

Le décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, qui règle la perception sur les céréales aux portes de Tunis et d'autres villes maritimes, ne prévoit point le cas de celui qui, ayant apporté ses produits au marché et n'ayant pas trouvé d'acheteurs ou de prix convenable, voudrait les transporter dans une autre ville.

Le comité exécutif pense qu'il n'y a pas lieu, dans ce cas, de percevoir de droits sur le propriétaire dont les produits doivent être considérés comme étant en transit. Les restrictions apportées auraient pour résultat de diminuer l'approvisionnement des marchés.

Le comité exécutif serait d'avis de mettre à l'essai le moyen suivant qui lui paraît de nature à obvier à ces difficultés : le propriétaire qui, ayant apporté ses produits au marché, désire les faire sortir de nouveau de la ville, se ferait délivrer, par le directeur du marché, un bulletin détaché d'un carnet à souche, timbré au prix de quatre caroubes, qui lui donneraient droit à la restitution de l'impôt payé ou du gage laissé aux portes.

S. A. le Bey, auquel a été soumis l'avis du comité exécutif, a daigné l'approuver.

24 avril 1875 (18 rabia-el-aoual 1292)

Décret fixant le droit d'entrée à payer dans les villes maritimes lors de l'introduction, par mer, de céréales ayant déjà acquitté le droit d'entrée dans le port de provenance.

Les céréales transportées d'un port à l'autre de la Régence paieront seulement, à leur arrivée dans le port de destination, une piastre un quart par caffis, s'il est justifié qu'elles ont acquitté le droit de porte dans le lieu de leur provenance.

15 janvier 1877 (29 hidjé 1293)

Décret fixant le droit sur la graine de lin à l'entrée dans les villes maritimes

Des agriculteurs nous ont exposé que la taxe aux portes.... sur la graine de lin, est de nature à leur faire perdre le fruit de leur labeur et à les décourager.

Nous jugeons dès lors à propos de réduire ces taxes comme il suit :

Droit d'entrée, percevable aux portes, trois piastres, au lieu de huit, par caffis.

. . . . . .

14 août 1877 (4 châban 1294)

Arrêté du premier ministre fixant la quotité de la restitution des droits de mesurage des céréales, en cas d'exportation.

Par lettre du 15 du mois dernier, 26 juillet 1877, le comité exécutif propose le maintien du droit de mesurage des céréales achetées par les commerçants, savoir : six piastres par caffis, à charge de remboursement de cinq piastres dans le cas où la marchandise serait exportée.

S. A. le Bey, auquel a été soumise cette proposition, lui a donné son approbation.

25 mai 1881 (25 djoumadi-ettani 1298)

Décret établissant un droit d'entrée, dans les villes maritimes, sur la farine et les autres dérivés du blé (1).

Les farines et semoules introduites à Tunis et dans les villes où le blé est frappé d'un droit aux portes, paieront dix piastres par caffis (6 fr.)

Les autres produits dérivés du blé, tels que couscoussou, mohammès et autres, paieront, aux portes, un droit de dix piastres par caffis, ainsi que cela se pratiquait avant la date de notre présent décret.

Si les produits dont il s'agit sont mélangés avec d'autres produits qui ne sont point frappés d'un droit ou qui sont frappés d'un droit inférieur, ce mélange paiera un droit de dix piastres par caffis, quand bien même la partie pure dérivée du blé serait beaucoup inférieure à la partie hétérogène.

Nous avons jugé à propos d'établir un droit de dix piastres par caffis sur les trois articles ci-dessus indiqués qui seront annexés aux articles spécifiés dans notre décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874 et dont les dispositions leur seront appliquées.

---

(1) Ce droit a été supprimé en ce qui concerne Tunis par le décret du 7 mai 1892 (21 chaoual 1309).

5 juillet 1885 (23 ramadan 1302)

Décret accordant en cas d'exportation le remboursement des droits sur les céréales perçus à l'entrée des villes maritimes.

Article premier. — Le droit de trois piastres par caffis d'orge et celui de huit piastres par caffis de blé et de légumes secs (hachakhèches), perçus en vertu du décret du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, à l'entrée des villes de Tunis, La Goulette, Bizerte, Sfax, Sousse, Monastir et Mehdia, seront restitués lorsqu'il sera justifié que, dans le délai d'une année à partir de la date du paiement du droit, les produits introduits auront été exportés pour l'étranger.

La restitution aura également lieu à l'exportation pour le droit de dix piastres perçu, à l'entrée des mêmes villes, en vertu du décret du 25 djoumadi-ettani 1298-25 mai 1881, par caffis de farine, semoule, couscoussou, mohammès et autres produits dérivés du blé.

Art. 2. — Le délai de six mois pendant lequel peut être accordée la restitution de cinq piastres sur le droit de six piastres perçu lors du mesurage des céréales et légumes secs, est porté à une année.

Art. 3. — Les restitutions dont il est parlé aux deux articles qui précèdent ne pourront, dans tous les cas, être effectuées que sur la production de la quittance, détachée d'un registre à souche, qui aura été délivrée au moment du paiement des droits, soit de porte, soit de mesurage, et d'une pièce émanant de l'administration des douanes établissant, en caffis, les quantités exportées. L'administration des douanes aura la faculté de faire procéder, aux frais de l'exportateur, à un mesurage de tout ou partie des caffis exportés, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire.

Dans ce cas, les frais de mesurage seront payés par l'exportateur avant la remise de la pièce qui doit lui être délivrée par l'administration des douanes pour lui permettre d'obtenir la restitution des droits. A défaut, l'administration des douanes est autorisée à refuser la délivrance de cette pièce.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret ne seront mises à exécution qu'à partir du 1er août 1885.

Toutes les perceptions faites à une époque antérieure à cette date resteront soumises à la législation en vigueur au moment où elles auront été effectuées.

Art. 5. — Les dispositions des décrets et règlements antérieurs régissant la matière, qui ne sont pas modifiées par le présent décret, continueront à être exécutées.

24 juillet 1885 (12 chaoual 1302)

Décret relatif à la restitution, en cas d'exportation, des droits d'entrée sur les céréales, les légumes secs et les dérivés du blé.

Article premier. — Dans le cas d'exportation des céréales, légumes secs, farines et autres produits dérivés du blé, la restitution des droits de mesurage, autorisée par notre décret du 23 ramadan 1302-5 juillet 1885, ne pourra avoir lieu qu'autant que la demande en sera faite en même temps que celle de la restitution des droits de porte.

Chaque exportation ne pourra donner lieu qu'à la restitution d'un seul droit de mesurage.

Art. 2. — Abrogé par le décret du 15 avril 1891 (7 ramadan 1308).

9 août 1887 (20 kâda 1304)

Décret modifiant les taxes des mahsoulats et du fondouk el ghalla de Tunis sur les céréales et les légumes secs.

Article premier. — A dater du 13 octobre 1887, il sera perçu un droit de quatre piastres (2 fr. 40) par caffis (1) sur les quantités d'orge et de six piastres (3 fr. 60) par caffis sur les quantités de céréales autres que l'orge et de légumes secs (hachakhèches), apportées aux marchés de la Régence.

Il est fait exception toutefois pour les villes de Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Monastir, Mehdia et Sfax, où la perception des droits aux portes et marchés et de mesurage continuera provisoirement à être opérée dans les conditions et conformément aux tarifs existants fixés notamment par les décrets du 30 moharrem 1291-19 mars 1874, 17 rabia-el-aoual de la même année-4 mai 1874, 29 hidjé 1293-15 janvier 1877 et 23 ramadan 1302-5 juillet 1885.

Le décret du 25 djoumadi-ettani 1298-25 mai 1881 continuera également à être appliqué dans toutes ses dispositions.

A partir du 1er janvier 1888 à Tunis et dans toutes les localités de la banlieue de Tunis où les mahsoulats forment actuellement une dépendance du fondouk el ghalla, et partout ailleurs à partir du 13 octobre 1887, il sera perçu un droit de six piastres par caffis sur les quantités de graines et épices (zraras) et de graines de légumes apportées aux marchés de la Régence.

Il n'est rien innové, en ce qui concerne l'île de Djerba, aux dispositions du décret du 22 hidjé 1261-22 décembre 1845, relatif au mode

(1) Mesure de capacité qui équivaut à 640 litres.

de perception des droits sur les dattes, le millet, les fruits et les légumes.

Les droits de six et quatre piastres établis par le présent article seront perçus, pour les fractions de caffis, proportionnellement à la quantité apportée au marché, sans que la perception puisse être inférieure à deux caroubes (0 fr. 075).

Moyennant le paiement de ces droits, le propriétaire ou l'acquéreur de la marchandise pourra exiger, en cas de vente sur le marché, le mesurage des produits vendus, pourvu que ces produits n'aient pas encore été enlevés.

En dehors des droits dont la perception a été autorisée par le présent article, les ventes de céréales, légumes secs, etc., ne donneront ouverture à aucune autre taxe, à quelque titre que ce soit.

Art. 2. — Le paiement des droits de six et de quatre piastres est à la charge du propriétaire.

En cas de vente, les droits sont dus solidairement par le vendeur et l'acheteur, sans que les arrangements particuliers qui seraient pris entre eux à ce sujet puissent être opposés à l'administration.

Les céréales, légumes secs, zraras, etc., introduits au marché, ainsi que leur prix, en cas de vente, répondent par privilège du paiement du droit et des accessoires. Le percepteur peut, au besoin, s'opposer à leur enlèvement, aux risques et périls des débiteurs.

Art. 3. — La vente en public et le stationnement des céréales, légumes secs, etc., ne pourront avoir lieu que dans les marchés ou emplacements désignés par nous à cet effet.

La vente des céréales, légumes secs, etc., opérée, sans publicité, par le propriétaire, dans sa ferme ou dans ses entrepôts, ne donnera lieu au paiement d'aucun droit.

Toute vente, faite dans des conditions autres que celles qui viennent d'être spécifiées, sera considérée comme vente en public prohibée et passible des peines prévues à l'article 6.

Art. 4. — Les marchés actuellement créés et en exercice continueront à se tenir, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, dans les lieux où ils sont établis, quand bien même ils n'auraient pas été expressément désignés par nous.

A l'avenir, aucun marché ne pourra être créé sans notre autorisation préalable, qui sera portée à la connaissance du public.

Art. 5. — Les droits de six et quatre piastres par caffis ne seront dus qu'une fois si le séjour des céréales, légumes secs, etc., dans les marchés quotidiens, ne dure que trois jours sans que leur vente ait été consentie. Après ce délai et jusqu'au sixième jour, il sera payé par le propriétaire un nouveau droit de deux piastres par caffis d'orge et de trois piastres par caffis de céréales (autres que l'orge), légumes secs, zraras et graines de légumes.

Après le sixième jour, les denrées devront être enlevées par les soins du propriétaire, sous peine d'une amende de vingt-cinq piastres (15 fr.) et, au besoin, du dépôt, à ses frais et risques, chez un tiers consignataire.

La garde et la surveillance de la marchandise restent aux risques et périls du propriétaire.

Art. 6. — Toute infraction aux dispositions de l'article 3 ci-dessus sera punie d'une amende de cinq à cent piastres et de la confiscation des objets mis en vente, sans préjudice des peines encourues pour contravention de police.

Art. 7. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 sur les douanes et monopoles, dont les dispositions régleront également l'attribution et la répartition du produit des saisies, amendes et condamnations pécunières.

Art. 8. — Toutes les dispositions des décrets, décisions, règlements et usages antérieurs qui seraient en contradiction avec le présent décret, sont abrogées.

13 août 1887 (24 kâda 1304)

Décret modifiant diverses taxes des mahsoulats et du fondouk el ghalla de Tunis (1).

Article premier. — Les divers droits ou taxes perçus sur la vente des fruits frais d'arbres, herbages et légumes frais, seront modifiés à partir du 1er janvier 1888 à Tunis et dans les localités de la banlieue où les mahsoulats forment actuellement une dépendance du fondouk el ghalla, et partout ailleurs à partir du 13 octobre 1887, de la manière suivante :

1° Les fruits frais d'arbres de toute espèce paieront une taxe unique de 12,50 0/0, soit deux caroubes par piastre, de leur valeur ;

2° Les taxes sur les herbages et légumes frais seront réduites à un droit unique de 25 0/0, soit un quart de leur valeur.

Art. 2. — Seront exempts de tous droits ou

(1) Les dispositions de ce décret ont été modifiées en ce qui concerne Tunis par celui du 11 mars 1895 (15 ramadan 1302). (Voir le texte sous les mots Fondouk el ghalla.

taxes les articles suivants : semmagh et khorchef (côtes d'artichauts sauvages), guernin (artichauts sauvages, chicorée sauvage).

Les figues de Barbarie seront également exemptes de toutes taxes ou redevances autres que celles édictées au profit de l'administration de la ghaba par le décret du 17 sfar 1287-19 mai 1870, dans les cas prévus par ce décret.

Les fraises seront, au point de vue de la taxe, considérées comme fruits frais d'arbres.

Les noix du pays seront également imposées comme fruits frais d'arbre.

Seront compris dans la catégorie des herbages et légumes frais et paieront par conséquent le droit unique de 25 0/0 de leur valeur, les articles suivants : melons, pastèques, maïs frais en épis.

Les pommes de terre continueront à être assujetties au droit réduit d'une piastre par quintal métrique.

Il n'est rien innové, en ce qui concerne l'île de Djerba, aux dispositions du décret du 22 hidjé 1261-22 décembre 1845 relatif au mode de perception des droits sur les dattes, le millet, les fruits et les légumes.

Art. 3. — En dehors des territoires où le kanoun sur les oliviers est établi, les olives vertes ou noires, vendues sur le marché, seront considérées comme destinées à être consommées en nature et non triturées, et assujetties, à partir des époques prémentionnées, à une taxe unique de 20 0/0 au profit de la perception du marché.

Les olives de même nature, vendues sur le marché, dans les pays de kanoun, c'est-à-dire dans les territoires où la dîme sur les olives n'est pas perçue en nature, seront assujetties à une taxe de 6,25 0/0 de leur valeur, payée à la perception du marché.

Art. 4. — L'adjudication aux enchères publiques à laquelle il est procédé, dans l'ordre d'arrivée des fruits et légumes frais et herbages sur le marché, en présence de l'agent de l'administration ou de son représentant, fixe la valeur sur laquelle les taxes doivent être perçues. Le propriétaire des fruits, légumes et herbages peut, s'il le juge convenable, prendre part à l'adjudication et être constitué adjudicataire.

Toutes les fois qu'une adjudication ne pourra avoir lieu sur le marché à défaut de concurrence, la taxe pourra être liquidée sur la valeur estimative des fruits, légumes ou herbages fixée d'un commun accord entre le propriétaire et l'agent de l'administration. A défaut d'accord, l'administration du marché aura la faculté de se rendre acquéreur en payant le prix déclaré par le propriétaire, augmenté de 5 0/0 ; mais, si elle n'use pas de cette faculté, la valeur estimative donnée aux produits par le propriétaire servira de base pour la perception du droit.

Art. 5. — Les dispositions du décret du 27 rabia-el-aoual 1302-13 janvier 1885 fixant les taxes à payer sur les dattes au moment de leur introduction à Tunis, continueront à recevoir leur exécution, avec cette différence que, toutes les fois que la taxe à payer devra, d'après les tarifs, être calculée sur le poids, le quintal métrique sera substitué au quintal tunisien (attari). Ainsi, un quintal métrique sera considéré comme représentant exactement deux quintaux tunisiens.

Le droit de vente sur les dattes, dans toute la Régence, à l'exception de Tunis, reste également fixé à 6,25 0/0 de la valeur, que les ventes aient lieu sur les marchés, dans les boutiques ou fruits sur l'arbre (1).

La taxe exigible sera perçue, en cas d'échange de dattes contre des céréales ou autres denrées, sur la valeur de l'une des parties de l'échange, au gré du percepteur, et non plus sur la partie donnée en échange et sur celle reçue en contre-échange, ainsi que cela se pratique actuellement au Djérid.

Par exception, les dattes ne seront pas mises en adjudication. La valeur sera fixée par les amins, d'après le cours de la marchandise au jour de la vente.

Art. 6. — La substitution du quintal métrique ou des subdivisions du quintal métrique telles qu'elles ont été arrêtées par notre décret du 10 kâda 1303-10 août 1886, au quintal tunisien, sur le pied de deux quintaux tunisiens (attari) pour un quintal métrique, sera adoptée dans toute la Régence, à partir du 13 octobre 1887, pour la liquidation des taxes des mahsoulats du fondouk-el-ghalla et de toutes autres espèces de taxes, chaque fois que la taxe devra, en vertu des tarifs, être réglée au poids en prenant pour base le quintal tunisien (attari) ou ses subdivisions.

Art. 7. — A partir du 13 octobre 1887 dans toutes les parties de la Régence où les dattiers sont soumis à l'impôt du kanoun, nul ne pourra se livrer à l'extraction du lagmi (liqueur alcoolique extraite du palmier) sans en avoir, au préalable, demandé et obtenu l'autorisation du percepteur des mahsoulats de la région. Cette autorisation sera accordée après le paiement d'une taxe qui est fixée à dix piastres par arbre. L'autorisation sera justifiée aux diverses autorités par la production

(1) Voir ci-après décret du 25 octobre 1887 (8 sfar 1305).

de la quittancedétachée d'un registre à souche.

Art. 8. — Seront supprimés, à partir du 1er janvier 1888, à Tunis et daus les localités où les mahsoulats forment actuellement une dépendance du fondouk el ghalla, et partout ailleurs à partir du 13 octobre 1887, en ce qui concerne les fruits, légumes frais et herbages:

1° Les droits de criée et de prélèvement;

2° Le droit perçu sur l'animal chargé du transport des fruits, légumes et herbages;

3° Le droit, dit meks, perçu par charge de chameau, de cheval ou d'âne;

4° Le droit de kteb, qui frappe la vente de plusieurs espèces de denrées et plus particulièrement des dattes, soit à l'arrivée, soit à la sortie de la marchandise;

5° Le droit de deux caroubes par jour, perçu dans toute la Régence, sur chaque boutique qui vend des fruits dans le fondouk;

6° Le droit de deux aspres par jour, perçu dans toute la Régence, sur chaque emplacement occupé, hors des boutiques, pour la vente des herbages et des fruits;

7° Le droit de deux aspres par piastre établi par les décrets des 25 djoumadi-el-aoual 1295-27 mai 1878 et 20 djoumadi-et-tani 1296-11 juin 1879, pour la ville de Tunis seulement;

8° Le droit de deux piastres par mois, établi sur les boutiques de vente de fruits frais, herbages et légumes frais, par les décrets des mahsoulats, partout où ce droit est actuellement exigible.

Le même droit, perçu à Tunis sur les boutiques d'herbages et légumes frais, en vertu des décret du 22 rabia-el-aoual 1288-11 juin 1871, cessera d'être perçu dans cette localité à dater du 12 mars 1888.

Art. 9.— Les taxes spécifiées au présent décret sont dues à l'administration solidairement par le vendeur et l'acquéreur, quels que soient les arrangements qui pourraient avoir été pris entre eux à cet égard. Elles sont prélevées par privilège, et sans délai, sur le prix de l'adjudication.

Les denrées ou marchandises ne peuvent sortir du marché qu'après l'acquittement de la taxe.

Art. 10. — A partir des époques mentionnées à l'art. 1er, les fruit secs d'arbres ci-après dénommés paieront, dans toute la Régence, une taxe unique, fixée par quintal métrique, savoir :

Pour les pistaches, à seize piastres (9 fr. 60;

Pour les amandes sans coque, à douze piastres (7 fr. 20);

Pour les amandes en coque (tendre ou dure) à quatre piastres (2 fr. 40);

Pour les raisins secs, sans distinction de qualité, à quatre piastres (2 fr. 40);

Pour la pâte de raisins secs (kefta), à huit piastres (4 fr. 80);

Pour les figues sèches à trois piastres (1 fr. 80);

Pour les caroubes, à une piastre (0 fr. 60).

A compter des mêmes dates, le droit mensuel de patente sur les boutiques de détaillants de fruits secs, établi par décret du 17 hidjé 1277-26 juin 1861 et par les décrets des mahsoulats sera supprimé.

Art. 11. — Toute personne qui sera convaincue d'avoir transporté, sans autorisation du caïd ou de son représentant et du percepteur de la dîme des oliviers, des olives provenant des oliviers des pays de dîme, sur les territoires où est établi l'impôt du kanoun sera condamnée, outre la confiscation des olives et des moyens de transport, à une amende qui ne pourra être moindre de cinquante piastres et qui pourra s'élever à mille piastres, et aux dépens.

Art.12. — Toute contravention à l'article 5 pourra entraîner, contre le propriétaire du palmier d'où le lagmi aura été extrait, une amende de vingt-cinq à cinquante piastres, non compris les dépens et, en outre, en cas de récidive, un emprisonnement de trois à huit jours.

Art. 13. — Les dispositions des articles 3, 4 et 6 du décret du 20 kâda 1304-9 août 1887, en tant qu'elles s'appliquent à la vente sur les marchés publics et aux prohibitions qu'elles prévoient, ainsi que les peines édictées pour contravention à ces articles, sont communes au présent décret, sous réserve de l'exception relative à la vente des dattes fruits sur l'arbre. Mais il est entendu que, pour l'introduction des produits en ville et leur apport sur le marché, en cas d'acquisition directe des produits dans les jardins, l'acquéreur de ces produits sera assimilé au producteur lui-même, au point de vue de l'exécution des obligations qui incombent à ce producteur, en vertu du présent décret et des règlements sur la matière.

Seront considérées comme propriétés foraines, les exploitations fruitières et maraîchères comprises dans l'enceinte des villes fermées.

Art. 14. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 sur les

douanes et monopoles, dont les dispositions règleront également l'attribution et la répartition du produit des saisies, amendes et condamnations pécuniaires.

Art. 15. — Les dispositions du décret du 7 djoumadi-el-aoual 1301-4 mars 1884 portant règlement sur le marché aux légumes de Tunis, et celles du décret du 23 hidjé 1302-2 octobre 1885 concernant le marché de la Goulette, de même que les dispositions existantes des décrets concernant les perceptions du fondouk el ghalla à Tunis, et des mahsoulats dans la Régence, qui ne sont pas contraires au présent décret, continueront à être exécutées.

25 octobre 1887 (8 sfar 1305)

Décret spécifiant que le droit de 6.25 °/₀ sur les ventes de dattes est exigible dans toute la Régence, sauf à Tunis.

Article unique. — Le droit de 6,25 °/₀ de la valeur sur les ventes de dattes, fixé par le deuxième alinéa de l'article 5 du décret du 24 kâda 1304-13 août 1887, est exigible dans toute la Régence, à l'exception de Tunis.

Tous décrets, règlements ou usages contraires sont abrogés.

25 octobre 1887 (8 sfar 1305)

Décret déterminant le caffis qui servira de base aux perceptions des mahsoulats

Article unique. — L'assiette des droits établis par notre décret du 20 kâda 1304-9 août 1887 doit être basée sur le caffis de Tunis (6 h. 40).

20 novembre 1887 (3 rabia-el-aoual 1305)

Décret supprimant divers droits des mahsoulats

Article premier. — Sont supprimés les droits et taxes ci-après dans les diverses parties de la Régence où la perception en est autorisée, savoir : à partir du 1er janvier 1888 à Tunis et dans les localités où les mahsoulats forment actuellement une dépendance du fondouk el ghalla, et à partir du 13 octobre 1888 partout ailleurs :

1° Le droit de sakgia, exigible, en sus du droit de vente, par tête d'animaux vendus au marché ;

2° Les droits d'une piastre, de vingt-cinq et cinquante centièmes de piastre, connus sous le nom de sekkine, exigibles sur chaque brebis à partager ou à égorger et sur chaque agneau à égorger ; le droit de quarante et un centièmes de piastre dû pour chaque chameau abattu ;

3° Le fermage du droit de cueillir l'épervière sur les bords du lac de Tunis, côtés nord et sud (à la Marine).

17 mai 1893 (21 chaoual 1309)

Décret supprimant les droits dits « de porte » à leur entrée à Tunis, perçus sur les céréales, légumes secs et produits dérivés du blé.

Article premier. — A dater du 25 mai 1892 les droits dits « de porte » perçus sur les céréales, légumes secs (hachacheks) farines, semoules et autres produits dérivés du blé à raison de leur introduction dans la ville de Tunis sont supprimés.

Art. 2. — Les droits de marché et de mesurage seront perçus sur toutes ces denrées amenées sur les marchés municipaux d'après le tarif ci-après :

Blé et assimilés par quintal métrique	0fr 30
Orge et assimilés par quintal métrique	0 25
Légumes secs par quintal métrique .	0 30

Art. 3. — En vue d'assurer le remboursement des droits de porte actuellement perçus à raison des marchandises déjà introduites dans la ville de Tunis et destinées à l'exportation, les détenteurs de ces denrées devront déclarer à la municipalité, dans les 3 jours de la promulgation du présent décret, les quantités qu'ils détiennent en magasin.

Cette déclaration signée des détenteurs sera vérifiée dans les huit jours et il en sera donné récépissé.

L'exportation devra être faite dans le délai de 4 mois.

Passé ce délai aucune restitution ne sera plus opérée.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

24 décembre 1893 (16 djoumadi-ettani 1311)

Décret fixant les droits d'entrée à Tunis sur le charbon et le bois

Article premier. — A partir du 1er janvier 1894, les droits sur le charbon et le bois introduits à Tunis seront acquités aux portes de la ville, lors de l'introduction.

Art. 2. — Ces droits sont fixés à :

0fr 50 par quintal métrique pour le charbon ;
0 20 — pour le bois ;
et à 0 15 — pour les broussailles et menu bois.

Art. 3. — Dans le but de simplifier la perception, les droits seront liquidés à forfait sur chaque chargement arbitré ainsi qu'il suit :

	POIDS ARBITRÉ	MONTANT des DROITS
	kil.	fr.
1° CHARBON		
Charge d'âne	70	0 35
— de cheval ou de mulet. .	100	0 50
— de chameau	200	1 »
— de charrette	600	3 »
2° BOIS		
Charge d'âne	70	0 15
— de cheval ou de mulet. .	100	0 20
— de chameau	200	0 40
— de charrette	600	1 20
3° MENUS BRANCHAGES ET BROUSSAILLES		
Charge d'âne	70	0 10
— de cheval ou de mulet. .	100	0 15
— de chameau	200	0 30
— de charrette	600	0 90

Il sera loisible aux particuliers de requérir à l'administration d'opérer d'office le pesage à l'effet d'asseoir la perception sur le poids réel.

Mais la taxation à la charge ne sera modifiée par le pesage qu'autant que cette opération aura fait ressortir, par rapport aux forfaits ci-dessus, une différence de plus d'un cinquième, tare des enveloppes et emballages non déduite.

Art. 4. — Après l'acquittement des droits aux portes, la circulation et la vente des bois et charbons dans l'intérieur de la ville seront entièrement libres, sous réserve de l'observation des lois et règlements de police.

Les charbons destinés à l'exportation continueront à être admis en transit aux conditions déterminées par l'article 1er du décret du 17 décembre 1889 (14 rabi-ettani 1307).

Art. 5. — Toute introduction de bois ou de charbon qui n'aurait pas acquitté les droits exigibles à l'entrée de la ville entraînera la confiscation de la marchandise et des animaux ou véhicules servant au transport et sera, en outre, punie d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 6. — Sont expressément abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, dont notre directeur des finances est chargé d'assurer l'exécution.

19 avril 1894 (13 chaoual 1311)

Décret réduisant les droits d'entrée perçus à Sousse sur les céréales et légumes secs

Article premier. — A dater du 1er juin 1894, le droit de 8 piastres (4 fr. 80) par caffis de blé ou de légumes secs et de 3 piastres (1 fr. 80) par caffis d'orge perçu à l'entrée par voie de terre de ces produits sur le territoire communal de Sousse, est remplacé par un droit de 0 fr. 40 par 100 kilos de blé ou dérivés et de légumes secs et de 0 fr. 30 par 100 kilos d'orge.

Art. 2. — Seront également remplacés par un droit unique de 0 fr. 05 par 100 kilos de ces produits, les droits de marché antérieurement fixées à 0 p. 50 (0 fr. 30) par caffis de blé ou de légumes secs et de 0 p. 25 (0 fr. 15) par caffis d'orge.

Art. 3. — Ces droits de porte et de marché et ceux du mesurage modifiés par le décret du 13 chaoual 1311 sus-visé, ne seront pas remboursables même en cas d'exportation et resteront définitivement acquis à la ville de Sousse.

Art. 4. — En vue d'assurer le remboursement des droits de porte actuellement perçus à raison des marchandises déjà introduites dans la ville de Sousse et destinées à l'exportation, les détenteurs devront déclarer, dans les 3 jours de la mise en vigueur du présent décret, les quantités qu'ils détiennent en magasins. Cette déclaration, signée des détenteurs, sera vérifiée dans les huit jours et il en sera donné récépissé.

L'exportation devra être faite dans un délai de 4 mois à dater du 1er juin 1894.

Passé ce délai aucune restitution ne sera plus opérée.

Art. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 6. — Notre premier ministre est chargé, etc.

19 mai 1894 (24 kâda 1311)

Décret réduisant les droits d'entrée perçus à Sfax sur les céréales et légumes secs

Article premier. — A dater du 15 juin 1894, les droits de 8 piastres (4 fr. 80) par caffis de blé ou de légumes secs et de 3 piastres (1 fr. 80) par caffis d'orge perçus à l'entrée par voie de terre de ces produits sur le territoire communal de Sfax sont abaissés à 0 fr. 40 par 100 kilos de blé ou dérivés et de légumes secs et de 0 fr. 30 par 100 kilos d'orge.

Art. 2. — Seront également remplacés: 1° par un droit de 0 fr. 15 par 100 kilos de ces produits le droit de mesurage antérieurement fixé à six piastres par caffis de céréales et légumes secs ; 2° par un droit de 0 fr. 35 par 100 kilos de blé ou dérivés et de 0 fr. 20 par 100 kilos d'orge, les droits de marché

antérieurement fixés à 0 p. 50 (0 fr. 30) par caffis de blé ou de légumes secs et de 0 p. 25 (0 fr. 15) par caffis d'orge.

Le transport des céréales sur le marché et leur mesurage sont facultatifs.

Art. 3. — Les droits de porte, de marché et ceux de mesurage ne seront pas remboursés en cas d'exportation.

Art. 4. — En vue d'assurer le remboursement des droits de porte actuellement perçus à raison des marchandises déjà introduites dans la ville de Sfax et destinées à l'exportation, les détenteurs devront déclarer, dans les 3 jours de la mise en vigueur du présent décret, les quantités qu'ils détiennent en magasin. Cette déclaration, signée des détenteurs, sera vérifiée dans les 8 jours et il en sera donné récépissé.

L'exportation devra être faite dans un délai de 4 mois à dater du 1er juin 1894.

Passé ce délai, aucune restitution ne sera plus opérée.

Art. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 6. — Notre premier ministre est chargé, etc.

29 janvier 1895 (3 châban 1312)

Décret remplaçant les droit perçus au fondouk el ghalla de Tunis et au marché de la paille par des droits perçus à l'entrée, modifié par celui du 11 mars 1895 (15 ramadan 1312).

Article premier. — Les droits auxquels sont assujettis à Tunis les légumes, fruits, gibier, semences, pailles, fourrages, et en général tous produits et denrées qui paient une taxe au fondouk el ghalla ou au marché de la paille, sont remplacés par des droits d'entrée perçus à l'introduction, en conformité du tarif nº 1 annexé au présent décret.

La perception s'applique à tous les objets soumis aux droits et à tous les introducteurs ; ceux-ci disposent ensuite librement des produits libérés des droits d'entrée.

Art. 2. — Tout porteur ou conducteur d'objets imposables est tenu d'en déclarer au bureau de perception la nature, ainsi que le volume, le poids ou le nombre et d'acquitter les droits avant l'introduction.

Aucune introduction ne peut être faite que par les bureaux désignés à cet effet.

Les préposés peuvent faire toutes recherches, visites et vérifications nécessaires en vue de reconnaître l'exactitude des déclarations. Les conducteurs sont tenus de faciliter les opérations concernant ces vérifications.

Les voitures publiques et particulières et autres moyens de transports sont soumis, à l'entrée, aux visites des préposés.

Art. 3. — Les propriétaires ou locataires de terrains maraîchers situés dans le rayon de la perception sont tenus d'en déclarer la situation et la contenance en mètres carrés dans le délai d'un mois.

Pour tenir lieu de l'impôt exigible aux portes, ces terrains sont soumis à une taxe annuelle par mètre carré, due pour l'année entière et payable par trimestre et d'avance.

Art. 4. — Les conducteurs d'objets tarifés qui veulent traverser seulement la ville ou y séjourner moins de 24 heures sont tenus d'en faire la déclaration au bureau d'entrée et de se munir d'un permis de *passe-debout*, délivré moyennant la consignation ou le cautionnement des droits. La somme consignée n'est restituée, ou la caution libérée qu'à la sortie des marchandises et après qu'il en a été justifié.

Lorsqu'il est possible de faire escorter les chargements, le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits, à la condition de payer les frais d'escorte, fixés à un franc par convoi escorté.

La durée du passe-debout ne peut être prorogée qu'avec l'autorisation de l'administration et aux conditions fixées par elle.

Art. 5. — Les compagnies et entrepreneurs de transport sont tenus de communiquer aux préposés tant au siège de l'exploitation que dans les gares, stations ou succursales, les registres et documents de toute nature concernant le transport d'objets soumis aux droits.

Art. 6. — Les mesures d'exécution du présent décret (détermination du rayon de perception, des bureaux où les droits sont payés, des heures d'ouverture de ces bureaux, etc.), ainsi que la réglementation des marchés, feront l'objet d'arrêtés du directeur des finances.

Les droits de vente en gros aux enchères, de stationnement pour les ventes à l'amiable, les droits de resserre publique, etc., seront perçus d'après le tableau nº 2 annexé au présent décret.

Art. 7. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent, à celles des arrêtés réglementaires rendus pour leur exécution, sera punie d'une amende de 100 à 500 fr. sans préjudice de la confiscation des marchandises saisies.

Les voitures, chevaux et autres objets servant au transport seront également saisis, mais seulement pour garantie du maximum de l'amende à défaut de caution solvable.

Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les droits, amendes, confiscations et dépens.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 3 octobre 1884-14 hidjé 1301.

Les dispositions de ce décret règleront également l'attribution et la répartition du produit des amendes et confiscations sauf que, dans le partage de la moitié de ce produit, les inspecteurs et contrôleurs auront droit à double part.

Art. 8. — Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont abrogées.

Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

30 janvier 1895

Arrêté du directeur des finances relatif à la perception des droits d'entrée à Tunis.

CHAPITRE PREMIER (1)

De la perception de l'impôt aux portes de la ville de Tunis

Article premier. — Le rayon de la perception des droits d'entrée à Tunis comprendra la portion du territoire circonscrite dans les limites ci-après:

La ligne de circonvallation commencera, du côté sud, au point de déversement dans le lac Bahïra du Kandac le plus éloigné du centre de l'agglomération; de là, elle se dirigera en ligne droite, à travers les cultures maraîchères, sur le point de croisement de l'avenue de Carthage avec la route d'Hammam-el-Lif, qu'elle longera jusqu'à la porte Bab-Aleoua. De ce point, elle suivra, à l'extérieur, les remparts de la ville jusqu'à la porte Bab-el-Khadra. La ligne empruntera ensuite l'avenue de Madrid, jusqu'à la jonction du chemin de fer de la Goulette avec celui du Bardo. Elle traversera le passage à niveau et l'avenue de Paris, suivra l'avenue de Londres jusqu'au chemin de fer de raccordement avec la douane pour longer ensuite cette voie ferrée jusqu'à l'angle nord-ouest du mur de l'usine à gaz, qui servira de délimitation jusqu'au lac en englobant cet établissement.

La ligne cotoiera ensuite le lac pour rejoindre le point de départ.

Les limites seront indiquées par des poteaux indicateurs.

Art. 2. — Les déclarations et la recette des droits se feront dans les bureaux ci-après désignés :

Le premier à la jonction de l'avenue de Carthage et de la route d'Hammam-el-Lif :

Le second, à la porte Bab-Aleoua.

Le troisième, à la porte Bab-el-Felah ; les viandes dépecées provenant de l'abattoir pénétreront en ville exclusivement par cette porte.

Le quatrième à la porte Bab-Sidi-Gassem.

Le cinquième à la porte Bab-el-Allouch.

Le sixième à la porte Bab-Saadoun.

Le septième à la porte Bab-el-Khadra.

Le huitième au croisement de l'avenue de Londres et de l'avenue de Paris.

Ces bureaux seront indiqués par un tableau portant ces mots « bureau de perception des droits d'entrée. »

Ils seront ouverts tous les jours, savoir, pendant les mois de janvier, février, novembre et décembre, de six heures du matin à six heures du soir.

Pendant les mois de mars, avril, septembre et octobre, de cinq heures du matin à 7 heures du soir.

Pendant les mois de mai, juin, juillet et août, de quatre heures du matin à huit heures du soir.

Le tarif des droits à percevoir sera affiché à l'intérieur et à l'extérieur des dits bureaux.

Art. 3. — Pour jouir de l'exemption résultont du passe-debout (art. 4 du décret), les conducteurs d'objets imposés au tarif seront tenus de faire les déclarations prescrites par le paragraphe premier de l'article 2 du décret et d'indiquer, en outre, le lieu de la destination.

Lorsqu'il sera accordé une escorte, le produit du droit d'escorte sera perçu au départ et donnera toujours lieu à la délivrance d'une quittance spéciale. En cas de changement des moyens de transport ayant pour effet de rendre plus difficile la reconnaissance à la sortie des objets introduits sur passe-debout, les employés devront être appelés.

Les bestiaux destinés à l'exportation seront seuls admis à traverser la ville sur passe-debout.

S'il n'était représenté à la sortie qu'une portion des objets introduits, les droits seraient acquis sur la différence.

Art. 4. — Les propriétaires de bestiaux entretenus dans le rayon de la perception devront se munir d'une autorisation indiquant le nombre et l'espèce de ces animaux.

Ils déclareront également toute diminution ou augmentation dans le nombre de leurs bestiaux. Ces déclarations seront vérifiées par les préposés.

Art. 5. — S'il s'élève une contestation sur l'application du tarif ou sur la quotité du droit réclamé, le porteur ou conducteur sera tenu d'acquitter, avant tout, le droit exigé

(1) Le chap. II se trouve sous les mots : Fondouk el Ghalla.

entre les mains du receveur, faute de quoi il ne pourra passer outre, ni introduire l'objet qui aura donné lieu à la contestation, sauf à lui à se pourvoir devant le tribunal compétent.

11 mars 1895 (15 ramadan 1312)

Décret fixant les droits d'entrée à Tunis sur les légumes et fruits

Article premier. — Le tarif n° 1 annexé au décret du 29 janvier 1895 (3 châban 1312) est remplacé, pour la perception des droits d'entrée à Tunis, par le tarif suivant :

TARIF N° 1 (1) (2).

Légumes

1re *catégorie à 0 fr. 25 les 100 kilog.* — Cardons, choux-raves, carottes tunisiennes, oignons, courges, citrouilles et potirons, raifort et radis arabes, bourraches, concombres indigènes, navets.

2e *catégorie à 0 fr. 40 les 100 kilog.* — Blettes, salades sauvages, choux, fenouil, betteraves, fèves, radis d'Europe, aubergines, pastèques et melons arabes, tomates, poivrons frais, pommes de terre.

3e *catégorie à 0 fr. 60 les 100 kilog.* — Salades cultivées et cresson, céleris, concombres d'Europe, cerfeuil, persil et similaires, asperges tunisiennes, menthe, choux-fleurs, carottes européennes.

4e *catégorie à 1 fr. 00 les 100 kilog.* — Maïs en épis, poireaux, pourpier doré.

5e *catégorie à 2 fr. les 100 kilog.* — Salsifis et scorsonères, épinards, oseille et similaires.

6e *catégorie à 3 fr. les 100 kilog.* — Petits pois en cosses, haricots verts, flageolets, truffes du pays, choux de Bruxelles, cornichons verts, gnaouias ou gombaux.

7e *catégorie : les 100 kilog :*

Poivrons secs à	4 fr. 00
Artichauts à	4 fr. 00
Ail à.	4 fr. 00
Echalotes à.	5 fr. 00
Melons d'Europe à. . . .	5 fr. 00
Champignons à.	5 fr. 00
Asperges d'Europe à. . .	10 fr. 00

Cultures maraîchères établies dans le rayon d'octroi

(Taxe annuelle). — Par mètre carré 0 fr. 08.

Fruits frais

Mûres et figues : 0 fr. 40; amandes : 0 fr. 60; grenades : 0 fr. 80 les 100 kilog.

Poires, pommes, abricots, prunes, raisins, azeroles, jujubes, coings, arbouses : 1 fr. les 100 kilog.

Pêches, brugnons, noix vertes, cerises, nèfles, noisettes fraîches : 2 fr. les 100 kilog.

Fraises, bananes : 8 fr. les 100 kilog.

Citrons de toutes les espèces : 0 fr. 80; bergamotes : 0 fr. 80 ; oranges : 1 fr. 60 ; mandarines : 2 fr. 50 ; cédrats : 5 fr. les 100 kilog.

Pailles et fourrages

Par 100 kilog. —	Pailles.	0 f. 25
—	Fourrages.	0 30
—	Fourrages en vert .	0 15

Semences

Par 100 kilog. —	Poivrons pilés, khaskhas (pavot)	30 f. 00
—	Meloukhia pilée. . . .	12 00
—	Attara, afifra, bezadoum.	6 00
—	Zgougou, nounkha.	6 00
—	Embègue, driou el ghaba, zater, arat, edarazelzlan, tabel, habt-alasan, sinouz, karouie, hebfechad, khardel, camoun et toutes les semences de légumes	2 00

Olives

Par 100 kilog. —	Olives vertes de toutes catégories.	4 f. 00
	Olives noires de toutes catégories.	2 60

Beurres

Par 100 kilog. —	Beurres frais et salés.	15 f. 00

Miel

Par 100 kilog. —	Miel	5 f. 00

Gibier

Par tête. —	Perdrix, pluviers (melouki), pigeons sauvages, courlis, bécassines, poules d'eau, hérissons, tourterelles, vanneaux, sarcelles	0 f. 05
—	Canards sauvages.	0 10
—	Lièvres, bécasses, chacal, renard, porc-épic, lapin de garenne.	0 15
—	Gazelles mortes ou vivantes	0 20

(1) Le tarif n° 2 qui concerne spécialement les ventes en gros faites au marché même se trouve sous les mots : Fondouk el Ghalla.

(2) Décret du 11 mars 1895.

Par 100 kilog. —	Sangliers, cerfs, chevreuils, mouflons et autres animaux de table n'entrant pas dans la catégorie des viandes de boucherie et de charcuterie.....	4f. 00
Les 10. —	Etourneaux, bécassines de mer, alouettes mortes ou vivantes, bec-figues et tous les autres petits oiseaux de la taille au-dessous de la grive.....	0f. 10
—	Pluviers (kaïbi), grives, cailles mortes ou vivantes	0 20

Objets divers

Par 100 kilog. —	Caroube (alfa) pour chevaux.....	0f. 25
—	Tan.....	0 40
—	Caroubes.....	0 60
—	Guemam (fleurs de myrthe).....	1 50
—	Figues sèches.....	1 80
—	Fromages, fleurs d'oranger, roses, lilas (nesri), raisins secs, marjolaine (mordkous), henné, foux (racine pour teinture), noix et amandes sèches	2 40
—	Sonak (écorce de noyer).....	3 60
—	Kefta (confiture arabe).....	4 80
—	Amandes (sans coques).....	7 20
—	Pistaches.....	9 60
—	Aafs, glands de chêne	12 00

Volailles

Pigeons, la paire.....		0f. 05
Par tête —	Poulets.....	0 05
—	Canards.....	0 10
—	Lapins.....	0 10
—	Pintades.....	0 15
—	Oies.....	0 15
—	Dindons.....	0 25
—	Paons.....	0 25

Les objets non dénommés au présent tableau continueront à être taxés suivant les tarifs en vigueur.

Art. 2. — Seront affranchis des droits d'entrée à Tunis :

1° Les moineaux, pourvus de leurs plumes, introduits dans la dite ville pour y être vendus ou consommés.

2° Les olives employées à la fabrication de l'huile, à condition qu'elles soient conduites directement dans les moulins pour y être triturées.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er avril prochain.

Manœuvres militaires

7 avril 1892 (18 ramadan 1309)

Décret instituant une commission chargée de régler les indemnités à allouer pour les dégâts causés aux propriétés au cours des grandes manœuvres militaires.

Article premier. — Il est institué une commission mixte, chargée de régler les indemnités à allouer pour les dégâts commis aux propriétés privées au cours des manœuvres annuelles exécutées par les troupes françaises stationnées dans la région de Tunis.

Art. 2. — Cette commission se compose d'un fonctionnaire de l'intendance, président ; d'un officier désigné par l'autorité militaire, d'un délégué du contrôle civil et d'un notable du pays.

Dans le cas où le réclamant serait indigène, le notable sera un amin désigné par le premier ministre. Dans le cas où le réclamant serait un Européen, le notable sera un colon français désigné par le directeur de l'agriculture.

Art. 3. — L'époque et la durée des manœuvres seront portées à la connaissance des populations intéressées par les autorités compétentes et au moins quinze jours à l'avance.

Les réclamations doivent être adressées au président de la commission sous peine de déchéance dans les trois jours qui suivent le passage ou le départ des troupes.

Si une indemnité est allouée par la commission, les réclamants en reçoivent immédiatement le montant sur leur émargement.

Art. 4. — Dans le cas où les intéressés n'accepteraient pas les décisions de la commission, ils auront recours aux tribunaux compétents.

Marques de fabrique

5 chaoual 1306 (3 juin 1889)

Loi sur les marques de fabrique et de commerce, modifiée par celle du 22 octobre 1892 (1er rabia-ettani 1310).

TITRE PREMIER

DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MARQUES

Article premier. — La marque de fabrique ou de commerce est facultative. Toutefois,

des décrets peuvent, exceptionnellement, la déclarer obligatoire pour les produits qu'ils déterminent.

Sont considérés comme marque de fabrique et de commerce : les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, empreintes, timbres, cachets, vignettes, reliefs, lettres, chiffres, enveloppes, et tous autres signes servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce.

Article 2. — Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque s'il n'a déposé, au greffe du tribunal de son domicile :

1° Trois exemplaires du modèle de cette marque ;

2° Un cliché typographique de cette marque.

TITRE II

DU DÉPÔT

Art. 3 (1). — Le dépôt que les fabricants, commerçants, ou agriculteurs peuvent faire de leur marque au greffe du tribunal de Tunis pour jouir des droits résultant de la présente loi est soumis aux dispositions suivantes :

Art. 4 (1). — Ce dépôt doit être fait par la partie intéressée ou par son fondé de pouvoir spécial. La procuration peut être sous seing privé, mais dûment légalisée.

Le modèle à fournir consiste en trois exemplaires sur papier libre, d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte représentant la marque adoptée. Le papier forme un carré de dix-huit centimètres de côté dont le modèle occupe le milieu. Si la marque est en creux ou en relief sur les produits, si elle a dû être réduite pour ne pas excéder les dimensions du papier, ou si elle présente quelque autre particularité, le déposant l'indique sur les trois exemplaires, soit par une ou plusieurs figures de détail, soit au moyen d'une légende explicative. Ces indications doivent occuper la gauche du papier où est figurée la marque. La droite est réservée aux mentions prescrites par l'article 6.

Art. 5 (1). — Un des trois exemplaires de la marque est collé par le greffier sur une des feuilles d'un registre tenu à cet effet et dans l'ordre des présentations. Le second est transmis dans les cinq jours, au plus tard, au bureau de la propriété industrielle du gouvernement tunisien pour être déposé aux archives. Le troisième est remis au déposant revêtu du visa du greffier portant l'indication du jour et de l'heure du dépôt.

Le registre est en papier libre, de format de 24 centimètres de largeur sur 0,40 de hauteur, coté et paraphé par le président du tribunal ou par un juge délégué.

Art. 6 (1). — Le greffier dresse le procès-verbal du dépôt dans l'ordre des présentations sur un registre coté et paraphé comme il est dit à l'article précédent. Il indique dans ce procès-verbal :

1° Le jour et l'heure du dépôt ;

2° Le nom du propriétaire de la marque et celui de son fondé de pouvoir ;

3° La profession du propriétaire, son domicile et le genre d'industrie pour lequel il a l'intention de se servir de la marque. Chaque procès-verbal porte un numéro d'ordre. Ce numéro est également inscrit sur les trois modèles, ainsi que le nom, le domicile ou la profession du propriétaire de la marque, la date du dépôt et le genre d'industrie auquel la marque est destinée,

Lorsque, à l'expiration de la période pendant laquelle le dépôt produit ses effets, le propriétaire d'une marque en fait un nouveau dépôt, cette circonstance doit être mentionnée sur les modèles et dans le procès-verbal du dépôt. Le procès-verbal et les modèles sont signés par le greffier et par le déposant ou son fondé de pouvoir. Une expédition du procès-verbal de dépôt est délivrée au déposant.

Art. 7 (1). — Il est perçu un droit fixe de un franc vingt-cinq centimes pour la rédaction du procès-verbal de dépôt et pour le coût de l'expédition. En cas de dépôt de plusieurs marques appartenant à une même personne, il n'est dressé qu'un procès-verbal, mais il doit être déposé autant de modèles en triple exemplaire et autant de clichés qu'il y a de marques distinctes.

Art. 8 (1). — Au commencement de chaque année, le greffier dresse une table ou répertoire des marques dont il a reçu le dépôt pendant le cours de l'année précédente. Ce répertoire est publié par les soins du bureau de la propriété industrielle du gouvernement tunisien au *Journal officiel* de la Régence.

Art. 9 (1). — Les registres, procès-verbaux répertoires déposés au greffe, ainsi que les modèles réunis au dépôt central des archives sont communiqués sans frais.

Art. 10 (1). — Le dépôt n'a d'effet que pour quinze années. La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de quinze années au moyen d'un nouveau dépôt.

Art. 11 (1). — Les dimensions des clichés

(1) Loi du 22 octobre 1892 (1er rabia-ettani 1310).

(1) Loi du 22 octobre 1892 (1er rabia-ettani 1310).

ne devront pas dépasser 12 centimètres de côté.

Les clichés seront rendus aux intéressés après la publication officielle des marques par le bureau de la propriété industrielle.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉTRANGERS

Art. 12. — Les étrangers qui possèdent dans la Régence des établissements d'industrie ou de commerce, ou des exploitations agricoles, jouissent, pour les produits de leurs établissements, du bénéfice de la présente loi en remplissant les formalités qu'elle prescrit.

Art. 13. — Les étrangers et les Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence jouissent également du bénéfice de la présente loi, pour les produits de ces établissements, si, dans les pays où ils sont situés, la législation ou les traités internationaux assurent aux industriels fixés en Tunisie les mêmes garanties.

Art. 14. — Le greffier chargé, dans le cas prévu par l'article 4, de recevoir le dépôt des marques des étrangers et des Tunisiens dont les établissements sont situés hors de la Régence, doit en former un registre spécial et mentionner dans le procès-verbal de dépôt le pays où est situé l'établissement industriel, commercial ou agricole du propriétaire de la marque, ainsi que la législation ou les traités internationaux par lesquels la réciprocité a été établie.

TITRE IV

PÉNALITÉS

Art. 15. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 3.000 piastres et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui ont contrefait une marque ou fait usage d'une marque contrefaite ;

2° Ceux qui ont frauduleusement apposé sur leurs produits ou les objets de leur commerce une marque appartenant à autrui :

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleuse.

Art. 16. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 2.000 piastres et d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui, sans contrefaire une marque, en ont fait une imitation frauduleuse de nature à tromper l'acheteur, ou ont fait usage d'une marque frauduleusement imitée ;

2° Ceux qui ont fait usage d'une marque portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit ;

3° Ceux qui ont sciemment vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits revêtus d'une marque frauduleusement imitée ou portant des indications propres à tromper l'acheteur sur la nature du produit.

Art. 17. — Sont punis d'une amende de 50 piastres à 1.000 piastres et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement :

1° Ceux qui n'ont pas apposé sur leurs produits une marque déclarée obligatoire ;

2° Ceux qui ont vendu ou mis en vente un ou plusieurs produits ne portant pas la marque déclarée obligatoire pour cette espèce de produit ;

3° Ceux qui ont contrevenu aux dispositions des décrets rendus en exécution de l'article 1er de la présente loi.

Art. 18. — Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être au-dessous de 50 piastres.

Les objets du délit, ou leur valeur s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués. Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

Art. 19. — Les peines établies par la présente loi ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte est seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 20. — Les peines portées aux articles 15, 16 et 17 peuvent être élevées au double en cas de récidive, lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

Art. 21. — Si les circonstances paraissent atténuantes, le tribunal est autorisé, même en

cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six mois et l'amende même au-dessous de 50 piastres. Il pourra aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être inférieure à 16 piastres.

Art. 22. — Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections des chambres de commerce pendant un temps qui n'excédera pas dix ans. Le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il détermine et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

Art. 23. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 15 et 16 peut, même en cas d'acquittement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit. Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des articles 15 et 16.

Art. 24. — Dans les cas prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 17, le tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis. Le tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 17.

TITRE V

JURIDICTIONS

Art. 25. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi.

Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux civils de première instance et jugées comme matières sommaires.

En cas d'action intentée par la voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception.

Art. 26. — Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil de première instance, ou du juge de paix, à défaut de tribunal, dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir.

L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation d'un procès-verbal constatant le dépôt de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie. Il est laissé copie aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

Art. 27. — A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu où se trouvent les objets décrits ou saisis et le domicile de la partie contre laquelle l'action doit être dirigée, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés s'il y a lieu.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES OU TRANSITOIRES

Art. 28. — Tous produits étrangers portant soit la marque, soit le nom du fabricant résidant en Tunisie, soit l'indication d'un nom ou d'un lieu de fabrique tunisienne, sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée.

Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'administration des douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au ministère public.

Le délai dans lequel l'action prévue par l'art. 26 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie. soit par la partie lésée, soit par le ministère public, est portée à deux mois.

Les dispositions de l'art. 22 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

Art. 29. — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-

de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

Art. 30. — Abrogé par la loi du 22 octobre 1892.

25 octobre 1892 (4 rabia-ettani 1310)

Décret organisant en Tunisie l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

Article premier. — Quiconque voudra obtenir l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce dans les pays qui ont adhéré ou adhéreront par la suite à l'arrangement international conclu à Madrid le 14 avril 1891 et ratifié par nous le 25 octobre suivant, devra en faire la demande à notre bureau de la propriété industrielle (1).

Art. 2. — Cette demande énoncera :

1° Le nom du propriétaire de la marque ;

2° L'adresse ;

3° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

4° La date et le numéro de l'enregistrement de la marque au greffe d'un tribunal civil de Tunisie :

Art. 3. — A cette demande seront joints :

1° Un des exemplaires de la marque revêtu du visa du greffier du tribunal qui l'a enregistré ou toute autre pièce constatant le dépôt préalable en Tunisie ;

2° Une somme de cent francs destinée au bureau international de Berne ;

3° Une surtaxe de un franc perçue au profit du Trésor tunisien ;

Un récépissé de ces sommes sera délivré au déposant par le chef du bureau de la propriété industrielle ;

4° Deux exemplaires d'une reproduction typographique de la marque ou, à leur défaut, une description de cette dernière en langue française ;

5° Un cliché de la marque pour la reproduction typographique qui en sera faite à Berne, ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement ; il ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie. Ce cliché sera conservé au bureau international. Si un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur, il pourra être joint au dépôt 30 exemplaires sur papier d'une reproduction en couleur de la marque. Si la reproduction typographique a été remplacée par une simple description, le dépôt du cliché ne sera pas nécessaire.

(1) Les pays qui ont adhéré à cet arrangement sont : la Belgique, l'Espagne, la France, la Tunisie, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse.

Médecine

15 juin 1888 (6 chaoual 1305)

Décret sur l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art des accouchements

Article premier. — A dater du 15 juillet de l'année 1888, nul ne pourra se livrer, dans toute l'étendue du territoire de la Régence, à la pratique de la médecine, de la chirurgie ou de l'art des accouchements s'il n'est possesseur d'un titre lui donnant droit à cette pratique dans le pays où il lui a été concédé.

Art. 2. — Les médecins, chirurgiens et sages-femmes qui voudront exercer leur profession sur le territoire de la Régence seront tenus, dans le délai d'un mois à partir du jour où ils ont fixé leur domicile, d'en faire la déclaration par écrit au contrôleur civil de leur circonscription et de déposer entre ses mains, contre récépissé, le titre dont ils sont porteurs.

Ce titre sera ensuite vérifié par le secrétariat général du gouvernement tunisien. S'il a été reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire, avec une déclaration constatant le droit à l'exercice. L'omission de ces formalités constitue une contravention passible d'une amende de 16 à 200 francs.

Dans les circonscriptions où il n'existe pas de contrôleur civil, les déclarations seront envoyées directement au secrétariat général du gouvernement tunisien.

Art. 3. — Les personnes auxquelles aura été délivrée la déclaration constatant le droit à l'exercice pourront se livrer à la pratique de leur art dans toute l'étendue du territoire de la Régence. Dans le cas où elles viendraient à changer de résidence, elles seront tenues, dans le délai d'un mois, de faire enregistrer leur titre par le contrôleur civil de leur nouvelle circonscription. L'omission de cette formalité constitue également une contravention passible d'une amende de 5 à 15 francs.

Art. 4. — Les noms des médecins, chirurgiens et sages-femmes pourvus d'un titre conférant le droit à l'exercice seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance du public par la voie du *Journal officiel tunisien*.

Art. 5. — Les personnes munies d'un titre valable ne pourront se livrer à l'exercice de leur profession que dans les limites établies par le diplôme qu'elles possèdent.

Les sages-femmes ne pourront exercer que l'art des accouchements, sans qu'il leur soit permis, sauf le cas de force majeure, de pratiquer aucune opération ou d'ordonner des médicaments sans l'assistance d'un médecin ou chirurgien pourvu d'un titre lui donnant le droit d'exercer.

Toute infraction aux prescriptions du présent article sera considérée comme un acte d'exercice illégal.

Art. 6. — L'exercice simultané de la profession de médecin et de la profession de pharmacien est interdit, même dans le cas de possession des deux diplômes conférant le droit d'exercer ces professions.

Tout médecin diplômé pourra cependant vendre des médicaments s'il réside dans une localité où il n'existe aucun pharmacien autorisé.

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 50 à 200 fr.

Art. 7. — Est réputée se livrer à l'exercice illégal de la médecine toute personne qui, sans être munie d'un titre valable, a l'habitude ou fait profession, moyennant salaire ou gratuitement, de conseiller un mode de traitement, l'usage d'un médicament ou d'une substance quelconque qu'elle représente comme capable de guérir, se livre à des manœuvres ou opérations ayant le même but, ou pratique l'art des accouchements.

Art. 8. — Toute personne qui se livrera à l'exercice illégal de la médecine sera traduite devant les tribunaux compétents et passible d'une amende variant de 50 à 500 fr. Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 100 à 1,000 fr. L'amende sera double en cas de récidive, et les délinquants pourront en outre être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois. Les poursuites auront lieu, soit d'office, soit à la requête des personnes pourvues d'un titre leur donnant le droit à l'exercice, ou d'une association médicale, lesquelles auront le droit, même si la poursuite a lieu d'office, de se porter parties civiles et de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice qui leur aura été causé.

Art. 9. — Le fait de s'être servi, pour obtenir le permis d'exercer, d'un titre faux ou falsifié, ou d'avoir fait usage d'un titre appartenant à une autre personne, sera assimilé à un faux et poursuivi par les tribunaux conformément aux lois.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la tolérance de l'exercice pourra être accordée :

1° Aux personnes qui, exerçant la médecine depuis cinq ans au moins, à la date du présent décret, dans la Régence de Tunis, seront en mesure de prouver qu'elles ont fait des études médicales pendant au moins trois ans dans une école, faculté, université ou hôpital-école. Chaque année d'étude en plus tiendra lieu d'une année d'exercice en Tunisie ;

2° Aux indigènes âgés de soixante ans au moins et pratiquant la médecine depuis une période de vingt ans, ainsi qu'à ceux qui sont actuellement pourvus d'un amra beylical ;

3° Aux indigènes qui exercent dans les localités, villes, villages ou tribus où il n'existe pas de médecin possédant un titre qui donne droit à l'exercice.

Art. 11. — Les personnes mentionnées ci-dessus, à l'exception de celles qui sont désignées au paragraphe 3, adresseront dans le délai de deux mois, à partir de la promulgation du présent décret, une demande avec pièces à l'appui au contrôleur civil de leur circonscription, qui la fera parvenir au secrétariat général chargé d'en assurer la vérification. Le résultat de cette vérification sera communiqué aux intéressés.

Art. 12. — Les personnes ci-dessus mentionnées ne pourront pratiquer aucune opération, si ce n'est celle de la petite chirurgie, sous peine de poursuites devant la juridiction compétente pour exercice illégal. Elles ne pourront pas être appelées comme experts devant les tribunaux ; les certificats délivrés par elles seront considérés comme nuls et de nul effet devant les autorités judiciaires et administratives. Il leur est interdit, sous peine d'une amende de 50 à 500 fr., de prendre le titre de docteur ou un titre de nature à faire croire à la possession d'un diplôme donnant droit à l'exercice.

Art. 13. — La tolérance dont jouissent les personnes mentionnées ci-dessus pourra leur être retirée pour cause grave, et sera de droit révoquée si elles ont encouru une condamnation pour exercice illégal.

Art. 14. — La pratique de l'art des accouchements pourra être tolérée de la part des femmes qui s'y livrent actuellement.

Les femmes qui voudront obtenir cette tolérance seront tenues d'en faire la demande par écrit dans le délai de deux mois, à l'autotorité administrative du lieu de leur résidence.

Passé ce délai, aucune tolérance du même

genre ne pourra plus être accordée qu'aux femmes indigènes.

Les femmes auxquelles cette tolérance sera accordée ne pourront, en aucun cas, pratiquer des manœuvres ou prescrire des médicaments.

Toutes les fois qu'elles auront à pratiquer un accouchement difficile ou qui se prolongera au delà de douze heures, elles seront tenues de faire appeler, soit un médecin, soit une sage-femme diplômée. Toute infraction à ces prescriptions sera considérée comme un acte d'exercice illégal de la médecine et poursuivie conformément à la loi.

Medjba (1)

4 octobre 1869 (27 djoumadi-ettani 1286)

Décret réglementant la medjba et la dîme des céréales

Article premier. — Nous avons décidé, dans l'intérêt général qui est l'objet de toutes nos sollicitudes, de réduire le montant de l'impôt personnel (medjba), qui se payait jusqu'à ce jour et qui était lourd à supporter par les contribuables.

Par conséquent, nous fixons cet impôt à quarante piastres par an, payables par chaque contribuable, sans en excepter que les invalides qui ne peuvent pas travailler pour subvenir aux besoins de leur vie.

Cet impôt en lui-même n'est point lourd ; néanmoins, prenant en considération les cas de force majeure survenus, ainsi que la situation difficile dans laquelle se trouvent les contribables, par suite des charges onéreuses qu'ils ont dû supporter par le passé, nous avons décidé de leur faciliter le paiement de cet impôt par une nouvelle réduction qui irait en diminuant progressivement pendant quatre années pour atteindre, à la quatrième année, le chiffre fixé.

Ainsi, à la première année, il ne sera exigé de chaque contribuable que vingt-cinq piastres ; à la deuxième, trente piastres ; à la troisième, trente-cinq piastres et à la quatrième, quarante piastres, qui sont la limite extrême à laquelle doit s'arrêter le montant de cet impôt (2).

Nous ordonnons à nos gouverneurs de surseoir pour le moment à la perception des arrérages dus sur cet impôt jusqu'à ce que notre gouvernement ait pu connaître la situation des contribuables et statuer sur cette question.

(1) Impôt de capitation.

(2) V. décret du 14 décembre 1892 (25 djoumadi-ettani 1310) ci-après.

Art. 2. — En dehors de la perception du montant exact de l'impôt dû, il est absolument défendu à nos agents d'exiger du contribuable aucune des indemnités connues sous le nom de diffa qui se percevaient autrefois en faveur des caïds, cheiks ou autres, ou amende, ou toute autre contribution de quelque nature que ce soit, qui était imposée collectivement et répartie ensuite entre les contribuables. Le contribuable n'est tenu de payer que les impôts frappant des objets déterminés tels que les dîmes des céréales et des huiles, le kanoun des oliviers et des dattiers, etc., et dont la perception est réglementée par nos différents décrets.

Aucune excuse n'est dès aujourd'hui admise en faveur de quiconque transgressera les dispositions du présent article et les portes de notre tribunal sont ouvertes pour accueillir les plaintes de ce genre.

Art. 4. — Si un contribuable tarde à verser le montant de l'impôt dû par lui au point de nécessiter une contrainte à exercer contre lui, il sera tenu de payer aussi l'indemnité due aux agents chargés de cette contrainte, parce que c'est lui-même qui se serait, dans ce cas, attiré cette mesure.

L'indemnité due à ces agents est... de 0,25 % s'il est délégué par le caïd.

Art. 5. — Tout collecteur d'impôt est tenu de remettre au contribuable payant, une quittance indiquant la somme perçue par lui, quelle qu'en soit d'ailleurs l'importance, sans pouvoir s'en dispenser sous aucun prétexte.

Art. 6. — La dia (prix du sang) reste en vigueur comme par le passé et n'est pas comprise dans les exclusions prévues par l'art. 2 ci-dessus.

Art. 7. — Sans application.

Art. 8. — Abrogé par le décret du 2 juillet 1894 (29 hidjé 1311).

Art. 9. — Le règlement de la dîme se fera en conformité de la quantité de céréales ensemencée par méchia et qui varie suivant les localités. Par conséquent, tout individu qui aura semé une méchia entière avec la quantité de blé et d'orge qui est en usage dans sa localité, sera redevable de la dîme d'une méchia entière ; celui qui n'aura semé qu'une moitié ne paiera que la moitié de la dîme et ainsi de suite.

Les récoltes perdues par suite d'un cas de force majeure ou d'incendie, ne paieront pas la dîme (1). Néanmoins, celui dont la récolte

(1) Deux autres cas d'exemption de la dîme des céréales sont prévus par les règlements :

1° Les propriétés domaniales louées moyennant

aura été détruite par un incendie et qui se serait fait indemniser par l'auteur du crime, devra la dîme sur ses récoltes.

Art. 10. — ..... Quant aux terrains dont les dîmes sont exigibles en argent, l'agriculteur aura à payer, en plus du montant de la dîme, deux piastres (1 fr. 20) par méchia au cheik, en compensation des risques qu'il doit supporter pour les recouvrements (1).

Les frais des reçus qui devront être remis au contribuable payant, soit la medjba, soit la dîme en argent, sont de deux caroubes (0 fr. 075) par chaque reçu et seront à la charge du même.

Art. 11. — Abrogé par le décret du 2 octobre 1884-13 hidjé 1301.

13 octobre 1870 (17 redjeb 1287)

Instructions aux caïds sur l'établissement des rôles de la medjba

En vertu d'un ordre souverain émané à cet égard, nous vous invitons à prescrire à vos khalifas et aux cheiks des localités dépendant de votre circonscription, de se réunir pour procéder au recensement des populations appartenant au pays dont vous êtes le caïd.

Ces autorités dresseront la liste de tous les individus appartenant à ce pays, en indiquant leurs nom, prénoms, et le nom de leur père. Ils auront soin d'y joindre l'inscription des individus qui auront pu se soustraire l'année précédente au recensement, ainsi que ceux qui auront atteint l'âge voulu pour le paiement, cette année, de l'impôt de la medjba. Ils apporteront dans ces inscriptions toute l'exactitude possible.

L'inscription se fera sur deux registres, par les soins des notaires; ces deux expéditions seront signées et porteront le sceau des diverses personnes qui auront pris part à leur confection ; elles seront également signées et scellées par vous et par les cadis de la localité. Après quoi vous les enverrez au ministère.

Vous recommanderez aux autorités qui procéderont au recensement d'avoir bien soin de ne rien cacher en fait d'individus qui doivent être enregistrés, et d'éviter toute omission par négligence. La responsabilité retombera sur ces autorités, lesquelles doivent comprendre que leurs opérations seront contrôlées et vérifiées.

Cette opération terminée, vous procéderez à un autre recensement, comprenant les individus résidant dans votre circonscription qui sont étrangers à votre juridiction et relèvent, par conséquent, d'autres caïds. Ces inscriptions se feront sur un registre *ad hoc*, d'après les formalités prescrites, et que vous enverrez également au ministère.

25 mai 1871 (5 rabia-el-aoual 1288)

Décret spécifiant les catégories d'individus exemptés de la medjba

Est exempt de la medjba (1) :

1° Tout individu originaire des villes suivantes : Tunis, Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax, soit qu'il réside dans sa ville ou dans l'une des autres villes ci-dessus ; mais, s'il est établi auprès d'une tribu ou dans une autre ville ou bourg dont les habitants sont soumis au paiement de la medjba, il sera considéré comme les habitants de l'endroit où il est éta-

---

une redevance en céréales sont exemptes de la dime, attendu que l'impôt est compris dans la redevance. — Arrêté du 18 rabia-el-aoual 1288-7 juin 1871.

2° Il est fait remise des arriérés des dîmes des céréales aux insolvables, morts, absents ou présents, pourvu que l'insolvabilité soit établie par acte notarié et par le témoignage des notables de la localité sous le contrôle du cadi et la responsabilité du caïd. — Arrêté du 1er rabia-ettani 1288-20 juin 1871.

(1) La dîme en nature a été remplacée par une taxe en argent. — Décret du 2 juillet 1894-29 hidjé 1311.

(1) Sont également exempt de la medjba :

1° Les khalifas et les cheiks, tant qu'ils sont en fonctions. — Arrêté du 28 redjeb 1287-24 octobre 1810 et du décret du 13 djoumadi-ettani 1288-30 août 1871.

2° Les imans-prédicateurs des villes et les amins des vivres dans les villes. — Décret du 29 redjeb 1288-14 octobre 1871.

3° Les imans des villes et des villages, quand même ils ne seraient point investis par le Bey, pourvu qu'il prouvent qu'ils exercent leur office. — Décret du 26 hidjé 1288-7 mars 1872.

4° Les militaires exonérés du service par remplacement, comme s'ils étaient sous les drapeaux. — Arrêté du 8 rabia-el-aoual 1289-16 mai 1872.

5° Les janissaires des consulats. — Arrêté du 5 djoumadi-el-aoual 1289-11 juillet 1872.

6° Les indigènes de la ville de Tunis qui habitent Sidi-Bou-Saïd. — Arrêté du 22 chaoual 1289-23 décembre 1872.

7° Les laouadjis, s'il est prouvé qu'ils accomplissent leurs gardes. — Arrêté du 28 rabia-el-aoual 1290-26 mai 1873.

8° Les chérifs du Maroc, les Marocains indigènes de Fez et ceux de passage se rendant à La Mecque. — Arrêté du 22 rabia-ettani 1290-19 juin 1873.

9° Les indigènes en voyage à l'étranger. — Arrêté du 26 rabia-el-aoual 1291-13 mai 1874.

10° Les anciens caïds et khalifas, nommés par décrets. — Décret du 27 kâda 1294-3 décembre 1877.

11° Les rabbins nommés par décrets. — Décret du 13 djoumadi-el-aoual 1305-26 janvier 1888.

bli, et il ne pourra être exempt de cet impôt qu'autant que sa présence y est justifiée pour des raisons de commerce.

2° Tout individu qui pourra justifier d'être né, élevé et constamment établi dans l'une des villes ci-dessus indiquées.

3° Les étudiants de Tunis munis d'un décret d'exemption comme étant entièrement consacrés à l'étude des livres religieux, s'il est prouvé qu'ils se sont constamment livrés à cette étude,

Ne sont point compris dans cette exemption les étudiants qui ne paraissent qu'au moment de l'inscription, ainsi que ceux qui ne suivent point les études d'une manière continue; ces étudiants seront traités de la même manière que les gens de leur pays.

4° Les officiers (supérieurs et inférieurs) et les soldats inscrits sur les rôles de leurs régiments respectifs, les officiers, depuis le grade de sous-lieutenant et au-dessus, hors de service pour cause d'infirmité ou d'invalidité, les invalides touchant une pension, et enfin les officiers et soldats.... de la police et de la gendarmerie.

5° Tout infirme sans moyens et ne pouvant point travailler.

Les précédents décrets accordant des exemptions à des individus non compris dans les cinq catégories ci-dessus, ne sont valables que pour les époques antérieures au présent décret.

Par contre, si un caïd porte sur ses rôles un individu appartenant à l'une de ces catégories, il faut qu'il justifie le motif pour lequel il l'y a porté.

13 août 1871 (26 djoumadi-el-aoual 1288)

Arrêté modifiant, en ce qui concerne les Djerbiotes, les règles d'exemption de la medjba

La lettre du président de la commission financière du 5 du mois courant-23 juillet 1871, au sujet des gens de Djerba, qui, se fondant sur les dispositions du décret du 5 rabia-el-aoual de l'année présente-25 mai 1871, refusent de payer la medjba, vu qu'ils sont solidaires les uns des autres pour la plupart de leurs impôts, et qu'un grand nombre d'entre eux résident hors leur localité, sont tenus de payer la medjba à leur caïd, et celui-ci doit la réclamer même à ceux qui seraient nés ou résideraient dans une autre localité.

En vertu de ce qui précède, tous les susdits contribuables devront payer la medjba, et ils ne bénéficieront pas des dispositions du décret précité de 5 rabia-el-aoual 1288-25 mai 1871, qu'ils invoquaient en leur faveur.

20 septembre 1871 (5 redjeb 1288)

Décret portant règlement du mode de perception de la medjba

Article premier. — Il y aura des registres imprimés, contenant plusieurs feuilles et chaque feuille portant un certain nombre de bulletins. Chaque bulletin portera le timbre spécial du district pour lequel il est destiné. Ces bulletins seront adhérents à des souches, qui restent fixées dans le registre.

Art. 2. — Le comité exécutif de la commission financière (1) remettra à chaque caïd un certain nombre de ces registres, calculé d'après l'importance de la population de son district.Ces registres seront portés au compte du caïd, qui les rapportera pour servir de base pour le règlement de son compte quand il devra le faire.

Art. 3. — Le caïd inscrira, sur le bulletin et sur la souche, le nom des contribuables, conformément aux rôles sur lesquels nous aurons apposé notre sceau, ainsi que le numéro d'ordre de chaque nom, d'après l'ordre dans lequel sont inscrits les noms dans ces mêmes rôles.

Art. 4. — Le caïd détachera pour chaque cheik le nombre de bulletins qui lui revient, en conservant entre ses mains les souches. A chaque contribuable qui aura versé son impôt, le cheik remettra le bulletin portant son nom, en l'acquittant. Il n'est pas nécessaire que l'acquit soit écrit par des notaires.

Art. 5. — Tout contribuable qui ne paiera qu'un acompte sur ce qu'il doit, aura droit à ce que cet acompte soit inscrit au dos du bulletin ; mais celui-ci restera entre les mains du cheik jusqu'au versement complet de l'impôt, pour lui être alors remis.

Art. 6. — Il sera perçu pour chaque bulletin ainsi délivré, une demi-piastre, en remplacement du droit de timbre qui aurait dû être payé. Le caïd tiendra compte de cette perception au comité exécutif, pour être versée par ses soins au conseil d'administration.

Art. 7. — Les caïds devront réunir les cheiks et la population de leur district, et les avertir que quiconque aura payé la medjba exigible de lui, doit se faire délivrer le bulletin portant quittance écrit en son nom, et que quiconque aura versé un acompte doit exiger l'inscription de cet acompte au dos de son bulletin. Les cheiks et les collecteurs des impôts ne pourront point s'empêcher de remplir cette formalité ; ils devront, au contraire,

(1) Cette commission a été remplacée par la direction des finances.

engager les contribuables qui ont payé à exiger leurs quittances, et ceux qui contreviendront à ces dispositions seront punis par nou s

Art. 8. — Après cet avertissement général, dans lequel nous avons eu en vue l'intérêt réciproque du contribuable et de ceux qui sont chargés de la perception, tout individu qui prétendra avoir payé son impôt, sans justifier du paiement, soit complet par la production de la quittance , soit partiel par la production de l'inscription sur le dos du bulletin, verra son recours rejeté et il sera tenu du versement de ce qu'il doit.

Art. 9. — Quand les cheiks feront le versement du produit de leurs perceptions entre les mains des caïds, ceux-ci leur feront le décompte des bulletins non réalisés qui seraient restés entre leurs mains. dans le double but de savoir quels seraient les contribuables qui ne se seraient pas encore acquittés, et de ne point laisser aux cheiks des sommes appartenant à l'Etat par eux recouvrées.

Art. 10. — Quand le caïd produira des comptes, s'il prétend avoir laissé des arriérés non encore perçus, il devra justifier sa prétention par la production des bulletins non payés, et faire connaître le motif du non-paiement par rapport à chaque contribuable, pour qu'on puisse savoir quelle a été la conduite du caïd en pareille circonstance.

29 février 1876 (3 sfar 1293)

Décret relatif au paiement de la medjba par les contribuables résidant hors du territoire de leur tribu.

A l'expiration du sixième mois de chaque exercice, les caïds réclameront la medjba à tous les contribuables étrangers à leur commandement, résidant sur leur territoire. Ceux qui présenteront des quittances provenant de leur caïd ne seront pas astreints à un nouveau paiement ; ceux, au contraire, qui ne pourront pas justifier, par ce moyen, de l'acquittement de leur medjba, seront tenus de la payer au caïd du territoire qui s'empressera de faire connaître leurs noms au ministère.

26 octobre 1881 (2 hidjé 1298)

Décret soumettant à la medjba les Kroumirs et les Mekna

Les tribus des Kroumirs et des Mekna seront recensées et portées sur les rôles de la medjba.

Elles paieront cet impôt comme les autres tribus de la Régence.

19 avril 1883 (11 djoumadi-ettani 1300)

Décret spécifiant l'époque à laquelle doivent être acquises les situations donnant droit aux exemptions de la medjba.

Article unique. — Les situations donnant droit à l'exemption de la medjba devront être acquises le 13 octobre de chaque année, mais elles seront réputées subsister pendant tout le cours de l'exercice.

En conséquence, les hommes appelés sous les drapeaux après cette date devront la medjba de l'exercice dans le courant duquel ils sont entrés au service, tandis que les soldats libérés en cours d'exercice, ne seront inscrits que sur les rôles de l'exercice suivant.

26 janvier 1888 (13 djoumadi-el-aoual 1305)

Décret exemptant de la medjba les rabbins israélites nommés par décret

Article premier. — Les rabbins israélites habitant la Régence sont exempts du paiement de la medjba et sont assimilés à ceux qui en sont exonérés.

Art. 2. — Cette exemption n'est accordée qu'aux rabbins nommés par décret.

29 juillet 1888 (10 kâda 1305)

Décret réglant et fixant l'impôt medjba à payer par diverses tribus de la Régence

Considérant que, jusqu'à l'exercice 1300 inclusivement, les quatre tribus Ouarghamma des Akaras, des Khezour, des Ouderna et des Touazine ont été imposées à la medjba pour un contingent fixé par abonnement à 1,000 cotes, ou 40,000 piastres en principal, par chacune des tribus ;

Que par décret du 26 hidjé 1301 (15 octobre 1884), les Ouderna et les Touazine, accrus de deux fractions des Oulad-Aoun-Allah et des Mastourah, détachées des Khezour, ont été organisées en maghzen et déclarés, à ce titre, exemptés de la medjba, à partir de l'exercice 1302 ;

Que par suite de la distraction des deux fractions sus-mentionnées, le contingent des Khezour a été, à partir de 1303, réduit à 770 cotes, ou 30,800 piastres en principal, tandis que celui des Akaras restait fixé à 40,000 piastres ;

Qu'en vertu d'une décision antérieure, la medjba, telle qu'elle est perçue dans le reste du territoire, a été, à partir de l'exercice courant 1305, substituée à la driba (abonnement) de 40,000 piastres précédemment imposée aux Akaras ;

Qu'il y a lieu de prendre la même mesure, à partir de l'exercice prochain 1306, à l'égard des Khezour ;

Considérant que les Ouderna et les Touazine n'ayant pas rempli les conditions auxquelles était subordonnée leur exemption de la medjba, un décret du 30 redjeb 1305 (11 avril 1888) les a de nouveau soumis à l'impôt à partir de l'exercice prochain 1306 ;

Qu'il convient de maintenir ces deux tribus sous le régime de la driba, mais en leur fixant des contingents annuels plus en rapport avec leur état actuel ;

Sur la proposition du directeur des finances et du premier ministre, nous avons pris le décret suivant :

Article premier. — A partir de l'exercice 1306, l'impôt medjba sera perçu des contribuables des Khezour comme de ceux des autres parties de la Régence, en vertu de rôles nominatifs établis annuellement et contre remise de quittances individuelles dans la forme ordinaire.

Art. 2. — A partir du même exercice 1306, la driba à payer annuellement, en représentation de l'impôt medjba, est fixée :

Pour les Ouderna, à 1,600 cotes ou 64,000 piastres en principal ;

Pour les Touazine, à 2,500 cotes ou 100,000 piastres en principal.

4 août 1892 (12 moharrem 1310)

Décret relatif à l'établissement des rôles et au recouvrement de l'impôt medjba

Article premier. — Les rôles de l'impôt medjba, établis précédemment pour la période courant du 13 octobre au 12 octobre de l'année suivante, s'adapteront désormais à l'exercice budgétaire, c'est-à-dire qu'ils seront établis pour la période commençant le premier janvier et finissant le 31 décembre de l'année grégorienne qui donne son millésime à l'exercice.

Ces rôles seront mis en recouvrement dès le commencement de l'exercice.

Art. 2. — Les rôles actuels de la medjba établis pour la période du 13 octobre 1891 au 12 octobre 1892 sont prorogés au 31 décembre 1892.

En conséquence tout contribuable soumis à la medjba et porté sur le rôle de 1891-92, payera le prorata de l'impôt pour la période du 13 octobre au 31 décembre 1892.

Art. 3. — Au moment du recensement annuel, tous les contribuables soumis à l'impôt medjba, quelle que soit leur origine, seront recensés par les soins du caïd du territoire sur lequel ils résident.

Art. 4. — En cas d'inscription par double emploi sur les rôles et de paiement à un caïd détenteur de l'un de ces rôles, la quittance impayée sera admise en non-valeur à la diligence du caïd qui la détiendra et moyennant justification de la libération.

Art. 5. — Les décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés, etc.

24 août 1892 (2 sfar 1310)

Décret relatif à l'exemption de la medjba pour les étudiants de la Grande Mosquée

Vu le décret du 25 hidjé 1292 instituant un service d'inspection à la Grande Mosquée de Tunis.

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de ce décret, les inspecteurs sont tenus de dresser au mois d'août de chaque année la liste des étudiants de la Grande Mosquée à exonérer de la medjba.

Considérant que le maintien de cette date présente certains inconvénients tant pour les étudiants qui pourraient être poursuivis pour le paiement de l'impôt avant la réception de leur décret d'exemption, que pour les services de la comptabilité.

Nous avons pris le décret suivant :

Article premier. — Les inspecteurs établiront au mois de mai de chaque année la liste des étudiants ayant droit à l'exemption annuelle. Cette liste indiquera le numéro du carnet de l'étudiant et le nom de son caïdat. Elle sera adressée à l'ouzara à la fin du dit mois.

Art. 2. — Cette liste dûment approuvée par nous sera envoyée le 1er juin de l'année grégorienne à la direction des finances qui dispensera de la medjba les étudiants y inscrits, sans qu'il soit nécessaire de leur délivrer à cet effet de décrets individuels.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'article 10 du décret sus-visé.

Art. 4. — Le premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

14 décembre 1892 (25 djoumadi-ettani 1310)

Décret réduisant l'impôt de la medjba

Article premier. — La cote annuelle de la medjba est réduite de vingt-quatre francs à vingt francs.

Le droit de timbre de la quittance est également réduit de trente centimes à vingt centimes.

Le droit de rédaction de sept centimes et demi est supprimé.

Art. 2. — Ces réductions et suppression n'auront leur effet qu'à compter du rôle de l'année 1894. Toutefois, à titre de transition, la cote de l'année 1893 est réduite de vingt-quatre francs à vingt-deux francs.

Art. 3. — Les réductions et suppression ci-dessus ne seront pas applicables aux cotes des années 1892 et antérieures restant à recouvrer.

Art. 4. — Le directeur des finances est chargé, etc.

10 mai 1893 (24 chaoual 1310)

Décret réglementant les travaux de recherches de mines en Tunisie

Article premier. — Les mines étant propriétés domaniales, nul ne pourra faire des recherches de mines sans une autorisation spéciale du gouvernement tunisien donnée par arrêté de notre directeur général des travaux publics.

Cette interdiction ne porte aucune atteinte au droit de tout propriétaire de pratiquer des fouilles ou sondages sur son propre terrain. Mais ces travaux ne pourront être considérés comme ayant pour objet des recherches de mines qu'autant que celui qui les effectue sera muni de l'autorisation administrative.

Art. 2. — Sont considérés comme mines :

§ I. — *Les gîtes de :*

1° Houilles, lignites et tous autres combustibles fossiles (la tourbe exceptée), graphite, bitume, pétrole et autres huiles minérales ;

2° les substances métallifères, telles que : minerais d'or, argent, platine, mercure, plomb, fer, cuivre, étain, zinc, bismuth, cobalt, nickel, manganèse, titane, antimoine, molybdène, tungstène, chrôme ;

3° Soufre et arsenic, soit seuls, soit combinés avec les métaux, aluns et sels solubles à base des métaux indiqués au 2° ;

4° Sels gemmes et autres sels associés dans le même gisement ;

§ II. — *Les sources salées.*

Art. 3. — Sont considérés comme carrières appartenant aux propriétaires du sol, les gîtes non classés comme mines tels que : ardoises, grès, marbres, granits, basaltes, laves, les pierres à bâtir de toute nature, les pierres à chaux, à plâtre, les pouzzolanes, sables, agiles, pierres à fusil, kaolin, terre à foulon et à poteries, les substances terreuses et cailloux de toute nature, les amendements ou engrais.

Art. 4. — En cas de contestation sur la classification légale d'un gîte de substance minérale ou fossile, il est statué par un décret de S. A. le Bey.

Art. 5. — Toute demande de permis de recherches doit être adressée en triple expédition au directeur général des travaux publics qui en donne récépissé.

Elle est inscrite sous son numéro d'ordre aux date et heure de son dépôt sur un registre spécial tenu à la disposition du public.

A la demande doivent être annexés :

1° Un plan des lieux à l'échelle de un millième donnant, avec un aperçu général de la configuration du terrain, l'emplacement des affleurements, le tracé exact du périmètre demandé.

Ce périmètre devra se rapporter à des points fixes, tels que : points géodésiques, sources, marabouts, etc.

Le périmètre demandé ne devra pas excéder 300 hectares et deux de ces points ne pourront être distants de plus de 3,000 mètres.

2° Des échantillons de minerais numérotés ; les numéros se rapportant aux affleurements indiqués sur le plan.

Art. 6. — Dans la quinzaine du dépôt de la demande en permis de recherches, le pétitionnaire devra, sous peine de perdre son droit de priorité, justifier qu'il a fait élection de domicile en Tunisie.

Art. 7. — Le directeur général des travaux publics délivre suivant l'ordre de priorité le permis des recherches pour les terrains reconnus libres dans le périmètre demandé.

Ce permis de recherches ne peut être cédé à un tiers sans autorisation donnée par arrêté du directeur général des travaux publics.

Il donne droit exclusif à son titulaire de rechercher sur les terrains pour lesquels il a été délivré les mines dont la nature a été déterminée par le permis de recherches.

Il est accordé pour deux années.

Il peut être prorogé sur la demande de l'explorateur.

Si dans un périmètre déjà accordé par l'administration, pour une mine déterminée, il vient à se produire une demande en permis de recherches pour une mine de nature toute différente, l'administration arrêtera dans le nouveau permis de recherches toutes les dispositions qu'elle croira utiles pour éviter, autant que possible, que les deux permissionnaires se gênent mutuellement dans leurs recherches.

Art. 8. — Si dans la première année l'explorateur n'a pas commencé des travaux réguliers de recherches, s'il a suspendu ses travaux sans aucune cause reconnue légitime,

ou s'il a contrevenu aux dispositions imposées par le présent décret ou par l'arrêté d'autorisation de recherches, il pourra être déchu de son droit de recherches. Dans ce cas, il ne pourra lui être accordé, pour les mêmes terrains et pour les mêmes gisements, un nouveau permis de recherches dans les trois années qui suivront la date de l'arrêté de déchéance.

Art. 9. — Les travaux de recherches sont soumis à la surveillance de l'administration qui peut, dans tous les cas, ordonner ou supprimer tels travaux dans un but de sécurité pour les personnes ou de conservation pour la mine, les voies publiques, les sources, canaux, villages, etc.

Art. 10. — Tout permis de recherches est annulé de plein droit si les terrains pour lesquels il a été délivré viennent à être englobés dans le périmètre d'une concession de mine de même nature.

Art. 11. — l'explorateur ne pourra disposer des produits de ses recherches qu'après une autorisation spéciale du directeur général des travaux publics.

Art. 12. — Les frais d'enquête et de visite de mine et les frais d'analyses seront à la charge du pétitionnaire. Un arrêté du directeur des travaux publics fixera le mode de règlement de ces frais.

Art. 13. — Lorsque les travaux de recherches ou d'exploitation nécessiteront l'occupation temporaire d'un terrain, cette occupation sera autorisée, à défaut d'entente avec le propriétaire superficiaire, par un arrêté du directeur général des travaux publics.

L'arrêté indiquera les limites des terrains à occuper, leur contenance, le nom et le domicile du ou des propriétaires ou présumés tels.

Ne pourront être occupés temporairement, les cours, vergers et jardins attenants aux habitations et entourés de clôtures fixes.

Art. 14. — Le directeur général des travaux publics envoie ampliation de son arrêté à l'ingénieur des mines de la Régence et au caïd du territoire ou au président de la municipalité.

L'ingénieur des mines en remet une copie certifiée à l'explorateur ou au concessionnaire.

Le caïd ou le président de la municipalité, suivant le cas, notifie l'arrêté au propriétaire ou à son représentant.

Art. 15. — En cas d'arrangements à l'amiable entre le propriétaire et l'explorateur ou le concessionnaire, ce dernier est tenu de présenter à l'ingénieur des mines, toutes les fois qu'il en est requis, le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a passé avec lui.

Art. 16. — A défaut de convention amiable, l'ingénieur des mines, préalablement à toute occupation du terrain désigné, fait connaître par écrit au caïd du territoire ou au président de la municipalité, suivant le cas, le jour auquel l'explorateur ou le concessionnaire se rendra sur les lieux ou s'y fera représenter.

Dans les trois jours qui suivent la réception de cet avis, le caïd ou le président de la municipalité en accuse réception à l'administration des mines et notifie cette convocation au propriétaire, ou, s'il n'habite pas sur le territoire ou dans la commune, à son fermier, locataire ou gérant.

Il l'invite en même temps à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qui aura été choisi par l'explorateur ou le concessionnaire, à la constatation de l'état des lieux.

Aux deux experts ci-dessus indiqués est adjoint l'ingénieur des mines ou son délégué.

Entre la notification faite de la convocation et la visite des lieux, il doit y avoir, dans tous les cas, un délai de dix jours au moins.

Art. 17. — Au jour fixé, les trois experts procèdent à leurs opérations. Ils évaluent pour la première année le produit net probable des terrains à occuper. Ils font mention de cette évaluation sur le procès-verbal de constat des lieux. L'indemnité préalable est fixée au double de cette somme. Elle est réglée annuellement.

Art. 18. — Les explorateurs ou concessionnaires ne pourront commencer leurs travaux qu'après avoir justifié du paiement aux propriétaires du sol de l'indemnité préalable.

Si les propriétaires refusent de recevoir cette somme, les explorateurs ou concessionnaires les assigneront en référé pour voir ordonner la consignation de la dite somme. Dans ce cas, l'occupation ne pourra être autorisée qu'après la consignation.

Les explorateurs seront tenus, en outre, de fournir caution au propriétaire du sol, si ce dernier l'exige, en vue de la réparation de tous autres dommages pouvant résulter de l'exécution des travaux de recherches. Cette caution sera fixée par le tribunal civil.

Art. 19. — Lorsque l'occupation temporaire ainsi faite privera le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus de trois ans, ou lorsque, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne seront plus propres à la culture, les propriétaires pourront exiger l'acquisition du sol.

Le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les intéressés tant pour la surface à acquérir que pour le prix d'acquisition seront soumises aux tribunaux civils.

Art. 20. — Les contraventions au présent décret pour recherches ou exploitations illicites, entraves aux travaux régulièrement autorisés, seront constatés et dénoncées par les agents de l'administration des mines.

Leurs procès-verbaux seront affirmés dans le délai de trois jours devant le juge de paix ou le contrôleur civil le plus proche.

Les tribunaux prononceront contre les délinquants une amende de 50 francs au moins et de 500 francs au plus.

En cas de récidive dans les douze mois de la condamnation, les amendes seront doublées et une détention pourra être prononcée contre les délinquants sans que la durée de cette peine puisse être inférieure à huit jours ni supérieure à trois mois.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la fermeture des travaux ou exploitations illicites.

Art. 21. — Notre directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

20 juillet 1893

Arrêté du directeur général des travaux publics réglant les frais d'enquête, de visite des mines et d'analyse.

Article premier. — Les frais d'enquête et de visite de mines et les frais d'analyse qui, en vertu de l'article 12 du décret du 24 chaoual 1310, sont à la charge du pétitionnaire, seront réglés de la façon suivante :

Les frais de transport seront remboursés sur mémoire. Les frais de déplacement seront réglés à raison de 18 francs par journée complète, y compris le repas et le découcher, soit 6 fr. pour chacun des deux repas et 6 fr. pour le découcher. Les frais d'analyse seront fixés à 25 fr. pour une demande en permis de recherches et à 75 fr. pour une demande en concession.

Art. 2. — Les demandes adressées par le pétitionnaire au directeur général des travaux publics seront transmises à l'ingénieur des mines qui les inscrira sur un registre spécial à double souche.

Le talon de ce registre spécifie :

1° Le nom et l'adresse du pétitionnaire ;

2° La date de la pétition ;

3° La nature de la demande ;

4° Le montant approximatif des frais de visite, d'enquête et d'analyse.

Les deux souches comprennent :

La première, une réquisition de versement signée par l'ingénieur des mines.

La seconde, un certificat de versement à remplir par le receveur général des finances.

Art. 3. — Aucune enquête, visite de mine ou analyse ne pourra être faite par le service des mines avant que le certificat de versement ne lui ait été transmis.

Art. 4. — La somme à déposer entre les mains de M. le receveur général des finances sera déterminée conformément au tableau joint au présent arrêté.

Pour les demandes en permis de recherches ou en renouvellement de permis, la somme à déposer sera double de celle correspondant à l'instruction de la demande de façon à permettre la visite de mines prévue à l'art. 8 du décret du 24 chaoual 1310.

Art. 5. — Les sommes déposées, qui ne seront pas productives d'intérêts, seront prises en recette par M. le receveur général des finances à l'actif d'un compte spécial ouvert au service des mines et administré par le directeur général des travaux publics.

M. le receveur général ne pourra viser de dépenses payables sur ce compte courant que dans les limites de son solde créditeur.

Art. 6. — Lorsque les enquêtes, visites de mines et analyses seront terminées, l'ingénieur des mines adressera au directeur général des travaux publics un état d'emploi des sommes déposées.

Cet état comprendra :

1° Les frais et dépenses réelles à rembourser à l'ingénieur des mines ou à son délégué :

2° Les frais d'analyses revenant au Trésor :

3° Les reliquats à rembourser au déposant.

Le directeur général des travaux publics, après avoir, s'il y a lieu, approuvé cet état, délivrera au nom de chaque ayant droit un ordre de paiement sur la caisse du receveur général des finances qui le visera, payable dans les conditions prévues à l'art. 5. L'ordre de paiement des frais d'analyse sera émis au nom de M. le receveur général des finances chargé de l'encaisser et d'en faire compte au Trésor.

Art. 7. — Tous les trois mois, le directeur général des travaux publics adressera à M. le directeur des finances un relevé des réquisitions de versements à la recette générale délivrées en exécution de l'art. 2, un relevé des frais d'analyses définitivement acquis au Trésor dont le paiement aura été ordonné au nom de M. le receveur général.

Art. 8. — Lorsqu'un titulaire de permis de recherches voudra abandonner ses travuax,

le directeur général des travaux publics, en lui accusant réception de sa déclaration, délivrera à son profit un ordre de remboursement soumis au visa préalable de M. le receveur général, des sommes qu'il pourra avoir encore en dépôt à la recette générale des finances.

TABLEAU des consignations à verser entre les mains de M. le Receveur général des Finances pour le remboursement des frais d'enquête, de visites de mines et d'analyses.

TRANSPORT		REPAS ET DÉCOUCHERS	ANALYSES
Chemins de fer	Une 1re classe	18 fr. par journée entière.	25 fr. pour une demande en permis de recherche.
Bateaux à vapeur	Une 3e classe plus 50 % du total pour bagage.	6 fr. pour chacun des deux repas.	
Voitures particulières . .	25 fr. par jour.	6 fr. pour le découcher.	75 fr. pour une demande en concession.
Chevaux de selle et de bâts.	20 fr. par jour.		

Monnaies

1er juillet 1891 (25 kâda 1308)

Décret fixant le franc comme unité monétaire de la Régence

Article premier. — L'unité monétaire de la Régence est le franc.

Le franc se divise en cent centimes.

Art. 2. — Il sera fabriqué de la monnaie d'or, d'argent et de bronze, dans les types :

Or : des pièces de 20 et 10 francs ;

Argent : des pièces de 2 francs, 1 franc et 50 centimes ;

Bronze : des pièces de 10, 5, 2 et 1 centimes, déterminés, quant au titre, à la taille, au poids, aux tolérances, au diamètre et à la valeur, ainsi qu'il suit :

MÉTAL	DÉNOMINATION des pièces	DIAMÈTRE des pièces	TAILLE au kilogr.	TITRE		POIDS		TOLÉRANCE accordée pour le frai au-dessous de la tolérance de fabrication
				DROIT	TOLÉRANCE au-dessus et au-dessous	DROIT	TOLÉRANCE au-dessus et au-dessous	
		Millimètres		Millièmes	Millièmes	Grammes	Millièmes	Millièmes
Or . . .	20 francs .	21	155	900	1	6.451.6	2	5
	10 —	19	310	900		3.225.8		
Argent.	2 francs .	27	100	835	3	10.000	5	50
	1 franc. .	23	200	835		5.000	7	
	50 cent . .	18	400	835		2.500		
Bronze.	10 cent . .	30	100	Cuivre 950	10	10.000	10	»
	5 —	25	200	Etain. 40	5	5.000		
	2 —	20	500	Zinc . 10	5	2.000	15	»
	1 —	15	1.000			1.000		

Ces pièces auront cours tant que le poids n'en aura pas été réduit par le frai au-dessous des tolérances spécifiées au tableau qui précède ou que les empreintes n'auront pas disparu.

Art. 3. — Les anciennes pièces d'or de 100, 50, 25, 10 et 5 piastres, toutes les monnaies d'argent, toutes les monnaies de cuivre ayant actuellement cours légal, seront retirées de la circulation.

La date et les conditions de l'opération seront fixées dès que notre gouvernement aura été mis en possession d'une quantité suffisante de monnaies nouvelles.

Art. 4. — Les pièces d'or, d'argent et de bronze dont la fabrication est ordonnée par le présent décret porteront, d'un côté, en caractères arabes, notre monogramme, l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année arabe de la fabrication ; sur l'autre face, en caractères français, le mot « Tunisie », l'indication de la valeur en francs et le millésime de l'année grégorienne de la fabrication.

Art. 5. — Les monnaies d'or frappées dans

les conditions indiquées à l'art. 2, auront pouvoir libératoire illimité ;

Les monnaies d'argent frappées dans les mêmes conditions auront un pouvoir libératoire limité à 50 francs entre particuliers ;

Les monnaies de bronze auront un pouvoir libératoire limité à 5 fr. pour un seul paiement.

Les monnaies d'or de l'union latine de 10 et 20 francs auront pouvoir libératoire illimité dans les paiements à faire aux caisses publiques beylicales.

Art. 6. — Il ne pourra être émis de monnaies d'argent que pour une valeur correspondant à 6 francs par habitant.

Le montant de cette émission est fixé, pour le moment, à 12 millions de francs.

Art. 7. — L'émission des monnaies de bronze sera limitée à 2 francs par habitant.

L'émission est fixée, pour le moment, à 4 millions de francs.

Art. 8. — Nos monnaies seront désormais frappées à l'Hôtel des Monnaies de Paris, et, pour assurer la garantie de leur bonne fabrication, des vérifications annuelles en seront faites, comme pour les monnaies françaises, par les soins de la commission de contrôle de la circulation monétaire instituée par la loi française du 31 juillet 1879.

Art. 9. — Pour l'exécution des contrats passés, soit avec l'Etat, soit entre particuliers, la piastre sera comptée à 60 centimes.

Art. 10. — Toutes les dispositions antérieures relatives au système monétaire de la Régence, contraires aux dispositions du présent décret, sont abrogées.

Art. 11. — Le directeur des finances est chargé, etc.

15 décembre 1891 (14 djoumadi-el-aoual 1309).

Décret prohibant l'introduction dans la Régence des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère.

Article premier. — L'introduction en Tunisie des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère est interdite, sous les peines portées par les lois concernant les marchandises prohibées à l'entrée du territoire de la Régence.

Art. 2. — Ces monnaies continueront à n'être pas admises dans les caisses publiques.

Art. 3. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés, etc.

Mont-de-Piété

13 août 1879 (25 châban 1296)

Décret portant concession du mont-de-piété

Notre présent décret est délivré à M. Alexandre Daninos, Français, qui a présenté à Notre Altesse une demande relative à la création d'une banque du genre connu sous le nom de mont-de-piété, et destinée à venir en aide aux gens nécessiteux, par la mise en gage de leurs biens mobiliers, conformément aux conditions ci-après :

Article premier. — M. Daninos fondera une banque destinée à aider les gens que la nécessité force à engager leurs biens mobiliers, sous les conditions stipulées ci-après et sans qu'il puisse recevoir en gage des biens immobiliers.

Art. 2. — La durée de la dite banque s'étendra à cinquante années, à partir de la date des présentes, et le dit banquier a la faculté d'établir dans les villes du royaume, sauf à Kairouan, des succursales de son établissement.

Art. 3. — Ledit banquier pourra former une société pour réunir l'argent nécessaire à l'administration de cet établissement, et à cet effet, il pourra céder ses droits à ladite société.

Art. 4. — L'intérêt de l'argent prêté ne dépassera pas onze pour cent par an.

Art. 5. — Il appartient à notre gouvernement de désigner une personne de son côté, pour inspecter le service de ladite banque, la marche de son directeur dans ses rapports avec les propriétaires de gages, sans que notre gouvernement assume aucun engagement pour les choses relatives à ladite banque ni vis-à-vis du dépositaire du gage ou du prêteur, ni vis-à-vis du gage lui-même, ou pour tout autre chef, ni pour quelque raison que ce soit.

Art. 6. — Le directeur de ladite banque devra avoir des registres où seront consignés : le nom de l'emprunteur, la chose engagée, le montant de la somme payée, et l'on délivrera à l'emprunteur une pièce rédigée en langue arabe, portant le timbre voulu pour la somme y inscrite et spécifiant l'essence du gage, le montant de la somme prêtée et l'époque de son échéance.

Art. 7. — Une condition pour l'emprunteur est qu'il ne sera pas incapable (de contracter d'après la loi).

Art. 8. — La valeur payée contre le nantissement ne pourra l'être qu'en argent monnayé.

Art. 9. — Le débiteur aura le droit d'engager son bien pour le temps qu'il voudra, mais l'extrême limite sera d'un an pour le retrait ou le renouvellement du gage; si l'année expire sans que le débiteur se présente, la banque aura le droit de faire vendre son gage, par l'entremise du crieur public, dans les endroits affectés à la vente des objets de la nature de ceux engagés, après en avoir obtenu la permission de l'autorité compétente. Si le propriétaire de l'objet en demande la vente avant l'expiration de l'année, elle lui sera accordée et il devra payer l'intérêt du temps pendant lequel l'objet est resté engagé pour son compte.

Art. 10. — Après que ladite banque aura prélevé sur le produit de la vente le montant de l'argent prêté, les intérêts et les frais de la vente, le propriétaire de l'objet recevra l'excédent s'il en reste un.

Art. 11. — Ladite banque aura un conseil d'administration chargé de surveiller les opérations.

Art. 12. — Cette banque tunisienne sera soumise aux lois du pays en matière de droits à la propriété et autres. Notre présent décret ne constitue pas un monopole au profit des propriétaires de cette concession.

Toutes les lois et coutumes observées sur la liberté des transactions de cette nature demeurent en vigueur, en ce sens que tout individu a le droit de choisir la personne avec laquelle il désire contracter et la nature du contrat en matière de gage. Notre présent décret sera publié officiellement.

15 juin 1881 (18 redjeb 1298)

Décret interprétant l'article 12 du décret de concession du mont-de-piété

Nous avons compris la demande que vous nous avez soumise au sujet de l'interprétation à donner à l'article 12 de l'amra (décret) que nous avons rendu en votre faveur pour vous autoriser à établir une banque connue sous le nom de mont-de-piété et devant servir à des prêts faits à des nécessiteux sur dépôt en gages d'effets mobiliers, cet amra étant daté du 25 châban 1296. Nous vous informons que le dit article douze (12) est modifié ainsi :

Art. 12. — Cette banque se conformera aux lois du pays, relativement aux droits de succession et autres et nous ne donnerons à aucune autre personne d'amra l'autorisant à établir une institution du même genre que celle-ci pendant la durée de temps spécifiée dans notre dit amra. Toutes les lois et coutumes appliquées aux transactions de cette nature resteront en vigueur.

Monuments historiques (1)

8 juin 1891 (1er kâda 1308)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés, sis :

1° Dans le contrôle civil du Kef :

TEBOURSOUK

La forteresse romaine et sa porte.
La fontaine antique, sa voûte et son bassin.

DOUGGA

Le temple aux six colonnes.
Le théâtre.
L'arc de triomphe.
L'aqueduc.
La forteresse romaine,
Le grand mausolée.

AÏN-HEDJA

Le château romain (fondouk).

VOIE ROMAINE

La chaussée entre Aïn-Hedja et Enchir-Mest.

ENCHIR-MEST

Les restes des deux portes triomphales dont les arcs sont écroulés.

BORDJ-MESSAOUDI

Le mausolée de M. Cornelius Rufus.

KEF

L'église ancienne, dite « Ksar-el-Ghoula ».
L'église ancienne, dite « Dar-el-Kous ».
Le rempart de la citadelle romaine.
L'édifice dit « Dar-el-Djir ».
Les citernes antiques.
Les thermes romains.

2° Dans le contrôle civil de Sousse :

HENCHIR-HARAT

Les thermes.
Le temple.
L'église adossée à ce temple.
Une autre église dont il existe l'abside.
Une autre petite église en forme de croix.

3° Dans le contrôle civil de Tunis :

ZAGHOUAN

Le nymphée d'El-Aïn-Kasba.
La porte romaine.

4° Dans le contrôle civil de Béja :

BÉJA

La porte romaine.

sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume.

(1) Voir aussi : Antiquités et Objets d'art.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé, etc.

23 décembre 1891 (22 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés, sis dans les caïdats suivants, savoir :

A. — Caïdat de Bizerte :

BOU-CHATEUR (*Utica*)

1. Le théâtre.
2. L'amphithéâtre.
3. Les ruines du palais de l'amirauté carthaginoise, dans l'ancienne île.

B. — Caïdat de Teboursouk :

DOUGGA (*Thugga*)

1. Les ruines du temple de Saturne, consacré en 195 pour le salut de Septime-Sévère, Albir et Julia Domna, sur la colline du nord (colonnes, inscriptions, revêtements en plâtre orné).
2. Les restes présumés des thermes, près du village, au sud.
3. Les deux principaux groupes de citernes, près du cirque et de Bab-Erroumi.
4. Le monument à trois portes.
5. Le cirque présumé, sur la colline du nord (vestiges de construction demi-circulaires), et les restes des mégalithes voisins.
6. Les restes d'un édifice romain dans le Dar-Sidi-Salah-ben-Lecheb.
7. La fontaine au sud-ouest.
8. Le grand monument demi-circulaire et le soubassement de l'édifice rectangulaire qui est au milieu de cette construction, à l'ouest.
9. Les montants de la porte de l'est, dont l'arc est écroulé, au bas du village, à deux cents mètres environ du grand mausolée.
10. En face de Dougga, sur le coteau, à l'ouest, les restes d'un monument funéraire à petites niches (*columbarium*).

MAATRIA (*Numiulitanum municipium*)

1. Les ruines du temple consacré à Jupiter, Junon et Minerve (notamment les colonnes, fragment d'architecture, le soffite qui porte un olivier entouré de trophées d'armes).
2. L'église en forme de trèfle, autrefois pavée de mosaïques.
3. Les restes de la forteresse.

C. — Caïdat de Béja :

RHIRIA

1. Les quatre citernes.
2. Les restes du mur en grand appareil.
3. La grande église.

SMADAÏ

1. La petite église.
2. Le baptistère.

FEDJ-JEDDOUR

La porte monumentale dégagée actuellement, à pilastres corinthiens (El-Gouss, Oulad-Khelef) ;

D. — Caïdat de Medjez-el-Bab :

SLOUGHIA (*Chidibbia*)

Le mausolée.

AÏN-TOUNGA (*Thignica*)

1. La citadelle construite sous Justinien, et ses tours ;
2. L'arc monumental qui a encore sa voûte, entre les temples ;
3. Le grand arc dont il reste seulement les bases, près de la route ;
4. L'édifice demi-circulaire dont il subsiste un mur extérieur assez élevé, ainsi que le soubassement d'un édifice rectangulaire ;
5. Le grand temple dans le haut de la ville (peut-être un temple de Mercure construit en 169) ;
6. L'église au sud du monument demi-circulaire ;

E. — Caïdat de Zaghouan :

SIDI-MEDIEN (aux environs de Zaghouan)

1. Les mausolées (dont deux bien conservés) qui bordent une voie antique ;
2. La voûte de la prise d'eau,

sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des immeubles classés.

Art. 3. — Le classement des monuments ci-dessus énumérés sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé, etc.

24 mars 1892 (25 châban 1309)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés, situés :

I. — DANS LE CAÏDAT DE BÉJA

A. *Béja gare.* — Le pont romain sur l'oued

Béja, communément dit *Pont de Tibère*, construit en 29 après Jésus-Christ par le proconsul C. Vibius Marsus, et refait en 76 par le légat propréteur de la 3e légion Q. Egnatius Catus. (L'inscription du proconsul est engagée dans le bandeau du plein cintre de l'arche orientale).

B. *Béja* (*Vaga*). — 1. La grande salle voûtée de la Kasbah, et le pilier qui la supporte et dans la maçonnerie duquel sont engagés deux des fragments d'une inscription datée de 197 après Jésus-Christ et relative à la reconstruction du pronaos et de la cella du temple des deux Cérès.

2. La piscine (ou les thermes) aux deux rangs d'arcades superposés, appelée par les Arabes *Aïn-el-Djehela*.

3. La porte voisine de l'Aïn-el-Djehela, à savoir : (*a*) la porte au linteau monolithe et (*b*) la grande porte à deux arcades superposées.

4. Les murailles et tours de l'enceinte byzantine, construite sous Justinien par le comte Paulus et refaite postérieurement.

C. *Ksar el Hadid*. — La fontaine monumentale aux quatre arcades.

D. *Ksar Zaga*. — 1. Les chambres funéraires creusées à même le rocher.

2. Le fortin bysantin.

E. *Fedj-Yeddour*. — L'arc d'une porte monumentale qui est actuellement enterré sous un fourré de cactus et n'a pas été dégagé comme la porte extérieurement classée.

F. *Ghéria*. — La citerne.

II. — DANS LE CAÏDAT DE ZAGHOUAN

A. *Djougar* (Zucchara).—Le petit temple des eaux consacré, semble-t-il, sous Hadrien, à Isis ou à Junon Reine, réparé sous Gordien III, et transformé en fortin à l'époque byzantine.

B. *Henchir Karbat* (Thuburbo Maius). —

1. L'amphithéâtre (vestiges de).

2. Les thermes présumés.

3. — Les pieds droits de la porte minée du nord.

4. Ceux de celle de l'est.

5. Ceux de celle du sud.

6. Ceux de celle du sud-ouest.

7. Les substructions d'un grand temple consacré sous Marc-Aurèle, probablement à Mercure,

sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4.— Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

25 mars 1892 (26 châban 1309)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés, situés dans le caïdat de la Rekba, à savoir :

A. — *Sidi-Ali-bel-Kassem* (Thuburnica)

1. Le pont romain sur l'oued el Eudja, dont la clef de voûte de l'ouest offre un niveau de maçon et une tête de taureau.

2. Le grand mausolée dont les pilastres angulaires cannelés sont surmontés de chapiteaux composites ; au N.-O. et au N.-E. l'image de deux des vents soufflant avec force ; au S.-E. les restes d'une tête de bélier ; sur la face S.-E., une fausse porte, encadrée de colonnes engagées, surmontée d'un fronton où est une tête à longs cheveux, et divisée en montants et traverses ; à l'étage supérieur il y avait une niche ; sur la platebande de la corniche courent des ornements dissymétriques.

3. Le petit mausolée à deux étages, près de l'oued.

4. Les grandes citernes, creusées dans le rocher, à six compartiments dont cinq sont parallèles.

5. La curie de l'*ordo* ; grande salle précédée d'une cour et complétée par un hémicycle à trois fenêtres cintrées ; les portes ont des liteaux monolithes.

6. L'arc monumental ; la clef de voûte du côté de la ville ancienne a le buste d'un personnage coiffé d'un modius et tenant une corne d'abondance ; deux des claveaux de l'arc ont, de ce côté, chacun un poisson ; les pieds droits de cette face ont chacun une niche ; la clef de voûte de l'autre côté présente un astre à sept rayons que flanquent deux poissons.

7. Les grandes ruines près du pont.

B. — *Sur l'oued el Ackar, à l'endroit appelé « Endi-el-Henchir »*

Le pont de quatre niches entre Chemtou et Sidi-Ali-bel-Kassem à l'entrée de la vallée qui mène au djebel Bour-Krarzt-Talmed, — où passait un acqueduc.

C. — *Sidi-Mohammed-el-Azreg*

Le mausolée de Sallustius Silvanus et de Sentia Rogata.

D. — *Chemtou* (Simitthus)

1. Le théâtre,

2. — Les citernes juxtaposées, sur un contrefort du Bou-Krazt-Talmed.

3. Les thermes.
4. L'aqueduc qui relie les citernes et les thermes.
5. Le pont bâti en 112 par Trajan, à ses frais, avec le concours de la légion, sur la Medjerdah.
6. Les vestiges du vieux pont (d'époque numide?), à une cinquantaine de mètres en amont du pont romain, sur la Medjerdah.
7. Les restes du barrage (d'époque probablement byzantine), sur la Medjerdah, à quelques mètres en aval du pont romain: des inscriptions y sont engagées.
8. L'amphithéâtre.
9. Le temple présumé de Jupiter, où était un bandeau orné de boucliers figurés, lesquels ont porté, croit-on, les signes du Zodiaque.
10. La grande basilique sur la rive gauche de l'oued Melah.
11. La construction voisine de la basilique dont il reste le soubassement des murailles de l'abside.
12. La ruine sur le coteau, de laquelle il reste une abside.
sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume.

Art. 2. — Au présent pésent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise du caïd de la Rekba.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

7 décembre 1892 (18 djoumadi-el-aoual 1310)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume :

I. — Caïdat de Medjez-el-Bab

Bou-Ftis (Avitta Bibba).

1. L'arc triomphal dédié à Hadrien et à L. Aelius.
2. L'enceinte du ksar où sont engagés les divers fragments de la dédicace de l'arc.
3. Le mausolée près de la zaouia.
4. Le mausolée au bas de la nécropole.
5. Le cippe à quatre figures sculptées.

II. — Caïdat de la Kessera et des Ouled-Yahia

Aïn-Zakkar.

Les deux fortins.

Kessera (Chusira).

1. Le rempart et la tour byzantine y attenant.
2. Les mégalithes.

Henchir El Djemel.

Les mégalithes.

III. — Caïdat des Ouled-Ayar-ed-Dahara

Henchir Meded (Medidi)

1. Les mégalithes.
2. Le mausolée.

Ksar Medjedja

Les mégalithes.

IV. — Caïdat des Ouled-Ayar-Kebala

Maktar.

1. L'aqueduc qui amenait les eaux de la source de Souk-el-Djemaa.
2. Les mégalithes.
3. Le mausolée pyramidal.

V. — Caïdat de la banlieue de Tunis

A. — *Oudena* (Uebbina).

1. Les citernes.
2. Le pont à trois arches sur un affluent de l'oued Miliane.
3. Le puits voisin de la ligne de l'aqueduc.
4. Les piliers de l'aqueduc.

B. — *Entre la Manouba et la Djedeida.*

1. Les arcades aujourd'hui inutilisées de l'aqueduc d'Hadrien.

C. — *Au delà de la Mohammedia, entre les deux postes modernes de la conduite des eaux.*

1. Arcades analogues.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

26 janvier 1893 (9 redjeb 1310)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume :

I. — Caïdat des Ouleds et l'Oued Nadji

A. — Haïdra (Ammœdara)

1. Le grand arc triomphal dédié à Septime Sévère en 195 par décret des décurions, enclavé dans une enceinte de l'époque bysantine.
2. Le petit arc triomphal sur la rive droite de l'oued.
3. Les vestiges du théâtre et de ses portiques réparés sous Dioclétien et Maximien.

4. La grande citadelle reconstruite sous Justinien.

5. La citerne qui est dans la citadelle.

6. La petite église qui est à l'intérieur de la citadelle et dont l'abside subsiste encore, près de l'une des tours carrées à l'ouest.

7. Les ruines de la basilique proprement dite, placée au nord de la citadelle.

8. L'église placée auprès de la basilique, dout il subsiste des vestiges de la nef, des bas côtés et de l'abside.

9. L'église et le couvent placés à l'est des ruines et comprenant une nef, une abside, deux bas côtés, une cour longue à double escalier, deux chambres carrées, une cour carrée avec une citerne.

10. L'église sans abside, pavée de dalles funéraires à inscriptions, non loin du théâtre.

11. Le mausolée hexagonal, à deux étages, à l'ouest des ruines.

12. Le mausolée en forme de temple, à quatre colonnes corinthiennes sur un soubassement portant une inscription latine.

13. La grande colonne de 10 mètres, faite de tambours superposés au nord-ouest de la citadelle.

B. — *Tala.*

1. Le grand mausolée à deux étages.

2. La porte antique cintrée, englobée dans les dépendances de la grande mosquée.

C. — *Hr es Siouda.*

1. Le ksar carré, dans un fourré de cactus.

II. — Caïdat des Oulad-Ouzzez

A. — *Hr el Karba.*

1. Les deux réservoirs circulaires.

B. — *Hr Tamesmida.*

1. La grande forteresse romaine à tours.

2. Les deux petits fortins à merlons, auprès des réservoirs.

3. Le grand réservoir circulaire.

C. — *Ksar el Khima.*

1. Le ksar carré qui a encore sa porte.

D. — *Kassrin (Cillium).*

1. La porte monumentale dédiée par Q. Manilius Felix à la Colonia Cillitana et réparée sous Constantin.

2. Le grand mausolée des Flavii, à trois étages, et celui des Petronii.

3. Le barrage-citerne sur l'oued Derb.

4. Les restes du théâtre.

5. La basilique.

E. — *Hr Ktib.*

Le mausolée rectangulaire en grand appareil.

F. — *Medinet et Kedima* (Tliclepte).

1. Les gradins du théâtre, entre le Koudiat-es-Safra et l'oued bou Haya.

2. La citadelle à tours de Ras-el-Aïn.

3. Les thermes au sud du Koudiat-es-Safra.

4. Les quatre colonnes corinthiennes, dites « El Akhouat. »

G. — *Hr Goubeul.*

Les ruines de l'église sur la rive droite de l'oued.

H. — *Hr en Naan.*

1. Le mausolée.

2. Le réservoir rectangulaire à contreforts intérieurs.

I. — *Hr es Zaâtli.*

Le mausolée de Postumia Matronilla.

J. — *Hr Khamor.*

Le mausolée avec un escalier, un portique, et sur les angles des pilastres corinthiens.

K. — *Hr Mechdouji.*

Le mausolée à pilastres corinthiens.

L. — *Hr Khima-mta-Drouaïa.*

1. La porte monumentale.

2. L'église.

M. — *Ksar-el-Foul.*

Le fortin rectangulaire.

N. — Medjez-Sidi-Habben-oum-el-Kçob.

1. La grande citerne rectangulaire.

2. L'aqueduc y attenant.

3. Le Ksar.

4. La citerne circulaire.

5. La petite citerne rectangulaire.

III. — Caïdat des Oulad-Embarek

A. — *Aux environs de l'Hr Harmoul.*

Le monument d'Urbanilla, dit Somâa-el-Hamra.

B. — *Sidi-Aïch* (Gemellœ).

1. Le mausolée de Julius Rogatus.

2. Le mausolée de Junius Rogatus.

IV. — Caïdat des Oulad-Selama

A. — *Hr es Somâa, au bord du Garaat ed Douza.*

Les restes d'un mausolée à pilastres corinthiens et à inscription latine.

B. — Hr Mezirâa.

1. Le kasr.

2. Les deux citernes circulaires.

3. La citerne rectangulaire.

C. — Foum-es-Somâa.

1. Le mausolée appelé l'henchir es Segui, dans le Bled-Segui.

V. — Caïdat de Mahdia

A. — *El Djem.*

1. L'amphithéâtre.
2. Le grand chapiteau corinthien.

VI. — Caïdat des Madjer

Bir-el-Hafei (Nara).

1. Le mausolée hexagonal.
2. Le mausolée à l'escalier, ruine.
3. Le mausolée à l'inscription latine.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

19 mars 1894 (10 ramadan 1301)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre royaume :

I. — Caïdat de Medjez-el-Bab

A. — *Medjez-el-Bab* (Membressa).

Les piles du pont romain que traversait la Medjerdah.

B. — *Krich-el-Oued* (Chisiduo).

1. Les ruines du pont sur l'oued Hamar.
2. L'escalier et la porte près de la mosquée.

C. — *Toukabeur* (Thuccabor).

1. Les substructions du mausolée au sud du village.
2. Les dix grandes citernes.
3. L'arc triomphal de Sextilius Celsus.
4. Les ruines romaines dites le « Hammam ».
5. La porte aux trois monolithes et la porte à demi enfouie.
6. Le bassin fait de fragments d'inscriptions.

D. — *Aïn-Menzel* (Sua).

1. L'arc triomphal.
2. Les constructions avoisinant l'arc de triomphe.
3. Le château d'eau.

E. — *L'oued Zarga.*

1. Le pont romain sur l'oued Zarga.

F. — *Takrouna.*

1. Le grand barrage sur la Medjerdah.

G. — *Béja-Kedima.*

La tour de guet.

H. — *Sidi-Ali-ben-Ahmed*, dans le djebel Eïdous.

Le fortin.

I. — *Chooud-el-Batel.*

Le grand monument.

J. — *Henchir Skira.*

Les bassins et la fontaine.

K. — *Sidi Medien.*

1. L'édifice à piliers.
2. Le grand monument sur la rive gauche de l'oued Hamar.
3. Les citernes.

L. — *Enchir Messaour.*

1. Le fortin.
2. Le mausolée.

M. — *Ksar Hellal.*

1. L'église à trois absides.
2. L'édifice au sommet des ruines.

N. — *Bijga* (Bisica).

L'édifice aux trois portes.

O. — *Brighita* (Aradi).

Le mausolée à deux étages.

P. — *Aïn-Tarf-ech-Chena* (Apisa Majus).

Le mur d'enceinte et ses deux portes.

Q. — *Glat-Sebbag.*

Le monument construit en blocs cyclopéens.

R. — *Bir-el-Houch* (Sulul).

1. Les restes du pont sur l'oued.
2. Le temple à colonnes corinthiennes.

S. — *Aïn-Tounza* (Thignica).

1. Le petit temple près de la forteresse.
2. Les citernes à l'ouest de la basilique.

T. — *Timbra.*

Les restes de la citadelle.

II. — Caïdat de Soliman

A. — *Tebournok* (Tubernuc).

Le grand monument byzantin à trois portes.

III. — Caïdat des Oulad-Ayar-Dahara

A. — *Hammam Zouakra* (Thigibba).

1. La porte monumentale.
2. Les mégalithes.

IV. — Caïdat des Oulad-Aoun

A. — *El Akakra.*

La forteresse crénelée.

B. — *Ksour Abd-Melek* (Uzappa).

1. Le portique à arcades.
2. La porte triomphale du nord.

3. La porte du sud dédiée au « Génie de la Cité ».

C. — *Djama* (Zama Major).

L'aqueduc.

D. — *Toual-Zouammeul.*

Le mausolée.

E. — *Henchir Bez* (Civitas Vazitana).

Le temple de Mercurius Sobrius.

IV. — Caïdat des Oulad-Ayar-Kebala

A. — *Bit-El-Hadjar.*

Le mausolée.

B. *Maktar* (Mactaris).

1. Le mausolée des Julii.
2. Le mausolée de C. Verrius Rogatus.
3. L'arc de triomphe de Trajan.
4. Les thermes.
5. — La porte monumentale dite Aïn-el-Bab.

VI. — Caïdat des Ouartan

A. — *Medeina* (Althiburus).

1. Les deux pilastres du portique corinthien.
2. Le temple dit « Gouss mta Medeina. »
3. Le théâtre.
4. La porte monumentale du nord.
5. Le ksar ben Announ (mausolée ou chapelle.

B. — *Zanfour* (Assuras).

1. La cella du temple.
2. Le théâtre.
3. L'arc de Caracalla et de Julia Domna.
4. Les pieds droits de l'arc triomphal du S.-E.
5. L'arc triomphal du nord.

VII. — Caïdat des Majeur

A. *Sbeitla* (Sufetula).

1. L'arc triomphal d'Antonin et de Marc-Aurèle devant les temples.
2-4. Les trois temples.
5. L'enceinte byzantine des trois temples.
6. L'arc de Dioclétien.
7. Le pont acqueduc.
8. Les ruines du théâtre.
9. Les deux églises chrétiennes.
10. L'amphithéâtre.
11. Le temple isolé.

VIII. — Caïdat de Tabarka

A. *Tabarka* (Thabraca).

1. Le « Guesguès ».
2. L'aqueduc et les deux pontceaux.
3. La basilique chrétienne du sud.

IX. — Caïdat de la banlieue de Tunis

A. — *La Manouba.*

1. Le pavillon mauresque à cinq coupoles.

B. — *Bardo.*

L'aqueduc espagnol.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires et intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

8 mai 1895 (13 kâda 1312)

Décret classant divers immeubles à titre de monuments historiques

Article premier. — Les immeubles ci-après désignés sont classés à titre de monuments historiques de notre Régence :

I. — Dans le caïdat de la banlieue de Tunis

A. — *A Carthage :*

1. Les ruines du plateau Saint-Louis, notamment : les restes des remparts ; — les soubassements du temple en grand appareil ; — la maison byzantine ; — les citernes ; — les tombeaux puniques ; — les tombeaux arabes découverts par le P. Delattre.
2. La basilique de Damous-El-Karita, découverte par le P. Delattre.
3. La nécropole de Bordj-Djedid et les tombeaux récemment découverts.

B. — *A Oudna* (Uthina).

1. La citadelle et ses magasins.
2. L'amphithéâtre.
3. Le théâtre.
4. Le monument en bois de la citadelle, à l'ouest.
5. Les ruines de la grande basilique avec la crypte circulaire.
6. Les pieds droits de l'arc de triomphe.
7. Le monument à trois travées, bien conservé, au nord de l'arc de triomphe.
8. La villa de Fructus, au nord de l'amphithéâtre.
9. La villa aux mosaïques, déblayée par le service des antiquités.
10. La villa d'Industrius, au nord de l'amphithéâtre.
11. La basilique chrétienne, à l'est des trois villas.

II. — Dans le caïdat de Soliman

A. — *Aïn-Tebournok* (Tubernuc), *près de Grombalia*

1. Le mausolée à un étage, à 1,500 mètres de la forteresse byzantine.

B. — *Bordj-Foguerra, environ d'Aïn-Tebournok*

1. Le mausolée transformé en fortin à l'époque byzantine.

III. — Caïdat de Teboursouk

A. — *El-Bouira, à 3 kilomètres à l'est de Dougga*

1. Les ruines du temple.

IV. — Caïdat d'Aïn-Draham

A. — *Fernana* (environs de)

1. La basilique chrétienne d'Henchir Damous.

V. — Caïdat des Zlass-Dahra

A. — *Hr Sidi-Amara ou Foum-el-Afrit*

1. Le mausolée de C. Marius-Romanus (Ksar-Khima).
2. La citadelle byzantine.
3. La porte monumentale.
4. La place aux colonnes (forum ?).
5. Le pont sur l'oued Djilf.
6. Le fortin dit « temple de Junon ».

B. — *Hr El-Tourki.*

1. Les dolmens.

C. — *Mansoura.*

1. Le ksar et Karrouba.

D. — *Hr Gharbi.*

1. L'édifice carré.

E. — *Ksar Ksiba.*

1. Le fort byzantin.
2. Les dolmens de la nécropole.

F. — *Sidi-Amor-Djedidi*, (Zama Regia).

1. Les remparts.
2. Le mausolée.

G. — *Hr-Mesmar sur l'oued Marouf.*

1. Les deux mausolées.

H. — *Temda.*

1. L'aqueduc.
2. Les réservoirs.
3. Les ruines d'un temple.

I. — *Lemsa.*

1. La grande forteresse byzantine.

J. — *Sougda.*

1. Le temple de Junon.

K. — *Ksar Gahfar, sur l'oued Ksob*

6. Le mausolée à deux étages.

L. — *Kachnoun, au confluent de l'oued Marouf et de l'oued Ksob*

1. Le ksar carré.
2. Le forum.
3. Les citernes.
4. Le temple.

M. — *Hr El-Hammam, près du Teniet-es-Sit*

1. Pont aqueduc sur l'oued Mabrouka.

N. — *Hr Nebhane.*

1. Restes du pont sur l'oued Nebhane.

O. — *Aïn-Djelloula.*

1. L'enceinte des tours.
2. Les thermes.

P. — *Sidi-Serdoud.*

1. Le mausolée carré.

Q. — *Hr Beldia.*

1. L'aqueduc en blocage.

R. — *Ksar-el-Almar, près d'Aïn-Berka.*

1. Le mausolée.

S. — *Hr El-Ksar.*

1. Le mausolée.
2. Le monument adjacent au mausolée.

T. — *Cherichira.*

Le pont aqueduc sur l'oued Cherichira et le réservoir voisin.

U. — *Hadjeb-el-Aïoun.*

1. Les ruines du monument près de la source.
2. La basilique chrétienne découverte par M. Hamezo.

VI. — Caïdat de Zlass-Guebala

A. — *Sidi-Mohammed-el-Djebioui.*

1. La basilique chrétienne transformée en zaouïa.

B. — *Maizr'a.*

1. Le ksar et le puits.

C. — *Haouch-Taâcha.*

1. — La nécropole et les mausolées.
2. Le réservoir.

D. — *Fedj-el-Kebara.*

1. La fesguia.

E. — *Ksour-el-Hadeb.*

1. Le mausolée.

VII. — Caïdat des Madjez

A. — *Hr Fenideck-Debdeba.*

1. Le grand réservoir.
2. Le ksar.
3. La construction rectangulaire.

B. — *Aïn-Hemaïma.*

1. Le Ksar-el-Adaouch.

C. — *Ksar-el-Ahmar, à l'est de Djilma.*

1. Les deux réservoirs circulaires.
2. Le mausolée en blocage.

D. — *Djilma.*

1. Le ksar.
2. Les tombeaux de la nécropole de l'oued Zourzour.

E. — *Ksar-el-Ahmar.*

1. Les ruines d'une église inachevée.
2. Le réservoir carré.

F. — *Sbiba* (Sufes).

1. La djama de Sidi Okba.
2. Enceintes rectangulaires A. B. C.
3. Le nymphée demi-circulaire,

G. — *El Baroud.*

1. Les citernes.
2. Le grand réservoir polygonal.
3. Les restes du moulin à huile.

Art. 2. — Au présent décret sont annexées les descriptions des monuments classés.

Art. 3. — Le classement sera notifié aux propriétaires ou intéressés par l'entremise des caïds.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Musées (1)

25 mars 1885 (9 djoumadi-ettani 1302)

Décret créant un musée au Bardo

Article premier.—Il est créé au Bardo un musée qui portera le nom de *musée Alaoui*. Ce musée sera installé dans les locaux du harem construit par Sidi-Mohammed-Bey, conformément au plan qui est annexé à ce décret.

Art. 2. — Le musée Alaoui comprendra toutes les sections qu'il y aura lieu d'y ouvrir pour que toutes les sciences y soient représentées.

La direction de cet établissement appartiendra au directeur du service des antiquités, beaux-arts et monuments historiques.

Il sera pourvu aux détails de l'organisation du service du musée par des règlements rendus par nous sur la proposition de notre premier ministre.

28 novembre 1885 (21 sfar 1303)

Circulaire aux caïds sur la constitution du musée du Bardo

S. A. le Bey, qui avait annoncé dans un décret à la date du 8 mars 1885-22 djoumadi-el-aoual 1302 qu'un musée serait créé à Tunis pour réunir les plus belles et les plus intéressantes des antiquités trouvées dans la Régence, a décidé depuis que ce musée porterait son nom. Désirant témoigner davantage son intérêt pour cette fondation et lui assurer un local convenable, Son Altesse y a affecté une partie importante de son palais du Bardo qui a été restauré à cet effet.

En conséquence, je vous invite à contribuer, autant qu'il vous sera possible, à l'enrichissement des collections qui vont y être réunies.

Le gouvernement de Son Altesse sera particulièrement reconnaissant des dons qui pourraient être faits et des soins qui seront pris pour l'apport à Tunis des objets d'art et des antiquités qui pourront être expédiés.

Dès maintenant vous voudrez bien envoyer les objets de cette nature dont l'existence vous est connue dans votre circonscription, en prenant dans leur transport les soins nécessaires pour les faire parvenir en bon état.

Si, à défaut de moyens suffisants à votre disposition, le transport vous en paraissait difficile, je vous prie d'en informer le ministère.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit jamais de fragments qu'il faudrait arracher d'un édifice debout ou ruiné, et qu'au contraire vous mettrez tous vos soins à empêcher qu'une dégradation ne soit faite à des édifices de cette nature.

Sauf cette réserve, nous vous recommandons d'apporter le plus grand zèle à l'enrichissement des collections du musée Alaoui.

25 mars 1891

Arrêté du premier ministre contenant règlement du musée Alaoui, au Bardo

Article premier. — Le musée Alaoui, au Bardo, est ouvert au public tous les jours, les lundis exceptés, de neuf heures à onze heures du matin et le soir de une heure à cinq heures en hiver (du 15 octobre au 15 avril); de deux heures à six heures en été (du 15 avril au 15 octobre).

Art. 2. — Il est interdit de pénétrer dans le musée avec des paquets, outils, armes et instruments quelconques, ou accompagnés de chiens; les gardiens devront refuser l'entrée à toute personne dont la tenue ne serait pas convenable.

Art. 3. — Il est défendu de fumer dans l'intérieur du musée, d'y rien faire qui puisse compromettre la propreté du local ou la conservation des collections, et de toucher aux objets exposés.

Art. 4. — Il ne peut être pris d'estampages, moulages, dessins, photographies ou reproductions quelconques des antiquités, sans une permission écrite qui devra être demandée à l'inspection des antiquités et des arts.

Art. 5. — Tout visiteur qui enfreindrait le présent règlement, se rendrait coupable de dégrations, ou refuserait d'optempérer aux injonctions des gardiens, serait expulsé, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait être exposé.

(1) V. aussi titre VI du décret du 7 mars 1886, sous les mots : Antiquités et Objets d'art.

Naturalisation française

29 juillet 1887

Décret du Président de la République sur la naturalisation française en Tunisie

Article premier. — Peuvent, après l'âge de 21 ans accomplis, être admis à jouir des droits de citoyen français :

1° L'étranger qui justifie de trois années de résidence, soit en Tunisie, soit en France ou en Algérie et, en dernier lieu, en Tunisie ;

2° Le sujet tunisien qui, pendant le même temps, aura servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou qui aura rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Art. 2. — Le délai de trois ans est réduit à une seule année en faveur des individus mentionnés en l'article précédent qui auraient rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 3. — Pourront également être admis à jouir des droits de citoyen français les sujets tunisiens qui, sans avoir servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français, auront rendu à la France des services exceptionnels.

Art. 4. — La demande en naturalisation est présentée au contrôleur civil de l'arrondissement duquel l'impétrant a fixé sa résidence.

Le contrôleur civil procède d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur.

Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande est adressée au chef de corps qui la transmet au général commandant supérieur chargé de diriger l'enquête et d'émettre son avis.

Dans chaque affaire, le résultat de l'enquête, avec la demande et les pièces à l'appui, sont envoyés au Résident général, qui transmet le dossier, avec son avis motivé, au ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Il est statué par un décret du Président de la République française, le Conseil d'Etat entendu, sur la proposition collective du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 6. — Aucun droit de sceau ne sera perçu pour la naturalisation des individus attachés au service de la France.

Pour les autres, le droit est fixé à 50 fr. La perception de ce droit sera faite au profit du protectorat.

Art. 7. — Le ministre des affaires étrangères et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Navigation (1)

15 juillet 1888 (7 kâda 1305)

Décret concernant les navires tunisiens à destination d'un port de l'étranger

Article premier. — Tout navire tunisien à destination d'un port de l'étranger devra se munir d'un teskeret signé par le caïd du territoire et l'officier de port de départ. Ce teskeret sera délivré gratuitement.

Art. 2. — Les capitaines, maîtres ou patrons de navires tunisiens devront présenter ces teskerets à toute réquisition de l'autorité maritime tunisienne ou française.

Art. 3. — Tout navire non muni d'un teskeret qui arborera le pavillon tunisien à l'étranger sera considéré comme pirate et poursuivi conformément aux lois.

Art. 4. — Les dispositions précédentes ne dérogent pas aux prescriptions imposées par le décret du 6 djoumadi-el-aoual 1302 (20 février 1885) sur la police sanitaire maritime.

13 juillet 1892 (19 hidjé 1309)

Décret mettant à la disposition des navigateurs la forme de radoub de La Goulette et fixant les droits à percevoir.

Article premier. — La forme de raboub de La Goulette sera mise à la disposition des navigateurs toutes les fois que des réparations ou des nécessités d'ordre public ne la rendront pas indisponible.

Art. 2. — L'usage de la forme donnera lieu au paiement par le capitaine du navire au profit du Trésor de droits établis sur les bases du tarif ci-après :

---

(1) Voir aussi : Ports et Rades ; Santé maritime ; Hygiène publique, décret du 7 septembre 1892.

Pour la première journée, y compris la manœuvre des portes et l'épuisement de la forme . . . . . 50 fr.

Pour chaque journée ou fraction de journée suivante, y compris l'entretien du sec ou (pour le dernier jour) le remplissage et la manœuvre de la porte . 10 fr.

Les taxes ci-dessus ne couvrant que les frais matériels pour la vidange et le remplissage, ainsi que la manœuvre de la porte, l'administration n'est engagée vis-à-vis des capitaines qu'en ce qui concerne la bonne exécution de ces manœuvres.

Art. 3. — Le recouvrement des droits d'usage de la forme, ainsi que les frais de réparation d'avaries imputables au navire, sera opéré de la même manière que les droits sanitaires, de phares et de ports. Il sera d'ailleurs garanti par la clause du paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 20 sfar 1305 (5 novembre 1887).

La police de la forme du radoub sera soumise au régime des décrets du 17 sfar 1301 sur la police des ports et 30 rabia-el-aoual 1302 sur la police du canal de La Goulette.

Art. 4. — Les directeurs des finances et des travaux publics seront chargés, etc.

24 décembre 1893 (16 djoumadi-ettani 1311)

Décret autorisant des dépôts de houille dans les ports tunisiens

Article premier. — Dans tous les ports ouverts aux opérations de commerce à l'importation, les houilles pourront être placées en entrepôt fictif, sous la soumission cautionnée de les réexporter ou de payer les droits d'entrée au moment où elles sortiront de l'entrepôt pour la consommation.

La durée de l'entrepôt ne pourra excéder le terme d'une année.

Art. 2. — Ceux qui déclareront des houilles pour l'entrepôt fictif seront tenus de désigner au bureau des douanes, avant la mise en entrepôt, les magasins où ces houilles seront renfermées ; ils devront souscrire, en même temps, l'engagement cautionné de représenter la marchandise en mêmes qualité et quantité, toutes les fois qu'ils en seront requis, avec défense à eux de la changer de magasin sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée ou le double droit en cas de soustraction absolue, indépendamment d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur de la marchandise soustraite.

Tout négociant convaincu d'avoir importé ou exporté des houilles en fraude, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourra, indépendamment des pénalités ordinaires, être privé, par un arrêté spécial du directeur des finances, de la faculté de l'entrepôt.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Notariat

11 novembre 1868 (25 redjeb 1285)

Décret sur la rédaction des actes notariés portant mutation de propriété

... Il est prescrit aux notaires de demander à celui qui réclame leur ministère pour dresser l'acte d'achat d'un immeuble, s'il est l'acheteur de cet immeuble ou s'il agit pour le compte d'un tiers.

Dans ce dernier cas, le notaire dressera l'acte au nom du véritable acheteur.

8 janvier 1875 (30 kâda 1291)

Décret organisant le notariat tunisien

Article premier. — Tout porteur d'un décret de nomination de notaire lui conférant le droit d'instrumenter, ne pourra le faire que dans la localité pour laquelle il a obtenu ce droit.

Il devra observer rigoureusement la portée de ses actes, éviter les complaisances, les négligences réprouvables et tout ce qui est de nature à porter atteinte à sa dignité.

Tout notaire qui se rendra coupable de la moindre infraction sera révoqué et il sera prononcé contre lui des peines proportionnées à son délit.

Art. 2. — Le nombre des notaires autorisés à instrumenter à Tunis et dans l'intérieur, est fixé aux chiffres suivants (1) :

. . . . . .

Quand le nombre des notaires ci-dessus fixé pour chacun des endroits précités, viendra à diminuer par suite de décès ou autrement, il sera pourvu à la vacance par des nominations nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des notaires en non-activité ; ceux-ci conserveront leur titre, mais ne seront pas considérés comme étant en fonctions.

Art. 3. — Aucun notaire ne sera nommé à l'avenir si ce n'est pour pourvoir à une vacance, conformément à l'article 2 du présent décret ; et nul ne sera admis au notariat s'il

(1) Le nombre des notaires, pour toute la Régence, est actuellement de 2,153.

ne jouit d'une réputation de moralité irréprochable jointe à des connaissances suffisantes pour l'exercice de ses fonctions. Les cadis dans chaque circonscription auront égard, dans le choix des notaires, à l'état moral et intellectuel des habitants et donneront toujours la préférence à ceux qui offriront le plus de garanties.

Tout candidat devra, en outre, être Tunisien, soumis à la juriction du royaume ; et tout individu qui aura apposé sa signature sur l'un des registres désignés par l'article 6 ci-après, sera considéré, par ce fait, comme ayant déclaré se soumettre à la juridiction des tribunaux religieux et administratifs du pays.

Art. 4. — En cas qu'il y ait lieu de pourvoir au complément du nombre voulu de notaires, les deux cadis hanéfite et malékite, ou l'un d'eux seulement, proposeront les candidats aux postes vacants à Tunis ; quant aux vacances qui se produiront dans les autres circonscriptions de la Régence, il y sera pourvu, sur la proposition du tribunal du chara au chef-lieu, et, dans les localités ou tribus où la justice est rendue par un seul cadi, sur la proposition de ce magistrat. Mais, dans ces deux derniers cas, le tribunal ou le cadi devra adresser sa proposition et le candidat proposé aux deux cadis de Tunis qui ont chacun qualité pour examiner, indépendamment de l'autre, la valeur de la proposition ainsi que les titres du candidat et, s'il y a lieu, proposer la nomination de celui-ci à notre gouvernement.

Les formalités précitées sont de rigueur pour la nomination de tout notaire, excepté pour les cheiks du ministère qui sont admis au notariat de plein droit.

Art. 5. — Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de la circonscription par laquelle il a été désigné. Egalement, nul notaire inscrit sur le registre dont il sera parlé à l'article 6, ne pourra instrumenter que dans le lieu qui y sera désigné.

Tout notaire nommé à partir de la promulgation du présent décret sera inscrit sur le registre des notaires, savoir : à Tunis, par les soins de leurs cadis respectifs.

Toute inscription de ce genre sur le registre précité devra énoncer le motif et la date de la nomination, et, en regard de chaque nom rayé, il sera indiqué le motif et la date de la suppression.

Art. 6. — Il sera tenu au ministère un registre nominatif des notaires de Tunis et des autres circonscriptions judiciaires de la Régence, dressé sur les indications des deux cadis de la capitale, des cadis des provinces et des caïds. Ce registre énoncera toutes les réductions et suppressions prévues par l'article 1er, ainsi que les nominations prévues par l'article 4, avec indication des motifs et des dates. Un double, renfermant les mêmes observations et portant le texte de ce règlement, sera conservé par les deux cadis de la capitale. Les notaires y apposeront chacun leur signature, en déclarant avoir pleine et entière connaissance du présent décret, pour qu'ils soient désormais responsables des infractions commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Il sera tenu, en outre, dans chaque circonscription judiciaire, un registre contenant les noms de ses notaires, et pour lequel les mêmes formalités que plus haut devront être observées. Ce registre fera partie des archives qu'un cadi sortant doit remettre à son successeur.

Art. 7. — Tout notaire est tenu, avant de commencer l'exercice de ses fonctions, d'apposer sa signature sur le registre général de Tunis contenant les signatures de tous les notaires de la Régence, de représenter au cadi de sa circonscription le décret portant sa nomination et d'apposer aussi sa signature sur le registre dudit cadi, en y mentionnant la date de son décret ainsi que l'année et le jour où il aura accompli cette formalité.

Art. 8. — Nul notaire ne pourra exercer ses fonctions si son nom n'est inscrit sur le registre du cadi de sa circonscription.

Art. 9. — Le ministère fera établir des registres qui auront pour ordre celui des localités désignées à l'article 2 et dont le nombre sera équivalent à celui des notaires actuellement en fonctions. Ils seront cotés par première et dernière. Tout registre sera commencé par l'indication de son numéro d'ordre, du nom du lieu pour lequel il doit servir, du nombre de ses pages et par la reproduction textuelle du présent décret qui doit servir de gouverne aux notaires.

Le ministère adressera aux cadis de Tunis des registres pour tous les notaires inscrits à Tunis, quand même leur nombre dépasserait le chiffre déterminé par l'art. 2. Ces deux magistrats, ou l'un d'eux, les remettront aux intéressés, après avoir inscrit sur chaque registre les noms des deux notaires auxquels il est destiné.

Quant aux registres des notaires inscrits dans les autres circonscriptions de la Régence, ils seront envoyés aux gouverneurs, et les cadis desdites circonscriptions les remettront aux intéressés dans les formes précitées, afin que les notaires de Tunis et tous les autres notaires de la Régence se conforment, dans

l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions de l'article 10 ci-après.

Art. 10. — Tout notaire devra, au moment où il recevra le registre spécifié à l'art. 9, clore le registre qu'il tient actuellement et le faire viser par le cadi dans un délai qui ne pourra excéder un mois à partir de la réception du nouveau registre. Après ce visa, il lui sera interdit d'inscrire quoi que ce soit sur le registre clos, et mention de cette opération devra être faite par lui au commencement du nouveau registre. Il indiquera également, au même endroit, le format du répertoire abandonné, la date des premier et dernier actes y inscrits, celle de sa clôture et la date à laquelle le nouveau répertoire lui a été remis. Ces diverses mentions faites, il les signera et les fera viser par le cadi.

Tout témoignage reçu par les notaires à partir de cette époque, sera enregistré à sa date sur les nouveaux répertoires. Chaque notaire sera tenu de signer le témoignage enregistré par lui et de le faire signer par son collègue. L'enregistrement des témoignages sera fait successivement, sans blanc, lacune ni intervalle.

Tout acte délivré à l'intéressé doit énoncer le numéro de la page du répertoire où il se trouve enregistré, et, en regard de cet enregistrement, il doit être fait mention de la délivrance de l'acte et de la date de la délivrance.

A la fin de chaque mois, le notaire dressera une liste des actes enregistrés par lui, énumérant les expéditions qui ont été délivrées et les actes qu'il n'a pas expédiés, en indiquant le motif de ce retard. Cette liste, signée par lui et par son collègue, sera envoyée au cadi de la localité.

Tout notaire observera, pour les actes qu'il doit enregistrer, les prescriptions des articles 14 et 15 ci-après.

Une fois son registre terminé, il le clôturera ainsi qu'il a été dit plus haut et, après l'avoir soumis au visa du cadi dont il relève, il le gardera, conformément à l'article 11 ci-après. Pour tout nouveau registre, le cadi, ainsi que le notaire, procédera aux formalités précitées.

Les actes enregistrés par les notaires seront écrits en un seul et même contexte, sans blanc, lacune ni intervalle. Toutes les feuilles des registres devront rester intactes et la perte du registre lui-même ne peut être aucunement alléguée.

Aucun acte ne devra être remis à l'intéressé avant l'accomplissement de toutes les formalités de l'enregistrement, le tout à peine de punitions ainsi que tous dommages et intérêts.

Art. 11. — Quand il y aura lieu de consulter un ou plusieurs registres d'un notaire, soit pour vérifier un acte produit en justice ou la liste adressée chaque mois au cadi, soit pour tout autre motif, le notaire auquel le registre sera réclamé est tenu de le représenter; et, dans le cas où il ne serait pas trouvé conforme aux prescriptions de l'article 10 ci-dessus, des peines seront prononcées contre le notaire, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels il pourra être condamné.

La soustraction de feuilles et la non-représentation du registre, sous prétexte qu'il a été perdu, sont des circonstances aggravantes de l'infraction.

Art. 12. — Si un acte est dressé par deux notaires appartenant à des localités différentes, chacun d'eux devra l'inscrire sur son registre en indiquant le nom de son collègue.

Art. 13. — Si l'acte n'énonce pas la page du registre où il se trouve enregistré, conformément à l'article 10, ou ne porte pas la date de cet enregistrement, il ne pourra pas être pris en considération par le juge auquel il sera présenté.

Art. 14. — Il est interdit à tout notaire d'inscrire un témoignage sur son registre et d'en renvoyer l'expédition à plus tard. Pour les actes dont l'expédition n'est subordonnée à aucune formalité, ils doivent la faire séance tenante; quant à ceux qui ne peuvent être expédiés que sur la présentation d'actes de décès, d'une quittance d'un fermier des mahsoulats ou de tout autre document semblable, ils seront inscrits sur le registre et l'expédition en sera différée jusqu'à la production des pièces nécessaires. Toutefois, si l'intéressé apportait quelque retard dans l'accomplissement des formalités requises, le notaire devra en faire mention sur son registre pour dégager sa responsabilité. Mais il sera toujours tenu de délivrer expédition à la personne intéressée, dès qu'elle aura rempli les formalités nécessaires, le tout sous peine de punitions ainsi que de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

Art. 15. — Conformément aux décrets publiés en 1284-1867 et portant interdiction aux notaires d'écrire aucun acte si ce n'est sur papier timbré et suivant les règlements édictés pour le timbre, nul notaire ne pourra employer, pour les actes qu'il rédige, d'autre papier que celui timbré et destiné à cet usage.

Tout acte devra, en outre, porter un troisième timbre énonçant la date du présent décret, jusqu'à ce que le papier timbré existant actuellement soit épuisé. A partir de cette époque, les deux premiers timbres se-

ront considérés comme suffisants, s'ils portent une date postérieure à notre présent décret.

En conséquence, quiconque aura entre les mains du papier timbré devra le présenter au bureau du timbre pour qu'il y soit apposé le le troisième timbre sus-indiqué. Cette opération n'entraînera aucun frais.

Art. 16. — Les dispositions édictées ci-dessus sont également applicables aux notaires n'ayant pas d'études ou bureaux.

2 septembre 1875 (1er châban 1292)

Décret imposant aux notaires, sous leur responsabilité personnelle, l'obligation de s'assurer du paiement des droits frappant les immeubles dont ils dressent les actes de vente.

Avant de dresser les actes de vente d'oliviers ou d'autres biens soumis au kanoun et d'autoriser le vendeur à toucher le prix de vente, les notaires doivent se faire présenter la quittance de tous les droits frappant l'immeuble vendu, afférents à l'époque antérieure à la vente.

Mention sera faite, dans l'acte de vente, de la production de cette quittance et de sa date.

Au cas où elle ne serait pas présentée par le vendeur, le notaire ne l'autorisera pas à toucher le prix et refusera à l'acheteur l'inscription de la vente, le tout sous sa responsabilité personnelle.

16 novembre 1875 (17 chaoual 1292)

Décret prescrivant la tenue au ministère d'un registre pour les actes notariés du gouvernement

Un registre pour les actes notariés de notre gouvernement sera tenu au ministère par les cheiks du ministère, conformément aux dispositions du décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875, dont le texte y sera reproduit comme dans les autres registres de notaires.

1er décembre 1875 (3 kâda 1292)

Décret ajoutant quelques dispositions au décret organique du notariat tunisien

Article premier. — Les notaires dont il est parlé à l'article 9 du décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875, sont ceux qui sont nommés par décret, qu'ils exercent ou non les fonctions de notaires.

Les actes dont il est parlé dans l'article 10 comprennent généralement tous ceux que peut dresser un notaire, tels que déclarations, assignations, délais, procès-verbaux d'expertises, etc.

Les notaires devront, toutes les fois qu'ils recevront un témoignage, se conformer aux dispositions de l'article 10. Quant aux témoignages reçus antérieurement au décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875, si ce témoignage est inscrit sur son ancien registre visé par l'article 10 précité, le notaire n'en délivrera expédition qu'après en avoir reçu l'autorisation du cadi de sa localité auquel il est tenu de montrer l'endroit où le témoignage se trouve dûment enregistré. Il fera mention de l'ordre du cadi, dans l'expédition qu'il ne pourra délivrer qu'après l'avoir inscrite sur le nouveau registre, en indiquant le numéro donné à l'acte dans l'ancien. Si le témoignage est inscrit sur une ou plusieurs feuilles volantes, il les fera viser par le cadi et suivra, pour l'inscription de l'acte sur le nouveau registre, ainsi que pour la délivrance de l'expédition, les formalités sus-indiquées.

Le notaire chargé d'un service spécial inscrira sur le registre de ce service les actes qui s'y rattachent, sans être tenu de les transcrire sur son répertoire. Cette faculté cesse, toutefois, pour les actes qu'il signe, et il devra les enregistrer comme tous ceux qu'il reçoit dans l'exercice de ses fonctions publiques, conformément à l'article 10. Deux ou plusieurs notaires d'une même localité peuvent se servir d'un seul registre.

Art. 2. — Les notaires du grand tribunal du Bardo, ceux qui se succèdent aux séances du chara, ceux qui prêtent leur ministère à l'administration des habous, ayant tous des règlements particuliers qui les régissent, devront avoir, outre leur répertoire, et tenu de la même façon, un registre spécial indiquant le service où ils instrumentent. Il en est de même pour ceux qui enregistrent les actes du gouvernement.

Art. 3. — Les cheiks servant le gouvernement comme notaires, doivent, aux termes du décret du 17 chaoual de cette année-16 novembre 1875, inscrire sur un registre spécial ce qui a trait à l'administration. Ils doivent, en cela, se conformer aux prescriptions du décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875, sauf en ce qui concerne la remise de la liste mensuelle visée par l'article 10. Les actes administratifs sont dispensés du timbre en vertu de l'arrêté du 18 djoumadi-ettani 1290-13 août 1873.

Art. 4. — Le notaire pourra, sur un ordre du gouvernement, se rendre dans une circonscription autre que la sienne, pour y recevoir un témoignage ou un acte quelconque ; mais il devra, pour la délivrance de l'expédition, se conformer aux prescriptions de l'article 10 du décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875.

Art. 5. — Outre le registre mentionné à

l'article 6 du même décret, le ministère fera faire des registres pour y recueillir les signatures et paraphes de tous les notaires de la Régence. Chaque cadi visera les signatures des notaires de son ressort et renverra le registre qui les contient au ministère. Celui-ci fera relier en un seul volume tous les registres ainsi renvoyés, destinés à remplacer le registre indiqué à l'article 7.

30 janvier 1876 (3 moharrem 1293)

Décret prescrivant aux notaires d'aviser les cadis des transferts d'enzel

Lorsque leur ministère est requis pour dresser un acte..... de transfert d'enzel, les notaires devront soumettre cet acte aux cadis qui en donneront connaissance à la djemaïa des habous.

14 novembre 1876 (26 chaoual 1293)

Décret sur les frais des expertises

Considérant que les divers caïds et gouverneurs, quand ils ordonnent une expertise, prennent une rémunération arbitraire parce qu'il n'existe aucune règle qui en détermine le montant.

Considérant que cette manière de procéder se trouve souvent porter préjudice aux intéressés.

Art. 7. — Dans le cas où la personne envoyée pour ces opérations (les expertises) est un amin non patenté par décret, ses honoraires seront calculés à la moitié de ceux établis dans les articles précédents. *Moitié des honoraires des notaires fixés par l'article 2 du décret du 26 sfar 1304-23 novembre 1886).*

Art. 11. — S'il y a lieu d'envoyer, avec la commission d'expertise, des agents de la force publique, la rétribution de ces agents sera réglée conformément aux dispositions de notre décret du 1er rabia-el-tani de cette année-26 avril 1876.

Art. 12. — Les frais de l'expertise seront payés par celui à la requête duquel elle a été faite, sauf à lui de se faire rembourser par l'autre partie, si elle est condamnée.

9 mars 1878 (5 rabia-el-aoual 1295)

Décret autorisant l'admission de plein droit au notariat des muftis et cadis qui cessent leurs fonctions judiciaires.

Les muftis et les cadis qui, à raison des fonctions judiciaires qu'ils remplissent, n'auraient pas fait inscrire leurs noms sur les registres des notaires de leurs circonscriptions respectives, pourront le faire ultérieurement, lorsqu'ils auront quitté lesdites fonctions pour des motifs qui ne portent aucune atteinte à leur réputation.

30 octobre 1878 (4 kâda 1295)

Décret sur la justification de l'acquittement de la caroube sur la valeur locative en cas de transfert de propriété immobilière.

Les notaires de Tunis, de Kairouan, de Sousse, de Monastir et de Sfax ne devront point passer un acte de mutation d'une propriété passible de l'impôt annuel de la caroube sur la valeur locative sans s'être fait présenter la quittance justifiant de l'acquittement du droit de la dernière année.

Mention de cette constatation sera faite sur l'acte même de mutation.

Il sera procédé de même pour les actes de transfert d'enzel.

6 août 1879 (17 châban 1296)

Décret relatif à la passation des actes d'hypothèque

Article premier. — Tout notaire est tenu de s'assurer que l'hypothèque porte bien sur l'immeuble désigné dans le titre de propriété. Si ce titre n'est qu'un acte de notoriété, ou s'il y est fait une simple mention de décès, de procuration ou de toute autre chose dont la vérification est nécessaire, le notaire devra le faire savoir au créancier et lui expliquer à quoi il s'expose en acceptant un acte de notoriété ou une simple déclaration, dans le cas où le titre original ou habous viendrait à être produit plus tard. Si le créancier passe outre, les notaires devront en faire mention dans l'acte d'hypothèque. Si le créancier est de nationalité étrangère, il signera ledit acte et sa signature vaudra attestation qu'il consent à contracter dans ces conditions ; s'il ne sait pas écrire, sa déclaration sera consignée dans l'acte et certifiée au consulat dont il relève. En cas de refus de sa part de contracter dans ces conditions, l'acte sera annulé et les notaires restitueront le titre au propriétaire.

Toute contravention, de la part des notaires, aux prescriptions de cet article, entraînera des peines et la condamnation aux dommages et intérêts, s'il y en a. Quant aux procès auxquels des hypothèques de ce genre pourront donner lieu, ils seront jugés suivant les lois du pays.

Art. 2. — Les notaires inscriront l'acte d'hypothèque sur le titre constitutif de la créance. Si l'hypothèque est consentie au moment de la contractation de la dette, il en sera fait mention dans le contexte dudit titre. Si elle est consentie à une date postérieure, le

notaire ne recevra la déclaration y relative qu'après la représentation par l'intéressé du titre constitutif de la créance afin d'y inscrire l'acte d'hypothèque.

13 novembre 1879 (28 kâda 1296)

Décret interdisant aux notaires de reprendre l'exercice de leurs fonctions quand, par suite de leur abandon, il a été pourvu à la vacance de leur poste.

Article unique. — Tout notaire qui quittera définitivement la circonscription pour laquelle il a été désigné ne pourra, en cas de retour dans cette circonscription, reprendre les fonctions qu'il y remplissait, si, à la suite du changement de son domicile ou de son absence, il a été pourvu à la vacance.

11 décembre 1879 (29 hidjé 1296)

Décret sur la justification du paiement de la taxe pour le nettoyage de Tunis en cas de vente ou d'hypothèque de l'immeuble qui est grevé.

Nul notaire de Tunis ne pourra passer d'acte de vente ou d'hypothèque, relatif à un immeuble sujet à la taxe de nettoyage, avant de s'être fait représenter la quittance de cette taxe.

4 février 1880 (22 sfar 1297)

Décret attribuant la qualité de notaire aux élèves diplômés de la Grande Mosquée

Article premier. — Tout individu qui, de l'avis des inspecteurs des études, pourrait être autorisé à professer conformément à l'article 7 du décret relatif à la Grande Mosquée du 28 kâda 1292-26 décembre 1875 et ne serait pas titulaire d'une commission de notaire, en sera gratifié pour recueillir tous les avantages attachés à ce titre.

18 novembre 1884 (1er sfar 1302)

Décret abrogeant une disposition exceptionnelle au décret organique du notariat

Article premier. — Le décret du 27 kâda 1296-12 novembre 1879 est et demeure rapporté.

Aucun notaire, non inscrit sur le registre du gouvernement, ne pourra l'être à l'avenir sur la présentation de son ancien décret de nomination. Toutefois, ces anciens notaires pourront être de nouveau nommés par nous à des fonctions notariales dans les conditions prévues par le décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875.

18 novembre 1884 (1er sfar 1302)

Décret prescrivant aux notaires de dater leurs actes

Article premier. — Il sera fait mention, dans les actes notariés, du jour et de la date du mois pendant lequel ils ont été dressés.

Art. 2. — Les cadis de Tunis sont chargés de veiller à l'exécution du présent décret qui sera annexé au décret organique du notariat.

20 janvier 1885 (4 rabia-ettani 1302)

Décret sur la justification de l'acquittement de l'impôt municipal de la caroube sur la valeur locative en cas de vente ou de location de l'immeuble qui en est grevé.

Article premier. — Les notaires ne passeront aucun acte de vente ou de bail relatif à une maison située dans les villes de Tunis, la Goulette, Sousse et Sfax, sans s'être assurés de l'acquittement de la caroube imposée par le décret du 21 redjeb 1299-7 juin 1882.

Art. 2. — Justification de cet acquittement sera fournie par la production de la quittance du dernier terme, signée du receveur municipal de la ville dans laquelle est située la maison qui fait l'objet de l'acte.

Mention de cette quittance, avec sa date, sera faite dans l'acte.

Art. 3. — Les notaires sont personnellement responsables de l'exécution de ces dispositions. Ils seront tenus d'acquitter la caroube des maisons qui auront fait l'objet d'actes passés en contravention avec le présent décret.

Art. 4. — Dans les autres localités, les dispositions du décret du 4 kâda 1295-30 octobre 1878 continueront à recevoir leur application.

4 avril 1885 (19 djoumadi-ettani 1302)

Décret sur la justification de l'acquittement de l'impôt de la caroube sur la valeur locative en cas de vente ou de location de l'immeuble qui en est grevé.

Article premier. — Les notaires ne passeront aucun acte de vente ou de bail relatif à une maison située dans les villes de Monastir et de Kairouan et dans les localités de la banlieue de Tunis désignées au décret du 29 rabia-el-aoual 1290-27 mai 1873, sans s'être assurés de l'acquittement de la caroube imposée tant par ce dernier décret que par celui du 21 redjeb 1299-7 juin 1882.

Art. 2. — Justification de cet acquittement sera fournie par la production de la quittance du dernier terme, signée du percepteur de la caroube pour chacune de ces localités.

Mention de cette quittance, avec sa date, sera faite dans l'acte.

Art. 3. — Les notaires seront personnellement responsables de l'exécution de ces dispositions.

Ils seront tenus d'acquitter la caroube des

maisons qui auront fait l'objet d'actes passés en contravention avec le présent décret.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent ne feront pas obstacle à la demande du droit au nouveau propriétaire dans le cas de vente prévu par l'article 11 du décret sus-visé du 21 redjeb 1299-7 juin 1882. Le percepteur de la caroube pourra, à son choix, réclamer le paiement intégral, soit à ce nouveau propriétaire, soit aux notaires contrevenants ; mais ceux-ci auront leur recours contre le nouveau propriétaire pour la répétition de ce qu'ils auront payé.

La disposition qui précède sera applicable au recouvrement de la caroube à percevoir pour le compte des communes, en conformité des décrets de 3 hidjé 1301-23 septembre 1884 et 4 rabbia-ettani 1302-20 janvier 1885.

24 novembre 1885 (17 sfar 1303)

Circulaire aux cadis leur prescrivant une inscription mensuelle des registres notariaux

Vous n'ignorez pas le décret du 30 kâda 1291-8 janvier 1875 relatif au service des notaires, imprimé sur leurs registres-répertoires.

L'article 10 de ce décret leur prescrit d'inscrire soigneusement tous les actes qui sont dressés par eux, d'une façon régulière, sans laisser des lacunes entre les différentes inscriptions, et de mentionner, sur les originaux desdits actes, le numéro de la page du registre. Aux termes dudit article, ils doivent faire mention, en marge du registre, des originaux des pièces qu'ils ont délivrées ou gardées. Ils sont en outre tenus, par le même article, d'envoyer au cadi de la localité, à la fin de chaque mois, un bordereau des pièces notariées qui, conformément à l'article 15 du même décret, ne peuvent être écrites que sur papier timbré. Ils doivent aussi tenir compte des instructions données par les décrets additionnels au décret précité tel que celui relatif à la caroube.

Or, je suis informé que, dans différentes circonscriptions, les notaires tiennent irrégulièrement leurs registres au point de vue des inscriptions et de l'exécution des instructions et règlements sus-rappelés. Je vous invite à les prévenir qu'ils seront l'objet de peines sévères à la première contravention qui sera relevée à leur charge.

En conséquence, et afin d'assurer l'exécution des règlements qui les régissent, ils devront, à la fin de chaque mois, vous soumettre leurs registres pour être contrôlés. Si vous y constatez une irrégularité quelconque, vous devrez en rendre compte au ministre.

Enfin, vous serez personnellement responsables des fautes commises par les notaires, chaque fois que vous aurez négligé de les relever.

30 janvier 1886 (25 rabia-ettani 1303)

Décret prescrivant la mention, sur l'acte notarié, de son coût

Article premier. — Le coût des actes notariés sera porté, en toutes lettres, à la fin de l'acte et avant la signature des notaires.

Art. 2. — Cette disposition sera ajoutée au décret organique du notariat du 30 kâda 1291-8 janvier 1875.

29 septembre 1886 (1er moharrem 1304)

Décret sur la tenue du registre des notaires qui assistent le cheik medina dans ses fonctions judiciaires.

Article unique. — Les notaires appelés à instrumenter dans les affaires soumises à la juridiction du cheik medina auront, outre leur répertoire, et tenu conformément aux dispositions de l'article 10 du décret organique du notariat, un registre spécial portant le nom du service auquel il est destiné.

Ce registre restera au bureau du cheik médina pour être consulté en cas de besoin.

26 octobre 1886 (28 moharrem 1304)

Décret sur la tenue du registre des notaires du bit-el-mâl

Article premier. — Les notaires du bit-el-mâl auront à l'avenir un registre spécial pour le service de cette administration. Ce registre sera tenu conformément aux dispositions de l'article 10 du décret organique du notariat tunisien et conservé au bureau du bit-el-mâl.

23 novembre 1886 (26 sfar 1304)

Décret fixant les honoraires des notaires

Article premier. — Le tarif des droits à prélever par les notaires sur les actes qu'ils sont appelés à dresser est fixé comme il suit :

Nos	Piastres	Francs
1. Acte constatant la qualité de chérif.....	40	24 »
2. Contrat de mariage, y compris la procuration de la mariée, les certificats constatant son âge, le degré de parenté de son représentant et tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement du mariage :		
S'il a lieu chez le notaire	6	3.60
S'il a lieu ailleurs.....	12	7.20

Nos	Piastres	Francs
3. Acte de reprise en mariage de la même femme.....	2	1.20
4. Acte de divorce absolu....	8	4.80
5. Acte de divorce avec la faculté de reprendre la même femme.....	2	1.20
6. Déclaration de témoins constatant les sévices subis par la femme et tendant à lui faire restituer la somme donnée pour obtenir le divorce (dit kholâ).....	6 1/2	3.90
7. Acte de pension	1	0.60
8. Acte désignant la femme qui prendra soin d'un enfant en bas âge, après le décès de sa mère ou son mariage en secondes noces.....	1 1/2	0.90
9. Acte par lequel la femme désignée pour prendre soin d'un enfant en bas âge est remplacée par une autre femme.....	1 1/2	0.90
10. Acte de vente :		
Jusqu'à 200 piastres	5	3 »
De 201 à 500 —	8	4.10
De 501 à 1.000 —	12	7.20
De 1.001 à 1.500 —	15	9 »
De 1.501 à 2.000 —	20	12 »
De 2.001 à 4.000 —	25	15 »
De 4.001 à 10.000 —	40	24 »
Au-dessus de 10.000 — plus un quart de piastre par millier ou fraction de millier de piastres au-dessus de 10.000 piastres.	40	24 »
11. Acte d'échange d'immeubles: même tarif que pour les ventes.		
12. Cession d'un bien en paiement d'une dette : même tarif que l'acte de vente.		
13. Cession d'un objet vendu, au prix de la vente	2	1.20
14. Acte établissant la preuve d'un acte rédhibitoire existant, soit dans un immeuble, soit chez une bête de somme.....	6 1/2	7.50
15. Résiliation de vente : un quart du droit perçu pour la vente.		
16. Renonciation à la vente : un quart du droit perçu pour la vente.		
17. Acte en avance de paiement pour marchandises à livrer :		
Au-dessous de 500 piastres	3	1.80
De 501 à 1.000 —	5	3 »
De 1.001 à 2.000 —	7	4.20
De 2.001 à 3.000 —	8	4.80
Au-dessus de 3.000 — plus un quart de piastre par millier ou fraction de millier de piastres au-dessus de 3.000 piastres	10	6 »
18. Acte de prêt	3 1/4	1.95
19. Acte de quittance définitive pour achat d'un immeuble après des paiements successifs.....	5	3 »
20. Acte de prêt sur gage d'un immeuble ou autre :		
Au-dessous de 200 piastres	3	1.80
De 201 à 500 —	6	3.60
De 501 à 1.000 — et au-dessus.....	10	6 »
21. Résiliation d'un acte de prêt sur gage : un quart du droit perçu pour l'acte de prêt sur gage.		
22. Renonciation au prêt sur gage : un quart de droit perçu pour l'acte de prêt sur gage.		
23. Certificat d'indigence : doit être délivré gratuitement.		
24. Acte d'interdiction.....	16	9.60
25. Acte d'émancipation.....	16	8.60
26. Acte par lequel un cadi nomme un gardien chargé de gérer, sous son contrôle, la tutelle d'un interdit ou d'un mineur.....	3 1/4	1.95
27. Arrangement à l'amiable...	8	4.80
28. Transport de créance.....	5	3 »
29. Acte de garantie.....	3 1/4	1.95
30. Acte d'association.....	8	4.80
31. Dissolution d'association et règlement de comptes : si les sommes qui en font l'objet sont inférieures à 200 piastres.....	5	3 »
Au-dessus de 200 piastres.	10	6 »
32. Procuration.	3 1/4	1 95
33. Révocation d'un mandataire.....	3 1/4	1 95
34. Reconnaissance d'un enfant.	8	4 80
35. Reconnaissance d'une obligation :		
Au-dessous de 200 piastres.	2	1 20
De 201 à 500 piastres.....	4	2 40
Au-dessus de 500 piastres..	6	3 60
36. Acte de dépôt.....	5	3 »

Nos		Piastres	Francs
37.	Déclaration relative à l'exercice du droit de préemption	8	4 80
38.	Acte de partage : même tarif proportionnel que pour l'acte de vente.		
39.	Acte de société en commandite	8	4 80
40.	Acte d'association, entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui y fait des plantations ou autres travaux améliorant la propriété, à condition de partager le revenu	8	4 80
41.	Acte de convention, entre le propriétaire d'un immeuble et celui qui le cultive, pour le partage des fruits.	5	3 »
42.	Acte de convention pour la fixation d'un salaire	3 1/4	1 95
43.	Acte de location :		
	Location perpétuelle : même taux que la vente.		
	Au-dessus de 18 ans : la moitié du taux de la vente.		
	De 9 à 18 ans : le tiers du même taux.		
	De 3 à 9 ans : le quart du même taux.		
	Au-dessous de 3 ans	3 1/4	1 95
44.	Acte de constitution de habous	32	19 20
45.	Acte d'annulation de habous	16 1/4	9 75
46.	Acte de don et aumône :		
	Au-dessous de 200 piastres.	3	1 80
	Au-dessus de 200 piastres	5	3 »
	Pour un immeuble (droit fixe)	10	6 »
47.	Révocation d'une donation.	8	4 80
48.	Droit de jugement, dû indépendamment de toute demande d'expédition :		
	Si le litige est inférieur à 200 piastres de capital	5	3 »
	Au-dessus de 200 piastres de capital	10	6 »
49.	Lettre d'un cadi à un autre cadi (mrasla)	3 1/4	1 95
50.	Acte de reconnaissance d'écritures	3 1/4	1 95
51.	Acte qui établit la filiation d'une personne et son droit à un héritage :		
	Pour acte de filiation remontant au grand-père ou aïeul	8	4 80
	Si on remonte au bisaïeul.	11	6 60
	Si on remonte d'un nouveau degré	14	8 40
	Quel que soit l'auteur commun au-delà du 5e degré.	19 1/2	11 70
52.	Acte constatant un droit par la déclaration de témoins:		
	S'il s'agit d'un immeuble.	10	6 »
	S'il s'agit de plusieurs immeubles	16 1/2	9 90
	Dans les autres cas	6 1/2	3 90
53.	Délimitation d'un immeuble.	8	4 80
54.	Acte testamentaire pour le tiers des biens du testateur (quotité disponible en droit musulman)	8	4 80
	Au-dessus de 200 piastres.	20	12 »
55.	Constitution d'exécuteur testamentaire	5	3 »
56.	Retour sur une donation faite par testament	5	3 »
57.	Répartition d'héritage, fixation des parts, énumération des héritiers, constatation de leurs droits	16 1/4	9 75
58.	Droits à percevoir sur l'héritage vendu : 3 0/0 sur les premiers 10.000 piastres ; 1/2 0/0 pour la partie comprise entre 10.000 et 100.000 piastres ; 1/4 0/0 pour le surplus.		
59.	Liquidation, estimation suivie de partage : même tarif.		
60.	Dissolution de mariage	8	4 80
61.	Acte constatant le droit d'un tiers sur un immeuble.	10	6 »
62.	Reçu fait par devant le cadi	3 1/4	1 95
63.	Tout non spécialement dénommé	1 1/2	0 90
64.	Toute expédition de jugement ou d'acte donne lieu à la perception d'un droit de copie égal au quart du droit de jugement ou d'acte, sans que ce droit puisse excéder.	16	9 60
65.	Extrait d'un acte authentique si, en y faisant connaître la portée de l'acte, on y indique l'usage auquel l'extrait est destiné : moitié du coût de l'acte sans		

Nos		Piastres	Francs
	que ce droit puisse excéder	16	9 60
66.	Recherches d'actes :		
	Pour les actes de l'année courante.	3 1/4	1 95
	Pour ceux de l'année précédente	1 1/2	0 90
	Pour chaque année en sus : 3/4 de piastre sans pouvoir dépasser.	5	3 »
67.	Requête	5	3 »
68.	Acte par lequel on fait connaître ses moyens de défense	5	3 »
69.	Acte portant fixation de délai.	1 1/2	0 90
70.	Acte établissant le droit d'un tiers sur des biens meubles	4	2 40
71.	Acte de convention pour la fixation d'un salaire payable après l'accomplissement des travaux .	3	1 80
72.	Récusation de témoignage.	4	2 40
73.	Procès-verbal de prestation de serment.	5	3 »
74.	Résumé de titres :		
	Par cent lignes (chaque ligne doit être composée de vingt mots).	20	12 »
75.	Acte de constatation d'un délit ou d'un crime.	10	6 »

Art. 2. — Les honoraires des notaires, pour les expertises, seront perçus d'après le tarif suivant :

	Piastres	Francs
Si l'expertise a lieu dans l'intérieur de la ville de Tunis et qu'elle n'absorbe pas toute une journée.	5	3 »
Si elle a lieu à Tunis et qu'elle absorbe toute une journée ou la plus grande partie d'une journée	10	6 »
Si l'expertise a lieu aux environs de Tunis et que les experts rentrent le même jour, chacun d'eux aura 15 piastres, les frais de transport compris.	15	9 »
Si elle a lieu hors de Tunis et dans un endroit tel que les experts ne peuvent rentrer le même jour, chacun des notaires aura droit à 25 piastres par jour, les frais de transport compris	25	15 »
Si l'expertise a lieu dans les quatre villes suivantes : Kairouan, Sousse, Monastir et Mehdia	5	3 »
Si elle a lieu dans ces quatre villes et qu'elle absorbe aux notaires une journée ou la plus grande partie d'une journée...	8	4.80
Si l'expertise a lieu aux environs des quatre villes précitées ou dans une localité de la banlieue permettant aux experts de rentrer le jour même à midi ou avant cette heure, chacun des notaires aura droit à 8 piastres, y compris les frais de transport	8	4.80
Si l'expertise a lieu dans des localités si éloignées que les notaires ne puissent rentrer le même jour, chacun aura droit à 15 piastres par jour, y compris les frais de transport.	15	9 »
Si l'expertise a lieu dans une autre localité que celles sus-indiquées, chaque notaire aura droit à des honoraires de 10 piastres s'il a couché en dehors de la ville ou de la smala ou que l'expertise lui ait absorbé la plus grande partie de sa journée.	10	6 »

Mais, dans le cas où les notaires rentreront le jour même à midi ou avant cette heure, chacun d'eux aura droit seulement à la moitié des honoraires ci-dessus indiqués.

Les honoraires des notaires, pour les opérations concernant la constitution en enzel des immeubles habous, doivent être perçus suivant le tarif annexé au décret du 21 octobre 1885-13 moharrem 1303.

9 avril 1887 (16 redjeb 1304)

Décret spécifiant que les notaires tunisiens sont autorisés à recevoir les actes des Algériens relatifs à certaines affaires qui échappent à la compétence du chara.

Par notre décret du 15 février 1887-22 djoumadi-el-aoual 1304, nous avons prescrit le renvoi aux tribunaux français de toutes les affaires de mariage, de hedana (garde de la personne de l'enfant) et de successions dans lesquelles les parties sont des Algériens placés sous la juridiction de la France.

Nous apprenons aujourd'hui que le tribunal du chara, interprétant extensivement le décret précité, refuse d'autoriser les notaires

à recevoir les actes relatifs aux dites affaires.

Cette interprétation étant préjudiciable aux intérêts des Algériens, nous ordonnons qu'elle soit abandonnée et que les notaires tunisiens soient autorisés par les magistrats compétents à recevoir tous actes relatifs au statut personnel des Algériens placés sous la juridiction de la France.

Quant à la nomination des tuteurs pour les Algériens mineurs, elle restera soumise, en tous points, aux prescriptions de notre décret ci-dessus rappelé.

15 juin 1887 (23 ramadan 1304)

Décret fixant les honoraires des notaires pour l'établissement des inventaires de successions

Article unique. — Les honoraires des notaires pour l'établissement des inventaires de succession seront perçus suivant la proportion ci-après :

Il sera perçu quinze piastres (9 fr.) pour chaque journée entière de travail, et dix piastres (6 fr.) si les opérations ne durent das une journée complète, ou par fraction de journée.

12 septembre 1887 (24 hidjé 1304)

Décret portant réglementation du service des notaires israélites

Article premier. — Les dispositions du décret du 8 janvier 1875-30 kâda 1291 et des décrets additionnels organisant le notariat en Tunisie, seront appliquées aux notaires israélites tunisiens et « granas », à partir du 19 septembre 1887-1er moharrem 1305.

Art. 2. — A la fin de chaque mois, les notaires israélites soumettront leurs registres au visa du caïd.

Dans les localités de la Régence ou il n'y a pas de caïd, le visa sera apposé par le rabbin.

Art. 3. — Les actes que les notaires musulmans ne peuvent dresser qu'en vertu d'une autorisation émanant de l'autorité judiciaire compétente ne seront reçues par les notaires israélites qu'après autorisation du caïd ou du grand rabbin à Tunis, et du rabbin de leur résidence dans les autres localités de la Régence.

Art. 4. — Les actes dressés par les notaires israélites antérieurement au 1er moharrem 1305-19 septembre 1887, seront inscrits par eux sur une liste dressée en double exemplaire. Cette liste sera signée par les notaires et contresignée par le caïd à Tunis ; elle sera contresignée par le rabbin dans les autres localités de la Régence. Un exemplaire de cette liste restera entre les mains des notaires, l'autre sera conservé par le caïd ou le rabbin, suivant les cas, afin que les parties intéressées puissent s'y reporter en cas de besoin.

4 octobre 1888 (28 moharrem 1306)

Décret relatif à la réception de certains actes notariés

Article premier. — Les cadis ont seuls qualité pour autoriser la réception, par les notaires, des actes de commune renommée, de décès, de mariage, et, en général, de tous actes relatifs au statut personnel de nos sujets.

Art. 2. — Les caïds autoriseront seuls la réception des actes de proposition tendant à la nomination de cheiks, amins, imans ou chefs de zaouia.

Art. 3. — Les actes dits *tesdjils ed dema* (procès-verbaux que les notaires rédigent en cas de meurtre) pourront être dressés sur l'autorisation du caïd ou du cadi, ou de ces deux fonctionnaires agissant conjointement. Dans le premier cas, le caïd ou le cadi qui n'aura pas autorisé la rédaction de l'acte devra cependant en prendre connaissance et y apposer son cachet.

Toutefois, l'instruction du crime appartient exclusivement au caïd.

19 novembre 1888 (15 rabia-el-aoual 1306)

Décret relatif à la transcription sur les registres des notaires des actes reçus par eux

Vu l'article 10 du décret du 30 kâda 1291, organisant le service des notaires :

. . . . . .

Article premier. — Les notaires sont tenus d'enregistrer *in extenso* les actes reçus par eux, sous peine de révocation et de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 2. — Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 10 du décret sus-visé en ce qui concerne les relevés mensuels que les notaires doivent présenter au cadi.

10 janvier 1889 (9 djoumadi-el-aoual 1306)

Décret créant diverses charges de notaires

Article premier. — Sont créées :

Quatre	charges	de notaires	à la Goulette;
Deux	—	—	à Soukra et à Gammart;
Deux	—	—	à Sidi-Ali-el-Hattel et à Mornaguia ;
Deux	—	—	à Mohammedia ;
Deux	—	—	à Manouba et ses environs.
Deux	—	—	à Bardo, Ras-et-Tabia, El-Haraïra et El-Mallasine.

Art. 2. — Les notaires désignés par le présent décret et les décrets sus-visés ne peuvent exercer leurs fonctions que dans l'étendue de leur ressort.

Art. 3. — Est abrogée la disposition de l'article 5 du règlement organique, relative à la faculté accordée aux notaires de Tunis d'exercer leurs fonctions dans la banlieue, sauf en cas d'expertise ordonnée par les autorités judiciaires compétentes.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé, etc.

14 février 1889 (3 djoumadi-ettani 1306)

Décret relatif à la transcription des actes notariés

Article premier. — Ne sont pas astreints à l'enregistrement *in extenso* sur le registre-répertoire des notaires les actes suivants :

Certificats de vie, procurations, actes de notoriété, quittances de fermage, de loyers et de salaires, arrérages de pensions et rentes, résumés d'actes authentiques, actes de filiation-inventaires de successions, comptes, y compris le préambule et le jugement qui aura ordonné les comptes.

Art. 2. — Tous les actes délivrés en brevet seront inscrits à leur date sur registre-répertoire.

Cette inscription sera sommaire et contiendra la date, la nature et l'espèce de l'acte, les noms des parties, le montant des honoraires reçus et la désignation de l'autorité qui aura autorisé la rédaction de l'acte, dans le cas où cette autorisation est nécessaire.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé, etc.

6 octobre 1889 (13 sfar 1307)

Décret relatif à la passation des actes de vente ou de bail

Article premier. — Les notaires ne pourront passer aucun acte de vente de propriété immobilière, soit rurale, soit urbaine, et aucun acte de bail d'immeubles autres que les exploitations rurales (henchirs) sans s'être assurés de l'acquittement de l'impôt de la caroube.

Il devra être fait mention en toutes lettres, dans l'acte, des énonciations de la quittance remise au notaire pour constater ce paiement.

Art. 2. — Les notaires sont personnellement responsables de l'exécution de ces dispositions.

Ils seront tenus d'acquitter tant l'impôt de la caroube sur les loyers que l'impôt de la caroube sur les ventes, applicable aux immeubles qui auront fait l'objet d'actes passés en contravention aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Sont expressément maintenues toutes dispositions qui ne sont pas contraires aux articles qui précèdent.

Art. 4. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont chargés, etc.

7 juin 1892 (13 kâda 1309)

Décret relatif aux ventes d'immeubles soumis à l'impôt du kanoun

Article premier. — Les dispositions du décret du 1er châban 1292 sont étendues aux ventes d'oliviers, dattiers, mradjâs et tous immeubles soumis au kanoun dans toute la Régence.

Art. 2. — Les notaires dresseront l'acte de vente sur le vu de la quittance du kanoun afférente à la dernière année.

Toutefois, la production de cette quittance ne pourra être considérée comme une preuve de l'acquittement de l'impôt pour toute l'époque antérieure à la vente, et l'Etat conservera le droit de poursuivre le recouvrement du kanoun impayé.

Art. 3. — Les notaires devront faire mention dans l'acte de vente de la production de la quittance du kanoun et de l'accomplissement des formalités nécessaires en vue d'assurer la mutation de cote.

Art. 4. — Les notaires ne pourront dresser des actes de donation, échange ou toute autre mutation d'immeubles soumis au kanoun, qu'après s'être fait présenter la quittance conformément aux dispositions de l'art. 2 ci-dessus. Ils se conformeront aux dispositions de l'art. 3 du présent décret.

Art. 5. — Les notaires seront personnellement responsables de toute contravention aux dispositions qui précèdent.

Art. 6. — Notre premier ministre est chargé, etc.

31 août 1892 (9 sfar 1310)

Décret rendant obligatoire la désignation du franc comme unité monétaire dans les actes notariés et les jugements.

Article premier. — Les sommes d'argent entrant dans les transactions qui se font par l'intermédiaire des notaires devront être désignées en francs. Les honoraires des notaires y seront désignés également en francs, à raison de 0,60 la piastre.

Art. 2. — Tous les tribunaux indigènes devront employer dans leurs jugements le franc à la place de la piastre excepté dans les tran-

sactions anciennes ; en ce cas la désignation de la piastre pourra être maintenue.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé, etc.

15 avril 1895 (20 chaoual 1312)

Circulaire du premier ministre aux cadis relative aux aliénations d'immeubles dans les territoires des tribus nomades.

Il nous revient que certains individus se permettent de disposer, par voie d'aliénation, de terrains considérables situés dans le territoire des tribus nomades de l'intérieur, terrains dont ils se prétendent propriétaires, bien qu'on ne tarde pas à constater qu'en réalité ces terrains sont soit des propriétés domaniales, soit des campements de tribus, soit des biens habous.

En conséquence, nous avons décidé que les notaires ne pourront plus, dans l'avenir, recevoir des actes portant aliénation de terrains de cette catégorie qu'après en avoir demandé et obtenu l'autorisation. Vous notifierez cette décision à tous les notaires de votre circonscription en les invitant à s'y conformer strictement et à se garder, sous peine d'une répression sévère, d'y contrevenir.

Vous m'accuserez réception de cette circulaire.

Organisation politique

10 septembre 1857 (20 moharrem 1274)

Pacte fondamental contenant l'exposé des principes auxquels le gouvernement s'engage à se conformer à l'avenir (1).

Article premier. — Un respect complet de leurs personnes, de leurs biens et de leur honneur sera assuré à tous nos sujets, à tous les habitants de nos Etats, quelles que soient leur religion, leur nationalité et leur race, sauf dans les cas prévus par la loi et dont la connaissance sera dévolue aux tribunaux....

Art. 2. — Tous nos sujets seront assujettis à l'impôt existant aujourd'hui ou qui pourra être établi à l'avenir, proportionnellement à leur fortune et quelle que soit leur position...

Art. 3. — Les musulmans et les autres habitants du pays seront égaux devant la loi...

Art. 4. — Nos sujets israélites ne subiront aucune contrainte pour changer de religion et ne seront point entravés dans l'exercice de leur culte ; leurs synagogues seront respectées et à l'abri de toute insulte....

Art. 5. — ... Nous n'enrôlerons les soldats que suivant un règlement et d'après le mode de la conscription par voie du sort ; le soldat ne restera pas au service au delà d'un temps limité, ainsi que cela sera déterminé dans un code militaire.

Art. 8. — Tous nos sujets, musulmans ou autres, seront soumis également aux règlements et aux usages en vigueur dans le pays ; aucun d'eux ne jouira à cet égard de privilège sur un autre.

Art. 9. — Liberté de commerce pour tous et sans aucun privilège pour personne. Le gouvernement s'interdit toute espèce de commerce et n'empêchera personne de s'y livrer.....

Art. 10. — Les étrangers (1) qui voudront s'établir dans nos Etats, pourront exercer toutes les industries et tous les métiers, à la condition qu'ils se soumettent aux règlements établis et à ceux qui pourront être établis plus tard, à l'égal des habitants du pays. Personne ne jouira à cet égard de privilège sur un autre.

Cette liberté leur sera acquise après que nous nous serons entendu avec leur gouvernement sur le mode d'application qui sera expliqué et développé.

Art. 11. — Les étrangers appartenant aux divers gouvernements, qui voudront s'établir dans nos Etats, pourront acheter toutes sortes de propriétés, telles que maisons, jardins, terres, à l'égal des habitants du pays, à la condition qu'ils seront soumis aux règlements existants ou qui pourront être établis, sans qu'ils puissent s'y soustraire.

(1) Cet acte important a été promulgué sous le règne de Mohammed-Pacha-Bey, successeur de Ahmed-Bey.

Mohammed-Es-Sadok-Bey, à son avènement au trône beylical, jura fidélité à cette sorte de constitution et la confirma par une nouvelle déclaration de principes.

(1) La situation des étrangers en Tunisie est aussi définie par les traités.

20 juin 1860 (1er hidjé 1276)

Décret réglementant l'hommage du baise-main.

Le baise-main est un hommage qui ne peut être rendu qu'au souverain et aux personnes désignées ci-après :

Au bey du camp envoyé en expédition, tant que durera cette expédition ;

Aux plus âgés par les plus jeunes des membres de notre famille ; mais les princes ne pourront recevoir cet hommage d'un étranger ni même des personnes qui sont à leur service.

Il est permis au fils de baiser la main de son père.

Pour manifester son respect envers un supérieur il suffit de se lever à son passage et de répondre à son salut par un signe de la main. Il est expressément défendu de lui baiser la main ou l'épaule.

Celui qui entre chez un supérieur devra le saluer de la main seulement, ce signe étant suffisant pour exprimer le respect dû à son rang.

Il est dû à tout supérieur respect et obéissance de la part de ses subordonnés et des personnes qui sont d'un rang inférieur au sien.

... Nous défendons à toutes personnes autres que celles indiquées dans les quatre premiers paragraphes ci-dessus, de recevoir l'hommage du baise-main de qui que ce soit...

26 avril 1861 (15 chaoual 1277)

Décret sur l'organisation politique de la Régence.

CHAPITRE PREMIER

Des princes de la famille Husseinite

Article premier. — La succession au pouvoir est héréditaire entre les princes de la famille Husseinite, par ordre d'âge, suivant les règles en usage dans le royaume. Dans le cas seulement où l'héritier présomptif se trouverait empêché, le prince qui vient immédiatement après lui lui succèdera dans tous ses droits.

Art. 3. — Le chef de l'Etat est en même temps le chef de la famille régnante. Il a pleine autorité sur tous les princes et princesses qui la composent, de manière qu'aucun d'eux ne peut disposer, ni de sa personne, ni de ses biens, sans son consentement. Il a sur eux l'autorité d'un père et leur en doit les avantages.

Art. 4. — Le chef de l'Etat, en sa qualité de chef de la famille régnante, règlera les devoirs et les obligations de ses membres de la manière qu'il jugera convenable à leur position élevée, à leur personne et à leur famille. Ceux-ci, de leur côté, lui doivent obéissance de fils à père.

Art. 5. — Les princes et princesses de la famille régnante ne pourront contracter mariage sans consentement du chef de l'Etat.

CHAPITRE II

Du chef de l'Etat

Art. 12. — Le chef de l'Etat dirige les affaires politiques du royaume, avec le concours de ses ministres...

Art. 13. — Il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, signe la paix, fait les traités d'alliance et de commerce.

Art. 14. — Il choisit et nomme ses sujets dans les hautes fonctions du royaume et il les révoque lorsqu'il le juge convenable...

Art. 15. — Il a le droit de faire grâce, si cela ne lèse point les droits d'un tiers.

Art. 16. — Il désigne le rang que doit occuper chaque employé dans la hiérarchie et fait les règlements et les décrets nécessaires pour l'exécution des lois.

CHAPITRE IV

De la liste civile

Art. 29. — Sur les revenus du gouvernement il sera prélevé une somme d'un million deux cent mille piastres (1) par an pour le chef de l'Etat.

Art. 30. — Il sera prélevé également une somme de soixante-six mille piastres pour chacun des princes mariés ; de six mille piastres pour chacun des princes non mariés et encore sous l'autorité paternelle ; de douze mille piastres pour chacun des princes non mariés et dont le père est mort, jusqu'à l'époque de son mariage ; de vingt mille piastres pour les princesses mariées ou veuves ; de trois mille piastres pour les princesses non mariées et dont le père est vivant ; de huit mille piastres pour les princesses non mariées, après la mort de leur père, jusqu'à l'époque de leur mariage ; de douze mille piastres pour chaque veuve du chef de l'Etat ; de huit mille piastres pour chaque veuve de prince décédé.

Il sera en outre alloué une somme, une fois payée, de quinze mille piastres à chaque prince et de cinquante mille piastres à chaque princesse à l'époque de leur mariage, pour leurs frais de noces.

CHAPITRE X

Du classement des fonctions

Art. 77. — Les fonctions civiles se divisent

(1) 1,500,000 depuis 1884.

en six classes assimilées aux grades militaires. La première classe correspond au grade de général de division et la sixième à celui de chef de bataillon.

Une loi spéciale désignera la classe dans laquelle doit être rangée chacune de ces fonctions.

CHAPITRE XI

Des fonctionnaires

Art. 78. — Tout sujet tunisien qui n'aura pas été condamné à une peine infamante pourra arriver à tous les emplois du pays, s'il est capable, et participer à tous les avantages offerts par le gouvernement à ses sujets.

Art. 79. — Tout étranger qui acceptera du service dans le gouvernement tunisien, sera soumis à sa juridiction pendant toute la durée de ses fonctions. Il sera directement responsable devant le gouvernement tunisien de tous les actes qui concernent ses fonctions, même après sa démission.

CHAPITRE XII

Des sujets tunisiens

Art. 86. — Tous les sujets tunisiens, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont droit au respect absolu de leur personne, de leurs biens et de leur honneur, conformément aux dispositions de l'article premier du pacte fondamental.

Art. 88. — Tous les sujets tunisiens, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont égaux devant la loi dont les prescriptions sont applicables à tous indistinctement, sans égard ni au rang ni à la fortune.

Art. 89. — Ils ont la libre disposition de leur personne et de leurs biens et ne peuvent être forcés à faire quelque chose contre leur gré, sauf le service militaire dont les prestations sont réglées par la loi.

Nul ne pourra être exproprié que pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité.

Art. 90. — Les crimes, délits et contraventions que pourront commettre nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, ne pourront être jugés que par les tribunaux constitués...

Art. 92. — Tout Tunisien qui se sera expatrié, pour quelque motif que ce soit, quelle qu'ait été du reste la durée de son absence, qu'il se soit fait naturaliser à l'étranger ou non, redeviendra sujet tunisien dès qu'il rentrera dans le royaume de Tunis.

Art. 93. — Tout Tunisien possédant des immeubles en Tunisie, qui se sera expatrié, même sans autorisation du gouvernement, aura le droit de louer ou vendre ses propriétés et de toucher le montant de la vente ou des loyers, à condition pourtant que la vente ait lieu dans le royaume et en conformité de ses lois.

S'il est poursuivi pour dettes, il sera déduit du montant du produit de la vente ou des loyers les sommes qu'il aura été condamné à payer par la justice.

Art. 94. — Les Tunisiens non musulmans qui changeront de religion continueront à être sujets tunisiens et soumis à la juridiction du pays.

Art. 95. — Tout sujet tunisien, sans distinction de religion, qui possède en propriété des biens immeubles dans le royaume, sera tenu de payer les impôts déjà établis ou ceux qui le seront à l'avenir, suivant les lois et règlements régissant la matière.

Art. 96. — Tous ceux de nos sujets qui possèdent un immeuble quelconque, soit comme colon partiaire, soit par location perpétuelle, soit par droit de jouissance, ne pourront céder leurs droits, par vente, donation ou de toute autre manière, qu'à ceux qui ont le droit de posséder des immeubles dans le royaume. La cession à d'autres ne sera pas valable.

Art. 97. — Tous nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont le droit d'exercer telle industrie qu'il leur plaira et d'employer, à cet effet, tels engins et machines qu'ils jugeront nécessaires, quand même cela pourrait avoir des inconvénients pour ceux qui voudraient continuer à se servir des anciens procédés.

Aucune usine ne pourra être installée dans la capitale, dans une autre ville ou aux environs, sans l'autorisation du chef de la municipalité qui veillera à ce que cette usine soit placée de manière à ne causer aucun dommage au public ou à des particuliers.

Les machines venant de l'étranger seront soumises aux droits de douane.

Ceux de nos sujets qui exercent une industrie quelconque, devront se soumettre aux impôts établis ou qui seront établis à l'avenir.

Les fabrications défendues aux particuliers sont : la poudre, le salpêtre, les armes et les munitions de guerre.

Art. 98. — Tous nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont libres de se livrer au commerce d'importation et d'exportation, en se conformant aux lois et règlements déjà établis ou qui seront établis à l'avenir, relativement aux droits d'entrée et de sortie sur les produits du sol et manufacturés.

Art. 99. — Tous nos sujets devront respecter les interdictions qui émaneront de notre

gouvernement quand l'intérêt du pays l'exigera, au sujet de l'entrée et de la sortie de certains produits tels que les armes, la poudre et autres munitions de guerre, le sel et le tabac.

CHAPITRE XIII

Des étrangers établis dans le royaume de Tunis

Art. 105. — Une liberté complète est assurée à tous les étrangers établis dans les Etats tunisiens, quant à l'exercice de leurs cultes.

Art. 106. — Aucun d'eux ne sera molesté au sujets de ses croyances, et ils seront libres d'y persévérer ou de les changer à leur gré.

Leur changement de religion ne pourra changer ni leur nationalité ni la juridiction dont ils relèvent.

Art. 107. — Leur liberté individuelle sera respectée à l'égal de celle des sujets tnnisiens...

Art. 108. — Ils ne seront soumis ni à la conscription, ni à aucun service militaire, ni à aucune corvée dans le royaume.

Art. 109. — Il est garanti aux étrangers établis dans le royaume, comme il l'a été aux sujets tunisiens, un respect complet pour leurs biens de toute nature et pour leur honneur...

Art. 110. — Il est accordé aux étrangers établis dans le royaume les mêmes droits reconnus aux sujets tunisiens relativement aux industries à exercer et aux machines à introduire dans le royaume, et ils seront soumis aux mêmes charges et conditions.

Art. 111. — Lesdits étrangers ne pourront établir des usines destinées à l'exercice d'industries que dans les endroits où ils ont le droit d'être propriétaires et sur l'emplacement qui sera désigné par la municipalité, ainsi qu'il est dit à l'article 97.

Art. 112. — Les étrangers établis dans les Etats tunisiens pourront se livrer au commerce d'importation et d'exportation à l'égal des sujets tunisiens, et ils devront se soumettre aux mêmes charges et restrictions que celles auxquelles sont soumis lesdits sujets tunisiens.

Art. 113. — L'article 11 du pacte fondamental avait accordé aux étrangers la faculté de posséder des biens immeubles à des conditions à établir ; mais, quoique tout ce qui résulte du pacte fondamental soit obligatoire, néanmoins, en considérant l'état de l'intérieur du pays, il a été reconnu impossible d'autoriser les étrangers à y posséder, par crainte des conséquences. Ainsi, une loi spéciale désignera les localités de la capitale et ses environs et des villes de la côte et de leurs environs où les étrangers pourront être propriétaires d'immeubles.

Il est bien entendn que les étrangers qui possèderont des immeubles dans les localités désignées seront soumis aux lois établies ou à établir par la suite, à l'égal des sujets tunisiens.

Art. 114. — ..... Les étrangers établis dans nos Etats et qui sont appelés à jouir des mêmes droits et avantages que nos propres sujets, devront être soumis, comme ceux-ci, à la juridiction des divers tribunaux que nous avons institués à cet effet.....

juillet 1866 (rabia-el-aoual 1283)

Décret relatif aux protections étrangères conférées aux Tunisiens

Nous avons appris que plusieurs de nos sujets se prévalent aujourd'hui de la protection de nations étrangères dont les consuls leur auraient délivré des patentes à cet effet.

Il est porté à la connaissance des consuls que nous ne reconnaissons aucune protection accordée aux Tunisiens et que nous continuerons à considérer et à traiter ceux qui sont munis de patente comme tous nos autres sujets.

27 mai 1881

Loi française portant approbation du traité conclu avec le Bey le 12 mai 1881

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier et à faire exécuter le traité signé à Tunis, le 12 mai 1881, entre la France et la Tunisie.

Une copie authentique de ce traité sera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutoire comme loi de l'Etat.

9 juin 1881 (11 redjeb 1298)

Décret chargeant le Ministre Résident de France des fonctions de ministre des affaires étrangères du gouvernement tunisien.

Les articles 4, 5 et 6 du traité conclu entre notre gouvernement et celui de la République française (12 mai 1881) nécessitant l'intervention du ministre de la République dans nos rapports avec les représentants des puissances amies :

En vue de faciliter et de hâter la solution des affaires ;

Nous chargeons le Ministre Résident de France à Tunis du rôle d'intermédiaire officiel et unique dans les rapports que les représen-

tants des puissances amies, accréditées auprès de nous, entretiendront à l'avenir avec nous.

Le présent décret sera notifié, par les soins du Ministre Résident de France, au gouvernement de la République française et aux représentants des puissances amies à Tunis.

22 avril 1882

Décret du Président de la République fixant les pouvoirs du Ministre Résident à Tunis et organisant le fonctionnement du protectorat français sur la Régence.

Article premier. — Les divers services ou établissements, fonctionnant en Tunisie sous l'action du gouvernement français, seront, dans les limites où s'exerce cette action, placés dans la dépendance du département ministériel correspondant de la République.

Art. 2. — Le Ministre Résident à Tunis sera le représentant direct de tous ces services et, à ce titre, correspondra avec les ministres français desquels il recevra ses instructions.

Art. 3. — Les communications échangées entre le Ministre Résident et les membres du gouvernement français, passeront par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères qui les examinera au point de vue spécial diplomatique et des intérêts internationaux et indiquera, s'il y a lieu, les observations que suggérera cet examen.

Art. 4. — Les projets d'organisation et les demandes de crédits y afférents que ces divers services pourraient entraîner, seront soumis à l'avis du ministre des affaires étrangères qui les contresignera de concert avec les ministres compétents.

Art. 5. — Les ministres sont chargés, chacun en ce qui concerne son département, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

23 juin 1885

Décret du Président de la République créant un Résident général à Tunis et fixant ses pouvoirs

Article premier. — Le représentant du gouvernement de la République française en Tunisie porte le titre de Résident général et relève du ministre des affaires étrangères.

Art. 2. — Le Résident général est dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes.

Art. 3. — Il a seul le droit de correspondre avec le gouvernement français. Exception est faite pour les affaires d'un caractère purement technique et d'ordre intérieur dans chaque administration française. Ces affaires pourront être traitées directement avec les ministres compétents par les chefs des différents services institués en Tunisie.

Art. 4. — Le Résident général communique avec les divers membres du gouvernement par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères. Il les saisit, sans délai, de toutes les questions qui intéressent leur département.

Art. 5. — Le décret du 22 avril 1882 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions sus-énoncées.

Art. 6. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Œuvres littéraires et artistiques

7 mars 1889 (4 redjeb 1306), date de la promulgation

Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

Entre Son Altesse le Bey de Tunis, Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, Sa Majesté le roi des Belges, Sa Majesté catholique le roi d'Espagne, en son nom Sa Majesté la reine régente du royaume, le Président de la République française, Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, impératrice des Indes, le président de la République d'Haïti, Sa Majesté le roi d'Italie, le président de la République de Libéria, le Conseil fédéral de la Confédération suisse, il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur les œuvres littéraires et artistiques.

Art. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit publiées dans un de ces pays, soit non publiées, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

La jouissance de ces droits est subordonnée à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre ; elle ne peut excéder, dans les autres pays, la durée de la protection accordée dans ledit pays d'origine.

Est considéré comme pays d'origine de l'œuvre celui de la première publication, ou, si cette publication a eu lieu dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législa-

tion accorde la durée de protection la plus courte.

Pour les œuvres non publiées, le pays auquel appartient l'auteur est considéré comme pays d'origine de l'œuvre.

Art. 3. — Les stipulations de la présente convention s'appliquent aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays de l'Union et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

Art. 4. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis, ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la typographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Art. 5. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union ou leurs ayants cause jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de dix années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

Pour les ouvrages publiés par livraison, le délai de dix années ne compte qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'œuvre originale.

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier est, en ce qui concerne le délai de dix années, considéré comme ouvrage séparé.

Dans les cas prévus au présent article, est admis comme date de publication, pour le calcul des délais de protection, le 31 décembre de l'année dans laquelle l'ouvrage a été publié.

Art. 6. — Les traductions licites sont protégées comme des ouvrages originaux. Elles jouissent, en conséquence, de la protection stipulée aux articles 2 et 3 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans les pays de l'Union.

Il est entendu que, s'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

Art. 7. — Les articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union, à moins que les auteurs ou éditeurs ne l'aient expressément interdit. Pour les recueils, il peut suffire que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro du recueil.

En aucun cas, cette interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique ou à la reproduction des nouvelles du jour et des faits divers.

Art. 8. — En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des œuvres littéraires ou artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

Art. 9. — Les stipulations de l'article 2 s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales ou leurs ayants cause sont, pendant la durée de leurs droits exclusifs de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, mais dont l'auteur a expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Art. 10. — Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites auxquelles s'applique la présente convention, les appropriations indirectes non autorisées d'un ouvrage littéraire ou artistique désigné sous des noms divers, tels que: adaptations, arrangement de musique, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction d'un tel ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements non essentiels, sans présenter d'ailleurs le caractère d'une nouvelle œuvre originale.

Il est entendu que, dans l'application du présent article, les tribunaux des divers pays de l'Union tiendront compte, s'il y a lieu, des réserves de leurs lois respectives.

Art. 11. — Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente convention

soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Ils est entendu toutefois que les tribunaux peuvent exiger, le cas échéant, la production d'un certificat délivré par l'autorité compétente, constatant que les formalités prescrites, dans le sens de l'article 2, par la législation du pays d'origine, ont été remplies.

Art. 12. — Toute œuvre contrefaite peut être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre a droit à la protection légale.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Art. 13. — Il est entendu que les dispositions de la présente convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Art. 14. — La présente convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Art. 15. — Il est entendu que les gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente convention.

Art. 16. — Un office international est institué sous le nom de *bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*.

Ce bureau, dont les frais sont supportés par les administrations de tous les pays de l'Union, est placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse, et fonctionne sous sa surveillance. Les attributions en sont déterminées d'un commun accord entre les pays de l'Union.

Art. 17. — La présente convention peut être soumise à des revisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres point de vue le développement de l'Union, seront traitées dans des conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

Il est entendu qu'aucun changement à la présente convention ne sera valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Art. 18. — Les pays qui n'ont pas pris part à la présente convention et qui assurent chez eux la protection légale des droits faisant l'objet de cette convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera de plein droit adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente convention.

Art. 19. — Les pays accédant à la présente convention ont aussi le droit d'y accéder en son temps pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Art. 20. — La présente convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Art. 21. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

Article additionnel. — Les plénipotentiai-

res réunis pour signer la convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques sont convenus de l'article additionnel suivant, qui sera ratifié en même temps que l'acte auquel il se rapporte :

La convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1° Au sujet de l'article 4, il est convenu que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres artistiques n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la convention conclue en date de ce jour, au bénéfice de ses dispositions. Ils ne sont, d'ailleurs, tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permet de le faire.

Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale au sens de la dite convention, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit;

2° Au sujet de l'article 9 il est convenu que ceux des pays de l'Union dont la législation comprend implicitement, parmi les œuvres dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques, admettent expressément les dites œuvres au bénéfice des dispositions de la convention conclue en date de ce jour. Il est d'ailleurs entendu que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeurent réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs;

3° Il est entendu que la fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique empruntés au domaine privé, ne sont pas considérés comme constituant le fait de contrefaçon musicale;

4° L'accord commun prévu à l'article 14 de la convention aux œuvres non tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs règleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'art. 14;

5° L'organisation du bureau international prévu à l'article 16 de la convention sera fixée par un règlement que le gouvernement de la Confération suisse est chargé d'élaborer.

La langue officielle du bureau international sera la langue française.

Le bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonnera et les publiera. Il procèdera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le bureau international devra se tenir, en tout temps, à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'administration du pays où doit siéger une conférence préparera, avec le concours du bureau international, les travaux de cette conférence.

Le directeur du bureau international assistera aux séances des conférences et prendra part aux discussions, sans voix délibérative. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

Les dépenses du bureau de l'Union internationale seront supportées en commun par les pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision, elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée, au be-

soin, par simple décision d'une des conférences prévues à l'article 17.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhèreraient ultérieurement de l'Union seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re	classe.....	25	unités
2e	—	20	—
3e	—	15	—
4e	—	10	—
5e	—	5	—
6e	—	3	—

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de la dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'administration suisse préparera le budget du bureau et en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

6° La prochaine conférence aura lieu à Paris, dans le délai de quatre à six ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention.

Le gouvernement français en fixera la date dans ces limites, après avoir pris l'avis du bureau international;

7° Il est convenu que, pour l'échange des ratifications prévu à l'article 21, chaque partie contractante remettra un seul instrument qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du gouvernement de la Confédération suisse. Chaque partie recevra, en retour, un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les plénipotentiaires qui y auront pris part.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention, et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont revêtu de leur signature.

Fait à Berne, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-six.

Convention ratifiée par Son Altesse le Bey de Tunis à la date du 5 hidjé 1304.

15 juin 1889 (17 chaoual 1306)

Loi sur la propriété littéraire et artistique

Article premier. — Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vente, de reproduction, de représentation ou d'exécution et de distribution de leurs ouvrages dans tout le territoire de la Régence de Tunis, ainsi que du droit d'en céder la propriété en tout en partie. Toutefois, cette protection sera limitée : 1° aux œuvres publiées pour la première fois en Tunisie, quelle que soit la nationalité de l'auteur ; 2° aux œuvres publiées à l'étranger et pour la protection desquelles pourrait être invoquée une convention diplomatique.

Art. 2. — Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

Art. 3. — L'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales, avec ou sans paroles, les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topograhie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin, toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Le droit de l'auteur n'exclut pas le droit de faire des citations, lorsqu'elles ont lieu dans un but de critique, de polémique ou d'enseignement.

Tout journal peut reproduire un article publié dans un autre journal, à la condition d'en indiquer la source, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.

Art. 4. — Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire comprend le droit exclusif d'en faire ou d'en autoriser la traduction. Le droit d'auteur sur les compositions musicales comportera le droit exclusif de faire des arrangements sur les motifs de l'œuvre originale.

Art. 5. — Aucune œuvre littéraire ou artistique non tombée dans le domaine public ne pourra être publiquement exécutée dans la Régence sans le consentement formel et par écrit de l'auteur ou de ses ayants droit, sous peine d'une amende de 50 piastres au moins, et de la confiscation des recettes au profit des auteurs ou de leurs ayants droit.

Art. 6. — La contrefaçon, sur le territoire de la Régence de Tunis, constitue un délit. Il

en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaits, ainsi que de leur introduction sur le territoire tunisien.

Art. 7. — Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus ou introduisent sur le territoire de la Régence de Tunis, dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables d'un même délit.

Art. 8. — Les délits prévus aux articles 6 et 7 ci-dessus seront punis d'une amende de 50 à 2,000 piastres.

La confiscation au profit des auteurs ou de leurs ayants droit des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celle des planches, moules ou matrices et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale.

Art. 9. — L'application frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique, du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2,000 piastres, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, en connaissance de cause, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins, introduisent sur le territoire de la Régence ou exportent, pour être vendus, les objets désignés au paragraphe premier du présent article, seront punis des mêmes peines.

Art. 10. — Les autorités locales donneront, en toute circonstance, leur concours aux auteurs ou à leurs fondés de pouvoirs pour la constatation et la répression de tout fait attentatoire à leurs droits.

L'article 463 du code pénal français sera applicable aux faits prévus et réprimés par la présente loi.

Art. 11. — Les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de toutes demandes ou contestations relatives à l'application de la présente loi.

Pains azimes

21 mars 1889 (19 redjeb 1306)

Décret établissant une taxe sur les pains azimes

Article premier. — Les pains azimes fabriqués pour la célébration de la Pâque israélite dans les circonscriptions de Tunis et de La Goulette sont soumis à une taxe de sept piastres et demie par quintal de Tunis.

Art. 2. — Cette taxe sera perçue par les soins et au profit de la caisse de bienfaisance israélite.

Art. 3. — Les pains azimes fabriqués par les particuliers pour leur usage personnel sont exempts de la taxe. Toutefois, cette exemption est subordonnée à l'obtention d'un permis délivré par un délégué désigné à cet effet par le caïd des israélites, le grand-rabbin de la communauté tunisienne et le grand-rabbin de la communauté dite Grana.

Art. 4. — Tout individu qui voudra se livrer à la fabrication des pains azimes dans un intérêt commercial devra se munir d'une autorisation délivrée par le cheik el medina, sur l'avis conforme de la société de bienfaisance israélite.

Art. 5. — Notre premier ministre est chargé, etc.

Passeports

15 septembre 1885 (7 hidjé 1302)

Circulaire aux caïds les chargeant de la délivrance des passeports à l'intérieur.

Il a été décidé par S. A. le Bey que dorénavant vous délivrerez des permis de voyage gratuits à tous ceux de vos administrés qui voudront se rendre à un point ou à une ville quelconque de la Régence et notamment à Tunis. Ces permis devront être remis sans aucun retard provenant de votre part ou de celle de vos employés. Ils ne sont nécessaires que pour les voyages réputés extraordinaires; mais ils sont indispensables pour les voyages par mer entre les différents ports tunisiens. Il vous est absolument interdit de recevoir et de laisser recevoir par vos employés quoi que

ce soit pour les délivrer. Toute infraction, de votre part ou de la leur, sera sévèrement punie. Vous ne devrez non plus les refuser aux personnes qui les demandent que pour des motifs sérieux que vous aurez soin d'exposer à l'autorité française chargée de la surveillance du territoire.

Si votre refus était reconnu mal fondé vous seriez personnellement responsable des dommages qu'il aurait pu occasionner au demandeur.

2 décembre 1885 (24 sfar 1303)

Circulaire aux caïds sur la délivrance des passeports pour l'étranger

Je vous fais connaître que des permis de circulation à destination de l'Algérie sont délivrés par le Ministre Résident ou son délégué, les officiers consulaires français et les officiers français chargés de la police du territoire. Ces permis sont de deux sortes : 1° ou bien ils s'appliquent à un seul voyage et à une localité quelconque de l'Algérie ; la durée du permis peut être limitée suivant la longueur du voyage et les intérêts à traiter par celui qui l'obtient, mais elle cesse de plein droit, même avant son terme, quand le voyage est accompli ; 2° ou bien ils s'appliquent à un marché algérien de la frontière, déterminé dans le permis ; dans ce cas, la valeur du permis n'est pas adirée par l'accomplissement du voyage, mais seulement par celui de la période pour laquelle il a été accordé. Cette période peut être portée jusqu'à un an pour les indigènes accoutumés à se rendre à un marché de la frontière et, pendant ce temps, ils pourront entreprendre autant de voyages qu'il leur plaira, sans faire renouveler leur permis.

Cette deuxième sorte de permis ne peut être donnée qu'aux négociants connus, les caïds doivent fournir des renseignements très précis aux autorités françaises sur les indigènes qui les sollicitent, afin d'assurer la sécurité des régions limitrophes des marchés.

Les permis de circulation devront, dans les deux cas, contenir le signalement de l'individu qui les possède ; ils sont délivrés gratuitement.

Enfin, en ce qui concerne les demandes des indigènes qui manifestent l'intention de quitter définitivement ce pays pour aller se fixer en Algérie, elles doivent être adressées au gouvernement tunisien, qui a seul qualité pour les apprécier. Quand il accorde ces autorisations, il donne alors à l'indigène un passeport.

Les voyages à l'étranger pour une autre destination que l'Algérie ne peuvent également être entrepris qu'avec un passeport,

Les passeports sont délivrés par le ministère, à Tunis, et, à l'intérieur, par les caïds du Kef, la Goulette, Sousse, Sfax, Djerba et Gafsa. Ils sont taxés d'un droit de cinq piastres.

6 août 1888 (28 kâda 1305)

Circulaire ministérielle aux gouverneurs et caïds relative à la délivrance des permis de voyage

Par suite de la sécheresse qui a malheureusement régné cette année dans bien des régions de la Régence, un très grand nombre d'indigènes ont quitté leur tribu pour aller s'installer, avec leurs troupeaux, sur des territoires moins éprouvés.

Généralement, aucun de ces indigènes n'est muni du permis de voyage exigé par la circulaire en date du 7 hidjé 1302. Il arrive donc que chacun de ces groupes agit à sa guise, se déplace ou se fractionne sans avertir l'autorité dont il relève ou celle du pays où il s'est installé, ni de ses projets de migration, ni de ses mouvements.

Cette situation est fort préjudiciable au bon ordre et à la sécurité des campagnes. En conséquence, et dès la réception de cette lettre, vous ferez savoir à vos administrés qu'ils ne sauraient quitter leur tribu sans se munir d'un permis de voyage ; qu'ils s'exposent à des mesures de répression très sévères en passant outre aux dispositions de la circulaire du 7 hidjé 1302.

En ce qui concerne les étrangers déjà installés sur le territoire de votre commandement, vous devez leur prescrire de régulariser, dans le plus bref délai, leur situation en vous fournissant un état indiquant leur nom, leur tribu d'origine et leurs fractions, le nombre de têtes de bétail qu'ils possèdent, et enfin, en vous donnant des garants choisis dans le district où ils sont provisoirement fixés.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire et de me faire connaître sans retard les mesures que vous aurez prises pour l'exécution de ces instructions.

22 juin 1891 (15 kâda 1308)

Arrêtés du premier ministre prescrivant qu'aucun émigré de Corfou ne sera admis à débarquer dans la Régence à partir du 27 juin 1891 s'il n'est muni d'un passeport visé par le consul de France à Corfou.

(Texte conforme).

Pâturage (1)

17 février 1883 (9 rabia-ettani 1300)

Décret interdisant le pâturage dans l'île de Djerba

Article premier. — Il est interdit de laisser paître les animaux dans les champs ensemencés et dans les plantations d'oliviers de Djerba.

Art. 2. — Toute contravention à la présente prohibition sera punie d'une amende de :
1 franc par tête de chèvre, brebis ou mouton ;
1 fr. 50 — âne ;
2 fr. » — bœuf, vache ou taureau ;
3 fr. » — chameau.

6 décembre 1892 (17 djoumadi-el-aoual 1310)

Arrêté du premier ministre réglementant le pacage dans l'henchir Bou-Thadi

Article premier. — Nul ne sera admis à conduire des troupeaux au pacage sur l'henchir domanial de Bou-Thadi s'il n'a pas préalablement acquitté la redevance au chef des gardes de l'henchir.

Art. 2. — Cette redevance est fixée pour l'année pastorale qui a commencé le 1er novembre, à 15 centimes par tête de mouton ou de brebis adulte et par trimestre. Pour les années suivantes, le taux de la redevance qui pourra varier suivant l'état du pâturage sera fixé chaque année par arrêté du directeur de l'agriculture.

Art. 3. — Dans le but d'encourager l'amélioration de la race ovine, les moutons à queue fine, quelle que soit leur provenance, ne seront point soumis au paiement de cette redevance et pourront pâturer librement.

Sont également exemptés du paiement de la redevance les agneaux de moins de six mois quelle que soit la race à laquelle ils appartiennent.

Art. 4. — Il sera délivré par le chef des gardes, contre paiement de la redevance de pacage, un reçu à souche indiquant la somme perçue, le nom du berger, le nom du propriétaire du troupeau et le domicile de ce dernier. Ce reçu servira de permis de pacage. Il devra être présenté à toute réquisition des gardes de l'henchir.

Il ne sera pas délivré de permis pour moins de trois mois.

Art. 5. — Si pour une cause quelconque un troupeau venait à quitter l'henchir avant le terme de pacage de son permis de pacage, le propriétaire ni le berger du troupeau n'auront droit à aucun remboursement ou indemnité.

Art. 6. — Y seront exceptionnellement admis les chameaux des caravanes. Il est interdit à ces derniers de pâturer à une distance de plus de 50 mètres de chaque côté des pistes fréquentées.

Art. 7. — Les infractions commises au présent arrêté par des sujets tunisiens seront déférées au caïd de Sfax.

Les infractions commises par des Européens ou protégés seront déférées aux tribunaux compétents.

Art. 8. — Le directeur de l'agriculture est chargé, etc.

2 février 1893 (15 redjeb 1310)

Arrêté du premier ministre relatif au pacage dans l'henchir Bou-Thadi

Article premier. — Quiconque voudra conduire au pacage sur l'henchir Bou-Thadi des bœufs ou des chameaux y est autorisé moyennant le paiement préalable au chef des gardes d'une redevance dont le montant est fixé à 0 fr. 30 (centimes) par tête de chameau âgé de plus d'un an et par mois, et à 0 fr. 10 (centimes) par tête de gros bétail âgé de plus d'un an et par mois.

Art. 2. — Il sera délivré par le chef des gardes contre paiement de la redevance de pacage un reçu à souche indiquant la somme perçue, le nom des bergers, le nom du propriétaire du troupeau et le domicile de ce dernier. Ce reçu, qui servira de permis de pacage devra être présenté à toute réquisition des gardes de l'henchir.

La durée minimum du permis sera d'un mois.

Art. 3. — Les infractions commises au présent arrêté par les sujets tunisiens seront déférées au caïd de Sfax. Les infractions commises par les Européens seront déférées aux tribunaux compétents.

Art. 4. — Les dispositions de l'art. 6 de l'arrêté du 6 décembre 1892, contraires au présent arrêté, sont annulées.

Art. 5. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Peaux et laines

13 décembre 1894 (15 djoumadi-ettani 1312)

Article premier. — La vente des peaux de tous les animaux, brutes ou préparées, et de la laine sous toutes ses formes, ne peut avoir

(1) Voir aussi art. 590 du « Droit civil et pénal tunisien... »

lieu que sur les marchés désignés à cet effet.

Toute vente de l'espèce est soumise au paiement d'une taxe de 6,25 0/0 *ad valorem*.

Le vendeur ou l'acquéreur est tenu de faire, avant la fermeture du marché, la déclaration de la vente au bureau de perception et de fournir en vue de cette perception tous les renseignements jugés utiles.

Le droit est à la charge de l'acquéreur ; il est dû solidairement par le vendeur et par l'acquéreur.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er ne sont pas applicables aux villes de Tunis, La Goulette, Kairouan, Sousse, Sfax, Monastir, Mehdia, Bizerte, le Kef, et dans toutes autres localités qui seront désignées par arrêté du directeur des finances.

Nul ne peut introduire dans ces villes des laines ou des peaux, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, sans les déclarer à l'entrée et sans acquitter les droits ci-après :

PEAUX

			par quintal métrique
De bœufs ou de vaches	fraîches		2f 10
	sèches		4 20
De veaux	fraîches		2 50
	sèches		5 »
De chèvres	fraîches		3 »
	sèches		6 »
De chevreaux	fraîches		6 »
	sèches		12 »
De moutons ou d'agneaux	lainées	fraîches	2 10
		sèches	4 20
	rason, sèches		3 »

Les peaux non dénommées au tarif qui précède paient 6,25 0/0 *ad valorem*.

Le droit est exigible, que les peaux soient brutes ou préparées, entières ou coupées, sans aucune exception.

LAINES

Laines en suint ou en toison et déchets (bou netouf.	4 00	par quint. métriq.
Laines lavées ou de mégisrie	8 00	—
Laines filées, chaîne et trame.....	20 00	—

Les laines et les peaux introduites dans les villes d'octroi doivent être conduites au bureau de perception par le chemin le plus direct. Toute tentative tendant à contourner ou à éviter le bureau de perception sera considérée comme une introduction en contrebande.

Art. 3. — Les droits sont liquidés d'après la déclaration du poids ou de la valeur, suivant le cas, faite par le propriétaire des produits ou en son nom.

L'administration procède, toutes les fois qu'elle le juge utile, à une pesée de vérification.

Dans tous les cas où le droit est assis sur la valeur, l'administration a la faculté, si la déclaration paraît insuffisante, de se rendre acquéreur de l'objet taxé en payant la valeur indiquée par le déclarant et 5 p. 0/0 en sus ; mais si elle n'use pas de cette faculté, la valeur déclarée sert de base pour la perception.

Art. 4. — Les laines et les peaux introduites dans une ville d'octroi pour la traverser seulement ou y séjourner moins de 24 heures ne sont pas soumises au droit d'entrée ; mais le conducteur est tenu d'en consigner ou d'en faire cautionner le montant à l'entrée et de se munir d'un permis de passe-debout. La somme consignée n'est restituée, ou la caution libérée, qu'à la sortie des marchandises et après qu'il en a été justifié.

Lorsqu'il est possible de faire escorter les chargements, le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits, à la condition de payer les frais d'escorte.

Art. 5. — Toute fausse déclaration, toute vente clandestine ou tardivement déclarée, toute tentative d'introduction en contrebande, et, d'une manière générale, toute contravention aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende de 50 à 500 francs et de la confiscation de la marchandise, ainsi que des moyens de transport, s'il y a lieu.

Dans les cas de vente, le vendeur et l'acquéreur seront solidaires pour le paiement de l'amende et des dépens.

Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens.

Les infractions seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) sus-visé.

Art. 6. — Le tarif des droits d'exportation sur les laines est modifié ainsi qu'il suit :

Laines en suint et déchets de laine, 12 fr. par 100 kilos.

Laines lavées, 20 fr. par 100 kilos.

Le droit d'exportation de 10, 20 0/0 *ad valorem* qui frappe les laines filées est supprimé.

Le tarif des droits de sortie sur les peaux n'est applicable qu'aux peaux brutes.

Les fragments ou portions de peaux brutes sont traités comme les peaux entières dont ils proviennent, les rognures et déchets propres uniquement à la préparation de la colle forte ou à l'amendement des terres, comme les os et cornes d'animaux.

Art. 7. — Les animaux de l'espèce ovine,

exportés par les frontières de terre du 1er avril au 30 juin, revêtus de leur pleine laine, sont frappés, à leur sortie de la Régence, d'un droit de 0 fr. 30 par tête.

Art. 8. — Toutes dispositions antérieures concernant le régime fiscal des laines et des peaux sont abrogées.

Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1895.

Pêche (1)

27 décembre 1874 (18 kâda 1291)

Décret relatif à la pêche aux filets et aux sacs sur la côte de Sfax

Il est interdit à tous autres qu'aux indigènes de Sfax de faire la pêche aux filets et aux sacs sur la côte de cette ville...

26 mai 1879 (4 djoumadi-ettani 1296)

Décret réservant aux indigènes de Kerkennah la pêche sur les côtes de cette île

Considérant que les indigènes de Kerkennah font la pêche sur les côtes de cette île et qu'il est interdit à tous autres de s'y livrer en vertu d'ordres émanant de nos prédécesseurs ;

Vu que certaines personnes ont cru pouvoir enfreindre cette prohibition ;

Nous avons pris le décret suivant :

Les indigènes de Kerkennah ont seuls le droit de jouir de la pêche des côtes de cette île.

Il ne leur est pas loisible de céder leur droit à un étranger sur une partie quelconque de ces côtes, à quelque titre que ce soit.

26 mai 1879 (4 djoumadi-ettani 1296)

Décret délimitant l'étendue de la côte sur laquelle la pêche aux filets et aux sacs est réservée aux indigènes de Sfax.

Considérant que les indigènes de Sfax font la pêche dans deux endroits de la côte limités au sud par le large et à l'est par Raz el-Kessir et l'ancien chenal, au nord par le bord de la mer à l'ouest par Raz Traf-el-Mé, et que le décret du 18 kâda 1291-27 décembre 1874 interdit à tous autres de s'y livrer au moyen de filets ou de sacs ;

Vu que certaines personnes ont cru pouvoir enfreindre cette prohibition ;

Nous avons pris le décret suivant :

Est confirmée l'interdiction de la pêche aux filets et aux sacs, dans les endroits ci-dessus délimités, et à tous autres qu'aux indigènes de Sfax.

(1) V. aussi : Eponges et poulpes.

Il n'est pas loisible à ceux-ci de céder leur droit à un étranger sur une partie quelconque desdits endroits, à quelque titre que ce soit.

18 août 1883 (15 chaoual 1300)

Décret interdisant la pêche à la torpille à la Goulette et Radès

Article unique. — La pêche à la torpille est interdite à l'avenir dans la rade de la Goulette et dans la baie de Radès.

16 mars 1886 (11 djoumadi-ettani 1303)

Décret fixant la taxe sur le poisson dans les circonscriptions de Bizerte, la Goulette et Tunis

Article premier. — Est et demeure réduite à quatre caroubes par piastre, (25 o/o) à partir du 13 mai 1886, la taxe sur le poisson actuellement perçue à raison de cinq caroubes par piastre dans les territoires prémentionnés. (*Circonscriptions de Bizerte, la Goulette et Tunis, notamment Bizerte, Ras-el-Djebel, Porto-Farina, Gammart, la Goulette, Tunis et Radès*).

La taxe de quatre caroubes par piastre est également exigible sur le poisson débarqué sur un point de la côte situé en dehors de ces territoires, mais qui sera introduit dans lesdits territoire pour être vendu. Toutefois, dans ce cas, la taxe qui aurait été déjà régulièrement payée à l'agent des mahsoulats, viendra en déduction du droit de quatre caroubes par piastre, liquidé comme il sera dit à l'article 3. (*Tarif des mahsoulats*).

Art. 2. — Le propriétaire du poisson est tenu avant toute opération de vente, soit en gros, soit en détail, et sous les peines portées par l'article 5 ci-après, de transporter son poisson à ses frais sur le marché aux poissons, lorsqu'il en existe un dans la localité du débarquement ou, à défaut de marché, sur l'emplacement habituellement affecté à la vente ou qui pourra être désigné par l'autorité administrative.

Art. 3. — La taxe de quatre caroubes par piastre est liquidée sur la valeur du poisson déterminée par les résultats de l'adjudication aux enchères publiques qui a eu lieu en présence d'un agent de l'Etat ou de son représentant et du propriétaire ou de son représentant.

Dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 1, la taxe de quatre caroubes par piastre ne pourra, quels que soient les résultats de l'adjudication, être liquidée sur une somme inférieure à celle qui aura servi de base à la liquidation de taxe des mahsoulats.

Art. 4. — Dans le cas où l'adjudication dont

il fait mention à l'article qui précède ne pourrait aboutir à défaut de concurrents, la taxe sera perçue sur la valeur estimative du poisson déterminée d'un commun accord entre le propriétaire et l'agent de l'administration. A défaut d'entente, l'agent de l'Etat ou son représentant aura la faculté de se rendre acquéreur du poisson en payant le prix indiqué par le propriétaire, augmenté de cinq pour cent.

Art. 5. — Toute vente de poisson, en gros ou en détail, qui aura lieu avant l'acquittement du droit dans les conditions prévues aux articles 3 et 4 qui précèdent, entraînera la confiscation du poisson vendu et rendra le vendeur passible d'une amende de vingt-cinq à cinquante piastres (15 à 30 fr.)

En cas de récidive, l'amende pourra être portée à cent piastres (60 fr.) avec emprisonnement de deux à cinq jours.

Art. 6. — Tout colporteur ou vendeur de poisson devra justifier, à toute réquisition, du paiement de la taxe.

Art. 7. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 sur les douanes et monopoles, dont les dispositions règleront également l'attribution et la répartition du produit des saisies, amendes et condamnations pécuniaires.

Art. 8. — Toutes taxes sur le poisson dont la perception a lieu, soit en vertu des décrets des mahsoulats, soit en vertu des usages, sur des territoires autres que ceux mentionnés, sont et demeurent maintenues.

29 mai 1888 (19 ramadan 1305)

Décret prohibant l'emploi de la gangara (drague) du 1er mars au 1er juin de chaque année

Article premier. — L'emploi de la gangara (drague) est prohibé du 1er mars au 1er juin.

Toute contravention à cette disposition sera punie de la confiscation des engins prohibés et d'une amende de 800 piastres, outre les frais, avec retenue préventive de l'embarcation pour sûreté de l'amende.

Art. 2. — Les contraventions seront constatées dans la forme et d'après les règles tracées par le décret du 14 hidjé 1301 sur les douanes et monopoles, dont les dispositions règleront également l'attribution et la répartition du produit des saisies, amendes et condamnations pécuniaires.

19 avril 1892 (20 ramadan 1309)

Décret relatif aux mesures à prendre pour la conservation des produits des eaux sur le littoral tunisien.

Article premier. — Certaines pêches pourront être temporairement interdites aux époques, lieux et conditions qui seront jugés nécessaires dans l'intérêt des industries de la pêche en général et de la conservation des produits des eaux de notre Régence. Ces interdictions seront prononcées par arrêté de notre directeur général des travaux publics.

Art. 2. — Toute violation des limites des zones ainsi frappées d'interdiction sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de un à cent francs.

Art. 3. — Notre directeur général des travaux publics est chargé, etc.

Pèlerins

16 mai 1883 (9 redjeb 1300)

Circulaire du premier ministre aux caïds relative à la délivrance des passeports pour La Mecque

Un certain nombre d'indigènes se rendent à La Mecque sans être en état de pourvoir aux frais de leur retour. Ce pieux voyage n'est cependant pas un devoir pour les fidèles qui sont dans la pauvreté. Vous ne devez donc me proposer d'accorder un passeport pour La Mecque qu'à ceux qui, à l'appui de leur demande, justifieront d'être en mesure de subvenir aux dépenses du voyage tant pour le retour que pour l'aller.

Février 1886 (djoumadi-el-aoual 1303)

Circulaire aux caïds imposant aux pèlerins l'obligation de fournir caution de leurs moyens d'accomplir le voyage de La Mecque.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, à la date du 9 redjeb 1300-16 mai 1883, que des passeports ne pouvaient être délivrés, pour La Mecque, qu'aux indigènes justifiant d'être en mesure de subvenir aux dépenses du voyage tant pour le retour que pour l'aller. A l'avenir, cette justification devra être appuyée d'une caution solvable, qui sera tenue de rembourser les frais faits, par les autorités, pour les pèlerins demeurés sans ressources à un point quelconque de leur voyage.

17 mars 1895 (21 ramadan 1312)

Arrêté du premier ministre relatif au pèlerinage de La Mecque, et règlement sur le transport des pèlerins.

Article premier. — Toute compagnie de navigation, tout armateur qui entreprendra le transport des pèlerins devra en faire la déclaration préalable au gouvernement et s'engager par écrit à observer les conditions imposées par le présent arrêté. Au cas où le bateau affecté au transport des pèlerins aurait

été affrété, l'affréteur sera tenu de déposer, à l'appui de sa déclaration, un engagement écrit par lequel l'armateur ou la compagnie de navigation propriétaire se soumettra, solidairement avec lui, à l'exécution des mêmes conditions.

Art. 2. — Les compagnies de navigation et les capitaines des bateaux affectés au transport des pèlerins sont tenus de se conformer aux prescriptions du règlement élaboré par la commission sanitaire internationale de Paris, sauf en ce qui concerne les modifications prévues au présent arrêté. Les infractions commises seront constatées à telles fins que de droit par les agents du service sanitaire et mention en sera faite sur la patente de santé.

Art. 3. — Les latrines affectées à l'usage des pèlerins devront être suspendues hors bordage, aux flancs du navire. Elles seront nettoyées et désinfectées trois fois par jour, avec une solution d'acide phénique au 1/100me, avec du chlorure de chaux, du sulfate de fer ou de cuivre, ou même avec une solution de sublimé au 1/1000me, suivant les prescriptions du médecin.

Le directeur du service de la santé ou, à son défaut, un médecin spécialement requis par le service sanitaire, fixera, pour chaque bateau, la nature et la quantité des désinfectants et des médicaments qui devront exister à bord.

Art. 4. — Le pont devra être, sur toute son étendue, couvert d'une tente-abri.

Art. 5. — Le prix du passage, qui sera débattu librement entre les pèlerins et l'armateur du bateau, devra comprendre le voyage et les droits dus à l'office de santé ottoman, droits qui seront acquittés, à l'arrivée en Arabie, par le capitaine du bateau pour tous les passagers.

Art. 6. — L'alimentation à bord sera assurée par les denrées dont la nomenclature suit: boîtes de sardines, lentilles, pois chiches, julienne en tablettes pressées, farine, pain, biscuits, couscous, riz, caisses de lait concentré, raisins secs, figues sèches, café en grains, thé, sucre blanc, poivre rouge, épices, sel fin, poivre noir de Cayenne, huile d'olive de cuisine, beurre arabe salé, viande, charbon de bois.

Les quantités à embarquer seront fixées proportionnellement au nombre des passagers par le service sanitaire qui aura le droit de refuser l'embarquement des vivres dont la qualité laisserait à désirer.

Art. 7. — Pendant la traversée, la vente de ces denrées aux pèlerins sera faite d'après leur prix moyen dans la Régence.

Art. 8. — La quantité d'eau potable mise chaque jour à la disposition de chaque pèlerin doit être d'au moins cinq litres.

L'eau nécessaire pour les ablutions, douches, lavages corporels, sera fournie à la volonté des passagers par la pompe Petit Cheval et sera puisée dans la mer. En aucun cas l'armement ne pourra percevoir le prix de l'eau qui sera distribuée aux pèlerins pour quelque usage que ce soit.

Les douches seront données, à l'aide de la pompe Petit Cheval, à des heures réglementaires fixées par le médecin ; elles seront facultatives pour les passagers, mais pourront être rendues obligatoires sur l'ordre du médecin.

RÈGLEMENT sur la police du transport des pèlerins

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

Art. 2. — N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui, qui outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Art. 3. — Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le *Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz* qui sera publié par le conseil de santé de Constantinople conformément aux principes édictés dans la présente convention.

Art. 4. — Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée dit « voyages au cabotage » sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial mentionné à l'article 3.

TITRE II

MESURES A PRENDRE AVANT LE DÉPART

Art. 5. — Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins, est tenu de déclarer à l'autorité

compétente (1) du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 6. — A la suite de cette déclaration l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'*inspection* et au *mesurage* du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétence de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

Art. 7. — L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assuré :

a) Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin désinfecté ;

b) Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer.

c) Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage, et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage.

d) Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés, de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes ;

e) Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins par tête et par jour pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

f) Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité ;

g) Que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23 ;

h) Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

i) Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le titre III pourront être exécutées.

Art. 8. — Le capitaine est tenu de faire afficher à bord dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer et indiquant :

1° La destination du navire ;

2° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;

Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part ;

Art. 9. — Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains :

1° Une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

2° Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées : équipages, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, de la santé publique l'état dans le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. — L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect (1), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

TITRE III

PRÉCAUTIONS A PRENDRE PENDANT LA TRAVERSÉE

Art. 11. — Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être em-

(1) L'autorité compétente est actuellement dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le gouvernement local (*Native passenger ships Act.* 1887, art. 7) ; — dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; — en Turquie, l'autorité sanitaire ; en Autriche-Hongrie, l'autorité sanitaire ; en Italie, le capitaine du port ; en France, en Tunisie et en Espagne (îles Philippines) l'autorité sanitaire.

(1) D'après la définition de l'annexe V, I, 1° II, de la convention de Venise.

barqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1,000.

Art. 12. — Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins soient de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2° S'assurer que les prescriptions de l'article relatif à la distribution de l'eau soient observées;

3° S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 21 ci-dessous;

4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 18 ci-dessous;

5° S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'article 19 ci-dessous;

6° Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 13. — Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres, avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingt centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. — Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 15. — Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ces navires par chaque gouvernement, en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Art. 16. — Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. — De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. — Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucuns lieux d'aisances ne doivent exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. — La désinfection d'un navire doit être faite conformément aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'article 5 de l'annexe IV de la convention de Venise (1.)

Art. 20. — La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

Art. 21. — S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Art. 22. — Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. — Chaque navire doit avoir à bord

---

(1) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale. On descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines goutelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de la mer ; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de la cale ne sera pas déversée dans un port.

des médicaments et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ces navires par chaque gouvernement détermineront la nature et les quantités des médicaments. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. — Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

Art. 25. — Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades qui ont pu être souillées. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ou ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément è l'article 5 de l'annexe IV de la convention de Venise.

Art. 26. — En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin, et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution sublimée, sera jeté à la mer (1).

(1) Convention de Venise, annexe V, titre II. 6°.

Art. 27. — La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;

2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

3° L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. — Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 9 et préalablement au visa nouveau.

Art. 29. — Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée (1).

Art. 30. — Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires qui doivent être comprises dans le prix du billet.

TITRE IV

PÉNALITÉS

Art. 31. — Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. — Toute infraction à l'art. 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 33. — Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une faute quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9 est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 34. — Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement

(1) Convention de Venise, Annexe V, titre II, 7°.

tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 35. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un *médecin commissionné*, conformément aux prescriptions de l'article 11, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Art. 36. — Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'art. 9 est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 37. — Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. — Toute infraction aux autres prescriptions du présent réglement est punie d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 39. — Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour la remettre à qui de droit.

Art. 40. — Dans les ports ottomans, la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'annexe IV de la convention.

Art. 41. — Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passible de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

Art. 42. — Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité des navires et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

Pesage public

10 août 1886 (10 kâda 1303)

Décret réglementant le pesage public

Article premier. — Nul ne pourra exercer les fonctions de peseur qu'en vertu d'une commission délivrée par le premier ministre ou le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet et après avoir prêté serment de bien et fidèlement remplir ses devoirs, dans les conditions prévues par le décret du 13 chaoual 1301-6 août 1884.

Les amins des vivres pourront, tout en conservant leurs fonctions et pendant la durée de ces fonctions, être commissionnés en qualité de peseurs publics.

Art. 2. — Les instruments de pesage actuellement en usage seront remplacés, à la diligence et aux frais du gouvernement, par des poids du système métrique. Les peseurs publics, commissionnés et assermentés comme il est dit à l'article précédent, devront se servir exclusivement de ces derniers poids.

Art. 3. — Tout préposé au pesage convaincu d'avoir contrevenu à l'article précédent ou d'avoir fait usage de faux poids, sera passible des peines portées par l'article 423 du code pénal français, ainsi conçu :

« Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise ; quiconque, par usage de faux poids et de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs ;

« Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

« Loi française du 27 mars 1851. — Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

L'amende prévue par cet article ne pourra être inférieure à quatre-vingts piastres (48 fr.)

Art. 4. — Le pesage, par le peseur public, est facultif pour tous et il n'y est procédé qu'à la demande des intéressés. Mais il est formellement interdit à tout autre qu'au peseur public de peser des marchandises ou objets quelconques, pour le compte d'autrui, moyennant une rétribution, à peine de subir la confiscation des instruments de pesage et une amende de quarante à quatre-vingts piastres (24 à 48 fr.)

Toutefois, et pour la perception des droits d'octroi, de douane et d'autres institués par

le gouvernement, le pesage continuera à être fait, s'il y a lieu, par les préposés à ces perceptions.

Art. 5. — Le pesage aura lieu dans les bureaux établis ou à établir à cet effet aux endroits désignés par l'autorité et qui seront portés à la connaissance du public.

Il pourra aussi avoir lieu à domicile, dans l'intérieur des villes, au moyen de romaines ou de balances, à la demande de tout commerçant ou simple particulier, et sous les conditions prévues par les articles 6, 7 et 8 ci-après.

Art. 6. — Les droits à percevoir par les peseurs publics, pour chaque pesée, sont fixés ainsi qu'il suit, quelle que soit la nature ou la valeur des objets et marchandises :

10 kilog. et au-dessous	.	1 caroube	0f	0375
de 10	— à 25 kilog.	.	2	—	0 075
de 25	— à 50 kilog.	.	3	—	0 1125
de 50	— à 100 kilog.	.	5	—	0 1875

Au delà de cent kilogrammes le droit sera de deux caroubes par cinquante kilogrammes ou fraction de cinquante kilogrammes.

Lorsque les pesées auront lieu à domicile, la taxe sera double, et déterminée, sauf l'exception prévue à l'article 7 ci-après, d'après un poids minimum de cinq cents kilogrammes. Mais il ne pourra être exigé d'autre rétribution de quelque nature qu'elle soit.

Le droit minimum dont il vient d'être parlé sera exigible d'avance au moment où le pesage sera requis.

Art. 7. — Le minimum établi pour les pesées à domicile par l'article 6 § 2, ne sera pas applicable dans les localités autres que Tunis.

Les pesées à domicile, dans ces localités, pourront avoir lieu moyennant le seul paiement de la double taxe.

Art. 8. — Les marchandises ne pourront être enlevées du lieu de pesage qu'après le paiement des droits fixés par les articles précédents, lesquels droits seront exigibles solidairement du vendeur et de l'acheteur ou de tous autres qui auront requis la pesée.

Art. 9. — Les peseurs publics seront tenus de délivrer aux parties, en langue arabe, et, lorsque ce sera possible, dans les deux langues française et arabe, un bulletin de chacune de leurs opérations.

Ce bulletin, détaché d'un registre à souche, indiquera le nom du propriétaire de la marchandise pesée, la nature de cette marchandise, le nombre des colis, le poids total des objets compris dans une seule et même pesée et enfin le montant du droit acquitté.

La souche présentera les mêmes indications que le bulletin.

Art. 10. — Les bulletins délivrés par les peseurs publics feront foi en justice en cas de contestation.

Art. 11. — Le produit des taxes de pesage sera réparti de la manière suivante :

Un tiers au trésor ;

Deux tiers aux peseurs publics.

Dans les villes où il existe plusieurs peseurs, la répartition des deux tiers leur revenant aura lieu par portions égales.

Les salaires de tous les agents employés par les peseurs publics, les frais d'entretien et de transport à domicile des instruments de pesage, le loyer des bureaux et emplacements pour les bascules, seront supportés exclusivement par les peseurs commissionnés, lesquels n'auront droit, pour toute rétribution, qu'aux deux tiers des recettes encaissées, conformément au présent article.

Art. 12. — Le tiers revenant au trésor sera versé tous les cinq jours, savoir :

A Tunis, dans la caisse du receveur principal des contributions diverses ;

Dans les localités autres que Tunis, à la caisse du receveur des douanes de ces localités ou, à défaut, à la caisse du receveur principal des contributions diverses à Tunis.

Dans ce dernier cas, les versements pourront n'être faits que tous les mois.

Art. 13. — Les peseurs publics sont soumis au contrôle et aux vérifications des agents des douanes et des contributions diverses à qui ils seront tenus de représenter les instruments de pesage, les poids, les registres, pièces et documents de toute nature, chaque fois qu'ils en seront requis. Ils sont, en outre, placés sous la surveillance des gouverneurs ou de leurs délégués.

Art. 14. — Les taxes de toute nature et de toute dénomination, perçues jusqu'à ce jour au profit du fermage ou de la régie des poids publics, seront remplacées, à partir du 13 octobre 1886, par les droits résultant du présent décret.

Art. 15. — Les décrets de notre prédécesseur en date du 28 kâda 1288-8 février 1872 et 2 ramadan 1291-13 octobre 1874, sont et demeurent abrogés, ainsi que toutes dispositions et tous usages contraires au présent décret qui sera mis en vigueur à partir du 13 octobre 1886.

Pharmacie

15 juin 1888 (2 chaoual 1305)

Décret réglementant l'exercice de la pharmacie

Article premier. — A dater du 16 juillet

1888, nul ne pourra exercer la profession de pharmacien, dans toute l'étendue du territoire de la Régence, s'il n'est possesseur d'un titre lui donnant ce droit dans le pays où il lui a été concédé.

Art. 2. — Tout pharmacien, avant de prendre une officine déjà établie ou d'en établir une nouvelle, doit, dans le délai d'un mois à partir du jour où il a fixé son domicile, en faire la déclaration par écrit au contrôleur civil de sa circonscription et déposer entre ses mains, contre récépissé, le titre dont il est porteur. Ce titre sera ensuite vérifié par le secrétariat général du gouvernement tunisien. S'il a été reconnu valable, il sera enregistré et retourné au titulaire avec une déclaration constatant le droit à l'exercice. L'omission de ces formalités constitue une contravention passible d'une amende de 16 à 200 francs.

Dans les circonscriptions où il n'existe pas de contrôleur civil, les déclarations seront envoyées directement au secrétariat général du gouvernement tunisien.

Art. 3. — Les personnes auxquelles aura été délivrée la déclaration constatant le droit à l'exercice, pourront se livrer à la pratique de leur art dans toute l'étendue du territoire de la Régence. Dans tous les cas où elles viendraient à changer de résidence, elles seront tenues de faire enregistrer leur titre par le contrôleur civil de leur nouvelle circonscription.

L'omission de cette formalité constitue une contravention passible d'une amende de 5 à 15 francs.

Art. 4. — Les noms des pharmaciens pourvus d'un titre conférant le droit à l'exercice seront portés, au commencement de chaque année, à la connaissance du public par voie du *Journal officiel tunisien*.

Art. 5. — Quand une localité se trouve sans pharmacien ni médecin, une autorisation temporaire de vendre des médicaments peut être donnée à une ou plusieurs personnes domiciliées dans cette localité, sur la demande qui en sera adressée au contrôleur civil et transmise au secrétariat général du gouvernement tunisien, qui statuera.

Art. 6. — Les personnes étrangères à l'art, ainsi autorisées, ne peuvent vendre que les médicaments d'un usage courant; elles ne pourront, en aucun cas, vendre ou détenir que les médicaments figurant sur la liste qui sera publiée ultérieurement pour être annexée au présent décret.

Toute contravention sera passible d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice du retrait d'autorisation.

Art. 7. — Aucun pharmacien ne peut tenir plus d'une officine; il doit la tenir personnellement. Il ne peut faire, dans le local affecté à son officine, aucun autre commerce que celui des drogues, médicaments ou tous objets se rattachant à l'art de guérir ou à l'hygiène.

Toute contravention sera passible d'une amende de 16 à 200 francs.

Art. 8. — Après le décès d'un pharmacien, sa veuve ou ses héritiers pourront, pendant un an, faire gérer son officine par un pharmacien ou un élève pharmacien ayant au moins cinq ans de stage et reconnu capable par une commission spéciale composée de médecins et de pharmaciens.

Art. 9. — L'exercice simultané de la pharmacie et de la médecine est interdit aux personnes pourvues du double diplôme, sauf dans les localités où il n'y a pas de médecin diplômé.

Tout contrevenant sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Art. 10. — Toute entente ou association entre un pharmacien et un médecin dans le but d'exploiter une officine, est prohibée.

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 50 à 200 francs.

Art. 11. — Le pharmacien peut délivrer librement, sur la demande de l'acheteur, les substances simples ou les spécialités passées dans l'usage général et non dangereuses, même à dose élevée.

Pour les médicaments dangereux, il doit, sous peine d'une amende de 50 à 200 francs, exiger une prescription écrite par une personne que la loi sur l'exercice de la médecine autorise à signer une ordonnance.

Il transcrira toutes les ordonnances sur un registre *ad hoc*, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs.

Pour les substances toxiques employées dans les arts et l'industrie, le pharmacien doit, sous peine d'une amende de 50 à 200 francs, exiger un permis de l'autorité locale.

Il doit, en outre, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs, tenir un registre spécial sur lequel il inscrira la date du permis, le nom et la demeure de l'acheteur, et la nature de la substance avec sa quantité.

Ce registre doit être coté et paraphé par l'autorité administrative ; il doit toujours être tenu à jour et présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 12. — Les droguistes doivent se conformer aux prescriptions imposées par l'article 11 aux pharmaciens pour la vente des produits toxiques employés dans les arts,

sous peine d'encourir les amendes prévues audit article. Ils ne peuvent, dans aucun cas, vendre ces substances au poids médicinal, à peine d'être poursuivis pour exercice illégal de la médecine.

Art. 13. — Toute personne non munie d'un titre valable qui vend des médicaments, à l'exception des plantes médicinales d'un usage courant et sans danger, se livre à l'exercice illégal de la pharmacie et devient passible d'une amende de 50 à 500 francs. Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 100 à 1,000 francs. L'amende sera double en cas de récidive, et les délinquants pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois.

Art. 14. — Les établissements hospitaliers peuvent avoir une pharmacie particulière, sous la condition de la faire gérer par un pharmacien qui, par exception à l'article 7, pourra être un pharmacien exerçant dans la localité.

Art. 15. — Les associations industrielles, les communautés et les entrepreneurs de travaux importants peuvent avoir une réserve de médicaments pour l'usage exclusif de leurs membres ou de leur personnel.

Art. 16. — Une commission spéciale composée de deux médecins et de deux pharmaciens, assistée d'un officier de police, est chargée de visiter, au moins une fois par an, les établissements susceptibles de vendre des drogues ou des médicaments.

Cette commission signalera à l'autorité les contraventions aux dispositions du présent décret.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 17. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la tolérance de l'exercice pourra être accordée :

1° Aux personnes qui possèdent une officine depuis cinq ans au moins. Chaque année d'étude ou de stage régulier tiendra lieu d'une année d'exercice ;

2° Aux indigènes actuellement pourvus d'un amra beylical ;

3° Aux indigènes exerçant dans les localités ou tribus où il n'y a pas de pharmacien possédant un titre qui donne droit à l'exercice.

Art. 18. — Les personnes mentionnées ci-dessus adresseront, dans un délai de deux mois à partir de la promulgation du décret, une demande avec pièces à l'appui, au contrôleur civil de leur circonscription, qui les fera parvenir au secrétariat général, chargé d'en assurer la vérification.

Art. 19. — Les succursales actuellement existantes seront tolérées à la condition qu'elles soient gérées par un élève ayant au moins cinq ans de stage. Ces gérants seront responsables solidairement avec les propriétaires de la bonne tenue des succursales.

Art. 20. — Il est interdit aux personnes autorisées par l'article 19 de prendre un titre pouvant faire croire à la possession d'un diplôme donnant droit à l'exercice.

Toute contravention est passible d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice du retrait de la tolérance.

Art. 21. — Les personnes ci-dessus mentionnées ne pourront pas être appelées comme experts devant les tribunaux ; les rapports délivrés par elles seront considérés comme nul et de nul effet devant les autorités judiciaires et administratives.

Phylloxera

29 janvier 1892 (29 djoumadi-ettani 1309)

Loi sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Tunisie, modifiée par le décret du 11 février 1894 (5 châban 1311).

TITRE PREMIER

RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS DANS LE BUT D'ÉVITER L'INTRODUCTION DU PHYLLOXERA

Article premier. — Est prohibée l'importation en Tunisie, quelle qu'en soit la provenance :

1° Des ceps de vignes, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines, marcottes, etc., des feuilles de vignes, même employées comme emballage, enveloppe et couverture, des raisins et de vendange et de tous les débris de la vigne ;

2° Des plants d'arbres, arbustes et végétaux de toute nature à l'état vivant ;

3° Des échalas et tuteurs déjà employés ;

4° Des engrais, végétaux, terres, terreaux, fumiers et pouzzolanes.

Ne sont pas compris dans cette dernière prohibition :

Les engrais commerciaux, tels que guanos, phosphate, poudrette, sels de soude et de potasse, sulfate d'ammoniaque, phosphate de chaux, superphosphate, chiffons de laine, os, tourteaux, plâtres, chaux, cendres, marnes, sang desséché et frais et les engrais composés de matières animales, minérales et analogues.

Art. 2. — Est également prohibée l'entrée

en Tunisie des fruits (1) et légumes frais de toute nature.

Art. 3. — Les pommes de terre seules sont admises à l'importation, mais après avoir été lavées et complètement dégarnies de terre.

L'expéditeur qui justifiera par un certificat d'origine que les pommes de terre proviennent d'une région non phylloxérée ne sera pas tenu de remplir ces formalités pourvu que l'expédition ait été faite en sacs.

Art. 4. — Il sera créé dans les environs de Tunis un jardin d'acclimatation sous la direction de l'inspection de l'agriculture et sous la surveillance sanitaire du délégué phylloxérique du gouvernement et d'un expert du syndicat.

Art. 5. — Par exception aux articles 1 et 2 le gouvernement pourra accorder l'autorisation d'introduire en Tunisie des produits végétaux autres que ceux désignés au § 1 de l'article 1er de la présente loi, aux conditions suivantes :

1° l'introduction ne pourra avoir lieu qu'après avis favorable du syndicat des viticulteurs.

2° Ces végétaux devront provenir de pays indemnes de phylloxera.

3° Ils devront être complètement dégarnis de terre.

4° Ils ne pourront être introduits que solidement emballés dans des caisses vissées ; ces caisses ne pourront être ouvertes qu'en présence du délégué phylloxérique assisté de l'expert du syndicat.

5° Le délégué aura le droit de soumettre les produits introduits qui paraîtraient suspects aux procédés de désinfection qu'il jugera nécessaires et même, en cas de danger notoire, procéder à leur destruction immédiate sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée.

6° Les produits bénéficiant d'une autorisation d'introduction seront accompagnés d'une pièce signée par le directeur de l'agriculture attestant que cette autorisation a été accordée, indiquant les noms et adresses des expéditeurs, le nombre et la nature des produits bénéficiant de ladite autorisation.

7° Les introductions autorisées en vertu des exceptions ci-dessus, ne pourront se faire que par les bureaux des douanes de la Goulette ou de Tunis.

8° Elles devront avoir lieu dans l'année de l'autorisation qui, à défaut d'exécution, ne pourra être renouvelée sans un nouvel avis favorable du syndicat.

9° Les végétaux introduits devront être plantés exclusivement dans le jardin d'acclimatation.

Art. 6. — Les végétaux plantés dans le jardin d'acclimatation devront y séjourner 12 mois au moins.

Ils pourront être détruits à toute époque sur le rapport du délégué phylloxérique et de l'expert du syndicat y constatant des symptômes phylloxériques.

La destruction sera opérée par le délégué phylloxérique sur l'ordre du directeur de l'agriculture.

Les végétaux, au moment d'être sortis du jardin d'acclimatation, seront examinés par le délégué phylloxérique assisté de l'expert du syndicat. Sur leur rapport, la prolongation de la période d'épreuve pourra être ordonnée par le directeur de l'agriculture.

Les végétaux dont la sortie aura été organisée devront être accompagnés du procès-verbal d'examen signé par le délégué phylloxérique et un expert du syndicat, et visé par le directeur de l'agriculture.

Art. 7. — Tous les produits végétaux introduits contrairement à la loi, toute plantation faite avec des végétaux introduits contrairement à la loi ou par suite de multiplications de ces végétaux, seront détruits par le délégué phylloxérique sur l'ordre du directeur de l'agriculture, aussitôt l'infraction constatée, sans préjudice des poursuites à exercer contre les auteurs et à leurs frais.

Le détenteur desdits végétaux ou des plantations faites à leur aide, sera réputé les avoir introduits et passible comme tel des pénalités prévues par la présente loi.

Tout propriétaire de bonne foi qui tomberait sous le coup des prescriptions du présent article n'aura de recours que contre son vendeur.

Art. 8. — Les ceps de vigne, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines, marcottes, etc., ne pourront circuler à l'intérieur de la Régence que s'ils sont accompagnés d'une pièce établie par le propriétaire qui les a vendus constatant qu'ils proviennent de son vignoble.

Cette pièce indiquant le nombre de ceps, sarments, crossettes, boutures ou marcottes, sera remise par le propriétaire à celui qui sera chargé de leur transport et devra être présentée pendant le trajet à toute réquisition des agents de la force publique, du service de douanes et du service phylloxérique.

Art. 9. — Il est interdit d'introduire, de trans-

(1) L'importation des fruits frais a été autorisée par le décret du 11 juillet 1894 (voir le texte sous le mot : Importation.

porter ou de détenir, à l'état vivant, le phylloxera, ses œufs, larves ou nymphes.

TITRE II

RÉGLEMENTATION DES DÉCLARATIONS OBLIGATOIRES DES SURFACES COMPLANTÉES EN VIGNES

Art. 10. — Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge de la culture ou la garde d'une vigne est tenu de faire au contrôle civil ou au commandement militaire de sa circonscription la déclaration du nombre d'hectares, fractions d'hectares ou nombre de pieds qui composent ses plantations.

Art. 11. — Cette déclaration fera connaître :

1° Le nom du propriétaire de la vigne et, s'il y a lieu, le nom de la personne qui aura charge de la culture ou de la garde de la vigne.

2° Le nom de la localité et de la circonscription où se trouvent les plantations.

3° Le nombre de parcelles dont se composent les plantations ainsi que les noms, situations, limites et contenances de chaque parcelle.

4° L'année pendant laquelle chacune des parcelles a été plantée.

Art. 12. — Les déclarations devront être faites en français ou en arabe.

Elles seront signées par le propriétaire déclarant ou son mandataire et par le contrôleur civil ou le commandant militaire.

Il sera fait une traduction des déclarations écrites en arabe et cette traduction sera signée par l'interprète qui en aura été chargé.

Si le déclarant ne peut pas signer ou ne sait pas signer, il en sera fait mention spéciale sur la déclaration par le contrôleur civil ou le commandant militaire.

Art. 13. — Les déclarations devront être renouvelées chaque année avant le 15 mars s'il y a eu augmentation, diminution ou changement quelconque dans l'état ou l'étendue des plantations.

Dans le cas où la surface aura subi une diminution, si la déclaration n'a pas été renouvelée, la déclaration qui aura été faite en dernier lieu continuera à avoir tous ses effets pour la nouvelle année et s'appliquera à toutes les plantations qui s'y trouvaient énumérées sans qu'aucune réclamation puisse être élevée ni aucune compensation réclamée par le propriétaire en défaut.

Dans le cas où la surface des plantations aurait été augmentée et la déclaration non renouvelée dans les délais légaux, toutes les surfaces qui ne se trouveraient pas sur la déclaration faite en dernier lieu seront considérées comme dissimulées et taxées comme telles.

Art. 14. — La déclaration devra dans tous les cas être renouvelée en cas d'achats, ventes, partages, mutations, soit entre vifs, soit à cause de mort et, en général, en cas de passage de la propriété d'une personne à une autre pour quelque cause que ce soit.

Jusqu'à nouvelle déclaration le nouveau détenteur sera solidairement responsable avec l'ancien propriétaire ou ses ayants droit du versement des taxes échues et non versées.

En outre, pour les taxes à échoir, tout nouveau détenteur qui n'aurait pas renouvelé la déclaration en cours, sera réputé l'avoir faite lui-même et en supportera les conséquences.

Art. 15. — Le contrôleur civil ou le commandant militaire de chaque circonscription dressera, le 15 mars de chaque année, le relevé des déclarations remises entre ses mains.

Les contrôleurs civils feront parvenir dans le plus bref délai au Ministre Résident général de France le relevé arrêté et signé ainsi que les déclarations originales des propriétaires ou de leurs mandataires.

Les commandants militaires enverront les déclarations au Résident général par l'intermédiaire du général commandant la brigade.

Art. 16. — Les déclarations faites dans les formes prescrites ci-dessus et le relevé des contrôleurs civils seront rassemblés et revisés par le directeur de l'agriculture. Ils serviront à établir le rôle statistique du vignoble tunisien qui sera pris pour base de la perception des taxes.

Art. 17. — Tout propriétaire possédant des plantations de vignes américaines est tenu d'en faire déclaration spéciale. Toutes les fois qu'un propriétaire se livre à une opération de multiplication des vignes américaines par semis, greffe ou bouture, il est tenu d'en faire la déclaration spéciale au contrôleur civil qui en avise le Ministre Résident général. Cette déclaration doit porter indication des espèces reproduites, de leur provenance, du nombre de pieds et de la nature de la plantation (pépinière ou grande culture).

TITRE III

MESURES A PRENDRE EN CAS D'INFECTION DU VIGNOBLE

Art. 18. — L'exécution des mesures sanitaires prévues par la présente loi et plus spécialement les mesures prises pour arrêter la propagation du phylloxera en Tunisie, sont confiées à un délégué spécial, nommé par Son

Altesse le Bey sur la proposition du Ministre Résident général de France à Tunis et placé sous les ordres du directeur de l'agriculture.

Art. 19. — Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge de la culture ou de la garde d'une vigne est tenu de signaler immédiatement au contrôleur civil ou au commandant militaire de sa circonscription tout fait de dépérissement ou même tout symptôme maladif qui se seront manifestés dans la dite vigne.

Art. 20. — Le contrôleur civil avise immédiatement de cette déclaration le Ministre Résident général.

Le commandant militaire fait parvenir cette déclaration au Résident général par l'intermédiaire du général commandant la brigade d'occupation.

Art. 21. — Le directeur de l'agriculture fait visiter sans délai par le délégué phylloxériques les vignes, pépinières ou jardins pour lesquels il aura été fait la déclaration prévue par les art. 19 et 20 ou dans lesquels il jugera une inspection nécessaire.

Le délégué phylloxérique est investi du pouvoir de pénétrer dans ces propriétés et d'y faire toutes les recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires.

Cette visite sera étendue aux vignes environnantes.

Le délégué transmet sans délai son rapport au directeur de l'agriculture.

Art. 22. — Lorsque l'existence du phylloxera a été reconnue, le premier ministre prend, sur la proposition du directeur de l'agriculture, un arrêté portant déclaration d'infection de la vigne malade, des pépinières ou jardins contenant des pieds de vigne malades.

Cette déclaration d'infection indique le périmètre auquel elle s'étend. Ce périmètre comprend les vignes reconnues malades ou suspectes et une zone de protection.

La déclaration d'infection entraîne les mesures suivantes :

I. — Dans les vignes malades ou suspectes :

1° La destruction par le feu des ceps, tuteurs, échalas, feuilles, sarments ou autres objets pouvant servir de véhicules au phylloxera ;

2° La désinfection du sol ;

3° L'interdiction de toute nouvelle plantation de vignes pendant un temps qui ne pourra pas dépasser cinq années.

II. — Dans la zone de protection ;

Le traitement préventif des vignes qui s'y trouvent.

III. — Dans le périmètre total des lieux déclarés infectés :

1° La défense de pénétrer si ce n'est avec une autorisation du délégué ;

2° L'interdiction de sortir des terres, feuilles, plants et tous autres objets pouvant servir à propager le phylloxera.

Art. 23. — Le propriétaire dont la vigne aura été détruite en exécution de la présente loi recevra une indemnité si les ressources fournies par la taxe et par les subventions du gouvernement tunisien le permettent.

En tout cas, cette indemnité ne pourra dépasser la valeur du produit net de trois récoltes moyennes que la dite vigne aurait pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres, que le propriétaire ou le vigneron aurait eu à faire pour l'obtenir.

Les propriétaires de vignes infectées ou suspectes dans lesquelles il aura été causé des dommages par le traitement, recevront également une indemnité sous les réserves indiquées ci-dessus.

Dans les deux cas, l'évaluation de l'indemnité est faite par le délégué phylloxérique et un expert désigné par la partie.

Le procès-verbal de l'expertise est visé par le contrôleur civil ou par le commandant militaire qui donne son avis.

Le procès-verbal est soumis en dernier ressort à une commission nommée par le gouvernement et composée en majorité de viticulteurs. Cette commission peut réduire le montant primitivement fixé pour l'indemnité.

Art. 24. — Il n'est alloué aucune indemnité à tout détenteur de vignes, à un titre quelconque, qui aura contrevenu aux dispositions de la présente loi.

TITRE IV

VISITE DU VIGNOBLE — PERCEPTION DE LA TAXE — SYNDICATS OBLIGATOIRES

Art. 25. — Le directeur de l'agriculture est chargé de veiller à ce que les vignes de la Régence soient visitées une fois par an et plus souvent s'il est nécessaire.

Les agents chargés de la visite sont investis du pouvoir de pénétrer dans les propriétés et d'y faire les recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires.

Les frais de visite du vignoble tunisien sont supportés par les propriétaires de vignes.

Il y sera fait face au moyen d'une taxe spéciale et temporaire portant sur toutes les vignes à partir de leur plantation.

Les propriétaires possédant moins de 10 ares ne sont pas soumis à la taxe.

Art. 26. — Le montant de la taxe dont le maximum est limité à 5 fr. par hectare, sera fixé chaque année par décret pris après avis du conseil des ministres et chefs de services.

Elle sera assise sur les déclarations des propriétaires contrôlées par le service de l'agriculture. En cas de déclaration inexacte ou de non déclaration, la double taxe sera imposée d'office sur les surfaces dissimulées ou non déclarées.

Le rôle rendu exécutoire sera mis en recouvrement dans des conditions qui seront réglées par voie d'arrêté.

Art. 27. — Pour qu'un syndicat, comprenant la totalité des propriétés viticoles de la Régence, puisse être constitué, il faut que les propriétaires, possédant plus de la moitié des surfaces complantées en vigne, en fasse la demande.

Le syndicat, ainsi constitué, est administré par une assemblée de syndics élus par les propriétaires de vigne soumis à la taxe.

Leur nombre est fixé par décret en proportion des surfaces complantées.

Le même décret détermine le temps pour lequel le syndicat est constitué, la durée du mandat des syndics, les délais, formes et constatations des opérations électorales ainsi que la date et le mode de convocation de la première assemblée chargée d'élire le bureau.

Art. 28. — Le syndicat est chargé, sous le contrôle de l'administration, de la surveillance des vignes.

Tous ses agents qui peuvent, par la nature de leurs fonctions, être appelés à pénétrer dans les propriétés particulières devront être agréés par l'administration et assermentés.

La liste des présentations adressée par les syndicats indiquera la garantie qu'offrent les candidats.

L'administration pourra toujours retirer son agrément.

Dans le cas ou l'agrément du gouvernement est retiré à un agent du syndicat, il cesse immédiatement ses fonctions.

Les agents agréés reçoivent de l'administration une commission qui leur confère le droit d'entrer dans les propriétés pour y opérer les visites prescrites et pour y faire toutes les recherches nécessaires.

Art. 29. — Le syndicat est consulté sur toutes les questions intéressant la viticulture.

Il donne son avis sur le quantum de la taxe à percevoir par hectare.

Il dispose, sous le contrôle de l'administration, du produit de la taxe.

Il prélève sur ses ressources les sommes nécessaires pour assurer le service de la visite du vignoble.

Les excédents de recettes seront affectés à la création d'un fonds de réserve destiné à subvenir aux indemnités à accorder aux propriétaires dont les vignes auront subi des dommages, en exécution de l'article 22 de la présente loi.

Les sommes constituant ces excédents seront déposées à la caisse du receveur général des finances qui les mettra à la disposition du trésorier du syndicat, sur l'autorisation du président au fur et à mesure des besoins.

Les sommes appartenant au fonds de réserve seront employées en achat de valeurs de l'Etat tunisien. Les produits de ces valeurs appartiendront au fonds de réserve.

Les sommes et les titres appartenant au fonds de réserve ne pourront être remis au syndicat par le receveur que pour la destination spécialement prévue par la présente loi et les règlements qui la compléteront.

Art. 30. — Si le syndicat ne remplit pas ses obligations, il est dissous après une mise en demeure par arrêté de notre premier ministre.

Dans ce cas comme dans celui où il ne pourrait être constitué, le gouvernement dispose des sommes perçues et assure le service des visites.

PÉNALITÉS

Art. 31. — Sans préjudice de la déchéance prévue par l'article 24 précédent et des responsabilités qui résultent des articles 1382 et suivants du code civil français, les contrevenants aux dispositions de la présente loi, aux décrets ou arrêtés rendus pour son exécution, aux règlements et mesures prescrits par l'administration pour son application, seront passibles d'une amende de 50 à 500 francs.

Ceux qui auront contrevenu à l'article 9 du titre I de la présente loi seront, en outre, punis d'un emprisonnement de 1 à 15 mois.

Ceux qui auront introduit ou mis en circulation l'un des objets dont il est parlé au titre I de la présente loi, à l'aide d'une déclaration fausse de provenance ou de toute autre manœuvre frauduleuse ou pièce fausse seront, outre l'amende, punis d'un emprisonnement de 1 à 15 mois.

Art. 32. — Les peines prévues à l'article précédent seront doublées en cas de récidive.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois précédents, il a été rendu contre le contrevenant ou le délinquant un premier jugement en vertu de la présente loi.

Art. 33. — La prescription des délits et contraventions, prévus et punis par la pré-

sente loi, commencera à courir à partir du jour de la constatation de chaque délit ou contravention. Elle sera acquise par cinq ans.

Art. 34. — Les commissaires de police et leurs agents, la gendarmerie, les agents des douanes et en général tous les agents publics assermentés sont appelés à constater, par procès-verbaux, les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles des décrets ou arrêtés qui seront pris pour en assurer l'exécution.

Art. 35. — Le décret du 17 février 1886, le décret du 2 janvier 1887, la loi du 1er mai 1888 et le décret du 15 juillet 1888, sont abrogés.

Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les syndicats obligatoires fonctionnent.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 36. — Le syndicat général obligatoire des viticulteurs tunisiens constitué par le décret du 9 juillet 1889, continuera à fonctionner pendant la durée fixée par le dit décret, conformément à la présente loi et au décret à intervenir.

29 janvier 1892 (29 djoumadi-ettani 1309)

Décret créant un service phylloxérique du gouvernement

Article premier. — Il est créé un service phylloxérique du gouvernement.

Art. 2. — Le titulaire de cet emploi portera le nom de délégué phylloxérique du gouvernement.

25 février 1894

Arrêté résidentiel relatif au serment et aux pouvoirs du délégué phylloxérique

Article premier. — M. Mouline prêtera le serment d'usage devant les tribunaux de première instance de Tunis et de Sousse.

Art. 2. — Au nom de S. A. le Bey, M. Mouline (Paul-Robert) est investi du pouvoir de pénétrer dans toutes les propriétés viticoles et d'y faire toutes les recherches et travaux d'investigation qu'il jugera nécessaires.

Art. 3. — M. Mouline est investi du pouvoir de requérir les autorités constituées civiles et militaires, pour lui prêter aide, appui et protection dans tout ce qui se rattache à l'exercice des fonctions qui lui sont conférés.

Plâtre

2 mai 1895 (8 kâda 1312)

Décret supprimant le monopole de la fabrication et de la vente du plâtre indigène

Article premier. — Le monopole au profit de l'Etat de la fabrication et de la vente du plâtre indigène est supprimé.

En conséquence, toute personne est libre de fabriquer et de vendre du plâtre sur tout le territoire de la Régence.

Art. 2. — Il sera perçu à l'entrée de Tunis sur les plâtres indigènes introduits dans cette ville un droit d'octroi fixé à vingt centimes par cent kilogrammes.

Art. 3. — Quiconque voudra exploiter un four à plâtre à Tunis ou dans la banlieue sera tenu de faire au bureau des contributions diverses les déclarations prévues par les articles 1er du décret du 13 janvier 1885 (27 rabia-el-aoual 1302) et 23 du décret du 29 février 1888, (17 djoumadi-ettani 1305) et d'acquitter par trimestre et d'avance un droit de patente fixé à soixante francs par an, le tout sous les sanctions prévues aux décrets précités.

Art. 4. — Le même régime sera appliqué aux autres localités de la Régence par des arrêtés du directeur des finances. Toutefois, les droits d'entrée dans les villes seront réduits de moitié.

Art. 5. — Toute infraction aux dispositions de l'article 2 donnera lieu à l'application des peines édictées par l'article 7 du décret du 29 janvier 1895 (3 châban 1312).

Art. 6. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le premier août 1895.

Poids et mesures (1)

12 janvier 1895 (16 redjeb 1312)

Décret prescrivant l'usage exclusif en Tunisie des poids et mesures du système décimal à partir du 1er mars 1895.

Article premier. — A partir du 1er mars 1895 le système décimal des poids et mesures dit « système métrique » sera seul employé dans toute l'étendue de la Tunisie en ce qui concerne les poids, les mesures de longueur et les mesures de volume.

Art. 2. — A partir de la même date, il sera interdit de faire usage de dénomination de poids, de mesures de longueur ou de mesures de capacité autres que ceux énumérés dans le tableau ci-après :

Art. 3. — Les taxes frappant les marchandises vendues au poids, à la mesure linéaire ou à la capacité seront remaniées de façon à ce qu'elles correspondent aux nouvelles unités.

Art. 4. — Tout marchand qui aura fait usage, après la date fixée ci-dessus, d'un

(1) V. aussi : Pesage public.

poids, d'une mesure de longueur ou d'une mesure de capacité autres que ceux indiqués à l'article ci-dessus sera puni d'une amende de onze francs à quinze francs.

En outre ces poids et ces mesures seront saisis et détruits.

Art. 5. — Il est interdit aux notaires et à tous officiers publics ou ministériels, sous peine d'une amende de 20 francs, de dresser et recevoir des contrats de vente ou d'achat, de dresser ou recevoir aucun acte public dans lequel le poids, la longueur ou la capacité d'objets ou marchandises quelconques seraient calculés sur des unités autres que celles indiquées au présent décret.

La même interdiction est prononcée, à peine d'une amende de 10 francs par contrevenant, pour la rédaction d'actes sous seing privé, registres de commerce ou autres écritures privées produits en justice. Cette amende de 10 francs sera perçue pour chaque acte ou écriture sous signature privée; quant aux registres de commerce, ils ne donneront lieu qu'à une seule amende pour chaque contestation dans laquelle ils seront produits.

Art. 6. — Il n'est rien innové, quant à présent, aux mesures agraires ou aux mesures de solidité actuellement en usage dans la Régence et qui continueront à être valablement employées.

Art. 7. — Un règlement ultérieur interviendra pour déterminer les conditions de vérification d'exactitude que les poids et mesures employés devront présenter.

TABLEAU des mesures légales

NOMS SYSTÉMATIQUES	VALEUR
Mesures de longueur	
Myriamètre.	Dix mille mètres.
Kilomètre.	Mille mètres.
Hectomètre	Cent mètres.
Décamètre	Dix mètres.
Mètre	Unité fondamentale des poids et mesures.
	(Dix - millionième partie du quart du méridien terrestre).
Décimètre.	Dixième du mètre.
Centimètre	Centième du mètre.
Millimètre.	Millième du mètre.
Mesures de capacité pour les liquides et les matières sèches	
Kilolitre.	Mille litres.
Hectolitre.	Cent litres.
Décalitre	Dix litres.
Litre	Décimètre cube.
Décilitre.	Dixième du litre.
Poids	
Tonne métrique . .	Mille kilogrammes.
Quintal métrique. .	Cent kilogrammes.
Kilogramme	Mille grammes.
Hectogramme. . . .	Cent grammes.
Décagramme	Dix grammes.
Gramme.	Poids d'un centimètre cube d'eau distillée à quatre degrés centigrades.
Décigramme	Dixième de gramme.
Centigramme	Centième de gramme.
Milligramme	Millième de gramme.

TABLEAU des équivalences (1) des poids et mesures tunisiens avec les poids et mesures du système métrique.

NOMS SYSTÉMATIQUES DES UNITÉS TUNISIENNES	ÉQUIVALENCES dans les unités correspondantes du système métrique
Mesures de longueur	
Dra ou pik Arbi	0m4929
Dra ou pik Turki	0m6452
Dra ou pik Andoulsi . . .	0m6485
Cheber ou palme	0m1810
MESURES DE CAPACITÉ	
A. — Mesures pour matières sèches	
Ouiba de Tunis. . . . . (Le multiple de la ouiba est le caffis qui vaut 16 ouibas. . . . . Le sous-multiple de la ouiba est le sâa qui vaut un douzième de ouiba)	40 litres 180
B. — Mesure pour le plâtre	
Temna	18 litres 040
C. — Mesure pour le lait aigre	
Kabbous	0 litre 450
Mesure pour l'huile	
Goulla de Tunis	10 litres 100
Goulla de Sousse et Monastir.	12 litres 775
Goulla de Ksour Essaf. .	15 litres 860
Goulla de Mahdia	13 litres 983

(1) Le tableau des équivalences a été dressé à la suite des expériences faites par le Conservatoire national des arts et métiers de France, sur les mesures étalons conservées à la direction des monnaies de Tunis.

NOMS SYSTÉMATIQUES DES UNITÉS TUNISIENNES	ÉQUIVALENCES dans les unités correspondantes du système métrique
Goulla de Sfax . . . . . (Le multiple de la goulla est le metar ou métal qui vaut deux goullas. — Le sous-multiple de la goulla est le sâa qui vaut un huitième de goulla	14 litres 905
D. — Mesures et poids	
Once. . . . . (Les multiples de l'once sont les divers rotolos qui valent :	31 gr. 4870
Le rotolo attari.	16 onces
Le rotolo bakkali	17 —
Le rotolo souki.	18 —
Le rotolo khaddari.	20 —
Le rotolo des bouchers à Gabès	24 —
Le rotolo pour légumes et fruits à Gabès.	32 —
Le rotolo des bouchers à Tozeur	42 —
Les sous-multiples de l'once sont le tsem qui vaut un huitième d'once	
La nouaïa qui vaut un vingtième de tsem, soit un cent soixantième d'once	
Le metkal qui vaut vingt-quatre nouaïa, soit trois vingtièmes d'once . . .	

14 février 1895 (19 châban 1312)

Décret instituant dans la Régence un service de vérification des poids et mesures

TITRE PREMIER

DES VÉRIFICATEURS

Article premier. — Il est institué un service de vérification des poids et mesures dans la Régence.

Les agents de ce service seront nommés par notre premier ministre.

Il sera nommé autant de vérificateurs qu'il sera jugé nécessaire pour la bonne marche du service de vérification.

Art. 2. — Nul ne peut exercer l'emploi de vérificateur s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'a subi avec succès des examens spéciaux d'après un programme arrêté par notre premier ministre.

Les vérificateurs ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

Art. 3. — Le bureau de vérification sera pourvu d'un assortiment d'étalons vérifiés et poinçonnés au dépôt des prototypes établi à Tunis.

Ces étalons devront être vérifiés de nouveau au même dépôt au moins une fois en cinq ans.

Les poinçons destinés à la vérification primitive des poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront différents de ceux qui sont destinés à constater les vérifications périodiques successives.

Les poinçons destinés à la vérification périodique des poids et mesures porteront des marques distinctes pour chaque année d'exercice.

Art. 4. — Les étalons et les poinçons de bureaux de vérification sont conservés par les vérificateurs sous leur responsabilité.

TITRE II

DE LA VÉRIFICATION

Art. 5. — Les poids et mesures nouveliement fabriqués ou rajustés seront présentés au bureau du vérificateur, vérifiés et poinçonnés avant d'être livrés au commerce.

Art. 6. — Aucun poids ou aucune mesure ne peut être soumis à la vérification, mis en vente ou employé dans le commerce s'il ne porte d'une manière distincte et lisible *en caractères français et en caractères arabes*, le nom qui lui est affecté par le système métrique.

Il devra porter également la marque du fabricant. Cette marque devra faire l'objet d'un dépôt légal conformément à la loi du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306).

Sont exceptés de l'exécution du présent article les poids et mesures dont la dimension ne s'y prêterait pas.

Art. 7. — La forme des poids et mesures servant à peser ou mesurer les matières de commerce est déterminée par le tableau A annexé au présent décret ainsi que les matières avec lesquelles ces poids et mesures seront fabriqués.

Les balances, romaines ou autres instruments de pesage sont soumis à la vérification primitive et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au public.

Ces instruments doivent réunir les conditions de bonne fabrication, de justesse, de sensibilité déterminées au tableau A.

Art. 8. — Indépendamment de la vérification primitive dont il est question dans l'art. 5, les poids et mesures et les instruments de pesage dont les commerçants, agriculteurs, artisans à façon ou industriels compris dans tableau B, annexé au présent décret, font usage ou qu'ils ont en leur possession, sont soumis à une vérification périodique pour reconnaître si la conformité avec les étalons n'a pas été altérée.

Chacune de ces vérifications est constatée par l'apposition d'un poinçon nouveau.

Art. 9. — Les poids et mesures des bureaux de douanes, d'octroi et de poids public des hôpitaux, hospices, prisons, établissements de bienfaisance, et en général, de tous établissements publics, civils et militaires sont soumis à la vérification périodique.

Cette vérification sera faite dans les locaux où les poids, mesures et instruments de pesage appartenant à ces établissements se trouvent installés.

Art. 10. — Les fabricants, ajusteurs et marchands de poids et mesures ne sont assujettis à la vérification périodique que pour ceux dont il est fait usage dans leur commerce.

Les poids, mesures et instruments de pesage et mesurage, neufs ou rajustés, qu'ils destinent à être vendus, doivent seulement être marqués du poinçon de la vérification primitive.

Art. 11. — Le tableau C, annexé au présent décret, indique l'assortiment des poids et mesures dont chaque profession assujettie est tenue de se pourvoir.

Les séries de poids et mesures possédées par les assujettis doivent être complètes; seront tolérés toutefois — 1° les poids et mesures dits « hors série », — 2° les poids ou mesures isolés doublant ceux de la série complète.

Art. 12. — L'assujetti qui se livre à plusieurs genres de commerce doit être pourvu de l'assortiment de poids et mesures fixé pour chacun d'eux, à moins que l'assortiment exigé pour l'une des branches de son commerce ne se trouve déjà compris dans l'une des autres branches des industries qu'il exerce.

Art. 13. — L'assujetti qui, dans une même ville, ouvre au public plusieurs magasins, boutiques, ateliers ou bureaux distincts et placés dans des maisons différentes et non contiguës, doit pourvoir chacun de ces magasins, boutiques, ateliers ou bureaux de l'assortiment exigé pour la profession qu'il y exerce,

L'assujetti qui occupe plusieurs locaux pour le commerce ou la profession qu'il exerce, bien que ces locaux ne soient pas ouverts au public, doit soumettre à la vérification les poids et mesures dont il y est fait usage.

Art. 14. — La vérification périodique se fait tous les ans. Elle s'effectuera, au lieu de résidence du vérificateur, au bureau permanent de la vérification, et, dans les autres localités, au bureau temporaire qui sera établi dans un local désigné à cet effet.

Les localités à vérifier, les locaux où seront établis les bureaux temporaires et les époques auxquelles la vérification s'effectuera seront déterminés tous les ans par arrêté de notre premier ministre.

Art. 15. — Au jour fixé pour la vérification les fabricants, marchands et ajusteurs de poids et mesures devront présenter au bureau de la vérification les poids, mesures ou instruments de pesage nouvellement fabriqués ou rajustés pour que ces instruments y soient soumis à la vérification primitive.

Ces mêmes fabricants, marchands et ajusteurs, ainsi que les autres assujettis désignés au tableau B, devront également présenter au bureau de vérification, pour être soumis à la vérification périodique, les poids, mesures ou instruments de pesage qu'ils possèdent pour l'exercice de leur profession, commerce ou industrie.

Sont exceptés de la présentation au bureau et seront soumis à la vérification périodique sur les lieux où ils sont employés : 1° les dépotoirs ; — 2° les balances dont la portée excède 30 kilos ; — 3° les balances-bascules ; — 4° les bascules-romaines et les ponts à bascule.

Les détenteurs de ces instruments devront posséder une quantité de poids suffisante pour en permettre la vérification sur place ; ces poids, préalablement vérifiés au bureau de la vérification, seront exempts de la taxe dont il sera parlé plus loin.

Art. 16. — Les instruments présentés à la vérification ne pourront être vérifiés sans qu'au préalable l'assujetti ait justifié de son identité, s'il en est requis par le vérificateur.

Art. 17. — Ne peuvent être admis à la vérification primitive que les instruments de pesage et de mesurage fabriqués en conformité du présent décret, et à la vérification périodique que ceux qui ont subi la vérification primitive et en portent l'empreinte. Ces instruments devront être en parfait état de propreté et dégagés de toute matière qui pourrait en altérer la justesse ou la sensibilité.

Art. 18. — Les poids, mesures et instruments de pesage reconnus défectueux à la vérifica-

tion, mais susceptibles d'être rajustés, seront remis à leur propriétaire qui devra en faire effectuer le rajustage immédiatement ou dans un délai fixé par le vérificateur selon les circonstances.

Ceux de ces instruments qui seraient reconnus illégaux ou non susceptibles d'être rajustés, seront brisés par le vérificateur et la matière en sera remise à leur propriétaire. Si celui-ci s'opposait à cette destruction, les instruments seraient saisis et il serait poursuivi comme employant des poids et mesures illégaux.

Art. 19. — Les instruments de pesage et de mesurage rajustés ne pourront être remis en service, gardés, ni employés par les assujettis qu'après avoir été soumis à une nouvelle vérification et revêtus de l'empreinte du poinçon annuel.

Art. 20. — Après que la vérification a eu lieu dans chaque localité, et à l'expiration des délais accordés pour le rajustage des instruments défectueux, les assujettis détenteurs d'instruments non revêtus de la marque annuelle de vérification seront poursuivis comme employant des poids et mesures différents de ceux établis par la loi.

Art. 21. — Les marchands ambulants qui font usage de poids et mesures sont tenus de les faire vérifier et poinçonner dans les trois premiers mois de chaque année ou de l'exercice de leur profession au bureau permanent, ou à l'un des bureaux temporaires si les circonstances le leur permettent.

TITRE III

DU MODE DE CONSTATER LES CONTRAVENTIONS

Art. 22. — En dehors des vérifications primitives et périodiques dont il est parlé ci-dessus, les vérificateurs peuvent à toute époque se rendre inopinément chez l'assujetti en vue de constater les contraventions prévues par le décret du 12 janvier 1895 (6 redjeb 1312) et par le présent décret.

Ils sont tenus de justifier de leur commission aux assujettis qui le requièrent.

Leurs procès-verbaux font foi en justice jusqu'à preuve contraire.

Art. 23. — Ils saisissent tous les poids et mesures autres que ceux prévus par le présent décret.

Ils saisissent également tous les poids, mesures, instruments de pesage et mesurage altérés ou défectueux ou qui ne seraient pas revêtus des poinçons de la vérification.

Ils déposent au siège des municipalités ou des contrôles civils les objets saisis toutes les fois que cela est possible.

Art. 24. — Ils doivent recueillir et relater les circonstances qui ont accompagné soit la possession, soit l'usage des poids ou des mesures dont l'emploi est interdit.

Art. 25. — S'ils trouvent des mesures qui, par leur état d'oxydation ou autrement, puissent nuire à la santé des citoyens, ils en donnent avis à l'autorité compétente.

Art. 26. — Les vérificateurs dressent leurs procès-verbaux dans les 24 heures de la contravention par eux constatée; ils les écrivent eux-mêmes, ils les signent et les remettent dans les 15 jours de la contravention à la juridiction compétente.

Art. 27. — Les visites que les vérificateurs sont autorisés à faire chez les assujettis ne peuvent avoir lieu que pendant le jour.

Néanmoins elles peuvent avoir lieu chez les marchands et débitants pendant tout le temps que les lieux de vente sont ouverts au public.

Art. 28. — Les vérificateurs, officiers de police judiciaire, sont sous la surveillance des procureurs de la République sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

TITRE IV

PÉNALITÉS

Art. 29. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 fr. ceux qui auront contrevenu aux dispositions du présent décret.

Le possesseur de faux poids et de fausses mesures pourra être puni de la peine d'emprisonnement, jusqu'à 5 jours; les faux poids et les fausses mesures seront saisis et confisqués.

L'usage de poids et mesures non autorisés puni, en vertu de l'article 4 du décret du 12 janvier 1895 (16 redjeb 1312), d'une amende de 11 à 15 francs, sera passible en cas de récidive de la peine d'emprisonnement de 1 à 5 jours.

L'article 463 du code pénal français est applicable dans tous les cas prévus par le présent décret.

Art. 30. — La vérification première des poids, mesures et instruments de pesage est faite gratuitement.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage rajustés, qui sont soumis à une nouvelle vérification, ainsi que pour ceux qui seront présentés par l'assujetti en remplacement des poids et mesures mis hors de service par le vérificateur.

TITRE V

DES DROITS DE VÉRIFICATION

Art. 31. — Les droits de la vérication périodique sont perçus conformément au tarif du tableau C.

Article 32. — La vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage appartenant aux établissements publics désignés à l'article 9, est faite gratuitement, en tant que ces établissements sont gérés directement par l'Etat ou les municipalités.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage présentés volontairement à la vérification par des individus non assujettis.

Art. 33. — Les états-matrices des rôles sont dressés pour chaque localité par les vérificateurs, d'après le résultat de leurs opérations.

Ces états-matrices sont remis à notre directeur des finances à mesure que les opérations sont terminées dans une localité.

Lorsque les marchands ambulants présenteront au bureau de la vérification, conformément à l'article 21, leurs poids et mesures, les taxes de vérification seront immédiatement liquidées par le vérificateur et les poids et mesures vérifiés ne seront rendus à l'assujetti qu'après présentation d'un récépissé constatant le versement de cette taxe.

Art. 34. — Après avoir vérifié et arrêté les états-matrices mentionnés à l'article précédent, notre directeur général des finances procèdera à la confection des rôles de perception qui seront rendus exécutoires dans la forme ordinaire pour être mis en recouvrement par voie de commandement.

La taxe régulièrement établie au moment de la vérification est due dans son entier. Mais l'intéressé pourra, dans les trois mois qui suivront la date de la sanction du rôle, présenter par écrit au directeur des finances une réclamation motivée sur laquelle il sera statué après avis des agents de la vérification.

Les intéressés auront la faculté de se pourvoir devant le juge de paix du lieu où la taxe est exigible. Il sera statué sur mémoire et sans frais.

Tout pourvoi non exercé dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet et non accompagné de la quittance des droits sera déclaré non recevable.

Art. 35. — A titre exceptionnel la vérification périodique sera gratuite pendant l'exercice 1895.

Art. 36. — Notre premier ministre et notre directeur général des finances sont chargés, etc.

Mesures de longueurs

TABLEAU A

NOMS DES MESURES	NOMS DES MESURES
Double décamètre. Décamètre. Demi-décamètre. Double mètre.	Mètre. Demi-mètre. Double décimètre. Décimètre.

Ces mesures devront être construites en métal, en bois ou autre matière solide.

Elles pourront être établies dans la forme qui conviendra le mieux aux usages auxquels elles sont destinées.

Indépendamment des mesures d'une seule pièce, il est permis de faire des mesures brisées, pourvu que le nombre de leurs parties soit deux, cinq ou dix.

Les mesures devront être construites avec solidité.

Les garnitures en métal devront être adaptées aux extrémités des mesures en bois, du mètre, de son double et de sa moitié.

Les divisions en centimètres ou millimètres devront être exactes, déliées et d'équerre avec la longueur de la mesure.

Le nom propre à chaque mesure sera gravé sur la surface supérieure de la mesure.

Le décamètre, son double et sa moitié, construits en forme de chaîne, devront avoir des chaînons d'une force suffisante et de la longueur de deux ou de cinq décimètres : les anneaux, à chaque mètre, seront exécutés avec un métal d'une couleur différente de celui employé pour les autres anneaux ; ces mesures peuvent être fabriquées d'une seule pièce en lame ou ruban d'acier.

Mesures de capacité sur les matières sèches

NOMS DES MESURES	NOMS DES MESURES
Hectolitre. Demi-hectolitre. Double décalitre. Décalitre. Demi-décalitre. Double-litre.	Litre. Demi-litre. Double décilitre. Décilitre. Demi-décilitre.

Les mesures de capacité pour les matières sèches devront être construites dans la forme cylindrique, et auront intérieurement le diamètre égal à la hauteur.

Les mesures en bois ne pourront être faites qu'en bois de chêne, de noyer, de châtaignier, de hêtre ou de frêne ; elles devront être établies avec solidité dans toutes leurs parties.

Pour les mesures qui seront garnies intérieurement de potences ou autres corps sail-

lants, la hauteur sera augmentée proportionnellement au volume de ces objets.

Les mesures en bois devront être formées d'une éclisse ou feuille courbée sur elle-même et fixée par des clous.

Toutes les mesures en bois devront être garnies à la partie supérieure d'une bordure en tôle rabattue ou en cuivre jaune.

Les mesures depuis et y compris le double décalitre jusqu'à l'hectolitre devront, en outre être ferrées ; on pourra, suivant l'usage auquel elles sont destinées, y adopter des pieds fixés avec boulons et écrous.

Les mesures en bois de plus petite dimension pourront être garnies de bandes latérales en tôle.

On pourra fabriquer des mesures pour les matières sèches, en cuivre ou en tôle, pourvu qu'elles soient établies avec solidité, et dans la forme ci-dessus prescrite.

Chaque mesure doit porter le nom qui lui est propre.

Mesures de capacité pour les liquides

NOMS DES MESURES	POIDS ET MESURES (en grammes)		
	Sans anse ni couvercle	Avec anse sans couvercle	Avec anse et couvercle
	grammes	grammes	grammes
Double litre.	1.350	1.700	2.200
Litre.	900	1.100	1.350
Demi-litre	525	650	820
Double décilitre. . .	280	335	420
Décilitre	145	180	240
Demi-décilitre. . . .	85	110	140
Double centilitre . .	45	60	85
Centilitre.	25	36	50

Les noms et la forme affectés aux mesures de capacité pour les matières sèches, dans le tableau ci-dessus, serviront de règle pour la construction des mêmes mesures employées pour les liquides, depuis l'hectolitre jusqu'au demi-décalitre inclusivement ; elles pourront être établies en cuivre, tôle ou fonte, mais sous la réserve expresse de prévenir, par l'étamage ou un autre procédé analogue, toute altération ou oxydation de nature à présenter des dangers dans l'usage de ces sortes de mesures.

Les mesures du double litre et au-dessous devront être construites en étain, et auront intérieurement la hauteur double du diamètre ; elles auront le poids déterminé ci-dessus comme minimum obligatoire pour chacune des espèces de mesures.

Le titre de l'étain employé pour la fabrication des mesures reste fixé à quatre-vingt-trois centièmes cinq millièmes, avec une tolérance d'un centième cinq millièmes ; ainsi, le métal dont les mesures seront fabriquées ne doit pas contenir moins de quatre-vingt-deux centièmes d'étain pur, et plus de dix-huit centièmes d'alliage.

Ces mesures devront conserver intérieurement, et sur le bord supérieur, la venue du moule.

Les mesures du double litre et au-dessous peuvent être aussi faites en fer-blanc ou en fer battu étamé et renforcé ; elles auront la forme et la dimension des mesures en étain.

Le nom propre à chaque mesure devra être inscrit sur le corps de la mesure aux 3/10e de la hauteur totale prise près du bord supérieur.

On pourra construire des mesures en fer-blanc, depuis le double litre jusqu'au décilitre ; mais ces sortes de mesures, exclusivement réservées pour le lait et l'huile, devront être établies dans la forme cylindrique, ayant le diamètre égal à la hauteur, conformément à ce qui est prescrit pour les mesures destinées aux matières sèches ; elles seront garnies d'une anse ou d'un crochet également en fer-blanc et porteront le nom qui leur est propre sur le cercle supérieur, rabattu et servant de bordure. On aura soin de placer, pour recevoir les marques de vérification, deux gouttes d'étain applaties, l'une au bord supérieur, l'autre à la jonction du fond de chaque mesure.

Poids en fonte

NOMS DES POIDS	Abréviations qui devront être indiquées sur la surface supérieure
Cinquante kilogrammes ..	50 kilogrammes
Vingt kilogrammes.....	20 »
Dix kilogrammes	10 »
Cinq kilogrammes	5 »
Double kilogramme.....	2 »
Kilogramme	1 »
Demi-kilogramme	1/2 kil. 5 hect.
Double hectogramme.....	2 »
Hectogramme	1 »
Demi-hectogramme	1/2 »

Les poids devront être construits en fonte ; leurs noms sont indiqués ci-dessus, ainsi que la dénomination abréviative qui devra être inscrite sur chacun d'eux, en caractères lisibles.

Les poids en fonte de cinquante et vingt kilogrammes devront être établis en forme de pyramide tronquée, arrondie sur les angles, et ayant pour base un parallélogramme.

Les autres poids en fonte, depuis celui de dix kilogrammes jusqu'au demi-hectogramme

inclusivement, devront être établis en forme de pyramide tronquée ayant pour base un hexagone régulier.

Les anneaux dont les poids sont garnis devront être placés de manière à ne pas dépasser l'arête des poids.

Chaque anneau, attaché par un lacet, devra entrer sans difficulté dans la rainure pratiquée sur le poids pour le recevoir.

Chaque lacet devra être en fer forgé et construit solidement, tant au sommet qui embrasse l'anneau qu'aux extrémités de ses branches, lesquelles doivent être rabattues et enroulées par-dessous pour retenir le plomb nécessaire à l'ajustage.

Le creux destiné à recevoir le plomb coulé doit être en forme de pyramide à base rectangulaire pour les poids de cinquante et de vingt kilogrammes et à base carrée pour tous les autres.

Les poids en fonte ne doivent présenter à leur surface ni bavures, ni soufflures, et la fonte ne doit être ni aigre ni cassante.

Chaque poids doit être garni, aux extrémités du lacet, d'une quantité suffisante de plomb coulé d'un seul jet, destiné à recevoir les empreintes des poinçons de vérification première et périodique.

Poids en cuivre

NOMS DES POIDS	Dénominations qui doivent être appliquées sur la surface supérieure
Vingt kilogrammes . . .	20 kilogrammes.
Dix kilogrammes	10 —
Cinq kilogrammes	5 —
Double kilogramme . . .	2 —
Kilogramme	1 —
Demi-kilogramme	500 grammes.
Double hectogramme. . .	200 —
Hectogramme	100 —
Demi-hectogramme. . . .	50 —
Double décagramme . . .	20 —
Décagramme.	10 —
Demi-décagramme. . . .	5 —
Double gramme	2 —
Gramme	1 —
Demi-gramme	5 décigram.
Double décigramme. . .	2 —
Décigramme	1 —
Demi-décigramme	5 centigram.
Double centigramme. . .	2 —
Centigramme.	1 —
Demi-centigramme. . . .	5 milligram.
Double milligramme. . .	2 —
Milligramme	1 —

Les poids en cuivre sont indiqués ci-dessus ainsi que la dénomination qui devra être inscrite sur chacun d'eux.

La forme des poids en cuivre depuis et y compris celui de 20 kilogrammes jusqu'au gramme, sera celle d'un cylindre surmonté d'un bouton. La hauteur du cylindre sera égale à son diamètre pour tous les poids, jusqu'à celui de 5 grammes inclusivement ; la hauteur de chaque bouton sera égale à la moitié du diamètre du cylindre qui la supporte. Ces dispositions ne seront pas applicables aux poids d'un et de deux grammes, qui auront le diamètre plus fort que la hauteur.

Les poids depuis et y compris le cinq décigrammes jusqu'au milligramme se feront avec des lames de laiton minces coupées carrément. Les poids en cuivre cylindriques et à boutons pourront être massifs ou contenir dans leur intérieur une certaine quantité de plomb ; mais ils devront toujours présenter le même volume. Ces poids peuvent être faits d'un seul jet ou formés de deux pièces seulement, savoir : le cylindre et le bouton ; mais, dans ce dernier cas, le bouton devra être monté à vis sur le corps du poids et fixé invariablement par une cheville ou petite vis à fleur de surface. Cette cheville sera en cuivre rouge, afin de la distinguer facilement.

On pourra aussi construire des poids en cuivre d'un kilogramme ou d'un de ses sous-multiples dans la forme des godets coniques qui s'empilent les uns dans les autres et se trouvent ainsi renfermés dans une boîte qui est elle-même un poids légal.

La surface des poids en cuivre devra être nette et ne laisser apercevoir aucun corps étranger qu'on aurait chassé dans le cuivre, ni aucune soufflure qui permettrait d'en introduire.

Les dénominations seront inscrites en creux et en caractères lisibles sur la surface supérieure des poids. Les poids en maillechort sont autorisés, ils doivent avoir la forme et les dimensions des poids en cuivre.

INSTRUMENTS DE PESAGE

Les instruments de pesage sont :

1° Les balances à bras égaux ;
2° Les balances-bascules ;
3° Les romaines ;
4° Les bascules-romaines.

Les balances à bras égaux, désignées sous le nom de balances de magasin ou de comptoir, devront être solidement établies. Les fléaux devront être plus larges qu'épais, principalement au centre occupé par les couteaux ou pivots qui les traversent perpendiculairement, et dont les arêtes devront former une ligne droite. Les points extrêmes de sus-

pension devront être placés à égale distance de ces couteaux. Les fléaux ne devront pas vaciller dans les chapes. Les balances devront être oscillantes. Leur sensibilité demeure fixée à un deux-millième du poids d'une portée.

Outre ces conditions de bonne fabrication, les balances dites Roberval et les balances dites Béranger ou d'un système analogue doivent être construites de façon à ce que l'oscillation soit régulière, la justesse et la sensibilité parfaites quelle que soit la place occupée par les poids sur les plateaux.

L'indication de force de la balance exprimée en kilog. devra être portée sur le socle ou la boîte de l'instrument.

Les balances-bascules devront être oscillantes et établies de manière à donner, quel que soit le poids dont on charge le tablier, un rapport exact de un à dix. Ces instruments, dont la portée ne peut être moindre que cent kilogrammes, devront être solidement construits. Il ne pourra être employé à leur usage que des poids fabriqués suivant les formes et dénominations précédemment prescrites.

L'indication de la force de chaque balance-bascule sera exprimée en kilogrammes, sur une plaque en cuivre incrustée dans le montant en bois. La sensibilité pour ces sortes d'instruments demeure fixée à un millième du poids d'une portée.

Les romaines devront être solidement construites. Les couteaux auxquels elles sont suspendues devront avoir une arête assez fine pour faciliter les mouvements du fléau ; les leviers devront être assez forts pour ne pas fléchir sous le poids curseur qui les accompagne. L'aiguille dont chaque levier est traversé par le haut ne devra pas flotter dans la chape.

Les romaines à deux côtés devront comprendre la division zéro sur le côté faible de l'instrument, il en est de même pour les romaines à un seul côté dont la portée ne dépasse pas 40 kilogrammes. La graduation doit s'étendre sans solution de continuité, jusqu'à l'extrémité du fléau.

Quand la romaine est munie de trois organes de suspension, le point d'attache de la charge doit seul avoir la forme d'un crochet ouvert. Les deux autres doivent être des anneaux complètement fermés.

Les romaines devront être oscillantes. Toute autre espèce est prohibée.

La sensibilité pour ces instruments demeure fixée à un cinq-centième du poids d'une portée.

Les romaines porteront seulement les divisions décimales représentant les poids légaux. Toute autre division est interdite. Leur portée sera exprimée en kilogrammes sur chacune des faces divisées. Elle devra être inscrite aussi sur le poids curseur.

Bascules-romaines. — Les bascules-romaines devront remplir les mêmes conditions de bonne fabrication et de sensibilité que les balances-bascules.

Le fléau dont le rapport sera de 1 à 100 devra porter la division zéro et être gradué de 1 à 100 kilogrammes. La force de l'instrument devra y être inscrite en kilogrammes.

Les règles établies pour les bascules-romaines devront être appliquées à la construction de ces instruments ayant la forme de pont à bascule. Le rapport des fléaux pourra être de 1 à 1000.

Les couteaux, chapes ou coussinets des instruments de pesage devront être en acier trempé.

Tous les instruments de pesage ou de mesurage devront porter le nom ou la marque du fabricant.

TABLEAU B

Sont assujetties à la vérification les professions ci-après désignées

PREMIÈRE CATÉGORIE

Sont assujetties, quelle que soit l'importance de leur trafic, quelle que soit la nature ou le mode de vente et d'expédition des marchandises, objet de leurs opérations, les professions suivantes :

A. — Balanciers-ajusteurs et tous marchands ou fabricants d'instruments de pesage et mesurage.

Commissionnaires en marchandises.

Commissionnaires aux monts-de-piété.

Commissionnaires de transports ou transitaires, agents en douane, agents de messagerie, etc.

Commissaires-priseurs.

Concessionnaires exploitants de mines.

Concessionnaires d'entreprises de travaux dans les prisons, avec magasin de vente.

Exploitants de docks ou entrepôts réels ou fictifs, magasins publics, généraux ou particuliers.

Entrepositaires, dépositaires, expéditeurs.

Entrepreneurs de transports par terre, par eau ou par mer, compagnies de navigation (leurs magasins, bureaux de messagerie ou d'expédition), compagnies de chemins de fer (leurs gares, stations faisant messagerie, bureaux d'expédition de ville, etc.)

Entreprise de voitures publiques faisant messagerie au poids, etc.

Entrepreneurs de travaux publics ou particuliers fournissant des matériaux.

Fournisseurs de vivres pour la marine de l'Etat, l'armée ou les établissements publics.

Fermiers de droits d'octroi, de pesage, de mahsoulats et en général tous fermiers percevant des droits sur le poids ou la mesure des marchandises.

B. — Négocianls, marchands, boutiquiers, industriels, artisans à façon, propriétaires ou agriculteurs (hors de leur propriété) vendant en gros dans leurs magasins ou boutiques sur la voie publique ou sur les marchés ou travaillant à façon en grand dans leurs ateliers, usines ou manufactures, les matières autres que celles dénommées dans la 3e catégorie, en tant que ces matières sont habituellement vendues ou façonnées au poids, à la mesure de longueur ou de capacité.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Sont assujetties les professions suivante

A. — Négociants, marchands, boutiquiers, industriels, artisans à façon, propriétaires ou agriculteurs (hors de leur propriété) vendant *au détail* dans leurs magasins ou boutiques, sur la voie publique ou sur les marchés ou travaillant à façon *ou petit*, dans leurs ateliers, usines ou manufactures, les matières autres que celles dénommées dans la 3e catégorie, en tant que ces matières sont habituellement vendues ou façonnées au poids, à la mesure de longueur ou de capacité.

B. — Les mêmes, vendant en gros ou travaillant en grand les matières légères ou précieuses dénommées à la 3e catégorie.

TROISIÈME CATÉGORIE

Sont assujetties les professions suivantes

A. — Négociants, marchands, boutiquiers, industriels, artisans à façon vendant au détail ou travaillant à façon, dans leurs ateliers, boutiques, etc., les matières suivantes :

Argent, or, platine et autres métaux précieux, diamants et toutes pierres fines (batteurs, polisseurs, fondeurs, etc., d'or ou d'argent, brodeurs à façon sur or et argent, orfèvres, horlogers, bijoutiers et fabricants d'horlogerie ou de bijouterie, d'orfèvrerie, etc.)

Ambre gris, musc, castoreum, essences ou huiles essentielles et toutes matières précieuses de la parfumerie ou de la pharmacie.

Indigo, cochenille, kermès et autres matières tinctoriales précieuses, nacres et ivoires.

Graines de vers à soie, soie moulinée ou filée teinte ou non teinte.

Graines de fleurs et potagères, en tant que ces matières sont habituellement vendues ou façonnées au poids, à la mesure de longueur ou de capacité.

B. — Pharmaciens non droguistes, chimistes et essayeurs du commerce, dessinateurs et architectes.

Les professions analogues à celles qui sont ci-dessus désignées et qui n'ont pas été mentionnées, peuvent être soumises à la vérification par arrêté de S. E. le premier ministre. Tous les 3 ans, s'il y a lieu, des tableaux additionnels contenant les professions assujetties en vertu de ces arrêtés seront l'objet de décrets rendus dans la forme ordinaire. Les assujettis doivent être pourvus des séries complètes des poids et mesures dont ils font usage d'après la nature de leurs opérations conformément aux désignations du tableau C.

TABLEAU C

DÉSIGNATION ET COMPOSITION DES SÉRIES	TAXE par unité	TOTAL	TOTAL par série
POIDS EN FER			
Poids hors série			
Poids de 50 kilog.	»	»	0f 60
Poids de 20 kilog.	»	»	0 30
Série n° 1			
20 kilog., — 2 poids de 10 kilog., — 5 kilog.	0f 30	1f 20	2 27
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 1/2 kilog. ou 5 hectog.	0 12	0 48	
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hectog.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag., — 1/2 décag. en cuivre)	0 09	0 36	
Série n° 2			
10 kilog., — 5 kilog.	0 30	0 60	1 68
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 1/2 kilog. ou 5 hectog.	0 12	0 48	
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hectog.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag. — 1/2 décag. en cuivre	0 09	0 36	

DÉSIGNATION ET COMPOSITION DES SÉRIES	TAXE par unité	TOTAL	TOTAL par série
Série n° 3			
5 kilog	0f 30	0f 30	1f 38
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 5 hectog. ou 1/2 kilog.	0 12	0 48	
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hectog.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag., — 1/2 décag. en cuivre)	0 09	0 36	
Série n° 4			
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 5 hectog. ou 1/2 kilog.	0 12	0 48	1 08
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hectog.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag., — 1/2 décag. en cuivre)	0 09	0 36	
Série n° 5			
1 kilog., — 5 hectog. ou 1/2 kilog.	0 12	0 24	0 84
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hect.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag., — 1/2 décag. en cuivre)	0 09	0 36	
Série n° 6			
5 hectog. ou 1/2 kilog.	0 12	0 12	0 72
2 hectog., — 2 poids de 1 hectog., — 1/2 hectog.	0 06	0 24	
(2 décag., — 2 poids de 1 décag., — 1/2 décag. en cuivre)	0 09	0 36	
POIDS EN CUIVRE			
Série n° 7			
20 kilog., — 2 poids de 10 kilog., — 5 kilog.	0 45	1 80	3 51
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 500 gr.	0 18	0 72	
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 8			
10 kilog., — 5 kilog.	0 45	0 90	2 61
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 500 gr.	0 18	0 72	
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 9			
5 kilog.	0 45	0 45	2 16
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 500 gr.	0 18	0 72	
200 gr. — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 10			
2 kilog., — 2 poids de 1 kilog., — 500 gr.	0 18	0 72	1 71
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 11			
1 kilog., — 500 gr.	0 18	0 36	1 35
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 12			
500 gr.	0 18	0 18	1 17
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 13			
200 gr., — 2 poids de 100 gr., — 50 gr.	0 09	0 36	0 99
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	
Série n° 14			
100 gr., — 50 gr., — 20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 81	0 81

DÉSIGNATION ET COMPOSITION DES SÉRIES	TAXE par unité	TOTAL	TOTAL par série
Série nº 15			
50 gr., — 20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0f 09	0f 72	0f 72
Série nº 16			
20 gr., — 2 poids de 10 gr., — 5 gr., — 2 gr., — 2 poids de 1 gr.	0 09	0 63	0 63
INSTRUMENTS DE PESAGE			
Série nº 17			
1 balance de magasin, dont le fléau a plus de 0m65 de longueur ou dont la portée est de 20 kilogrammes au moins.	»	»	0 50
Série nº 18			
1 balance de comptoir dont le fléau a au plus 0m65 de longueur. .	»	»	0 25
Série nº 19			
1 pont-bascule de 5.000.	»	»	5 »
(Il est dû 1 fr. d'augmentation pour chaque portée de 1.000 kilog. ou fraction de 1.000 kilog. en sus).			
Série nº 20			
1 balance-bascule (portée au-dessus de 200 kilog).	»	»	2 40
Série nº 21			
1 balance-bascule (portée au-dessous de 200 kilog).	»	»	1 20
Série nº 22			
1 romaine ou balance-romaine de toute portée, jusqu'à 40 kilog.	»	»	0 60
(Il est dû 0 fr. 30 d'augmentation pour chaque portée de 20 kilog. en sus).			
Série nº 23			
1 romaine ou bascule-romaine de 200 kilog. et au-dessus jusqu'à 1.000 kilog.	»	»	3 »
(Il est dû 1 fr. d'augmentation pour chaque portée de 1.000 kilog. ou fraction de 1.000 kilog. en sus).			
MESURES DE CAPACITÉ POUR LES MATIÈRES SÈCHES			
Mesures hors série			
Double hectolitre.	»	»	1 »
Hectolitre	»	»	0 90
Demi-hectolitre	»	»	0 60
Série nº 24			
Hectolitre.	0 90	0 90	1 89
Demi-hectolitre	0 60	0 60	
Double décalitre	0 18	0 18	
Décalitre	0 12	0 12	
Demi-décalitre	0 09	0 09	
Série nº 25			
Demi-hectolitre.	0 60	0 60	0 99
Double décalitre	0 18	0 18	
Décalitre	0 12	0 12	
Demi-décalitre.	0 09	0 09	

DÉSIGNATION ET COMPOSITION DES SÉRIES	TAXE par unité	TOTAL	TOTAL par série
Série n° 26			
Décalitre	0f 12	0f 12	0f 39
Demi-décalitre	0 09	0 09	
Double litre, litre, demi-litre	0 06	0 18	
Série n° 27			
Double litre, litre, demi-litre	0 06	0 18	0 36
Double décilitre, décilitre, demi-décilitre	0 06	0 18	
POUR LES LIQUIDES			
Mesures hors série			
Dépotoirs au-dessus de 300 litres jusqu'à 400 litres	4 »	»	»
Dépotoirs au-dessus de 200 litres jusqu'à 300 litres	3 »	»	»
(La taxe augmente de 1 fr. par chaque hectolitre ou fraction d'hectolitre en plus).			
Double hectolitre, hectolitre, demi-hectolitre	2 »	»	»
Double décalitre, décalitre, demi-décalitre	0 60	»	»
Double litre	0 24	»	»
Série n° 28			
Litre	0 18	0 18	0 90
Demi-litre, double décilitre, décilitre, demi-décilitre, double centilitre, centilitre	0 12	0 72	
Série n° 29			
Double décilitre, décilitre, demi-décilitre, double centilitre, centitre	0 12	0 60	0 60
MESURES DE CAPACITÉ EN FER-BLANC			
Mesures hors série			
Double litre	»	»	0 12
Série n° 30			
Litre	0 12	0 12	0 36
Demi-litre, double décilitre, décilitre, demi-décilitre	0 06	0 24	
Série n° 31			
Double centilitre, centilitre	0 06	0 12	0 12
MESURES DE LONGUEUR			
Mesures hors série			
Double décamètre, décamètre, demi-décamètre	0 30	»	»
Double mètre	0 18	»	»
Série n° 32			
Double mètre	0 18	0 18	0 42
Mètre, demi-mètre	0 12	0 24	
Série n° 33			
Mètre, demi-mètre	0 12	0 24	0 24
Série n° 34			
Double décimètre et décimètre	0 06	0 12	0 12

Les professions comprises dans la 1re catégorie du tableau B sont astreintes à posséder au moins la série n° 17 accompagnée de l'une des séries 1, 2, 7, 8 ou bien l'une des séries 19, 20, 21, 22 et 23 pour les objets ou matières vendues au poids ; l'une des séries

24, 25 pour les matières sèches vendues à la mesure de capacité ; l'une des séries 28, 30 pour les liquides vendus à la mesure de capacité, l'une des séries 32, 33 pour les objets ou matières vendus à la mesure de longueur.

Les professions comprises dans la 2e catégorie du tableau B sont astreintes à posséder au moins la série n° 18 accompagnée de l'une des séries 3, 4, 5, 9, 10, 11 ou bien la série n° 23 pour les objets ou matières vendus au poids : 26, 27 pour les objets ou matières sèches vendues à la mesure de capacité ; 28, 30 pour les liquides vendus à la mesure de capacité ; 32, 33 pour les matières vendues à la mesure de longueur.

Les professions comprises dans la 3e catégorie du tableau B sont astreintes à posséder au moins la série n° 18 accompagnée de l'une des séries 5, 6, 12, 13, 14, 15, 16 pour les matières vendues au poids ; 27, 29, 31 pour les matières vendues à la capacité ; 33, 34 pour les matières vendues à la longueur.

28 mai 1895 (4 hidjé 1312)

Arrêté du premier ministre autorisant les fabricants, ajusteurs ou marchands de poids et mesures à faire vérifier leurs instruments dans leurs ateliers ou magasins.

Article premier. — Les fabricants, ajusteurs ou marchands de poids et mesures sont autorisés à faire vérifier dans leurs magasins ou ateliers les instruments de pesage ou de mesurage neufs ou nouvellement rajustés dont ils sont détenteurs.

Cette autorisation est essentiellement subordonnée à la condition que les opérations à domicile, faites en dehors du service ordinaire de la vérification, ne devront, en aucun cas, entraver la bonne marche de ce service.

Art. 2. — Pour toute opération faite sur la demande des intéressés, en dehors de leur service ordinaire et hors de leur bureau, les vérificateurs ont droit à une indemnité.

Art. 3. — Cette indemnité due par le fabricant, ajusteur ou détenteur, est fixée à cinq francs par vacation de deux heures sans fractionnement.

Art. 4. — Lorsque des vérifications extraordinaires auront lieu en dehors de la localité où est établi le bureau permanent ou temporaire du vérificateur, la vacation ci-dessus terminée sera remplacée par une indemnité fixe de 10 fr. par journée de déplacement, outre les frais de transport aller et retour.

Art. 5. — Pour les fabricants et ajusteurs résidant au lieu du bureau permanent de la vérification et qui ont journellement à faire vérifier dans leurs magasins ou ateliers un certain nombre d'instruments, les vacations prévues à l'art. 3 pourront, après entente avec le vérificateur, être remplacées par un abonnement.

Art. 6. — Tout assujetti, même non fabricant, marchand ou ajusteur de poids et mesures, peut également, aux conditions énumérées ci-dessus, demander la vérification à domicile des instruments dont la vérification réglementaire n'a pu être effetuée lors d'une première visite, par suite de causes indépendantes du vérificateur ou parce que ces instruments ont été installés après son passage.

Ports et rades

17 décembre 1883 (17 sfar 1301)

Décret sur la police des rades et ports

Article premier. — Tout navire, lorsqu'il mouille sur rade, lorsqu'il est entré dans le port et lorsqu'il en sort, arbore le pavillon de sa nation.

Art. 2. — Les capitaines, maîtres et patrons de navires doivent obéir aux ordres donnés par les officiers et maîtres de port, pour les mouvements, et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents.

Art. 3. — Tout capitaine mouillant sur rade ou entrant dans un port, doit, dans les vingt-quatre heures, remettre au bureau des officiers de port une déclaration écrite, indiquant le nom de son navire, celui du capitaine, celui de l'armateur ou du consignataire, le tonnage officiel du navire, son tirant d'eau, la nature et le tonnage de son chargement, sa provenance, sa destination, le nombre d'hommes de son équipage et le nombre des passagers.

La même déclaration doit être faite avant la sortie.

Ces déclarations, remises par les capitaines, sont inscrites, dans l'ordre de leur présentation, sur un registre spécial où elles reçoivent un numéro d'ordre.

Art. 4. — Il est expressément défendu de jeter, dans les rades ou ports, du lest, des escarbilles ou toute autre matière capable de dénaturer le fond, dans une zone qui sera déterminée par un règlement de l'administration des travaux publics.

Art. 5. — Nul ne peut embarquer ou débarquer du lest sans en avoir fait la déclaration par écrit aux officiers de port.

Art. 6. — Les officiers de port désignent, conformément aux indications de la direction générale des travaux publics, les terrains dé-

pendant des ports et rades, sur lequel le lest peut être déposé.

Tout capitaine qui veut faire porter du lest aux lieux de dépôt désignés par l'administration ou en prendre dans ces mêmes dépôts, doit en faire la déclaration, par écrit, au bureau des officiers de port.

Les autorisations sont accordées suivant l'ordre des demandes, à moins de circonstances exceptionnelles dont l'appréciation appartiendra aux officiers de port, sous leur responsabilité.

Art. 7. — Les déclarations prévues aux deux articles précédents, doivent indiquer, d'une manière précise, les noms du navire, du capitaine, de l'armateur ou des consignataires et la quantité du lest.

Art. 8. — Il est défendu de travailler au lestage ou au délestage pendant la nuit, à moins d'une autorisation spéciale des officiers de port.

Art. 9. — Lorsqu'un bâtiment quelconque, navire ou embarcation, a coulé bas dans le port, le propriétaire ou le capitaine est tenu de le faire relever ou dépecer dans le plus bref délai.

Les officiers de port prennent alors les mesures nécessaires pour hâter l'exécution des travaux et, au besoin, il les font eux-mêmes exécuter d'office, aux frais des propriétaires, après en avoir avisé le représentant du gouvernement ou l'autorité consulaire compétente.

Art. 10. — Les navires mouillés sur rade portent, du coucher au lever du soleil, un feu blanc sur le beaupré, visible de tous les points de l'horizon.

Les navires en quarantaine portent, le jour, un pavillon jaune en tête du mât de misaine; la nuit, le pavillon est remplacé par un feu blanc.

Art. 11. — Les officiers de port, toutes les fois que l'état de la mer l'exige, signaleront le danger des communications entre les navires et la terre.

Art. 12. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de dix à deux cents piastres.

Art. 13. — Chaque procès-verbal sera transmis, pour exécution, à l'autorité compétente.

26 mai 1884 (1er châban 1301)

Décret sur la police des quais et appontements

Article premier. — Les quais et appontements des ports de la Régence sont placés sous la surveillance directe des officiers du port. Ils prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la régularité dans les opérations commerciales, prévenir les accidents et assurer l'exécution du présent règlement.

Art. 2. — Toute personne qui veut déposer des marchandises sur les quais, doit en faire la demande à l'officier de port, qui désignera l'endroit où la marchandise doit être déposée et le délai accordé pour l'enlèvement.

Il est expressément défendu de laisser séjourner des marchandises sur les quais, au delà du délai accordé par les officiers de port. Ce délai passé, les marchandises qui resteraient en dépôt seront enlevées par les soins de l'officier de port, aux frais, risques et périls des consignataires.

Art. 3. — Il est interdit de déposer des marchandises sur les appontements, dans leur voisinage immédiat et dans tous les lieux où elles pourraient entraver la manipulation.

Art. 4. — Abrogé par le décret du 25 août 1888 (18 hidjé 1305).

Art. 5. — Tout navire qui voudra accoster les appontements ou les quais devra en faire la demande au bureau du port vingt-quatre heures à l'avance. Cette demande sera enregistrée, prendra un numéro d'ordre et le navire ne pourra accoster qu'au tour qui lui sera ainsi fixé par l'officier de port.

Art. 6. — Les navires qui accostent les appontements ou les quais ayant comme chargements des matières inflammables ou explosibles, doivent en faire la déclaration par écrit au bureau du port. Ils porteront, pendant tout le temps que durera l'embarquement ou le débarquement, le jour, un pavillon rouge au mât de misaine, et, la nuit, un feu blanc à mi-mât. Un garde-feu sera placé à bord aux frais du navire; la journée du garde-feu est fixée à trois piastres.

Art. 7. — Aucune autorisation ne sera accordée pour déposer sur les quais des matières inflammables, explosibles ou infectes. Ces marchandises seront enlevées aussitôt après leur débarquement. Faute par le consignataire de se conformer à cette prescription, elles seront enlevées d'office, à ses frais, risques et périls, par les soins de l'officier de port.

Art. 8. — Les capitaines, maîtres et patrons seront responsables des avaries que leurs marins, leurs ouvriers et leurs bâtiments feraient éprouver aux ouvrages du port. Les dégradations seront réparées à leurs frais sans préjudice des poursuites à exercer, s'il y a lieu, pour le fait de la contravention.

Les armateurs ou propriétaires des navires

seront civilement responsables des contraventions constatées à la charge de leurs capitaines, maîtres ou patrons.

Art. 9. — Aucune tente ou baraque ne pourra être dressée sur les quais, sans l'autorisation de l'officier de port ; la remise des lieux en état sera à la charge des personnes autorisées.

Les voitures, chariots et fourgons ne pourront stationner sur les quais que pendant le temps strictement nécessaire pour leur chargement et leur déchargement.

Art. 10. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de trois à cent piastres.

Art. 11. — Chaque procès-verbal sera transmis, pour exécution, à l'autorité compétente.

16 janvier 1885 (30 rabia-el-aoual 1302)

Décret sur la police du canal de la Goulette

Article premier. — Il est défendu de jeter des terres, décombres, ordures ou matières quelconques dans les eaux du canal de la Goulette et de ses dépendances ; il est également défendu d'y verser des liquides insalubres.

Art. 2. — Le débarcadère et ses abords limités, à l'avant du pont, par la borne-fontaine placée sur le quai, et, à l'aval, par un point pris à cent mètres du pont, sont interdits aux barques, mahonnes, chalands et esquifs transportant des marchandises ; cette partie du canal est réservée à l'embarquement des passagers, des états-majors et des équipages de tout navire mouillé sur rade.

Art. 3. — Afin de laisser libre la circulation du canal et pour éviter des avaries, les barques non employées au transport des marchandises seront amarrées en darse.

Art. 4. — Il est expressément défendu aux barques de s'amarrer en couple le long des quais ; les barques se tiendront sur une ligne, l'avant à la sortie du canal.

Sont exceptées, les embarcations destinées au transport des passagers qui se tiendront amarrées en couple sur le prolongement du quai du débarcadère, à l'arrière du pont.

Art. 5.— Les barques, mahonnes, chalands, chaloupes à vapeur, canots, etc., ne peuvent s'amarrer ailleurs qu'aux boucles, pieux, bornes ou canons placés sur les quais pour cet usage.

Art. 6. — Tout navire mouillé en darse ne peut y séjourner que pendant le temps nécessaire à ses opérations ; ses opérations terminées, il devra se rendre en rade, mais ne pourra séjourner dans le canal.

Art. 7. — Tout navire qui voudra entrer en darse adressera au capitaine du port une demande écrite indiquant le tirant d'eau, afin que cet officier puisse s'assurer qu'il y a dans le canal l'eau nécessaire pour son admission.

Art. 8. — Tout navire qui voudra quitter la darse devra aviser le capitaine du port, qui fixera l'heure du mouvement.

Art. 9. — Les barques, chaloupes à vapeur et embarcations de passagers entrant de nuit dans le canal, devront porter un feu blanc à l'avant ; celles qui sortent du canal, un feu rouge.

Art. 10. — Les barques entrant dans le canal ou en sortant, devront, toutes les fois que cela sera possible, manœuvrer de manière à tenir leur droite.

Art. 11. — Les prescriptions du règlement de police des quais et appontements des ports de la Régence, et notamment celles qui sont relatives au dépôt des marchandises et au transport, chargement et déchargement des matières inflammables ou explosibles, sont applicables au canal de La Goulette.

Art. 12. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de deux à cent piastres.

Art. 13. — Chaque procès-verbal sera transmis, pour exécution, à l'autorité compétente.

Art. 14. — Les officiers de port de La Goulette sont chargés de surveiller l'exécution du présent règlement.

2 mai 1886 (13 redjeb 1303)

Décret ouvrant le port de Skira aux opérations de commerce

Vu les articles 9, 10 et 29 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 ;

Article premier. — Le port de Skira est ouvert aux opérations de commerce, à l'importation et à l'exportation.

5 septembre 1886 (6 hidjé 1303)

Décret réglementant le batelage en rade de La Goulette (1)

Article premier. — Aucune embarcation à voile, à rames ou à vapeur, ne pourra être affectée au transport des passagers entre la rade et La Goulette, sans autorisation préalable.

(1) V. aussi décret du 24 décembre 1891 (23 djoumadi-el-aoual 1309) ci-après.

Cette autorisation ne pourra être accordée que sur la demande faite par écrit à l'officier du port et indiquant les noms, prénoms et nationalité des pétitionnaires, ainsi que le nombre et la nature des embarcations destinées au batelage.

Art. 2. — Les embarcations seront acceptées ou refusées par une commission présidée par le président de la municipalité de La Goulette et composée de cinq membres désignés par le directeur général des travaux publics.

Art. 3. — Les embarcations acceptées par la commission seront inscrites au bureau de l'officier du port, et porteront à l'avant le numéro d'ordre qui leur sera affecté par cet officier.

Art. 4. — Les embarcations ne pourront transporter que le nombre de passagers qui leur aura été fixé par la commission.

Art. 5. — Toute embarcation sera commandée par un patron, et montée par un équipage composé de marins reconnus aptes au service par l'officier de port.

Les embarcations à rames devront être armées au moins de quatre avirons.

Art. 6. — Le tarif est fixé comme il suit, de La Goulette à bord et *vice versa:*

Chaque passager civil. . . .	2 p. 50 (1 fr. 50)
Chaque passager faisant partie des armées française ou tunisienne. . . .	1 p. 75 (1 fr. 05)
Chaque enfant de trois à sept ans.	1 p. 25 (0 fr. 75)
Les enfants au-dessous de trois ans seront transportés gratuitement.	
Chaque malle ou caisse mesurant plus de 0 m. 50 de côté	1 p. 25 (0 fr. 75)
Tous les autres colis, à l'exception des valises, boites à chapeaux et menus objets que les voyageurs peuvent porter à la main.	0 p. 75 (0 fr. 45)
Chaque chien	0 p. 75 (0 fr. 45)

Art. 7. — Dans les cas signalés par un pavillon bleu hissé au bureau du port, chaque passager paiera une piastre et demie en sus du tarif; les prix de transport pour les enfants, les colis et les chiens ne seront pas augmentés.

Les bateliers devront, dans le même cas, doubler les avirons des embarcations à rames.

Art. 8. — Dans les cas prévus par l'article 11 du décret du 17 sfar 1301-17 décembre 1883 et signalés par un pavillon rouge au bureau du port, les prix de passage seront traités de gré à gré.

Art. 9. — Tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à quatre avirons, paiera quinze piastres et aura le droit d'embarquer avec lui cinq personnes; tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à six avirons, paiera vingt piastres et aura le droit d'embarquer avec lui sept personnes; au-dessus du nombre de passagers ci-dessus, le prix du tarif sera perçu pour chaque passager en excès.

Art. 10. — Les embarcations en service portent à l'avant, le jour, un triangle rouge et blanc, et la nuit, un feu blanc.

Art. 11. — Les compagnies de navigation pourront être autorisées, sur leur demande, à effectuer le transport de leurs passagers du quai à bord de leurs paquebots et *vice versa*; elles seront soumises, en ce qui concerne ce service spécial, à toutes les prescriptions du présent règlement.

Art. 12. — Les embarcations portant les insignes de service seront toujours tenues de transporter les passagers de La Goulette en rade et *vice versa*.

Les embarcations des compagnies de navigation munies des autorisations spéciales dont il a été question à l'article précédent, seront, de même, toujours tenues de transporter les passagers du quai à bord et *vice versa*.

Art. 13. — Les réclamations auxquelles donnerait lieu, de la part des passagers, l'application du présent règlement, seront reçues au bureau du port.

Art. 14. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera constatée par un procès-verbal et punie d'une amende de cinq à cinquante piastres (3 à 30 fr.).

En cas de récidive, l'amende sera doublée et le patron, le personnel, ainsi que l'embarcation, pourront être rayés du service du batelage.

Art. 15. — Sont et demeurent abrogés le décret du 5 châban 1301-31 mai 1884 et toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

15 septembre 1886 (16 hidjé 1303)

Décret réglementant le batelage en rade de Sousse

Article premier. — Les articles 1, 5, 8, 10, 11, 12, 13 et 14 du décret du 6 hidjé 1303-5 septembre 1886 réglementant le transport des passagers entre la rade et la Goulette, sont applicables au transport des passagers entre la rade et Sousse et *vice versa*.

Art. 2, 3, et 4. — Abrogés par le décret du 11 mars 1893 (23 châban 1310).

26 juin 1887 (4 chaoual 1304)

Décret ouvrant le port de Souissa aux opérations de commerce

Vu les articles 9, 10 et 29 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 ;

Article premier. — Le port de Souissa sera ouvert aux opérations de commerce, à l'importation et à l'exportation, à partir du 1er juillet 1887 (1).

25 août 1888 (18 hidjé 1305)

Décret fixant les droits d'accostage des appontements et quais.

Article premier. — Tout navire qui désire accoster à un appontement ou à un quai est tenu d'en demander l'autorisation à l'officier de port.

Ce dernier inscrit l'autorisation accordée sur un registre *ad hoc*.

Art. 2. — Tout navire qui a obtenu l'autorisation d'accoster à un appontement ou à un quai paie un droit fixe de 0 p. 50 par tonneau de jauge et par jour.

Art. 3. — Sont exempts des droits d'accostage :

1° Les bâtiments de guerre et ceux appartenant aux administrations publiques tunisiennes ;

2° Les navires qui accostent au quai du canal et de la darse de la Goulette ;

3° Les mahonnes, chaloupes à vapeur, chalands et, en général, toutes les embarcations employées exclusivement au service de chaque port et rade et enregistrées au bureau de port.

Art. 4. — L'administration et la police des ports est chargée de la liquidation de ces droits ; celle de la douane, de la perception.

Art. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret, et notamment l'article 4 du décret du 1er châban 1301 (26 mai 1884).

26 septembre 1888 (20 moharrem 1306)

Décret réglementant le transport des passagers dans la rade de Sfax

Article premier. — Aucune embarcation à voile, à rames ou à vapeur ne pourra être affectée au transport des passagers, entre la rade et Sfax, sans autorisation préalable.

Cette autorisation ne pourra être accordée que sur la demande faite par écrit à l'officier de port, et indiquant les nom, prénoms et nationalité des pétitionnaires, ainsi que le nombre et la nature des embarcations destinées au batelage.

Art. 2. — Les embarcations seront acceptées ou refusées par une commission présidée par le président de la municipalité de Sfax, et composée des membres désignés par le directeur général des travaux publics.

Art. 3. — Les embarcations acceptées par la commission seront inscrites au bureau de l'officier de port et porteront, à l'avant, le numéro d'ordre qui leur aura été affecté par cet officier.

Art. 4. — Les embarcations ne pourront transporter que le nombre des passagers qui leur aura été fixé par la commission.

Art. 5. — Toute embarcation sera commandée par un patron et montée par un équipage composé de marins reconnus aptes au service par l'officier de port. Les embarcations à rames devront être armées, au moins, de quatre avirons.

Art. 6. — Le tarif est fixé comme il suit, de Sfax à bord et *vice versa* :

Chaque passager civil . . .	1 50 p.	0 fr.	90
Chaque passager de l'armée française ou tunisienne . . .	» 75	0	45
Chaque enfant de 3 à 7 ans	» 75	0	45
Les enfants au-dessous de 3 ans seront tranportés gratuitement.			
Les personnes qui auront accompagné un passager à bord paieront le retour à quai, par personne	» 75	0	45
Chaque malle ou caisse mesurant plus de 0m 50 de côté.	1 »	0	60
Tous les autres colis, à l'exception des valises, boîtes à chapeaux et menus objets que les voyageurs peuvent porter à la main	» 50	0	30
Chaque chien.	» 50	0	30

Art. 7. — Dans les cas signalés par un pavillon bleu hissé au bureau du port, chaque passager paiera 0 p. 50 en sus du tarif ; les prix de transport pour les enfants, les colis et les chiens ne seront pas augmentés.

Les bateliers devront, dans le même cas, doubler les avirons des embarcations à rames.

Art. 8. — Dans les cas prévus par l'article 11 du décret du 17 sfar 1301 (17 décembre 1883) et signalés par un pavillon rouge au bureau du port, les prix de passage seront traités de gré à gré.

(1) V. aussi décret du 9 juillet 1890 (22 kâda 1307) ci-après.

Art. 9. — Tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à 4 avirons, paiera 8 piastres et aura le droit d'embarquer avec lui cinq personnes ; tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à 6 avirons, paiera 12 piastres et aura le droit d'embarquer avec lui sept passagers ; au-dessus du nombre de passagers ci-dessus, le prix du tarif sera perçu pour chaque voyageur en excès.

Art. 10. — Les passagers qui voudront s'embarquer de nuit, payeront 25 0/0 en sus des prix fixés par les articles 6 et 9.

Sont considérés comme s'embarquant de nuit, tous passagers demandant une embarcation après le coucher du soleil.

Dans les cas prévus par les articles 7 et 8, les prix de passage pour les transports de nuit seront traités de gré à gré.

Art. 11. — Les embarcations en service porteront à l'avant, le jour, un triangle rouge, et, la nuit, un feu blanc.

Art. 12. — Les compagnies de navigation pourront être autorisées, sur leur demande, à effectuer le transport de leurs passagers, du quai à bord de leurs paquebots et *vice versa ;* elles seront soumises, en ce qui concerne ce service spécial, à toutes les prescriptions du présent règlement.

Art. 13. — Les embarcations portant les insignes de service seront toujours tenues de transporter les passagers de Sfax en rade et *vice versa*. Les embarcations des compagnies de navigation, munies des autorisations spéciales dont il a été question à l'article précédent, seront, de même, toujours tenues de transporter les passagers de quai à bord et *vice versa*.

Art. 14. — Les réclamations auxquelles donnera lieu, de la part des passagers, l'application du présent règlement, seront reçues au bureau du port.

Art. 15. — Toute infraction au présent règlement sera constatée par un procès-verbal et punie d'une amende de 5 à 50 piastres. En cas de récidive, l'amende sera doublée et le patron, le personnel, ainsi que l'embarcation, rayés du service du batelage.

21 février 1889 (20 djoumadi-ettani 1306)

Décret réglementant le transport des passagers dans la rade de Houmt-Souk

Article premier. — Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret du 20 moharrem 1306 (26 septembre 1888) réglementant le transport des passagers entre la rade et Sfax et *vice versa*, sont applicables au transport des passagers entre la rade et Houmt-Souk et *vice versa*.

Art. 2. — Le tarif est fixé comme suit de Houmt-Souk et *vice versa* :

Chaque passager civil. . . .	1 p.	10 c.	1f
Chaque passager faisant partie des armées française et tunisienne	1	»	0 60
Chaque enfant de 3 à 7 ans.	»	13	0 50
Les enfants au-dessous de 3 ans seront transportés gratuitement.			
Chaque malle ou caisse mesurant plus de 0m50 de côté . .	1	»	0 60
Tous les autres colis, à l'exception des valises, boîtes à chapeaux et menus objets que les passagers peuvent porter à la main.	»	8	0 30
Chaque chien.	»	12	0 45

Art. 3. — Dans les cas signalés par un pavillon bleu hissé au bureau du port, chaque passager payera treize caroubes en sus du tarif ; les prix du transport pour les enfants, les colis et les chiens ne seront pas augmentés.

Les barques à rames devront dans ces cas doubler leurs avirons.

Art. 4. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

16 avril 1889 (16 châban 1306)

Décret réglementant le transport des passagers dans la rade de Gabès

Article unique. — Les dispositions des décrets du 16 hidjé 1303 (15 septembre 1886) et du 26 sfar 1304 (24 novembre 1886) réglementant le transport des passagers dans les rades de la Goulette et de Sousse sont applicables au transport des passagers entre la rade et Gabès et *vice versa*.

27 mai 1890 (8 chaoual 1307)

Décret réglementant l'usage public des grues dans les ports de la Régence

Article premier. — Les grues établies dans les ports de la Régence autres que celui de Tunis sont placées sous la surveillance des officiers et maîtres de port.

Art. 2. — Les capitaines, armateurs, négociants, etc., qui désirent faire usage de ces grues pour les opérations d'embarquement et de débarquement, doivent en faire la demande, douze heures au moins à l'avance, à l'officier du port, qui leur délivrera un récépissé de déclaration mentionnant la somme à verser comme prix de location. Munis de cette pièce,

ils en opèreront, contre quittance, le paiement entre les mains du receveur des douanes.

Au vu de cette quittance, il leur sera délivré, par l'officier du port, un permis mentionnant, d'après l'ordre d'inscription de la demande, le jour et l'heure auxquels les grues seront mises à leur disposition.

Art. 3. — Si les porteurs de permis ne font pas usage des grues à l'heure déterminée par l'officier du port, ils perdront leur tour et devront se faire délivrer une nouvelle autorisation.

Art. 4. — Les hommes pour la manœuvre sont fournis par les locataires. Ces derniers sont responsables des dégâts qui peuvent être causés aux grues pendant les opérations.

Art. 5. — Les grues pourront être louées soit à l'heure, soit pour embarquer ou débarquer un poids déterminé de marchandises.

Dans le premier cas, le prix sera de une piastre (0 fr. 60) l'heure; toute heure commencée devra être payée;

Dans le deuxième cas, les prix seront fixés comme suit :

Jusqu'à 1,000 kilos.	1 p.	50	0 90
De 1,000 à 1,250 —	2	»	1 20
De 1,250 à 1,500 —	2	25	1 35
Au-dessus de 1,500 kilos et par fraction indivisible de 500 kilos en plus.	»	75	0 45

Art. 6. — Le directeur général des travaux publics et le directeur des finances sont chargés, etc.

3 juillet 1890 (22 kâda 1307)

Décret fixant les limites du port de Souissa

Article premier. — Les limites du port de Souissa sont fixées conformément aux indications du plan annexé, savoir :

Du côté du sud, à 50 mètres au delà de l'appontement établi en face de l'usine appartenant à MM. Deiss et Cie;

Du côté du nord, à la limite du territoire de la commune de Sousse, déterminée par notre décret du 5 redjeb 1305 (17 mars 1888).

Art. 2. — Les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

22 février 1891 (13 redjeb 1308)

Décret établissant un droit d'eau au port de Tabarca

Article premier. — Les navires de toute provenance entrant dans le port de Tabarca paieront un droit d'eau de 50 centièmes de piastre par homme d'équipage. Les bâtiments qui compteront plus de seize hommes d'équipage ne paieront que pour seize hommes d'équipage ne paieront que pour seize hommes.

Art. 2. — Les dispositions du décret du 20 sfar 1305 sont applicables à ce droit.

L'administration du port est chargée de la liquidation et l'administration des douanes de la perception de ce droit.

9 juillet 1891 (4 hidjé 1308)

Décret fixant les droits de canal et autres à appliquer au port de Sfax, et tarifs annexés.

Article premier. — Tous les bâtiments de commerce, à vapeur ou à voiles, entrant dans le chenal du port de Sfax seront assujettis à payer les taxes indiquées dans le tarif annexé au présent décret.

Art. 2. — Sont exempts desdits droits :

1° Les bâtiments de guerre et ceux appartenant aux administrations tunisiennes;

2° Les bâtiments entrant en relâche forcée par un cas de force majeure (mauvais temps, avaries), même s'ils déposent tout ou une partie de leur marchandises, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce et qu'ils ne fassent ni eau, ni provisions;

3° Les mahonnes, chaloupes à vapeur, chalands et en général toutes les embarcations employées exclusivement au service de la rade et enregistrées au bureau de port.

Art. 3. — Sont assujettis à acquitter la moitié des droits de canal, les bâtiments en relâche forcée pour cas de force majeure (mauvais temps, avaries) si, pendant leur séjour, ils font de l'eau et des provisions.

Art. 4. — Les dispositions du décret du 20 sfar 1305 sont applicables à ces droits.

L'administration du port est chargée de la liquidation et l'administration des douanes de la perception de ces droits.

Art. 5. — Le directeur général des travaux publics et le directeur des finances sont chargés, etc.

TARIF des taxes locales et spéciales à appliquer au port de Sfax

TARIF N° 1. — DROIT DE CANAL

Il sera perçu un droit de 50 centièmes de piastre par tonneau de jauge nette sur tout navire venant du large qui aura franchi l'entrée du chenal d'accès au port. . . . . *piastres*	» 50	0 f 30
Pour les navires venant d'un point quelconque du littoral tunisien, ce droit sera réduit de moitié, soit 25 centièmes de pias-		

tre. . . . . » p. 25 0 15

Le paiement de ce droit donne aux navires le droit de stationner dans le port pendant un mois.

Tout navire qui séjournera dans les eaux du port au delà d'un mois paiera par tonneau de jauge nette et par jour 5 centièmes de piastre . . . . . » 05 0 03

Chaque jour commencé sera compté.

TARIF N° 2. — DROITS D'ACCOSTAGE

Article premier. — Il sera perçu un droit de une piastre par tonne de 1,000 kilogr. de marchandises embarquées à quai. 1 » 0 60

Pour les marchandises débarquées à quai, ce droit sera de deux piastres . . . . . 2 » 1 20

Il sera perçu un droit de 50 centièmes de piastre par tonne de marchandises embarquées à l'aide de chalands . . . . . » 50 0 30

Ce droit sera de une piastre par tonne de marchandises débarquées à l'aide de chalands . . 1 » 0 60

Art. 2. — Il est accordé à chaque navire accosté aux quais ou appontements de Sfax, pour leur permettre d'effectuer leurs opérations, les délais suivants :

Pour les voiliers, vingt-quatre heures par cent tonneaux de 1,000 kilogr. au chargement ou au déchargement.

Pour les navires à vapeur, vingt-quatre heures pour 300 tonneaux de 1,000 kilogr. au chargement ou au déchargement.

Passé ces délais, chaque navire paiera un droit supplémentaire d'accostage de 25 centièmes de piastre par tonne de jauge nette et par jour . . . . . » 25 0 15

TARIF N° 3. — TAXES DE STATIONNEMENT

Il sera perçu pour les marchandises déposées à quai un droit de stationnement de 25 centièmes de piastre par tonne et par jour . . . . . » 25 0 15

Ce droit ne sera dû, pour les marchandises embarquées, que jusqu'au jour qui précédera celui du commencement des opérations d'embarquement, et, pour les marchandises débarquées, qu'à partir du jour qui suivra celui dans lequel seront terminées les opérations de débarquement.

Conditions d'application des taxes

ÉVALUATION DU TONNAGE DE JAUGE DES NAVIRES

Le tonnage de jauge nette, dont il est question au tarif n° 1, est égal :

Pour les voiliers, au tonnage de jauge brute ;

Pour les vapeurs, au tonnage de jauge brute, déduction faite des espaces occupés par les machines et leurs accessoires, conformément aux règlements français en vigueur.

Le tonnage de jauge brute des navires à voiles ou à vapeur est celui qui résulte de la méthode de Moorson, appliquée conformément aux règlements français.

Le poids de la tonne à compter pour l'application du tarif n° 3 sera de 1,000 kilogrammes.

Le poids des animaux vivants embarqués ou débarqués seront toutefois évalués sur les bases conventionnelles ci-après :

Bœuf	1 tête.
Chèvres	
Chameau	
Anes.	2 têtes.
Veaux.	
Porcs, etc	
Moutons.	6 têtes.
Cheval	
Chiens, etc	

Toute fraction de tonne sera comptée pour une tonne (1).

28 novembre 1891 (27 rabia-ettani 1309)

Décret modifiant le tarif des taxes à percevoir au port de Sfax

Article premier. — Sont exemptés des taxes de canal et d'accostage établies au port de Sfax par le tarif annexé au décret du 4 hidjé 1308 (9 juillet 1891), les bateaux venant des îles Kerkennah ou s'y rendant directement.

Art. 2. — Sont exemptées des taxes d'accostage les marchandises de toute nature en provenance d'un point quelconque de la côte tunisienne et destinées à la réexportation, ainsi que les caisses, fûts, paniers et emballages vides, de toute provenance.

Art. 3. — La disposition finale des conditions d'application des tarifs n^os^ 2 et 3, annexés à notre décret du 4 hidjé 1308 (9 juillet 1881), est modifiée comme suit :

« Les fractions de tonne seront évaluées « par dixième, toute fraction inférieure à 100 « kilogrammes payant pour ce poids.

(1) Modifié par l'article 3 du décret du 28 novembre 1891 (27 rabia-ettani 1309), ci-après.

« Les convois ou arrivages de 100 kilogr., « et faisant l'objet d'un connaissement spé- « cial, seront taxés à raison de quinze cen- « times (0 fr. 15) au débarquement, et de dix « centimes (0 fr. 10) à l'embarquement. »

Art. 4. — Les directeurs généraux des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

24 décembre 1891 (23 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret réglementant le transport des passagers et des marchandises dans les ports et rades de la Régence.

Article premier. — Les opérations d'embarquement et de débarquement des passagers et des marchandises dans les ports et rades de la Régence sont exclusivement réservées aux « bateaux de servitude » établis dans ces ports ou rades, sauf les exceptions prévues à l'article 7 du présent décret.

Art. 2. — Sont réputés « bateaux de servitude » ceux qui, par leur forme, leur armement et leur gréement, sont aptes à remplir le service indiqué à l'article précédent.

Art. 3. — Dans aucun cas, les bateaux se livrant habituellement à la pêche, bien qu'établis dans un port ou une rade, ne pourront être considérés comme « bateaux de servitude ».

Art. 4. — Les « bateaux de servitude » devront être inscrits au bureau du port où ils sont établis. Ils porteront à l'avant, d'une façon bien apparente, le numéro d'ordre qui leur sera affecté.

Art. 5. — Les demandes d'inscriptions seront adressées, par écrit, à l'officier ou maître du port ; elles mentionneront le nom du bateau, du patron et de l'armateur ou du propriétaire, ainsi que la jauge et le nombre d'hommes d'équipage.

Tout changement ultérieur dans les indications précédentes devra faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

Art. 6. — Abrogé par le décret du 10 mai 1893 (24 chaoual 1310).

Art. 7. — Est et demeure réservé le droit des navires d'opérer, avec leurs propres moyens, l'embarquement et le débarquement des passagers et marchandises.

Art. 8. — Toute infraction aux dispositions du présent décret sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de 3 à 20 francs.

En cas de récidive, l'amende sera doublée.

11 mars 1893 (23 châban 1310)

Décret sur le batelage en rade de Sousse

Article premier. — Sont ainsi fixés, à dater du 1er avril 1893, les tarifs des transports par batelage entre les quais de Sousse et le bord des navires ancrés en rade et *vice versa* :

Passagers civils.....	1 f.	00	par personne
id. appartenant aux armées française ou tunisienne.....	0	50	—
Enfants de 3 à 7 ans ...	0	50	—
Les enfants au-dessous de 8 ans seront transportés gratuitement.			
Passagers (aller et retour.....	1	50	—
Colis de toute nature mesurant plus de 0 m. 50 c. de côté....	0	30	par colis
Les colis au-dessous de cette dimension seront transportés gratuitement.			
Chiens	0	50	—

Art. 2. — Dans les cas signalés par un pavillon bleu hissé au bureau du port, chaque passager paiera 0 fr. 50 cent. en sus du tarif; les prix de transport pour les enfants, les colis et les chiens ne seront pas augmentés.

Lorsque le pavillon rouge sera hissé au bureau du port, les prix de passage seront traités de gré à gré.

Art. 3. — Tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à 2 avirons aura le droit d'embarquer avec lui quatre personnes et payera 4 francs par voyage d'aller ou de retour et 6 francs pour l'aller et le retour.

Tout passager qui voudra avoir à sa disposition une embarcation à 4 avirons aura le droit d'embarquer avec lui 5 personnes ; il payera 6 francs par voyage d'aller ou de retour et 8 francs par voyage d'aller et de retour.

Art. 4. — Notre premier ministre est chargé, etc.

10 mai 1893 (24 chaoual 1310)

Décret approuvant le règlement général d'exploitation et de police du port de Tunis.

Article premier. — Est approuvé le règlement général de police et d'exploitation du port de Tunis.

Art. 2. — Est abrogé le décret du 5 juillet 1888 (26 chaoual 1305) fixant les droits à payer par les navires entrant dans le canal de La Goulette.

Est également abrogée en ce qui concerne le port de Tunis-La-Goulette, la taxe annuelle établie par le décret du 24 décembre 1891, sur les bateaux de servitude.

Art. 3. — Notre directeur général des travaux publics et notre directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret dont les effets courront à dater du 28 mai 1893.

RÈGLEMENT général de police et d'exploitation du port de Tunis

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Etendue et limites du port de Tunis

Article premier. — Le port de Tunis comprend le canal maritime ouvert dans le lac de Tunis, les bassins de Tunis et de La Goulette, la darse et le vieux canal de La Goulette, la Marine de Tunis.

Les eaux du port sont limitées :

1° Du côté de la mer par une perpendiculaire à l'axe de la jetée nord, élevée sur le musoir de la dite jetée jusqu'à la rencontre de l'axe prolongé de la jetée sud, et par cet axe prolongé ;

2° Du côté du lac, à La Goulette, par l'alignement prolongé du mur d'enceinte qui s'étend à l'ouest de la darse.

3° Du côté du lac, au sud du bassin de Tunis, par une ligne tracée parallèlement à la crête du terre-plein sud à 200 mètres en arrière de cette crête.

4° Du côté du lac, au nord de la Marine de Tunis, par une ligne droite allant de l'extrémité du retour du vannage nord du canal jusqu'à l'angle nord du terre-plein de la Marine.

Police du port

Art. 2. — L'exploitation du port de Tunis est soumise au régime des prescriptions générales des décrets du 17 sfar 1301 (17 décembre 1883), sur la police des rades et ports, et du 1er châban 1301 (26 mai 1884) sur la police des quais et appontements, ainsi que des dispositions spéciales ci-après.

Droits de port et de quai, taxes diverses

Art. 3. — L'usage du canal et des bassins donnera lieu à la perception des droits généraux mentionnés dans les décrets du 21 moharrem 1288 (12 avril 1871) du 10 chaoual 1302 (22 juillet 1885) ainsi qu'aux taxes locales et spéciales ci-après spécifiées.

CHAPITRE PREMIER

POLICE DU CANAL ET DES BASSINS-TARIFS

Conditions de navigation et de pilotage

Art. 4. — La navigation du canal est libre pour tous les navires de commerce quelle qu'en soit la nationalité, à la condition de ne pas caler plus de six mètres et de se conformer aux prescriptions édictées par les articles suivants.

Déclaration des navires

Les capitaines devront, à l'arrivée et avant leur entrée dans le canal, remettre au pilote qui accostera le navire une déclaration écrite mentionnant la nature, le genre de navigation, la cote du navire et sa jauge légale, son nom, celui du capitaine et des armateurs ou affréteurs, les ports d'attache, de provenance et de destination, le tirant d'eau, le tonnage et la nature du chargement, le nombre des passagers et des hommes d'équipage. Cette déclaration sera remise par le pilote au bureau du port.

Une déclaration analogue pour la sortie sera remise directement par les capitaines au bureau du port où ils devront, en outre, faire viser le récépissé du receveur des douanes constatant l'acquittement de tous les droits et taxes dont les bordereaux leur auront été délivrés par le service du port.

Jauge des navires

Le tonnage net inscrit sur les papiers du bord sert de base à la perception des droits payables par les navires. Tout navire, non porteur de papiers établissant sa jauge, sera mesuré par les agents du service des ports et jaugé d'après le système Moorson.

Le service des ports pourra en outre, quand il le jugera nécessaire, vérifier et établir sur la base de ce système la jauge de tout navire.

Pilotage dans le canal

Le pilotage dans le canal est gratuit le jour et la nuit ; il est obligatoire pour tout navire de plus de 25 tonneaux de jauge.

Le pilotage commence à l'embouchure du canal, en mer, et finit après l'amarrage du navire.

Pour demander un pilote, les bâtiments hisseront le jour, au mât de misaine, le pavillon d'appel réglementaire en usage dans leur pays, ou à défaut, un pavillon blanc bordé de bleu, et la nuit au grand mât, deux feux blancs superposés.

Dès que le pilote est monté à bord d'un bâtiment, il remet au capitaine un exemplaire du présent règlement et s'assure du tirant d'eau du navire ainsi que de la nature de son chargement.

Les pilotes mettent à la disposition des capitaines leur expérience et leur pratique du canal, mais comme ils ne peuvent connaître les défauts ou les difficultés de manœuvre propres à chaque navire, le capitaine reste

responsable de tout échouage ou accident quelconque résultant de la conduite ou de la manœuvre de son bâtiment.

Pilotage en dehors du canal

Le pilotage en dehors du canal est libre.

Tout navire qui, sur sa demande, aura été piloté en dehors de la limite indiquée à l'article premier, paiera les taxes spécifiées ci-après.

Indemnité au pilote en cas de quarantaine

Les navires qui auront reçu le pilote à bord et qui auront été soumis à une observation sanitaire ou une quarantaine, paieront la taxe spécifiée ci-après.

Pendant le séjour du pilote à bord, sa nourriture et son couchage auront lieu dans les secondes classes et resteront à la charge du navire.

Police du canal, prescriptions sanitaires accès du canal

Art. 5. — Les navires arrivant avec patente brute ou suspecte mouilleront en rade et y resteront jusqu'à ce qu'ils aient obtenu la libre pratique. Les navires arrivant avec une patente nette prendront la libre pratique en arrivant dans le bassin de destination (Tunis ou la Goulette).

Les agents du service des ports règlent l'entrée et la sortie des navires.

Tout navire prêt à s'engager dans le canal, soit à l'entrée, soit à la sortie, devra avoir ses basses vergues brassées en pointe, ses bouts-dehors rentrés et ses embarcations en dedans. Outre ses deux ancres de bossoir réglementaires, il devra tenir à l'arrière, prête à être mouillée à la demande du pilote, une forte ancre à jet munie d'une amarre capable d'arrêter le navire.

Pendant la traversée du canal les navires doivent avoir, soit à la remorque, soit prête à être mise à l'eau, une embarcation armée et munie d'une amarre pour être au besoin portée et fixée aux pieux d'amarrage bordant les rives du canal. Ils doivent avoir, en outre, des hommes de quart prêts à larguer ou à couper les amarres en cas de besoin.

Tout navire amarré sur quatre devra mollir celles sous le vent pour livrer passage aux remorqueurs, canots à vapeur, dragues ou autre matériel flottant d'un faible tirant d'eau qui se présenteront pour le doubler.

Marche des navires

Les navires à vapeur pourront soit naviguer à l'aide de leur propulseur, soit se faire remorquer.

Le remorquage est obligatoire pour les navires à voiles d'une jauge légale supérieure à 25 tonneaux.

Quant aux voiliers de moins de 25 tonneaux, ils ne pourront naviguer sans l'aide d'un remorqueur qu'avec le vent venant de l'arrière du travers.

La vitesse maximum de la marche des navires est fixée à cinq milles à l'heure.

Tout navire sortant du canal doit laisser libre accès à celui qui rentre.

Les navires naviguant à la voile devront la route libre à ceux naviguant à la vapeur ou remorqués.

Il est interdit aux navires de mouiller dans le canal, sauf dans les cas de force majeure et avec l'avis du pilote.

Il est également interdit aux navires marchant dans le même sens de se dépasser ; il est fait exception en faveur des bateaux à vapeur ou remorqués rattrapant les voiliers.

Dès que deux navires marchant en sens contraire s'apercevront, chacun d'eux devra ralentir sa marche et serrer la rive qu'il aura à tribord ou s'arrêter suivant l'avis du pilote.

Tout navire qui craint un abordage ne doit pas hésiter à s'échouer pour l'éviter ; les frais de renflouement restant à charge du navire qui aura été cause de l'accident.

Tout navire à vapeur, remorqueur ou autre, devra siffler avant le passage des courbes, à l'approche des embarcations qu'il devra croiser ou dépasser, ainsi qu'à l'approche des dragues ou autres appareils flottants qu'il pourra rencontrer dans sa marche.

Il devra passer à la vitesse la plus réduite le long des navires, des dragues ou de tout autre matériel flottant, et avoir en mouillage ses deux ancres de bossoir.

Au moment où il croisera une drague il devra stopper sa machine et courir sur son erre afin d'éviter toute chance d'engager dans son hélice les chaînes de la drague.

Navigation de nuit

La navigation de nuit des bateaux à vapeur est autorisée sous l'entière responsabilité des capitaines.

Les navires porteront leurs feux de position et auront à l'avant un homme de vigie. Les bâtiments postaux porteront en sus de leurs feux de position, un feu blanc en tête du mât de misaine, visible de tous les points de l'horizon.

Les navires garés ou arrêtés pour une cause quelconque porteront, conformément à l'art. 5 du règlement international sur les abordages,

en avant du mât de misaine, trois feux rouges superposés à une distance de 91 centimètres.

Lorsqu'un navire recevra l'ordre de se garer, il devra immédiatement, après avoir effectué cette manœuvre, éteindre tous ses feux et n'avoir que les feux réglementaires prescrits au paragraphe précédent.

Quand un navire suivi d'un ou plusieurs autres allant dans le même sens viendra à êtra arrêté dans sa marche, il devra aussitôt hisser un feu rouge au mât de l'arrière et l'appuyer de coups de sifflet répétés par intervalles jusqu'à ce que celui qui le suit ait répondu.

Lorsque deux navires naviguant de nuit marcheront en sens inverse, celui qui sort du canal laissera libre accès à celui qui entre.

Dans les cas d'arrêt hors gare, le capitaine amarrera son navire par les deux extrémités et l'annoncera par deux coups de sifflet prolongés et espacés de 15 secondes.

Signaux

Les navires en marche devront obéir aux ordres qui leur seront donnés par signaux, des gares du canal ou des ports.

Les signaux indiquant ces ordres de même que les signaux des dragues ou autres appareils flottants et ceux des navises en marche figurent dans un tableau spécial annexé au présent règlement.

Echouages

En cas d'échouage, les agents du service des ports auront seuls le droit de prescrire toutes les opérations de renflouement nécessaires au rétablissement des communications. Ils pourront au besoin faire décharger et remorquer le navire, soit à Tunis, soit à La Goulette, aux frais, risques et périls du navire lui-même, à moins qu'il ne soit régulièrement prouvé qu'un manque de profondeur dans le plafond du canal a été cause de l'échouage.

Les frais de renflouement, remorquage, déchargement, rechargement, etc., seront payés avant le départ du navire sur un état dressé par le service des ports.

Toute manœuvre ayant pour but de dégager un navire échoué est formellement interdite aux autres navires de passage, lorsqu'ils n'en seront pas requis par les agents du service de la police du port.

Police des bassins de La Goulette et Tunis

Art. 6. — Les bâtiments qui pratiqueront le nouveau bassin de La Goulette, mouilleront et se placeront conformément aux indications de l'officier de port, soit bord à quai, soit en pointe, c'est-à-dire perpendiculairement au quai.

Les bâtiments qui mouilleront dans le bassin de Tunis se placeront toujours l'avant à l'est, l'arrière à l'ouest, auront deux amarres sur les points fixes ou sur les navires désignés par l'officier de port et une ancre mouillée. Le mouillage d'une seconde ancre pourra être exigé par les officiers de port.

L'intervalle libre entre deux navires sera d'au moins 25 mètres.

Les navires ne peuvent être amarrés qu'aux boucles, pieux, bornes ou canons, placés sur les quais et terre-pleins pour cet objet, ainsi qu'aux coffres mouillés dans les bassins, s'il y a lieu.

Le capitaine d'un navire ne peut se refuser à recevoir une aussière, ni à larguer ses amarres pour faciliter les mouvements des autres navires.

Tout navire amarré dans le port doit avoir un gardien à bord ; s'il devient nécessaire de faire une manœuvre et qu'il ne se trouve pas sur le navire assez d'hommes pour l'exécuter, les officiers du port leur adjoignent le nombre d'hommes de corvée qu'ils jugent nécessaire. Le salaire de ces hommes est payé par le capitaine, l'armateur, le consignataire ou le propriétaire du navire, d'après un rôle dressé par les officiers du port et rendu exécutoire par le directeur général des travaux publics.

En cas de nécessité, tout capitaine ou gardien doit doubler les amarres et prendre toutes les précautions qui lui sont prescrites par les officiers de port.

Vieux canal et darse de La Goulette

Art. 7. — En attendant qu'il puisse être en tout ou en partie désaffecté, le vieux canal de La Goulette recevra les affectations suivantes :

Depuis son débouché dans la passe jusqu'à une limite tracée à 50 mètres à l'est du pont tournant, il sera affecté au mouillage des barques de pêche, à l'exclusion de toutes autres.

Entre cette limite et le pont tournant, le quai sera réservé aux canots de service et aux embarcations de plaisance.

Entre le pont tournant et le lac, le canal sera affecté au mouillage des embarcations de servitude.

Il est expressément défendu aux barques de s'amarrer en couple en un point quelconque du canal.

La darse sera affectée spécialement au mouillage des embarcations de servitude et aux opérations de carénage.

L'entrée dans la darse ou la sortie se fera,

pour les bâtiments autres que les embarcations de servitude, exclusivement par le canal de jonction.

Précaution contre les incendies

Art. 8. — En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les quartiers de la ville qui en sont voisins, tous les capitaines de navire réunissent leurs équipages et prennent les mesures de précaution que les officiers du port leur prescrivent.

En cas d'incendie à bord d'un navire, le capitaine doit prendre les premières mesures pour l'extinction et faire avertir en toute hâte les officiers de port.

C'est à ces officiers qu'appartient la direction des secours.

Ils peuvent requérir l'aide de tous les ouvriers du port et des matelots de tous les navires, barques et bâteaux de pêche. Ils font immédiatement prévenir la Résidence générale et l'autorité municipale.

Lorsqu'il y a lieu de faire des fumigations à bord d'un navire, de chauffer les soutes pour les brayer ou de chauffer sa carène, il en est donné avis aux officiers de port, afin qu'ils fixent le lieu et l'heure de l'opération.

Le chauffage ne peut être fait que par un maître calfat sous la surveillance d'un officier de port, en prenant toutes les mesures de précaution que cet officier prescrit.

Il est interdit de faire chauffer du brai ou du goudron ailleurs que sur les points désignés par les officiers de port.

Matières très inflammables ou explosibles

Art. 9. — L'entrée du canal et des bassins du port de Tunis est interdite à tout navire de commerce porteur de dynamite, de poudre, de pétrole, benzine, sulfure de carbone ou autres matières très inflammables.

Cette interdiction ne s'étend pas aux munitions confectionnées d'artillerie ou d'infanterie ni aux explosifs destinés au gouvernement et chargés à bord des paquebots faisant un service postal.

Les navires de commerce ayant un chargement de matières sus-dénommées doivent mouiller en rade de la Goulette, en se conformant aux mesures prescrites ; si le chargement dangereux est destiné à Tunis, le débarquement en sera opéré conformément aux prescriptions de l'article 19 ci-après.

Lestage et délestage

Art. 10. — Le lestage et le délestage seront effectués conformément aux prescriptions du décret du 17 sfar 1301 (17 décembre 1883) et du cahier des charges de l'entreprise spéciale instituée à cet effet par l'administration..

Le cahier des charges de cette entreprise ainsi que son tarif seront à la disposition des capitaines au bureau du port.

Ravitaillement en eau

Art. 11. — Le ravitaillement des navires en eau pourra se faire soit aux fontaines publiques, soit aux bouches d'eau spécialement établies à cet effet.

Dans ce dernier cas, les capitaines adresseront une demande au service du port qui fournira dans les caisses des navires la quantité demandée. L'eau embarquée sera mesurée au compteur et payée au prix spécifié ci-après.

Les capitaines qui voudront faire de l'eau ou du charbon devront se conformer à toutes les mesures que le service du port croira devoir prescrire pour éviter que ces opérations arrêtent la circulation dans le bassin ou entravent les opérations commerciales des navires voisins.

Tarifs

Art. 12. — La pratique des passes, canal et bassins du port de Tunis, donnera lieu au paiement des droits du tarif n° 1 ci-annexé.

Le recouvrement de ces droits aura lieu conformément aux dispositions des articles 25 et 26 ci-après.

CHAPITRE II

EMBARQUEMENT ET DÉBARQUEMENT — PORTEFAIX — EMBARCATIONS DE SERVITUDE ET REMORQUEURS — TARIFS

Bassin de la Goulette

Art. 13. — Le nouveau bassin sera seul affecté à l'embarquement et au débarquement des passagers et des marchandises.

Ces opérations se feront bord à quai ou par l'intermédiaire d'embarcations de servitude.

Le délai accordé pour le séjour à quai des bâtiments pourra être limité strictement au temps nécessaire au chargement et au déchargement, lequel sera calculé à raison de un jour par trente tonneaux d'opération.

Bassin de Tunis (a. Voyageurs)

Art. 14. — L'embarquement des voyageurs se fera par l'un des appontements construits à cet effet le long du côté du nord du bassin de Tunis.

Ces appontements seront mis en communication avec les navires ayant à embarquer des passagers par des passerelles ou par des canots lorsque les navires ne pourront pas accoster.

Les passagers pourront recourir, pour le transport de leurs colis à main de la chaussée du terre-plein jusqu'à bord, et *vice versa*, soit aux hommes du bord, soit aux portefaix du port.

Le personnel des portefaix est commissionné ; il est placé sous l'autorité directe du service du port, qui veillera à ce qu'il accomplisse ses obligations.

(b. Marchandises)

L'embarquement et le débarquement des marchandises s'effectueront, savoir :

En ce qui concerne les marchandises encombrantes (bois, chaux et ciments, matériaux de construction, charbons, céréales) par chalands ou par les installations spéciales dont la création aura été autorisée le long des terre-pleins nord et sud du bassin.

En ce qui concerne les marchandises diverses, par chalands.

Les taxes d'exploitation des installations spéciales seront spécifiées dans l'acte d'autorisation dont elles seront l'objet et portées à la connaissance du public par leur inscription au tarif n° 3 comme il est spécifié ci-après.

Les dépôts de marchandises débarquées ou à embarquer s'effectueront à la Marine, comme par le passé ou sur les emplacements des terre-pleins nord et sud qui auront été régulièrement affectés à cet usage.

Embarcations de servitude, remorqueurs, charges et tarifs

Art. 15. — Toute personne qui voudra entretenir et exploiter dans les eaux du port de Tunis des remorqueurs, des chalands, mahonnes et canots, devra se soumettre par écrit aux charges et conditions d'un arrêté pris par le directeur général des travaux publics, en exécution du présent règlement.

Parmi ces charges les plus essentielles sont les suivantes :

Tout propriétaire de remorqueurs ou d'embarcations de servitude s'engagera à louer, à première demande, son matériel disponible, armé et équipé, à des prix qui, à défaut d'entente préalable, ne dépasseront pas ceux d'un tarif maximum qui sera ultérieurement fixé.

L'exploitation des remorqueurs et des embarcations de servitude sera soumise au contrôle des officiers du port, lesquels, sur la plainte des tiers, prendront telles mesures administratives en leur pouvoir et que les circonstances justifieront, sans préjudice des actions au civil que les intéressés pourront introduire devant la juridiction compétente.

Les propriétaires de remorqueurs ou d'embarcations de servitude s'engageront, en cas d'échouage d'un navire et d'une façon générale, toutes les fois qu'un accident ou qu'un incident se produira de nature à compromettre la liberté et la sécurité de la navigation, à mettre à la disposition du service du port tout leur matériel disponible, ou même non disponible en suspendant, si besoin est, toutes opérations en cours, et en garantissant l'Etat ou son concessionnaire contre tout recours des tiers.

Dans ces circonstances le paiement du matériel employé, soit qu'il incombe au tiers responsable, soit qu'il incombe à l'Etat, sera réglé par l'application des taxes du tarif n° 3 ci-après.

Tarifs

Art. 16. — L'embarquement et le débarquement des passagers et des marchandises, le droit de séjourner dans les eaux du port, pour les remorqueurs et les chalands, donnera lieu au paiement des taxes du tarif obligatoire n° 1 ci-annexé.

Enfin les prix maxima pour location de remorqueurs, chalands, en cas de réquisition, sont compris dans le tarif n° 3.

CHAPITRE III

QUAIS ET HANGARS, GRUES, VOIES FERRÉES, OUTILLAGES DIVERS, TARIFS

Terre-plein nord et sud du bassin de Tunis

Art. 17. — Les terre-pleins nord et sud pourront être affectés aux marchandises encombrantes à débarquer ou à embarquer. Ils pourront être loués à des particuliers pour cet usage exclusif dans les limites qui seront jugées compatibles avec les besoins des services publics.

Le paiement de cette location est spécifié ci-après.

Quais couverts et découverts, magasins publics, grues, voies ferrées, bascules

1. — Bassin de Tunis

Art. 18. — La Marine de Tunis restant jusqu'à nouvel ordre le principal centre des opérations, il n'est apporté d'autres changements aux conditions de son exploitation que ceux qui peuvent résulter indirectement des prescriptions du présent règlement.

En particulier les hangars et magasins publics ne font qu'une seule et même chose et ces établissements sont gérés par l'administration des douanes sous le régime du décret du 1er djoumadi-el-aoual 1299 (15 décembre 1884) sauf l'article 8 qui est et demeure abrogé.

Il n'y a d'autres quais publics à Tunis pour les marchandises que ceux de la Marine.

Le délai de séjour gratuit des marchandises à quai est fixé à trois jours francs. Passé ce délai elles paieront la taxe spécifiée plus loin, nonobstant l'application des mesures coercitives prévues dans l'art. 20 ci-après.

2. — Bassins de La Goulette

Le nouveau bassin de La Goulette sera seul ouvert aux opérations commerciales et le quai qui borde ce bassin au nord sera le seul quai public.

Les prescriptions précédentes leur sont applicables dans toute leur teneur.

Toutefois, à titre transitoire et jusqu'à ce que les installations de la douane aient été transportées sur le terre-plein de ce nouveau bassin, les opérations pourront être effectuées en totalité ou en partie sur le quai du vieux canal où se trouve la douane.

Marchandises infectes ou dangereuses

Art. 19. — L'embarquement ou le débarquement des marchandises infectes ou très inflammables est subordonné à l'exécution des prescriptions ci-après.

Les marchandises infectes ne peuvent rester déposées sur les quais. Faute par le consignataire du navire de les faire enlever immédiatement après leur déchargement, il y est pourvu d'office, à ses frais, à la diligence des officiers du port.

Le capitaine est tenu de se conformer à toutes les dispositions que les officiers du port lui prescriront dans l'intérêt de la sûreté publique.

Le chargement et le déchargement des marchandises dangereuses ne peuvent avoir lieu que sur les quais ou portions de quai désignés à cet effet.

Ces opérations ne peuvent être commencées sans l'autorisation écrite d'un officier du port. Elles n'ont lieu que de jour, sans désemparer, avec la plus grande célérité, de sorte qu'aucun colis ne reste sur le quai pendant la nuit.

L'embarquement des marchandises dangereuses n'a lieu qu'à la fin du chargement.

Le chargement et le déchargement par allèges, ne pourront avoir lieu qu'au moyen d'embarcations dont la construction et l'agencement auront été déterminés par un arrêté du directeur général des travaux publics.

Leur tonnage n'excèdera pas la quantité des marchandises dangereuses qui peuvent être déchargées ou chargées dans une journée.

Les allèges en service arborent un pavillon rouge.

Les essences doivent être contenues dans des vases métalliques exactement fermés.

L'usage des bonbonnes ou touries en verres et en grès, lors même qu'elles sont protégées par un revêtement extérieur, est interdit.

Il est formellement défendu de faire usage de feu, de lumière ou d'allumettes, ainsi que de fumer à bord des navires, sur les allèges employées aux transports et sur les quais où se font le chargement ou le déchargement des marchandises dangereuses, pendant la durée de ces opérations.

Tout navire chargé de marchandises dangereuses reçoit à son bord, pendant toute la durée de son séjour, un gardien spécial désigné par les officiers du port.

Le même gardiennage permanent s'exerce sur les allèges, pendant leur emploi, et sur les quais de dépôt pendant la manutention des marchandises.

Le gardiennage à bord des navires et sur les allèges est aux frais des navires.

Les entrepôts ou magasins de marchandises dangereuses établis sur des terrains dépendant du port ou y attenant seront soumis aux dispositions spéciales déterminées par des arrêtés du directeur général des travaux publics.

Mesures d'ordre, responsabilités

Art. 20. — Le service de la police du port fixe les emplacements sur lesquels doivent être déposées les marchandises.

Il est expressément défendu de prendre appui, n'importe dans quel but, contre ou sur les charpentes, les piliers, les portes et les barrières des constructions du port.

Les dégâts faits, soit aux hangars, soit au matériel d'exploitation quel qu'il soit, seront, après simple avis donné à l'auteur du dégât, réparés à ses frais par le service du port.

Les barrières mobiles servant à isoler les marchandises ne peuvent être placées qu'avec l'autorisation et sous la surveillance des agents du port.

Les clôtures des emplacements loués à des particuliers seront faites à la diligence et aux frais des locataires.

Le locataire est responsable des dégâts occasionnés par des tiers dans le périmètre de sa location, sauf son recours contre eux.

Par le fait de la location, les capitaines des navires ne sont déchargés d'aucune des charges ou obligations résultant pour eux des règlements de police du port.

L'administration se réserve d'exercer telle surveillance qui lui conviendra dans les parties des hangars et terre-pleins qui seront louées à des particuliers sans que, pour cela,

le locataire soit déchargé des responsabilités qui lui incombent.

Le délai de séjour des marchandises sur les terre-pleins publics a été précédemment fixé.

Passé ce délai et sans préjudice des droits à payer, l'enlèvement de la marchandise pourra être effectué d'office et aux frais du propriétaire par le service du port, ainsi que son transport dans un dépôt spécial, qu'il s'agisse de marchandise importée ou à exporter.

Tarifs

Art. 21. — La location ou l'usage des quais publics, terre-pleins, hangars, grues, voies ferrées et en général de l'outillage du port, donnera lieu à la perception des droits du tarif n° 2.

Ces droits seront payés par les propriétaires ou consignataires de la marchandise dans la caisse de la douane, sur états de dépenses établis par le service du port.

Le recouvrement en sera assuré conformément aux dispositions des articles 25 et 26 ci-après.

CHAPITRE IV

DÉPOT DE DOUANE, MAGASINS PUBLICS, TARIFS

(*Mémoire*)

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES, PUBLICITÉ, SANCTIONS

Bureaux du port et des concessionnaires

Art. 22. — Les entrepreneurs de lestage, les concessionnaires d'outillage ou installations publiques, seront tenus d'avoir un bureau non loin du bureau du port, et d'être représentés en permanence sur le port par un agent ayant les pouvoirs nécessaires pour recevoir les notifications administratives.

Publicité du présent règlement et des tarifs annexés, des cahiers des charges et tarifs des concessionnaires.

Art. 23. — Le présent règlement et les tarifs y annexés seront affichés dans les bureaux du service du port, des concessionnaires ou locataires d'emplacements sur les terre-pleins, et des compagnies de navigation.

Les cahiers des charges des entreprises de lestage, des concessions d'installations spéciales ou de débarquement seront également affichés dans les bureaux des exploitants.

Paiement des taxes

Art. 24. — Le paiement des taxes prévues dans le présent règlement et contenues dans les tarifs 1 et 2 sera garanti par les dispositions ci-après, savoir :

En ce qui concerne les droits et les tarifs n° 1, il sera procédé conformément aux dispositions du décret du 20 sfar 1305 (6 novembre 1887) sur le paiement des droits sanitaires, des phares et des ports.

En ce qui concerne les droits du tarif n° 2 le paiement sera préalable pour les locations d'emplacements, ou bien il sera effectué immédiatement après le service rendu pour la location d'outillage.

Contestations

Art. 25. — En cas de refus du paiement des taxes des tarifs n° 1 et n° 2, la marchandise ou le navire seront retenus.

Dans le cas de contestations sur le montant des frais dus par un navire, celui-ci sera retenu soit dans les bassins, à charge par lui de payer les frais de séjour, soit en rade, jusqu'au règlement de la contestation, à moins que le capitaine ne dépose à la caisse de la douane, avec les réserves de droit et à titre de caution, une somme égale au montant des droits exigés par application du tarif n° 1.

Dans le cas de contestations sur le montant des frais dûs par des marchandises, et jusqu'à ce qu'il y ait accord à l'amiable ou décision judiciaire, le propriétaire ou le consignataire des marchandises pourra en disposer moyennant le dépôt de la somme réclamée, lequel dépôt sera fait par lui, sous toutes réserves, à la caisse de la douane.

Pour plus de facilité et afin d'éviter les retards et les lenteurs que l'acquit préalable des droits pourrait occasionner, l'administration ou le concessionnaire admettra des soumissions qui permettront de disposer des marchandises sans qu'il y ait lieu d'attendre la liquidation de ces droits.

Seront considérées comme nulles toutes réclamations qui n'auront pas été adressées par écrit au service du port dans les huit jours de la remise de la quittance.

Dispositions diverses

Art. 26. — Il est défendu de jeter des terres, des décombres, des ordures ou des matières quelconques dans les eaux du port et de ses dépendances.

D'y verser des liquides insalubres.

De faire aucun dépôt sur les parties des quais réservées à la circulation.

De déposer sur les autres parties des marchandises ou objets quelconques ne provenant pas du déchargement de navires amarrés au quai ou non destinés à y être chargés sous

peine de l'enlèvement de ces objets aux frais du contrevenant, à la diligence des officiers du port, et sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées contre lui pour le fait de la contravention.

D'étendre sans autorisation des filets sur les quais.

De faire rouler des brouettes, tombereaux ou voitures sur les dalles de couronnement des quais.

De tailler des pierres sur les quais, d'y faire aucun ouvrage de charpente, de menuiserie ou autre, sans l'autorisation des ingénieurs du port.

De ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port.

Aucune tente ne peut être dressée sur les quais sans l'autorisation des officiers de port. L'espace compris entre deux tentes doit toujours rester entièrement libre.

Toute personne qui a été autorisée à établir une tente, est tenue, après son enlèvement, de faire réparer à ses frais le pavé ou l'empierrement et de remettre les lieux dans leur premier état.

Il est défendu, sauf autorisation de l'officier de port, de lancer aucune marchandise du bord d'un navire à terre, d'embarquer ou de débarquer des pavés, des blocs, des métaux ou autres marchandises pouvant dégrader les couronnements des quais, sans avoir couvert le dallage de planches pour le protéger.

De charger, de décharger ou transborder des tuiles, des briques, moëllons, terre, sable, cailloux, pierrailles, du lest, de la houille ou d'autres matières menues ou friables, sans avoir placé entre le navire et le quai, ou en cas de transbordement entre les deux navires, une toile ou prélart bien conditionné et solidement attaché.

Les voitures, chariots et fourgons ne peuvent stationner sur les quais que pendant le temps strictement nécessaire pour leur chargement ou leur déchargement.

Les capitaines, maîtres et patrons sont responsables des avaries que leurs bâtiments feraient éprouver aux ouvrages du port, les cas de force majeure exceptés.

Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées sans préjudice des poursuites à exercer contre elles, s'il y a lieu, pour le fait de la contravention.

Les capitaines, maîtres ou patrons qui auront été forcés par la tempête ou par une cause quelconque de filer leurs chaînes par le bout et de laisser leurs ancres dans le port ou ses dépendances, seront tenus, si faire se peut, d'y fixer des bouées et des orins capables d'enlever les ancres.

Ils devront, dans tous les cas, en faire la déclaration au bureau du port.

Lorsque ces ancres et chaînes n'auront pas été relevées en temps opportun par les bâtiments auxquels elles appartiennent, il y sera procédé à la diligence des officiers de port.

En l'absence des navires ces objets seront consignés au bureau du port.

Ils seront remis aux intéressés, sur leur demande, moyennant le paiement à dire d'experts, d'un quart de la valeur des objets retirés, s'ils ont été découverts sans bouées, et d'un sixième s'ils ont été trouvés signalés.

Les sommes ainsi perçues seront réparties par parts égales, après paiement des frais de sauvetage, entre les pilotes et aspirants pilotes.

Poursuites des contraventions

Art. 27. — Les manquements au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports maritimes de commerce et de leurs dépendances, sont constatés par des procès-verbaux que dressent les officiers et maîtres de port, les commissaires de police et autres agents ayant qualité pour verbaliser.

A défaut du capitaine, maître ou patron, les armateurs et propriétaires du navire sont civilement responsables des contraventions constatées à sa charge.

Lorsque en exécution du présent règlement, il a été fait d'office certains frais à la charge du capitaine, de l'armateur ou du propriétaire du navire, ou lorsqu'il a été dressé un procès-verbal pouvant donner lieu à une amende à la charge de ce même capitaine, armateur ou propriétaire, le navire ne peut quitter le port avant que le capitaine ait fourni bonne et valable caution pour le paiement des frais ou de l'amende.

De même, si en exécution du présent règlement il a été fait d'office certains frais à cause d'une marchandise ou lorsqu'il a été dressé un procès-verbal pouvant donner lieu à une amende à la charge du propriétaire de cette marchandise, celle-ci ne pourra être enlevée de l'endroit où les frais auront été faits ou le procès-verbal dressé, sans qu'une caution suffisante ait été fournie ; si elle est en numéraire elle sera déposée à la caisse de la douane.

Pénalités

Art. 28. — Les contraventions au présent règlement seront punies par une amende comprise entre dix et mille francs sans préjudice du droit appartenant à l'Etat ou à son con-

cessionnaire ou aux tiers lésés de poursuivre la réparation du dommage causé.

Juridiction

Art. 29. — Toutes les infractions au présent règlement seront déférées au tribunaux français établis dans la Régence.

Concessions

Art. 30. — Les dispositions qui précèdent s'appliquent au cas où l'Etat exploiterait lui-même l'outillage du port, comme à celui où il concéderait cette exploitation.

Dans cette dernière hypothèse, le paiement des droits de location aurait lieu dans la caisse du concessionnaire et l'exploitation ne serait plus soumise qu'au contrôle du service du port. Pour le surplus, le concessionnaire, subrogé à l'Etat pour l'exécution d'un service public serait investi des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que l'Etat.

23 décembre 1893 (15 djoumadi-ettani 1311)

Décret réduisant les droits perçus sur les marchandises embarquées et débarquées à l'appontement de Gabès.

Article premier. — Le droit de 0 fr. 80 par tonne de marchandise embarquée ou débarquée à l'appontement de Gabès perçu par la Cie transatlantique, fermière de l'Etat français, est remplacé par une taxe de 0 fr. 50 par tonne de marchandise embarquée ou débarquée dans le port de Gabès.

Art. 2. — Sont exemptes de cette taxe les marchandises expédiées ou reçues par l'autorité militaire.

Art. 3. — Le service de la police des ports est chargé de la liquidation de ces droits, celui de la douane de leur perception.

Art. 4. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret et notamment celles du décret du 18 hidjé 1305 (25 août 1888).

Art. 5. — Les effets du présent décret courront à partir du 1er janvier 1894.

Art. 6. — Le directeur général des travaux publics et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

30 avril 1894 (25 chaoual 1311)

Décret ouvrant le port de Nabeul aux opérations de commerce

Article premier. — Le port de Nabeul est ouvert aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

6 janvier 1895 (10 redjeb 1312)

Décret annulant, à partir du 1er février 1895, le tarif des taxes à percevoir pour le port de Tunis annexé au décret du 10 mai 1893 et le remplaçant par celui annexé au présent décret.

Article premier. — Le tarif des taxes à percevoir pour le port de Tunis annexé au décret du 10 mai 1893 est annulé à partir du 1er février 1895 et remplacé par le tarif annexé au présent décret.

Art. 2. — Notre directeur général des travaux publics et notre directeur général des finances sont chargés, etc.

PORT DE TUNIS

TARIFS PROVISOIRES

TARIF N° 1. — Taxes payables par les navires

TAXE N° 1. — Droit de pilotage, d'abri et de stationnement pendant 10 jours dans les eaux du port :

Pour tout navire venant du large qui a franchi la ligne des musoirs, par tonneau de jauge nette . . . . , ... 0 fr. 30

Pour tout navire venant d'un point de la côte tunisienne qui a franchi la ligne des musoirs, par tonneau de jauge nette . . 0 fr. 15

Ce droit comprend les frais de pilotage dans les eaux du port, lequel est obligatoire pour tous les navires jaugeant plus de 25 tonneaux.

Ce droit sera réduit d'un tiers pour les navires affectés à un service hebdomadaire régulier ou à un service régulier mensuel avec un port de l'Océan, lesquels paieront :

Venant du large, par tonneau de jauge nette. . . . . 0 fr. 20

Venant d'un port de la côte tunisienne, par tonneau de jauge nette. . . . . 0 fr. 10

Pour bénéficier de cette réduction, les intéressés devront déposer préalablement, au bureau du port, une déclaration indiquant la nature et la durée du service régulier qu'ils entendent faire.

Sont exemptés de la taxe n° 1 :

Les bateaux naviguant exclusivement entre Tunis et les points de la côte situés entre le cap Gammart et Raz Farthas.

TAXE N° 2. — Droit de stationnement au delà de 10 jours dans les eaux du port :

Pour tout navire venant du large, par jour et par tonneau de jauge nette . . . . 0 fr. 03

Pour tout navire venant d'un port de la côte tunisienne. par jour et par tonneau de jauge nette . . . . . 0 fr. 15

Ce droit sera réduit d'un tiers pour les na-

vires affectés à un service hebdomadaire régulier ou à un service régulier mensuel avec un port de l'océan, lesquels paieront :

Venant du large, par jour et par tonneau de jauge nette . . . . . 0 fr. 02

Venant d'un port de la côte tunisienne, par jour et par tonneau de jauge nette . 0 fr. 01

Sont exemptés de la taxe nº 2 :

Les bateaux naviguant exclusivement entre Tunis et les points de la côte située entre le cap Gammart et Raz Farthas.

TAXE Nº 3. — Droit d'accostage et de transbordement :

Pour tout navire venant opérer dans le port, soit directement, soit par l'intermédiaire de chalands, etc., par tonne de marchandise embarquée ou débarquée. . . . . 0 fr. 50

Pour tout navire venant d'un point de la côte tunisienne et débarquant des marchandises destinées à la réexportation.

Pour tout navire à pleine charge venant d'un point de la côte tunisienne ou s'y rendant :

Par tonne de marchandise embarquée ou débarquée. . . . . 0 fr. 25

Sont exemptés de la taxe nº 3 :

L'eau, le charbon et les vivres destinés à la consommation du navire; les matériaux de construction provenant de la côte tunisienne, les caisses, fûts et emballages vides.

Cette même taxe nº 3 sera payée par les embarcations et chalands qui feront le transport des marchandises entre un navire mouillé en rade de La Goulette et le port.

Le poids des animaux vivants embarqués ou débarqués sera évalué en comptant pour une tonne :

Une tête de bœuf; deux têtes de veaux; six têtes de moutons; une tête de cheval; deux têtes d'ânes; six têtes de chèvres; une tête de mulet; deux têtes de porcs; six têtes de chevreaux; une tête de chameau.

Toute fraction de tonne sera comptée pour une tonne.

TAXE Nº 4. — Droit d'accostage au quai de La Goulette au delà des délais réglementaires :

Il est accordé à tout navire accosté au quai de La Goulette pour y effectuer ses opérations, un délai calculé à raison de 40 tonnes par journée de 24 heures, au chargement comme au déchargement.

Passé ce délai, chaque navire sera frappé, par tonneau de jauge nette et par jour, d'une taxe de . . . . . 0 fr. 10

TAXE Nº 5. — Droit d'embarquement et de débarquement sur les passagers :

Par passage civil embarqué ou débarqué directement ou par transbordement :

En 1re classe . . . . . 4 fr. »
En 2e classe. . . . . 3 fr. »
En 3e et 4e classe . . . . . 1 fr. 50

Sont exemptés de la taxe nº 5 :

Les militaires des armées française et tunisienne de toute provenance et les passagers civils à destination ou en provenance des points de la côte compris entre le cap Gammart et Raz Farthas.

TAXE Nº 6. — Droit de séjour dans les eaux du port :

Pour tout navire qui séjourne habituellement dans les eaux du port, par année :

Pour les vapeurs et remorqueurs :

Par tonneau de jauge brute. . . . 10 fr. »

Pour les autres embarcations :

Par tonneau de jauge nette. . . . 2 fr. 50

TAXE Nº 7. — Tarif des opérations facultatives de pilotage :

Pour tout navire qui demandera à être piloté en dehors des jetées, quel que soit le tonnage :

Le jour . . . . . 10 fr. »
La nuit . . . . . 15 fr. »

Pour pilotage de nuit dans les eaux du port (en sus de la taxe obligatoire nº 1).

Pour les navires :

Jusqu'à 300 tonneaux de jauge nette. . . . . 10 fr. »

De 301 à 800 tonneaux de jauge nette. . . . . 15 fr. »

De 801 tonneaux et au-dessus . . 20 fr. »

TAXE Nº 8. — Indemnité au pilote en cas de quarantaine.

Tout navire qui sera mis en quarantaine ayant pris le pilote à bord payera par journée de quarantaine un droit fixe de 10 fr. »

TAXE Nº 9. — Tarif de prise d'eau :

Y compris usage d'eau du port et des manches à eau.

Par tonne d'eau embarquée . . . . 1 fr. »

Cette taxe facultative est indépendante du droit d'eau fixé par le décret du 21 moharrem 1288 qui continuera à être perçu en raison de la faculté laissée aux navires de s'approvisionner, par leurs propres moyens, aux fontaines publiques.

TARIF Nº 2. — Taxes diverses

TAXE Nº 10. — Droit de séjour des marchandises sur les terre-pleins au delà des délais réglementaires.

Le séjour gratuit des marchandises sur les quais publics est limité à trois jours francs

non compris celui de l'embarquement ou du débarquement, ni les jours fériés.

Pour les marchandises qui séjourneront dans la partie des terre-pleins désignée à cet effet, plus de trois jours francs, non compris les jours fériés, par tonne et par jour :

Pour chacun des 6 jours au delà des 3 premiers . . . . . 0 fr. 05
Pour chacun des trois suivants . . 0 fr. 10
Au delà pour chaque jour. . . . . 0 fr. 20

Passé le délai total de 15 jours francs, les marchandises pourront être enlevées d'office, aux frais des destinataires, dans les conditions fixées par les règlements.

Dans aucun cas les dépôts ne seront admis sur les parties des terre-pleins non désignées à cet effet.

3 février 1895 (8 châban 1312)

Décret autorisant la compagnie du port de Bizerte à percevoir les droits maritimes applicables à tous les autres ports de la Régence.

Article premier. — La compagnie du port de Bizerte percevra, pour le port de Bizerte, les droits maritimes applicables à tous les ports de la Régence conformément aux lois en vigueur ou à intervenir. L'application de cette mesure remontera au 27 décembre 1890 et cessera le 26 décembre 1965.

Ces droits maritimes consistent actuellement en droits de reconnaissance et de phares, fixés par le décret du 22 juillet 1885 (10 chaoual 1302).

La compagnie est, en outre, autorisée à percevoir dans le port de Bizerte et jusqu'au 26 décembre 1965, des taxes locales dont le maximum est spécifié dans le tableau annexé au présent décret.

Ces taxes ne pourront être perçues qu'après la réception et la mise en service partielle ou totale des ouvrages à l'utilisation desquels elles correspondent. Cette réception sera portée à la connaissance du public par un avis du directeur général des travaux publics, publié au *Journal officiel* et qui fera connaître, en même temps que la réception d'un ouvrage, la date à laquelle la taxe correspondante sera applicable.

Art. 2. — Les taxes contenues dans le tarif annexé au présent décret étant des maxima, la compagnie devra faire connaître au pubic, par insertion au *Journal officiel*, les taxes qu'elle veut appliquer et qui devront être comprises dans les limites de ces maxima.

Art. 3. — Aucun abaissement de tarif ne pourra être fait par la compagnie sans qu'il ait été porté à la connaissance de l'administration et du public, au moins huit jours à l'avance.

Aucun relèvement de tarif ne pourra être fait par la compagnie sans qu'il ait été porté à la connaissance de l'administration et du public au moins trois mois à l'avance.

Art. 4. — La perception de ces taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs ou réceptionnaires en raison de conditions spéciales relatives à l'importance du tonnage, à l'allongement des délais, etc., une réduction sur les tarifs, devra être également consenti aux expéditeurs ou réceptionnaires qui en réclameront le bénéfice dans les mêmes conditions.

Art. 5. — Notre premier ministre, notre directeur général des travaux publics et notre directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

PORT DE BIZERTE

TARIF DES TAXES LOCALES ET SPÉCIALES AU PORT DE BIZERTE

CHAPITRE PREMIER

DROITS LOCAUX DE PORT

TARIF N° 1. — Droits d'abri et de canal

Il sera percu un droit de cinquante centièmes de piastre par tonneau de jauge brute sur tout navire, venant du large, qui aura franchi la ligne des musoirs des jetées.	0 p. 50	0f 30
Le paiement donne aux navires le droit de stationner dans le port pendant cinq jours. Tout navire qui séjournerait dans les eaux du port au delà de cinq jours sans faire aucune opération commerciale payerait par tonneau de jauge brute et par jour, cinq centièmes de piastre. . .	0 p. 05	0f 03

Chaque jour commencé sera compté.

TARIF N° 2. — Droits d'accostage

Article premier. — Taxe à percevoir sur la jauge des navires.

Il sera perçu un droit de quatre piastres. . . . . par tonneau de jauge nette de tout navire entrant chargé ou	4 p. 00	2f 40

venant prendre charge et accostant aux quais et appontements de Bizerte, soit directement, soit par l'intermédiaire de chalands.

Toutefois, pour tout navire faisant simplement escale à Bizerte, sans y laisser ou prendre la totalité de son chargement, ce droit sera remplacé par un droit de quatre piastres. . . . . 4 p. » 2f 40
par tonneau d'affrètement applicable tant aux marchandises débarquées à Bizerte qu'à celles qui y seront embarquées.

Dans aucun cas, le montant des droits ainsi perçus sur un navire faisant escale ne devra être supérieur à la somme qu'aurait produite la taxe appliquée au tonnage de jauge nette du dit navire.

La taxe perçue en vertu du présent article comporte le droit pour l'expéditeur ou pour le réceptionnaire de laisser stationner la marchandise à découvert sur les quais pendant 12 heures. Ce droit remplace pour le port de Bizerte le droit d'accostage prévu par l'article 2 du décret du 25 août 1888.

Art. 2. — *Taxes à percevoir sur les voyageurs et leurs bagages.*

Il sera perçu tant à l'embarquement qu'au débarquement, sur les voyageurs et leurs bagages, les taxes ci-après :

Pour un passager (grande personne et enfant au-dessus de 3 ans) quatre piastres.	4 p.	»	2 40
Pour chaque malle ou colis de bagages, deux piastres . .	2	»	1 20
Chaque chien, une piastre.	1	»	0 60

Art. 3. — Il est accordé à chaque navire accosté aux quais ou appontements de Bizerte, pour lui permettre d'effectuer ses opérations, les délais suivants :

Pour les voiliers, 12 heures par 100 tonneaux d'affrètement au chargement ou au déchargement.

Pour les navires à vapeur, 12 heures pour 300 tonneaux d'affrètement au chargement ou au déchargement.

Passé les délais, chaque navire paiera vingt-cinq centièmes de piastre . . . . . 0 p. 25 0f 15
par tonneau de jauge net et par jour.

CHAPITRE II

PILOTAGE, REMORQUAGE, ETC.

TARIF N° 3. — Pilotage

Le pilotage, pour l'entrée des navires dans l'avant-port ou leur sortie, est facultatif ; il ne sera payé qu'autant qu'il aura été demandé.

Le pilotage est obligatoire dans le port et le canal, il ne sera pas perçu de taxe pour ce service. Cependant, il sera payé par chaque chaloupe porte-amarres du pilotage :

Pour un navire à voiles, trente-quatre piastres	34	»	14 40
Pour un navire à vapeur, vingt-cinq piastres	25	»	15 »

TARIF N° 4. — Remorquage

Pour la perception du remorquage, il est établi deux zones : la première s'étend jnsqu'à 1/2 mille marin, la seconde jusqu'à deux milles de la tête des jetées.

	ENTRÉE OU SORTIE	
	1re zone	2e zone
a. Navires remorqués avec leurs cables-remorques, de 100 tonneaux de jauge brute et au-dessous :		
Par navire trente-quatre piastres, cinquante piastres. . . .	34p. 20f 40	50p. 30f »
b. Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute comme ci-dessus, suivant la zone, pour les 100 premiers tonneaux, plus pour chaque tonneau en sus de 100 tonneaux, quinze centièmes de piastre, vingt-cinq centièmes de piastre.	0 25 0 09	0 25 0 15
c. Remorquage dans le canal ou change-		

ment de place des navires dans le port, non compris la fourniture des remorques, par chaque remorquage ou changement de place, vapeurs ou voiliers :

Par Navire	Jusqu'à 200 tonneaux, trente-cinq piastres.	35 p.	21f »
	De 201 à 500 tonneaux, cinquante piastres.	50	30 »
	De 501 à 1,000 tonneaux, soixante-quinze piastes. . . .	75	45 »
	Au-dessus de 1,000 tonneaux, (jauge brute) cent piast. .	100	60 »

d. En cas de fournitures de remorques pour les changements de place, il sera prélevé, en plus du changement de place :

Par navire jusqu'à 500 tonneaux, douze piastres.	12	»	7 20
Par navire, au delà de 500 tonneaux, (jauge brute) dix-sept piastres	17	»	10 20

e. Location de remorqueurs faite à l'heure, non compris les remorques :

Par heure, trente-quatre piastres	34	»	20 40
f. Fournitures de remorques pour remorqueurs loués à l'heure, huit piastres . . .	8	»	4 80

Dans le canal, le remorquage des voiliers sera obligatoire.

La taxe *c* sera diminuée de moitié quand le navire prendra le remorquage dans la première zone.

CHAPITRE III

SERVICES ACCESSOIRES

TARIF N° 5. Taxes de stationnement

Article premier. — Pour marchandises à découvert : par tonne conventionnelle de la société, après le délai de 12 heures de stationnement accordé par le tarif n° 2 et jusqu'à 5 jours, vingt centièmes de piastre. . . . . 0 p. 20 0f 12

Au delà de 5 jours, par jour supplémentaire, dix centièmes de piastre . . . . . 0 p. 10 0f 06

Passé le délai de dix jours, la société, après avis donné à l'intéressé, aura le droit de faire procéder, aux frais dudit, à l'enlèvement et à la mise en magasin des marchandises restées à découvert.

Art. 2. — Pour les marchandises à couvert sous les hangars : par tonne conventionnelle de la société, de 1 à 5 jours, quatre-vingt-cinq centiémes de piastre, ... 0 85 0 51

Au delà de 5 jours, par jour supplémentaire, quarante-cinq centièmes de piastre 0 45 0 27

Au delà de 5 jours, les marchandises pourront être emmagasinées d'office d'après les tarifs.

TARIF N° 6. — Taxes de magasinage

A. *Magasinage à couvert*

Article premier. — (Grains et graines, blé, maïs, orge, riz, etc.) en caisses ou sacs d'un arrimage facile ;

Par tonne conventionnelle de la société pour une durée quelconque, jusqu'à 1 mois de séjour, quatre-vingt-cinq centièmes de piastre 0 85 0 51

Chaque mois en plus ou fraction de mois, cinquante centièmes de piastre. 0 50 0 30

Art. 2. — Pour toutes marchandises en caisses, ballots, barriques ou fûts, excepté celles désignées aux articles 3 à 9 ci-après :

Par tonne conventionnelle de la société :

Pour une durée quelconque jusqu'à 1 mois, deux piastres cinquante centièmes 25 0 1 50

Chaque mois en plus ou fraction de mois, une piastre. 10 0 0 60

Art. 3. — Pour toutes marchandises dangereuses (autres que celles spécifiées aux articles suivants) et acceptées par la société, telles que :

Phosphores, allumettes, sulfure de carbone, éther, collodion liquide, huiles de tous

genres, benzine, acide nitrique, cotons et textiles, végétaux de toute nature en matières premières, chiffons de tout genre, poix, goudron, brai, térébenthine, soufre, salpêtre, nitrate de soude, noir de fumée, suif, vernis, caoutchouc, gutta-percha, spiritueux non logés en bouteilles et en caisses :			
Par tonne conventionnelle de la société et par mois, cinq piastres soixante-quinze centièmes	5 p. 75		3f 45
Art. 4. — Pour marchandises précieuses (bijoux, or, argent, etc.) (*ad valorem*) sans responsabilité de conservation pour 1,000 p. et par mois : pour le premier mois une piastre .	1	00	0 60
mois suivants : chaque mois, cinquante centièmes de piastre	0	50	0 30
Art. 5. — Huile de pétrole en fûts, en caisses ou en vracs :			
En magasin spécial :			
Par tonne conventionnelle de la société pour une durée quelconque jusqu'à un mois, trois piastres	3	00	1 80
Chaque mois en plus ou fraction de mois, deux piastres	2	00	1 20
Art. 6. — Engrais chimiques, guanos, etc.			
En magasin spécial :			
Par tonne conventionnelle de la société, pour une durée quelconque jusqu'à un mois : une piastre soixante-quinze centièmes	1	75	1 05
Chaque mois en plus ou fraction de mois, une piastre vingt-cinq centièmes.	1	25	0 75
Art. 7. — Poisson salé :			
En magasin spécial :			
Par tonne conventionnelle de la société pour une durée quelconque jusqu'à un mois : quatre piastres vingt-cinq centièmes	4	25	2 55
Chaque mois en plus ou fration de mois, une piastre soixante-quinze centièmes . .	1	75	1 05
Art. 8. — Bois en grume, en plateau, etc.			
Par tonne conventionnelle de la société et pour une durée quelconque jusqu'à un mois, trois piastres cinquante centièmes	3 p. 50		2f 0
Bois débité en planches, douelles, etc. jusqu'à un mois, quatre piastres vingt-cinq centièmes	4	25	2 55
Chaque mois en plus ou fraction de mois, une piastre soixante-quinze centièmes . .	1	75	1 05
Art. 9. — Marchandises de valeur (tissus, objets d'art, mobilier, etc.) en ballots ou en caisses, sans responsabilité :			
Tarif (*ad valorem*) : 500 fr. soit 833 p. minimum jusqu'à un mois, un pour cent	1	%	
Chaque mois en plus ou fraction de mois, cinquante centièmes de piastre pour cent. .	0.50 %		

B. *Magasinage à découvert*

Art. 10. — Charbon en roche ou briquettes, minerais, métaux, matériaux, de construction, bois, etc.			
Par tonne conventionnelle de la société et pour une durée quelconque jusqu'à un mois, une piastre	1 p.		0 60
Chaque mois en plus ou fraction de mois, cinquante centièmes de piastre	0	50	0 30
Article 11. — Dépôts permanents, stocks donnant lieu à un mouvement d'entrée et de sortie :			
Tarif à établir de gré à gré avec le commerce.			

ANNEXE AU TARIF N° 6

Conditions relatives au service des hangars

Les hangars sont exclusivement affectés à abriter la marchandise immédiatement avant son embarquement ou après son débarquement.

La société entretient à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour la surveillance générale, mais la garde et la conservation des marchandises placées sur les quais ou dans les hangars ne sont point à sa charge.

Les risques de pertes, d'incendies, d'avaries ou de vols, lorsque ces accidents ne sont pas causés par les agents de la société ou par le défaut de solidité des constructions, restent à la charge des intéressés.

Conditions relatives au magasinage

Indépendamment des taxes ci-dessus, il sera

perçu par tonne conventionnelle de la société une taxe de deux piastres cinquante centièmes, 2 p. 50, 1 fr. 50.

Pour l'entrée dans le magasin depuis la porte ou l'apontement de ce magasin, l'arrimage, le désarrimage et la sortie du magasin jusqu'à la porte ou l'appontement de ce magasin,

NOTA. — Il est entendu que la surveillance de la douane s'exercera librement dans les magasins et hangars sur toutes les marchandises quelque soit leur nature, qui n'auront pas été dédouanés, et que les concessionnaires se conformeront au règlement qui sera établi à cet égard.

Les dispositions de l'article 3 du décret du 1er djoumadi-el-aoual 1299 relatives aux objets et marchandises non réclamées dans le délai de six mois à compter du jour de leur dépôt continueront d'être appliquées à la diligence de l'administration des douanes et sur la demande des concessionnaires.

TARIF N° 7 — Taxes de manutention obligatoires pour la société

Pesage en magasin

Article premier. — Pesage d'objets quelconques chargés sur un véhicule taré, soit charrette, soit wagon, en bloc et par opération ;			
Une piastre soixante-quinze centièmes	1 p. 75		1f 05
Art. 2. — Pesage de toutes marchandises fractionnées par caisses, ballots, sacs, paniers, etc.			
La tonne conventionnelle de la société, quatre-vingt-cinq centièmes de piastre. . .	0	85	0 51
(Pour les poids supérieurs à 1,000 kilos, chaque fraction de tonne sera comptée pour une tonne.			
Art. 3. — Pesage de toutes marchandises, comme à l'article 2 pour un poids inférieur à 1,000 kilos par fraction de 100 kilos et compté comme 100 kilogrammes, vingt-cinq centièmes de piastre.	0	25	0 15
(Le pesage ne comprend pas la manutention).			

Observations pour le travail de nuit

Chaque manutention opérée de nuit, à la demande de l'intéressé, donnera lieu à une application du tarif qui précède, augmenté de 50 %.

TARIF N° 8. — Taxes des manutentions facultatives pour la société

Article premier. — Désarrimer pour levage dans la cale par les moyens du bord. La tonne conventionnelle de la société : quatre-vingt-cinq centièmes de piastre	0 p. 85		0f 51
Art. 2. — Désarrimer, lever avec les moyens du bord et mettre sous palan le long du navire.			
La tonne conventionnelle de la société : une piastre soixante-quinze centièmes. . . .	1	75	1 05
Art. 3. — Recevoir sous palan, rouler sur quai et sous hangar, sans classement :			
La tonne conventionnelle de la société : une piastre soixante-quinze centièmes	1	75	1 05
Art. 4. — Même opération qu'à l'art. 3 avec classement.			
La tonne conventionnelle de la société : trois piastres . . .	3	00	1 80
Art. 5. — Même opération qu'à l'art. 3 avec classement par la douane :			
La tonne conventionnelle de la société : trois piastres cinquante centièmes.	3	50	2 10
Art. 6. — Transport du magasin à l'appontement en face pour mettre sous palan :			
La tonne conventionnelle de la société : une piastre vingt-cinq centièmes	1	25	0 75
Art. 7. — Même transport, mais jusqu'à un autre appontement :			
La tonne conventionnelle de la société : deux piastres dix centièmes	2	10	1 26
Art. 8. — Transport du quai à un local spécial ou inversement :			
La tonne conventionnelle de la société : trois piastres cinquante centièmes	3	50	2 10
Art. 9. — Recevoir sous panneaux et arrimer dans la cale :			
La tonne conventionnelle de la société : deux piastres dix centièmes.	2	10	1 26
Art. 10. — Prendre sous			

palan et arrimer dans la cale:
La tonne conventionnelle de la société: deux piastres cinquante centièmes . . . . . 2 p. 50 1f 50
Art. 11. — Transborder d'une cale dans une autre avec les treuils du bord :
La tonne conventionnelle de la société : trois piastres cinquante centièmes 3 50 2 10
Art. 12. — Transborder du pont d'un chaland sur le pont du navire avec les moyens du bord :
La tonne conventionnelle de la société: deux piastres cinquante centièmes 2 50 1 50

Observations pour le travail de nuit

Chaque manutention opérée de nuit à la demande de l'intéressé donnera lieu à une application du tarif qui précède augmenté de 50 °/₀.

TARIF N° 9. — Divers.

A. — *Eau*

Article premier. — Eau prise aux robinets de la société, soit directement, soit à l'aide de tuyaux, par mille litres : trois piastres cinquante centièmes. 3 p.50 2 10
Art. 2. — Eau livrée à bord sur un navire accosté à quai, par 1,000 litres jusqu'à 10,000 litres : huit piastres cinquante centièmes 8 50 5 10
Pour toute quantité au-dessus de 10,000 litres, cinq piastres par mille litres . . . 5 00 3 00
Les taxes d'eau qui précèdent ne pourront pas être cumulées avec la taxe prévue par l'article 2 du décret du 21 moharrem 1288.

B. — *Appareils de levage. — Grues*

Art. 3. — Grue à vapeur pouvant lever 1.000 kilogrammes par heure : vingt-cinq piastres . . . . . 25 p. 00 15 00
par demi-journée : quatre-vingt-trois piastres cinquante centièmes 83 50 50 10
Art. 4. — Grue fixe ou mâture à bras :
Par tonne conventionnelle de la société :
Par colis indivisible de 1 à 3 tonnes : huit piastres cinquante centièmes. 8 50 5 10
Par colis indivisible de 3 à 5 tonnes : dix piastres cinquante centièmes. . . . . 10 p. 50 6f 30
Par colis indivisible de 5 à 10 tonnes : douze piastres cinquante centièmes. 12 50 7 50
Par colis indivisible au delà de 10 tonnes : seize piastres soixante-quinze centièmes. . 16 75 10 05
Art. 5. — Grue roulante à bras pouvant décharger des colis d'un poids inférieur à 1,000 kilogrammes.
Location par demi-journée :
vingt-cinq piastres . . . . . 25 p. 00 15 00

Conditions applicables aux diverses taxes de ce tarif

Les taxes ci-dessus comprennent la location de l'engin et de ses accessoires, la fourniture de la force motrice nécessaire pour l'actionner, le graissage, les frais de conduite de l'engin ; tous les autres frais de manœuvre, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis, seront à la charge du locataire.

Dans le cas spécial du déchargement de la houille ou du coke, les taxes comprennent la fourniture, par la société, des bennes, crochets et chaînes destinés au chargement, au hissage et au déchargement des marchandises.

Les taxes sont dues par celui qui aura fait la demande.

Cette demande devra être faite par écrit.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute heure ou toute demi-journée commencée est due. Néanmoins l'engin est retiré par les agents de la société dès que le travail est terminé.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance à titre d'arrhes, lors de la demande de l'engin.

Ceux qui font usage des engins de la société doivent employer, pour le déchargement et l'embarquement des marchandises ainsi que pour leur arrimage à fond de cale (ou sur les wagons) et en général pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin, faute de quoi il peut leur être retiré.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieur reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Les personnes qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du

travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire en produisant une autorisation de la douane.

Pour ces travaux les taxes ci-dessus seront majorées de 50 °/o.

CHAPITRE IV

ÉVALUATION DES UNITÉS DE MESURE POUR L'APPLICATION DES TAXES

I. *Tonne conventionnelle de la société*

1° Les marchandises ou matières d'une densité supérieure à 1,000 kilogrammes par mètre cube et d'un arrimage facile comme les métaux bruts, les minerais, la houille, les briquettes, les matériaux de construction, etc., seront comptés pour leur poids réel. En conséquence, on comptera une tonne conventionnelle de la société pour 1,000 kilogr. de poids réel.

2° Les marchandises d'une densité égale ou supérieure à 1,000 kilogr. le mètre cube, dans des caisses, paquets ou paniers pesant moins de 1 tonne par colis, seront comptées pour leur poids augmenté de 50 °/o. La tonne conventionnelle de la société correspondra en conséquence à 2/3 de tonne métrique ou à 666 k. 666 de poids réel.

3° Les liquides en fûts seront comptés pour leur poids brut augmenté de 25 °/o. — La tonne conventionnelle de la société correspondra en conséquence à 4/5 de tonne métrique ou à 800 kilogr. de poids réel.

4° Les marchandises emballées en caisses, cages, paniers ou sacs d'une densité inférieure à 1,000 kilogr. par mètre cube, mais supérieur à 500 kilogr., seront comptées pour leur poids réel augmenté de 100 °/o. La tonne conventionnelle de la société correspondra en conséquence à 500 kilogr. de poids réel.

Les marchandises légères, d'une densité inférieure à 500 kilogr. par mètre cube, en caisses, cages, paniers ou sacs, les colis encombrants, les bois bruts ou débités, seront comptés à raison de 1,000 kilogr. par mètre cube calculé en prenant le parallélipipède circonscrit. La tonne conventionnelle de la société correspondra en conséquence à 1 mètre cube de volume du parallélipipède circonscrit.

La société se réserve le droit de cuber tous les colis d'une densité au-dessous de 1,000 kgr. le mètre cube et d'appliquer les droits au volume ou au poids selon sa convenance.

Pour les droits au volume, la tonne conventionnelle vaudra un mètre cube.

II. *Evaluation du tonnage de jauge des navires*

Le tonnage de jauge brute des navires à voiles ou à vapeur dont il est question aux tarifs nos 1 et 4, est celui qui résulte de la méthode Moorson appliquée conformément au règlement français.

Le tonnage de jauge nette dont il est question au tarif n° 2 est égal :

Pour les voiliers au tonnage de jauge brute déterminée comme il est dit ci-dessus.

Pour les vapeurs au tonnage de jauge brute déduction faite des espaces occupés par les machines et leurs accessoires conformément au règlement français en vigueur.

III. *Evaluation du tonneau d'affrètement*

Le tonneau d'affrètement aura la composition déterminée par les décrets français du 25 août 1861 et du 24 septembre 1864, insérés au *Bulletin des lois*.

Le tonneau d'affrètement qui n'est pas défini dans ces textes pour ce qui concerne les animaux vivants ou morts et les primeurs, le sera ainsi qu'il suit :

	Nombre d'animaux ou poids correspondant à un tonneau d'affrètement
a. Bœuf.....	1 tête
Cheval.....	id.
Chameau.....	id.
b. Anes, veaux, porcs, etc....	2 têtes
c. Moutons, chèvres, chiens, etc.....	6 têtes
d. Gibier, poissons frais, volailles.....	40 kilog.
e. Légumes frais, fruits, primeurs et autres produits alimentaires frais analogues, en caisse, panier ou sac...	60 kilog.

Toute fraction de tonneau d'affrètement sera comptée pour un tonneau entier.

31 juillet 1895 (9 sfar 1313)

Décret créant au port de Tunis un service de remorquage

Article premier. — Il est créé au port de Tunis un service de remorquage, sans privilège ni monopole, qui sera assuré par la compagnie concessionnaire au moyen d'un remorqueur de 200 chevaux muni d'amarres.

Les recettes et les dépenses de ce service seront portées au compte d'exploitation du port.

Article 2. — Toute suspension de service pour des cas autres que ceux de force majeure, devra être portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours à l'avance.

Tout navire qui voudra, à distance, demander le remorqueur, devra hisser son pavillon national au mi-mât de misaine pendant le

jour, ou un feu rouge en tête du même mât pendant la nuit.

Au départ, les demandes de remorqueur se feront au bureau du port deux heures au moins avant le commencement des opérations. Ces demandes seront inscrites sur un registre *ad hoc* et servies dans l'ordre d'inscription sans aucune faveur.

Art. 4. — L'usage des remorqueurs donnera lieu à la perception des taxes ci-après :

a. Entre le lever et le coucher du soleil ;

Location du remorqueur, équipage et charbon compris, amarres fournies par le bateau remorqué.

Par tonneau de jauge nette, avec un minimum d'application de 100 tonneaux :

1° Entre le bassin d'opérations et le mouillage en rade, ou un point situé à un demi-mille au large des derniers ouvrages 0 fr. 15

2° Entre le bassin de Tunis et celui de La Goulette. . . . . 0 fr. 12

3° Pour tous mouvements faits sans interruption dans les bassins de Tunis et de La Goulette . . . . . 0 fr. 06
(avec maximum de 15 francs).

4° En dehors des cas ci-dessus, les remorquages seront payés à l'heure, à raison de . . . . . 24 fr. 00
(avec minimum d'une heure).

On tiendra compte, dans le nombre d'heures, du temps nécessaire au voyage s'il est fait spécialement pour prendre en remorque ou pour rentrer au mouillage dans le bassin de Tunis, les opérations terminées.

b. Entre le coucher et le lever du soleil, ces prix seront augmentés de cinquante pour cent.

c. Location d'amarres fournies par le remorqueur, sans aucune responsabilité en cas de rupture des amarres.

Par tonneau de jauge nette . . . . 0 fr. 02
(avec minimum d'application de 100 tonneaux).

Ces taxes seront liquidées et perçues par la compagnie concessionnaire des ports.

Art. 5. — Le capitaine du navire remorqué conserve le commandement et la responsabilité de son navire.

Les navires fourniront leurs amarres. Si elles viennent à casser, ils devront les remplacer ; en le cas contraire, et sur la demande du navire, le remorqueur fournira des amarres moyennant le droit supplémentaire stipulé à l'article 4 ci-dessus.

En cas de rupture des amarres du remorqueur, celui-ci sera libre d'interrompre les opérations en ne réclamant pas le prix de celles effectuées avant la rupture.

Le remorqueur aura toujours le droit, même en cours d'opération, de se refuser à tout travail qui présenterait des dangers.

Art. 6. — Tout capitaine ayant demandé le remorqueur et refusant ensuite de s'en servir, paiera une indemnité correspondante à une heure de remorquage.

Si le navire apporte du retard au commencement des opérations, il pourra perdre son tour et paiera, en tous cas, une indemnité de 12 francs par heure de retard.

Art. 7. — Le remorqueur ne fait que fournir sa force motrice ; en conséquence, le patron de ce remorqueur se soumettra aux indications du capitaine du navire remorqué au sujet de la marche des opérations, à charge par celui-ci de payer le temps des arrêts au prix du tarif, sauf le cas de garage par ordre du service du port.

En cas d'arrêt par suite de mauvais temps ou d'avaries au remorqueur, le capitaine du navire remorqué ne pourra réclamer aucune indemnité. Il en sera de même pour tout retard à l'arrivée du remorqueur ou pour le cas où il serait insuffisant.

Art. 8. — Le remorqueur fonctionnant de nuit portera cinq feux.

A l'avant, deux feux blancs brillants, superposés l'un à l'autre à 0 m. 91 au moins de distance ;

A tribord, un feu vert, à babord, un feu rouge disposés au milieu de la longueur ;

A l'arrière, un feu rouge invisible de l'avant.

Art. 9. — Dans le cas où le remorqueur serait autorisé à remorquer plusieurs navires à la fois, le minimum d'application de 100 tonneaux stipulé à l'article 4 ci-dessus s'appliquerait à l'ensemble des navires remorqués, chacun d'eux entrant dans le minimum d'application, proportionnellement à sa jauge.

Art. 10. — L'administration, ni aucune des personnes composant l'équipage du remorqueur ne seront responsables des événements, de quelque nature qu'ils soient, que pourra éprouver le navire remorqué pendant la durée du remorquage, avant ou après le remorquage.

Art. 11. — Il sera ouvert, au bureau du port, un registre coté et paraphé par l'ingénieur des ponts et chaussées et destiné à recevoir les réclamations des intéressés au sujet du service du remorquage.

Art. 12. — Le remorquage ne dispense pas les navires des obligations de pilotage.

Art. 13. — Un exemplaire du présent décret sera remis au capitaine du navire à remorquer, soit au bureau du port, au moment où il fera la demande du remorqueur, soit à l'arrivée du remorqueur au cas où le navire serait pris en marche ou en rade.

Art. 14. — Il sera tenu à bord du remorqueur un journal de bord sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure, toutes les opérations effectuées par ce remorqueur, qu'elles se rapportent ou non au service du remorquage.

Ce registre sera tenu à la disposition du bureau du port.

Art. 15. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 16. — Le présent décret entrera en vigueur à partir du 1er août 1895.

Notre directeur général des travaux publics est chargé d'en assurer l'exécution.

Postes militaires

19 octobre 1883 (17 hidjé 1300)

Décret classant diverses places de guerre et postes militaires

Article unique. — Sont classés comme places de guerre et postes militaires les villes et ouvrages dont la nomenclature suit :

Tunis, Bizerte, Béja, Le Kef, camp de Souk-el-Djemâa, Sousse, Sfax, bordj de Mahdia, redoute de Gabès, redoute de Ras-el-Oued, caravansérail et blockhaus de El-Hafay, kasbah et camp de Gafsa, camp de Feriana, kasbah de Houmt-Souk.

18 juillet 1892 (23 hidjé 1309)

Décret classant la batterie de Radès comme poste militaire

Article premier. — La batterie de Radès est classée comme poste militaire.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

29 novembre 1892 (10 djoumadi-el-aoual 1310)

Décret classant la batterie de côtes de Bordj-Djedid comme poste militaire

Article premier. — La batterie de côtes de Bordj-Djedid (caïdat de la banlieue de Tunis) est classée comme poste militaire.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

22 juin 1894 (19 hidjé 1311)

Décret classant la batterie du « Dar Coudia » comme poste militaire

Article premier. — La batterie du Car Coudia est classée comme poste militaire.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

4 février 1895 (9 châban 1312)

Décrst classant l'arsenal d'artillerie de Bizerte comme poste militaire

Article premier. — L'arsenal d'artillerie de Bizerte est classé comme poste militaire.

Article 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

25 mars 1895 (29 ramadan 1312)

Décret classant divers ouvrages comme postes fortifiés

Article premier. — Sont classés comme postes fortifiés les ouvrages suivants :

1° la batterie de Djebel Roumadia à Bizerte,

2° le poste optique du Dyr Kef,

3° le poste optique du djebel Zaghouan,

4° le poste optique de Galaah es Souk (Souk el Djemaa),

5° le poste-vigie de Nadour de Porto-Farina,

6° le poste-vigie de Raz Engela,

7° le poste-vigie de la pointe Galine,

8° le poste optique de Kef-Naara,

9° le camp de Hadjeb el Aïoun,

10° le camp de Médenine.

11° le camp de Foum-Tatahouine,

12° le poste optique de Dissa,

13° le poste optique de l'Orbata,

14° le poste optique de Tadjerah,

15° le poste optique de Tlalet,

16° le poste-refuge de Fedjej, } route de Gabès à Gafsa

17° le poste-refuge de Bir Saad, } route de Gabès à Gafsa

18° le poste-refuge de Mareth, route de Gabès à Médenine,

19° le poste-refuge d'Aïn-Maïder, route de Médenine à Zarsis.

20° le poste-refuge de Bir el Ahmeur, route de Médenine à Foum-Tatahouine.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

Postes et télégraphes

13 octobre 1887 (25 moharrem 1305)

Décret relatif à l'établissement et à l'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques

Article premier. — Les opérations relatives à l'établissement et à l'entretien dans la Régence des lignes télégraphiques et téléphoniques destinées à l'échange des correspondances, seront effectuées dans les conditions indiquées ci-après.

Art. 2. — L'Etat a le droit d'exécuter sur

le sol ou sous le sol des chemins publics et de leurs dépendances, tous travaux nécessaires à la construction et à l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Les fils télégraphiques ou téléphoniques autres que ceux des lignes d'intérêt général, ne pourront être établis dans les égouts appartenant aux communes, qu'après avis des conseils municipaux et moyennant une redevance si les conseils municipaux l'exigent. Le taux de cette redevance sera fixé par décret.

Art. 3. — L'Etat a pareillement le droit d'établir des supports, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit même sur les toits ou terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur.

Il a enfin également le droit d'établir des conduits ou supports sur le sol ou sous le sol des propriétés non bâties, qui ne sont pas fermées de murs ou autre clôture équivalente.

Art. 4. — Dans tous les cas qui viennent d'être prévus, l'établissement des conduits et supports n'entraîne aucune dépossession.

La pose d'appuis sur les murs des façades ou sur le toit des bâtiments, ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever.

La pose des conduits dans un terrain ouvert ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore.

Mais le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation ou clôture, prévenir l'administration par lettre chargée adressée au directeur des postes et télégraphes de la Régence.

Art. 5. — Lorsque, pour l'étude des projets d'établissement de lignes, l'introduction des agents de l'administration dans les propriétés privées sera nécessaire, elle sera autorisée par arrêté de notre premier ministre.

Art. 6. — Avant toute exécution de travaux, un tracé de la ligne, indiquant les propriétés privées où il doit être placé des supports ou des conduits, sera déposé pendant trois jours à la municipalité.

Dans les villes ou villages où n'existe pas de municipalité ou de commission municipale, le dépôt se fera entre les mains de l'autorité locale.

Ce délai de trois jours courra à dater de l'avertissement qui sera donné aux parties intéressées de prendre communication du tracé déposé.

Cet avertissement sera affiché à la porte de la maison commune ou des bureaux de l'autorité locale, suivant les cas, et inséré au *Journal officiel* et dans l'un des journaux publiés dans la Régence.

Art. 7. — Le président de la municipalité ou l'autorité locale ouvrira un procès-verbal pour recevoir les observations ou réclamations. A l'expiration du délai, il transmettra ce procès-verbal au premier ministre qui, après avoir pris l'avis de la direction des postes et télégraphes, arrêtera le tracé définitif et autorisera toutes les opérations que comporteront l'établissement, l'entretien et la surveillance de la ligne.

Art. 8. — L'arrêté ministériel déterminera les travaux à effectuer. Il sera notifié individuellement aux intéressés et à la direction générale des postes et télégraphes. Les travaux pourront commencer trois jours après cette notification.

Ce délai ne s'applique pas aux travaux d'entretien.

Si les travaux ne sont pas commencés dans les trois mois de l'avertissement, celui-ci devra être renouvelé.

Lorsque, pour des raisons d'ordre ou de sécurité publique, il y aura urgence à établir ou rétablir une ligne télégraphique, le premier ministre, par arrêté motivé, pourra prescrire l'exécution immédiate des travaux.

Art. 9. — Les notifications et les avertissements prévus ci-dessus pourront être donnés au locataire, fermier, gardien ou régisseur de la propriété.

Art. 10. — Lorsque des supports ou attaches seront placés à l'extérieur de murs ou façades, ou sur des toits ou terrasses, ou encore lorsque des supports ou conduits seront posés dans des terrains non clos, il ne sera dû au propriétaire d'autre indemnité que celle du préjudice résultant des travaux de construction de la ligne ou de son entretien.

Cette indemnité, à défaut d'arrangement amiable, sera réglée par les tribunaux compétents, s'il s'agit d'Européens, et par le premier ministre, en ce qui concerne nos sujets.

Si les tribunaux ou notre premier ministre croient devoir ordonner une expertise, il y sera procédé par un seul expert qui sera désigné d'office, à défaut par les parties de l'avoir nommé d'accord dans le délai qui leur a été imparti.

L'expert désigné d'office ne pourra être un agent de l'administration.

Art. 11. — L'arrêté de notre premier ministre autorisant l'établissement et l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques,

sera périmé de plein droit, s'il n'est pas suivi d'un commencement d'exécution dans l'année de sa date ou dans les six mois de sa notification.

Art. 12. — Les actions en indemnités, prévues par l'article 10 ci-dessus, seront prescrites par le laps de deux ans à dater du jour où les travaux auront pris fin.

Art. 13.— Dans le cas où il serait nécessaire d'exécuter, pour l'établissement des lignes, des travaux de nature à entraîner la dépossession définitive, il ne pourrait, à défaut d'entente entre l'administration et les propriétaires, être procédé que conformément aux règles ci-après :

L'expropriation sera prononcée par décret rendu sur la proposition de notre premier ministre.

Pour le règlement des indemnités, il sera procédé conformément au décret du 20 moharrem 1275-30 août 1858 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

20 mars 1888 (8 redjeb 1305)

Convention entre la République française et la Régence de Tunis

Article premier. — Le gouvernement tunisien, entendant se charger de l'exploitation des lignes télégraphiques dont il a laissé provisoirement le soin au gouvernement français, ensuite de l'article 1er de la convention du 19 avril 1861, et usant du droit qu'il s'est réservé par l'article 3 de ladite convention, déclare reprendre ces lignes à partir du 1er juillet 1888.

Art. 2. — Le gouvernement français lui en fait remise à cette date, contre récépissé du matériel détaillé à l'inventaire, qui sera dressé à ce jour, et où les prix d'estimation seront ceux de la nomenclature française. La remise est faite gratuitement, sous la condition que tout le matériel sera convenablement entretenu pour être restitué en bon état ou remboursé au gouvernement français au cas où le gouvernement tunisien cesserait d'en faire usage dans les conditions actuelles.

Le gouvernement français met les locaux qui sont sa propriété, parmi ceux dont il use pour ses bureaux, à la disposition du gouvernement tunisien ; il les lui laisse sous la condition que ces immeubles seront convenablement entretenus pour lui être restitués en bon état, au cas où le gouvernement tunisien cesserait d'en faire usage dans les conditions actuelles. Il lui remet, en outre, les locaux qu'il détient par des baux où le gouvernement tunisien aura à se faire substituer à lui.

Art. 3. — Le gouvernement tunisien entendant créer, non seulement un service télégraphique, mais encore un service postal, le gouvernement français supprimera, à la date spécifiée ci-dessus, tous ses établissements de poste en Tunisie, que le gouvernement tunisien prend charge de maintenir à son compte.

A cet effet, le gouvernement français dénoncera, pour le jour précité, tous ses marchés pour transport de dépêches par terre dans la Régence. Il autorise le gouvernement tunisien à user gratuitement, pour le transport des dépêches par mer, des paquebots postaux français faisant escale en Tunisie.

Il accepte la caisse d'épargne tunisienne comme une succursale de la caisse nationale de France.

Art. 4. — En exécution de l'article 3 de la convention du 19 avril 1861, le gouvernement français mettra à la disposition du gouvernement tunisien les fonctionnaires et agents nécessaires pour son exploitation, mais il conserve toujours la faculté de les rapporter en pourvoyant à leur remplacement.

En outre du personnel, qui sera recruté exclusivement dans l'administration de France pour le service du réseau actuel, sauf exceptions concertées entre les deux gouvernements, l'office tunisien pourra user, à titre d'auxiliaires, pour la création de nouveaux bureaux, d'agents locaux qu'il recrutera et qu'il soldera directement, après les avoir fait agréer par le gouvernement français.

Les agents appartenant aux cadres de l'administration de France recevront, en sus de leur traitement, à dater de leur arrivée dans la Régence, une indemnité égale à ce traitement.

Leur traitement de France leur sera payé par le gouvernement tunisien, à partir du jour où ils auront été mis à sa disposition en France ; il leur sera également payé par le gouvernement tunisien, à leur rentrée en France, à partir de leur départ de Tunisie, et jusqu'au jour de leur réintégration dans les cadres de France, sans toutefois que ce dernier délai puisse excéder trois mois.

Des frais de route et le passage à bord des paquebots leur seront alloués par le gouvernement tunisien, en conformité des règlements de l'administration de France, pour leurs déplacements, tant de leur résidence de France en Tunisie que de Tunisie à leur résidence en France.

Ces agents rempliront, en Tunisie, les fonctions de leur grade et exerceront en vertu de commissions qui leur seront délivrées par le gouvernement tunisien.

Le directeur de l'office, l'inspecteur, l'ingénieur et le receveur principal sont nommés par le décret de S. A. le Bey, sur la proposition et sous le contre-seing du Résident général de France.

Tous les autres agents sont nommés par le directeur de l'office tunisien.

Les règlements qui les régissent en France leur deviennent applicables dans la Régence. Ils ne cessent pas de faire partie des cadres de l'administration de France et conservent leurs droits à l'avancement.

Des notes sur leur service sont régulièrement transmises tous les six mois par le gouvernement tunisien au gouvernement français.

Toutefois, leur avancement dans le service tunisien reste entièrement subordonné aux décisions du gouvernement tunisien.

Ces agents conservent leurs droits à pension et versent au Trésor français, en fin d'année, le montant des retenues effectuées à cet effet sur leur solde de France, majorée d'un tiers.

Si, pour un motif quelconque, le gouvernement tunisien jugeait convenable d'éloigner de la Régence un ou plusieurs des agents du gouvernement français, ce dernier s'engage à les remplacer dans le plus bref délai possible.

Art. 5. — Le gouvernement tunisien, en retour de ces facilités, s'oblige à admettre, en exemption de taxe, toutes les correspondances postales et télégraphiques qui lui seraient indiquées par le gouvernement français comme jouissant de la franchise.

Il s'engage, en outre, à appliquer exactement tous les règlements de l'administration française, en ce qui regarde les tarifs et les correspondances postales et télégraphiques et, notamment, les taxes françaises pour tous les échanges avec la France et les colonies françaises.

Art. 6. — Abrogé.

11 juin 1888 (2 chaoual 1305)

Décret créant un office tunisien des postes et télégraphes

Article premier. — Il est créé, à la date du 1er juillet 1888, un office tunisien des postes et des télégraphes chargé de la gestion d'une caisse d'épargne, succursale de la caisse nationale d'épargne de France.

Les tarifs de l'administration des postes et des télégraphes de France et ses lois et règlements, en ce qui concerne les correspondances postales et télégraphiques, l'émission, le paiement et les délais de péremption et de déchéance des mandats postaux et télégraphiques, sont appliqués dans la Régence.

L'office tunisien est seul autorisé à effectuer le transport des dépêches expédiées pour le service de l'Etat, des lettres particulières cachetées ou non, et, généralement, de tout objet manuscrit, dans les conditions et avec les exceptions spécifiées dans les lois et règlements de l'administration de France.

Ce droit exclusif ne s'applique qu'aux dépêches et correspondances nées et distribuables dans le ressort des bureaux de poste existants.

L'office tunisien est, en même temps, chargé de la construction et de l'exploitation des télégraphes. Aucune ligne ne peut être établie ou employée à des transmissions, de quelque nature qu'elles soient, sans autorisation.

L'Etat n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique.

Toute contravention au privilège de l'office tunisien, en matière de poste ou de télégraphe, sera jugée par les tribunaux français de la Régence, d'après la loi française.

Art. 2. — L'office tunisien des postes et des télégraphes est placé sous les ordres d'un directeur chargé de diriger et de contrôler toutes les parties du service.

Le personnel comprend :

Un inspecteur,
Un ingénieur,
Un receveur principal,
Des receveurs,
Des commis,
Un mécanicien,
Des chefs surveillants,
Des surveillants,
Des gardiens de bureau,
Des facteurs,

} en nombre suffisant pour l'exécution du service

Ces fonctionnaires et agents, recrutés dans l'administration de France, remplissent les fonctions de leur grade et exercent en vertu de commissions qui leur sont délivrées par le gouvernement tunision.

Le directeur de l'office, l'inspecteur, l'ingénieur et le receveur principal sont nommés par nous, sur la proposition et sous le contreseing du Résident général de France.

Tous les autres agents sont nommés par le directeur de l'office tunisien.

Les règlements qui régissent le personnel de l'administration de France lui restent applicables dans la Régence, sauf en ce qui concerne l'avancement dans le service tunisien qui demeure subordonné aux décisions du gouvernement tunisien.

Art. 3. — L'office des postes et des télé-

graphes est soumis, en ce qui concerne la comptabilité de ses recettes et de ses dépenses, aux règles déterminées par nos décrets du 3 djoumadi-el-aoual 1300 (12 mars 1883), du 19 sfar 1301 (19 décembre 1883), du 13 hidjé 1301 (2 octobre 1884) et du 20 moharrem 1302 (8 novembre 1884).

Les receveurs titulaires de l'office sont assujettis, pour la garantie de leur gestion, aux cautionnements fixés par notre décret du 7 rabia-ettani 1304 (2 janvier 1887).

7 septembre 1888 (1er moharrem 1306)

Décret arrêtant la formule du serment des agents des postes et télégraphes

Article premier. — Les agents de l'office tunisien des postes et télégraphes prêteront le serment prévu par l'art. 1er du décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884).

Art. 2. — La formule du serment sera ainsi conçue :

« Je jure de remplir avec fidélité les fonctions qui me sont confiées ; de garder et observer exactement la foi due au secret des correspondances, et de dénoncer aux tribunaux les contraventions qui viendraient à ma connaissance. »

1er avril 1889 (1er châban 1306)

Décret sur la fabrication, la vente et le colportage des timbres-poste étrangers

Vu l'acte d'adhésion de la Régence de Tunis à l'union postale universelle et notamment à la convention de Lisbonne ;

Vu la résolution prise par le congrès postal portant que :

« Les administrations se prêteront un mutuel concours pour aider à la poursuite des « fraudes en matière de timbres-poste qui « doivent être punies d'après les lois du pays « d'émission » ;

Vu notre décret constitutif de l'office des postes et des télégraphes de la Régence, et spécialement l'article qui dispose que :

« Toute contravention en matière de poste « et de télégraphe sera jugée par les tribu« naux français de la Régence, d'après la loi « française » ;

Nous avons pris le décret suivant :

Article premier. — La contrefaçon des timbres-poste étrangers est assimilée à la contrefaçon des timbres-poste de la Régence.

Art. 2. — La fabrication, la vente, le colportage ou la distribution de tous imprimés ou formules simulant les timbres-poste étrangers sont assimilés à la fabrication, à la vente, au colportage ou à la distribution de tous imprimés ou formule simulant les timbres-poste de la Régence.

17 juin 1889 (19 chaoual 1306)

Décret promulguant la convention internationale du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins.

Ayant résolu d'adhérer à la convention internationale relative à la protection des câbles sous-marins, suivie d'un article additionnel, conclue à Paris le 14 mars 1884, entre l'Allemagne, la République argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la République de Costa-Rica, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la République de Guatemala, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la République de Salvador, la Serbie, les Royaumes-Unis de Suède et Norwège, la Turquie et la République orientale de l'Urugay ;

Les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 16 avril 1885 ;

Le Japon ayant adhéré à ladite convention le 12 avril 1884, conformément à l'art. 14 de cette convention,

Nous avons pris le décret suivant :

Ladite convention et ledit article additionnel, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution à partir du jour où nous ferons connaître, par le *Journal officiel* de la Régence, que le gouvernement de la République française nous a donné acte de notre adhésion. Seront de même exécutoires la déclaration interprétative signée à Paris, le 1er décembre 1886 (23 mars 1887 pour l'Allemagne), et le protocole de clôture signé également à Paris le 7 juillet 1887.

CONVENTION

Article premier. — La présente convention s'applique, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'une ou de plusieurs des hautes parties contractantes.

Art. 2. — La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques, est punissable, sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après

avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à imposer autant que possible, quand elles autoriseront l'atterrissement d'un câble sous-marin, les conditions de sûreté convenables, tant sous le rapport du tracé que sous celui des dimensions du câble.

Art. 4. — Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la présente convention.

Art. 5. — Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins doivent observer les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées d'un commun accord, par les hautes parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Quand un bâtiment occupé à la réparation d'un câble porte lesdits signaux, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux doivent ou se retirer ou se tenir éloignés d'un mille nautique au moins de ce bâtiment, pour ne pas le gêner dans ses opérations.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant lesdits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

Les opérations du navire télégraphique devront être achevées dans le plus bref délai possible.

Art. 6. — Les bâtiments qui voient ou sont en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Art. 7. — Les propriétaires de navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

Art. 8. — Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à la présente convention sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise.

Il est d'ailleurs entendu que, dans les cas où la disposition insérée dans le précédent alinéa ne pourrait pas recevoir d'exécution, la répression des infractions à la présente convention aurait lieu, dans chacun des Etats contractants à l'égard de ses nationaux, conformément aux règles générales de compétence pénale résultant des lois particulières de ces Etats ou des traités internationaux.

Art. 9. — La poursuite des infractions prévues aux articles 2, 5 et 6 de la présente convention aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Art. 10. — Les infractions à la présente convention pourront être constatées par tous les moyens de preuves admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des hautes parties contractantes, auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité du dit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

Art. 11. — La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la précédente convention ont toujours lieu aussi som-

mairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 5 et 6.

Art. 13. — Les hautes parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 14. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au gouvernement de la République française et par celui-ci aux autres gouvernements signataires.

Art. 15. — Il est bien entendu que les stipulations de la présente convention ne portent aucune atteinte à la liberté d'action des belligérants.

Art. 16. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où l'une des puissances signataires dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

Article 17. — La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt possible, et au plus tard dans le délai d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

Article additionnel. — Les stipulations de la convention conclue, à la date de ce jour, pour la protection des câbles sous-marins seront applicables, conformément à l'article premier, aux colonies et possessions de S. M. Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

Le Canada,
Terre-Neuve,
Le Cap,
Natal,
La Nouvelle-Galles du Sud,
Victoria,
Queensland,
La Tasmanie,
L'Australie du Sud,
L'Australie Occidentale,
La Nouvelle-Zélande.

Toutefois les stipulations de ladite convention seront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le représentant de S. M. Britannique à Paris au ministre des affaires étrangères de France.

Chacune des colonies ou possessions ci-dessus dénommées qui aurait adhéré à ladite convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les puissances contractantes. Dans le cas où l'une des colonies ou possessions dont il s'agit désirerait se retirer de la convention, une notification à cet effet serait adressée, par le représentant de S. M. Britannique à Paris, au ministre des affaires étrangères de France.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

DÉCLARATION

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements signataires de la convention du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, ayant reconnu la convenance de préciser le sens des termes des articles 2 et 4 de ladite convention, ont arrêté d'un commun accord la déclaration suivante :

Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot « volontairement », inséré dans l'article 2 de la convention du 14 mars 1884, il est bien entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée dans ledit article ne s'applique pas aux cas de rupture ou de détérioration occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Il est également entendu que l'article 4 de la convention n'a eu d'autre but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité s'il est reconnu qu'elle existe.

Fait à Paris, le 1er décembre 1886, et le 23 mars 1887 pour l'Allemagne.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements signataires de la convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, réunis à Paris à l'effet d'arrêter, conformément à l'art. 16 de cet acte international, la date de la mise à exécution de ladite convention, sont convenus de ce qui suit :

I

La convention internationale du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins, entrera en vigueur le 1er mai 1888, sous la condition toutefois qu'à cette date ceux des gouvernements contractants qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'art. 12 dudit acte international se seront conformés à cette stipulation.

II

Les dispositions que lesdits Etats auront prises, en exécution de l'article 12 précité, seront notifiées aux autres puissances contractantes par l'intermédiaire du gouvernement français, chargé d'en examiner la teneur.

III

Le gouvernement de la République française reste également chargé d'examiner les mêmes dispositions législatives ou réglementaires que devront adopter dans leurs pays respectifs, pour se conformer à l'article 12, les Etats qui n'ont pas pris part à la convention et qui voudraient profiter de la faculté d'accession prévue dans l'art. 14.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont arrêté le présent protocole de clôture, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la convention internationale du 14 mars 1884.

Fait à Paris, le 7 juillet 1887.

17 juin 1889 (19 chaoual 1306)

Décret relatif à la répression des infractions à la convention internationale du 14 mars 1884

TITRE PREMIER

Dispositions spéciales aux eaux non territoriales

Article premier. — Les infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire tunisien, relèveront des tribunaux français et seront jugés par le tribunal correctionnel soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de Tunisie dans lequel sera conduit le bâtiment.

Art. 2. — Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

Art. 3. — Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation ; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 4. — Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de deux à dix jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au code pénal.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs :

1° Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages ;

2° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 fr. et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement, ou sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf le cas de force majeure ;

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille

nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin : toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures ;

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets de pêche à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

Art. 8. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque, par négligence coupable et notamment dans les cas visés par les articles 6 et 2, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 francs et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins :

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

Art. 10. — Sera puni d'une amende de 300 francs à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, quiconque, volontairement, aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant dix ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui causer une détérioration par la nécessité de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX EAUX TERRITORIALES

Art. 11. — Les dispositions des articles 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque tunisien ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'article 4 du décret du 27 décembre 1851.

Art. 12. — Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel, soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port de la Régence où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

Art. 13. — Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux, et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

Art. 14. — Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par tous les officiers de police judiciaire ;

Par tous les officiers de police municipale assermentés ;

Par les agents assermentés de la police des ports et les surveillants des télégraphes.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser un procès-verbal dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au code pénal.

Art. 15. — Les procès-verbaux dressés par tous agents ayant qualité à cet effet ne sont point soumis à l'affirmation et font foi jusqu'à preuve du contraire.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 16. — Le délinquant dans le cas de l'article 8, paragraphe 1er, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

A défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'article 10, paragraphe 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, de faire la déclaration ci-dessus.

Art. 17. — En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 du présent décret lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre les contrevenants un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles ;

2° Pour les faits prévus par l'article 10 lorsque, à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

Art. 18. — Sont déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction au présent décret et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'article 1384 du code civil.

Art. 19. — En cas de conviction de plusieurs infractions prévues par le présent décret, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Art. 20. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations prononcées par application du présent décret.

6 juillet 1889 (8 kâda 1306)

Décret relatif aux lignes télégraphiques

TITRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT ET USAGE DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES

Article premier. — Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation.

Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1,000 à 10,000 francs.

En cas de condamnation, le gouvernement pourra ordonner la destruction des appareils et machines télégraphiques.

TITRE II

DES CONTRAVENTIONS, DÉLITS ET CRIMES RELATIFS AUX LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES

Art. 2. — Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique ;

Quiconque aura dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs.

Art. 3. — Quiconque, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils ou par tout autre moyen, aura volontairement causé l'interruption de la correspondance télégraphique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1,000 francs.

Art. 4. — Seront punis de la détention et d'une amende de 1,000 à 5,000 francs, sans préjudice des peines que pourrait entraîner leur complicité avec l'insurrection les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront détruit ou rendu impropres au service un ou plusieurs fils d'une ligne de télégraphie électrique ; ceux qui auront brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques ou qui auront intercepté par tout autre moyen, avec violences et menaces, les communications ou la correspondance télégraphique entre les divers dépositaires et l'autorité publique, ou qui s'opposeront avec violences ou menaces au rétablissement d'une ligne télégraphique.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de faits envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques électriques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au code pénal.

TITRE III

DES CONTRAVENTIONS COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIERS DE CHEMINS DE FER ET DE CANAUX.

Art. 6. — Lorsque, sur la ligne d'un chemin de fer ou d'un canal concédé ou affermé par l'Etat, l'interruption du service télégraphique aura été occasionnée par l'inexécution, soit des clauses du cahier des charges et des décisions rendues en exécution de ces clauses, soit des obligations imposées aux concessionnaires ou fermiers, ou par l'inobservation des règlements ou arrêtés, procès-verbal de la contravention sera dressé par les inspecteurs du télégraphe, par les surveillants des lignes télégraphiques ou par tous officiers de police judiciaire.

Art. 7. — Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du directeur général des travaux publics de la Régence et transmis, dans le même délai, à l'autorité judiciaire compétente.

Art. 8. — Les contraventions prévues en l'article 6 seront punies d'une amende de 300 à 3,000 francs.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 9. — Les crimes, délits ou contraventions prévus dans le présent décret pourront être constatés par les procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les inspecteurs des lignes télégraphiques, les agents de surveillance nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 10. — Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Art. 11. — L'administration pourra prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les dommages résultant des crimes, délits et contraventions, et le recouvrement des frais qu'entrainera l'exécution de ces mesures sera poursuivi conformément à la loi.

Art. 12. — Les juridictions françaises instituées en Tunisie seront compétentes pour connaître des infractions prévues par le présent décret, quelle que soit la nationalité des inculpés.

Art. 13. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

Art. 14. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent décret ou par le code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

18 septembre 1889 (23 moharrem 1307)

Décret ratifiant la convention du 14 mars 1884

Article premier. — En exécution de l'article 17 de la convention internationale du 14 mars 1884 relative à la protection des câbles sous-marins, cette convention est ratifiée.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

21 kâda 1307

Convention pour l'échange des mandats-poste entre la Perse et la Tunisie

S. M. I. le châh de Perse et S. A. le Bey de Tunis, animés du désir de faciliter les envois d'argent entre la Perse et la Tunisie, à l'aide de mandats postaux, ont résolu de signer une convention à cet effet et nommé pour plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. I. le châh de Perse, S. Exc. Emine ed Douleh Mirza Ali Khan, président du conseil des ministres, ministre des postes et des fondations pieuses ;

Et S. A. le Bey de Tunis, M. Paulze d'Ivoy de la Poype, secrétaire d'ambassade, chargé d'affaires de la République française à Téhéran, agissant sur l'ordre de S. Exc. M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le gouvernement de S. M. I. le châh de Perse et le gouvernement de S. A. le Bey de Tunis déclarent adopter réciproquement, pour l'échange des mandats de poste entre les deux pays, la convention passée à ce même effet à Paris, le 9 avril 1884, entre S. Exc. M. Jules Ferry et M. le général Nazar Agha.

Art. 2. — Toutes les dispositions de ladite convention seront applicables aux échanges postaux entre la Perse et la Régence, à partir du jour dont conviendront leurs administrations des postes respectives.

Art. 3. — Pour ce qui concerne les royaumes de S. M. I. le châh, la signature, par son délégué, de l'acte passé ce jour emportera, *ipso facto*, promulgation.

Quant à ce qui concerne la Régence, cette promulgation aura lieu par les soins et la diligence de son gouvernement, d'après les lois particulières à cet Etat.

Art. 4. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Téhéran, le janvier mil huit cent quatre-vingt-dix.

(*Signé*) : Emine ed Douleh Mirza Ali Khan.
Paulze d'Ivoy de la Poype

Nous, Ali-Pacha-Bey, possesseur du royaume de Tunis,

Ayant vu et examiné ladite convention, nous l'avons approuvée, et approuvons toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues.

Déclarons qu'elle est acceptée, ratifiée et confirmée, promettons qu'elle sera inviolablement observée.

En foi de quoi nous avons donné les présentes, revêtues de notre sceau.

Ecrit à La Marsa, le vingt et un kâda mil trois cent sept.

25 novembre 1891

Avenant à la convention postale et télégraphique du 20 mars 1888, entre M. le Président de la République française et S. A. le Bey de Tunis.

S. A. le Bey de Tunis, désirant faire cesser les difficultés que soulève l'interprétation des articles 3 et 6 de la convention signée à Tunis le 20 mars 1888, et régler tout ensemble les effets de la participation de la Tunisie, jusqu'à concurrence d'une somme de cinq cent mille francs (500,000 fr.), dans les dépenses de construction du câble qui doit relier Marseille à Bizerte et à Tunis.

Et le gouvernement de la République française, en vue de mettre fin aux contestations pendantes et de tenir compte au gouvernement tunisien des charges résultant de sa contribution au câble précité, sont convenus de conclure une convention à cet effet.

En conséquence, le Président de la République française a nommé pour son plénipotentiaire M. Justin Massicault, Ministre Résident général à Tunis, commandeur de la Légion d'honneur, qui est tombé d'accord avec S. A. le Bey sur les stipulations suivantes:

Article premier. — L'art. 6 de la convention du 20 mars 1888 est abrogé et remplacé par les dispositions qui font l'objet des articles ci-après.

Art. 2. — Il ne sera fait aucun compte entre la France et l'Algérie d'une part, et la Tunisie d'autre part. Chaque administration conservera, pour ce trafic, l'intégralité des taxes perçues, soit au départ, soit à l'arrivée, dans tous les cas où les règlements en vigueur autorisent cette perception sur le destinataire.

Art. 3. — En ce qui concerne les télégrammes taxés, en Tunisie, à destination de pays autres que la France et l'Algérie, l'office tunisien conservera intégralement:

1° La part terminale, dont la quotité est égale à celle que la France perçoit dans ses relations avec les mêmes pays étrangers et dont le montant se confond avec la part de transit territorial français;

2° La part de transit afférente au parcours sous-marin des câbles directs franco-algériens et franco-tunisiens, ou, lorsque les correspondances seront acheminées par une voie autre que celle desdits câbles franco-algériens et tunisiens, la part française de transit qui, dans ce cas seulement, est applicable au parcours terrestre de l'Algérie.

Art. 4. — En compensation de la part contributive que le gouvernement beylical s'engage à verser au trésor français dans les dépenses de construction du câble qui doit relier Marseille à Bizerte et à Tunis, l'office tunisien conservera, en outre, chaque année, *mais seulement jusqu'à concurrence d'une somme totale de vingt-cinq mille francs* (*25,000 fr.*) *par an:*

1° Les frais de transit postaux afférents au transport au delà du territoire français des correspondances de toute nature qui sont expédiées de Tunisie, à découvert ou en dépêches closes, par la voie de la France ou au moyen des services français;

2° Le montant des parts étrangères des télégrammes internationaux de départ, y compris les taxes accessoires afférentes à ces mêmes télégrammes (telles que réponses payées, accusés de réception, frais d'exprès et de poste, etc.);

3° Le montant intégral des taxes recouvrées à l'arrivée, sur le destinataire, d'un télégramme international « à faire suivre », « sémaphorique », etc.

Art. 5. — Le paiement aux offices étrangers des frais de transit postaux et des parts de taxes télégraphiques (soit terminales, soit de transit) qui leur reviennent, sera effectué aux frais et par les soins de l'administration française, dans la limite fixée par l'article précédent.

Au delà de vingt-cinq mille francs (25,000 francs), l'office tunisien créditera l'administration française du surplus des frais de transit postaux afférents au transport au delà du territoire français et des parts de taxes télégraphiques étrangères prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4; l'administration française, après réception des sommes ainsi décomptées par l'office tunisien, en versera le montant aux offices étrangers.

Art. 6. — L'office tunisien ne recevra aucune part de taxe terminale quelconque, ni pour les télégrammes d'arrivée franco-tunisiens ou algéro-tunisiens, ni pour les télégrammes internationaux d'arrivée.

De même, l'intégralité des taxes de transit des câbles appartiendra exclusivement à la France pour tous les télégrammes reçus en Tunisie, quelle que soit d'ailleurs la provenance de ces télégrammes.

Art. 7. — Le gouvernement français reste déchargé de toutes dépenses autres que celles prévues par l'art. 4 ci-dessus, sauf en ce qui concerne l'entretien des câbles sous-marins, qui lui appartient exclusivement.

Art. 8. — Le présent acte, dont les dispo-

sitions entreront en vigueur à partir du 1er janvier 1892, aura la même durée et expirera en même temps que la convention primitive qu'il modifie.

Art. 9. — La présente convention sera soumise à la ratification du gouvernement de la République française, et l'instrument de ladite ratification sera remis à S. A. le Bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait à Tunis, le 25 novembre 1891.

ALI-PACHA-BEY. J. MASSICAULT.

29 novembre 1891 (13 rabia-ettani 1309)

Décret établissant des postes téléphoniques à Sousse, Moknine et M'saken

Article premier. — Des postes téléphoniques seront établis dans les bureaux de Sousse, Moknine et M'saken, et seront mis à la disposition du public pendant deux intervalles de trente minutes chacun, l'un dans la vacation du matin, l'autre dans celle de l'après-midi.

Les communications seront établies au moyen des fils télégraphiques, dont le travail sera suspendu à cet effet.

Art. 2. — Les conversations ainsi échangées seront taxées à raison de 50 centimes par trois minutes, dans les conditions fixées pour les communications interurbaines par les règlements de l'administration de France.

Art. 3. — Les postes téléphoniques établis dans les recettes précitées seront considérés comme bureaux centraux d'un réseau téléphonique, et toute personne pourra s'y faire relier aux conditions fixées pour tout réseau urbain.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret pourront être étendues ultérieurement à d'autres fils et à d'autres localités de la Régence, selon que les résultats de la pratique et que l'importance du trafic télégraphique en auront démontré la possibilité.

Art. 5. — Le directeur de l'office des postes et télégraphes est chargé, etc.

15 décembre 1891 (14 rabia-ettani 1309)

Décret organisant un service de colis postaux dans la Régence, et substituant dans ce service l'office des postes et télégraphes aux compagnies qui en sont actuellement chargées (1).

Article premier. — A partir du 1er janvier 1892, l'office des postes et des télégraphes se substituera à la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma et à la compagnie générale transatlantique dans l'exécution du service des colis postaux. Il ouvrira, en conséquence, à l'échange de ces objets, les recettes et les distributions établies dans les villes ou dans les localités desservies par ces compagnies.

En même temps, toutes les autres recettes, aussi bien que les autres distributions des postes reconnues aptes à prendre part à ce service, seront admises à y participer.

Art. 2. — Les règles appliquées seront celles de l'administration de France.

Art. 3. — Abrogé par le décret du 30 décembre 1894 (4 redjeb 1312).

(1) Voir aussi décret du 23 mars 1893 (5 ramadan 1310) ci-après.

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
COLONIES ET POSSESSIONS FRANÇAISES			
ANNAM et TONKIN	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant Marseille à l'Annam et au Tonkin	5 75
COCHINCHINE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant Marseille à Saïgon . .	5 25
CONGO FRANÇAIS (Rivières du Sud).	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	4 25
GUADELOUPE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant la France à la Guadeloupe	4 25

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
GUYANE FRANÇAISE.	Échange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant la France à Cayenne.	4 25
INDES FRANÇAISES (Pondichéry et Karikal).	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français reliant Marseille à Pondichéry .	4 25
MARTINIQUE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant la France à la Martinique	4 25
MAYOTTE, NOSSI-BÉ	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste reliant Marseille aux colonies destinataires	4 75
NOUVELLE-CALÉDONIE . . .	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant Marseille à Nouméa.	5 25
OBOCK	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	3 25
RÉUNION (LA)	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant Marseille à Saint-Denis (La Réunion)	4 25
SÉNÉGAL	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français reliant Bordeaux à Dakar .	3 25
TAHITI	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français et australiens	7 25
ÉTRANGER			
ADEN	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 50
	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France.	2 25
ALLEMAGNE (y compris Héligoland).	Luxembourg	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Luxembourg . . .	2 50
	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Beigique	2 75
ANTILLES ANGLAISES : Antigua, Barbades, Dominique, Grenade, Jamaïque, Leeward, Montserrat, Nevis, Saint-Kitts, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Tabago, Tortola, Trinité, Belize (Honduras britannique).	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	5 75

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
ANTILLES DANOISES (Saint-Thomas, Saint-Jean, Sainte-Croix).	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français entre la France et Saint-Thomas	4 25
ARGENTINE (RÉPUBLIQUE) .	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français entre Bordeaux et Buenos-Ayres	6 »
ASCENSION	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	6 »
AUSTRALIE MÉRIDIONALE . .	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	7 75
AUSTRALIE OCCIDENTALE . .	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne paquebots anglais.	7 75
AUTRICHE-HONGRIE.	Suisse ou Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Suisse ou Italie. .	2 75
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne	2 75
	Italie	Paquebots italiens, Italie	2 »
BAHAMAS.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	6 25
BECHNANLAND	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 50
BELGIQUE.	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France.	2 25
	Luxembourg	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Luxembourg . . .	2 50
BERMUDES	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	6 50
BRÉSIL	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français de Bordeaux aux ports brésiliens	5 »
BULGARIE.	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, Autriche-Hongrie, Serbie	4 »
	Suisse ou Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Suisse ou Italie, Autriche-Hongrie, Serbie.	
	Italie	Paquebots italiens, Italie, Autriche-Hongrie, Serbie	3 25

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
CAMEROUN	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands entre Hambourg et Cameroun	4 75
	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, paquebots allemands entre Hambourg et Cameroun	5 25
CEYLAN	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	6 75
CHILI	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, paquebots allemands d'Anvers au Chili	5 75
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands d'Hambourg au Chili	5 75
CHYPRE	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	3 50
COLOMBIE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	5 »
	Voie anglaise	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 »
COLONIE DU CAP	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	8 50
CONGO (Etat indépendant du)	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, paquebots belges d'Anvers à Banana	4 25
COSTA-RICA	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	6 50
CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE : Bathurst, Sierra-Leone, Accra, Cape-Coast-Castle, Lagos, Quittah	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	6 »
DANEMARK (y compris l'Islande et les îles Feroë)	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne	2 75
	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne	3 25

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
Dominicaine (République).	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français entre la France et les ports dominicains	4 25
Echowe	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	9 50
Espagne	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France.	2 50
Etablissements des détroits : Malacca, Penang, province de Wellesley ou de Singapore, Kong-Kong et les ports chinois compris dans les traités : Amoy, Canton, Fou-Tchéou, Hong-Kow, Macas, Hoihow, Kiung-Tschow, Ningpo, Swatow.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 »
État libre d'Orange . . .	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 50
Falkland	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	6 »
Fiji (Iles)	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	9 »
Gaza	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 25
Gibraltar	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	4 75
Grande-Bretagne.	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne. . .	3 25
Grèce	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français.	3 25
	France et Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Italie, paquebots italiens	
	Italie	Paquebots italiens, Italie, paquebots italiens	2 50

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
GUYANE ANGLAISE	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	6 65
INDES BRITANNIQUES	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	8 50
ITALIE (y compris la République de Saint-Marin) .	Echange direct	Paquebots italiens.	1 75
	France	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France.	2 50
LABUAN.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	7 25
	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France.	2 »
LUXEMBOURG.	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne	2 50
	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique	2 50
MALTE (ILE DE)	Voie directe	Paquebots français entre la Tunisie et Malte	1 75
MAURICE (ILE)	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	4 25
MEMPHAKOL	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 25
MEXIQUE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 »
MONTÉNÉGRO.	Autriche	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne ou Suisse ou Italie, Autriche-Hongrie, paquebots autrichiens de Trieste . .	3 50
	Italie	Paquebots italiens, Italie, Autriche-Hongrie	2 75
NATAL	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	9 50

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
	Allemagne Danemark Suède	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, Danemark, Suède.	3 75
	Allemagne Danemark	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, Danemark, paquebots norwégiens (Frederikshavn-Christiansand).	3 50
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots norwégiens (Hambourg-Hammerfest).	3 »
NORWÈGE	Belgique Allemagne Danemark Suède	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, Danemark, Suède.	4 25
	Belgique Allemagne Danemark	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, Danemark, paquebots norwégiens (Frederikshavn - Christiansand).	4 »
	Belgique Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, Danemark, paquebots norwégiens (Hambourg-Hammerfest). . . .	3 50
NOUVELLES-GALLES DU SUD.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 75
NOUVELLE-ZÉLANDE.	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	8 »
NUDAT	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 25
PARAGUAY	République Argentine	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français de Bordeaux à Buenos-Ayres, République Argentine.	6 50
PAYS-BAS	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique	2 75
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne	2 75
PERSE	Allemagne ou Suisse	Paquebots français entre la Tunisie et la France, Allemagne ou Suisse, Autriche-Hongrie, Serbie, Bulgarie, paquebots de Turquie.	6 »

PAYS DE DESTINATION		VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES et des services maritimes à employer	TAXES à percevoir
PORTUGAL	Continent	Espagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Espagne	3 »
		Bordeaux	Paquebots français, France, paquebots de Bordeaux à Lisbonne	
	Ile des Açores	Espagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Espagne	4 »
		Bordeaux	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots de Bordeaux à Lisbonne	
	Iles de Madère	Espagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Espagne	3 50
		Bordeaux	Paquebots français entre la Tunisie et la France, paquebots de Bordeaux à Lisbonne	
ROUMANIE		Allemagne ou Suisse ou Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne ou Suisse ou Italie, Autriche-Hongrie	3 50
		Italie	Paquebots italiens, Italie, Autriche-Hongrie	2 75
SAINTE-HÉLÈNE		Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	6 »
SANDAKAN		id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 25
SAN-SALVADOR (République de)		Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français entre la France et Colon-Aspinwal	5 »
SERBIE		Allemagne ou Suisse ou Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne ou Suisse ou Italie, Autriche-Hongrie	3 50
		Italie	Paquebots italiens, Italie, Autriche-Hongrie	2 75
SEYCHELLES (ILES)		Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français	4 25
SHANG-HAÏ		id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français entre Marseille et Shang-Haï	5 25
SIAM-BANGKOK		Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	8 »

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
SILAM.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 25
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	3 75
	Allemagne Danemark	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, Danemark	3 75
SUÈDE.	Belgique Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, paquebots allemands	4 25
	Belgique Allemagne Danemark	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, Danemark	4 25
SUISSE	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France	2 25
	Algérie	Algérie, paquebots français d'Oran à Tanger.	2 25
TANGER	France	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français.	2 25
TASMANIE.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 75
TERRE-NEUVE	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	6 75
	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	4 75
TOGO (Territoire de). . . .	Belgique	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Belgique, Allemagne, paquebots allemands.	5 25
TRANSWAAL	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 50
TRIPOLI DE BARBARIE . . .	Echange direct	Paquebots français de Tunisie à Tripoli.	1 75
URUGUAY.	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français de Bordeaux à Montevideo.	6 »
VENEZUELA.	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste français entre la France et le Venezuela.	5 »

PAYS DE DÉSTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
VICTORIA.	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 75
ZANZIBAR.	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 50
ZOZULAND	id.	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	9 50

Art. 4. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé, etc.

24 juin 1892 (29 kâda 1309)

Décret relatif à l'établissement de nouvelles communications téléphoniques

Article premier. — Des communications téléphoniques seront établies entre Tunis et Sousse et entre Sousse et Monastir au moyen des fils télégraphiques qui relient ces villes ; elles seront mises à la disposition du public pendant deux intervalles d'une heure chacun, l'un dans la vacation du matin, l'autre dans celle de l'après-midi. Ces communications seront livrées non seulement entre les bureaux des villes précitées, mais encore entre les abonnés des réseaux téléphoniques qui leur sont rattachés.

Art. 2. — Les conversations échangées entre Sousse, Msaken, Moknine, Monastir, d'une part, et Tunis, La Marsa, La Goulette de l'autre, seront taxées à raison de 0 fr. 75 par 3 minutes. Celles qui seront échangées entre Sousse, Msaken, Moknine et Monastir acquitteront la taxe de 0 fr. 50 pour la même durée.

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

25 juin 1892 (1er hidjé 1309)

Décret créant une seconde classe de colis postaux

Article premier. — Il est créé, à partir du 1er juillet prochain, dans le service intérieur de la Régence aussi bien que dans les échanges avec la France et l'Algérie, une seconde classe de colis postaux pour les envois dont le poids se trouve compris entre trois et cinq kilogrammes.

La taxe des colis de cette seconde classe est fixée à 0 fr. 80 pour l'intérieur de la Régence et 1 fr. 20 pour les envois à destination de la France ou de l'Algérie.

Ces taxes sont indépendantes de la taxe supplémentaire à laquelle sont assujettis les colis en provenance ou à destination des bureaux dits de la seconde catégorie situés dans les localités non desservies par la Compagnie générale transatlantique ou la compagnie Bône-Guelma.

La taxe supplémentaire reste fixée à 0 fr. 50 pour les colis de 3 à 5 kilog. comme pour les colis de 0 à 3 kilog.

Art. 2. — La limite de poids des colis postaux est élevée à 5 kil. pour les échanges avec les pays étrangers dénommés ci-après :

Allemagne et ses possessions — Autriche-Hongrie — Belgique — Chili — Congo (Etat indépendant) — Danemark — Egypte — Luxembourg — Monténégro — Norwège — Pays-Bas — Roumanie — Shang-Haï — Suisse — Tanger — Uruguay.

Les taxes pour ces pays sont maintenues telles qu'elles sont énoncées au tableau joint à notre décret sus-visé.

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

16 septembre 1892 (26 sfar 1310)

Décret relatif aux colis postaux du service intérieur de la Régence

Article premier. — A partir du 15 octobre 1892, les colis postaux du service intérieur de la Régence pourront être grevés de remboursement jusqu'à 500 francs inclusivement. Il

ra perçu pour ces colis une taxe supplémen-
ire égale à celle d'un colis ordinaire pour la
ême destination.

Art. 2. — A partir de la date ci-dessus spé-
fiée, les colis postaux du service intérieur de
Régence pourront être assurés pour leur
leur jusqu'à la limite de 500 fr. inclusivement.
Il sera perçu pour ces colis une taxe sup-
lémentaire de 0 fr. 10.

Art. 3. — Les règles applicables au service
ces deux catégories de colis sont celles qui
nt en vigueur dans l'administration des
ostes de France, notamment en ce qui con-
rne l'interdiction de déclaration de rem-
oursement ou de valeurs supérieures à la va-
ur du colis.

Art. 4. — Le directeur de l'office des postes
des télégraphes est chargé de l'exécution
présent décret.

16 septembre 1892 (26 sfar 1310)

Décret créant un emploi de sous-directeur des postes et télégraphes

Article premier. — Il est créé à la direction
e l'office un emploi de sous-directeur.

Ce fonctionnaire est adjoint au directeur
ui lui délègue, sous son autorité, la direction
le contrôle des services dont il ne se réserve
as l'administration.

Art. 2. — Le directeur de l'office des postes
t des télégraphes est chargé, etc.

3 décembre 1892 (14 djoumadi-el-aoual 1310)

Décret abaissant les taxes d'affranchissement des lettres et cartes postales

Article premier. — La taxe d'affranchissement des lettres ordinaires du service intérieur de la Régence est abaissée de 0 fr. 15 à 0 fr. 10 par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Celle des cartes postales simples est abaissée de 0 fr. 10 à 0 fr. 05 et celle des cartes postales avec réponse payée de 0 fr. 20 à 0 fr. 10.

Ce nouveau tarif entrera en application à dater du 1er janvier 1893.

Art. 2. — Le directeur des postes et des télégraphes est chargé, etc.

23 mars 1893 (5 ramadan 1310)

Décret relatif à l'échange des colis postaux avec divers pays étrangers

Article premier. — La limite de poids des colis postaux est élevée à 5 kilog. pour les échanges avec le Mexique, Libéria et les Antilles danoises par la voie des paquebots-poste français.

Art. 2. — Les taxes d'affranchissement des colis postaux à destination des pays dénommés au tableau ci-dessous seront perçues en conformité des indications de ce tableau :

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
Afrique orientale (Possessions allemandes	Allemagne	France, Allemagne, paquebots allemands	5 75
Assab	Voie d'Egypte	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Italie, Egypte . . .	4 »
Dominion du Canada . . .	Italie	Paquebots italiens, Italie, paquebots italiens.	3 25
	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre la France et la Grande-Bretagne, paquebots anglais.	8 »
	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots français entre Marseille et l'Egypte.	3 50
Egypte.	France-Italie	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Italie, paquebots italiens ou anglais entre Messine ou Brindisi et l'Egypte.	3 50
	Italie	Paquebots italiens, Italie, paquebots italiens.	2 75

PAYS DE DESTINATION	VOIES de TRANSMISSION	DÉSIGNATION DES PAYS INTERMÉDIAIRES *et des services maritimes à employer*	TAXES à percevoir
Lamou	Angleterre	France, paquebots entre la France et l'Angleterre, Angleterre, paquebots anglais	7 »
Libéra	Voie directe	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	5 »
	Italie	Italie, Suisse, Allemagne, paquebots allemands	5 25
Madagascar (Diego - Suarez, Ste-Marie-de-Madagascar et autres établissements français)	Echange direct	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots-poste reliant Marseille aux colonies destinataires	4 25
Massouah	Voie d'Egypte	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Italie, Egypte	4 »
	Italie	Paquebots italiens, Italie, Egypte	3 25
Mexique	Voie directe	Echange direct, voie de paquebots français, Tunisie, France, France, Mexique	4 25
Mombasa	Angleterre	France, paquebots entre la France et l'Angleterre, Angleterre, paquebots anglais	7 »
Nouvelle-Guinée (Possessions allemandes)	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	6 75
Queensland	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre France et Grande-Bretagne, paquebots anglais	7 75
Samoa (îles)	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	5 75
Sarawak	Voie de Calais et Londres	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, paquebots entre France et Grande-Bretagne, paquebots anglais	8 »
Tonga (îles)	Allemagne	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, paquebots allemands	5 75
Turquie	Italie (viâ Messine ou Brindisi)	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Italie, service italien ou autrichien de navigation entre Brindisi ou Messine et les ports turcs de débarquement	3 25
Villes de l'intérieur :			
Andrinople	Trieste	Paquebots français entre la Tunisie et la France, France, Allemagne, Suisse ou Italie, Autriche, paquebots autrichiens entre Trieste et la Turquie	4 25
Janina			
Jérusalem	Italie	Paquebots italiens, Italie, service italien ou autrichien de navigation	2 50

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes, est chargé, etc.

23 avril 1893 (8 chaoual 1310)

Décret établissant de nouvelles communications téléphoniques

Article premier. — Des communications téléphoniques seront établies entre Tunis, Kairouan et Sousse au moyen des fils télégraphiques qui relient ces villes ; elles seront mises à la disposition du public pendant deux intervalles d'une heure chacun, l'un dans la vacation du matin, l'autre dans celle de l'après-midi. Ces communications seront livrées non seulement entre les bureaux des villes précitées, mais entre les abonnés des réseaux téléphoniques qui leur sont rattachés.

Art. 2. — Les conversations échangées entre le réseau de Tunis et celui de Kairouan seront taxées à raison de 0 fr. 75 par 3 minutes, celles qui seront échangées entre le réseau de Sousse et celui de Kairouan acquitteront la taxe de 0 fr. 50 pour la même durée.

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

4 mai 1893 (18 chaoual 1310)

Décret relatif à l'affranchissement des journaux et écrits périodiques publiés dans la Régence

Article premier. — Les journaux et recueils périodiques publiés en Tunisie peuvent être expédiés en paquets à l'adresse des bureaux de poste de destination avec la suscription « Distribution liste ».

La remise des numéros à domicile est effectuée sur la liste aux abonnés sans inscription d'adresse.

Cette liste est tenue à jour au bureau de poste en conformité des avis d'inscription ou de radiation d'abonnement consignés par l'éditeur sur la bande du paquet.

Art. 2. — La taxe de la distribution sur liste est fixée à 1/4 de centime par numéro ; elle est acquittée en timbres-poste apposés sur la bande du paquet en même temps que la taxe d'affranchissement des numéros inclus. Toute fraction de centime entraîne le paiement du centime entier.

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé, etc.

31 juillet 1893 (18 moharrem 1311)

Décret établissant une levée spéciale des correspondances avant le départ des paquebots

Article premier. — Une expédition spéciale sera faite de l'hôtel des postes à Tunis, dix minutes au plus, avant le départ du paquebot. Toutes les lettres déposées après l'envoi des dépêches postales seront admises à profiter de cette expédition moyennant une taxe supplémentaire de 0 fr. 15. Les lettres trouvées à la boîte spéciale non revêtues du timbre d'affranchissement de cette taxe, seront retenues et comprises dans le courrier suivant.

Art. 2. — Le directeur de l'office des postes et télégraphes est chargé, etc.

31 décembre 1893 (23 djoumadi-ettani 1311)

Décret autorisant l'échange des mandats postaux entre la Grèce et la Tunisie

Article premier. — Des mandats de poste pourront être échangés entre la Régence de Tunis et la Grèce.

Art. 2. — Les échanges commenceront à partir du 1er janvier 1894.

Art. 3. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé, etc.

31 décembre 1894 (4 redjeb 1312)

Décret fixant le tarif des colis postaux pour l'intérieur de la Régence et à destination de France et d'Algérie.

Article premier. — La surtaxe supplémentaire de 0 fr. 50 appliquée aux échanges des localités non desservies par les compagnies de chemins de fer ou de navigation est supprimée.

Le tarif des colis postaux est ainsi fixé pour toute l'étendue de la Régence, à partir du 1er janvier 1895 :

	Colis de 3 kil.	de 5 kil.
Service intérieur.....	0 f. 60	0 f. 80
Echanges avec la France et l'Algérie	1 f. 00	1 f. 20

Art. 2. — Le directeur de l'office des postes et des télégraphes est chargé, etc.

15 avril 1895

Décret réduisant le tarif pour les télégrammes à transmission différée échangés entre la France et la Corse d'une part et l'Algérie et la Tunisie d'autre part.

Article premier. — A partir du 1er mai 1895, la taxe des télégrammes privés ordinaires, admis dans les relations entre la France continentale ou la Corse, d'une part, et l'Algérie ou la Tunisie, d'autre part, pour être expédiés à tarif réduit dans les conditions déterminées par l'article 2 du décret du 28 décembre 1892, sera réduite de 0 fr. 75 à 0 fr. 05 centimes par mot, avec minimum de perception de 0 fr. 50 par télégramme.

Un arrêté ministériel déterminera l'heure à partir de laquelle les télégrammes à transmission différée pourront, chaque jour, être transmis par les câbles.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de

l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré dans le *Journal officiel* et dans le *Bulletin des lois*.

Poteries

29 août 1891 (25 moharrem 1309)

Décret fixant les droits à percevoir sur les poteries

Article premier. — A compter du 13 octobre 1891, les droits exigibles sur les poteries seront perçus, dans toute la Régence et quelle que soit l'origine des produits, d'après le tarif ci-après :

1° POTERIES VERNIES

1 fr. 20 (2 p. ») par charge de chameau;
» 60 (1 ») par charge de cheval;
» 30 (» 50) par charge d'âne.

2° POTERIES NON VERNIES

» fr. 60 (1 p. ») par charge de chameau;
» 30 (» 50) par charge de cheval;
» 15 (» 25) par charge d'âne.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures et tous usages qui seraient contraires au présent décret sont abrogés.

Art. 3. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Poudres et explosifs (1)

20 octobre 1885 (12 moharrem 1303)

Décret réglementant la vente des poudres, le commerce et le port des armes

Article premier. — Le prix de vente des poudres à feu est fixé ainsi qu'il suit :

Par 500 grammes	Aux débitants	Aux consommateurs
Poudre de chasse extra-fine . .	5 p. 1/2	6 p. »
— superfine . .	4 1/2	5 »
— fine	2 3/4	3 1/4
Poudre de mine	1 3/4	2 »

La différence entre ces deux prix constitue la remise faite aux débitants.

Art. 2. — Les débitants ne pourront s'approvisionner de quantités inférieures à dix kilogrammes. Le montant de chaque approvisionnement sera payé au comptant.

Ils établiront leurs demandes sur des formules imprimées qui leur seront délivrées par l'administration des contributions diverses. Ces demandes, revêtues de leur signature, indiqueront l'espèce, la qualité, le poids et le prix des poudres. Elles seront remises, à Tunis, à l'entreposeur, et, dans les autres localités, aux agents des douanes et des contributions diverses.

L'entreposeur ou les agents des douanes, après les avoir vérifiées et complétées par l'indication de la date de la livraison, les transmettront, contre un accusé de réception, à l'officier de police judiciaire de leur résidence, pour lui permettre d'exercer sur les débits la surveillance destinée à garantir la sécurité publique.

Art. 3. — Chaque livraison sera, en outre, constatée, avec les mêmes indications, sur un carnet qui restera entre les mains du débitant, pour être présenté à toute réquisition de l'autorité. Ce carnet sera coté et paraphé par le directeur des contributions diverses. Les livraisons y seront inscrites, datées et certifiées par l'entreposeur ou l'agent qui en remplira les fonctions.

Art. 4. — Les autorisations d'acheter de la poudre de chasse délivrées par le Ministre Résident général ou son délégué, conformément à l'article 97 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884, ne pourront être supérieures à deux kilogrammes.

Elles seront détachées d'un registre à souche et rédigées sur une formule comportant les indications suivantes :

1° Nom et prénoms de l'acheteur;
2° Qualité ou profession;
3° Domicile;
4° Autorité qui a donné l'autorisation;
5° Quantité et qualité des poudres pour lesquelles cette autorisation est valable;
6° Date des ventes;
7° Quantité et qualité des poudres vendues.

L'indication de la date et de l'objet des ventes sera faite par les agents de la débite.

Art. 5. — La poudre de mine ne pourra également être vendue sans une autorisation conforme au modèle dont il vient d'être parlé. Le Ministre Résident général ou son délégué fixera la quantité à délivrer à chaque acheteur.

Art. 6. — Le carnet établi par l'article 3 et les autorisations nominatives mentionnées dans les articles 4 et 5 du présent décret, devront être communiqués à toute réquisition aux fonctionnaires désignés à l'article 95 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 ainsi qu'aux autorités françaises chargées de la surveillance du territoire, à peine d'une amende de cinquante piastres au moins, outre les dépens.

Dans les dix jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, l'entreposeur ou l'agent

---

V. aussi : Douanes et Monopoles et Armes.

des contributions qui en remplira les fonctions devra établir la situation des débits de sa circonscription. Il s'assurera que les quantités débitées correspondent exactement aux quantités inscrites sur les autorisations nominatives.

La situation de chaque débit sera constatée, à sa date, sur le carnet du débitant, par un arrêté, en toutes lettres, qui portera la signature de l'agent de l'administration. Dans le cas où la débite ne serait pas entièrement justifiée par des autorisation régulières, le Ministre Résident général ou son délégué en serait immédiatement avisé par l'entreposeur ou l'agent qui en remplira les fonctions.

Art. 7. — L'entrepôt ou le lieu de débit seront désignés par un tableau indicatif portant en gros caractères (en français et en arabe) : entrepôt ou débit de poudres de la régie.

3 février 1893 (18 redjeb 1310)

Décret relatif à la vente du sel et des poudres à feu

Article premier. — Les dispositions du décret du 4 juin 1891-27 chaoual 1308 relatives à la modification de la nomenclature fixant l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la régie, sont étendues aux indications à intervenir dans les espèces et le prix des sels et des poudres à feu.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

18 juin 1894 (15 hidjé 1311)

Décret sur la fabrication et la vente des engins meurtriers

Article unique. — Tout individu, fabricant ou détenteur, sans autorisation et sans motifs légitimes, de machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou d'un explosif quelconque, quelle que soit sa composition ;

Tout individu, fabricant ou détenteur sans motifs légitimes, de toute autre substance destinée à entrer dans la composition d'un explosif, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 à 3,000 francs.

Presse

14 octobre 1884 (25 hidjé 1301)

Loi sur la liberté de la presse modifiée par le décret du 17 août 1887 (28 kâda 1303 (1)

Article premier. — Les chapitres I, II et IV de la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse seront promulgués et seront déclarés applicables en Tunisie sous les modifications du décret de promulgation et du présent décret.

Art. 4. — Tout journal ou écrit périodique qui aura encouru, dans la personne de son gérant ou dans celle de l'auteur d'un article incriminé, une condamnation à l'amende et à des réparations civiles,... sera tenu d'y satisfaire dans un délai de quinzaine à partir du jour de la condamnation.

A défaut de paiement dans ce délai,... la publication cessera jusqu'à complète libération,... sous les peines édictées au paragraphe 2 de l'article 9 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 5. — Toute infraction aux dispositions de l'article 4 du présent décret sera punie d'une amende de cent soixante à trois mille deux cents piastres (de 100 à 2,000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Celui qui aura publié le journal ou écrit périodique et l'imprimeur seront solidairement responsables des amendes.

Art. 6. — Sera puni d'une peine de deux mois à trois ans de prison et d'une amende de cent soixante à cinq mille piastres (100 à 3,000 fr.), toute attaque, par un des moyens prévus par l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, contre S. A. le Bey, les princes de sa famille, les cultes dont l'exercice est autorisé, et contre les droits et les pouvoirs de la République française en Tunisie.

Art. 7. — Nul ne pourra exercer, même temporairement, la profession de crieur, de vendeur ou de distributeur, sur la voie publique ou dans les lieux ou réunions publics, d'écrits, dessins ou emblèmes, sans autorisation préalable des fonctionnaires délégués à cet effet par le premier ministre de S. A. le Bey (1).

Cette autorisation pourra être retirée. Les contrevenants seront condamnés à une amende de huit à vingt-quatre piastres (5 à 15 fr.) ; ils pourront être condamnés, en outre, à un emprisonnement de un à six jours, sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées, pour crimes ou délits, contre les auteurs ou éditeurs, soit contre les distributeurs, colporteurs, vendeurs ou crieurs eux-mêmes. En cas de récidive, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

Art. 8. — Aucun écrit, soit à la main, soit imprimé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques ou traitant d'objets politiques ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places ou autres lieux publics.

(1) Les modifications apportées par ce décret à la loi sur la presse consistent dans la suppression es art. 1 et 2 et de quelques dispositions de l'art. 4.

(1) Voir : Colportage.

Sont exceptés les actes de l'autorité publique.

Toute contravention à la présente disposition sera punie d'une amende de quarante à huit cents piastres (25 à 500 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 9. — Les journaux, placards, affiches et généralement tous écrits ou imprimés distribués ou vendus dans les villes et lieux publics, ne pourront être annoncés que par leurs titres, sous peine d'une amende de vingt-cinq à huit cents piastres (15 à 500 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes qui annonceraient des titres contenant des imputations ou expressions injurieures, seront punis des mêmes peines.

Art. 10. — Dans chaque commune, le président de la municipalité et, dans les autres localités, le gouverneur ou le caïd, désignera, par arrêté, les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. Il est interdit d'y placarder des affiches particulières.

Les affiches des actes émanés de l'autorité seront seules imprimées sur papier blanc. Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie des peines portées en l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 11. — Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré, par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'administration dans les emplacements à ce réservés, seront punis d'une amende de huit à vingt-quatre piastres (5 à 15 fr.). Si le fait a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, la peine sera d'une amende de vingt-cinq à cent soixante piastres (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 12. — Dans le cas où des Européns seraient inculpés d'avoir commis un des crimes, délits ou contraventions prévus par la loi, dans un journal ou écrit périodique en langue arabe ou hébraïque, cette publication pourra être suspendue ou interdite par nous. Il en sera de même lorsque le journal ou écrit périodique aura encouru une condamnation judiciaire.

DE LA PROCÉDURE

Art. 13. — Les crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi et les infractions à ses diverses dispositions dont les indigènes seront inculpés, seront déférés à l'ouzara.

Art. 14. — La poursuite devant les tribunaux français aura lieu dans les formes et délais prescrits et devant les juridictions déterminées par le code d'instruction criminelle et par la loi du 27 mars 1883, sauf les modifications suivantes :

1° Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévus par l'article 32, et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe 2, de la loi du 29 juillet 1881, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée.

2° Dans le cas d'injures ou de diffamation envers les cours, tribunaux et autres corps indiqués en l'article 30 de la loi du 29 juillet 1881, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par une assemblée générale et requérant les poursuites, ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef duquel ce corps relève.

3° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité publique, les ministres des cultes musulman, chrétien ou israélite et les citoyens chargés d'un service ou mandat public, la poursuite aura lieu soit sur leur plainte, soit sur celle du chef dont son service relève.

4° Dans le cas de diffamation envers un assesseur ou un témoin, délit prévu par l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de l'assesseur ou du témoin qui se prétendra diffamé.

5° Dans le cas d'offense ou d'outrage prévu par les articles 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, la poursuite aura lieu soit à la requête de l'offensé ou de l'outragé, soit d'office, sur sa demande adressée au ministre des affaires étrangères de la République française ou du Ministre Résident de France à Tunis.

Art. 15. — La citation précisera et qualifiera le fait incriminé. Elle indiquera le texte de la loi applicable à la poursuite ; le tout à peine de nullité de la dite poursuite.

Art. 16. — Quand le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi promulguée ci-après, il devra, dans les cinq jours qui suivent la notification de la citation, faire signifier au ministère public près le tribunal ou au plaignant, au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

1° Les faits articulés et qualifiés dans la citation desquels il entend prouver la vérité ;

2° La copie des pièces ;

3° Les noms, profession et demeure des témoins par lesquels il entend faire la preuve.

Cette signification contiendra élection de

domicile près le tribunal ; le tout à peine d'être déchu du droit de faire la preuve.

Art. 17. — L'action publique et l'action civile résumant des crimes, délits et contraventions, prévues par le présent décret et la loi promulguée ci-après, se prescriront après cinq mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait.

Art. 18. — L'article 463 du code pénal français est applicable dans tous les cas prévus par le présent décret et la loi promulguée ci-après.

DÉCRET DE PROMULGATION

Les chapitres I, II et IV de la loi française du 29 juillet 1881 sont promulgués en Tunisie, sous les modifications suivantes, et les autorités administratives et judiciaires de la Régence sont invitées à les observer et à les faire observer.

CHAPITRE PREMIER

De l'imprimerie et de la librairie

Article premier. — L'imprimerie et la librairie sont libres.

Art. 2. — Tout imprimé rendu public, à l'exception des ouvrages dits de ville ou bilboquets, portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine, contre celui-ci, d'une amende de huit à vingt-quatre piastres (5 à 15 fr.). La peine de l'emprisonnement pourra être prononcée si, dans les douze mois précédents, l'imprimeur a été condamné pour contravention de même nature.

Art. 3. — Au moment de la publication de tout imprimé, il en sera fait, par l'imprimeur, sous peine d'une amende de vingt-cinq à cinq cents piastres (15 à 300 fr.), un dépôt de deux exemplaires destinés aux collections beylicales. Ce dépôt sera fait aux archives du gouvernement à Tunis.

Les publications imprimées hors de Tunis devront être adressées, franc de port, à l'archiviste, par le premier courrier qui suivra la publication.

L'acte de dépôt mentionnera le titre de l'imprimé et le chiffre du tirage. Sont exceptés de cette disposition, les bulletins de vote, les circulaires commerciales ou industrielles et les ouvrages dits de ville ou bilboquets.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les genres d'imprimés ou de reproductions destinés à être publiés, ainsi qu'aux estampes, à la musique et, en général, aux reproductions autres que les imprimés.

CHAPITRE II

De la presse périodique

§ 1er. — Du droit de publication, de la gérance, de la déclaration et du dépôt

Art. 5. — Tout journal ou écrit périodique peut être publié sans autorisation préalable après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 7.

Art. 6. — Tout journal ou écrit périodique publié en langue européenne, aura un gérant européen. Tout journal ou écrit périodique publié, en tout ou en partie, en langue arabe ou hébraïque, aura un gérant tunisien.

Le gérant devra être domicilié en Tunisie, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire.

Art. 7. — Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au parquet du procureur de la République, pour les publications en langue européenne, et au secrétariat général du gouvernement, pour celles en langue arabe ou hébraïque, une déclaration contenant :

1° Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication ;

2° Le nom, le domicile et la nationalité du gérant ;

3° L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé ;

4° L'indication de la langue dans laquelle sera faite la publication.

. . . . . .

Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées sera déclarée dans les cinq jours qui suivront.

Art. 8. — Les déclarations seront faites par écrit et signées des gérants. Il en sera donné récépissé.

Art. 9. — En cas de contravention aux dispositions prescrites par les articles 6, 7 et 8, le propriétaire, le gérant ou, à défaut, l'imprimeur, seront punis d'une amende de quatre-vingts à huit cents piastres (50 à 500 fr.)

Le journal ou écrit périodique ne pourra continuer sa publication qu'après avoir rempli les formalités ci-dessus prescrites, à peine, si la publication irrégulière continue, d'une amende de cent soixante piastres (100 fr.), prononcée solidairement contre les mêmes personnes pour chaque numéro publié à partir du jour de la prononciation du jugement de condamnation, si ce jugement est contradictoire, et du troisième jour qui suivra sa notification, s'il a été rendu par défaut, et ce, nonobstant opposition ou appel.

Le condamné même par défaut peut inter-

jeter appel. Il sera statué par la cour dans le délai de trois jours.

Art. 10. — Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du procureur de la République, ou à la justice de paix dans les villes où il n'y a pas de tribunaux de première instance, deux exemplaires signés du gérant.

Pareil dépôt sera fait aux archives du gouvernement.

Les gérants des journaux et écrits périodiques publiés hors de Tunis enverront à l'archiviste, franc de port et par le premier courrier qui suivra la publication, deux exemplaires de chaque feuille ou livraison. Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de quatre-vingts piastres (50f) d'amende contre le gérant.

Art. 11. — Le nom du gérant sera imprimé au bas de tous les exemplaires, à peine contre l'imprimeur de vingt-cinq à cent soixante piastres (16 à 100 fr.) d'amende pour chaque numéro publié en contravention de la présente disposition.

§ 2 — Des rectifications

Art. 12. — Le gérant sera tenu d'insérer, gratuitement, en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique. Toutefois, ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondront. En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de cent soixante à seize cents piastres (100 à 1,000 fr.)

Art. 13. — Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration de trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de quatre-vingts à huit cents piastres (50 à 500 fr.), sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourra donner lieu.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée. Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces.

§ 3. — Des journaux ou écrits périodiques publiés en dehors de la Régence

Art. 14. — La circulation en Tunisie des journaux ou écrits périodiques publiés en dehors du territoire de la Régence, ne pourra être interdite que par une décision spéciale contresignée par le Ministre Résident de la République française à Tunis. La mise en vente ou la distribution faite sciemment au mépris de l'interdiction, sera punie d'une amende de quatre-vingts à huit cents piastres (50 à 500 fr.) (1).

CHAPITRE IV

Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.

§ 1er — Provocation aux crimes et délits

Art. 23. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du code pénal français.

Art. 24. — Ceux qui, par les moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué à commettre les crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, ou l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat prévus par les articles 75 et suivants, jusque et y compris l'article 101 du code pénal français, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de cent soixante à cinq mille piastres (100 à 3.000 fr.) d'amende (2).

Tous cris ou chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics, seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de vingt-cinq à huit cents piastres (16 à 500 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 25 (1).— Toute provocation, par l'un des moyens énoncés dans l'article 23, adressée à des militaires français ou tunisiens des armées de terre et de mer dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des

(1) Modifié par le décret du 6 mai 1893 ci-après.
(2) Modifié par le décret du 18 juin 1894 (15 hidjé 1301) ci-après.

lois et règlements militaires, sera punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de vingt-cinq à cent soixante piastres (16 à 100 fr.).

§ 2 — Délits contre la chose publique

Art. 26. — L'offense au Président de la République française par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 et dans l'article 28, est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cent soixante à cinq mille piastre (100 à 3,000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 27. — La publication ou reproduction des nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de quatre-vingts à seize cents piastres (50 à 1,000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque la publication ou reproduction sera de nature à troubler la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi.

Art. 28. — L'outrage aux bonnes mœurs commis par l'un des moyens énoncés en l'article 23, sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à trois mille trois cents piastres (16 à 2,000 fr.).

Les mêmes peines seront applicables à la mise en vente, à la distribution ou à l'exposition de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes.

§ 3 — Délits contre les personnes

Art. 29. — Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure.

Art. 30. — La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'art. 28, envers les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent soixante à cinq mille piastres (100 à 3,000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 31. — Sera punie de la même peine, la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leur fonction ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un assesseur ou un témoin à raison de sa déposition.

Art. 32. — La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de quarante à trois mille trois cents piastres (de 25 à 2.000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 33. — L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignées par les articles 30 et 31 de la présente loi, sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de vingt-cinq à huit cents piastres (16 à 500 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement. L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de vingt-cinq à huit cents piastres (16 à 500 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement. Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'art. 471 du code pénal français.

Art. 35. — La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie par les voies ordinaires dans le cas d'imputation contre les corps constitués, les armées de terre ou de mer, les administrations publiques et contre toutes les personnes énumérées dans l'article 31.

La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est apportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte. Dans toute autre circonstance et envers toute autre personne non qualifiée, lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites commencées à la requête du ministère public ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

§ 4 — Délits contre les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers

Art. 36. — L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cent soixante à

cinq mille piastres (100 à 3,000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 37. — L'outrage commis publiquement envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques et consulaires accrédités près de S. A. le Bey, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de quatre-vingts à trois mille trois cents piastres (50 à 2.000 fr.), ou de l'une de ces deux peines seulement.

§ 5 — Publications interdites. Immunités de la défense

Art. 38. — Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce, sous peine d'une amende de quatre-vingts à seize cents piastres (50 à 1,000 fr.).

Art. 39. — Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée, et de ceux pour lesquels le huis clos aura été prononcé. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès. Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés. Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures des cours et tribunaux. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de cent soixante à trois mille trois cents piastres (100 à 2.000 fr.).

Art. 40. — Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent soixante à seize cents piastres (100 à 1.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.)

Art. 41. — Ne donneront ouverture à aucune action, les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres françaises, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux chambres.

Ne donneront lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux chambres fait de bonne foi dans les journaux. Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou écrits produits devant les tribunaux. Pourront néanmoins les juges, saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires et condamner qui il appartiendra à des dommages-intérêts. Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats ou officiers ministériels et même les suspendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder deux mois et six mois en cas de récidive dans l'année.

Pourront, toutefois, les faits diffamatoires étrangers à la cause, donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsque ces actions leur auront été réservées par les tribunaux, et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

6 mai 1893 (20 chaoual 1310)

Décret modifiant l'article 14 de la loi sur la presse

Article unique. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 14 du décret du 14 octobre 1884 (26 hidjé 1301).

La circulation en Tunisie de journaux ou écrits périodiques, en dehors du territoire de la Régenee, ainsi que la publication et la circulation en Tunisie des journaux ou écrits périodiques en langue arabe ou hébraïque pourront être interdites par décision spéciale contresignée par le Résident général de la République française à Tunis.

L'impression, la mise en vente ou la distribution faits au mépris de l'interdiction seront punies d'une amende de 16 à 1,000 francs et en cas récidive d'un emprisonnement de 6 jours à trois mois.

18 juin 1894 (15 hidjé 1311)

Décret modifiant les articles 24 et 25 de la loi sur la presse et ajournant des dispositions nouvelles.

Article premier. — Sont promulguées en Tunisie les dispositions nouvelles suivantes des articles 24, paragraphes 1er et 25 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse modifiée par la loi du 12 décembre 1893 :

« Article 24. — Ceux qui, par l'un des « moyens énoncés en l'article précédent, au- « ront directement provoqué soit au vol, soit « au crime de meurtre, de pillage et d'incen- « die, soit à l'un des crimes punis par l'ar- « ticle 435 du code pénal, soit à l'un des « crimes et délits contre la sûreté extérieure « de l'Etat, prévus par les articles 75 et sui- « vants, jusques et y compris l'article 85 du « même code, seront punis, dans le cas où « cette provocation n'aurait pas été suivie « d'effet, d'un an à cinq ans d'emprisonne- « ment et de 100 fr. à 3.000 fr. d'amende.

« Ceux qui, par les mêmes moyens, auront « directement provoqué à l'un des crimes « contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus « par les articles 86 et suivants, jusques et y « compris l'article 101 du code pénal, seront « punis des mêmes peines.

« Seront punis de la même peine ceux qui, « par l'un des moyens énoncés en l'article 23, « auront fait l'apologie des crimes de meurtre, « de pillage ou d'incendie, ou du vol, ou de « l'un des crimes prévus par l'art. 435 du code « pénal.

« Article 25. — Toute provocation par l'un « des moyens énoncés en l'article 23 adressée « à des militaires des armées de terre ou de « mer, dans le but de les détourner de leurs « devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils « doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils « leur commandent pour l'exécution des lois « et règlements militaires, sera punie d'un « emprisonnement de un à cinq ans et d'une « amende de 100 à 3,000 francs. »

Art. 2. — Sont applicables à la Tunisie les dispositions suivantes de l'article 49, paragraphe 4, de la loi du 29 juillet 1881 :

« S'il y a condamnation, le jugement « pourra, dans les cas prévus aux articles 24, « paragraphe 1 et 3, et 25, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou « affiches saisis, et dans tous les cas ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient « mis en vente, distribués ou exposés aux « regards du public. Toutefois la suppression « ou la destruction pourra ne s'appliquer « qu'à certaines parties des exemplaires « saisis. »

Prises sur l'ennemi (1)

4 janvier 1882 (18 redjeb 1299)

Décret sur le partage des prises faites sur l'ennemi ou les rebelles.

Article premier. — Les prises faites par un détachement de notre armée ou par un contingent des tribus fidèles appartiendront aux capteurs pour les quatre cinquièmes; le cinquième restant sera versé à notre trésor.

Art. 2. — Les prises faites par un détachement de troupes françaises, agissant isolément et en vertu d'ordres positifs, lui sont acquises en totalité.

Art. 3. — Les prises faites par un corps ou une colonne expéditionnaire seront réparties par moitié entre les troupes et notre trésor, alors même que l'objet de l'expédition serait le recouvrement de l'impôt.

Nos soldats qui auraient concouru à ces prises, seront admis au partage de la moitié attribuée aux troupes au prorata de leur effectif.

Art. 4. — Si parmi les prises faites sur l'ennemi il se trouve des animaux ou objets ravis aux habitants paisibles, restitution leur en sera faite, pourvu qu'ils fournissent la preuve de leur propriété avant qu'il en ait été disposé. Après le partage des prises aucune réclamation des propriétaires ne pourra être admise.

Art. 5. — Les denrées et les animaux tels que chevaux et mulets, bœufs, moutons, etc, seront livrés à l'autorité militaire française qui pourra les acheter au prix courant ou les vendre, avec les autres objets provenant des prises, aux enchères publiques. La répartition des produits de ces ventes se fera conformément aux dispositions de ce décret.

Les armes et munitions de guerre seront livrées à l'autorité militaire française sans indemnité.

(1) Voir aussi : Maghzen.

Prisons (1)

Juin 1885 (châban 1302)

Décret portant règlement de la karaka de La Goulette (2)

Article premier. — Le directeur supérieur de la karaka (*bagne*) est le gouverneur de La Goulette.

Art. 2. — Le directeur particulier de ladite prison devra savoir écrire.

Art. 3. — Le directeur particulier tiendra les registres de cette prison et il en dirigera le service.

Art. 4. — Deux auxiliaires seront adjoints au directeur particulier.

Art. 5. — Un homme de garde couchera de nuit avec les prisonniers.

Art. 6. — Le directeur particulier devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'évasion des prisonniers. Il devra les employer à nettoyer leur local, se tenir propres eux-mêmes, laver leurs vêtements, étendre leurs couvertures, et à maintenir le bon ordre parmi eux.

Art. 7. — Il devra veiller à ce qu'ils ne se procurent ni des armes, ni boissons alcooliques, ou toute autre chose de nature à leur nuire.

(1) Voir aussi : Emprisonnement pour dettes.

(2) La karaka ou bagne, ayant été transférée à Porto-Farina il n'y a plus à La Goulette qu'un petit nombre de détenus.

Art. 8. — Toute infraction de la part des détenus aux prescriptions des articles 6 et 7 sera punie de la mise aux fers du délinquant qui n'aura, pendant ce temps, que du pain pour nourriture.

Art. 9. — Toute infraction grave sera signalée au directeur supérieur qui, à son tour, en informera le ministère. Celui-ci s'en réservera la répression.

Art. 10. — Il est interdit, tant au directeur particulier qu'à ses auxiliaires, de recevoir des prisonniers quoi que ce soit, ni de leur réclamer aucun paiement à leur sortie de prison.

Art. 11. — Si le directeur supérieur s'aperçoit de quelque manque de la part des gens employés à la prison, il demandera leur changement en faisant connaître en quoi ils ont manqué.

Art. 12. — Le directenr particulier est responsable de l'application de ce règlement, sous l'autorité de son chef, le directeur supérieur.

Art. 13. — Si un prisonnier possède de l'argent, en entrant, il le remettra au directeur particulier contre un reçu. Il pourra se faire délivrer, sur cet argent, dix piastres par mois. Il pourra aussi acheter des vêtements, s'il le veut, sur la somme déposée, et, à sa sortie de prison, l'argent qui lui resterait lui sera remis.

Art. 14. — La garde de soldats réguliers se tiendra à la porte de la prison. Ils ne laisseront sortir aucun prisonnier, si ce n'est en présence du directeur particulier ou de l'un de ses auxiliaires. La nuit, le factionnaire interpellera toutes les demi-heures le garde placé dans l'intérieur. Celui-ci répondra et se fera voir en personne. Sinon, le chef du poste de soldats avertira sur le champ l'officier commandant à La Goulette pour faire une perquisition dans la prison.

Art. 15. — Le caporal de garde devra faire appliquer, sous sa responsabilité, l'article qui précède.

Art. 16. — Le poste de garde devra avoir des munitions à toute éventualité.

Art. 17. — A chaque changement de poste, le directeur particulier devra faire connaître à la garde nouvelle les articles 14, 15 et 16 de ce règlement.

Art. 18. — Si un prisonnier tombe gravement malade, le directeur supérieur l'enverra à l'hôpital de Tunis et s'en fera délivrer un reçu du chef de l'hôpital. Il lui rendra ce reçu au retour du prisonnier.

Si un prisonnier meurt, le directeur supérieur informera le ministère de son décès.

4 août 1885 (23 chaoual 1302)

Arrêté du premier ministre portant règlement de la prison des femmes de Tunis

Article premier. — Le directeur de la prison des femmes n'acceptera aucune prisonnière sans ordre écrit par le juge condamnant, de même qu'il ne la libérera que par ordre écrit.

Art. 2. — Le directeur aura soin d'enregistrer dans le registre à ce destiné de la nouvelle-prison les ordres qu'il aura reçus par écrit soit pour emprisonner, soit pour libérer une femme.

Art. 3. — Le directeur de cette prison fera travailler les prisonnières au nettoyage de la prison. Il veillera à ce qu'elles ne s'évadent pas et, en cas de suspicion, il isolera la suspecte, sous sa responsabilité, dans un local séparé.

Art. 4. — Le directeur pourra isoler dans un local séparé, de un à sept jours, celle des prisonnières qui aurait querellé ses co-détenues, ou celle qui n'aura pas observé les dispositions des règlements.

Art. 5. — Toute prisonnière qui aura encouru une punition supérieure à celle indiquée dans l'article précédent, sera signalée par le directeur à l'autorité qui l'a condamnée afin qu'elle lui inflige la punition encourue.

Art. 6. — Toute prisonnière, isolée d'après l'article 4, qui fera du tapage, sera enchaînée par le directeur pendant la période fixée au même article.

3 janvier 1889 (30 rabia-ettani 1306)

Décret sur les prisons tunisiennes

CHAPITRE PREMIER

DU PERSONNEL

Article premier. — Chaque prison tunisienne est placée sous la direction d'un directeur ou d'un gardien-chef, nommé par arrêté de notre premier ministre ou du secrétaire général du gouvernement tunisien, et responsable de la garde des prisonniers, du maintien de l'ordre et de la discipline dans l'établissement et de la bonne tenue des registres du greffe.

Art. 2. — Son action s'étend sur toutes les parties du service intérieur. Tout le personnel de la prison lui est subordonné et lui doit obéissance. Il propose à notre premier ministre les punitions à infliger aux gardiens qui manqueraient à leur devoir.

Art. 3. — Il veille au service de propreté et désigne les détenus chargés d'exécuter les corvées.

Il reçoit en dépôt l'argent et les objets précieux appartenant aux prisonniers.

Il prononce contre ceux-ci les punitions prévues par le présent règlement.

Art. 4. — Il adresse chaque mois un rapport à notre premier ministre.

Art. 5. — Le droit de levée d'écrou *(alba)* est supprimé.

Il est interdit au personnel des prisons, sous peine de révocation, d'accepter de l'argent d'un détenu pour quelque motif que ce soit.

CHAPITRE II

Des détenus

Art. 6. — Aucun prisonnier ne peut être écroué sans un ordre écrit émanant de notre premier ministre ou de notre ministre de la plume, du secrétaire général du gouvernement tunisien ou du chef de l'une des trois sections du gouvernement tunisien, de l'un des juges d'instruction attachés au tribunal de l'ouzara, du tribunal du chara de Tunis, du ferik de la driba ou du commissaire central de police.

Art. 7. — Tout prisonnier, avant son incarcération, dépose au greffe, contre un reçu, l'argent et les objets dont il est porteur, et qui lui sont restitués au moment de sa libération. Il n'est autorisé à conserver par devers lui que les vêtements qui lui sont indispensables. Sur les fonds déposés par lui, il peut retirer jusqu'à concurrence de 20 piastres par mois; les sommes versées ou retirées par lui sont inscrites sur un registre spécial et au dos du reçu délivré par le greffe.

Des vêtements et des aliments préparés au dehors, et des objets énumérés sur une liste approuvée par notre premier ministre peuvent être remis aux détenus, sous le contrôle de l'administration de la prison.

L'introduction dans les prisons du vin et des boissons spiritueuses, de l'opium, du kif et du haschich est formellement interdite.

Art. 8. — Personne ne sera admis à visiter un détenu sans une autorisation écrite émanant de l'autorité qui aura ordonné l'incarcération, s'il s'agit d'un prévenu, et du secrétaire général du gouvernement tunisien ou de son délégué, s'il s'agit d'un condamné.

Art. 9. — Tout visiteur pourra être fouillé sur l'ordre du directeur ou du gardien-chef. Il ne sera admis à voir un prisonnier qu'au parloir et en présence d'un gardien. Il devra se conformer aux dispositions du règlement intérieur de la prison.

Art. 10. — Tout individu qui aura fait parvenir ou essayé de faire parvenir à un prisonnier une arme ou un instrument quelconque, ou qui lui aura facilité, de quelque manière que ce soit, les moyens de s'évader, sera passible d'une peine variant de six mois à cinq ans de prison, ou des travaux forcés.

Art. 11. — Les lettres écrites par les détenus seront remises ouvertes au directeur ou au gardien-chef, qui en autorise l'expédition si elles ne contiennent rien de contraire à la discipline de la prison ou à l'ordre public. Celles qui seraient adressées aux détenus seront ouvertes par le directeur ou le gardien-chef et ne seront remises au destinataire que si elles ne contiennent rien de contraire à la discipline de la prison ou à l'ordre public.

Les chefs de section du gouvernement tunisien et les juges d'instruction auprès du tribunal de l'ouzara auront le droit de se faire communiquer la correspondance des prévenus incarcérés par leur ordre.

Art. 12. — Les prévenus seront continuellement à la disposition du chef de la section des affaires pénales et des juges d'instruction, qui pourront ordonner leur mise au secret et les faire extraire de la prison, en tout temps, pour les interroger. Ils pourront également faire comparaître devant eux les condamnés cités comme témoins devant l'ouzara.

Art. 13. — Les prisonniers devront, lorsqu'ils en recevront l'ordre, exécuter pour le compte de l'Etat les travaux qui leur seront commandés.

Dans les prisons où le travail ne sera pas organisé, ils pourront être autorisés par le directeur, et sous sa responsabilité, à travailler pour leur compte, mais le prix de leur travail sera versé au greffe, contre reçu, conformément aux dispositions de l'art. 7.

Art. 14. — Les détenus qui n'auront pas atteint l'âge de seize ans seront incarcérés à part.

Art. 15. — Un mois avant l'expiration de la peine de chaque condamné à un an de prison et au-dessus, le directeur ou le gardien-chef devra informer le secrétaire général du gouvernement tunisien de l'endroit où le détenu demande à fixer sa résidence. Lorsque l'autorisation lui aura été accordée, le détenu devra s'y rendre par la route la plus directe, et immédiatement après sa libération, et, à l'arrivée, se présenter dans les vingt-quatre heures au contrôleur civil, ou, à défaut de ce fonctionnaire, au caïd de la localité.

Art. 16. — Si un détenu vient à mourir dans la prison, son décès est mentionné sur le registre d'écrou, et il en est immédiatement donné avis au secrétaire général du gouvernement tunisien.

CHAPITRE III

Des punitions

Art. 17. — Les punitions suivantes pourront être infligées par le directeur ou le gardien-chef :

1° Pour manque de respect au personnel ou négligence dans l'exécution d'un travail commandé, tapage ou querelle : privation de tout aliment autre que le pain et l'eau pendant une durée d'un jour à huit jours ;

2° Pour refus d'obéissance ou insultes à un gardien, pour rixe ou provocation à la désobéissance : de un jour à huit jours de cellule de correction ;

3° Pour coups et blessures légères sur la personne d'un autre détenu, pour acte d'immoralité, pour rébellion grave, pour tentative d'évasion ou pour tentative de corruption d'un gardien : de huit à quinze jours de cellule de correction ;

Le tout sans préjudice des peines correctionnelles qui pourraient être prononcées contre eux pour les mêmes faits ;

4° Les criminels dangereux et les détenus qui, par leur conduite, rendraient cette mesure nécessaire, pourront être enchaînés dans la cellule de correction ; ils devront être déliés pendant deux heures au moins chaque jour.

Les détenus mis en cellule de correction ne recevront aucune autre nourriture que du pain et de l'eau ; ils ne pourront avoir ni livres ni tabac et ne pourront recevoir aucun visiteur.

Art. 18. — Toutes les punitions prononcées par le directeur ou le gardien-chef devront être inscrites sur un registre spécial. Il en rendra compte à notre premier ministre dans son rapport mensuel.

Art. 19. — Dans les cas exceptionnels où les punitions prévues par l'art. 16 ci-dessus ne lui paraîtraient pas suffisantes, le directeur ou le gardien-chef pourra, dans un rapport spécial, demander à notre premier ministre d'infliger au coupable une pénalité plus grave.

Art. 20. — Tout détenu qui se rendrait coupable de meurtre ou de tentative de meurtre, ou de tout autre crime de droit commun, serait déféré au tribunal compétent.

CHAPITRE IV

Affectation des prisons

Art. 21. — La nouvelle prison de Tunis sera affectée aux individus détenus préventivement. Après leur condamnation, il seront évacués sur la prison désignée par l'ouzara.

Art. 22. — La karaka recevra les individus condamnés aux travaux forcés ; la Zendala du Bardo et les autres prisons qui seront désignées ultérieurement recevront les individus condamnés à l'emprisonnement.

Art. 23. — La prison de la driba ne recevra que les individus arrêtés par ordre du férik ou condamnés par lui en vertu du décret du 8 djoumadi-ettani 1301 (4 avril 1884).

Art. 24. — La prison du chara ne recevra que les individus incarcérés par ordre de ce tribunal. Ils ne pourront y séjourner plus d'un mois ; si leur peine n'est pas expirée au bout de ce temps, ils seront dirigés sur la nouvelle prison et mis à la disposition de l'ouzara.

CHAPITRE V

Du service de l'inspection

Art. 25. — L'inspecteur des prisons est nommé par décret.

Il devra visiter au moins deux fois par semaine chacune des prisons auxquelles est applicable le présent règlement.

Art. 26. — Sa mission consiste à veiller à l'observation des règlements et à contrôler l'exécution des marchés passés avec les fournisseurs.

Il vérifie, deux fois par mois, les registres des greffes et y appose son visa.

Art. 27. — Il pourra infliger aux prisonniers jusqu'à quinze jours de cellule de correction, mais il devra en rendre compte. Il pourra demander à notre premier ministre des punitions contre les fonctionnaires des prisons.

Art. 28. — Il adressera chaque mois à notre premier ministre un rapport sur la situation générale des prisons ; il pourra lui adresser des rapports plus fréquents, touchant des points particuliers du service, s'il le juge nécessaire.

CHAPITRE VI

Du service sanitaire

Art. 29. — Le service sanitaire des prisons est assuré par un docteur en médecine, nommé par arrêté du secrétaire général du gouvernement tunisien.

Art. 30. — Le médecin visitera chaque jour les prisons de Tunis et, au moins deux fois par semaine, les établissements pénitentiaires situés hors de Tunis. Il devra, en outre, aller donner à toute heure ses soins aux prisonniers, lorsqu'il sera requis à cet effet, dans les cas urgents, par le directeur ou le gardien-chef.

Le médecin prononce les admissions à l'infirmerie de la prison et ordonne l'entrée des détenus à l'hôpital. Tout prisonnier atteint d'une maladie contagieuse devra être évacué sur l'hôpital.

Le médecin constate les décès survenus dans la prison. Il peut, pour cause de santé, exempter à titre provisoire les détenus des corvées et du travail obligatoire.

Art. 31. — Les infirmiers sont placés sous ses ordres directs, pour tout ce qui concerne le service médical.

Art. 32. — Le médecin devra inspecter fréquemment les cachots et les cellules, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, et proposer au secrétaire général du gouvernement tunisien les mesures d'assainissement qui lui paraîtront nécessaires.

Il lui adresse, à la fin de chaque trimestre, un rapport sur l'état sanitaire des prisons.

CHAPITRE VIII

De la garde militaire des prisons

Art. 33. — Dans les prisons où des corps de garde seront installés, les chefs de poste devront pénétrer avec leurs hommes dans l'intérieur des cachots pour rétablir l'ordre parmi les détenus chaque fois qu'ils seront requis par le directeur, le gardien-chef ou son remplaçant.

Art. 34. — Les consignes particulières de chacun de ces postes seront arrêtées d'un commun accord entre notre premier ministre et notre ministre de la guerre.

Art. 35. — Les règlements intérieurs des prisons feront l'objet d'arrêtés du secrétaire général du gouvernement tunisien.

Art. 36. — Le présent règlement est appliquable à la nouvelle prison de Tunis, à la Zendala, à la prison de la driba et à celle du chara.

Son application pourra être étendue à d'autres prisons par des décrets ultérieurs.

Art. 37. — Toute disposition antérieure, contraire au présent décret, est et demeure abrogée.

9 septembre 1889 (14 moharrem 1307)

Décret transformant la prison de Nabeul en prison de courtes peines

Article premier. — La prison de Nabeul est transformée en prison de courtes peines.

Art. 2. — Le décret du 30 rabia-ettani 1306 (3 janvier 1889) lui sera applicable.

Art. 3. — L'inspection de cet établissement est confiée au caïd de Nabeul.

26 octobre 1891 (25 rabia-el-aoual 1309)

Décret autorisant le travail des condamnés dans les prisons et en réglementant le produit

Article premier. — Le travail des détenus est autorisé dans les maisons de détention qui seront déterminées par notre premier ministre.

Art. 2. — La part accordée aux détenus sur le produit de leur travail sera de cinq dixièmes (5/10es) ou de quatre dixièmes (4/10es) suivant les catégories auxquelles ils appartiennent par la nature de leur peines, savoir :

Cinq dixièmes aux condamnés à l'emprisonnement ;

Quatre dixièmes aux condamnés aux travaux forcés.

Elle sera divisée en deux parties égales : l'une sera tenue à la disposition des détenus pendant leur détention sous le contrôle de l'administration, l'autre sera mise en réserve pour leur être versée à l'époque de leur libération.

Le surplus sera attribué au Trésor.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé, etc.

Promulgation

27 janvier 1883 (8 rabia-el-aoual 1300)

Décret sur la publication et la promulgation des actes publics

Voulant déterminer, pour l'avenir, le mode de publication et les délais de promulgation des actes émanés de nous ou des différents chefs de service de notre gouvernement, nous établissons les règles suivantes :

Article premier. — Les actes sus-mentionnés seront publiés dans le *Raïd-et-Tounsi*, *Journal officiel tunisien*, en arabe et en français.

Art. 2. — Afin d'éviter toute controverse d'interprétation, le texte arabe servira aux tribunaux tunisiens, le texte français aux juridictions européennes.

Art. 3. — Les délais de promulgation, calculés de la date inscrite en date du *Journal officiel*, sont fixés ainsi qu'il suit :

Subdivision de Tunis, trois jours francs.
— du Kef, cinq jours francs.
— d'Aïn-Draham, cinq jours francs.
— de Sousse, huit jours francs.
— de Sfax, huit jours francs.
— de Gabès, dix jours francs.
— de Gafsa, quinze jours francs.

Art. 4. — Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront qu'aux actes postérieurs au 9 rabia-el-aoual 1300-18 janvier 1883.

10 novembre 1884

Décret du Président de la République déléguant le Résident général à l'effet d'approuver, au nom du gouvernement français, la promulgation et la mise à exécution des lois tunisiennes.

Article premier. — Le Résident de la République française à Tunis est délégué à l'effet d'approuver, au nom du gouvernement français, la promulgation et la mise à exécution, dans la Régence de Tunis, de tous les décrets rendus par S. A. le Bey.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret.

15 décembre 1884

Arrêté du Résident général sur la mise à exécution de divers décrets rendus par S. A. le Bey (1)

Nous, Paul Cambon, ministre plénipotentiaire, Résident de la République française ;

Vu le décret du 10 novembre 1884 dont l'article 1er est ainsi conçu : « Le Résident français à Tunis est délégué à l'effet d'approuver au nom du gouvernement français la promulgation et la mise à exécution dans la Régence de Tunis, de tous les décrets rendus par S. A. le Bey.

ARRÊTONS :

Les décrets de S. A. le Bey, dont la nomenclature suit, ayant été antérieurement promulgués et mis à exécution, continueront à être exécutés dans les conditions prévues par le décret du 10 décembre 1884, précité :

Décret de hidjé 1261 (1845) sur les khodors de Djerba.

Décret du 12 djoumadi-ettani 1273 (7 février 1857) fixant la taxe sur les légumes secs.

Décret du 10 sfar 1274 (30 septembre 1857) portant règlement des presses à huile de Tunis.

Décret du 29 sfar 1274 (19 octobre 1857) portant règlement des presses à huile de Tebourba, de Bizerte et de l'Outan-el-Guebli.

Décret de djoumadi el-aoual 1274 (décembre 1857), portant règlement des presses à huile à Tunis.

Décret du 20 moharrem 1275 (30 août 1858) instituant la municipalité de Tunis.

Décret du 30 hidjé 1276 (19 juillet 1860) sur les vins et spiritueux.

Décret du 26 rabia-el-aoual 1277 (12 octobre 1860), sur le kanoun des oliviers de Sousse, Monastir et Mehdia.

Décret du 28 rabia-ettani 1277 (13 novembre 1860), sur les vins et spiritueux.

Décret du 17 hidjé 1277 (26 juin 1261), réglementant les perceptions du fondouk el ghalla.

Décret du 12 ramadan 1278 (13 mars 1862), sur la fabrication des objets d'argent.

Décret du 25 chaoual 1278 (25 avril 1862), sur le kanoun des oliviers et dattiers de la province de Tozeur.

Décret du 25 chaoual 1278 (25 avril 1862), sur le kanoun des oliviers et dattiers de la province de Gafsa.

Décret du 25 chaoual 1278 (25 avril 1862) sur le kanoun des oliviers et dattiers des forêts de Chebika, Tamerza et Midas.

Décret du 12 châban 1282 (31 décembre 1865) sur les droits de chancellerie.

Décret du 12 hidjé 1284 (15 avril 1868) sur la commission financière.

Décret du 18 redjeb 1285 (4 novembre 1868) organisant l'achour sur les céréales.

Décret du 25 redjeb 1285 (11 novembre 1868) relatif à la caroube sur la vente des immeubles.

Décret du 26 rabia-el-aoual 1286 (5 juillet 1869), instituant la commission financière.

Décret du 27 djoumadi-ettani 1286 (4 octobre 1869), articles 7 à 10, relatifs à l'achour sur les céréales.

Décret du 1er châban 1286 (6 novembre 1869), sur l'exception du kanoun pour les jeunes plants d'oliviers et de dattiers.

Décret du 1er châban 1286 (6 novembre 1869) déterminant le kanoun des oliviers et dattiers de la province de Nefzaoua.

Décret du 1er châban 1286 (6 novembre 1869), sur le kanoun des oliviers et les mradjas de l'Outan-el-Guebli.

Décret du 10 châban 1286 (15 novembre 1869) sur les pouvoirs du président de la commission financière.

Arrangement du 23 mars 1870 (20 hidjé 1286), avec les créanciers de la Régence, portant fixation de la dette tunisienne.

Décret du 22 hidjé 1286 (25 mars 1870), approuvant l'arrangement du 23 mars 1870).

Décret du 17 sfar 1287 (19 mai 1870) organisant le service de la ghaba.

Décret du 17 sfar 1287 (19 mai 1870), sur la rémunération du personnel de la ghaba.

Décret du 15 djoumadi-el-aoual 1287 (13 août 1870), sur les frais de perception des dîmes.

Décret du 20 redjeb 1287 (16 octobre 1870),

(1) Nous ne donnons la nomenclature qui suit que pour mémoire et à titre de renseignement, la plupart des décrets qui y sont mentionnés étant abrogés.

exemptant la chaux tafezza du droit sur la fabrication.

Décret du 7 châban 1287 (2 novembre 1870) sur l'achour des céréales dans le Djérid.

Décret du 20 chaoual 1287 (13 janvier 1871), réglant les perceptions du marché aux huiles de Tunis.

Décret du 23 chaoual 1287 (16 janvier 1871), annexant les poids publics à la régie des tabacs.

Décret du 23 hidjé 1287 (16 mars 1871), sur le poinçonnage des matières d'argent.

Décret du 28 hidjé 1287 (21 mars 1871), sur les perceptions du marché aux huiles de Tunis.

Décret du 1er moharrem 1288 (23 mars 1871), relatif au domaine de l'Etat dit Sialla, sis dans la province de Sfax.

Décision beylicale du 28 moharrem 1288 (19 avril 1871), sur les titres invoqués contre l'Etat en fait de propriété immobilière.

Décret du 4 rabia-el-aoual 1288 (24 mai 1871), sur le kanoun des oliviers tiaches.

Décret du 17 rabia-el-aoual 1288 (6 juin 1871), sur le kanoun des oliviers au Kef.

Décret du 22 rabia-el-aoual 1288 (11 juin 1871) déterminant la nature et la quantité des droits perçus par dar el geld.

Décret du 6 rabia-ettani 1288 (25 juin 1871), spécifiant les cas de force majeure qui donnent droit à l'exonération de l'achour sur les céréales.

Décret du 9 djoumadi-el-aoual 1288 (27 juillet 1871), sur les fraudes en matière d'impôts.

Décision beylicale du 27 redjeb 1288 (12 octobre 1871), relative aux droits sur les savons.

Décret du 24 châban 1288 (8 novembre 1871) réglementant l'impôt du timbre.

Décret du 18 chaoual 1288 (31 décembre 1871), sur la remise des collecteurs d'impôts.

Décret du 28 kâda 1288 (8 février 1872), sur les poids publics.

Décret du 2 hidjé 1288 (12 février 1872), sur le fondouk el ghalla.

Décision beylicale du 15 moharrem 1289 (25 mars 1872), sur l'impôt du timbre.

Décret du 16 moharrem 1289 (26 mars 1872), sur le kanoun des oliviers de la Kessera.

Décision beylicale du 24 moharrem 1289 (3 avril 1872) sur la garantie des cheiks collecteurs d'impôts.

Décret du 28 moharrem 1289 (7 avril 1872), sur la remise accordée aux cheiks pour perception de l'achour.

Décision beylicale du 1er sfar 1289 (10 avril 1872), sur l'impôt du timbre.

Décret du 15 rabia-el-aoual 1289 (23 mai 1872), relatif à l'impôt sur le charbon et le bois.

Décision beylicale du 20 rabia-el-aoual 1289 (28 mai 1872), sur l'impôt du timbre.

Décision beylicale du 17 djoumadi-el-aoual 1289 (23 juillet 1872), sur l'impôt du timbre.

Décision beylicale du 28 redjeb 1289 (1er octobre 1872), sur le pesage de l'orfèvrerie d'argent.

Décret du 6 châban 1289 (9 octobre 1872), sur la police de la vente des matières d'or et d'argent.

Décret du 21 châban 1289 (24 octobre 1872), sur la remise aux collecteurs d'impôts.

Décret du 9 chaoual 1289 (10 décembre 1872), sur la fabrication des objets d'or.

Décision beylicale du 24 chaoual 1289 (25 décembre 1872), sur les garanties pour le recouvrement du kanoun.

Décret du 7 kâda 1289 (6 janvier 1873), relatif à l'impôt sur le savon.

Décret du 16 kâda 1289 (15 janvier 1873), sur les droits à payer pour les matières d'argent.

Décret du 20 kâda 1289 (19 janvier 1873), relatif à l'impôt sur le savon.

Décret du 21 kâda 1289 (20 janvier 1873), sur le pesage des matières d'or et d'argent.

Décret de hidjé 1289 (février 1873), sur la police de la vente des matières d'or et d'argent.

Décision beylicale du 29 hidjé 1289 (27 février 1873), sur le kanoun des oliviers donnés en gage.

Décret du 18 moharrem 1290 (18 mars 1873), sur le kanoun des oliviers et dattiers de l'Arad.

Décision beylicale du 15 sfar 1290 (14 avril 1873), sur les effets de l'accord entre acheteurs et vendeurs au sujet du paiement des taxes.

Décision beylicale du 17 rabia-el-aoual 1290 (15 mai 1873), sur l'impôt du timbre.

Décret du 27 rabia-el-aoual 1290 (25 mai 1873), sur les remises allouées aux cheiks collecteurs de l'achour.

Décret du 29 rabia-el-aoual 1290 (27 mai 1873), réglementant la caroube sur les loyers dans les villes de Tunis, Sousse, Monastir, Sfax, Kairouan et la banlieue de Tunis.

Décret du 21 rabia-ettani 1290 (18 juin 1873), sur l'impôt du timbre.

Décision beylicale du 12 djoumadi-el-aoual 1290 (8 juillet 1873), sur les centimes additionnels au kanoun du Djérid.

Arrêté ministériel du 26 djoumadi-el-aoual 1290 (22 juillet 1873), sur le fondouk el ghalla.

Décision beylicale du 18 djoumadi-ettani 1290 (12 août 1873), sur l'impôt du timbre.

Décision beylicale du 15 redjeb 1290 (8 septembre 1873), sur les adjudications du fermage de la dîme des oliviers.

Décret du 19 redjeb 1290 (12 septembre 1873), sur l'impôt du timbre.

Décret du 24 chaoual 1290 (15 décembre 1873), substituant la dîme au kanoun pour une partie des oliviers de l'Outan-el-Guebli.

Décret du 2 kâda 1290 (22 décembre 1873), relatif aux droits sur la chaux et les briques.

Décret du 14 kâda 1290 (3 janvier 1874), sur la perception de divers droits spéciaux aux ports de Djerba.

Décret du 14 moharrem 1291 (3 mars 1874), sur la fabrication des objets d'argent.

Décret du 16 moharrem 1291 (5 mars 1874), réglementant le marché au charbon et au bois.

Décret du 16 moharrem 1291 (5 mars 1874), sur la perception des droits de dar el geld.

Décret du 30 moharrem 1291 (19 mars 1874), sur la perception des droits sur les céréales et les légumes secs à Tunis.

Décret du 27 sfar 1291 (15 avril 1874), sur la perception des droits de dar el geld.

Décret du 27 sfar 1291 (15 avril 1874), sur le tour de rôle des navires en chargement.

Décret du 28 sfar 1291 (16 avril 1874), réglant le paiement du droit sur les peaux à Kairouan.

Arrêté ministériel du 3 rabia-ettani 1291 (20 mai 1874), sur l'évaluation des citernes à huile du Sahel, en vue du paiement de la caroube sur la valeur locative.

Décret du 2 djoumadi-el-aoual 1291 (17 juin 1874), fixant les droits sur les céréales et les légumes secs dans les villes de Sousse, Monastir, Mehdia, Sfax et Bizerte.

Décision beylicale du 12 djoumadi-el-aoual 1291 (27 juin 1874), sur le versement des dîmes.

Décision beylicale du 28 djoumadi-ettani 1291 (11 août 1874), sur la vente des céréales.

Décision beylicale du 22 châban 1291 (4 octobre 1874), réglant le mode d'achat sur les marchés aux céréales de Tunis.

Décret du 2 ramadan 1291 (13 octobre 1874), sur les poids publics.

Décision beylicale du 10 ramadan 1291 (21 octobre 1874) sur le salaire des mesureurs des céréales.

Décret du 15 ramadan 1291 (26 octobre 1874), sur l'embarquement des huiles.

Décision beylicale du 23 hidjé 1291 (31 janvier 1875), prohibant la plantation du takrouri.

Décision beylicale du 30 hidjé 1291 (7 février 1875), sur le transfert des enzels sur les biens domaniaux.

Décision beylicale du 16 moharrem 1292 (22 février 1875), sur la sortie des céréales par les portes des villes.

Décision beylicale du 19 moharrem 1292 (25 février 1872), sur la remise des cheiks collecteurs de l'achour.

Décret du 29 sfar 1292 (6 avril 1875), sur une taxe sur le bois perçue par dar el geld.

Décision beylicale du 19 rabia-el-aoual 1292 (25 avril 1875), sur l'impôt du timbre.

Décret du 22 rabia-el-aoual 1292 (28 avril 1875), modifiant le règlement du conseil d'administration des revenus concédés.

Décret du 20 redjeb 1292 (22 août 1875), relatif à la taxe sur le charbon.

Décision beylicale du 30 redjeb 1292 (1er septembre 1875), sur l'impôt du timbre.

Décret du 1er châban 1292 (2 septembre 1875), sur les garanties pour le recouvrement du kanoun.

Décret du 11 chaoual 1292 (10 novembre 1865), sur le kanoun des oliviers des Metellits.

Décret du 16 chaoual 1292 (15 novembre 1875), sur la distillation des fruits secs.

Décret du 20 kâda 1292 (18 décembre 1875), sur les titres invoqués contre l'Etat pour la possession des terres mortes à Sfax.

Décret du 25 hidjé 1292 (22 janvier 1876), sur la garantie des cheiks collecteurs d'impôts.

Décret du 9 sfar 1293 (6 mars 1876), sur la prescription quinquennale des coupons de la dette.

Décision beylicale du 27 sfar 1293 (24 mars 1876), sur l'impôt du timbre.

Décret du 4 châban 1293 (25 août 1876), relatif à l'impôt sur le savon.

Décret du 24 châban 1293 (14 septembre 1876), sur la fabrication et la vente du plâtre.

Décret du 1er ramadan 1293 (20 septembre 1876), sur la vente des matières d'or.

Décret du 18 chaoual 1293 (6 novembre 1876), sur le kanoun des oliviers à Zarziz.

Décret du 19 chaoual 1293 (7 novembre 1876), sur le kanoun des oliviers à Gafsa.

Décret du 29 hidjé 1293 (15 janvier 1877, relatif aux droits sur les graines de lin.

Décret du 3 rabia-el-aoual 1294 (18 mars 1877), sur les quittances d'impôt.

Décision beylicale du 4 châban 1294 (14 août 1877), sur la restitution des droits de mesurage des céréales en cas d'exportation.

Décret du 12 ramadan 1294 (20 septembre 1877), sur le kanoun des oliviers et les mradjas, de Sfax.

Décret du 6 rabia-el-aoual 1295 (10 mars 1878), sur la vente des matières d'argent.

Décret du 25 djoumadi-el-aoual 1295 (27 mai 1878), sur diverses taxes perçues par le dar el geld et le fondouk el ghalla.

Décret du 4 kâda 1295 (30 octobre 1878), sur la justification de l'acquittement de la caroube

sur les loyers à exiger en cas de transfert d'immeuble.

Arrêté ministériel du 6 sfar 1296 (30 janvier 1879), fixant le tarif de la vente de la poudre.

Décret du 18 rabia-el-aoual 1296, (12 mars 1879), établissant une taxe sur les voitures et charrettes de Tunis.

Décision beylicale du 6 djoumadi-el-aoual 1296 (28 avril 1879), sur les frais de quittance de la rabta.

Décret du 20 djoumadi-ettani 1296 (11 juin 1879), sur diverses taxes perçues par le fondouk el ghalla.

Décret du 19 chaoual 1296 (6 octobre 1879), sur la décoration du Nichan Iftikar.

Décret du 6 kâda 1296 (22 octobre 1879), sur le fondouk el ghalla.

Décret du 5 kâda 1297 (9 octobre 1880), interprétant le décret du 26 rabia-el-aoual 1286 (5 juillet 1869), et l'arrangement du 23 mars 1870.

Décision beylicale du 9 sfar 1298 (11 janvier 1881), sur la garantie des cheiks collecteurs d'impôts.

Décret du 5 rabia-el-aoual 1298 (5 février 1881), modifiant l'article 3 du règlement du conseil d'administration des revenus concédés.

Décret du 25 djoumadi-ettani 1298 (25 mai 1881, établissant un droit sur les farines, semoules, etc.

Décret du 10 redjeb 1298 (8 juin 1881), modifiant les articles 1, 3 et 5 du règlement du conseil d'administration des revenus concédés.

Décret du 6 hidjé 1298 (30 octobre 1881), relatif à la participation des riverains aux dépenses de construction de divers rues et égouts de la ville de Tunis.

Décret du 15 sfar 1299 (6 janvier 1882), relatif aux aliénations des biens de l'Etat.

Décret du 1er djoumadi-el-aoual 1299 (21 mars 1882), sur le magasinage des marchandises à la douane de Tunis et de La Goulette.

Décret du 1er djoumadi-ettani 1299 (20 avril 1882), sur la vente des charbons.

Décret du 25 châban 1299 (12 juillet 1882) fixant le prix du transport des marchandises à la douane de Tunis.

Décret du 1er moharrem 1300 (11 novembre 1882), sur le fondouk de l'huile.

Décret du 16 sfar 1300 (27 décembre 1882), déclarant propriété de l'Etat les fruits des biens des dissidents du Djérid.

Décret du 28 sfar 1300 (8 janvier 1883), réglementant la participation des riverains aux dépenses de construction et de grosses réparations des rues et égouts de Tunis.

Décret du 28 sfar 1300 (8 janvier 1883), établissant une taxe pour l'entretien des rues et égouts de la ville de Tunis.

Arrêté ministériel du 5 rabia-el-aoual 1300 (14 janvier 1883) sur la décoration du Nichan Iftikar.

Décret du 9 rabia-el-aoual 1300 (18 janvier 1883) réglementant l'introduction et la vente des armes.

Décret du 18 rabia-el-aoual 1300 (27 janvier 1883) réglementant la publication et la promulgation des lois, décrets et actes publics.

Décret du 18 rabia-el-aoual 1300 (27 janvier 1883) édictant des mesures préventives contre le phylloxera.

Décret du 26 rabia-el-aoual 1300 (4 février 1883) instituant un secrétariat général du gouvernement tunisien.

Décret du 9 rabia-ettani 1300 (17 février 1883) sur le pâturage dans l'île de Djerba.

Décret du 14 rabia-ettani 1300 (22 février 1883) relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de voirie municipale à Tunis.

Décret du 3 djoumadi-el-aoual 1300 (12 mars 1883) sur l'établissement et le règlement du budget de l'Etat.

Décret du 2 djoumadi-ettani 1300 (10 avril 1883) allouant des indemnités aux Européens victimes des événements insurrectionnels de Sfax.

Décret du 10 djoumadi-ettani 1300 (18 avril 1883) promulguant la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie.

Décret du 27 djoumadi-ettani 1300 (5 mai 1883) étendant aux étrangers la juridiction des tribunaux français.

Décret du 28 djoumadi-ettani 1300 (6 mai 1883) instituant une direction de l'enseignement public.

Décret du 9 châban 1300 (14 juin 1883) prescrivant la délimitation des propriétés riveraines du lac de Tunis près de la Marine.

Décret du 23 châban 1300 (28 juin 1883) instituant une direction des forêts de la Régence.

Décret du 20 ramadan 1300 (25 juillet 1883) organisant le service des travaux publics de la Régence.

Décret du 15 chaoual 1300 (18 août 1883) interdisant la pêche à la torpille dans la rade et le canal de La Goulette et dans la baie de Radès.

Décret du 28 kâda 1300 (30 septembre 1883) soumettant les Tunisiens incorporés dans les compagnies mixtes aux dispositions du code de justice militaire français.

Décret du 8 hidjé 1300 (10 octobre 1883) portant fixation du budget de l'Etat pour l'exercice 1300.

Décret du 17 hidjé 1300 (19 octobre 1883) classant diverses places de guerre.

Décret du 29 hidjé 1300 (31 octobre 1883)

relatif à l'organisation municipale de la ville de Tunis.

Décret du 11 moharrem 1301 (11 novembre 1883), articles 5 et 6, relatifs au paiement des indemnités de Sfax.

Décret du 17 moharrem 1301 (17 novembre 1883) fixant la taxe des kefassas due à dar el geld.

Décret du 28 moharrem 1301 (28 novembre 1883) portant fixation des droits perçus à Tunis et à La Goulette sur le charbon et le bois d'araar.

Décret du 13 sfar 1301 (13 décembre 1883) sur les indemnités de Sfax.

Décret du 17 sfar 1301 (17 décembre 1883) sur la police des rades et ports.

Décret du 19 sfar 1301 (17 décembre 1883) sur l'établissement et le règlement du budget de l'Etat.

Décret du 10 rabia-el-aoual 1301 (9 janvier 1884) déclarant propriété de l'Eéat les fruits des biens des dissidents des Neffat.

Décret du 1er djoumadi-el-aoual 1301 (27 février 1884) relatif au paiement du solde des indemnités de Sfax.

Décret du 2 djoumadi-el-aoual 1301 (28 février 1884) réglementant la perception des taxes de dar el geld de Tunis sur les animaux des espèces bovine et ovine.

Décret du 7 djoumadi-el-aoual 1301 (4 mars 1894) réglementant le fondouk el ghalla de Tunis.

Décret du 12 djoumadi-el-aoual 1301 (9 mars 1884) relatif à la période pendant laquelle s'exerceront les droits de l'Etat sur les fruits des biens des dissidents.

Décret du 15 djoumadi-el-aoual 1301 (12 mars 1884) réglementant la chasse.

Décret du 15 djoumadi-el-aoual 1301 (12 mars 1884), articles 4 et 7, relatifs à l'importation des chéchias.

Arrêté ministériel du 7 djoumadi-ettani 1301 (3 avril 1884) sur la garantie des cheiks collecteurs d'impôts.

Décret du 27 djoumadi-ettani 1301 (23 avril 1884) approuvant la convention du 15 du même mois (11 avril 1884) relative à l'éclairage au gaz de la ville de Tunis.

Décret du 12 redjeb 1301 (7 mai 1884) portant concession de mines de fer, d'un chemin de fer et d'un port au cap Serrat.

Décret du 12 redjeb 1301 (7 mai 1884) portant concession de mines de fer, d'un chemin de fer et d'un port à Tabarka.

Convention du 22 redjeb 1301 (17 mai 1884) relative à l'extradition des Tunisiens et des Algériens.

Décret du 1er châban 1301 (26 mai 1884) sur la police des quais et appontements des ports.

Décret du 2 châban 1301 (27 mai 1884) autorisant l'émission d'une rente perpétuelle 4 0/0 de 6,307,520 fr.

Décret du 5 châban 1301 (31 mai 1884) réglementant le transport des voyageurs entre la rade et La Goulette.

Décret du 8 châban 1301 (2 juin 1884) établissant une taxe municipale à Sfax.

Décret du 9 châban 1301 (3 juin 1884) réglementant le marché aux huiles de Tunis.

Décret du 16 châban 1301 (10 juin 1884) instituant la municipalité de La Goulette.

Décret du 26 châban 1301 (19 juin 1884) réglementant le tarif du timbre sur les quittances des contribuables.

Décret du 9 ramadan 1301 (2 juillet 1884) autorisant la municipalité de Tunis à prendre certaines mesures de salubrité.

Décret du 15 ramadan 1301 (8 juillet 1884) instituant la municipalité du Kef.

Décret du 15 ramadan 1301 (8 juillet 1884) prescrivant des mesures de salubrité à Tunis.

Décret du 15 ramadan 1301 (8 juillet 1884) relatif au barrage des égouts de Tunis.

Décret du 17 ramadan 1301 (10 juillet 1884) complétant le décret organique du timbre en date du 24 châban 1288 (8 novembre 1871) et portant une disposition formelle pour les titres non timbrés.

Décret du 23 ramadan 1301 (16 juillet 1884) instituant les municipalités de Sfax, Sousse et Bizerte.

Décret du 30 ramadan 1301 (23 juillet 1884) interdisant les jeux de hasard.

Décret du 8 chaoual 1301 (30 juillet 1884) sur la police des inhumations à Tunis.

Décret du 9 chaoual 1301 (31 juillet 1884) étendant la juridiction des tribunaux français.

Décret du 13 chaoual 1301 (6 août 1884) relatif à la prestation de serment des agents chargés de verbaliser.

Décret du 11 kâda 1301 (1er septembre 1884) sur la chaux et les briques fabriquées à Tunis et dans sa banlieue.

Décret du 27 kâda 1301 (17 septembre 1884) sur la taxe des animaux destinés à la boucherie.

Décret du 3 hidjé 1301 (23 septembre 1884) portant remise aux villes de Tunis, La Goulette, Sfax et Sousse de la caroube sur les loyers.

Décret du 13 hidjé 1301 (2 octobre 1884) portant suppression de la commission financière et de l'administration des revenus concédés, et organisant la direction des finances.

Décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884) réglementant les douanes et les monopoles de l'Etat.

Décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884) supprimant les teskerets d'importation et les droits de giornata.

Décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884) fixant les droits d'importation sur les huiles.

Décret du 18 hidjé 1301 (7 octobre 1884) accordant un délai de trois mois pour la mise en exécution de l'article 105 du décret du 14 hidjé 1301 (3 octobre 1884).

Décret du 18 hidjé 1301 (7 octobre 1884) portant fixation du budget de l'Etat pour l'exercice 1302.

Décret du 22 hidjé 1301 (11 octobre 1884) établissant une taxe sur les voitures publiques à Tunis.

Décret du 25 hidjé 1301 (14 octobre 1884) sur la liberté de la presse.

Décret du 20 moharrem 1302 (8 novembre 1884) sur l'établissement et le règlement du budget de l'Etat.

Décret du 26 moharrem 1302 (14 novembre 1884) approuvant la convention du 6 du même mois (25 octobre 1884) relative à l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue.

Décret du 27 moharrem 1302 (15 novembre 1884) établissant les tarifs des droits à percevoir sur les cafetiers pour occupation de la voie publique à Tunis.

Décrets des 3 kâda 1255 (1839), 14 et 30 chaoual 1256 (1840), rabia-ettani 1264 (1848), 4 rabia-ettani 1265 (1849), 18 kâda 1272 (21 juillet 1856), moharrem 1288 (avril 1871), 3 hidjé 1288 (13 février 1872), 6 redjeb 1294 (17 juillet 1872), moharrem 1300 (décembre 1882), 13 sfar 1300 (24 décembre 1882), 1er rabia-ettani 1301 (30 janvier 1884), arrêtés ministériels des 17 moharrem 1288 (8 avril 1871), 6 hidjé 1301 (26 septembre 1884), et usages qui ont modifié ces décrets et arrêtés relatifs aux mahsoulats de La Goulette, Bardo, Ariana, Mehdia, Ksoursef, Sousse, Kairouan, Kef, Mateur, Hammamet, Teboursouk, Nébeul, Gallipia, Soliman, Menzel-bou-Zelfa, Bizerte, Testour, Zaghouan, Tebourba, Kessera, Gafsa, Tozeur, Oudian, Nefta, Arad, Regba, Kroumirie, Sakiet-Sidi-Youcef et Béja.

Fait à Tunis, le 15 décembre 1884.

PAUL CAMBON.

Recrutement

12 janvier 1892 (12 djoumadi-ettani 1309)

Loi sur le recrutement en Tunisie modifiée par les décrets du 4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312) et 11 septembre 1895 (22 rabia-el-aoual 1313).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — La présente loi a pour but d'assurer, chaque année, par voie du tirage au sort, le prélèvement des contingents nécessaires pour tenir au complet les effectifs;

1° De la garde beylicale et du service des ports;

2° Des régiments de tirailleurs et de spahis entretenus par la France dans la Régence.

Art. 2 (1). — Tous nos sujets musulmans du territoire de recrutement sont soumis à la présente loi comme il sera dit dans les articles suivants.

Art. 3. — La durée du service millitaire est de 2 ans, à l'expiration desquels les soldats sont libérés.

(1) Décret du 4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312).

Art. 4 (1). — Les hommes libérés chaque année du service actif sont remplacés par voie de tirage au sort et conformément à la présente loi par des jeunes gens de 18 à 21 ans inclus.

Le temps pendant lequel les populations du territoire de recrutement restent soumises au tirage au sort est donc de quatre années.

Art. 5. — Les contingents sont prélevés sur les populations désignées par décret pris chaque année sur la proposition de notre ministre de la guerre et de notre premier ministre.

Art. 6. — Le territoire dont les populations sont appelées à prendre part au tirage au sort porte le nom de : « *Territoire de recrutement* ».

Art. 7. — Le territoire de recrutement est divisé en circonscriptions de recrutement ; chacune de ces circonscriptions est elle-même subdivisée en cantons de tirage au sort; chaque canton comprend une ou plusieurs fractions, un ou plusieurs villages.

Art. 8. — Notre ministre de la guerre détermine chaque année ces différentes divisions et subdivisions.

(1) Décret du 11 septembre 1895 (22 rabia-el-aoual 1313).

RECENSEMENT

Art. 9. — Tous les ans, dans le courant du mois de novembre, les cheiks du territoire de recrutement procèdent, sous la surveillance des gouverneurs, au recensement des jeunes gens qui seront en âge de servir au 1er janvier de l'année suivante.

Art. 10. — L'âge pour le service militaire est fixé à 18 ans accomplis.

Art. 11. — Les jeunes gens ainsi recensés chaque année sont inscrits sur des listes spéciales dites : « *Listes de recensement* ».

Art. 12. — Les gouverneurs doivent faire inscrire :

1° Tous les jeunes gens qui auront 18 ans accomplis au 1er janvier de l'année suivante ;

2° Tous les jeunes gens qui. par suite d'omission, n'auraient pas été inscrits les années précédentes, bien qu'ayant atteint l'âge du service militaire ;

3° Tous les jeunes gens qui, n'étant pas originaires du territoire de recrutement, habitent ce territoire.

Art. 13. — Les jeunes gens originaires du territoire de recrutement et habitant un territoire non soumis à l'application de la loi, sont recensés par les soins des gouverneurs de leurs pays d'origine.

Art. 14. — Les listes de recensement sont établies en double expédition, elles sont certifiées exactes et signées par les gouverneurs.

L'une de ces expéditions est affichée par les soins du gouverneur. Ce chef indigène donne au recensement la plus grande publicité.

La seconde expédition doit parvenir, le 1er janvier au plus tard, au ministère de la guerre. *(Administration centrale de l'armée tunisienne).*

Art. 15. — Les listes de recensement sont transcrites, à l'administration centrale, sur des registres dits « *Registres de recrutement* ».

Art. 16. — Il est ouvert un registre par canton.

Art. 17. — Tous les jeunes gens recensés restent inscrits sur les registres du recrutement jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 26 ans.

RECRUTEMENT

Art. 18. — Le contingent à prélever chaque année pour remplacer les soldats libérés est déterminé par décret.

Art. 19. — Le contingent est réparti par canton, proportionnellement au nombre des inscrits de chaque canton.

Art. 19 *bis* (1). — Dans chaque canton il sera désigné en plus du contingent et par ordre de tirage des jeunes gens dits *supplémentaires* destinés à combler le déficit qui pourrait se produire dans le contingent. Ces supplémentaires, dont le nombre sera fixé tous les ans par le même décret que le contingent, seront à la disposition de notre ministre de la guerre qui pourra les appeler suivant les besoins.

Art. 20. — Tous les ans, vers la fin d'avril, notre ministre de la guerre forme des commissions dites :

« *Commissions du tirage au sort.* »

Le nombre de ces commissions est égal à celui des circonscriptions de recrutement.

Chacune d'elles porte le même numéro que la circonscription sur le territoire de laquelle elle doit opérer.

Art. 21. — En dehors du gouverneur du lieu, président, chacune de ces commissions est composée de la façon suivante :

1° Un officier français ;

2° Un personnage tunisien désigné par décret, ayant tous les deux voix délibérative ;

3° Un médecin militaire ;

4° Un interprète militaire.

Art. 22. — Ces commissions se transportent aux chefs-lieux de chaque canton en suivant un itinéraire publié à l'avance par un tableau dit : « *Tableau de la répartition du contingent et itinéraires des commissions.* »

Art. 23. — Ce tableau, dont les gouverneurs reçoivent des exemplaires en nombre suffisant pour le faire afficher dans chaque chef-lieu de canton, comporte :

1° Les chefs-lieux de canton avec les villes, villages et fractions qui en dépendent ;

2° Le nombre des inscrits par canton ;

3° Le nombre des recrues à prélever dans chaque canton ;

4° L'itinéraire de chaque commission ainsi que les dates auxquelles doivent avoir lieu, dans chaque canton, les opérations du tirage au sort.

Art. 24. — Tous les jeunes gens inscrits sur les registres du recrutement doivent être réunis, par les soins du gouverneur, au chef-lieu du canton auquel ils appartiennent, la veille du jour fixé pour le commencement des opérations.

Art. 25. — Les gouverneurs doivent assister à toutes les séances qui ont lieu sur le territoire de leur circonscription, il les président.

Art. 26. — Ils fixent l'heure à laquelle doit commencer chaque séance ; ils en prononcent la clôture.

Art. 27. — Les séances sont publiques. Tous les cheiks doivent y assister.

(1) Décret du 4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312).

Art. 28 . — En cas d'empêchement, les gouverneurs sontremplacés, pendant les séances, par leur khalifa ; à défaut de khalifa, par le plus ancien cheik du canton.

Mais khalifa ou cheik, tout en ayant voix délibérative, ne peuvent pas présider les séances. La présidence est exercée, dans ce cas, par le personnage tunisien dont il est fait mention à l'art. 21.

Art. 29. — Les gouverneurs intérimaires nommés par décret jouissent des mêmes prérogatives que les titulaires.

Art. 30. — Dans chaque chef-lieu de canton, les opérations ont lieu de la façon suivante :

1° Appel des inscrits ;

2° Tirage au sort ;

3° Prélèvement du contingent.

Art. 31. — Tous les inscrits doivent se présenter à la commission et répondre à l'appel, à moins d'impossibilité absolue et dûment constatée, ou d'autorisation spéciale qui ne peut être accordée que par notre ministre de la guerre.

Article 32. — Dans le cas d'impossibilité absolue, le cheik tire au sort pour l'absent.

Dans le cas d'autorisation, notre ministre de la guerre fait connaître à la commission s'il y a lieu de faire tirer le cheik pour l'absent ou s'il y a lieu de prononcer l'exemption de ce dernier.

Art. 33. — La commission fait connaître à chaque inscrit l'âge porté sur le registre ; elle rectifie les âges le cas échéant.

Art. 34. — Sont rayés au fur et à mesure de l'appel, les jeunes gens figurant à tort sur les registres (décédés, incorporés et non rayés, etc.).

Sont ajoutés ceux qui, omis par les cheiks sur les listes de recensement, sont présentés à la commission.

Art. 35. — Sont portés sur la liste spéciale tous ceux qui ne répondent pas à l'appel et qui ne se trouvent pas dans l'un des cas prévus à l'art. 32.

Cette liste constituera la liste des inscrits d'office comme absents au tirage au sort. Ces inscrits d'office, activement recherchés, sont remis à l'autorité militaire dès qu'ils viennent à être arrêtés.

Art. 36. — En faisant l'appel, la commission examine la situation des jeunes gens qui, devant être exemptés pour un an, ne prennent pas part au tirage au sort : ce sont :

1° Les élèves-maîtres ayant contracté l'engagement de servir pendant 10 ans comme instituteurs ou moueddebs publics à la condition qu'ils seront nommés instituteurs ou moueddebs par le gouvernement ;

2° Les élèves du collège Sadiki jusqu'à l'achèvement de leurs études ;

3° Les indigènes qui auront obtenu le certificat d'études primaires ;

4° Les élèves qui sont inscrits depuis un an au moins et qui suivent régulièrement les cours des mosquées. Ces élèves devront justifier, devant une commission, de connaissances suffisantes en langue arabe (1) ;

5° Les titulaires des fonctions religieuses, cadis, muftis ;

6° Les 42 professeurs de la Grande Mosquée ;

7° Les prédicateurs des mosquées et les imans exerçant eux-mêmes leur ministère ;

8° Les secrétaires titulaires du ministère, les cheiks collecteurs, les khalifas et les gouverneurs ;

9° Les janissaires, les interprètes, les censaux et domestiques des consulats munis d'un amra du Bey ;

10° Les chaouchs, cavaliers-guides, khodjas attachés à l'armée française, ainsi que les cavaliers du maghzen ;

11° Les cavaliers des oudjaks des circonscriptions de contrôle ;

12° Les gardiens des phares.

Art. 37. — Tous les jeunes gens qui réclament le bénéfice de l'exemption doivent être en possession d'une pièce authentique attestant qu'ils sont dans l'un des 12 cas prévus par l'article précédent.

Art. 38. — La commission classe à part les inscrits d'office des années précédentes qui sont présents.

Ces jeunes gens ne doivent pas, en principe, être admis à prendre part au tirage au sort.

Art. 39. — Ils seront examinés en premier lieu ; s'ils doivent être incorporés, ils comptent dans le contingent à prélever sur le canton et sont inscrits en tête de la liste des appelés avec la mention : « *Pris d'office.* »

Art. 40. — Ils peuvent être également réformés ou ajournés pour l'un des 3 premiers cas prévus à l'art. 45.

Enfin, si, après enquête, la commission excuse l'absence qui a motivé l'inscription d'office de l'année ou des années précédentes, ils sont admis, comme faveur spéciale, à prendre part au tirage au sort.

Art. 41. — L'ordre dans lequel les fractions ou villages d'un même canton doivent participer au tirage, est déterminé par le sort.

Dans chaque fraction ou village, le tirage a

---

(1) A partir de 1896, les étudiants devront justifier qu'ils possèdent des notions suffisantes de la langue française (art. 5 du décret du 24 janvier 1893 (6 redjeb 1310).

lieu en suivant l'ordre d'inscription des noms sur les registres.

Un nombre de numéros successifs, à partir du nº 1 et égal au nombre des jeunes gens qui doivent prendre part au tirage au sort, est mis dans un sac.

Ce sac est remis à l'un des membres de la commission.

A l'appel de son nom, l'homme s'approche, plonge la main dans le sac, en extrait un numéro et le remet au président de la commission qui en donne lecture à haute voix.

Ce numéro est inscrit sur le registre de recrutement en regard du nom de l'homme.

Art. 42. — L'opération du tirage au sort ne peut pas être recommencée.

Art. 43. — La commission examine les hommes en suivant l'ordre des numéros qu'ils ont tirés et en commençant par le numéro le plus bas.

Art. 44. — Sont réformés, et reçoivent de la commission un certificat de réforme, les jeunes gens qui sont déclarés impropres à tout jamais au service militaire.

Art. 45. — Sont ajournés à l'année suivante:

1º Ceux dont la taille est inférieure à 1m54;

2º Ceux qui sont trop faibles de constitution;

3º Ceux qui, tout en étant malades au point de ne pouvoir être incorporés dans l'année, sont cependant susceptibles de guérison;

4º Le plus jeune des fils ayant un frère consanguin sous les drapeaux;

5º Le plus jeune des frères consanguins tombés au sort en même temps;

6º Le fils seul soutien de sa mère veuve ou ayant à sa charge des frères ou sœurs en bas âge;

Le fils seul soutien d'un père aveugle, septuagénaire, ou infirme au point de ne pouvoir subvenir à ses besoins.

Art. 46 (1). — L'examen des jeunes gens cesse dès que le contingent que doit fournir le canton est atteint et que les supplémentaires seront désignés.

Art. 47. — Néanmoins, et bien que le contingent imposé au canton soit atteint, la commission examine les jeunes gens dont le numéro de tirage n'a pas été appelé, afin de prononcer, conformément aux dispositions de l'art. 44, la réforme des jeunes gens impropres à tout jamais au service militaire.

Art. 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54. — Abrogés par le décret du 4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312).

(1) Décret du 4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312).

INCORPORATION

Art. 55. — A l'époque fixée pour la réunion des contingents, les gouverneurs envoient les recrues de leur territoire aux chefs-lieux des circonscriptions désignées d'avance comme lieu de concentration, et les font remettre aux commandants des cadres de conduite envoyés par les corps pour les recevoir.

Art. 56. — Aussitôt après l'incorporation des recrues, tous les appelés qui n'ont pas rejoint sont déclarés insoumis.

Art. 57. — Dès qu'un insoumis est arrêté, il est remis à l'autorité militaire.

Art. 58. — Tout Tunisien peut être admis à contracter un engagement volontaire dès qu'il a atteint l'âge du service militaire.

Ces engagements sont reçus par les différents corps ou services conformément aux règlements qui les régissent.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APRÈS L'INCORPORATION

Art. 59. — Aussitôt après l'incorporation sont rayés des registres de recrutement :

1º Tous ceux qui ont été réformés;

2º Tous ceux qui ont été incorporés, soit comme appelés, soit comme inscrits d'office, soit comme engagés volontaires;

3º Tous ceux qui se sont fait remplacer;

4º (1) Tous les inscrits entrant dans leur 22º année le 1er janvier de l'année qui suit les opérations à l'exception des inscrits d'office non arrêtés, qui, eux, restent sur les registres jusqu'à 50 ans.

5º Tous ceux qui auront été exemptés comme ayant obtenu le certificat d'études primaires après vérification à l'administration centrale de l'armée tunisienne.

Art. 60. — Tous les jeunes gens rayés des registres sans avoir été incorporés ou réformés, reçoivent du ministère de la guerre un certificat dit : « *Certificat de libération du tirage au sort.* »

PÉNALITÉS

Art. 61. — Tout inscrit d'office, tout insoumis qui n'a pas été arrêté à l'âge de 30 ans, est porté sur un registre spécial dit : « *Registre des réfractaires*, » sur lequel il reste inscrit jusqu'à l'âge de 33 ans.

Art. 62. — L'inscrit d'office arrêté peut être puni de 1 mois à un an de prison. A l'expiration de sa peine, il fait deux ans de service.

Art. 63. — L'insoumis arrêté est puni de 1 mois à 6 mois de prison. A l'expiration de sa peine, il fait 2 ans de service, après les-

(1) Décret du 11 septembre 1895 (22 rabia-el-aoual 1313).

quels il peut être maintenu un certain temps sous les drapeaux. Ce temps ne peut pas excéder 6 mois.

Art. 64. — Tout réfractaire arrêté est puni par le tribunal de l'ouzara de 1 à 3 ans de prison.

A l'expiration de sa peine, il est renvoyé dans ses foyers.

Art. 65. — Tous les militaires qui se sont mal conduits pendant la durée de leur service, peuvent être maintenus sous les drapeaux pendant un nombre de jours égal au nombre de jours de prison subis pendant la 2e année de service.

Art. 66. — Tout homme qui s'est rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la loi du recrutement, est passible d'une peine de 2 à 5 ans de prison.

Art. 67. — Quiconque recèle un homme avant ou après le tirage, est condamné à une amende de 60 à 600 fr. ou à une peine de 1 à 3 mois de prison.

Art. 68. — Tout chef indigène qui commet pareille faute sera puni d'une amende de 120 à 1,200 fr. sans préjudice des peines administratives qui pourront lui être infligées.

Art. 69. — Tout chef indigène qui commet des erreurs reconnues volontaires dans l'établissement des listes de recensement, est passible d'une amende de 30 à 1,200 fr. sans préjudice des peines administratives qui peuvent lui être infligées.

Art. 70. — Tous les Tunisiens incorporés aux tirailleurs ou aux spahis sont justiciables du code de justice militaire français.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 71. — Pendant toute la durée du service, les militaires ne paient pas l'impôt de capitation.

Art. 72. — Toutes les dispositions contenues dans les textes précédents sont et demeurent abrogées.

Art. 73. — Notre ministre de la guerre est chargé de l'application de cette loi.

4 septembre 1894 (4 rabia-el-aoual 1312)

Décret sur le remplacement militaire

Article premier. — Tout jeune soldat désigné par le sort pour être incorporé dans un des corps de troupes qui se recrutent dans la Régence (tirailleurs, spahis, garde beylicale, service des ports et garde des olives) pourra se libérer du service militaire en versant dans la caisse de l'Etat une certaine somme dite prix de remplacement qui sera fixée tous les ans par décision prise en conseil des ministres et chefs de service sur la proposition de notre ministre de la guerre avant le commencement des opérations sur le recrutement.

Art. 2. — Le versement de cette somme pourra être opéré à partir du jour de la clôture des opérations du recrutement dans chaque canton et jusqu'au 1er septembre de l'année courante (dernier délai) au moyen de mandats-poste à destination du receveur général des finances du gouvernement tunisien. Le nom de l'expéditeur devra être celui du jeune soldat remplacé.

Art. 3. — Les intéressés garderont par devers eux, comme preuve de versement, les talons de mandats et remettront les mandats aux gouverneurs qui les enverront au fur et à mesure, dans un bordereau détaillé, au receveur général des finances.

Art. 4. — Le 2 septembre, lendemain du jour de l'expiration de la période de remplacement, les gouverneurs enverront, d'une part au directeur des finances et d'autre part au directeur de l'administration centrale de l'armée tunisienne, un état récapitulatif des mandats qu'ils auront reçus et envoyés au receveur général pendant la période de remplacement.

Art. 5. — Le receveur général des finances prendra charge dans ses écritures, à l'actif d'un compte courant ouvert au directeur de l'administration centrale de l'armée tunisienne, des sommes qu'il aura ainsi reçues pour le compte du Trésor.

Art. 6. — Le total des sommes ainsi versées dans la caisse de l'Etat constituera un fonds de réserve exclusivement destiné à payer des primes d'engagements et de rengagements qui pourront être contractés dans les corps et services désignés à l'article 1er dans les conditions ci-après.

Dans le cas où ce fonds de réserve viendrait à excéder les besoins du service pour lequel il est réservé, un décret déterminerait l'affectation de l'excédent.

Art. 7. — Les engagements et les rengagements avec prime ne seront reçus que pour une durée de trois ans.

Art. 8. — Les indigènes tunisiens seuls seront admis à contracter des engagements et rengagements avec prime.

Cependant et par exception, les Algériens présents sous les drapeaux, dans les corps visés à l'article 1er au moment de la promulgation du présent décret pourront être admis à rengager avec prime à la condition de n'avoir pas quitté le service.

Art. 9. — Aucun engagement avec prime ne pourra être contracté par des indigènes se trouvant encore inscrits sur les registres du recrutement.

Art. 10. — La prime, dont le montant sera également arrêté en conseil des ministres et chefs de service, sur la proposition de notre ministre de la guerre, sera payée aux ayants droit en trois fois : la 1re portion au moment de l'engagement ou du rengagement ; la deuxième portion après la première année de service ; la 3e après la deuxième année.

La quotité de ces portions sera déterminée par notre ministre de la guerre.

Ces paiements ne pourront jamais être différés, sauf dans les cas prévus aux articles 11 et 13.

Art. 11. — Les primes ou portions de primes seront payées aux intéressés sur un ordre spécial du directeur de l'administration centrale de l'armée tunisienne par les soins du receveur général des finances qui en fera dépense au débit du compte courant dont il est question à l'article 5.

Elles sont incessibles et insaisissables sauf pour dettes envers l'Etat.

Art. 12. — Chaque année, après avoir reçu du gouvernement l'état récapitulatif prévu à l'article 4 et avant la libération de la classe, notre ministre de la guerre déterminera le nombre des primes qui pourront être allouées et qu'il répartira entre les corps et services désignés à l'article 1er proportionnellement au nombre de jeunes soldats qui, affectés à chacun de ces corps et services par les commissions du tirage au sort, auront versé le prix du remplacement et seront, par suite, libérés du service.

Dans le cas où, malgré les offres de primes, les demandes d'engagements ou de rengagements feraient défaut, les effectifs seraient complétés à l'aide des jeunes gens qui, désignés comme supplémentaires, conformément à l'article 19 *bis* de la loi sur le recrutement seraient pris par ordre de numéros sur les listes de tirage de chaque canton et les primes feraient retour au fonds de réserve.

Art. 13. — La désertion entraînera, en outre de la répression ordinaire, la perte de la portion ou des portions de prime qui n'auraient pas été touchées et qui resteront acquises au fonds de réserve.

En cas de décès de l'engagé ou du rengagé avec prime, la portion ou les portions de primes non touchées reviendront également au fonds de réserve.

Art. 14. — Les ordres de paiement pour primes d'engagement ne pourront pas excéder les ressources existant à l'actif du compte courant.

Art. 15. — Toutes les dispositions qui ne sont pas conformes au présent décret, notamment celles qui font l'objet des art. 48 et suivants de la loi sur le recrutement, ainsi que celles du décret du 13 septembre 1893, sont et demeurent abrogées.

§

Saisies-arrêts

5 février 1891 (25 djoumadi-ettani 1308)

Décret relatif aux saisies-arrêts ou oppositions faites sur les sommes payables par les caisses du gouvernement tunisien.

Article premier. — Lorsque des sommes payables par la caisse de notre gouvernement seront frappées de saisies-arrêts ou d'opposition à l'encontre du titulaire ou du cessionnaire légalement saisi de l'ordonnance, du mandat de paiement ou de l'autorisation de restitution, le trésor beylical aura, en tout état de cause, la faculté de verser les sommes arrêtées, ou la portion saisissable desdites sommes, au fur et à mesure des échéances, à la caisse française des dépôts et consignations, à la charge des saisies-arrêts ou oppositions.

Ce versement sera obligatoire toutes les fois qu'il aura été prescrit par un jugement ou une ordonnance émanant de la justice française.

La consignation ainsi opérée sera libératoire, à due concurrence pour le trésor tunisien.

Aucun recours ne pourra être exercé contre lui pour quelque cause que ce soit, au cas où il n'aurait pas usé de la faculté prévue au paragraphe 1er du présent article.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

17 septembre 1892 (26 sfar 1310)

Décret relatif aux cessions et saisies-arrêts des sommes dues par l'Etat

Article premier. — Sont incessibles et insaisissables, si ce n'est à concurrence du cinquième pour débet envers l'Etat, ou pour pensions alimentaires :

1° Les traitements et appointements civils et militaires n'excédant pas 600 fr. annuellement.

2° Les soldes de réforme, les pensions civiles et militaires et toutes sommes allouées à titre de secours périodique ou accidentel, quel qu'en soit le chiffre.

Les traitements et appointements supérieurs à 600 fr. pourront être cédés ou saisis, savoir: jusqu'à concurrence du 1/5 sur les premiers 1,000 fr. ; du 1/4 sur les 5,000 fr. suivants et du 1/3 sur la portion excédant 6,000 fr., à quelque somme qu'elle s'élève, et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances.

Art. 2. — Sont incessibles et insaisissables les sommes avancées ou remboursées à titre de frais de bureau, de tournées, d'équipement, d'indemnités de déplacement et d'entrée en solde.

Art. 3. — Les dotations des princes et princesses constituant une dépendance de la liste civile, sont incessibles et insaisissables.

Art. 4. — L'insaisissabilité cesse à la mort du titulaire des ordonnances ou mandats.

Art. 5. — La cession ou la saisie des sommes dues aux entrepreneurs ou adjudicataires de travaux ayant le caractère de travaux publics n'aura d'effet que sous réserve de la réception des dits travaux et après prélèvement de toutes sommes pouvant être dues aux ouvriers pour leur salaire à raison de ces travaux ou aux fournisseurs des matériaux et autres objets ayant servi à la construction des ouvrages à payer.

Les sommes dues aux ouvriers peur salaire sont payées de préférence à celles dues aux fournisseurs.

Art. 6. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Santé maritime

20 février 1885 (6 djoumadi-el-aoual 1302)

Décret sur la police sanitaire maritime modifié par ceux du 22 juillet 1885 (10 chaoual 1302), 28 septembre 1892 (7 rabia-el-aoual 1310) et 8 mars 1893 (20 châban 1310).

TITRE PREMIER

DES MALADIES QUI SONT L'OBJET PRINCIPAL DE LA POLICE SANITAIRE MARITIME

Article premier. — Le choléra, la fièvre jaune et la peste sont les seules maladies pestilentielles exotiques qui, en Tunisie, déterminent l'application de mesures sanitaires permanentes contre les provenances par mer des pays où règnent ces maladies.

Art. 2. — D'autres maladies graves, transmissibles et importables, notamment le typhus, la variole, peuvent toutefois être l'objet de précautions exceptionnelles; mais, dans ce cas, les mesures prises ne sont applicables qu'à la provenance contaminée.

Art. 3. — Des mesures de précaution peuvent toujours être prises contre un navire dont les conditions hygiéniques sont jugées dangereuses, quelle que soit la provenance de ce navire.

TITRE II

DE LA RECONNAISSANCE ET DE L'ARRAISONNEMENT DES NAVIRES

Art. 4. — Tout navire qui arrive dans un port tunisien doit, avant toute communication, être reconnu par l'autorité sanitaire.

Art. 5. — Cette formalité obligatoire a pour objet de constater la provenance du navire et les conditions sanitaires dans lesquelles il se présente.

Elle consiste en un interrogatoire et dans la présentation d'une patente de santé.

Réduite à une opération sommaire pour les navires notoirement exempts de suspicion, cette formalité constitue la reconnaissance proprement dite. Dans les cas qui exigent un examen plus approfondi, cette formalité prend le nom d'arraisonnement, et comporte alors, quand l'autorité compétente le juge nécessaire, des investigations qui sont indiquées plus loin (titre VI).

L'arraisonnement peut motiver une inspection médicale.

Art. 6. — Le résultat de la reconnaissance et de l'arraisonnement sont relevés par écrit et consignés dans un registre spécial.

Art. 7. — Sont dispensés de la reconnaissance: les bateaux qui font la petite pêche sur les côtes de Tunisie, les bâtiments de la douane, les bateaux-pilotes, les navires garde-côtes et, en général, les bateaux qui s'écartent peu du rivage et qui peuvent être reconnus à la simple inspection.

TITRE III

DE LA PATENTE DE SANTÉ

Art. 8. — La présentation d'une patente de santé, à l'arrivée dans un port de Tunisie, est obligatoire, en tout temps, pour tous les navires, quelle que soit leur provenance.

Art. 9. — Sont dispensés de se munir d'une patente de santé, à moins de prescription exceptionnelle, les navires faisant le cabotage de port tunisien à port tunisien.

Art. 10. — La dispense de la patente de santé n'exempte pas de la reconnaissance à l'arrivée, ni de l'arraisonnement quand celui-ci est jugé nécessaire.

Art. 11. — La patente de santé doit mentionner, dans une formule précise, l'état sanitaire du pays de provenance, et particulièrement de la présence ou de l'absence des maladies qui motivent des précautions sanitaires. Elle doit, en outre, donner le nom du navire, celui du capitaine, et des renseignements exacts relatifs au tonnage, à la nature de la cargaison, à l'effectif de l'équipage et au nombre des passagers, ainsi qu'à l'état hygiénique et sanitaire du bord au moment du départ.

Art. 12. — En Tunisie, la patente de santé, conforme au modèle annexé au présent règlement, est délivrée gratuitement par l'autorité sanitaire à tout capitaine qui en fait la demande.

Art. 13. — A l'étranger, pour les navires tunisiens à destination de Tunisie, la patente de santé est délivrée par le consul français du port de départ, ou, à défaut de consul, par l'autorité locale.

Pour les navires étrangers à destination de Tunisie, la patente peut être délivrée par l'autorité locale ; mais, dans ce cas, elle doit être visée, dans sa teneur, par le consul français.

Art. 14. — La patente de santé délivrée au port de départ doit être visée à chaque escale que fait le navire, et conservée jusqu'au port de destination définitive. Il est du devoir du capitaine de ne pas s'en dessaisir.

A cet effet, si le navire fait escale, le consul français du port de relâche et, dans les ports français et algériens, l'autorité locale doit seulement apposer sur la patente délivrée au point de départ un visa relatant l'état sanitaire de sa résidence ; mais ni le consul, ni l'autorité locale n'ont le droit de retenir cette patente, ni de la remplacer par une autre.

Art. 15. — Des dispenses, relativement à l'obligation du visa de la patente à chaque escale, peuvent être accordées pour les navires qui font un service régulier dans les mers d'Europe.

Art. 16. — Un navire ne doit avoir qu'une seule patente de santé.

Art. 17. — La patente de santé n'est valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ du navire.

Art. 18. — Le capitaine d'un navire dépourvu de patente de santé, alors qu'il devrait en être muni, ou ayant une patente irrégulière, tombe, à son arrivée dans un port tunisien, sous le coup de l'article 14 de la loi française du 3 mars 1822, sans préjudice de la quarantaine à laquelle le navire peut être assujetti par le fait de sa provenance ni des poursuites qui pourraient être exercées en cas de fraude.

Art. 19. — La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette quand elle constate l'absence de toute maladie pestilentielle dans le pays ou les pays d'où vient le navire ; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée.

Le caractère net ou brut de la patente est apprécié par l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

TITRE IV

DES MESURES SANITAIRES AU POINT DE DÉPART

Art. 20. — Lorsqu'une maladie pestilentielle (peste, fièvre jaune, choléra) vient à éclater dans un port ou ses environs, le devoir de l'autorité sanitaire de ce port est de constater la maladie, d'en faire immédiatement la déclaration officielle et de signaler le fait sur la patente de santé qu'elle délivre.

La cessation complète de la maladie doit de même être annoncée officiellement et mentionnée sur la patente de santé avec la date de la cessation.

Art. 21. — En temps d'épidémie, l'autorité sanitaire, avant de délivrer la patente de santé, vérifie l'état sanitaire et hygiénique des navires tunisiens en partance, et signale à l'autorité compétente les infractions aux prescriptions hygiéniques des règlements maritimes. A cet effet, tout armateur consignataire, capitaine, s'apprêtant à charger son navire ou à le faire partir sur lest, est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité sanitaire.

Le permis nécessaire pour commencer le chargement ne sera délivré par la douane que sur le vu d'un bulletin constatant que la formalité ci-dessus indiquée a été remplie.

L'autorité sanitaire a le devoir de s'opposer à l'embarquement d'une personne atteinte d'une des maladies visées par le présent règlement et de toute substance qui, par sa nature ou son état de corruption, serait nuisible à la santé du bord.

Quant aux navires étrangers en partance qui désirent être munis d'une patente de santé tunisienne, ils ne peuvent l'obtenir qu'après avoir été soumis à la vérification dont il s'agit, quand l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

TITRE V

DES MESURES SANITAIRES PENDANT LA TRAVERSÉE

Art. 22. — Les navires affectés au transport de nombreux voyageurs et qui font des trajets dont la durée, pour atteindre le point extrême de la ligne, dépasse, en moyenne, quarante-huit heures, sont tenus d'avoir à bord un médecin pourvu d'un diplôme donnant le droit d'exercer la médecine dans le pays où il a été délivré.

Art. 23. — Le médecin embarqué, outre qu'il doit veiller à la santé des voyageurs et de l'équipage, a pour obligation de faire observer à bord les règles de l'hygiène, de protester au besoin contre l'embarquement de substances nuisibles, de tenir note exacte, sur un registre *ad hoc*, de tous les cas de maladies survenus pendant le voyage avec les détails essentiels que comporte la nature de chaque cas, et d'y consigner également les communications qui peuvent avoir lieu en mer.

Art. 24. — Pour les navires qui n'ont pas de médecin, les renseignements relatifs à l'état sanitaire et aux communications en mer sont recueillis par le capitaine et inscrits par lui sur son livre de bord.

Art. 25. — En cas de maladie pestilentielle ou suspecte à bord, les malades doivent, autant que possible, être isolés dans une partie bien aérée du navire ; tout ce qui aura servi à leur usage doit être détruit ou soumis à une désinfection rigoureuse. Des mesures convenables de désinfection doivent être appliquées à toutes les parties suspectes du navire, et surtout à celle qui sert ou qui a servi d'hôpital pour les malades.

TITRE VI

DES MESURES SANITAIRES A L'ARRIVÉE

Art. 26. — Tout capitaine, arrivant dans un port tunisien, est tenu :

1° D'empêcher toute communication, tout déchargement de son navire, avant que celui-ci ait été reconnu et admis à la libre pratique ;

2° De se conformer aux règles de la police sanitaire ainsi qu'aux ordres qui lui sont donnés par les autorités chargées de cette police ;

3° De produire aux dites autorités tous les papiers de bord ; de répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire sanitaire, et de déclarer tous les faits, de donner tous les renseignements venus à sa connaissance pouvant intéresser la santé publique.

Art. 27. — Peuvent être soumis à de semblables interrogatoires et obligés, sous serment, à de semblables déclarations, les gens de l'équipage et les passagers, toutes les fois qu'il est jugé nécessaire.

Art. 28. — Le médecin embarqué est tenu de répondre à l'interrogatoire de l'autorité sanitaire, et, lorsque celle-ci le demande, de présenter, par écrit, un compte rendu de toutes les circonstances du voyage ayant de l'intérêt pour la santé publique.

Art. 29. — Des règlements locaux déterminent les formalités particulières de la police sanitaire à l'arrivée des navires dans nos principaux ports.

Art. 30. — Les navires dispensés de produire une patente de santé sont admis à la libre pratique immédiatement après la reconnaissance sanitaire, à moins d'accidents ou de communications de nature suspecte survenus depuis le départ.

Art. 31. — La reconnaissance doit être opérée sans délai, de manière à occasionner le moins de retard possible aux navires.

Elle est pratiquée de nuit toutes les fois que les circonstances le permettent. Cependant, s'il y a suspicion sur la provenance ou sur les conditions sanitaires du navire, l'arraisonnement et l'inspection médicale ne peuvent avoir lieu que de jour.

Art. 32. — Les navires, munis d'une patente de santé nette, sont admis immédiatement à la libre pratique après la reconnaissance ou l'arraisonnement, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

A. — Lorsqu'un navire, porteur d'une patente nette, a eu à bord, pendant la traversée, des accidents certains ou suspects de peste, de fièvre jaune ou de choléra, ou une maladie grave réputée importable.

B. — Lorsque le navire a eu en mer des communications compromettantes.

C. — Lorsqu'il présente à l'arrivée des conditions hygiéniques dangereuses.

D. — Lorsque l'autorité sanitaire a des motifs sérieux de contester la sincérité de la teneur de la patente de santé.

E. — Lorsque le navire provient d'un port qui entretient des relations libres avec une localité voisine où règne, soit la peste, soit la fièvre jaune, soit le choléra.

F. — Lorsque le navire provenant d'un port où régnait auparavant l'une de ces trois maladies, a quitté ce port avant le délai suffisant pour que le pays soit déclaré net.

Dans ces différents cas, le navire, bien que muni d'une patente nette, peut être assujetti au régime de la patente brute.

TITRE VII

DES MESURES DE QUARANTAINE

Art. 33. — Tout navire arrivant avec patente brute, ou dans l'un des cas énumérés à l'article précédent, est passible de quarantaine.

Art. 34. — La mise en quarantaine est notifiée, par écrit, au capitaine, dans le plus bref délai possible; toutefois, la teneur de la décision notifiée reste sujette à des modifications jusqu'à la fin de la quarantaine, selon les éventualités.

Les mesures de quarantaine sont variables selon les cas.

Elles peuvent différer pour les passagers, l'équipage, les marchandises, le navire.

Art. 35. — Les navires passibles de quarantaine pour l'un des motifs énumérés plus haut se présentent sous deux conditions :

Ou bien le navire arrive avec déclaration du capitaine ou du médecin qu'aucun accident de la maladie en question n'a eu lieu à bord depuis le départ et, dans ce cas, si l'inspection médicale à l'arrivée confirme cette déclaration, il est considéré comme étant simplement suspect ;

Ou bien des accidents certains ou probables de la maladie pestilentielle ont eu lieu à bord soit au port de départ, soit en cours de traversée, soit à l'arrivée, et alors le navire est considéré comme infecté.

Art. 36. — La quarantaine se distingue en quarantaine d'observation et en quarantaine de rigueur.

Art. 37. — La quarantaine d'observation, ou de simple suspicion, est applicable aux navires en patente brute ou jugés en état brut, qui n'ont eu à bord aucun accident pestilentiel ou de nature suspecte.

Elle consiste à tenir en observation, pendant un temps déterminé, le bâtiment, l'équipage et les passagers.

Elle comporte une inspection médicale.

Pour les passagers, elle peut être purgée à bord du navire, mais de préférence dans un lazaret.

Elle n'entraîne pas nécessairement le déchargement des marchandises au lazaret, ni les mesures de désinfection générale (sauf pour les provenances de peste) à moins de conditions jugées dangereuses par la nature de la cargaison, le nombre et la qualité des passagers, l'état hygiénique du bord.

L'autorité sanitaire est juge de la nécessité du déchargement sanitaire et de la désinfection dans tous les cas de quarantaine d'observation, excepté pour les provenances de peste.

Le déchargement du navire ne peut être opéré pendant la durée de l'observation, si les passagers restent à bord, à moins que le navire ne fasse qu'une escale et reparte avec ses passagers en état de quarantaine. Dans ce cas, le débarquement des marchandises est opéré avec les précautions voulues. Si la désinfection du navire et des marchandises est jugée nécessaire, on y procède comme dans la quarantaine de rigueur, après le débarquement des passagers.

La quarantaine d'observation simple, sans désinfection générale, date, pour le navire et pour les personnes restées sur le navire, du moment où la surveillance est installée à bord.

Art. 38. — La quarantaine de rigueur est applicable au cas où le navire a eu à bord, soit au port de provenance, soit en cours de traversée, soit depuis son arrivée, des accidents certains ou seulement suspects d'une des trois maladies pestilentielles.

La quarantaine de rigueur ne peut être purgée que dans un port à lazaret; elle nécessite, avant toute opération de déchargement du navire, le débarquement au lazaret des passagers et de toutes les personnes inutiles à bord. Elle comporte ensuite le déchargement dit sanitaire, c'est-à-dire opéré, selon la nature de la cargaison, soit au lazaret, soit sur des allèges, avec les purifications convenables; elle exige la désinfection des effets à usage et celle du navire.

La quarantaine de rigueur date, pour les passagers, de leur entrée au lazaret ; elle commence, pour les personnes restées à bord, quand la désinfection du navire est terminée.

Les navires passibles de la quarantaine de rigueur, qui ne font qu'une simple escale sans prendre pratique, peuvent débarquer leurs passagers au lazaret avec les précautions convenables.

Art. 39. — Tout navire en quarantaine doit être tenu à l'écart dans un mouillage déterminé et surveillé par un nombre suffisant de gardes de santé.

Art. 40. — Si, pendant la durée de l'observation simple, un cas de maladie suspecte se manifeste parmi les quarantenaires, l'observation se transforme en quarantaine de rigueur.

Si, dans le cours d'une quarantaine de rigueur, le même fait se produit, la quarantaine recommence pour le groupe des personnes restées en libre communication avec la personne atteinte.

Art. 41. — Un navire mis en quarantaine peut reprendre la mer. Dans ce cas, la patente de santé lui est rendue avec un visa mentionnant les conditions dans lesquelles il part.

Art. 42. — Un navire ayant à bord la peste,

la fièvre jaune ou le choléra, qui se présente dans un port n'ayant qu'un lazaret provisoire, est envoyé, de droit, au grand lazaret le plus voisin, après avoir reçu les secours dont il peut avoir besoin.

Art. 43. — Un paquebot étranger à destination étrangère qui se présente en état de patente brute dans un port à lazaret pour y faire quarantaine, peut, s'il doit en résulter un danger pour les autres quarantenaires, ne pas être admis à débarquer ses passagers au lazaret et être invité à continuer sa route pour sa plus prochaine destination, après avoir reçu les secours nécessaires.

S'il y a des cas de maladie pestilentielle à bord, les malades seront, autant que faire se pourra, débarqués à l'infirmerie du lazaret.

Art. 44. — Les navires chargés d'émigrants, de pèlerins, de corps de troupe, et, en général, tous les navires jugés dangereux par une agglomération d'hommes dans de mauvaises conditions, peuvent, en tout temps, être l'objet de précautions spéciales que détermine l'autorité sanitaire.

Art. 45. — Outre les quarantaines prévues et les mesures spécifiées précédemment, l'autorité sanitaire d'un port a le droit, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire provisoirement telles mesures qu'elle juge indispensables pour garantir la santé publique, sauf à en informer dans le plus bref délai le directeur de la santé; celui-ci en saisira immédiatement le premier ministre qui statuera sur la conduite à tenir.

Art. 46. — Tout navire, tout individu qui tenterait, en infraction aux règlements ou aux ordres de l'autorité sanitaire, de pénétrer en libre pratique, de franchir un cordon sanitaire, ou de passer d'un lieu infecté ou interdit dans un lieu qui ne le serait pas, sera, après une sommation de se retirer, repoussé de vive force, et ce, sans préjudice des peines encourues.

TITRE VIII

DES MESURES DE DÉSINFECTION

Art. 47. — Les mesures de désinfection peuvent être appliquées aux hardes et effets à usage, à la cargaison et au navire lui-même.

Art. 48. — Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente nette et en bon état hygiénique, qui n'a eu ni mort ni malade suspects, sont dispensés de tout traitement sanitaire et admis immédiatement à la libre pratique, comme le bâtiment lui-même, l'équipage et les passagers.

Art. 49. — Sont exceptés les drilles, les chiffons, les cuirs, les crins et, en général, tous les débris d'animaux qui, même en patente nette, peuvent être l'objet de mesures de désinfection que déterminera l'autorité sanitaire.

Sont également exceptées les matières organiques en état de décomposition. Dans ce dernier cas, s'il y a impossibilité de désinfecter ces matières et danger de leur donner libre pratique, l'autorité sanitaire en ordonne la destruction, après avoir fait constater, par procès-verbal, la nécessité de la mesure et consigner sur ledit procès-verbal les observations du propriétaire ou de son représentant.

Art. 50. — Les marchandises et objets de toute sorte arrivant par un navire en patente brute ou dans des conditions hygiéniques dangereuses, ou, à plus forte raison, par un navire qui a eu, pendant la traversée, des accidents de maladie réputée importable, peuvent être soumis à des mesures de désinfection.

Ils pourront même être repoussés du territoire, si la désinfection ne peut avoir lieu sans exposer la santé publique.

Les dispositions du présent article s'appliqueront aux communications par terre toutes les fois qu'il aura été jugé nécessaire de les y soumettre.

Art. 51. — Sauf les cas de peste, de fièvre jaune, de choléra, de variole, de typhus, à bord, la nécessité de l'application de ces mesures est laissée au jugement de l'autorité sanitaire.

Art. 52. — Ces mesures elles-mêmes sont variables selon les cas et la nature des objets à désinfecter.

Art. 53. — Sous ce rapport, les marchandises et objets divers sont rangés en deux classes, en objets dits susceptibles et non susceptibles.

L'autorité sanitaire détermine la classification des diverses marchandises. Il est donné la plus grande publicité aux tableaux dressés à cet effet.

Art. 54. — En cas de patente brute ou d'infection à bord, les lettres, papiers et paquets sont soumis aux purifications d'usage. Toutefois, des papiers ou objets quelconques, provenant d'un pays sain et embarqués sur un navire en patente brute, pourront être admis immédiatement à la libre pratique, après purification extérieure, si le tout est contenu dans une enveloppe scellée officiellement.

Art. 55. — Le droit est réservé à l'administration des postes de se faire représenter à la purification des lettres et dépêches qui lui

sont confiées; le même droit est réservé aux consuls et aux autres représentants des puissances étrangères, pour les lettres et dépêches officielles.

Art. 56. — Les animaux vivants peuvent être l'objet de mesures de désinfection.

Des certificats d'origine peuvent être exigés pour les animaux embarqués sur un navire provenant d'un port au voisinage duquel règne une épizootie.

Des certificats analogues peuvent être délivrés pour des animaux embarqués en Tunisie.

Lorsque des cuirs verts, des peaux ou débris frais d'animaux sont expédiés de Tunisie à l'étranger, ils peuvent, à la demande de l'expéditeur, être l'objet de certificats d'origine délivrés d'après la déclaration d'un vétérinaire assermenté.

Art. 57. — Les procédés de désinfection sont appropriés à la nature des objets auxquels on les applique, depuis l'objet de prix qu'il faut désinfecter sans l'altérer, jusqu'à la substance sans valeur qu'il peut être convenable de détruire.

Des instructions déterminent les procédés à mettre en pratique.

Art. 58. — En cas d'impossibilité de purifier, de conserver ou de transporter, sans danger, des animaux ou des objets matériels susceptibles de transmettre la contagion, ils pourront être, sans obligation d'en rembourser la valeur, les animaux tués et enfouis, les objets matériels détruits et brûlés.

La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux, lesquels feront foi jusqu'à inscription de faux.

TITRE IX

DES LAZARETS

Art. 59. — La distribution intérieure des lazarets doit être telle que les personnes et les choses, appartenant à des quarantaines de dates différentes, puissent être séparées.

Un corps de bâtiment, isolé à distance convenable, y est affecté aux malades

Art. 60. — Des parloirs doivent y être disposés de manière à recevoir, avec les précautions nécessaires pour éviter la contamination, les personnes du dehors qui viennent visiter les quarantenaires.

Art. 61. — Tout lazaret doit être pourvu d'eau saine, en quantité suffisante pour tous les besoins du service.

Art. 62. — Il peut être établi des établissements restreints, permanents ou temporaires, destinés, en cas d'urgence, à recevoir un petit nombre de malades atteints d'une des affections réputées importables.

Ils permettent ainsi à un navire infecté de débarquer des malades, avant de se rendre aux grands lazarets pour y purger la quarantaine de rigueur.

Ces mêmes lazarets peuvent aussi, par exception, être affectés à la quarantaine de rigueur, quand le nombre des personnes non malades à débarquer n'excède pas celui des places disponibles.

Art. 63. — Quand le nombre des places disponibles est insuffisant dans un lazaret quelconque, pour recevoir à la fois le nombre des personnes qui doivent accomplir la quarantaine de riguenr, le navire sur lequel sont les personnes en excédent est invité à se rendre au lazaret le plus proche, à moins qu'il ne préfère attendre que les occupants aient achevé leur quarantaine.

Art. 64. — Les endroits réservés à la quarantaine des navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises, et les établissements quarantenaires en général, sont placés sous l'autorité immédiate des agents du service sanitaire.

Art. 65. — La police supérieure de chaque lazaret et de ses dépendances est exercée par un directeur ou agent responsable, assisté d'un nombre d'employés suffisant pour assurer la discipline sanitaire et de gardes de santé chargés d'exécuter ou de faire exécuter les mesures prescrites.

Art. 66. — En cas de désobéissance aux ordres donnés par le capitaine du lazaret, celui-ci aura le droit de prononcer envers le contrevenant un emprisonnement dont la durée ne pourra dépasser la durée de la quarantaine et qui sera subi dans un local affecté à cet effet. Le directeur de la santé en sera informé, et il en avisera l'autorité compétente afin que des poursuites soient entamées, s'il y a lieu, contre le délinquant par l'autorité compétente.

Il sera fait mention sur le registre désigné dans l'article 106 des faits qui auraient motivé cet emprisonnement et de sa durée.

Art. 67. — Un médecin est attaché à chaque lazaret pour visiter, soigner les quarantenaires, constater leur état de santé à l'expiration de la quarantaine et veiller à l'exacte exécution des mesures sanitaires.

Art. 68. — Les malades reçoivent dans les lazarets, sous le rapport médical, tous les soins qu'ils trouveraient dans un établissement hospitalier ordinaire. Les personnes venues du dehors pour les visiter ou leur donner des soins, sont, en cas de compromission, constituées en quarantaine.

Art. 69. — Chaque malade a la faculté de se faire traiter par un médecin de son choix, qui sera soumis à la condition spécifiée à l'article précédent.

Art. 70. — Les visites réglementaires du médecin du lazaret sont gratuites; les quarantenaires ne payent que les soins étrangers au service sanitaire proprement dit.

Art. 71. — Les frais pour soins particuliers donnés aux quarantenaires (*garde-malade, médicaments, nourriture)* sont à la charge de ceux-ci.

Art. 72. — Pour les émigrants, les pèlerins, qui voyagent en vertu d'un contrat, les frais de séjour au lazaret et autres sont à la charge de l'armement ; pour les militaires et les marins, ces frais incombent à l'autorité dont ils relèvent.

Art. 73. — Les indigents et, en général, les personnes exemptées du droit de séjour au lazaret (art. 80), sont traités et nourris gratuitement.

Art. 74. — Dans chaque lazaret, un tarif pour la nourriture des quarantenaires est établi par l'autorité compétente et revisé chaque année.

Art. 75. — Les meubles et objets de première nécessité à l'usage des quarantenaires leur sont fournis par l'administration.

Art. 76. — Outre ces règles générales, des règlements locaux, établis par les autorités sanitaires locales et approuvés par le premier ministre, visent certaines particularités de la police de chaque lazaret.

Art. 77. — Les règlements locaux déterminent autour de chaque lazaret une zone réservée dans laquelle sont interdits le stationnement des navires en libre pratique, les habitations particulières et les rassemblements quelconques.

TITRE X

DES DROITS SANITAIRES

Art. 78. — Les droits sanitaires comprennent les taxes suivantes :

A. — Abrogé par le décret du 22 juillet 1885.

B. — Droit de station payable par tous les navires soumis à une quarantaine, par tonneau, pour chaque jour de quarantaine . . . . . 0 p. 05 0f 03

C. — Droit de séjour au lazaret, par jour et par personne, sauf les exceptions indiquées plus loin :

1re classe	4	»	2 40
2e classe	2	»	1 20
3e classe	1	p.	» 0f 60

D. — Droits pour la désinfection des marchandises :

Marchandises emballées, par 100 kilogrammes	1	»	0 60
Cuirs, les 100 pièces	1	50	0 90
Petites peaux non emballées, les 100 peaux	1	»	0 60

Pour les chiffons et les drilles, les frais occasionnés par la désinfection et la manipulation sont au compte de la marchandise.

Les dépenses résultant de la désinfection des navires sont à la charge de l'armement.

Art. 79. — Les navires naviguant de port tunisien à port tunisien sont exemptés du droit de reconnaissance.

Art. 80. — Sont dispensés du droit de séjour au lazaret : les enfants au-dessous de sept ans ; les indigents embarqués aux frais du gouvernement ou d'office par les consuls ; toute personne qui aura été transportée au lazaret par ordre de l'autorité sanitaire.

Art. 81. — Sont exemptés de tous les droits sanitaires déterminés par les articles précédents :

1° Les bâtiments de guerre ;

2° Les bâtiments en relâche forcée, par cas de force majeure (mauvais temps, avaries, etc.), même lorsqu'ils sont admis à la libre pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent, et qu'ils ne fassent ni eau, ni provisions ;

3° Les bateaux de pêche, pourvu qu'ils ne fassent pas d'opérations de commerce dans le port de relâche ;

4° Les yachts de plaisance.

Art. 82. — Sont assujettis à payer la moitié des droits sanitaires :

1° Les bâtiments en relâche forcée, par cas de force majeure (mauvais temps, avaries, etc...), même lorsqu'ils sont admis à la libre pratique, s'ils font de l'eau ou des provisions ;

2° Les bâtiments qui viennent mouiller dans un port tunisien sans faire d'opérations de commerce.

TITRE XI

DES AUTORITÉS SANITAIRES

Art. 83. — La police sanitaire du littoral est exercée par des agents relevant du pouvoir central dont les attributions respectives sont ci-après déterminées.

Art. 84. — Il y a un directeur de la santé à Tunis.

Le littoral est divisé en circonscriptions sanitaires dont le nombre et l'étendue sont fixés par un arrêté du premier ministre.

Art. 85. — Dans chaque circonscription est placé un agent sanitaire. Ces divers agents relèvent tous du directeur de la santé de qui ils reçoivent des instructions.

Art. 86. — Le directeur de la santé et tous les agents placés sur le littoral sont chargés de veiller à l'exécution des règlements et instructions sanitaires.

Ils reconnaissent ou font reconnaître l'état sanitaire des provenances et leur donnent libre pratique, s'il y a lieu. Ils font exécuter les règlements ou décisions qui déterminent la mise en quarantaine et les précautions particulières auxquelles les provenances infectées ou suspectées doivent être soumises. Ils sont tenus de s'opposer, par tous les moyens en leur pouvoir, aux infractions sanitaires, et de constater les contraventions par procès-verbal. Dans les cas urgents et imprévus, ils pourvoient aux dispositions provisoires qu'exige la santé publique, en provoquant une décision de l'autorité supérieure.

Ils délivrent ou visent les patentes de santé.

Art. 87. — Le directeur de la santé est pris dans le corps médical, il est le chef du service de la Régence. Tous les employés et agents sont sous ses ordres. Ceux-ci, dans les cas imprévus ou difficiles, doivent prendre ses instructions.

Art. 88. — Le directeur de la santé demande et reçoit des ordres du premier ministre pour toutes les questions qui intéressent la santé publique. Il doit se tenir bien informé de l'état sanitaire du pays et des pays étrangers avec lesquels celui-ci est en relation.

Art. 89. — En cas de circonstance menaçante et imprévue, il peut prendre d'urgence telle mesure qu'il juge propre à garantir la santé publique, sauf à en référer immédiatement à notre premier ministre.

Art. 90. — Il a, ainsi que les agents sanitaires chefs de circonscriptions, le droit de requérir, mais seulement dans le cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes, des contributions diverses, des officiers des ports de commerce, des commissaires de police et agents de police, et, au besoin, de tous les citoyens.

. . . . . .

Art. 91. — Les agents du service sanitaire reçoivent une indemnité sur les fonds de l'Etat.

Art. 92. — Le directeur de la santé, les agents sanitaires, les capitaines de lazaret et les médecins sont nommés par nous. Si les candidats appartiennent à un service public, leur nomination a lieu sur la désignation de leur chef.

Art. 93. — Les autres employés à divers titres du service sanitaire sont nommés par le premier ministre.

Art. 94. — Il y a un conseil sanitaire pour toute la Régence de Tunis ; il est composé des divers éléments administratifs, scientifiques et commerciaux qui peuvent le mieux concourir à émettre un jugement éclairé dans les questions maritimes concernant la santé publique.

Art. 95, 96, 97, 98 abrogés par le décret du 28 septembre 1892 (7 rabia-el-aoual 1310) ci-après.

Art. 99. — Le conseil sanitaire a des réunions périodiques dont le nombre est fixé par le premier ministre. Ces réunions ont lieu au moins quatre fois par an.

Le conseil sanitaire est, en outre, convoqué d'urgence toutes les fois qu'une circonstance de nature à intéresser la santé publique paraît l'exiger.

Art. 100. — Le procès-verbal de chaque séance est transmis, par les soins du président, au premier ministre.

Art. 101. — Le conseil sanitaire exerce une surveillance générale sur le service sanitaire de la Régence. Il a pour mission d'éclairer l'autorité supérieure sur les questions qui intéressent la santé publique, de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace d'une maladie pestilentielle, de veiller à l'exécution des règlements généraux et locaux relatifs à la police sanitaire, et au besoin, de signaler au gouvernement les infractions ou omissions.

Art. 102. — Il est consulté, en cas de difficulté, sur les mesures qu'il convient de prendre, dans les limites tracées par les règlements, à l'égard d'un navire mis en quarantaine, sur les questions relatives au régime intérieur des lazarets, au choix des emplacements affectés aux navires en quarantaine, aux mesures extraordinaires à prendre, enfin sur les plans et projets de constructions à faire dans les lazarets ou autres établissements sanitaires.

Art. 103. — Il propose au premier ministre les changements ou additions à introduire dans les règlements locaux concernant le service sanitaire de la Régence.

Art. 104. — En cas de dissidence entre le directeur de la santé et le conseil sanitaire, il en est immédiatement référé au premier ministre ; toutefois, s'il y a urgence, le directeur

pourvoit aux dispositions provisoires qu'il juge nécessaires pour garantir la santé publique.

TITRE XII

DES ATTRIBUTIONS DES AUTORITÉS SANITAIRES EN MATIÈRE DE POLICE JUDICIAIRE ET D'ÉTAT CIVIL

Art. 105. — Les capitaines de lazaret seront tenus d'avoir un registre spécial sur lequel ils inscriront chaque jour les noms des passagers, leur nombre, le lieu de leur provenance, le nom du bateau qui les a amenés, la date de leur entrée, celle de leur sortie et les droits sanitaires qu'ils auront payés.

Art. 106. — En outre, un registre-journal sera coté et paraphé par le directeur de la santé et remis à chaque capitaine de lazaret ; sur ce registre seront transcrits tous les faits qui intéressent la police et la santé de l'établissement, les décès et les naissances qui se seraient produits parmi les passagers et le personnel du lazaret.

Art. 107. — Les décès et les naissances seront déclarés par le capitaine. Celui-ci recevra les déclarations des témoins qui signeront avec lui sur le registre indiqué dans l'article précédent ; ces actes énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, âges, professions et domiciles de tous ceux qui y sont dénommés. Le capitaine du lazaret devra se conformer, autant que possible, aux formalités requises pour la rédaction des actes de l'état civil français. Un double de ces actes sera adressé immédiatement au directeur de la santé qui le fera parvenir aux autorités compétentes en matière d'état civil. Ce double sera signé également par le capitaine et les parties qui ont figuré à l'acte.

Après l'inspection du cadavre, le médecin certifiera le décès sur le registre et indiquera la maladie à laquelle le défunt paraît avoir succombé et la date de son inhumation.

Art. 108. — Si la cause de la mort n'est pas bien caractérisée, ou s'il y a des soupçons de mort violente, le médecin pourra procéder à l'autopsie du cadavre ; avis en sera donné aussitôt au directeur de la santé.

Toutefois, cette autopsie ne pourra être pratiquée que sur le cadavre de non-musulmans.

Art. 109. — Au cas prévu dans l'article précédent, le capitaine du lazaret recueillera toutes les dépositions et informations qui seraient susceptibles d'éclairer la justice. Ces informations seront inscrites sur le registre dont il est parlé à l'article 106, et communiquées aussitôt au directeur de la santé.

TITRE XIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 110. — Les chambres de commerce, les capitaines et patrons de navires arrivant de l'étranger, et généralement toutes les personnes ayant des renseignements de nature à intéresser la santé publique, sont invités à les communiquer aux autorités sanitaires.

Art. 111. — Tous les dépositaires de l'autorité et de la force publique, qui seraient avertis d'infractions aux lois et règlements sanitaires, sont tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour y mettre fin, pour en arrêter les effets et pour en amener la répression.

Art. 112. — Sont abrogés tous les règlements généraux et spéciaux de police sanitaire maritime antérieurs au présent règlement.

Art. 113. — Les règlements locaux de police sanitaire seront revisés, s'il y a lieu, de manière à être mis en harmonie avec les besoins nouveaux du service local et avec les prescriptions du présent règlement général.

Art. 114. — Les mesures de police sanitaire maritime applicables contre le choléra, la fièvre jaune et la peste restent déterminées par des règlements spéciaux qui sont susceptibles d'être modifiés par le gouvernement après l'examen du conseil sanitaire.

Art. 115. — Le titre deuxième de la loi française du 3 mars 1822 relative à la police sanitaire, sera applicable en Tunisie concurremment avec le présent décret.

21 février 1885 (7 djoumadi-el-aoual 1302)

Arrêté du premier ministre fixant les circonscriptions sanitaires

Le littoral de la Régence est divise en treize circonscriptions sanitaires, ainsi qu'il suit :

1° *Circonscription de Tabarka*

S'étendant du cap Roux au Raz el-Dukara et comprenant les îles de la Galite.

2° *Circonscription de Bizerte*

S'étendant du Raz el-Dukara au cap Zebib et comprenant l'île des Chiens.

3° *Circonscription de Porto-Farina*

S'étendant du cap Zebib au cap Gamart et comprenant l'île Plane.

4° *Circonscription de La Goulette*

S'étendant du cap Gamart au cap Bon et comprenant les îles Djamour.

5° *Circonscription de Gallipia*

S'étendant du cap Bon au Raz Mahmour.

6° *Circonscription d'Hammamet*

S'étendant du Raz Mahmour au Ras Hergla.

7° *Circonscription de Sousse*

S'étendant du Raz Hergla à la pointe de Monastir.

8° *Circonscription de Monastir*

S'étendant de la pointe de Monastir au Raz Dimas et comprenant les îles Egdemsi et Kuriat.

9° *Circonscription de Mehdia*

S'étendant du Raz Dimas au Raz Kadidja.

10° *Circonscription de Sfax*

S'étendant du Raz Kadidja à la pointe de Skira et comprenant les îles Kerkennah.

11° *Circonscription de Gabès*

S'étendant de la pointe de Skira à la falaise d'Edjirf.

12° *Circonscription de Djerba*

S'étendant, sur la côte, de la falaise d'Edjirf au Ras Marmor et comprenant tout le littoral de l'île de Djerba.

13° *Circonscription de Zarzis*

S'étendant du Raz Marmor aux Bibans.

22 juillet 1885 (10 chaoual 1302)

Décret fixant les droits sanitaires et les droits de phares

Article premier. — Le droit de reconnaissance à l'arrivée et le droit de phares, seront payés par tous les navires venant de l'étranger.

Ils sont fixés à trente centièmes de piastre (0 fr. 18) par tonneau de jauge, pour les navires de cinq cents tonneaux et au-dessous, et uniformément à cent cinquante piastres (90 fr.) pour ceux qui jaugent plus de cinq cents tonneaux.

Art. 2. — Les dispenses et réductions de droits sanitaires accordées par les articles 79, 81 et 82 du décret du 6 djoumadi-el-aoual 1302-20 février 1885, sont étendues aux droits de phares.

Art. 3. — Sont abrogés le décret du 7 ramadan 1297-13 août 1880 et le paragraphe A de l'article 78 du décret du 6 djoumadi-el-aoual 1302-20 frévrier 1885.

6 novembre 1887 (20 sfar 1305)

Décret sur le paiement des droits sanitaires, de phares et de ports

Article premier. — Les droits sanitaires, de phares et de ports doivent être acquittés dans les vingt jours de l'arrivée et avant le départ du navire.

Art. 2. — Tout capitaine arrivant dans un port tunisien est tenu de déposer au bureau de la douane l'acte de nationalité ou le congé du navire.

Cette pièce et la patente de santé ne lui seront remises qu'après justification du paiement des droits sanitaires, de phares et de ports.

28 septembre 1892 (7 rabia-el-aoual 1310)

Décret modifiant l'organisation du conseil sanitaire de la Régence

Article premier. — Le conseil sanitaire de la Régence est composé de membres de droit et de membres élus ou nommés comme il sera dit ci-après :

Le conseil sanitaire est présidé par le ministre plénipotentiaire, Résident général de la République française, ou par son délégué.

Le conseil désigne lui-même et parmi ses membres son secrétaire.

Art. 2. — Les membres de droit du conseil sanitaire sont :

1° Le directeur de la santé ;

2° Le président de la municipalité de Tunis;

3° Le directeur du service de santé de la brigade d'occupation ;

4° Le directeur des douanes ou son délégué;

5° L'ingénieur en chef adjoint à la direction générale des travaux publics ;

6° Le major de la garnison ;

7° Le chef de service de la police des ports;

8° Deux chefs de section du ministère tunisien.

Art. 3. — Les membres élus du conseil sanitaire comprennent :

1° Deux consuls nommés par le corps consulaire ;

2° Deux membres du conseil municipal de Tunis, choisis parmi leurs collègues ;

3° Deux membres de la chambre de commerce de Tunis, désignés par la chambre ;

4° Deux membres du conseil central d'hygiène, élus par le conseil ;

5° Deux médecins civils nommés par nous, sur la proposition de notre premier ministre.

Art. 4. — Les membres du conseil sanitaire désignés à l'art. 3 ci-dessus sont nommés pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans. Il sera procédé au premier renouvellement partiel à la suite du tirage au sort des membres sortants, lesquels sont rééligibles.

Art. 5. — En cas de vacances par suite de décès, démission ou autrement, il y est pourvu sans retard, et le membre nouveau est nommé pour la période de temps pendant laquelle

celui qu'il remplace devait rester en fonctions.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, contenues dans le décret du 20 février 1885 (6 djoumadi-el-aoual 1302), notamment dans les art. 95, 96, 97 et 98.

Art. 7. — Notre premier ministre est chargé, etc.

12 mars 1893 (24 châban 1310)

Arrêté du premier ministre relatif aux mesures à prendre en cas de choléra, fièvre jaune ou peste dans les ports de la Méditerranée.

Sont approuvés les règlements annexés au présent arrêté déterminant les mesures sanitaires à appliquer aux provenances de choléra, de fièvre jaune et de peste dans les ports de la Méditerranée.

ANNEXE N° 1

RÈGLEMENT CONTRE LE CHOLÉRA (1)

Mesures sanitaires applicables aux provenances du choléra dans les ports de la Méditerranée

1° Navires suspects

Les navires suspects (art. 35 du règlement général) sont soumis à une quarantaine d'observation, qui, pour les personnes, peut varier de trois à sept jours pleins, à dater de l'inspection médicale.

Toutefois, si l'autorité sanitaire a la preuve suffisante qu'aucun accident de nature suspecte n'a eu lieu à bord pendant la traversée et si d'ailleurs le navire est dans de bonnes conditions hygiéniques, l'observation peut être réduite à vingt-quatre heures pour les constatations et la désinfection des effets à usage.

En cas de simple suspicion, le déchargement sanitaire du navire et la désinfection générale ne sont point obligatoires, mais peuvent être prescrits par l'autorité sanitaire. Dans ce dernier cas, la quarantaine des personnes restées à bord commence quand ces opérations sont terminées, et elle peut varier dans les limites indiquées au premier paragraphe.

Dans les cas de cette catégorie, à défaut de lazaret, la quarantaine d'observation pour les passagers peut être purgée à bord, tant qu'aucun accident de choléra ne s'est manifesté et si les conditions hygiéniques du navire le permettent ; autrement le navire devrait être envoyé dans un port à lazaret pour y purger la quarantaine de rigueur.

2° Navires infectés

Tout navire infecté (art. 35 du règlement général) c'est-à-dire à bord duquel des accidents certains ou seulement probables de choléra ont eu lieu pendant la traversée, quelle qu'en ait été la durée, ou bien sont constatés à l'arrivée, est soumis à la quarantaine de rigueur.

Cette quarantaine est de sept jours pleins pour les personnes, à dater de leur isolement au lazaret ; dans certains cas exceptionnels, elle peut être portée à dix jours, sur l'avis du conseil sanitaire.

Les effets à usage et objets susceptibles sont désinfectés ; le navire est ensuite envoyé dans un lazaret où il est soumis à une désinfection aussi complète que possible, après déchargement sanitaire des marchandises.

ANNEXE N° 2

RÈGLEMENT CONTRE LA FIÈVRE JAUNE

Mesures sanitaires applicables aux provenances de fièvre jaune dans les ports de la Méditerranée

1° Navires suspects

Les navires suspects (art. 35 du règlement général), — si la traversée a duré plus de quatorze jours et si les conditions hygiéniques du bord sont satisfaisantes, la quarantaine d'observation des personnes peut varier de trois à cinq jours pleins ; si la traversée a duré moins de quinze jours, l'observation peut être portée à sept jours pleins.

La quarantaine pour les passagers sera purgée dans un lazaret; mais, à défaut de lazaret, elle pourra être accomplie à bord selon les règles voulues.

Dans les cas de cette catégorie, une décision motivée de l'autorité sanitaire peut prescrire toutes les mesures de désinfection qu'elle jugera nécessaires.

Lorsque la désinfection générale est prescrite, les personnes restées à bord sont astreintes à une quarantaine de trois à cinq jours après l'opération terminée.

2° Navires infectés

Tout navire infecté, c'est-à-dire ayant eu ou ayant encore la fièvre jaune à bord (art. 35 du règlement général) est soumis à la quarantaine de rigueur.

S'il y a des malades à bord, ils sont immédiatement débarqués au lazaret.

La quarantaine des personnes non malades

(1) Voir aussi : Décret du 7 septembre 1892 (16 safar 1310) sous les mots : Hygiène publique.

peut varier de sept à dix jours pleins, à dater de leur entrée au lazaret.

S'il est établi que la terminaison des derniers accidents de fièvre jaune à bord remonte à plus de quatorze jours et que des mesures hygiéniques convenables ont été prises depuis, la quarantaine pour les personnes isolées au lazaret peut être réduite à cinq jours pleins.

Dans tous les cas de cette catégorie, le déchargement sanitaire, la désinfection des effets à usage, celle des objets susceptibles et du navire sont obligatoires. Quant aux personnes restées à bord, elles sont soumises à une quarantaine de cinq à sept jours pleins, qui ne commence que quand la désinfection du navire est achevée.

ANNEXE N° 3

RÈGLEMENT CONTRE LA PESTE

Mesures sanitaires applicables aux provenances de peste dans les ports de la Méditerrannée

1° Navires suspects

Les navires suspects (article 35 du règlement général), c'est-à-dire n'ayant eu aucun accident de peste constaté pendant la traversée, sont soumis à une quarantaine qui ne peut être purgée que dans un port à lazaret.

Pour les personnes, la quarantaine d'observation est de cinq à dix jours pleins soit au lazaret, soit à bord si le lazaret est insuffisant.

Le déchargement sanitaire, la désinfection des effets à usage, des objets susceptibles et celle du navire sont obligatoires.

La quarantaine des personns restées à bord pendant le déchargement est de cinq à dix jours pleins et ne commence que quand la désinfection du navire est terminée.

2° Navires infectés

Pour les navires ayant eu ou ayant encore des accidents de peste à bord (art. 35 du règlement général), s'il y a des malades, ils sont immédiatement débarqués au lazaret ; les personnes non malades sont soumises à une quarantaine de dix à quinze jours pleins à dater de leur entrée au lazaret.

Le déchargement sanitaire, la désinfection aussi complète que possible des effets à usage, des objets susceptibles et celle du navire sont de rigueur.

La quarantaine des personnes restées à bord est de dix à quinze jours pleins : elle ne commence que quand la désinfection du navire est achevée.

12 mars 1893 (24 châban 1310)

Arrêté du premier ministre approuvant la nomenclature des effets, objets, et marchandises de genre susceptible et non susceptible.

Sont approuvés les tableaux annexés au présent arrêté et renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible et non susceptible.

ANNEXE N° 4

RÉGENCE DE TUNIS

CONSEIL SANITAIRE

TABLEAU N° 1, renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre susceptible de transmettre les germes.

1. Les hardes et les effets usuels ; tout ce qui sert au coucher ; les objets d'équipement et de harnachement ; les chiffons et les lambeaux de toute espèce.

2. La laine et les poils d'animaux, lavés ou non, filés ou non.

3. Le coton en laine ou filé.

4. Le lin filé ou non.

5. Les cordages non goudronnés, et ceux non composés de sparte ou de jonc.

6. Toute espèce de soie, soit en bourre, soit en fil.

7. Les pelleteries et fourrures.

8. Les peaux et les maroquins, les cordouans, basanes, cuirs tannés, cuirs secs, les rognures, abattis et débris de peaux ou d'autres substances animales.

9. Les chapeaux ou autres étoffes feutrées.

10. Les cheveux et le crin.

11. Le duvet et les plumes.

12. Les étoffes, draperies, toileries et généralement tous les tissus.

13. Le papier de toute espèce, le carton et les livres ou manuscrits.

14. La mercerie.

15. Les chandelles et bougies.

16. Les animaux vivants ou morts.

17. Tabac en balle.

18. Le fromage, les poissons de toute espèce et mollusques, laitage, beurre, fromages et fruits crus.

Les graines, céréales en grenier seront aérées au débarquement suivant les indications du conseil sanitaire.

TABLEAU N° 2, renfermant la nomenclature des effets, objets et marchandises de genre non susceptible.

De transmettre les germes, à condition d'être débarrassés de toute enveloppe, et sou

mis au lavage avec des liquides désinfectants, ou à l'une de ces deux conditions.

1. Corail brut. 2. Dents d'éléphant, cornes. 3. Cuivre. 4. Verroterie en caisse. 5. Monnaies et médailles. 6. Bois. 7. Objets neufs en poterie et verrerie. 8. Briques et carreaux, faïence. 9. Minéraux, terre, houille. 10. Métaux. — Cuirs salés et mouillés.	Sans enveloppe et à laver.
11. Confitures, sucs de plantes et fruits secs. 12. Miel, café et sucre, graines et légumes en sacs. 13. Huiles, riz, blé et toutes graines en sac, amidon, gruaux, chairs salées, fumées, séchées. 14. Vins, liqueurs et en général les liquides. 15. Potasse, salpêtre. 16. Suif, chandelles. 17. Cire, bougie. 18. Cendre. 19. Charbon, fleurs artificielles, verroteries, corail, chapelets, quincaillerie. 20. Goudron. 21. Noir de fumée.	Désinfecter l'enveloppe par lavage à l'eau de mer ou avec une solution cuivrée, ferrugineuse, chlorurée ou phéniquée.

Les substances antiseptiques, désinfectantes, les médicaments, sont admis en libre pratique.

Sapeurs-pompiers

13 juillet 1889 (20 kâda 1306)

Loi sur l'organisatipn des corps de sapeurs-pompiers dans la Régence

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Les corps de sapeurs-pompiers sont spécialement chargés du service des secours contre les incendies. Ils peuvent être exceptionnellement appelés, en cas de sinistre autre que l'incendie, à concourir à un service d'ordre ou de sauvetage.

Art. 2. — Ils sont organisés par commune, en vertu d'arrêtés pris, sur la proposition du président de la municipalité, par notre premier ministre, qui fixe leur effectif d'après la population et l'importance du matériel de secours en service dans la commune.

Art. 3. — Ils peuvent être suspendus ou dissous. La suspension et la dissolution sont prononcées par arrêté de notre premier ministre.

Art. 4. — Les officiers sont nommés pour cinq ans par notre premier ministre et peuvent être suspendus et révoqués.

Les sous-officiers et caporaux sont nommés par les présidents de municipalités, sous l'approbation de l'administration supérieure.

TITRE II

FORMATION DES CORPS DE SAPEURS-POMPIERS

Art. 5. — Toute commune qui veut obtenir l'autorisation de former un corps de sapeurs-pompiers doit justifier qu'elle possède un matériel de secours suffisant ou les ressources nécessaires pour l'acquérir.

Elle doit, en outre, s'engager à subvenir, pendant une période minimum de cinq ans, aux dépenses énumérées dans l'article 24.

La délibération, qui est transmise à notre premier ministre, énonce les moyens à l'aide desquels le conseil municipal compte pourvoir à la dépense.

Art. 6. — Les sapeurs-pompiers se recrutent au moyen d'engagements volontaires. Ils doivent justifier d'une bonne conduite et produire à l'appui de leur engagement toutes les pièces propres à établir leur parfaite honorabilité.

Art. 7. — Le service des sapeurs-pompiers est incompatible avec les fonctions de président ou de vice-président de municipalité.

Art. 8. — L'admission est prononcée par une commission composée du président de la municipalité ou du vice-président délégué, président ; de deux membres du conseil municipal nommés par le conseil et d'un délégué de l'administration générale du gouvernement tunisien choisi par le premier ministre. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

L'admission doit être ratifiée par décision du premier ministre.

Art. 9. — Tout sapeur-pompier prend, au moment de son admission, l'engagement de servir pendant cinq ans et de se soumettre à

toutes les obligations résultant du règlement du service tel qu'il sera arrêté en exécution de l'article 12. Cet engagement est constaté par écrit. Il est toujours renouvelable. Il ne peut être résilié que pour des causes reconnues légitimes par le conseil d'administration. Tout sapeur-pompier qui se retire avant l'expiration de son engagement, ou qui est rayé des contrôles, perd tous ses droits aux avantages auxquels il pouvait prétendre.

Art. 10. — Les sapeurs-pompiers d'une commune forment une compagnie dont les cadres sont réglés de la manière suivante, quant au nombre et au grade des officiers, sous-officiers et caporaux.

CADRE D'UNE COMPAGNIE

GRADES	NOMBRE TOTAL D'HOMMES			
	14 à 26	26 à 40	41 à 50	Au-dessus de 50
Capitaine	»	»	»	1
Lieutenant	»	»	1	1
Sous-Lieutenant	1	1	1	1
Adjudant	»	»	»	1
Sergent-Major	»	»	1	1
Sergents	1	2	2	4
Caporaux	2	4	4	8
Tambours ou Clairons	1	1	1	2

Dans aucun cas la force numérique d'une compagnie ne peut dépasser 200 hommes.

Il peut être attaché à chaque compagnie un médecin.

Art. 11. — Le conseil d'administration, dont les attributions sont déterminées par les articles 9 et 20 du présent décret, est composé : de l'officier commandant, président ; du plus ancien sous-officier, et du pompier le plus âgé. A égalité d'ancienneté, le sous-officier le plus âgé sera choisi.

TITRE III

RÈGLEMENT DU SERVICE — COMMANDEMENT

Art. 12. — Le service est réglé dans chaque commune par un arrêté municipal pris sur la proposition du chef de corps et soumis à l'approbation du premier ministre.

Art. 13. — Les commandants peuvent, en se conformant aux dispositions du règlement prévu ci-dessus, prendre toutes les mesures et donner les ordres relatifs au service ordinaire, aux revues, aux manœuvres et exercices. Ils doivent au préalable en aviser l'autorité municipale.

Art. 14. — Hors le cas d'incendie et les services prévus au règlement, aucune réunion de sapeurs-pompiers ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du président de la municipalité. Le président de la municipalité doit en avertir en temps utile le premier ministre, qui peut les ajourner ou les interdire. Les réunions en dehors de la commune, sauf le cas d'incendie, ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation expresse du premier ministre.

Art. 15. — Tout homme faisant partie d'un corps de sapeurs-pompiers doit obéissance à ses supérieurs. Les chefs de corps doivent obtempérer aux réquisitions du président de la municipalité, du contrôleur civil ou de l'autorité militaire, qu'il s'agisse d'organiser un service d'ordre ou de porter secours, en cas d'incendie, dans les limites ou hors des limites de la commune.

Art. 16. — En cas d'incendie, la direction et l'organisation des secours appartiennent exclusivement à l'officier commandant ou au sapeur-pompier le plus élevé en grade, qui donne des ordres aux travailleurs. L'autorité locale conserve ses droits pour le maintien de l'ordre pendant le sinistre.

Art. 17. — Lorsque les corps de plusieurs communes se trouvent réunis sur le lieu d'un sinistre, le commandement appartient à l'officier le plus élevé en grade et, en cas d'égalité de grade, au plus ancien. Toutefois, et dans le cas seul d'égalité de grade, l'officier qui a dirigé les premières opérations conserve le commandement.

Art. 18. — Dans les localités où les troupes, soit de l'armée de terre, soit de l'armée de mer, peuvent être appelées à concourir avec les corps des sapeurs-pompiers, le service et la police de la place, pour les cas d'incendie ou de sinistre, sont prévus et concertés à l'avance entre l'autorité municipale et le commandant de place.

Le commandant de place prend toutes les

mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre et la protection des manœuvres qui ont pour objet d'éteindre ou de couper l'incendie, après les avoir arrêtées avec le président de la municipalité. Il veille à ce qu'aucune personne étrangère au service ne s'immisce dans la direction des manœuvres.

TITRE IV

DISCIPLINE

Art. 19. — Les peines disciplinaires pour les sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers sont : 1° la réprimande ; 2° la mise à l'ordre ; 3° un service hors tour ; 4° l'amende ; 5° la privation du grade ; 6° l'exclusion temporaire ; 7° la radiation définitive des contrôles.

Art. 20. — Les trois premières peines sont infligées par l'officier qui commande le corps ou le détachement. Les autres sont infligées par le conseil d'administration, sous l'approbation de l'autorité municipale.

Art. 21. — Le maximum de l'amende est déterminé par le règlement du service. Elle est recouvrée par les soins du commandant. Le refus d'acquitter une amende imposée entraîne l'exclusion. Le produit des amendes est versé dans la caisse de secours du corps.

Art. 22. — Si un officier néglige ses devoirs, commet une faute contre la discipline, ou tient une conduite qui compromet son caractère et porte atteinte à l'honneur du corps, le président de la municipalité ou le chef de corps, par l'intermédiaire du président de la municipalité, en réfère au premier ministre, qui prononce ou provoque l'application des mesures prévues au paragraphe 1er de l'art. 4.

TITRE V

UNIFORME

Art. 23. — Une tenue uniforme est obligatoire pour tous les officiers, sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers dans le service de secours contre les incendies ou de sauvetage. Elle sera déterminée par l'arrêté municipal pris en exécution de l'article 12, et soumise à l'approbation du gouvernement.

TITRE VI

DÉPENSES — SECOURS ET PENSIONS

Art. 24. — Les dépenses prévues à l'article 5 pour les communes qui demandent l'autorisation de créer des corps de sapeurs-pompiers sont :

1° L'acquisition des pompes, de leurs accessoires et engins de sauvetage ;

2° Les frais d'habillement des sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers qui ne peuvent s'habiller à leur frais ;

3° L'achat des tambours ou clairons ;

4° Le loyer, l'entretien, le chauffage, l'éclairage et le mobilier du corps de garde ;

5° Le loyer du local où sont remisées les pompes, l'entretien des pompes et des accessoires ;

6° Les frais de registres, livrets, papiers, contrôle et tous les menus frais de bureau.

Ces dépenses sont réglées par le président de la municipalité, sur mémoires visés par le chef de corps, et acquittées de la même manière que les autres dépenses municipales.

Art. 25. — Dans les communes possédant un corps de sapeurs-pompiers, il pourra être créé une caisse de secours et de retraite.

Elle pourra être aussi organisée sous forme de société de secours mutuels approuvée.

Art. 26. — Les ressources de ces caisses se composent :

1° Des allocations votées par les conseils municipaux ;

2° Des cotisations des membres honoraires et participants ;

3° Du produit des amendes prévues à l'article 19 ;

4° D'une part prélevée sur le produit des services rétribués (bals, concerts, théâtres) qui peuvent être organisés par l'autorité municipale ;

5° Du produit des dons et legs qu'elles peuvent être autorisées à recevoir ;

6° Des dons et souscriptions provenant des compagnies d'assurances contre l'incendie.

Savon

12 octobre 1871 (27 redjeb 1288)

Arrêté du premier ministre établissant un droit sur le savon liquide

Le comité exécutif de la commission financière ayant proposé qu'un droit basé sur le poids soit établi dans toute la Régence sur le savon liquide... et que ce droit soit fixé à 2 piastres 3/4 par quintal tunisien ;

Cet avis a été soumis à S. A. le Bey qui a daigné l'approuver.

25 août 1876 (4 châban 1293)

Décret réduisant le droit d'exportation et maintenant le droit de fabrication sur le savon (1)

. . . . . .

En conséquence, il sera perçu par quintal

(1) Le droit d'exportation sur le savon est supprimé.

tunisien, 4 piastres (2 fr. 40) de droit de fabrication.

8 juillet 1891 (2 hidjé 1308)

Décret supprimant le droit de kantria et d'exportation sur le savon et réglementant le droit de fabrication.

Article premier. — Le droit dit « de kantria », exigible sur le savon fabriqué dans la Régence, à raison de 2 piastres 1/2 par quintal tunisien pour le savon en pain et de 2 piastres pour le savon liquide, sera supprimé à partir du 13 octobre 1891 ;

Sera également supprimé, à partir de la même date, le droit d'exportation de quatre piastres par quintal tunisien qui frappe le même produit.

Art. 2. — Les établissements de fabrication du savon seront ouverts, à toute réquisition, aux agents de l'administration ou de son représentant appelés à y pénétrer pour l'exercice du contrôle et pour la perception de l'impôt de fabrication, qui continuera à être exigé d'après le tarif en vigueur.

L'administration aura, en outre, le droit, s'il lui paraît nécessaire, d'installer dans l'établissement un gardien à poste fixe.

Art. 3. — Avant d'ouvrir un établissement de fabrication de savon, tout fabricant ou producteur sera tenu de faire, à l'employé chargé de la perception du droit, une déclaration faisant connaître si la fabrication a lieu dans son établissement d'une manière continue ou d'une manière intermittente.

Dans ce dernier cas, il devra, avant chaque reprise de fabrication, aviser l'agent percepteur de la date à laquelle commenceront les opérations de production, afin que cet agent puisse se présenter ou se faire représenter à ces opérations et établir, contradictoirement avec le fabricant, une situation qui servira de point de départ pour la constatation ultérieure de l'enlèvement des produits et pour l'acquittement des droits.

Une situation des quantités existantes au 13 octobre 1891, dans chaque usine, sera établie contradictoirement entre le représentant de l'administration et le fabricant.

Des récépissés détachés d'un registre à souche constateront l'accomplissement de ces déclarations.

Ces récépissés seront représentés à toute réquisition.

Art. 4. — Aucun produit ne pourra être enlevé du lieu de fabrication qu'après l'acquittement des droits.

Le Trésor aura privilège sur l'intégralité de la marchandise fabriquée pour laquelle le droit sera dû.

Art. 5. — Toute contravention aux dispositions des art. 2, 3 et 4 sera punie d'une amende de trois cents piastres (180 fr.) et de mille piastres (600 fr.) en cas de récidive.

Le contrevenant sera, en outre, condamné au paiement des droits exigibles, sans qu'il puisse être admis aucun motif d'excuse, et, dans le cas de fabrication clandestine ou d'enlèvement sans paiement des droits, les produits en contravention seront confisqués lorsqu'ils auront pu être saisis.

En cas de refus du fabricant ou du producteur de laisser pénétrer ou de laisser installer les agents de l'administration dans son établissement ou dans l'endroit où il fabrique, ainsi qu'il est prévu par l'art. 2 ci-dessus, ceux-ci devront requérir l'assistance du caïd ou de son délégué, d'un officier municipal ou d'un officier de police judiciaire, qui constatera la contravention.

En cas de récidive de la part du même fabricant dans le courant d'une année, la fermeture de l'établissement sera prononcée.

Art. 6. — Les dispositions des art. 113 et suivants de notre décret du 14 hidjé 1301, relatives à la constatation des contraventions, aux poursuites, au recouvrement des condamnations et à l'attribution des amendes, sont déclarées applicables en cas de contravention aux dispositions du présent décret.

3 juillet 1895 (10 moharrem 1313)

Décret relatif à la perception de l'impôt sur le savon

Article premier. — Le droit de fabrication sur les savons pourra être perçu par voie d'abonnements individuels consentis aux fabricants qui en feront la demande par le directeur des finances et réglés de gré à gré.

L'abonnement sera basé sur la production moyenne des années précédentes, ou exclusivement sur celle de la dernière année, au choix de l'administration. Il est applicable à l'établissement et non à la personne.

La durée du traité d'abonnement ne pourra excéder trois années.

L'abonnement constitue un traité à forfait, résiliable seulement dans le cas de cessation de fabrication ou par application des dispositions de l'art. 7 ci-après.

Art. 2. — Le fabricant qui voudra se placer sous le régime de l'abonnement sera tenu de produire :

1° Une soumission par laquelle il s'engagera à payer, à titre de redevance annuelle, la somme fixée par l'administration pour tenir lieu du droit exigible par exercice ;

2° Un relevé présentant la description de son usine et indiquant la nature des savons fabriqués, le mode de fabrication, la nature, le nombre et la contenance des chaudières, cuves, mises ou formes et autres appareils servant à la fabrication, le nombre et l'espèce des instruments et ustensiles employés pour achever la fabrication et pour marquer les produits.

Toute fabrique nouvelle sera soumise au régime de l'exercice au moins pendant une année avant de pouvoir obtenir l'abonnement.

Art. 3. — Les dispositions des articles 2, 3 (§ 1, 3 et 4) (4 § 2) et 5 (§ 3 et 4) du décret du 2 hidjé 1308 sus-visé restent applicables aux fabricants placés sous le régime de l'abonnement.

Art. 4. — Durant l'abonnement, les fabricants ne pourront accroître leurs moyens de production sans en faire par écrit la déclaration au directeur des contributions diverses.

L'administration mettra à la disposition des fabricants abonnés un registre coté *ne varietur*, où ils inscriront successivement en français et en toutes lettres avant l'enlèvement toutes les quantités de savons qui sortent de leur usine.

L'inscription constatera, en outre, l'heure de l'enlèvement, le nom et la qualité du destinataire, le lieu de destination, les voies de communication ou moyens de transports employés.

Il devra être donné communication de ce registre à l'administration chaque fois qu'elle le jugera nécessaire.

Art. 5. — Les fabricants paieront le montant de leur abonnement par trimestre et d'avance.

Art. 6. — Une situation des quantités de savon existant dans chaque usine sera établie contradictoirement entre le représentant de l'administration et le fabricant, au commencement et à l'expiration de l'abonnement.

Les fabricants qui se placeront sous le régime de l'abonnement auront à payer immédiatement, s'ils ne l'ont déjà fait, les droits afférents aux quantités de savon inventoriées dans leur fabrique.

Les quantités existant dans les mêmes établissements à l'expiration des abonnements seront considérées comme libérées d'impôt.

Art. 7. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et la répression en sera poursuivie dans les formes prévues par le décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301).

Elles seront punies des peines édictées par l'art. 5 (§ 1) du décret du 8 juillet 1891 (2 hidjé 1308) et donneront, en outre, le droit à l'administration de résilier l'abonnement.

Sel (1)

23 décembre 1882 (12 sfar 1300)

Décret donnant aux agents du monopole de la vente du sel libre accès dans les moulins et pressoirs à huile.

Art. 3. — ..... Pour l'exécution du présent décret et des conditions du règlement à intervenir, les employés du monopole du sel conserveront le droit de libre accès dans les moulins et pressoirs à huile, publics ou privés, en se conformant aux usages et lois en vigueur.

2 mars 1886 (21 djoumadi-el-aoual 1303)

Décret fixant le prix du sel artificiel

Article premier. — Le prix de vente du sel fin de table (sel artificiel) est fixé à..... (2)

Toutes les boîtes mises en vente devront porter les marques et vignettes de la régie, avec indication du prix de vente.

Art. 2. — Tout commerçant préalablement autorisé par l'administration des contributions diverses, pourra mettre en vente, dans son magasin, du sel fin de table, à la condition de s'approvisionner exclusivement aux bureaux du monopole et, pour tout ce qui a rapport à cette vente, de se conformer à toutes les mesures dont l'exécution lui sera ordonnée par le directeur des contributions et de se soumettre à toutes les visites et vérifications que l'administration ou son représentant jugera à propos de faire.

En cas de contravention, l'autorisation qui lui aura été donnée pourra lui être retirée, et il sera soumis aux peines prévues contre les débitants non autorisés.

Il lui sera accordé, à partir du 2 mai 1886, une remise de 10 0/0.

Les débitants commissionnés jouiront de la même remise à partir de la même époque.

Art. 3. — Sont applicables au sel artificiel toutes les dispositions du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884 qui ne sont pas contraires à l'article 1er ci-dessus.

11 novembre 1891 (19 rabia-ettani 1309)

Décret fixant les prix de vente du sel aux consommateurs

Article premier. — A partir du 1er janvier

(1) Voir aussi : Douanes et Monopoles.
(2) Voir : Décret du 11 novembre 1891 ci-après.

1892, les prix de vente du sel aux consommateurs seront fixés comme il suit :

Sel ordinaire, par quintal métrique. .	10 fr.	»
Sel destiné à la salure des sardines et des olives, par quintal métrique. .	4	»
Sel fin de table en boîtes ou paquets de 200 grammes.	»	10

Les propriétaires d'olives et les saleurs de sardines qui voudront bénéficier du prix de faveur ci-dessus devront se soumettre à toutes les prescriptions, formalités et surveillance que l'administration des monopoles jugera utile de prendre pour prévenir les abus et la fraude.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Serment (1)

6 août 1884 (13 chaoual 1301)

Décret sur la prestation de serment des agents appelés à verbaliser

Article premier. — A l'avenir, les agents de l'Etat, des communes, des établissements publics et les agents des administrations financières et des monopoles régis pour le compte de l'Etat, des communes ou des établissements publics, ayant leur résidence dans la localité où siège un juge de paix français, qui seront ou pourront être appelés à dresser des procès-verbaux destinés à être produits devant la justice française et à y faire foi, ne pourront être installés qu'après avoir prêté serment devant le juge de paix de leur résidence. La constatation de la prestation du serment sera faite par le greffier sur la commission de l'agent. Ce serment pourra être répété à la mosquée, si l'agent est musulman, et à la synagogue, s'il est israélite.

La formule du serment est ainsi conçue :

« Je jure de remplir avec zèle et probité les fonctions qui me sont confiées et de dénoncer aux tribunaux les contraventions et délits qui viendraient à ma connaissance. »

Art. 2. — Les agents actuellement en exercice ayant leur résidence au siège d'une justice de paix et remplissant des fonctions les appelant à verbaliser, seront commissionnés et prêteront serment dans un délai de quatre mois à partir de la promulgation du présent décret.

Art. 3. — Lorsqu'un agent ne pourra, pour une cause quelconque, rédiger lui-même le procès-verbal de la contravention ou du délit qu'il aura constaté, le procès-verbal pourra être établi, sur sa déclaration, soit par un autre agent appartenant à la même administration, en présence de deux témoins, soit par deux notaires, soit par le fonctionnaire qui pourrait être désigné.

Art. 4. — Un décret ultérieur déterminera l'époque et les conditions de la prestation de serment des agents qui ont leur résidence dans une autre localité que celle où siège le tribunal de paix de leur circonscription.

(1) Voir aussi : Forêts, Postes et télégraphes, Service topographique, pour le serment que doivent prêter les agents de ces administrations.

Service topographique

21 avril 1886 (17 redjeb 1303)

Décret portant création du service topographique

Article premier. — Le service chargé de l'établissement des plans nécessaires à l'immatriculation de la propriété foncière en exécution de la loi du 19 ramadan 1302-1er juillet 1885, est placé sous la haute direction du directeur général des travaux publics qui exerce à cet égard les pouvoirs à lui conférés en matière de travaux publics par nos décrets du 21 chaoual 1299-4 septembre 1882 et du 20 ramadan 1300-25 juillet 1883.

Art. 2. — Le personnel se compose :

1° D'un chef du service topographique ;

2° De vérificateurs.

3° De géomètres et d'élèves-géomètres.

4° De commis et employés de bureau.

Art. 3. — Le chef du service topographique, les vérificateurs et les géomètres sont nommés par décrets rendus sur la proposition du directeur général des travaux publics. Ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal français de Tunis.

Les autres agents sont nommés par arrêtés du directeur général des travaux publics, pris sur la proposition du chef du service topographique.

Art. 4. — Les géomètres sont pris parmi les élèves-géomètres ; les vérificateurs parmi les géomètres.

Art. 5. — Lss candidats à l'emploi de géomètre et d'élève-géomètre subissent des examens dont le programme est réglé par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 6. — A titre transitoire, et pour assurer l'organisation du personnel, il peut être nommé directement aux emplois de vérificateur et de géomètre des candidats ayant subi avec succès les épreuves mentionnées à l'article 5.

Art. 7. — Le chef du service topographique, les vérificateurs, les commis et les employés de bureau reçoivent les émoluements

ixés par arrêté du directeur général des tra-aux publics.

Un décret ultérieur fixera le tarif des rétri-outions à allouer aux géomètres ; le même lécret déterminera le tarif des frais à la charge du requérant l'immatriculation pour établissement du plan.

Art. 8. — Il sera établi, par arrêté du di-ecteur général des travaux publics, un règle-ent général sur le mode d'exécution des di-erses opérations se rattachant à l'établisse-ment du service topographique.

Art. 9. — Les géomètres et les vérificateurs sont pécuniairement responsables de l'exacti-tude des plans qu'ils ont produits ou reçus, ainsi que des frais de toute nature qui se-raient la conséquence de la mauvaise exécu-tion du travail.

Art. 10. — En cas de manquement au ser-vice, le directeur général des travaux publics, sur la proposition du chef du service topogra-phique, pourra infliger aux géomètres, à titre de peine disciplinaire, des retenues sur leurs rétributions, qui ne pourront dépasser deux cents piastres pour chaque infraction.

Art. 11. — La révocation des agents du ser-vice topographique pourra être prononcée en tout temps, dans la même forme que leur no-mination, pour insubordination, négligences graves dans l'exercice de leurs fonctions ou pour cause d'inconduite habituelle.

Art. 12. — Seront également passibles de révocation les géomètres qui recevraient direc-tement des particuliers des paiements en ar-gent, des services en nature, ou toute autre indemnité, à raison des travaux effectués en vue de l'immatriculation des propriétés.

Les vérificateurs qui auraient toléré des faits de cette nature sans les porter à la con-naissance du chef de service seraient égale-ment passibles de la révocation.

22 avril 1886

Arrêté du directeur général des travaux publics réglant l'organisation du service topographique

Article premier. — Tout candidat au grade d'élève-géomètre doit adresser au chef du ser-vice topographique une demande accompagnée de son acte de naissance, d'un extrait de son casier judiciaire et d'attestations émanées d'autorités compétentes constatant qu'il est de bonne moralité et doué d'une bonne cons-titution.

Art. 2. — Il doit, en outre, subir un exa-men portant sur les matières suivantes :

1° Ecriture lisible et très courante.

2° Principes de la langue française.

(Les candidats mettront au net une dictée destinée à donner un spécimen de leur écri-ture et à constater qu'ils savent suffisamment l'orthographe.)

3° Arithmétique : numération décimale, les quatre règles, preuves de ces opérations, nom-bres décimaux ; fractions, extractions des ra-cines carrées ; système légal des poids et me-sures ; règles de trois simples et composées ; progressions et proportions.

4° Logarithmes : définition des logarithmes et usage des tables ;

5° Algèbre : addition et soustraction des polynômes ; multiplication et division des monômes ; équations du premier degré à une ou plusieurs inconnues ;

6° Géométrie : préliminaires ; égalité des triangles ; droites, perpendiculaires, obliques, parallèles, parallélogrammes, polygones, li-gnes proportionnelles, triangles semblables ; mesure des angles ; contact et intersection des cercles ; tangentes et sécantes de cercle ; poly-gones inscrits et circonscrits au cercle ; aires des polygones réguliers ;

7° Trigonométrie rectiligne ; lignes trigono-métriques ; relations entre les lignes trigono-métriques d'un arc ; principales formules tri-gonométriques ;

Usage des tables de sinus ; relations entre les côtés et les angles des triangles ; résolu-tion des triangles ;

8° Dessin graphique et lavis ;

9° Notions sur le lever des plans ;

Théorie et usage des instruments servant au lever et au rapport des plans.

Art. 3. — La durée du stage en qualité d'élève géomètre est fixée à un an. A l'expira-tion de ce délai, les élèves doivent justifier devant une commission spéciale, désignée par arrêté du directeur général des travaux pu-blics, qu'ils possèdent les connaissances néces-saires pour effectuer toutes les opérations de triangulation et d'arpentage et qu'ils sont suffisamment familiarisés avec les méthodes employées pour le lever des plans. Ils sont tenus d'exécuter, en outre, le lever d'un plan d'épreuve comprenant au moins 300 hectares. S'ils subissent ces épreuves avec succès, ils sont déclarés admissibles au grade de géomè-tre et pourvus d'emplois au fur et à mesure des besoins du service.

Dans le cas contraire, un nouveau délai d'un an peut leur être accordé par le direc-teur général des travaux publics, sur la pro-position du chef du service.

A l'expiration de cette seconde année, ils subissent de nouveau les mêmes épreuves ; dans le cas où le résultat en serait encore négatif

ils cesseraient de droit de faire partie du personnel de service.

Obligations des agents

Art. 4. — Le chef du service topographique est tenu de veiller à la bonne et soigneuse exécution des travaux d'arpentage, ainsi qu'à leur avancement régulier.

Il inspecte une fois par an tous les agents sous ses ordres et s'assure qu'ils remplissent d'une manière convenable leurs obligations.

Dans chacune de ses tournées il contrevérifie au moins une des opérations de contrôle faites par les vérificateurs.

Chaque année, il rend compte des résultats de ses tournées dans un rapport d'ensemble adressé au directeur général des travaux publics.

Art. 5. — L'un des vérificateurs remplit les fonctions de chef de bureau ; il est chargé, sous les ordres directs du chef de service topographique, de la distribution, de la surveillance et de la vérification des travaux exécutés dans les bureaux de la correspondance, ainsi que de la conservation et du classement des archives.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service, il est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Art. 6. — Des commis et employés, attachés aux bureaux du chef de service en nombre suffisant, sont chargés de l'exécution des travaux suivants :

Calcul des contenances ;
Réduction des plans ;
Copies des plans ;
Etablissement du plan terrier ;
Comptabilité et travaux d'ordre ;
Classement des archives.

Art. 7. — Les vérificateurs du service actif sont chargés :

1° D'effectuer les tournées nécessaires pour la surveillance des agents du service actif ;

2° De veiller à l'exécution des règlements et des instructions ;

3° De vérifier les triangulations et les plans exécutés par les géomètres.

Art. 8. — Les géomètres sont chargés de lever les plans des propriétés dont l'immatriculation a été demandée, et qui leur sont désignées par le chef de service.

Art. 9. — Ils doivent se conformer ponctuellement, sous le rapport technique, aux ordres qui leur sont donnés par le chef du service topographique et les vérificateurs.

Ils sont tenus d'exécuter personnellement tous les travaux qui leur sont confiés.

Art. 10. — Si les géomètres négligent ou refusent d'exécuter, en temps utile, les ordres qu'ils auront reçus, les travaux qui leur sont confiés peuvent leur être retirés par décision du chef du service topographique, sans qu'ils puissent prétendre au paiement des travaux incomplets déjà effectués.

Art. 11. — Les géomètres peuvent, avec l'autorisation du chef de service, recevoir des élèves ayant satisfait aux examens prévus par l'article 2 du présent règlement, pour les mettre au courant des travaux d'arpentage.

Ils sont tenus de recevoir ceux qui seraient envoyés auprès d'eux par le chef de service.

Ils prennent les mesures nécessaires pour exercer convenablement ces élèves à toutes les opérations d'arpentage et les initier à tous les détails de leurs travaux.

La rétribution entière des travaux auxquels auraient participé les élèves reste acquise aux géomètres.

Art. 12. — Il est interdit aux géomètres de s'absenter du lieu de leur résidence sans une autorisation du chef de service.

Le chef de service doit être immédiatement informé de l'interruption des travaux des géomètres pour cause de maladie ou pour toute autre cause fortuite, dès que cette interruption durera plus de huit jours.

Art. 13. — Il est interdit aux géomètres d'exécuter aucun travail étranger à leur service sans une autorisation formelle du chef de service.

Les demandes de travaux particuliers, adressées aux géomètres par les propriétaires, sont transmises au chef de service qui accorde, s'il y a lieu, l'autorisation nécessaire.

Dans aucun cas cette autorisation ne peut servir de prétexte pour retarder l'exécution des travaux ordonnés par l'administration.

Art. 14. — Les géomètres ne peuvent délivrer aucune copie ou aucun extrait des travaux qu'ils ont exécutés ou des documents qui leur ont été communiqués.

Matériel et instruments

Art. 15. — Le papier nécessaire à l'établissement des croquis et des plans, ainsi que tous les imprimés utiles pour l'inscription des observations faites sur le terrain et pour l'exécution des calculs, sont fournis par l'administration aux géomètres, à un tarif à déterminer.

Art. 16. — Les géomètres doivent avoir à leur disposition et entretenir en bon état, sans indemnité particulière, tous les instruments nécessaires à leurs travaux.

Lorsqu'ils ne sont pas munis de ces instruments, le chef de service peut en mettre à leur disposition.

Ces instruments sont alors payés par les géomètres au moyen d'une retenue de 15 0/0 sur le montant des rétributions qui leur sont acquises, jusqu'à concurrence du remboursement total de leur valeur.

Les instruments restent la propriété de l'Etat, ils ne peuvent être vendus ni mis en gage par les géomètres tant que le montant de leur valeur n'a pas été intégralement remboursé.

En recevant les instruments, les géomètres doivent déclarer par écrit :

1° Qu'ils demandent à acheter ces instruments au moyen d'une retenue de 15 0/0 sur le montant des rétributions qui leur sont accordées ;

2° Que dans le cas où ils quitteraient leurs fonctions pour une cause quelconque avant que le prix des instruments ne soit entièrement remboursé, ils s'obligent à verser immédiatement les sommes encore dues, faute de quoi ils rendront les instruments au chef de service qui pourra les faire mettre en vente à leurs risques et périls et appliquer le produit de la vente à la partie du prix des instruments non encore remboursée;

3° Qu'ils restent responsables, sur l'intégralité des indemnités qui leur sont acquises et ne leur sont point encore payées, de la part de l'avance qui pourrait ne pas être couverte par le montant des retenues effectuées et le produit de la vente des instruments.

Art. 17. — Le chef de service et les vérificateurs tiennent la main à l'exécution des prescriptions du premier alinéa de l'article 16 et vérifient eux-mêmes, dans chacune de leurs tournées, l'exactitude des instruments employés par les géomètres.

Respect des propriétés

Art. 18. — Lors de l'exécution des travaux d'arpentage, les géomètres ainsi que leurs aides (porte-mires ou porte-chaînes) doivent avoir soin de ménager autant que possible les plantations et les récoltes. Les géomètres restent responsables de tous les dégâts commis inutilement par eux ou par leurs aides.

Dispositions d'ordre

Art. 19. — Les vérificateurs et les géomètres tiennent, pour la correspondance de service, un registre de correspondance dans lequel sont enregistrés par ordre de date toutes les lettres et les rapports qu'ils envoient.

D'un autre côté, ces agents inscrivent dans un livre-journal toutes les opérations qu'ils exécutent.

Art. 20. — A la fin de chaque mois les géomètres envoient au chef de service une copie de leur livre-journal et un état de la situation de leurs travaux.

Les vérificateurs envoient en même temps au chef de service une copie de leur livre-journal.

1er mai 1886 (27 redjeb 1303)

Décret fixant le tarif et les conditions d'exécution des plans des propriétés rurales, modifiés par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

Article premier. — Les plans exigés du requérant l'immatriculation, aux termes de l'article 29 de la loi du 19 ramadan 1302-1er juillet 1885 sur la propriété foncière, ne comprennent que le périmètre des propriétés tel qu'il est constaté par le bornage.

Art. 2. — Les géomètres du service topographique recevront, pour l'exécution des plans des immeubles ruraux, des rétributions réglées sur les bases suivantes :

1° Indemnité fixe : par propriété..... 20 p. (12 f.)

2° Indemnités proportionnelles :

A. — *Triangulation*

Pour l'exécution de la triangulation, comprenant le projet de triangulation, la plantation des signaux, la fourniture et la pose des bornes conformes au modèle adopté, le repèrement des signaux, le mesurage des angles, l'exécution des calculs de réduction, du calcul des triangles et du calcul des coordonnées de chacun des points trigonométriques et l'établissement du canevas:

a) Par point trigonométrique de 1er ordre, faisant partie d'un réseau trigonométrique dont les côtés des triangles dépassent 3,000 m. 50 piastres (30 fr.).

b) Par point trigonométrique de 2e ordre ou par point subsidiaire, 30 piastres (18 fr.).

c) Par hectomètre de base mesurée deux fois, 1 piastre 50 (0 fr. 90).

B. — *Cheminements polygonaux*

Pour l'exécution des cheminements polygonaux, comprenant le jalonnement, le double mesurage des côtés, le mesurage des angles, le calcul des coordonnées des points polygonaux, le rapport et le dessin du canevas et du plan :

a) Par point polygonal, 2 piastres 50 (1 fr. 50).

b) Par hectomètre de longueur mesurée deux fois, 1 piastre 30 (0 fr. 78).

C. — *Cheminements à la boussole pour lever de détails intérieurs*

Pour l'exécution des cheminements comprenant le jalonnement, le simple mesurage des côtés, le mesurage des angles aux deux

extrémités de chaque ligne, le rapport des cheminements au moyen du rapporteur et le dessin du plan :

a) Par sommet de cheminement, 1 piastre (0 fr. 60).

b) Par hectomètre de longueur mesurée, 0 piastre 86 (0 fr. 52).

D. *Détermination des points de détail ne coïncidant pas avec les points polygonaux et les sommets de cheminement.*

Par point, 0 piastre 30 (0 fr. 18).

Art. 3. — Tous les frais d'auxiliaires, d'entretien des instruments et de fournitures de bureau nécessaires pour l'exécution des plans restent à la charge des géomètres.

Art. 4. — Le paiement des travaux des géomètres ne peut être effectué que lorsque les travaux sont achevés et ont été reconnus exacts par le vérificateur.

Toutefois, lorsque la durée probable des travaux à exécuter devra excéder deux mois, le directeur des travaux publics pourra, sur la proposition du chef du service topographique, allouer aux géomètres des avances qui ne sauraient, en aucun cas, dépasser les trois cinquièmes (3/5) de la valeur des travaux exécutés, valeur certifiée par le vérificateur, ni les sommes déposées par les propriétaires à titre de provision pour l'exécution du plan.

Au cas où le montant total des avances accordées dépasserait la valeur des rétributions dues aux géomètres pour le travail entier, les géomètres et, à leur défaut, les vérificateurs qui auraient délivré le certificat ci-dessus visé seraient pécuniairement responsables de la différence.

En cas de difficultés sur le règlement des indemnités, il est statué par le directeur général des travaux publics.

Art. 5 (1). — Les prix indiqués à l'article 2 du présent décret ne comprennent pas :

1° Les frais de voyage pour déplacements occasionnés par le service et régulièrement autorisés ou ordonnés par le chef du service topographique ;

2° Les honoraires pour exécution des bornages.

Les frais de voyage sont remboursés sur mémoire présenté par le géomètre et arrêté par le chef du service topographique.

Les honoraires sont réglés à raison de quatre francs par vacation de trois heures, sur état taxé par le chef du service topographique.

(1) Décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

Les frais de voyage et les honoraires ci-dessus sont réglés à la fin de chaque mois.

Art. 6. — Abrogé par le décret du 16 mars 1892 (17 châban 1309).

Art. 7. — Les propriétaires qui, en vue d'immatriculations ultérieures, désireraient faire lever les détails situés dans l'intérieur de leurs propriétés, ou faire exécuter, par les géomètres du service topographique, des plans de lotissement dans les conditions exigées et aux tarifs établis par le présent décret pour le lever des plans nécessaires à l'immatriculation, devront faire une demande spéciale au chef du service topographique, en indiquant approximativement l'étendue des travaux à effectuer.

Le chef du service accordera l'autorisation d'exécuter ces travaux toutes les fois que les nécessités du service le permettront.

Art. 8. — Lorsqu'il aura été démontré, par les résultats de la vérification, qu'un géomètre n'a pas apporté à l'exécution de ses travaux tous les soins nécessaires, le chef de service pourra, bien que les travaux aient été reconnus utilisables après rectification, faire subir audit géomètre une retenue pouvant s'élever à 25 0/0 sur le montant des indemnités résultant de l'application des tarifs établis par l'article 2 du présent décret,

Le montant des retenues effectuées et des amendes infligées en vertu de l'article 10 de notre décret du 17 redjeb 1303-21 avril 1886 sera distribué à la fin de chaque année, à titre de gratification, aux agents les plus méritants du service topographique.

14 juin 1886 (12 ramadan 1303)

Décret fixant le tarif et les conditions d'exécution des plans des propriétés urbaines

Article premier. — Le lever du plan des propriétés urbaines non bâties, ainsi que celui des bâtiments isolés de toutes parts, reste soumis aux prescriptions des décrets et règlements relatifs au lever du plan des propriétés rurales en ce qui concerne le mode d'exécution du plan et les frais qui incombent au requérant l'immatriculation.

Art. 2. — Le plan des propriétés bâties englobées dans des constructions appartenant à des tiers, ou extérieurement inaccessibles sur une partie de leur périmètre, est levé par des procédés spéciaux qui feront l'objet d'un règlement particulier arrêté par le directeur général des travaux publics.

Dans ce cas, le géomètre reçoit :

1° Une indemnité fixe de dix piastres (10 p. 6 fr.) par propriété.

2° Six piastres (3 fr. 60) par vacation de trois heures, pour le temps passé aux diverses opérations relatives au lever et au rapport du plan.

3° Une indemnité supplémentaire de deux piastres et demie (1 fr. 50) par vacation consacrée aux opérations sur le terrain, pour représenter la valeur des frais à la charge du géomètre, en vertu de l'article 3 de notre décret du 27 redjeb 1303-1er mai 1886.

4° Le remboursement des frais de voyage, de la manière indiquée à l'article 5 de notre décret du 27 redjeb 1303-1er mai 1886.

L'état de rétribution présenté par le géomètre est arrêté et taxé par le chef du service topographique.

Art. 3. — Les dispositions des articles 4, 6, 7 et 8 de notre décret du 27 redjeb 1301-1er mai 1886 sont applicables au lever des plans des propriétés urbaines.

Servitudes militaires

10 décembre 1882 (29 moharrem 1300)

Décret fixant la zone des servitudes militaires

Article premier. — La zone des servitudes militaires établie autour des places de guerre et des forts détachés, est réduite à 250 mètres, mesurés du revers extérieur des ouvrages.

Art. 2. — Toute construction de nature à gêner le tir, tout travail pouvant en diminuer l'effet, sont interdits dans cette zone.

Art. 3. — Les dispositions contraires au présent décret et notamment le décret du 26 hidjé 1299-7 novembre 1882, sont et demeurent abrogés.

12 décembre 1885 (6 rabia-el-aoual 1303)

Décret homologuant le bornage de la zone des servitudes militaires de Sousse

Article unique. — La zone des servitudes militaires de la place de Sousse comprend l'espace déterminée :

Par le mur d'enceinte nord de la ville à partir du point où il se détache du mur ouest du bordj de Bab-el-Bahar jusqu'à sa rencontre avec l'enceinte du camp au nord, par l'enceinte du camp, par le mur sud de la Kasbah, par le mur est de la Kasbah depuis le saillant sud-est jusqu'à sa rencontre avec le mur d'enceinte sud de la ville, et par ce mur d'enceinte jusqu'au saillant sud-est du bordj de Sidi-el-Mahdjoub, d'une part;

Et par la ligne brisée, marquée sur le plan par un trait rouge, partant du point sus-indiqué où le mur d'enceinte nord de la ville se détache du mur ouest du bordj de Bab-el-Bahar et rejoignant le saillant sud-est sus-indiqué du bordj de Sidi-el-Mahdjoub en passant par les bornes un à treize, conformément au plan annexé, d'autre part.

2 septembre 1886 (3 hidjé 1303)

Décret réglementant les travaux mixtes, le domaine et les servitudes militaires

(La première partie de ce décret se trouve sous les mots : Domaine militaire français).

TITRE III

SERVITUDES MILITAIRES

Art. 20. — Aucune place de guerre ne pourra être classée ou déclassée qu'en vertu d'un décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre tunisien, avec l'assentiment du gouvernement français.

Art. 21. — Les servitudes militaires portées par les ouvrages des places et postes classés sont limitées à la zone unique de 250 mètres, créée par le décret beylical du 10 décembre 1882.

Toutefois, lorsqu'il ne peut en résulter aucun préjudice pour la défense et que les intérêts locaux le réclament, la zone de servitude peut être réduite. De même, il peut être créé dans l'étendue de la zone, des polygones, à l'intérieur desquels sont admises certaines exceptions aux règles générales sur les servitudes.

Le tracé des zones de servitude et des polygones exceptionnels est arrêté par un décret rendu dans les formes prévues à l'art. 20.

Art. 22. — Les dispositions du titre 2, section 4, du décret du 10 août 1853, relatif au bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels, sont applicables en Tunisie.

Le fait même de l'établissement des servitudes mititaires n'ouvre aux particuliers aucun droit à indemnité. Ils ne peuvent se pourvoir que contre l'opération matérielle du bornage.

Les attributions conférées par l'article 20 du décret du 10 août 1853, aux tribunaux administratifs, sont dévolues aux tribunaux français.

Le décret d'homologation est rendu dans les formes prévues à l'art. 20.

Art. 23. — Sont seules applicables à la zone unique, les prohibitions édictées par le décret du 10 août 1853, concernant les bâtisses, chemins, terrassements, exploitations de carrières, dépôts de matériaux, etc., faits par des parti-

culiers dans les zones, sous réserves des adoucissements ci-après :

1° Sont autorisés la construction, l'entretien et la restauration des puits, norias et réservoirs d'eau en déblai avec margelles ou murs de clôture d'un mètre de hauteur, des citernes, des caves, des fosses de latrines et autres excavations couvertes, ne créant pas de couverts ou n'augmentant pas les couverts existants, des pierres tombales, des monuments funéraires et des koukas de petites dimensions.

2° Les constructions préexistantes peuvent être restaurées et reconstruites après déclaration à l'autorité militaire, sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation aux dimensions extérieures, et que les matériaux de réparation et de reconstruction seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre.

Est déclarée préexistante et peut être librement entretenue, toute construction à qui ce caractère est reconnu, à la date du décret d'homologation, par un procès-verbal avec plan à l'appui, dressé par le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et un représentant de l'autorité locale.

Les autorisations ci-dessus ne sont valables qu'en ce qui concerne le service militaire, et ne dispensent pas de l'accomplissement des formalités à remplir vis-à-vis des administrations publiques et des tiers intéressés.

Art. 24. — La police de la zone est exercée par le service du génie. Les contraventions commises par des particuliers sont recherchées et constatées par les adjoints du génie assermentés. Les procès-verbaux de contravention, affirmés devant le juge de paix du lieu où la contravention a été commise dans un délai de 24 heures, non compris le délai de distance prévu pour la promulgation des décrets en Tunisie, sont notifiés aux contrevenants ou à leurs agents ou ouvriers par les adjoints du génie, avec sommation de suspendre sur le champ les travaux et de rétablir l'état des lieux antérieur ou un état équivalent dans le délai que cette opération comporte.

Si le contrevenant ne s'exécute pas dans le délai prescrit, le chef du génie rend compte au directeur en lui transmettant les procès-verbaux.

Le général commandant les troupes d'occupation, sur le rapport du directeur du génie, adresse ensuite le dossier de l'affaire au Résident général, qui saisit le tribunal français dans la huitaine. Le général prescrit, en même temps, au commandant d'armes de s'opposer, même au besoin par l'emploi de la force, à ce que le contrevenant poursuive son infraction.

Le tribunal statue après les vérifications qu'il peut juger nécessaires.

Le jugement de condamnation fixe le déla dans lequel le contrevenant est tenu de rétablir à ses frais l'ancien état des lieux.

Il est notifié aux parties intéressées par les adjoints du génie avec sommation d'exécuter. A défaut d'exécution après l'expiration du délai, les travaux sont faits par l'autorité militaire sous la direction d'un adjoint du génie, aux frais du contrevenant, en présence de la force armée, s'il y a lieu.

Le président de la municipalité ou son représentant est requis par le commandant d'assister à l'exécution. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

Art. 25. — En dehors des travaux publics d'intérêt général, soumis à l'instruction mixte, aucune construction d'intérêt public local ne peut être entreprise par les services publics, ou par les particuliers dans la zone qu'à charge de soumission de démolir sans indemnité, en cas de guerre ou d'insurrection, et sur autorisation spéciale du général commandant les troupes d'occupation.

Cette autorisation ne peut être donnée qu'après que le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et le président de la municipalité ont reconnu, de concert et par un procès-verbal, que l'emplacement de la dite construction est déterminé par quelque circonstance locale qui ne peut se rencontrer ailleurs.

La dite autorisation n'est valable qu'en ce qui concerne le service militaire. Les contraventions commises par les services publics dans la zone des servitudes sont constatées et réglées comme en matière de travaux mixtes.

19 mai 1890 (1er châban 1307)

Décret homologuant le plan de délimitation de la zone des servitudes militaires de Mehdia

Article premier. — Sont définitivement arrêtés et homologués, pour le bordj Er-Ras ou bordj El-Kebir, de Mehdia, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage du 9 avril 1889 (9 chaoual 1306) de la zone des servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre.

Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé, etc.

3 décembre 1890 (21 rabia-el-aoual 1308)

Décret homologuant le bornage des zones de servitudes des places de Tunis, Le Kef et Bizerte, et de polygones exceptionnels

Article premier. —. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les places ci-après,

les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et les polygones exceptionnels visés et approuvés par le ministre de la guerre :

TUNIS

Zone unique de servitudes ;
Polygone exceptionnel du village de Sidi-Abdallah ;
Polygone exceptionnel du village de La Manouba.
Bornage du 24 redjeb 1303 (28 avril 1886.)

LE KEF

Zone unique de servitudes.
Bornage du 11 rabia-el-aoual (24 décembre 1885).

BIZERTE

Zone unique de servitudes ;
Polygone exceptionnel du village des Andalous.
Bornage du 14 djoumadi-el-aoual 1303 (18 février 1881).

Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé, etc.

5 décembre 1891 (4 djoumadi-el-aoual 1309)

Décret arrêtant les limites de la zone des servitudes autour de la place de Gabès

Article premier. — La limite de la zone des servitudes autour de la place de Gabès est arrêtée à la ligne brisée, teintée en violet sur le plan annexé au présent décret, et déterminée par les bornes numérotées de 1 à 12.

Art. 2. — Un polygone exceptionnel, teinté en rose pâle sur le plan, et réservé dans cette zone, au nord de la place, entre les bornes 11, 12, 1, 2 précitées et les bornes supplémentaires 13, 14, 15, 16 et 17.

Il sera permis d'y faire des dépôts provisoires d'alfa et autres matériaux, d'y élever des constructions légères et faciles à démolir, à la condition que l'intéressé s'engage notamment à démolir les constructions, à enlever les dépôts et décombres, à rétablir le terrain dans l'état primitif des lieux, et ce, à la première réquisition de l'autorité militaire dans le cas où la place serait menacée d'hostilité ; ou à voir faire d'office les démolitions et enlèvements de matériaux et décombres par l'autorité militaire si elle le juge convenable ; le tout, dans les deux cas, à ses frais et sans pouvoir prétendre aucune indemnité.

Art. 3. — Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret et de l'accomplissement des formalités légales du bornage.

6 octobre 1892 (15 rabia-el-aoual 1310)

Décret arrêtant le plan de la zone de servitude de la batterie de Radès

Article unique. — Est arrêté le plan ci-annexé de la batterie de Radès tracé conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 2 septembre 1886 (3 hidjé 1303).

17 janvier 1893 (29 djoumadi-ettani 1310)

Décret homologuant le plan et le bornage de la zone des servitudes et du polygone exceptionnel de la place de Gabès.

Article premier. — Le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage de la zone des servitudes et du polygone exceptionnel, établis à la date du 8 août 1892 (16 moharrem 1310), pour la place de Gabès, sont définitivement homologués.

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

7 septembre 1893 (26 sfar 1311)

Décret homologuant le plan de délimitation et le bornage de la zone des servitudes de la batterie de Radès

Article premier. — Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage de la zone des servitudes de la batterie de Radès dressés le 14 ramadan 1310 (12 avril 1893).

Art. 2. — Notre ministre de la guerre est chargé, etc.

10 janvier 1895 (14 redjeb 1312)

Décret arrêtant le tracé de la zone des servitudes de la batterie du Dar-El-Coudia

Article unique. — Est arrêté le tracé de la zone des servitudes de la batterie du Dar-El-Coudia figuré au plan annexé au présent décret.

20 février 1895 (25 châban 1312)

Décret arrêtant le tracé de la zone des servitudes de la batterie de Bordj-Djedid

Article premier. — Est arrêté le tracé de la zone des servitudes de la batterie de Bordj-Djedid figuré au plan annexé au présent décret.

Art. 2. — Dans l'angle ouest de la zone précitée, il est créé un polygone exceptionnel, comprenant les anciennes citernes de Carthage, et limité par les lignes AB et BC, dans l'intérieur duquel les travaux de toute nature pourront être exécutés, sous la seule réserve qu'aucune construction ne dépassera la cote 35^m au-dessus du niveau de la mer.

17 juillet 1895 (24 moharrem 1313)

Décret arrêtant le tracé de la zone des servitudes de la batterie du Djebel Roumadia

Article unique. — Est arrêté le tracé de la zone des servitudes de la batterie du Djebel Roumadia figuré au plan annexé au présent décret.

Tabac (1)

31 janvier 1875 (23 hidjé 1291)

Décret interdisant la culture du takrouri

..... La commission financière est d'avis d'interdire la culture du takrouri sur toute la surface de la Régence.

Sur la proposition conforme du premier ministre ;

Cet avis est adopté.

1er avril 1881 (30 rabia-ettani 1298)

Décret interdisant l'importation, la vente et la détention de la chira

Nous avons appris que l'importation et la vente de la chira se fait à Tunis sur une grande échelle..... Nous en prohibons l'importation. Les conseils sont invités à interdire à leurs administrés de se livrer à ce commerce, et à les prévenir que tout détenteur de chira sera puni et sa marchandise confisquée.

12 octobre 1885 (4 moharrem 1303)

Décret réglementant les débits de tabac

Article premier. — Quiconque voudra être commissionné comme débitant de tabac, devra en faire la demande, par écrit, au directeur des contributions diverses qui instruira cette demande.

Art. 2. — La commission est personnelle ; elle est délivrée par le directeur des finances, ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet. Elle indique si le débitant est autorisé à vendre des tabacs de toutes les qualités ou la nature des tabacs qu'il lui est permis de vendre.

Art. 3. — Le débitant devra s'approvisionner exclusivement aux bureaux du monopole. Il devra être toujours pourvu, en quantité suffisante pour les besoins de la débite, des espèces de tabac qu'il est autorisé à vendre.

Art. 4. — Il est tenu de se conformer à toutes les mesures dont l'exécution lui sera ordonnée par le directeur des contributions diverses, concernant la tenue et la gestion de son débit.

Art. 5. — Un exemplaire du tarif, vu et approuvé par le directeur des contributions diverses, devra être affiché dans le débit.

Art. 6. — Il sera fait au débitant, au moment des livraisons, une remise en nature de 3 onces par rotolo sur les tabacs en vrac à fumer et à priser, et en numéraire de 10 0/0 du prix de vente sur les tabacs en paquets, les cigares et les cigarettes.

Art. 7. — Le débitant devra se soumettre à toutes les visites et vérifications que l'administration ou le fermier jugera à propos de faire, à n'importe quel moment, et aussi souvent qu'elle le jugera nécessaire, soit par les agents de l'administration ou du monopole, soit par les fonctionnaires et agents autorisés à faire des investigations dans les débits.

Art. 8. — Indépendamment des poursuites auxquelles ils seraient exposés de la part du fermier dans le cas où ils se rendraient coupables d'infractions que la loi punit de l'emprisonnement ou de l'amende, toute contravention, de la part des débitants, aux règles qui leur sont imposées, pourra être suivie de la privation temporaire ou définitive de leur commission.

La révocation, dans tous les cas où elle aura été encourue, sera prononcée par le directeur des finances ou son représentant.

Art. 9. — Les débitants devront se conformer, en tout ce qui les concerne, aux dispositions du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

Art. 10. — Les dispositions des décrets du 15 djoumadi-ettani 1287-13 août 1870 et du 25 kâda 1296-10 novembre 1879 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent règlement.

Art. 11. — Le présent règlement ne sera mis en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1886.

(1) V. aussi art. 60 et suivants du décret du 3 octobre 1884 (14 hidjé 1301) sous les mots : Douanes et monopoles

16 décembre 1890

Arrêté du directeur des finances relatif aux entrepôts dépendant de la direction des monopoles

Article premier. — La direction des monopoles aura à Tunis un entrepôt central et un entrepôt particulier.

Le garde-magasin général de l'entrepôt central sera en même temps entreposeur particulier à Tunis.

Des entrepôts particuliers sont créés à La Goulette, Nabeul, Tebourba, Beja, Souk-el-Arba, Le Kef, Kairouan, Sousse, Sfax, Bizerte, Babouch, Monastir, Mehdia, Gafsa, Tozeur, Gabès, Djerba, Zarzis et Tabarka.

Il sera nommé des entreposeurs particuliers à Béja, Kairouan, La Goulette, Le Kef, Nabeul, Sfax, Sousse, Souk-el-Arba, Tebourba.

Dans les autres localités, les entrepôts seront gérés par les receveurs des douanes installés dans ces localités.

Art. 2. — Tous les entreposeurs ou faisant fonctions d'entreposeurs tiennent une comptabilité matière pour laquelle ils sont directement subordonnés au garde-magasin général des monopoles qui centralisera les opérations et qui sera directement responsable envers le Trésor et justiciable de la Cour des comptes.

La forme des bordereaux mensuels et des comptes annuels sera réglée par des instructions spéciales.

Art. 3. — Le directeur des monopoles est ordonnateur secondaire des dépenses de son service, dans les limites des crédits qui lui sont répartis et sous-délégués par le directeur des finances.

4 juin 1891 (27 chaoual 1308)

Décret relatif aux modifications qui pourront être apportées à la nomenclature et au prix des tabacs.

Article premier. — La nomenclature annexée au décret du 4 djoumadi-el-aoual 1308, qui fixe l'espèce et le prix des tabacs mis en vente par la régie, pourra être modifiée par arrêtés du directeur des monopoles dûment visés et approuvés par le directeur des finances et publiés au *Journal officiel*.

Chacune des modifications apportées à cette nomenclature sera immédiatement indiquée sur les tarifs affichés dans les débits de tabacs.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Terres sialines

18 décembre 1875 (20 kâda 1292)

Décret relatif aux *terres mortes* de Sfax

Nous avons, à la date du 1er moharrem 1288-23 mars 1871, rendu un décret par lequel nous fixions les conditions moyennant lesquelles les gens de Sfax pouvaient prendre des *terres mortes* et les exploiter en y plantant des oliviers ou en y faisant d'autres cultures. Les individus qui voulaient profiter de cette disposition devaient demander la concession au gouvernement, par l'intermédiaire du caïd, en indiquant la quantité de terrains qu'ils désiraient acquérir et s'engager à payer le prix sur le nombre de mradjas qui leur seraient concédés et dont la quantité serait constatée par une expertise de mesurage.

Par un autre décret du 7 redjeb de la même année, 22 septembre 1871, nous avons disposé que les actes de notoriété constatant la propriété d'un individu sur une partie de ces *terres mortes*, d'une date postérieure à celle de notre décret précité, ne seraient pas valables et que nous ne reconnaissions comme titre authentique de propriété que l'acte de mesurage du terrain concédé.

Or, nous venons d'apprendre que des individus, s'adressant au tribunal du chara, produisent des actes de notoriété pour faire valider leurs prétendus droits sur ces terrains.

C'est pourquoi nous invitons le chara à se conformer, en cette matière, aux dispositions de nos deux décrets précités, de sorte que ses membres refusent dorénavant l'autorisation d'établir des actes de notoriété de cette nature.

Les droits de propriété sur ces *terres mortes* ne peuvent être établis que par l'acte authentique de mesurage ou par un acte de notoriété dont la date serait antérieure à notre décret du 1er moharrem 1288-23 mars 1871.

8 février 1892 (10 redjeb 1309)

Décret relatif à l'occupation et à la complantation des « terres sialines » de la région de Sfax

TITRE PREMIER

RÉGULARISATION DES OCCUPATIONS ANCIENNES

Article premier. — Les personnes qui, depuis le décret du 23 mars 1871 (1er moharren 1288) ont occupé des terres sialines dans la région de Sfax et auxquelles l'Etat n'a pas délivré de titres de propriété, devront en faire la déclaration, avec demande de délivrance de titre, au caïd qui la transmettra à la direction de l'agriculture.

Les personnes qui occupent une surface supérieure à celle faisant l'objet de leur titre, sont considérées comme n'ayant pas de titre pour l'excédent, et devront également faire régulariser leur situation pour cet excédent.

Art. 2. — Abrogé par le décret du 10 mai 1883 (24 chaoual 1310).

Art. 3. — Les demandes visées par l'article 1er seront agréées, quand il y aura lieu, par le directeur de l'agriculture, et notification en sera faite par l'agent local du domaine.

Le prix prévu à l'article précédent sera payé entre les mains dudit agent, moitié au moment de cette notification et moitié quatre ans après, avec faculté d'anticipation.

Le titre de propriété sera délivré, comme il est dit à l'article 9, après libération totale, et lorsque les conditions prévues à l'article 6 auront été remplies.

Art. 4. — Les formalités prescrites par l'article 1er du présent décret, devront être remplies dans le délai d'un an à compter de sa promulgation, faute de quoi l'Etat rentrera en possession de son bien.

TITRE II

CONCESSIONS NOUVELLES

Art. 5. — Quiconque voudra désormais complanter les terres sialines de la région de Sfax remettra au caïd une demande spécifiant l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain dont il désire la concession.

Cette demande sera instruite et agréée, s'il y a lieu, par le directeur de l'agriculture.

Art. 6. — Aucune demande ne sera agréée que sous engagement par le pétitionnaire d'effectuer la complantation totale du terrain accordé, en vignes, oliviers ou arbres fruitiers, conformément aux usages du pays, et dans un délai de quatre années à partir de la notification d'acceptation de ladite demande.

A l'expiration de ce délai une commission composée de deux amins ou experts désignés l'un par le directeur de l'agriculture, l'autre par le demandeur et d'un délégué de l'administration, constatera l'état de complantation du terrain.

Sur le rapport de cette commission, le directeur de l'agriculture décidera s'il y a lieu de faire la concession.

Dans le cas de l'affirmative et lorsque le prix aura été payé, la vente sera conclue et un titre de propriété sera remis au demandeur comme il est dit dans l'article 9 ci-dessous. Dans le cas de la négative, l'Etat reprendra possession du terrain sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée par le demandeur.

Art. 7. — Le prix de concession est fixé uniformément à dix francs par hectare.

Au moment où leur demande sera agréée, les demandeurs verseront, à titre de dépôt de garantie, de remboursement des frais de mesurage et d'indemnité de jouissance pendant la période qui leur est accordée pour la complantation, une somme de cinq francs par hectare.

Lorsque les demandeurs auront rempli les conditions de complantation et qu'ils auront été avisés par le directeur de l'agriculture qu'il y a lieu de leur accorder la concession, la vente sera réalisée dans le délai d'un mois à dater de cet avis.

Il leur sera tenu compte de la somme de cinq francs par hectare qu'ils auront versée lors de l'agrément de leur demande, et elle viendra en déduction du prix de dix francs fixé par le paragraphe premier du présent article.

En cas de non-exécution des conditions imposées, cette somme restera acquise à l'Etat.

Art. 8. — Tout demandeur qui n'aura pas rempli les conditions imposées ne pourra plus refaire de demande de concession pour le même terrain.

Art. 9. — Le titre prévu aux articles 3 et 6 sera délivré par la direction de l'agriculture avec un plan dressé par le service topographique.

Ce titre pourra être, à la volonté du demandeur, ou un titre notarié arabe ou un titre foncier d'immatriculation.

Dans ce dernier cas, les frais d'immatriculation seront supportés par l'Etat.

Art. 10. — Le droit de complantation résultant de l'acceptation des demandes prévues par l'article 5 est personnel.

Toute cession de ce droit faite sans l'agrément exprès du directeur de l'agriculture, entraînera le retrait immédiat de l'autorisation, sans indemnité.

Art. 11. — Les dispositions du titre II ci-dessus sont applicables aux terres domaniales situées entre les oasis d'El Oudiane et de Tozeur.

Art. 12. — Est expressément abrogée toute disposition contraire au présent décret.

Notre premier ministre et le directeur de l'agriculture sont chargés d'en assurer l'exécution.

10 mai 1893 (24 chaoual 1310)

Décret fixant le prix des terres sialines dans la région de Sfax

Article premier. — Les délivrances de titres pour les parcelles des terres dites « sialines »

situées dans la région de Stax, seront faites au prix unique de dix francs l'hectare, qu'il s'agisse des terres complantées antérieurement ou de terres nues.

Art. 2. — Est expressément abrogée toute disposition contraire au présent décret.

15 août 1893 (3 sfar 1311

Circulaire du premier ministre aux caïds de la région de Sfax, relative à l'occupation des terres sialines.

Mon attention vient d'être appelée sur certaines erreurs qui se sont glissées dans ma lettre du 21 châban 1309 (20 mars 1892) par laquelle j'ai eu l'honneur de vous transmettre le texte du décret du 18 février 1892 (10 redjeb 1309) relatif aux terres dites sialines et de vous donner les instructions nécessaires en vue de l'application de ce décret dans votre circonscription.

Ces erreurs pouvant donner lieu à des interprétations erronées, je crois devoir rétablir comme suit le texte de ma lettre précitée :

TITRE PREMIER

RÉGULARISATION DES OCCUPATIONS ANCIENNES

En vertu de l'article premier, vous êtes chargé de recevoir les demandes des personnes qui, ayant occupé des terres sialines et n'ayant pas de titres de propriété, doivent faire régulariser leur situation.

Le gouvernement désire éviter que les occupants, n'ayant pas eu connaissance du décret, ne tombent à leur insu sous le coup de l'article 4, ce qui les exposerait à perdre tout droit sur le terrain qu'ils ont occupé. Dans ce but, un agent du service topographique, accompagné d'un amin, sera chargé de tracer le périmètre des terrains qui ont été plantés depuis le 23 mars 1871 (1er moharrem 1288). Si l'agent du service topographique et l'amin rencontraient quelques difficultés dans cette opération, vous aurez soin de les aplanir.

Vous inviterez toutes les personnes qui occuperont un terrain dans ce périmètre à produire leurs titres. Celles qui en possèderont devront vous les présenter, et, après que vous aurez constaté qu'elles sont en règle, il ne leur sera rien réclamé. Celles qui ont un titre, mais qui occupent une surface supérieure à celle qui fait l'objet de ce titre, doivent, conformément au paragraphe 2. de l'article premier, vous adresser une demande de délivrance de titre pour l'excédent du terrain qu'elles occupent. Enfin, celles qui n'auront point de titres devront, conformément au paragraphe 1er du même article, vous adresser une demande de délivrance de titre pour la totalité du terrain qu'elles occupent.

Dès qu'une demande de délivrance de titre vous parviendra, vous en remettrez une copie au contrôleur civil. Vous vous entendrez ensuite avec le géomètre chargé par le service topographique de lever les plans, pour fixer le jour où il sera procédé au bornage du terrain pour lequel le titre est demandé. Vous porterez cette date *au moins un mois à l'avance* à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du contrôle civil et du caïdat, par des publications dans les marchés du territoire et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en invitant les personnes qui croiraient avoir des réclamations à formuler, à les présenter sur les lieux le jour du bornage. Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publications ont été accomplies.

Le géomètre dressera un procès-verbal du bornage, où il mentionnera toutes les réclamations qui auront pu se produire. Vous ferez faire de ce document une traduction en arabe que vous communiquerez dans vos bureaux aux intéressés qui en feront la demande, et vous transmettrez le texte français au directeur de l'agriculture avec la demande de délivrance du titre.

Dans le cas où un territoire complanté serait revendiqué par deux ou plusieurs personnes, vous vous efforceriez d'établir un accord entre les réclamants. Dans le cas où vous n'y parviendrez pas, vous joindrez les revendications au procès-verbal et vous les transmettrez au directeur de l'agriculture qui prendra les mesures nécessaires.

Les demandes agréées par le directeur de l'agriculture vous seront retournées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.

TITRE II

CONCESSIONS NOUVELLES

En vertu de l'article 5 vous êtes chargé de recevoir les demandes de concession des personnes qui voudraient vivifier par complantation des terrains sialins.

Ces demandes devront spécifier l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain demandé. Elles devront en outre indiquer si, conformément à la faculté qui lui est laissée par l'article 9, le demandeur désire un titre foncier d'immatriculation ou un titre notarié arabe. Si cette indication était omise, vous inviterez le demandeur à réparer l'omission.

Dès qu'une de ces demandes complètement en règle sera en votre possession, vous la transmettrez au directeur de l'agriculture après en avoir remis une copie au contrôleur civil.

1° Cas où il sera demandé un titre foncier d'immatriculation

Si le demandeur désire un titre foncier d'immatriculation, le directeur de l'agriculture déposera une demande en immatriculation au nom de l'Etat pour le terrain demandé, afin de pouvoir, quand le délai de complantation sera écoulé, faire, s'il y a lieu, une cession régulière au demandeur.

Au cours de la procédure d'immatriculation, vous devrez assister ou vous faire représenter à l'opération du bornage. Vous n'avez pas à vous occuper des oppositions faites par des personnes prétendant avoir des titres leur conférant la propriété du terrain demandé. Ce sera affaire au tribunal mixte à apprécier la valeur de ces titres. Mais si des oppositions sont faites par des personnes qui, sans prétendre à la propriété, invoqueront l'habitude d'ensemencer sur cette partie du domaine beylical, vous avez à les examiner avec une attention particulière.

Vous inviterez ces réclamants à faire la preuve qu'ils ensemencent tout ou partie du terrain demandé depuis dix ans au moins.

S'ils ne peuvent pas faire cette preuve, vous rejetterez leurs réclamations.

S'ils peuvent faire cette preuve, le gouvernement, dans sa sollicitude pour la population locale, est décidé à leur accorder la propriété pour la complantation des parties de terrains qu'ils ont l'habitude d'ensemencer.

Deux cas peuvent alors se présenter.

Dans le premier cas, les réclamants disposeront des ressources nécessaires pour l'acquisition du terrain. Ils devront alors vous adresser une demande de concession rédigée conformément au décret du 8 février 1892.

Dans le second cas, ces personnes n'auront pas les moyens de faire les frais de l'acquisition du terrain. Vous les invitez alors à accepter un contrat de mgharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain. En vertu de ce contrat, ils pourront devenir propriétaires de la moitié du terrain au moment du partage de la plantation.

Si les réclamants ne veulent ni acquérir le terrain domanial et le planter pour leur compte, ni accepter un contrat de mgharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain pour le planter, et qu'ils n'en prétendent pas moins continuer à jouir du terrain, vous rejetterez leurs réclamations.

L'intention formelle du gouvernement est, en effet, de favoriser la culture de l'olivier. Entre plusieurs demandeurs, c'est donc celui qui voudra planter qui devra toujours avoir la préférence.

Le géomètre chargé de l'opération du bornage dressera un procès-verbal où vous ferez consigner toutes les réclamations que vous aurez reçues et la suite qu'après enquête elles vous paraîtront devoir comporter. Vous ferez faire de ce document une traduction arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition des intéressés qui vous en feront la demande et vous transmettrez l'original au directeur de l'agriculture.

2° Cas où il sera demandé un titre notarié arabe

Si le demandeur désire un titre notarié arabe, le directeur de l'agriculture, d'accord avec l'ingénieur chef du service topographique, désignera le jour où vous procéderez, avec le concours d'un géomètre du service, au bornage du terrain demandé.

Un mois à l'avance vous porterez cette date à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du contrôle civil et du caïdat, des publications sur les marchés et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en évitant les personnes qui auraient des prétentions à émettre sur le terrain demandé à les présenter sur les lieux le jour du bornage. Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publication ont été accomplies.

Si des personnes, sans posséder de titre de propriété, prétendent cependant avoir des droits sur le terrain demandé, parce qu'elles ont l'habitude d'y ensemencer, vous examinerez leurs réclamations, et vous agirez comme il est dit ci-dessus, c'est-à-dire que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne pourront pas prouver qu'elles ensemencent depuis dix ans, que vous offrirez la priorité pour la complantation à celles qui ensemencent depuis dix ans, que vous offrirez de passer un contrat mgharsa à celles qui ensemencent depuis dix ans et qui ne peuvent pas acheter le terrain, et que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne voudront ni planter à leur compte, ni planter à mgharsa.

Le géomètre dressera un procès-verbal où il consignera toutes les réclamations. Vous le transmettrez au directeur de l'agriculture après en avoir fait faire une traduction en arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition du public.

Les demandes de concession agréées par le directeur de l'agriculture vous seront retour-

nées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés, en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'art. 7 du décret.

Les sommes que vous percevrez soit pour la régularisation des occupations anciennes, soit pour les concessions nouvelles, seront perçues par vous comme vos recettes ordinaires. Des instructions vous seront données par le service des finances pour le classement de ces recettes dans vos documents de comptabilité, pour le versement des produits et pour toutes les opérations auxquelles elles peuvent donner lieu.

Vous êtes autorisé à prélever personnellement 10 °/₀ sur les encaissements pour vous couvrir de vos propres frais.

2 janvier 1895 (6 redjeb 1312)

Décret relatif à la vente des terres sialines

Article premier. — Les conditions et le tarif édictés par les décrets du 8 février 1892 (10 redjeb 1309) et du 10 mai 1893 (24 chaoual 1310), pour la vente des terres sialines, ne sont pas applicables :

1° Aux terrains domaniaux qui s'étendent autour de la ville de Sfax entre la mer et le commencement de la forêt d'oliviers;

2° Aux terrains situés sur tout autre point de terres sialines et qui auront été réservés par le domaine, en exécution de décisions de notre conseil des ministres et chefs de service.

Art. 2. — Le directeur de l'agriculture est chargé, etc.

Théâtres et cafés-concerts

11 août 1895 (20 sfar 1313)

Décret réglementant l'exploitation des théâtres et cafés-concerts

Article premier. — Nul ne pourra ouvrir ou exploiter un théâtre ou un café-concert s'il n'a obtenu au préalable l'autorisation de la municipalité ou du premier ministre dans les localités non pourvues d'organisation municipale.

L'autorisation peut être refusée. Elle est précaire et révocable au gré de la municipalité.

Seront soumis aux dispositions qui précèdent les propriétaires, gérants ou locataires de salles affectées à des représentations privées, mais transformées en salles publiques par l'extension des admissions ou le paiement d'une rétribution sous une forme quelconque, quête, tombola, etc.

Art. 2. — La fermeture des théâtres et des cafés-concerts aura lieu, chaque soir, à moins d'une dispense spéciale à l'heure fixée par les règlements en vigueur pour la fermeture des cafés et débits de boissons.

Art. 3. — Le tarif des consommations, celui des droits d'entrée et le programme du spectacle seront affichés dans un endroit apparent de l'établissement.

Art. 4. — Toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant devra être immédiatement déclarée sous peine de retrait d'office de l'autorisation.

Art. 5. — La translation d'un théâtre ou d'un café-concert d'un immeuble dans un autre ne pourra être effectuée qu'après une déclaration précédant de huit jours au moins la date de la translation.

Art. 6. — L'autorité pourra déterminer les distances auxquelles les théâtres et les cafés-concerts pourront être établis dans le voisinage des édifices consacrés aux cultes, des écoles, collèges ou autres établissements publics.

Art. 7. — Dans les 15 jours de la publication du présent décret les propriétaires ou exploitants de théâtres ou de cafés-concerts seront tenus de faire une nouvelle demande s'ils veulent continuer de gérer leurs établissements à titre de théâtre ou de café-concert.

Art. 8. — Le chef de la police locale est chargé de l'exécution du présent décret.

Timbre

8 novembre 1871 (24 châban 1288)

Décret fixnnt le tarif de l'impôt du timbre

TARIF

PROGRESSION DE :	PROGRESSION A :	PRIX (1)
ACTES PORTANT MENTION DE SOMMES D'ARGENT *Décrets du 12 septembre 1873 (19 redjeb 1290) et du 25 avril 1875 (19 rabia-el-aoual 1292)*		
1	25	0f 15
26	50	0 30
51	75	0 45
76	100	0 60
101	200	1 20
201	300	1 80
301	400	2 40
401	500	3 »
501	600	3 60
601	700	4 20

(1) Nous avons convertis en francs les prix qui figuraient en piastres dans le tarif.

PROGRESSION DE :	PROGRESSION A :	PRIX
ACTES PORTANT MENTION DE SOMMES D'ARGENT (Suite)		
701	800	4f 80
801	900	5 40
901	1.000	6 »
1.001	2.000	12 »
2.001	3.000	18 »
3.001	4.000	24 »
4.001	5.000	30 »
5.001	6.000	36 »
6.001	7.000	42 »
7.001	8.000	48 »
8.001	9.000	54 »
9.001	10.000	60 »
10.001	12.000	72 »
12 001	14.000	84 »
14.001	16.000	96 »
16.001	18.000	108 »
18.001	20.000	120 »
20.001	22.000	132 »
22.001	24.000	144 »
24.001	26.000	156 »
26.001	28.000	168 »
28.001	30.000	180 »
30.001	32.000	192 »
32.001	34.000	204 »
34.001	36.000	216 »
36.001	38 000	228 »
38.001	40.000	240 »
40.001	42.000	252 »
42.001	44.000	264 »
44.001	46.000	276 »
46.001	48.000	288 »
48.001	50.000	300 »
50.001	55.000	330 »
55.001	60.000	360 »
60.001	65.000	390 »
65.001	70.000	420 »
70.001	75.000	450 »
75.001	80.000	480 »
80.001	85.000	510 »
85.001	90.000	540 »
90.001	95.000	570 »
95.001	100.000	600 »
100.001	110.000	660 »
110.001	120.000	720 »
120.001	130.000	780 »
130.001	140.000	840 »
140.001	150.000	900 »
LETTRES DE CHANGE		
101	200	0 30
201	300	0 45
301	400	0 60
401	500	0 75
501	600	0 90
601	700	1 05
701	800	1 20
801	900	1 35
901	1.000	1 50
1.001	2.000	3 »
2.001	3.000	4 50
3.001	4.000	6 »
4.001	5.000	7 50

PROGRESSION DE :	PROGRESSION A :	PRIX
LETTRES DE CHANGE (Suite)		
5.001	6.000	9f »
6.001	7.000	10 50
7.001	8.000	12 »
8.001	9.000	13 50
9.001	10.000	15 »
10.001	12.000	18 »
12.001	14.000	21 »
14.001	16.000	24 »
16.001	18.000	27 »
18.001	20.000	30 »
120.001	130.000	195 »

ACTES PAYANT UN QUART DE PIASTRE (0 fr. 15)

Bulletins des peseurs publics (poids brut).

Actes de conciliation gratuite pour affaires criminelles.

Procuration.

Acte légal de tutelle.

Actes d'émancipation.

Testaments.

Quittances, c'est-à-dire actes de désistement.

Actes d'aveu.

Actes de libération.

Garanties ou actes de caution.

Obligations.

Actes de transfert.

Acte de mise en possession.

Acte de réserve.

Requêtes de plaintes ou réfutation.

Réponses.

Mise en demeure dans un temps déterminé.

Serments par écrit.

Résumés d'une plainte.

Procès-verbaux d'expertises.

Reconnaissances.

Certificats de décès.

Déclarations de quote-part sans partage.

Actes de divorce sans règlement d'intérêt.

Protêts.

ACTES PAYANT UNE PIASTRE (0 fr. 60).

Certificats d'avoir droit à telle chose.

Avération de signatures.

Actes de récusation de témoins.

Actes de témoignage.

Actes de partage de biens.

ACTES PAYANT DEUX PIASTRES (1 fr. 20)

Sentences judiciaires.

Certificats délivrés aux barques de transports.

Tous les actes anciens dressés avant l'établissement du droit du timbre.

ACTES PAYANT CINQ PIASTRES (3 fr.)

Actes de habous.
Donations.
Règlements de comptes.
Inventaires d'héritages avant le partage.

ACTES DIVERS TAXÉS A DIFFÉRENTS PRIX

Les extraits d'actes, réunis en un seul document, paient dix piastres (6 fr.).

Les actes d'échange de propriété paient le droit du timbre proportionnellement à la valeur estimative des immeubles échangés.

Les contrats de mariage paient le droit du timbre sur la moitié de la dot constituée.

Les contrats ou baux de plantations d'arbres paient le droit du timbre sur le montant total de la location consentie pour toute la durée du bail.

Nous ordonnons au préposé du timbre de suivre, pour la perception des droits de timbre, les indications contenues dans les 144 articles ci-dessus et ci-contre.

25 mars 1872 (15 moharrem 1289)

Arrêté du premier ministre sur le timbre des actes portant reconnaissance de dette

S. A. le Bey a appris que des individus, dont les créances ne sont pas représentées par des titres sur papier au droit proportionnel du timbre, s'avisent, par subterfuge, de produire, comme titres primitifs de la créance, des documents contenant simple reconnaissance.

Elle prescrit au préposé du timbre que, si les titres primitifs auxquels les documents de reconnaissance se rapportent ne sont pas revêtus du timbre y relatif, il faudra que les documents de reconnaissance soient taxés du droit de un pour cent.

10 avril 1872 (1er sfar 1289)

Arrêté du premier ministre sur le timbre des actes portant arrangement en matière criminelle

S. A. le Bey apprend que, dans les actes d'arrangement en matière criminelle, quelques personnes s'abstiennent, par subterfuge, de mentionner une somme d'argent afin d'échapper au droit du timbre.

Elle a dès lors disposé qu'en pareils cas, et en tant que l'arrangement consiste en renonciation et abandon de droit, l'acte doit être rédigé sur un papier timbré de la valeur de vingt piastres (12 fr.) et, s'il y est stipulé versement d'une somme d'argent, l'acte sera écrit sur papier au droit proportionnel au montant stipulé.....

23 juillet 1872 (17 djoumadi-el-aoual 1289)

Décret sur le timbre des actes d'échange d'immeubles

Il est d'usage, dans les échanges d'immeubles contre immeubles, de n'écrire les deux actes que sur papier au droit proportionnel relatif à chacun.

Cela étant onéreux, nous décidons que seul le titre du solliciteur de l'échange sera taxé du droit proportionnel au montant de ce qu'il aura reçu, et que le titre de l'autre partie sera timbré pour cinq piastres (3 fr.)

15 mai 1873 (17 rabia-el-aoual 1290)

Arrêté du premier ministre affranchissant du timbre les actes érigeant des livres en habous

S. A. le Bey prescrit que les actes rédigés pour ériger des livres en habous ne seront pas soumis à la formalité du timbre...

18 juin 1873 (21 rabia-ettani 1290)

Décret fixant le droit du timbre sur les actes de préemption et de rétractation de témoignage

Les actes de préemption et ceux de rétractation de témoignage seront soumis au même droit de timbre que par le passé, soit à celui d'un quart par piastre, sans rien en plus (0 fr. 15).

13 août 1873 (18 djoumadi-ettani 1290)

Arrêté du premier ministre affranchissant du timbre les actes du gouvernement

...Le président de la commission financière nous ayant fait part de l'opinion du comité exécutif tendant à affranchir du timbre les écritures qui concernent le gouvernement... S. A. le Bey a donné des ordres dans ce sens...

12 septembre 1873 (19 redjeb 1290)

Décret sur le timbre des actes de vente de bijouterie

Les ventes de bijouterie et orfèvrerie seront constatées par actes au timbre d'un quart de piastre (0 fr. 15), sans distinction d'importance du prix. L'acte indiquera le poids et la quantité ; il sera signé par l'amin et l'expert et ensuite remis à l'intéressé comme d'usage.

25 avril 1875 (19 rabia-el-aoual 1292)

Décret sur le timbre des actes de vente d'huile au fondouk

Toute vente d'huile, ayant lieu au fondouk, devra être constatée sur papier timbré d'un quart de piastre (0 fr. 15) quel que soit le prix.

Les propriétaires d'olives vendues sur pied aux enchères, ne sont pas tenus de constater les ventes sur papier timbré, toutes les fois que la vente de leurs produits aura lieu au comptant.

1er septembre 1875 (30 redjeb 1292)

Arrêté du premier ministre affranchissant le gouvernement du timbre sur les actes de témoignage et d'échange.

Tous les témoignages que le gouvernement peut avoir besoin de faire valoir seront inscrits sur papier quelconque, sans s'arrêter à la formalité du timbre, tandis que ceux que les particuliers invoquent contre lui, sont soumis au droit du timbre.

Quant aux actes d'échange, il faut y distinguer la qualité de solliciteur et de sollicité, ainsi qu'il a été prévu au décret du 17 djoumadi-el-aoual 1289-23 juillet 1872.

24 mars 1876 (27 sfar 1293)

Arrêté du premier ministre autorisant l'apposition du timbre sur les feuilles de registres

S. A. le Bey donne l'ordre de timbrer, toutes les fois que les intéressés le demanderont, les feuilles des registres, en tout ou en partie, à tel taux du tarif qu'ils désigneront.

19 décembre 1876 (2 hidjé 1293)

Décret exemptant du timbre les expertises ayant pour objet la constatation de la grossesse d'une femme ou des différends matrimoniaux.

Considérant que notre décret, en date du 26 chaoual de la présente année — 14 novembre 1876, réglementant les frais d'expertise, établit que tous les procès-verbaux de cette nature seront transcrits à l'avenir sur papier timbré de la valeur de vingt-cinq piastres (15 fr.)

Que, lorsque la formalité d'expertise aura été remplie pour établir l'état de grossesse d'une femme ou les différends matrimoniaux, cette mesure pourrait être de nature à entraver l'action des plaignants.

Nous avons pris le décret suivant :

Les expertises sur les deux points précités seront dorénavant transcrites sur le même papier que par le passé.

20 juin 1884 (26 châban 1301)

Décret fixant le tarif du timbre sur les quittances d'impôts

Nous avons jugé à propos d'instituer des registres imprimés à souche d'où doivent être extraites les quittances délivrées par les collecteurs aux contribuables.

Nous fixons le droit de timbre à percevoir, sur chacune de ces quittances, ainsi qu'il suit :

Demi-piastre (0 fr. 30) pour la quittance d'une cote de la medjba, ainsi que le prescrit déjà le décret du 5 redjeb 1288-28 septembre 1871 (1).

. . . . . .

Quart de piastre (0 fr. 15) pour toute quittance de produits autres que ceux des deux catégories qui précèdent, à quelque chiffre que s'élève la somme payée.

17 avril 1886 (13 redjeb 1303)

Décret relatif aux actes non timbrés

Article premier. — Il est accordé un nouveau et dernier délai de six mois solaires, à compter de la date du présent décret, pour faire timbrer, sans autres conditions que le paiement du droit établi, tous les actes ou titres, de quelque nature qu'ils soient, rédigés sur du papier ne portant pas l'empreinte du timbre prescrit.

Art. 2. — Passé ce délai, tous actes ou titres d'une date antérieure au présent décret ne seront admis au timbrage que moyennant le paiement, à titre d'amende, en sus du droit de timbre, d'une somme égale au montant de ce droit, sans que dans aucun cas cette somme puisse être inférieure à cinquante piastres.

Art. 3. — Les dispositions des deux articles qui précèdent ne s'appliquent pas aux actes anciens dressés avant l'établissement des droits de timbre.

Ces actes ne peuvent, pas plus que les autres, être admis en justice sans avoir été préalablement timbrés. Mais le seul droit à exiger, lorsqu'ils seront présentés au timbrage, est celui de deux piastres (1 fr. 20) fixé par le décret du 24 châban 1288-8 novembre 1871.

8 janvier 1888 (24 rabia-ettani 1305)

Décret faisant application des dispositions de l'article 2 du décret du 13 redjeb 1303 (17 avril 1886) aux actes et titres établis postérieurement à cette date.

Article premier. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 13 redjeb 1303 (17 avril 1886), tant en ce qui concerne le paiement du droit que l'exigibilité et le taux de l'amende, sont appliquées à tous actes et titres dressés sur papier non timbré depuis l'établissement des droits de timbre.

---

(1) Ce droit a été réduit à 0 fr. 20 par le décret du 14 décembre 1892 (23 djoumadi-el-aoual 1310). — voir Medjba.

Il n'est rien innové à la disposition de l'article 3 du même décret.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

31 mai 1892 (6 kâda 1309)

Décret fixant le droit de timbre à percevoir sur les quittances de l'impôt achour des céréales

Article premier. — Le droit de timbre à percevoir sur les quittances de l'impôt achour des céréales, est fixé à 0 fr. 20 par quittance.

Cette disposition est applicable aux quittances de l'impôt afférent aux cultures de 1892 et années suivantes.

Art. 2. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Traités (1)

10 octobre 1863

Traité entre l'Angleterre et la Tunisie conférant aux Anglais le droit d'avoir des propriétés immobilières dans la Régence.

(Traduction)

Article premier. — Il sera désormais permis aux sujets anglais d'acheter et de posséder des propriétés immobilières de toutes sortes dans la Régence de Tunis, et les autorités et tribunaux religieux ou autres seront investis du pouvoir de procéder, sur la demande de l'acheteur, à la vérification des titres et à leur transfert en son nom, conformément aux usages du pays, afin de leur conférer la validité requise par la loi.

Art. 2. — Les sujets anglais possédant des propriétés immobilières, paieront les mêmes taxes municipales et fiscales que les nationaux et rempliront, en général, les obligations qui sont imposées par la loi à la propriété de ce genre détenue par les nationaux, ou qui sont mises à sa charge.

Art. 3. — Les propriétaires de maisons, magasins et autres locaux se conformeront aux règlements municipaux actuellement existants ou qui existeront à l'avenir.

Art. 4. — Tous les cas litigieux concernant la propriété immobilière et relatifs à la propriété ou à l'occupation de maisons ou terres entre sujets anglais ou tunisiens, seront déférés, pour être réglés, aux tribunaux légaux compétents; les citations de ces tribunaux, pour la comparution d'un sujet anglais, seront transmises par l'intermédiaire du consul général anglais ou, en son absence, de son délégué, de façon que son délégué ou lui puisse être présent au jugement. La partie condamnée aura le droit d'en appeler aux cours constituées à cet effet, jusqu'à ce que l'appel ait été porté devant le grand conseil; et, quelle que soit la décision qui ait été rendue par le dernier tribunal, l'autorité de la partie condamnée la mettra à exécution. Mais au cas où le différend existerait entre sujets anglais, ils auront le choix, ou l'un d'entre eux, de soumettre leur cause à l'examen et au jugement du consul général ou de son délégué; toutefois la décision de ces derniers sera dirigée par les lois et usages du pays autant qu'ils pourront être constatés et que les conditions formulées au contrat le permettront.

Art. 5. — Les sujets anglais détenant des propriétés immobilières seront libres de les vendre, d'en disposer et d'en transmettre la propriété aux nationaux; mais ils ne pourront vendre, transférer ou transmettre leurs propriétés aux étrangers, si ce n'est aux sujets de celles des puissances amies qui, par convention ou autre accord avec S. A. le Bey, auraient acquis, pour leurs sujets, le droit d'acheter et de détenir des propriétés immobilières dans la Régence de Tunis; et, afin d'empêcher les infractions au présent article, aussi bien que pour éviter les différends et litiges qui en résulteraient, il est convenu que dans tous les cas de vente ou de transmission d'une propriété immobilière d'un sujet anglais à un sujet étranger, l'acte de transfert sera revêtu des sceaux du tribunal religieux et des autorités locales compétentes, de façon à rendre la vente valide et légale.

Art. 6. — Si un propriétaire anglais meurt, soit entièrement intestat, soit intestat à l'égard de ses propriétés immobilières, la succession de ces propriétés immobilières sera régie par la même loi qui régirait la succession ab intestat de ses propriétés immobilières, sans aucun empêchement ou obstacle de la part des autorités tunisiennes.

Art. 7. — Ceci étant de tout temps établi que le consul général, ou, en son absence, son délégué, a l'administration des biens d'un sujet anglais mort intestat dans la Régence de Tunis, il est de plus établi et convenu que le même droit d'administration s'étendra aux terres, maisons et locaux d'un sujet anglais mort intestat. Il est, en outre, établi que, sur la déclaration écrite de l'agent et consul général de Sa Majesté ou, en son absence, de son délégué, délivrée sous le sceau de sa charge, qu'il a vendu les propriétés immobilières appartenant au décédé, qu'il en a disposé ou

(1) Nous n'avons pas jugé utile de reproduire le texte du traité du 8 septembre 1868 entre l'Italie et la Tunisie à cause de son expiration prochaine le 8 septembre 1896.

qu'il les a transmises, les cours et autorités légales reconnaîtront pareille vente ; et, sur le témoignage de deux notaires certifiant que la vente a été faite en bonne et due forme, elles fourniront à l'acheteur, qu'il soit un national ou un étranger placé dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention, un acte ou titre régulier établi de façon à mettre ledit acheteur, en cas de litige, vente, transfert ou hypothèque, en mesure de prouver son droit sur les dites propriétés.

Art. 8. — Les stipulations de l'article précédent s'appliquent également, et les droits qui y sont spécifiés seront exercés par le consul général ou, en son absence, par son délégué, à l'égard des propriétés immobilières d'un sujet anglais qui se trouve embarrassé dans des difficultés d'argent ou qui s'est déclaré insolvable, en vue de l'acquittement de ses dettes et engagements,

Art. 9. — La déclaration écrite de l'agent et consul général de Sa Majesté ou, en son absence, de son délégué, qu'il a disposé des propriétés immobilières d'un sujet anglais pour les raisons et le but spécifiés aux articles 7 et 8, libérera de toute responsabilité les cours et autorités légales qui reconnaîtront et confirmeront le transfert de ces propriétés ; les cours pourront, afin de s'assurer que la transaction a été faite en bonne et due forme, déléguer leurs propres notaires à l'effet d'assister à ces ventes et transports.

Art. 10. — Dans toutes les transactions relatives à des propriétés immobilières, les sujets anglais paieront les honoraires des notaires et autres redevances qui sont fixés par la loi et payés par les nationaux.

Art. 11. — Aucun sujet anglais ne sera contraint de vendre ses propriétés immobilières, si ce n'est pour un but d'utilité publique. Mais, dans tous les cas d'expropriation, les articles 11 et 12 de la loi municipale de Tunis (1) règleront le mode d'effectuer l'expropriation forcée dans un intérêt public et de fixer le montant de l'indemnité à payer ; cette indemnité sera payée en entier et à la satisfaction du propriétaire avant que l'acte d'expropriation puisse être mis à exécution,

Art. 12. — Cependant, comme protection supplémentaire des propriétaires, le décret déclarant l'intérêt public pour lequel l'expropriation est nécessaire, émanera de S. A. le Bey. Le consul général ou, en son absence, son délégué en sera dûment informé, de façon qu'il soit en son pouvoir de veiller à l'exécution des dispositions de l'article 11 de la loi municipale ci-dessus consacrée et agréée pour ce qui concerne le mode d'évaluation et de fixation du montant de l'indemnité.

Art. 13. — En vue de prévenir les réclamations, les abus, ou qu'un acte d'expropriation donne lieu à des méprises, il est convenu que, si le décret du Bey spécifiant l'objet d'utilité publique pour laquelle l'expropriation a été faite, n'était pas exécuté à l'expiration d'une année à partir de sa date, le propriétaire de la propriété immobilière aura le droit de la recouvrer en remboursant le montant intégral de l'indemnité.

Art. 14. — Lorsqu'un sujet anglais désirera introduire des machines ou établir une manufacture dans la Régence de Tunis, il sera tenu de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation du Bey à cet effet ; et Son Altesse, en accordant cette autorisation, spécifiera, dans le corps du décret ou de la concession, les conditions sous lesquelles elle a été octroyée, de façon qu'en cas de litige ou d'infraction à quelqu'une de ces conditions, le décret serve de règle et de guide pour la solution équitable du ou des points en discussion.

Art. 15. — Les bâtiments et dépendances des manufactures étant des propriétés immobilières, seront soumises aux conditions et stipulations relatives à cette sorte de propriété en général. Cependant, comme garantie supplémentaire pour le gouvernement local et les revenus publics, il est en outre établi et convenu que, sur la réquisition écrite du ministre des affaires étrangères ou du président du conseil municipal adressée au consul général ou, en son absence, à son délégué, les agents du fisc auront le droit de s'assurer, par une inspection personnelle, que la manufacture n'a pas été distraite de l'objet pour lequel l'autorisation a été donnée et que les taxes et impôts intérieurs établis sur les matières premières, soit avant, soit après leur emploi, sont dûment payés.

Art. 16. — Les sujets anglais détenteurs, ou qui le deviendront à l'avenir, de propriétés désignées sous le nom d'enzels, continueront à jouir de cette sorte de propriété dans les conditions qui la constituent et lui sont attachées, et ces conditions sont, par les présentes, reconnues et confirmées.

Art. 17. — Les sujets anglais détenteurs de propriétés immobilières dans la Régence de Tunis auront, en se conformant aux lois et règlements locaux, l'exercice et la jouissance des mêmes immunités, privilèges et droits qui sont accordés aux propriétaires tunisiens, et, à cet effet, le droit des sujets anglais de déte-

(1) Décret du 30 août 1858 (20 moharrem 1275), sous le mot : Communes.

nir des propriétés immobilières dérivant des lois basées sur le pacte fondamental, les dites lois sont confirmées par les présentes; et, leur observation étant reconnue nécessaire à la protection plus efficace de la propriété immobilière détenue comme il est dit ci-dessus, il a été, en outre, convenu que ces lois seraient maintenues comme garantie supplémentaire de l'accomplissement régulier des conditions de la présente convention. Les sujets anglais pourront, en outre, se prévaloir de tous les immunités, privilèges et exemptions accordés ou qui seront accordés à l'avenir aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

13 janvier 1866

Convention entre la Tunisie et l'Autriche conférant aux Autrichiens le droit d'avoir des propriétés immobilières dans la Régence.

(Traduction)

Le gouvernement de l'empereur d'Autriche et le gouvernement du Bey de Tunis conviennent que dorénavant, les sujets autrichiens auront le droit d'acheter et de posséder des immeubles dans la Régence de Tunis, aux clauses et conditions conférant ce même droit aux sujets britanniques. Il y a donc lieu de considérer le traité conclu entre la Tunisie et la Grande-Bretagne, renfermant dix-sept articles, et signé au palais de La Goulette, le 26 rabia-ettani de l'année de l'hégire 1280 correspondant au 10 octobre 1863, comme ayant été conclu également entre l'Autriche et la Tunisie. Quant aux autres droits, privilèges et immunités accordés au gouvernement de l'empereur d'Autriche et à ses sujets, ils demeurent tels qu'ils sont établis par les traités existants, et il n'y sera porté aucune atteinte par l'effet de cette adhésion aux clauses du traité conclu entre les gouvernements anglais et tunisien.

27 juin 1866

Convention entre la Tunisie et la Prusse conférant aux Prussiens le droit d'avoir des propriétés immobilières dans la Régence.

Le gouvernement royal de Prusse et celui de Tunis ont convenu que, dorénavant, les sujets prussiens jouiront du droit d'acquérir et posséder, dans le territoire tunisien, des biens immeubles, aux conditions fixées pour le même droit accordé aux sujets anglais, comme si le traité anglo-tunisien y relatif, conclu le 10 octobre 1863 correspondant au 26 rabia-ettani 1280 de l'ère musulmane, signé au palais de La Goulette, et contenant dix-sept articles, fut stipulé entre la Prusse et le gouvernement de Tunis.

19 juillet 1875

Traité de commerce et de navigation entre l'Angleterre et la Tunisie

(Traduction)

Article premier. — S. M. la reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande pourra nommer dans la Régence de Tunis, outre son agent politique, tels consuls, vice-consuls et agents consulaires qu'elle jugera nécessaires. Lesdits consuls, vice-consuls et agents consulaires seront libres de résider dans tous ceux des ports de mer et toutes celles des villes de S. A. le Bey qu'eux-mêmes ou le gouvernement britannique pourront choisir et trouver les mieux appropriés pour le service et les affaires de Sa Majesté et pour l'assistance de ses sujets.

Art. 2. — Toute marque d'honneur et de respect sera rendue en tous temps, et tous privilèges et immunités seront accordés à l'agent et consul général de Sa Majesté accrédité auprès de S. A. le Bey, qui seraient rendues et accordés au représentant de n'importe quelle autre nation. Seront de même traités avec respect et honneur les consuls, vice-consuls et agents consulaires britanniques qui résideront dans la Régence de Tunis. Il y aura protection et sécurité entière pour leurs familles et pour leurs demeures. Nul ne leur créera des difficultés ou ne leur fera violence, ni ne leur manquera de respect en paroles ou en actions; et si quelqu'un le faisait, les autorités tunisiennes prendraient des mesures immédiates pour le châtiment du coupable. Enfin les consuls, vice-consuls et agents consulaires britanniques continueront à jouir, dans le sens le plus large, de tous les privilèges et immunités accordés actuellement ou qui le pourront être dans la suite, aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — L'agent et consul général britannique sera libre de choisir ses propres interprètes, courtiers, gardes et domestiques, soit parmi les indigènes, soit parmi des individus appartenant à d'autres nationalités. Ses interprètes, courtiers, gardes et domestiques seront exempts de la conscription, du paiement de tout impôt personnel, des contributions forcées et d'autres charges semblables ou analogues. De même les consuls, vice-consuls et agents consulaires résidant aux ports de mer de la Régence et placés sous les ordres dudit agent et consul général, seront libres de choisir, à savoir : les consuls, chacun un interprète, un courtier, deux gardes et trois domestiques; les vice-consuls et agents consulaires, chacun

un interprète, un courtier, un garde et deux domestiques, ne se trouvant pas au service militaire, lesquels seront également exempts de la conscription, du paiement de tout impôt personnel, des contributions forcées et d'autres charges semblables ou analogues. Les provisions, les meubles et tous les autres objets que lesdits agents et consul général, consuls et vice-consuls recevront pour leur usage personnel ou pour celui de leurs familles, ne seront soumis à aucune prohibition ni à aucun droit, pourvu qu'ils adressent à l'employé de la douane une note, signée par eux, spécifiant le nombre des objets qu'ils désirent faire entrer à ce titre. Ce privilège toutefois n'est accordé qu'aux officiers consulaires qui ne se livrent pas au négoce. Si le service de leur souverain exigeait leur présence dans leur patrie, aucun empêchement ne sera mis à leur départ; aucun obstacle ne leur sera opposé, ni à eux, ni à leurs domestiques, ni relativement à ce qui leur appartient, mais ils seront libres d'aller et de venir, respectés et honorés. S'ils délèguent quelqu'un pour les remplacer en leur absence ils pourront le faire sans empêchement aucun, et leur délégué n'éprouvera pas d'opposition à l'exécution de son mandat.

Art. 4. — Il y aura liberté de commerce réciproque entre les Etats de S. M. la Reine et la Régence de Tunis. Il sera permis aux négociants britanniques, à leurs agents et courtiers, d'acheter, sur tous les points de la Régence, tous les articles, sans exception aucune, qui sont des produits naturels ou manufacturés de ladite Régence, et ce, aussi bien pour le commerce intérieur que pour l'exportation. L'acquéreur sera libre de transporter les marchandises qu'il aura achetées d'une localité à une autre, sans que les autorités locales puissent entreprendre de lui créer des difficultés.

Art. 5. — Conformément à l'amitié qui a de tout temps existé entre les deux gouvernements, S. A. le Bey s'engage à protéger les sujets anglais qui viendront dans son pays pour y faire le commerce ou pour y voyager. Ils seront libres de voyager et de résider partout dans la Régence sans empêchement ni entraves, et ils y seront traités avec respect, bienveillance et honneur. Ils seront exempts du service militaire obligatoire sur terre comme sur mer, des emprunts forcés et de toute contribution extraordinaire.

Les habitations et magasins destinés à leur servir de demeure et affectés aux besoins de leur commerce, leurs biens de toute nature, mobiliers ou immobiliers, seront respectés; et en particulier, sont confirmées par le présent article les stipulations de la convention conclue le 10 octobre 1863 entre le gouvernement de Sa Majesté et Son Altesse le Bey et relative à la permission accordée aux sujets britanniques d'être propriétaires d'immeubles dans la Régence de Tunis.

Les sujets anglais, leurs navires, leur commerce et leur navigation jouiront, sans restriction ou diminution aucune, de tous privilèges, faveurs et immunités accordés actuellement, ou qui le seraient à l'avenir, aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation de quelque autre nation que ce soit.

Sa Majesté britannique s'engage, de son côté, à assurer aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation tunisiens, la jouissance, dans ses Etats, de la même protection et des mêmes privilèges dont jouissent ou viendraient à jouir les sujets, les navires, le commerce et la navigation de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — La parfaite sécurité accordée par S. A. le Bey aux négociants et sujets britanniques qui pourront résider dans la Régence, s'étend aussi au libre exercice des cérémonies de leur religion. Il leur sera loisible de bâtir des églises, après que demande en aura été adressée par l'agent et consul britannique à S. A. le Bey, qui accordera la permission nécessaire. Le cimetière anglais de Saint-Georges et tous les autres lieux de sépulture qui existent actuellement ou seront établis dans la suite, continueront à être protégés et respectés comme par le passé.

Art. 7. — S. A. le Bey s'engage à ne prohiber l'importation dans la Régence d'aucun produit, naturel ou manufacturé, des Etats et possessions de Sa Majesté britannique, quelle qu'en soit, d'ailleurs, la provenance. Les droits prélevés sur lesdits articles de production naturelle ou manufacturière, importés comme il vient d'être dit, ne dépasseront, en aucun cas, le taux fixe de 8 % *ad valorem*, à calculer sur la valeur de la marchandise au port de débarquement, ou un droit spécifique y équivalant, fixé de commun accord.

Lesdits articles, après avoir acquitté le droit d'entrée de 8 %, ne seront sujets, que l'acheteur soit tunisien ou étranger, à aucun autre impôt ou droit intérieur, de quelque nature que ce soit. Si lesdits articles n'ont pas été vendus dans l'intérieur de la Régence pour la consommation locale, mais sont au contraire réexportés dans le délai d'une année, l'administration des douanes sera tenue de restituer au négociant, au moment de leur

réexportation, le montant des droits prélevés, pourvu que les ballots ou colis n'aient pas été ouverts ; mais le négociant sera obligé, de son côté, à fournir la preuve que les marchandises ont effectivement acquitté le droit d'entrée susdit.

Après l'expiration du délai d'un an, le négociant sera libre de réexporter ses marchandises de provenance étrangère, sans toutefois pouvoir réclamer le remboursement du droit d'entrée, et la douane ne prélèvera aucun droit sur cette réexportation.

Lorsqu'un négociant britannique ou son agent désirera transporter, par terre ou par mer, d'un port ou d'une localité à un autre port ou à une autre localité de la Régence, des marchandises ayant déjà acquitté le droit *ad valorem* sus-mentionné, ces marchandises ne seront soumises à aucune autre taxe, ni à l'embarquement ni au débarquement, pourvu qu'elles soient accompagnées d'un certificat, délivré par l'administration de la douane tunisienne, attestant le paiement de ce droit.

Il est en outre convenu que l'importation, dans le territoire d'une des parties contractantes, d'un article quelconque, produit ou manufacturé par l'autre, ne sera jamais soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux dont est grevée l'importation du même article produit ou manufacturé par quelque autre pays que ce soit.

Art. 8. — Les bâtiments naviguant sous pavillon britannique et ceux naviguant sous pavillon tunisien auront la faculté d'exercer le cabotage dans les Etats et possessions des parties contractantes. Ils jouiront des mêmes droits et immunités que les navires du pays, et pourront librement, dans les ports des uns les autres, soit débarquer une portion de leur cargaison, soit embarquer des marchandises, indigènes ou étrangères, pour compléter leur chargement, sans être tenus de se procurer, dans chaque cas, un permis spécial des autorités locales ou de payer des taxes ou droits qui ne sont pas exigés des bâtiments du pays.

Toutefois, quant au cabotage dans les colonies, les stipulations de cet article devront s'entendre comme ne s'appliquant qu'à celles des possessions coloniales de Sa Majesté qui, conformément aux dispositions de l'acte y relatif, pourraient avoir ouvert leurs côtes au cabotage des navires étrangers.

Art. 9. — S. A. le Bey s'engage formellement à abolir tous les monopoles de produits agricoles ou de tous autres objets hormis et excepté le monopole du tabac et du sel, hormis et excepté, aussi, les pêcheries et la tannerie des peaux de bœuf, de cheval et de chameau (1).

Néanmoins les sujets anglais, ou leurs agents, qui, en vertu d'autorisations et de permis, achètent ou vendent du sel et du tabac pour la consommation du pays, seront soumis aux mêmes règlements que les sujets tunisiens les plus favorisés qui font le commerce des articles susdits. Ils seront en outre, admis à concourir pour l'acquisition et l'exercice des droits de pêche en se soumettant aux lois et règlements locaux.

Art. 10. — Quand des négociants britanniques ou leurs agents dans la Régence de Tunis achèteront un article quelconque de production ou de manufacture tunisiennes, pour la consommation intérieure, lesdits négociants ou les agents ne payeront, sur l'achat et la vente de ces articles, aucune taxe ni aucun droit supérieurs à ceux payés en semblable circonstance par la catégorie la plus favorisée de Tunisiens ou d'étrangers, engagés dans le commerce intérieur de la Régence de Tunis. De la même manière les négociants tunisiens ou leurs agents dans les Etats britanniques, ne paieront sur l'achat et la vente des produits britanniques, naturels ou manufacturés, destinés à la consommation intérieure desdits Etats, aucune taxe ni aucun droit supérieurs à ceux payés, sur les mêmes produits naturels ou manufacturés, par les sujets britanniques ou les étrangers les plus favorisés qui se livrent au commerce intérieur desdits Etats.

Art. 11. — Si un négociant britannique ou son agent achète pour l'exportation un article quelconque, d'origine tunisienne, naturel ou manufacturé, soit sur le lieu de production de cet article, soit pendant son transport de ce lieu à un autre, et qu'il ait été déjà perçu sur cet article naturel ou manufacturé les taxes intérieures connues sous le nom d'achour, (*dîmes*), kanoun, mahsoulats et autres, ledit article naturel ou manufacturé ne sera assujetti, au port d'embarquement, qu'au seul droit d'exportation et au paiement des honoraires des notaires et droits de mesurage fixés par la loi.

Art. 12. — Au cas où un désaccord surgirait entre la douane et un négociant au sujet de la valeur à attribuer aux marchandises ou denrées importées par lui dans la Régence de Tunis, il sera loisible au négociant de payer le droit en nature, de la façon la plus équitable.

---

(1) Le monopole de la tannerie des peaux de bœufs a été aboli par le décret du 1er mars 1888.

Mais si le négociant ne peut ou ne veut faire usage de la faculté sus-mentionnée, la douane aura le droit d'acheter lesdites marchandises ou denrées au prix auquel les a évaluées le négoçiant, avec une augmentation de cinq pour cent.

Enfin, si l'on ne réussit pas à résoudre le différend de l'une ou de l'autre des manières précédentes, S. A. le Bey et l'agent et consul général de Sa Majesté nommeront chacun un arbitre, qui sera un négociant, et, en cas de divergence d'opinion entre les deux arbitres, ceux-ci nommeront un tiers arbitre, toujours négociant, dont la décision sera définitive.

Art. 13. — Dans le but d'encourager l'agriculture, S. A. le Bey s'engage, en outre, à permettre l'importation, franche de droit d'entrée et de tout autre impôt intérieur, des instruments et des machines agricoles, aussi bien que celle des bestiaux et animaux destinés à l'amélioration des races indigènes, toutes les fois qu'il sera prouvé que lesdits instruments et machines agricoles, bestiaux et animaux sont destinés à l'usage d'un particulier et non au commerce, cas auquel ils seraient soumis au paiement d'un droit d'entrée ne devant pas dépasser 8 0/0.

Art. 14. — Au cas où il deviendrait nécessaire d'importer des blés étrangers, de l'orge et du maïs, par suite de mauvaises récoltes ou par suite de famine et d'autres éventualités, ce qu'à Dieu ne plaise, ces blés, orge et maïs étrangers seront, comme par le passé, exempts de tout droit d'entrée, et ne seront soumis qu'au paiement de vingt caroubes par caffis.

A l'exception des trois articles ci-dessus, toutes les autres denrées étrangères, telles que riz, lentilles, haricots et autres légumes connus sous le nom de hachakèches (légumes secs), paieront un droit d'entrée ne dépassant pas 8 0/0. Moyennant quoi l'importateur ou son agent sera libre de vendre ces denrées au détail ou autrement, sans payer aucune autre sorte d'impôt.

Art. 15. — Il est entendu entre les parties contractantes que le gouvernement tunisien se réserve la faculté et le droit d'émettre une prohibition générale contre l'introduction de la poudre de tir dans la Régence. Néanmoins, si l'agent et consul général de Sa Majesté jugeait à propos de demander une autorisation spéciale, le gouvernement tunisien l'accordera, pourvu qu'il ne puisse être allégué à l'encontre aucune objection valide.

La poudre de tir, quand l'importation en est permise, sera sujette à un droit ne dépassant pas 8 0/0, et soumise aux dispositions suivantes :

1° La poudre de tir ne sera point vendue par les sujets de Sa Majesté britannique en quantités excédant les quantités permises par les règlements locaux.

2° Quand un chargement ou une quantité considérable de poudre de tir arrivera dans un port tunisien, à bord d'un navire britannique, ce navire mouillera à un endroit particulier, désigné par les autorités locales, et la poudre sera transportée, sous l'inspection desdites autorités, à des dépôts ou autres lieux convenables désignés par le gouvernement et auxquels les parties intéressées auront accès conformément à un règlement approprié.

La poudre de tir importée en contravention de la prohibition ou à défaut de l'autorisation ci-dessus mentionnée, sera passible de confiscation. Il est fait une exception en faveur des poudres de chasse en petites quantités, destinées à l'usage des particuliers, lesquelles ne seront pas sujettes aux dispositions du présent article.

Les canons, les armes de guerre (1) ou les approvisionnements militaires, ainsi que les ancres, mâts et câbles-chaînes, entreront en franchise, pourvu qu'on les débarque aux ports officiellement reconnus pour tels et ouverts au commerce, pourvu encore qu'avant de débarquer des canons on ait obtenu l'autorisation du gouvernement.

Art. 16. — Les sujets de chacune des parties contractantes auront le droit d'établir, dans le territoire de l'autre, des sociétés commerciales, industrielles et de banque, des associations mutuelles ou par actions, ou toute autre société, soit entre eux, soit avec des sujets tunisiens, soit avec des sujets d'une autre puissance quelconque, pourvu, toutefois, que l'objet des sociétés ou associations soit légitime, et pourvu, toujours, qu'elles restent soumises aux lois du pays où elles elles doivent s'établir.

Il est entendu, cependant, qu'aucune société par actions, à responsabilité limitée, dont le capital est composé d'actions nominatives, et aucune société anonyme ne pourront être établies dans leurs territoires respectifs, sans l'autorisation du gouvernement local.

Art. 17. — Les sujets britanniques et les sujets tunisiens seront libres d'exercer, dans le pays les uns des autres, tel art, telle profession et telle industrie qu'il leur plaira, de fonder des fabriques et des comptoirs, et d'introduire des machines mues par la vapeur ou

(1) L'entrée des armes de guerre a été interdite par le décret du 18 janvier 1883 (9 rabia-el-aoual 1300).

par toute autre puissance motrice, sans être assujettis à d'autres formalités ni au paiement de droits d'entrée et d'impôts autres ou plus élevés que celles prescrites par les lois et règlements municipaux ou que ceux payés par les nationaux.

Il est entendu que les manufactures et leurs dépendances étant biens immobiliers, seront soumises aux dispositions de la convention du 10 octobre 1863 concernant la faculté accordée aux sujets britanniques d'être propriétaires d'immeubles dans la Régence de Tunis.

Art. 18. — On ne percevra pas sur les navires britanniques de droits de ports, de pilotage, de phares, de quarantaines et d'autres taxes locales qui ne seraient pas exigés des navires tunisiens ou des navires de la nation favorisée.

Si un navire britannique entre dans un port tunisien à cause du mauvais temps, et en repart, il ne sera point soumis au paiement des droits sus-mentionnés ; il n'aura à payer que les honoraires du pilote, s'il a eu besoin des services de ce dernier. Cependant, si ledit navire mouillait dans un port tunisien dans le but de se procurer de l'eau ou d'acheter des provisions, il paierait une partie seulement, ne pouvant excéder la moitié des droits de ports, de pilotage, de phares, de quarantaine et des autres taxes locales exigibles dans ce port.

De même, les navires tunisiens qui visiteront un port quelconque des Etats de Sa Majesté ne paieront que les droits de ports, de quarantaine et les autres taxes exigées des navires britanniques.

Art. 19. — Les capitaines de navires marchands ayant à bord des marchandises à destination de la Régence de Tunis devront, en arrivant au port où ces marchandises doivent être débarquées, remettre à la douane une copie conforme de ce manifeste.

Art. 20. — Si un sujet britannique est surpris introduisant en contrebande dans la Régence des marchandises de n'importe quelle espèce, ou s'il est surpris embarquant des marchandises de production tunisienne sans pouvoir exhiber un permis de la douane, lesdites marchandises seront confisquées au profit du Trésor tunisien. Toutefois, aussitôt la saisie opérée par les autorités tunisiennes, il sera dressé un rapport ou procès-verbal constatant la prétendue contrebande, et ce rapport ou procès-verbal sera communiqué aux autorités consulaires britanniques. Nulles marchandises ne pourront être confisquées comme contrebande à moins que la fraude n'ait été dûment et légalement prouvée.

Il est stipulé que les navires portant pavillon britannique devront se soumettre aux règlements du port : que ces navires, spéronares ou barques ne devront point servir de dépôt aux marchandises ; qu'enfin, si leur séjour dans les ports tunisiens dépassent huit mois solaires, lesdits navires devront, s'ils en sont requis, fournir à l'autorité consulaire britannique et aux autorités locales des explications satisfaisantes sur les motifs de ce séjour. Si ces explications ne paraissent pas satisfaisantes, la douane pourra, avec le consentement de l'agent et consul général de Sa Majesté, mettre à bord un surveillant pour empêcher la fraude. Les frais de ce surveillant seront à la charge du navire.

Art. 21. — Quand des sujets britanniques voudront embarquer des marchandises à bord d'un navire quelconque ou les en débarquer, il leur sera loisible de se servir des embarcations de la douane tunisienne en payant la redevance usuelle pour l'emploi de ces embarcations. Ils sont libres, toutefois, de décharger leurs marchandises sans faire usage des embarcations de la douane; mais, en ce cas, ils devront en donner avis préalable, par écrit, à l'administration des douanes, en ayant soin de mentionner, à l'arrivée de chaque bateau à vapeur ou bâtiment à voiles portant des marchandises dont ils sont consignataires, qu'ils seront présents par eux-mêmes ou représentés par leurs agents, à l'effet d'assister au déchargement desdites marchandises. Au cas où ils seraient néanmoins absents, la douane procédera au déchargement de leurs marchandises et en assumera, comme à l'ordinaire, la responsabilité, sauf les cas de force majeure. Le consignataire ne pourra, en aucun cas, actionner la douane en alléguant qu'elle n'avait pas le droit de décharger ses marchandises, vu que le déchargement se fait sous la sanction du capitaine du navire et non de celle de la douane.

Le consignataire qui procède au déchargement de ses marchandises, après en avoir fait par écrit la demande, devra se faire donner un employé de la douane qui l'accompagnera à bord et le ramènera à la douane. Le salaire de cet employé sera payé par le négociant.

Art. 22. — Lorsque le gouvernement tunisien interdira provisoirement la sortie du blé, de l'orge, des bestiaux ou de tout autre produit indigène, cette interdiction n'entrera en vigueur que trois mois après que la notification officielle en aura été donnée, et ne s'appliquera qu'à l'article ou aux articles expressément spécifiés dans le décret portant interdiction.

Art. 23. — Aucun sujet et aucun protégé britannique ne seront, dans la Régence de Tunis, tenus des dettes contractées par un autre individu de leur nation, à moins qu'ils ne se soient, par un document valable, rendus responsables ou portés garants pour le débiteur. Nul sujet britannique ne sera forcé de vendre ou d'acheter, contre son gré, quoi que ce soit à un Tunisien. Le vendeur ne sera tenu de livrer à l'acheteur que la partie de la marchandise qu'il lui aura volontairement cédée, et l'acheteur n'aura aucune prétention et aucun droit sur le surplus de cette marchandise.

Réciproquement nul sujet tunisien, dans les Etats de la Reine de Grande-Bretagne, ne sera tenu de payer les dettes contractées par un autre individu de sa nation envers un sujet britannique, à moins qu'il ne se soit, par un document valable, rendu responsable ou garant pour le débiteur.

Art. 24. — En toute cause ou action criminelle où le plaignant et le prisonnier sont sujets britanniques, comme en tous différends, procès ou litiges qui pourront surgir entre sujets britanniques exclusivement, le seul juge et arbitre sera l'agent et consul général de Sa Majesté, le consul ou une autre autorité britannique. Nul n'interviendra, et les parties relèveront uniquement des tribunaux consulaires britanniques.

Tous différends, procès ou litiges, en matière civile, entre les sujets britanniques et un sujet d'un pays autre que la Grande-Bretagne, seront résolus uniquement par les tribunaux consulaires étrangers (1), selon les usages pratiqués jusqu'ici ou qui pourront être établis dans la suite entre les différents consuls, en dehors de l'intervention des tribunaux ou du gouvernement tunisiens.

Art. 25. — Les procès et différends, en matière commerciale et civile (les causes criminelles ou correctionnelles exceptées), qui pourraient surgir entre un sujet britannique et un sujet tunisien, seront jugés par S. A. le Bey ou son représentant. en la présence et avec le concours du consul général ou du consul britannique, que le sujet britannique soit demandeur ou défendeur.

Il est, en outre, convenu que si une nouvelle procédure, différente de la susdite, était adoptée et appliquée, présentement ou dans l'avenir, à l'égard d'une autre nation, les sujets britanniques auront, sans exception, le droit d'en profiter dès que le gouvernement de Sa Majesté le demandera.

Il est encore entendu que si jamais des tribunaux mixtes étaient établis en Tunisie avec l'assentiment et l'approbation du gouvernement de Sa Majesté, dans ce cas toutes les causes et tous les procès, en matière civile et commerciale, survenant entre sujets anglais et tunisiens, seraient entendus et résolus par ces cours et tribunaux mixtes, d'après les règles et la procédure qui pourront être établis de commun accord entre les parties contractantes.

Art. 26. — Il appartient au consul général ou au consul de connaître des crimes commis par des sujets britanniques sur le territoire tunisien, comme de toutes leurs contraventions aux règlements de police et autres. Les peines seront appliquées par ledit consul général ou par ledit consul, avec le concours de S. A. le Bey (1). Au cas où le criminel ou délinquant s'évaderait de la prison consulaire ou de tout autre lieu de détention, le consul général ou le consul n'en sera aucunement responsable.

Art. 27. — La quittance ou le reçu présenté par un sujet britannique à un tribunal comme preuve du paiement d'une dette contractée envers un sujet tunisien, ne sera considérée comme décharge légale et valide que si le sujet britannique peut prouver que cette quittance ou ce reçu est écrit de la main du sujet tunisien, revêtu de son cachet ou de sa signature, ou dûment rédigé par des notaires du pays et certifié par le cadi ou le gouverneur du lieu. De même la quittance ou le reçu présenté par un sujet tunisien comme preuve du paiement d'une dette contractée envers un sujet britannique, ne sera considéré comme décharge légale et valide que si le sujet tunisien peut prouver que cette quittance ou ce reçu est écrit de la main du sujet anglais, revêtu de sa signature ou de sa marque, dûment certifiée par le consul, ou que si la décharge a été rédigée par deux notaires et certifiée par le consul britannique.

Art. 28. — Si un sujet tunisien est reconnu coupable devant les tribunaux tunisiens d'avoir produit de faux témoignages à l'encontre ou au détriment d'un sujet britannique, il sera sévèrement puni par le gouvernement tunisien.

De même les autorités consulaires britanniques compétentes puniront sévèrement, selon la loi anglaise, tout sujet britannique reconnu coupable du même délit envers un sujet tunisien.

Art. 29. — S'il arrive jamais que l'agent et

(1) Aujourd'hui par les tribunaux français,

(1) La juridiction consulaire est remplacée par les tribunaux français.

consul général de Sa Majesté, consul, vice-consul ou agent consulaire requiert l'assistance de soldats, de gardes, d'embarcations armées, ou d'une autre aide, pour opérer l'arrestation ou le transfèrement d'un sujet britannique, les autorités tunisiennes accèderont immédiatement à la demande contre paiement des droits usuels payés par les sujets tunisiens en semblable occurrence.

Art. 30. — Si un navire appartenant à la Reine de la Grande-Bretagne ou à un de ses sujets venait à naufrager ou à échouer sur un point quelconque des côtes de la Régence de Tunis, les autorités tunisiennes dans la juridiction desquelles le sinistre est arrivé respecteront ledit navire et l'assisteront dans tous ses besoins, conformément aux lois de l'amitié. Elles permettront et faciliteront au capitaine les mesures qu'il jugera utile ou nécessaire de prendre et elles en prendront immédiatement elles-mêmes pour le protection de l'équipage et de la cargaison aussi bien que des marchandises, papiers et autres objets dont le sauvetage aurait été opéré au moment du naufrage ou postérieurement. Elles s'empresseront, en outre, d'informer du sinistre l'autorité britannique la plus voisine du lieu de l'accident. Elles remettront à cette autorité, sans exception ni amoindrissement, tout ce qui aura été préservé et sauvé du naufrage en fait de cargaison, marchandises, papiers et objets quelconques. Elles fourniront aussi au capitaine et à l'équipage du navire naufragé les vivres et provisions dont ils auraient besoin ; elles en recevront le prix. Pour leur bonne assistance et les services rendus en protégeant, sauvant, préservant et remettant aux autorités consulaires britanniques, tout ou partie des marchandises et du chargement retirés du navire naufragé grâce à leurs efforts, il sera dû aux sauveteurs tel montant de droits de sauvetage que l'agent et consul général de Sa Majesté et la plus haute autorité tunisienne du lieu jugeront être une rémunération équitable de leurs services. Le capitaine et l'équipage seront libres de se rendre, dès qu'ils le voudront et sans aucun empêchement, partout où il leur plaira (1).

Seront de même, les navires de S. A. le Bey et des sujets tunisiens, assistés et protégés dans les Etats de la Reine de Grande-Bretagne, comme s'ils étaient des navires britanniques. Ils ne seront soumis qu'aux droits légaux de sauvetage exigés des navires britanniques dans les mêmes circonstances.

(1) Voir circulaire de décembre 1887 (rabia-ettani 1305) sous les mots : Caïds et cheiks.

Art. 31. — Au cas où il arriverait cependant, ce qu'à Dieu ne plaise, que la totalité ou une partie de l'équipage d'un navire britannique échoué ou naufragé, fût assasinée par les indigènes, ou que tout ou partie de sa cargaison ou de son chargement fût pillé par eux, le gouvernement tunisien s'engage à prendre les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour s'emparer des maraudeurs ou pillards afin de leur infliger un châtiment sévère. Le gouvernement tunisien s'engage en outre à faire les recherches les plus diligentes pour retrouver et restituer les objets volés. Enfin toute compensation pour dommages occasionnés en de semblables circonstances aux individus ou à leurs effets, qui serait accordée actuellement ou le serait dans l'avenir aux sujets de la nation la plus favorisée, devra être accordée aussi, ou son équivalent, aux sujets de la Reine de Grande-Bretagne.

Art. 32. — Il est agréé et convenu que, si des individus, quelle que soit d'ailleurs leur nationalité, faisant partie de l'équipage des navires de guerre de Sa Majesté ou de navires de commerce britanniques, et portés sur les papiers de bord desdits navires, désertent dans un port de la Régence de Tunis, les autorités dudit port ou du territoire devront prêter, à la requête des autorités britanniques, toute l'aide en leur pouvoir pour faire arrêter ces déserteurs. Réciproquement si des individus, autres que des esclaves, faisant partie de l'équipage de navires de S. A. le Bey ou de navires de commerce tunisiens, désertent dans un des ports ou havres des Etats de S. M. la Reine de Grande-Bretagne, les autorités desdits ports ou havres prêteront, à la requête du commandant, du capitaine ou de toute autre autorité tunisienne, toute l'aide en leur pouvoir pour faire arrêter ces déserteurs ; nul ne protégera ces déserteurs ni ne leur donnera asile.

Art. 33. — Les navires de guerre appartenant à S. M. la Reine et les navires appartenant à S. A. le Bey auront toute liberté de se servir des ports des deux pays pour s'y faire laver et nettoyer et pour réparer leurs avaries. Ils auront le droit d'acheter, pour leurs besoins, toutes sortes de provisions, animées ou inanimées, ou toutes autres choses nécessaires, au prix courant du marché, sans payer de redevance à aucun fonctionnaire.

Il est convenu, en outre, que chaque fois qu'un navire de guerre de Sa Majesté entrant dans la baie de Tunis saluera de vingt-et-un coups de canon, le château de La Goulette ou les navires de guerre tunisiens rendront un nombre égal de coups de canon, comme salut

royal aux couleurs de Sa Majesté, suivant l'antique usage.

Art. 34. — Le gouvernement de la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, en considération de la sincère amitié qui a toujours existé entre Sa Majesté et S. A. le Bey, convient qne les navires tunisiens et leurs cargaisons seront reçus dans les ports et havres des Etats britanniques sur le même pied que les navires britanniques et leurs chargements.

Art. 35. — Les navires britanniques entrés dans un port tunisien pour raison de commerce, ou par suite de mauvais temps, ou pour cause de réparations, ne pourront être forcés de décharger ni la totalité ni une partie quelconque de leur cargaison. Ils ne pourront être contraints de changer leur destination ni de prendre des passagers à leur bord, à moins qu'ils n'y consentent d'eux-mêmes librement. Ils seront respectés, au contraire, et ils auront la faculté de partir sans aucun empêchement. Si, pour cause de réparations, ils se trouvaient dans la nécessité de mettre à terre leur cargaison, en totalité ou en partie, ils seraient également libres de réembarquer leurs marchandises sans payer de taxe ni de droit d'aucune espèce.

Les bâtiments tunisiens jouiront du même traitement amical dans les ports et havres des Etats britanniques.

Art. 36. — Si quelque sujet britannique venait à décéder dans une localité quelconque ou dans un territoire appartenant à S. A. le Bey, nul gouverneur ou autre fonctionnaire tunisien ne pourra, sous aucun prétexte, prendre possession, disposer ou s'occuper des biens ou propriétés du défunt. Au contraire, les héritiers ou les autorités consulaires britanniques pourront entrer en possession desdits biens et propriétés de toute sorte, sans aucune opposition ni empêchement de la part desdits gouverneurs ou fonctionnaires tunisiens.

Toutefois si un sujet britannique vient à mourir dans une localité où il n'y a pas de consul britannique, ou pendant un voyage, en ce cas les autorités tunisiennes du lieu du décès seront tenues de protéger et de sauvegarder ses biens et ses effets ; elles en dresseront, avec l'assistance de notaires, un inventaire exact qu'elles s'empresseront d'envoyer au gouverneur de la localité la plus rapprochée où réside un consul anglais.

Si le sujet britannique décédé laisse après lui des dettes envers un indigène, le consul général ou son délégué aidera le créancier à recouvrer sa créance sur les biens du défunt. D'autre part, si ledit sujet britannique décédé laisse après lui des créances à recouvrer sur des Tunisiens, le gouverneur, ou ceux qui ont le pouvoir, obligera les débiteurs à payer leurs dettes au consul ou à son délégué et au profit de la succession.

Art. 37. — Le gouvernement britannique et S. A. le Bey, mus par des sentiments d'humanité, ayant égard aussi aux libres institutions dont, par un bienfait de la divine Providence, jouissent leurs pays respectifs, s'engagent mutuellement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer l'esclavage. Et tandis que, d'une part, le gouvernement britannique s'engage à ne pas ralentir ses efforts auprès des puissances amies pour empêcher le barbare commerce d'être humains et pour faire émanciper les esclaves, S. A. le Bey s'engage tout particulièrement, de l'autre, à faire respecter et exécuter la déclaration de moharrem 1262-23 janvier 1846 abolissant à jamais l'esclavage dans la Régence, et à faire les plus grands efforts pour découvrir et châtier quiconque dans sa Régence y contreviendrait contrairement à ses prescriptions.

Art. 38. — Le gouvernement britannique et S. A. le Bey s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer la piraterie. Son Altesse s'engage tout particulièrement à faire les plus grands efforts pour découvrir et châtier quiconque, sur ses côtes ou dans son territoire, se rendrait coupable de ce crime, et à aider le gouvernement britannique à ce faire.

Art. 39. — La course est d'ores et à jamais abolie. S. A. le Bey étant désireux de maintenir inviolable la neutralité de la Régence de Tunis, il a été établi et convenu que, en cas de guerre ou d'hostilité, Son Altesse ne permettra point aux ennemis de S. M. la Reine de Grande-Bretagne d'armer des corsaires dans les ports de la Régence, ni d'en sortir pour courir sus aux navires et au commerce des sujets de la Reine. Il est convenu de plus que Son Altesse ne permettra ni ne tolérera, dans la Régence de Tunis, la vente de n'importe quelle prise appartenant ou ayant appartenu aux belligérants.

La Reine de Grande-Bretagne fera observer les mêmes règles de neutralité envers les navires et les sujets tunisiens, dans tous les ports de mer des Etats de Sa Majesté.

Art. 40. — Afin de ménager aux deux parties contractantes l'occasion de traiter dans l'avenir et de conclure de nouveaux arrangements tels qu'ils tendraient à améliorer davantage encore leurs relations mutuelles et à favoriser les intérêts de leurs peuples respectifs, il a été convenu qu'à toute époque, après

l'expiration de sept années à partir de la date de la présente convention de commerce et de navigation, chacune des deux hautes parties contractantes aura le droit de demander à l'autre de procéder à sa revision. Cependant, tant que cette revision n'aura pas été accomplie d'un commun accord et qu'une nouvelle convention n'aura pas été conclue et mise en vigueur, la présente subsistera et continuera à avoir toute sa force et tout son effet.

Art. 41. — S'il vient à s'élever quelque doute sur l'interprétation ou sur l'application d'une des clauses de la présente convention, il est convenu qu'on adoptera en Tunisie l'interprétation la plus favorable aux sujets britanniques, et dans les Etats de Sa Majesté celle la plus favorable aux Tunisiens. On n'a voulu stipuler, dans les articles qui précèdent, rien au delà de l'interprétation simple et loyale des termes employés, ni entendu entraver le gouvernement tunisien, de quelque façon que ce soit, dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, là où l'exercice de ses droits n'empiéterait pas évidemment sur les privilèges assurés par la présente convention au commerce et aux sujets britanniques.

Art. 42. — Les stipulations de la présente convention entreront en vigueur immédiatement et seront substituées aux stipulations de tous les traités précédemment conclus entre la Grande-Bretagne et la Tunisie, à l'exception de la convention du 10 octobre 1863 déjà nommée dans un article précédent, laquelle est renouvelée et confirmée.

12 mai 1881

Traité entre la France et la Tunisie établissant le Protectorat français sur la Régence

(Loi française du 27 mai 1881.)

Article premier. — Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la République française et Son Altesse le Bey de Tunis, sont expressément confirmés et renouvelés.

Art. 2. — En vue de faciliter au gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, Son Altesse le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaire pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral.

Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires française et tunisienne auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

Art. 3. — Le gouvernement de la République française prend l'engagement de prêter un constant appui à Son Altesse le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats.

Art. 4. — Le gouvernement de la République française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes.

Art. 5. — Le gouvernement de la République française sera représenté auprès de Son Altesse le Bey de Tunis par un Ministre Résident, qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du gouvernement français avec les autorités tunisiennes, pour toutes les affaires communes aux deux pays.

Art. 6. — Les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence. En retour, Son Altesse le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au gouvernement de la République française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

Art. 7. — Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

Art. 8. — Une contribution de guerre sera imposée aux tribus insoumises de la frontière et du littoral. Une convention ultérieure en déterminera le chiffre et le mode de recouvrement, dont le gouvernement de Son Altesse le Bey se porte responsable.

Art. 9. — Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre les possessions algériennes de la République française, le gouvernement de Son Altesse le Bey de Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre par l'île de Djerba, le port de Gabès ou les autres ports du sud de la Tunisie.

8 juin 1883

Convention entre la France et la Tunisie relative aux pouvoirs du gouvernement français dans la Régence.

(Loi française du 10 avril 1884)

Article premier. — Afin de faciliter au gou-

vernement français l'accomplissement de son protectorat, S. A. le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles.

Art. 2. — Le gouvernement français garantira, à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleurs, un emprunt à émettre par S. A. le Bey pour la conversion ou le remboursement de la dette consolidée s'élevant à la somme de 125 millions de francs, et de la dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17,550,000 francs.

S. A. le Bey s'interdit de contracter, à l'avenir, aucun emprunt, pour le compte de la Régence, sans l'autorisation du gouvernement français.

Art. 3. — Sur les revenus de la Régence, S. A. le Bey prélèvera: 1° les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt garanti par la France ; 2° la somme de deux millions de piastres (1,200,000 fr.), montant de sa liste civile (1) ; le surplus des revenus devant être affecté aux dépenses de l'administration de la Régence et au remboursement des charges du protectorat.

Art. 4. — Le présent arrangement confirme et complète, en tant que de besoin, le traité du 12 mai 1881. Il ne modifiera pas les dispositions précédemment intervenues pour le règlement de contributions de guerre.

25 janvier 1884

Protocole de l'arrangement entre la France et l'Italie relatif à l'exercice de la juridiction française en Tunisie sur les sujets italiens.

La négociation pour le règlement des différentes questions se rattachant à la réforme projetée du régime juridictionnel en Tunisie ayant abouti à une entente complète, le présent protocole a été dressé en vue de résumer et de mieux fixer, à l'égard de chacune de ces questions, la teneur et la portée des arrangements que les cabinets de Paris et de Rome ont réciproquement pris en cette matière par des notes et autres pièces échangées, auxquelles au besoin ils se réfèrent. Les points suivants vont donc former, entre les deux gouvernements, la base de leurs rapports mutuels en ce qui concerne l'exercice de la juridiction à Tunis :

I. — Le gouvernement du Roi consent, avec réserve, bien entendu, de l'approbation parlementaire, à suspendre en Tunisie l'exercice de la juridiction des tribunaux consulaires italiens. La juridiction exercée par ces tribunaux sera transférée aux tribunaux récemment institués en Tunisie, dont S. A. le Bey a, par un décret du 5 mai 1883, étendu la compétence aux nationaux des Etats qui consentiraient à faire cesser de fonctionner leurs propres tribunaux consulaires dans la Régence.

II. — Sauf cette dérogation au régime actuel, il est expressément convenu que tous les autres immunités, avantages et garanties assurés par les capitulations, les usages et les traités, restent en vigueur.

Le maintien de ces immunités et garanties est intégral envers les personnes et résidences consulaires; il doit, envers les particuliers, n'être assujetti qu'aux restrictions absolument nécessaires pour l'exécution en Tunisie des sentences que les nouveaux tribunaux rendront d'après la loi. Il n'est pas dérogé, quant à leur exécution en Italie, aux règles en vigueur pour l'exécution des jugements étrangers.

III. — Le consentement du gouvernement italien à la réforme projetée est subordonné à la condition que tous les autres gouvernements donneront également leur adhésion.

Toute concession, facilité ou faveur qui serait en cette matière accordée à une autre puissance quelconque, devra de plein droit être étendue à l'Italie.

Le nouveau régime juridictionnel ne pourra être ultérieurement modifié qu'avec l'approbation explicite du gouvernement du Roi.

IV. — Les nouveaux tribunaux prendront pour règle l'application de la loi italienne :

1° Pour les rapports juridiques qui se sont formés sous l'empire, en Tunisie, de la loi italienne dans l'intérêt des nationaux italiens;

2° Pour les matières énoncées dans l'art. 22 du traité italo-tunisien du 8 septembre 1868, à savoir : statut personnel et rapports de famille, successions, donations, et, en général, toutes les matières réservées par le droit international privé à la législation nationale de chaque étranger.

V. — Les protégés italiens en Tunisie sont, en matière de juridiction, complètement assimilés aux nationaux italiens.

VI. — La juridiction du tribunal consulaire italien devant intégralement passer au nouveau magistrat, il est convenu que ce dernier aura compétence aussi dans les matières de contentieux administratif, en conformité de la loi italienne du 20 novembre 1865. Cette compétence n'ira pas jusqu'à remettre en question les arrangements financiers garantis par la France, l'Italie et l'Angleterre, ou bien les

(1) Cette somme a été réduite à 1,500,000 piastres (900,000 fr.)

actes antérieurs du gouvernement tunisien ; il appartient cependant aux nouveaux magistrats de se prononcer aussi sur toute controverse d'interprétation ou d'exécution de ces arrangements et de ces actes.

VII. — Il n'y aura, en Tunisie, envers les nationaux italiens, d'autre juridiction que celle qui va être exercée à leur égard par les nouveaux tribunaux. Les auteurs d'attentats contre l'armée d'occupation cesseront d'être déférés aux conseils de guerre et seront soumis à la juridiction des magistrats de droit commun, dans les mêmes conditions qu'en France même.

VIII. — Dans les causes pénales contre un étranger, les trois assesseurs étrangers seront choisis dans la liste de ses nationaux; dans le cas où ceux-ci ne seraient pas en nombre suffisant, le choix se fera dans la liste d'une autre nationalité désignée par le prévenu lui-même.

Le droit de récusation appartiendra également au prévenu comme au ministère public.

Le prévenu, s'il le veut, peut toujours préférer des assesseurs français.

IX. — Si la peine capitale était prononcée par le nouveau tribunal, en Tunisie, contre un sujet italien, l'attention du Président de la République sera appelée d'une manière toute spéciale, en vue de l'instance en grâce pour la commutation de cette peine, sur l'état actuel de la législation, en Italie, à l'égard de la peine de mort.

X. — Le droit de plaider devant le nouveau tribunal est reconnu à tous ceux qui font ou qui, ayant les qualités voulues, pourraient faire partie d'un barreau en Italie.

Les avocats exerçant près du tribunal consulaire italien sont également admis, devant les nouveaux tribunaux, à l'exercice des fonctions de défenseur ou avoué, d'après l'article 10, § 2, de la loi française du 27 mars 1883.

Pour les nationaux italiens qui aspireraient plus tard à l'exercice de ces fonctions, la condition des deux ans de stage, établie par l'arrêté ministériel français du 26 novembre 1841, pourra être remplie par le stage auprès d'un avocat ou procureur en Italie.

XI. — Les emplois subalternes aux greffes des nouveaux tribunaux seront accessibles aux sujets italiens.

La situation des employés actuellement attachés au greffe du tribunal italien sera prise par la nouvelle administration judiciaire en bienveillante considération.

XII. — Les procès en appel devant la cour de Gênes suivront, devant ce magistrat, et éventuellement devant les cours supérieures, leur cours régulier jusqu'à ce que la procédure soit intégralement épuisée.

Les procès qui se trouveront, au moment de l'inauguration du nouveau régime, en cours devant les tribunaux consulaires italiens en Tunisie, continueront également à leur être soumis jusqu'à épuisement de la procédure, sauf le cas où, une transaction immédiate n'étant pas réalisable, les parties préféreraient une décision par arbitres, ou bien une autre méthode de procédure, agréée par les parties, qui pourrait dans l'intervalle être convenue entre les deux gouvernements.

Les affaires pendantes en voie diplomatique continueront à être l'objet de négociations diplomatiques, avec réserve cependant, en faveur du gouvernement italien, de réclamer l'adoption de toute autre méthode qui serait à ce sujet accordée à un autre gouvernement quelconque.

Fait à Rome, en double expédition, le 25 janvier 1884.

P. S. MANCINI,
Ministre des Affaires étrangères.

ALBERT DECRAIS,
Ambassadeur de la République française.

Transit (1)

7 mars 1895 (11 ramadan 1312)

Décret relatif au commerce de transit

Article premier. — Le transit institué par l'article 42 du décret du 3 octobre 1884 susvisé peut avoir lieu sans visite ni consignation préalables, à charge par la compagnie du chemin de fer de se soumettre aux conditions et formalités déterminées par les articles suivants.

Le même régime est rendu applicable au transit par les voies ferrées de Bizerte à Tunis et de Bizerte à Ghardimaou.

Art. 2. — Les marchandises et bagages à l'égard desquels le bénéfice du transit est réclamé sont placés dans des wagons à coulisses ou sous bâches dûment fermés et plombés au plomb de la douane. Ces wagons doivent satisfaire aux conditions déterminées par l'arrêté ministériel français du 31 mars 1887, relatif au conditionnement et au mode de fermeture des wagons expédiés sous le régime du transit international.

Tout colis pesant moins de 25 kilogr. ne

(1) V. aussi sous le mot : Epizooties, l'art. 1er de l'arrêté du 17 avril 1890, et les articles 42 et suivants sous le mot : Douanes.

peut être admis que dans un wagon à coulisses ou dans une caisse ou panier agréé par la douane et mis sous plomb.

Les colis trop peu nombreux pour composer le chargement complet d'un wagon et trop volumineux pour entrer dans des paniers peuvent être plombés isolément et expédiés en wagons libres.

Le coût de chaque plomb est fixé à soixante centimes; le plombage des wagons ou paniers contenant exclusivement des colis postaux a lieu en franchise.

Les wagons plombés doivent, dans les convois, être réunis et former un seul groupe à la suite les uns des autres.

Le déchargement des wagons au lieu de destination s'effectue immédiatement après l'arrivée des convois: le transport des colis déchargés dans les magasins fermés prévus à l'article suivant est assuré par l'administration du chemin de fer sous la surveillance de la douane.

Art. 3. — La compagnie du chemin de fer est tenue de fournir, tant à Tunis qu'à Bizerte et Ghardimaou, un magasin spécial agréé par la douane où les marchandises peuvent être provisoirement placées sous clef, en attendant leur mise en wagon plombé ou leur transbordement. La compagnie est tenue de faire agréer, en outre, tous autres locaux nécessaires au service, notamment un bureau et un corps de garde.

Art. 4. — Chaque convoi peut être placé sous l'escorte non interrompue d'employés des douanes, sans autres frais pour l'administration du chemin de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que posible des wagons renfermant les marchandises en transit. Les douaniers convoyeurs sont admis, le cas échéant, dans les voitures de 2e classe des convois de voyageurs ou dans les compartiments des gardes des convois de marchandises.

Art. 5. — La compagnie du chemin de fer remet à la douane de départ une déclaration portant soumision de représenter les marchandises ou bagages à la douane de sortie ou de destination, ou d'encourir, en cas de contraventions constatées, soit en cours de transport, soit à l'arrivée, les pénalités édictées par l'article 8 ci-après. Cette déclaration-soumission, dont le coût est de soixante-quinze centimes, sert d'acquit-à-caution ; elle est appuyée de déclarations de gros, indiquant, outre la nature et la valeur des marchandises, le poids brut et le nombre des colis, ainsi que leurs marques et numéros.

Chaque convoi est accompagné d'un double de la soumission-acquit-à-caution et d'une feuille de route, récapitulative et distincte par lieu de destination, que la Compagnie est tenue de faire viser par la douane au lieu de chargement ; cette feuille relate le nombre et les numéros des wagons renfermant des marchandises en transit; elle est appuyée des documents présentant toutes les indications prescrites pour les déclarations de douane en détail (factures, lettres de voiture ou connaissements) et nécessaires pour établir et liquider, éventuellement, les sommes dues au Trésor.

Les acquits-à-caution s'appliquant à des colis postaux sont affranchis du droit de timbre.

Art. 6. — Les marchandises et bagages arrivés à Tunis ou à Bizerte sous le régime du transit peuvent y être déclarés pour la consommation ou pour l'entrepôt; les règlements généraux sur la mise en consommation et l'entrepôt leur deviennent alors applicables.

Art. 7. — L'administration du chemin de fer obtient l'annulation de la soumission passée à la douane de départ en faisant constater l'intégrité des plombs au bureau de destination ou de sortie et en rapportant un certificat de passage à l'étranger ou un certificat de reconnaissance des marchandises, sauf l'application des pénalités établies, si des fraudes, substitutions ou contraventions quelconques ont été découvertes.

Art. 8. — En cas de déficit de colis ou de substitution de marchandises constatée au bureau de destination ou de sortie, la compagnie du chemin de fer sera condamnée à 2,000 fr. d'amende pour chaque colis manquant ou reconnu contenir une marchandise différente; les moyens de transport seront retenus préventivement pour sûreté de l'amende.

La substitution de marchandises sera suffisamment établie et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera, sur des colis, une différence de poids par rapport aux énonciations des documents annexés à la déclaration acquit-à-caution.

Lorsqu'un déchargement de colis sera constaté en cours de transport, le colis déchargé sera saisi et confisqué, et la compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 francs par colis déchargé.

Dans le cas d'échange de colis constaté en cours de transport, les colis déchargés et les colis substitués seront saisis et confisqués et

la compagnie cendamnée à une amende de 500 francs par colis déchargé et par colis substitué.

L'échange de colis sera suffisamment établi et la pénalité ci-dessus encourue, lorsque, le plombage n'étant pas intact, la douane de destination ou de sortie constatera une différence dans l'espèce d'un colis.

Le plombage du wagon étant intact, si le bureau de destination ou de sortie reconnaît un excédent de colis, cet excédent sera saisi et la compagnie du chemin de fer condamnée à une amende de 500 francs par colis trouvé en plus.

La simple rupture du plombage pourra faire considérer le transit comme non accompli et donner ouverture à l'amende de 2,000 francs édictée sous le paragraphe 1er du présent article.

Art. 9. — Il n'est dérogé en rien aux lois de douanes ni à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit, et l'administration reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités, soit à l'entrée, soit à la sortie, s'il existait de graves soupçons de fraude.

Art. 10. — Le directeur des finances est chargé, etc.

Travaux publics

4 septembre 1882 (21 chaoual 1299)

Décret instituant une direction générale des travaux publics

Article premier. — Il est institué près de notre gouvernement une direction générale des travaux publics de la Régence.

Art. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'organisation et de la direction des services publics ressortissant aux objets ci-après :

1° Routes et ponts,
2° Chemins de fer,
3° Ports maritimes et travaux à la mer,
4° Eclairage et balisage des côtes,
5° Aménagements d'eau,
6° Travaux des villes : voirie, égouts, alimentation en eaux, nettoiement,
7° Bâtiments civils,
8° Mines et usines, carrières, sources thermales.

Art. 3. — Le directeur général des travaux publics aura seul qualité pour instruire et conclure les affaires relevant de ces divers services; une délégation générale lui est donnée à cet effet, sous réserve de notre approbation, sur la proposition de notre premier ministre, des décisions comportant l'exercice de la souveraineté.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions des lois et décrets antérieurs qui seraient contraires au présent décret.

25 juillet 1883 (20 ramadan 1300)

Décret organisant les services des travaux publics.

Article premier. — Le service des travaux publics de la Régence est divisé en service des ponts et chaussées et service des mines.

Art. 2. — Le service des ponts et chaussées comprend les objets suivants :

Routes et ponts,
Chemins de fer,
Ports maritimes, phares et fanaux,
Aménagements d'eau,
Palais nationaux,
Bâtiments civils.

Art. 3. — Ce service sera confié à deux ingénieurs des ponts et chaussées résidant :

L'un à Tunis, pour la région nord de la Tunisie, c'est-à-dire pour les cercles et annexes de Mateur, Bizerte, Tunis, Ghardimaou, Aïn-Draham, Béja, Teboursouk, Zaghouan, du Kef et des Hamadas ;

L'autre à Sousse, pour la région sud, c'est-à-dire pour les cercles et annexes de Sousse, Mehdia, Kairouan, Sfax, Fériana, Tozeur, El-Aïacha, Mahrès, Gabès et Djerba.

Art. 4. — Les ingénieurs de la région nord et de la région sud seront chargés, en dehors des travaux de l'Etat, des travaux des villes et villages.

Art. 5. — Toutefois il est institué pour la ville de Tunis un service spécial de travaux qui sera dirigé par un ingénieur des ponts et chaussées.

Cet ingénieur aura en outre dans ses attributions l'aqueduc de Zaghouan et Djouggar.

Art. 6. — Les ingénieurs des ponts et chaussées de la région nord et de la région sud seront assistés :

D'architectes,
De conducteurs des ponts et chaussées et d'agents secondaires,
D'officiers et maîtres de port,
D'un inspecteur des phares,
De maîtres et gardiens de phares et fanaux,
Du personnel spécial de l'arsenal de La Goulette,
D'agents inférieurs d'ordres divers.

Art. 7. — Le service des mines comprend les mines, usines, carrières, salines, eaux mi-

nérales, établissements thermaux, ainsi que la carte géologique de la Régence.

Art. 8. — A la tête du service des mines sera placé un ingénieur des mines assisté de garde-mines et d'agents secondaires.

Art. 9. — Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les architectes, conducteurs des ponts et chaussées et garde-mines, l'inspecteur des phares, les officiers de port seront nommés par décret.

Les autres agents du service des travaux publics seront nommés par décision du directeur général.

25 juin 1888 (17 kâda 1305)

Décret sur les adjudications de travaux publics

Article premier. — L'avis des adjudications de travaux publics sera publié, sauf les cas d'urgence, au moins vingt jours à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens de publicité que l'administration jugera nécessaires.

Cet avis fera connaître le lieu où l'on peut prendre connaissance des pièces du projet, les autorités chargées de procéder à l'adjudication, le jour et l'heure fixés pour cette adjudication.

Art. 2. — Tout entrepreneur qui désirera être admis à concourir à une adjudication sera tenu de présenter au visa de l'ingénieur chargé des travaux, dix jours au moins avant le jour fixé pour cette adjudication, un certificat de capacité n'ayant pas trois ans de date, et de justifier des ressources dont il dispose pour mener à bonne fin les travaux à adjuger.

Art. 3. — Sur le vu des renseignements fournis par l'ingénieur, le directeur des travaux publics arrêtera la liste des candidats qui auront produit des justifications suffisantes aux points de vue moral, technique et financier.

Cette liste sera remise par l'ingénieur au président du bureau chargé de procéder à l'adjudication.

Art. 4. — Il sera procédé à l'adjudication, en séance publique, par M. le secrétaire général du gouvernement ou son délégué, assisté d'un fonctionnaire de l'administration générale et d'un fonctionnaire de la direction générale des travaux publics.

Art. 5. — La séance ouverte, chaque concurrent devra présenter :

1° Son certificat de capacité visé par l'ingénieur ;

2° Un certificat du receveur général du gouvernement constatant le versement dans sa caisse du cautionnement exigé ;

3° Sa soumission, conforme au modèle indiqué par les affiches.

Toute soumission qui ne serait pas accompagnée du certificat de capacité et du récépissé de cautionnement, ou qui ne serait pas conforme au modèle, sera déclarée nulle et non avenue.

Art. 6. — Le certificat de capacité et le récépissé de cautionnement seront joints, dans un paquet fermé, à la soumission qui, préalablement, aura été renfermée toute seule dans une enveloppe également fermée.

La première enveloppe contiendra l'indication du lot auquel la soumission se rapporte ; les noms des soumissionnaires devront seulement être inscrits sur la seconde enveloppe.

Les paquets seront directement déposés par les soumissionnaires ou leurs représentants entre les mains du président du bureau. Ils pourront également être adressés sous pli recommandé, portant extérieurement une mention indiquant la nature du contenu, au directeur général des travaux publics, entre les mains duquel ils devront être parvenus quarante-huit heures au moins avant l'adjudication ; dans ce dernier cas, ils seront déposés, sans avoir été ouverts, sur le bureau par l'ingénieur chargé des travaux, après la remise des paquets des autres concurrents.

Art. 7. — Lorsqu'un maximum ou un minimum de rabais aura été arrêté d'avance par le directeur général des travaux publics, le montant de ce maximum sera indiqué dans un pli fermé qui sera déposé sur le bureau avant l'ouverture des paquets.

Art. 8. — Les paquets déposés sur le bureau par les entrepreneurs étant numérotés dans l'ordre de leur présentation, la première enveloppe sera ouverte publiquement par le président du bureau, et il sera dressé un état des pièces renfermées dans cette première enveloppe.

L'état dressé, les concurrents se retireront de la salle d'adjudication, et le président, après avoir consulté les membres du bureau et l'ingénieur chargé des travaux, arrêtera la liste des candidats définitivement agréés.

Il pourra éliminer, soit pour vice de forme, soit pour toute autre cause, ceux des candidats compris dans la liste arrêtée par le directeur général des travaux publics qui ne lui paraîtraient pas devoir être admis à concourir, mais il ne pourra agréer, dans aucun cas, un candidat dont le nom ne figurerait pas sur cette liste.

Art. 9. — La séance redevenue publique, le

président annoncera sa décision par la lecture de la liste des candidats agréés.

Les soumissions des concurrents évincés leur seront rendues sans être ouvertes.

Celles des concurrents agréés seront alors ouvertes publiquement; il en sera donné lecture à haute voix, et le soumissionnaire qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire provisoire, sous la réserve, dans les cas prévus à l'article 7, que le rabais consenti sera compris dans les limites de maximum ou de minimum fixées par le directeur général des travaux publics, et dont il sera donné connaissance publiquement après l'ouverture de toutes les soumissions.

Art. 10. — Dans le cas où plusieurs soumissionnaires offriraient le même prix, et où ce prix serait le plus bas de ceux offerts dans les limites qui auront pu être fixés en conformité de l'article 7, il serait procédé à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux, entre ces soumissionnaires seulement.

Cette réadjudication aura lieu séance tenante si les soumissionnaires qui doivent y prendre part sont présents ; elle sera ajournée dans le cas contraire.

Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs à ceux de la première, ni dépasser le maximum ou le minimum fixé par le directeur général des travaux publics dans les cas prévus à l'article 7.

Si les soumissionnaires se refusaient à faire de nouvelles offres, ou si les prix demandés ne différaient pas encore, le sort en déciderait.

Il serait procédé de suite à ce tirage au sort, si les offres égales étaient exactement le maximum fixé en conformité de l'article 7.

Art. 11. — Si un maximum ou un minimum de rabais a été fixé, et si aucune des soumissions ne se trouve dans ces limites, il sera procédé, séance tenante, à une nouvelle adjudication entre les soumissionnaires présents.

Art. 12. — Les résultats de chaque adjudication seront constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

Art. 13. — La restitution du cautionnement exigé pour prendre part à l'adjudication sera faite, dès la proclamation du résultat de l'adjudication, sous réserve, toutefois, des oppositions qui auront pu être pratiquées, aux soumissionnaires non agréés ou non déclarés adjudicataires, sur présentation de récépissé de versement revêtu de la mention : « Vu bon à rembourser » signée par le fonctionnaire ayant présidé l'adjudication.

La prise en charge définitive du cautionnement de l'entrepreneur déclaré adjudicataire aura lieu sur déclaration nouvelle de cet adjudicataire, après décharge pour ordre du cautionnement préalable qu'il aura fourni avant l'adjudication.

Cette régularisation aura lieu, au plus tard, au moment de la délivrance du certificat à produire à l'appui du premier ordonnancement, sur le prix de l'adjudication.

Art. 14. — Dans les cinq jours qui suivront l'adjudication, il pourra être fixé par le directeur général des travaux publics un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix de l'adjudication. Cette décision sera portée à la connaissance des entrepreneurs par insertion dans tous les journaux ayant publié l'avis de l'adjudication, aux frais de l'administration. Si, pendant ce délai, qui ne doit pas dépasser quinze jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais dépassant d'au moins cinq unités le rabais de l'adjudicataire provisoire, il sera procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu qu'ils aient, préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges et par le présent décret pour pouvoir se présenter aux adjudications. Les rabais de la nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs au rabais de l'adjudication provisoire, augmenté de cinq, ni dépasser le maximum fixé par le directeur général des travaux publics, dans les cas prévus à l'article 7.

Art. 15. — Les adjudications seront subordonnées à l'approbation du directeur général des travaux publics et ne sont valables et définitives qu'après cette approbation.

Art. 16. — Les droits de timbre et d'enregistrement auxquels pourront donner lieu les marchés passés dans la forme d'adjudications publiques, seront à la charge des adjudicataires. Les frais de publicité et d'expédition du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et du procès-verbal d'adjudication restent à la charge de l'administration.

Art. 17. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux adjudications restreintes aux marchés de gré à gré ou aux travaux que l'administration fait exécuter en régie, soit à la journée, soit à la tâche.

20 août 1888 (13 hidjé 1305)

Décret sur l'occupation temporaire

Article premier. — Lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour y

extraire des terres ou des matériaux, soit pour tout autre objet relatif à l'exécution des travaux publics, cette occupation est autorisée par un arrêté du directeur général des travaux publics indiquant le territoire où le terrain est situé, le nombre et la nature des parcelles dont il se compose, leur contenance, le nom et le domicile du propriétaire ou présumé tel.

Ne peuvent être occupés temporairement, les cours, vergers et jardins attenant aux habitations et entourés de clôtures fixes.

L'arrêté vise le devis qui désigne le terrain à occuper ou le rapport par lequel l'ingénieur chargé de la direction des travaux propose l'occupation.

Un exemplaire du présent décret est annexé à l'arrêté.

Art. 2. — Le directeur général des travaux publics envoie ampliation de son arrêté à l'ingénieur et au caïd du territoire, ou au président de la municipalité, si le terrain à occuper se trouve sur le territoire d'une commune. L'ingénieur en remet une copie certifiée à l'entrepreneur; le caïd ou le président de la municipalité, suivant le cas, notifie l'arrêté au propriétaire du terrain ou à son représentant.

Art. 3. — En cas d'arrangement à l'amiable entre le propriétaire et l'entrepreneur, ce dernier est tenu de présenter à l'ingénieur, toutes les fois qu'il en est requis, le consentement écrit du propriétaire ou le traité qu'il a fait avec lui.

Art. 4. — A défaut de convention amiable, l'agent de l'administration, préalablement à toute occupation du terrain désigné, fait connaître par écrit au caïd du territoire ou au président de la municipalité, suivant le cas, le jour où l'entrepreneur compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter.

Dans les trois jours qui suivent la réception de cet avis, le caïd ou le président de la municipalité en accuse réception à l'agent de l'administration et notifie cette convocation au propriétaire, ou, s'il n'habite pas sur le territoire ou dans la commune, à son fermier, locataire ou gérant.

Il l'invite en même temps à désigner un expert pour procéder, contradictoirement avec celui qui aura été choisi par l'entrepreneur, à la constatation de l'état des lieux.

Entre cette notification et la visite des lieux, il doit y avoir, dans tous les cas, un délai de dix jours au moins.

Art. 5. — Au jour fixé, les deux experts procèdent à leurs opérations. Ils s'attachent à constater l'état des lieux, de manière qu'en rapprochant plus tard cette constatation de celle qui sera faite après l'exécution des travaux, on ait les éléments nécessaires pour évaluer la dépréciation du terrain et faire l'estimation des dommages. Ils font eux-mêmes cette estimation si l'entrepreneur et le propriétaire y consentent.

Ils dressent leur procès-verbal en trois expéditions, dont l'une est remise au propriétaire du terrain, une autre à l'entrepreneur et la troisième à l'ingénieur.

Art. 6. — Si, dans le délai fixé par le dernier paragraphe de l'art. 4, le propriétaire néglige ou refuse de nommer son expert, un expert désigné à cet effet par le caïd ou par le président de la municipalité, suivant le cas, opérera d'office, contradictoirement avec l'expert de l'entrepreneur.

Art. 7. — Immédiatement après les constatations prescrites par les articles précédents, l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté du directeur général des travaux publics, tous les droits du propriétaire étant réservés en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Toutefois, s'il existe sur le terrain des récoltes, des arbres fruitiers ou de haute futaie qu'il soit nécessaire de couper ou d'abattre, l'entrepreneur est tenu de les laisser subsister jusqu'à ce que l'estimation en ait été faite dans les formes indiquées ci-après.

En cas d'opposition de la part du propriétaire, l'occupation a lieu avec l'assistance du président de la municipalité, si le terrain à occuper se trouve sur le territoire d'une commune, et, dans le cas contraire, avec l'assistance du caïd ou de son khalifa, si le propriétaire est Tunisien, ou de l'officier de police le plus voisin, si le propriétaire est Européen.

Art. 8. — Après l'achèvement des travaux, et s'ils doivent durer plusieurs années, à la fin de chaque campagne il est fait une nouvelle constatation de l'état des lieux, dans les conditions stipulées aux articles 5 et 6, et il est procédé par les experts à l'estimation des dommages.

A défaut d'accord entre l'entrepreneur et le propriétaire pour l'évaluation partielle ou totale de l'indemnité, il sera procédé à une tierce expertise, le tiers-expert étant désigné par le directeur général des travaux publics.

Art. 9. — Les experts ne devront faire entrer dans l'évaluation de l'indemnité que la dépréciation causée à la propriété par les fouilles, et non la valeur des matériaux à extraire, si ce n'est dans le cas où l'on s'emparerait d'une carrière déjà en exploitation ; dans ce dernier cas, lesdits matériaux seront évalués d'après leur prix-courant, abstraction

faite de l'existence ou des besoins des ouvrages pour lesquels ils seraient pris, ou des constructions auxquelles on les aurait destinés.

Art. 10. — L'entrepreneur devra justifier, toutes les fois qu'il en sera requis, du paiement des indemnités dues aux propriétaires des terrains occupés, et la retenue de garantie de son entreprise ne lui sera remboursée qu'après cette justification.

Art. 11. — Lorsque les travaux sont exécutés directement par l'administration, sans l'intermédiaire d'un entrepreneur, il est procédé comme il a été dit ci-dessus ; mais alors, l'expert chargé de constater l'état des lieux contradictoirement avec l'expert du propriétaire est désigné par l'ingénieur chargé des travaux.

21 mars 1893 (3 ramadan 1310)

Décret relatif aux opérations préparatoires à des travaux publics

Article premier. — Lorsque pour exécuter des mesurages, nivellements, sondages et en général toutes opérations préparatoires à des travaux publics, il sera nécessaire de pénétrer dans les propriétés privées, notre directeur général des travaux publics pourra en donner l'autorisation, par arrêtés motivés, aux personnes chargées de ces opérations.

Ces arrêtés indiqueront la nature de ces opérations d'études, la région, caïdat, commune ou territoire militaire, où elles doivent être faites, ainsi que la date de leur commencement.

Art. 2. — Ampliation de ces arrêtés sera remise aux caïds ou au président de la municipalité si les études doivent être faites en territoire communal. Une deuxième ampliation sera remise au juge de paix de la circonscription.

Dans les 48 heures qui suivront la réception de cette pièce, le président de la municipalité et le juge de paix la feront afficher, le premier à la porte de l'hôtel municipal, le deuxième en son auditoire ; le caïd la fera publier dans les marchés de son territoire.

Les agents chargés des opérations d'étude devront être porteurs du texte du présent décret et d'une copie, certifiée conforme par le directeur général des travaux publics, de l'arrêté prévu au § 1 de l'article 1er. Ils devront la présenter à toute réquisition des propriétaires ou de leurs représentants.

Art. 3. — Ceux qui s'opposeraient aux opérations d'étude régulièrement autorisées par le directeur général des travaux publics en exécution du présent décret, seront poursuivis devant les tribunaux compétents suivant leur nationalité et punis d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 500 francs.

Les dispositions de l'art. 463 du code pénal français sont applicables à ces condamnations.

Art. 4. — Les dommages causés aux propriétés par les opérations d'études seront constatés par procès-verbaux de l'agent qui aura été chargé des dites opérations. Sur le vu de ces constatations, le directeur général des travaux publics fixera la valeur des dommages et en donnera avis au propriétaire intéressé qui sera libre d'accepter le chiffre indiqué ou de s'adresser aux tribunaux compétents pour obtenir la réparation du préjudice réel qu'il prétendra lui avoir été causé.

Art. 5. — Notre directeur général des travaux publics est chargé, etc.

15 mars 1894

Arrêté du directeur général des travaux publics contenant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des ponts et chaussées.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Tous les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant du service des ponts et chaussées, qu'ils soient passés dans la forme d'adjudications publiques ou qu'ils résultent de conventions faites de gré à gré, sont soumis, en tout ce qui leur est applicable, aux dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

ADJUDICATIONS

Conditions à remplir pour être admis aux adjudications

Art. 2. — Nul n'est admis à concourir aux adjudications s'il ne justifie qu'il a les qualités requises pour garantir la bonne exécution des travaux.

A cet effet, chaque concurrent est tenu de fournir un certificat constatant sa capacité, sauf l'exception prévue au dernier paragraphe de l'article suivant, et de justifier du versement du cautionnement dans la caisse du receveur général du gouvernement.

Certificats de capacité

Art. 3. — Les certificats de capacité sont délivrés par des hommes de l'art. Ils ne doivent pas avoir plus de trois ans de date au moment de l'adjudication.

Il y est fait mention de la manière dont les soumissionnaires ont rempli leurs engagements, soit envers l'administration, soit en-

vers les tiers, soit envers les ouvriers, dans les travaux qu'ils ont exécutés, surveillés ou suivis.

Ces travaux doivent avoir été faits dans les dix dernières années, et exécutés sous la direction de l'homme de l'art qui a délivré le certificat.

Les certificats de capacité sont présentés, huit jours au moins avant l'adjudication, à l'ingénieur qui doit les viser à titre de communication. Ils sont accompagnés d'une note indiquant les travaux exécutés par le soumissionnaire depuis qu'ils ont été délivrés.

Il n'est pas exigé de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'entretien des routes en empierrement ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20,000 francs.

Cautionnement

Art. 4. — Le cahier des charges spécial à chaque entreprise peut déterminer l'importance des garanties pécuniaires à produire :

Par chaque soumissionnaire à titre de cautionnement provisoire.

Par l'adjudicataire à titre de cautionnement définitif.

Le cautionnement est fait soit en numéraire, soit en obligations tunisiennes, soit en rentes sur l'Etat français et valeurs au porteur, soit en rentes sur l'Etat français, nominatives ou mixtes. A défaut de stipulations particulières dans le cahier des charges, le montant en est fixé, pour le cautionnement provisoire au soixantième et pour le cautionnement définitif au trentième de l'estimation des travaux, déduction faite de toutes les sommes portées à valoir pour dépenses imprévues et ouvrages en régie.

Le cautionnement définitif doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Il reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la réception définitive des travaux.

Toutefois le directeur général des travaux publics peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement.

Approbation de l'adjudication

Art. 5. — L'adjudication n'est valable qu'après l'approbation du directeur général des travaux publics. L'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée.

Si l'approbation du marché n'a pas été notifiée à l'adjudicataire dans un délai de trente jours à partir de la date du procès-verbal de l'adjudication, l'adjudicataire sera libre de renoncer à l'entreprise et il lui sera donné mainlevée de son cautionnement.

Pièces à délivrer à l'entrepreneur

Art. 6. — Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, le directeur général des travaux publics délivre à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition vérifiée par l'ingénieur, du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et des autres pièces qui seraient expressément désignées dans le devis comme servant de base au marché, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales.

Frais d'adjudication

Art. 7. — L'entrepreneur verse à la caisse du receveur général le montant des frais du marché.

Ces frais, dont l'état est arrêté par le fonctionnaire qui a présidé à l'adjudication, ne peuvent être autres que ceux qui résultent de l'application des lois et règlements généraux en vigueur.

Domicile de l'entrepreneur

Art. 8. — L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile au directeur général des travaux publics. Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours, à partir de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables lorsqu'elles ont été faites au secrétariat général du gouvernement.

Après la réception définitive des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile au directeur général des travaux publics, les notifications relatives à son entreprise sont valablement faites au secrétariat général ci-dessus désigné.

TITRE II

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Défense de sous-traiter sans autorisation

Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'administration.

Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

Ordre de service pour l'exécution des travaux

Art. 10. — L'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu'il en a reçu l'ordre de l'ingénieur.

Il reçoit gratuitement de l'ingénieur, au cours de l'entreprise, une expédition certifiée de chacun des dessins de détail et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux.

Il se conforme strictement aux plans, profils, tracés, ordres de service et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui sont donnés par l'ingénieur ou par ses préposés, en exécution du devis.

L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a ordonnés par écrit et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit de l'ingénieur.

Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite et motivée dans un délai de dix jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'ingénieur.

Règlement pour la police des chantiers

Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le directeur général des travaux publics, sur la proposition de l'ingénieur, pour la police des chantiers.

Présence de l'entrepreneur sur le lieu des travaux

Art. 12. — Pendant la durée de l'entreprise, l'entrepreneur ne peut s'éloigner des travaux qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

L'entrepreneur accompagne l'ingénieur dans ses tournées toutes les fois qu'il en est requis.

Choix des commis, chefs d'ateliers et ouvriers

Art. 13. — L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

Liste nominative des ouvriers

Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

Paiement des ouvriers

Art. 15. — L'entrepreneur paie les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'administration le juge nécessaire.

En cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Dépenses imputables sur la somme à valoir

Art. 16. — S'il y a lieu de faire des épuisements ou autres travaux dont la dépense soit imputable sur la somme à valoir, l'entrepreneur doit, s'il en est requis, fournir les outils et machines nécessaires pour l'exécution de ces travaux.

Le loyer et l'entretien de ce matériel lui sont payés au prix de l'adjudication.

Outils, équipages et faux frais de l'entreprise

Art. 17. — L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais les magasins, équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées au devis.

Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers, s'il y a lieu, et généralement toutes les menues dépenses et tous les faux frais relatifs à l'entreprise.

Carrières désignées au devis

Art. 18. — Les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis.

L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais.

Il est tenu, avant de commencer les extractions, de prévenir les propriétaires suivant les formes déterminées par les règlements.

Il paye, sans recours contre l'administration, tous les dommages qu'ont pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport et le dépôt des matériaux.

Dans le cas où le devis prescrit d'extraire les matériaux dans des bois soumis au régime forestier, l'entrepreneur doit se conformer, en outre, aux prescriptions de l'art. 145 du code forestier français, ainsi que des articles 172, 173 et 175 de l'ordonnance du 1er août 1827 concernant l'exécution de ce code.

L'entrepreneur doit justifier, toutes les fois qu'il en est requis, de l'accomplissement des obligations énoncées dans le présent article, ainsi que du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service.

Carrières proposées par l'entrepreneur

Art. 19. — Si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le devis, d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que l'ingénieur reconnaît au moins égale, il reçoit l'autorisation de les exploiter, à ses risques et périls, et ne subit, sur les prix de l'adjudication, aucune réduction, pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux.

A défaut d'accord avec les propriétaires des nouvelles carrières, il peut aussi obtenir l'autorisation de les exploiter.

Défense de livrer au commerce les matériaux extraits des carrières désignées

Art. 20. — L'entrepreneur ne peut livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui en vertu du droit qui lui a été conféré par l'administration.

Qualité des matériaux

Art. 21. — Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art ; ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur.

Dimensions et dispositions des matériaux et des ouvrages

Art. 22. — L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.

Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre écrit de l'ingénieur, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis ou aux ordres de service.

Toutefois, si l'ingénieur reconnaît que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni à la solidité ni au goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues ; mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis ou par les ordres de service. Si au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence.

Démolition d'anciens ouvrages

Art. 23. — Dans le cas où l'entrepreneur a à démolir d'anciens ouvrages, les matériaux sont déplacés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés de nouveau et réemployés s'il y a lieu.

Objets trouvés dans les fouilles

Art. 24. — L'administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.

Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit.

Emploi des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat

Art. 25. — Lorsque, en dehors des prévisions du marché, l'ingénieur juge à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi, réglés conformément aux indications de l'art. 28 ci-après.

Vices de construction

Art. 26. — Lorsque l'ingénieur présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, il ordonne, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés vicieux.

Les dépenses résultant de cette vérification sont à la charge de l'entrepreneur, lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus.

Pertes et avaries, cas de force majeure

Art. 27 — Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison de pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.

Ne sont pas compris, toutefois, dans la disposition précédente, les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par l'entrepreneur; dans ces cas, néanmoins, il ne peut être rien alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.

Règlement du prix des ouvrages non prévus

Art. 28. — Lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus ou de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée par le devis, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres écrits à ce sujet et il est préparé sans retard de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix courants du pays.

Les nouveaux prix, calculés de manière à être passibles du rabais de l'adjudication, après avoir été débattus par l'ingénieur avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation du directeur général des travaux publics.

Si l'entrepreneur n'accepte pas les décisions du directeur général des travaux publics, il est statué par les tribunaux administratifs.

En attendant la solution du litige, l'entrepreneur est payé, provisoirement, aux prix préparés par l'ingénieur.

Augmentation dans la masse des travaux

Art. 29. — En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Au delà de cette limite, l'entrepreneur a droit à la résiliation immédiate de son marché sans indemnité, à la condition toutefois de l'avoir demandé par lettre adressée au directeur général des travaux publics dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation de plus du sixième. Le tout sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 31 ci-après.

Diminution dans la masse des travaux

Art. 30. — En cas de diminution dans la masse des ouvrages, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation, tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, sauf l'application de l'article 31 ci-après. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est réglée par la juridiction administrative, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que ci-dessus.

Changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Art. 31. — Lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un quart, en plus ou en moins, des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet.

Variations dans les prix

Art. 32. — Si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième comparativement aux estimations du projet, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché sans indemnité.

Cessation absolue ou ajournement des travaux

Art. 33. — Lorsque l'administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, s'il la demande, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, puis à leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie.

Mesures coercitives

Art. 34. — Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui sont donnés par l'ingénieur, un arrêté du directeur

général des travaux publics le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf les cas d'urgence, n'est pas de moins de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le directeur général des travaux publics, par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur. Dans ce cas, il est procédé immédiatement, en sa présence ou lui dûment appelé, à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise.

Il en est aussitôt rendu compte au directeur général des travaux publics, qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie.

Pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres de l'ingénieur.

Il peut d'ailleurs être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Les excédents de dépense qui résultent de la régie ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur. sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amènent au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'administration.

Décès de l'entrepreneur

Art. 35. — En cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié de droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

Liquidation judiciaire ou faillite de l'entrepreneur

Art. 36. — En cas de liquidation judiciaire ou de faillite de l'entrepreneur, le contrat est également résilié de plein droit, sauf à l'administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites pour la continuation de l'entreprise par l'entrepreneur dans le premier cas, et par ses créanciers dans le second.

TITRE III

RÈGLEMENT DES DÉPENSES

Bases du règlement des comptes

Art. 37. — A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectués, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'article 22, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication.

L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les métrés et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes.

Attachements

Art. 38. — Les attachements sont pris, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de leur surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui ; celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite.

Lorsque l'entrepreneur refuse de signer ces attachements ou ne les signe qu'avec réserve, il lui est accordé un délai de dix jours, à dater de la présentation des pièces, pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans réserve.

Dans le cas de refus de signature ou de signature avec réserve, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées.

Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par l'ingénieur.

Décomptes mensuels

Art. 39. — A la fin de chaque mois, il est dressé un décompte provisoire des ouvrages exécutés et des dépenses faites, pour servir de base aux paiements à faire à l'entrepreneur.

Décomptes annuels et décomptes définitifs

Art. 40. — A la fin de chaque année, il est dressé un décompte de l'entreprise, que l'on divise en deux parties : La première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, et la seconde les ouvrages et portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire.

L'entrepreneur est invité, par un ordre de service dûment notifié, à venir prendre connaissance, dans les bureaux de l'ingénieur, de de ce décompte auquel sont joints les métrés

et les pièces à l'appui, et à le signer pour acception ; procès-verbal est dressé de la présentation qui lui en est faite et des circonstances qui l'ont accompagnée.

L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces sans déplacement, est en outre autorisé à faire transcrire par ses commis, dans les bureaux de l'ingénieur, celles dont il veut se procurer des expéditions.

En ce qui concerne la première partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur est définitive, tant pour l'application des prix que pour les quantités d'ouvrages.

S'il refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserve, il doit déduire ses motifs par écrit dans les trente jours qui suivent la notification de l'ordre de service mentionné au paragraphe 2.

Il est expressément stipulé que l'entrepreneur n'est point admis à élever de réclamations au sujet des pièces ci-dessus indiquées après le délai de trente jours, et que, passé ce délai, le décompte est censé accepté par lui, quand bien même il ne l'aurait signé qu'avec des réserves dont les motifs ne seraient pas spécifiés.

Le procès-verbal de présentation doit toujours être annexées aux pièces non acceptées.

En ce qui concerne la deuxième partie du décompte, l'acceptation de l'entrepreneur n'est considérée que comme provisoire.

Les stipulations des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article s'appliquent aux décomptes définitifs partiels qui peuvent être présentés à l'entrepreneur dans le courant de la campagne.

Elles s'appliquent aussi au décompte général et définitif de l'entreprise, à l'exception du délai des réclamations qui est porté à quarante jours.

L'entrepreneur ne peut revenir sur les prix du marché

Art. 41. — L'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du marché qui ont été consentis par lui.

Reprise du matériel en cas de résiliation

Art. 42. — Dans les cas de résiliation prévus par les articles 33 et 35, les outils et équipages existants sur les chantiers et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux, sont acquis par l'Etat, si l'entrepreneur ou ses ayants droit en font la demande, et le prix en est réglé de gré à gré ou à dire d'experts.

Ne sont pas comprises dans cette mesure les bêtes de trait ou de somme qui auraient été employées dans les travaux.

La reprise du matériel est facultative pour l'administration dans les cas prévus par les articles 9, 29, 32, 34 et 36.

Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'administration.

Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, s'ils remplissent les conditions du devis, sont acquis par l'Etat aux prix de l'adjudication ou à ceux résultant de l'application de l'article 28 ci-dessus.

Les matériaux qui ne sont pas déposés sur les chantiers ne sont pas portés en compte, à moins de stipulations spéciales inscrites dans le devis de l'entreprise.

TITRE IV

PAIEMENTS

Paiements d'acomptes

Art. 43. — Les paiements d'acomptes s'effectuent tous les mois, en raison de la situation des travaux exécutés, sauf retenue d'un dixième pour garantie.

Il est en outre délivré des acomptes sur le prix des matériaux approvisionnés, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur.

Le tout sous la réserve énoncée à l'article 48 ci-après.

Maximum de la retenue

Art. 44. — Si la retenue du dixième est jugée excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera de s'accroitre lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé.

Réception provisoire

Art. 45. — Immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur, en présence de l'entrepreneur, il en est fait mention au procès-verbal.

Réception définitive

Art. 46. — Il est procédé de la même manière à la réception définitive, après l'expiration du délai de garantie.

A défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois, à dater de la réception provisoire, pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement, et d'un an pour les ouvrages d'art.

Pendant la durée de ce délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir.

Paiement de la retenue de garantie

Art. 47. — La retenue de garantie n'est payée à l'entrepreneur qu'après la réception définitive, et lorsqu'il a justifié de l'accomplissement des obligations énoncées dans l'article 18.

Si l'entrepreneur n'a pas fourni cette justification au moment de la réception définitive, la retenue de garantie est déposée en tout ou en partie à la caisse des dépôts et consignations pour n'être ensuite délivrée à l'entrepreneur que sur le vu d'un certificat de l'ingénieur constatant que les prescriptions énoncées au paragraphe précédent ont été remplies.

Intérêts pour retard de paiement

Art. 48. — Les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnités, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux.

Toutefois, si l'entrepreneur ne peut être entièrement soldé dans les trois mois qui suivent la réception définitive régulièrement constatée, il a droit, à partir de l'expiration de ce délai, à des intérêts calculés à cinq pour cent par an, pour la somme qui lui reste due.

TITRE V

CONTESTATIONS

Intervention du directeur général des travaux publics

Art. 49. — Si, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur et l'entrepreneur, il en est référé au directeur général des travaux publics.

Dans les cas prévus par l'art. 21, par le deuxième paragraphe de l'article 22 et par le deuxième paragraphe de l'article 26, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et le notifie à l'entrepreneur qui doit présenter ses observations dans un délai de trois jours ; ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur au directeur général des travaux publics pour qu'il lui soit donné telle suite que de droit.

Dans tous les cas de contestation avec l'ingénieur, l'entrepreneur doit adresser au directeur général des travaux publics un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

Si, dans le délai de trois mois à partir de la remise de ce mémoire, le directeur général des travaux publics n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient point admises, saisir des dites réclamations la juridiction administrative.

Il n'est admis à porter devant cette juridiction que les griefs énoncés dans le mémoire remis au directeur général.

Si, dans le délai de six mois à dater de la notification de la décision du directeur général intervenue sur les réclamations auxquelles aura donné lieu le décompte général et définitif de l'entreprise, l'entrepreneur n'a pas porté ses réclamations devant le tribunal compétent, il sera considéré comme ayant adhéré à la dite décision, et toute réclamation se trouvera éteinte.

Jugement des contestations

Art. 50. — Toute difficulté entre l'administration et l'entrepreneur, concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché, est portée devant la juridiction administrative tunisienne.

Tribunal mixte (1)

14 juin 1886 (12 ramadan 1303)

Décret sur l'organisation du tribunal mixte

Article premier. — Abrogé.

Art. 2. — Une indemnité de 3,000 fr. par an est affectée aux fonctions de président du tribunal mixte, une indemnité de 2,000 fr. est attribuée aux fonctions de juges de ce tribunal.

Art. 3. — Dans le cas où le président, ou bien les membres à titre français du tribunal mixte, cesseraient leurs fonctions pendant plus d'un mois, les indemnités y afférentes seraient attribuées à leur remplaçants.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement du président, il sera remplacé par le membre français du tribunal mixte le plus ancien.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un des membres français du tribunal mixte, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé par le juge de paix de Tunis ou par l'un de ses suppléants.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un des membres indigènes, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé par un suppléant désigné par notre premier ministre sur la proposition du chara.

(1) Voir aussi articles 33 et suivants de la loi du 1er juillet 1885 (19 ramadan 1302) sous le mot : Immeubles.

Vins et spiritueux

13 novembre 1860 (28 rabia-ettani 1277)

Décret établissant des droits sur les fruits destinés au vinage et à la distillation

Par notre décret du 30 hidjé 1276-19 juillet 1860 relatif aux taxes imposées sur les vins et spiritueux, nous avions disposé que le droit à percevoir sur chaque quintal (tunisien) de figues sèches, dattes, etc., pour la distillation, serait de dix piastres. . . . . .

Tout en maintenant les autres dispositions contenues dans le précédent décret, dans le but de venir en aide au commerce, nous abolissons les droits perçus au quintal sur les figues sèches, les dattes, etc., et nous les remplaçons par un droit unique de 10 0/0 sur tous les produits servant au vinage et à la distillation dans toute la Régence (1).

15 novembre 1875 (16 chaoual 1292)

Décret fixant le tarif des droits sur les fruits destinés à la distillation

Article premier. — Les dattes, les raisins secs, les figues sèches, introduits à Tunis par voie de terre ou par voie de mer, et qui sont achetés pour la distillation, paieront un droit de 10 0/0.

Art. 2. — Il sera perçu, par colis, grand ou petit, portant un des articles indiqués ci-dessus, 1 p. 25 (0 fr. 75).

5 janvier 1886 (30 rabia-el-aoual 1303)

Décret modifiant les droits sur les vins et spiritueux et sur les raisins servant à leur fabrication

Article premier. — Est abrogée la disposition du décret du 30 hidjé 1276-19 juillet 1860 qui, pour la perception des droits, assimile aux vins et spiritueux de provenance étrangère les produits de même nature expédiés à Tunis, par mer, des divers points de la Régence.

Est également abrogée l'exception prévue à l'égard des vins et spiritueux, par l'article 24 du décret du 14 hidjé 1301-3 octobre 1884.

En conséquence, les vins et spiritueux provenant de l'étranger, qui auront acquitté à l'entrée le droit de 10 0/0, pourront être transportés, tant par mer que par terre, d'un point à un autre de la Régence, dans les conditions prévues par les dispositions spéciales, soit au cabotage, soit au régime de circulation par terre, suivant le cas.

Art. 2. — Les vins et spiritueux importés directement de l'étranger par de simples particuliers, pour leur consommation personnelle, continueront à être admis au tarif réduit de 3 0/0 sur la production d'un certificat délivré par le consul de la nationalité du destinataire attestant que ce dernier ne fait pas le commerce des vins et spiritueux, mais à la condition que ce certificat sera appuyé d'un connaissement ou d'une lettre de voiture au nom du simple particulier destinataire, ou bien de la lettre d'avis à lui adressée par les compagnies de transport pour l'informer de l'envoi de la marchandise. Ces pièces seront conservées par l'administration des douanes.

Art. 3. — Les dispositions du décret du 1er djoumadi-el-aoual 1299-20 mars 1882 relatives au règlement du magasinage à la douane, seront désormais applicables, dans leur entier aux vins et spiritueux.

L'administration pourra, notamment, se prévaloir, sans restriction, des stipulations de l'article 4 de ce décret, et elle n'assumera aucune responsabilité pour les dommages pouvant résulter des vices propres aux marchandises, du bris et du coulage des liquides et de toute autre cause.

Art. 4. — Tout colis, quelle qu'en soit la forme extérieure, d'un poids brut inférieur à 50 kilogrammes, rentrera dans la catégorie des marchandises comprises sous le n° 2 du tarif édicté par le décret précité du 1er djoumadi-el-aoual 1299-20 mars 1882, et supportera un droit de magasinage d'une piastre (0 fr. 60) pour le premier mois, et deux piastres et demie (1 fr. 50) pour chaque mois successif.

A l'égard des colis dont le poids brut dépassera 50 kilogrammes, il sera fait application pure et simple du tarif auquel sont soumises les marchandises ordinaires aux termes du même décret.

Art. 5. — Le droit de 10 0/0, établi par les

(1) Voir article 5 du décret du 5 janvier 1886 ci-après.

décrets des 30 hidjé 1276-19 juillet 1860, 28 rabia-ettani 1277-13 novembre 1860 et 16 chaoual 1292-15 novembre 1875, est supprimé en tant qu'il s'applique aux vins de fabrication indigène, ainsi qu'aux raisins servant au vinage et à la distillation. Les raisins importés supporteront la taxe de 8 0/0 *ad valorem*.

Art. 6. — Les produits de toute nature, autres que les raisins, qui sont employés pour le vinage et la distillation, restent soumis au régime établi par les lois et usages actuellement en vigueur.

Viticulture

9 juillet 1889 (10 kâda 1306)

Décret organisant un syndicat général obligatoire des viticulteurs

Article premier. — Les propriétaires de vignes en Tunisie sont constitués en syndicat.

Art. 2. — Le syndicat, dénommé syndicat général obligatoire des viticulteurs en Tunisie, est chargé, sous le contrôle de l'administration, de la surveillance des vignes, de la recherche et de la destruction du phylloxera et de l'exécution des traitements propres à combattre les maladies de la vigne, conformément aux dispositions de la loi ci-dessus visée. Il étend son action sur toute la Régence.

Art. 3. — Abrogé par l'article 18 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 4. — Abrogé par l'article 11 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 5. — Abrogé par l'article 12 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 6. — Tous les agents du syndicat qui peuvent, par la nature de leurs fonctions, être appelés à pénétrer dans les propriétés particulières devront être agréés par l'administration et assermentés.

La liste de présentation sera adressée par le syndicat à notre premier ministre et indiquera les garanties qu'offrent les candidats.

Art. 7. — Abrogé par l'article 8 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 8. — Le trésorier ne paiera aucune dépense que sur des mandats établis par le secrétaire du comité et visés par le président.

Art, 9. — Abrogé par l'article 9 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309) sauf la disposition suivante:

Le vote par procuration est admis, mais chaque électeur présent ne peut représenter qu'un seul autre électeur.

Art. 10. — Abrogé par l'article 16 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 11. — Abrogé par l'article 17 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 12. — Abrogé par les articles 13 et 21 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 13. — Est électeur tout propriétaire astreint à la taxe, sans distinction de sexe ni de nationalité.

Les mineurs et les incapables sont représentés par leur tuteur ou leur conseil judiciaire, ou les mandataires de ces derniers.

Art. 14. — Abrogé par le décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 15. — Abrogé par les articles 3, 4 et 7 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309) sauf la disposition suivante: Les syndics sont rééligibles.

Art. 16. — Abrogé par l'article 8 du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 17 et 18. — Abrogés par l'article 10 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 19, 20 et 21. — Abrogés par l'article 13 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 22. — Les sommes excédant les besoins du service courant du syndicat pourront être déposées à la caisse du receveur général des finances, qui les mettra à la disposition du trésorier du syndicat, sur l'autorisation du président, au fur et à mesure des nouveaux besoins.

Les excédents en recettes des budgets antérieurs seront affectés à la création d'un fonds de réserve destiné à subvenir aux indemnités à accorder aux propriétaires dont les vignes auront subi des dommages, en exécution de l'article 3 de la loi du 1er mai 1888.

Ces indemnités ne pourront dépasser la valeur du produit net des trois récoltes moyennes que lesdites vignes auraient pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres que le propriétaire aurait eu à faire pour l'obtenir.

Les sommes appartenant au fonds de réserve seront employées en achat de valeurs de l'Etat tunisien. Les produits de ces valeurs lui appartiendront.

Les sommes et les titres appartenant au fonds de réserve seront déposés à la caisse du receveur général des finances, qui ne pourra en ouvrir la disposition au syndicat que pour la destination spécialement prévue ci-dessus.

Art. 23. — Abrogé par l'article 14 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 24. — Abrogé par l'article 15 du décret du 3 mars 1892 (4 châban 1309).

Art. 25. — Les dispositions des décrets des 1er mai et 15 juillet 1888 auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent dé-

cret sont applicables au syndicat général obligatoire des viticulteurs de Tunisie.

Art. 26. — Notre premier ministre est chargé, etc.

1er octobre 1890

Arrêté résidentiel relatif aux déclarations des quantités de vin récoltées par les producteurs de la Régence.

Article premier. — Les propriétaires, gérants ou fermiers de vignobles en Tunisie sont tenus de faire, chaque année, au contrôleur civil de leur circonscription, la déclaration des quantités de vins qu'ils ont récoltées.

Ces déclarations seront adressées au contrôleur civil avant le 30 septembre.

Art. 2. — Tous les ans, à partir du 1er octobre, et dans chacune des circonscriptions désignées par un arrêté spécial, une commission sera chargée de vérifier les déclarations de quantités de vins récoltées, faites aux contrôleurs civils par les producteurs, et l'état de leur compte courant individuel.

Cette commission est investie du pouvoir de pénétrer dans les propriétés pour y exercer son contrôle.

Art. 3. — La commission dressera, sur place, un procès-verbal de ses opérations, qui sera signé du propriétaire, fermier ou gérant du vignoble, ou de leur représentant.

Si le propriétaire, le fermier ou leur mandataire refuse de signer, mention en sera faite au procès-verbal, avec indication des motifs.

Art. 4. — Chaque commission est composée de trois membres, savoir :

Un agent de l'administration, président, désigné par le Résident général;

Un délégué du syndicat des viticulteurs ;

Un expert technique, désigné par le syndicat des viticulteurs.

Art. 5. — Les commissions sont constituées pour une année entière.

Elles fonctionnent dans le courant de l'année, sur la convocation du contrôleur civil de leur circonscription.

Art. 6. — Seront déchus du droit de demander des certificats d'origine pour leurs produits :

1° Ceux qui, contrairement à la loi du 1er mai 1888 et au décret du 15 juillet 1888 (1), n'auront pas déclaré au contrôleur civil de leur circonscription les surfaces plantées en vignes qu'ils exploitent ;

2° Ceux qui n'auront pas fait à ce fonctionnaire la déclaration de leurs récoltes en vins de l'année, ou qui auront fait une déclaration reconnue frauduleuse ;

3° Ceux qui refuseront de se soumettre au contrôle de la commission instituée à cet effet.

Art. 7. — Le propriétaire, gérant ou fermier de vignoble qui s'opposera aux investigations de la commission de vérification pourra être contraint à subir la visite de la commission.

Dans ce cas, outre les peines de droit, il supportera toutes les dépenses résultant du fait de son opposition.

7 octobre 1890 (23 sfar 1308)

Décret établissant une taxe de cinq centimes par hectolitre de vin d'origine tunisienne déclaré pour l'exportation.

Article premier. — Il sera perçu une taxe de 5 centimes par chaque hectolitre de vin d'origine tunisienne déclaré pour l'exportation.

Cette taxe sera perçue par le contrôle civil au moment de la délivrance du certificat d'origine, qui en portera quittance.

Le produit en sera affecté à solder les dépenses des commissions de vérification. S'il y a un excédent, il sera versé au syndicat général obligatoire des viticulteurs.

Art. 2. — Notre premier ministre est chargé, etc.

3 mars 1892 (4 châban 1309)

Décret contenant règlement d'administration publique pour les syndicats obligatoires des viticulteurs.

Article premier. — Toute demande en autorisation de constitution d'un syndicat pour la défense du vignoble contre le phylloxera est adressée au gouvernement qui s'assure si les adhérents possèdent réellement une étendue de vignes formant un chiffre d'hectares égal au moins à la moitié de la superficie totale des propriétés viticoles de la Régence.

Art. 2. — S'il est satisfait à cette première condition, l'administration prend l'arrêté d'autorisation et fait procéder aux élections.

Art. 3. — Les listes électorales seront dressées par les soins de la direction de l'agriculture d'après les rôles de perception de la taxe et déposées dans chaque contrôle où elles seront mises à la disposition du public trois semaines avant les élections.

Les réclamations seront adressées à la direction de l'agriculture huit jours au moins avant les scrutins.

Les listes électorales seront établies sans distinction de sexe ou de nationalité. Elles

(1) La loi du 1er mai et le décret du 15 juillet 1888 ont été abrogés et remplacés par la loi du 29 janvier 1892. Voir les articles 10 et suivants de cette loi sous le mot : Phylloxera.

mentionneront les surfaces sur lesquelles chaque électeur paie la taxe et le nombre de voix qui lui est attribué.

Le nombre des voix est fixé sur les bases suivantes :

Jusqu'à 5 hectares, 1 voix.

Pour les vignobles dont la superficie est supérieure à 5 hectares, il sera en outre attribué, savoir :

De 5 à 100 hectares, 1 voix par 5 hectares.

De 100 à 200 hectares, 1 voix par 10 hectares.

Au-dessus de 200 hectares, 1 voix par 50 hectares.

Toute fraction supérieure à 2 hectares 1/2, à 5 hectares et à 25 hectares sera respectivement comptée pour 5, 10 et 50 hectares.

Les régisseurs des propriétés dont les propriétaires ne résident pas en Tunisie sont électeurs et éligibles.

Art. 4. — Les syndics sont élus au scrutin de liste.

Au premier tour de scrutin nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés et un nombre égal au quart des suffrages inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu 8 jours après, la majorité relative est suffisante.

Art. 5. — Un bureau de vote sera ouvert au siège des contrôles civils et des commandements militaires sur le territoire desquels existeront des vignes soumises à la taxe.

Le scrutin est présidé par le contrôleur civil ou par le commandant militaire ou par leur délégué assisté de deux électeurs qui seront le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier remplira les fonctions de secrétaire.

Le scrutin sera ouvert à 8 heures du matin et clos à 2 heures de l'après-midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au Résident général. Le résultat du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire.

Art. 6. — Pour être éligible aux fonctions de syndics il faut avoir 25 ans révolus au moins, être du sexe masculin, jouir de ses droits civils, n'avoir subi aucune condamnation judiciaire pour crime ou pour délit contraire à la probité et aux mœurs.

Art. 7. — Un arrêté du premier ministre fixera la date d'élection des syndics, le nombre des syndics à élire et la durée de leur mandat.

Art. 8. — Les syndics se réunissent en assemblée générale dans les 15 jours qui suivent leur élection pour nommer le bureau du syndicat qui se compose de :

Un président,
Un vice-président,
Un secrétaire général,
Un secrétaire indigène,
Un trésorier,
Quatre membres dont deux indigènes.
Ces fonctions sont gratuites.

Les pouvoirs du bureau expirent au bout d'un an. Tous les membres sont rééligibles.

Les syndics européens nomment les membres du bureau européen. Les syndics indigènes nomment les membres du bureau indigène.

Art. 9. — Le bureau est nommé à la majorité des deux tiers du nombre total des syndics.

Le vote a lieu séparément pour chaque fonction du bureau.

Au cas où la première de ces conditions ne serait pas remplie, un second scrutin aura lieu à quinzaine et sur nouvelle convocation.

Dans ce cas l'élection aura lieu à la majorité relative des suffrages exprimés.

Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Art. 10. — Le président, et, à son défaut, le vice-président représente le syndicat. Il est son intermédiaire auprès de l'administration avec l'autorisation de laquelle il pourra ester en justice.

Le secrétaire général convoque aux assemblées générales.

Art. 11. — Le syndicat est tenu de faire visiter par ses agents une fois par an, au moins la totalité des vignes existantes dans la Régence.

Il devra aviser la direction de l'agriculture de la date où ses agents se mettent en route, de leur itinéraire et de la circonscription assignée à chacun d'eux.

La signature du propriétaire ou de son ayant cause sera demandée par l'agent du syndicat après la visite de chaque vigne. Cette signature sera donnée sur un carnet spécial tenu par l'agent et qui contiendra toutes les indications utiles.

La visite générale du vignoble devra être commencée le 1er mai au plus tard et terminée le 15 septembre, délai de rigueur.

Si dans le cours de ses opérations, l'agent chargé de la visite vient à constater la présence du phylloxera sur un point quelconque, il informe directement et sur le champ le gouvernement et le président du syndicat de

sa découverte et attend l'arrivée du délégué phylloxérique.

Art. 12. — Indépendamment de la visite générale du vignoble à faire annuellement, le syndicat devra faire opérer des recherches méthodiques :

1° Autour des anciens foyers phylloxériques ; les fouilles porteront au moins sur un pied sur dix.

2° Dans les vignes américaines, toutes les souches seront visitées s'il s'agit de plants isolés ou disséminés dans un vignoble ; s'il s'agit d'une plantation en masse, la visite portera sur un pied sur cent au moins.

3° Dans les vignes soumises à un traitement cultural antiphylloxérique, la visite portera sur un pied sur cent au moins.

La détermination du périmètre des terrains complantés en vignes à soumettre aux fouilles méthodiques autour des anciens foyers phylloxériques, sera faite de concert entre les agents de l'administration et le syndicat. En cas de désaccord, le gouvernement décidera définitivement.

Art. 13. — L'établissement du budget s'effectue en assemblée générale des syndics. L'assemblée générale qui se tient chaque année au mois de mars, règle le compte de l'exercice sur le point de se clôturer et donne son avis sur le quantum de la taxe à frapper pour l'année suivante.

Le budget pour cette même année suivante est arrêté dans la réunion générale d'octobre. Ce budget est soumis au visa du Résident général et à l'approbation du premier ministre.

Le budget des recettes comprend le produit de la taxe, déduction faite des frais engagés par l'Etat pour arriver à sa perception. En dépenses, ce budget se compose de dépenses obligatoires et de dépenses facultatives.

DÉPENSES OBLIGATOIRES

1° Frais de confection et de revision des listes électorales ;

2° Remises de perception ;

3° Frais d'installation et frais de bureau du président du syndicat ;

4° Frais de tenue des assemblées générales des syndics ;

5° Traitement du personnel ;

6° Frais de visite du vignoble et des recherches méthodiques ;

7° Frais de correspondances.

DÉPENSES FACULTATIVES

Dépenses diverses présentant pour la viticulture un intérêt général ;

Dépenses accidentelles ou imprévues.

Art. 14. — Le président du syndicat a l'ordonnancement des dépenses.

Le trésorier sera soumis à toutes les obligations imposées aux receveurs des municipalités et notamment à la vérification des inspecteurs du service de la direction des finances.

Notamment les dispositions des chapitres IX, X, XI, XII, XIV, XV, XVII et XVIII du décret organique des municipalités en date du 15 djoumadi-ettani 1302 (1er avril 1885) seront appliquées en ce qui concerne la comptabilité financière du syndicat, la gestion du trésorier le recouvrement des taxes et les poursuites.

Art. 15. — En cas de dissolution du syndicat, les espèces en caisse et les documents de comptabilité seront immédiatement remis par le trésorier à l'agent liquidateur désigné par l'administration.

Cette remise devra être faite en présence du président, ou, à son défaut, du vice-président. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

L'agent liquidateur pourvoit au paiement des créances passives et les fonds restés libres font retour au Trésor,

Art. 16. — Le président du syndicat adresse tous les mois à l'administration, pendant la saison des visites, un rapport indiquant le nombre d'hectares visités, contrôle par contrôle, l'état du vignoble et, pour les fouilles méthodiques entreprises dans les vignes à soumettre à ces opérations, le nombre de souches visitées par hectare.

Lorsque les visites seront terminées, le président du syndicat enverra à l'administration un rapport d'ensemble :

Ce rapport devra spécialement signaler les surfaces que l'expert, au cours de ses visites, aurait reconnues comme non déclarées ou ayant fait l'objet d'une déclaration inexacte.

Le délégué du gouvernement aura le droit de se faire présenter par les agents du syndicat, partout où ils se trouveront, les carnets dont la tenue est prescrite par l'article 11.

Art. 17. — Dans les cas où la visite générale du vignoble ne serait pas terminée le 15 septembre ainsi que le prescrit l'article 11 ci-dessus, une mise en demeure sera adressée par notre premier ministre au syndicat. Si cette mise en demeure était restée sans effet à la date du 1er octobre suivant, la dissolution immédiate du syndicat pourrait être prononcée.

Art. 18. — Si avant les trois mois qui précèderont l'expiration de sa durée, la dissolution du syndicat n'a pas été demandée, le syndicat continuera d'exister de plein droit pour une nouvelle période de six années.

Art. 19. — La demande de dissolution devra être rédigée par écrit et signée par un nombre de propriétaires représentant au moins le quart de la superficie du vignoble.

Si cette demande est prise en considération par la majorité des syndics réunis en assemblée générale, les viticulteurs seront appelés à se prononcer sur elle par un vote général.

Si, conformément au principe qui a présidé à la constitution du syndicat, les propriétaires représentant au moins la moitié du vignoble sont d'avis qu'il y a lieu de prononcer sa dissolution, celle-ci sera prononcée de plein droit.

Art. 20. — En dehors des assemblées générales des mois de mars et d'octobre, le syndicat pourra se réunir extraordinairement sur la convocation du bureau ou sur la demande signée de dix syndics et adressée au président.

Art. 21. — Dans les assemblées ordinaires et extraordinaires les votes ne seront valables que s'ils sont pris à la majorité absolue.

Dans le cas où cette majorité ne serait pas atteinte, une seconde réunion aurait lieu à quinzaine et par nouvelle convocation et les délibérations seraient prises à la majorité relative quel que soit le nombre des votants.

Art. 22. — Les demandes d'introduction de végétaux faites conformément à l'article 5 de la loi phylloxérique devront être soumises à une assemblée générale des syndics.

Art. 23. — Aucune question non inscrite à l'ordre du jour ne pourra faire l'objet d'une décision des assemblées générales.

Art. 24. — Le décret du 9 juillet 1889 organisant un syndicat obligatoire de viticulteurs en Tunisie est et demeure abrogé dans celles de ses dispositions qui seraient contraires au présent décret.

31 août 1892

Arrêté du directeur des finances relatif au recouvrement de la taxe établie pour couvrir les frais de visite du vignoble tunisien.

Article premier. — Au vu du rôle rendu exécutoire, le trésorier du syndicat général obligatoire des viticulteurs établit au nom de chacun des propriétaires de vignobles imposés, une quittance signée par lui, extraite d'un registre à souche unique, indiquant les noms, prénoms et domicile du contribuable, le montant de la taxe pour laquelle il est imposé, l'année à laquelle elle s'applique, le numéro de l'article du rôle et les bases de la liquidation de la taxe (superficie et situation du vignoble imposé).

Il classe ensemble les quittances relatives aux vignobles d'un même caïdat et en dresse pour chaque caïdat un bordereau détaillé en double expédition qu'il transmet avec les quittances au directeur des finances, lequel lui en accuse réception au bas de l'une des expéditions du bordereau.

Art. 2. — Le directeur des finances repartit les quittances entre les agents des finances qu'il charge de leur recouvrement.

Ces agents, dès la réception des quittances, réclament le paiement aux redevables contre délivrance des dites quittances. Ils prélèvent sur le montant de leurs recouvrements une remise de 10 °/o et versent le surplus à la recette générale des finances à Tunis. Il leur est délivré récépissé visé et contrôlé de la direction générale des finances.

Le receveur général encaisse le produit de ces versements à l'actif d'un compte courant ouvert dans ses écritures au syndicat obligatoire des viticulteurs de la Régence. Il met ces fonds à la disposition du trésorier du syndicat sur l'autorisation du président, au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet un extrait de la situation du compte courant au président du syndicat à la fin de chaque trimestre.

Art. 3. — Egalement, à la fin de chaque trimestre, les comptables chargés du recouvrement de la taxe en rendent compte au directeur des finances dans la forme qui leur sera tracée.

Dans le courant du mois de février de chaque année, le directeur des finances transmet au syndicat le compte annuel où sont récapitulés tous les bordereaux prévus à l'article 1er et tous les versements effectués à la recette générale. Si, à ce moment, des quittances restent impayées, elles sont retournées au syndicat qui en donne décharge.

Art. 4. — Le directeur des finances, agissant au nom et en vertu de la délégation générale du syndicat, exerce les poursuites jugées nécessaires contre les contribuables retardataires.

Les frais irrépétibles de poursuites et de procédure, tous les autres frais de déplacement des agents appelés à représenter en justice le syndicat, sont à la charge du syndicat en sus de la remise de 10 °/o due à l'agent qui aura opéré le recouvrement.

Art. 5. — En cas de débet d'un agent de recouvrement, la créance de l'Etat sera privilégiée par rapport à celle du syndicat.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté

seront, si le syndicat en fait la demande, étendues aux taxes établies antérieurement à la loi du 29 janvier 1892.

Ces dispositions peuvent être revisées tous les ans, de concert entre la direction générale des finances et le syndicat.

4 avril 1894 (28 ramadan 1311)

Décret convertissant le laboratoire de vinification en laboratoire de vinification et de bactériologie

Article premier. — Le laboratoire de vinification créé par notre décret du 7 septembre 1893, est converti en laboratoire de vinification et de bactériologie.

Art. 2. — Est annexé au laboratoire de vinification et de bactériologie un institut pour le traitement antirabique.

Art. 3. — Notre premier ministre est chargé, etc.

5 mai 1894 (29 chaoual 1311)

Décret relatif à la destruction des hannetons verts

Article premier. — Toute personne ayant comme propriétaire, gérant ou à quelque titre que ce soit, la culture ou la garde d'une vigne, est tenue de faire au contrôle civil ou au commandement militaire de sa circonscription, la déclaration de l'invasion de ses vignes par les hannetons verts et de procéder immédiatement au ramassage et à la destruction de ces insectes.

Art. 2. — Le contrôleur civil avise immédiatement le Ministre Résident général. Le commandant militaire fait parvenir cette déclaration au Résident général par l'intermédiaire du général commandant la brigade d'occupation.

Art. 3. — La direction de l'agriculture fait visiter sans délai par le délégué phylloxérique la région envahie.

En cas de non-exécution ou d'exécution incomplète du ramassage, le délégué phylloxérique dresse procès-verbal contre les contrevenants et les met en demeure de procéder immédiatement au ramassage des insectes.

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 5 à 25 francs et d'un emprisonnement de 3 à 5 jours.

En cas de récidive, les peines pourront être doublées.

Art. 4. — Si la mise en demeure dont il est question dans l'art. 3 reste sans effet, le délégué phylloxérique procédera, aux frais des propriétaires, à l'exécution des mesures prescrites par l'article 1er. Les dépenses ainsi faites seront recouvrées par la recette générale des finances sur lesdits propriétaires ; en cas de difficultés, les instances seront intentées et suivies par la direction de l'agriculture, le tout sans préjudice de l'action en dommages-intérêts que les viticulteurs voisins pourront exercer contre le délinquant.

Art. 5. — Notre directeur de l'agriculture est chargé, etc.

JURISPRUDENCE

ABRÉVIATIONS

Cass., Cour de Cassation.
J. T. F. T., Journal des Tribunaux Français en Tunisie.
R. a., Revue algérienne.
Trib., Tribunal.

Le nombre qui suit immédiatement une des abréviations ci-dessus indique le millésime; le chiffre ensuite la partie du Recueil, et le troisième nombre la page où se trouve la décision rapportée.

Le *Journal des Tribunaux Français en Tunisie* n'ayant qu'une pagination le premier nombre indique l'année du Recueil et le second la page.

Exemple: *R. a.*, 89, 2, 151, signifie: *Revue algérienne*, année 1889, deuxième partie, page 151; — *J. T. F. T.*, 91, 143, signifie : Journal des Tribunaux Français en Tunisie, année 1891, page 143.

A

ACHOUR

Européens

Les Européens possesseurs d'immeubles en Tunisie sont redevables des impôts afférents à ces immeubles dans les mêmes conditions que les indigènes. Ils sont donc soumis comme eux à la perception de l'impôt achour sur les céréales. — Trib. de Tunis, 25 juin, *J. T. F. T.*, 93, 50.

AVOCAT

Devoirs professionnels

L'avocat, consulté par un indigène qui ignore les lois et la procédure française, a le devoir de le renseigner exactement et de l'arrêter au début d'une lutte incertaine et coûteuse qui doit entraîner des frais hors de proportion avec l'importance du litige. Mais le conseil, quelqu'il soit, donné par l'avocat, ne saurait entraîner contre lui aucune responsabilité pécuniaire, hors les cas de mauvaise foi, de dol ou de fraude. — Trib. de Tunis, 21 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 328.

Un avocat ne saurait, sans manquer aux devoirs de sa profession, avancer de l'argent à un tiers, spécialement à un avocat à la cour de cassation qu'il charge d'un pourvoi pour le compte de son client. (Même jugement.)

Inscription au tableau

Les conseils de discipline ont un pouvoir absolu pour apprécier si l'avocat qui requiert son inscription au tableau remplit les conditions nécessaires, même lorsque les fonctions de conseil de discipline sont exercées, comme en Tunisie, par les tribunaux de première instance.

Leurs décisions prononçant l'admission ne sont susceptibles d'aucun recours. — Alger, 4 nov. 1889, *R. a.*, 89, 2, 507 ; Lyon, 27 fév. 1846.

Mandat

La présomption de mandat édictée par l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 (art. 4), sur la profession de défenseur en Algérie et l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 17 juillet 1848, en faveur du défenseur porteur de l'original ou de la copie de l'ajournement, doit être étendue aux avocats devant les justices de paix de Tunisie. — Trib. de Tunis, 3 mars 1891, *R. a.*, 91, 2, 295.

Moyens de défense. — Honoraires. — Rétention des pièces

L'avocat est seul juge des moyens de défense qu'il présente à l'audience sous sa responsabilité.

Il ne peut contraindre son client au paiement de ses honoraires par la rétention de ses pièces. Il n'a contre lui qu'une action ordinaire en paiement. — Trib. de Tunis, 23 déc. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 46.

B

BAUX. — LOCATIONS

Bailleur. — Obligations. — Inscription

Il n'est pas d'usage, en droit tunisien, d'inscrire sur le titre de propriété les obligations personnelles dont le propriétaire est tenu. On doit considérer comme telles l'engagement pris par ce dernier de rembourser au locataire, à l'expiration du bail, les dépenses d'amélioration par lui faites sur l'immeuble. — Trib. de Tunis, 17 nov. 1887, *J. T. F. T.*, 94, 435.

Fûts à huile

D'après les usages tunisiens les locations de fûts à huile vides sont limités à une durée de deux mois et si les fûts ne sont pas rendus dans ce délai, ils sont réputés perdus. Le preneur ne peut alors se libérer que par le paiement de deux mensualités et le remboursement de la valeur des fûts. — Trib. de Tunis, 19 fév. 1886, *J. T. F. T.*, 95, 360.

Le bail de longue durée d'un immeuble immatriculé qui n'a pas été inscrit à la conservation de la propriété foncière n'est pas opposable aux tiers, spécialement à l'adjudicataire sur saisie immobilière qui a fait transcrire régulièrement son acquisition. —Trib. de Tunis, 18 janvier 1892, *J. T. F. T.*, 94, 525.

Usages

A Tunis, l'usage local est de louer les immeubles, aussi bien à l'année grégorienne qu'à l'année musulmane. —Trib. de Tunis, référés, 12 oct. 1885, *J. T. F. T.*, 95, 194.

BREVETS D'INVENTION

C'est devant le tribunal de première instance jugeant civilement que doivent être portées toutes les contestations relatives à la propriété des brevets d'invention et les actions en nullité qui les concernent. — Trib. de Tunis, 4 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 261.

C

CAUTION

Le cautionnement ne peut être étendu au delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

Le prêt à intérêt étant prohibé par la loi musulmane, il résulte que l'indigène musulman qui s'est porté caution du remboursement d'une somme d'argent est présumé n'avoir voulu garantir que le remboursement du capital à moins d'une stipulation expresse contraire.

En cas de doute à cet égard, la convention doit s'interpréter dans un sens favorable à la caution — Alger, 3 déc. 1894, *J. T. F. T.* 95, 193.

CAUTION « JUDICATUM SOLVI »

Les étrangers européens qui ont des litiges entre eux devant les tribunaux français, sont exempts de la caution *judicatum solvi* au même titre que les Français eux-mêmes. — Trib. de Tunis, 2 nov. 1888, *J. T. F. T.*, 89, 10; 13 déc. 1888, *R. a.*, 89, 2, 135.

CESSIONS DE CRÉANCES

Intervention du cessionnaire

N'est pas de nature à modifier la compétence du tribunal saisi, l'intervention d'un cessionnaire d'une créance dont la cession est postérieure à l'introduction de l'instance. Cette intervention ayant tous les caractères d'une manœuvre frauduleuse ayant pour but d'enlever le litige à ses juges naturels.— Trib. de Tunis, 16 déc. 1890, *J. T. F. T.*, 93, 271; 21 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 223.

Tunisien à Européen

La cession à un Européen d'une obligation contractée entre Tunisiens ne peut en quoi que ce soit en modifier la valeur et la portée et la soumettre à une loi différente de celle sous l'empire de laquelle elle a été contractée, notamment donner ouverture à la prescription de l'article 189 du code de commerce français. — Trib. de Tunis, 20 nov. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 268.

La cession par un Tunisien à un Européen d'une créance résultant d'un jugement rendu par un tribunal tunisien ne permet pas au cessionnaire de saisir à nouveau du litige la juridiction française ni d'employer la procédure française pour exécuter le dit jugement. — Trib. de Tunis, 26 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 262.

Validité

Une cession de créance sur un Tunisien faite par un autre Tunisien à un Européen et qui a pour effet d'amener le premier devant une juridiction qui n'est pas la sienne, ne doit être admise que dans des conditions de sincérité évidente.

Cette cession ne peut être établie notamment par un acte n'indiquant ni la date ni la cause de la créance. — Trib. de Tunis, 17 déc. 1890, *J. T. F. T.*, 91, 20; 16 fév. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 285; 18 janv. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 286; 8 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 299. Alger, 25 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 357. Jurisprudence constante du tribunal de Tunis.

CHARA

Tierce opposition

Les jugements du châra de Tunis peuvent être attaqués par la voie de la tierce opposition. — Alger, 16 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 322.

Jugements par défaut

La décision rendue par le châra de Tunis contre un Français, en son absence, ne lui est pas opposable, d'après le droit des gens.— Paris, 29 janv. 1885, *J. T. F. T.*, 94, 366.

CHEMINS DE FER

Accident. — Responsabilité

Les crues subites des cours d'eau dans la région tunisienne étant des phénomènes en quelque sorte périodiques, ne sauraient constituer un cas de force majeure mettant à l'abri, en cas d'accident, la responsabilité de la compagnie concessionnaire de la voie ferrée.— Trib. de Tunis, 16 avril 1890, *J. T. F. T.*, 90, 113. Alger, 4 avril 1891, *J. T. F. T.*, 91, 141.

Inaliénabilité

Les chemins de fer et leurs dépendances faisant partie du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles. Les terrains qu'ils occupent ne peuvent donc faire l'objet d'une action possessoire. — Trib. de Tunis, 22 décembre 1887, 30 janvier 1892, 12 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 207, 202, 229.

COMMISSAIRES-PRISEURS

Marchandises neuves

La loi du 25 juin 1841 qui interdit les ventes en détail et à cris publics des marchandises neuves sans autorisation de justice, n'est pas applicable en Tunisie. — Trib. de Sousse, 13 juillet 1888, *J. T. F. T.*. 89, 14.

Monopole

La réserve faite par les décrets instituant des commissaires-priseurs en Tunisie, au profit des crieurs publics indigènes, ne peut s'entendre que pour les objets appartenant à des sujets tunisiens. — Trib. de Sousse, 20 août 1890, *J. T. F. T.*, 90, 247.

COMPÉTENCE (1)

Actes administratifs. — Régularité

Les tribunaux français sont compétents pour contrôler et apprécier la régularité des actes administratifs qui leur sont produits. Ils peuvent notamment se refuser à en tenir compte en faveur des prétentions de la partie qui les invoque si toutes les conditions imposées par la loi n'ont pas été remplies. — Trib. de Tunis, 25 juin 1892, *J. T. F. T.*, 93, 50.

Actions personnelles et mobilières

Les tribunaux français sont seuls compétents en Tunisie pour connaître d'une action personnelle et mobilière intentée par un Français contre un indigène tunisien. Et le fait que l'ouzara aurait statué antérieurement sur la contestation ne saurait constituer la chose jugée. — Alger, 14 janvier 1892, *J. T. F. T.*, 93, 115.

Appel en garantie

L'appel en garantie d'un Européen dans le litige introduit par un Tunisien contre un Tunisien devant la juridiction française ne peut avoir pour effet de rendre cette juridiction compétente pour connaître de l'affaire. - Trib. de Tunis, 22 janvier 1894, *J. T. F. T.*, 94, 111.

L'appel en garantie ne saurait avoir pour effet de dessaisir la juridiction française de la question principale qui a été régulièrement portée devant elle, lorsque l'appelé en garantie tunisien propose le déclinatoire d'incompétence ; il y a seulement lieu à disjonction. — Trib. de Tunis, 14 janvier 1887, *R. a.*, 90, 2, 20 ; 16 janvier 1893, *J. T. F. T.*, 93, 322.

Le tribunal français est incompétent pour connaître de la demande en garantie formée contre un indigène tunisien condamné au profit d'un Européen par jugement de ce même tribunal, alors surtout que la demande en garantie a été disjointe de l'action principale et que cette dernière a été jugée antérieurement aux débats sur l'action en garantie. — Trib. de Tunis, 4 avril 1892, *J. T. F. T.*, 93, 291.

Adjudications. — Nullités

Les droits résultant d'un jugement rendu par la juridiction ne peuvent être appréciés que par cette juridiction.

En conséquence c'est à ceux-ci qu'il appartient de statuer sur une demande en nullité de l'adjudication d'un immeuble saisi et vendu à la barre d'un tribunal français. — Alger, 3 nov. 1892, *J. T. F. T.*, 92, 302. Trib. de Tunis, 3 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 273 ; 23 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 347.

.... Même quand il est allégué que l'immeuble vendu est inaliénable comme frappé de habous. — Trib. de Tunis, 27 oct. 1893. *J. T. F. T.*, 94, 217.

Code pénal

Il ressort avec évidence de la loi du 27 mars 1883 qui a organisé la juridiction française en Tunisie, de la discussion qui a précédé le vote de cette loi et du décret du 2 septembre 1885 (art. 1) étendant la compétence des juridictions françaises en Tunisie en matière pénale, que la volonté du législateur a été que des Français et assimilés fussent régis, en Tunisie, par les dispositions du code pénal français. — Cass., 12 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 114.

Contraventions. — Tunisiens

Il résulte de la combinaison des articles 1 et 2 du décret beylical du 2 sept. 1885 que la juridiction française établie en Tunisie ne connaît des contraventions commises par les sujets tunisiens que lorsqu'elles ont eu lieu par leur fait ou avec leur complicité, à l'audience des magistrats ou dans les lieux où les magistrats procèdent à un acte de leurs fonctions, ou enfin lorsqu'elles ont été dirigées contre l'exécution des arrêts, jugements, sentences, ordonnances ou mandats de la justice française. Cette juridiction doit donc se déclarer incompétente pour connaître des contraventions commises par les sujets tunisiens en dehors des conditions ci-dessus spécifiées, ce par application de l'art. 2 de la loi du 27 juin 1866 qui refuse au juge français le droit de connaître des simples contraventions commises en territoire étranger, sauf dans des cas expressément déterminés. — Cass. 4 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 427.

Délits

Le mot « crimes », dans le sens où il est pris dans l'article 1er du décret beylical du 2 septembre 1885, est une expression générale qui comprend les délits.

Ce décret a eu pour but d'assimiler, dans les cas qu'il spécifie, les sujets tunisiens aux Français ou protégés français quant à la compétence des juridictions appelées à les juger. — Cass., 13 janvier 1894, *J. T. F. T.*, 94, 83 ; 9 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 541. Aix, 22 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 176.

Lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit commis en Tunisie comprend des inculpés non justiciables des tribunaux militaires et d'autres justiciables de ces tribunaux, les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour juger tous les inculpés. — Conseil de guerre de Tunis, 21 mars 1894, *J. T. F. T.*, 94, 395. Cass. 4 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 428.

C'est aux tribunaux français et non au conseil de guerre qu'il appartient de connaître du délit de tentative de fraude dans une fourniture faite à l'ar-

---

(1) Quoique le décret du 21 mai 1888 sur la fabrication ou l'altération des denrées alimentaires soit abrogé et qu'aucune disposition législative nouvelle n'ait donné compétence aux tribunaux français pour connaître des délits prévus et réprimés par le nouveau texte, nous n'en reproduisons pas moins le decret ci-dessous que nous considérons comme étant toujours en vigueur pour la répression des infractions prévues par le décret ci-dessus rappelé du 21 mai 1888 et reportées dans la nouvelle loi.

11 décembre 1889 (18 rabia-ettani 1307)

Décret étendant la compétence des tribunaux français aux infractions au décret du 23 ramadan 1305 sur la fabrication ou l'altération des denrées alimentaires ou médicamenteuses.

Article unique. — Les juridictions françaises établies dans la Régence sont compétentes pour connaître, quelle que soit la nationalité des inculpés, des infractions prévues et réprimées par le décret du 23 ramadan 1305 (21 mai 1888) sur la fabrication ou l'altération des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues.

mée française par un sujet tunisien qui n'est ni militaire ni assimilé, la Régence ne pouvant être considérée comme territoire ennemi.—Cass. 13 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 83; cass. 9 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 541.

Demande d'immatriculation

Si, aux termes de l'art. 35 de la loi tunisienne du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière toute personne citée en justice pour une question de propriété immobilière peut dessaisir la juridiction de droit commun en soumettant au tribunal mixte une demande d'immatriculation, ce n'est qu'à condition qu'elle n'ait pas encore conclu au fond devant la juridiction ordinaire, sur la demande qui a été introduite contre elle. — Trib. de Tunis, 27 décembre 1893, *J. T. F. T.*, 94, 187; 15 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 134; 7 mars 1894, *J. T. F. T.*, 94, 174.

Demande en distraction

La juridiction française est seule compétente pour connaître de l'action en distraction introduite dans une procédure de saisie immobilière suivie devant elle en exécution d'un de ses jugements. — Trib. de Tunis, 20 juin 1894, *J. T. F.* T., 94, 442.

Domaine public

Une décision judiciaire fixant les limites des francs-bords d'un oued ne peut porter atteinte aux pouvoirs de l'administration, qui a toujours la faculté de provoquer un décret de délimitation, et dans le cas où cette délimitation ne serait pas conforme à celle fixée par la décision intervenue, le particulier lésé aurait droit à des dommages-intérêts; néanmoins le tribunal a le droit de contrôler les limites fixées par l'administration et de voir si des erreurs n'auraient pas été commises au détriment des riverains. — Trib. de Tunis, 19 février 1894, *J. T. F. T.*, 94, 240.

Aux termes du décret beylical du 24 septembre 1885, toute contestation relative au domaine public doit être portée devant la juridiction française lorsque le contestant est Européen.

Ce dernier est donc irrecevable à décliner la compétence de cette juridiction, bien qu'il s'agisse d'un immeuble non immatriculé et qu'un Tunisien soit en cause. - Trib. de Tunis, 23 mai 1892, *J. T. F. T.*, 94, 238; 19 février 1894, *J. T. F. T.*, 94, 240. (Ce dernier jugement reconnaît au gouvernement tunisien représentant le domaine public le droit de soulever l'exception d'incompétence); 11 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 384.

Domicile

La déclaration par le défendeur de transfèrement de domicile de Tunisie en France, n'empêche pas que les tribunaux français de Tunisie soient régulièrement saisis, lorsqu'il s'agit de droits et actions ayant pris naissance en Tunisie. — Trib. de Tunis, 3 décembre 1884, *J. T. F. T.*, 91, 53. Alger, 5 février 1894, *J. T. F. T.*, 94, 235.

Mais cette règle n'est pas applicable en matière de compte courant, pas plus que l'option de juridiction permise par l'art. 420 du Code de procédure civile. C'est le tribunal du domicile du défendeur qui est seul compétent. — Trib. de Tunis, 31 janvier 1895, *J. T. F. T.*, 95, 143.

Il a été décidé pour l'Algérie que le défendeur qui n'avait pas rempli les formalités prescrites par l'art. 104, C. c., était valablement assigné par la remise, en son absence, de la copie de l'exploit à la mairie de son ancien domicile. — Cass., 17 mai 1858.

La clause imprimée d'une facture aux termes de laquelle le transport franco et le règlement en effets de commerce ne formeraient pas dérogation à la règle de la délivrance et du paiement du domicile du vendeur, ne fait pas obstacle à la juridiction autorisée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 qui dispose que le demandeur peut assigner devant le tribunal d'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action aura pris naissance. Cette dernière règle est applicable en Tunisie en vertu de l'art. 7 de la loi du 27 mars 1883. — Trib. de Tunis, 28 février 1895, *J. T. F. T.*, 95, 181.

Droits et actions du débiteur. (Art. 1166, C. c.)

L'Européen créancier d'un Tunisien peut exercer, conformément à l'art. 1166 du Code civil, tous les droits et actions de son débiteur, notamment provoquer le partage des biens dans lesquels son débiteur a des droits indivis avec d'autres Tunisiens. (Trib. de Sousse, 10 octobre 1889, *R. a.*, 90, 2, 43.)

Le créancier européen ne peut, sous prétexte d'exercer les droits et actions de son débiteur tunisien, pratiquer des procédures qui auraient pour effet d'amener les tribunaux français à se faire juges d'une contestation entre Tunisiens ; par exemple une saisie conservatoire. - Trib. de Tunis, 8 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 259.

Enzel

La demande pure et simple en paiement d'enzel est une demande personnelle et mobilière, qui doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur.—Trib. de Sousse, 24 octobre 1889, *J. T. F. T.*, 93, 92. Trib. de Tunis, 15 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 246.

Exécution des jugements

Les tribunaux français sont compétents, quelle que soit la nationalité des parties en cause, pour statuer sur les difficultés relatives à l'exécution de leurs jugements, même en matière immobilière. — Trib. de Sousse, 10 octobre 1889, *J. T. F. T.*, 90, 324. Trib. de Tunis, 24 avril 1890, *J. T. F. T.*, 90, 320. Alger, 12 janvier 1891, *J. T. F. T.*, 91, 8. Trib. de Tunis, 16 avril 1891, *J. T. F. T.*, 93, 270.

Par un arrêt en date du 20 octobre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 177, la cour d'Alger a décidé que la juridiction française était incompétente, *ratione materiæ* pour connaître de l'action en deguerpissement d'un immeuble non immatriculé, vendu à sa barre après saisie intentée contre un sujet tunisien.

Expropriation. — Décret. — Légalité

Le tribunal de première instance est compétent pour apprécier la légalité d'un décret d'exportation au point de vue de l'action en dommages-intérêts

qui a été introduite devant lui.— Trib. de Tunis, 13 juillet 1891, *J. T. F. T.*, 93, 185; 21 décembre 1891, *J. T. F. T.*, 93, 199.

Faillite

La juridiction française est compétente pour connaître d'une demande en déclaration de faillite d'un Tunisien, lorsque la masse comprend des créanciers européens ou protégés. — Trib. de Sousse, 1er mars 1889, *J. T. F. T.*, 89, 86; 12 avril 1889, *J. T. F. T.*, 89, 88. Trib. de Tunis, 10 mai 1889, *J. T. F. T.*, 89, 100. Jurisprudence définitivement adoptée.

Habous. — Validité

La juridiction française est incompétente pour connaître de la validité d'un habous même par voie d'incident. (Alger, 3 août 1892, *J. T. F. T.*, 92, 302.)

Elle doit surseoir à statuer jusqu'après solution de la question par le tribunal compétent. — Alger, 26 juillet 1892, *J. T. F. T.*, 93, 71; 22 janvier 1893, *J. T. F. T.*, 140.

Cette incompétence est purement relative et doit être proposée avant toute défense au fond. — Trib. de Tunis, 14 avril 1893, *J. T. F. T.*, 93, 294; 19 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 314; 23 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 347; 21 juillet 1893, *J. T. F. T.*, 93, 348. — *En sens contraire* : Trib. de Sousse, 2 novembre 1893, *J. T. F. T.*, 94, 254. — Ce jugement décide qu'en matière de validité de habous, l'incompétence des juridictions françaises est d'ordre public, mais fait réserve de la compétence lorsque la question se pose par voie d'incident à une saisie immobilière.

Immeubles immatriculés

Les juridictions françaises sont compétentes pour connaître de toutes contestations, auxquelles donnent lieu un immeuble immatriculé même si les faits qui leur servent de base sont antérieurs à l'immatriculation, pourvu toutefois que l'instance soit introduite postérieurement à cette immatriculation. — Trib. de Tunis, 13 juin 1892, *J. T. F. T.*, 93, 45.

Immunités diplomatiques

Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour statuer sur l'action publique intentée contre un consul étranger.— Trib. de Tunis, 26 mai 1885, *J. T. F. T.*, 89, 92.

Juridiction administrative

Le juge des référés a le droit d'ordonner, en matière administrative, toute mesure conservatoire qui ne peut avoir pour effet d'entraver ou de suspendre l'exécution de travaux publics. — Trib. de Tunis (référés), 28 août 1890, *J. T. F. T.*, 91, 101. Ordonnance confirmée par arrêt de la cour d'Alger du 11 mai 1891, *J. T. F. T.*, 91, 224. Trib. de Tunis (référés), 4 juillet 1891, *J. T. F. T.*, 92, 15.

Aux termes des articles 1 et 3 du décret beylical du 27 novembre 1888 sur le contentieux administratif en Tunisie, les tribunaux civils n'ont pas le pouvoir d'ordonner la suppression ou la modification de travaux publics ; ils peuvent seulement connaître du dommage causé à des tiers par ces travaux. — Alger, 17 février 1894, *J. T. F. T.*, 94, 296.

Licitation

L'incompétence des juridictions françaises pour connaître d'une demande en licitation formée par un Européen contre ses co-propriétaires tunisiens est une incompétence relative. — Trib. de Tunis, 22 décembre 1887 ; 17 janvier 1889 ; 10 juin 1892 ; 16 juin 1893 ; 8 mai 1895, *J. T. F. T.*, 95, 371; trib. de Sousse, 20 novembre 1889, *J. T. F. T.*, 93, 242, 243, 292, 302, 280.

Par un jugement du 15 novembre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 26, le tribunal de Sousse a décidé que la demande en licitation constitue une action personnelle et mobilière qui est de la compétence de la juridiction française toutes les fois qu'un de ses justiciables est en cause.

Marine marchande. — Délits

Un capitaine de navire étranger est justiciable des lois pénales ordinaires pour tous les délits qu'il commet dans l'exercice de ses fonctions de capitaine sur le sol ou dans les eaux tunisiennes. — Alger, 16 mai 1886, *J. T. F. T.*, 89, 91.

Matières immobilières

L'incompétence des juridictions françaises en matière immobilière, lorsqu'il s'agit d'immeubles non immatriculés, dans les litiges entre Européens et Tunisiens, est personnelle à ces derniers, qui doivent l'invoquer avant toutes défenses, au fond, et qui peuvent y renoncer tacitement en saisissant eux-mêmes les tribunaux français du litige.— Trib. de Tunis, 30 janvier 1890, *R. a.*, 90, 2, 382 ; 16 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 302; 6 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 304. Jurisprudence constante du tribunal de Tunis. — *En sens contraire :* Alger, 27 janvier 1894, *J. T. F. T.*, 209. Jurisprudence constante de la cour d'Alger qui a toujours décidé, sauf par un seul arrêt du 11 avril 1891, que cette incompétence est d'ordre public : par un jugement en date du 2 novembre 1893, le tribunal de Sousse s'est rangé à cette jurisprudence.

La cour d'appel d'Alger ne peut déclarer d'office le tribunal de Tunis incompétent pour connaître d'une revendication d'immeubles formée contre un indigène tunisien lorsque le tribunal a repoussé le même moyen d'incompétence et que ce jugement n'a pas été frappé d'appel.— Cass. 29 juin 1892, *J. T. F. T.*, 93, 37.

Municipalité. — Refus d'autorisation

L'autorité judiciaire est incompétente pour accorder, en matière administrative, une autorisation refusée par une municipalité. Cette incompétence est d'ordre public. —Trib. de Sousse, 29 janvier 1891, *J. T. F. T.*, 92, 77.

Musulmans algériens

Les indigènes algériens sont placés, en Tunisie, même en ce qui concerne leur statut personnel, sous la juridiction des tribunaux français, qui exercent à cet égard la compétence des cadis de l'Algérie. — Trib. de Tunis, 28 avril 1884, Robe, 1885, p. 369; 25 février 1885, *J. T. F. T.*, 91, 113. Alger,

1er juillet 1893, *J. T. F. T.*, 93, 327. Trib. de Tunis, 21 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 349..... En conséquence, est nul et non avenu le jugement d'un cadi de Tunis qui a prononcé l'interdiction d'un Algérien sujet français. — Trib. de Tunis, 16 avril 1891, *J. T. F. T.*, 95, 250.

Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour statuer sur un procès pendant entre époux musulmans, et notamment pour connaître d'une demande en réintégration du domicile conjugal formée par le mari. — Alger, 25 mars 1891, *J. T. F. T.*, 91, 112.

Musulmans tunisiens. — Majorité. — Nationalité

La juridiction française en Tunisie est incompétente pour trancher la question de majorité d'un indigène musulman. Cette incompétence est d'ordre public.—Trib. de Tunis, 27 octobre 1893, *J. T. F. T.*, 94, 217.

Le déclinatoire fondé sur la nationalité tunisienne de toutes les parties dans un litige purement personnel et mobilier est irrecevable s'il est proposé par une partie qui a plaidé au fond et qui ne fournit aucune pièce sur sa nationalité véritable. En acceptant de plaider devant la juridiction française cette partie a reconnu implicitement qu'elle en était justiciable, son exception doit donc être rejetée, alors surtout que l'instance n'étant connexe à aucune autre pendante devant la juridiction indigène, il n'y a à craindre aucun conflit de juridiction.—Trib. de Tunis, 22 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 193; 12 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 95,13.

Le musulman établi en Tunisie est, jusqu'à preuve contraire, présumé Tunisien. (Jurisprudence constante du tribunal de Tunis.)

Les indigènes tunisiens peuvent, d'accord, soumettre leurs litiges aux tribunaux français, mais ceux-ci, quoiqu'autorisés à juger par cet accord, n'y sont pas obligés et peuvent se déclarer d'office incompétents.— Trib. de Tunis, 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 93, 289; 31 octobre 1892, *J. T. F. T.*, 94, 414..... Cette incompétence est d'ordre public; elle doit donc être prononcée en appel, bien qu'en première instance les parties aient accepté de plaider devant les juges français. — Trib. de Sousse, 5 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94. 310.

Mineur italien. — Curateur. — Conseil de famille. Homologation

C'est le tribunal en chambre du conseil qui est compétent pour désigner, conformément aux dispositions de l'article 234 du code civil italien, le curateur spécial à des mineurs italiens lorsqu'il y a opposition d'intérêts entre eux et leur mère. — Trib. de Tunis, 29 déc. 1886, *J. T. F. T.*, 95, 212.

Il en est de même de toute délibération du conseil de famille autorisant des actes d'aliénation ou un emprunt. — Art. 301 C. c. italien. Trib. de Tunis, 11 sept. 1885, *J. T. F. T.*, 95, 139.

Presse

La répression des délits de presse commis en Tunisie, ainsi que la compétence et la procédure en cette matière, sont régis par le décret beylical du 14 octobre 1884. — Cass. 26 avril 1894. *J. T. F. T.*, 94, 290.

La poursuite devant les tribunaux français pour les délits prévus par le décret du 14 octobre 1884, sur la presse, doit avoir lieu dans les formes et délais prescrits par le code d'instruction criminelle et par la loi du 27 mars 1883. — Alger, 6 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 317.

Saisie-arrêt

La juridiction française est incompétente pour connaître de l'instance en contestation de déclaration affirmative qui s'agite entre le saisissant et le tiers saisi tunisien, bien que le saisi soit son justiciable, si ce dernier n'a pas été mis en cause.—Trib. de Tunis, 6 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 95, 335.

Saisie réelle. — Nullité

Les tribunaux français sont compétents pour connaître des actions civiles et commerciales entre Européens et par conséquent de la demande en nullité de saisie immobilière qui peut s'agiter entre eux. — Alger, 25 février 1891, *J. T. F. T.*, 93, 251.

Séquestre. — Nomination

Les tribunaux français sont compétents pour nommer un séquestre chargé de l'administration d'immeubles au cours d'une instance en reddition de compte de tutelle lorsqu'une partie est tunisienne.

La demande tendant à cette nomination n'a pas le caractère d'une action immobilière. — Alger, 20 déc. 1890, *J. T. F. T.*, 93, 39.

Servitude de passage

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître d'un litige relatif à une servitude de passage lorsqu'un Tunisien est en cause et que l'immeuble grevé de la servitude n'est pas immatriculé. Cette incompétence est d'ordre public. — Alger, 3 nov. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 13.

Syndicat des viticulteurs. — Taxe

La juridiction française est incompétente pour connaître d'une action en paiement de taxe intentée par le syndicat des viticulteurs contre un sujet tunisien. Cette incompétence est d'ordre public.

La personnalité civile ayant été donnée au syndicat obligatoire des viticulteurs par le souverain de la Régence, il y a lieu de présumer que cette association est tunisienne.— Trib. de Sousse, 7 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 389.

Taux du ressort

C'est le dernier état des prétentions du demandeur qui fixe le taux du ressort ; c'est donc aux dernières conclusions qu'il faut s'attacher pour apprécier et déterminer le degré de juridiction. — Alger, 16 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 294.

Tutelle. — Compte

Les juridictions françaises en Tunisie sont incompétentes pour connaître d'une demande en production de compte de tutelle, lorsqu'elle concerne des

Tunisiens, cette demande se rattachant au statut personnel des parties.— Trib. de Sousse, 7 mai 1889, *R. a.*, 89, 2, 538. Trib. de Tunis, 15 déc. 1886, *J. T. F. T.*, 95, 401.

CONTRATS

Entre Européens et indigènes

Les actes sous-seings privés entre Européens et indigènes ne sont valables, aux termes de l'arrêté du 9 juin 1831, qu'autant qu'ils ont été écrits dans les langues des contractants, les textes étant placés les uns en regard des autres. Est nul tout acte qui ne remplit pas ces conditions, à moins qu'il ne soit établi en fait que les parties contractantes ont eu pleine connaissance des clauses écrites. — Trib. de Sousse, 19 mars 1888, *J. T. F. T.*, 94, 565. Justice de paix Nord-Tunis, 9 février 1895, *J. T. F. T.*, 95, 112.

Par jugement du 26 mars 1895. *J. T. F. T.*, 95, 259, le tribunal de Tunis (1er ch.) a décidé que l'arrêté du 9 juin 1831 n'était pas applicable en Tunisie, et que le billet souscrit par un indigène ne peut être annulé, bien qu'il ait été rédigé en langue française seulement, alors qu'il est constant que le souscripteur a agi en pleine connaissance de cause.

C'est la loi française ou la loi du pays, selon les circonstances de la cause, qui est applicable aux contrats passés entre Tunisiens et Européens.—Trib. de Tunis, 5 février 1885, *J. T. F. T.*, 95, 268.

Entre Français

Le contrat passé en Tunisie entre Français est soumis à la loi française. — Trib. de Tunis, 16 juil. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 548; 30 juil. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 499.

Entre Français et indigènes

En l'absence de conventions contraires, c'est la loi française qui est applicable dans les conventions passées entre Français et indigènes.—Trib. de Tunis, 15 octobre 1894, *J. T. F. T.*, 94, 550. Ce jugement statue sur une vente d'animaux faite sur un marché par un indigène à un Français.

Preuve

Les actes passés devant les notaires indigènes ne font loi contre les Européens qu'autant qu'ils portent la signature de ceux-ci ou qu'il y est dit qu'ils ne savent ou ne peuvent signer... le tout avec l'assistance d'un interprète.— Trib. de Tunis, 12 décembre 1883, *J. T. F. T.*, 95, 110. Alger, 5 nov. 1888, *J. T. F. T.*, 95, 110.)

C'est au tribunal qu'il appartient de décider, d'après l'intention présumée des parties, quel mode de preuve est applicable aux conventions des contrats passés entre Européens et indigènes.

Le fait de n'avoir pas recouru aux notaires beylicaux, pour la constatation de leurs conventions, est une présomption que les parties n'ont pas voulu soumettre, sur ce point, lesdites conventions à la loi locale. — Trib. de Sousse, 28 mars 1889, *J. T. F. T.*, 90, 63.

La preuve testimoniale est admissible quel que soit le taux du litige, s'il s'agit d'obligations contractées ou de paiements faits suivant les formes usitées en Tunisie. — Trib. de Tunis, 4 avril 1892, *J. T. F. T.*, 93, 110.

En droit musulman, la preuve testimoniale est admissible en toute matière. — Alger, 5 mai 1892, *J. T. F. T.*, 93, 234.

Les actes passés entre indigènes devant les notaires beylicaux se suffisent à eux-mêmes bien que les parties n'y aient pas apposé leur signature, quand les notaires y ont apposé la leur. — Trib. de Tunis, 5 janv. 1888, *J. T. F. F.*, 94, 265; 19 juin 1890, *J. T. F. T.*, 95, 109.

CONTRAT « SELEM »

Le contrat « selem » est un contrat *sui generis* spécial à la Tunisie, qui ne renferme, d'après les usages locaux, qu'une avance sur le prix d'une certaine quantité d'huile livrable à la première récolte qui suit le contrat.

A défaut de livraison au temps fixé, la partie qui a fait l'avance n'a droit qu'au remboursement de cette avance, et, en outre, à la réparation du préjudice résultant de l'inexécution du contrat. — Trib. de Tunis, 9 juin 1884, *J. T. F. T.*, 95, 80. Trib. de Sousse, 24 oct. 1889, *J. T. F. T.*, 95, 79. Trib. de Tunis, 24 avril 1890, *J. T. F. T.*, 95, 81.

Est nul comme ne contenant pas une des clauses essentielles pour sa validité, le contrat de vente à livrer portant sur des huiles, qui n'indique pas sur quelles quantités il devra être exécuté. — Tunis, 12 nov. 1885, 95, 360.

Lorsque les faits dont la preuve est offerte se sont passés sous l'empire du droit musulman, cette preuve doit être administrée par tous les moyens et en toute matière. — Trib. de Tunis, 11 fév. 1884, *J. T. F. T.*, 94, 523.

Le paiement des acomptes, sur une créance, est constaté par des mentions inscrites au dos du titre et la preuve de la libération s'établit par la lacération dudit.— Trib. de Tunis, 22 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 568.

La traduction du titre, à défaut de l'original, ne saurait faire preuve de la créance et suffire pour obtenir une condamnation contre le débiteur. (Même jugement.)

CONTREBANDE

Sujets anglais

Le décret du 14 hidjé 1301 réglementant les douanes et monopoles de la Régence est applicable aux sujets anglais comme il l'est aux Français, notamment en ce qui touche la répression de la contrebande.— Trib. de Tunis, 11 mai 1887, *J. T. F. T.*, 89, 307.

Tabac

La détention du tabac en feuilles est un délit prévu et réprimé par le décret du 14 hidjé 1301 (3 oct. 1884) quelle que soit la quantité trouvée chez le détenteur et indépendamment de toute intention frauduleuse.— Trib. de Sousse, 3 nov. 1892, *J. T. F. T.* 92, 279.

CULTE

Police des églises

En Tunisie la police des églises appartient aux curés.

Spécialement un curé peut retirer à un fidèle le droit d'avoir un prie-Dieu à l'église, sans donner lieu contre lui à une action en justice. — Trib. de Tunis, 18 juin 1894, *J. T. F. T.* 94, 406.

D

DÉFENSEURS

Expertise. — Droit d'appel

Le fait, par un défenseur, d'avoir consenti à la nomination d'un seul expert dispensé du serment n'est pas incompatible avec la réserve du droit d'appel. — Cass., 29 déc. 1886, *J. T. F. T.*, 91, 123.

Frais taxés. — Honoraires

Si, en principe, il n'est pas dû aux défenseurs d'honoraires irrépétibles en dehors des frais taxés, cette règle s'applique seulement aux affaires ordinaires et non aux affaires d'une importance particulière qui ont nécessité, de la part du défenseur, des soins et des travaux exceptionnels.— Alger, 2 décembre 1890, *R. a.*, 91, 2, 17).)

Mandat. — Désaveu

Les actes accomplis par l'avoué, en Tunisie par le défenseur, dans l'exercice de ses fonctions légales, mais sans pouvoir spécial, ne lient pas moins la partie que s'ils émanaient d'elle, tant qu'elle n'a pas eu recours à la voie du désaveu pour en écarter les conséquences. — Cass., 29 déc. 1886, *J. T. F. T.*, 91, 123.

Un défenseur constitué dans une expropriation forcée peut, sans pouvoir spécial, consentir à la conversion de la saisie en vente volontaire, à moins que son client ne lui ait donné mission de ne demander la conversion qu'à des conditions déterminées. — Cass., 17 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 482.

Révocation

La révocation d'un défenseur résulte suffisamment d'un acte qui lui est signifié et lui fait connaître qu'un de ses confrères a été constitué en son remplacement.— Trib. de Tunis, 11 mars 1895, *J. T. F. T.* 95, 224.

Désertion

La désertion, en Tunisie, doit être considérée comme désertion à l'intérieur, le pays d'occupation étant implicitement assimilé, quant à ses nationaux, à la métropole.

Est régulière l'arrestation d'un déserteur en pays d'occupation. — Avis de M. le garde des sceaux du 18 oct. 1883. Conseil de revision de Paris, 6 juil. 1891, *R. a.* 91, 520. *En sens contraire :* Conseil de revision d'Alger, 23 avril 1885, *R. a.*, 85, 2, 254.

DIVORCE

Conciliation

L'essai préalable de conciliation que la loi exige en matière de divorce intéresse essentiellement l'ordre public. En conséquence l'inobservation de cette formalité constitue une nullité absolue, qui ne rentre pas dans la catégorie de celles que le juge peut accueillir ou rejeter aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842. — Alger, 18 novembre 1892, *J. T. F. T.*, 94, 464.

Femme française. — Mari étranger

La femme française qui contracte mariage avec un étranger perdant sa nationalité pour prendre celle de son mari, c'est dans le statut personnel de ce dernier qu'il faut chercher les règles qui régissent l'action en divorce intentée par la femme. — Trib. de Tunis, 7 janv. 1895, *J. T. F. T.* 95, 93. Cass., 12 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 113.

DOMAINE PUBLIC

Rivage de la mer

Le décret du 24 septembre 1885 qui constitue le domaine public pour l'avenir, détermine aussi, pour le passé, les portions du territoire qui appartenaient à ce domaine.

Il maintient les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage sur les cours d'eau, les sources, les abreuvoirs et les puits, mais il ne contient, pour le rivage de la mer, aucune restriction du même genre et admet seulement un droit à une indemnité lorsque l'attribution de cette portion du territoire au domaine public entraîne la démolition de constructions antérieurement existantes.

Il résulte de ce décret que le rivage de la mer n'a jamais pu faire l'objet que d'une concession temporaire toujours révocable sauf indemnité. — Trib. de Tunis, 15 juin 1891, *J. T. F. T.*, 92, 44.

Marais et Dunes

Les marais et dunes mobiles ne font pas partie du domaine public et sont susceptibles de propriété privée jusqu'aux plus hautes eaux du rivage de la mer. — Trib. de Tunis, 9 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 304.

Murs d'enceinte. — Forteresses

Ne font partie du domaine public de la Régence que les ouvrages de défense ou forteresses classés.

Les ouvrages défensifs des villes, lorsqu'ils n'ont pas été l'objet d'une décision de classement, ne font pas partie du domaine public.— Alger, 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 92, 159.

E

ENZEL

Cession ou vente

Celui qui vend un enzel n'est tenu que de faire comparaître le bénéficiaire de la rente pour lui déléguer les droits qu'il a sur l'acheteur. Par suite le créancier ne peut se refuser à accepter la cession de l'enzel. — Trib. de Tunis, 4 janvier 1887, *J. T. F. T.*, 93, 82.

Est valable en Tunisie, d'après la législation locale, l'acte de vente d'un immeuble grevé d'enzel, si cet acte est signé et dressé par deux notaires beylicaux et revêtu de la signature du vendeur et de l'approbation bénéficiaire des revenus de l'enzel. — Cass. 5 avril 1886, *J. T. F. T.*, 91, 139.

La transmission de l'enzel peut avoir lieu sans le consentement du crédit-rentier qui doit seulement recevoir avis de la transmission. — Décret du 7 juin 1880 ; voir le texte sous le mot *Habous*. Trib. de Tunis, 3 déc. 1888, *J. T. F. T.*, 92, 102 ; 13 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 128. *En sens contraire* : Trib. de Tunis, 10 mai 1884, *J. T. F. T.*, 93, 117.

A défaut par le cédant de donner avis au crédit-enzeliste et de lui faire connaître les conditions dans lesquelles la cession a été consentie, il reste débiteur de la rente d'enzel, sauf son recours contre le cessionnaire. — Trib. de Tunis, 20 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 164.

Droits du crédit-enzeliste. — Garantie

Le crédit-enzeliste peut demander la résiliation du contrat d'enzel pour défaut du paiement de la rente. — Trib. de Tunis, 26 nov. 1883, *J. T. F. T.*, 93, 101; 10 mars 1884, *J. T. F. T.*, 93. 117 ; 28 nov. 1887, *J. T. F. T.*, 93, 102.

Le paiement de l'enzel est garanti par un droit réel et indivisible sur l'immeuble entier qui en est grevé. — Trib. de Tunis, 16 avril 1890, *J. T. F. T.*, 90, 117; 7 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 101 ; 30 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 197... Mais le crédit-enzeliste n'a une action personnelle contre chaque coenzeliste que pour sa part et portion, à moins que le contraire n'ait été expressément stipulé. — Trib. de Tunis, 7 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 416; 17 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 88.

Aucune solidarité n'existe entre les codébiteurs de l'enzel pour le paiement de la rente ; mais le défaut de paiement d'un seul débiteur autorise le créancier à poursuivre la vente de tout l'immeuble ou à en demander la restitution. — Trib. de Tunis, 30 mai 1892, *J. T. F. T.*, 94, 525..... A moins que la redevance annuelle ait été cantonnée sur des parties distinctes de l'immeuble.— Tunis, 25 juil. 1887, *J. T. F. T.*, 89, 65; 17 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 135.

Le crédit-enzeliste a, pour le paiement des arrérages, une double action, l'une contre l'immeuble, l'autre contre le détenteur de cet immeuble.—Trib. de Tunis, 20 juillet 1894, *J. T. F. T.*. 94, 474.

Impôt

L'impôt de la caroube sur le revenu des immeubles urbains est dû sur les terrains aliénés à titre d'enzel. Il doit être payé par l'acquéreur, sauf à lui à en retenir le montant au crédit-rentier lors du paiement des arrérages de la rente. — Trib. de Tunis, 26 déc. 1885, *J. T. F. T.*, 93, 86.

L'impôt de la caroube doit être supporté par le crédit-enzeliste, mais les parties peuvent déroger à cette règle par une clause spéciale et décider que la rente sera payée franche d'impôts. — Trib. de Tunis, 2 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94,270. Tunis, 15 octobre 1884, *J. T. F. T.*, 94, 503.

Fractionnement de l'enzel

Si l'enzeliste peut céder la totalité de l'enzel sans le consentement du crédit-enzeliste mais à charge seulement de lui donner avis de cette cession, il n'en est pas de même de la cession partielle qui ne peut être faite sans son consentement. — Trib. de Tunis, 15 février 1892, *J. T. F. T.*, 93, 362 ; 7 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 101.

Le crédit-enzeliste qui n'a pas consenti au fractionnement de l'immeuble et à sa cession partielle à un tiers, est fondé à demander que la totalité de la rente qui lui est due soit inscrite sur le titre de propriété délivré à l'acquéreur partiel qui en a obtenu l'immatriculation.

Le crédit-enzeliste ne peut être présumé avoir consenti au morcellement, par cela seul qu'il a laissé vendre aux enchères, sans protestation, le terrain grevé d'une partie de la rente d'enzel proportionnelle à son étendue, s'il n'a pas été partie en cause dans la procédure d'adjudication, ni parce qu'il a saisi entre les mains du sous-enzeliste partiel ce que ce dernier pouvait devoir, en vertu du contrat de sous-enzel, au débit-enzeliste primitif. — Trib. mixte, 13 juin 1898, *J. T. F. T.*, 94, 79.

Obligations du crédit-enzeliste

L'enzel est un contrat *sui generis*, auquel on ne peut appliquer les règles du droit français en matière de vente ; mais le vendeur n'en est pas moins tenu de délivrer et garantir la chose aliénée, et, en cas d'éviction, le contrat peut être rescindé ou le prix proportionnellement diminué. — Alger, 8 mai 1889, *R. a.*, 90, 2, 436. Trib. de Tunis, 10 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 127.

Le vendeur à enzel n'est tenu des obligations du vendeur que vis-à-vis du premier enzeliste. — Trib. de Tunis,14 janv. 1884, *J. T. F. T.*, 93, 85.

Le débit-enzeliste n'a aucun recours à exercer contre le bailleur à enzel, quand il est évincé, notamment par une immatriculation, alors d'ailleurs qu'aucune faute ni aucune circonstance de nature à engendrer une responsabilité n'est relevée à l'encontre de ce bailleur. — Trib. de Tunis 16 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 469.

Le vendeur à enzel ne peut exiger du preneur le

paiement des arrérages d'enzel que si celui-ci a la possession paisible de tout l'immeuble cédé à enzel. — Trib. de Tunis, 15 fév. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 265... Mais c'est au preneur à se défendre contre les empiétements de ses voisins quand il a été mis en possession. — Trib. de Tunis, 3 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 260.

Outika

Une outika de date récente est insuffisante par elle-même pour établir l'existence du contrat d'enzel ; il y a lieu cependant de considérer la preuve de cette existence comme suffisante lorsque l'outika est corroborée par les mentions contenues aux registres d'une administration publique et par l'impossibilité où se trouve le débit enzeliste prétendu, d'indiquer comment l'immeuble objet de l'enzel est entré dans le patrimoine de sa famille. — Trib. de Tunis, 29 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 346.

Remboursement du capital

Le crédit-rentier ne peut être tenu, à moins de conventions contraires, de recevoir le remboursement du capital de la rente d'enzel. — Trib. de Tunis, 13 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 131.

Remise du titre

Le débiteur de l'enzel a droit à la détention du titre original de constitution de la rente. — Trib. de Tunis, 24 juin 1890, *J. T. F. T.*, 93, 87.

La remise du titre au débiteur de la rente est une condition essentielle de la réalisation du contrat d'enzel. — Trib. de Tunis, 30 juin 1886, *J. T. F. T.*, 93, 126.

Saisie

La rente d'enzel étant un droit immobilier, le bénéficiaire ne peut être exproprié que par la voie de la saisie réelle. Par suite est valable la surenchère du sixième faite ensuite de l'adjudication des droits expropriés. — Trib. de Tunis, 5 août 1893, *J. T. F. T.*, 93, 365.

EXEQUATUR

Exécution provisoire

En cas de promesse reconnue, le tribunal français peut ordonner l'exécution provisoire du chef de la condamnation dont l'exequatur est prononcé. — Paris, 26 novembre 1889, *J. T. F. T.*, 95, 190.

Juridiction consulaire ancienne

Les juridictions françaises établies en Tunisie n'ont pas le droit de revision au fond des jugements rendus par les anciens tribunaux consulaires de la Régence, lorsque ces jugements sont réguliers dans la forme et ne contiennent aucune disposition contraire à l'ordre public. — Trib. de Tunis, 19 mars 1887, *R. a.*, 88, 2, 296; 13 décembre 1888, *R. a.*, 89, 2, 73. Trib. de Tunis, 14 janvier 1895, *J. T. F. T.*, 95, 124. Alger, 18 fév. 1891, *R. a.*, 91, 2, 222.

La force exécutoire ne peut être accordée par les juridictions françaises aux décisions des anciens tribunaux consulaires de la Régence qu'autant que ces décisions constitueraient encore des titres exécutoires d'après la loi du pays auquel appartient la juridiction qui les a rendues. — Trib. de Tunis, 19 mars 1887, *R. a.*, 88, 2, 296.

Juridiction étrangère

La demande en exequatur d'un jugement étranger peut être introduite par voie de conclusions reconventionnelles si elle est de nature à constituer une défense à l'action principale. — Trib. de Tunis, 24 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 74.

Un jugement étranger statuant sur une question d'état n'étant pas susceptible d'exécution dans le sens juridique du mot, ne peut être soumis à l'exequatur. Ce jugement fait foi par lui-même des faits qu'il constate. — Alger, 29 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 192.

La demande qui tend à poursuivre l'exécution, en France, d'une décision (decreto) rendue sur requête par le président d'un tribunal italien, ordonnant le sequestre d'une chose litigieuse, doit être introduite par voie d'ajournement et non par simple requête à la chambre du Conseil. — Cass., 20 nov. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 61.

On ne saurait opposer, en Tunisie, devant les juridictions françaises, une exception tirée du défaut d'exequatur d'une décision inscrivant un créancier au passif d'une faillite étrangère, cette décision n'étant pas un jugement. — Trib. de Tunis, 26 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 323.

Juridiction tunisienne

Les tribunaux tunisiens doivent être considérés, par rapport à la juridiction française, comme des tribunaux étrangers dont les décisions ne peuvent être exécutées contre les nationaux français qu'après avoir obtenu l'exequatur du tribunal français, qui a le droit d'examen et de revision au fond de la sentence dont l'exequatur est demandé. — Trib. de Tunis, 11 fév. 1885; Robe, 1885, p. 111 ; 2 fév. 1887, *R. a.*, 87, 2, 169; Trib. de Tunis, 19 nov. 1894, *J. T. F. T.* 95, 116.

L'exequatur ne peut être accordé à un jugement que s'il a été rendu par un tribunal compétent. En conséquence, le jugement rendu par le châra sur l'action en nullité du bail d'un immeuble non immatriculé, même frappé de habous, dirigée contre des justiciables des tribunaux français n'est pas susceptible d'exequatur attendu qu'il a été incompétemment rendu. — Trib. de Tunis, 20 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 299.

La décision de la justice tunisienne rendue à l'encontre de sujets tunisiens n'est pas susceptible d'exequatur quelle que soit la nationalité de celui qui l'a obtenue. Il appartient à ce dernier d'en obtenir l'exécution de l'autorité tunisienne.— Trib. de Tunis, 25 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 274.

Les juridictions françaises doivent revêtir de l'exequatur, sans les reviser au fond, les jugements reudus par le châra en matière immobilière, pourvu qu'ils aient été régulièrement rendus en la forme. — Trib. de Sousse, 17 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 146. *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 11 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 203, 204.

La décision du tribunal mixte qui a statué sur une demande d'immatriculation et qui est contraire à un jugement antérieur de la justice indigène fait obstacle à ce que ce jugement puisse être revêtu de l'exequatur. — Trib. de Tunis, 19 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 116; art. 2 du décret du 1er juillet 1888.

EXPERTS

Exécutoire

C'est avec raison qu'un exécutoire de taxes a été délivré à un expert contre les deux parties lorsque l'expertise a été ordonnée dans l'intérêt de l'une et de l'autre, et que l'expert ayant été dispensé par elles du serment il est ainsi devenu leur mandataire commun. — Trib. de Tunis, 18 juillet 1894; *J. T. F. T.*, 94, 498.

Honoraires. — Paiement

Les experts n'ont point d'action solidaire contre les parties en cause, pour le paiement de leurs honoraires, si l'expertise n'a été ordonnée que sur la réquisition d'une seule et malgré l'opposition de l'autre. Il importe peu, d'ailleurs, que la partie qui a résisté ait assisté aux opérations pourvu qu'elle ne l'ait pas poursuivie. — Alger, 25 oct. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 119. Trib. de Tunis, 20 mai 1895, *J. T. F. T.*, 95, 422.

Pluralité d'experts

Un seul des experts, hors la présence des autres, peut poursuivre en justice le paiement de leur rémunération — Alger, 29 janv. 1891, *J. T. F. T.*, 94, 182.

Taxe

L'obligation de faire taxer leurs honoraires est impérieusement et en tout état de cause imposée aux experts. (Même arrêt.)

EXPROPRIATION
pour cause d'utilité publique

Experts. — Nomination. — Décision.

Lorsque l'Européen exproprié refuse de désigner des experts, cette désignation est valablement faite par le juge des référés. — Trib. de Tunis (référés), 17 juin 1891, *J. T. F. T.*, 91, 326.

En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la décision des experts fait la loi des parties si elle a été prise régulièrement à la majorité. — Trib. de Tunis, 15 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 76.

La loi tunisienne ne contenant aucune règle en ce qui concerne les dépens, c'est le droit commun qui leur est applicable. — Même jugement.

Indemnités

C'est au tribunal français qu'il appartient de régler l'indemnité d'expropriation lorsqu'un de ses justiciables est en cause et que les experts n'ont pu se départager. — Trib. de Tunis, 21 mai 1891, *J. T. F. T.*, 93, 181; 14 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 125.

Il en est de même lorsqu'aucun avis ou proposition n'a pu réunir la majorité absolue des experts. — Trib. de Tunis, 14 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 195.

En ce qui concerne les Tunisiens, le paiement de l'indemnité ne peut être exigé avant la prise de possession, mais il en est autrement pour les Européens en vertu des traités internationaux qui stipulent que l'indemnité doit être payée avant l'expropriation. — Trib. de Tunis, 15 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 207. — Traités du 10 oct. 1863 avec l'Angleterre et 8 septembre 1868 avec l'Italie.

Au cas de refus par l'exproprié de l'indemnité d'expropriation fixée par l'expertise, le tribunal peut, vu l'urgence, envoyer l'expropriant en possession moyennant le dépôt préalable, à la caisse des dépôts et consignations, d'une somme arbitrée par le jugement, et ordonner l'exécution provisoire de ce dernier. — Trib. de Tunis, 21 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 199; 18 janv. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 225.

L'expropriation ne saurait devenir pour l'exproprié une cause de bénéfices, par conséquent l'indemnité à laquelle il a droit doit être fixée sans tenir compte de la plus-value procurée à l'immeuble par les travaux mêmes en vue desquels l'expropriation a été demandée. — Trib. de Tunis, 12 janv., 7 mars 1892, *J. T. F. T.*, 141, 224.

Aucune loi n'interdit aux parties de s'entendre à l'amiable pour faire fixer par un seul expert l'indemnité qui peut être due en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, même à la requête de l'Etat tunisien.

Cet accord amiable résulte suffisamment de l'exécution, sans protestation, du jugement qui a nommé un seul expert. — Trib. de Tunis, 11 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 203.

Loi applicable

Tous les biens immeubles situés dans la Régence sont soumis à la législation beylicale sur l'expropriation, législation sanctionnée par les traités internationaux. — Trib. de Tunis (référés), 14 fév. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 157; 21 mai 1891, *J. T. F. T.*, 93, 180; 17 juin 1891, *J. T. F. T.*, 91, 326; 13 juillet 1891, *J. T. F. T.*, 93, 185; 19 oct. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 158; 14 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 125.

Mutation. — Droits

L'expropriation pour cause d'utilité publique n'étant pas une vente, il n'est pas dû de droits de mutation lors même que l'exproprié consentirait à un règlement amiable. — Trib. de Tunis, 19 oct. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 158.

F

FONCTIONNAIRES

Caïd

Un caïd tunisien est un citoyen chargé d'un ministère de service public qui est protégé, dans l'exercice de ses fonctions, même à l'encontre des Européens, par les articles 224 et suivants du code pénal. — Alger, 27 juin 1885, *J. T. F. T.*, 90, 27.

Renvoi — Demande d'indemnité

L'acte par lequel l'Etat retire son emploi à un fonctionnaire suivant les formes tracées par les règlements administratifs ne peut donner ouverture à une action en dommages-intérêts, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il est intervenu. — Trib. de Tunis, 9 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 304.

Responsabilité de l'Etat

Si l'Etat est responsable de la faute dite administrative qui est commise par l'agent dans l'exercice même de ses fonctions et qui peut être considérée comme un acte de l'administration elle-même, cette responsabilité cesse lorsque le fonctionnaire commet un acte arbitraire en dérogeant aux pouvoirs qui lui ont été conférés.

Ces principes sont des règles de droit public applicables à l'Etat tunisien. — Trib. de Tunis, 9 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 306.

FORÊTS

Délits. — Code forestier

Le code forestier est applicable en Tunisie sur tous les points pour lesquels il n'a pas été édicté de lois ou décrets spéciaux à la Régence. — Trib. de Tunis, 2 juillet 1890, *J. T. F. T.*, 90, 224.

G

GAGE IMMOBILER. — HYPOTHÈQUE

Adjudication. — Compensation du prix

Le créancier gagiste n'a le droit de compenser un prix d'adjudication avec sa créance que lorsqu'il n'y a pas de contestation. Dans ce dernier cas il faut recourir à la distribution par contribution. — Trib. de Tunis, 10 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 192..... et qu'à la condition d'établir que l'immeuble entier appartenait à son débiteur. — Trib. de Tunis, 30 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 358.

Copropriétaire. — Jugement du cadi

Un jugement du cadi ordonnant, sur la demande d'un prétendant droit, le partage, à son profit, de l'immeuble mis en gage, n'est pas opposable au créancier gagiste si celui-ci n'a pas été appelé dans l'instance et si le demandeur connaissait la mise en gage de l'immeuble. — Trib. de Tunis, 15 fév. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 545.

Détention du titre

L'existence du gage immobilier du droit tunisien s'établit légalement par la détention régulière, légitime et non frauduleuse par le créancier du titre de propriété.

Si le débiteur prétend que le créancier s'est procuré ou a indûment conservé ce titre par fraude, il doit en faire la preuve. — Trib. de Sousse, 13 fév. 1890, *J. T. F. T.*, 94, 576.

Le créancier qui a reçu en nantissement de son débiteur, un titre de propriété, n'a pas le droit d'en disposer. Il ne peut, notamment, le remettre à son propre créancier en garantie de la dette qu'il a contractée vis-à-vis de lui. — Trib. de Tunis, 18 nov. 1890, *J. T. F. T.*, 93, 44.

Droits des tiers

Les droits réels acquis par des tiers ne sont pas, à défaut d'inscription sur le titre de propriété, opposables au créancier nanti de ce titre. — Trib. de Tunis, 20 juin 1891, *J. T. F. T.*, 93, 87. Cass, 19 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 309. Trib. de Tunis, 21 novembre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 20..... Même lorsqu'il s'agit d'une constitution de habous validée par le châra. — Trib. de Tunis, 21 novembre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 55.

Effets du gage

L'hypothèque, en Tunisie, est remplacée par la remise du titre de propriété au prêteur, ce qui crée à son profit un nantissement spécial qui entraîne le droit de suite comme l'hypothèque en droit français. — Trib. de Tunis, 4 mai 1884, *J. T. F. T.*, 93, 329.

Mais pour être opposable aux tiers, cette remise du titre doit être constatée par acte authentique ou sous-seing privé enregistré. — Trib. de Tunis, 18 janvier 1892, *J. T. F. T.*, 94, 413; 27 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 446.

Hypothèques de second rang

En droit tunisien les secondes hypothèques ne

peuvent résulter que de la remise du titre de la propriété,engagée pour le compte de plusieurs créanciers, soit à l'un d'eux, soit à un tiers, et qu'elles ne peuvent naître ni d'une simple promesse ni d'un acte sous-seing privé. — Trib. de Tunis, 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 398.

D'après les usages tunisiens, celui qui a engagé sa propriété à un créancier peut ensuite consentir à un autre un droit de gage de second rang. Dans ce cas le premier gagiste détenteur du titre de propriété ne doit pas s'en dessaisir sans le consentement du second lorsqu'il a été régulièrement averti des devoirs conférés à ce dernier par le débiteur commun. — Trib. de Tunis, 18 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 470.

Hypothèque légale

L'hypothèque légale de la femme sur les immeubles non immatriculés que son mari possède en Tunisie ne peut résulter que de la détention régulière des titres par la femme, pour sûreté de ses reprises.— Trib. de Tunis, 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 398.

Nature du gage

En droit musulman le gage immobilier n'est pas seulement une sûreté destinée à assurer le paiement de la dette ; c'est encore un témoignage extérieur, une preuve de son existence, propre à faire rejeter toute présomption de paiement. — Trib. de Tunis, 30 janvier 1888, *J. T. F. T.*,94, 436.

Validité

La simple production d'une liste énumérative de propriétés appartenant au débiteur ne saurait suffire pour établir, d'après le droit musulman, la constitution d'un gage et par suite l'existence d'une créance. — Alger, 20 décembre 1890, *J. T. F. T.*, 93, 27.

Bien qu'en principe, selon la coutume tunisienne, l'hypothèque consiste dans la détention matérielle du titre de propriété, il est nécessaire que le débiteur qui a remis au créancier un titre de propriété en gage ait le droit d'en disposer. Ainsi le tuteur qui emprunte en son nom personnel et remet en gage des titres de propriété appartenant à ses pupilles ne peut constituer, au profit du créancier, une hypothèque valable.— Alger, 16 mai 1892, *J. T. F. T.*, 92, 203.

La remise du titre de propriété au créancier est nécessaire pour que le gage soit opposable aux tiers.— Trib. de Tunis, 6 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 222.

Est nulle en droit tunisien comme en droit français, la clause d'un contrat de prêt passé à Tunis entre Européens, stipulant qu'à défaut de remboursement de la somme prêtée à l'époque convenue, le prêteur deviendra, *de plano,* propriétaire de l'immeuble à lui donné en garantie. — Trib. de Tunis, 31 octobre 1894, *J. T. T. T.*, 94, 558.

H

HABOUS

Annulation. — Choix du rite

En vertu des principes du rite malékite, la constitution d'un habous peut être annulée si le bénéficiaire n'en a pas pris possession pendant la vie du constituant et n'a pas fait consacrer par le cadi la validité de l'acte constitutif du habous.

En droit tunisien les défendeurs ont toujours le choix du rite qui leur semble le plus favorable. —Trib. de Tunis, 23 novembre 1891, *J. T. F. T.*, 92, 109.

I

IMMATRICULATION

Chose jugée

Ne peut être accueillie la demande d'immatriculation d'une propriété attribuée à un autre que le requérant cette immatriculation par une décision de la juridiction indigène rendue contre lui. —Trib. mixte, 25 juin 1887, *J. T. F. T.*, 94, 334.

Droits des tiers

Le tribunal mixte doit, même au cas où aucune opposition ne se serait produite, rejeter la demande d'immatriculation lorsqu'il constate que les prétendus droits du requérant l'immatriculation ne lui appartiennent pas, en tout ou en partie. — Trib. mixte, 17 février 1890, *J. T. F. T.*, 90, 87.

Le tribunal mixte saisi d'une demande d'immatriculation ne doit pas se borner à statuer sur les contestations qu'elle a soulevées ; il peut et doit procéder d'office à toute investigation utile pour vérifier si le demandeur possède bien tous les droits de propriété auxquels il prétend. — Trib. mixte, 17 janvier 1893, *J. T. T. T.*, 93, 93.

Droit du poursuivant

Le poursuivant a seul le droit de requérir l'immatriculation des immeubles saisis et mis en vente, sauf le droit qu'a le tribunal de l'ordonner d'office.

— Trib. de Tunis, 19 décembre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 89.

Immatriculation d'office. — Saisie

Il y a lieu, pour le tribunal, d'ordonner l'immatriculation préalable lorsque la saisie ne porte que sur des parts indivises dont le poursuivant ne peut déterminer régulièrement la quotité. — Trib. de Tunis, 21 novembre 1894, *J. T. F. T.*, 95, 86.

Le tribunal peut ordonner d'office l'immatriculation d'un immeuble saisi si le titre ne lui a pas été produit avant l'adjudication ou s'il apprécie que le titre produit n'est pas suffisant. — Trib. de Tunis, 20 juin 1894, 6 mars 1895, *J. T. F. T.*, 94, 442, 95, 201.

Licitation

Le droit de requérir l'immatriculation appartient à tout colicitant même après le jugement ordonnant la vente de l'immeuble commun. — Trib. de Tunis, 24 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 309.

Oppositions

La déchéance édictée par l'article 41 de la loi foncière du 1er juillet 1885 modifiée n'est encourue, lorsqu'il y a plusieurs sommations de produire faites à divers opposants, que par l'expiration du délai de quinzaine à partir de la dernière sommation.— Trib. mixte, 15 avril 1889, *J. T. F. T.*, 94, 423.

Une opposition téméraire formée à l'encontre d'une demande d'immatriculation constitue un fait de nature à motiver une action en dommages-intérêts par le requérant, conformément aux principes édictés par l'article 1382 du code civil, surtout si cette opposition est basée sur des prétentions déjà repoussées par un jugement précédent. — Trib. de Tunis, 16 janvier 1890, *J. T. F. T.*, 91, 11.

Le tribunal mixte n'a pas compétence pour statuer définitivement sur les oppositions à immatriculation. — Alger, 11 avril 1891, *J. T. F. T.*, 91, 207.

Préjudice

L'action personnelle en dommages-intérêts donnée, à défaut de tout recours contre l'immeuble, par l'article 38 de la loi foncière du 1er juillet 1885, à celui qui a été lésé par suite d'une immatriculation, ne peut être exercée qu'à condition que le fait dommageable ait été accompli sans droit par la personne à qui il est imputé. Mais celui dont l'opposition a été rejetée par la juridiction compétente ne peut profiter des dispositions de cet article.— Trib. de Tunis, 17 janvier 1889, *J. T. F. T.*, 93, 104.

IMMEUBLES

Actions possessoires

Un immeuble immatriculé n'étant pas susceptible de prescription acquisitive ne peut être l'objet d'une action possessoire. — Justice de paix de Souk-el-Arba, 12 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 231.

Le domaine public régulièrement délimité étant inaliénable et imprescriptible, ne peut faire l'objet d'une action en complainte. — Trib. de Tunis, 18 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 417.

Baux

Le bail authentique conclu entre sujets anglo-maltais devant le consul de S. M. Britannique est opposable à l'acquéreur de l'immeuble. — Trib. de Tunis, 17 nov. 1887, *R. a.*, 89, 2, 309.

Le tribunal mixte n'a pas le pouvoir de trancher les contestations relatives à des droits personnels afférents à des immeubles immatriculés. La connaissance de ces contestations est de la compétence de la juridiction française qui peut reconnaître la validité du bail de ces immeubles, bien que ce bail soit antérieur à l'immatriculation et nonobstant la décision du tribunal mixte qui a refusé de l'inscrire sur le titre, le droit du preneur étant un droit purement personnel. — Trib. de Tunis, 23 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 350.

Les baux de plus d'une année consentis, même avant l'immatriculation, ne sont opposables aux tiers qu'autant qu'ils sont inscrits sur le titre de propriété. — Trib. de Tunis, 12 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 54.

Chefaâ

La chefaâ est le droit de retirer des mains de l'acquéreur, en le rendant indemne, l'immeuble qu'il a acquis.

D'après la jurisprudence hanéfite, le droit de chefaâ appartient aussi au propriétaire d'un immeuble contigu à l'immeuble vendu.

Les formalités imposées pour l'exercice de ce droit sont :

1° La déclaration à des notaires, aussitôt que le demandeur en retrait a connaissance de la vente, de son intention d'exercer la chefaâ ;

2° Délimitation, par ses soins, de la propriété vendue ;

3° Autorisation demandée au cadi, après ces formalités, pour dresser l'acte de chefaâ ;

4° Consignation, dans le délai imparti par le cadi, du montant total du prix de la vente.

Le rite malékite ne reconnaît le droit de chefaâ qu'au copropriétaire de l'immeuble vendu.

Le droit de chefaâ ne peut s'exercer lorsque le vendeur s'est réservé une bande de terrain autour de la propriété vendue, rendant toute contiguïté impossible. — Trib. de Tunis, 2 juin 1884, *R. a.*, 89, 2, 169.

Le droit de chefaâ peut être exercé sur un immeuble non immatriculé vendu à la barre des tribunaux français. La somme à rembourser à l'adjudicataire consiste dans le montant de la dernière enchère et les frais. — Trib. de Tunis, 16 avril 1891, 3 juin 1892, *J. T. F. T.*, 94, 466, 467.

Quand la juridiction française en Tunisie s'est déclarée compétente pour connaître d'une action en revendication intentée par une femme tunisienne contre un Européen à laquelle celui-ci opposait le droit de chefaâ pour cause de contiguïté, ce jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée, le tribunal a pu et la cour doit statuer sur l'exception.

Le droit de chefaâ, s'il existait, a été perdu, lorsque, malgré une sommation, il n'a pas été exercé devant le juge compétent, avant l'action en revendication, par l'offre de paiement immédiat du prix de vente.— Alger, 21 avril 1892, *J. T. F. T.*, 92, 215.

Contrat de « Megharsa »

Le contrat de megharsa est opposable à l'adjudicataire de l'immeuble, bien qu'il n'ait pas été transcrit sur le titre de propriété. — Trib. de Tunis (référés) 10 août 192, *J. T. F. T.*, 93, 62. Trib. mixte, 13 mars 1894, *J. T. F. T.*, 95, 28..... Cette transcription n'est pas d'usage tant que dure l'indivision. — Même jugement.

Donation

En Tunisie les donations, même immobilières, sont valablement consenties par actes passés devant deux notaires indigènes; mais les effets des donations ainsi consenties n'en sont pas moins soumises à la loi nationale du disposant, à moins d'une volonté contraire clairement manifestée. — Trib. de Tunis, 25 mars 1890, *J. T. F. T.*, 90, 160.

Les tribunaux français en Tunisie sont incompétents pour connaître de la validité d'une donation d'un immeuble non immatriculé faite par un Tunisien à un Tunisien. Cette incompétence est d'ordre public. — Alger, 19 mai 1891, *J. T. F. T.*, 91, 236.

Hatzka. — Rakba

Il existe à Tunis un contrat d'une nature particulière appelé *hatzka*, suivant lequel le droit de jouir perpétuellement d'une propriété bâtie est séparé du domaine éminent qui prend le nom de *rakba*.

La hatzka peut être cédée par celui qui en est le bénéficiaire et qui paie au propriétaire une rente perpétuelle. — Trib. de Tunis, 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 273.

Indivision. — Jouissance

Il est d'usage, en Tunisie, de transformer la jouissance en commun d'un immeuble indivis en jouissance privative de certaines portions de cet immeuble par chacun des propriétaires et sans qu'un partage intervienne. Dans ce cas, si les divisions de l'immeuble ne sont pas équivalentes elles sont échangées au bout d'un laps de temps déterminé, de manière à ce que, quand elles ont passé à tour de rôle dans les mains de tous les copropriétaires, la jouissance de chacun d'eux a été égale à la jouissance des autres.

Ces arrangements, quand ils sont préférés à la jouissance en commun, font l'objet d'une convention dont l'exécution doit être ordonnée par justice lorsque son existence est établie. — Trib. de Tunis, 23 janv. 1888, *J. T. F. T.*, 95, 432.

Loi applicable. — Immeubles non immatriculés

Les immeubles non immatriculés situés dans le quartier européen de Tunis restent soumis aux lois et coutumes tunisiennes. — Alger, 9 janv. 1890, *J. T. F. T.*, 90, 96. Cass., 30 avril 1891, *J. T. F. T.*, 91, 265.

Les immeubles tunisiens non immatriculés sont soumis aux lois et coutumes tunisiennes quelles que soient la nationalité et la religion des parties. — Trib. de Tunis, 21 déc. 1894, 24 déc. 1894, 25 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 90, 92, 179.

Mitoyenneté

En droit musulman comme en droit français il y a présomption de mitoyenneté du mur séparatif de deux immeubles de même hauteur qui s'y appuyaient. — Trib. de Tunis, 21 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 90.

Le propriétaire qui surélève un mur mitoyen sur la moitié de l'épaisseur de ce mur faisant face à l'immeuble voisin peut être obligé de céder la mitoyenneté de l'exhaussement moyennant une juste indemnité. — Trib. de Tunis, 25 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 179.

Mutation. — Paiement du droit

Le droit de la caroube de 6,25 % (aujourd'hui 4 %) sur les ventes immobilières n'est pas applicable aux ventes effectuées à la barre des tribunaux français de la Régence. — Trib. de Tunis, 30 mai 1888, 9 mars 1891, *J. T. F. T.*, 92, 94, 96. *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 7 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 52. (C'est cette dernière jurisprudence qui a prévalu.)

Saisie. — Immobilisation des fruits. — Cahier des charges. — Adjudication. — Attribution du prix

En raison de l'absence de système hypothécaire et de transcription, on doit décider que l'immobilisation des fruits d'un immeuble non immatriculé saisi réellement prend son point de départ à la publication du cahier des charges. — Trib. de Tunis, 24 juillet 1890, *J. T. F. T.*, 93, 108. 19 déc. 1892, 95, 141.

L'adjudicataire, après saisie, d'un immeuble non immatriculé, n'est pas fondé à subordonner le paiement de son prix à la délivrance du titre de propriété lorsque le poursuivant a eu soin d'avertir, dans le cahier des charges dressé à sa requête, qu'il n'avait pas en sa possession le titre de propriété et que l'adjudicataire ne pourrait en exiger aucun. Cette stipulation du cahier des charges fait la loi des parties. — Trib. de Tunis, 1er mars 1888, *J. T. F. T.*, 94, 94.

Un dire inséré au cahier des charges d'une adjudication sur saisie immobilière est un acte clandestin, s'il n'a pas été porté, soit par voie d'assignation, soit par acte d'avoué à avoué, à la connaissance des intéressés, afin qu'ils puissent le critiquer et le combattre. Le dire qui se trouve dans ces conditions est contraire à l'esprit comme à la lettre du code de procédure civile et c'est à bon droit que les juges refusent d'en tenir compte. — Alger, 24 avril 1893, *J. T. F. T.*, 93, 238. Trib. de Tunis, 7 janv. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 268. Trib. de Tunis, 28 mai 1891, 27 nov. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 21, 437. *En sens contraire :* Alger, 2e ch., 19 janv. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 138. Sur le pourvoi formé contre cet arrêt, il a été décidé par la Cour de cassation — ch. des requêtes — qu'on ne pourrait refuser à l'adjudicataire d'un immeuble d'invoquer une clause expresse du cahier des charges qui réserve, au profit de tout adjudicataire, l'exercice d'une action en nullité contre le bail consenti par le saisi en fraude des droits des créanciers. — Arrêt du 7 fév. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 86. Voir *J. T. F. T.*, 95, 174, l'arrêt rendu après admission du pourvoi, qui n'accorde pas d'autre effet au dire inséré au cahier des charges par un tiers pour faire connaître l'existence d'un bail auquel il pré-

tend sur l'immeuble saisi, que de porter cette prétention à la connaissance des futurs enchérisseurs sans pouvoir faire obstacle àl a demande en nullité du prétendu bail, surtout lorsque cette demande a été surabondamment réservée par un contredit du poursuivant.

Le dire inséré au cahier des charges et porté ainsi à la connaissance de l'adjudicataire, s'il n'a été l'objet d'aucune contestation au moment des enchères, devient la loi des parties et l'adjudicataire ne peut s'y soustraire, puisqu'il s'y est soumis volontairement par le fait de son adjudication. — Alger, 12 janvier 1891, *J. T. F. T.*, 91, 8.

L'adjudication prononcée à la suite de la publication d'un cahier des charge dûment publié ne peut être annulée sous prétexte que les clauses qui y sont contenues font préjudice à l'adjudicataire, alors que celui-ci, par le fait de son enchère, en a accepté toutes les stipulations qui sont devenues la loi des parties. — Alger, 12 janvier 1893, *J. T. F. T.*, 93, 220 ; 14 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 325.

Le créancier poursuivant, actionné par des tiers qui demandent la nullité de l'adjudication prononcée sur saisie immobilière, n'est pas fondé à solliciter sa mise hors de cause sous prétexte que depuis l'adjudication, c'est à l'adjudicataire seul à se défendre des actions qui peuvent être exercées par des tiers au sujet des immeubles adjugés lorsque la demande formée contre lui est basée sur l'allégation qu'il aurait commis une faute personnelle.

Le créancier poursuivant est en faute lorsque n'ayant pas de solides motifs pour croire que son débiteur est bien propriétaire des immeubles qu'il a fait saisir, il n'a pas recouru à l'immatriculation préalable prévue par le décret du 16 mars 1892.— Trib. de Tunis,24 novembre 1893, *J. T. F. T.*, 94,69; 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 275.....Il n'est pas besoin de l'autorisation de justice pour faire procéder à cette immatriculation. — Trib. de Tunis, 20 décembre 1893, *J. T. F. T.*, 94, 104.

L'article 2209 du code civil, aux termes duquel le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués est applicable en Tunisie au créancier nanti de titres de propriété appartenant à son débiteur. — Trib. de Tunis, 14 octobre 1885, *J. T. F. T.*, 94, 318.

L'attribution du prix d'adjudication d'un immeuble immatriculé ne peut être demandée au tribunal lorsqu'il y a moins de quatre créanciers, qu'après un préliminaire de règlement amiable conformément aux dispositions de l'article 751 du code de procédure civile. — Trib. de Tunis, 31 janvier 1894, *J. T. F. T.*, 94, 193.

Le créancier poursuivant resté adjudicataire d'un immeuble non immatriculé est fondé à compenser le prix d'adjudication avec sa créance. Il ne peut y avoir lieu à distribution et par conséquent au dépôt à la caisse des dépôts et consignations que si l'existence d'autres créanciers lui est légalement dénoncée. — Trib. de Tunis, 20 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 418.

Le créancier du saisi qui est devenu adjudicataire de l'immeuble vendu ne peut être tenu de déposer son prix à la caisse de dépôts et consignations, pour une distribution, que s'il se présente un autre créancier pouvant prétendre à des droits équivalents et préférables sur le prix.

Le juge des référés n'est donc pas compétent pour ordonner le dépôt, même à titre provisoire, si celui qui sollicite cette mesure n'établit pas ses droits par un titre auquel provision est due et que ces droits restent incertains et contestés. — Trib. de Tunis (référés), 8 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 567.

L'attribution ou la distribution du prix d'adjudication d'un immeuble non immatriculé ne peut avoir lieu que par voie de distribution par contribution suivant les règles établies par le code de procédure civile. — Trib. de Tunis, 31 octobre 1894, *J. T. F. T.*, 94, 556.

Servitudes

En droit tunisien, d'après le rite malékite,la servitude de vue ne peut s'acquérir par prescription. — Cass. 20 avril 1891, *J. T. F. T.*, 91, 265.

La loi applicable au règlement des servitudes de jour ou de vue relatives à un immeuble non immatriculé situé en Tunisie est la loi française lorsque la contestation s'agite entre deux propriétaires européens. — Trib. de Tunis, 13 juillet 1887, *J. T. F. T.*, 94, 184. *En sens contraire* : Trib. de Tunis, 21 novembre 1889, *J. T. F. T.*, 94, 185 ; 28 février 1891, *J. T. F. T.*, 94, 194 ; 28 février 1894, *J. T. F. T.*, 94, 194 ; implicitement, 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 94, 214. Cass., Ch. des req., 20 avril 1891, *J. T. F. T.*, 91, 265. Ces jugements décident que le droit musulman est seul applicable aux rapports de servitude ou de voisinage existant entre deux immeubles non immatriculés.

Pour déterminer la loi qui régit une servitude, il faut se placer, non au point de vue du fonds dominant, mais au point de vue du fonds servant même lorsque le fonds dominant est immatriculé.

Le droit musulman tunisien admet la possibilité des servitudes de jour et de vue. D'après le rite makélite elles peuvent être établies par convention et, à défaut de convention, le propriétaire voisin peut obstruer les ouvertures pratiquées à quelque époque que ce soit, à moins que cette obstruction n'offre pour lui aucune utilité et qu'elle n'ait d'autre but que de vexer le propriétaire de l'immeuble contigu.

D'après le rite hanéfite il est interdit d'obstruer la fenêtre du voisin qui existe depuis plus de dix ans, lorsque cette fermeture rend son appartement tout à fait obscur et le prive de jour au point qu'il serait impossible d'y écrire.

Le choix du rite appartient au défendeur et dans le cas où il ne manifesterait pas expressément sa préférence, il échet de le faire bénéficier du rite le plus favorable. — Trib. de Tunis, 14 mars 1892, 6 mars 1893, *J. T. F. T.*, 94, 214, 239 ; 25 février 1895, *J. T. F. T.*, 95, 179. Conf. sur le choix du rite, trib. de Tunis, 7 décembre 1887, 25 janvier 1892, *J. T. F. T.*, 94, 435, 369.

La loi tunisienne est seule applicable aux rapportsde servitude et de voisinage qui existent entre deux immeubles situés en Tunisie, dans un quar-

tier qui n'a pas été toujours exclusivement habité par des Européens, alors surtout que l'un de ces immeubles appartenait récemment encore à un Tunisien. — Trib. de Tunis, 14 mars 1892, *J. T. F. T.* 94, 214.

Fitres. — Outika. — Possession. — Propriété. — Saisie-arrêt

En droit immobilier tunisien la propriété s'établit par la détention régulière et légitime du titre originaire de propriété sur lequel ont été inscrites les diverses transmissions successives de cette propriété. Mais à défaut de titre la propriété s'établit par la possession paisible et non précaire. — Trib. de Sousse, 28 février 1889, *J. T. F. T.*, 89, 58. Trib. de Tunis, 27 mai 1890, 13 novembre 1890, *J. T. F. T.*, 94, 342, 485.

Lorsque les titres de propriété produits par les parties ne fournissent pas d'indications suffisantes pour la solution du litige qui porte sur l'attribution de la propriété, il y a lieu de rechercher des éléments de conviction dans les faits de possession dûment établis. — Cass., 18 octobre 1893, *J. T. F. T.*, 93, 354.

L'acte de notoriété dit *outika,* destiné à remplacer un titre de propriété immobilière, n'a de valeur, en droit tunisien, qu'autant qu'il est de date ancienne. S'il est de date récente, il ne peut être opposé à celui qui possède *animo domini* depuis une époque antérieure à cette date. — Trib. de Tunis, 23 mars 1889, *J. T. F. T.*, 89, 133.

En Tunisie, où il n'existe ni transcription ni système hypothécaire, le titre de propriété est regardé comme faisant partie intégrante de l'immeuble auquel il s'applique, lequel ne peut être aliéné ni engagé sans ce titre. Il en résulte qu'il est indispensable de reconnaître aux créanciers le droit de mettre sous la main de justice les titres de propriété appartenant à leurs débiteurs. Ils peuvent arriver à ce but par voie de saisie-arrêt. — Trib. de Tunis, 14 octobre 1885, *J. T F. T.*, 94, 318. *En sens contraire* : Trib. de Tunis, 21 avril 1888, *J. T. F. T.*, 94, 319; 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 398.

Le créancier gagiste n'a aucun droit de rétention sur les titres de l'immeuble adjugé ensuite d'une expropriation forcée, mais il a le droit d'exiger de l'adjudicataire le dépôt de son prix à la caisse des dépôts et consignations afin de faire valoir ses droits de préférence sur ledit prix, dans une distribution par contribution. — Trib. de Tunis, 24 mai 1890, *J. T. F. T.*, 90, 228.

Transaction

La validité d'une transaction, même portant sur des droits immobiliers, doit être appréciée, en Tunisie, d'après les règles du droit français. — Trib. de Tunis, 2 juin 1884, *J. T. F. T.*, 91, 155.

Usufruit

Lorsque le testateur est français, l'usufruit constitué par lui dans son testament est réglé par la loi française, quoique l'usufruitier appartienne à une nationalité étrangère. — Trib. de Tunis, 8 juin 1884, *J. T. F. T.*, 91, 36.

Vente. — Créancier gagiste. — Réméré. — Sous-seings privés. — Transcription

La vente d'un immeuble non immatriculé n'est pas opposable au créancier détenteur du titre et l'acheteur qui a acquis une propriété dans de semblables conditions ne peut être considéré comme un tiers détenteur. — Trib. de Tunis, 15 mars 1890, *J. T. F. T.*, 90, 85. 1er mai 1890, *J. T. F. T.*, 90, 227.

En droit hanéfite la vente à réméré d'un immeuble est valable lors même qu'il n'est stipulé aucun délai pour l'exercice de la faculté de rachat et le vendeur ne peut se soustraire à l'obligation de mettre l'acquéreur en possession. — Trib. de Tunis, 28 mai 1890, *J. T. F. T.*, 90, 180.

D'après les coutumes tunisiennes et lorsque l'acte ne stipule pas de délai pour l'exercice du droit de rachat, ce délai est d'un an à partir de la passation du contrat. — Trib. de Tunis, 10 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 114.

Le défaut de transcription d'un acte de vente sous-seings privés au verso ou en marge du titre arabe par les notaires tunisiens ne peut être opposé que par les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef du vendeur et qui auraient accompli cette formalité. — Trib. de Tunis, 4 déc. 1885, *J. T. F. T.*, 89, 30.

IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES

Les immunités diplomatiques reconnues aux agents consulaires et employés des consulats dans les Echelles du Levant ne sauraient appartenir qu'à ceux qui ont été agréés en cette qualité par le gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. — Trib. de Tunis, 28 juin 1895, *J. T. F. T.*, 95, 363.

IMPORTATION

Argent en feuilles

L'argent en feuilles ne saurait, sous cette forme, bénéficier du tarif spécial à la bijouterie et à l'horlogerie non plus que de l'exemption de tous droits dont bénéficient les lingots d'or et d'argent, et doit payer à l'importation en Tunisie le droit de 8 %. — Trib. de Tunis, 21 avril 1888, *J. T. F. T.*, 94, 95.

Végétaux

Par les expressions : « .... et enfin les végétaux de toute nature à l'état vivant », l'art. 2 de la loi du 29 janv. 1892 comprend tout végétal qui n'a pas encore complètement perdu sa sève et qui conserve des propriétés suffisantes pour servir d'aliment et de véhicule au phylloxera, telles les feuilles d'arbres et l'herbe détachée du sol. — Trib. de Tunis, 6 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 344.

INTERDICTION

La loi musulmane, rite malékite, admet l'interdiction pour cause de prodigalité et donne aux juges le pouvoir d'annuler les actes passés par l'interdit à l'époque où existaient déjà les faits ayant motivé l'interdiction. — Alger, 27 juillet 1891, *J. T. F. T.*, 92, 142. 2 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 156.

Le jugement d'un cadi qui a prononcé l'interdiction d'un sujet tunisien en constatant que l'interdit a été incapable et abandonné aux entreprises d'autrui depuis cinq ans avant la date du jugement, fait foi par lui-même des faits qu'il constate. En conséquence les actes passés par l'interdit dans cette période doivent être annulés. Mais si des prix de vente ont été payés l'acquéreur ne peut être tenu à restituer le titre de l'immeuble vendu et l'immeuble lui-même que contre le remboursement du prix. — Trib. de Tunis, 15 mars 1894, *J. T. F. T.*, 94, 278.

L'ordonnance de S. A. le Bey qui prononce l'interdiction d'un sujet tunisien est opposable aux tiers même si elle n'a été l'objet d'aucune publication. — Trib. de Tunis, 28 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 404.

La mort du tuteur ne fait pas cesser l'interdiction qui ne peut prendre fin qu'avec les causes qui l'ont déterminée. (Même jugement.)

La prodigalité, même au cas où l'interdiction a été prononcée pour ce motif, n'est pas une cause absolue de nullité des actes passés antérieurement par le prodigue, celui-ci ayant pu donner son consentement avec une pleine connaissance de ses actes. — Trib. de Tunis, 12 nov. 1885, *J. T. F. T.*, 95, 359.

INTÉRÊTS DE CAPITAUX

D'après la loi anglaise, une somme ne peut produire intérêts si cela n'a pas été expressément stipulé. A défaut de stipulation les intérêts ne peuvent courir que de la demande en justice. — Trib. de Tunis, 10 juin 1884, *J. T. F. T.*, 94, 524.

Le taux des intérêts moratoires dans les relations entre Européens n'est régi ni par la loi française du 3 septembre 1807, ni par la loi algérienne du 27 août 1881, mais il convient de le fixer aujourd'hui en Tunisie à 6 % l'an. — Trib. de Sousse, 13 juillet 1888, *R. a.*, 89, 2, 239.

Il n'appartient pas aux tribunaux français en Tunisie de modifier le taux des intérêts fixés par la convention des parties, alors que ce taux (12 0/0 dans l'espèce) est le taux normal usité dans la Régence. — Trib. de Tunis, 14 avril 1888, *R. a.*, 89, 2, 277.

Les intérêts moratoires doivent être fixés, en Tunisie, devant les juridictions françaises à 5 0/0 en matière conformément à la loi du 3 septembre 1807. — Trib. de Tunis, 1er avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 277.

INTERVENTION

Un droit éventuel ouvre à celui qui peut y prétendre la faculté d'intervenir dans l'instance qui porte sur l'existence de ce droit. — Trib. de Tunis, 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 274; 25 nov. 1895.

ISRAÉLITES

Fiançailles. — Pacte de dédit

Le pacte par lequel un dédit est stipulé en cas de rupture de fiançailles est valable et il doit recevoir son exécution quand les parties contractantes sont tunisiennes ou simplement protégées d'une puissance européenne. Mais un pareil contrat serait nul si l'un des contractants était de nationalité française, la loi française prohibant ces sortes de contrats. — Trib. de Tunis, 1er juin 1887, *J. T. F. T.*, 94, 236; 13 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 191.

Hérira ou alitza

La hérira ou alitza est l'obligation pour le frère majeur d'épouser la veuve de son frère décédé sans enfants ou de refuser de le faire. Dans ce dernier cas la veuve est fondée à exiger la restitution de sa dot. Mais si le frère est mineur elle ne peut demander cette restitution qu'à sa majorité, sauf à provoquer telles mesures conservatoires qu'elle croit utiles à la conservation de ses droits, le frère mineur ne pouvant valablement manifester sa volonté qu'à cette époque.

Pendant son veuvage la femme a le droit d'être nourrie et logée aux frais de la succession, à moins qu'elle ne perçoive directement les revenus de sa dot. — Trib. de Tunis, 19 mai 1884, *J. T. F. T.*, 95, 266.

Issour

Le droit rabbinique applicable, en matière de succession, aux israélites tunisiens protégés d'une puissance européenne, assure, dans certaines circonstances, aux filles non mariées dont le père est décédé sans prendre des dispositions à leur égard, une dot égale au dixième de la succession.

Aux termes de l'article 5 du chapitre XIII d'Ibn Haezer, ce droit, désigné sous le nom d'*issour*, confère aux bénéficiaires un droit de suite et un privilège sur les immeubles de la succession. Mais ce droit n'est pas opposable aux tiers, s'il n'a pas été inscrit sur les titres de propriété. — Trib. de Tunis, 29 mai 1895, *J. T. F. T.*, 95, 438.

Majorité

En droit rabbinique la majorité des enfants mâles est fixée à treize ans. — Trib. de Tunis, 29 mai 1895, *J. T. F. T.*, 95, 438.

Mariage. — Validité. — Apports. — Restitution. — Faillite du mari

Le mariage contracté à Tunis par deux israélites, selon les formes admises par la loi rabbinique, est valable, même si le mari est protégé français ou même sujet français, alors que dans ce dernier cas il n'apparaît pas que les parties aient voulu faire fraude à la loi française. — Trib. de Tunis, 20 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 188.

En cas de prédécès de la femme sans enfants, la clause du contrat de mariage par laquelle le mari s'engage à restituer à ses héritiers une partie de ses apports, ne doit s'entendre que des seuls apports de la femme, sans y comprendre l'augment de dot stipulé dans le contrat. — Alger, 14 déc. 1887, *R. a.*, 88, 2, 65. La loi rabbinique oblige le mari à pourvoir à l'enterrement de sa femme selon l'usage du pays. — Même arrêt.

La femme mariée dont le contrat a été passé devant les notaires israélites tunisiens, ne peut, lors de la faillite de son mari, reprendre ses ap-

ports en nature qu'à condition de prouver leur identité par inventaire ou acte authentique. Dans le cas contraire elle n'a qu'une créance chirographaire sur la faillite. Cette disposition est d'ordre public et doit être appliquée par les tribunaux français quelle que soit la nationalité des parties en cause.

Sont également d'ordre public et doivent être appliquées quelle que soit la nationalité des parties, les dispositions de l'article 564 du code de commerce d'après lesquels la femme ne peut se prévaloir des avantages matrimoniaux qui lui ont été consentis par contrat de mariage, lorsqu'à cette époque le mari était déjà commerçant. — Trib. de Tunis, 28 nov. 1890, *J. T. F. T.*, 91, 57; 13 juin 1892, *J. T. F. T.*, 93, 401.

Nationalité

L'israélite domicilié depuis longtemps en Tunisie est réputé Tunisien jusqu'à preuve contraire. Son inscription au consulat de France au cours du procès ne saurait avoir pour effet de retirer la connaissance du litige à la juridiction indigène qui en était compétemment saisie. — Trib. de Tunis, 23 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 317; 11 janvier 1895, *J. T. F. T.*, 95, 128.

Paternité. — Recherche

De même qu'en droit français la recherche de la paternité est interdite en droit rabbinique et l'action en dommages-intérêts pour séduction n'est autorisée qu'en cas de violence ou de dol. — Trib. de Tunis, 12 avril 1888, *J. T. F. T.*, 95, 402.

Séparation de biens. — Loi rabbinique

L'épouse d'un israélite tunisien ne peut reprendre l'administration de ses biens que par le divorce que seul le tribunal rabbinique a le droit de prononcer. — Trib. de Tunis, 14 nov. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 28.— Il en est de même de l'israélite tunisienne qui a épousé un israélite algérien citoyen français suivant les usages rabbiniques, et qui a passé son contrat de mariage devant les rabbins, si l'acte de mariage n'a été transcrit ni en Algérie à la mairie du pays d'origine de l'époux, ni en Tunisie au consulat de France. — Trib. de Tunis, 14 nov. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 29.

Statut personnel

Les israélites protégés français sont justiciables des tribunaux français même en matière de statut personnel. — Trib. de Tunis, 31 déc. 1883, *J. T. F. T.*, 91, 34.

Successions

La juridiction française est incompétente pour connaître de la demande en reddition de comptes introduite contre l'administrateur de la succession d'un israélite tunisien nommé par le grand rabbin. — Trib. de Tunis, 30 juin 1884, *J. T. F. T.*, 95, 267.

Dans le droit mosaïque applicable aux israélites tunisiens, les filles sont exclues de l'hérédité paternelle. — Trib. de Tunis, 28 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 530.

J

JEUX DE HASARD

L'art. 475 § 5 du code pénal prohibe, par la généralité de ses termes, toute tenue de jeux de hasard dans un lieu public, alors même qu'elle ne serait qu'accidentelle et quelle que soit la modicité des enjeux.— Cass., 29 déc. 1888, *J. T. F. T.*, 91, 172.

JUGES DE PAIX

Actions possessoires

Les juges de paix sont compétents en Tunisie comme en Algérie, en matière d'actions possessoires, et les règles relatives à l'exercice de ces actions, notamment l'interdiction du cumul du pétitoire et du possessoire, doivent recevoir leur application devant les juridictions françaises dans la Régence. C'est d'ailleurs la loi française qui doit être appliquée toutes les fois que la loi tunisienne ne fournit pas la solution du litige. — Trib. de Tunis, 14 janv. 1887, *J. T. F. T.*, 91, 238; 15 déc. 1887, *J. T. F. T.*, 93, 241; 12 janv. 1888, *J. T. F. T.*, 93, 222; 15 juin 1891, *J. T. F. T.*, 91, 295; 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 93, 30. — Jurisprudence constante des anciens tribunaux consulaires.

Le rejet, par le tribunal mixte, d'une demande d'immatriculation, ne peut être opposé à l'exercice d'une action possessoire régulièrement introduite. — Trib. de Tunis, 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 94, 487.

Le juge de paix doit se déclarer incompétent pour connaître d'une action tendant à obtenir la possession d'un immeuble lorsqu'elle se base sur un bail et que le défendeur conteste le droit du bailleur à la propriété. — Trib. de Tunis, 30 mai 1892, *J. T. F. T.*, 94, 547.

Le juge du possessoire est compétent pour apprécier, au point de vue de la recevabilité de l'action, l'exception tirée du caractère domanial de l'immeuble litigieux. C'est d'ailleurs une exception d'ordre public qui doit être soulevée même d'office. — Trib. de Tunis, 12 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 229.

Le juge de paix, compétent pour connaître d'une action possessoire relative à un immeuble objet d'une réquisition d'immatriculation, doit se dessaisir si le défendeur le demande avant toutes défenses au fond et renvoyer les parties devant le tribunal mixte. — Justice de paix du canton nord de

Tunis, 16 sept. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 391. — *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 28 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 350.

Une demande d'immatriculation, même suivie de bornage, ne constitue pas un trouble qui puisse servir de base à une action possessoire. — Trib. de Tunis, 18 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 42.

Il n'y a ni cumul du possessoire et du pétitoire ni excès de pouvoir dans la décision du juge de paix qui, pour repousser la complainte, apprécie la nature, les caractères et l'efficacité de la possession alléguée par le demandeur et ainsi ne se détermine pas par des motifs empruntés exclusivement au fond du droit. — Cass., 7 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 520.

La demande d'immatriculation ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action possessoire surtout quand celle-ci est fondée sur un trouble postérieur à cette demande. — Trib. de Sousse, 28 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 282.

Baux

Les juges de paix à compétence étendue ne peuvent connaître des demandes en paiement de loyer et en validité de saisie-gagerie qu'autant que la location annuelle n'excède pas 400 fr., le décret du 19 août 1854 n'ayant pas dérogé aux règles édictées par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838. — Trib. d'Alger, 30 juillet 1886, *R. n.*, 89, 2, 542. — *En sens contraire*: Alger, 22 mai 1861 ; trib. d'Alger, 27 juillet 1876; trib. d'Oran, 7 mai 1889, *R. a.*, 89, 2, 543. Ces arrêt et jugement décident qu'en matière de loyers et validité de saisie-gagerie la compétence doit se régler par le *quantum* de la somme réclamée et non par le montant de la location annuelle.

Et même si l'existence du bail est en litige. — Trib. de Tunis, 23 oct. 1893, *J. T. F. T.*, 95, 53.

En Tunisie, les juges de paix peuvent connaître des demandes en résiliation de baux à quel chiffre que s'élève la location annuelle, pourvu que les locations restant à courir en vertu du bail ne dépassent pas 1,000 fr. — Trib. de Tunis, 31 oct. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 526.

La demande en dommages-intérêts basée sur la privation de jouissance d'un locataire est une action personnelle et mobilière soumise aux règles générales de compétence fixées par le décret du 19 août 1854 sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du prix annuel du loyer. — Trib. de Tunis, 18 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 95, 255.

Aucune loi n'interdit, en Tunisie, aux juges de paix, de connaître des contestations portant sur la validité d'un bail lorsque la valeur du litige ne dépasse pas le chiffre de sa compétence. — Trib. de Tunis, 23 octobre 1893, *J. T. F. T.*, 95, 115; 2 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 248... Il en est ainsi tout au moins si le préjudice pouvant résulter de la résiliation du bail a été réservé devant le juge de paix, de telle sorte que le litige soumis à ce magistrat était parfaitement déterminé et d'une valeur qui n'était pas supérieure à 1.000 fr. — Trib. de Tunis, 24 janvier 1894, *J. T. F. T.*, 94, 441.

Compétence correctionnelle

Le délit de garde-à-vue des bestiaux dans les récoltes d'autrui, prévu par l'article 26 de la loi des 28 sept. - 6 oct. 1891, est un délit-contravention punissable, indépendamment de toute intention délictueuse, et dont la connaissance appartient exclusivement aux juges de paix à compétence étendue lorsqu'il est commis dans le territoire soumis à leur juridiction. — Trib. d'Oran, 21 juin 1890. *R. a.*, 90, 2, 486.

Les tribunaux correctionnels sont incompétents pour connaître des délits commis dans le ressort d'une justice de paix à compétence étendue et qui n'emportent pas une peine supérieure à six mois de prison et 500 fr. d'amende. — Alger, 1er mai 1891, *R. a.*, 91, 2, 373.

Dommages aux champs

Lorsqu'à une action en dommages-intérêts pour dommages aux champs, le défendeur oppose une exception tirée de son droit à la propriété du terrain en litige, le juge de paix doit, aux termes de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, se déclarer d'office incompétent pour le tout, quel que soit d'ailleurs le chiffre de la demande. Trib. de Tunis, 7 mars 1892, *J. T. F. T.*, 94, 414.

Enzel

L'enzel conférant à l'enzeliste un droit réel sur l'immeuble qui en est l'objet, le juge de paix est incompétent pour prononcer la résiliation d'un contrat de cette nature. — Trib. de Tunis, 19 déc. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 112; 13 nov. 1890, *J. T. F. T.*, 91, 150.

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en paiement d'enzel lorsque le droit à la rente est contesté. — Trib. de Tunis, 15 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 256... pourvu que cette contestation se présente avec un caractère sérieux et qu'elle n'ait pas évidemment un but dilatoire. — Trib. de Tunis, 25 avril 1892, *J. T. F. T.*, 94, 397. Mais le juge de paix peut retenir la connaissance de la demande originaire et surseoir à statuer jusqu'à solution de la contestation sur le droit à la rente. — Trib. de Tunis, 20 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 473.

Le juge de paix connaît des demandes en paiement d'enzel dans les limites de sa compétence ordinaire. — Trib. de Tunis, 17 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 88.

Matières commerciales. — Procédure

La procédure qui doit être suivie en matière commerciale devant les justices de paix est la procédure ordinaire, c'est-à-dire celle indiquée par la loi du 25 mai 1838. — Trib. de Tunis, 10 déc. 1890, *J. T. F. T.*, 94, 485; 16 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 448 ; 26 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 58; 2 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 127. *En sens contraire* : Justice de paix de Tunis, 27 août 1887, *J. T. F. T.*, 94, 454.

Référés

Le juge de paix, en Tunisie, est compétent pour ordonner, en référé, la mise sous sequestre d'un immeuble litigieux. — Trib. de Tunis, 1er juin 1891, *J. T. F. T.*, 94, 486.

Taux du ressort

Les juges de paix statuent en dernier ressort, en Tunisie, sur les demandes de loyer qui ne dépassent pas 500 fr. quel que soit le taux de la location annuelle. — Trib. de Tunis, 26 décembre 1888, *J. T. F. T.*, 94, 238.

L'art. 2 du décret du 19 août 1854 limitant à 500 fr. la compétence en dernier ressort des juges de paix à compétence étendue pour les actions personnelles et mobilières, constitue une règle générale et absolue et déroge à toutes les dispositions contraires qui fixent, en France, à un chiffre moins élevé, la compétence des juges de paix, notamment en matière de résiliation de baux et de paiement de loyers. — Trib. de Tunis, 8 mai 1893, *J. T. F. T.*, 95, 217.

D'après l'article 2 de la loi du 11 avril 1838 et l'article 639 du code de commerce modifié par la loi du 3 mars 1840, les tribunaux civils et de commerce statuent en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts quel qu'en soit le taux lorsqu'elles sont exclusivement fondées sur la demande principale. Mais ces règles ne s'appliquent pas aux justices de paix qui restent, en cette matière, soumises au droit commun, lors même que le juge de paix statue en matière commerciale. — Trib. de Tunis, 17 avril 1893, *J. T. F. T.*, 93, 202.

Le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort lorsqu'il a été saisi d'une demande reconventionnelle qui rentre, par son chiffre, dans sa compétence en premier ressort, même si elle est fondée uniquement sur le préjudice occasionné par l'action principale. — Trib. de Tunis, 21 juil. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 334.

Une demande en communication de titres de propriété sous une contrainte pécuniaire n'a pas pour mesure, au point de vue de la compétence et du taux du ressort, le montant de la somme réclamée à titre de contrainte. Son objet principal a une valeur indéterminée et elle échappe, en conséquence, à la compétence du juge de paix. Cette incompétence est d'ordre public. — Trib. de Tunis, 16 oct. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 402.

Lorsqu'une demande en justice de paix se compose de deux chefs portant au total sur une valeur supérieure à 500 fr., mais que le juge de paix statue de plein droit en dernier ressort sur l'un d'eux, le jugement est en dernier ressort sur le tout, au cas où l'autre chef ne concerne qu'une somme inférieure à 500 fr. — Trib. de Tunis, 18 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 95, 219.

Les frais de protêt ne doivent pas être ajoutés au montant de la lettre de change protestée pour déterminer le taux du ressort. — Trib. de Tunis, 31 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 143.

Taxes municipales. — Commandement. — Opposition

Les juges de paix sont incompétents pour connaître d'une opposition à un commandement fait par une municipalité pour paiement de taxes, alors surtout que les causes du commandement dépassent 1,000 fr. Cette incompétence est d'ordre public. — Trib. de Tunis, 27 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 90... Ils ne peuvent juger qu'en premier ressort sur une opposition de cette nature lorsque la contestation porte sur une somme même au-dessous de 500 fr. — Trib. de Tunis, 21 mars 1888, *J. T. F. T.*, 94, 318.

K

KIRDAR

Nature. — Plus-value

Le contrat « à kirdar » est une forme du contrat d'enzel spéciale aux biens habous, avec cette différence que la redevance peut être augmentée, dans l'intérêt de la fondation pieuse, lorsque l'immeuble acquiert une plus-value considérable, qui n'est le résultat ni des travaux ni des améliorations faites par le preneur.

L'action en augmentation de la redevance annuelle est de nature immobilière. — Trib. de Tunis, 27 fév. 1890, *R. a.*, 90, 2, 437... Cette augmentation ne peut résulter que d'une décision de justice; elle prend donc son point de départ du jour de la décision qui l'a ordonnée. — Trib. de Tunis, 30 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 527.

L

LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE

Un billet à ordre qui ne porte pas le nom du créancier doit être considéré comme billet au porteur. L'engagement qu'il relate est valable d'après les usages tunisiens. — Trib. de Tunis, 11 nov. 1886, *J. T. F. T.*, 94, 545.

Les règles de procédure à suivre devant les juridictions françaises en Tunisie sont celles édictées par la loi française.

Mais en ce qui concerne la nature et l'étendue de celui qui a souscrit une lettre de change à l'étranger, il est présumé, sauf stipulation contraire, avoir voulu se soumettre à la loi du pays dans lequel cet engagement a été souscrit. — Alger, 15 novembre 1889, *J. T. F. T.*, 90, 250.

Le fait que le souscripteur d'un billet à ordre aurait consenti au créancier, pour sa sûreté, un gage immobilier, ne peut modifier la nature de la créance et par conséquent la compétence et la procédure à suivre pour en obtenir le recouvrement. — Trib. de Tunis, 13 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 121.

Le Tunisien qui souscrit un billet à ordre s'engage par cela même à soumettre à la juridiction française les difficultés qui pourraient naître au sujet du paiement de ce billet si le tiers-porteur est Européen. — Trib. de Tunis, 25 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 257.

Nul n'est tenu de recevoir en paiement d'un effet de commerce une monnaie qui n'a pas cours forcé au lieu du paiement. — Trib. de Tunis, 28 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 275.

LITISPENDANCE

La litispendance ne peut exister qu'entre tribunaux également compétents et appartenant à la même souveraineté ; il ne peut donc y avoir litispendance entre un tribunal français et un tribunal musulman. — Trib. de Sousse, 21 fév. 1889, *J. T. F. T.*, 93, 304. Trib. de Tunis, 27 nov. 1890, *J. T. F. T.*, 93, 330.

LOTERIES

Les peines applicables aux justiciables des tribunaux français pour les infractions au décret beylical du 23 juillet 1884 (30 ramadan 1301) sont celles édictées par le code pénal français et non celles prévues par le dit décret, qui ne peuvent être appliquées qu'aux sujets tunisiens. — Alger, 23 oct. 1885, *R. a.*, 89, 2, 157.

LOUAGE D'OUVRAGE

La loi française du 27 décembre 1890 qui a modifié l'article 1788 du code civil est applicable au contrat de louage d'ouvrage passé en Tunisie entre Français. — Trib. de Tunis, 30 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 499.

M

MAHSOULATS

Animaux de trait, de bât, etc.

L'acquéreur ou vendeur des animaux de trait, de bât, de selle, de labour ou de boucherie, est directement responsable de la taxe de 6 25 % du prix de vente, même si les opérations d'achat ou de vente ont été faites en son nom par un préposé. — Trib. de Tunis, 26 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 167.

Bijouterie

Le droit de mahsoulats établi sur les ventes des objets d'or ou d'argent est dû aussi bien sur les objets en métal vieux, sur ceux non ouvrés que sur ceux ouvrés. Mais il ne peut être perçu que sur les ventes faites avec publicité et par l'intermédiaire des crieurs publics ; il n'est pas dû sur les ventes par les commerçants dans leurs boutiques.

Ce droit est indépendant de celui de poinçonnage et du droit institué au profit du fermage du fil d'argent qui ne se paient que lors de la fabrication et ne peuvent plus frapper les mêmes objets tant qu'ils n'ont pas été transformés et réouvrés. — Trib. de Tunis, 30 avril 1892, *J. T. F. T.*, 94, 97.

Céréales et légumes secs

Les taxes sur la vente des céréales et légumes secs sont dues sur toute vente faite ailleurs que chez le producteur et sans publicité. — Trib. de Tunis, 5 août 1893, *J. T. F. T.*, 94, 16 ; 29 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 122. La constatation des contraventions en cette matière ne doit pas nécessairement avoir lieu au moment même où la fraude est commise ; l'administration est fondée à la poursuivre dès qu'elle est parvenue à sa connaissance et jusqu'à la prescription. — Trib. de Tunis, 29 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 122.

Les céréales livrées aux magasins de l'acheteur en exécution d'un contrat de selem ne sont pas passibles des droits de mahsoulats. — Trib. de Sousse, 7 février 1895, *J. T. F. T.*, 95, 227.

Chaux

Le décret beylical du 25 mars 1891 qui a fixé à un droit uniforme de 8 % la fabrication de la chaux est applicable à toute la Régence. — Trib. de Tunis, 11 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 200.

Fournisseurs militaires

Le fermier des mahsoulats peut soutenir que le fournisseur de viande fraîche à l'armée qui n'est ni propriétaire ni éleveur de bestiaux, a acheté les animaux qu'il abat et l'obliger à justifier de l'acquittement des droits de vente ou d'une exemption de droits. A défaut de ces justifications la vente doit être considérée comme clandestine. — Trib. de Tunis, 26 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 167.

Fruits et légumes frais

Tous les légumes frais qui entrent dans une ville doivent être apportés sur le marché, que ces légumes soient destinés à la vente ou à la consommation.

D'après un usage constant en Tunisie les agents du fisc ou les fermiers des mahsoulats ont le droit d'exiger de toute personne qui introduit des légumes frais dans une ville, le dépôt d'un gage en espèces ou en nature qui est restitué au déposant quand celui-ci justifie qu'il a acquitté l'impôt ou qu'il a bénéficié d'une exemption. — Trib. de

Tunis, 5 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 162. (Il va sans dire que cette jurisprudence ne s'applique pas aux villes aux portes desquelles se paient les droits sur les légumes frais.)

Les poivrons rentrent dans la catégorie des légumes frais auxquels se rapporte le décret du 13 déc. 1887.

De la combinaison des articles 4 et 13 de ce décret il résulte qu'en cas d'acquisition directe de légumes dans les jardins, l'acquéreur est substitué aux obligations du producteur et doit apporter lui-même sur le marché les produits qu'il a achetés. — Trib. de Tunis, 17 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 24.

Les ventes de fruits et légumes verts sont dispensés de la taxe de mahsoulats lorsqu'elles ont eu lieu sans publicité dans le jardin du producteur ou dans ses entrepôts. — Trib. de Tunis, 28 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 269.

Peaux

Le fermier des mahsoulats est fondé à réclamer le paiement des droits sur la vente de peaux expédiées par un négociant tunisien à son acheteur en Italie. — Justice de paix de Grombalia, 20 octobre 1893, *J. T. F. T.*, 94, 176.

Porcs

Les ventes de porcs sont assujetties, dans toute la Régence, à une taxe de 6 25 %, laquelle est exigible dans les mêmes cas et dans les mêmes conditions que les animaux des races ovine et caprine. — Trib. de Tunis, 22 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 552. *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 26 déc. 1885, *J. T. F. T.*, 90, 11.

Responsabilité de l'Etat

L'administration beylicale, lorsqu'elle afferme les mahsoulats, se soumet à l'obligation de garantie qui, dans tout contrat de bail, incombe au bailleur au profit du preneur.

Elle manque à cette obligation si elle modifie les conditions du fermage d'une façon nuisible aux intérêts du fermier, spécialement en favorisant d'autres places de tarifs réduits déplaçant les centres des transactions commerciales. — Trib. de Tunis, 5 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 155.

Il appartient au fermier des mahsoulats, en Tunisie, de poursuivre le recouvrement des taxes qui lui ont été concédées, à ses risques et périls. Le gouvernement beylical ne saurait encourir aucune responsabilité du fait que le fermier est dans l'impossibilité de les recouvrer, alors surtout qu'il n'a pris aucune mesure pour entraver l'exercice de ses droits. — Trib. de Tunis, 15 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 126.

Ventes successives

Le droit connu sous le nom de mahsoulats n'est point un impôt sur les produits agricoles ou autres de la Régence ne pouvant, en raison de cette nature, être perçu qu'une seule fois sur le même produit ; c'est au contraire une taxe sur les ventes qui est perceptible sur le même objet autant de fois qu'il a été vendu. — Trib. de Tunis, 16 avril 1886, *J. T. F. T.*, 94, 65 ; 17 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 24.

MARIAGE

Epoux français. — Nullité

L'omission, en Tunisie, des formalités prescrites par l'article 170 du code civil entraîne la nullité du mariage, s'il est démontré que cette omission a eu pour but de faire fraude à la loi française. — Trib. de la Seine, 30 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 436.

Epoux italiens. — Mariage sans contrat. — Autorisation maritale. — Dot. — Donation. — Italien naturalisé Français. — Divorce.

D'après la loi italienne les époux mariés sans contrat de mariage étant de plein droit soumis au régime de la séparation de biens, la femme italienne ne peut être admise à demander en justice cette séparation. — Trib. de Tunis, 14 nov. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 31.

La femme d'un Italien naturalisé Français restant Italienne si elle ne fait une demande pour obtenir la qualité de Française (art. 12, C. c. F. et 11, C. c. I.), il en résulte que la demande en divorce formée par le mari devenu Français, contre sa femme restée Italienne, est irrecevable. — Trib. de Nice, 10 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 341. *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 12 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 300. Ce jugement, qui décide que les tribunaux peuvent prononcer le divorce au profit d'un époux et la séparation au profit de l'autre, a été infirmé sur appel par arrêt de la cour d'Alger du 19 juin 1895 qui a statué dans le sens du jugement du tribunal de Nice ci-dessus rapporté.

Des termes de l'article 134 du code civil italien qui énumère les actes pour lesquels la femme mariée italienne a besoin de l'autorisation maritale, il résulte qu'elle peut passer un contrat de bail sans cette autorisation. — Trib. de Tunis, 2 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 247.

La loi italienne est applicable aux donations matrimoniales, aux donations et constitutions de dot passées en Tunisie entre parties de nationalité italienne. — Trib. de Tunis, 31 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 256.

Aux termes de l'article 1405 du code civil italien, le tribunal peut, durant le mariage, autoriser la vente des biens dotaux, en cas d'utilité ou de nécessité évidente.

En Tunisie, c'est au tribunal français, en chambre du conseil, qu'il appartient d'apprécier la requête que la femme présente pour obtenir cette autorisation. — Trib. de Tunis, 18 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 205.

Epoux maltais

Aux termes des articles 952 et 953 du code maltais, lorsque le mariage n'a été précédé d'aucune convention matrimoniale, il peut en être dressé postérieurement par acte public avec autorisation de justice. C'est le tribunal français, en chambre du conseil, qui est compétent, en Tunisie, pour statuer sur une semblable demande. — Trib. de Tunis, 9 fév. 1885, *J. T. F. T.*, 94, 544.

MUSULMANS ALGÉRIENS

Mariage. — Divorce

L'indigène musulman algérien qui épouse une Européenne par-devant l'officier de l'état civil français manifeste ainsi son intention de renoncer, en cette matière, à son statut personnel, et de faire régir son union conjugale par la loi française.

Cette comparution devant l'officier de l'état civil implique également, de la part de la femme, l'intention de se soustraire à la loi musulmane. — Trib. de Tunis, 23 nov. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 31.

La loi musulmane autorise le divorce au profit de la femme lorsque le mari ne subvient pas à son entretien et ne lui procure pas une habitation convenable et suffisamment meublée. — Trib. de Tunis, 30 mai 1892, *J. T. F. T.*, 94, 397.

Est valable, d'après la loi musulmane, l'engagement pris par le mari de passer toutes ses nuits chez la femme qu'il épouse et de ne pas en épouser une seconde, sous peine de donner à la femme le droit irrévocable de se répudier elle-même. — Trib. de Tunis, 16 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 448 ; 29 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 553.

Le mari contre lequel le divorce est prononcé n'est pas fondé à réclamer la restitution de la dot qu'il a fournie, ni la femme à demander une pension alimentaire, la loi musulmane ne l'y autorisant pas. — Trib. de Tunis, 29 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 553.

Nationalité française

Le fait par un musulman algérien de s'être réfugié dans un pays musulman étranger pour fuir les suites de la conquête ne lui fait pas perdre sa nationalité française, et ses enfants sont français quel que soit le lieu où ils sont nés. — Alger, 18 juin 1890, *J. T. F. T.*

Sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

L'indigène musulman algérien fixé en Tunisie depuis 25 ans, c'est-à-dire avant l'établissement du protectorat et la loi du 26 juin 1889, doit être considéré comme sujet tunisien. — Trib. de Tunis, 2 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 110.

La qualité d'Algérien sujet français ne saurait résulter de la simple production d'un permis de voyage délivré en Algérie, alors que l'Algérien n'allègue même pas avoir sollicité et obtenu son inscription dans un consulat de France en Tunisie. — Trib. de Tunis, 14 mars 1892, *J. T. F. T.*, 93, 289.

Les musulmans algériens qui n'ont pas acquis la qualité de Français restent soumis, quant à leur statut personnel, à la loi musulmane. — Trib. de Tunis, 3 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 58.

Statut personnel

Les musulmans algériens sujets français sont régis par la loi musulmane en ce qui concerne leur statut personnel. — Trib. de Tunis, 30 mai 1892, *J. T. F. T.*, 94, 397 ; 16 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 558 ; 29 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 553 ; 20 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 303.

MUSULMANS TUNISIENS

Autorisation maritale

L'intervention du mari musulman, pour autoriser sa femme à ester en justice, n'est pas nécessaire, d'après les règles du statut personnel applicable en la matière, à moins qu'il ne s'agisse en la cause d'un engagement à titre gratuit contracté par la femme. — Alger, 29 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 153. Trib. de Sousse, 8 fév. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 249. Trib. de Tunis, 8 mai 1895, *J. T. F. T.*, 95, 433.

Majorité

Le musulman indigène est majeur quand il est arrivé à l'âge de puberté. — Trib. de Tunis, 17 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 112 ; 23 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 217 ; 20 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 303.

Statut personnel. — Femme fiancée

D'après son statut personnel, la femme musulmane n'est pas tenue des dettes de son mari même lorsqu'elles ont été contractées pour les besoins du ménage. Aucune saisie ne peut donc être faite sur les meubles par elle apportés en dot, surtout quand quand il est constant que le mari a un autre domicile et que la maison où la saisie a été faite appartient à la femme. — Trib. de Tunis, 3 avril 1895, *J. T. F. T.*, 95, 278.

Tunisien incorporé dans l'armée française

Un Tunisien incorporé dans un régiment français est justiciable des tribunaux français pendant le temps qu'il passe sous les drapeaux même dans les procès qu'il peut avoir à soutenir contre des Tunisiens. Justice de paix de Sfax, 23 avril 1889, *J. T. F. T.*, 89, 69.

N

NAVIGATION

Droits d'accostage

Les droits d'accostage prévus au tarif du port de Tunis, payables par les navires, ne peuvent être réclamés au chargeur ou au destinataire qu'au cas de stipulation expresse dans le connaissement et la charte-partie. — Justice de paix de Tunis (canton nord) 5 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 335.

Rapports de mer

Les ports et lieux de débarquement de la Tunisie doivent être considérés comme ports français dans

le sens de l'art. 243 du code de commerce. En conséquence les capitaines français qui veulent déposer un rapport de mer, en débarquant dans la Régence, doivent opérer ce dépôt au greffe du tribunal ou de la justice de paix à défaut de tribunal.

Le rapport fait par les capitaines étrangers aux mains de leurs consuls n'a pas la valeur d'un acte de juridiction et son contenu peut être débattu par toutes les preuves contraires. — Trib. de Tunis, 9 mars 1893, *J. T. F. T.*, 93, 151 ; 31 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 127 ; 21 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 365.

NOTAIRES BEYLICAUX

Les notaires beylicaux ne peuvent se refuser à restituer aux parties les titres qu'ils en ont reçus pour la passation d'actes de vente, ni à remettre aux intéressés expédition des actes par eux dressés sans engager leur responsabilité civile. — Trib. de Sousse, 6 juin 1889, *J. T. F. T.*, 89, 115.

O

OUKIL

Il est d'usage, dans les grandes familles tunisiennes, de faire acheter et payer tout ce dont elles ont besoin par un tiers appelé *oukil* (mandataire, homme d'affaires). Il en résulte que celui-ci est personnellement responsable envers les fournisseurs des achats qu'il fait, sauf son recours contre ses mandants. — Trib. de Tunis, 29 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 569.

P

PACAGE

Saisie des animaux

Le propriétaire qui saisit des animaux trouvés sur sa propriété sous la garde d'un berger et appartenant par conséquent à un propriétaire connu est passible de dommages-intérêts. — Trib. de Tunis, 14 avril 1886, *J. T. F. T.*, 89, 289.

POLICE

Agents. — Colonies

Le caractère d'agent de la force publique, qui est reconnu en France aux agents de police agissant dans les cas prévus par l'art. 77 du décret du 18 juin 1811, leur appartient également dans les colonies ; et l'art. 230 du code pénal est applicable aux voies de fait dont ils peuvent être victimes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. — Cass., 8 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 8.

Inspecteur. — Outrages par écrit

Les inspecteurs de police, même faisant fonctions de commissaire de police, ne sont pas des magistrats de l'ordre administratif.

L'outrage adressé par écrit à ces agents n'est pas prévu par la loi pénale. — Alger, 13 juin 1890, *J. T. F. T.*, 90, 195.

Police municipale

Les articles 26 et suivants du décret du 1er avril 1885 sur la police municipale sont applicables à toutes les villes de la Tunisie sans qu'il y ait lieu de distinguer entre celles qui sont dotées d'une municipalité de plein exercice et celles qui n'ont été pourvues que d'une simple commission de voirie. — Cass , 12 fév. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 114.

Une municipalité engage sa responsabilité si elle n'exige pas ou ne veille pas à ce que le constructeur d'une maison sur une voie publique se conforme aux lois et règlements de voirie en vigueur et prenne les mesures nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité du passage. Mais en cas de condamnation ensuite d'accident elle est fondée à exercer un recours en garantie contre l'auteur de l'accident. — Trib. de Tunis, 30 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 323.

L'arrêté municipal, pris dans un intérêt de police et de sûreté publique, qui vise la fermeture, à une heure déterminée, de tous les cafés, cabarets et autres débits de boissons à consommer sur place, est absolu et général ; il s'applique aux cafés de toutes catégories, sans distinguer entre ceux qui donnent exclusivement à boire et ceux dont les patrons exercent dans un même local ou dans des locaux contigus, soit aux mêmes heures, soit à des heures différentes, les deux industries de cafetier et de restaurateur. — Cass., 22 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 210.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES

Mandat. — Paiement

Les règlements de l'administration française des postes et télégraphes étant applicables à l'office postal tunisien, il en résulte que cette administration n'encourt aucune responsabilité pour le retard apporté dans le paiement d'un mandat. — Trib. de Tunis, 10 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 61.

PRESCRIPTION

Achour

L'achour sur les céréales étant payable chaque année à la fin des récoltes tombe sous l'application

de la prescription quinquennale de l'art. 2277 du code civil français, lequel étant d'ordre public est applicable en Tunisie. — Trib. de Tunis, 21 déc. 1881, *J. T.F. T.*, 93, 361.

Billet à ordre

L'israélite sujet français qui souscrit à Tunis un billet à ordre au profit d'un Tunisien est présumé avoir voulu contracter sous l'empire de la législation française.En conséquence la prescription quinquennale de l'art. 189 du code de commerce est applicable à cette obligation. — Trib. de Tunis, 29 juin 1891, *J. T. F. T.*, 93, 109.

Caroube sur la valeur locative

La prescription quinquennale de l'art. 2277 du code civil français n'est pas applicable en Tunisie à l'impôt dit « Caroube sur la valeur locative ». Cass., 7 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 206; 15 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 187.

Enzel

Les arrérages d'une rente d'enzel constituent une redevance périodique qui se prescrit par cinq ans. — Trib. de Tunis, 23 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 346. *En sens contraire :* Trib. de Tunis, 21 mai 1885, *J. T. F. T.*, 94, 298.

Immeubles

La prescription acquisitive s'accomplit par une possession à titre non précaire pendant dix années. — Trib. de Tunis, 20 mars 1893, *J. T. F. T.*, 94, 489.

L'ancien droit musulman est seul applicable à la prescription acquisitive de la propriété d'un immeuble non immatriculé. Dans ce droit une action non poursuivie pendant un certain temps ne peut plus être reçue en justice.

Mais il est nécessaire, pour prescrire, de posséder à titre non précaire, il n'est besoin ni de bonne foi ni de juste titre. — Trib. de Tunis, 11 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 373.

La durée de la prescription acquisitive la plus courte en matière immobilière est, en droit musulman, de dix ans. Cette prescription court entre étrangers. — Trib. de Tunis, 24 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 93.

Intérêts

La prescription quinquennale édictée par les articles 2277 du code civil français et 2144 du code civil italien est applicable aux intérêts des prêts consentis entre Européens et Tunisiens. — Trib. de Sousse, 11 avril 1889, *J. T. F. T.*, 89, 67.

Kanoun

La prescription quinquennale de l'art. 2277 n'est pas applicable en Tunisie à l'impôt dit « Kanoun ». — Cass., 26 juillet 1894, *J. T. F. T.*, 94, 459.

Obligations. — Créancier-gagiste

En pays d'Orient les Européens, d'après d'anciennes coutumes, contractant entre eux suivant les lois de leur pays, la prescription applicable à une obligation contractée à Chypre entre Français est celle de trente ans et non celle de six ans de la loi anglaise. — Trib. de Tunis, 20 janvier 1890, *R. a.*, 90, 2, 201.

En droit tunisien la prescription extinctive des obligations est de quinze ans. — Trib. de Tunis, 15 juin 1891, *J. T. F. T.*, 91, 261.

La prescription ne court pas contre le créancier détenteur des titres de propriété qui lui sont remis soit comme hypothèque, soit comme nantissement, même sous forme de vente à réméré. — Trib. de Tunis, 22 janv. 1890, *J. T. F. T.*, 90, 69. — Il faut tout au moins pour qu'il en soit ainsi que le créancier prouve que le gage a été constitué avant que la prescription soit accomplie. — Trib. de Tunis, 27 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 446.

La législation d'après laquelle doit être réglée la durée de la prescription est celle sous l'empire de laquelle l'obligation a pris naissance. — Trib. de Tunis, 28 déc. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 143; 29 fév. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 413; 27 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 446.

Princes. — Puissants

En droit tunisien la prescription acquisitive ne court pas au profit des puissants si la propriété a été l'objet d'une dépossession violente et si la victime s'est trouvée dans un état de dépendance telle qu'elle ne pouvait, sans encourir des risques, protester contre l'entreprise commise contre elle. — Trib. de Tunis, 17 juillet 1893, *J. T. F. T.*, 94, 493.

Les princes peuvent, comme de simples particuliers, se prévaloir de la prescription, mais le juge peut en relever le créancier lorsqu'il s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir parce qu'il avait pour adversaire un homme puissant. — Trib. de Tunis, 17 mai 1890, *J. T. F. T.*, 94, 342; — 25 janv. 1892, *J. T. F. T.*, 94, 369; 11 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 373.

Taxes municipales

La prescription quinquennale n'est pas applicable aux taxes payables en un seul terme comme par exemple celles relatives à la contribution d'un propriétaire dans la construction d'une chaussée qui longe son immeuble. — Trib. de Tunis, 30 nov. 1891, *J. T. F. T.*, 93, 360.

La prescription applicable aux taxes municipales tunisiennes est celle du droit commun en Tunisie. Cette prescription est de quinze ans. — Alger, 26 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 338; Cass., 12 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 10.

PRINCES DU SANG

Capacité de contracter

La circulaire du bey régnant du 21 déc. 1859 aux consuls déclarant les princes du sang incapables de contracter est tombée en désuétude et a cessé depuis longtemps de recevoir son application.

Ce n'est donc qu'en vertu d'un décret spécial qu'un prince de la famille beylicale peut devenir incapable de contracter. Il en résulte que les actes faits par ce dernier antérieurement à ce décret sont valables. — Alger, 7 nov. 1891, *J. T. F. T.*, 92, 42.

PRIVILÈGE

Etat tunisien. — Mahsoulats. — Fermiers

D'après un usage ancien et constamment admis dans la Régence, le Trésor tunisien possède un privilège pour le recouvrement de ses créances de toute nature. Ce privilège porte sur tous les biens du débiteur. Il ne peut être primé que par les hypothèques constatées dans un acte authentique et ayant acquis date certaine avant la naissance des droits du Trésor. — Trib. de Tunis, 13 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 88; — 19 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 125.

Les fermiers des mahsoulats étant subrogés aux droits de l'Etat jouissent, pour le recouvrement des droits qui leur sont dus, du même privilège que le Trésor et peuvent l'exercer dans les mêmes conditions. — Trib. de Tunis, 15 juin 1893, *J. T. F. T.*, 94, 125.

Fournisseur de matériaux

Les lois et coutumes tunisiennes ne reconnaissent pas de privilège au fournisseur des matériaux employés à la construction ou à la réparation d'un immeuble.

C'est d'après ces lois et coutumes que cette question doit être jugée même entre Européens. — Trib. de Tunis, 29 juin 1891, *J. T. F. T.*, 92, 47.

Prêteur

La législation tunisienne ne confère aucun privilège à ceux qui ont prêté les deniers pour l'achat d'un immeuble.

Au surplus ce privilège ne saurait exister s'il n'est pas constaté d'une manière authentique que la somme prêtée était destinée à cet achat et s'il n'est pas établi par la quittance du vendeur que le paiement a été fait avec les deniers empruntés. — Trib. de Tunis, 4 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 274.

Vendeur

Le privilège du vendeur n'existe pas, en droit tunisien, pour les immeubles non immatriculés.

Le seul droit de préférence est celui qui résulte du gage immobilier. — Trib. de Tunis, 31 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 556.

Travaux publics. — Ouvriers

Les travaux exécutés pour les villes ou centres non érigés en communes et dotés seulement d'une commission municipale doivent être réputés travaux faits pour le compte de l'Etat. En conséquence les créances des fournisseurs et ouvriers des entrepreneurs doivent être privilégiées. — Trib. de Tunis, 13 fév. 1890, *J. T. F. T.*, 90, 318.

PROCÉDURE

Adjudication. — Demande en nullité

La demande en nullité d'une adjudication sur saisie immobilière doit être introduite non contre l'adjudicataire, mais contre le poursuivant par voie d'action principale. — Alger, 29 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 153.

Appel. — Délai

L'art. 9 de l'ordonnance du 16 avril 1843, qui donne un délai de soixante jours à la partie domiciliée à Tunis citée à comparaître devant un tribunal d'Algérie, n'est pas applicable au délai dans lequel doit être interjeté un appel entre personnes domiciliées en Tunisie ; ce délai est réglé conformément aux articles 56 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843. — Alger, 2 nov. 1888, *R. a.*, 88, 2, 472 ; 25 fév. 1890, *J. T. F. T.*, 90, 175.

La loi du 18 avril 1886 sur la procédure de divorce ayant été promulguée en Algérie sans réserve, le délai, en matière d'appel, est celui de deux mois fixé par l'art. 443 du code de procédure civile. — — Alger, 25 mars 1891, *R. a.*, 91, 2, 388.

Domaine public

Les actions intéressant le domaine public tunisien doivent être exercées par le directeur général des finances, mais il n'est pas interdit à ce fonctionnaire de faire suivre la procédure en son nom par un magistrat local, tel qu'un caïd. — Cass., 7 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 50.

Enquête

Aucune loi n'interdit en Algérie de procéder à une enquête en la forme ordinaire, mais il y a lieu, dans ce cas, de se conformer aux prescriptions du code de procédure civile, notamment des art. 256 et 257. — Alger, 15 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 292.

Folle-enchère

Il est de jurisprudence en Tunisie que la folle enchère ne peut être poursuivie qu'après la délivrance d'une seconde grosse, mais le fol-enchérisseur a le droit de s'opposer par voie de référé à la remise de cette seconde grosse et de faire valoir, devant le juge, ses moyens d'opposition à la poursuite de folle-enchère. — Trib. de Tunis, 26 déc. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 256.

Jugements correctionnels. — Appels

Les appels des jugements contradictoires rendus en matière correctionnelle par les juges de paix à compétence étendue doivent être faits, dans les dix jours de leur prononcé, par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement. — Trib. de Tunis, 19 mars 1895, *J. T.F. T.*, 95, 225.

La procédure et les formes à suivre devant le tribunal statuant sur appel d'un jugement correctionnel de justice de paix à compétence étendue étant celles tracées par le code d'instruction criminelle, il est nécessaire que, conformément à l'art. 202, un exposé de l'affaire soit fait à l'audience par un des juges siégeant. — Cass., 2 fév. 1893, *J. T. F. T.*, 93, 179.

Juridiction française

La procédure qui doit être suivie devant les juridictions françaises en Tunisie est celle de la loi française.

L'obligation, pour ces tribunaux, d'appliquer aux étrangers, dans certains cas, leur loi nationale, est

restreinte aux questions de fond. — Trib. de Tunis, 22 juin 1891, *J. T. F. T.*, 90, 262.

Mandataire

Le pouvoir général donné au mandataire chargé de poursuivre le recouvrement d'une créance, d'assigner devant tous tribunaux, d'obtenir et d'exécuter tous jugements et arrêts, etc., doit être considéré comme le mandat formel exigé par l'art. 3 de l'ordonnance du 16 avril 1843. — Cass., 19 juin 1859, *D. P.*, 59, 1, 65.

La citation remise à un mandataire général ou spécial est valable en Tunisie en vertu de l'art. 71 de l'ordonnance du 26 septembre 1842. — Alger, 15 nov. 1889, *J. T. F. T.*, 90, 250.

Municipalités

Les actions, autres que les actions possessoires, intentées contre les municipalités doivent, à peine de nullité, être précédées du dépôt, adressé au premier ministre, d'un mémoire exposant les faits et l'objet de la réclamation. Ce dépôt, fait postérieurement à la demande, ne couvre pas la nullité de celle-ci. — Trib. de Tunis, 27 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 198.

Nullité

L'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 qui permet au juge de prononcer ou de rejeter, suivant les circonstances, certaines nullités, ne concerne que celles qui peuvent résulter de la rédaction ou des énonciations incorrectes des actes d'exploit ou de procédure. Il ne s'applique pas aux déchéances ou forclusions encourues, faute d'accomplissement dans les délais légaux, de certaines formalités. — Trib. de Tunis, 22 fév. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 221.

Référé

C'est devant les tribunaux de première instance que doivent être portés les appels des ordonnances de référé rendues par les juges de paix à compétence étendue. — Trib. de Tunis, 23 juin 1891, *J. T. F. T.*, 91, 304; 12 oct. 1891, *J. T. F. T.*, 94, 487.

Saisie-arrêt. — Fonctionnaire tunisien

La procédure de saisie-arrêt instituée par le titre II de la loi française du 12 janvier 1895 pour les salaires et petits traitements est seule applicable en Tunisie pour les saisies-arrêts poursuivies devant la juridiction française. — Trib. de Tunis (référés), 2 avril 1895, *J. T. T. T.*, 95, 206.

Saisie réelle

La matière de l'ordre, de la transcription et de l'hypothèque n'étant pas organisée en Tunisie de la même manière qu'en France, on doit se borner, dans la procédure de saisie immobilière, à l'observation des principes généraux de la législation française qui peuvent recevoir application dans la Régence. — Alger, 14 juin 1892, *J. T. F. T.*, 93, 325.

On ne peut valablement procéder sur seconde saisie d'un immeuble non immatriculé lorsque mainlevée de la première saisie n'a pas été donnée. — Trib. de Tunis, 24 oct. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 553.

Succession algérienne. — Renonciation

Si les successions des Algériens sujets français sont régies par la loi musulmane, c'est la loi de procédure française qui régit les formes de la renonciation à succession. En conséquence est nul l'acte de renonciation fait par un Algérien devant les notaires tunisiens. — Trib. de Tunis, 20 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 303.

Surenchère

Le délai de distance imparti par l'article 2185 du code civil pour la surenchère du dixième doit être calculé, en Algérie, non d'après l'ordonnance du 16 avril 1843, mais d'après la loi du 3 mai 1862. — Alger, 1er juillet 1889, *R. a.*, 90, 2, 96.

Travaux publics

Le directeur général des travaux publics a seul qualité, en vertu de l'article 3 du décret beylical du 3 septembre 1882, pour représenter le gouvernement tunisien dans les affaires où son administration est intéressée. — Trib. de Tunis, 25 nov. 1886, *J. T. F. T.*, 95, 211.

PROMULGATION

Visa résidentiel. — Effets

Les décrets beylicaux visés et approuvés par le Résident de la République française à Tunis sont obligatoires pour les Français et protégés français dans la Régence. — Cass., 8 août 1889.

PROTECTION EUROPÉENNE

La protection diplomatique n'exerce aucune influence sur la loi à appliquer, en matière d'état civil et de succession, à l'israélite tunisien auquel elle a été accordée. — Trib. de Tunis, 1er juin 1887, *J. T. F. T.*, 94, 236; 11 janvier 1895, *J. T. F. T.*, 95, 128. Trib. de Sousse, 28 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 530.

Les Maronites et chrétiens d'Orient jouissent de la protection française et sont par conséquent justiciables des tribunaux français. — Trib. de Tunis, 14 déc. 1887, *J. T. F. T.*, 90, 239.

L'indigène protégé d'une puissance européenne reste soumis, en ce qui concerne son statut personnel, aux lois et coutumes locales. Par suite la majorité des israélites tunisiens protégés français reste fixée, pour les hommes, d'après le droit rabbinique, à treize ans. Ils deviennent à partir de cet âge, capables de contracter. — Trib. de Tunis, 11 juil. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 60.

Le sujet tunisien qui se prétend protégé d'une puissance européenne, spécialement protégé français, n'est recevable à établir cette qualité que par la production d'une patente de protection. Un passeport serait insuffisant. — Trib. de Tunis, 24 fév. 1891. *J. T. F. T.*, 93, 267. Alger, 27 juin 1893, *J. T. F. T.*, 93, 340.

Etablit suffisamment sa qualité de protégé français celui qui produit à l'appui de sa prétention un certificat de nationalité dressé par la Résidence générale de France à Tunis.

La délivrance de cette pièce rentre dans les pouvoirs discrétionnaires de l'autorité consulaire et il n'appartient pas au tribunal de l'annuler ou d'apprécier les motifs pour lesquels cette mesure a été prise. — Trib. de Tunis, 22 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 111.

La qualité de citoyen français ne résulte pas, pour un israélite, de la délivrance par l'autorité consulaire française en Tunisie, d'un certificat de nationalité valable pour un an.

Ce certificat ne saurait, en tous cas, prévaloir contre la présomption de nationalité tunisienne de l'israélite qui a toujours habité la Tunisie ainsi que ses parents qui y sont morts et qui n'a pas satisfait à la loi française sur le recrutement. — Trib. de Tunis, 28 juin 1894, *J. T. F. T.*, 94, 530.

La péremption d'un certificat de protection diplomatique par suite de non-paiement de la taxe à son échéance n'emporte pas, *ipso facto* et de plein droit, déchéance de la protection si le gouvernement protecteur ne retire pas cette protection ; et le renouvellement de la patente consentie après son échéance a pour effet de remettre le protégé dans la situation où il se trouvait avant. — Trib. de Sousse, 28 février 1895, *J. T. F. T.*, 95, 282.

PROTÊT

Traduction

Le protêt n'étant pas un acte de procédure, sa traduction n'est pas obligatoire. — Trib. de Sousse, 8 nov. 1894, *J. T.*, 94, 574.

R

RÉFÉRÉS

Le président du tribunal civil est incompétent pour statuer en matière de référé entre deux parties domiciliées dans un canton dont le juge de paix est investi de la compétence étendue. — Trib. de Tunis (référés), 3 juillet 1884, *J. T. F. T.*, 95, 193.

L'incompétence des présidents des tribunaux d'arrondissement, en matière de référé, dans les ressorts des justices de paix à compétence étendue, n'est pas d'ordre public ; elle doit donc être proposée formellement par le défendeur avant toutes défenses au fond. — Alger, 5 mai 1888, *R. a.*, 88, 2, 358. — Décidé au contraire que cette incompétence est d'ordre public : Trib. de Bougie (référés), 7 déc. 1887, *R. a.*, 88, 2, 321.

Le président du tribunal de Tunis est incompétent pour ordonner en référé les mesures urgentes et provisoires que comporte une demande en séparation de corps pendante entre sujets anglo-maltais, en ce qui concerne la garde des enfants et le domicile de la femme.— Alger, 30 mai 1888, *R. a.*, 88, 2, 394.

Lorsqu'une saisie-arrêt n'a pas été dénoncée conformément l'article 565 du code de procédure civile, le juge des référés peut, en constatant la nullité résultant de ce défaut de dénonciation, décider que l'exécution à laquelle on oppose cette saisie-arrêt sera poursuivie ou que le paiement sera fait. — Alger, 3 mai 1893, *J. T. F. T.*, 93, 337.

S

SERMENT

Le serment doit être prêté devant les tribunaux civils selon les prescriptions de la loi, sans que le tribunal doive s'arrêter à la religion des parties.

Le serment d'un musulman dans une mosquée ne pourrait d'ailleurs être reçu par un magistrat français, l'entrée des mosquées étant interdite, en Tunisie, aux non-musulmans. — Trib. de Tunis, 22 nov. 1886, *J. T. F. T.*, 89, 31 ; 4 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 73; 16 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 276.

Le serment déféré à un musulman doit être prêté en la forme musulmane, dans une mosquée ou sur le tombeau d'un marabout. — Alger, 21 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 73, — Jurisprudence de la cour d'Alger.

Le musulman auquel le serment décisoire a été déféré par son adversaire n'est pas tenu de le prêter à la mosquée et il doit être admis à le prêter devant le juge dans la forme ordinaire. — Trib. de Sousse, 31 janvier 1895, *J. T. F. T.*, 95, 207.

SERVITUDES MILITAIRES

Les servitudes militaires ne sont opposables aux propriétaires des fonds qui en sont grevés qu'après homologation du procès-verbal de la zone par un décret beylical rendu sur la proposition du ministre de la guerre et avec l'assentiment du gouvernement français, conformément aux articles 20 et 22 du décret beylical du 2 septembre 1886. — Trib. de Sousse, 25 mai 1889, *J. T. F. T.*, 89, 200.

SUCCESSIONS

Curateur. — Gestion

Le fait que le curateur à une succession vacante a été relevé de ses fonctions à la suite de la contestation de la nationalité étrangère du *de cujus* n'a pas pour résultat de faire tomber rétroactivement tous les actes passés ou exécutés au cours de sa gestion, qui doivent être maintenus. — Trib. de Tunis, 11 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 367.

Dettes. — Sous-seings privés

Des reconnaissances de dettes sous signatures privées ne peuvent être opposées aux héritiers du débiteur lorsque le demandeur ne prouve pas que les défendeurs ont fait adhésion d'hérédité. — Alger, 20 déc. 1890, *J. T. F. T.*, 93, 27.

Habous

Le bénéficiaire d'un bien habous tient ses droits de l'acte de constitution et non de la succession du précédent dévolutaire. En conséquence, s'il est l'héritier de ce dernier, il n'est tenu de payer les dettes de la succession que sur l'actif de celle-ci et non sur les revenus du habous. — Trib. de Tunis, 30 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 357.

Loi applicable. — Séparation des patrimoines

Les successions, en Tunisie, sont régies par la loi nationale du défunt. — Trib. de Tunis, 24 fév. 1889, *J. T. F. T.*, 89, 12.

La loi successorale est la loi nationale du défunt, toute succession étant régie par le statut personnel mais la procédure à suivre pour l'exercice des actions intentées au sujet du règlement d'une succession devant un tribunal français est réglée exclusivement par la loi française.

L'effet de la séparation des patrimoines doit, en ce qui concerne les immeubles successoraux, être apprécié conformément à la loi qui régit ces immeubles. — Trib. de Tunis, 13 août 1890, *J. T. F. T.*, 2, 91, 60 ; 11 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 307.

L'action en séparation des patrimoines ne peut être exercée contre la succession d'un étranger qu'autant que sa loi nationale reconnaît ce droit, et elle ne peut l'être que selon les formes de la procédure française. — Trib. de Sousse, 13 mars 1890, *R. a.*, 90, 2, 457.

Prétendants droits. — Scellés

Le certificat de nationalité, délivré par le consul de France à la fille d'un israélite algérien décédé, constitue en sa faveur un titre suffisant pour l'autoriser à requérir l'apposition et la levée des scellés au moment où s'ouvre la succession.

Le juge des référés qui exigerait d'elle d'autres justifications manquerait aux règles de sa propre compétence en entreprenant sur les pouvoirs des juges du fond. — Alger, 30 janv. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 262.

Renonciation

La renonciation à une succession doit être faite au greffe de la justice de paix de la circonscription où la succession s'est ouverte.

En Tunisie la renonciation à une succession ne saurait être valablement faite au consulat d'Italie. Justice de paix du canton nord de Tunis, 17 nov. 1894, *J. T. F. T.*, 95, 151.

Successions musulmanes. — Dettes

Dans la coutume musulmane les héritiers ne sont tenus des dettes de la succession que jusqu'à concurrence des forces de cette succession qu'ils ont recueillies. Ils n'en sont point tenus, si les biens meubles et immeubles ont été vendus au profit des créanciers successoraux et s'ils n'ont recueilli que des biens habous dont ils n'ont pas la propriété. — Alger, 5 mai 1892, *J. T. F. T.*, 93, 234. Trib. de Tunis, 30 mai 1894, *J. T. F. T.*, 94, 357.

En droit musulman comme d'ailleurs en droit français et nonobstant toute acceptation ou répudiation de la succession, les dettes du *de cujus* se divisent de plein droit entre les héritiers qui n'en sont tenus chacun que pour leur part et portion virile. — Alger, 21 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 236 ; 28 déc. 1892, *J. T. F. T.*, 93, 237.

Successions vacantes

Une succession est réputée vacante en Algérie lorsqu'il n'existe pas d'héritiers connus présents.— Alger, 13 juillet 1893, *J. T. F. T.*, 94, 208..... ou que l'existence d'un héritier présent ne s'est pas révélée. — Trib. de Tunis, 11 avril 1894, *J. T. F. T.*, 94, 307.

T

TAXES MUNICIPALES

Recouvrement

Les municipalités peuvent agir, pour le recouvrement de leurs impôts contre des sujets tunisiens, soit par ministère d'huissier, soit par voie de contrainte par corps. — Trib. de Tunis, référés, 6 août 1890, *J. T. F. T.*, 91, 30.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre de la guerre est seul compétent, sauf recours au Conseil d'Etat, pour statuer sur une contestation relative à des travaux exécutés en Tunisie pour le compte de son département et payés par le budget français. — Conseil d'Etat, 21 déc. 1888, *R. a.*, 91, 2, 483.

Le décret du 27 nov. 1888, qui donne compétence, pour les matières administratives, aux juridictions de droit commun instituées dans la Régence, ne contenant aucune restriction en ce qui concerne le juge des référés, et ce juge étant le délégué du tribunal pour toutes les mesures d'urgence, il lui appartient d'ordonner une expertise dans une contestation pendante entre l'administration et un entrepreneur de travaux publics. — Trib. de Tunis, référés, 4 juillet 1891, *R. a.*, 91, 2, 492.

TRIBUNAL CRIMINEL

Assesseurs

L'accusé étranger peut renoncer à être jugé par trois assesseurs étrangers ou indigènes et deman-

der à être jugé par six assesseurs français. — Cass., 24 déc. 1886, *J. T. F. T.*, 89, 132.

L'omission ou l'irrégularité de la notification, à l'accusé, de la liste des assesseurs, entraîne la nullité du jugement qui a suivi. — Cass., 24 juin 1887, *J. T. F. T.*, 90, 25.

Le serment que doivent prêter les assesseurs des tribunaux criminels en Tunisie est celui prévu par l'article 312 du code d'instruction criminelle. — Cass., 29 juin 1889, *J. T. F. T.*, 89, 164.

Une communication au dehors des assesseurs à un tribunal criminel ne saurait à elle seule emporter la peine de nullité; il faudrait encore qu'il apparût que la communication des assesseurs avec le public a été de nature à porter atteinte aux droits de la défense. — Cass., 23 fév. 1894, *J. T. F. T.*, 94, 258. (Pourvoi contre un jugement du tribunal criminel de Nouméa).

Compétence

Le tribunal criminel de Tunis est seul compétent pour connaître d'un crime de vol qualifié commis au préjudice d'un officier français par un Tunisien non militaire ou assimilé. — Cass., 2 juin 1892, *J. T. F. T.*, 92, 198.

Débats

Il n'est pas nécessaire de dresser procès-verbal des débats. — Cass., 14 juin 1890, *J. T. F. T.*, 90, 206.

Experts

Des experts commis dans une instance criminelle ne peuvent légitimement procéder à leur mission qu'après avoir prêté le serment prescrit par l'art. 44 du code d'instruction criminelle.

Le serment prêté au cours de l'expertise ne saurait couvrir l'irrégularité de celle-ci.

Le serment doit être prêté devant le tribunal entier si le jugement ne commet pas un magistrat pour le recevoir.

Un expert ne peut pas plus être entendu à titre de renseignement sans prestation de serment devant un tribunal criminel en Tunisie qu'il ne pourrait l'être en France devant une cour d'assises. — Cass., 28 déc. 1893, *J. T. F. T.*, 94, 35.

Interprète. — Traduction

Encourt la cassation le jugement rendu dans une affaire criminelle où il a dû être fait appel à un interprète, et qui ne porte pas constatation soit d'une manière générale que l'interprète a prêté son concours aux débats toutes les fois que cela était utile, soit d'une manière spéciale que les dépositions des témoins ont été traduites aux membres du tribunal. Cass., 30 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 481. (Pourvoi contre un jugement du tribunal criminel de Mitho.)

La lecture de la déclaration de la cour réunie aux assesseurs doit être traduite aux accusés lorsque ceux-ci ne parlent pas la langue française, lors même que les défenseurs des accusés auraient déclaré renoncer à cette traduction. Cette formalité est substantielle et d'ordre public. — Cass., 24 janv. 1895, *J. T. F. T.*, 95, 186. (Pourvoi contre un arrêt de la cour criminelle de l'Inde).

Jugements

Les jugements rendus par le tribunal de Tunis, statuant au criminel, doivent être rendus publiquement et porter avec eux la preuve de l'accomplissement de cette formalité à peine de nullité.

Cette preuve ne peut résulter du procès-verbal signé par le président et le greffier constatant que l'instruction a été publique et que le jugement a été rendu publiquement. — Cass., 11 juin 1886, *J. T. F. T.*, 89, 7; 22 mars 1888, *J. T. F. T.*, 89, 90.

La présence au siège du juge qui a procédé à l'instruction du procès ne vicie pas le jugement. — Cass., 29 déc. 1887, *J. T. F. T.*, 89, 112.

L'omission de la constatation des conclusions du ministère public sur un incident soulevé, au cours de l'audience, par le défenseur de l'accusé, entraîne nullité du jugement qui a suivi. Cass., 29 juin 1889, *J. T. F. T.*, 89, 90.

Plan des lieux

N'est pas nul le jugement rendu parce qu'il n'a pas été délivré à l'accusé copie du plan des lieux où le crime a été commis, alors qu'il n'est pas allégué que cette copie aurait été refusée. — Cass., 29 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 398.

Président

Le président du tribunal criminel, usant du pouvoir que lui confère l'art. 303 du code d'instruction criminelle, peut, après l'arrêt de renvoi et avant les débats, ordonner un complément d'instruction. — Cass., 26 avril 1890, *R. a.*, 90, 2, 506.

Les présidents des tribunaux criminels ne jouissent pas du pouvoir discrétionnaire accordé par le code d'instruction criminelle aux présidents des cours d'assises en France et en Algérie. — Cass., 21 mars 1889, *J. T. F. T.*, 89, 75.

Procédure

La procédure qui doit être suivie en Tunisie, devant les tribunaux criminels, est celle édictée par le code d'instruction criminelle jusqu'à l'ouverture des débats. — Cass., 26 avril 1890, *R. a.*, 90, 2, 506.

Témoins

Le serment que doivent prêter les témoins devant les tribunaux criminels est celui de l'art. 155 du code d'instruction criminelle et non celui de l'article 317. — Cass., 23 sept. 1886, *J. T. F. T.*, 89, 29; 22 mars 1888, *J. T. F. T.*, 89, 90; 28 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 396.

Le ministère public est seul juge de la désignation des témoins qu'il doit faire entendre dans l'intérêt de l'accusation ou de la défense. — Cass., 29 déc. 1887, *J. T. F. T.*, 89, 112.

La formule de serment prescrite par l'art. 155 du code d'instruction criminelle est sacramentelle et il ne peut y être apporté aucune restriction.

On ne peut, en conséquence, faire état de la déposition de témoins qui ont juré de dire « la vérité, rien que la vérité », alors que le serment doit être prêté de dire « toute la vérité, rien que la vérité ». — Cass., 29 août 1890, *J. T. F. T.*, 90, 234.

Un témoin ne peut être entendu devant un tribunal criminel à titre de simple renseignement sans prêter serment. — Cass., 25 mars 1892, *J. T. F. T.*, 92, 141. (Cet arrêt annule un jugement du tribunal criminel de Nouméa).

Il n'y a pas nullité dans le fait que des témoins ont déposé sans prêter serment et que le président n'a pas averti les assesseurs de leur qualité de dénonciateurs. — Cass., 28 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 396.... surtout lorsque cette circonstance est relatée dans l'acte d'accusation. (Même arrêt.)

Le fait que les témoins ne seraient pas restés, avant leur audition, dans une chambre à ce destinée, n'entraîne pas nullité du jugement rendu. (Même arrêt.)

V

VINS D'ALGÉRIE

Fermentation

La fermentation est habituelle aux vins d'Algérie expédiés; elle se produit deux ou trois mois après le décuvage et peut s'augmenter pendant le voyage; mais elle n'est pas une cause de refus de la part de l'acheteur qui peut, par certains soins, ramener ces vins à une qualité loyale et marchande. — Dijon, 7 août 1894, *J. T. F. T.*, 94, 483.

VOITURIERS

Titres notariés

Les obligations et titres de créances dressés par les notaires tunisiens doivent, en cas de perte, être assimilés, au point de vue de la responsabilité du voiturier transporteur de bagages, à des objets précieux ou à des valeurs de bourse.

En conséquence le voiturier ne peut être rendu responsable de leur perte, si leur existence dans les bagages ne lui a pas été signalée et s'il n'a pas été mis en demeure de donner à leur conservation des soins spéciaux et particuliers. — Trib. de Tunis, 21 mars 1895, *J. T. F. T.*, 95, 226.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des Lois, Décrets et Arrêtés

INSÉRÉS DANS LE DICTIONNAIRE DE LA LÉGISLATION TUNISIENNE

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1842	1258		
1er novembre	27 ramadan	Grande mosquée.	276
novembre	chaoual	Bit-el-Mâl	42
1845	1261		
22 décembre	22 hidjé	Khodors	387
1846	1262		
23 janvier	25 moharrem	Esclavage	227
1856	1273		
14 novembre	16 rabia-el-aoual	Justice tunisienne (chara)	368
1857	1274		
10 septembre	20 moharrem	Organisation politique	444
30 —	10 sfar	Dîme des huiles.	134
décembre	djoumadi-el-aoual	Id.	135
1858	1275		
30 août	20 moharrem	Communes.	82
1860	1276		
16 janvier	22 djoumadi-ettani	Décorations tunisiennes.	127
20 juin	1er hidjé	Organisation politique	445
	1277		
12 octobre	26 rabia-el-aoual	Kanoun	382
13 novembre	28 rabia-ettani	Vins et spiritueux	619
1861			
26 avril	15 chaoual	Droit civil et pénal tunisien	168
26 —	15 —	Organisation politique	445
26 juin	17 hidjé	Fondouk el Ghalla de Tunis	255
1862	1278		
13 mars	12 ramadan	Bijouterie	37
25 avril	25 chaoual	Kanoun	383
1863			
10 octobre		Traités.	593
1865	1282		
31 décembre	12 châban	Droits de chancellerie.	167
1866	1283		
13 janvier		Traités.	595
27 juin		Id.	595
juillet	rabia-el-aoual	Organisation politique	447
1868	1285		
4 novembre	18 redjeb	Dîme des céréales.	130
11 —	25 —	Notariat.	432
1869	1286		
4 octobre	27 djoumadi-ettani	Medjba	412
6 novembre	1er châban	Kanoun	383
6 —	1er —	Id.	384
6 —	1er —	Id.	384

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1870	1287		
15 mai	13 sfar	Droit civil et pénal tunisien	193
19 —	17 —	Ghaba	274
19 —	17 —	Id.	275
24 —	22 —	Habous	287
27 septembre	1er redjeb	Grande mosquée	277
13 octobre	17 —	Medjba	413
16 —	20 —	Chaux et briques	68
26 —	30 —	Grande mosquée	277
2 novembre	7 châban	Dîme des céréales	131
1871			
13 janvier	20 chaoual	Fondouk des huiles de Tunis	260
16 mars	23 hidjé	Bijouterie	37
	1288		
19 avril	28 moharrem	Domaine de l'Etat	136
24 mai	4 rabia-el-aoual	Bit-el-Mâl	43
24 —	4 —	Kanoun	384
25 —	5 —	Medjba	413
6 juin	17 —	Kanoun	384
11 juin	22 rabia-el-aoual	Dar el Geld	123
25 —	6 rabia-ettani	Bit-el-Mâl	43
25 —	6 —	Dîme des céréales	132
27 juillet	9 djoumadi-el-aoual	Droit civil et pénal tunisien	193
13 août	26 —	Medjba	414
août	djoumadi-ettani	Dîme des céréales	132
20 septembre	5 redjeb	Medjba	414
12 octobre	27 —	Savon	573
8 novembre	24 châban	Timbre	589
31 décembre	18 chaoual	Caïds et cheiks	51
1872	1289		
25 mars	15 moharrem	Timbre	591
26 —	16 —	Kanoun	384
10 avril	1er sfar	Timbre	591
23 juillet	17 djoumadi-el-aoual	Timbre	591
3 septembre	29 djoumadi-ettani	Justice tunisienne (rabbins)	381
1er octobre	28 redjeb	Bijouterie	38
9 —	6 châban	Id.	38
24 —	21 —	Caïds et cheiks	51
10 décembre	9 chaoual	Bijouterie	38
25 —	24 —	Kanoun	384
1873			
15 janvier	16 kâda	Bijouterie	38
20 —	21 —	Bijouterie	38
27 février	29 hidjé	Kanoun	384
	1290		
18 mars	18 moharrem	Kanoun	385
15 mai	17 rabia-el-aoual	Timbre	591
25 —	27 —	Dîme des céréales	133
27 —	29 —	Caroube sur la valeur locative	58
18 juin	21 rabia-ettani	Timbre	591
2 juillet	6 djoumadi-el-aoual	Justice tunisienne (driba et caïds)	376
8 —	12 —	Kanoun	385
2 août	7 djoumadi-ettani	Caïds et cheiks	52
13 —	18 —	Timbre	591
3 septembre	10 redjeb	Dîme des huiles	135
12 —	19 —	Timbre	591
15 décembre	24 chaoual	Dîme des huiles	136

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1874	1291		
3 mars	14 moharrem	Bijouterie	39
19 —	30 —	Habous	287
19 —	30 —	Mahsoulats	395
6 avril	18 sfar	Justice tunisienne (chara)	369
13 —	25 —	Agriculture	3
15 —	27 —	Dar el Geld	124
4 mai	17 rabia-el-aoual	Mahsoulats	395
20 —	3 rabia-ettani	Caroube sur la valeur locative	59
22 —	5 —	Habous	289
27 —	10 —	Grande mosquée	277
2 juin	16 —	Habous	289
27 —	12 djoumadi-el-aoual	Dîme des céréales	133
1er juillet	16 —	Agriculture	10
28 novembre	15 chaoual	Habous	294
29 —	19 —	Agriculture	11
1er décembre	21 —	Habous	294
22 —	13 kâda	Justice tunisienne (chara)	370
27 —	18 —	Id. id.	370
27 —	18 —	Pêche	457
1875			
8 janvier	30 —	Notariat	432
13 —	5 hidjé	Enseignement public	200
31 —	23 —	Tabac	584
2 février	25 —	Caïds et cheiks	52
	1292		
8 février	2 moharrem	Justice tunisienne (chara)	370
17 —	11 —	Habous	295
22 —	16 —	Caïds et cheiks	52
22 —	16 —	Mahsoulats	396
25 —	19 —	Dîme des céréales	134
24 avril	18 rabia-el-aoual	Mahsoulats	396
25 —	19 —	Timbre	591
18 mai	12 rabia-ettani	Bibliothèques publiques	36
19 juillet		Traités	595
1er septembre	30 redjeb	Timbre	592
2 —	1er châban	Notariat	435
10 novembre	11 chaoual	Kanoun	385
15 —	16 —	Vins et spiritueux	629
16 —	17 —	Notariat	435
29 —	30 —	Agriculture	11
1er décembre	3 kâda	Notariat	435
18 —	20 —	Terres sialines	585
26 —	28 —	Grande mosquée	277
1876			
22 janvier	25 hidjé	Grande mosquée	284
	1293		
30 janvier	3 moharrem	Notariat	436
29 février	3 sfar	Medjba	415
24 mars	27 —	Timbre	592
26 avril	1er rabia-ettani	Gendarmerie tunisienne	270
27 —	2 —	Caïds et cheiks	52
1er mai	6 —	Id.	52
27 —	30 —	Justice tunisienne (chara)	370
25 août	4 châban	Savon	573
20 septembre	1er ramadan	Bijouterie	39
6 novembre	18 chaoual	Kanoun	385

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1876	1293		
7 novembre	19 chaoual	Id.	385
14 —	26 —	Notariat	436
19 décembre	2 hidjé	Timbre	592
1877			
12 janvier	26 —	Caïds et cheiks	53
15 —	29 —	Mahsoulats	396
	1294		
18 mars	3 rabia-el-aoual	Finances	240
14 août	4 châban	Mahsoulats	396
20 septembre	12 ramadan	Kanoun	385
21 novembre	15 kâda	Ghaba	276
1878	1295		
9 mars	5 rabia-el-aoual	Notariat	436
10 —	6 —	Bijouterie	39
12 juillet	12 redjeb	Grande mosquée	295
30 octobre	4 kâda	Notariat	436
25 novembre	30 —	Droit civil et pénal tunisien	193
1879	1296		
20 janvier	25 moharrem	Assistance publique	30
26 mai	4 djoumadi-ettani	Pêche	457
26 —	4 —	Id.	457
27 —	5 —	Bit-el-Mâl	43
6 août	17 châban	Notariat	436
13 —	24 —	Mont-de-Piété	421
22 octobre	6 kâda	Fondouk el Ghalla de Tunis	256
13 novembre	28 —	Notariat	437
16 —	1er hidjé	Habous	295
11 décembre	26 —	Notariat	437
1880	1297		
4 février	22 sfar	Notariat	437
24 mars	12 rabia-ettani	Bibliothèques publiques	37
28 —	16 —	Habous	296
28 —	16 —	Id.	297
7 juin	28 djoumadi-ettani	Id.	297
20 juillet	12 châban	Bijouterie	39
17 septembre	12 chaoual	Id.	41
25 octobre	21 kâda	Caïds et cheiks	54
2 novembre	29 —	Bijouterie	41
novembre	hidjé	Emprisonnement pour dettes	199
1881	1298		
12 janvier	10 sfar	Caïds et cheiks	54
1er avril	30 rabia-etttani	Tabac	584
12 mai		Traités	603
25 —	25 djoumadi-ettani	Mahsoulats	396
27 —		Organisation politique	447
9 juin	11 redjeb	Id.	447
15 —	17 —	Monts-de-Piété	422
26 octobre	2 hidjé	Medjba	415
	1299		
1er décembre	9 moharrem	Domaine de l'Etat	136
1882			
4 janvier	14 sfar	Prises sur l'ennemi	543
20 mars	1er djoumadi-el-aoual	Douanes	144
22 avril		Organisation politique	448
7 juin	21 redjeb	Caroube sur la valeur locative	59
10 —	24 —	Armée française	25

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1882	1299		
1er juillet		Armée française.	25
11 —	25 châban	Douanes.	146
4 septembre	21 chaoual	Travaux publics	607
4 novembre	23 hidjé	Finances.	240
7 —	26 —	Antiquités et objets d'art.	20
	1300		
12 novembre	1er moharrem	Fondouk des huiles de Tunis.	261
10 décembre	29 —	Décorations tunisiennes.	127
10 —	29 —	Servitudes militaires	581
23 —	12 sfar	Sel	575
1883			
14 janvier	5 rabia-el-aoual	Décorations tunisiennes.	128
18 —	9 —	Armes	28
27 —	18 —	Promulgation	547
4 février	26 —	Administration générale	1
11 —	3 rabia-ettani	Bit-el-Mâl.	43
13 février	5 rabia-ettani	Grande mosquée	286
17 —	9 —	Pâturage.	455
12 mars	3 djoumadi-el-aoual	Finances.	241
19 —	10 —	Habous.	298
14 avril		Justice française (justices de paix) . . .	361
18 —	10 djoumadi-ettani	id. (organisation)	364
19 —	11 —	Medjba.	415
5 mai	27 —	Justice française (compétence).	358
6 —	28 —	Enseignement public	204
16 —	9 redjeb	Pèlerins	458
8 juin		Traités.	603
28 —	23 châban	Forêts	262
25 juillet	20 ramadan	Travaux publics	607
18 août	15 chaoual	Pêche	457
19 octobre	17 hidjé	Postes militaires	511
	1301		
17 décembre	17 sfar	Ports et rades.	484
29 —		Justice française (tribunal criminel). . .	366
1884			
25 janvier		Traités.	604
6 février	9 rabia-ettani	Justice tunisienne (ouzara).	377
mars	djoumadi-el-aoual	Armée française.	27
4 —	7 —	Fondouk el Ghalla de Tunis.	256
12 —	15 —	Caïds et cheiks	54
12 —	15 —	Chasse.	68
12 —	15 —	Commerce.	72
12 —	15 —	Id.	72
3 avril	7 djoumadi-ettani	Caïds et cheiks	54
4 —	8 —	Justice tunisienne (driba et caïds). . . .	377
7 mai	12 redjeb	Chemins de fer	71
7 —	12 —	Id.	71
11 —	16 —	Caïds et cheiks	55
17 —		Extradition	239
26 —	1er châban	Finances.	244
26 —	1er —	Ports et rades.	485
3 juin	9 —	Fondouk des huiles de Tunis.	261
10 —	16 —	Communes	83
11 —	17 —	Caïds et cheiks	55
18 —		Justice française (assistance judiciaire) .	356
20 —	26 —	Timbre	592

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1884	1301		
8 juillet	15 ramadan	Communes	83
16 —	23	Id.	83
23 —	30 —	Jeux de hasard	356
30 —	8 chaoual	Inhumations	354
31 —	9 —	Justice française (compétence)	359
6 août	13 —	Serment	576
1er septembre	11 kâda	Chaux et briques	69
17 —	27 —	Dar el Geld	124
22 —	2 hidjé	Caïds et cheiks	56
23 —	3 —	Communes	83
2 octobre		Finances	248
3 —	14 —	Douanes et monopoles	149
3 —	14 —	Id.	164
3 —	14 —	Exportation	234
3 —	14 —	Id.	234
3 —	14 —	Id.	234
4 —		Contrôle civil	119
12 —	23 —	Caïds et cheiks	56
14 —	25 —	Presse	537
15 —	26 —	Maghzen	388
15 —	26 —	Id.	389
15 —	26 —	Id.	390
	1302		
20 —	1er moharrem	Finances	249
21 —	2 —	Id.	250
1er novembre		Contrôle civil	119
2 —	14 —	Commerce	72
2 —	14 —	Gendarmerie tunisienne	270
4 —	16 —	Grande mosquée	286
10 —		Promulgation	548
12 —	24 —	Caïds et cheiks	56
18 —	1er sfar	Importations	350
18 —	1er —	Notariat	437
18 —	1er —	—	437
15 décembre		Promulgation	548
16 —	29 —	Justice tunisienne (ouzara)	377
1885			
10 janvier	24 rabia-el-aoual	Droit civil et pénal tunisien	194
16 —	30 —	Emprisonnement pour dettes	199
16 —	30 —	Ports et rades	486
20 —	4 rabia-ettani	Notariat	437
25 —	9 —	Justice tunisienne (ouzara)	378
1er février	16 —	Caïds et cheiks	57
1er —	16 —	Emprisonnement pour dettes	199
1er —	16 —	Finances	250
3 —	18 —	Epizooties	222
14 —	29 —	Administration générale	1
14 —	29 —	Justice tunisienne (ouzara)	379
20 —	6 djoumadi-el-aoual	Santé maritime	559
21 —	7 —	Id.	567
22 —	8 —	Bibliothèques publiques	37
7 mars	21 —	Armée française	27
7 —	21 —	Epizooties	223
8 —	22 —	Antiquités et objets d'arts	21
8 —	22 —	Bibliothèques publiques	37
25 —	9 djoumadi-ettani	Musées	430

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1885	1302		
1er avril	16 djoumadi-ettani	Communes	84
4 —	19 —	Notariat	437
18 —	4 redjeb	Importations	350
3 mai	19 —	Id.	350
19 —	5 châban	Inhumations	355
26 —	12 —	Gendarmerie tunisienne	271
27 —	13 —	Justice tunisienne (ouzara)	380
30 —	16 —	Caïds et cheiks	57
30 —	16 —	Maghzen	390
juin	châban	Prisons	543
10 —	27 —	Communes	103
14 —		Législations	388
17 —	5 ramadan	Gendarmerie tunisienne	272
20 —	8 —	Bijouterie	42
23 —		Organisation politique	448
25 —	13 —	Exportation	234
25 —	13 —	Id.	234
25 —	13 —	Id.	234
25 —	13 —	Id.	235
27 —	15 —	Enseignement public	204
30 —		Bibliothèques publiques	37
1er juillet	19 —	Enseignement public	204
1er —	19 —	Immeubles	308
5 —	23 —	Mahsoulats	397
22 —	10 chaoual	Santé maritime	568
24 —	12 —	Mahsoulats	397
4 août	23 —	Prisons	544
5 —	24 —	Agriculture	11
12 —	2 kâda	Importations	350
15 —		Justice française (justices de paix)	361
24 —	14 —	Justice tunisienne (ouzara)	381
2 septembre	23 —	Justice française (compétence)	359
15 —	6 hidjé	Passeports	453
16 —	7 —	Maghzen	393
24 —	15 —	Domaine public	141
26 —	17 —	Commerce	72
	1303		
12 octobre	4 moharrem	Tabac	584
20 —	12 —	Armes	28
20 —	12 —	Poudres et explosifs	536
7 novembre	30 —	Exportation	235
18 —	11 sfar	Forêts	262
24 —	17 —	Notariat	438
28 —	21 —	Musées	430
2 décembre	24 —	Passeports	454
12 —	6 rabia-el-aoual	Servitudes militaires	581
13 —	7 —	Assistance publique	32
1886			
2 janvier	27 —	Enseignement public	205
5 —	30 —	Vins et spiritueux	619
30 —	25 rabia-ettani	Notariat	438
2 février	28 —	Enseignement public	207
2 —	28 —	Id.	208
13 —		Id.	208
17 —	13 djoumadi-el-aoual	Domaine de l'Etat	137
17 —	13 —	Finances	251

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1886	1303		
17 février	13 djoumadi-el-aoual	Pèlerins	458
2 mars	21 —	Sel	575
7 —	1er djoumadi-ettani	Antiquités et objets d'art	21
16 —		Enseignement public	209
16 —	11 —	Pêche	457
10 avril	6 redjeb	Droit civil et pénal tunisien	194
17 —	13 —	Timbre	592
21 —	17 —	Service topographique	576
22 —		Id.	577
1er mai	27 —	Service topographique	579
2 —	28 —	Ports et rades	486
4 —	30 —	Législations	388
8 —		Justice tunisienne (chara)	376
23 —	19 châban	Habous	298
14 juin	12 ramadan	Enseignement public	209
14 —	12 —	Immeubles	335
14 —	12 —	Service topographique	580
14 —	12 —	Tribunal mixte	618
24 —		Honneurs et préséance	304
29 —	27 —	Etat civil	230
19 juillet		Justice française (organisation)	366
21 —	20 chaoual	Finances	251
27 —	25 —	Commerce	73
10 août	10 kâda	Pesage public	463
11 —	11 —	Habous	298
16 —	16 —	Caïds et cheiks	57
20 —	20 —	Forêts	263
2 septembre	3 hidjé	Domaine militaire français	137
2 —	3 —	Servitudes militaires	581
5 —	6 —	Ports et rades	486
7 —	8 —	Droit civil et pénal tunisien	195
15 —	16 —	Ports et rades	487
	1304		
29 —	1er moharrem	Notariat	438
10 octobre	12 —	Communes	103
12 —	14 —	Agriculture	11
13 —	15 —	Etat civil	233
20 —	22 —	Armée française	27
22 —	24 —	Dîme des huiles	136
26 —	28 —	Notariat	438
11 novembre	14 sfar	Forêts	263
23 —	26 —	Notariat	438
15 décembre	19 rabia-el-aoual	Habous	298
20 —		Enseignement public	209
20 —		Id.	211
24 —		Contrôle civil	119
1887			
2 janvier	7 rabia-ettani	Cautionnements	63
11 —	16 —	Exportation	235
24 —	30 —	Communes	103
24 —	30 —	Id.	103
24 —	30 —	Id.	104
28 —		Contrôle civil	120
31 —	7 djoumadi-el-aoual	Communes	104
31 —		Honneurs et préséance	306
1er février		Contrôle civil	120

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1887	1304		
15 février	22 djoumadi-el-aoual	Justice française (compétence)	359
15 mars		Justice française (justice de paix)	361
29 —	4 redjeb	Esclavage	228
9 avril	16 —	Notariat	441
13 —	20 —	Justice tunisienne (chara)	376
21 —	28 redjeb	Communes	105
24 —	1er châban	Gendarmerie tunisienne	272
24 —	1er —	Id.	272
6 mai	13 —	Id.	272
6 juin	14 ramadan	Agriculture	11
15 —	23 —	Notariat	442
26 —	4 chaoual	Ports et rades	488
9 juillet		Contrôle civil	120
13 —	22 —	Communes	105
15 —		Contrôle civil	120
22 —		Id.	120
29 —		Naturalisation française	431
30 —	10 kâda	Communes	105
9 août	20 —	Mashoulats	397
13 —	24 —	Agriculture	11
13 —	24 —	Gendarmerie tunisienne	272
13 —	24 —	Mashoulats	398
14 —	25 —	Agriculture	12
21 —	1er hidjé	Décorations tunisiennes	128
12 septembre	24 —	Notariat	442
13 —	25 —	Communes	105
	1305		
19 —	1er moharrem	Droit civil et pénal tunisien	195
25 —	7 —	Communes	105
26 —	8 —	Domaine public	142
29 —	11 —	Gendarmerie tunisienne	272
1er octobre	13 —	Id.	272
1er —		Justice française (avocats)	358
13 —	25 —	Postes et télégraphes	511
25 —	8 sfar	Mahsoulats	401
25 —	8 —	Id.	401
29 —		Justice française (justices de paix)	361
4 novembre	18 —	Habous	298
6 —	20 —	Santé maritime	568
8 —	22 —	Caroube sur la valeur locative	62
13 —	27 —	Agriculture	12
20 —	3 rabia-el-aoual	Immeubles	341
20 —	3 —	Mahsoulats	401
26 —		Justice française (justices de paix)	362
28 —	13 —	Agriculture	12
28 —	13 —	Id.	16
1er décembre		Justice française (organisation)	366
5 —	19 —	Gendarmerie tunisienne	273
17 —	1er rabia-ettani	Exportation	235
17 —	1er —	Caïds et cheiks	57
1888			
8 janvier	24 —	Timbre	592
18 —		Justice française (justices de paix)	362
21 —	7 djoumadi-el-aoual	Communes	107
26 —	12 —	Medjba	415
29 février	17 djoumadi-ettani	Dar el Geld	124

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1888	1305		
10 mars		Justice française (justices de paix). . . .	362
17 —	5 redjeb	Communes.	107
20 —	8 —	Postes et télégraphes	513
27 —	15 —	Enseignement public	212
7 avril		Justice française (justices de paix). . . .	362
17 mai	6 ramadan	Importations	350
24 —	13 —	Forêts	264
29 —	19 —	Pêche	458
7 juin	27 —	Communes.	105
11 —	2 —	Postes et télégraphes	514
15 —	6 chaoual	Médecine.	410
15 —	6 —	Pharmacie.	464
21 —	12 —	Communes.	107
22 —	13 —	Habous	298
24 —	15 —	Forêts	264
25 —	16 —	Travaux publics.	608
26 —		Extradition	239
5 juillet	25 —	Boucheries israélites	43
6 —	26 —	Chemins de fer.	71
10 —	1er kâda	Eaux	195
12 —	3 —	Importation.	351
13 —	4 —	Assistance publique.	33
15 —	6 —	Cautionnements.	67
15 —	6 —	Navigation.	431
16 —	7 —	Exhumations	233
17 —		Justice française (compétence).	359
22 —	13 —	Communes.	107
23 —	14 —	Eaux.	196
29 —	20 —	Medbja	415
2 août	24 —	Ghaba	276
6 —	28 —	Passeports.	454
7 —	29 —	Boucheries israélites	45
20 —	13 hidjé	Travaux publics	609
25 —	18 —	Ports et rades.	488
	1306		
7 septembre	1er moharrem	Postes et télégraphes	515
14 —	8 —	Forêts.	265
15 —	9 —	Associations.	35
15 —	9 —	Enseignement public	213
22 —	16 —	Eaux.	196
26 —	20 —	Ports et rades.	488
29 —	23 —	Communes.	108
29 —	23 —	Fondouk des huiles de Tunis.	262
30 —	24 —	Bijouterie	42
4 octobre	28 —	Notariat.	442
4 novembre	30 sfar	Communes	107
19 —	15 rabia-el-aoual	Notariat.	442
27 —	23 —	Justice française (compétence)	360
17 décembre	12 rabia-ettani	Domaine militaire français.	139
26 —	22 —	Brevets d'invention.	46
1889			
3 janvier	30 —	Hygiène publique.	306
3 —	30 —	Prisons.	544
10 janvier	9 djoumadi-el-aoual	Notariat.	442
21 —	20 —	Exportation	235
29 —	28 —	Gendarmerie tunisienne.	273

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1889	1306		
14 février	13 djoumadi-ettani	Notariat	443
20 —		Commissaires-priseurs	82
20 —	19 —	Enseignement public	215
20 —	19 —	Habous	302
21 —	20 —	Ports et rades	489
7 mars	4 redjeb (1)	Œuvres littéraires et artistiques	448
21 —	19 —	Pains azymes	453
25 —	22 —	Agriculture	16
31 —	29 —	Communes	109
1er avril	1er châban	Postes et télégraphes	515
9 —		Justice française (justices de paix)	362
14 —	14 —	Communes	108
16 —	16 —	Ports et rades	489
23 —	23 —	Habous	302
4 mai		Commissaires-priseurs	82
2 juin	4 chaoual	Communes	109
3 —	5 —	Marques de fabrique	406
15 —	17 —	Œuvres littéraires et artistiques	452
17 —	19 —	Postes et télégraphes	515
17 —	19 —	Id.	518
26 —	28 —	Habous	302
6 juillet	8 kâda	Postes et télégraphes	520
9 —	10 —	Viticulture	620
18 —	20 —	Brevets d'invention	50
18 —	20 —	Sapeurs-pompiers	571
20 août	23 hidjé	Eaux	197
	1307		
9 septembre	14 moharrem	Prisons	547
18 —	23 —	Postes et télégraphes	521
6 octobre	13 sfar	Notariat	443
8 —		Contrôle civil	122
16 novembre	23 rabia-el-aoual	Domaine militaire français	139
25 —		Contrôle civil	122
28	5 rabia-ettani	Khalifas	381
9 décembre	16 —	Enseignement public	217
23 —	1er djoumadi-el-aoual	Communes	111
24 —	2 —	Id.	109
31 —		Extradition	239
31 —		Justice française (justices de paix)	362
1890		Forêts	265
5 janvier	14 —	Importation	351
15 —	24 —	Immeubles	341
21 —		Justice française (justices de paix)	363
21 —		Id. (organisation)	366
24 —		Frais de justice criminelle	268
31 —		Commissaires-priseurs	82
23 février	23 djoumadi-ettani	Enseignement public	217
18 mars	27 redjeb	Communes	109
18 —	27 —	Id.	110
4 avril	15 châban	Forêts	265
17 avril		Epizooties	223
11 mai	28 ramadan	Agriculture	16
19 —	1er châban	Servitudes militaires	582
27 —	8 chaoual	Ports et rades	489
28 —	9 —	Esclavage	228

(1) Date de la promulgation.

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1890	1307		
21 juin	4 kâda	Communes	110
26 —		Forêts	266
	21 —	Postes et télégraphes	521
3 juillet		Justice française (justices de paix)	362
3 —	22 —	Ports et rades	490
19 —		Exportations	235
	1308		
25 septembre	11 sfar	Antiquités et objets d'art	25
1er octobre		Viticulture	621
7 —	23 —	Id.	621
24 —		Conférence consultative	118
3 novembre	20 rabia-el-aoual	Agriculture	16
3 décembre	21 —	Servitudes militaires	582
16 —	4 djoumadi-el-aoual	Douanes et monopoles	164
16 —	4 —	Id.	165
16 —	4 —	Id.	166
16 —	4 —	Finances	251
16 —		Tabac	585
26 —		Douanes et monopoles	166
1891			
19 janvier	8 djoumadi-ettani	Bit-el-Mâl	43
5 février	25 —	Saisies-arrêts	558
19 —		Justice française (justices de paix)	363
22 —	13 redjeb	Ports et rades	490
19 mars	9 châban	Communes	110
25 —		Musées	430
1er avril	29 rabia-el-aoual	Boucheries israélites	45
13 —		Exposition	238
14 —		Importation	351
15 —	7 ramadan	Exportation	236
22 —	14 —	Heure légale	304
23 —		Esclavage	228
23 —		Id.	229
23 —		Id.	229
27 —	19 ramadan	Agriculture	17
3 juin	26 chaoual	Immeubles	341
4 —	27 —	Tabac	585
8 —	1er kâda	Monuments historiques	422
20 —	13 —	Importations	352
21 —	14 —	Id.	352
22 —	15 —	Communes	110
22 —	15 —	Passeports	454
1er juillet	25 —	Monnaies	420
8 —	3 hidjé	Chaux et briques	70
8 —	3 —	Savon	574
9 —	4 —	Ports et rades	490
11 —	6 —	Justice française (compétence)	361
24 —	19 —	Exportation	236
	1309		
29 août	25 moharrem	Poteries	536
22 septembre	16 sfar	Habous	302
29 —		Législations	388
14 octobre		Douanes et monopoles	167
21 —	18 rabia-el-aoual	Domaine militaire français	139
9 novembre	8 rabia-ettani	Importation	353
11 —	10 —	Exportation	236

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1891	1309		
11 novembre	10 rabia-ettani	Sel	575
21 —	20 —	Douanes	149
25 —		Postes et télégraphes	522
28 —	27 —	Ports et rades	491
29 —	28 —	Postes et télégraphes	523
5 décembre	4 djoumadi-el-aoual	Servitudes militaires	583
12 —	11 —	Douanes	148
12 —	11 —	Exportation	236
15 —	14 —	Monnaies	421
15 —	14 —	Postes et télégraphes	523
21 —	20 —	Exportation	237
23 —	22 —	Monuments historiques	423
24 —	23 —	Finances	252
24 —	23 —	Ports et rades	492
26 —	25 —	Finances	252
1892			
12 janvier	12 djoumadi-ettani	Recrutement	553
29 —	29 —	Phylloxera	466
29 —	29 —	Id.	471
4 février	6 redjeb	Caïds et cheiks	58
8 —	10 —	Terres sialines	585
3 mars	4 châban	Viticulture	621
16 —	17 —	Immeubles	342
16 —	17 —	Id.	343
16 —	17 —	Id.	345
17 —	18 —	Exportation	237
19 —		Agriculture	17
19 —		Chambre de commerce	74
19 —	20 —	Gendarmerie tunisienne	273
21 —		Agriculture	19
24 —	25 —	Monuments historiques	423
25 —	26 —	Id.	424
7 avril	10 ramadan	Manœuvres militaires (indemnités)	406
19 —	22 —	Pêche	458
19 mai		Agriculture	19
24 —	28 chaoual	Id.	20
31 —	6 kâda	Timbre	593
7 juin	12 —	Notariat	443
9 —	14 —	Finances	252
13 —	18 —	Grande mosquée	286
16 —	21 —	Eponges et poulpes	224
17 —	22 —	Communes	111
18 —	23 —	Habous	303
24 —	29 —	Postes et télégraphes	532
25 —		Finances	255
25 —	1er hidjé	Postes et télégraphes	532
27 —	3 —	Communes	111
27 —	3 —	Id.	111
13 juillet	19 —	Navigation	431
18 —	23 —	Postes militaires	511
21 —	27 —	Caïds et cheiks	58
	1310		
4 août	12 moharrem	Medjba	416
24 —	2 sfar	Id.	416
31 —	9 —	Notariat	443
31 —		Viticulture	624

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1892	1310		
7 septembre	16 sfar	Hygiène publique	308
16 —	26 —	Postes et télégraphes	532
16 —	26 —	Id.	533
17 —	27 —	Saisies-arrêts	559
20 —	29 —	Douanes	149
21 —	30 —	Exportation	237
22 —	1er rabia-el-aoual	Brevets d'invention	51
28 —	7 —	Santé maritime	568
6 octobre	20 —	Servitudes militaires	583
11 —	15 —	Boucherie	43
25 —	4 rabia-ettani	Marques de fabrique	410
26 —	5 —	Denrées alimentaires et engrais	128
15 novembre	25 —	Communes	111
29 —	10 djoumadi-el-aoual	Postes militaires	511
3 décembre	14 —	Postes et télégraphes	533
6 —	17 —	Pâturage	455
7 —	18 —	Monuments historiques	425
14 —	25 —	Medjba	416
1893			
9 janvier		Justice française (justices de paix)	364
10 —		Id. Id.	364
17 —	29 djoumati-ettani	Servitudes militaires	583
21 —	4 redjeb	Domaine militaire français	139
26 —	9 —	Monuments historiques	425
2 février	15 —	Pâturage	455
3 —	18 —	Poudres et explosifs	537
5 —	18 —	Communes	111
9 —	22 —	Domaine militaire français	139
11 mars	23 châban	Ports et rades	492
12 —	24 —	Santé maritime	569
12 —	24 —	Id.	570
18 —	1er ramadan	Exportation	238
19 —	2 —	Elevage	197
21 —	3 —	Travaux publics	611
23 —	6 —	Postes et télégraphes	538
2 avril	15 —	Agriculture	20
12 —		Extradition	239
22 —	7 chaoual	Epizooties	224
23 —	8 —	Postes et télégraphes	535
2 mai	16 —	Domaine militaire français	140
4 —	18 —	Postes et télégraphes	535
6 —	20 —	Presse	542
10 —	24 —	Mines	417
10 —	24 —	Ports et rades	492
10 —	24 —	Terres sialines,	586
17 —	2 kâda	Mahsoulats	401
	1311		
15 juillet	2 moharrem	Domaine militaire français	140
19 —	5 —	Id.	140
20 —	6 —	Finances	255
20 —		Mines	419
31 —	18 —	Postes et télégraphes	535
2 août	20 —	Domaine militaire français	140
15 —	3 sfar	Terres sialines	587
21 —	9 —	Elevage	198
7 septembre	26 —	Domaine militaire français	140

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1893	1311		
7 septembre	26 sfar	Servitudes militaires	583
29 —	18 rabia-el-aoual	Enseignement public	218
30 —	19 —	Exportation	238
1er novembre	22 rabia-ettani	Immeubles	346
29 —		Justice française (tribunal criminel)	367
18 décembre	10 djoumadi-ettani	Arboriculture	25
23 —	15 —	Ports et rades	501
24 —	16 —	Mahsoulats	401
24 —	16 —	Navigation	432
31 —	23 —	Postes et télégraphes	535
1894			
11 janvier	4 redjeb	Finances	255
22 —	15 —	Kanoun	386
25 février		Phylloxera	471
15 mars		Travaux publics	611
19 —	12 ramadan	Monuments historiques	427
26 —	19 —	Domaine militaire français	140
4 avril	28 —	Id.	140
4 —	28 —	Laboratoine de vinification	625
14 —	8 chaoual	Armes	29
15 —		Communes	111
19 —	13 —	Mahsoulats	402
30 —	25 —	Ports et rades	501
5 mai	29 chaoual	Hannetons	625
19 mai	14 kâda	Mahsoulats	402
24 —	19 —	Immeubles	348
12 juin		Domaine public	143
18 —	15 hidjé	Poudres et explosifs	537
18 —	15 —	Presse	542
22 —	19 —	Postes militaires	511
25 —	22 —	Enseignement public	220
2 juillet	29 —	Dîme des céréales	134
	1312		
8 —	5 moharrem	Grande mosquée	286
11 —	8 —	Importation	353
24 —	21 —	Domaine militaire français	140
24 —	21 —	Id.	141
7 août	6 sfar	Id.	141
12 —		Chemins de fer	71
4 septembre	4 rabia-el-aoual	Recrutement	557
10 —	10 —	Chemins de fer	71
18 octobre		Domaine public	144
8 novembre	11 djoumadi-el-aoual	Enseignement public	220
21 —		Colportage	71
26 —	28 —	Exportation	237
13 décembre	15 djoumadi-ettani	Peaux et laines	455
23 —	25 —	Habous	303
27 —	29 —	Chaux et briques	71
31 —	4 redjeb	Postes et télégraphes	535
1895			
2 janvier	6 —	Terres sialines	589
6 —	10 —	Eaux	197
6 —	10 —	Ports et rades	501
10 —	14 —	Servitudes militaires	583
12 —	16 —	Poids et mesures	471
13 —	17 —	Forêts	266

Dates grégoriennes.	Dates musulmanes.		Pages.
1895	1312		
29 —	3 châban	Mahsoulats	403
30 —		Fondouk el Ghalla de Tunis	258
30 —		Mahsoulats	404
3 février	8 —	Ports et rades	503
4 —	9 —	Postes militaires	511
14 —	19 —	Poids et mesures	473
19 —	24 —	Communes	118
20 —	25 —	Id.	118
20 —	25 —	Servitudes militaires	583
3 mars	7 ramadan	Gendarmerie tunisienne	273
7 —	11 —	Transit	605
11 —	15 —	Enregistrement	200
11 —	15 —	Mahsoulats	405
16 —	20 —	Domaine militaire français	141
17 —	21 —	Pèlerins	458
18 —	22 —	Douanes	149
25 —	29 —	Postes militaires	511
15 avril	20 chaoual	Notariat	444
15 —		Postes et télégraphes	535
20 —	25 —	Domaine militaire français	141
22 —	27 —	Entrepôts réels	221
2 mai	8 kâda	Plâtre	471
8 —	13 —	Monuments historiques	428
26 —	2 hidjé	Assistance publique	35
27 —		Chambre de commerce	77
27 —		Id.	79
27 —	3 —	Importation	353
28 —	4 —	Poids et mesures	484
30 —	6 —	Importation	353
11 juin	18 —	Immeubles	348
18 —	25 —	Forêts	267
	1313		
25 —	2 moharrem	Chemins de fer	71
27 —	4 —	Exportation	238
27 —	4 —	Fondouk el Ghalla de Tunis	260
27 —	4 —	Id.	260
3 juillet	10 —	Achour	I
3 —		Immeubles	349
3 —	10 —	Savon	574
8 —		Forêts	267
16 —	23 —	Habous	303
17 —	24 —	Servitudes militaires	584
21 —	28 —	Douanes	149
31 —		Chambre de commerce	81
31 —	9 sfar	Ports et rades	509
4 août	13 —	Caïds et cheiks	58
11 —	20 —	Théâtres et cafés-concerts	589

Dijon, imp. Sirodot-Carré, rue Amiral-Roussin, 40.

DU MÊME AUTEUR

Dictionnaire de la Législation tunisienne, avec notes, notices historiques et tables, suivi d'un appendice contenant la liste des Deys et Beys de Tunis, celle des consuls de France en Tunisie, la généalogie de la famille beylicale, etc.

Premier supplément au DICTIONNAIRE DE LA LÉGISLATION TUNISIENNE (année 1888).

Réponse à la plaidoirie de Me Leven, avocat du barreau de Paris, sur l'exception d'incompétence soulevée par le gouvernement tunisien dans l'affaire du caïd Eliaou-Scemama devant le tribunal de Tunis.

Deuxième supplément au DICTIONNAIRE DE LA LÉGISLATION TUNISIENNE (année 1889).

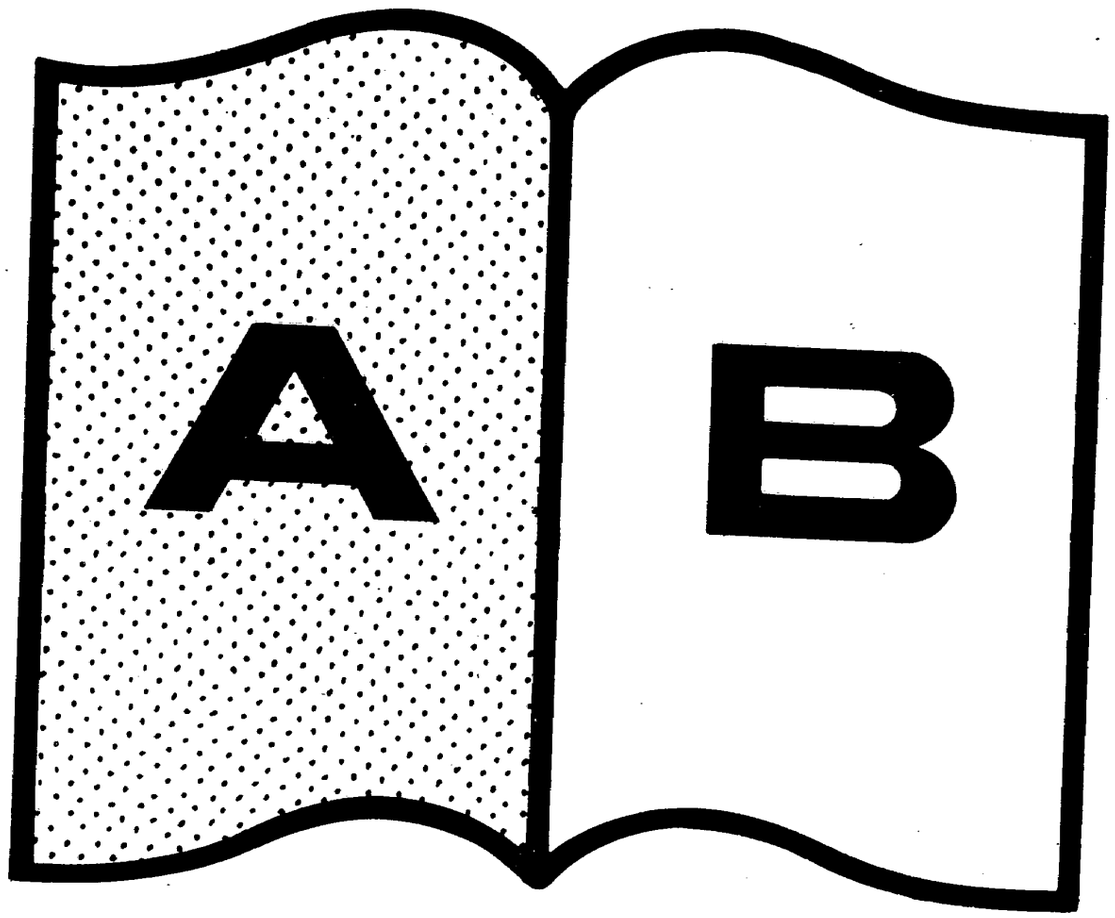
De la condition légale des Français et des immunités diplomatiques en Tunisie.

Les réformes démocratiques. — *Première partie :* L'IMPOT, — suivi d'un projet de loi.

Troisième supplément au DICTIONNAIRE DE LA LÉGISLATION TUNISIENNE (années 1890 et 1891).

Discours prononcé le 14 juillet 1892 au banquet de la colonie française de La Goulette.

Reliure serrée



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14